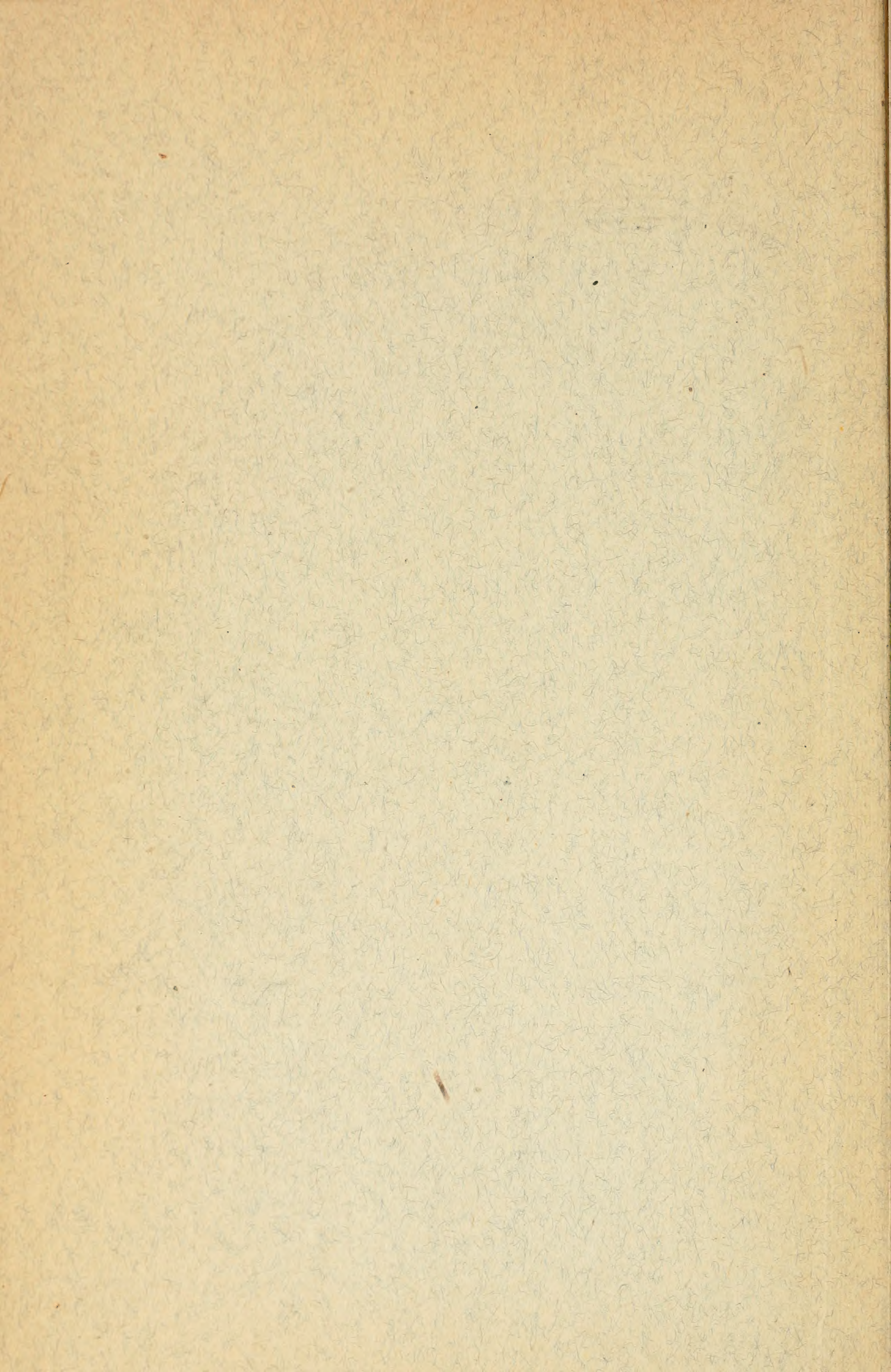
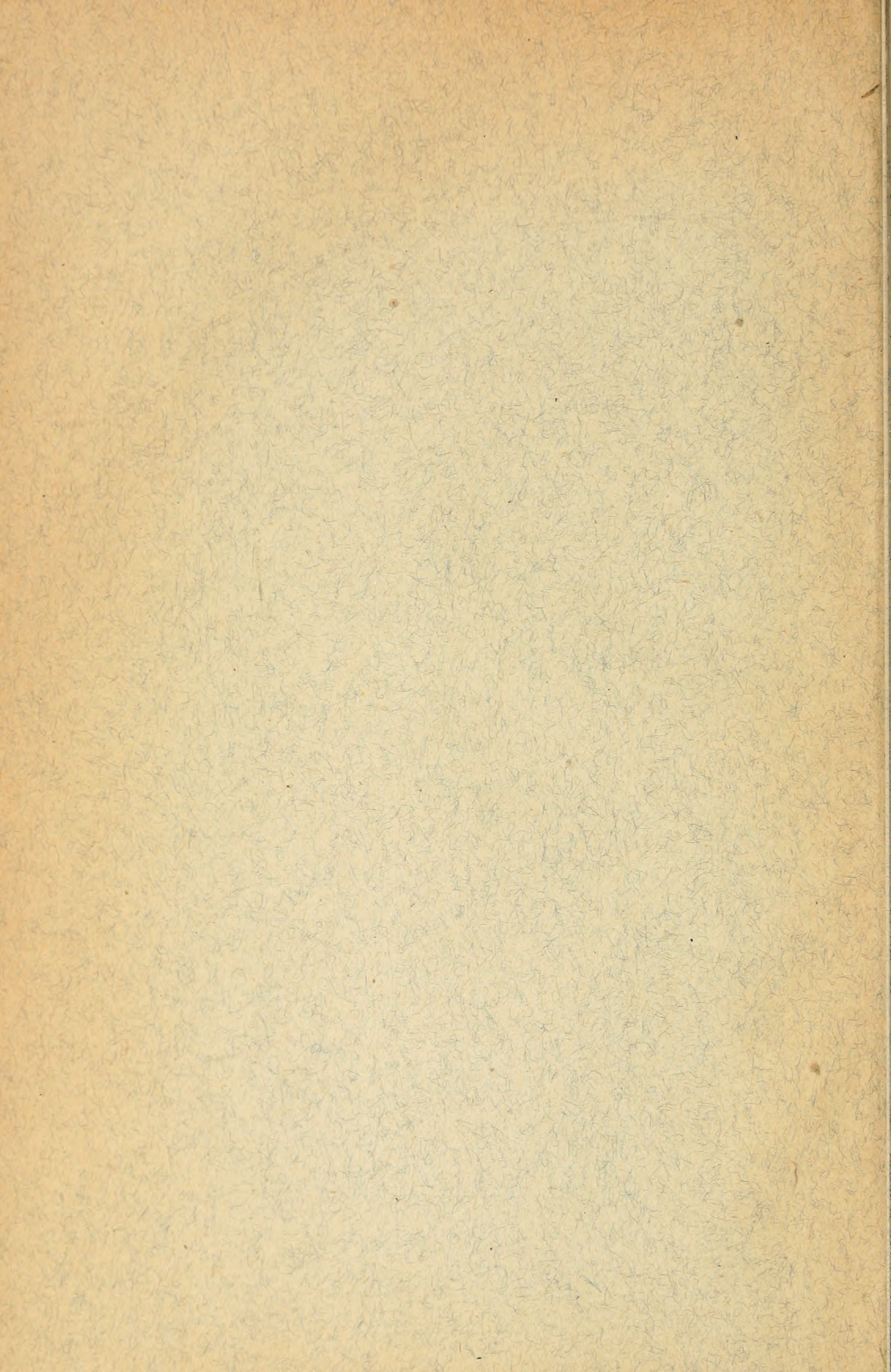






Jahrbuch

des

Völkerrechts.

Gegründet
in Verbindung mit

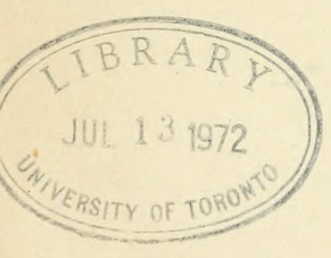
Staatsminister Asser (Haag), Prof. v. Bar (Göttingen), Dr. Barrios (London), Gesandter Itiberê da Cuñha (Berlin), Prof. Fiore (Neapel), Prof. Fleischmann (Königsberg), Gesandter Hagerup (Kopenhagen), Prof. Huber (Zürich), Prof. Kohler (Berlin), Prof. v. Korff (Helsingfors), Prof. Lammasch (Wien), Prof. v. Liszt (Berlin), Prof. v. Martitz (Berlin), Prof. Meurer (Würzburg), Prof. Nys (Brüssel), Prof. Okamatsu (Kyōto), Prof. Marquès de Olivart (Madrid), Prof. Oppenheim (Cambridge), Prof. Renault (Paris), Prof. Sá Vianna (Rio de Janeiro), Prof. Schücking (Marburg), Prof. v. Streit (Athen), Prof. Wilson (Harvard University), Prof. Zorn (Bonn)

von

Th. Niemeyer und **K. Strupp.**

III. Band (Sonderband):

Politische Urkunden zur Vorgeschichte des Weltkrieges.





Verlag von Duncker & Humblot. München und Leipzig 1916.

Die völkerrechtlichen Urkunden des Weltkrieges.

Herausgegeben von

Geh. Justizrat Professor Dr. **Th. Niemeyer**

und Dr. **K. Strupp.**

I. Band:

Politische Urkunden zur Vorgeschichte.



Verlag von Duncker & Humblot. München und Leipzig 1916.

Vorwort.

Der Krieg hat es nötig gemacht, den Plan des Jahrbuchs für die Dauer des Krieges abzuändern. Abhandlungen werden nicht aufgenommen. Nur Urkunden des Weltkrieges werden mitgeteilt.

Die Masse und Eigenart des Stoffes macht eine Verteilung der Urkunden auf mehrere Bände nach besonderer Ordnung erforderlich.

Das Material des vorliegenden Bandes bringt Urkunden, welche die politische Vorgeschichte und Anfangsgeschichte des Krieges bis zum 28. August 1914 betreffen. Die folgenden Bände (es sind im ganzen drei „Kriegsbände" in Aussicht genommen) werden die Urkunden der ferneren politischen Geschichte des Krieges, sodann die im engeren Sinne völkerrechtlichen Urkunden bringen.

Die beigegebenen Register sollen durch ein alphabetisches Sachregister am Schluß im letzten Bande ergänzt werden. Außerdem soll der Schlußband eine völkerrechtliche Bibliographie des Weltkrieges bringen.

Die Vorarbeiten sind in dem Seminar für Internationales Recht an der Universität Kiel gemacht, im Anschluß an das von diesem Seminar unternommene Kriegsarchiv des Völkerrechts.

Kiel und Frankfurt, 1. Oktober 1916.

Die Herausgeber.

Inhaltsverzeichnis.

Registerteil.

Sinnstörende Druckfehler.

Auf S. 125 Zeile 15 von unten lies **14.** février.

„ „ 272 „ 23 von unten lies **4.** August.

„ „ 372 „ 2 von oben ist hinzuzusetzen: **vom 26. Juli 1914.**

„ „ 434 „ 2 von unten ist hinter 30. Juli hinzuzufügen: **oder 31. Juli.**

„ „ 446 Zeile 2 der Anmerkung ist anstatt 144 zu lesen: **145.**

„ „ 480 in Nr. CCCCXXVI Zeile 15 des Textes ist die auf die Anmerkung verweisende Ziffer [1]) hinter à als solche, nicht als Schluß der Klammer zu lesen.

„ „ 629 Zeile 4 lies: **Gb. I.**

„ „ 751 „ 5 der Namen lies Grey an **Bertie.**

„ „ 755 „ 5 der Namen lies: Schön **an das französische Ministerium des Aeußern, Paris.**

„ „ 759 hinter Zeile 2 der Namen ist einzufügen:
(Kriegserklärung Englands an Oesterreich).

A. Vorgeschichte.

a) Vorgeschichte des Krieges der Zentralmächte mit dem Dreiverband, Serbien, Montenegro, Belgien.

1. Berichte der belgischen Vertreter in Berlin, London und Paris an den Minister des Auswärtigen in Brüssel.*)

Nr. I. Le Comte de Lalaing, Ministre de Belgique à Londres, à M. le Baron de Favereau, Ministre des Affaires Etrangères.

Londres, le 7 février 1905.

Monsieur le Baron!

L'inimitié du public anglais pour la nation allemande n'est pas de date récente. Elle est fondée, semble-t-il, sur la jalousie et la crainte. Sur la jalousie, en présence des projets économiques et commerciaux de l'Allemagne; sur la crainte, en voyant que la suprématie navale, la seule que l'Angleterre puisse revendiquer, pourrait peut-être un jour lui être disputée par la flotte allemande. Cet état d'âme est fomenté par la presse anglaise, sans souci des complications internationales; et un coup de patte contre l'ambitieux Empereur et les sourdes menées de son chancelier ne manque jamais d'obtenir les applaudissements de la foule.

L'attaque produit la riposte et on constate une aigreur correspondante chez les écrivains et les journalistes germaniques. L'autre jour, le Dr. *Paasche* jetait un cri d'alarme en apprenant que l'amirauté anglaise voulait concentrer dans la mer du Nord l'escadre qui jusqu'ici avait son point d'attache dans la Méditerranée et y trouvait la preuve que pour le Cabinet de Londres il n'y avait d'autre ennemi à redouter en Europe que l'Allemagne. La semaine dernière, dans un banquet Mr. *A. Lee*, Civil Lord of the Admirality, a loué les récentes réformes introduites par le Gouvernement, qui permettent de donner le premier coup avant que l'adversaire ne soit prêt, avant même que la guerre ne soit déclarée. Il a ajouté que c'est du côté de la mer du Nord que la vigilance de l'amirauté doit s'exercer surtout.

---

*) Veröffentlicht durch die „Norddeutsche Allgemeine Zeitung“ 1915, Nr. 208 ff., 29. Juli ff.

Ce langage a eu un grand retentissement en Allemagne. Aussi essaie-t-on de replâtrer les choses, et on dit ici que le langage de Mr. *Lee* a été mal interprété, car les deux Gouvernements sont et veulent rester en bons termes; mais l'esprit chauvin se donne libre cours dans le public anglais et les journaux peu à peu faussent l'opinion qui en est arrivée à trouver que l'Allemagne n'a pas le droit d'augmenter ses forces navales et que son budget de la marine constitue une provocation à l'égard de l'Angleterre.

Veuillez agréer, etc.

(s.) Cte. *de Lalaing.*

Nr. II. Le Baron Greindl, Ministre de Belgique à Berlin, à M. le Baron de Favereau, Ministre des Affaires Etrangères.

Berlin, le 18 février 1905.

Monsieur le Baron!

Les sept voyages que j'ai eu à faire depuis le 15 novembre et les nombreuses affaires urgentes dont j'ai eu à m'occuper pendant le peu de temps que j'ai pu passer à Berlin dans les intervalles, m'ont forcé à reduire ma correspondence au strict nécessaire. C'est pour cette raison que je ne vous ai pas parlé, malgré le retentissement qu'elle a eu, de l'entrevue du chancelier avec le journaliste anglais M. *Bashford* publiée il y a trois mois. En faisant savoir au public anglais que l'Allemagne n'a aucune idée d'agression contre l'Angleterre, le Comte *de Bülow* n'a rien dit qui ne soit connu de quiconque est de sang froid. L'Allemagne n'aurait rien à gagner à un conflit. De plus elle n'est pas préparée pour la lutte. Malgré les progrès maritimes de l'Allemagne ses forces navales sont encore tellement inférieures à celles de l'Angleterre que ce serait folie que de provoquer une guerre. La flotte allemande a été créée dans un but purement défensif. La petite dimension des soutes à charbon de ses vaisseaux de haut bord et le petit nombre des croiseurs prouvent d'ailleurs que la flotte n'est pas destinée à s'éloigner des côtes.

J'ai cru pouvoir d'autant mieux me dispenser de vous parler de cette entrevue que tous les journaux l'ont publiée et que je n'en attendais pas un meilleur succès que des nombreuses tentatives de rapprochement qui l'ont précédée. La vraie cause de la haine des Anglais contre l'Allemagne est la jalousie inspirée par le développement extraordinaire de la marine marchande, du commerce et de l'industrie de l'Allemagne. Cette haine persistera jusqu'à ce que les Anglais se soient pénétrés de l'idée que le commerce du monde n'est pas un monopole qui appartient de droit à l'Angleterre. Elle est d'ailleurs soigneusement entretenue par le Times et toute une série de journaux et de revues qui ne reculent pas devant la calomnie pour flatter les goûts de leurs lecteurs.

On dit le Roi *Edouard VII* profondément pacifique; mais un Roi d'Angleterre n'a qu'une influence très limitée sur la direction politique de son pays.

Le gouvernement anglais partage jusqu'à un certain point le sentiment public ou du moins il est incapable de résister au courant, puisqu'il dépend exclusivement de la chambre des communes à laquelle le pouvoir exécutif est de plus en plus subordonné.

Une des raisons principales du récent arrangement entre la France et l'Angleterre insuffisamment expliqué d'après moi, a été sans doute le désir d'avoir la main libre du côté de l'Allemagne.

Mais quelque fût leur pensée intime, les ministres anglais avaient toujours été corrects dans la forme. Il était évident que la nouvelle organisation de la flotte anglaise visait l'Allemagne. Si le centre en est maintenant dans la mer du Nord, ce n'est certainement pas contre la Russie dont le matériel est en grande partie détruit et dont la marine vient de donner des preuves éclatantes d'incapacité; mais il était inutile de le proclamer. Le discours de M. *Lee* a fait une impression d'autant plus pénible en Allemagne que le lord civil de l'amirauté a dit que l'ennemi entendrait les canons de la flotte anglaise avant d'avoir eu le temps de recevoir par les journaux la nouvelle de la déclaration de guerre. Dans sa pensée il s'agit donc d'une agression de la part de l'Angleterre.

M. *de Mühlberg* m'a dit que l'Empereur a parlé en termes très sévères à l'ambassadeur d'Angleterre à Berlin de l'incartade de M. *Lee*. Celuici a publié depuis une rectification du compte rendu de son discours corrigeant ce qu'il y avait de blessant pour l'Allemagne. On ne paraît attacher ici qu'une foi médiocre à ce démenti.

Agréez, Monsieur le Baron etc.

(s.) *Greindl.*

Nr. III. Le Comte de Lalaing, Ministre de Belgique à Londres, à M. le Baron de Favereau, Ministre des Affaires Etrangères.

Londres, le 1 avril 1905.

Monsieur le Baron!

Vous n'ignorez pas que l'Empereur d'Allemagne est impopulaire en Angleterre surtout depuis son télégramme historique, et vous savez le peu de sympathie que la nation éprouve pour l'Allemagne. La visite de l'Empereur à Tanger n'a pas manqué de susciter des articles désobligeants dans la presse, heureuse d'une occasion de déverser sa mauvaise humeur contre le Souverain d'un pays qui est une rivale commerciale de l'Angleterre, qui veut se créer une marine de guerre de premier ordre, et qui à présent encouragé les Marocains dans leur sourde résistance aux entreprises de la France.

On appréhende de voir l'Allemagne insister sur le maintien de la porte ouverte à Tanger, et soutenir l'indépendance du Sultanat contrariant ainsi la politique de „pénétration pacifique“ entreprise par la France, avec l'assentiment de l'Angleterre.

On paraît persuadé qu'en se rendant à Tanger, l'Empereur a voulu non seulement donner une leçon à la France, mais aussi à son amie.

Cette susceptibilité britannique vis à vis de Berlin existe depuis longtemps, mais il n'est pas rassurant de constater qu'elle augmente au lieu de diminuer.

Jusqui'ici le Cabinet anglais n'a pas eu à exprimer ses vues, et la question n'a pas été soulevée à la Chambre; mais d'après une rumeur qui a cours dans le public on répondrait à l'attitude de l'Empereur *Guillaume* par une démonstration Anglo-Française, sous forme de visites reciproques des escadres des deux nations dans le courant de cet été, à l'instar de ce qui s'est passé en 1893, lorsque la flotte russe est venue à Toulon pour affirmer l'amitié franco-russe.

Veuillez agréer, etc.

(s.) Cte. *de Lalaing.*

Nr. IV. M. A. Leghait, Ministre de Belgique à Paris, à M. le Baron de Favereau, Ministre des Affaires Etrangères.

Paris, le 7 mai 1905.

Monsieur le Baron!

La présence du Roi d'Angleterre à Paris, dans un moment où l'atmosphère est toute vibrante encore des évènements de Tanger, a une signification qu'il y a lieu de constater avec une sérieuse attention mais à laquelle il ne faudrait pourtant pas accorder une importance exagérée. Le Roi n'avait nul engagement qui l'obligeait à faire maintenant un séjour à Paris et, s'il l'a fait, c'est évidemment pour donner en ce moment à la France un nouveau témoignage d'amitié et accentuer, en présence de circonstances spéciales, la solidarité qui existe entre les signataires de l'accord du 8 avril 1904. Cette solidarité a en effet été nettement et fortement affirmée, mais sans ostentation, sans toasts et sans démonstrations publiques. Le Roi ne s'est pas borné pourtant à exprimer ses sentiments et ses vues à M. *Delcassé* et aux hommes politiques français, il a tenu à ce que la cour de Berlin en fut informée et il a eu à cet effet, après le dîner à l'Elysée, un long entretien avec l'ambassadeur d'Allemagne auquel il aurait parlé, paraît-il, en termes fort précis. La teneur de cet important entretien a été communiquée à M. *Delcassé*, mais les termes en sont tenus secrets.

Le silence que continue à observer l'Allemagne, malgré l'offre de M. *Delcassé* de causer pour dissiper tout malentendu, maintient ici l'état de nervosité qui règne et on se demande quand et comment on sortira de la situation fausse dans laquelle on se trouve. Hier encore le Prince *de Radolin* a été reçu par M. *Delcassé*, il a fait beaucoup de frais d'amabilité mais il n'a pas abordé la question marocaine. On se plait à supposer que la visite de l'Empereur *Guillaume* à Tanger ayant été une démonstration d'initiative personnelle on attend à Berlin le retour de Sa Majesté pour en régler les conséquences.

On me dit que l'idée de réunir une conférence pour poursuivre et compléter l'oeuvre de celle de Madrid en 1880 serait abandonnée parce qu'au-

cune puissance ne s'y est montrée favorable et qu'il n'est pas à supposer que le Sultan du Maroc veuille prendre l'initiative d'une telle proposition.

Dans les sphères gouvernementales on prétend que par les conventions franco-anglaise et franco-espagnole on ne s'est pas écarté de l'esprit de la convention de Madrid, qu'on a fourni à ce sujet d'amples explications et que l'action de la France au Maroc, d'accord avec l'Angleterre, l'Espagne et l'Italie, est sur des bases parfaitement correctes tandisque l'attitude de l'Allemagne ne peut être basée que sur des craintes et des suspicions, qu' aucun fait ne justifie et qui sont blessantes pour la France.

Quoique tous les chefs de parti se croient actuellement obligés par les circonstances de soutenir la politique marocaine de M. *Delcassé*, il n'est pas à dire pour cela qu'ils l'approuvent et bon nombre d'entre eux l'avaient prévenu qu'il ne fallait pas toucher à cette question que de longue date on avait étudiée et dont on avait toujours constaté les dangers. M. *Delcassé* a cru que l'accord avec l'Angleterre avait écarté ces périls et que le moment était opportun pour développer l'influence française dans cette partie de l'Afrique. On lui dit aujourd'hui que l'attitude de l'Angleterre a été fallacieuse et que l'accord imposé avec l'Espagne en a été la première preuve. On sait en effet que les clauses secrètes de cet accord laissent à l'Espagne des avantages pour l'organisation financière et monétaire et que dans la répartition éventuellement prévue des zones d'influence la France a été écartée de Tanger et de la partie la plus importante des côtes.

L'accord franco-espagnol a été communiqué par les deux pays intéressés aux puissances comme corollaire de l'accord franco-anglais. L'Allemagne ne pouvait donc pas ignorer ces arrangements et l'attitude qu'elle a prise dans la suite ne peut être basée que sur des considérations politiques d'un ordre général ou sur la crainte que les négociations entamées à Fez n'aboutissent avec le consentement tacite de l'Angleterre à un résultat dépassant les proportions avouées jusqu'ici.

Il résulte de renseignements puisés à des sources autorisées que l'on ne croit pas qu'il y ait des clauses secrètes annexées à l'accord du 8 avril 1904 mais on suppose qu'il y a une centaine entente tacite par laquelle l'Angleterre laisserait une assez grande liberté d'action à la France au Maroc, sous la réserve des clauses secrètes de l'arrangement franco-espagnol, clauses sinon imposées du moins fortement soutenues par le cabinet de Londres.

Si l'on est tenté d'attribuer des intentions quelque peu machiavéliques à la politique bienveillante de l'Angleterre envers la France dans la question marocaine, on ne va pas pourtant jusqu'à croire que les vues et les aspirations anglaises aient été formulées dans un écrit en prévision de complications générales. On est plutôt tenté de croire que les difficultés actuelles ont surpris les cabinets de Paris et de Londres et ont créé une situation que l'on n'avait pas prévue et en prévision des conséquences générales de laquelle on n'aurait par conséquent pas pris d'engagements. C'est surtout cette imprévoyance que l'on reproche à M. *Delcassé* et ses adversaires politiques qui

ne lui avaient pas ménagé leurs avertissements ne manqueront pas, quelque soit l'issue de la crise actuelle, d'en profiter pour exiger sa retraite.

La prolongation anormale de la situation troublée et inquiétante dans laquelle on se trouve ne fait qu'accroître l'instabilité de la position du ministre des Affaires étrangères et c'est peut-être là ce que l'on veut à Berlin.

On est très anxieux de connaître les paroles que l'Empereur *Guillaume* prononcera à Gravelotte le 11. de ce mois et le caractère purement civil qu'il a voulu donner à cette cérémonie laisse espérer qu'il profitera de cette occasion pour atténuer l'effet de sa descente à Tanger. Quoiqu'il en soit, la confiance qui s'était rétablie dans les relations franco-allemandes s'est évanouie et on en est revenu au point où l'on en était il y a environ vingt ans.

Veuillez agréer, etc.

(s.) *A. Leghait.*

Nr. V. Le Comte de Lalaing, Ministre de Belgique à Londres, à M. le Baron de Favereau, Ministre des Affaires Etrangères.

Londres, le 8 juin 1905.

Monsieur le Baron!

La nouvelle de la retraite de M. *Delcassé* a été reçue avec regret par les organes du Gouvernement Britannique. La politique anglophile de l'ancien Ministre des Affaires Etrangères, si énergiquement secondé par l'ambassadeur de France à Londres, avait abouti à une entente dont les évènements récents ont prouvé toute l'utilité et l'incertitude qui règne quant à l'orientation que donnera son successeur à la politique française, n'est pas sans préoccuper l'opinion.

Tout en félicitant M. *Delcassé* de la grande oeuvre accomplie, le „Times" reconnaît, qu'en ce qui concerne le Maroc, il a négligé de considérer les circonstances qui pourraient résulter d'une défaite de la Russie en Extrême Orient et par conséquent donner à l'Allemagne une opportunité d'intervenir en encourageant le Sultan dans sa résistance aux projets de la France.

Il est vrai que l'Allemagne avait semblé d'abord ne se préoccuper nullement de l'arrangement anglo-français et avait eu soin de ne pas laisser deviner le parti qu'elle devait tirer de la passivité forcée de la Russie dans les affaires Européennes. La faute n'en reste pas moins à M. *Delcassé* d'avoir cru pouvoir se passer de l'assentiment de l'Allemagne dans le règlement d'une question d'un intérêt commercial très important pour elle.

Le Journal de la Cité exprime l'espoir que M. *Rouvier*, le successeur désigné de M. *Delcassé*, continuera l'Entente cordiale devenue, plus qu'une politique de Gouvernements, une véritable union entre deux peuples, et il assure le Gouvernement français, en ce cas, de la continuation de l'attitude de loyale coopération adoptée par l'Angleterre.

Sans vouloir préjuger ce que fera la France, l'organe conservateur déclare que, si le Gouvernement de la République refuse de prendre part à la

Conférence proposée par le Sultan du Maroc, l'Angleterre en fera autant et que, sur ce point comme en tout le reste, le Gouvernement britannique suivra fidèlement la politique sur laquelle est basé l'arrangement qu'il a conclu avec la France et l'Espagne.

Veuillez agréer, etc.

(s.) Cte. *de Lalaing.*

Nr. VI. Le Comte d'Ursel, Chargé d'affaires de Belgique à Berlin, à M. le Baron de Favereau, Ministre des Affaires Etrangères.

Berlin, le 5 août 1905.

Monsieur le Baron!

Deux journaux allemands, le Reichsbote et le Staatsbürger, d'ailleurs dépourvus d'autorité, avaient cru devoir attirer l'attention de leurs lecteurs sur le péril qui pourrait résulter pour l'Allemagne des manoeuvres projetées de l'escadre anglaise dans la Baltique et suggéraient l'idée que les puissances rivéraines en interdisent l'accès aux flottes étrangères. La Gazette de Cologne, dans un article officieux paru le 30 Juillet, avait pris la peine de faire remarquer que l'alarme manifestée par les journaux dont il s'agit était dépourvue de toute raison d'être: que si l'escadre britannique jugeait à propos de s'approcher des côtes allemandes, elle y recevrait l'accueil courtois qui lui est dû d'après les usages internationaux. L'émotion de la presse anglaise ne s'explique guère et si celle-ci persistait à s'alarmer des suggestions de quelques journaux allemands, on pourrait lui faire remarquer que jadis la visite d'une escadre allemande à Plymouth avait donné lieu dans la presse anglaise aux commentaires les plus pessimistes. Récemment encore, les déclarations d'un lord civil de l'amirauté tempérées il est vrai, par des explications données en haut lieu, constituaient une nouvelle preuve des sentiments peu bienveillants de l'opinion anglaise vis-à-vis de l'Allemagne.

La „Norddeutsche Allgemeine Zeitung“ reproduisait dans son Nr. d'hier un article du „Fremdenblatt“ conçu dans le même esprit. Le journal viennois ajoutait que l'Allemagne et l'Angleterre pouvaient se faire concurrence au point de vue économique sans que cette rivalité ait necessairement son contre-coup sur le terrain politique. La „Norddeutsche Allgemeine Zeitung“ faisait suivre la reproduction de l'article du „Fremdenblatt“ de cette phrase: „Nous espérons que ces idées seront accueillies de l'autre côté du canal comme elles méritent de l'être.“

Il est à craindre que le voeu reste platonique. La rivalité entre l'Angleterre et l'Allemagne a des causes trop profondes pour qu'il suffise des déclarations de gens bien intentionnés pour les améliorer. Les Anglais n'admettent pas que leur commerce et leur puissance maritime puissent être mis en péril. Or les progrès gigantesques de l'Allemagne constituent pour l'Angleterre une menace permanente et tous les moyens lui sont bons pour faire échec à cette expansion. L'entrevue récente de l'Empereur d'Allemagne et

du Czar, la visite de l'Empereur *Guillaume* à Copenhague, la présence d'une escadre allemande dans les eaux danoises tout est prétexte à la presse anglaise pour se répandre en récriminations et en invectives contre l'Allemagne. Partout où l'Angleterre peut lui susciter quelque embarras, elle s'empresse de profiter de l'occasion. L'assistance ouverte donnée par les Anglais aux insurgés de la colonie allemande du sud-ouest africain en leur reconnaissant la qualité de belligérants et en interdisant le transit par la colonie du Cap des vivres et des munitions destinés aux troupes allemandes est significative à cet égard.

Il est question depuis deux jours d'une entrevue entre l'Empereur d'Allemagne et le roi Angleterre sur territoire allemand. Il est permis de se montrer sceptique quant aux effets qui pourront en résulter au point de vue de l'amélioration des rapports entre les deux pays.

Veuillez agréer, etc.

(s.) *L. d'Ursel.*

Nr. VII. Le Comte d'Ursel, Chargé d'affaires de Belgique à Berlin, à M. le Baron de Favereau, Ministre des Affaires Etrangères.

Berlin, le 22 Août 1905.

Monsieur le Baron!

J'ai eu l'honneur de vous entretenir par mon rapport du 5 de ce mois du cri d'alarme jeté par quelques journaux allemands à la nouvelle que l'escadre anglaise se préparait à venir manoeuvrer dans les eaux de la mer Baltique. Ces journaux ne proposaient rien moins que de fermer aux flottes étrangères l'accès de la mer Baltique. Des déclarations officieuses sont venues mettre les choses au point. On faisait remarquer qu'une escadre allemande avait relâché sur les côtes d'Angleterre sans que celle-ci en prît ombrage et que la courtoisie internationale réclamait qu'on fît le même accueil aux vaisseaux anglais.

Cette même note se fait entendre dans l'article officieux ci-joint que publie la Norddeutsche Allgemeine Zeitung dans sa revue hebdomadaire d'avant-hier. Il y est dit que la flotte anglaise touchera au cours de ses manoeuvres dans plusieurs ports étrangères et notamment dans des ports allemands: qu'il est du devoir de la population de ces villes de réserver aux officiers et aux marins anglais le même bon accueil que les Allemands ont reçu en Angleterre où les autorités se sont efforcées de rendre agréable aux étrangères le séjour dans le pays. L'article exprime en terminant le souhait que la visite de l'escadre anglaise contribue à renforcer la considération réciproque que se doivent deux grands pays civilisés.

Il est à craindre que ce voeu officiel reste platonique; les excitations de la presse anglaise dans l'affaire marocaine, l'accueil exagérément enthousiaste fait aux marins français en Angleterre, l'attitude à peine polie du Roi *Edouard VII* venant faire une cure à quelques kilomètres de la frontière

allemande sans manifester le désir de se rencontrer avec son neveu sont autant de symptomes de mauvais vouloir de l'Angleterre vis-à-vis de l'Allemagne. Aussi serait-il extraordinaire qu'on se montrât plus que strictement poli vis-à-vis de marins anglais. La municipalité de Swinemünde a donné l'exemple de la réserve en refusant de voter de fonds pour la réception de l'escadre.

Veuillez agréer, etc.

(s.) *L. d'Ursel.*

Nr. VIII. Le Baron Greindl, Ministre de Belgique à Berlin, à M. le Baron de Favereau, Ministre des Affaires Etrangères.

Berlin, le 23 septembre 1905.

Monsieur le Baron!

Depuis des années on mène dans des journaux anglais à la tête desquels se trouve La National Review, une campagne pour préconiser un rapprochement entre l'Angleterre et la Russie. Après la conclusion de l'accord anglo-français, la diplomatie française s'est activement employée dans ce sens. D'après des bruits persistants les négociations continuent. Certains symptômes me portent à croire qu'il faut leur accorder une attention particulière. J'ai appris que dans la haute finance de Londres on ne repousse plus l'idée d'émettre en Angleterre un emprunt russe. Il y a peu de temps encore, les banquiers anglais n'auraient pas même consenti à en discuter la possibilité.

J'ai demandé hier à M. le Baron *de Richthofen* ce qu'il fallait penser des rumeurs qui circulent. Il m'a répondu qu'il y a certainement en Angleterre un courant favorable à un rapprochement avec la Russie, surtout dans les sphères élevées et en très haut lieu. J'ai interrompu le Baron *de Richthofen* pour dire qu'on prête en effet au Roi d'Angleterre un projet semblable dont il aurait même fait part à l'Empereur lors de leur dernière entrevue. Le secrétaire d'état ne m'a pas contredit.

Continuant M. le Baron *de Richthofen* m'a dit que même depuis la chute de M. *Delcassé*, il y a encore en France un fort parti qui veut continuer la politique de l'ancien ministre des affaires étrangères. Enfin dans toutes ces combinaisons l'hostilité contre l'Allemagne joue son rôle. Toutefois le secrétaire d'état ne croit pas que le danger soit bien grand. La base manque pour une entente entre l'Angleterre et la Russie. Elle serait en contradiction avec l'alliance conclue le 12 Août dernier entre l'Angleterre et le Japon. Contre qui cette alliance serait-elle dirigée, sinon contre l'Empire du Czar? Un pareil projet ne cadre pas non plus avec le langage très sympathique pour l'Allemagne que vient de tenier M. *Witte* à Paris. Le président du conseil des ministres de Russie va rentrer à Saint Pétersbourg et y aura sans doute son mot à dire. Si un accord entre l'Angleterre et la Russie était proche M. *Witte* aurait certainement été à Londres. Il se borne à visiter Paris et Berlin et ne verra pas d'autre chef d'état que M. *Loubet* et l'Empereur d'Allemagne.

J'ai répliqué que malgré l'immense service que vient de rendre M. *Witte* à la Russie il passe pour être toujours assez mal vu à la cour. M. le Baron *de Richthofen* m'a répondu que M. *Witte* est plutôt mal élevé et dit sans ménagement tout ce qu'il pense. C'est pourquoi il n'est pas aimé des grands-ducs: mais c'est un homme dont l'autorité s'impose et de l'opinion duquel il faut tenir compte.

A notre point de vue il est à souhaiter que le secrétaire d'état ait raison. La triple alliance dirigée par l'Allemagne nous a donné trente ans de paix européenne. Elle est maintenant affaiblie par l'état de décomposition où se trouve l'Empire austro-hongrois. La nouvelle triple entente de la France, de l'Angleterre et de la Russie ne la remplacerait pas. Elle serait au contraire une cause d'inquiétude perpétuelle On en a si bien le sentiment ici qu'au commencement de l'année dernière, lorsqu'on savait que d'actives négociations se poursuivaient entre Paris et Londres sans être exactement informé de l'objet sur lequel elles portaient, l'Empereur croyait à une agression imminente de la France alliée à l'Angleterre.

Malgré les très grosses difficultés d'un rapprochement entre Londres et Saint-Pétersbourg la possibilité n'en est plus exclue. Vous remarquerez que le secrétaire d'état la considère seulement comme improbable. L'entente entre la France et l'Angleterre était plus improbable encore et pourtant elle s'est réalisée. Elle a été ratifiée par les deux peuples parce qu'elle est l'expression de la haine commune contre l'Allemagne. De même le Russe hait l'Allemand parce que l'Allemagne est le pays voisin qui sert de point de comparaison et dont la civilisation supérieure humilie son orgueil de barbare.

Ce n'est un mystère pour personne que les relations personnelles de l'Empereur et du Roi d'Angleterre sont franchement mauvaises.

La nouvelle répartition des forces navales de l'Angleterre est évidemment dirigée contre l'Allemagne. Si l'on en avait douté, le discours imprudent du lord civil de l'amirauté M. *Lee* aurait ouvert les yeux. En choisissant la Baltique pour le théâtre des manoeuvres de la flotte anglaise, le gouvernement britannique n'a fait évidemment qu'user de son droit. L'Allemagne aurait été mal venue à s'en offenser et elle a fait aux marins anglais l'accueil le plus courtois: mais ce n'en était pas moins une démonstration dont le but était de faire toucher du doigt au peuple allemand l'écrasante supériorité numérique des forces navales anglaises. Le télégramme obligé de l'amiral anglais à l'Empereur était glacial et Sa Majesté a répondu sur le même ton.

Les efforts inouis qu'a faits la presse anglaise pour empêcher le réglement pacifique de l'affaire du Maroc et la crédulite probablement pas très sincère avec laquelle elle accueille toutes les calomnies dirigées contre la politique allemande, montrent combien l'opinion publique dans la Grande-Bretagne est préparée à accueillir favorablement toute combinaison hostile à l'Allemagne.

Enfin la principale cause de dissentiment entre l'Angleterre et la Russie est provisoirement écartée. C'était l'ambition malsaine de la Russie d'étendre incessamment les limites d'un empire déjà beaucoup trop grand. Les désastres militaires de la Russie et ses embarras interieurs la forceront à renoncer pour longtemps à la politique de conquêtes.

Il est vrai que d'un autre côté l'Allemagne a profité du conflit entre la Russie et le Japon pour améliorer notablement ses relations avec l'Empire voisin. On lui a su gré à Saint-Pétersbourg de la neutralité bienveillante qui a permis à la Russie de concentrer toutes les forces disponibles vers l'extrême Orient; mais ni les peuples ni les gouvernements ne se piquent de gratitude. Combien de temps la reconnaissance durera-t-elle après que le danger est passé? La Russie toujours aux abois et qui a saturé la France et l'Allemagne d'emprunts russes restera-t-elle longtemps insensible à la sensation d'ouvrir à son profit un nouveau marché financier?

Je n'ai, bien entendu, aucune raison de croire qu'un résultat positif quelconque ait déjà été obtenu; mais il y a une possibilité dont il faut tenir compte. Les constellations politiques ne sont pas éternelles. Il se prépare peut-être un nouveau proupement des grandes puissances qui diminuerait la sécurité européenne et qui s'accomplirait par conséquent à notre détriment.

Agréez, etc.

(s.) *Greindl.*

Nr. IX. Le Baron Greindl, Ministre de Belgique à Berlin, à M. le Baron de Favereau, Ministre des Affaires Etrangères.

Berlin, le 30 septembre 1905.

Monsieur le Baron!

Depuis que je n'ai plus à ma disposition le courrier anglais, je me trouve très souvent géné dans ma correspondance. J'ai dû plus d'une fois supprimer des informations on des réflexions qu'il eut été imprudent d'expédier par la poste.

Je profite du départ de M. *de Bonin* qui à la complaisance de se charger d'un pli à votre adresse, pour pous parler du traité d'alliance conclu le 12 août dernier entre l'Angleterre et le Japon et qui vient d'être publié. Commentant cet acte diplomatique la Gazette de Cologne dit que les deux puissances se garantissent mutuellement leurs possessions en Asie, en tenant compte de leur position spéciale en Corée et au Thibet: qu'elles assurent le statu quo dans l'extrême Orient et reconnaissent le principe de la porte ouverte. Ces deux derniers points tiennent compte des intérêtes des tiers et répondent aux aspirations de l'Allemagne. La Gazette se montre donc satisfaite.

C'est sans doute la note officielle qui sera donnée au département Impérial des Affaires étrangères: mais je sais que l'accord intervenu y a causé une impression désagréable.

Il est très peu probable que la Russie soit capable d'essayer une revanche pendant les dix premières années qui suivront sa défaite, c'est-à-dire pendant la durée du traité même, si elle se relève plus vite qu'on ne le pense, l'alliance est superflue en ce qui la concerne, au moins pour le Japon. Il peut être fort agréable et fort utile à l'Angleterre d'obtenir le concours de l'armée japonaise pour dàfendre l'Hindoustan, mais on ne voit pas bient comment elle pourrait venir en aide à son alliée, si ce n'est sous le rapport financier. Elle n'a pas un seul soldat à mettre à la disposition du Japon et celui-ci n'a pas besoin des vaisseaux anglais. La flotte russe est anéantie. La Russie peut à la vérité se procurer assez rapidement un matériel nouveau. C'est une question d'argent mais on ne forme pas en un tour de main des amiraux et des matelots. Le personnel de la marine russe à fait preuve d'une effroyable incapacité. Le Japon est maître de la mer de Chine pour de longues années.

Si le traité n'a pas pour but de prévenir une aggression russe, contre qui serait-il dirigé sinon contre l'Allemagne?

Ce n'est certes pas pour Kiautschau lui même que l'Empire en a pris possession. Il voulait avoir une base d'opération pour s'assurer une part du butin à une époque où le partage de la Chine paraissait imminent. L'alliance anglo-japonaise signifie que l'Allemagne doit renoncer à toute velléité semblable. La précaution est d'autant plus blessante qu'elle est inutile. Depuis les victoires du Japon chacun doit savoir que toute idée de démembrement de la Chine est désormais exclue.

J'ajouterai comme réflexion personnelle que le traité n'a pas même l'avantage d'empêcher un rapprochement entre la Russie et l'Angleterre. L'alliance de ce pays et du Japon est purement défensive. Lord *Lansdowne* a donc pu dire sans s'écarter de la vérité qu'elle n'est pas dirigée contre la Russie. Cette dernière puissance doit panser ses plaies avant de recommencer sa politique de coequêtes. Le moment est donc plus favorable que jamais pour une limitation provisoire des sphères d'influence. L'alliance ne serait anti-russe que si la Russie nourissait des pensées d'agression et pour longtemps encore elle en est incapable.

Le ton général de la campagne de presse menée en Angleterre montre que le rapprochement avec la Russie y est désiré non dans un but d'apaisement, mais dans une pensée hostile à l'Allemagne. Il est à craindre que le Roi d'Angleterre ne partage ce sentiment. J'ai eu l'honneur de vous écrire récemment que ses relations avec l'Empereur sont tout à fait mauvaises. On m'a rapporté de source sûre que Sa Majesté a eu récemment une conversation privée constrastant tout à fait avec les sentiments pacifiques qu'on lui prétait jusqui'ici.

Agréez, etc.

(s.) *Greindl.*

Nr. X. Le Baron Greindl, Ministre de Belgique à Berlin, à M. le Baron de Favereau, Ministre des Affaires Etrangères.

Berlin, le 14 octobre 1905.

Monsieur le Baron!

En communiquant au gouvernement russe le traité d'alliance anglo-japonais Sir *Charles Hardinge* a, comme vous le savez, exprimé l'espoir que la Russie verrait dans le fait de la communication comme dans la teneur du traite la preuve des intentions pacifiques et amicales de l'Angleterre.

Quelques jours après, l'ambassadeur a demandé au Comte *Lamsdorff* quelle impression la lecture du traité avait faite sur lui. J'apprends de source certaine que le Comte *Lamsdorff* a répondu que toutes les personnes avec lesquelles il a eu l'occasion de discuter le traité à commencer par l'Empereur *Nicolas II.* n'ont pas le moindre doute que l'arrangement ne soit dirigé contre la Russie.

Sir *Charles Hardinge* a vivement combattu cette manière de voir et a exprimé l'opinion qu'on pourrait aussi bien considérer le traité comme dirigé contre l'Allemagne. Un seul mot, la mention de l'Inde dans le traité, pourrait justifier l'opinion que l'on a eu la Russie en vue; mais a dit l'ambassadeur, il faut tenir compte de ce que le traité est purement défensif. Si la Russie est animée des mêmes vues pacifiques que l'Angleterre, elle pourrait très bien y souscrire.

Les efforts de l'Angleterre pour représenter à Saint-Pétersbourg le traité d'alliance avec le Japon comme ne visant pas la Russie confirment ce que nous avions déjà du désir du cabinet de Londres de se rapprocher de cette dernière puissance.

Vous vous rappellerez, Monsieur le Baron, que dans la conversation avec M. le Baron *de Richthofen* dont j'ai eu l'honneur de vous rendre compte par mon rapport du 23 septembre le secrétaire d'état m'a dit qu'il ne croyait pas à une entente entre la Russie et l'Angleterre, parce que la base manque. Il y en a pourtant une possible. L'Angleterre se désinteresse maintenant complètement du sort de la Turquie dont la conservation a été si longtemps le principe dirigeant de sa politique. Elle pourrait laisser à la Russie la main libre en Asie mineure. Une pareille combinaison aurait de plus à ses yeux l'avantage de brouiller la Russie avec l'Allemagne et l'isolement de l'Allemagne est actuellement le but principal de la politique anglaise.

Agréez, etc.

(s.) *Greindl.*

Nr. XI. M. A. Leghait, Ministre de Belgique à Paris, à M. le Baron de Favereau, Ministre des Affaires Etrangères.

Paris, le 24 octobre 1905.

Monsieur le Baron!

L'accalmie s'est faite autour des incidents orageux des dernières semaines, mais le calme qui règne est plutôt produit par le désir d'étouffer des polé-

miques dangereuses et des questions qu'on n'est pas prêt à résoudre que par un sentiment de réelle sécurité. Les évènements qui se sont produits depuis le printemps passé ont ébranlé l'équilibre européen, ouvert des horizons nouveaux et jeté la perturbation dans la politique extérieure de la France. Il est donc naturel qu'après une semblable secousse on passe par une période de recueillement.

L'Allemagne nie avoir fait au Cabinet de Rome des confidences ou insinuations destinées à servir d'avertissement à la France et n'admet pas qu'elle doit se servir d'un intermédiaire dans ses rapports avec le Gouvernement de la République. On déclare aussi que les révélations sensationelles de la presse française n'ont nullement ému le Gouvernement allemand préparé depuis longtemps aux éventualités ainsi exposées au public et que les démentis officieux qui ont paru à Paris et à Londres ont été faits spontanément et nullement à la suite de demandes d'explications de la part du Prince *de Bulow*.

Si l'on se remet ici des émotions causées par la politique inconsidérée de M. *Delcassé* et s'il y a assez de patriotisme et de dignité même dans la presse pour dissimuler le ressentiment qu'a engendré l'attitude de l'Allemagne, celui-ci subsiste pourtant avec de profondes racines dans les coeurs français. Une immense désillusion a envahi ceux qui somneillaient dans des rêves pacifiques, le chauvinisme national s'est réveillé, on discute l'efficacité de la défense comparée à l'organisation formidable des voisins de l'Est, et on se montre disposé à faire de nouveaux sacrifices pour que la flotte et l'armée soient prêtes à toute éventualité. On semble ne pas se dissimuler que dans l'état actuel des choses on se trouverait à la frontière dans les conditions tout aussi défavorables qu'en 1870. On déplore surtout le manque d'organisation, d'autorité des chefs et d'esprit de discipline dans l'armée. Si la France, après de longues années de somnolente accalmie, songe à nouveau à fourbir ses armes, on ne saurait admettre qu'elle soit guidée en cela par des idées agressives mais elle se rend compte que de l'orientation qu'elle va donner à sa politique extérieure ou de celle même qu'on lui attribuerait peuvent naître de graves complications. Si l'Allemagne voyait se dessiner nettement un rapprochement anglo-franco-russe, attendrait-elle, malgré tout son désir de maintenir la paix, la consolidation d'une telle alliance et ne voudrait-elle pas rompre violemment le cercle de fer dans lequel on chercherait à l'étreindre? On se rend bien compte ici que personne ne veut la guerre mais on ne saurait se dissimuler que les rivalités économiques et commerciales, questions désormais vitales pour les Puissances, peuvent la déchaîner d'un moment à l'autre. L'Angleterre dans ses efforts pour maintenir sa suprèmatie et enrayer le développement de sa grande rivale germanique est évidemment animée du désir d'éviter un conflit, mais ses aspirations égoistes ne nous y menent-elles pas? Elle a cru, en concluant l'alliance japonaise et en attirant peu à peu la France dans de semblables liens, avoir trouvé le moyen d'arriver à son but en paralysant assez les forces l'Allemagne pour

rendre la guerre impossible, car, certes, dans ce cas, l'Allemagne n'eut pas été attaquée et si elle prenait l'offensive, ses alliés de la triplice n'eussent, sans doute, pas considéré comme une obligation contractuelle de participer à une attaque contre la France. Si l'Allemagne, forte de ses victoires et de son immense développement, a voulu, dès le début, rompre les intrigues de ceux qui cherchaient à porter atteinte au prestige du rôle prédominant qu'elle occupe en la réduisant à un pacifique isolement, il est à supposer qu'elle est disposée à aller jusqu'au bout dans cette voie. Le Gouvernement de la République contre lequel se sont élevés les griefs germaniques, qui visaient au fond la Grande-Bretagne, doit se rendre compte que s'il poursuivait la politique de M. *Delcassé* ce serait la France qui deviendrait l'otage de la lutte dont l'Angleterre bénéficierait.

Si M. *Rouvier* avait l'intention de s'engager dans cette politique plus fière et plus digne, peut être plus hasardeuse, il n'aurait pas cédé aux injonctions de l'Allemagne en sacrifiant M. *Delcassé*. Aprè un tel acte la reprise da la politique, généralement blâmée de son prédecesseur semble impossible et pourtant on souffre de rester sous l'impression de ce pénible incident et on voudrait rehausser le moral de la France en donnant un témoignage de son indépendance politique, mais on se trouve fort embarrassé et par suite fort hésitant pour le moment.

Il paraît que l'Allemagne envisage de plus en plus comme possible un conflit avec l'Angleterre et qu'elle n'est pas sans nourrir de sérieuses inquiétudes à ce sujet. De là les insinuations de la presse officieuse qui semble vouloir mettre la France en demeure de déclarer de quel côté elle se rangerait. Ces articles produisent ici une impression irritante. On semble comprendre que loin de se prononcer dans une telle éventualité il est de l'intérêt de la France de maintenir la neutralité autant que possible car il est évident qu'elle ne pourrait pas prendre parti pour l'Allemagne et que si elle s'alliait à l'Angleterre elle risquerait fort de donner à l'Allemagne des compensations pour les désastres que la flotte britannique pourrait lui infliger. Il est donc à supposer que M. *Rouvier* a pour objectif, primo d'éviter toute cause de conflit en Europe et secundo d'en tenir la France à l'écart s'il devait éclater.

Pour le moment, le Président du Conseil est en Espagne et il s'efforce de resserrer les liens d'amitie de ce côté. Dès son retour, il aura probablement à soutenir de vives attaques à la Chambre. On ne sait pas encore exactement comment et avec quelle violence le débat s'engagera sur la politique extérieure, mais la partie sera sans doute dure et fort délicate pour Mr. *Rouvier* et des craintes sont même manifestées sur son maintien au pouvoir.

Ce n'est pas sans anxiété aussi que l'on envisage la Conférence d'Algésiras. Le Sultan hésite à accepter le programme qui lui est soumis et l'Angleterre se dispose à le faire échouer. On s'accorde à reconnaître que cette réunion aura, dans les circonstances de tension générale actuelle, une

importance toute spéciale et qu'elle peut avoir des résultats tout autres que ceux prévus par son programme. La s'accentuera le rôle de l'Angleterre et s'effectuera forcément sous son impulsion le groupement des Puissances. L'Allemagne redoute, paraît-il, ce groupement qui aurait pour premier effet l'avortement de la Conférence et elle serait, dit-on, plus disposée maintenant à accepter le sacrifice d'amour-propre d'un ajournement indéfini que les conséquences possibles d'une réunion immédiate.

Le Prince *de Radolin* n'a pas quitté Paris de tout l'été et il est encore en relations, presque journalières avec le département des Affaires Etrangères.

Veuillez agréer, etc.

gez. *A. Leghait.*

Nr. XII. Le Baron Greindl, Ministre de Belgique à Berlin, à M. le Baron de Favereau, Ministre des Affaires Etrangères.

Berlin, le 27 octobre 1905.

Monsieur le Baron!

La statue du Feldmaréschal Comte *de Moltke* a été inaugurée hier à Berlin.

Le soir au dîner de gala qui a suivi la cérémonie, l'Empereur a dit que la journée comportait deux toasts; le premier consacré au passé et à la mémoire. Profondément reconnaissant envers la providence qui à une grande époque a donné ses paladins au Grand Empereur, Sa Majesté boit son premier verre en silence en souvenir du plus grand général de l'Empereur *Guillaume*.

Sa Majesté a continué en disant: „Le second verre est pour l'avenir et le présent! Ces messieurs ont vu quelle est notre situation dans le monde. Donc la poudre sèche, les épées aiguisées, le but reconnu, les forces ramassées et les pessimistes bannis. Je lève mon verre à notre peuple en armes. A l'armée allemande et à son état-major général! Hurra, Hurra, Hurra!"

Il est impossible de faire entendre plus clairement qu'en dépit de tous les démentis officieux l'Empereur continue à croire que la politique de l'Angleterre à Paris, à Tokio, à Saint Pétersbourg, à Washington a pour but non seulement d'améliorer les relations avec les grandes puissances européennes et extraeuropéennes; ce qui n'aurait rien que de légitime; mais aussi et principalement d'isoler l'Allemagne.

Il règne ici une méfiance insurmontable contre l'Angleterre. Un très grand nombre d'Allemands sont persuadés que l'Angleterre ou cherche des alliés pour une agression contre l'Allemagne, ou ce qui serait plus conforme aux traditions britanniques, travaille à provoquer sur le continent une guerre à laquelle elle ne prendrait pas part et dont elle recueillerait les profits.

One me dit que beaucoup d'Anglais nourrissent des inquiétudes analogues et craignent une agression allemande.

Je me demande sur quoi peut se fonder à Londres une pareille impression. L'Allemagne est absolument incapable d'attaquer l'Angleterre. Pour débarquer

une armée sur le sol anglais, il faudrait être maître de la mer au moins pendant quelques jours, et l'Allemagne n'a aucune chance de le devenir. Sa flotte embusquée aux deux extrémités du canal Kaiser Wilhelm et pouvant passer en une nuit d'une mer à l'autre pourrait peut-être être efficace pour empêcher le blocus des ports allemands. Elle aurait le choix du moment où il lui conviendrait d'attaquer une escadre ennemie aux équipages et aux machines fatigués. La flotte allemande n'a été construite que pour cela; mais elle serait hors d'état d'affronter une bataille navale sur les côtes de l'Angleterre. La disproportion numérique des forces est trop grande.

Quant à une attaque de l'Allemagne contre les colonies anglaises, il est inutile d'en parler. Il est évident qu'on n'y peut pas songer.

Les gens qui en Angleterre affichent la crainte d'une agression allemande irréalisable, sont-ils bien sincères? Ne feignent-ils pas ces alarmes pour pousser à un conflit qui anéantirait la flotte de guerre, la marine marchande et le commerce extérieur de l'Allemagne. Si l'Angleterre est à l'abri des coups, l'Allemagne au contraire est très vulnérable. En attaquant l'Allemagne simplement pour anéantir un rival, l'Angleterre ne ferait que suivre ses anciens errements. Elle a successivement détruit la flotte hollandaise d'accord avec *Louis XIV;* puis la flotte française et même la flotte danoise en pleine paix et sans aucune provocation, simplement parce que celle-ci constituait une force navale respectable.

Il n'y a aucune raison avouable de conflit entre l'Allemagne et l'Angleterre. La haine des Anglais contre l'Alleamgne provient uniquement de l'envie que leur inspirent les progrès de la marine, du commerce et de l'industrie allemande.

Agréez, Monsieur le Baron, etc.

(s.) *Greindl.*

Nr. XIII. Le Baron Greindl, Ministre de Belgique à Berlin, à M. le Baron de Favereau, Ministre des Affaires Etrangères.

Berlin, le 18 novembre 1905.

Monsieur le Baron!

Le Reichsanzeiger a publié hier l'extrait suivant du budget pour l'année prochaine contenant les dépenses pour la marine de guerre.

Le gouvernement propose d'augmenter le matériel de la flotte de 6 grands croiseurs et de 10 petits; l'augmentation du nombre des torpilleurs, l'augmentation du tonnage des vaisseaux de ligne et des grands croiseurs dont la nécessité a été prouvée par l'expérience de la guerre entre la Russie et le Japon, l'augmentation du nombre des officiers, et des matelots évaluée à environ 6000 hommes. Le plan doit être réalisé en 9 ans. Il était déjà connu en substance avant la publication des détails et il est bien accueilli par l'opinion publique. La chose est d'autant plus à remarquer que la situation des finances de l'Empire est loin d'être satisfaisante.

La marine de guerre était autrefois très impopulaire en Allemagne. Le revirement en sa faveur a commencé après la guerre du Transvaal et de Cuba que l'opinion publique allemande a considérées comme des actes de piraterie, elle a voulu mettre l'Empire à l'abri d'agressions semblables. La nouvelle organisation des forces navales britanniques incontestablement dirigée contre l'Allemagne, a fait encore mieux sentir la nécessité de posséder une flotte non dans le but d'attaquer l'Angleterre, ca à quoi personne ne songe et ce qui est d'ailleurs irréalisable, mais uniquement pour se défendre contre elle.

L'Allemagne n'est exposée à être attaquée sur le continent que par la France ou la Russie. Dans l'éventualité d'un conflit avec elles, le sort de la guerre se décidera par les armées de terre et une bataille navale de quelque côté que reste la victoire, n'aura aucune influence sur les conditions de la paix. C'est donc l'Angleterre seule qu'elle a à redouter et qui l'oblige à entretenir une marine hors de proportion avec les nécessités de la protection de ses intérêts commerciaux dans les pays exotiques.

Malheureusement non seulement l'attitude de la presse anglaise, mais aussi celle des ministres anglais est de nature à nourrir ces défiances. Personne ne doute ici, malgré les démentis officieux, que la politique agressive de M. *Delcassé* n'ait été encouragée par l'Angleterre. On a beaucoup remarqué dans les discours de Lord *Lansdowne* au club constitutionnel et de M. *Balfour* au banquet du Lord maire, pacifiques dans leur ensemble, les allusions malveillantes qui, sans nommer l'Allemagne, ne pouvaient s'adresser qu'àelle. Lord *Lansdowne* a dit que l'Angleterre avait été de temps en temps entravée par le fait que dans plusieurs parties du monde elle s'était trouvée en présence de rivalités qui ne pouvaient être avantageuses à personne, sauf peut-être à quelque potentat astucieux qui savait comment en tirer profit.

M. *Balfour* a dit qu'il pensait qu'il n'y aurait pas de guerre à l'avenir, à moins qu'il ne surgisse des nations ou des chefs d'Etat qui sentent qu'ils ne peuvent réaliser leurs plans d'agrandissement national qu'en foulant aux pieds les droits le leurs voisins. Le Premier Ministre anglais à toutefois ajouté qu'il ne voyait pas de perspective d'une pareille calamité pour l'Europe

Je me demande où et quand l'Allemagne à contrecarré la politique anglaise. Sont-ce des réminiscences du télégramme adressé par l'Empereur au président *Krüger* après la capture de *Jameson* et de ses compagnons? C'est déjà bien vieux. De plus on ne devrait pas oublier à Londres qu'il s'agissait d'une bande de flibustiers sans doute organisée sous main par le gouvernement anglais, mais que l'Angleterre officielles à désavouée.

Agréez, etc.

(s) *Greindl.*

Nr. XIV. Le Baron Greindl, Ministre de Belgique à Berlin, à M. le Baron de Favereau, Ministre des Affaires Etrangères.

Berlin, le 31 décembre 1905.

Monsieur le Baron!

M. le Baron *de Richthofen* m'a parlé hier de la satisfaction que lui a causée le changement de Ministère en Angleterre. Le Cabinet unioniste ne laissera pas de regret à Berlin. Le secrétaire d'état ne suppose pas qu'il y ait eu à Londres un plan préconçu de rupture avec l'Allemagne. Il attribue plutôt l'attitude du ministère *Balfour* à une trop grande docilité à obéir aux indications d'une certaine presse qu'on était incapable de diriger, mais cette faiblesse pouvait mener aux plus graves dangers. On remarque déjà une détente depuis que le nouveau cabinet est aux affaires. M. *Campbell Bennerman* a une réputation de droiture et de loyauté qui inspire confiance.

Le Baron *de Richthofen* dit que les Français ont manifesté dans ces derniers temps une nervosité que rien ne justifie. On s'est imaginé à Paris que l'Allemagne n'attendait qu'une occasion de tomber sur la France. L'Empire accepterait une guerre si on l'y oblige; mais il n'a jamais eu la la moindre velléité de la provoquer. Qu'y gagnerait-il? Toute la politique de l'Allemagne témoigne de ses intentions pacifiques. Elle n'a pas fait la moindre tentative pour profiter des désordres de la Russie. Tout prouve au contraire qu'elle ne désire que le maintien du statu quo. M. *Bihourd* a parlé d'un parti de la guerre. Il y a peut-être quelques jeunes officiers qui désirent de l'avancement; mais un parti de la guerre n'existe pas. L'Allemagne à l'unanimité veut la paix.

J'ai demandé au secrétaire d'état si je pouvais considérér comme authentique une conversation de l'Empereur avec un personnage français rapportée, il y a trois jours, par le journal le Temps. Sa Majesté aurait dit en résumé qu'on a eu tort de croire qu'il existe autour d'Elle un parti de la guerre. Quand même il existerait, cela n'aurait aucune importance; car c'est à Elle qu'appartient la décision. L'Empereur ne veut pas la guerre, parce qu'il la considère comme contraire à son devoir envers Dieu et envers son peuple.

Le Baron *de Richthofen* m'a répondu que la communication du journal le Temps est exacte sinon quant à la forme, au moins quant au fond. Il a ajouté que c'est, paraît-il, au Marquis *de Laguiche*, attaché militaire de France à Berlin, que l'Empereur l'a adressée. Ce sont du reste les idées bien connues de Sa Majesté.

J'ai répliqué qu'il me semble qu'on peut caractériser la politique de l'Empereur en disant que la plus haute ambition de Sa Majesté est de conserver la paix pendant toute la durée de son règne.

Le secrétaire d'état m'a répondu que c'est en effet l'idée dominante qui inspire la politique Impériale.

Il ne peut pas prévoir ce qui se produira à la conférence d'Algésiras, mais il a bon espoir qu'on arrivera à un résultat satisfaisant.

Le secrétaire d'état ne m'a pas dit un mot du livre blanc allemand à la préparation duquel on a activement travaillé depuis la publication du livre jaune français et qui doit être achevé. Aurait on renoncé à le faire paraître pour ne pas nourrir une polémique de journaux dont la continuation ne pourrait être que nuisible à une entente.

Agréez, Monsieur le Baron, etc.

Greindl.

Nr. XV. M. E. van Grootven, Chargé d'Affaires à Londres, à M. le Baron de Favereau, Ministre des Affaires Etrangères.

Londres, le 14 janvier 1906.

Monsieur le Baron!

Malgré les préoccupations causées par les élections on suit avec le plus grand intérêt en Angleterre tout ce qui a trait à la prochaine conférence d'Algésiras, et l'on cherche à s'y rendre compte des dispositions avec lesquelles les principales intéressées, la France et l'Allemagne, s'y rendront.

Quant à l'Angleterre elle reste entièrement favorable à la France. Ainsi que Sir *E. Grey* l'a déclaré dans un discours „l'Angleterre fera son possible pour améliorer ses relations avec l'Allemagne, mais ce rapprochement reste toujours subordonné à une bonne entente de l'Allemagne avec la France"..

Dans ces derniers temps le Ministre des Affaires Etrangères a repété à plusieurs reprises aux différents ambassadeurs accrédités à Londres que la Grande Bretagne était engagée vis-à-vis de la France en ce qui concerne le Maroc, et qu'elle remplirait ses engagements jusque au bout même en cas d'une guerre franco-allemand, et quoi qu'il pût lui en couter.

La presse et l'opinion publique font preuve des mêmes sentiments. L'on y rappelle les différents froissements qui se sont produits entre ce pays et l'Allemagne, notamment lors de la guerre sud-africaine, et l'on ajoute que si la Conférence d'Algésiras, qui est réunie à la demande de l'Allemagne, venait à échouer par la faute de cette dernière, non seulement tout espoir de rapprochement anglo-allemand serait perdu, mais il en résulterait une réelle hostilité entre les deux pays.

Veuillez agrér, etc.

(s.) *van Grootven.*

Nr. XVI. M. A. Leghait, Ministre de Belgique à Paris, à M. le Baron de Favereau, Ministre des Affaires Etrangères.

Paris, 6 mars 1906.

Monsieur le Baron!

Le Roi *Edouard VII* est arrivé Samedi soir à Paris et Il est descendu à l'Ambassade d'Angleterre.

Quoique Sa Majesté ait voulu conserver l'incognito, les circonstances donnent à Sa présence à Paris et aux entrevues qu'Elle a eues ici une importance toute spéciale. Le Roi a échangé des visites avec le Président de la République et il l'a convié é diner Dimanche à l'Ambassade ainsi que Mr. *Rouvier* et le Baron *de Courcel* qui vient de revenir de Berlin. De plus, et c'est là le point intéressant, il a reçu hier à déjeuner Mr. *Loubet* et Mr. *Delcassé.*

Cette marque de courtoisie envers Mr. *Delcassé.* en ce moment, est très commentée. Elle est généralement considérée comme une démonstration très significative qui déconcerte par l'étendue et la gravité des conséquences qu'elle peut avoir.

Il est naturel que le Roi d'Angleterre ait désiré donner un témoignage spécial de sympathie au Ministre qui s'était montré si empressé à entrer dans les vues de l'Angleterre, mais en appelant à lui celui dont l'Allemagne a exigé la retraite il a donné une consécration nouvelle à l'accord du 8 avril 1904 et sanctionné une politique contre laquelle l'Allemagne proteste et que la France elle-même a répudiée.

Si quelques doutes pouvaient subsister encore sur les intentions de la Grande-Bretagne ils sont dissipés; mais on se demande quelle est la portée réelle de cette démonstration et l'on hésite à en compendre l'utilité et même la prudence dans les circonstances actuelles où les difficultés s'accumulent pour l'Allemagne et où son amour propre semble déjà suffisamment atteint par la marche des négociations d'Algésiras.

On n'est pas sans craindre que la coincidence de ces événements ne produise une certaine irritation capable d'influencer d'une façon fâcheuse les décisions du Cabinet de Berlin et ne l'empêche d'accepter avec tout le calme désirable l'échec bien prévu de la Conférence.

On envisage presque l'acte posé par le Roi *Edouard* comme une riposte de la descente de l'Empereur *Guillaume* à Tanger et on attache d'autant plus d'importance à cet acte qu'on ne conçoit pas qu'un Souverain dont on connait l'esprit pondéré ait pu s'y résoudre sans en mesurer toutes les conséquences et en assumer toutes les responsabilités.

Le Roi a voulu paraît-il montrer que la politique qui a provoqué l'énergique intervention de l'Allemagne est restée malgré cela la même parceque l'Angleterre a maintenu fermes et immuables les principes qui lui ont dicté l'accord du 8 avril 1904.

Dans les cercles diplomatiques cette manifestation est considérée comme inutile et fort dangereuse en ce moment. Dans le monde français elle est médiocrement appréciée vu qu'on se sent par là entrainé malgré soi dans la politique anglaise dont on redoute les effets et que l'on a généralement désapprouvée en conspuant Mr. *Delcassé.*

On craint en somme d'avoir vu se manifester ici un symptôme du désir que pourrait avoir l'Angleterre d'envenimer la situation au point de rendre la guerre inévitable.

Dans les sphères officielles pourtant et notamment au Ministère des Affaires Etrangères on affecte de prendre la chose avec beaucoup de calme. On considère la démonstration du Roi envers Mr. *Delcassé* comme une conséquence toute naturelle des rapports amicaux qu'ils ont eu pendant tant d'années et on ne veut y voir que le désir du Souverain de la Grande Bretagne de donner dans un moment difficile un nouvel appui à la cause de la France.

Il est à constater que la presse française est jusqu'ici muette sur l'entrevue du Roi avec M. *Delcassé*.

Veuillez agréer, etc. (s.) *A. Leghait.*

Nr. XVII. Le Baron Greindl, Ministre de Belgique à Berlin, à M. le Baron de Favereau, Ministre des Affaires Etrangères.

Berlin, le 5 avril 1906.

Monsieur le Baron!

N'ayant pas eu dans ces derniers temps l'occasion de vous l'écrire autrement que par la poste, je n'ai pas pu répondre avant aujourd'hui à la dépêche du 12 Mars par laquelle vous avez bien voulu me communiquer le très intéressant rapport de mon collègue à Paris sur l'impression causée par les attentions particulières dont le Roi d'Angleterre a honoré M. *Delcassé* à son passage en France.

Ainsi que j'ai eu l'honneur de vous l'écrire par mon rapport du 24 Décembre dernier l'avènement du ministère libéral en Angleterre avait causé une vive satisfaction à Berlin. On croyait ici dans les sphères officielles que le nouveau cabinet suivrait une politique très amicale pour la France chercherait à se rapprocher de la Russie; mais sans que ces deux tendances impliquent de l'hostilité contre l'Allemagne.

Il faut bien reconnaître que cette espérance ne s'est pas réalisée.

Le mouvement en faveur d'un rapprochement avec l'Allemagne provoqué par Lord *Avebury* n'a pas eu de suite. Lorsque de très notables commerçants allemands se sont rendus à Londres pour répondre à cette initiative amicale, ils y ont passé presque inaperçus. Les journaux ont parlé le moins possible d'eux. La presse anglaise a fait tout ce qu'elle a pu pour empêcher la conférence d'Algésiras d'aboutir. Elle s'est montrée plus intransigeante que les journaux français et n'a jamais cessé de propager de prétendus plans d'agression allemande qui n'ont jamais existé.

On ne voit pas qu'à Algésiras l'ambassadeur d'Angleterre ait fait le moindre effort pour trouver une solution conciliant les vues de l'Allemagne et de la France. On s'attendait certainement à ce qu'elle soutînt la politique française; mais les engagements contractés ne l'empêchaient nullement de jouer un rôle modérateur.

Tout cela n'est guère d'accord avec le discours programme prononcé le 21 Décembre dernier à l'Albert Hall par M. *Cambell Bannerman* et dont je vous ai parlé par mon rapport précité.

On est obligé d'en conclure que la politique extérieure de l'Angleterre est dirigée par le Roi lui-même et qu'elle n'a pas changé depuis que Sa Majesté a pris de nouveaux conseillers.

Il n'y a plus de doute que c'est le Roi d'Angleterre qui en dehors du gouvernement avait poussé M. *Delcassé* à une politique belliqueuse et lui avait fait la promesse d'ailleurs irréalisable de débarquer 100000 soldats anglais en Holstein.

L'invitation adressée par le Roi à M. *Delcassé* lors de son passage à Paris ne peut être interprètée que comme une provocation.

Sir quelque doute pouvait régner encore la singulière démarche faite par le colonel *Barnardiston* auprès de M. le général *Ducarme* l'aurait dissipé.

Il y a bien en Angleterre une politique de cour qui se poursuit a côté et en dehors de celle du ministère responsable.

Heureusement toutes ces intrigues ont été impuissantes à troubler la paix. L'Allemagne est isolée. L'attitude de l'Italie est équivoque. L'Autriche-Hongrie paralysée par ses embarras intérieurs est incapable de venir en aide à son alliée. La leçon qui se dégage des derniers évènements est que l'Allemagne seule est capable de tenir ses adversaire en respect. C'est peut-être le bénéfice le plus clair qu'elle a retiré de l'affaire marocaine.

Agréez, etc.

(s.) *Greindl.*

Nr. XVIII. Le Comte de Lalaing, Ministre de Belgique à Londres, à M. le Baron de Favereau, Ministre des Affaires Etrangères.

Londres, le 23 juin 1906.

Monsieur le Baron!

Un noyau de personnalités, appartenant en général au parti libéral et à la tête duquel se trouve Lord *Avebury* (jadis Sir *John Lubbock*) essaie de militer depuis longtemps contre le sentiment anti-allemand si dominant encore dans le public anglais. Il y a deux ans ce milieu a favorisé l'expédition en Allemagne du comité d'études municipales, organisée par Lord *Lyveden*, qui vous vous en souviendrez, a également visité notre pays.

Cette année les mêmes personnages, d'accord avec l'Ambassade d'Allemagne, ont arrangé la réception en Angleterre d'une grande députation de bourgmestres allemands. En ce moment ce sont les journalistes allemands, de passage à Londres, que l'on fête. Banquets, discours de Lord *Avebury* et du Comte *Metternich*, et visite obligatoire des monuments de la ville, rien ne leur est épargné.

L'effet réel produit est à peu près nul. Lesiège de l'opinion est fait: la presse anglaise a tellement abusé des attaques contre l'Empereur, son gouvernement et son peuple, que le public reste méfiant. L'Allemagne est la grande rivale, commerciale, militaire et peut-être, dans l'avenir, navale;

à ce titre tout bon citoyen se croit obligé de la détester, parce qu'il se dit que pour le moment c'est la seule nation dont il ait à craindre quelque chose, depuis l'affaiblissement de la Russie et l'entente avec la France.

Veuillez, etc.

(s.) Comte *de Lalaing.*

Nr. XIX. Le Baron Greindl, Ministre de Belgique à Berlin, à M. le Baron de Favereau, Ministre des Affaires Etrangères.

Berlin, le 16 juillet 1906.

Monsieur le Baron!

Après son rétablissement et avant de partir pour Norderney, le chancelier a prié successivement tous les ambassadeurs accrédités à Berlin de passer chez lui. Dans son entretien avec l'ambassadeur d'Angleterre tous deux ont émis l'opinion qu'une entrevue des Souverains serait désirable pour améliorer les relations; mais le Prince *de Bülow* a dit qu'après ce qui s'était passé il était nécessaire que le premier pas fût fait par le Roi *Edouard VII.* L'Ambassadeur d'Angleterre a fait observer que cette première démarche avait déjà été effectuée. Il a été chargé de demander quel serait l'itinéraire de la croisière que l'Empereur d'Allemagne comptait faire dans la Méditerranée et dont la date coincidait avec celle du voyage que le Roi d'Angleterre a fait au printemps dans la même région. Non seulement l'information demandée ne lui a pas été fournie; mais le gouvernement Impérial ne lui a jamais fait savoir que le projet de voyage dans la Méditerranée était abandonné.

Depuis les pourparlers confidentiels ont continué. Il parait même que des lettres ont été échangées entre les Souverains.

Je ne vous en ai pas parlé jusqu'ici, parce que j'attendais pour avoir quelque résultat positif à vous communiquer. Je romps le silence aujourd'hui parce que des journaux ont annoncé que les négociations avaient abouti et ont même publié le lieu et la date approximative de l'entrevue. Ces nouvelles sont de pure invention. Je puis vous affirmer d'après des informations puisées à de très bonnes sources que la grande probabilité est que l'Empereur et le Roi d'Angleterre ne se rencontreront pas.

Une autre raison que j'avais de ne pas me presser est que j'attache une très minime importance aux démonstrations de ce genre. A combien d'entrevues n'a-ton-pas assisté dans ces dernières années dont on proclamait le brillant succès et qui n'ont produit aucun résultat durable? La cause de la tension des relations entre l'Allemagne et l'Angleterre n'est pas à chercher dans les dispositions personnelles des Souverains. Celles-ci sont au contraire dictées par l'état de l'opinion publique dans les deux pays, comme le constate si clairement le rapport de mon collègue à Londres sur le résultat nul de la visite des journalistes allemands en Angleterre, que vous avez bien voulu me communiquer par votre dépêche du 10 juillet. C'est aussi le sentiment

populaire qui dirige la politique du gouvernement britannique restée aussi hostile à l'Allemagne sous le ministère libéral que sous l'administration unioniste. Que peuvent craindre les Anglais de la Russie dans l'état de décomposition où elle est et pourtant les pourparlers en vue d'un rapprochement ont continué aussi longtemps qu'on a trouvé à Saint-Pétersbourg un interlocuteur. On y a mis à Londres un tel excès de zèle que le gouvernement russe a été obligé de décliner piteusement la visite annoncée de la flotte anglaise à Cronstadt.

On voit bien ce que la Russie peut gagner à l'amitié de l'Angleterre, mais beaucoup moins clairement à quoi l'amitié russe servirait à l'Angleterre. Que peut-on vouloir à Londres sinon susciter des ennemis à l'Allemagne?

Ce qui a transpiré des pourparlers récents est de nature à confirmer ce soupçon. D'après la Morningpost, la Russie et l'Angleterre auraient le projet de s'entendre pour donner leur consentement à la construction du chemin de fer de la Mésopotamie, à la condition que la Russie fût autorisée à y relier son chemin de fer du Caucase et que l'Angleterre eût le contrôle de la nouvelle voie depuis Bagdad jusqu'au Golfe Persique. Un pareil accord s'il venait à être conclu serait le comble de l'impertinence. Le Sultan est un souverain indépendant; il a donné la concession du chemin de fer de la Mésopotamie à une banque allemande. Nulle puissance étrangère n'a le droit ni même le moindre prétexte de s'immixer dans cette affaire exclusivement intérieure de la Turquie. Pourtant le plan existe. Lord *Lansdowne* a déclaré récemment à la chambre haute qu'en 1903 il a essayé sans succès d'internationaliser le chemin de fer de Bagdad et depuis l'origine l'Angleterre a cherché à entraver cette entreprise.

Elle a voulu mettre la main sur Koweit, seul port naturel oú puisse aboutir le chemin de fer, à moins qu'on ne crée à grands frais un port artificiel et probablement mauvais dans les marécages du Chatt el Arab.

Elle a au moins favorisé l'insurrection arabe en livrant des armes et des munitions aux révoltés.

On a presque avoué à Londres que seule de toutes les grandes puissances l'Angleterre a fait opposition à l'augmentation des droits de douane turcs, de peur que la Turquie ne soit en mesure de donner un gage pour la garantie du revenu kilomètrique du chemin de fer.

Lorsqu'il y a sept ans la Deutsche Bank a obtenu la concession de la ligne, elle a offert une participation à la France et à l'Angleterre non pas qu'elle eût besoin de capitaux étrangers pour cette entreprise qu'elle est parfaitement en état de faire toute seule; mais pour éviter les jalousies internationales. La France a accepté. L'Angleterre a refusé. On serait vraisemblablement disposé à lui accorder encore la part qu'elle a dédaignée autrefois et de lui donner aussi un moyen légitime d'exercer son influence; mais la prétention d'avoir la haute main sur le chemin de fer, sans participation financière serait sans doute repousée comme absolument inadmissible.

En dépit du bon accueil qui a été réservé en Angleterrre aux journalistes allemands, la polémique sur la question du chemin de fer de Mésopotamie a recommencé dans la presse allemande et dans certains journaux non sans une certaine pointe d'aigreur.

Il est fort à redouter qu'avec ou sans les reconciliations périodiques sur lesquelles nous sommes blasés, la jalousie et la défiance ne continuent a être l'état normal des relations entre l'Allemagne et l'Angleterre.

Agréez, etc.

(s.) *Greindl.*

Nr. XX. Le Comte de Lalaing, Ministre de Belgique à Londres, à M. le Baron de Favereau, Ministre des Affaires Etrangères.

Londres, le 28 juillet 1906.

Monsieur le Baron!

Après les réductions dans l'armée proposées à la Chambre voici le tour de la marine, dans laquelle aussi on cherche à effectuer des économies. Modifiant les plans arrêtés par le Gouvernement de M. *Balfour*, le Cabinet actuel est d'avis de construire trois cuirassés du type Dreadnought au lieu de quatre, deux contretorpilleurs au lieu de cinq, et huit sous-marins au lieu de douze, soit d'encourir une dépense de £ 6800000 au lieu de £ 9300000, et d'arriver à alléger le budget des années prochaines de £ 2500000. On annoncerait cette décision à La Haye, pour prouver que l'Angleterre est favorable au désarmement naval et à la limitation des dépenses; elle continuerait dans la voie des économies si son exemple trouvait de l'écho et des imitateurs à la Conférence de la Paix en 1907. Dans le cas contraire, on construirait plus de vaisseaux.

Mais pour faire adopter ce plan, le Ministre de la Marine s'est trouvé obligé de déclarer que si son programme était approuvé par la Chambre, les forces navales de la Grande-Bretagne seraient encore supérieures à celle des deux autres plus grandes marines du monde, et que l'Angleterre resterait sans rivale sur mer. Sa généreuse initiative dans la voie des réformes est singulièrement diminuée par le fait qu'elle ne court aucun risque et qu'elle compte bien rester, après comme avant, maitresse de l'Océan.

Que les Etats-Unis ou l'Allemagne surtout refusent à La Haye d'adopter les vues préconisées par les délégués anglais, on ne manquera pas de jeter sur ces nations la responsabilité de l'échec infligé aux idées humanitaires de l'Angleterre, et du nouvel apôtre de la paix, Sir *Henry Campbell-Bannerman.*

Veuillez, etc.

(s.) Comte *de Lalaing.*

Nr. XXI. M. A. Leghait, Ministre de Belgique à Paris, à M. le Baron de Favereau, Ministre des Affaires Etrangères.

Paris, le 4. février 1907.

Monsieur le Baron!

Le Roi et la Reine d'Angleterre sont arrivés incognito à Paris samedi soir; ils sont descendus à l'ambassade et y séjourneront jusqu'au 9 Février. Ce voyage inattendu n'a été décidé que dans ces derniers jours et il a causé une certaine surprise même au gouvernement de la République. M. *Pichon* en avouant hier soir à ses intimes son étonnement confessait qu'il n'en soupçonnait pas le but. On n'attribue jusqu'ici aucun motif spécial à cette visite, mais il semble qu'elle doive avoir un caractère politique d'autant plus important qu'il est moins spécifié. Il est certes trop tôt pour apprécier la portée de ce voyage et en prévoir les résultats. On ne peut faire que des conjectures basées sur la situation politique générale et sur celle qui existe actuellement en France. Depuis quelques années le Gouvernement de la République a accueilli avec faveur et presque avec enthousiasme les avances de l'Angleterre qui, très discrètement a laissé à M. *Delcassé* et à ses successeurs tout le mérite de l'entente cordiale et cet accord était considéré par la grande majorité des français comme un appui moral et matériel fort précieux pour le maintien du prestige de la France et la sauvegarde de ses intérêts.

L'arrivée au pouvoir de M. *Clémenceau* à été le couronnement de l'influence anglaise. Le cabinet de Londres croyait trouver en lui un homme absolument dévoué à sa politique et ayant un caractère assez autoritaire et énergique pour l'imposer. Il semble qu'on à été assez déçu dans les espérances qu'on avait conçues et qu'on s'inquiète de l'incohérence de son administration et de l'impuissance qu'il montre chaque jour davantage à arrêter la désorganisation de la France D'autre part à côte de la désillusion sur le rôle joué par M. *Clémenceau* bien des symptômes ont laissé entrevoir que l'opinion publique française devenait soupçonneuse à l'égard des avantages de l'entente cordiale et qu'elle commençait à manifester le désir d'affranchir la France de l'ingérence britannique. Il existe depuis peu une opposition encore sourde et timide, mais bien significative contre l'aveuglement avec lequel on se laisse entraîner dans l'orbite de l'Angleterre. Les conseils et les desseins de cette puissance n'apparaissent plus aussi désintéressés qu'au début et il en résulte qu'il se forme un parti disposé à secouer le joug de cette influence étrangère pour donner à la France une plus grande et plus honorable liberté d'action, tout en maintenant pourtant d'exellents rapports d'amitié avec sa voisine d'outre-Manche. J'ai lieu de croire que les tendances anglaises en Afrique et spécialement l'attitude envers l'Etat du Congo n'ont pas été étrangères au sentiment de défiance qui se manifeste ici.

Il n'est donc pas étonnant qu'en présence de cette situation le Roi *Edouard* ait voulu venir causer avec les membres du Gouvernement de la

République et raffermir l'influence qu'il craint de lui voir échapper. On se demande quel sera le résultat de ce nouvel effort et s'il ne sera pas considéré comme une pression exagérée fortifiant les tendances de réaction contre cette ingérence étrangère et suspecte.

Veuilles agréer, Monsieur le Baron, etc.

(s.) *A. Leghait.*

Nr. XXII. Le Comte de Lalaing, Ministre de Belgique à Londres, à M. le Baron de Favereau, Ministre des Affaires Etrangères.

Londres, le 8 février 1907.

Monsieur le Baron!

Uni par un sentiment de malveillance envers l'Empereur *Guillaume*, à la veille des récentes élections en Allemagne, on escomptait ici la victoire des partis antigouvernementaux et le triomphe des éléments socialistes — on pourrait dire que le public, sans distinction de parti espérait ce résultat. Même la presse conservatrice, antisocialiste par excellence, annonçait avec une satisfaction mal dissimulée que les socialistes démocrates allaient infliger un échec à la politique impériale, tant intérieure que coloniale. Les journaux libéraux et radicaux prévoyaient que les tentatives de gouvernement personnel, dangereuses pour la paix de l'Europe, seraient flétries par la nation Allemande, réunie dans ses comices et que les événéments allaient enfin donner à refléchir à l'Empereur et à son Chancelier trop complaisant. Quant aux Socialistes anglais, leur confiance dans le succès de leurs confrères allemands était complète.

C'est avec un dépît à peine voilé qu'on a accueilli le verdict des électeurs germaniques. La popularité dont jouit encore le Kaiser, a été une révélation pour les Anglais qui se berçaient de l'illusion, soigneusement entretenue par la presse, que l'Empereur était peu aimé, discrédité et par conséquent moins à craindre. Hier le „Morning Post“ dans un article de fond ci-joint disait: „Caveant Consules“; les journaux de l'opposition conjurent le Gouvernement Britannique, antimilitariste du moment, de se tenir prêt à tout événement et de ne pas donner suite au programme d'affaiblissement de la marine dans un but-économique à un moment où l'Empereur Allemand peut être tenté de mettre à profit son regain de popularité et de se lancer dans une politique extérieure aggressive.“ Le discours récent de sa Majesté impériale est qualifié de menaçant. Il faut faire, il est vrai, la part des nécessités de la politique courante parlamentaire. L'opposition, probablement, trouve que les paroles impériales, après le succès électoral dont il s'agit, peuvent être mises à profit dans la lutte contre le Gouvernement de Mr. *Campbell Bannerman*, qui veut proposer à La Haye la limitation des armements et qui ne cesse de diminuer les effectifs de l'armée et de relentir la construction des vaisseaux de guerre. D'autre part, les libéraux

n'ont jamais de sympathie pour le Gouvernement personnel et le parti ouvrier est toujours enclin à déplorer un échec du socialisme continental. Quoiqu'il en soit, le public paraît désappointé du résultat des élections, et le sentiment anti-allemand inspiré par la crainte et la jalousie et que j'ai souvent eu l'honneur de vous signaler n'a pas encore perdu de son intensité.

Veuillez agréer, etc.

(s.) Comte *de Lalaing.*

Nr. XXIII. Le Baron Greindl, Ministre de Belgique à Berlin, à M. le Baron de Favereau, Ministre des Affaires Etrangères.

Berlin, le 9 février 1907.

Monsieur le Baron!

J'ai été fort étonné de voir des Journaux sérieux de l'étranger attribuer une signification belliqueuse à la courte allocution que l'Empereur a adressée, dans la nuit du 5 février, à la foule venue pour l'acclamer lorsque les principaux résultats des ballottages ont été connus. J'ai eu l'honneur de vous envoyer le texte de cette allocution par mon rapport d'avant-hier. Personne ici n'a songé à interpréter les paroles de Sa Majesté dans le sens d'une menace à l'adresse des puissances étrangères. On connaît trop bien la style habituel de l'Empereur pour se méprendre sur la portée de ses discours. Il n'est pas permis de douter non plus de la sincérité des intentions pacifiques de Sa Majesté. Elle en a fourni suffisamment de preuves pendant un règne de dixhuit ans.

Il me semble qu'à l'étranger aussi on doit savoir à quoi s'en tenir. Aussi je me demande si l'alarme manifestée est bien réelle N'est-ce pas plutôt la continuation de la campagne de dénigrement entreprise depuis des années dans la presse de Paris, de Londres et de Saint-Pétersbourg et dans laquelle Le Temps, organe officieux du ministère des affaires étrangères de France, s'est particulièrement distingué pendant les dernières semaines?

Agréez, etc.

(s.) *Greindl.*

Nr. XXIV. M. A. Leghait, Ministre de Belgique à Paris, à M. le Baron de Favereau, Ministre des Affaires Etrangères.

Paris, le 10 février 1907.

Monsieur le Baron!

Les souverains de l'Angleterre ont quitté hier Paris pour rentrer à Londres. Ils ont conservé l'incognito et sauf pour le déjeuner offert en leur honneur par le Président de la République, ils n'ont pas été en contact avec le monde officiel.

Le Roi et la Reine ont fait des visites à leurs amis, à Paris, ont été chez les artistes, au théâtre et dans les restaurants comme de simples mortels. Cette attitude affable et cordiale a séduit le public.

Dans les sphères officielles le Roi a, parait-il, su reserver encore les liens de sympathie entre les deux pays en affirmant sa politique pacifique et en développant les raisons pour lesquelles l'entente cordiale devait en être la base comme garantie de l'équilibre des Puissances en Europe.

Dans ses entretiens avec M. *Clémenceau* et avec le Ministre de la Guerre, le Roi a insité sur la nécessité de maintenir fortes les armées de terre et de mer de la France.

Au Prince *de Radolin*, il a donné les assurances les plus tranquillisantes et lui a dit que son voyage n'avait pour but que de distraire la Reine qui n'était plus venue à Paris depuis fort longtemps. Rien, en effet n'a transpiré jusqu'ici sur des échanges de vues importants ou au sujet d'arrangements stipulés sur un point spécial.

On reste donc généralement d'avis que le Roi a simplement voulu affirmer par sa présence à Paris que l'accord avec la France est aussi complet que jamais, et que l'Allemagne, un peu grisée par le succès des élections, ne doit pas l'oublier.

On ne saurait se dissimuler que cette tactique, qui a pour but apparent d'éviter la guerre, risque d'amener un grand mécontentement à Berlin et de provoquer le désir de tout tenter pour sortir de l'étreinte dans laquelle la politique anglaise reserre l'Allemagne.

On se demande quel est en réalité le but que poursuit le Gouvernement Britannique en provoquant ainsi la mauvaise humeur de l'Empereur *Guillaume*. Il est peu probable qu'il n'y ait là qu'une manifestation du peu de sympathie qui existe entre l'oncle et le neveu.

Je crois que le Gouvernement de la République aurait autant aimé éviter cette dernière visite anglaise et qu'il comprend qu'il endosse un peu trop la responsabilité des antipathies anglo-germaines.

La France, qui désire sincérement le maintien de la Paix et l'amélioration de ses relations avec l'Allemagne aura de grands efforts de diplomatie à faire pour démontrer à Berlin que l'entente cordiale ne peut rien avoir de déplaisant pour l'Allemagne et qu'elle n'est pas conclue pour mettre obstacle à son expansion

On sent si bien qu'on est ici dans une situation délicate et entraîné à un jeu dangereux que tous les organes officieux ou sérieux de la Presse gardent le silence sur cette situation et qu'aucun d'eux n'ose se réjouir de cette nouvelle démonstration de l'amitié anglaise.

D'autre part, nous venons de voir Mr. *Pichon* soutenir à la Chambre contre les socialistes, l'utilité et la fermeté de l'alliance russe.

On comprend qu'il faudrait peu de chose pour éveiller les susceptibilités et que la plus grande prudence est de rigueur dans un moment surtout où l'Allemagne conservatrice triomphe et où elle serait peut-être facilement entrainée contre la France radicale et socialiste.

Veuillez agréer, etc.

(s.) *A. Leghait.*

Nr. XXV. M. E. de Cartier, Chargé d'Affaires de Belgique à Londres, à M. le Baron de Favereau, Ministre des Affaires Etrangères.

Londres, le 28 mars 1907.

Monsieur le Baron!

Depuis que la direction des Affaires Etrangères de Russie a été confiée à Mr. *Iswolski*, un rapprochement sensible s'est produit entre les Cabinets de Saint James et de Saint Pétersbourg et l'accord sur beaucoup de questions qui, il y a deux ans encore, paraissait impossible, semble aujourd'hui à la veille de se réaliser.

L'incident du Doggerbank, les sympathies britanniques pour le Japon lors de la guerre de 1904, les rivalités ardentes en Perse, sont choses du passé, et s'il faut ajouter foi à certains indices, la diplomatie anglaise, dont toutes les ressources tendent vers l'isolement de l'Allemagne, semble nous réserver pour un avenir rapproché le spectacle d'une entente anglo-russe.

Ainsi qu'en 1905 la réception de la flotte française en Angleterre était le signal avant-coureur de l'entente cordiale, on peut par analogie voir dans l'accueil fait actuellement à une escadre russe à Portsmouth, les prémices de relations plus cordiales avec la Russie. Les visites de courtoisie ont été échangées entre amiraux russes et anglais et le commandant-en-chef de Portsmouth, l'admiral Sir *D. H. Bosanquet* a donné un banquet en l'honneur de l'escadre étrangère. Un télégramme du Roi *Edouard* adressé ces jours-ci à l'Amirauté contient le désir formel de Sa Majesté de voir un nombre d'officiers et marins russes visiter Londres. En conséquence, 20 officiers et une centaine de marins sont arrivés avant-hier par train spécial dans la capitale et ont été les hôtes de l'Amirauté. Il y a eu les lunchs, dîners et spectacles de gala de rigeur, en la présence de hautes personnalités du Foreign Office et de l'Amirauté. La foule a ovationné les marins russes à l'Alhambra et les a acclamés à leur arrivée à la gare. Les journaux sont unanimes à se féliciter de cette réception et ne manquent pas d'attirer l'attention du public sur la similitude des fêtes actuelles avec celles offertes aux marins français.

Le „Times“ fait remarquer que d'ailleurs l'entente cordiale devait avoir comme „corollaire inévitable“ un rapprochement de l'Angleterre et de la Russie et dans un avenir plus lointain un rapprochement intime entre ces deux pays, la France et le Japon, de nature à assurer d'une façon puissante et inattaquable au monde entier les bienfaits d'une ère durable de paix et de prospérité.

Veuillex agréer, etc.

(s.) *E. de Cartier.*

Nr. XXVI. Le Baron Greindl, Ministre de Belgique à Berlin, à M. le Baron de Favereau, Ministre des Affaires Etrangères.

Berlin, le 28 mars 1907.

Monsieur le Baron!

Par l'acte d'Algésiras la France a promis, comme tous les autres Etats intéressés, de respecter l'indépendance du Sultan du Maroc. Cela n'a pas empêché le ministre des affaires étrangères français de dire à mon collègue à Paris que le Sultan est un fantoche qui n'a pas autre chose à faire que d'obéir aux injonctions du corps diplomatique. Cela n'empêche pas nun plus une entreprise française protégée par le gouvernement français d'établir au Maroc la télégraphie sans fil au mépris des droits régaliens du Sultan et malgré ses protestations.

L'acte d'Algésiras proclame la complète égalité de tous sauf en ce qui concerne la police et la banque. En dépit de la clarté du texte M. *Pichon* y lit qu'en tout la suprématie doit appartenir à la France.

L'acte d'Algésiras garantit le régime de la porte ouverte. A Paris on regarde comme un coup porté à la France et on qualifie d'intrigue toute tentative de concurrence même la plus loyale et la plus correcte.

L'acte d'Algésiras consacre l'intégrité du territoire marocain. Le conseil des ministres français prenant prétexte de l'assassinat du docteur *Mauchamp*, vote à l'unanimité l'occupation de la ville marocaine d'Udschda comme gage de la punition des coupables et de l'indemnité à obtenir, sans pouvoir alléguer le moindre fait de nature à faire croire que le Sultan ait une velléité quelconque de se soustraire à ses obligations. Le gouvernement français déclare, il est vrai, qu'Udschda sera évacué aussitôt que satisfaction lui aura été donnée; mais la manière dont sont exécutés les engagements pris à Algésiras montre assez ce que valent les promesses françaises.

L'arrogance française redevient ce qu'elle était aux plus mauvais jours du second empire et c'est l'entente cordiale qui en est la cause. Elle a encore augmenté d'un degré depuis que les négociations entre Londres et Saint-Pétersbourg auxquelles la France n'aura sans doute pas été étrangère paraissent devoir aboutir à une entente.

S'il ne s'était agi que des questions officiellement traitées entre les cabinets, l'Egypte, le Maroc, les nouvelles Hébrides, les pêcheries de Terreneuve, la Perse, l'Afganistan, le Thibet, nous ne pourrions que nous féliciter de voir disparaître des causes de conflit entre les grandes puissances; mais au fond des arrangements conclus ou qui vont l'être se retrouve toujours la haine de l'Allemagne entretenue à Paris par le souvenir toujours vivace de l'humiliation de 1870, à Londres par la jalousie qu'inspire le développement industriel, commercial et maritime de l'Allemagne, à Saint-Pétersbourg par rien du tout, si ce n'est le préjugé et la blessure infligée à l'incommensurable orgueil slave par la comparaison entre la civilisation allemande et la barbarie moscovite. C'est la continuation de la campagne entreprise en vue d'isoler l'Allemagne

qui a été fort habilement menée et qui a commencé par la réconciliation entre la France et l'Italie et par les arrangements conclus avec cette dernière puissance, par l'Angleterre aussi, au sujet des affaires de la Méditerranée.

Je ne dis pas qu'il y ait d'ores et déjà entre les cabinets un plan de coalition en vue d'une agression contre l'Allemagne. Celle-ci est de taille à se défendre et la responsabilité d'une guerre dont l'issue est plus que douteuse est de nature à faire reculer les plus braves; mais il ne faut pas oublier que toutes les dernières guerres n'ont pas été décrétées par les gouvernements. Elles leur ont été imposées par des mouvements populaires et le nouveau groupement des puissances européennes est de nature à pousser l'opinion publique dans une voie dangereuse. Déjà les effets s'en font sentir.

La presse française à l'unisson rend l'Allemagne responsable de l'assassinat du docteur *Mauchamp* où elle voit une suite des excitations parties de Berlin. Ne serait-il pas plus logique d'expliquer la fermentation qui agite les indigènes marocains par le cynisme avec lequel la France et l'Angleterre, trafiquant de ce qui ne leur appartient pas, se sont concertées pour faire du Maroc une colonie française?

Un général français commandant un corps d'armée dit publiquement que la guerre entre la France et l'Allemagne est inévitable, en répondant à un toast dans lequel le colonel *Goepp* avait exprimé le regret d'avoir été mis à la retraite avant l'heure de la revanche. Pour toute punition le gouvernement français donne un autre commandement au général *Baillard;* mais a soin d'expliquer en même temps que la mesure prise n'a pas pour unique, ni même pour principale cause le discours inconvenant de l'officier déplacé. On l'a éloigné de Nancy parce qu'il avait pris une attitude indisciplinée vis-à-vis du ministre de la guerre.

La presse anglaise poursuit avec plus d'acharnement que jamais sa campagne de dénigrement. Elle voit la main d'Allemagne partout où il arrive quelque chose de facheux pour l'Angleterre. Au besoin elle invente de toutes pièces, comme le prétendu projet de fermeture de la mer baltique. Tout cela se passe au moment où l'Angleterre jette un brandon de discorde en cherchant à imposer à la conférence de La Haye la discussion non de son propre désarmement, mais de celui de ses adversaires et implique une diminution de la sécurité européenne.

Jusqu'à présent le presse allemande se borne à enregistrer le faits et les officieux démontrent combien il est absurde d'endosser à l'Allemagne la résponsabilité d'un crime qu'elle déplore aussi vivement que les Français et qui atteint tous les Européens quelle que soit leur nationalité: mail ils s'abstiennent des réflexions que je viens de vous soumettre et qui pourtant doivent leur venir d'elles-mêmes à l'esprit. On voit que l'Allemagne ne désire avant tout éviter la réouverture de la question marocaine, quelque pénibles que lui soient les empiètements français. M. *Delcassé* a été démissione; mais il a laissé la tradition de sa politique à ses successeurs.

Agréez, etc. (s.) *Greindl.*

Nr. XXVII. Le Baron Greindl, Ministre de Belgique à Berlin, à M. de Baron de Favereau, Ministre des Affaires Etrangères.

Berlin, le 8 avril 1907.

Monsieur le Baron!

Ainsi que j'ai en l'honneur de vous l'écrire il y a quelques jours encore, j'ai été d'avis dès que j'ai connu l'acte d'Algésiras que la France ne renonçait pas à son projet de main-mise sur le Maroc, l'ajournant seulement jusqu'à des temps meilleurs. Elle s'est fait donner la police, l'influence prépondérante dans la Banque. Elle a une immense frontière commune habitée par des tribus mal soumises qui lui fourniront des prétextes d'intervention. Au besoin elle en inventera comme jadis en Tunisie. Elle a en Algérie une armée toujours prête. Elle dispose donc des moyens de réaliser ses dessins ambitieux. Si je m'étais fait d'illusion que les promesses d'Algésiras seraient loyalement exécutées, l'attitude du gouvernement français dans la question du choix du directeur des travaux publics, l'occupation d'Oudjda et un récent article du journal „Le Temps“ me l'aurait fait perdre.

L'organe officieux du ministère des affaires étrangères français écrit en commentant l'entrevue du Prince *de Bülow* et de M. *Tittoni* à *Rapallo*, qu'on ne paraît pas bien comprende à Berlin qu'un arrangement entre la France et l'Allemagne n'est possible que sur la base suivante: De la part de la France, des concessions relatives au chemin de fer de Bagdad; de la part de l'Allemagne l'assurance d'une adhésion à la politique marocaine telle qu'elle est déterminée par le traité du 8 avril 1904.

Un télégramme officieux de Berlin inséré avant-hier dans le numéro 362 de la „Gazette de Cologne“ répond que le journal „Le Temps“ paraît avoir oublié d'une manière assez étonnante, que depuis le traité du 8 avril 1904, les arrangements d'Algésiras ont créé une situation nouvelle qui ne peut pas être changée par un accord conclu rien qu'entre la France et l'Allemagne. Le télégramme officieux dit qu'à Berlin on comprend fort bien qu'à raison de sa position géographique, la France s'efforce d'obtenir une situation particulière au Maroc. L'Allemagne ne songe nullement à la lui contester et l'acte d'Algésiras la lui a reconnue. On ne comprend pas bien comment l'Allemagne pourrait aller au délà et s'associer à la politique de l'arrangement anglo-français. Toute la politique française au Maroc souffre de ce que l'on croit en France qu'il existe au Maroc un antagonisme entre l'Allemagne et la France. Sous l'empire de ce préjugé on attribue en France à la politique allemande des visées qu'elle n'a absolument pas. On a répété à satieté à Algésiras que l'Allemagne n'a en vue que des intérêts économiques et l'on ne comprend pas comment la France pourrait s'y apposer si elle veut honnétement respecter le principe de la porte ouverte solennellement proclamé. La situation serait bien vite éclaircie, si en France on voulait bien renoncer à une idée préconçue et qui n'a aucun fondement.

Le télégramme officieux ajoute qu'on ne voit pas bien quelle concession la France pourrait faire à l'Allemagne au sujet du chemin de fer de Bagdad. Ce chemin de fer se construira un jour ou l'autre et l'Allemagne n'est nullement pressée comme on semble le croire. De plus la construction du chemin de fer est une affaire turque qui ne regarde l'Allemagne que parce que la concession en a été régulièrement accordée à un groupe financier où les capitaux allemands sont prépondérants.

Ainsi que vous le voyez, Monsieur le Baron, la France prétend, comme avant 1870, à un droit d'intervention dans des affaires qui ne la regardent absolument pas et s'imagine qu'elle possède un droit de veto sur les arrangements conclus entre puissances indépendantes.

Nous venons de faire à nos dépens l'expérience de ce retour aux traditions du second empire ou plutôt de la politique générale française. Chaque fois que dans le cours de l'histoire, la France s'en est cru la force, elle a tenté de s'arroger la suprématie sur le monde entier. Maintenant c'est l'entente cordiale avec l'Angleterre qui lui donne cette confiance.

Les exemples se multiplient. Vous savez que le Danemark est absolument libre échangiste. Ses droits de douane sont purement fiscaux. Il se propose de les abaisser encore et pour que les recettes du trésor n'aient pas à en souffrir, il a l'intention d'élever les droits sur les vins, mais encore dans une mesure très modérée. Rien n'est mieux justifié. Le vin est un article de luxe et il est équitable de demander aux classes aisées un sacrifice destiné à augmenter le bien-être général. J'ai appris par une voie indirecte, mais absolument sûre, que le ministre de France à Copenhague a néanmoins adressé au gouvernement danois des représentations formulées sur un ton impérieux et accompagnées de menaces de représailles. La démarche française est d'autant plus insolite, que le Danemark n'est lié envers la France par aucun traité et que le tarif douanier français frappe de droits prohibitifs les produits agricoles qui sont les seules marchandises d'exportation danoises.

Ce qui s'est passé à Bruxelles, à Berlin et à Copenhague n'est peut-être pas isolé. Il est vraisemblable qu'ailleurs aussi la France est revenue à ses anciennes allures ne tenant aucun compte des engagements qui la gênent et prétendant imposer partout ses volontés.

Agréez, etc.

(s.) *Greindl.*

Nr. XXVIII. M. E. de Cartier, Chargé d'Affaires de Belgique à Londres, à M. le Baron de Favereau, Ministre des Affaires Etrangères.

Londres, le 12 avril 1907.

Monsieur le Baron!

L'opinion publique a suivi avec un intérêt modéré les péripéties du séjour que Leurs Majestés le Roi et la Reine ont fait dans les eaux espagnoles et elle ne semble guère se préoccuper pour le moment des possibilités d'ordre

politique que comporte cette rencontre des souverains de l'Espagne et de l'Angleterre.

Cette indifférence plus apparente peut-être que réelle, peut a priori sembler étrange, lorsqu'on la compare à l'enthousiasme suscité par les prodrômes de l'entente cordiale franco-anglaise, mais elle s'explique fort bien par l'état d'esprit qui règne en ce moment, tant parmi les cercles politiques que parmi la population en général. De plus en plus le peuple anglais s'habitue à considérer que les questions d'ordre international sont la province presque exclusive du Roi *Edouard*, dont il admire, avec raison, le profond sens politique et la féconde diplomatie. L'absence complète de divergences entre les deux grands partis historiques en ce qui concerne les destinées politiques de l'Angleterre, circonstance qui permet à Sir *Edward Grey* de continuer l'œuvre de Lord *Lansdowne* sans atermoiement ni à-coups est la preuve la plus évidente de cet état d'esprit.

Confiante d'un côté dans le jugement éclairé et le tact heureux du Roi, et assurée en outre de la valeur du ministre chargé de la défense de ses intérêts internationaux l'opinion publique se détache de plus en plus des questions de haute politique, sachant par expérience que les destinées de l'Empire sont en bonnes mains.

L'entrevenue de Charthagène a dû présenter un véritable intérêt politique et il est à prévoir que la question marocaine a été l'objet d'un échange de vues tant entre les souverains que parmi les hommes d'état qui les accompagnaient. C'est ainsi que Sir *Charles Hardinge*, sous-secrétaire d'Etat permanent aux Affaires Etrangères, a suivi le Roi *Edouard* dans ce voyage et il est permis de supposer que ses conversations avec les ministres espagnols auront pu calmer les inquiétudes que l'occupation d'Oudja a dû provoquer à Madrid. La visite que le Roi *Edouard* a faite à son royal neveu à Carthagène aurait surtout pour but de chercher à resserrer les liens qui unissent l'Espagne à la Grande-Bretagne et d'affaiblir autant que possible l'influence allemande à Madrid. Mais jusqu'ici aucun indice n'a révélé les résultats pratiques ou les décisions arrétées au cours de cette entrevue.

Veuillez, etc. *E. de Cartier.*

Nr. XXIX. Le Baron Greindl, Ministre de Belgique à Berlin, à M. le Baron de Favereau, Ministre des Affaires Etrangères.

Berlin, le 18 avril 1907.

Monsieur le Baron!

J'ai l'honneur de vous accuser la réception de votre dépêche du 15 avril par laquelle vous avez bien voulu me communiquer l'intéressant rapport qui vous a été adressé le 8 du même mois, par mon collègue à Madrid.

Des trois conjectures que vous soumet M. le Baron *Joostens* pour expliquer l'entrevue de Carthagène, la dernière est la plus vraisemblable. On peut même dire que c'est une certitude.

Comme le traité d'alliance avec le Japon, l'entente cordiale avec la France, les negociations pendantes avec la Russie, la visite du Roi d'Angleterre au Roi d'Espagne est un des mouvements de la campagne personellement dirigée avec autant de persévérance que de succès, par Sa Majesté *Edouard VII*, pour isoler l'Allemagne. L'Angleterre ne peut guère attendre d'aide matérielle de la part de l'Espagne. D'après une information des journaux, elle aurait promis son concours pour aider à la reconstitution de la flotte espagnole et à la fortification de la côte ibérique. La création d'une flotte est une œuvre de longue haleine, partout difficile et particulièrement dans un pays aux finances délabrées et et où non seulement les ministres mais aussi tous les hauts fonctionnaires changent à chaque instant. L'Angleterre n'a pas besoin du concours de l'Espagne pour concentrer sa flotte dans la Manche et la Mer du Nord, sans compromettre sa position dans la Méditerranée. Depuis qu'elle a acquis l'amitié de la France, plus personne n'est en état de l'y menacer.

Mais malgré l'impuissance militaire et financière de l'Espagne, une entente avec les pays ibériques n'est pas sans valeur. Nous venons d'en avoir la preuve à Algésiras, à Tanger et tout récemment par l'appui que le cabinet de Madrid a donné à la proposition anglaise de limitation des armements. Il n'est pas aisé de se rendre compte des motifs qui ont déterminé l'Espagne à se mettre dans l'affaire marocaine à la remorque de la France et de l'Angleterre. S'est-elle imaginée que la France avait sérieusement et loyalement l'intention de partager avec elle l'influence au Maroc? Ou bien reconnaissant qu'elle doit renoncer pour toujours à ses aspirations séculaires s'est-elle contentée de sauver au moins les apparences?

Quoiqu'il en soit, l'entente de l'Espagne avec l'Angleterre et la France est un fait qui n'est pas nouveau. L'entrevue de Carthagène est simplement la confirmation et probablement la consolidation d'une situation déjà existante.

La visite que doit faire aujourd'hui à Gaète, le Roi d'Angleterre au Roi d'Italie, ne nous révèle rien non plus. L'entente de l'Italie avec l'Angleterre et la France est aussi un fait en dépit de la triple alliance. Elle date du jour où l'Italie s'est mise d'accord avec ces puissances au sujet du partage des intérêts dans la Méditerranée. Si elle n'avait pas existé auparavant, elle aurait surgi d'elle même, lorsque l'entente cordiale entre la France et l'Angleterre a été conclue. Comment l'Italie pourrait-elle en cas de conflit, défendre son immense étendue de côtes contre les flottes anglaise et française réunies? Et que pourraient faire ses alliés allemand et austro-hongrois pour la protéger?

Cette ardeur à unir dans un but soi-disant défensif des puissances que personne ne menace, peut paraître à bon droit suspecte. On ne peut pas oublier à Berlin l'offre des 100 000 hommes faite par le Roi d'Angleterre à M. *Delcassé*. Nous mêmes nous avons à enregistrer les singulières ouvertures faites par le colonel *Barnardiston* au général *Ducarne*, qui sait s'il n'y a pas eu d'autres intrigues semblables qui ne sont pas parvenues à notre

connaissance. Aussi est-il aisé de concevoir que les démarches du Roi d'Angleterre causent ici de certaines appréhensions et qu'à Vienne on les partage. Elles ont trouvé leur expression dans un article de la „Freie Presse“ reproduit et appuyé par la „Gazette des Cologne“ dans son numéro 402 d'avant-hier. Cet article de la „Gazette de Cologne“ a causé un grand émoi parmi plusieurs de mes collègues. Je ne vous l'ai pas envoyé parce que j'ai vu du premier coup, qu'il n'exprimait que l'opinion de la rédaction. L'événement m'a donné raison. La „Gazette de Cologne“ a été désavouée dans ses propres colonnes (No. 409 de ce matin) par un télégramme officieux de Berlin. Elle l'insère, mais en le faisant suivre de ses réserves. Le gouvernement allemand ne peut pas parler autrement qu'il ne l'a fait; mais je serais bien étonné si au fond de sa pensée, il n'y avait pas identité entre ce que la „Gazette le Cologne“ peut dire et ce qu'il est obligé de taire.

D'après le rapport de M. le Baron *Joostens* il semble qu'on attache à Madrid une importance exagérée à l'idée de compromis franco-allemand. Ainsi que je l'ai écrit, les ouvertures de la presse officieuse française ont été bien accueillies par les officieux allemands. La réponse de l'Empereur au discours qu'a prononcée M. *Cambon* lors de la remise de ses lettres de créance, a été particulièrement cordiale; mais il ne peut s'agir que d'un accord sur des points secondaires et trop fragile pour résister à une commotion politique grave. A propos de l'interpellation *Bailloud*, M. *Clémenceau* nous a dit quel est le sentiment français intime. Jusqu'à ce que 1870 soit oublié, il ne pourra y avoir au maximum entre Berlin et Paris que des relations correctes et très précaires.

Agréez, etc. (s.) *Greindl.*

Nr. XXX. Le Comte de Lalaing, Ministre de Belgique à Londres, à M. Davignon, Ministre des Affaires Etrangères.

Londres, le 24 mai 1907.

Monsieur le Ministre!

Les relations anglo-allemandes continuent à être officiellement d'une froide correction, mais l'antipathie qu'on ressent ici dans toutes les classes du public pour la nation germanique est aussi marquée que lorsque je vous ai écrit le 8 février 1907.

Certains bons esprits se rendent cependent compte de l'inconvénient qu'il y a à laisser perdurer un état d'esprit aussi malveillant, mais les palliatifs qu'on a employés, et que le Gouvernement libéral favorise, restent jusqu'ici impuissants. C'est en vain qu'on a organisé et qu'on organise encore des visites à Berlin de conseillers municipaux, de membres de la Chambre et de représentants de journaux importants.

Une certaine catégorie de la presse, connue ici sous le nom de „presse jaune“, est en grande partie responsable de l'inimitié que l'on constate entre les deux nations. Que doit-on, en effet, attendre d'un journaliste comme Mr. *Harmsworth*, aujourd'hui devenu Lord *Northcliffe*, éditeur du „Daily

Mail". du „Daily Mirror", „Daily Graphic", „Daily Express", „Evening News" et „Weekly Dispatch", et qui dans une interview qu'il donne au „Matin", s'écrie: „Oui, nous détestons les allemands et cordialement. Il se rendent odieux à toute l'Europe. Je ne permettrai pas qu'on imprime dans mon journal la moindre chose qui pût blesser la France, mais je ne voudrais pas qu'on y insérât quoique ce fût qui pût être agréable à l'Allemagne."

Et en 1899, ce même éditeur attaquait les Français avec la même violence, voulait boycotter l'exposition de Paris et écrivait: „Les Français ont réussi à persuader John Bull qu'ils sont ses ennemis acharnés. L'Angleterre a longtemps hésité entre la France et l'Allemagne, mais elle a toujours respecté le caractère allemand tandis qu'elle en est arrivée à avoir du mépris pour la France. Une entente cordiale ne peut subsister entre l'Angleterre et sa plus proche voisine. En voilà assez de la France, qui n'a ni courage, ni sens politique."

Ce sont ces journalistes là, éditeurs de feuilles à bon marché et de lecture courante qui faussent à plaisir l'esprit de tout un peuple.

Il est évident que l'Angleterre officielle poursuit une politique sourdement hostile, qui tend à aboutir à l'isolement de l'Allemagne et que le Roi *Edouard* n'a pas dédaigné de mettre son influence personnelle au service de cette idée, mais il y a un danger évident à envenimer aussi ouvertement l'opinion publique que le fait la presse irresponsable dont il s'agit.

Veuillez, etc. (s.) Cte. *de Lalaing.*

Nr. XXXI. Le Baron Greindl, Ministre de Belgique à Berlin, à M. Davignon, Ministre des Affaires Etrangères.

Berlin, le 30 mai 1907.

Monsieur le Ministre!

Rendant la visite que leur ont faite, il y a quelques mois, les journalistes allemands en Angleterre, une députation des journalistes anglais se trouve actuellement en Allemagne. Rien n'a été épargné pour leur préparer la réception la plus cordiale. Un bateau du Norddeutsche Lloyd a été prendre les journalistes anglais à Dovres et les a amenés le 27 mai à Bremerhaven. Les autorités de la ville de Brême, puis celles de la ville de Hambourg leur ont fait le meilleur accueil et les discours les plus amicaux ont été prononcés de part et d'autre.

Il en a été de même à Berlin où les journalistes anglais sont arrivés hier à une heure de l'après-midi. Le Duc *de Trachenberg*, président du comité de reception, les attendait à la gare. Après le déjeuner des automobiles ont conduit les visiteurs anglais à travers la ville pour leur en montrer les édifices. Le soir il y a eu un banquet au jardin zoologique où assistaient des personnages très considérables de la presse, du gouvernement et du monde des commerçants. Les toasts ont été nombreux et tous inspirés par la même pensée: il importe pour dissiper des préjugés nuisibles aux bonnes relations entre les deux pays d'établir des relations personnelles et confiantes

entre les journalistes allemands et anglais. L'idée est juste et on ne peut qu'approuver ceux qui en ont pris l'initiative; mais j'ai assisté à tant de tentatives de rapprochement avortées que je ne peux pas m'empêcher d'un certain scepticisme quant au résultat définitif, que de fois on a échangé les paroles les plus cordiales dont huit jours plus tard le souvenir était déjà effacé pour faire place à des polémiques aussi aigres qu'auparavant.

La tension des relations entre les deux pays est d'autant plus difficile à faire disparaître qu'elle n'a pas pour cause des points litigieux déterminés. S'il existait entre l'Allemagne et l'Angleterre un conflit tel que celui qui existait autrefois entre Londres et Paris au sujet de l'Egypte, une transaction y pourrait mettre fin. Sur aucun point du globe, il n'y a rien de pareil qui nuise aux relations entre l'Allemagne et l'Angleterre. Leur froideur ne résulte d'aucun fait concret. C'est une question de sentiment.

L'Angleterre jalouse des prodigieux progrès de l'industrie, du commerce et de la marine marchande de l'Allemagne. Habituée à être sans rivale, il lui semble que toute concurrence est un empiètement sur son domaine.

Elle feint d'éprouver des alarmes dont la sincérité me semble plus que douteuse, en présence du développement de la marine de guerre de l'empire. Elle doit savoir pourtant que, même dans un avenir très éloigné, une agression allemande restera matériellement impossible. C'est l'Allemagne au contraire qui a tout à redouter. Depuis des siècles l'Angleterre s'est appliquée à détruire les forces navales étrangères dès qu'elles prendraient une certaine importance. La France l'a éprouvé après la Hollande. Puis est venu le tour du Danemark dont les vaisseaux ont été anéantis sans l'ombre d'un prétexte, par l'amiral *Nelson* entré en ami dans le port de Copenhague. C'est la méfiance allemande qui a rendu populaire de développement de la flotte de l'empire tout au plus assez forte pour jouer un rôle défensif et dont la majorité du peuple ne voulait pas entendre parler aussi longtemps que l'on croyait pouvoir compter ici sur l'amitié ou au moins sur la neutralité de l'Angleterre.

Cette défiance est encore nourrie par le soin que met personnellement le Roi d'Angleterre à conclure des ententes avec le monde entier sauf avec l'Allemagne contre laquelle il n'a aucun grief à formuler. La presse y aide en représentant chacun des succès de la politique extérieure de l'Angleterre comme tendant au but final de l'isolement de l'Allemagne. Qui oserait affirmer qu'elle se trompe sur ce point?

Loin de provoquer la tension des relations avec l'Angleterre, l'Allemagne en souffre, comme le prouvent les tentatives répétées de rapprochement dont l'initiative est parti invariablement de Berlin. Une des causes de leur insuccès est peut-être l'exubérance avec laquelle elles se sont produites. Les bruyantes démonstrations d'amitié ne répondant ni à la réalité des faits ni aux sentiments des deux peuples, ont produit chaque fois en Angleterre comme en Allemagne une réaction que l'on eût écartée si l'on s'était simplement proposé d'entretenir des rapports corrects et normaux.

On n'est pas retombé dans cette faute au banquet d'hier. Les importants discours politiques prononcés par M. *de Mühlberg* comme représentant du chancelier et par l'ambassadeur d'Angleterre Sir *Frank Lascelles* ont évité toute exagération dangereuse et se sont attachés à exposer la situation telle qu'elle est. Je vous envoie ces deux discours, quoique je suppose que les agences télégraphiques vous les auront déjà transmis; mais vous tiendrez sans doute à en avoir le texte authentique sous les yeux.

M. *de Mühlberg* a dit en substance, que lorsqu'il parcourt les journaux étrangers, y compris les journaux anglais, il y trouve presque quotidiennement une légende habilement propagée et dévotement acceptée par de nombreux croyants, d'après laquelle l'Allemagne menacerait la paix du monde. C'est surtout l'armée allemande que l'étranger considère avec méfiance comme une formidable machine de guerre destinée à porter un jour le trouble dans le monde entier. Il est vrai que l'Allemagne possède une armée brave et puissante et qu'elle en est fière; mais peut-on dire que jamais depuis l'existence de l'empire elle en ait fait mauvais usage. Le système militaire allemand est vieux de cent ans. Il est donc né bien avant l'empire, à une époque où l'on ne songeait certes pas à des conquêtes et à des annexions. La Prusse était tombée au dernier degré de la misère et ses enfants ont tout sacrifié pour assurer l'indépendance nationale et pour secouer le joug de l'étranger. A travers toutes les vicissitudes les bases du système militaire allemand n'ont pas varié.

On entend dire et surtout en Angleterre que pour ce qui concerne la flotte, l'Allemagne cache ses visées. Il suffit de lire la loi du 14 janvier 1900 pour voir que c'est impossible. Elle trace des limites que le pouvoir exécutif est hors d'état de dépasser. Une comparaison avec l'effectif de la flotte anglaise démontre à tout observateur impartial que l'Allemagne ne se propose que de protéger ses côtes et son commerce maritime. Elle n'aspire à rien de plus. C'est ce que doit vouloir toute grande nation soucieuse de son honneur.

On demandera peut-être, a dit M. *de Mühlberg*, si l'Allemagne a vraiment besoin de moyens de protection aussi coûteux. Que l'on jette un coup d'oeil sur l'histoire du peuple allemand. Elle contient de terribles et inoubliables leçons. Il n'y a pas de pays en Europe qui ait plus souffert et plus saigné sous les coups de peuples guerriers étrangers. Ils sont venus de toutes les contrées de la terre semant la mort et la ruine autour d'eux.

Des sceptiques objecteront peut-être que l'armée et la flotte allemande sont de dangereux instruments dont on peut-être un jour tenté de se servir pour donner de l'espace à sa population toujours croissante. L'Allemagne n'a pas besoin de nouveaux territoires quoique le nombre de ses habitants augmente de 800000 à 900000 âmes par an et que l'émigration soit devenue insignifiante, il manque des bras partout pour l'agriculture comme pour l'industrie.

M. *de Mühlberg* ne veut pas dire que les allemands soient des ascètes. Ils aspirent à une libre et loyale concurrence dans le commerce mondial. On

a prétendu que la politique allemande manque de stabilité et de continuité. C'est une erreur. Cette politique est partout celle de la porte ouverte. Les Anglais doivent la comprendre. Dans toutes les contrées où l'Angleterre a étendu sa sphère d'influence, elle s'est efforcée de développer les sources de production du pays et de relever le niveau de la civilisation. Lord *Cromer* l'a fait tout récemment en Egypte. La politique de l'Empereur d'Allemagne partage cette conception de ce que doivent être l'action et le but d'un état civilisé. C'est sur ce point que l'Allemagne et l'Angleterre peuvent se rencontrer et se tendre la main pour un travail commun, sans préjudice de leurs amitiés et de leurs alliances. C'est ainsi que la presse des deux pays, interprète des pensées et des sentiments des deux peuples, peut collaborer avec le monde officiel, à l'entente mutuelle, au respect réciproque, en dissipant de fausses légendes et des méfiances injustifiées.

Dans sa réponse Sir *Frank Lascelles* at dit qu'il avait naturellement à coeur d'améliorer les relations entre l'Allemagne et l'Angleterre. Il a exprimé la satisfaction que lui avaient causée les idées émises par M. *de Mühlberg* sur le but auquel devaient viser les deux pays pour réaliser une amitié entre eux, sans porter atteinte à celles qui existent avec d'autres puissances. M. *de Mühlberg* a, comme l'année dernière le comte *de Metternich*, fait allusion à certains articles de journaux, créant une atmosphère d'aigreur et de défiance ne reposant que sur des malentendus et peut-être plus difficile à dissiper que des divergences de vue réelle. La situation s'est notablement améliorée; mais il serait prématuré de dire que tous les malentendus sont déjà écartés. Sir *Frank Lascelles* espère avec confiance que les relations personnelles entre les journalistes allemands et anglais, le bon accueil qui a été réservé à ceux-ci et les assurances données par M. *de Mühlberg* au nom du gouvernement Impérial contribueront non seulement à détruire les préjugés mais à établir entre les deux peuples des relations amicales au grand avantage mutuel.

Je me féliciterais de voir la réalisation des voeux exprimés par M. *de Mühlberg* et Sir *Frank Lascelles* avec une sincérité dont je suis absolument convaincu. La tension des relations entre l'Allemagne et l'Angleterre peut servir des calculs mesquins de politique à courte vue; mais elle compromet l'intérêt supérieur de la conservation de la paix européenne que la prépondérance allemande nous a garanti depuis 36 ans. Elle encourage les visées des hommes d'état mécontants du status quo.

Sir *Frank Lascelles* doit connaître mieux que personne combien la tâche qu'il assigne aux deux nations est ardue. C'est celle qu'il s'est imposée à lui-même. J'ai assisté depuis douze ans aux éfforts qu'il a faits pour s'en acquitter. Possédant à juste titre l'entière confiance de l'Empereur et du gouvernement allemand, doué d'éminentes qualités d'homme d'état il n'y a que très médiocrement réussi jusqu'ici. Son discours d'hier prouve a la fois qu'il ne se fait pas d'illusions et qu'il persévère néanmoins sans découragement pans la voie qu'il s'est tracée.

Agréez, etc. (s.) *Greindl.*

Nr. XXXII. Le Baron Greindl, Ministre de Belgique à Berlin, à M. Davignon, Ministre des Affaires Etrangères.

Berlin, le 8 juin 1907.

Monsieur le Ministre!

L'Empereur a adressé, par le télégraphe, à M. *de Mühlberg*, de très-vives félicitations à l'occasion du discours prononcé au banquet des journalistes anglais dont j'ai eu l'honneur de vous rendre compte par mon rapport du 30 mai dernier No. 1578/865, ce télégramme qui n'a pas été publié, prouve que le sous-secrétaire d'état au département Impérial des affaires étrangères a fidèlement interprété la pensée de Sa Majesté.

La visite des journalistes a fini aussi bien qu'elle a commencé. Le 31 mai ils ont été invités à la parade de printemps de la garnison de Potsdam. Un train spécial les avait amenés et des places leur avaient été reservées devant le château. Ils ont chaudement acclamé l'Empereur, lors que Sa Majesté a passé devant eux. Conduits par le Duc *de Trachenberg* ils ont été au nouveau Palais et à Sanssouci dont un maître de cérémonie leur a fait les honneurs. Un déjeuner leur a été offert à l'orangerie. Au moment du café l'Empereur y est arrivé et s'est entretenu très-gracieusement avec les principaux des invités. Les journalistes ont été ensuite déposer des couronnes de fleurs sur les tombeaux de l'Empereur et de l'Impératrice Fréderic.

Le lendemain les journalistes anglais sont partis pour Dresde où ils ont été tout aussi bien reçus par le Roi, la municipalité, la presse et la population. Il en a été de même à Munich, à Frankfort, à Cologne et à Rüdesheim. De cette dernière ville, les journalistes se sont dirigés vers Kiel où ils se sont embarqués pour Copenhague, très-satisfaits, paraît-il, de l'accueil qui leur a été fait. La presse officieuse a exprimé à diverses reprises, le désir que les rapports personels établis entre les journalistes anglais et leurs confrères allemands contribuent à l'amélioration des relations entre les deux pays. Les représentants des journaux anglais ont dû emporter l'impression que ce voeu est très sincèrement celui de la nation et du gouvernement.

D'autres manifestations du même genre sont de nature à corroborer cette conviction. Une commission parlamentaire anglaise est en Allemagne pour y étudier les voies navigables. Elle y a été très bien reçu et rien n'a été négligé pour faciliter sa mission.

La visite du Lord Maire de Londres est annoncée pour le 22 juin. On lui prépare l'accueil le plus cordial.

Que restera-t-il de toutes ces démonstrations? Probablement rien. Le rapport que vous avez bien voulu me communiquer par votre dépêche d'avant hier P. No. 6016 me montre que mon collègue de Londres mieux placé que je ne le suis pour juger la situation, est encore plus sceptique que moi. Comme le dit très justement M. le Comte *de Lalaing*, le Roi d'Angleterre dirige personnellement une politique dont le but final est l'isolement de l'Allemagne. Son action répond au sentiment de la nation, égarée par une

presse sans scrupules ne visant qu'aux gros tirages et à cet effet uniquement soucieuse de flatter les passions populaires. Ce ne sont pas seulement les journaux à bon marché qui s'abaissent à un parail rôle. Le „Times" poursuit depuis des années une campagne de dénigrement et de calomnies. Son correspondant de Berlin qui a pourtant toute facilité pour être bien informé, nourrit la haine des Anglais contre les Allemands en prêtant au gouvernement Impérial des projets ambitieux dont l'absurdité saute aux yeux et en l'accusant de manœuvres ténébreuses auxquelles on n'a jamais songé. Néanmoins le public anglais y croit sans sourciller, parce que ces inventions correspondent à ses préjugés. Comment le courant antiallemand pourrait-il être détourné par la très petite phalange d'écrivains plus consciencieux et plus clairvoyants. Les journalistes anglais qui ont accepté l'hospitalité allemande appartiennent sans doute en très grande majorité à cette élite. On a prêché des convertis.

Agréez, etc. (s.) *Greindl.*

Nr. XXXIII. M. A. Leghait, Ministre de Belgique à Paris, à M. Davignon, Ministre des Affaires Etrangères.

Paris, le 17 juin 1907.

Monsieur le Ministre!

Les relations amicales et l'entente qui existent depuis environ deux ans entre la France, l'Angleterre et l'Espagne, viennent de s'affirmer par des liens plus précis qui caractérisent nettement le groupement des puissances et le soin qu'elles prennent de se prémunir par des stipulations pacifiques contre d'autres eventualités.

La France et l'Angleterre viennent chacune de conclure simultanément avec l'Espagne un arrangement identique. D'après les déclarations faites hier par M. *Pichon* cet accord est d'ordre purement diplomatique et ne contient ni convention militaire, ni clauses secrètes. Il a pour objet le maintien du statu quo dans les parties de la Méditerranée et de l'Atlantique qui intéressent les puissances contractantes. Celles-ci se garantissent mutuellement leurs possessions respectives et la liberté de leurs communications avec ces possessions. Le texte de cet arrangement a été communiquè aux gouvernement d'Allemagne, de Russie, d'Autriche-Hongrie, d'Italie, du Japon, des Etats Unis et du Portugal.

Vous trouverez, Monsieur le Ministre, dans l'article ci-annexé des détails très exacts sur l'origine et la portée de ces accords ainsi que sur les instructions données aux ambassadeurs de France chargés de les expliquer aux gouvernements auprès desquels ils sont accrédités. Il ne s'agit pas d'une triple-alliance ni même d'un accord à trois qui eussent donné à cet arrangement une importance qui eut pu paraître alarmante à certaines chancelleries, mais si on considère le but identique et la simultanéité des deux arrangements, on se rend compte qu'il existe bien un triple accord avec un même objectif.

Après l'arrangement franco-japonais qui n'est qu'une habile maneuvre anglaise, la France trouve de nouvelles garanties pour ses possessions d'outremer en s'associant à la politique de la Grande Bretagne qui veut assurer le status quo dans la Méditerranée et empêcher qu'une autre puissance puisse y exercer une influence ou y acquérir des possessions.

On se plait à reconnaître que ces accords ont un caractère fort pacifique et l'on aime même à croire qu'ils sont une garantie de paix, mais on se demande aussi quelles sont les menaces qui justifient de si grandes précautions, la France bénéficie pour le moment de l'entente cordiale avec l'Angleterre et l'on glorifie ici les succès diplomatiques de M. *Pichon*, mais il ne manque pas de gens qui craignent qu'à force de vouloir assurer la paix on ne provoque la guerre: cette crainte est dans tous les esprits sages et ils s'efforcent de prémunir l'opinion publique et le Parlement contre la tentation de se laisser griser par ces succès sans prendre les précautions voulues contre les dangers auxquels ils s'exposent, ils rappellent sans cesse que si des difficultés devaient surgir en Europe, la France serait la première à en supporter le poids et à en subir les conséquences.

L'Angleterre prépare admirablement son terrain mais la France qui s'associe à sa politique a-t-elle toutes les garanties voulues pour ne pas en être un jour la victime? L'incertitude qui règne à ce sujet, permet de supposer qu'il existe entre elle et le gouvernement Britannique un accord plus complet que celui de l'entente cordiale mais qui resterait à l'état latent jusqu'au jour où les événements exigeraient la mise au jour de ses stipulations.

La France, pour se prémunir actuellement contre des périls peut-être illusoires ou pour fortifier la situation des dirigeants de la politique intérieure contracte une dette de reconnaissance qui lui semblera lourde le jour où l'Angleterre dévoilera dans quel but elle veut employer les influences qu'elle a groupées autour d'elle.

Veuillez, etc.

(s.) *A. Leghait.*

Nr. XXXIV. Le Comte de Lalaing, Ministre de Belgique à Londres, à M. Davignon, Ministre des Affaires Etrangères.

Londres, le 19 juin 1907.

Monsieur le Ministre!

Comme corollaire à l'arrangement récemment conclu entre l'Espagne et la France, au sujet du maintien du status quo en ce qui concerne leurs territoires dans le bassin de la Méditerranée et sur l'Atlantique, l'Espagne vient de signer également une convention avec l'Angleterre qui a pour but de garantir les possessions des deux pays dans les régions baignées par la Méditerranée et l'océan. Le texte de ce dernier arrangement n'est pas encore connu du public; le fait même de l'entente intervenue entre Madrid et Londres n'a été divulgué que par une indiscrétion d'un journal parisien.

Le motif allégué par les Anglais comme dictant leur politique, pacifique avant tout naturellement, est d'assurer la route vers les Indes et l'Extrême orient par une garantie supplémentaire. Les ports espagnols seraient à leur disposition en cas de besoin. Inutile de dire que la presse britannique déclare que l'Allemagne aurait tort de se plaindre de l'entente hispano-anglaise nullement dirigée contre Berlin. Il est difficile, cependant de supposer que l'Allemagne n'y verra pas la continuation de la politique anglaise, qui vise, de toutes façons, à l'isolement de l'empire germanique.

Veuillez, etc.

(s.) Cte. *de Lalaing.*

Nr. XXXV. Le Baron Greindl, Ministre de Belgique à Berlin, à M. Davignon, Ministre des Affaires Etrangères.

Berlin, le 22 juin 1907.

Monsieur le Ministre!

A en juger par les premières appréciations publiées dans les journaux ayant accès à la chancellerie Impériale, le gouvernement allemand veut observer une attitude tout à fait passive en présence des deux nouvelles ententes internationales qui viennent de nous être révélées.

L'arrangement entre la France et le Japon consacre les deux principes de l'intégrité de la Chine et de la porte ouverte. C'est ce qui avait déjà été stipulé, il y a sept ans, par un arrangement entre l'Allemagne et l'Angleterre auquel diverses puissances, entre autres la France et le Japon out adhéré.

L'accord entre l'Angleterre, la France et l'Espagne n'est pas encore publié et l'intention des puissances contractantes était de ne le faire connaître qu'au mois d'août. Une indiscrétion commise à Rome l'a livré prématurément aux journaux. J'ai eu l'occasion de m'assurer que leurs renseignements sont exacts. Les trois puissances reconnaissent le status quo dans la Méditerranée et dans l'Atlantique et s'entendront sur les mesures à prendre si leurs possessions venaient à être menacées.

Il n'y a rien là-dedans qui touche aux intérêts de l'Allemagne. Le gouvernement Impérial a été tenu au courant des négociations entre la France et le Japon par les soins des gouvernements japonais et français. Les ambassadeurs d'Espagne, de France et d'Angleterre ont séparément communiqué au département Impérial des affaires étrangères, depuis plusieurs jours déjà, les notes échangées pour constater l'accord intervenue entre leurs pays. Tout a donc été d'une correction parfaite et il n'y a rien qui pourrait servir de base à une plainte officielle.

L'impression produite à Berlin n'en a pas moins dû être fort pénible pour les raisons que j'ai pris la liberté de vous exposer par mon rapport du 13 mai dernier.

La mode est aux ententes internationales. Après l'alliance franco-russe, nous avons eu l'accord de l'Italie avec la France et l'Angleterre au sujet de la Méditerrance, l'alliance entre l'Angleterre et le Japon, l'arrangement par lequel l'Angleterre et la France ont trafiqué de l'Egypte et du Maroc. L'Angleterre négocie avec la Russie pour la délimitation des frontières et des sphères d'influence en Asie. Toutes ces ententes s'expliquaient ou par le désir de mettre fin à d'anciens différends, ou d'empêcher qu'il n'en surgisse de nouveau ou de donner aux gouvernements intéressés la sécurité qu'ils ne seraient pas gênés dans l'assouvissement de leurs convoitises.

Les deux derniers accords ne répondent pas comme ceux que je viens de citer, à des nécessités politiques. S'ils ne cachent pas d'arrière-pensée, on pourrait dire qu'ils ont un caractère ornemental. Le Japon est de force à garantir tout seul l'intégrité de la Chine, jusqu'au jour où il lui conviendra de l'entamer lui-même. On admettra difficilement que l'Angleterre ait besoin du secours de l'Espagne pour défendre ses positions en Egypte, à Chypre, à Malte et à Gibraltar. Qui songe à les attaquer et qui de plus aurait les moyens matériels de le faire? La France n'est pas moins en sécurité en Algérie et à Tunis. Le danger ne pourrait provenir que de l'une des puissances signataires, si l'amitié existant actuellement entre elles venait à se rompre. Dans une pareille hypothèse, les arrangements d'aujourd'hui deviendraient caducs d'eux-mêmes.

S'ils ne contiennent aucune clause secrète, ils semblent n'avoir été conclus que pour le plaisir de laisser une fois de plus l'Allemagne en dehors du réglement des intérêts mondiaux. Ces précautions prises contre des périls imaginaires sont de nature à éveiller et à nourrir chez les peuples l'idée que l'Allemagne est la puissance aggressive contre les entreprises de laquelle les autres pays sont obligés de se liguer.

Il n'y aurait pas grand mal si ces traités n'étaient que superflus; mais ils compromettent la cause de la paix qu'ils prétendent servir, parce qu'ils font naître dans les milieux hostiles à l'Allemagne la confiance que le moment approche où leurs desseins pourront se réaliser.

La presse allemande est mécontente; mais aucun communiqué officieux n'a encore paru.

Le fait suivant vous permettra du reste, mieux que ne pourront le faire les déclarations officielles ou officieuses d'apprécier le sentiment intime du gouvernement Impérial. L'ambassadeur d'Espagne est le premier qui ait communiqué au sous-secrétaire d'état les notes échangées entre son pays, la France et l'Angleterre. Après en avoir donné lecture, il s'est attaché à démontrer que l'arrangement conclu n'est nullement dirigé contre l'Allemagne et a un but exclusivement pacifique et défensif. M. *de Mühlberg* l'a interrompu en disant: „Oui, je sais; nous marchons vers une ère de paix perpétuelle.“ Cette remarque ironique est plus éloquente que de longs discours. M. *de Mühlberg* n'a manifesté aucune impression lorsque quelques instants après il a reçu la communication de l'ambassadeur de France.

Il n'est pas venu à la même reserve envers les tiers. Je l'ai vu hier et j'ai pu constater que ses appréciations concordent avec les miennes. Il a ajouté que l'arrangement émeut surtout par la mise en scène. Le contenu des notes est assez insignifiant et elles n'auraient pas produit le même effet si elles avaient été immédiatement livrées à la publicité. Il va sans dire que le soussecrétaire d'état ne prend pas au tragique un incident qui ne change rien à une situation déjà connue; mais il ne note un nouveau symptôme.

Je dois vous prier de considérer ce que m'a dit M. *de Mühlberg* comme strictement confidentiel.

Agréez etc.

(s.) *Greindl.*

Nr. XXXVI. Le Baron Greindl, Ministre de Belgique à Berlin, à M. Davignon, Ministre des Affaires Etrangères.

Berlin, le 1 juillet 1907.

Monsieur le Ministre!

La presse allemande s'est occupée, sans du reste y insister beaucoup, de l'invitation à diner que l'Empereur a adressée à Kiel à M. *Etienne* et sur les deux longs entretiens qui l'ont suivie. Le compte-rendu de ces audiences publié par „Le Journal" de Paris en dénature évidemment le caractère. Il attribue à l'Empereur des paroles que Sa Majesté n'a certainement pas prononcées. Plus vraisemblable est la version donnée, d'après un télégramme de la Gazette de Voss, par le sénateur *Saint Germain*, ami de M. *Etienne*: L'Empereur aurait dit qu'il était prèt à se joindre aux autres puissances pour presser le *Makhzen* d'éxécuter les réformes sur lesquelles on s'est mis d'accord à Algésiras et qu'il n'a pas d'objection à ce que la France excerce a police sur la frontière qui sépare l'Algérie du Maroc.

Quel qu'ait été le sujet de la conversation un fait est certain, c'est que Sa Majesté a accueilli M. *Etienne* de la manière la plus aimable et que celui-ci en a été très agréablement impressioné. Sa Majesté reçoit du reste toujours avec une distinction très marquée tous les Français qui se présentent à Elle.

De Kiel M. *Etienne* s'est rendu à Berlin où il a eu un très long entretien avec le Chancelier. Une petite notice publiée par les journaux et évidemment inspirée dit que le Prince *de Bülow* aura sans doute été charmé par la personne de l'homme d'état éminent qui lui a rendu visite et que l'accueil amical et flatteur que M. Etienne a trouvé à Berlin aura correspondu à celui que l'Empereur a réservé à Kiel à ses hôtes français.

Il est visible que le nouvel ambassadeur de France à Berlin M. *Cambon* a le désir d'améliorer les relations de son pays avec l'Allemagne et il y a lieu de croire qu'il a présenté des propositions concrètes ou qu'il se propose d'en faire, lorsqu'il jugera le moment favorable.

En effet M. *Cambon* sans me faire aucune confidence, m'a dit récemment qu'il regrettait de trouver le gouvernement allemand toujours en défiance envers la France. Peu de temps auparavant M. *de Mühlberg* m'avait dit que M. *Cambon* s'était exprimé dans le même sens avec lui et qu'il ne demandait pas mieux que d'être confiant, si la France prouvait sa sincérité par des faits. Le regret exprimé par M. *Cambon* n'aurait pas de raison d'être, si l'ambassadeur de France n'avait pas fait ou essayé de faire des ouvertures sur quelque point déterminé.

Le voyage de M. *Etienne* à Kiel et la manière dont il y a été reçu, sont donc à noter comme des symptômes, dont il ne faut toutefois pas exagérer l'importance. Des relations correctes entre Berlin et Paris sont le maximum de ce qui peut être obtenu. Pour un rapprochement vrai et durable il faudrait ne plus penser à la revanche et il n'y a pas un Français, même parmi les plus sages et les plus pacifiques, qui n'en conserve l'espoir au fond du coeur.

Agréez, etc. (s.) *Greindl.*

Nr. XXXVII. M. E. de Cartier, Chargé d'Affaires de Belgique à Londres, à M. Davignon, Ministre des Affaires Etrangères.

Londres, le 10 Août 1907.

Monsieur le Ministre!

Le public anglais suit avec intérêt les développements de la crise marocaine. Les journaux publient de longues colonnes d'informations mais se montrent en général assez sobres dans les remarques et réflexions que leur suggèrent les tristes événements qui se déroulent à Casablanca et ailleurs.

Si l'opinion publique est entièrement favorable à la France dans cette affaire, ce n'est peut-être pas tant qu'elle soit particulièrement heureuse à la pensée de voir la „pénétration pacifique", naguère prônée par Mr. *Delcassé*, sortir ses premiers effets, que parce qu'elle s'imagine, à tort ou à raison, que les entreprises militaires qui ont actuellement les ports marocains pour théâtre sont désagréables à l'Allemagne.

Après avoir décerné force louanges à la bravoure française et au courage espagnol, les grands journaux anglais signalent avec insistance quelques articles publiés dans les organes de la presse viennoise qu'ils soupçonnent devoir refléter les aspirations intimes de la Friedrichstraße (sic!) et s'attachent á en opposer le sens aux déclarations, conçues dans un style moins sibyllin, que reproduisent les principaux journaux allemands.

Sans aller jusqu'à exprimer et voeu que le bombardement de Casablanca soit suivi, pour le Maroc, des mêmes résultats que celui d'Alexandrie, en 1882, pour l'Egypte, la presse anglaise signale la nécessité d'assurer, coûte que coûte, le rétablissement de l'ordre et de la sécurité des personnes et des biens. Seul, le „Standard", reflétant en l'occurence ce sentiment d'inter-

ventionisme aigu qui sommeille dans l'âme britannique, s'étonne de l'apathie que témoigne le gouvernement devant la gravité des événements en cours. Il regrette de voir la France assumer seule la tâche de faire la police, conjointement avec l'Espagne, et se plaint de voir l'Angleterre satisfaite de jouer un rôle effaçé.

Le „Daily News", qui ne se repose de sa campagne anticongolaise que pour dresser des autels aux nihilistes russes et aux anarchistes italiens, s'insurge, quelque peu prématurément, semble-t-il, contre la barbarie de la répression à Mazagan.

La „Tribune", organe des pasteurs non-conformistes et des radicaux humanitariens, signale avec mélancolie le fait que les escadres françaises et espagnoles bombardaient Casablanca au moment même où la Conférence de la Haye adoptait une déclaration tendant à défendre le bombardement des ports ouverts.

La „Westminster Gazette", le journal qui représente les vues de la section modérée du parti au pouvoir, après avoir fait allusion aux entretiens de Mr. *Cambon* avec le Prince *de Bülow*, exprime l'espoir que la France pourra à la grande satisfaction de l'Europe, et au prix de la vie d'une demi-douzaine de marins, obtenir enfin des coudées plus franches au Maroc en vue de lui permettre de mener à bien la tâche que les traités lui ont imposée.

Les journaux du matin publient, sans commentaires, quelques informations relatives au siège du Consulat anglais de Casablanca et signalent le désir exprimé par le consul britannique de Mazagan de voir les personnes et les biens anglais mis sous la protection d'une canonnière.

Les inquiétudes sur le sort réservé au Kaït *Mac Lean* se sont momentanément assoupies depuis qu'on a appris qu'il n'était plus le captif de *Raisuli* mais sous la sauvegarde des Hkmass.

J'aurai soin de vous tenir au fait des développements que pourraient présenter les événements actuels en tant qu'affectant les intérêts anglais, et saisis, etc.

(s.) *E. de Cartier.*

Nr. XXXVIII. Le Comte de Lalaing, Ministre de Belgique à Londres, à M. Davignon, Ministre des Affaires Etrangères.

Londres, le 11 octobre 1907.

Monsieur le Ministre!

J'ai l'honneur de vous signaler l'article de fond ci-joint, qui a paru dans le „Times" d'hier, au sujet de la prochaine visite de l'Empereur d'Allemagne, et qui est très commenté. Le journal précité saisit l'occasion pour décocher au Prince *de Bülow* une série de traits acérés. Il lui reproche de feindre un désir sincère de rapprochement avec l'Angleterre, tout en encourageant sous main la presse reptile dans ses attaques. Il insinue que s'il revient en apparence à de meilleurs sentiments à l'égard de la Grande-

Bretagne, c'est uniquement que l'entente cordiale entre Londres et Paris et l'arrangement anglo-russe ont ouvert les yeux du chancelier sur la forte position de l'Angleterre. Et puis la flotte allemande n'est pas prête.

„Espérons plutôt, ajoute perfidement le „Times", que l'on regrette à Berlin l'attitude hostile adoptée lors de la guerre des Boers. Nous sommes prêts à pardonner, mais pas à oublier cet incident, pourvu que le repentir soit sérieux, ce que rien dans l'attitude allemande au Maroc ou à la Haye n'a prouvé jusqu'ici. S'il veut montrer sa sincérité, que le Chancelier fasse à nos amis les Français des avances analogues à celles qu'il nous prodigue aujourd'hui. Sir *Edward Grey* a dit que des bonnes relations entre l'Allemagne et la France dépend l'amélioration des rapports entre l'Allemagne et l'Angleterre."

La presse libérale condamne ce langage, qu'elle qualifie d'insolent et de maladroit. La „Tribune" et la „Westminster Gazette" notamment, l'apprécient sévèrement, et affirment que l'Empereur sera bien accueilli. Quant aux socialistes, ils ont annoncé qu'ils se chargent de montrer au Kaiser, lorsqu'il traversera les rues de Londres, ce que l'ouvrier anglais pense de Sa Majesté Impériale, mais on ne paraît pas prendre ces menaces au sérieux et on espère que les mesures de précaution seront suffisantes pour empêcher tout incident.

L'Empereur et l'Impératrice doivent arriver en Angleterre, accompagnés probablement du Prince *de Bülow*, le 11 du mois prochain et logeront à Windsor. Le 13, Leurs Majestés viendront déjeuner chez le Lord Maire dans la Cité pour rentrer ensuite à Windsor où Elles feront un séjour d'une huitaine de jours en tout.

Veuillez, etc. (s.) Cte. *de Lalaing*.

Nr. XXXIX. Le Baron Greindl, Ministre de Belgique à Berlin, à M. Davignon, Ministre des Affaires Etrangères.

Berlin, le 27 janvier 1908.

Monsieur le Ministre!

C'est ce matin seulement que j'ai en sous les yeux le discours prononcé à la chambre des députés française par M. *Delcassé*. Je n'avais pas voulu vous en écrire aussi longtemps que je ne le connaissais que par des résumés télégraphiques qui n'en donnaient peut-être pas une idée exacte. Ce discours m'a causé une impression pénible, non parce qu'après trois ans de silence, M. *Delcassé* a fait l'éloge de sa propre politique (il fallait s'y attendre); mais à cause des applaudissements dont il a été couvert et de l'accueil que lui a fait la presse, sourtout celle de Londres. Le discours fourmille d'allusions blessantes pour l'Allemagne. Il y est dit que le gouvernement Imperial n'ayant pas de prétexte pour une intervention dans les affaires marocaines devait avoir ses raisons. Il y avait que l'Europe échappait à une sorte d'hégémonie et dans l'Europe libérée, il y avait la France autour de qui se

serraient tous les peuples qui avaient à cœur l'indépendance de l'Europe et voulaient consolider cette indépendance.

Où M. *Delcassé* a-t-il vu que l'Allemagne tentât d'imposer sa suprématie aux autres peuples européens? Nous sommes ses très-proches voisins et depuis vingt ans, je n'ai jamais constaté chez le gouvernement Impérial la moindre velléité d'abuser de sa force et de notre faiblesse. Je souhaiterais que toutes les autres grandes puissances eussent usé des mêmes ménagements envers nous.

M. *Delcassé* dit que l'Allemagne n'a jamais eu le projet de faire la guerre à propos du Maroc. C'est vrai; mais au lieu d'attribuer cette modération aux sentiments pacifiques de l'Empereur, il en voit la cause dans ce que la France avait pour elle la majorité des grandes puissances, l'opinion du monde, des amitiés puissantes, une alliance fidèle et tout d'abord la confiance en soi.

En d'autres termes, M. *Delcassé* se vante d'avoir préservé la paix du monde grâce à la campagne menée par lui de concert avec le Roi d'Angleterre pour isoler l'Allemagne.

M. *Delcassé* dit qu'il ne faut pas laisser défigurer une politique étrangère (la sienne) qui a par deux fois conservé la paix à l'Europe.

Dans quelles circonstances? Quand le repos de l'Europe a-til été menacé sinon par les idées de revanche françaises?

Dans son numéro 90 d'hier la Gazette de Cologne a publié un télégramme de Berlin d'origine évidemment officieuse dans lequel je vous prie de remarquer le passage où il est dit qu'on laisse au gouvernement français et aux Français eux-mêmes le soin de juger si le moment est bien choisi pour raviver d'anciennes querelles Le correspondant officieux eut préféré n'y pas toucher, lorsque la question marocaine est encore au centre de l'actualité et peut de nouveau donner lieu à bien des pourparlers entre la France et l'Allemagne qui ne seront pas facilités par le fait qu'un homme politique aussi éminent que M. *Delcassé* met en vibration des cordes franchement chauvines.

Le langage du télégramme officieux est aussi calme que possible. Il est d'autant plus significatif que M. *Delcassé* reproche au gouvernement français de n'avoir pas suffisamment tiré parti des protocoles d'Algésiras et demande qui comprendrait les défaillances de la France en présence de la position reconquise par ce pays et lorsqu'il s'agit de son avenir comme grande puissance.

Le discours de M. *Delcassé* équivaut à une exhortation de reprendre sa politique dont son successeur ne s'est pourtant écarté que par des nuances de forme et à lui en confier de nouveau la direction.

Les députés qui l'ont applaudi, sont les mêmes qui l'ont laissé tomber il y a trois ans parce qu'ils le trouvaient téméraire. S'imaginent-ils qu'il y a quelque chose de changé en Allemagne? Croient-ils la Russie suffisamment guérie pour leur venir efficacement en aide? Spéculent-ils sur la faiblesse de la majorité gouvernementale au Reichstag, sur le mauvais état des finances de l'Empire et de la Prusse, sur le malaise causé par la crise financière et

la cherté des vivres, sur les récriminations contre la Prusse qui se produisent dans la presse et parfois dans les parlements des états du midi, spécialement en Bavière?

S'il en est ainsi, ils se livrent aux illusions les plus dangereuses. J'étais en Bavière en 1870. L'hostilité contre la Prusse y était bien autrement intense qu'aujourd'hui, on était encore tout meurtri de la défaite de 1866. Tout a été oublié le jour où il a fallu tenir tête à l'ennemi commun. Il en serait encore de même à plus forte raison. Le particularisme est toujours très-vivace et le restera; mais il n'y a plus un seul Allemand qui voudrait revenir à l'isolement et à l'impuissance d'autrefois.

En terminant je dois encore faire remarquer que les éloges prodigués par les journaux anglais à M. *Delcassé* montrent ce qu'il faut penser du récent rapprochement entre l'Allemagne et l'Angleterre.

La politique dirigée par le Roi *Edouard VII.* sous le prétexte de garantir l'Europe du péril allemand imaginaire a créé un danger français trop réel et qui nous menace en première ligne.

Agréez, etc.

(s.) *Greindl.*

Nr. XL. M. A. Leghait, Ministre de Belgique à Paris, à M. Davignon, Ministre des Affaires Etrangères.

Paris, le 27/30 janvier 1908.

Monsieur le Ministre!

Les événements qui se succèdent au Maroc tiennent l'opinion publique en éveil et fournissent aux membres de l'opposition l'occasion de harceler le Gouvernement de reproches. La Chambre a commencé Vendredi dernier et terminera Lundi ou Mardi prochain l'examen des interpellations sur les Affaires Marocaines. M. *Jaurès* qui avait suspendu depuis quelques mois ses attaques contre M. *Clémenceau* a pris le premier la parole pour critiquer la politique Marocaine du Gouvernement et pour proposer l'abandon de toute action au Maroc c'est-à-dire l'abdication de la France. M. *Jaurès* ne semble tenir aucun compte de la dignité nationale tandis que l'opinion publique et la majorité de la chambre, qui ne sont pourtant ni l'une ni l'autre favorables à une aventure marocaine, sont nettement hostiles à une politique d'abdication. M. *Ribot* dans une mordante et énergique réplique aux arguments du leader socialiste a exposé les raisons de dignité, d'intérêt et d'honneur national qui obligent la France à poursuivre l'œuvre marocaine. M. *Ribot* en y ajoutant quelques conseils de prudence approuve au fond l'attitude du Gouvernement au Maroc.

Le fait le plus important et le plus inattendu de la séance de Vendredi à été l'intervention de M. *Delcassé.* L'ancien Ministre des Affaires Etrangères, tombé en juin 1905 dans les circonstances tragiques qui sont encore à la mémoire de tous, s'était abstenu jusqu'ici avec, autant de tact que de

patriotisme de chercher à se justifier et son silence avait été apprécié autant ici qu'au delà des frontières de l'Est.

On se demande si c'est fortuitement ou avec prémédiation que M. *Delcassé* est intervenu dans le débat. Le fait est que sur une allusion faite par M. *Jaurès*, il a demandé la parole et a prononcé un discours qui a fait sensation. Certes bien des raisons personnelles pouvaient engager M. *Delcassé* à profiter d'une occasion pour parler à tous ceux qui poursuivent encore aujourd'hui sa politique générale après l'avoir abandonné et maltraité depuis le jour où sa retraite avait été décretée comme un sacrifice national. En faisant l'historique des amitiés qui se sont groupées autour de la France sous son administration, il s'est attribué tout le mérite d'une situation nouvelle qui d'après lui, rendait la guerre avec l'Allemagne impossible. Le Français chauvin s'est rallié avec enthousiasme à cette affirmation sans de demander 1°) si le groupement nouveau des Puissances n'est pas le résultat d'un vaste programme admirablement conçu à Londres et dans l'exécution duquel M. *Delcassé* a beaucoup plus été un instrument qu'un initiateur? 2°) si son affirmation que la résistance aux prétentions de l'Allemagne en 1905 et le refus d'aller à Algésiras n'eussent pas amené la guerre est fondée? C'est là une opinion qu'il est facile pour l'exministre d'avancer aujourd'hui pour soulever en sa faveur les sentiments patriotiques de ceux qui ont souffert de l'humiliation subie en 1905. Mais cela n'empêche que tous ceux qui ont acclamé hier M. *Delcassé* avaient au moment de sa chute une appréciation bien différente du résultat de sa politique et aucun d'eux ne lui a tendu la main ou n'a osé proférer une parole pour sa défense lorsqu'il a été immolé.

Si M. *Delcassé* a réussi en faisant habilement vibrer la note patriotique à obtenir un succès personnel notoire, on se demande s'il n'a pas commis une grosse faute politique en ravivant des incidents délicats et en risquant de provoquer de nouvelles et dangereuses polémiques dans la presse étrangère. On voit du reste déjà combien son discours est apprécié en Angleterre et combien il est critiqué en Allemagne.

La note officieuse de la „Gazette de Cologne" est une riposte qui a déjà fait compendre ici combien était déplacé l'élan d'enthousiasme qui s'est manifesté vendredi à la suite des paroles de M. *Delcassé*. On estime donc que M. *Delcassé* eût agi sagement en continuant à se renfermer dans un prudent silence.

M. *Pichon* en répondant Mardi aux diverses interpellations se bornera sans doute à indiquer la politique que le Gouvernement compte suivre au Maroc et sans vouloir s'engager à la suite de M. *Delcassé* dans la discussion du passé, il jugera peut-être utile d'atténuer l'impression produite à l'étranger par certaines de ses affirmations.

Veuillez agréer, etc.

(s.) *Leghait.*

Nr. XLI. Le Baron Greindl, Ministre de Belgique à Berlin, à M. Davignon, Ministre des Affaires Etrangères.

Berlin, le 29 janvier 1908.

Monsieur le Ministre!

Comme suite à mon rapport d'avant-hier j'ai l'honneur d'appeler votre attention sur un nouveau télégramme de Berlin inséré dans le numéro 98 de la „Gazette de Cologne" d'hier et dont l'origine officieuse n'est pas douteuse.

La Gazette constate que le deuxième jour du débat sur le Maroc, à la chambre française, n'a pas eu le caractère orageux que M. *Delcassé* avait imprimé au premier. Tous les orateurs se sont exprimés avec modération et il semble que les députés qui avaient frénétiquement applaudi l'ancien Ministre des affaires étrangères dans la séance de vendredi, éprouvaient une certaine gêne de la violence à laquelle celui-ci s'était livré.

La Gazette dit que M. *Pichon* a évité d'attaquer M. *Delcassé* plus qu'il n'était nécessaire. Il s'est borné à désavouer la politique de sabreur préconisée par son prédécesseur et à affirmer, comme il l'a déjà fait souvent, que la France veut se renfermer strictement dans les limites tracées par l'acte d'Algésiras.

Je ne peux pas m'associer à ce jugement. Il me paraît au contraire que M. *Pichon* a très durement fait la leçon à M. *Delcassé*.

Quoiqu'il en soit, le télégramme officieux constate avec satisfaction que le discours de M. *Pichon* a aussi été couvert d'applaudissements provenant en partie des mêmes bancs d'où l'on avait acclamé M. *Delcassé*.

La Gazette dit que le ton provocateur de M. *Delcassé* n'avait pas pu passer inaperçu en Allemagne. Elle se félicite d'autant plus du calme dont ont fait preuve les journaux allemands, que la presse française revient aussi à des appréciations plus modérées. Des organes de plus en plus nombreux manifestent leurs objections contre la politique d'anventures préconisée par M. *Delcassé*. Il est donc à espérer qu'il n'aura pas causé un mal durable.

Le télégramme officieux note encore que les journaux des pays qui ont les relations les plus amicales avec la France, sont loin d'être enchantés des sorties de M. *Delcassé*. Déjà en Angleterre des journaux les condamnent. La presse italienne et espagnole est encore plus sévère. On a déclaré dans les deux pays qu'on n'est pas disposé à suivre la France dans la politique d'aventures où M. *Delcassé* voudrait la pousser. On l'a dit avec une netteté qui a peut-être aussi contribué au triomphe d'une appréciation plus calme de la situation.

Cette conclusion du télégramme officieux est rédigée en termes très concis; à dessein sans doute pour lui enlever tout caractère blessant. Que peut-elle signifier sinon que le discours de M. *Delcassé* a été applaudi parce qu'il répond aux aspirations intimes des Français tous assoiffés de revanche qu'ils l'avouent ou non et que les paroles de M. *Pichon* ont été acclamés par les mêmes députés, parce que du vendredi au lundi, ils ont eu, avec l'aide de la presse étrangère le temps de réfléchir au danger de manifester

de pareils sentiments quand on n'est pas prêt à passer immédiatement à l'action.

Même si l'on n'admet pas que la prudence ait influencé le revirement de la chambre française, il n'est pas rassurant de constater que la paix du monde est à la merci de députés incapables et versatiles au point de se déjuger en matière aussi grave, d'une séance à l'autre.

Agréez, etc.

(s.) *Greindl.*

Nr. XLII. Le Baron Greindl, Ministre de Belgique à Berlin, à M. Davignon, Ministre des Affaires Etrangères.

Berlin, le 2 février 1908.

Monsieur le Ministre!

Par mon rapport du 19 novembre dernier j'ai eu l'honneur de vous envoyer le projet de loi réduisant la durée du service des navires de guerre. Les journaux vous auront appris que ce projet a été voté il y a deux jours par le Reichstag et que seul M. *Bebel* l'a combattu.

Cette unanimité confirme les conclusions de mon rapport précité et fait voir mieux que toutes les entrevues de souverains et tous les discours officiels, quel est l'état véritable des relations entre l'Allemagne et l'Angleterre. Personne n'a jamais eu ici l'idée absurde et irréalisable d'une agression contre l'Angleterre; mais tout le monde éprouve la crainte d'une agression anglaise. C'est la raison pour laquelle le Reichstag a voté sans sourciller une énorme augmentation de dépenses pour la marine de guerre quoique le budget de l'Empire souffre d'un déficit qu'on ne sait pas comment combler et que les finances de la Prusse soient en tout aussi mauvais état.

Agréez, etc.

(s.) *Greindl.*

Nr. XLIII. Le Baron Greindl, Ministre de Belgique à Berlin, à M. Davignon, Ministre des Affaires Etrangères.

Berlin, le 28 mars 1908.

Monsieur le Ministre!

Par mon rapport du 2 février dernier j'ai eu l'honneur de vous écrire que l'accueil fait par le Reichstag au projet réduisant la durée du service des navires de guerre montrait mieux que tous les discours officiels et toutes les entrevues de souverains quel est l'état véritable des relations entre l'Allemagne et l'Angleterre. Le projet constitue une augmentation du matériel de la marine militaire, accompagnée d'une nouvelle charge financière des plus difficiles à supporter dans un moment où le budget de l'Empire souffre d'un déficit que personne ne sait comment combler. On ne s'y résigne que parce qu'on se croit obligé de mettre tout en œuvre pour se préserver d'une agression possible de la part de l'Angleterre. Il y a quelques années encore

le développement de la marine de guerre rencontrait de nombreux adversaires. Il n'en a plus aujourd'hui que parmi les socialistes.

Hier encore le Reichstag a donné une nouvelle preuve de ces sentiments. Il a procédé en une seule séance à la troisième lecture du budget de l'Empire. La discussion a roulé presque entièrement sur la détresse des finances et n'a produit que des résultats négatifs. Chacun reconnait qu'il faut créer de nouvelles ressources et indique les impôts dont il ne veut pas sans en nommer d'autres auxquels on pourrait recourir. Les crédits concernant la marine ont pourtant été votés tels que les avait présentés le gouvernement sans la moindre difficulté par tous les partis, sauf les socialistes. Le centre lui-même a montré la même bonne volonté que les autres fractions de la chambre malgré l'attitude d'opposition systematique qu'il a prise, depuis que le chancelier a rompu avec lui.

Agréez, etc.

(s.) *Greindl.*

Nr. XLIV. Le Baron Greindl, Ministre de Belgique à Berlin, à M. Davignon, Ministre des Affaires Etrangères.

Berlin, le 6 mai 1908.

Monsieur le Ministre!

Ce qu'il y a de plus intéressant à remarquer dans le livre blanc que j'ai eu l'honneur de vous adresser par mon rapport d'hier est la longanimité avec laquelle le gouvernement allemand feint de ne pas s'apercevoir de la contradiction flagrante qu'il y a entre les déclarations absolument correctes du gouvernement français et la conquête du Maroc auquel procède la France en vertu d'un soi-disant mandat européen que personne ne lui a donné et en se prétendant entraîné par des circonstances qu'elle qualifie de fortuites et qu'elle a au contraire soigneusement provoquées.

Immédiatement après l'assassinat de ses ressortissants à Casablanca et sans avoir aucune raison de croire que le gouvernement marocain négligerait de rechercher et de punir les coupables, le gouvernement français a riposté par un procédé plus odieux encore que celui des assasins, bombardant une ville ouverte, massacrant des femmes et des enfants, ruinant des commerçants inoffensifs, au moment même où ses délégués à La Haye prononçaient vertueusement de beaux discours humanitaires.

On n'a pas pu manquer de prévoir à Paris que cette brutalité produirait non seulement au Maroc, mais encore dans tout le monde musulman, un mouvement xénophobe et surtout anti-français, fournissant le prétexte désiré pour procéder à une occupation qualifiée officiellement de temporaire; mais qu'on se propose évidemment de rendre éternelle. Au quai d'Orsay on en est revenu à la politique de M. *Delcassé* avec l'hypocrisie de la forme en plus. On commence même à se passer de celle-ci. Il n'est déjà plus question d'impartialité entre les deux prétendants. Le gouvernement français s'est rangé ouvertement de côté d'*Abdul Azis* qui, abandonné par son peuple,

accepte la protection française pour sauver un semblant de souveraineté et peut-être sa vie.

L'Allemagne tolère. Elle ne peut pas faire autrement. Le temps des négociations diplomatiques est passé. Elle n'a plus à choisir qu'entre l'ignorance volontaire et la guerre dont l'Empereur ne veut pas et qui serait condamnée par l'opinion allemande. L'intérêt de l'Allemagne est trop minime pour justifier les risques d'une conflagration européenne. Beaucoup de gens le croient même nul. L'aventure marocaine coûtera à la France beaucoup de sang et beaucoup d'argent. Pourquoi la détournerait-on d'une entreprise qui la paralysera pour longtemps du côté des Vosges?

L'inaction de l'Allemagne fait qu'au quai d'Orsay on ose de plus en plus. Vous aurez lu que deux envoyés de *Maula Hafith* se sont embarqués chargés d'une mission auprès du gouvernement allemand. Le journal officieux du ministère des affaires étrangères français intime en quelque sorte au gouvernement Impérial l'ordre de ne pas les recevoir.

Dans sa revue hebdomadaire de la politique extérieure, publiée ce matin, la „Kreuz-Zeitung" repousse vertement la prétention de contrôler les relations de l'Allemagne. Vouz savez que le rédacteur de cette revue M. *Schiemann* est persona grata auprès de l'Empereur et très bien vu au département des affaires étrangères où il va chercher ses informations et souvent, sans être à aucun degré officieux, ses inspirations.

La réplique de M. *Schiemann* est donc à noter comme un symptôme prouvant que la patience de l'Allemagne commence à se lasser.

Agréez, etc.

(s.) *Greindl.*

Nr. XLV. Le Baron Greindl, Ministre de Belgique à Berlin, à M. Davignon, Ministre des Affaires Etrangères.

Berlin, le 10 mai 1908.

Monsieur le Ministre!

Comme suite à mon rapport du 6 mai j'ai l'honneur de vous faire savoir que les délégués de Maula Hafith sont arrivés avant-hier à Hambourg par mer et hier à Berlin. Les journaux annoncent qu'ils seront reçus demain et écoutés par le conseiller de légation Baron *Langwerth de Simmern* qui a déjà rempli les fonctions de chargé d'affaires ad interim à Tanger et qui a été appelé maintenant au département des affaires étrangères. Le communiqué d'allure officieuse ajoute que les délégués de *Maula Hafith* comptent quitter Berlin le 17 ou le 18 mai et s'embarquer le 20 à Hambourg pour retourner au Maroc.

L'information est rédigée de façon à faire entendre qu'ils n'auront pas d'autre audience. C'est peu que de les faire recevoir par un jeune homme qui occupe un emploi très-inférieur au département des affaires étrangères. Il y avait des chances pour qu'ils ne fussent pas reçus du tout: le livre blanc témoigne d'un bout à l'autre de l'anxiété avec laquelle le gouvernement

Impérial feint d'ajouter foi aux assertions les plus invraisemblables de M. *Pichon* et de l'Ambassadeur de France à Berlin pour n'avoir pas à rouvrir la question marocaine. Le Sultan *Abdul Aziz* est le souverain avec lequel l'Allemagne est en relations diplomatiques. Il eut été très aisé de refuser d'entrer en pourparlers avec les envoyés d'un rebelle, sans l'arrogance avec laquelle le journal officieux du Quai d'Orsay a intimé au gouvernement Impérial l'ordre de leur fermer la porte.

Le ministère des affaires étrangères français ne s'est pas borné à faire manifester sa mauvaise humeur par un organe qu'il peut désavouer au besoin. Comme s'il avait le propos délibéré de blesser l'Allemagne il a chargé son ambassadeur à Berlin d'entretenir M. *de Schoen* de la visite des envoyés de *Maula Hafith*. La conversation a tourné à l'aigre et M. *Cambon* est sorti très-peu satisfait de chez le secrétaire d'état. M. *Cambon* a quitté Berlin et n'y reviendra qu'après le départ des délégués marocains. M. *Cambon* a fait connaître le motif de son voyage à assez de monde pour que selon toute probabilité, le département Impérial arrive à savoir d'une façon certaine que son absence a le caractère d'une bouderie.

La réception des envoyés marocains n'a pas été le seul incident désagréable qui ait surgi dans ces derniers temps entre l'Allemagne et la France. Les négociants allemands de Safi se sont adressés au département Impérial des affaires étrangères disant que la France a l'intention d'occuper le port de Safi et le priant de mettre obstacle à la réalisation d'un projet qui aurait pour eux les mêmes conséquences désastreuses que l'occupation de Casablanca. Le gouvernement français répond qu'il n'a nul désir de s'emparer de Safi; mais qu'il ignore à quoi les circonstances pourront l'obliger. D'après lui, cette ville est dons un état d'anarchie complète. Il n'y a plus de douane et les négociants allemands en profitent pour pratiquer la contrebande des armes et des munitions sur une grande échelle, au profit des adversaires de la France. Le gouvernement Impérial n'a aucune information semblable. A Paris l'on réplique que c'est parce que l'Allemagne est représentée à Safi par un consul marchand au lieu d'y avoir un agent capable de faire connaître la situation telle qu'elle est.

On fondait de grandes espérances pour l'amélioration des relations avec la France sur M. *Cambon* qui était arrivé à Berlin précédé d'une réputation de modération acquise dans ses postes précédents. Il se montre au contraire défiant, soupçonneux, voyant des arrièrepensées partout, mal informé comme du reste tous les diplomates qui emploient des espions. Sa tache n'est pas facilitée par l'attitude adoptée par le gouvernement français depuis que la politique du Roi d'Angleterre a notablement diminué la sécurité européenne.

Il etait tout naturel qu'à l'occassion du jubilé de l'Empereur d'Autriche, l'Empereur d'Allemagne parlât de l'alliance des deux empires; mais je me demande si l'emphase avec laquelle on en a célébré les bienfaits et la présence à Vienne de tous les souverains allemands n'ont pas été motivées par l'inquiétude causée par le cynisme avec lequel la France viole le traité

d'Algésiras, les étranges propositions de l'Angleterre au sujet de la Macédonie, l'agitation serbe en Croatie et les fausses nouvelles propagées par la presse russe au sujet de prétendus armements de la Turquie, comme si elle aspirait à réhabiliter son armée encore sous le coup des revers essuyés en Mandchourie.

Agréez, etc. (s.) *Greindl.*

Nr. XLVI. Le Baron Greindl, Ministre de Belgique à Berlin, à M. Davignon, Ministre des Affaires Etrangères.

Berlin, le 13 mai 1908.

Monsieur le Ministre!

Comme suite à mon rapport du 10 mai j'ai l'honneur de vous faire savoir que les envoyés de *Maula Hafith* n'ont été reçus par le Baron *de Simmern* que dans la journée d'hier. Ils avaient adressé au département des Affaires Etrangères une lettre demandant une audience chez le chancelier et annonçant qu'ils étaient chargés d'une communication autographe de leur maître pour l'Empereur. La lettre était en arabe; il a donc fallu la traduire; c'est la cause du retard.

En donnant cette nouvelle, les journaux ont ajouté, sans doute après avoir pris langue au département des affaires étrangères, que comme les envoyés de *Maula Hafith* n'ont pas de caractère officiel, il est invraisemblable qu'ils soient admis à se présenter chez Sa Majesté ou chez le Prince *de Bülow*.

D'après la „National-Zeitung“ qui ne publie jamais aucune information relative à la politique extérieure, sans en avoir soigneusement contrôlé l'exactitude, M. *de Simmern* aurait demandé aux envoyés de *Maula Hafith* si dans le cas où leur maître serait reconnu comme Sultan, il pourrait garantir la sécurité des Européens.

Les envoyés auraient répondu que *Maula Hafith* le ferait assurément et empêcherait le renouvellement d'incidents comme celui de Casablanca qui la été un malheur pour le Maroc. *Maula Hafith* sera le Sultan de la civilisation et du progrès. Il aurait volontiers recours aux Européens pour construire au Maroc des routes, des ponts et des chemins de fer. Il ouvrira les mines et favorisera l'industrie et le commerce. Il se féliciterait que l'Allemagne et les autres, puissances l'aidassent à élever le peuple marocain à la hauteur de la civilisation européenne; mais pour cela il est indispensable que la France retire ses troupes du Maroc. Autrement la peuple marocain ne se tranquillisera jamais. *Maula Hafith* serait heureux que l'Allemagne et les autres puissances signataires de l'acte d'Algésiras voulussent intervenir pour que la France retirât ses troupes le plus tôt possible. L'expiation que la France a infligée au malheureux Maroc pour l'assassinat de trois de ses ouvriers est absolument démésurée. Des milliers de Marocains parmi lesquels des femmes et des enfants ont été massacrés. Toute une ville a été bombardée et détruite. L'intérieur est ravagé. Les fermes des paysans parmi

lesquels il y a des protégés allemands sont réduites en cendres. C'en est trop. Ces envoyés ont exprimé le voeu que l'Allemagne aide à détourner ces malheurs.

Dès le début de leur déclaration les envoyés ont dit que *Maula Hafith* ouvrirait son royaume à tous les Européens qui ont tous des droits égaux. Je me demande s'ils sout assez ignorants de la politique européenne pour ne pas savoir que la France ne veut pas de droits égaux pour tous (nous l'avons appris à nos dépens, lors de la nomination du directeur des travaux publics) et redoute au lieu de la souhaiter, une pacification du pays qui lui enlèverait le prétexe cherché pour la réalisation de ses projets de conquête.

D'autres incidents viennent malheureusement entretenir la mauvaise humeur causée par les observations intempestives du gouvernement français au sujet de la visite des envoyés de *Maula Hafith.* Vous aurez lu dans les journaux comme moi, qu'à Casablanca des officiers français ont enlevé les papiers de légitimation de protégés allemands, les ont déclarés sans valeur et les sont jetés dans les champs, après les avoir souillés de crachats. Jusqu'à présent la presse allemande s'est bornée à insérer ces informations sans les commenter.

Par mon rapport du 6 mai j'ai eu l'honneur de vous dire pour quelles raisons les articles de M. *Schiemann* sont à prendre en sérieuse considération, quoique ce journaliste ne soit officieux à aucun degré. Sa revue hebdomadaire de la politique extérieure publiée ce matin dans le numéro 223 de la „Kreuz-Zeitung" prouve de nouveau que la patience allemande commence à se lasser. Il y est dit, à propos de nouvelles attaques du „Temps" contre l'Allemagne qu'il faudrait enfin tirer au clair la situation de ce journal. Quiconque le lit régulièrement doit avoir le sentiment que c'est l'organe du gouvernement français. M. *Pichon* l'a désavoué plusieurs fois et l'on ne met pas en doute la cincérité du ministre des affaires étrangères français. Cependant „Le Temps" continue à publier des articles dont le caractère officieux n'est pas méconnaissable et l'on à l'impression qu'il y a en France deux politiques, celle de M. *Pichon* et celle d'une autre personalité plus puissante qui prend à coeur d'aigrir les relations entre l'Allemagne et la France.

Sans le nommer M. *Schiemann* désigne clairement M. *Clémenceau* qui depuis longtemps passe ici pour être à la solde de l'Angleterre.

M. *Schiemann* fait remarquer que M. *Pichon* prodigue des déclarations solennelles qui ne sont nullement d'accord avec les faits, comme en témoigne le récent livre blanc allemand, quoique les documents publiés par ce recueil aient été soumis à la censure du gouvernement français à la demande duquel on aura vraisemblablement supprimé des correspondances mettant plus clairement encore le contraste en évidence.

M. *Schiemann* continue en enregistrant avec une satisfaction manifeste les symptômes du mécontentement que la politique de M. *Clémenceau* suscite en France.

Agréez, etc. (s) *Greindl.*

Nr. XLVII. Le Baron Greindl, Ministre de Belgique à Berlin, à M. Davignon, Ministre des Affaires Etrangères.

Berlin, le 30 mai 1908.

Monsieur le Ministre!

Le président *Fallières* est maintenant rentré à Paris et a sans doute lieu de se déclarer très satisfait de l'accueil particulièrement chaleureux que lui ont réservé le Roi *Edouard VII.* le gouvernement britannique et le peuple anglais. Comme il est devenu de style en pareille circonstance, on a solennellement déclaré que le rapprochement entre les deux nations ne menace personne et n'a pas d'autre but que le maintien de la paix universelle. Les journaux anglais expriment presque à l'unisson, l'opinion que la transformation de l'entente cordiale en une alliance ne présenterait aucun avantage et pourrait constituer un sérieux danger. Le Temps de Paris se prononce dans le même sens et dit qu'il serait imprudent de contracter des engagements en vue d'une guerre (sans doute la guerre de revanche dont tout Français conserve l'espoir) aussi longtemps que l'Angleterre n'aura pas transformé son système militaire de façon à se mettre en mesure de donner à la France un appui efficace sur le continent. Sir *Edouard Grey* a déclaré à la chambre des communes que le voyage du Roi d'Angleterre en Russie sera une visite officielle comme celles que Sa Majesté a déjà faites et qu'il n'y a nul dessin de contracter un nouveau traité avec la Russie dont les rapports avec l'Angleterre sont réglés par la convention existante. Le ministre des Affaires Etrangères anglais a ainsi coupé court aux bruits d'une nouvelle triple alliance en voie de formation entre l'Angleterre, la France et la Russie qui ont été lancés par certains organes de la presse de Paris et de St. Pétersbourg.

Tout est donc correct, et, dans le cas peu probable où le gouvernement Impérial aurait à manifester une opinion officielle pendant les vacances des chambres, il ne pourra que se déclarer satisfait de l'amélioration des relations entre les puissances européennes, qui contribue à assurer le repos du monde. En diplomatie il faut savoir feindre de se payer de mots. C'est ainsi que M. *de Schoen* lors de sa dernière réception, s'est montré très content des instructions données au général *d'Amade* et n'a pas eu l'air de mettre en doute que les promesses données ne soient religieusement tenues. Les journaux officieux se sont bornés à relater les incidents de l'entrevue du Roi d'Angleterre et du président de la république française, sans y ajouter de réflexions.

La presse indépendante qui n'est pas tenue aux mêmes ménagements, ne se fait pas faute de manifester ses inquiétudes. Qu'on l'appelle alliance, entente ou comme l'on voudra, le groupement des puissances préparé personnellement par le Roi d'Angleterre, existe et s'il n'est pas une menace directe et prochaine de guerre pour l'Allemagne (ce qui serait trop dire), il n'en constitue pas moins une diminution de sécurité.

Les déclarations pacifistes obligées et qui seront sans doute répétées à Reval signifient bien peu de chose émanant de trois puissances qui comme

la Russie et l'Angleterre viennent avec des succès divers d'entre-prendre sans autre raison que le désir de s'agrandir et même sans prétexte plausible, les guerres de conquête de la Mandchourie et du Transvaal ou qui comme la France procède en ce moment même à l'envahissement du Maroc au mépris de promesses solennelles et sans autre titre que la cession des droits de l'Angleterre qui n'en possédait aucun. Ce sont les mêmes puissances qui en compagnie des Etats-Unis sortant à peine de la guerre de spoliation contre l'Espagne se sont montrées ultra-pacifistes à La Haye.

La triple alliance a garanti pendant trente ans, la paix du monde, parce qu'elle était dirigée par l'Allemagne satisfaite du partage politique de l'Europe. Le nouveau groupement la menace parce qu'il se compose des puissances qui aspirent à une révision du statu quo, au point d'avoir fait taire des haines séculaires pour préparer la réalisation de ce désir.

Agréez, etc.

(s.) *Greindl.*

Nr. XLVIII. Le Baron Greindl, Ministre de Belgique à Berlin, à M. Davignon, Ministre des Affaires Etrangères.

Berlin, le 12 juin 1908.

Monsieur le Ministre!

Dans les toasts échangés à Reval entre le Roi d'Angleterre et l'Empereur de Russie, les deux souverains ont affirmé le désir de régler amicalement les questions pendantes entre eux, de rapprocher leurs deux peuples et de contribuer ainsi à la consolidation de la paix universelle.

Nul n'a le droit d'être officiellement ou officieusement offusqué d'une langage d'une correction aussi parfaite. La „Norddeutsche Allgemeine Zeitung" écrivait hier soir que ces paroles sont d'accord avec la partie la plus sérieuse de la presse anglaise et russe qui combat les tentatives faites pour donner à l'entrevue de Reval un caractère peu amical pour l'Allemagne.

Il s'en faut de beaucoup que cet entrefilet officieux corresponde au jugement que l'on porte ici sur le récent voyage du président de la république française à Londres, sur l'entrevue de Reval et sur la prochaine visite de M. *Fallières* à l'Empereur de Russie et aux trois cours scandinaves. Sans doute dans la confiance que je ferais de ses paroles un usage strictement confidentiel, M. *de Schoen* dans une conversation que j'ai eue avec lui avant-hier, ne m'a pas dissimulé l'impression pénible que lui causent les arrangements conclus sous le prétexte de se mettre en garde contre une aggression à laquelle l'Allemagne n'a jamais songé. Il a été jusqu'à qualifier cette politique de déloyale et s'attend à ce qu'on utilise le nouveau groupement des puissances pour exercer une pression sur l'Allemagne dans la question d'Orient et dans les autres affaires qui sont à régler. Il répète que l'Empereur et le peuple allemand ont donné depuis vingt ans tant de gages de leurs intentions pacifiques, que celles-ci devraient être à l'abri du soupçon.

On pourrait ajouter à ce qu'a bien voulu me dire le secrétaire d'état que l'on ressent déjà les effets de l'isolement d'Allemagne dans la politique européenne. Vous aurez remarqué Monsieur le Ministre, que dans son récent discours, M. *Tittoni* parlant de la question macédonienne a dit qu'elle serait prochainement réglée par une entente entre l'Angleterre et la Russie. Il n'a pas dit un mot de l'Autriche-Hongrie, comme s'il n'y avait pas eu entre cette puissance et la Russie, pendant dix ans, une entente maintenant détruite par la malencontreuse initiative du Baron *d'Aehrenthal* dans l'affaire du chemin de fer de Mitrowitza. L'alliée de l'Allemagne est traitée en quantité négligeable, comme si parmi les grandes puissances elle n'était pas la principale interessée dans la question des Balkans.

Le seul symptôme quelque peu rassurant que l'on puisse noter, est le manque de confiance entre les nouveaux amis et les anciens alliés révélé par les événements récents.

Malgré les dénégations postérieures il a dû exister quelque projet de resserrer les liens entre les puissances groupées par le Roi d'Angleterre dans une pensée hostile à l'Allemagne. Le journal „Le Temps" bien placé pour être exactement informé, puisque c'est l'organe officieux du gouvernement français, paraissait si sûr qu'à Londres on aspirait à transformer l'entente cordiale en alliance qu'il y mettait déjà ses conditions. Il lui fallait une réforme de l'armée anglaise, permettant à l'Angleterre de fournir un contingent pour une guerre continentale. Cela signifiait qu'à Paris on ne se souciait pas d'être engagé dans un conflit dont l'Angleterre pourrait se retirer, après avoir détruit la marine de guerre et de commerce de l'Allemagne et annexé les colonies allemandes, hors d'état de protéger la France et d'empêcher l'Allemagne de s'indemniser aux dépens de celle-ci des désastres maritimes certains.

Mise en demeure de créer une armée de terre dont elle estime n'avoir pas besoin pour elle-même, simplement pour aider la France à la conquête de l'Alsace-Lorraine dont l'Angleterre n'a cure, celle-ci a répondu par ses journaux à l'unisson, en déclinant l'idée suggérée par l'organe officieux français. C'est seulement alors que „Le Temps" a déclaré qu'il n'avait voulu faire que de la théorie pure. Si c'est vrai, il faut avouer que le moment était singulièrement choisi pour discuter une pareille question de doctrine.

A St. Pétersbourg aussi il faut qu'on ait, malgré les déclarations de Sir *E. Grey* au parlement, craint une proposition d'alliance exposant la Russie à un conflit qu'elle est hors d'état de supporter. Si ce n'est pas pour prévenir toute démarche semblable, on ne comprend pas l'article par lequel l'officieuse „Rossija" a, à la veille de l'entrevue de Reval, insisté sur l'amitié séculaire de l'Allemagne et de la Russie, en termes beaucoup plus chaleureux que ne le comporte la situation véritable. La Russie ne veut pas se laisser exploiter par l'Angleterre, comme elle-même elle a exploité la France, en lui empruntant des milliards, non pour la revanche comme on l'espérait à Paris, mais pour ses entreprises en extrême Orient.

La vraie pensée des puissances groupées par l'Angleterre pour isoler l'Allemagne, ne se trouve ni dans les discours des Souverains ni dans les articles des journaux officieux ou inspirés. Leur tendance véritable est si éloignée de leur langage convenu qu'ils ne peuvent pas s'empêcher de la trahir par des imprudences. Si on veut la connaître, il n'y a qu'a lire l'admonestation adressée par „Le Temps" au Roi de Suède. Le journal parisien considère les sentiments amicaux pour l'Allemagne manifestés par Sa Majesté comme une offense pour la Russie dont la France ressent le contrecoup.

De la défiance qui règne entre la France, l'Angleterre et la Russie, il serait téméraire de conclure que la nouvelle triple-alliance ne se réalisera pas. Elles sont unies par la haine commune contre l'Allemagne et peuven trouver des garanties réelles ou imaginaires contre le danger d'être entrainées à la guerre pour des intérêts étrangers.

Agréez, etc. (s.) *Greindl.*

Nr. XLIX. Le Baron Greindl, Ministre de Belgique à Berlin, à M. Davignon, Ministre des Affaires Etrangères.

Berlin, le 4 juillet 1908.

Monsieur le Ministre!

J'ai demandé hier à M. le secrétaire d'Etat au département Impérial des Affaires Etrangères s'il n'avait pas encore reçu les propositions russo-anglaises au sujet des réformes à introduire en Macédoine qui nous intéressent au point de vue du maintien des relations correctes entre les grandes puissances; mais sous ce rapport seulement.

M. *de Schoen* m'a répondu que l'accord ne paraît pas encore tout à fait établi entre la Russie et l'Angleterre et que vraisemblablement les propositions à soumettre aux grandes puissances ne leur parviendront que dans une quinzaine de jours au plus tôt. Le gouvernement Impérial les attend sans impatience. Il a la confiance que ces propositions seront de nature à ne pas troubler la bonne harmonie entre les grandes puissances.

J'ai répliqué que je le souhaite; mais que je ne puis pas me défendre d'une certaine inquiétude si, comme l'a annoncée l'agence *Reuter*, on propose d'augmenter les gardes nationales.

M. *de Schoen* a répondu que ce serait en effet un danger. Au premier abord l'idée n'avait pas déplu à Vienne et à Berlin; mais qu'un examen plus approfondi avait fait reconnaître que c'était organiser et armer la révolution. La Sublime Porte commencera évidemment par rejeter tout le programme des puissances. Comme il contient cependant de bonnes propositions, en négociant avec le gouvernement ottoman on pourra arriver à une transaction consistant à accepter les réformes utiles et à écarter les projets périlleux.

J'ai dit qu'un autre point encore me paraissait inquiétant; c'est la façon dont les pourparlers préliminaires sont conduits entre Londres et Saint-

Pétersbourg à l'exclusion de l'Autriche-Hongrie qui a pourtant un intérêt de premier ordre dans les affaires des Balkans.

M. *de Schoen* ne m'a pas contredit. Il m'a répondu brièvement qu'il ne reste évidemment plus rien de l'entente de Mürzsteigg. Je me suis naturellement abstenu d'insister davantage sur un sujet aussi délicat.

Agréez, etc. (s.) *Greindl.*

Nr. L. Le Baron Greindl, Ministre de Belgique à Berlin, à M. Davignon, Ministre des Affaires Etrangères.

Berlin, le 18 juillet 1908.

Monsieur le Ministre!

Un de mes collègues a demandé hier au secrétaire d'Etat du département des affaires étrangères ce qu'il faut penser de la prochaine visite du président de la République Française à l'Empereur de Russie. M. *de Schoen* a répondu que cette entrevue n'a aucune importance politique; c'est celle de Reval qui en avait. La visite de M. *Fallières* n'en est que le corollaire pour ainsi dire obligé.

Mon collègue a fait observer qu'on avait pourtant considéré à Berlin la visite du président de la république française au Roi d'Angleterre comme un événement grave.

M. *de Schoen* a répliqué que c'en était un en effet; mais qu'alors les circonstances étaient tout autres. C'était la première des entrevues projetées. La politique personnelle du Roi d'Angleterre est franchement hostile à l'Allemagne. D'après des renseignements reçus par le gouvernement Impérial, l'Angleterre aurait voulu aller beaucoup plus loin dans la voie de l'entente avec la France et la Russie qu'elle n'a réussi à le faire. C'est la France qui a refusé. Avant que les bruits d'alliance n'aient été mis en circulation et pendant le séjour de M. *Fallières* à Londres, M. *Cambon* est venu dire à M. *de Schoen* que le gouvernement français se trouvait dans une position délicate. Il a prié le secrétaire d'Etat, sans s'expliquer davantage, de ne pas ajouter foi aux informations alarmantes qui pourraient lui parvenir et de croire que la France veut sincèrement la paix.

M. *de Schoen* a conclu en disant qu'actuellement c'est la France qui exerce une action pacifique.

Puis-je vous prier de rapprocher le présent rapport de celui que j'ai eu l'honneur de vous adresser sous la date du 12 juin dernier et les numéros 1826/993. Vous vous souviendrez que dans l'entretien que j'ai eu l'honneur de vous rapporter, M. *de Schoen* qualifiait la politique de l'Angleterre de déloyale. Par le même rapport je vous écrivais que la campagne de presse des deux journaux officieux des ministères des affaires étrangères de Paris et de Saint-Pétersbourg me portait à croire que, malgré les dénégations postérieures, il y avait eu un projet de resserrer les liens entre les puissances groupées par le Roi d'Angleterre dans une pensée hostile à l'Allemagne et que le plan avait échoué parce que la France et la Russie l'avaient repoussé.

Ce n'était il y a un mois qu'une conjecture de ma part; maintenant c'est une information positive.

Mon collègue a aussi parlé au secrétaire d'Etat des manœuvres de la flotte anglaise dans la région des détroits danois qui ont l'apparence d'une répétition générale d'opérations de guerre dont l'exécution est prévue.

M. *de Schoen* a répondu que le procédé n'était en tout cas pas amical; mais que de la part de l'Angleterre on ne peut pas s'attendre à autre chose. Du reste le secrétaire d'Etat dit qu'il y a eu plutôt une certaine détente dans ces derniers jours. Il l'attribue non seulement à l'attitude de la France et de la Russie; mais aussi à ce que le Roi d'Angleterre sent qu'il n'a pas la city derrière lui et qu'en dehors du monde du haut commerce il y a un groupe anglais grandissant qui ne veut pas pousser les choses à l'extrême.

Je ne vous adresse pas le texte des deux discours que l'Ambassadeur de France à Berlin a adressés le 12 juillet à la colonie française, parce que les journaux belges les auront sans doute reproduits. Je me borne à faire remarquer que le langage de M. *Cambon* est en accord avec le jugment porté par M. *de Schoen* sur l'attitude actuelle de la France.

Je dois encore vous parler, Monsieur le Ministre, de la prochaine retraite de l'Ambassadeur d'Angleterre qui a déjà quitté Berlin depuis quelque temps et qui n'y reviendra qu'en automne pour présenter ses lettres de rappel. Cette retraite n'est volontaire que dans la forme. Elle a été imposée par le gouvernement britannique à Sir *Frank Lascelles* qui aurait beaucoup désiré rester à Berlin et dont le maintien a été demandé, sans succès, à Londres par le gouvernement Impérial. Sir *Frank Lascelles* est un diplomate d'une rare intelligence, d'un jugement très sûr, d'une loyauté parfaite, qui ni physiquement ni intellectuellement n'a pas encore ressenti les atteintes de la vieillesse et qui jouit de la confiance hautement méritée de l'Empereur, du gouvernement Impérial et de tous ses collègues. Si le gouvernement britannique se prive des services d'un diplomate d'une pareille valeur et qui n'est pas encore arrivé à la limite d'âge, ce ne peut être que parce que Sir *Frank Lascelles* a travaillé pendant quinze ans et sans se laisser décourager par de nombreux échecs, à amener un rapprochement entre l'Allemagne et l'Angleterre. Le zèle qu'il a déployé pour dissiper des malentendus qu'il trouve absurdes et préjudiciables à un haut degré, aux deux pays, ne correspond pas aux vues politiques de son souverain.

Agréez, etc. (s.) *Greindl.*

Nr. LI. M. A. Leghait, Ministre de Belgique à Berlin, à M. Davignon, Ministre des Affaires Etrangères.

Paris, le 20 juillet 1908.

Monsieur le Ministre!

Le Président de la République a quitté la France le 18 de ce mois pour rendre officiellement visite à l'Empereur de Russie et aux Rois de Suède, de Danemark et de Norvège. Monsieur *Fallières,* s'inspirant de l'idée

essentielle de la politique extérieure de la France et des voeux de l'opinion publique, avait à coeur de saluer le Chef de la nation amie et alliée. En même temps le Président rendra aux Souverains de Danemark et de Norvège la visite qu'ils lui ont faite et profitant de sa présence dans ces régions, il ira saluer le Souverain de la Suède.

Le voyage de Mr. *Fallières*, basé sur des motifs de courtoisie, a en même temps un caractère politique qui ne manque pas d'importance en ce moment où le groupement des Puissances est l'objet de toutes les préoccupations.

La France inféodée à la politique anglaise a voulu prêter à celle-ci un solide concours auprès des Puissances du Nord. S'il n'est peut-être pas question pour le moment d'une nouvelle triple alliance, on voudrait du moins empêcher un groupement trop intime de ces pays sous l'égide de l'Allemagne. Appuyée sur cette base, la France proclame hautement que le maintien de la paix est le but de sa politique et Mr. *Pichon*, aux cours qu'il va visiter, comme il l'a fait ici, ne cessera de le répéter en affirmant que la diplomatie française pratiquera, fidèle à ses alliances, amitiés et engagements, une politique d'entente entre tous et de conciliation générale des intérêts. Il cherchera à démontrer que cette politique n'a pas pour but d'opposer les Puissances les unes aux autres ni d'opposer la France à aucune d'elle.

Il est certain que la politique française est inspirée par des idées pacifiques, mais, entrainée dans l'orbite de l'Angleterre, la France pourra-t-elle toujours maîtriser les événements et éviter que des froissements dangereux se manifestent au delà du Rhin?

Veuillez, etc. (s.) *Leghait.*

Nr. LII. M. A. Leghait, Ministre de Belgique à Berlin, à M. Davignon, Ministre des Affaires Etrangères.

Paris, le 8 octobre 1908.

Monsieur le Ministre!

Pour faire suite aux renseignements que j'ai eu l'honneur de vous adresser par ma lettre d'hier, je m'empresse de vous transmettre ci-joint divers articles du journal le „Temps“ de ce jour relatifs à l'incident des Balkans. La déclaration de M. *Isvolsky* est tout particulièrement intéressante, vu surtout qu'il en a lui-même affirmé l'exactitude. Il ressort de cette déclaration que les informations que je vous ai données hier au sujet du but poursuivi par la Russie en proposant la réunion d'une Conférence étaient bien fondées. La Russie veut déchirer le traité de Berlin qui a été dirigé contre elle et elle compte être appuyée en cela par la France et l'Angleterre, mais on se demande si l'Allemagne laissera détruire impunément l'oeuvre du Prince *de Bismarck*.

Il résulte des entretiens que j'ai eus avec divers Ambassadeurs que l'on considère la question actuelle comme très délicate, très compliquée et très difficile à résoudre.

Il ne sera pas aisé d'arriver à réunir une conférence et on ignore quel sera l'accueil qui sera réservé à l'invitation lancée par la Russie. Cet accueil dépendra du programme et l'accord sur celui-ci sera fort laborieux à cause du fait accompli en présence duquel on se trouve et des „compensation" que l'on réclame de toute part. Toutefois on semble espérer que toutes les Puissances accepteront la conférence, car, me disait-on, le désir du maintien de la paix est si unanime et si profond qu'il dominera tout.

Veuillez, etc. (s.) *Leghait.*

Nr. LIII. M. A. Leghait, Ministre de Belgique à Paris, à M. Davignon, Ministre des Affaires Etrangères.

Paris, le 19 janvier 1909.

Monsieur le Ministre!

Hier s'est terminée à la Chambre des Députés la discussion sur le Maroc qui avait été commencée vendredi dernier. Après l'expression de quelques vains regrets, applaudis par l'extrême-gauche, sur la neutralité que le Gouvernement eût dû observer plus rigoureusement, d'après elle, entre les deux sultans luttant pour le pouvoir, Mr. *Jaurès* a repris ses attaques contre la politique marocaine du Gouvernement et l'exposé de ses sophismes qui concluent à l'évacuation immédiate et, par conséquent, à l'abandon de tous les avantages acquis par les conventions successives depuis 1901 jusqu'à l'acte d'Algésiras. Comme conséquence, il critique les instructions données au Général *d'Amade* et au Général *Lyautey*, et qui, selon lui, dissimulent des projets d'occupation définitive. Il réclamait la publication des rapports du Général *Lyautey*, mais Mr. *Pichon* la refuse en déclarant que l'objet de ces rapports n'est nullement une occupation, mais l'organisation d'une police franco-marocaine prévue par les traités. Dans la seconde partie de son discours Mr. *Jaurès* a cherché à élargir la base de son interpellation et à englober la question marocaine dans la situation générale qui résulte des derniers événements dans les Balkans. Il dit qu'il ne faut pas heurter les intérêts allemands au Maroc afin que la France et l'Allemagne puissent arriver à un accord qui garantirait la paix de l'Europe.

Mr. *Denys Cochin* a succédé à Mr. *Jaurès* à la tribune et s'est fait le porte-voix des griefs de la droite contre la politique marocaine du Gouvernement. Il ne croit pas que ce soit le moment de se rapprocher d'Allemagne qui n'a cessé de protéger l'Islam dans ses éléments fanatiques dirigés contre la France. Il est d'avis que l'évacuation projetée du Châouïa serait une faute et il conseille une politique d'action énergique au Maroc.

Mr. *Pichon* n'a pas eu de peine à répondre à ces discours spirituels et idéalistes sans base sérieuse. Le Ministre des Affaires Etrangères a exposé de nouveau avec encore plus de netteté, de clarté et d'éloquence que de coutume, quelle a été et continuera à être la ligne de conduite du Gouvernement au Maroc. Nous ne voulons, dit-il, ni protectorat ni conquête mais le respect des conventions internationales et les avantages auxquels elles nous donnent

droit. Nous continuerons à observer dans les luttes intérieures du pays la neutralité la plus absolue. Le Ministre a exposé les principes, les résultats acquis et le programme ultérieur de sa politique.

Les principes: c'est qu'une politique de nonintervention serait fatale pour la dignité, les intérêts et les droits de la France, qui doit, au prix même de lourds sacrifices, remplir le mandat qu'elle a sollicité concurrement avec l'Espagne et qu'elle ne peut laisser à d'autres le prétexte d'intervenir sur les confins de ses possessions africaines. Et enfin qu'elle doit assurer l'exécution de tous ses accords avec le Gouvernement marocain. On ne saurait voir là le principe d'une liquidation marocaine, mais bien plutôt une exécution méthodique d'accords et d'engagements.

Les résultats obtenus jusqu'ici par l'application de ces principes, Mr. *Pichon* les signale comme suit: „Grâce à nous l'ordre n'a été troublé nullepart, la sécurité des colonies étrangères a été garantie, les transactions commerciales se sont librement développées, nous avons organisé la police qui fonctionne partout. Nous avons réglé par des ententes économiques les rivalités d'intérêt qui existaient entre nous et d'autres pays. Nous avons commence la mise en pratique de nos accords sur la frontière où la situation de l'Algérie n'a jamais été mieux assurée."

Quant à ce qui concerne le programme. Mr. *Pichon* a résumé les instructions données à Mr. *Regnault* qui va en mission à Fez. L'évacuation du Châouïa est commencée et elle se poursuivra graduellement dès que la sécurité sera assurée par les soins du sultan. La France a droit à une indemnité et elle la réclamera, mais en se montrant aussi conciliante que possible sur les modalités. En ce qui concerne la zone limitrophe algéro-marocaine, le Général *Lyautey* n'a pour mission que d'exécuter les accords de 1902 sons arrière-pensée.

En résumé, on peut dire que la France veut assurer sa situation privilégiée au Maroc, y maintenir avec fermeté ses droits et rester scrupuleusement fidèle aux engagement d'Algésiras, mais il est à prévoir qu'elle ne tiendra pas compte des conseils de Mr. *Jaurès* et que ce n'est pas sur le terrain marocain qu'elle fera des concessions en vue de faciliter une entente avec l'Allemagne das les Balkans.

La politique marocaine de Mr. *Pichon* a été approuvée par un vote donnant au Gouvernement une majorité de 249 voix.

Veuillez agréer, etc. (s.) *Leghait.*

Nr. LIV. Le Baron Greindl, Ministre de Belgique à Berlin, à M. Davignon, Ministre des Affaires Etrangères.

Berlin, le 13 février 1909.

Monsieur le Ministre!

Le Roi et la Reine d'Angleterre ont quitté Berlin hier soir, après une visite qui a duré quatre jours. Rien n'a été épargné de la part de la cour

et de l'administration communale de Berlin pour rendre l'accueil fait à Leurs Majestés aussi splendide et aussi cordial que possible.

Le Roi d'Angleterre règne depuis huit ans, à plusieurs reprises il a eu des entrevues avec l'Empereur d'Allemagne; mais il n'avait pas encore fait à Berlin sa visite officielle, tandis qu'il avait rempli ce devoir de courtoisie dans la plupart des capitales de l'Europe. On interprétait ici, non sans raison, le peu d'empressement du Roi d'Angleterre, comme l'un des symptômes de la froideur des rapports des deux souverains et de la tension de relations entre les deux pays. Il n'y a personne ici à qui cette situation ne pèse, parce qu'elle constitue un danger permanent pour l'empire. Il y a longtemps qu'un rapprochement aurait été opéré, si la chose ne dépendait que de l'Empereur, du Gouvernement Impérial ou du peuple allemand. On a prodigué les avances et toujours sans succès. On aime à croire que la démarche du Roi d'Angleterre indique une disposition à tempérer la politique franchement hostile à l'Allemagne qu'il dirige personnellement. Le ton amical des toasts échangés au diner de gala et les intentions pacifiques manifestées par les deux souverains ont causé une heureuse impression. Néanmoins le ton de la presse est courtois, mais réservé. Déjà avant l'arrivée du Roi d'Angleterre, les journaux avaient prémuni leurs lecteurs contre la tentation d'exagéres les résultats possibles de l'entrevue. On attend, pour voir si les actes répondront aux paroles et l'on a éprouvé trop de déceptions, pour s'abandonner à la confiance.

Le Roi d'Angleterre affirme que la conservation de la paix a toujours été le but de ses efforts; c'est ce qu'il n'a pas cessé de dire depuis le début de la campagne diplomatique qu'il a menée à bonne fin, dans le but d'isoler l'Allemagne; mais on ne peut pas s'empêcher de remarquer, que la paix du monde n'a jemais été plus compromise que depuis que le Roi d'Angleterre se mêle de la consolider.

L'attitude de l'Angleterre dans la question des Balkans a été de nature à retarder au moins la solution du conflit qui place l'Allemagne dans la position la plus pénible et la plus délicate. Elle ressemble fort à celle qu'a prise le gouvernement britannique dans la question du Congo, dont il prétendait désirer vivement l'annexion à la Belgique, tout en se livrant à une action diplomatique qui a failli la faire avorter. Est-ce pure maladresse?

La visite du Roi d'Angleterre coïncide avec une augmentation considérable du budget de la marine, avec la construction de nouveaux cuirassés du type Dreadnought et avec la formation de la plus formidable escadre qui ait jamais existé et dont le port d'attache est dans la mer du Nord, à l'endroit le plus rapproché possible des côtes allemandes. Est-ce uniquement pour se mettre à l'abri d'une attaque éventuelle que l'Allemagne est incapable d'effectuer?

L'agitation pour la création d'une armée territoriale continue. L'Angleterre n'en a nul besoin pour sa défense. Qu'en veut-elle faire, si elle n'entretient aucune arrière pensée d'agression sur le continent?

Ces réflexions sautent aux yeux et expliquent l'hésitation des Allemands à considérer la détente comme un fait acquis.

Une information donnée aux journaux dit que M. *Hardinge* le sous-secrétaire d'Etat des Affaires Etrangères, qui a accompagné le Roi d'Angleterre à Berlin, a fait une longue visite au chancelier de l'empire et qu'il y a été naturellement parlé de politique. Les questions à l'ordre du jour ont été passées en revue et sur aucune il n'y a de contradiction entre les intérêtes des deux pays. Aucun arrangement concret n'a été conclu.

Agréez, etc.

(s.) *Greindl.*

Nr. LV. Le Baron Greindl, Ministre de Belgique à Berlin, à M. Davignon, Ministre des Affaires Etrangères.

Berlin, le 17 février 1909.

Monsieur le Ministre!

Par mon rapport du 13 février Pr. 17 No. 468/263, j'ai eu l'honneur de vous écrire quelle a été l'impression produite sur l'opinion publique allemande par la visite du Roi et de la Reine d'Angleterre à Berlin. Celle du gouvernement Impérial est identique.

Le Roi d'Angleterre atteint d'un refroidissement et visiblement fatigué par les fêtes qui lui ont été offertes, a été très silencieux. Sa Majesté n'a eu aucun entretien politique avec le chancelier de l'empire. Elle n'a parlé au Prince *de Bülow* que pendant quelques minutes après le déjeuner chez l'ambassadeur d'Angleterre, en présence de tiers et de choses indifférentes. C'est tout juste ce qu'exigeait la courtoisie.

Les conversations de Sir *C. Hardinge* avec le chancelier et avec le secrétaire d'Etat des Affaires Etrangères ne sont pas sorties des généralités. On a reconnu de part et d'autre qu'il fallait faire les plus grands efforts pour empêcher que la question des Balkans n'aboutisse à la guerre. Une déclaration dans ce sens était pour ainsi dire obligatoire. Elle n'a donc pas grande portée. Ce qui est plus significatif est qu'on s'est trouvé d'accord sur la nécessité de réunir une conférence, non pour reviser mais pour enregistrer le résultat des négociations pendantes entre les puissances les plus directement intéressées. Sir *C. Hardinge* s'est donc placé au point de vue autrichien.

Il a été convenu que de part et d'autre on se déclarerait satisfait du résultat de l'entrevue de Berlin. C'est dans ce sens qu'ont été redigées les communications adressées aux journaux.

Jusqu'à un certain point, du côté allemand, cette satisfaction est réelle. On a su gré à Sir *C. Hardinge* de n'avoir fait aucune allusion aux questions brûlantes. Il n'a parlé ni de la limitation des armements maritimes ni du chemin de fer de Bagdad.

Le gouvernement Impérial a fait le nécessaire pour que le public d'un côté ne croie pas à un échec et de l'autre ne se fasse pas d'illusions sur les

résultats obtenus. Il est de style, après chaque visite de souverain, d'insérer en tête de la Norddeutsche Allgemeine Zeitung un article hautement officieux dans lequel on se félicite en termes plutôt dithyrambiques de l'identité des vues politiques constatée. Cette fois on s'est abstenu et les communiqués à la presse ont revêtu une forme moins bruyante.

La situation a été très exactement caractérisée dans la revue hebdomadaire de la politique extérieure publiée par la „Kreuz-Zeitung" de ce matin No. 79. M. *Schiemann* dont vous connaissez la grande autorité comme journaliste et les relations avec la chancellerie, constate que le séjour du Roi *Edouard* s'est bien passé et que la presse ainsi que le public ont témoigné le respect dû à Sa Majesté. Il ajoute que „pour répondre à la question de savoir s'il faut signaler la visite du Roi *Edouard* comme un événement d'une portée politique, on devra attendre 5 ou 6 semaines. Nous voulons, dit-il, attendre si d'ici là, l'opinion publique en Angleterre se sera calmée au sujet du péril allemand; car tout est possible aussi longtemps que ce fantôme pèsera comme un cauchemar sur les Anglais. Il faudra donc observer l'attitude du „Times", du „Standard", de la „National Review" et consorts pour constater si la campagne d'excitation contre l'Allemagne continuera ou si elle sera enfin terminée; au surplus il est avéré qu'il y a eu des entretiens politiques amicaux, mais aucun arrangement."

On ne peut pas mieux dire que même si le Roi d'Angleterre a un désir sincère de se rapprocher de l'Allemagne, il est malgré sa grande influence personnelle incapable de le réaliser, aussi longtemps qu'un revirement ne se sera pas opéré dans l'opinion publique anglaise.

Agréez, etc.

(s.) *Greindl.*

Nr. LVI. Le Baron Greindl, Ministre de Belgique à Berlin, à M. Davignon, Ministre des Affaires Etrangères.

Berlin, le 22 mars 1909.

Monsieur le Ministre!

Je n'ai pas à vous donner d'informations sur les débats relatifs à la marine de guerre qui ont eu lieu à la commission du budget du Reichstag en même temps qu'à la chambre des communes anglaise. Les journaux en sont pleins et je ne pourrais rien ajouter à ce qu'ils rapportent. Je me borne à noter qu'à entendre les orateurs qui ont discuté à Londres la question de savoir ce que doivent être les forces navales de l'Angleterre pour parer à tout danger, il semblerait qu'en dehors de la Grande-Bretagne, l'Allemagne soit la seule puissance entretenant une marine de guerre. On n'a parlé que d'elle comme si les autres n'existaient pas; cela se passe un mois après l'échange des toasts chaleureux prononcés à l'occasion de la visite du Roi d'Angleterre à Berlin. Cette préoccupation exclusive tenant de l'hypnose en

dit plus long que les courtoisies officielles obligées dont l'omission est à coup sûr un symptôme alarmant, mais dont l'accomplissement ne signifie rien du tout. Avant comme après le prétendu rapprochement ce qui domine les relations des deux pays est une profonde défiance mutuelle.

Agréez, etc.

(s.) *Greindl.*

Nr. LVII. Le Baron Greindl, Ministre de Belgique à Berlin, à M. Davignon, Ministre des Affaires Etrangères.

Berlin, le 31 mars 1909.

Monsieur le Ministre!

Lorsque j'ai eu l'honneur de vous adresser mon rapport d'hier, vous disant que le Prince *de Bülow* n'avait pas parlé dans son discours sur la politique extérieure, de la limitation des armements maritimes, je n'étais pas encore en possession du compte-rendu du deuxième discours prononcé par le chancelier dans la séance de la veille.

Dans ce deuxième discours, le Prince *de Bülow* obligé par les questions qui lui avaient été adressées au cours du débat, de s'expliquer sur la proposition ou si l'on veut sur la suggestion anglaise, l'a fait aussi brièvement que possible. Il s'est borné à reproduire la déclaration faite par M. le Baron *de Schoen* à la commission du budget, dont je vous ai envoyé le texte par mon rapport du 25 mars, en y ajoutant que le programme du développement de la flotte allemande a été uniquement inspiré par les besoins de défense des côtes et de protection du commerce; qu'il ne contient rien de secret et que le gouvernement Impérial n'a nul dessein d'en accélérer l'exécution. En 1912 l'Allemagne aura treize grands navires du nouveau type dont trois croiseurs, tous les bruits contraires sont inexacts.

Le Reichstag n'a pas demandé d'informations plus explicites. Il a bien accueilli ce passage du discours *de Bülow* comme les autres. Quoique le chancelier compte beaucoup d'adversaires et même beaucoup d'ennemis, la politique extérieure de l'Allemagne a, sauf bien entendu les socialistes, été approuvée par tous les partis, y compris le Centre. Le Baron *de Hertling* qui a pris la parole au nom de ce dernier groupe, y a applaudi tout en déclarant que l'appui donné à la politique extérieure de l'Empire, n'implique pas un vote de confiance, qu'au surplus le chancelier ne désire sans doute pas.

Par une curieuse coïncidence, au moment même où au Reichstag l'on s'efforçait de parler le moins possible de la question de la limitation des armements maritimes, le parlement anglais la soumettait à un débat approfondi. L'opposition l'avait provoqué par une proposition de blâme et le gouvernement britannique s'est prêté à la discussion par une réponse des plus explicites. Sir *Edward Grey* tout en déclarant qu'il n'y avait pas lieu de faire un grief à l'Allemagne de n'être pas entrée dans les vues de l'Angleterre, a exprimé les plus vifs regrets de ce que la proposition anglaise ait été repoussée. Il a dit qu'il ajoute une foi entière aux communications que

lui a faites le gouvernement allemand au sujet du programme de la flotte de guerre; mais il a ajouté que ces communications ne constituent pas un engagement et que de plus il s'y trouve des lacunes qui autorisent l'Angleterre à se croire menacée dans ses intérêts vitaux.

La presse anglaise qui n'est pas tenue aux mêmes ménagements que le gouvernement britannique, témoigne plus vivement encore sa mauvaise humeur.

L'état d'esprit qui règne en Angleterre rappelle celui où se trouvait la France de 1866 à 1870. A cette époque les Français se croyaient le droit d'empêcher l'Allemagne de reconstituer son unité, parce qu'ils y voyaient une menace pour la prépondérance continentale dont la France avait joui jusque là. De même aujourd'hui à Londres on considère comme un mauvais procédé et une menace pour la paix, le refus de s'engager par traité à rester à la merci de l'Angleterre.

Agréez, etc. (s.) *Greindl.*

Nr. LVIII. Le Baron Greindl, Ministre de Belgique à Berlin, à M. Davignon, Ministre des Affaires Etrangères.

Berlin, le 1 avril 1909.

Monsieur le Ministre!

Plus d'un point reste encore à régler pour que la crise des Balkans soit tout à fait terminée. Le parlement ottoman n'a pas encore approuvé l'arrangement intervenu entre l'Autriche-Hongrie et la Turquie. Vous m'avez appris par la communication du très intéressant rapport de M. le Baron *Beyens*, du 13 mars dernier, que le Prince de Bulgarie s'impatiente et menace de marcher sur Constantinople, si les négociations de son gouvernement avec la Turquie ne prennent pas une allure plus vive. Puis il y a la question de la conférence, où il faut éviter deux écueils. Convoquer un congrès européen dont l'unique mission serait d'enregistrer des résolutions déjà prises, ne varietur, serait passablement ridicule. D'un autre côté, si à la conférence il se produisait quelque velléité de les modifier, nous irions tout droit à la guerre.

Quoique l'imbroglio des Balkans plus que médiocrement traité par la diplomatie européenne ait été fécond en revirements et en surprises, on s'accorde néanmoins à le considérer comme virtuellement terminé par la démarche que la Serbie a faite hier à Vienne.

Le gouvernement serbe reconnaît que l'annexion de la Bosnie ne porte pas atteinte à ses droits; il promet de renoncer à son attitude de protestation; de mettre son armée sur pied de paix, de licencier ses volontaires et ses bandes et de s'efforcer de vivre en bonne harmonie avec l'Autriche-Hongrie. A Vienne on s'était engagé à se déclarer satisfait de cette communication dont les termes avaient été arrêtés d'accord avec le Baron *d'Aehrenthal.* S'il n'y avait pas eu d'arrière-pensée, on eût dû l'être aussi partout puisque c'est sur les conseils pressants et unanimes des puissances que le gouvernement serbe s'est résigné à la démarche qu'il vient d'accomplir.

Le „Temps“ de Paris, dont les relations avec le Quai d'Orsay sont notoires, s'exprime cependant en termes dont on pourrait induire qu'il ressent une certaine déception de ce qu'à Saint-Pétersbourg et à Belgrade, on ait trop docilement suivi les conseils français. Le „Times“ marque de même sa mauvaise humeur; comme toujours lorsque tout ne marche pas au gré des politiques français, anglais ou russes, c'est l'Allemagne qui est le bouc émissaire.

Il n'est pas douteux à mon avis que la Russie et la France ne fussent animées d'un désir sincère de prévenir une conflagration européenne. La Russie n'a rien de ce qu'il faut pour faire la guerre et aussi longtemps que leurs amis anglais ne seront pas en mesure de leur venir en aide sur le continent, les Français sont loin d'avoir la certitude du succès.

Mais tout en souhaitant la paix, on eût voulu qu elle fût garantie autrement qu'elle ne l'a été. Le projet de conférence élaboré par M. *Isvolski* et Sir *Edward Grey*, les pourparlers au sujet d'une démarche collective à faire à Vienne et tous les échanges d'idées qui ont eu lieu entre Londres, Paris et Saint-Pétersbourg tendaient invariablement à obliger l'Autriche-Hongrie à une transaction qui aurait fort ressemblé à une humiliation atteignant l'Allemagne tout aussi directement et aussi sensiblement que l'Autriche-Hongrie et qui aurait porté une très rude atteinte à la confiance qu'inspire à Vienne l'alliance allemande. Les manoeuvres ont été déjouées par l'attitude très nette et très résolue qu'a prise l'Allemagne et dont elle n'a jamais dévié malgré les sollicitations dont elle a été harcelée. C'est l'Allemagne seule qui a imposé la paix. Le nouveau groupement des puissances organisé par le Roi d'Angleterre, a fait l'épreuve de ses forces contre l'union de l'Europe centrale, et s'est trouvé incapable de l'entamer. C'est de là que vient le dépit.

Agréez, etc. (s.) *Greindl.*

Nr. LIX. Le Baron Greindl, Ministre de Belgique à Berlin, à M. Davignon, Ministre des Affaires Etrangères.

Berlin, le 17 avril 1909.

Monsieur le Ministre!

Il y a quelques jours la „Gazette de Cologne“ a publié un très bref article officieux disant qu'il n'est pas exact que dans la récente entrevue du Prince *de Bülow* et de M. *Tittoni* à Venise, il ait été question du renouvellement anticipé de la triple alliance qui n'est pas nécessaire. Le télégramme ajoutait que le résultat de l'entretien avait été des plus satisfaisants.

Je ne vous en ai pas écrit parce que les communications de ce genre ne signifient rien du tout. Elles sont la suite obligée de toute rencontre entre des souverains ou entre des hommes d'Etat dirigeants.

La vérité est que le Prince *de Bülow* a rendu compte de l'entrevue par un télégramme de quelques lignes. Il y est dit en substance que comme

l'Italie a obtenu ce qu'elle demandait d'ans l'affaire des Balkans, par la suppression de l'article 29 du traité de Berlin, il n'y avait rien à discuter et que tout s'est borné à une conversation générale sans objet concret.

Depuis bien longtemps on ne se fait plus aucune illusion à Berlin ni à Vienne sur le concours éventuel de l'Italie. Le gouvernement du Quirinal a contracté des engagements avec la France et l'Angleterre et reste en coquetterie avec Londres et Paris. Il tient cependant à la triple-alliance comme garantie de la fidélité de ses nouveaux amis qui ne lui inspirent qu'une confiance limitée, se réservant de se tourner du côté du plus fort comme à Algésiras où il s'est rangé derrière la France et l'Angleterre et tout récemment dans la question d'Orient où il s'est finalement uni à l'Allemagne et à l'Autriche-Hongrie après avoir gardé une attitude équivoque, jusqu'au moment où le succès s'est dessiné.

L'Allemagne et l'Autriche-Hongrie conservent ou tolérent l'Italie dans la triple alliance, parce que sa défection officielle serait une diminution de prestige et aussi parce qu'on y voit une chance de ne l'avoir pas pour adversaire en cas de conflit; mais c'est tout ce qu'on en espère.

D'un autre côté on ne s'engagerait pas à fond pour elle comme l'Allemagne vient de le faire pour l'Autriche-Hongrie; ni à Vienne ni à Berlin on ne se compromettrait pour une alliée aussi douteuse.

Agréez, etc.

(s.) *Greindl.*

Nr. LX. Le Baron Greindl, Ministre de Belgique à Berlin, à M. Davignon, Ministre des Affaires Etrangères.

Berlin, le 21 juin 1909.

Monsieur le Ministre!

L'Empereur d'Allemagne revenant de sa visite à l'Empereur de Russie est rentré avant-hier à Potsdam.

Les toasts échangés à bord du Standart ont été ce qu'ils devaient être. Les deux Souverains ont manifesté l'intention de maintenir l'amitié et la confiance traditionelles entre leurs deux maisons qui est un gage des bonnes relations entre les deux pays en même temps que de la conservation de la paix.

La note officieuse qui a été insérée dans le numéro 142 de la „Norddeutsche Allgemeine Zeitung" d'hier matin, ne s'écarte guère non plus de ce qui est de style en pareille circonstance. Il y est dit que les hommes d'Etat qui accompagnaient les deux Empereurs se sont naturellement entretenus des questions politiques pendantes. Il a été constaté qu'il n'existe pas d'opposition entre la manière dont elles sont considérées dans les deux pays. „Il a de plus été reconnu que les arrangements internationaux en vigueur auxquels participent la Russie et l'Allemagne n'empêchent nullement ces bonnes relations."

C'est ainsi qu'a toujours été comprise à Berlin la triple alliance conclue dans un but purement défensif. D'après la note officieuse c'est dans le même sens qu'on veut, du moins maintenant, interpréter à Saint-Pétersbourg les arrangements qui ont fondé la triple entente; mais ce n'est certes pas dans le même esprit que ce dernier groupement a été conçu à Paris et surtout à Londres par son principal auteur, le Roi d'Angleterre. La mauvaise humeur manifestée en France et en Angleterre dès que le projet d'entrevue a été connu, est la preuve que dans ces deux pays on regardait la triple entente comme tout autre chose qu'une ligue ne mettant aucun obstacle au maintien de l'amitié et de la confiance traditionnelles entre l'Allemagne et la Russie.

A en juger par le langage des journaux officieux français, la mauvaise humeur a été promptement dissipée à Paris par les déclarations simultanées des cabinets de Berlin et de Saint-Pétersbourg donnant l'assurance que la rencontre des deux Empereurs à la côte finlandaise n'avait été inspirée de part ni d'autre par le désir de changer quelque chose au groupement actuel des puissances.

A Londres la rancune est plus tenace, comme en témoigne la façon discourtoise dont la prochaine visite de l'Empereur de Russie en Angleterre a été appréciée dans les journaux anglais et jusque dans le parlement. C'est la suite du dépit qu'on a ressenti en voyant que la machine construite par le Roi d'Angleterre pour exercer une pression sur l'Allemagne, si pas davantage, s'est détraquée lorsqu'on a voulu l'employer dans l'affaire du conflit austro-serbe; c'est à dire au premier essai.

Ici comme j'ai eu l'honneur de vous l'écrire par mon rapport du 7 juin, on ne s'est pas fait d'illusion sur l'étundue du résultat possible de l'entrevue. L'initiative prise par la cour et le gouvernement russes montre seulement qu'à Saint-Pétersbourg de récents événements ont laissé l'impression que la triple entente ne fournit pas à la Russie un appui suffisant pour se passer de relations au moins normales avec l'Allemagne.

Agréez, etc.

(s.) *Greindl.*

Nr. LXI. Comte d'Arschot Schoonhoven, Chargé d'Affaires de Belgique à Paris, à M. Davignon, Ministre des Affaires Etrangères.

Paris, le 3 août 1909.

Monsieur le Ministre!

Ainsi qu'il avait été annoncé depuis longtemps, M. le Président de la République s'est rencontré avec l'Empereur de Russie à Cherbourg, le 31 juillet dernier.

Quand on se reporte au temps du 1er voyage du Czar à Paris, de la visite de *Félix Faure* à Pétersbourg, de la venue en France de l'Admiral Avelane, on ne peut que s'étonner du peu de retentissement qu'a eu dans le

pays l'entrevue des deux chefs d'Etat. Les journaux s'en occupent, mais comme de n'importe quel autre événement et il ne reste vraiment plus rien de l'enthousiasme frénétique qui secoua toute la France aux beaux jours de l'alliance russe.

Deux grands facteurs ont amené ce revirement de l'opinion publique: la guerre avec le Japon, qui a montré qu'il ne fallait pas trop compter sur ses amis et les emprunts répétés. M. *Caillaux* me disait cependant tout dernièrement qu'il y avait infiniement moins de fonds russes en France qu'on le supposait généralement.

Le „Temps", dans son No. du 2 courant, a écrit, àpropos de toasts prononcés à Cherbourg et dont vous trouverez sous ce pli le texte officiel, qu'ils étaient „une consécration nouvelle de l'alliance à laquelle les deux Gouvernements et les deux Nations restent fermement attachés" et il ajoutait „notre alliance est aujourd'hui aussi étroite qu'elle était hier".

Cette alliance, on en parle, mais il semble qu'il faille pour en parler quelque chose en réveille le souvenir et qu'on ne se la rappelle que comme une chose agréable, mais sur laquelle on ne compterait plus guère si on venait à en avoir besoin.

Si la presse sérieuse a été assez sobre de commentaires, la presse avancée a, comme d'habitude, publié des articles d'assez mauvais goût. Vous pourrez en juger par ceux que je vous transmets.

Les „socialistes unifiés" ont voulu manifester à Cherbourg, mais la municipalité „socialiste indépendante" a pris des mesures pour qu'aucune salle ne soit mise à leur disposition. Ces mesures ont valu des protestations diverses; on n'a pas non plus manqué d'ergoter au sujet de l'absence de M. *Briand* dans la suite de M. *Fallières*. Le Président du Conseil a, sans doute, été heureux de ne pas devoir suivre le Président de la République, mais ses opinions personelles n'y ont été pour rien et on n'a fait que se conformer à un protocole d'après lequel les Ministres des Affaires Etrangères, de la Guerre et de la Marine sont les seuls à accompagner le chef de l'Etat en pareille circonstance.

Le Czar a quitté Cherbourg hier matin.

Veuillez agréer, etc.

(s.) *Arschot.*

Nr. LXII. Le Baron Greindl, Ministre de Belgique à Berlin, à M. Davignon, Ministre des Affaires Etrangères.

Berlin, le 7 novembre 1910.

Monsieur le Ministre!

Vous aurez remarqué les articles inspirés par lesquels la „Norddeutsche Allgemeine Zeitung" a fait connaître au public, que la récente visite rendue par l'Empereur de Russie à l'Empereur d'Allemagne à Potsdam, est plus qu'une simple démarche de courtoisie. La Rossijä, organe du ministère des

affaires étrangères russes, écrivait en même temps que l'entrevue des deux souverains avait une haute portées politique. Le „Fremdenblatt de Vienne“ s'exprimait dans le même sens. Les deux premiers de ces journaux officieux disaient qu'il ne s'agissait nullement d'introduire dans le système politique de l'Europe des innovations que ne sont désirées ni en Allemagne ni en Russie. Tous les trois étaient d'accord pour exprimer l'espoir que l'échange de vues entre les souverains et leurs ministres aiderait à dissiper les malentendus qui surgissent forcément entre des Etats limitrophes qui ont des intérêts parallèles, mais conciliables et dont les rivalités sont sans influence sur la politique générale. Plus encore que par les commentaires officieux, le caractère de la visite du Czar a été marqué par le fait que Sa Majesté avait appelé en Hesse son nouveau ministre des affaires étrangères M. *Sasonow* et s'était fait accompagner par lui pendant son court séjour à Potsdam. M. *Sasonow* a été reçu par l'Empereur et par le Chancelier ainsi que par M. *de Kiderlen-Wächter*. Les sujets de conversation n'ont pas dû manquer. Ce qui se passe en Perse et en extrême Orient est de nature à éveiller en Allemagne la crainte que les événements dont le côté politique pourrait laisser l'Empire indifférent, n'aient pour conséquence de fermer ces contrées au commerce allemand. En Russie le projet de chemin de fer allemand en Mésopotamie a toujours été vu de mauvais oeil, quoique l'Allemagne ait pour principe de ne pas se mêler des questions politiques de la péninsule des Balkans, il est impossible qu'on ne se préoccupe pas à Berlin comme à St. Pétersbourg de la turbulence de la Grèce, de l'impossibilité où sont les puissances protectrices de trouver la solution de la question crétoise, des troubles de la Macédoine et des ambitions du Czar des Bulgares; mais tous ces problèmes sont bien compliqués et il n'est pas à penser qu'on soit parvenu à les résoudre dans le court espace de deux journées dont la plus grande partie a été absorbée par des cérémonies officielles et des banquets. C'est à peine le nécessaire pour échanger des assurances de bonne volonté forcément conçues en termes vagues et d'une portée pratique douteuse. Ce qui est plus important que les conversations entre les hommes d'Etat, c'est que la visite a eu lieu.

Pendant les trois premiers quarts du 19e siècle l'union de la Russie et de la Prusse était un facteur constant et assuré de la politique européenne. Elle était basée non seulement sur les intérêts communs des deux nations, mais aussi sur l'amitié étroite des deux familles régnantes cimentée par les liens de parenté. Il en était surtout ainsi du temps de l'Empereur *Nicolas Ier*. La première atteinte a été portée à ces relations par le congrès de Berlin où le Prince *de Bismarck* a essayé de rapprocher la Russie et l'Angleterre et où il a eu le sort généralement réservé aux conciliateurs, c'est à dire qu'il a été accusé par chacun des deux adversaires de partialité en faveur de l'autre. Le peuple russe, se croyant frustré par la faute d'Allemagne du fruit de ses victoires, a conçu pour sa voisine de l'Ouest une haine encore avivée par l'envie qu'a suscité le rapide développement de la puissance

allemande. Dans l'union entre la Russie et la Prusse celle-ci jouait un rôle quelque peu subordonné. On a été froissé à St. Pétersbourg et sourtout à Moscou, lorsque Berlin est devenu le centre principale de la politique européenne. Les étapes du refroidissement progressif des relations entre les deux pays ont été marqués par l'alliance de la Russie avec la France, par l'établissement de la triple entente et en dernier lieu par l'intervention de l'Allemagne dans l'affaire de l'annexion de la Bosnie. On se défend ici d'avoir exercé une pression sur la Russie. C'est jouer sur les mots. Sans la declaration du Prince *de Bülow* au sujet de la solidarité de l'Allemagne et de l'Autriche-Hongrie et sans l'avertissement donné par le Comte *de Pourtalès* à St. Pétersbourg, la Russie n'aurait pas brusquement mis fin à l'agitation qu'elle entretenait dans les petits états slaves et surtout à Belgrade contre l'Autriche Hongrie. La solution de la question de la Bosnie a été à la fois pour la Russie une humiliation et une déception. Elle a dû laisser entamer son prestige en retirant sur une injonction de l'étranger la protection qu'elle accordait aux convoitises serbes. L'expérience lui a montré l'inefficacité de la coalition formée par le feu Roi d'Angleterre, la première fois qu'elle a été mise à l'épreuve.

Si l'antipathie des peuples russe et allemand n'a pas eu de conséquences plus graves, c'est parce que les rapports entre les souverains quoique altérés, ont toujours été meilleurs qu'entre les nations et même entre les deux gouvernements. Il semble qu'il en coûtait aux deux maisons régnantes de rompre avec une tradition séculaire et la démarche de l'Empereur *Nicolaus* paraît indiquer qu'il veut la reprendre. C'est lui qui a exprimé le désir d'une entrevue avec l'Empereur d'Allemagne accueilli au début avec assez peu d'empressement à Berlin. Le moment choisi a été aussi celui où le terrain était déblayé par la retraite de M. *Iswolski*. L'inimitié personnelle de l'ancien ministre des affaires étrangères russes et du Comte *de Aerenthal* a été l'un des principaux obstacles qu'il a fallu surmonter pour arriver à une solution pacifique de la question bosniaque. J'ai lieu de croire aussi M. *Iswolski* n'inspirait à Berlin qu'une confiance très médiocre. M. *Sasonow* a produit au contraire sur l'Empereur, le Chancelier et le secrétaire d'état des affaires étrangères, une très bonne impression.

La visite à Potsdam est donc un événement dont il faut se féliciter comme de nature à améliorer les relations entre les deux Empires et peut-être aussi par contrecoup entre Vienne et St. Pétersbourg, mais c'est une exagération que de lui attribuer, comme l'a fait „la Rossija", une haute portée politique. Les groupements des grandes puissances européennes resteront ce qu'ils étaient auparavant, et les sentiments du peuple russe pour l'Allemagne n'en deviendront pas plus cordiaux. Le langage des journaux russes le démontre déjà.

Agréez, etc.

(s.) *Greindl.*

Nr. LXIII. Le Baron Greindl, Ministre de Belgique à Berlin, à M. Davignon, Ministre des Affaires Etrangères.

Berlin, le 3. mars 1911.

Monsieur le Ministre!

Comme il fallait s'y attendre on a d'autant plus mal accueilli la nomination de M. *Delcassé* au ministère de la marine que le portefeuille de la guerre a été confié à M. *Berteaux* dans le nouveau cabinet péniblement formé par M. *Monis*. Le gouvernement Impérial ne fera vraisemblablement pas connaître, au moins publiquement, son impression afin d'éviter toute apparence d'intervention dans les affaires intérieures de la France; mais elle ne diffère evidemment pas de celle des journaux. Ainsi que je l'ai écrit à M. le Baron *de Favereau*, M. le Baron *de Richthofen* m'avait dit au moment de la retraite de M. *Delcassé* en 1905 que l'ancien ministre des affaires étrangères français avait depuis des années affecté de traiter l'Allemagne en quantité négligeable. On considérait ici la longue administration de M. *Delcassé* comme ayant créé une situation très grave. Ce n'était pas sans raison, puisque la première fois que M. *Delcassé* a pris la parole après sa chute, il l'a fait pour se vanter d'avoir organisé une ligue aggressive contre l'Allemagne.

On ne prend pas toutefois très tragique le retour au pouvoir de M. *Delcassé*. Ce n'est plus le ministère des affaires étrangères qui lui est confié. Il n'a plus à côté de lui le Roi *Edouard VII*. dont il se croyait le collaborateur et dont il était l'instrument. L'entrevue de Potsdam a diminué la confiance des Français dans l'alliance russe, parce qu'à Paris et à Londres on persiste à lui attribuer une portée qu'elle n'a pas. Enfin le ministère *Monis* a été si mal accueilli en France même qu'il n'aura probablement qu'une durée éphémère.

Il faut ajouter qu'aucun changement de personnes ne peut amener de modification sérieuse dans les relations entre l'Allemagne et la France. Elles resteront pour bien longtemps encore quant au fond, ce que commandent les sentiments des deux peuples. Il ne peut y avoir de différence que dans la forme courtoise ou brutale. M. *Pichon* ne s'est jamais départi d'une correction parfaite envers l'Allemagne. Les paroles que m'a adressés l'Empereur le 1er février et que je vous ai transmises par mon rapport du lendemain montrent suffisamment ce que l'on pensait ici des véritables sentiments de l'ancien ministre des affaires étrangères français.

S'il n'y a pas lieu de s'alarmer outre mesure de la composition du nouveau ministère français, ce serait cependant tomber dans une exagération en sens contraire que de lui dénier toute signification au point de vue de la politique extèrieure.

M. *Delcassé* n'a pas à s'en occuper officiellement d'une manière directe, mais il est trop ambitieux et trop remuant pour ne pas s'efforcer d'inculquer ses idées à ses collègues. Il semble même avoir été invité à le faire; puisque

d'après l'Agence Havas, il aurait été prié par M. *Monis* de s'entendre avec M. *Berteaux* sur le choix des autres membres du ministère.

L'opinion en France pàrait aussi pousser à une politique extérieure plus active. M. *Pichon* qui a sans contredit remporté de réels succès, était encore fort poulaire il y a peu de temps. Il a cessé de l'être. On qui sait mauvais gré du résultat de l'entrevue de Potsdam qu'il n'avait pas le moyen d'empêcher et qui d'ailleurs ne devrait pas inquiéter si, comme on le prétend, la triple entente n'avait en vue que le maintien de la paix. Puisque rien n'a été changé au groupement des grandes puissances, on devrait se féliciter d'un rapprochement qui améliore les relations de l'Allemagne et de la Russie; mais à Paris et à Londres on les veut mauvaises.

Tout récemment le président du sénat français en remettant à M. *d'Estournelles de Constant* le prix de la paix a devant un nombreux public et dans cette circonstance solennelle, parlé plus ouvertement de la revanche qu'on ne l'avait fait depuis des années.

La presse française a chaudement applaudi à l'action entamée dans l'affaire des fortifications de Flessingue. Ce que l'on reproche à M. *Pichon* n'est pas de s'être lancé assez étourdiment dans cette aventure, mais d'y avoir échoué.

Les journaux français découvrent tous les jours quelque raison d'imputer un grief à l'Allemagne. C'est accoutumé; mais récemment le mouvement a redoublé d'intensité.

On dirait que c'est pour tenir compte de cet état de l'opinion que M. *Delcassé* a été appelé au ministère. On ne lui a pas confié les affaires étrangères. C'eut été une provocation, mais on a fait ce que l'on a pu sans casser les vitres.

Je me demande sie en France on ne spécule pas sur les embarras intérieurs de l'Allemagne. Ils sont malheureusement encore tels que je les ai dépeints par mon rapport du 1er octobre dernier Pi No. 2828/1492. Les partis sont mal dirigés et séparés non par des divergences d'opinion mais par la rancune et la haine. Le gouvernement est sans influence sur le Reichstag qui encore tout récemment lui a infligé un échec retentissant dans l'affaire de la constitution de l'Alsace-Lorraine; mais ce serait une dangereuse illusion que d'en croire l'empire affaibli à l'extérieur. Nous avons eu la preuve du contraire par la facilité avec laquelle le nouveau quinquennat militaire et le budget de la marine ont été votés. Le Reichstag divisé sur tout, les a adoptés presque sans discussion, à l'unanimité, moins les voix des socialistes; même ceux-ci sont obligés de mitiger leur opposition en déclarant qu'en cas de guerre ils feraient leur devoir comme les autres Allemands. Pourtant les impôts sont des plus lourds et c'est une charge écrasante pour l'Allemagne que d'entretenir à la fois une armée de terre et une flotte de premier ordre.

Ce fait n'a pas été assez remarqué à l'étranger. On en devrait tirer la leçon qu'en cas de péril extérieur, les choses se passeraient comme en 1870. La discorde était alors pire qu'aujourd'hui. Elle a disparu comme si elle n'avait jamais existé, le jour de déclaration de la guerre.

Agréez, etc.

(s.) *Greindl.*

Nr. LXIV. Le Baron Guillaume, Ministre de Belgique à Paris, à M. Davignon, Ministre des Affaires Etrangères.

Paris, le 4 mars 1911.

Mousieur le Ministre!

Vous aurez remarqué l'accueil que la presse allemande fait au nouveau ministère français et l'insistance avec laquelle elle soutient que la personnalité de M. *Delcassé* est trop accentuée pour ne pas dominer la combinaison ministérielle dans laquelle il a consenti à entrer. On fait volontiers abstraction de M. *Cruppi;* c'est M. *Delcassé* qui présidera à la politique extérieure de la République, et l'on n'oublie pas dans quelles conditions il a dû renoncer naguère à son portefeuille.

Il faudra faire preuve ici d'une grande prudence vis-à-vis de l'Allemagne, à laquelle je ne prête certes aucun projet belliqueux ni aucune arrière pensée guerrière, mais qui va certainement se tenir politiquement sur la défensive.

L'incident de la Légion-Etrangère, dont vous aurez certes suivi les développements, dans la presse des deux pays, doit être surveillé. Le Ministre de la guerre de l'Empire s'est exprimé de façon assez nette sur ce corps de mercenaires; des journaux allemands ont notablement accentué les reproches faits au recrutement et au traitement des légionnaires, et la presse française s'en est émue; depuis quelques jours son langage est devenu plus acerbe; le chauvinisme s'en mêle, on interview des autorités militaires et d'anciens Chefs de la Légion, et la note que vient de publier la „Gazette de Cologne“ n'est guèrre faite pour calmer l'émotion produite.

Je ne pense pas que cette émotion s'étende bien profondément en France et que l'opinion puplique dans la véritable acception du mot, soit touchée; mais la presse fait du chauvinisme et peut prononcer des paroles malheureuses qui aggraveraient la situation.

Il est à espérer qu'il n'en sera rien, mais il n'est pas douteux que la question est susceptible de s'envenimer, et que, si elle l'entend ainsi, l'Allemagne peut entretenir cette affaire dans un état de mi-acuité pour le jour où elle voudrait trouver une cause de brouille.

Il me revient d'ailleurs, que l'on ne cesse de faire en Allemagne, le long de la frontière française, une véritable propagande pour amener dans l'armée Impériale des désertions au profit de la Légion-Etrangère francaise.

Je suis, etc.

(s.) *Guillaume.*

Nr. LXV. Le Baron Greindl, Ministre de Belgique à Berlin, à M. Davignon, Ministre des Affaires Etrangères.

Berlin, le 20 mars 1911.

Monsieur le Ministre!

Le discours sur la politique extérieure prononcé, il y a huit jours par Sir *Edward Grey*, à l'occasion de la discussion du budget de la marine, a provoqué de nombreux commentaires dans la presse anglaise et dans celle de tous les pays, à l'exception de l'Allemagne. La „Norddeutsche Allgemeine Zeitung" a témoigné la satisfaction du gouvernement Impérial. De la part de l'organe hautement officieux, c'était obligé. Le silence eut été à bon droit considéré à Londres comme une injure; mais les autres journaux se sont bornés à reproduire le résumé du discours transmis par les agences télégraphiques ou n'y ont ajouté que de courtes réflexions insignifiantes. C'est ici cependant que les paroles du secrétaire d'Etat britannique auraient dû causer le plus de sensation et produire la plus agréable impression, si l'on avait la confiance qu'elles expriment bien toute la pensée du gouvernement anglais. Elles marqueraient un revirement notable de la politique inaugurée naguère par le cabinet unioniste et dont ses successeurs libéraux ont continué la tradition. L'évolution n'impliquerait pas un dérangement du groupement actuel des grandes puissances; mais elle signifierait que l'Angleterre ne veut plus conserver à la triple entente le caractère agressif que lui avait imprimé son créateur le Roi *Edouard VII*. A voir l'indifférence du public allemand, on dirait qu'il est blasé par les innombrables entrevues et échanges de démonstrations courtoises qui n'ont jamais produit aucun résultat positif et qu'il veuille se mettre en garde contre de nouvelles déceptions. Cette méfiance se comprend, puisque tout récemment encore, le gouvernement anglais prenait part à l'intrigue de Flessingue. Nous en avons eu la preuve, par la démarche qu'a faite auprès de vous, Sir *A. Hardinge* pour essayer de nous y entraîner.

Toutefois on peut se demander, si le scepticisme n'est pas dans le cas présent quelque peu exagéré.

Le rapprochement avec la Russie et l'Angleterre faisait partie du programme politique tracé par M. *de Kiderlen-Waechter*, lorsqu'il a accepté la direction du département Impérial des affaires étrangères. La première partie de ce plan a été exécuté par l'entrevue de Potsdam. Les pourparlers entre Berlin et St. Pétersbourg sont interrompus dupuis que M. *Sasonow* est malade; mais auparavant, il y a eu un échange d'idées très actif entre les deux cabinets. Aucun résultat positif n'a encore été obtenu, et peut-être n'arrivera-t-on pas à grand'chose de concret; mais les relations des deux pays sont redevenues normales. Elles n'ont plus le caractère de réserve hargneuse qu'elles avaient pris depuis l'affaire de l'annexion de la Bosnie.

Les circonstances se prêtent à la réalisation du programme du secrétaire d'Etat des affaires étrangères. Il y a six semaines environ, le Roi d'Angleterre a écrit à l'Empereur d'Allemagne pour l'inviter à assister à

l'inauguration de la statue de la Reine *Victoria*. C'est la première lettre que le Roi *George V.* adressait à Sa Majesté depuis qu'il est monté sur le trône. Elle était conçue en termes particulièrement cordiaux qui ont produit ici la plus agréable impression. Vous vous souviendrez sans doute, Monsieur le Ministre, de ce qu'a dit, quelques jours après, le chancelier de l'empire dans son discours au Reichstag sur les affaires étrangères au sujet de sa confiance dans la loyauté de la politique anglaise envers l'Allemagne. On peut considérer l'attitude de M. *de Bethmann Hollweg* comme la conséquence du message du Roi d'Angleterre.

Le discours de Sir *Edward Grey* ne s'est pas borné à de vaines paroles comme dans des occasions antérieures. Il a été accompagné, ou plutôt précédé, d'un acte. Pendant des années la presse anglaise a émis l'arrogante prétention de contrôler et même d'interdire l'achèvement du chemin de fer de Bagdad; c'est-à-dire d'avoir la haute main sur une entreprise qui ne concerne que la Turquie, la compagnie concessionaire et indirectement le gouvernement allemand, qui a appuyé celle-ci. Sir *Edward Grey* a replacé la question sur le terrain du droit, en reconnaissant que l'Angleterre n'a aucun titre l'autorisant à intervenir dans une affaire intérieure ottomane et en annonçant qu'elle se bornerait à garantir ses intérêts par les moyens légaux dont elle dispose. C'est une base sur laquelle on peut s'entendre. Personne ne niera l'existence de ces interêts anglais et ne songera à faire au gouvernement britannique un grief de les défendre.

Enfin le moment est propice pour une tentative d'amélioration des relations entre l'Allemagne et l'Angleterre. Il n'y a maintenant à l'ordre du jour aucune question irritante de nature á l'entraver.

Je dois vous prier de noter, Monsieur le Ministre, que le présent rapport ne signifie pas que je considère comme déjà acquis ou imminent un rapprochement entre l'Angleterre et l'Allemagne que j'appelle de tous mes voeux, parce qu'il constituerait une sensible augmentation de sécurité pour la Belgique. Tout ce que je veux dire est qu'à mon avis les journaux allemands n'ont pas prêté une attention assez sérieuse au discours de Sir *Edward Grey* et qu'il faut attendre les événements pour asseoir un jugement sur sa véritable portée. Le dépit manifesté par le journal „Le Temps“ démontre qu'à Paris l'opinion publique lui en attache beaucoup plus qu'on ne l'a fait à Berlin. A la manière dont s'exprime le journal français, on dirait qu'il ne considère plus la triple entente que comme une formule vide de sens.

Agréez, etc. (s.) *Greindl.*

Nr. LXVI. Le Baron Greindl, Ministre de Belgique à Berlin, à M. Davignon, Ministre des Affaires Etrangères.

Berlin, le 21 avril 1911.

Monsieur le Ministre!

Il y a quelques jours déjà la presse française a mis en circulation un bruit d'après lequel la France serait assurée de ne pas être entravée par

l'Allemagne dans les mesures qu'il serait nécessaire de prendre pour dénouer la crise actuelle au Maroc. On se livrait à des conjectures sur les compensations qui auraient été ou pourraient être accordées au Gouvernement Imperial en écharge de la liberté d'action laissée au Gouvernement Français. On est encore bien éloigné d'un pareil résultat. La vérité est que l'ambassadeur de France à Berlin à eu, depuis que la situation du Sultan *Moulai Hafith* est devenue critique, plusieurs entretiens avec le secrétaire d'Etat des affaires étrangères; qu'il est allé à Paris pour rendre compte des démarches et qu'il les a continuées depuis son retour à Berlin. M. *Cambon* a parlé de l'obligation où pourrait se trouver la France d'agir par les armes pour secourier le Sultan. Avant-hier encore il a rappelé au chancelier les sanglants reproches adressés à M. *Gladstone* pour avoir laissé massacrer *Gordon pacha* et les autres européens assiégés par le Mahdi à Khartoum sans essayer de leur venir en aide. Du côté allemand on a attiré l'attention de l'ambassadeur de France sur la nécessité où se trouve le Gouvernement Impérial de tenir compte de l'opinion publique en Allemagne.

Tout est donc encore dans un état d'incertitude dont l'ambassadeur de France est visiblement inquiet et qui explique les lenteurs et les tergiversations du gouvernement français, ainsi que les appréciations contradictoires qui se succèdent dans les journaux de Paris: On nous dit un jour que le Sultan *Moulai Hafith* est à bout de ressources; le lendemain on affirme que sa situation s'est amélioré, quoiqu'aucun changement notable se soit produit.

Je ne crois pas qu'il y ait ici le moindre désir de jouer un rôle actif dans l'affaire marocaine. On doit avoir perdu depuis longtemps, si l'on en a jamais entretenu, toute illusion sur la valeur de l'acte d'Algésiras que la France a signé avec la ferme intention de ne l'observer jamais. Elle n'a pas cessé un instant de poursuivre ses plans d'annexion soit en saisissant des prétextes pour des occupations provisoires destinées à durer pendant l'éternité soit en extorquant des concessions plaçant le sultan sous la dépendance de la France en l'abaissant propressivement au niveau du Bey du Tunis. En s'engageant par l'arrangement du 9 février 1909 à ne pas entraver les intérêts politiques de la France au Maroc, le Gouvernement Impérial savait à n'en pouvoir douter que le Gouvernement Français interprêterait cette clause comme un encouragement à persévérer dans la même voie et regarderait la promesse de respecter l'indépendance du Maroc comme lettre morte. Reculer serait maintenant pour la France une cruelle humiliation.

L'Allemagne n'a nulle raison de la lui infliger et ne pourrait d'ailleurs pas, après huit ans de tolérance changer d'attitude sans être déterminée à aller jusqu'à la guerre. C'est démesurément plus que le Maroc ne vaut.

Enfin il ne peut pas déplaire à Berlin que la France soit engagée dans une entreprise coloniale qui pour bien longtemps l'obligera à immobiliser des forces de plus en plus considérables en Afrique et qui détourne ses regards des provinces perdues. C'était la politique du Prince *de Bismarck*. On s'en est écarté il y a huit ans, parce qu'il s'agissait de prouver au Roi

d'Angleterre et à M. *Delcassé* que l'Allemagne ne se laisserait pas traiter en quantité négligeable, mais il n'y a plus maintenant de raison de n'y pas revenir. Mais il ne dépend pas uniquement du Gouvernement Impérial de pratiquer l'abstention. Il faut qu'on l'y aide de l'extérieur. Il est parfaitement exact que l'opinion publique est émue. Comme j'ai eu l'honneur de vous l'écrire par mon rapport de 11 février 1909 l'arrangement du 9 février a été critiqué par tous les journaux allemands qui n'ont pas d'attaches officieuses. Depuis on a plus d'une fois reproché au Gouvernement Impérial trop de condescendance envers la France dans l'affaire marocaine. On a remarqué dans le discours programme de M. *Cruppi* au Sénat le passage où le Ministre français se targue comme ses prédécesseurs d'un mandat européen que personne n'a jamais songé à lui conférer. Les promesses de la France n'inspirent plus de confiance. On ne peut pas oublier que le langage de M. *Pichon* toujours correct était invariablement en désaccord avec les actes. Pourquoi M. *Cruppi* serait-il plus sincère que son prédécesseur? On fait remarquer que toutes les difficultés marocaines ont été suscitées par la politique envahissante de la France. Les journaux s'obstinent encore à ne pas voir que les stipulations d'Algésiras n'ont été qu'un leurre et ont la naiveté d'en réclamer l'exécution.

Si le Gouvernement Français a vraiment à coeur d'écarter les chances d'un conflit, c'est à lui qu'il appartient maintenant de se conduire avec assez le prudence et de feinte modération pour ne pas forcer l'Allemagne à sortir de l'inaction.

Agréez, etc. (s.) *Greindl.*

Nr. LXVII. Le Baron Guillaume, Ministre de Belgique à Paris, à M. Davignon, Ministre des Affaires Etrangères.

Paris, le 29 avril 1911.

Monsieur le Ministre!

Les agences télégraphiques vous mettent au courant, plus vite que je ne pourrais le faire, des divers incidents qui mettent aujourd'hui le Maroc au premier plan des préoccupations du Gouvernement de la République. Tout en faisant la part du caractère national qui porte toujours les Français à exagérer l'importance des faits qui les touchent et des actes auxquels ils contribuent, il n'est pas contestable que la situation est très embrouillée aujourd'hui dans les régions Marocaines; que les tribus rivalisent d'incohérence et de trahison et que la charge est lourde pour la puissance qui a accepté — qui s'est attribuée — la mission de rétablir l'ordre au Maroc.

Jusqu'ici rien ne fait craindre encore que l'expédition française puisse altérer la politique internationale. L'Allegmagne observe avec calme ce qui se passe; se félicite peut-être des difficultés qui pésent sur les épaules du Gouvernement de la République et ne demande pas mieux que de ne pas se mêler de cette affaire aussi longtemps que ses intérêts économiques ne l'y forceront pas.

L'Angleterre, qui a poussé la France dans le bourbier Marocain, considère son oeuvre avec complaisance. Reste l'Espagne peu satisfaite naturellement du développement que la France donne à son action; elle souffre de devoir reconnaître que ses moyens ne sont pas à la hauteur de ses ambitions et de devoir faire bonne mine à mauvais jeu.

L'article du „Temps“, de ce jour, sur lequel j'ose attirer votre attention, établit assez justement — avec une légère dose optimisme — la position respective de la France et de l'Espagne au Maroc. J'ai lieu de croire qu'il exprime à peu près ce que l'on pense au Quai d'Orsay et certainement ce que l'on y désire.

Je suis, etc. (s.) *Guillaume.*

Nr. LXVIII. Le Baron Greindl, Ministre de Belgique à Berlin, à M. Davignon, Ministre des Affaires Etrangères.

Berlin, le 1 mai 1911.

Monsieur le Ministre!

Depuis que la crise marocaine a repassé à l'état aigu, la presse officieuse allemande s'était bornée a reproduire les informations apportées par les agences télégraphiques en s'abstenant de tout commentaire. Elle a rompu le silence hier matin par l'article inséré en tête de la „Norddeutsche Allgemeine Zeitung“ dont la traduction suit:

„Pendant toute la semaine dernière il s'est manifesté de plus en plus combien le gouvernement français se préoccupe de prendre des mesures de protection pour les officiers français se trouvant à Fez ou dans les environs. Un danger pour les colonies européennes n'est d'après les nouvelles parvenues à Berlin heureusement pas à craindre pour le moment. On ne peut pas blamer la France de penser à tous les moyens qui lui paraissent propres à protéger la vie de ses officiers. C'est naturellement au jugement de la France qu'il faut laisser le choix des moyens qui lui paraissent appropriés, puisque c'est elle qui porte la responsabilité des suites des moyens employés. D'après les assurances concluantes du Gouvernement français il a seulement l'intention, de prendre les mesures nécessaires pour la sécurité de ses nationaux; en particulier il ne se propose pas de porter atteinte à l'intégrité du Maroc et à la souveraineté du Sultan. L'occupation de Fez n'entre pas non plus dans ses intentions. Il est à espérer que les événements permettront au gouvernement français d'observer son programme. Le dépasser ne serait pas d'accord avec l'acte d'Algésiras, parce qu'une partie essentielle de cet acte, est un souverain marocain indépendant. Une violation de dispositions essentielles de l'acte d'Algésiras, même si elle se produisait sous la pression de circonstances extérieures de force majeure et contre la volonté de la puissance agissante, rendrait à toutes les autres puissances leur liberté d'action et pourrait ainsi conduire à des conséquences qu'il n'est pas possible de prévoir pour le moment, mais nous ne pouvons que répéter qu'en présence de l'attitude circonspecte observée jusqu'à présent par le Gouvernement français il n'y a

pas de raison de présager un développement d'une aussi longue portée des conjonctures actuelles."

Cet article officieux confirme ce que j'ai eu l'honneur de vous écrire par mon rapport du 21 avril dernier. Il en ressort que le Gouvernement Impérial croit fort exagérées dans un but facile à deviner les nouvelles alarmantes répandues par la presse de Paris au sujet de la situation au Maroc qui ne concordent pas avec les informations reçues directement à Berlin. Ce scepticisme se comprend d'autant mieux qu'il est partagé par les journaux anglais assurément pas suspects de malveillance pour la France et de tendresse pour l'Allemagne.

Néanmoins le Gouvernement Impérial allemand n'a nul désir de se créer des embarras extérieurs en entravant l'action militaire de la France au Maroc et pour se dispenser d'intervenir il feint d'ajouter foi aux assurances données par le gouvernement français relativement au caractère transitoire de l'occupation de territoires marocains. Il n'a pourtant aucune raison de croire que M. *Cruppi* soit plus sincère que ne l'était M. *Pichon* et sa confiance doit être d'autant moindre que M. *Delcassé* fait partie du ministère français.

La fin de l'article officieux est destinée à donner satisfaction à l'opinion publique allemande dont l'émotion est réelle et qui depuis longtemps reproche au Gouvernement Impérial de fermer les yeux sur l'inobservation méthodique des engagements pris par l'acte d'Algésiras et par l'arrangement du 9 février 1909. Quelle est la portée de l'avertissement officieux à l'adresse de Paris? M. *de Kiderlen Wächter* beaucoup plus énergique que ses prédécesseurs veut-il faire comprendre qu'il ne tolérera plus de nouveaux empiètements français? Ou bien se propose-t-il seulement de gagner du temps tout en évitant de heurter le sentiment populaire?

Je penche pour la dernière hypothèse. Comme le fait très justement remarquer mon collègue à Tanger par son rapport du 15 avril dernier, la France s'est déjà emparée des douanes, des travaux publics, du service de l'emprunt marocain, des télégraphes; elle détient à l'Est et à l'Ouest des territoires marocains importants. Elle a forcé le Sultan à contracter envers la France des dettes dont il est incapable de payer les intérêts. Le nombre des instructeurs français est tellement disproportionné à l'effectif de la minuscule armée régulière marocaine qu'ils en sont les véritables maîtres. La politique extérieure du Maroc est dictée de Paris. Que reste-t-il à sauver? Pour rendre au Sultan la position d'un souverain indépendant il faudrait une guerre. C'est démesurément plus que le Maroc ne vaut.

L'Ambassadeur d'Espagne à Berlin s'agite beaucoup et multiplie les démarches au sujet du Maroc; mais ne dit rien à ses collègues du but qu'il se propose d'atteindre. On s'aperçoit sans doute à Madrid qu'en 1904 l'Espagne a été dupée par la France et l'Angleterre et l'on cherche un appui à Berlin. Il est très improbable qu'on le trouve. L'Allemagne qui veut éviter d'agir pour ses propres intérêts n'a pas de raison de se compromettre pour ceux de l'Espagne dont l'attitude à Algésiras n'a pas été de nature à lui inspirer de reconnaissance.

Malgré les dispositions manifestées par l'article officieux, la situation reste délicate. Une maladresse quelconque peut obliger l'Allemagne à sortir de l'inaction. Beaucoup dépend aussi de la presse. Des journaux français montrent beaucoup trop ouvertement qu'il s'agit de faire du Maroc une seconde Tunisie. L'attitude des journaux allemands est en général très réservée, mais ceux qui sont inspirés par les pangermanistes, émettent des prétentions des plus génantes pour la politique Impériale.

Agréez, etc. (s.) *Greindl.*

Nr. LXIX. Le Comte de Lalaing, Ministre de Belgique à Londres, à M. Davignon, Ministre des Affaires Etrangères.

Londres, le 9 mai 1911.

Monsieur le Ministre!

Si l'on suit à Londres avec intérêt les développements de la campagne française au Maroc, c'est que l'opinion n'est pas sans redouter ses effets possibles sur la politique européenne. On semble appréhender de voir la France poser quelqu'acte imprudent qui donnerait prise à une réclamation d'Allemagne.

Bien entendu, on est loin de croire que le Gouvernement Impérial veuille la guerre; on est persuadé que l'Empereur ne la désire pas, mais on se demande si le Cabinet de Berlin ne serait pas tenté, dans certaines éventualités, de s'affirmer par quelque réclamation, et de donner ainsi une preuve éclatante de sa puissance qui serait humiliante pour le Gouvernement de la République, et désagréable pour l'Angleterre et la Russie. Le Gouvernement Allemand, en affichant sa prépondérance dans les conseils de l'Europe, justifierait ainsi vis-à-vis des partis de l'opposition parlementaire allemande, l'utilité du maintien de ses énormes forces militaires et navales, dont le coût lui est constamment reproché au Reichstag.

Une occupation de Fez, qui revêtirait par exemple un aspect trop définitif, ou un manquement à l'esprit, si pas à la lettre des engagements pris à Algésiras, pourrait fournir à Berlin une occasion d'intervenir.

L'Ambassadeur de France à Londres a constamment de longs entretiens au Foreign Office où il s'efforcerait plus particulièrement d'insister sur les droits prépondérants de la France au Maroc, à côté desquels ceux de l'Espagne seraient insignifiants.

Certains organes chauvins de la presse Londonniene déclarent que la Grande Bretagne devrait soutenir énergiquement le Cabinet français, si le Gouvernement Impérial faisait mine d'exercer une pression. Cette attitude ne semble pas devoir être celle qu'adopterait un Gouvernement aussi pacifique que celui de M. *Asquith.*

Interpellé tout récemment à la Chambre sur l'action française au Maroc, Sir *Ed. Grey* s'est borné à dire que la décision du Gouvernement de la République quant à l'envoi de troupes à Fez avait été notifiée au Gouverne-

ment anglais par une simple communication verbale, que la méhalla avait été envoyée à Fez à la demande expresse du sultan, et que pour ce qui en était du droit d'intervention de la France, il renvoyait les orateurs à l'acte d'Algésiras et à l'arrangement Anglo-français de 1904.

Veuillez agréer, etc.

(s.) Cte. *de Lalaing.*

Nr. LXX. Le Baron Greindl, Ministre de Belgique à Berlin, à M. Davignon, Ministre des Affaires Etrangères.

Berlin, le 10 mai 1911.

Monsieur le Ministre!

Vous aurez lu dans certains journaux la nouvelle mise en circulation par une agence d'informations de création récente d'après laquelle le gouvernement Impérial allemand aurait décidé d'envoyer trois croiseurs dans les eaux marocaines. Vous aurez vu aussi le démenti hautement officiéux de la „Norddeutsche Allgemeine Zeitung“ disant qu'il s'agit d'une „malhonnêteté dangereuse, tout homme capable de concevoir quelque peu une idée politique doit se dire à lui-même quelle responsabilité il prend en lançant des nouvelles à sensation de pure invention dans une question aussi grave que celle du Maroc“.

Il y a un contraste frappant entre le ton de ce communiqué et de celui que j'ai eu l'honneur de vous transmettre par mon rapport du 1 mai où il était dit in fine que la circonspection dont faisait preuve le gouvernement français, permettait de croire que la question marocaine ne prendrait pas un développement obligeant l'Allemagne à considérer le traité d'Algésiras comme n'existant plus et à reprendre sa liberté d'action.

La situation ne s'est en effet pas ameliorée depuis dix jours, tout au contraire. Il y a contradiction entre les renseignements de source française dépeignant le péril comme n'ayant pas diminué et ceux de source allemande qui en nient l'existence. Quoique la ville de Fez ne soit plus cernée et que les officiers français en puissent sortir quand il leur plaira, les préparatifs militaires continuent; ne pouvant plus les motiver par l'obligation morale de sauver la vie de compatriotes, on s'est mis à les expliquer par la nécessité de raffermir l'autorité du Sultan. Une partie des journaux français pousse à l'occupation de la capitale marocaine. On dirait que le gouvernement français n'ose pas s'affranchir de leur tutelle et esquive toute déclaration publique et précise sur ses intentions définitives.

Le gouvernement allemand ne paraît pas néanmoins enclin à changer de tactique. Il attend les événements pour sortir de son attitude expectative.

Je sais de source indirecte, mais très sûre que l'ambassadeur de France à Berlin est inquiet de cette réserve. Il s'irrite de ce qu'on n'ajoute pas ici une foi absolue aux déclarations de loyauté et de désintéressement qu'il est chargé de donner au nom du gouvernement français. Il se plaint de ce que ses nombreuses démarches à Wilhelmstraße n'aboutissent á aucun résultat positif.

S'attendait-il à obtenir une sorte de blanc seing pour l'action française au maroc? Si à Paris on a conçu de pareilles espérances, il faut qu'on ait complètement perdu de vue les origines de la question. Elle a débuté par les arrangements conclus en 1904 entre l'Angleterre, la France et l'Espagne, sans qu'on ait pris la peine de consulter ni même d'avertir les autres puissances intéressées. Jusqu'au moment ou l'Allemagne a produit ses objections, on disait ouvertement que le Maroc deviendrait une seconde Tunisie. A côté de l'arrangement public la France signait avec l'Espagne un traité secret (secret bien mal gardé) pour le partage de l'Empire chérifien. L'acte d'Algésiras n'a rien changé aux projets français. Il a seulement obligé à réaliser lentement et pas à pas, ce que l'on comptait accomplir d'un seul coup comme le traité du Bardo a été extorqué du Bey de Tunis. Depuis l'oeuvre de l'envahissement progressif du Maroc n'a pas cessé d'être méthodiquement poursuivie. Peu à peu les Français s'y sont emparés de tout et ont profité des occasions qui se sont présentées d'elles-mêmes, quand ils ne les ont pas fait naître pour procéder à des occupations de territoires.

Les expéditions en préparation peuvent-elles être considérées comme autre chose qu'un nouvel acte de la même comédie? Le Sultan *Moulay Hafith* a perdu son autorité déjà bien précaire auparavant sur ses sujets, parce qu'il a dû se résigner à n'être plus qu'un instrument entre les mains de la France. Une aide matérielle de la part des troupes françaises ne peut qu'achever de le discréditer et rendre de plus en plus nécessaire pour lui conserver son trône, une prolongation indéfinie de l'occupation prétendue temporaire.

Je reste persuadé que l'Allemagne désire éviter l'obligation de s'engager à fond dans l'affaire marocaine, mais je dois répéter ce que j'ai écrit dans mon rapport du 1 mai, c'est-à-dire que la question est néanmoins très délicate. Elle le devient même de plus en plus. Il faut pour que le gouvernement Impérial puisse justifier son inaction devant l'opinion publique allemande qu'on manœuvre en France assez d'habileté et de feinte modération pour ne pas le forcer à en sortir. Dans ces derniers temps ni le gouvernement français ni une grande partie de la presse française n'en ont guère fait preuve.

Agréez, etc. (s.) *Greindl.*

Nr. LXXI. Le Comte de Lalaing, Ministre de Belgique à Londres, à M. Davignon, Ministre des Affaires Etrangères.

Londres, le 22 mai 1911.

Monsieur le Ministre!

Me référant à mon rapport du 17 de ce mois, j'ai l'honneur de Vous informer que le couple Impérial a quitté Londres, le 20 mai, emportant, à ce que j'apprends par M. *de Treutler*, du Ministère allemand des affaires étrangères, le meilleur souvenir de Leur visite, qui a fait une bonne impression. J'ai constaté par moi-même que l'acceuil plutôt sympathique qui a été, dès le début, fait par le public aux Majestés Allemandes, s'est accentué

de jour en jour, pendant leur séjour. L'Empereur et l'Impératrice se sont prodigués; la population, prévenue de tous leurs mouvements, était échelonnée sur leur passage et passait des heures à attendre leur retour de diverses excursions, pour les acclamer à la rentrée au Palais. On ne pouvait se promener dans la capitale sans rencontrer à toute heure les équipages de la Cour avec les touristes Royaux, parfois seuls, souvent accompagnés du Roi *Georges*, de la Reine et des Enfants d'Angleterre. Le couple Impérial a déployé une grande activité, s'est intéressé à toutes les attractions de la ville, a paru au théâtre, à l'hôpital allemand et pour finir au grand bal de la Cour. La présence de la jeune Princesse *Victoria Louise*, qui accompagnait partout Ses Augustes Parents, accentuait le caractère familial de la visite et contribuait à accroître les sympathies populaires. Pour qui a assisté, comme moi, à la dernière visite (officielle celle-là) de l'Empereur, en novembre 1907, la différence dans l'accueil qui a été réservé à S. M. Impériale dans les deux occasions a été marquée. Une froide méfiance caractérisait l'attitude nationale il y a 4 ans. Cette fois une atmosphère plus cordiale était visible; l'absence de tout apparat militaire la favorisait. Pas de troupes, pas d'escorte, vu le caractère privé, qu'on a scrupuleusement observé dans la réception et qui a été accentué par le refus, rédigé en termes d'ailleurs très gracieux, opposé par l'Empereur à la démarche du Doyen, M. *Cambon*, qui avait demandé à être admis à présenter avec ses collègues les hommages du Corps Diplomatique à Sa Majesté.

La mort du Roi *Edouard* semble avoir amené une légère détente dans les relations anglo-allemandes. On dirait qu'à l'époque des „ententes" dont le défunt Souverain était si friand, la nation même avait conscience de la tentative d'encerclement à l'égard d'Allemagne que favorisait si ouvertement le Cabinet de Londres et qui ne pouvait manquer de froisser celui de Berlin. On en craignait un peu les conséquences possibles, et, de la crainte à la haine, il n'y a qu'un pas, que la presse antigermanique n'a pas manqué de faire franchir. La panique, dont on s'est tant moqué en Allemagne, était humiliante et on en souffrait ici. Malgré les Cassandres des milieux navals et militaires, il semble que l'on se soit un peu ressaisi et, au moment très opportun où le public commençait enfin à faire la part de l'exagération, *Guillaume II.* a paru, délaissant l'armure étincelante pour la redingote bourgeoise et promenant à travers Londres l'Impératrice et la Princesse avec les enfants Royaux d'Angleterre. L'effet, pour momentané qu'il puisse être, a été bon. Le petit-fils de la Reine *Victoria* n'a pas à regretter la démarche qu'il a faite dans des circonstances propices.

Dans la presse on annonce que l'Empereur a invité le jeune Prince de Galles à aller Le voir à Potsdam. On a même insinué que ce voyage pouvait avoir trait à des projets matrimoniaux entre le Prince et la Princesse *Victoria Louise*, mais celle-ci a deux ans de plus que l'héritier du trône britannique. On a également parlé, comme fiancé possible pour la Princesse allemande, du Prince *Arthur*, fils unique du Duc de Connaught.

Veuillez agréer, etc. (s.) Cte. *de Lalaing*.

Nr. LXXII. Le Baron Greindl, Ministre de Belgique à Berlin, à M. Davignon, Ministre des Affaires Etrangères.

Berlin, le 17 juin 1911.

Monsieur le Ministre!

Autant qu'on en peut juger il n'y a eu depuis que j'ai eu l'honneur de vous adresser mon rapport du 24 mai dernier, aucun changement dans l'attitude expectante observée par l'Allemagne dans l'affaire du Maroc. On s'est empressé de démentir le bruit d'après lequel l'Espagne serait appuyée par le Gouvernement allemand dans son action militaire. C'était à peine nécessaire. L'Allemagne n'a eu à se louer du Gouvernement espagnol ni lors de la conclusion des traités secrets ni dans les négociations d'Algésiras. Il était fort invraisemblable qu'elle entrât en action pour défendre les intérêts des Espagnols alors qu'elle n'a pas jugé à propos de le faire lorsqu'il s'agissait des siens. Si l'on s'est fait quelque illusion sur ce point à Madrid elle n'aura pas tardé a être dissipée. On s'est borné ici à prendre acte de la communication faite par l'ambassadeur d'Espagne, au sujet de l'occupation de Larasch et d'Elkazar, en l'expliquant, à l'exemple de la France, par la nécessité de maintenir l'ordre dans le pays et en assurant, toujours d'après le procédé francais, que l'occupation ne serait que temporaire.

D'un autre côté d'après ce que me disait hier M. *Zimmermann*, M. *Cambon* s'évertue presque tous les jours à lui démontrer qu'entre l'action de l'Espagne et celle de la France au Maroc, il y a une différence essentielle. L'une serait une violation flagrante de l'acte d'Algésiras, tandis que l'autre n'en serait que l'exécution. „J'écoute ces explications d'un air sérieux“ m'a dit le sous-secrétaire d'état et pour souligner l'ironie il s'est empressé d'ajouter „qu'il est amusant d'écouter les plaidoieries dans ce procès en contrefaçon.“

J'ai demandé à M. *Zimmermann*, s'il n'était pas à craindre que le différend entre la France et l'Espagne ne provoque des complications européennes. Il m'a répondu qu'il ne le pense pas. Il n'est certainement pas à nier que le affaires du Maroc comme celles de l'Albanie ne soient des questions graves; mais elles s'aplaniront. Déjà le Gouvernement turc cédant aux conseils de modération de l'Autriche-Hongrie a pris le parti de déclarer l'insurrection albanaise terminée. En tout cas, dit le sous-secrétaire d'état, l'Allemagne ne fera plus d'acte d'Algésiras. La preuve qu'il n'y a pas à redouter de trop rudes alarmes est que M. *de Kiderlen-Waechter* dont le congé devait expirer ces jours-ci prolongera son séjour à Kissingen.

Le Gouvernement Impérial reste donc au même point de vue qu'au début. Il joue le rôle de simple spectateur réservant sa liberté d'action pour le cas où par suite de l'intervention française les clauses essentielles de l'acte d'Algésiras c'est-à-dire la souveraineté du Sultan et l'intégrité du Maroc cesseraient d'exister.

Il n'en reste déjà plus rien. A quel moment l'Allemagne jugera-t-elle à propos de le déclarer et quel usage fera-t-elle de sa liberté recouvrée?

Je reste persuadé que son principal souci est d'éviter une guerre que le Maroc ne vaut pas et qu'il dépend de la France d'épargner à l'Europe en mettant dans la conquête du Maroc la dose d'hypocrisie nécessaire pour ne pas ameuter l'opinion publique allemande.

Tout le monde n'est pas de mon avis, quelques uns de mes collègues s'étonnent de la longanimité de l'Allemagne. L'un d'eux me rapporte que d'après un bruit répandu dans des milieux bien informés à Paris, il y a des pourparlers engagés avec Berlin en vue de compensations à accorder à l'Allemagne du côté du Kamerun ou du Dahomey. Mon collègue ajoute d'ailleurs que cette rumeur est démentie ici. Elle me paraît très peu probable. M. *Zimmermann* ne m'aurait pas parlé comme il l'a fait hier, si des négociations étaient engagées avec le Gouvernement Français; mais ce qui n'existe pas aujourd'hui, n'est pas exclu pour l'avenir.

Agréez, etc.

(s.) *Greindl.*

Nr. LXXIII. Le Baron Guillaume, Ministre de Belgique à Paris, à M. Davignon, Ministre des Affaires Etrangères.

Paris, le 2 juillet 1911.

Monsieur le Ministre!

Je n'ai pas besoin de vous dire que la nouvelle de l'envoi d'un navire de guerre allemand à Agadir, connue ici hier soir, fait aujourd'hui les frais des articles de la presse parisienne tout entière.

Le fait est évidemment grave; il peut présenter même une gravité exceptionnelle s'il n'est pas le résultat d'une entente entre les Cabinets de Berlin et de Londres.

Il fut longtemps considéré comme un axiome que l'Angleterre ne permettrait jamais l'établissement des Allemands sur un point quelconque du territoire marocain. Cette politique est-elle abandonnée et quel serait alors, le prix de la commission? Serait-il question de facilités à accorder à l'Angleterre pour son grand chemin de fer au travers du continent africain? Dans cette hypothèse, le „marche“ serait intéressant pour nous.

Dans tous les cas, le choix d'Agadir est significatif; il est de nature à comporter des compensations importantes. Ce port sur l'Océan est la clef d'une région qui peut constituer une contrée limitée, bornée au Nord et séparée donc des régions où s'exerce l'activité de la France, par les chaînes de l'Atlas qui s'élèvent rapidement de la côte, pour atteindre bientôt des hauteurs de 4.800 mètres.

Cette région, qui forme le point d'aboutissement de la grande route des caravanes, est réputée pour ses richesses minérales.

Quelle portée faut-il donner à l'acte du Gouvernement allemand, et sur le moment qu'il a choisi pour le mettre à exécution? Je n'ai vu personne encore depuis hier; il sera d'ailleurs très difficile d'obtenir prochainement des informations à cet égard. Mais il est incontestable que l'opinion publique

en France est peu favorable à l'expédition marocaine; les hommes politiques commencent à comprendre, semble-t-il, que l'on ne veut pas ici qu'un gros corps d'armée aille s'immobiliser dans ces régions africaines, pour les beaux yeux de faiseurs d'affaires.

En formant son cabinet, Mr. *Caillaux* a évité d'offrir un portefeuille à Mr. *Etienne*, partisan intéressé des aventures marocaines. Il a choisi, pour le portefeuille des Affaires Etrangères Mr. *de Selves*, qu'on me dit désireux de mettre un terme à cette affaire et de faire sortir les Français de Fez.

C'est le moment que le Gouvernement allemand choisit pour venir prendre pied au Maroc! Peut on admettre qu'il ait été mal informé sur les dispositions du nouveau ministère français, ou bien faut-il supposer que, désirant prendre pied à Agadir, et se proposant de justifier cet acte par les précédents donnés par la France et l'Espagne, il ait cru habile de précipiter ses mouvements, dans la crainte qu'un recul de la France ne lui enlève un prétexte à invoquer?

Quoiqu'il en soit, Mr. *Jaurès* triomphe aujourd'hui. Il avait toujours reproché au Gouvernement de se compromettre dans cette méchante affaire du Maroc; il avait soutenu que la nécessité d'aller à Fez n'avait jamais existé, et que la marche en avant de l'armée française pouvait devenir la source de difficultés graves. Il n'est pas contestable aujourd'hui que l'attitude du Gouvernement de la République a amené ou permis le débarquement des Espagnols à Larache, et l'envoi d'un navire de guerre allemand à Agadir.

Je suis, etc.

(s.) *Guillaume.*

Nr. LXXIV. Le Comte de Lalaing, Ministre de Belgique à Londres, à M. Davignon, Ministre des Affaires Etrangères.

Londres, le 5 juillet 1911.

Monsieur le Ministre!

L'envoi d'une canonnière allemande à Agadir a causé ici un renouvellement de l'émotion produite par l'occupation de Fez, par les troupes françaises, et par l'apparition des bataillons espagnols à Larrache et Alcazar. Sir *E. Grey*, absent comme cela lui arrive fréquemment, est rentré à Londres pour conférer avec M. *Paul Cambon*; les ambassadeurs de France et d'Espagne n'avaient pu voir jusqu'ici que Sir *Arthur Nicholson*. L'impression première, causée par la nouvelle, s'atténue déjà par le fait qu'aucun débarquement germanique n'est signalé sur la côte méridionale du Maroc et que le Cabinet Français semble montrer de la philosophie dans sa manière d'envisager l'incident. On considère le maintien du plan de voyage du Président et de M. *de Selves* en Hollande comme un symptôme rassurant, et on ne s'attend pas à la remise d'une note française en réponse à celle de Berlin avant le retour de M. *Fallières*. D'ici là un échange de vues aura lieu entre les

Cabinets de Paris, Londres et Petersbourg. La bourse a cependant été affectée et les consolidés anglais sont tombés à $78^{15}/_{16}$.

La presse anglaise blâme naturellement l'attitude adoptée par l'Allemagne, nie l'existence de troubles quelconques dans la région du Sus (Agadir) et entrevoit la possibilité du partage du Maroc, avec compensation à trouver pour l'Empire Germanique dans cette région ou ailleurs.

Le Premier Ministre, M. *Asquith*, interpellé au Parlement sur la situation politique, a répondu que le Gouvernement s'occupait de la question, mais ne pouvait encore se prononcer. Il est probable que Sir *E. Grey* en parlera demain à la Chambre des Communes. Sa position n'est pas exempte de difficultés, car il voudrait naturellement maintenir avec l'Allemagne des relations, qui se sont améliorées dans les derniers temps, sans cependant avoir l'air de ne pas soutenir la France. L'opinion publique en Angleterre demande, au nom de l'entente cordiale, que le Cabinet de Londres appuie celui de Paris dans la situation délicate où il se trouve. Il s'agit d'avoir l'air d'être un ami fidèle du Gouvernement de la République sans donner prise à des récriminations de la part du Gouvernement Impérial, ce qui grossirait l'incident et pourrait même amener des complications européennes.

Veuillez, etc

(s.) Cte. *de Lalaing*.

Nr. LXXV. Le Baron Guillaume, Ministre de Belgique à Paris, à M. Davignon, Ministre des Affaires Etrangères.

Paris, le 8 juillet 1911.

Monsieur le Ministre!

M. le Président de la République, revenant de la visite aux Pays-Bas, est rentré hier à Paris avec le Ministre des Affaires Etrangères.

Nous ne tarderons sans doute pas à savoir dans quels termes le Gouvernement de la République répondra à la communication de la Chancellerie de Berlin relative à l'intervention allemande au Maroc.

Il ne manque pas de gens pour trouver que l'attitude du Cabinet de Paris a manqué d'ampleur, et que l'insistance que l'on a mise à faire remarquer que la France ne peut prendre de décision sans consulter la Russie et l'Angleterre, est peu digne du rôle d'une grande Puissance.

La vérité est que le Cabinet *Caillaux*, à peine entré en fonctions, a été pris au dépourvu. L'inexpérience du Ministre des Affaires Etrangères et de plusieurs de ses collègues, le désarroi dans lequel se trouvent tant de rouages administratifs en France, une sainte crainte des complications et de la guerre, ont fait naître dans les régions gouvernementales une véritable timidité.

On a voulu gagner du temps; on a cherché des avis de part et d'autre et — l'anglomanie de M. *Delcassé* aidant — on s'est tourné vers la Grande-Bretagne.

J'ai des raisons de croire que M. *Caillaux* en serait peut-être déjà arrivé à regretter l'insistance que l'on a mise dans ce geste, et l'attitude prise par le Cabinet de St. James. On aura beaucoup moins de chances de s'entendre avec l'Allemagne, si l'Angleterre fait partie de la conversation, et je reste convaincu que M. M. *Caillaux* et *de Selves* regrettent la tournure donnée par leurs prédécesseurs à l'affaire marocaine. Ils étaient tout prêts à reculer, pourvu qu'ils pussent le faire sans humiliation.

Je suis, etc.

(s.) *Guillaume.*

Nr. LXXVI. Le Comte de Lalaing, Ministre de Belgique à Londres, à M. Davignon, Ministre des Affaires Etrangères.

Londres, le 8 juillet 1911.

Monsieur le Ministre!

Pour fair suite à mon rapport du 5 de ce mois, j'ai l'honneur de Vous informer que le Premier Ministre a fait avant-hier à la Chambre des Communes la déclaration suivante:

„Les événements récents ont amené des discussions entre les Puissances les plus intéressées dans les affaires du Maroc. Actuellement je ne puis encore dire que peu de chose au sujet des négociations en cours, mais je désire faire comprendre clairement que le Gouvernement de Sa Majesté estime qu'une situation nouvelle a été créée au Maroc, dont les développements ultérieurs pourraient affecter les intérêts britanniques d'une façon plus directe que par le passé.

J'ai la conviction que les discussions diplomatiques trouveront leur solution et, dans la part que nous y prendrons, nous veillerons avec sollicitude à la protection de ces intérêts et à l'exécution des obligations, bien connues de cette chambre, qui nous sont imposées par notre traité avec la France."

Il est intéressant de noter que M. *Asquith* appuie sur la nouvelle situation qui pourrait affecter d'une façon plus directe les intérêts de l'Angleterre: l,idée de voir Agadir devenir, dans certaines éventualités, uns base-navale pour la flotte allemande est de nature à inquiéter le Gouvernement du Royaume-Uni.

La presse rappele que si la Grande-Bretagne s'est désintéressée de la question marocaine en faveur de la France, c'est parce que la République de son côté lui laissait les mains libres en Egypte, mais que l'Angleterre n'a jamais songé à permettre à l'Allemagne de prendre pied au Maroc.

Veuillez, etc.

(s.) Cte. *de Lalaing.*

Nr. LXXVII. Le Baron Guillaume, Ministre de Belgique à Paris, à M. Davignon, Ministre des Affaires Etrangères.

Paris, le 24 juillet 1911.

Monsieur le Ministre!

Jusqu'ici les cabinets de Berlin et de Paris n'ont fait aucune communication officieuse relativement à leur „conversation“; on doit se contenter des informations de la presse. La plupart sont négligeables, tendencieuses; quelques-unes peuvent être inspirées à titre de ballon d'essai.

Il est cependant difficile de ne pas admettre — puisque le bruit maintes fois répété, n'a pas été démenti — que l'Allemagne demande à la France une „compensation“ sur les côtes d'Afrique, au Congo.

Les journaux français protestent mais avec un calme très significatif si on le compare au ton qu'ils avaient pris ces jours derniers à l'égard du cabinet de Madrid. Il est pénible de remarquer que l'Allemagne fait peur et que l'on ne redoute pas l'Espagne — et je passe. Les dits journaux feignent de ne pas comprendre pourquoi le gouvernement Impérial pourrait réclamer une compensation.

Le fait est cependant clair pour ceux qui admettent que la France a été à Fez sans motifs sérieux; qu'elle en sortira difficilement ou se verra forcée d'y retourner, et qu'elle a ainsi violé l'esprit de l'acte d'Algésiras. Si l'Allemagne, en présence de ces faits, réclame une „compensation“, c'est qu'elle ne prétend pas faire reculer la France et qu'elle n'a pas pour elle-même la prétentation de s'établir à Agadir; mais elle estime que le Gouvernement de la République a rompu un equilibre de forces convenu, et elle demande sa part.

Il est impossible d'apprécier l'importance des dédommagements réclamés et la portée qu'ils pourraient avoir à notre point de vue belge, puisque rien n'est venu nous en indiquer la nature de façon sérieuse; mais il est un fait qui semble aujourd'hui établi c'est que la politique que poursuit en ce moment la Wilhelmstraße éveille de vives susceptibilités en Angleterre.

Dès que la nouvelle de l'envoi d'une canonnière allemande à Agadir fut connue, j'avais l'honneur de vous écrire que, selon moi, le noeud de la question serait de savoir comment le fait serait accepté à Londres et je rappelais que la Grande-Bretagne n'avait jamais admis l'éventualité de la moindre prise de possession germanique sur le littoral Marocain. Le Cabinet de St. James ne tarda pas à le faire connaître à Berlin.

Aujourd'hui, l'avertissement, pour être plus large, plus vague, n'en est pas moins grave, et le discours que Mr. *Lloyd George* a prononcé avant-hier à l'issue d'un banquet offert par le Lord Maire aux directeurs de la Banque d'Angleterre, n'aura pas échappé à votre oeil si attentif. Vous aurez certes particulièrement remarqué les phrases suivantes du chancelier de l'Echiquier:

„Je ferais de grands sacrifices pour préserver la paix. Je ne puis rien concevoir qui pourrait justifier une perturbation, si ce n'est des questions de

l'intérêt national le plus grand; mais si, à notre corps défendant, nous étions mis en face d'une situation où la paix ne pourrait être préservée que par la reddition des positions grandes et bienfaisantes que la Grande-Bretagne a gagnées par des siècles d'heroisme et d'exploits; qu'en laissant traiter la Grande-Bretagne, là où ses intérêts vitaux sont engagés, comme si elle ne comptait plus dans le concert des nations, alors, je le déclare avec toute la force dont je suis capable, la paix achetée à ce prix serait, pour un grand pays tel que le nôtre, une intolérable humiliation à endurer. L'honneur national n'est pas une question de parti, la sécurité de notre commerce international n'est pas une question de parti."

De telles paroles se passent de commentaires; elles constituent un avertissement qui sera entendu; je n'en doute pas, car j'ai la conviction que l'on ne cherche pas à Berlin les complications graves; que l'on n'y désire pas la guerre et que l'on éviterait par dessus tout de sembler s'y livrer pour une question Marocaine. Mais les affaires extérieures de l'Empire ont été, dans les limites que permettent l'Empereur et le Chancelier, confiées aux mains d'un homme de haut mérite — que je connais de longue date — dont les manières sont rudes et brusques, et qui aurait éprouvé quelques peines à ce que son entrée au Ministère ne fût pas remarquée. Je ne suis pas étonné qu'il ait voulu commencer son règne ministériel par un coup de poing donné sur la table autour de laquelle se règlent les grandes affaires internationales; il est trop avisé, et sera trop sérieusement retenu, pour que l'on puisse craindre que l'Empire soit à la veille d'inaugurer une politique dangereuse et violente.

Mais la situation est tendue, on est insuffisamment édifié sur les relations entre Berlin et Madrid quant à la politique Marocaine, et il est difficile d'admettre que les faits au developpement desquels nous assistons, ne laissent pas — pour quelque temps au moins — une certaine nervosité malfaisante dans maints rapports internationaux.

Je suis, etc.

(s.) *Guillaume.*

Nr. LXXVIII. Le Comte de Lalaing, Ministre de Belgique à Londres, à M. Davignon, Ministre des Affaires Etrangères.

Londres, le 24 juillet 1911.

Monsieur le Ministre!

Vous avez pu juger par l'article du Times du 20 que j'ai eu l'honneur de Vous signaler, combien les prétentions que l'on prête à l'Allemagne ont paru extravagantes dans ce pays-ci. Aussi ont-elles fait l'objet d'une allusion par un Membre du Cabinet, l'impulsif Chancelier de l'Echiquier, dans un discours qu'il a prononcé à un banquet dans la Cité le 21. Après avoir exprimé sa sympathie pour le principe de l'arbitrage et ses voeux pour le succès des négociations entreprises par Sir *E. Grey* avec les Etats-Unis,

M. *Lloyd George* a ajouté que selon lui, la Grande-Bretagne devrait cependant à tout prix maintenir son prestige de grande Puissance, qui lui a permis dans le passé de sauver certaines nations du continent, parfois d'ailleurs oublieuses des services rendus. Pour maintenir la paix, on peut faire des sacrifices, mais s'il s'agissait de laisser traiter l'Angleterre comme étant sans importance dans le Concert Européen, il considérerait la paix comme trop chèrement achetée dans ces conditions.

La presse de tous les partis commente favorablement ce discours, qui paraît avoir eu pour but de signifier à l'Allemagne que l'entente cordiale anglo-française ne doit pas être envisagée comme une quantité négligeable. Deux articles du „Times" du 22 sont ci-joints.

Au Foreign Office on semble croire que le Gouvernement allemand demande beaucoup pour se contenter finalement de concessions plus modérées.

A la fin de son discours, M. *Lloyd George* a eu soin d'ajouter qu'il ne prévoyait cependant pas de graves complications internationales. Malgré cette phrase rassurante, le speech a eu un grand retentissement, car il paraît improbable, malgré la caractère impétueux de l'orateur' qu'il se soit exprimé de la sorte sans l'assentiment de ses collègues.

Veüillez agréer, etc.

(s.) Cte. *de Lalaing.*

Nr. LXXIX. Le Baron Guillaume, Ministre de Belgique à Paris, à M. Davignon, Ministre des Affaires Etrangères.

Paris, le 28 juillet 1911.

Monsieur le Ministre!

J'ai en l'occasion de rencontrer hier plusieurs de mes collègues — les mieux informés généralement — et ils m'ont avoué qu'ils ne parvenaient pas à se mettre au courant de la marche des pourparlers qui s'échangent au sujet des affaires marocaines. Jamais secret ne fut aussi bien gardé ni mutisme aussi absolu.

J'ai trouvé, d'ailleurs, chez ces collègues, des impressions conformes aux miennes.

Les situation présente, certes, un certain caractère de gravité; des incidents peuvent surgir qui se grefferaient sur un état des choses troublé: mais personne ne veut la guerre; on cherchera à l'éviter.

On se livre à un „bluff" international très caractérisé, un véritable marchandage que des communications officieuses de la presse présentent au public pour tâter l'opinion.

La France ne veut pas et ne peut pas vouloir que les affaires se gâtent complètement. Son Gouvernement sait que la guerre marquerait la dernière heure de la République. J'ai une très grande confiance dans les sentiments

pacifiques de l'Empereur *Guillaume*, malgré l'exagération assez fréquente de certains de ses gestes. Il ne se laissera pas entraîner plus loin qu'il ne le voudra par le tempérament exubérant et la manière lourde de son très intelligent Ministre des Affaires Etrangères.

Il fut toujours ainsi.

L'Allemagne ne peut pas faire la guerre pour le Maroc, ni pour forcer l'addition des compensations qu'elle réclame à raison de l'établissement plus ou moins définitif des Français à Fez.

J'éprouve, en général, une foi moindre dans les désirs de paix de la Grande-Bretagne, qui ne déteste pas de voir les autres s'entredévorer. Mais, en cette circonstance, il lui serait difficile — je dirai impossible — de ne pas intervenir manu militari.

Or, la situation politique intérieure de l'Angleterre est aujourd'hui fort troublée et c'est le parti libéral qui est au pouvoir.

Comme je l'ai pensé, dès le premier jour, c'est à Londres qu'est le noeud de la situation. C'est là seulement qu'elle peut devenir grave. Les Français cèderont sur tous les points pour avoir la paix. Il n'en est pas de même des Anglais qui ne transigeront pas sur quelques règles et quelques prétentions. Mais on n'éprouve nul désir de les pousser à bout.

Vous trouverez, sous ce pli, un article intéressant du „Temps" et un article assez modéré du „Matin".

Je suis, etc.

(s.) *Guillaume*.

Nr. LXXX. Le Baron Guillaume, Ministre de Belgique à Paris, à M. Davignon, Ministre des Affaires Etrangères.

Paris, le 10 août 1911.

Monsieur le Ministre!

Par mon rapport du 8 juillet dernier, j'avais l'honneur de vous dire que, selon mes informations, M *Caillaux* aurait regretté à cette époque que le Gouvernement de la République ait mis autant d'insistance à prendre le mot d'ordre à Londres pour déterminer la position qu'il avait à prendre en présence de l'envoi d'un navire de guerre allemand à Agadir et qu'il n'aurait pas approuvé l'attitude prise alors par le cabinet de St. James.

Ces informations semblent se confirmer. On m'assuré que le premier geste de l'Angleterre aurait été de proposer à la France que les deux gouvernements envoient chacun, sans retard, deux navires de guerre dans les eaux d'Agadir. Le Cabinet de Paris fit à cette proposition la plus vive opposition, et l'on en resta là.

Il est intéressant de noter les diverses phases de l'attitude du Cabinet anglais: d'abord, le projet d'envoyer des navires de guerre, ensuite le discours assez comminatoire de M. *Lloyd George* pour en arriver aux sages paroles de M. *Asquith*.

La France a la chance d'être représentée à Berlin et à Londres par ses deux meilleurs diplomates, les frères *Cambon.* On peut se demander jusqu'à quel point l'attitude de l'ambassadeur français en Angleterre a pu déterminer et modifier l'attitude du Cabinet de St. James. Les deux frères s'entendent parfaitement; il n'est point de rivalité entre eux, et il est assez admissible que le jour où le Premier Ministre anglais manifestait le désir d'attendre patiemment le résultat de la conversation engagée à Berlin, il subissait l'influence de M. *Cambon* qui se portait garant de l'habileté de son frère et cherchait à lui ménager un succès personnel.

Je suis, etc.

(s.) *Guillaume.*

Nr. LXXXI. Le Baron Greindl, Ministre de Belgique à Berlin, à M. Davignon, Ministre des Affaires Etrangères.

Berlin, le 12 octobre 1911.

Monsieur le Ministre!

La partie de l'arrangement entre l'Allemagne et la France relative au Maroc lui-même a été paraphée hier à midi par M. *de Kiderlen-Waechter* et M. *Cambon.* Un communiqué hautement officieux de la „Norddeutsche Allgemeine Zeitung" l'a annoncé dès le même soir. Ainsi se trouve justifié l'optimisme du secrétaire d'état dont j'ai eu l'honneur de vous entretenir pour la dernière fois par mon rapport du 2 octobre. Espérons qu'il en sera de même pour la partie de la négociation qui va s'ouvrir et qui concerne les compensations territoriales réclamées par l'Allemagne. Le ton de la presse française m'inspire de sérieuses inquiétudes à cet égard. Elle s'élève avec une véhémence tous les jours croissante contre tout amoindrissement du domaine colonial actuel de la France et semble avoir totalement perdu de vue quel est l'état véritable de la question.

On a été très sobre ici d'informations au sujet de la négociation marocaine, mais nous avons été très abondamment renseignés par des journaux de Paris. On a qualifié à Berlin d'intempestives et de regrettables les communications faites à la presse française; mais on ne les a pas démenties. Il faut donc les considérer comme exactes au moins dans les grandes lignes. L'Allemagne aurait obtenu la promesse de la liberté commerciale au Maroc sur un pied d'égalité avec la France et les autres pays intéressés. C'est ce que lui donnait déjà le traité d'Algésiras confirmant le traité de Madrid. Ces arrangements internationaux lui garantissaient en outre l'indépendance du Sultan et l'intégrité du territoire marocain. Ni l'une ni l'autre n'existent plus en fait, mais elles subsistent encore en droit. L'Allemagne donne beaucoup à la France en y renonçant par son consentement à l'établissement du protectorat français sur le Maroc. Le Gouvernement Impérial a pris, paraît-il, des précautions pour que les promesses de Berlin soient mieux tenues que celles d'Algésiras systématiquement violées dès le premier pour. L'acquiescement à ces conditions n'est pas comme on affecte de le croire à

Paris, une concession française; c'est tout au plus une limitation des concessions allemandes. L'Allemagne seule en a fait jusqu'ici.

C'est le tour maintenant des concessions françaises consistant dans la cession de territoire promise. Les journaux parisiens paraissent avoir absolument oublié que les deux parties du traité projeté sont indissolublement liées; mais ici on ne sera sans doute pas d'humeur à les disjoindre.

J'ai lieu de penser que l'on croit ici le Gouvernement Français sincèrement désireux de tenir la parole donnée; mais il est faible, dépendant des caprices d'une majorité mal assurée. Aura-t-il le courage et la force de résister à une poussée de l'opinion publique si celle-ci s'accentue dans le sens du refus de toute compensation territoriale?

Nous devons nous féliciter de ce que l'accord soit conclu sur la première moitié de l'arrangement marocain, mais le péril ne sera entièrement écarté pour la Belgique que quand le traité tout entier sera signé et approuvé par les parlements des deux pays.

Agréez, etc.

(s.) *Greindl.*

Nr. LXXXII. Le Comte de Lalaing, Ministre de Belgique à Londres, à M. Davignon, Ministre des Affaires Etrangères.

Londres, le 18 novembre 1911.

Monsieur le Ministre!

Lorsque je suis rentré à mon poste en Septembre dernier, j'ai appris de divers côtés que la situation politique générale avait été jugée assez grave, quelques semaines avant, pour que le Gouvernement Anglais ait cru devoir prendre des précautions extraordinaires. Il m'est revenu, de sources assez sûres, que les officiers de l'armée active avaient alors été subitement rappelés de congé, que des achats de chevaux avaient eu lieu pour la cavalerie, et que l'ascadre de la mer du nord avait été mise momentanément sur pied de guerre.

Une lettre adressée à l'éditeur socialiste du „Vorwärts" de Berlin, par M. *Ramsay Macdonald*, un membre socialiste de la Chambre anglaise, fournit des détails intéressants sur cette époque critique. M. *Macdonald* déclare que la guerre n'a été évitée que grâce à l'intervention personnelle de l'Empereur, auquel et le Tsar et le Roi *Georges* auraient écrit.

Un autre membre radical de la Chambre anglaise, M. *Ponsonby*, a confirmé, dans un speech au Reform Club, l'exactitude des bruits qui ont couru au sujet des préparatifs navals et militaires. Le „Daily News" d'hier publie sur ce qui précède les deux articles ci-joints

Plusieurs députés ont insisté à la Chambre pour que le Gouvernement éclaire la nation sur ce qui s'est passé cet été entre les Cabinets de Londres, Berlin et Paris; aucune information n'ayant été donnée au Parlement postérieurement à la publication du fameux speech du chancelier de l'échiquier, M. *Lloyd George*.

On s'attend à un speech intéressant de Sir *E. Grey* sur la politique extérieure dans le courant de la semaine prochaine. Il est possible que le Ministre des Affaires Etrangères en profite pour éclairer le public non seulement sur les relations anglo-allemandes, mais aussi sur l'adhésion de la Grande-Bretagne à l'accord marocain franco-allemand et sur l'attitude anglaise dans les négocitations franco-espagnoles actuellement en cours.

Il semble qu'il y ait des raisons de croire que le Roi d'Espagne a sollicité l'appui officieux du Roi *Georges* dans l'espèce.

Veuillez, etc.

(s.) Cte. *de Lalaing.*

Nr. LXXXIII. Le Comte de Lalaing, Ministre de Belgique à Londres, à M. Davignon, Ministre des Affaires Etrangères.

Londres, le 28 novembre 1911.

Monsieur le Ministre!

Le discours de Sir *E. Grey*, attendu avec impatience à Londres, à Berlin et à Paris, et avec un vif intérêt dans les autres capitales, a été prononcé hier aux Communes, devant une Chambre bondée.

La nation anglaise espérait apprendre, avant tout, les véritables causes de la tension des rapports anglo-allemands de l'été dernier, qui n'a été connue que très tard par le public et, subsidiairement, comptait être éclairée sur la nature des engagements, si tant est qu'il y en eût; que la Grande-Bretagne aurait pu avoir contractés avec la République Française, à l'insu du Parlément depuis 1904. Comme j'ai eu l'honneur de vous l'écrire le 21 de ce mois, cette hypothèse improbable inquiétait certains esprits depuis la récente alerte. L'entente cordiale était populaire à condition de ne pas devoir entrainer l'Angleterre à des sacrifices inattendus en hommes et en argent.

La presse germanique de son côté ne cachait pas son impression que du discours du Ministre Anglais des Affaires Etrangères dépendrait l'amélioration des relations anglo-allemandes si peu cordiales en ce moment.

A Paris on se demandait si l'entente, populaire en Angleterre jusqu'ici, sortirait absolument indemne de cette épreuve.

Sir *E. Grey* a annoncé qu'il se bornerait à traîter la question marocaine pour le moment. (Il a cependant fini par parler de la Perse et du Tripoli.) Il a exposé la version anglaise, qui diffère un peu, comme on pouvait le prévoir, de la thèse allemande.

Version allemande. On peut rappeler celle-ci en quelques mots: le 30 juin l'Allemagne a informé les Puissances signataires de l'Acte d'Algésiras de l'envoi de la „Panther" à Agadir, pour y protéger les sujets germaniques menacés par les indigènes. Le Gouvernement Impérial n'avait en vue aucune conquête territoriale. Le 21 juillet, Sir *E. Grey* a demandé au Comte *de Metternich* une explication sur la présence persistante du vaisseau dans le

port marocain, en ajoutant que, si les négociations anglo-allemand-françaises venaient à échouer, la question d'Agadir deviendrait aiguë, et demandant que l'Angleterre participât aux négociations. Les demandes allemandes semblaient inacceptables pour la France.

L'Ambassadeur d'Allemagne a nié que les exigences de son gouvernement fussent inacceptables, a prié Sir *E. Grey* de citer les intérêts anglais qui pouvaient être lésés. L'Angleterre trouvait sa compensation en Egypte, mais l'Allemagne n'en avait pas encore. D'Angleterre paraissait avoir deux poids et deux mesures, selon qu'il s'agissait de la France ou de l'Allemagne.

Le soir même du 21 juillet, donc avant l'entrevue de Sir *E. Grey* avec le Cte. *de Metternich* ne pût être connue à Berlin, M. *Lloyd George* faisait son fameux discours, qui a irrité le Gouvernement Impérial.

Le gouvernement Allemand, le 24, a chargé son Ambassadeur de dire que l'Allemagne ne songeait pas à acquérir des territoires au Maroc, mais de prier Sir *E. Grey* de ne pas en parler à la Chambre, pour que le Gouvernement Allemand n'ait pas l'air d'avoir cédé devant le ton menaçant de M. *Lloyd George*.

Or, voici la version du Ministre Anglais des Affaires Etrangères:

„Version anglaise. D'après lui, l'exposé allemand est incomplet. Il a compris d'après une communication verbale de l'Ambassadeur en date du 1er juillet, que le Cabinet de Berlin visait un partage du Maroc en envoyant un navire de guerre à Agadir. (Sir *E. Grey* ne semble pas avoir compris que le vaisseau n'était que temporairement à Agadir.) Le 4 juillet Sir *E. Grey* a dit au Cte. *de Metternich* qu'on était en présence d'une situation nouvelle, affectant les intérêts de l'Angleterre qui serait examinée en conseil des Ministres. Plus tard la presse a annoncé que l'Allemagne avait adressé des demandes inacceptables à la France au sujet du Congo français, et le 21 juillet le Ministre anglais a dit à l'Ambassadeur que la présence d'un vaisseau allemand à Agadir était inquiétante, vu les possibilités d'une rupture des négociations franco-allemandes en cours. Le même jour, le Chancelier de l'Echiquier a prononcé son speech, dans lequel il disait simplement que lorsque des intérêts britanniques étaient en jeu on ne pouvait traîter le Gouvernement Anglais comme étant sans importance. „Le jour où un chancelier anglais ne pourrait pas tenir ce langage, l'Angleterre ne serait plus une grande nation.“ Vu le ton des communications germaniques, Sir *E. Grey* a trouvé qu'il n'était pas de la dignité du Gouvernement Britannique de donner des explications au sujet du discours de M. *Lloyd George*. Ce n'est que le 24 juillet que le Comte *de Metternich* a nié toute intention allemande d'établir une base navale à Agadir, et encore en priant Sir *E. Grey* de ne pas en parler au Parlement.

Il y avait donc en ce moment une possibilité de rupture dans les négociations franco-allemandes. La situation était inquiétante. Pourquoi? Parce qu'une des Puissances signataires d'Algésiras aurait pu réclamer la réunion d'une conférence et l'Allemagne déclarait qu'elle n'en voulait pas.

Position délicate pour l'Angleterre, qui n'aurait pas eu voix au chapitre en présence du Maroc occupé par trois Puissances, la France, l'Allemagne et l'Espagne.

En somme, Sir *E. Grey* reproche au Gouvernement Impérial d'avoir attendu le 24 juillet pour déclarer qu'il n'avait pas de visées sur le territoire marocain (ce qui ne paraît pas cadrer avec la version allemande), et d'avoir voulu exclure l'Angleterre de tout arrangement en cas d'insuccès dans les négociations entre Paris et Berlin. Tels étaient les motifs de la tension récente des relations.

Pour le reste, Sir *E. Grey* a dit qu'il n'y avait plus lieu de s'alarmer, aujourd'hui il n'était pas question de guerre. Il n'existe plus aucun traîté secret avec la France. L'Angleterre ne demande qu'à vivre en bons termes avec l'Allemagne, sans sacrifier ses autres amitiés. Elle ne désire aucun accroissement territorial en Afrique.

Le discours du Ministre à été bien reçu, et à calmé bien des appréhensions. On en a déduit que la crise est passée, que l'entente cordiale n'est pas une alliance déguisée et que l'Angleterre a loyalement soutenu la France (d'autant plus que c'était son intérêt), et est disposée à se montrer conciliante pour l'Allemagne.

Le nouveau chef de l'opposition, M. *Bonar Law*, a soutenu le Gouvernement et a approuvé, au nom des conservateurs, la politique de Sir *E. Grey*, qui n'a été attaquée que par le parti ouvrier. Le Premier Ministre a pris aussi la parole pour déclarer que la Grande-Bretagne était pacifique, et ne refusait à aucune autre Puissance sa place au soleil.

Il semble résulter de la polémique sur les deux versions, allemande et anglaise, relativement aux conversations entre le Comte *de Metternich* et Sir *E. Grey*: que celui-ci n'a pas compris dès le début, 1 juillet, que l'Allemagne promettait de rappeler son vaisseau de guerre aussitôt que tout serait rentré dans l'ordre au Maroc, et que ceci équivalait, dans la pensée allemande, à dire que le Gouvernement Impérial ne visait pas l'établissement d'une base navale à Agadir. Sir *E. Grey* prétend qu'il n'a reçu cette assurance que le 24 juillet.

Plus tard, dans la soirée d'hier, en réponse à des interpellations, le Ministre des Affaires Etrangères a parlé de la Perse et de Tripoli. Il a défendu l'arrangement Anglo-Russe en Perse, a déclaré que l'attitude actuelle du Gouvernement de St. Pétersbourg était compréhensible, que la Perse doit tenir compte des intérêts Russes et Anglais, et ne pas espérer se libérer de toute influence Russe.

Passant à Tripoli, Sir *E. Grey* a dit qu'il n'était pas à même de connaître la vérité sur ce qui s'était passé. Les Turcs et les Italiens s'accusaient mutuellement, le Gouvernement Anglais maintenait son point de vue de neutralité et de non-intervention.

Veuillez, etc.

(s.) Cte. *de Lalaing*.

Nr. LXXXIV. Le Comte de Lalaing, Ministre de Belgique à Londres, à M. Davignon, Ministre des Affaires Etrangères.

Londres, le 30 novembre 1911.

Monsieur le Ministre!

Lord *Lansdowne*, en sa qualité de chef de l'opposition conservatrice à la Chambre des Lords, a approuvé le discours de Sir *E. Grey*, dont j'ai eu l'honneur de vous entretenir le 28 de ce mois. Il a exprimé seulement son regret de ce que M. *Lloyd George*, au lieu du Ministre des Affaires Etrangères bien mieux qualifié, ait prononcé le fameux discours élaboré en conseil des Ministres et qui a causé à Berlin l'émotion que l'on sait. Il a ajouté, qu'à son avis, l'entente cordiale était sortie fortifiée de la dernière crise et était destinée, ainsi que l'entente anglo-russe à être permanente.

Lord *Courtney of Penrith*, libéral et ami de l'Allemagne, a attaqué la politique du Gouvernement parce qu'elle avait visé l'isolement de l'Allemagne (il est rare d'entendre cette vérité au Parlement Britannique) et parce qu'elle n'avait pas soutenu l'acte d'Algésiras. Sir *E. Grey* aurait dû décourager le Cabinet de Paris, lorsqu'il a fait bon marché des stipulations de cet acte international. Il aurait empêché ainsi les froissements avec Berlin et l'expédition Italienne à Tripoli n'aurait probablement jamais eu lieu.

Une condescendance aveugle pour les visées françaises avait commené cette déplorable tension avec l'Allemagne.

Ces vérités désagréables n'ont pas été du goût de la Chambre Haute.

Un passage du discours de Lord *Lansdowhe* est à noter. C'est celui où il a parlé des articles secrets de 1914, récemment publiés. Il a admis que, dans un cas de ce genre, la promesse de donner simplement un appui diplomatique à une autre Puissance peut amener l'obligation de lui fournir une assistance d'un autre genre (lisez militaire et navale). Une entente cordiale amène d'étroites relations entre deux pays et ils ne peuvent rester indifférents. Si l'un des deux se trouve dans une situation difficile sans que ce soit de sa faute, il s'attendra à être soutenu par son ami.

Il suffit de lire entre les lignes pour voir que d'après Lord *Lansdowne*, un des auteurs de l'entente cordiale, celle-ci, sans être une alliance, pourrait produire, dans certaines éventualités, tous les effets d'un traité défensif entre les deux nations.

Lord *Weardale* et Lord *Newton* ont appuyé les critiques de Lord *Courtney*. L'Angleterre avait soutenu la France contre l'Allemagne, de là l'irritation de cette dernière Puissance et la difficulté d'améliorer les relations avec Berlin.

Veuillez, etc.

(s.) Cte. *de Lalaing*.

Nr. LXXXV. Le Baron Greindl, Ministre de Belgique à Berlin, à M. Davignon, Ministre des Affaires Etrangères.

Berlin, le 6 décembre 1911.

Monsieur le Ministre!

Par mon rapport du 30 novembre dernier j'ai eu l'honneur de vous écrire que le discours prononcé le 27 novembre à la chambre des communes par Sir *E. Grey* avait causé une mauvaise impression en Allemagne. Elle persiste. Les journaux ont à peine mentionné ce qui dans les débats parlementaires pouvait non amener un retour immédiat à des relations normales impossible à espérer dans l'état d'irritation actuelle, mais au moins aplanir la voie pour une détente dans l'avenir.

Dans ses discours du 9 et du 10 novembre au Reichstag le chancelier de l'Empire avait fait preuve des dispositions les plus conciliantes. Ainsi que l'a reconnu Sir *E. Grey* lui-même, M. *de Bethmann Hollweg* avait réussi à éviter tout ce qui aurait pu blesser l'opinion publique anglaise. Parlant de ce qu'avait gagné l'Allemagne par les traités du 21 novembre, le Chancelier a dit que l'arrangement conclu avec la France aurait aussi un heureux effet sur les relations de l'Allemagne avec l'Angleterre. Dans toute l'affaire marocaine le Gouvernement Britannique, lié par des engagements contractés par traité s'était toujours rangée du côté de la France, au moins diplomatiquement, le réglement de la question fait table rase.

C'était sous une forme brève et discrète l'expression très claire du désir de mettre un terme aux récriminations sur le passé, à inaugurer une ère nouvelle de bons rapports entre les deux pays.

Il n'eut pas été possible sans casser les vitres de repousser les avances de M. *de Bethmann Hollweg*. M. *Asquith* et le chef de l'opposition M. *Bonar Law* les ont accueillies en fort bons termes. Sir *E. Grey* s'est efforcé aussi d'être correct, mais avec une froideur marquée. Sir *E. Grey* a dit à la vérité qu'il est disposé à faire tout ce qui sera en son pouvoir dans le but d'améliorer les relations de l'Allemagne avec l'Angleterre. Les amitiés actuelles de la Grande-Bretagne auxquelles il entend rester fidèle ne l'empêchent pas d'en contracter d'autres. Loin de chercher à troubler les récentes négociations entre l'Allemagne et la France, il s'est sincèrement félicité de l'accord intervenu. Il comprend le besoin d'expansion de l'Allemagne et n'a nul dessein de l'entraver. Il indique même le terrain sur lequel pourra s'exercer l'action coloniale allemande. C'est l'Afrique où l'Angleterre n'a pas le projet d'étendre ses possessions. (Est-ce des nôtres qu'il entend trafiquer suivant les principes du droit international nouveau tel qu'on le pratique à Londres et malheureusement ailleurs aussi? Le Maroc, Tripoli, la Perse.) Sir *E. Grey* ne croit pas, dit-il, à des plans allemands hostiles à l'Angleterre. Celle-ci non plus n'entretient aucun dessein hostile à l'Allemagne et n'accorderait pas son appui à une puissance tierce dont l'attitude serait hostile ou provocatrice.

C'eût été parfait si Sir *E. Grey* se fût arrêté là; mais tout son discours est pénétré d'un sentiment de défiance non déguisé envers l'Allemagne et ses assertions amicales sont atténuées par des restrictions qui en détruisent complètement la portée. C'est ainsi qu'il met pour condition à un rapprochement avec l'Allemagne que sois amis français et russes y soient aussi compris comme s'il n'était pas notoire qu'aucun Gouvernement Français n'oserait se livrer à une tentative de ce genre qui serait réprouvée par l'opinion publique en France.

Les commentaires des journaux allemands ont presque exclusivement porté sur les restrictions. Les déclarations d'où il faudrait déduire des aspirations conciliantes sont restées inaperçues ou si elles ont été mentionnées, ce n'est qu'en passant et de façon à laisser entendre que les Allemands sont blasés sur les assurances de ce genre prodiguées à l'occasion de chacune des nombreuses tentatives de rapprochement entre l'Allemagne et l'Angleterre et dont l'effet a toujours été des plus éphémères.

L'attention s'est presque exclusivement concentrée sur les passages du discours par lesquels le chef du foreign office a proclamé son inébranlable résolution de continuer la politique de l'entente cordiale devenue plus tard la triple entente inaugurée par le Roi *Edouard VII.* avec l'aide du parti conservateur et dont les libéraux ont recueilli l'héritage. Sir *E. Grey* a déclaré qu'il n'y a pas entre l'Angleterre et la France d'autre traité secret que celui qui a été publié. Je ne mets pas sa sincérité en doute; mail il n'en est pas moins vrai qu'avec ou sans engagement écrit ou verbal, tout le monde en Angleterre et en France considère l'entente cordiale comme une alliance défensive et offensive contre l'Allemagne. C'est bien le caractère qu'a voulu lui imprimer le feu Roi d'Angleterre. L'entente cordiale a été fondée non sur la base positive de la défense d'intérêts communs, mais sur la base négative de la haine contre l'Empire allemand. Si elle avait été comprise autrement a Paris, elle n'y eut pas été accueillie comme un succès diplomatique si éclatant que l'humiliation de Fachoda en était effacée. C'est l'entente cordiale qui a réveillé en France l'idée de la revanche fort assoupie auparavant. C'est d'elle aussi que dérive l'état d'inquiétude et de malaise dans lequel l'Europe se débat depuis sept ans.

Sir *E. Grey* adopte cette tradition sans réserve. Il la croit conforme aux intérêts de l'Angleterre. Il estime que l'ancien système de l'isolement splendide n'est plus possible et il est appuyé par la grande majorité du peuple anglais. Les journaux conservateurs l'approuvent comme les journaux libéraux. Seuls le parti ouvrier et les radicaux ont formulé des critiques; mais ils ne sont pas assez nombreux pour exercer une influence sur la marche des affaires.

On pouvait d'autant moins espérer une orientation nouvelle de la politique de la Grande-Bretagne que depuis l'avénement du ministère libéral et spécialement pendant ces derniers mois, la politique extérieure de l'Angleterre s'est inspirée des idées que lui a inculquées le Roi *Edouard VII.*

Sir *E. Grey* a qualifié d'alcoolisme politique les alarmes qui se sont manifestées sur le continent et il a essayé de se débarrasser par un bon mot de la gêne que lui causent les révélations du capitaine *Faber*; mais il n'en a pas nié l'exactitude comme il n'eût certes pas manqué de le faire s'il en avait eu la possibilité. Son silence équivaut à une confirmation. Jusqu'à nouvel ordre il faut donc tenir pour avéré qu'à Londres on a discuté le projet d'aider la France dans une guerre avec l'Allemagne par le débarquement d'un corps de 150 000 anglais. Il n'y a rien là qui doive nous surprendre. C'est la continuation des propositions singulières qui ont été faites, il y a quelques années, au général *Ducarne* par le Colonel *Barnardiston*, ainsi que de l'intrigue *de Flessingue*.

Sir *E. Grey* n'a pas réussi non plus à démontrer que le toast de M. *Lloyd George* au Mansion House n'a pas été une provocation et une menace. S'il s'était proposé de prouver la thèse contraire, il n'aurait pas pu s'exprimer autrement qu'il ne l'a fait.

Dans son discours du 9 novembre M. *de Bethmann Hollweg* lui avait facilité la tâche en parlant de ce discours comme d'un propos de table qui n'avait acquis d'importance que par les commentaires de la presse anglaise et française.

Sir *E. Grey* a tenu à faire savoir que le toast n'était ni une improvisation intempestive ni l'expression d'une opinion personelle du chancelier de l'échiquier, mais que le texte en avait été discuté et arrêté entre le chef du cabinet, M. *Lloyd George* et lui.

Etait-ce faciliter l'entente que de prétendre s'immiscer dans une négociation rélative au Maroc où l'Angleterre avait fait l'abandon de ses prétentions politiques ou une tentative d'intervention en faveur de la France?

N'était-ce pas aussi s'arroger un droit de véto sur les entreprises allemandes que de jeter feu et flamme parce qu'un croiseur allemand avait jeté l'ancre dans la rade d'Agadir, tandis que l'Angleterre avait assisté sans sourciller à la conquête progressive du territoire marocain opérée par la France et l'Espagne et à l'anéantissement de l'indépendance du Sultan.

L'Angleterre ne pouvait pas faire autrement. Elle était liée par son traité secret avec la France. L'explication est des plus simples; mais nullement de nature à calmer l'irritation allemande. Il s'ensuit en effet qu'au moment même où l'on signait l'acte d'Algésiras, trois des puissances au moins qui y ont participé, contractaient entre elles des engagements incompatibles avec leurs promesses publiques.

Tels sont les griefs du peuple allemand contre l'Angleterre formulés par la voie de la presse.

Vous aurez remarqué, Monsieur le Ministre, que le chancelier en a passé la plus grande partie sous silence dans le discours qu'il a prononcé hier au Reichstag et qui était la réplique obligée à Sir *E. Grey*. Voulant, comme il l'a dit, éviter les récriminations stériles sur le passe, M. *de Bethmann Hollweg* n'en a mentionné que ce qu'il fallait, pour décliner en termes

modérés, mais très clairs et très energiques, la responsabilité de la tension des relations entre l'Allemagne et l'Angleterre que Sir *E. Grey* a cherché à rejeter sur le gouvernement Impérial. Le chancelier ne comprend pas comment le gouvernement britannique tenu journellement au courant de la négociation par les soins du gouvernement français et qui aurait obtenu des explications complémentaires s'il les avait demandées à Berlin, a pu concevoir l'idée que le gouvernement Impérial avait le projet d'acquérir une base navale dans l'océan atlantique ou de porter atteinte aux intérêts britanniques. Le forreign office avait tous les moyens de savoir que l'Allemagne ne visait qu'à mieux assurer le régime de la porte ouverte dans l'intérêt de toutes les puissances, l'Angleterre comprise, et une compensation territoriale dans l'Afrique équatoriale que Sir *E. Grey* a déclaré lui être indifférente. Le secrétaire d'état anglais se serait epargné les inquiétudes dont il à parlé, s'il avait eu plus de confiance dans la communication qui lui a été faite au moment de l'envoi de la Panther à Agadir. Le silence qui s'en est suivi et dont se plaint Sir *E. Grey*, a été mutuel. Il n'aurait pas causé tant d'émotion, s'il n'avait pas été rompu par le toast sensationnel d'un membre en vue du cabinet anglais.

Sir *E. Grey* dit que l'Angleterre ne peut pas tolérer qu'on règle en dehors d'elle une question qui touche ses intérêts. M. *de Bethmann Hollweg* a répliqué que l'Allemagne n'a jamais songé à le contester, mais qu'elle réclame les mêmes égards envers elle. Les difficultés de l'affaire marocaine proviennent de ce qu'en 1904 l'Angleterre et la France ont voulu la résoudre entre elles sans se préoccuper des intérêts allemands. Maintenant la crise est passée et le chancelier s'associe aux voeux exprimés par les ministres anglais de voir s'établir des relations amicales entre les deux pays. Pour cela il est nécessaire que l'Angleterre conforme sa politique à ce désir. L'expansion de l'Allemagne est un fait dont les autres nations doivent tenir compte. Rien ne peut l'arrêter. Une expérience de quarante ans a montré ce qu'est la politique allemande. La force de l'Empire est une garantie de paix parce qu'elle écarte l'envie de lui chercher querelle.

Le chancelier a conclu en exhortant ses compatriotes a ne se laisser entraîner ni à l'abattement ni à l'arrogance; mais à garder leur sang-froid et à être unis sur les grandes questions nationales.

Le discours du chancelier a été bien accueilli par le Reichstag et fréquemment interrompu par des applaudissements.

Agréez, etc. (s.) *Greindl.*

Nr. LXXXVI. Le Baron Greindl, Ministre de Belgique à Berlin, à M. Davignon, Ministre des Affaires Etrangères.

Berlin, le 9 décembre 1911.

Monsieur le Ministre!

Sir *E. Grey* a brièvement répondu à Plymouth au discours sur l'état des relations entre l'Allemagne et l'Angleterre que le chancelier de l'Empire

a prononcé au Reichstag. Les hommes d'état ont dit chacun à son point de vue tout ce qu'il y avait à dire et la presse a publié ses commentaires. On semble maintenant vouloir faire le silence sur cet incident qui est clos et sur lequel il est inutile de récriminer. Espérons qu'il ne sera pas rompu. La question en est arrivée à un point où l'on s'entend d'autant moins qu'on s'explique davantage.

Il s'en faut en effet de beaucoup que les relations se soient améliorées, malgré l'expression obligée du désir de les rendre plus cordiales.

Ce qui résulte de plus clair du discours de Sir *E. Grey* c'est qu'il veut continuer la politique de la triple-entente dans l'esprit où il l'a pratiquée jusqu'ici, c'est-à-dire hostile à l'Allemagne.

Le discours de M. *de Bethmann Hollweg* dit non moins clairement qu'il n'est nullement disposé à admettre le droit de veto que l'Angleterre s'arroge sur les entreprises allemandes et que pour un rapprochement il attend du Gouvernement Britannique non des paroles, mais des actes.

Il n'y a pas plus d'accord entre les peuples qu'entre les Gouvernements. Les Anglais continuent à jalouser l'expansion de l'Allemagne. Les Allemand qu'il y a six mois encore, n'étaient nullement hostiles à l'Angleterre, le sont devenus maintenant.

Les relations ne sont donc pas remises au point de correction froide où elles étaient avant la crise. Elles sont empirées et, je le crains, pour longtemps.

Agréez, etc.

(s.) *Greindl.*

Nr. LXXXVII. Le Comte de Lalaing, Ministre de Belgique à Londres, à M. Davignon, Ministre des Affaires Etrangères.

Londres, le 15 janvier 1912.

Monsieur le Ministre!

Les révélations qui ont provoqué la récente crise ministérielle en France ont été désagréable pour le Gouvernement Anglais. Elles semblent prouver que le Premier Ministre de la République a essayé de négocier avec Berlin, à l'insu du Ministre des Affaires Etrangères et de ses autres collègues, ce qui est de nature à inquiéter un gouvernement qui a liés ses intérêts à ceux de la France et qui est donc peu disposé à admettre une incorrection de ce genre. Ces révélations ont souligné ensuite l'impression que M. *Caillaux* avait été secrètement favorable à une politique de concessions outrées envers l'Allemagne, impression d'autant plus pénible pour les cercles officiels anglais, que l'on venait à peine de saisir toute la portée de la tension entre Londres et Berlin, qui avait résulté de l'attitude loyale du Cabinet de St. James à l'égard de celui de Paris. On ose à peine s'avouer aujourd'hui en Angleterre qu'on semble avoir été plus royaliste que le Roi, plus intransigeant que l'ami qu'on voulait soutenir. Il est desagréable d'avoir été dupe, même un instant. Aussi la presse est-elle unanime à accueillir avec joie le départ de

M. *Caillaux* et à espérer un prompt retour à des traditions plus saines, mais il ne manque pas de journaux pour rappeler ironiquement que c'est pour soutenir un gouvernement pareil que la Grande-Bretagne a adopté une attitude que aurait pu amener à la guerre et pour en déduire que Sir *E. Grey* a manqué de perspicacité. Ces événements seront mis à profit par les publicistes, plus nombreux que jadis, qui jettent des doutes sur la valeur de l'entente cordiale (des articles dans ce sens ont déjà paru dans les derniers numéros de la „Fortnightly" et de la „Contemporary Review"); et fourniront des arguments nouveaux à la petite coterie d'écrivains qui s'efforcent de prouver que, sans rompre avec la France, il y aurait avantage pour l'Angleterre à entretenir avec Berlin des relations plus amicales. D'après eux, la conception première de l'entente cordiale a été faussée par le Cabinet actuel, qui voit des engagements fermes et des obligations inéluctables dans un arrangement qui n'était destiné qu'à amortir la vieille politique de coups d'épingles entre Londres et Paris, en règlant une bonne fois une série de questions secondaires, mais irritantes. Cette entente, destinée uniquement à écarter certains nuages déterminés n'était pas une alliance. Le tort du Gouvernement de M. *Asquith* a été de l'envisager en fait comme telle, avec le résultat qu'une sérieuse inimitié contre la Grande-Bretagne en est née à Berlin.

La composition du nouveau Cabinet *Poincaré* est bien accueillie ici.

Veuillez, etc.

(s.) Comte *de Lalaing.*

Nr. LXXXVIII. Le Comte de Lalaing, Ministre de Belgique à Londres, à M. Davignon, Ministre des Affaires Etrangères.

Londres, le 9 février 1912.

Monsieur le Ministre!

Le départ de Lord *Haldane*, Ministre de la Guerre, pour Berlin à éveillé la curiosité; la presse trouve diverses explications pour ce voyage, entrepris au lendemain d'un conseil de Cabinet et presqu'à la veille de l'ouverture des Chambres. On a suggéré que le Ministre était chargé, ou:

1. de traiter la question d'un échange de renseignements sur les armements anglo-allemands,
2. de demander la grâce d'un espion anglais *Stewart*, récemment condamné en Allemagne,
3. de travailler à une entente anglo-allemande,
4. de s'occuper d'une rectification de frontières en Afrique,
5. d'un partage des colonies portugaises,
6. d'une cession de Walfish Bay à l'Allemagne,
7. d'une mission personnelle du Roi *George* au Kaiser.

Ce qui est certain est que le but que l'on a en vue est pacifique. On voudrait a tout prix diminuer la tension existante entre les deux pays. C'est la politique actuelle du Cabinet et, de tous les Ministres de la Couronne,

celui de la Guerre est le plus philo-allemand. Lord *Haldane* a été en son temps étudiant à Heidelberg, parle bien la langue si peu familière aux anglais et a des amis personnels à Berlin. Le choix de l'envoyé est sous ce rapport un nouvel indice de la tendance de la mission officieuse. De toutes les hypothèses, celle d'une conversation amicale, cherchant un terrain d'entente et déplorant les dépenses imposées aux deux nations par les programmes de constructions navales semble la plus probable. L'Angleterre est disposée à ne plus contrecarrer l'Allemagne dans les questions secondaires, mais on ne doit pas lui disputer la suprématie sur mer.

Veuillez agréer, etc.

(s.) Cte. *de Lalaing.*

Nr. LXXXIX. Le Comte de Lalaing, Ministre de Belgique à Londres, à M. Davignon, Ministre des Affaires Etrangères.

Londres, le 13 février 1912.

Monsieur le Ministre!

Il est interessant de noter combien Sir *E. Grey* est devenu impopulaire auprès de la section extrême de son parti. J'ai déjà eu l'occasion de vous signaler les croiques que lui a adressées Morel, dans le „Daily News", journal radical socialiste et anticongolais. Cette même feuille, (organe de nonconformistes et affiliée aux pacifistes) a publié avant-hier une diatribe contre le Ministre des Affaires Etrangères, dont il désapprouve hautement la politique. Le „Daily News" émet l'avis que Sir *E. Grey*, par sa faiblesse vis-à-vis de la Russie, motivée par sa crainte de mécontenter le Gouvernement de Pétersbourg et de le pousser dans les bras de l'Allemagne, contribue au démembrement prochain de la Chine et de la Perse. Le journal rappelle qu'en renouvelant l'alliance anglo-japonaise le 23 juillet 1911 le Gouvernement Britannique a déclaré son intention de maintenir l'indépendance et l'intégrité de l'Empire Chinois et le principe de la porte ouverte. Et qu'en 1907, le 31 août, par l'accord anglo-russe l'Angleterre s'est engagée à respecter l'intégrité et l'indépendance de la Perse. Le „Daily News" dit que les événements sont en train de prouver le peu d'importance qu'on peut attacher aux promesses du chef du Foreign Office et dit que Sir *E. Grey* s'y est rendu désormais impossible.

Le même journal, prenant pour texte un discours de Lord *Rosebery*, à Glasgow, dans lequel l'ancien Ministre des Affaires Etrangères critique la politique extérieure de la Grande-Bretagne, avec son enchevêtrement d'ententes qui amène à sa suite de graves responsabilités, continue aujourd'hui ses attaques contre Sir *E. Grey*. Il déplore le résultat de l'action du Ministre, qui oppose une triple entente à la triple alliance, entrave l'expansion de l'Allemagne et a mené le pays à deux doigts de la guerre l'été dernier. La politique de Sir *E. Grey* doit logiquement amener la Grande-Bretagne non seulement à augmenter sa flotte, mais à adopter le service militaire obligatoire. Aussi le „Daily News" réclame-t-il la démission de Sir *E. Grey*.

On ne doit cependant pas oublier que le „Daily News“ ne représente qu'une fraction, bruyante il est vrai, du parti radical. La gauche en général est fidèle au Ministre des Affaires Etrangères, qui a un grand crédit auprès de la Chambre des Communes et beaucoup d'admirateurs dans les rangs mêmes de l'opposition.

Veuillez, etc.

(s.) Cte. *de Lalaing.*

Nr. XC. Le Comte de Lalaing, Ministre de Belgique à Londres, à M. Davignon, Ministre des Affaires Etrangères.

Londres, le 16 février 1912.

Monsieur le Ministre!

Le Premier Ministre, lors de la discussion de la réponse au discours du Trône, a eu l'occasion de fournir quelques éclaircissements sur le but de la récente visite du Ministre de la Guerre à Berlin.

Dans mon rapport du 9 de ce mois je vous disais que toutes les hypothèses mises en avant celle d'une conversation amicale, en vue de rechercher un terrain d'entente et de diminuer la tension existante était la plus vraisemblable.

Le discours de Mr. *Asquith* confirme cette impression.

Il a admis que dans les derniers mois l'amitié traditionnelle entre les deux nations avait subi des atteintes sérieuses, à cause de la méfiance qui existait de part et d'autre.

Le public allemand a été jusqu'à croire, que la flotte britannique avait préparé un attaque contre les escadres germanique pendant l'été et l'automne 1911. — C'est une pure invention. Les deux gouvernements ont le sincère désir d'arriver à une entente meilleure, et le cabinet de Berlin a fait comprendre à Londres que ce but commun serait peut-être plus facilement atteint si un ministre anglais se rendait en Allemagne.

C'est peut-être contraire aux usages diplomatiques, mais il en a résulté d'heureuses et franches explications de nature à détruire l'impression que les gouvernements en cause ont des intentions agressives. Mr. *Asquith* croit que les conversations de son collègue à Berlin pourraient avoir d'autres heureux résultats dans l'avenir, sur lesquels il ne s'est pas expliqué.

Si les deux nations désirent voir s'établir entre elles des relations plus cordiales le Premier Ministre a eu soin d'ajouter qu'il ne s'agissait cependant en aucune façon de modifier la situation spéciale dans laquelle l'Allemagne d'une part, la Grande-Bretagne de l'autre se trouvaient vis-à-vis d'autres puissances, mais les deux Etats examinent en ce moment ce qu'il serait possible de faire.

Mr. *Asquith* n'a pas parlé de la question navale, mais vous aurez remarqué qu'a Glasgow, pendant que le Ministre de la Guerre se trouvait à Berlin, le Ministre de la Marine Mr. *Winston Churchill* a encore affirmé la résolution de l'Angleterre de maintenir à tout prix sa suprématie sur mer.

Il a même employé un mot assez malheureux, qui a fait mauvais effet en Allemagne, lorsqu'il a dit qu'une fort marine était une nécessité pour la Grande-Bretagne, et un simple luxe pour l'empire germanique.

Quel serait le terrain d'entente? En procédant par élimination il semble qu'on doive le chercher dans des déliminations de sphères d'intérêts politiques et économiques. On doit espérer que ce ne sera pas aux dépens d'Etats tiers trop faibles pour s'y opposer.

A la Chambre des Lords le Marquis *de Crewe* au nom de Gouvernement a parlé dans le même sens que Mr. *Asquith*.

Veuillez agréer, etc.

(s.) Cte. *de Lalaing*.

Nr. XCI. Le Baron Greindl, Ministre de Belgique à Berlin, à M. Davignon, Ministre des Affaires Etrangères.

Berlin, le 26 avril 1912.

Monsieur le Ministre!

Le Reichstag a commencé lundi dernier et terminé hier la première lecture des projets de loi sur l'augmentation de l'armée de terre, de la marine de guerre et sur les ressources à créer pour les nouvelles dépenses militaires, moyennant la suppression du privilège des distilleries agricoles que j'ai eu l'honneur de vous adresser par mes rapports du 17 et du 18 avril.

Les trois projets avaient été mis conjointement à l'ordre du jour. Le Reichstag les a disjoints en adoptant une motion de Mr. *Bassermann* qui envoie à une commission spéciale le projet relatif aux distilleries par 160 voix contre 158. C'est une majorité de hasard puisque 79 députés étaient absents. Les gauches réunies n'en ont pas moins remporté un succès contre les conservateurs alliés au centre.

La défaite est d'autant plus sensible pour les conservateurs que la discussion dans la commission fournirera l'occasion de demander la suppression des clauses du projet de loi destinées à rendre moins préjudiciables à leurs amis les cultivateurs destillateurs la perte de la réduction d'impôt dont ils jouissent actuellement et à mettre en question toute la loi sur l'accise de l'eau de vie de 1909 qui a donné lieu à de nombreuses plaintes.

Quelque soit le sort de ce projet, il ne met pas en péril celui des projets d'augmentation de l'armée et de la flotte. Tous les partis bourgeois sont d'accord pour reconnaître qu'ils sont nécessaires. Cette unanimité est la cause pour laquelle des débats du Reichstag ont été assez ternes. Dans son discours initial le chancelier s'est efforcé de démontrer que l'initiative du gouvernement n'était pas inspirée par une pensée d'agression ou de provocation contre qui que ce soit. Tous les orateurs ont suivi l'exemple de M. *de Bethmann Hollweg*. Ils ont parlé à côté de la question et à peine effleuré la vraie raison qui oblige l'Allemagne à développer encore ses formi-

dables préparatifs militaires; c'est à dire l'état alarmant des relations entre les grandes puissances, provenant des rancunes entre les peuples, de la folle équipée d'Italie et de la fermantation dans les états des Balkans.

Agréez, etc.

(s.) *Greindl.*

Nr. XCII. Le Baron Beyens, Ministre de Belgique à Berlin, à M. Davignon, Ministre des Affaires Etrangères.

Berlin, le 28 juin 1912.

Monsieur le Ministre!

M. le Baron *de Marschall* réussira-t-il, au cours de sa Mission à Londres, à opérer un rapprochement entre le Gouvernement Impérial et le Gouvernement britannique? Personne sans doute ne le désire plus que l'Empereur, et c'est une justice à rendre à Sa Majesté que de constater qu'Elle ne néglige guère une occasion de prononcer en public quelques paroles aimables ou élogieuses à l'adresse des Anglais. Les récentes régates de Kiel viennent de lui fournir deux fois un prétexte à vanter la marine de la Grande-Bretagne. L'Empereur, d'ailleurs, ne se laisse pas rebuter par les déceptions que lui causent ses amis britanniques. Après la mort *d'Edouard VII.*, il était persuadé, m'a-t-on dit ici, ainsi que le Kronprinz, lorsqu'ils sont revenus d'Angleterre où ils avaient été très courtoisement reçus, que la froideur des relations des années précédentes allait faire place entre les deux Cours à une cordiale intimité, et que les causes de mésintelligence entre les deux peuples allaient s'évanouir avec le passé. Aussi sa surprise a-t-elle dû être cruelle quand il a vu le Cabinet des Londres se ranger avec tant de résolution, l'an dernier, du côté de la France. Mais l'Empereur est tenace et il n'a pas renoncé à reconquérir la sympathie des Anglais, comme il a réussi à s'emparer jusqu'à un certain point de la confiance du Tzar, à la gagner par le charme de ses séductions personnelles. Ne pouvant agir lui-même à Londres, il a chargé de ce rôle ingrat le plus distingué des diplomates allemands.

L'Ambassadeur d'Angleterre m'a paru assez sceptique quant au succès de cette mission. Ce qui rend, m'a dit Sir *Edward Goschen*, le rétablissement de la bonne entente d'autrefois si difficile, c'est qu'il n'existe entre les deux nations aucun motif concret d'irritation ou d'éloignement. Nous n'avons pas eu à régler avec l'Allemagne un incident pénible comme celui de Fachoda. La mésintelligence date de l'envoi du télégramme de l'Empéreur au Président *Krüger*. Ç'a été pour nous comme un trait de lumière qui nous a montré qu'un abîme s'était creusé silencieusement, et sans que nous nous en fussions aperçus, entre nous et le peuple allemand. La question de la limitation de la flotte de guerre allemande est insoluble. Nous n'avons aucun droit de l'imposer au Gouvernement Impérial. Nous ne pouvons que le suivre dans la voie ruineuse où il s'est engagé, car le salut de l'Angleterre dépend de sa supériorité navale. L'Ambassadeur croit, comme M. *Winston Churchill*, que

la flotte allemande, création personnelle de l'Empereur, est l'objet de ses prédilections, qu'il prend plaisir à l'augmenter et qu'il ne renoncera pas à la rendre plus redoutable que ne l'exige la protection du commerce allemand.

Sir *Edward Goschen* a passé sous silence une autre cause, plus profonde peut-être, de l'aversion de la nation anglaise contre la nation germanique: c'est leur rivalité industrielle et commerciale. L'Angleterre voit avec une jalousie bien naturelle un peuple européen gagner chaque année du terrain dans la lutte économique mondiale et, là aussi, menacer la suprématie qu'elle s'était assurée. Les produits allemands, quoique encore inférieurs en qualité, tendent à égaler les marchandises anglaises similaires, dont le prix est resté plus élevé; la marque d'origine „made in Germany", imposée par le Cabinet britannique, fait, paraît-il, préférer aujourd'hui produits allemands à ceux de la métropole dans les colonies anglaises séduites par leur bon marché.

Le Baron *de Marschall* est un homme d'affaires très avisé, à ce qu'assurent les diplomates qui le connaissent; il étudie une question diplomatique comme un avocat compulse un dossier. Loin de se limiter à fréquenter la haute société et le monde politique, il ne néglige aucune source d'information, il questionne les journalistes en ayant l'air de se laisser interviewer par eux. C'est un brillant représentant d'une nouvelle école. A Constantinople, m'a raconté l'Ambassadeur de Turquie, sa situation et son crédit semblèrent perdus après la révolution de 1908. Il les a promptement rétablis en profitant des fautes de ses adversaires, les Ambassadeurs de France et d'Angleterre. A Londres, il étudiera sans doute avec calme les causes morales et économiques de la mésintelligence entre les deux Gouvernements et les deux nations. Trouvera-t-il les bases d'une entente politique? Cela semble plus que douteux, mais une détente momentanée n'est pas impossible. L'œuvre en tous cas est en de bonnes mains et l'ouvrier n'en compromettra pas le succès par trop de précipitation et de confiance en lui-même.

Veuillez, etc.

(s.) Baron *Beyens*.

Nr. XCIII. Le Baron Beyens, Ministre de Belgique à Berlin, à M. Davignon, Ministre des Affaires Etrangères.

Berlin, le 18 octobre 1912.

Monsieur le Ministre!

Les relations entre la France et l'Allemagne ne s'étaient pas améliorées durant l'été dernier. La campagne entreprise par une partie de la presse germanique à propos de la concentration de la flotte française dans la Méditerranée et d'autre part, certains incidents sur lesquels il avait fallu donner des explications à la Wilhelmstraße, tels qu'un discours du Général *d'Amade* et le traitement infligé par la population de Nancy à l'automobile de la Princesse *Colloredo* d'où un drapeau allemand avait été arraché et foulé aux pieds, avaient contribué à entretenir et même à augmenter l'aigreur entre

les deux peuples voisins. M. *de Kiderlen-Waechter* ne semblait y attacher aucune importance, mais M. *Cambon*, chargé d'aplanir les difficultés à mesure qu'elles se produisaient, se préoccupait de leur fréquence et de l'état de tension qui en résultait.

Le premier effet de la crise balkanique a été d'opérer un rapprochement entre le Gouvernement Impérial et celui de la République. Egalement désireux de voir le conflit localisé dans la péninsule et d'éviter une guerre européenne, ils se sont entendus pour agir dans le même sens sur leurs alliés respectifs, la Russie et l'Autriche, et ils ont pris part en même temps aux démarches tentées, un peu tardivement, à Constantinople et dans les capitales des Balkans. L'initiative prise personnellement par M. *Poincaré* en vue du rétablissement de la paix a reçu l'approbation et même les éloges de la presse allemande, quoiqu'elle ait trouvé qu'il était trop tôt pour parler de la réunion d'une Conférence. Enfin le „Matin" a chanté les louanges de M. *de Kiderlen*, si l'on peut qualifier ainsi l'article qu'il lui a consacré.

Il n'a pas tenu au Gouvernement Impérial que la crise causée par l'annexion de la Bosnie et de l'Herzégovine n'eût reçu en 1909 une meilleure solution. Il avait fait offrir au Cabinet de Paris d'agir simultanément à Pétersbourg, pour amener la Russie à changer d'attitude. Cette collaboration ayant été déclinée par M. *Pichon*, le Cabinet de Berlin se décida à effectuer seul la démarche que l'on sait. Je crois utile de rétablir la vérité sur ce point historique. Je l'ai apprise récemment à l'Ambassade de France.

Il était, d'ailleurs, assez naturel que l'attention et les préoccupations du public des deux côtés des Vosges se détournassent des sujets habituels de discussion et de polémique pour se concentrer sur les événements balkaniques. Sans vouloir exagérer la portée de la détente que je signale, il est permis d'espérer que la communauté de vues de l'Allemagne et de la France dans les circonstances présentes servira puissamment au rétablissement de la paix.

Veuillez agréer, etc.

(s.) Baron *Beyens*.

Nr. XCIV. Le Baron Beyens, Ministre de Belgique à Berlin, à M. Davignon, Ministre des Affaires Etrangères.

Berlin, le 24 octobre 1912.

Monsieur le Ministre!

Depuis que les Souverains alliés ont donné nettement dans leurs manifestes le caractère d'une croisade à la guerre entreprise par eux en commun contre l'ennemi de leur foi, contre le conquérant asiatique qui opresse depuis près de cinq siècles de pays chrétiens, la presse allemande, animée en général d'idées très larges en fait de croyances, penche de plus en plus du côté des Turcs. Comme j'avais l'honneur de vous l'écrire le 21 de ce mois, les allusions, vraiment peu adroites, faites par le Czar de Bulgarie dans sa proclamation à ses troupes à l'intervention éventuelle de la Russie, ont produit ici la plus mauvaise impression.

On pense en effet avec raison que les sentiments panslavistes du peuple russe n'ont pas besoin d'être excités; on craint qu'à un moment donné, si le sort des armes est défavorable ou trop favorable aux alliés, les manifestations de ces sentiments ne rompent toutes les digues par lesquelles le Gouvernement Impérial chercherait à les contenir et que la politique d'entente avec les autres puissances pratiquée par M. *Sasonow* ne disparaisse avec lui.

L'Ambassadeur de France, qui doit avoir des raisons particulières de parler ainsi, m'a répété à diverses reprises que le plus grand danger pour le maintien de la paix européenne consiste dans l'indiscipline et la politique personnelle des Agents russes à l'étranger. Ils sont presque tous d'ardents panslavistes et c'est à eux qu'il faut en grande partie imputer la responsabilité des événements actuels. Ils se feront, à n'en pas douter, les instigateurs secrets d'une intervention de leur Pays dans le conflit balkanique.

La politique de M. *Sasonow* est d'autant plus sage que les événements actuels ont surpris la Russie en pleine réorganisation de ses forces militaires et qu'un désastre ou un simple échec en Europe lui serait autrement funeste que ses défaites en Extrême-Orient. Il serait le signal d'une révolution sociale qui s'arme dans l'ombre et menace sourdement le Trône des Czars. A comparer le peu d'avantage personnel que la Russie retirerait d'une intervention avec les risques qu'elle encourrait, on devrait avoir confiance dans le bon sens de ses gouvernants et envisager l'avenir prochain avec assez de tranquillité, n'étaient les sentiments panslavistes et ceux qui les attisent.

Veuillez agréer, etc.

(s.) Baron *Beyens*.

Nr. XCV. Le Comte de Lalaing, Ministre de Belgique à Londres, à M. Davignon, Ministre des Affaires Etrangères.

Londres, le 31 octobre 1912.

Monsieur le Ministre!

Une des nombreuses conférences instituées par la société de l'entente anglo-allemande s'est réunie hier au Guildhall à Londres, sous la présidence de Sir *Frank Lascelles*, ancien Ambassadeur à Berlin. Le Président, le Lord Maire et Lord *Avebury* ont tendu le rameau d'olivier. Le Comte *Leyden*, le Dr. *Schuster* et le Professeur *Rathgen* ont tenu des discours pacifiques. On a échangé quelques politesses sur la race anglo-saxonne, les liens du sang, les horreurs de la guerre que les deux nations redoutent, leurs intérêts commerciaux communs et le besoin réciproque d'une meilleure entente.

Malheureusement la semaine dernière, le Feld-Maréchal Lord *Roberts*, avait prononcé dans un meeting un discours belliqueux qui avait attiré beaucoup d'attention. On sait que Lords *Roberts* préconise le service militaire personnel, qu'il critique la situation de l'armée et cherche à introduire un esprit plus guerrier dans la nation. Ce vètéran a son franc parler et fait le désespoir des pacifistes. Il ne cesse de prédire le déclin de l'Angle-

terre et sa ruine finale, si ses forces militaires ne sont pas réorganisées et ne craint pas de parler clairement.

D'un ton solennel et prophétique, il a déclaré que l'Allemagne n'attend que le moment où ses armements navals seront achevés pour attaquer la Grande Bretagne. L'Empire Germanique ne vise rien moins que la suprématie sur terre et sur mer. Il a ensuite critiqué l'état actuel de l'armée anglaise, qui n'est pas prête. Quant aux troupes territoriales, il les déclare trop peu nombreuses, indisciplinées, mal équipées et sans énergie.

Pareil réquisitoire a fait sensation. Le Gouvernement responsable de la création de l'armée territoriale a été vivement froissé. Le Foreign Office a craint l'effet que ce discours pourrait produire à Berlin. Il y a eu des interpellations à la Chambre et Sir *E. Grey* a dit qu'il était regrettable de voir dans les deux pays des personalités qui ne sont pas en mesure d'influencer la politique de leurs Gouvernements se livrer à des attaques de ce genre.

Mais le coup avait été porté, et le speech contribuera à persuader aux timorés que décidément l'Allemagne médite de faire la guerre à sa rivale dans la mer du Nord, peut-être même à brève échéance.

C'est dans ces circonstances, au moins défavorables, que s'est réunie la conférence de l'entente anglo-allemande. Lord *Roberts* est un vieillard qui joue le rôle d'enfant terrible, mais il croit avoir la mission d'ouvrir les yeux de la nation et sa popularité lui tient lieu d'arguments auprès de la masse. Les paroles mielleuses que l'on a entendues hier au Guildhall ne sont pas de nature à effacer les sorties violentes du Feld-Maréchal dans l'esprit populaire, sorties qui maintiennent une atmosphère de méfiance chronique dans l'opinion.

Veuillez agréer, etc.

(s.) Cte. *de Lalaing.*

Nr. XCVI. Le Baron Beyens, Ministre de Belgique à Berlin, à M. Davignon, Ministre des Affaires Etrangères.

Berlin, le 30 novembre 1912.

Monsieur le Ministre!

Le voyage de l'Archiduc Héritier d'Autriche en Allemagne, bien qu'il ait eu pour prétexte un déplacement de chasse motivé par une invitation de l'Empereur, a eu cette année-ci une importance particulière, étant donnés la guerre balkanique et le conflit entre l'Autriche-Hongrie et la Serbie. L'Archiduc a dit à Berlin que la Monarchie austro-hongroise était arrivée à la limite des concessions qu'elle pouvait faire à sa voisine. L'Empereur et ses Conseillers ne lui en ont pas moins prodigué des conseils de modération que *Guillaume II*, en reconduisant son hôte à la gare, a résumés avec la familiarité de langage dont il est coutumier par ces mots expressifs: „Surtout pas de bêtises!“ Je puis, sur la foi d'Ambassadeurs qui me l'ont répété, vous garantir l'authenticité de ce conseil qui a échappé aux indiscrétions des journaux.

Peu de jours après le départ *de François-Ferdinand*, a paru dans la „Norddeutsche Allgemeine Zeitung“ le communiqué officieux que vous connaissez, rédigé à la Wilhelmstrasse et destiné à rassurer les esprits que la nouvelle des préparatifs militaires de l'Autriche avait affolés. Il n'y a pas de doute que l'Empereur, le Chancelier et le Secretaire d'Etat aux Affaires Etrangères ne soient passionnément pacifiques. L'article de la „Norddeutsche“ a causé un certain mécontentement à la Cour de Vienne. L'Archiduc Héritier ne s'attendait pas, au lendemain de son voyage, à une déclaration aussi nette de la part de l'Allemagne, et il s'en est plaint ici. Quels que soient les projets que M. *de Kiderlen-Waechter,* qui a de grandes idées, porte dans sa tête pour concilier à son pays les sympathies des jeunes Puissances balkaniques, un fait absolumen ten certain, c'est qu'il veut fermement éviter une conflagration européenne. La politique allemande se rapproche sur ce point de celle de l'Angleterre et de la France, toutes deux résolument pacifiques, et, si les sujets de polémique continuent d'être journaliers entre la presse de Paris et celle de Berlin, celle-ci a adopté un ton beaucoup plus conciliant à l'égard de la Grande-Bretagne et de Sir *Edward Grey* en particulier. Les relations entre les Gouvernements allemand et britannique sont meilleures qu'elles n'avaient été depuis longtemps et même, à ce qu'assure l'Ambassadeur de France, une détente très favorable au maintien de la paix se produit aussi entre les Cabinets de Berlin et de Paris.

Amener l'Autriche à se montrer plus traitable, comme on croit ici que le Gouvernement Impérial y a réussi, cela ne suffirait pas pour apaiser le conflit. Il faut encore faire fléchir la resistance opiniâtre de la Serbie à une diminution de ses prétentions. A la fin de la semaine dernière, le bruit courait dans les Chancelleries européennes que M. *Sasonow* renonçait à lutter contre le parti de la Cour qui veut entraîner la Russie dans une guerre, quoique le sol de l'Empire russe soit miné par la révolution et sa préparation militaire encore insuffisante. Mais depuis deux jours, depuis surtout que le Czar a reçu en audience particulière l'Ambassadeur d'Autriche-Hongrie, une impression de confiance a succédé à l'énervement de la semaine passée. M. *Sasonow* s'est, parait-il, ressaisi et il joue activement auprès de la Cour de Belgrade le même rôle que la diplomatie allemande auprès de la Cour de Vienne. Sous l'influence des Conseils russes l'intransigeance Serbe va-t-elle se plier à un compromis dans la question du port de l'Adriatique? Mes Collègues à qui j'ai fait cette demande m'ont répondu affirmativement. Or c'est là le Noeud de la question.

On est donc optimiste dans le monde diplomatique de Berlin; je viens de le constater dès mon retour. Mais on s'attend encore à recevoir de temps en temps des nouvelles très alarmistes, auxquelles on devra d'autant moins ajouter foi qu'elles seront probablement l'œuvre des diplomates turcs *Hilmi Pacha* et *Nizamy Pacha,* qui s'entendent admirablement, en vrais Levantins, à lâcher ces oiseaux de mauvais angure. *Nizamy Pacha,* Ambassadeur à Berlin, disait hautement que la défaite de la Turquie mettrait l'Europe en

feu. Il s'applique de son mieux à faire en sorte que sa prédiction se réalise. Son passage à Vienne et à Bucarest a été marqué par toute une volée de fausses nouvelles, avidement recueillies par les journaux.

Le projet d'une Conférence d'Ambassadeurs qui aurait pour but de déblayer le terrain en amenant une entente préalable entre les six grandes Puissances pour la solution des questions importantes, telles que celle des îles de la Mer Egée et celle de l'Albanie, à laquelle est fatalement liée la question d'un port serbe sur l'Adriatique, a trouvé un accueil favorable à Berlin. L'idée de Sir *Edward Grey* répond à une préoccupation de M. *de Kiderlen-Waechter* qui s'est plaint à diverses reprises de perdre un temps précieux et de n'aboutir à aucun résultat par des échanges de vues de Cabinet à Cabinet. En les concentrant dans une seule capitale et en confiant à des diplomates expérimentés, on arriverait sans doute à un accord qui rendrait plus facile la tâche du Congrès appelé plus tard à régler les questions soulevées par la guerre actuelle. Il semble tout naturel, la proposition émanant du Gouvernement britannique, que la Conférence des Ambassadeurs ait lieu à Londres; on parle cependant de la faire tenir plutôt à Paris. Dans cette dernière Capitale résident, comme Ambassadeurs, des hommes qui ont joué un rôle militant dans la politique étrangère de leur pays — tels que M. M. *Tittoni* et *Iswolsky* — et qui sont par là suspects d'avoir une politique personnelle. D'autre part, l'Ambassadeur d'Angleterre, Sir *Francis Bertie*, est un esprit trop combatif pour qu'on puisse espérer qu'il ne s'amuse pas à semer le désaccord entre ses Collègues. Le choix de Paris ne paraîtrait pas très heureux pour cette réunion diplomatique.

Veuillez, etc. (s.) Baron *Beyens*.

Nr. XCVII. Le Baron Guillaume, Ministre de Belgique à Paris, à M. Davignon, Ministre des Affaires Etrangères.

Paris, le 12 février 1913.

Monsieur le Ministre!

Le nouveau Président de la République jouit en ce moment en France d'une popularité que n'a connue aucun de ses prédécesseurs. Pour ne parler que des deux derniers, l'élection de M. *Loubet* fut assez mal accueillie par l'opinion publique, et celle de M. *Fallières* ne produisit que de l'indifférence.

M. *Poincaré* est tous les jours l'objet de manifestations de sympathie; on lui offre banquets sur banquets; on chante ses louanges dans des complaintes au coin des rues et, dans tous les cafés concerts et les cinémas, l'apparition de son portrait et la mention de son nom soulèvent des applaudissements.

On prépare des grandes fêtes pour le jour où il prendra possession des pouvoirs présidentiels; la Ville de Paris lui offrira une réception, et des centaines de sociétés démandent la permission de se grouper sur le parcours de son cortège lorsqu'il se rendra à l'Hôtel de Ville.

Cette popularité est faite de divers éléments: son élection avait été habilement préparée; on lui sait gré d'avoir, au cours de son ministère, manœuvré assez adroitement pour mettre la France en évidence dans le concert européen; il a eu quelques mots heureux et qui ont fait impression. Mais il faut y voir tout d'abord une manifestation de ce vieux chauvinisme français, qui s'était éclipsé durant de longues années, mais a repris force depuis les incidents d'Agadir

M. *Poincaré* est Lorrain et ne manque aucune occasion de le rappeler; il fut le collaborateur et l'instigateur de la politique militariste de M. *Millerand;* le premier mot enfin qu'il ait prononcé au moment même où il apprit son élection à la Présidence de la République, fut la promesse de veiller au maintien de tous les éléments de la défense nationale.

Dans ces conditions et grâce à ses éminentes qualités il pourra rendre de grands services à son pays; mais il est trop avisé pour ne pas savoir que les réactions sont fréquentes dans l'opinion publique française, et qu'il n'est aucun pays où la Roche Tarpéenne soit aussi proche du Capitole.

Je suis, etc.

(s.) *Guillaume.*

Nr. XCVIII. Le Baron Guillaume, Ministre de Belgique à Paris, à M. Davignon, Ministre des Affaires Etrangères.

Paris, le 19 février 1913.

Monsieur le Ministre!

Je viens de voir M. le Ministre des Affaires Etrangères qui m'â dit que la situation internationale ne s'est guère modifiée. L'armée bulgare ne fait pas de progrès appréciables, et la Conférence des Ambassadeurs de Londres semble dans un certain marasme.

Le Cabinet de Vienne est toujour intransigeant pour toutes les questions qui l'intéressent, et la Russie défend énergiquement la Serbie et le Monténégro.

Les six Grandes Puissances ont formellement offert leur médiation pour le règlement du conflit bulgaro-rumain; jusqu'ici, cette offre n'a pas reçu de réponse. M. *Jonnart* regrette que la question internationale soit, dans les deux pays, conduite avec des soucis de politique intérieure. Le Roi *Charles* était très sage et très prudent au début des difficultés; il est à craindre qu'il ne se laisse déborder par les hommes politiques de l'opposition. Les Bulgares sont généralement très raides dans leurs négociations, et M. *Danef* est intraitable dans toute circonstance.

La presse allemande se montre étonnée des mesures militaires que le Gouvernement français va prendre en réponse à l'accroissement des forces de l'Empire; il ne pouvait en être autrement; nous savons parfaitement bien, m'a dit le Ministre, quel avantage donne à notre voisin l'augmentation continuelle de la population: mais nous devons faire tout ce qui nous est possible pour compenser cet avantage par une meilleure organisation de nos forces.

Les journaux — et notamment le „Temps“ — en rendant compte des projets du Gouvernement de la République, ont tort de les présenter, d'ailleurs, comme une réponse aux mesures prises par l'Allemagne; beaucoup ne sont que l'aboutissement d'études poursuivies depuis longtemps.

Le cabinet n'a pas encore pris de décision quant à la durée du service. Rétablira-t-on le service de trois ans pour certaines armes ou pour toutes? M. *Jonnart* n'en sait encore rien, mais il ne cache pas ses préférences pour le service de trois ans pour toutes les armes.

Le Ministre ne considère pas les mesures prises par l'Allemagne comme un geste hostile — mais comme une mesure de prudence pour l'avenir. L'Allemagne craint, un jour, d'être en lutte à la fois avec la Russie et la France, et peut-être même avec l'Angleterre, alors que le secours que pourrait lui prêter l'Autriche serait très réduit par la nécessité pour l'Empire Dualiste de résister au groupe des Etats Balkaniques. Les relations entre l'Ambassade de France à Berlin et la Wilhelmstraße restent incessantes et excellentes.

Je suis, etc.

(s.) *Guillaume.*

Nr. XCIX. Le Baron Guillaume, Ministre de Belgique à Paris, à M. Davignon, Ministre des Affaires Etrangères.

Paris, le 21 février 1913.

Monsieur le Ministre!

La nouvelle de la prochaine nomination de M. *Delcassé* au poste d'Ambassadeur à Pétersbourg a éclaté hier après-midi, comme une bombe. Les journaux en donnaient la mention en même temps que le texte du message de M. le Président de la République.

La coincidence était-elle voulue? Il semble que oui; dans tous les cas elle fut très remarquée et exerça une action déprimante sur la Bourse.

La personnalité de M. *Delcassé* est très connue et assez significative. Il fut un des artisans de l'alliance russo-française et, plus encore, de l'amitié franco-anglaise.

Les incidents de son départ forcé du Quai d'Orsay sont présents à la mémoire de tous. Au bout de quelques années, lorsque M. *Delcassé* prit le Ministère de la marine, on dit de toute part, que son retour au pouvoir n'était pas mal vu à Berlin, et l'Ambassade d'Allemagne le proclamait très haut.

Le mois dernier, des amis de l'éminent homme d'Etat, allaient le répétant, pour l'hypothèse où, au Congrès de Versailles, après d'éventuels scrutins inutiles, on eût voulu faire élire M. *Delcassé* comme outsider. Il n'était un secret pour personne, qu'il le désirait; mais bien des hommes politiques eussent redouté ce choix dans la crainte de l'apparence d'une manifestation anti-allemande.

Faut-il donner cette interprétation au choix du nouvel Ambassadeur à Pétersbourg? Je ne le pense pas; mais j'estime, cependant, qu'il n'a pas

déplu à M. *Poincaré*, le Lorrain, d'affirmer, dès le premier jour de sa haute magistrature, son souci de se montrer ferme et de tenir haut le drapeau du pays.

Dans les moments troublés où se trouve l'Europe, c'est là le danger que présente la présence de M. *Poincaré* à l'Elysée. C'est sous son Ministère que se sont réveillés les instincts militaristes — légèrement chauvins — du peuple français. On a vu sa main dans cette modification; il faut espérer que son esprit politique, pratique et froid, le défendra contre toute exagération dans cette voie. L'accroissement notable des armements d'Allemagne, qui survient au moment de l'entrée à l'Elysée de M. *Poincaré*, va augmenter le danger d'une orientation trop nationaliste de la politique de la France.

Je suis, etc.

(s.) *Guillaume.*

Nr. C. Le Comte de Lalaing, Ministre de Belgique à Londres, à M. Davignon, Ministre des Affaires Etrangères.

Londres, le 24 février 1913.

Monsieur le Ministre!

Les milieux politiques ont été émus et l'imagination du public fortement frappée, par les vastes projets militaires de l'Allemagne et plus encore peut-être par la réponse si prompte et si ferme de la France. Les deux gouvernements sont prêts à faire des sacrifices financiers considérables et paraissent soutenus par l'opinion dans les deux pays, ou seuls les socialistes font entendre une voix discordante.

La presse anglaise veut naturellement endosser à l'Allemagne la responsabilité de la nouvelle tension qui résulte de ses projets et qui peut apporter à l'Europe des sujets d'inquiétude nouveaux. Beaucoup de journaux estiment que le Gouvernement français, en se déclarant prêt à imposer le service de trois ans, et en nommant M. *Delcassé* à St. Pétersbourg, a adopté la seule attitude digne de la grande République en présence d'une provocation allemande.

Au Foreign Office, j'ai trouvé une appréciation plus équitable et plus calme de la position. On voit dans le renforcement des armées allemandes, moins une provocation que l'admission d'une situation militaire amoindrie par les événements et qu'il importe de renforcer. Le Gouvernement de Berlin se voit obligé de reconnaître qu'il ne peut plus compter comme auparavant, sur l'appui de toutes les forces de son alliée autrichienne, depuis l'apparition dans le sud-est de l'Europe d'une puissance nouvelle, celle des alliés balkaniques, établie sur les flancs mêmes de l'empire dualiste. Loin de pouvoir compter en cas de besoin sur tout l'appui du gouvernement de Vienne, c'est à celui-ci vraisemblablement que l'Allemagne devra prêter le sien. En cas de guerre européenne, elle devrait tenir tête à ses ennemis sur deux frontières, la russe et la française, et diminuer peut-être ses propres forces pour aider l'armée autrichienne. Dans ces conditions, on ne trouve rien d'étonnant à ce que

l'Empire allemand éprouve le besoin d'accroître le nombre de ses corps d'armée. On a ajouté au Foreign Office que le Gouvernement de Berlin avait très franchement exposé au Cabinet de Paris les motifs précités de son action.

Veuillez agréer, etc.

(s.) Cte. *de Lalaing.*

Nr. CI. Le Baron Guillaume, Ministre de Belgique à Paris, à M. Davignon, Ministre des Affaires Etrangères.

Paris, le 3 mars 1913.

Monsieur le Ministre!

L'Ambassadeur d'Allemagne me disait samedi:

La situation politique s'est beaucoup améliorée depuis quarante-huit heures; la détente est générale; on peut espérer un prochain retour à la paix. Mais ce qui ne s'améliore pas c'est l'état de l'opinion publique en France et en Allemagne quant aux relations entre les deux pays.

On est persuadé chez nous que l'esprit de chauvinisme, en s'étant réveillé, nous avons à craindre une attaque de la République; en France, on professe les mêmes craintes à notre égard. La conséquence de ces malentendus est de nous ruiner tous les deux; je ne sais où nous allons dans cette voie périlleuse. Ne se trouvera-t-il donc pas un homme d'assez de bonne volonté et d'assez de prestige pour rappeler tout le monde à la raison? Tout cela est d'autant plus ridicule que, durant toute la crise que nous traversons, les deux Gouvernements ont prouvé les sentiments les plus pacifiques, et se sont continuellement appuyés l'un sur l'autre pour éviter les conflits de naître.

M. le Baron *de Schoen* a parfaitement raison. Je suis mal placé pour scruter l'opinion publique allemande; mais je constate, tous les jours, combien le sentiment public devient tous les jours plus défiant et plus chauvin en France.

On ne rencontre que gens qui vous assurent qu'une guerre prochaine avec l'Allemagne est certaine, fatale. On le regrette mais on s'y résout. On demande le vote immédiat et presque d'acclamation de toute mesure capable d'accroître la puissance défensive de la France. Les plus raisonnables soutiennent qu'il faut s'armer jusqu'aux dents pour effrayer l'adversaire et empêcher la guerre.

C'est ce que prêchait encore récemment, au sein d'une association, M. *Pichon*, homme d'expérience, qui fut longtemps Ministre des Affaires Etrangères. Il disait:

„Travaillons à l'accroissement continu de nos forces, c'est là encore une des garanties les plus efficaces de la paix. Les efforts de notre diplomatie seraient vains si notre puissance militaire n'était pas crainte et respectée.

„Pas de déséquilibre diplomatique en Europe. Pas de déséquilibre militaire non plus au détriment de l'une des nations qui représentent au plus haut degré l'idéal pacifique des démocraties modernes. Qu'aucune charge reconnue nécessaire ne soit au dessus de notre patriotisme. Ce n'est pas pour la guerre que nous nous armons; c'est pour l'éviter, la conjurer. Et nous ne fortifions l'armée dont nous sommes fiers, et qui est notre sauvegarde, que dans la mesure où il le faut pour prévenir toutes les surprises et décourager toute velleité de provocation."

J'ai rencontré hier soir M. *Pichon* qui m'a répété ces mêmes paroles; il faut armer de plus en plus pour empêcher la guerre.

Il est convaincu que les Chambres voteront avec enthousiasme les 500 millions demandés par le Gouvernement pour perfectionner l'outillage militaire du pays. J'ai eu l'honneur de vous envoyer l'exposé des motifs et le dispositif de ce projet de loi. M. *Pichon* ne doute pas, qu'à quelques exceptions près, il en sera de même des mesures qui seront proposées pour l'augmentation des effectifs. Sur ce point, il est des opinions divergentes.

Toute la presse, sauf les organes socialistes et certains journaux radicaux-socialistes, réclament le service de trois ans sans exceptions. Le Gouvernement garde jusqu'ici le secret sur les résolutions qu'il veut prendre. On admet, toutefois généralement que, si le Cabinet, malgré les intérêts électoraux contraires, se rallie au dit service de trois ans, celui-ci sera voté, mais non sans opposition. M.M. les Députés ont peur de perdre leurs sièges.

Je suis, etc.

(s.) *Guillaume.*

Nr. CII. Le Baron Beyens, Ministre de Belgique à Berlin, à M. Davignon, Ministre des Affaires Etrangères.

Berlin, le 18 mars 1913.

Monsieur le Ministre!

Les conditions inacceptables posées par les Etats balkaniques pour la conclusion de la paix s'expliquent par la certitude qu'ils ont de l'impossibilité où se trouvent les Grandes Puissances de leur imposer leurs volontés.

D'après les informations que j'ai recueillies dans le monde diplomatique de Berlin, un accord complet règnerait à Londres entre les Ambassadeurs qui ont reçu le mandat de préparer des solutions aux questions soulevées par la continuation des hostilitées. Mais aucun de ces Messieurs n'est autorisé à rédiger un protocole, à tracer même une virgule sur une feuille de papier, sans l'assentiment préalable de son Gouvernement, et l'entente entre les différentes Puissances, qu'on jugeait trop longue et trop difficile à établir par des négociations entre Cabinets, ne paraît pas plus aisée aujourd'hui à obtenir, depuis qu'on a recours au moyen suggéré par Sir *Edward Grey* et qu'on a constitué la réunion des Ambassadeurs accrédités à Londres comme une sorte de Conseil délibératif, destiné à concilier les divergences de vue et à préparer le terrain pour une action commune des Puissances.

C'est précisément là que gît la difficulté de l'entente. Les désirs des Puissances ne peuvent se réaliser qu'à l'aide d'une pression exercée sur les Etats balkaniques. Jusqu'à présent l'unanimité fait défaut, dès qu'il s'agit de passer aux moyens d'action. On le sait à Sofia, à Belgrade et à Athènes et cette inertie des Grands Etats, qui s'est manifestée après les premières victoires des Alliés, encourage ceux-ci à se montrer arrogants et intransigeants.

Ils y sont poussés aussi par l'attitude ambigue de la Russie. Les représentants des Etats balkaniques à Berlin ne font plus mystère aujourd'hui des liens étroits qui n'ont jamais cessé d'exister entre leurs Gouvernements et le Cabinet de St. Pétersbourg. Lui seul était au courant de l'alliance conclue entre eux, et ils n'ont marché de l'avant que nantis de son approbation. La diplomatie russe tient pour ainsi dire en laisse celle des alliés qui reçoit d'elle ses instructions et va prendre son mot d'ordre. Mais la diplomatie russe a beaucoup varié elle-même depuis le commencement des hostilités. Dans ses moments d'expansion, l'Ambassadeur de France à Berlin ne m'a pas caché combien il était difficile de compter sur l'esprit brillant mais versatile des hommes politiques qui dirigent l'Empire allié de la France, car ils jouent un double jeu même avec elle. M. *Cambon* s'est plaint en particulier, à maintes reprises, de l'influence conservée par M. *Iswolski*, lequel poursuit une revanche personnelle contre l'Autriche-Hongrie et s'efforce de brouiller les cartes, quand elle paraît gagner la partie.

On croit cependant ici que la guerre approche de son terme, parce que les alliés, malgré le bluff dont ils abusent, sont très désireux de traiter. On croit que la question de Scutari se résoudra conformément à la volonté du Cabinet de Vienne, appuyé par l'Allemagne et l'Italie, d'annexer cette place à l'Albanie, et en dépit des tergiversations de la Russie qui ne peut se décider à abandonner le Monténégro. Quant aux îles de la mer Egée, il paraît impossible de mobiliser une escadre internationale afin d'en chasser les Grecs qui connaissent la valeur de l'axiome: Beati possidentes. Enfin, en présence de l'obstination de la Bulgarie à réclamer une indemnité de guerre, on se demande si la résistance de la France et de l'Allemagne ne fléchira pas et si, dans les pourparlers qui seront engagés à Paris sur ce point spécial, on ne trouvera pas moyen de donner quelques satisfactions au Cabinet de Sofia.

On en est venu ici à désirer la chute d'Andrinople pour hâter l'acquiescement de la Turquie à des exigences, qu'on juge d'ailleurs, excessives, et le maintien du Cabinet jeune-turc contre les essais de soulèvement d'une partie des officiers, pour trouver des Ministres qui consentent à signer l'acte de déchéance de la domination ottomane en Europe.

Veuillez, etc.

(s.) Baron *Beyens.*

Nr. CIII. Le Baron Beyens, Ministre de Belgique à Berlin, à M. Davignon, Ministre des Affaires Etrangères.

Berlin, le 4 avril 1913.

Monsieur le Ministre!

L'incident de Scutari est sans doute le plus grave qui se soit produit au point de vue européen, depuis l'ouverture des hostilités balkaniques. Que le roi du Monténégro s'entête dans sa résistance aux sommations de l'Autriche-Hongrie et à la pression des Puissances, cela se comprend du reste. Il joue sa couronne par suite de ses insuccès militaires et il n'a chance de la conserver contre une révolution intérieure, conséquence probable de l'exaspération de ses sujets, qu'en devenant à leurs yeux la victime de la politique austro-hongroise. Mais il ne peut poursuivre le siège de Scutari qu'avec la coopération des Serbes. Or, l'arrogance et le mépris, avec lesquels ces derniers reçoivent les réclamations du cabinet de Vienne ne s'expliquent que par l'appui qu'ils croient trouver à Saint Pétersbourg. Le Chargé d'Affaires de Serbie disait ici récemment que son gouvernement ne serait pas allé de l'avant depuis six moix, sans tenir compte des menaces autrichiennes, s'il n'y avait pas été encouragé par le Ministre de Russie, M. *de Hartwig*, un diplomate de l'école de M. *Iswolsky*. Il faut avouer que l'événement a donné jusqu'à présent raison à l'audace aventureuse du Cabinet de Belgrade.

La politique russe témoigne une hésitation qui aggrave singulièrement la situation européenne. M. *Sasonow* est de coeur avec ses collègues qui dirigent la politique des Grandes Puissances, mais il sent son influence sur le Czar battue en brèche par le parti de la Cour et par les Panslavistes. De là les contradictions de sa conduite. Il adhère à Londres par l'organe de l'Ambassadeur de Russie au Concert européen décidé à mettre à la raison le Monténégro, et il hésite à donner officiellement à la France le mandat de représenter son alliée russe dans le blocus des côtes monténégrines.

Qu'on soit las à Paris de ces tergiversations, cela ne fait pas de doute, mais on y subit en maugréant les conséquences de l'alliance et on se laisse entraîner dans une voie qui peut conduire à une guerre générale. A Berlin on n'est pas, au fond, plus satisfait de la direction imprimée à la Triple Alliance dans la question balkanique par le Cabinet de Vienne, mais on fait meilleure figure et on envisage avec sang froid les complications qui peuvent en résulter. Dans les déclarations pleines de réserve faites hier par le Secrétaire d'Etat aux Affaires Etrangères à la Commission du budget du Reichstag, le seul point sur lequel Mr. *de Jagow* se soit exprimé avec une netteté qui ne laisse aucun doute quant aux intentions de l'Allemagne, c'est l'appui qu'elle est résolue de prêter jusqu'au bout à son alliée, l'Autriche-Hongrie.

On ne pense pas dans le monde diplomatique de Berlin, ou plutôt on n'espère plus que la démonstration navale devant Antivari empêchera la continuation du siège de Scutari et l'assaut final auquel les Monténégrins et les Serbes se préparent activement. Si la place tombe entre leurs mains, il

faudra autre chose qu'un simple blocus et des sommations inutilement répétées pour les en déloger. L'entrée des troupes autrichiennes sur un territoire balkanique, plutôt serbe que monténégrin, parcequ'en Serbie des opérations militaires seraient plus faciles qu'au Monténégro, motiverait une intervention de la Russie et déchaînerait peut-être une guerre générale. C'est une éventualité tellement grave qu'elle ferait reculer — on l'espère du moins ici, — les deux Puissances, de la décision desquelles dépend aujourd'hui la paix européenne. En d'autres termes, on croit que la gravité du péril auquel toute décision inconsidérée exposerait l'Europe entière est la meilleure garantie que l'on ait qu'il sera évité.

Il faudrait nécessairement offrir une compensation au Monténégro, l'Autriche-Hongrie ne pouvant pas, sans se déconsidérer, laisser en sa possession Scutari, la future capitale du futur état d'Albanie. On parle ici de l'offre d'une certaine étendue de côte avec une bande de territoire au sud de Dulcigno, qui comprendrait le port de St. Jean de Médua, entouré de rochers et qui n'est pas susceptible d'un développement économique ou militaire.

Veuillez agréer, etc.

(s.) Baron *Beyens.*

Nr. CIV. Le Baron Guillaume, Ministre de Belgique à Paris, à M. Davignon, Ministre des Affaires Etrangères.

Paris, le 16 avril 1913.

Monsieur le Ministre!

Je viens de voir M. le Ministre des Affaires Etrangères avec lequel j'ai causé assez longuement de l'incident de Nancy, que les journaux vous ont rapporté.

M. *Pichon* se montre très désolé de l'esprit de susceptibilité chauvine dont la presse allemande donne le spectacle.

Les organes officieux du Gouvernement Impérial sont prudents mais les pangermanistes jettent feu et flamme, et il est regrettable que l'agence *Wolff* s'empresse de répandre dans toute l'Allemagne de si déplorables articles.

On n'a pas encore de détails précis sur ce qui s'est passé à Nancy, surtout au Casino — un établissement de troisième ordre — où la querelle a commencé, et où l'on jouait une pièce intitulée „le Uhlan". On ne devrait pas laisser jouer des pièces de ce genre.

Le rapport des autorités locales était insuffisant; un haut fonctionnaire a été envoyé pour faire une enquête sérieuse.

Il n'est pas douteux que l'affaire, qui n'a pas d'importance véritable se liquidera facilement; mais, m'a dit le Ministre, elle est grave en ce qu'elle prouve combien les esprits sont montés de part et d'autre.

Chez nous aussi, a continué Monsieur *Pichon*, il y a un esprit de chauvinisme qui se développe, que je déplore et contre lequel il faudra réagir. La moitié des théâtres de Paris jouent maintenant des pièces nationalistes et

chauvines: je m'abstiens d'y aller; mais ce n'est pas assez, il faudrait avoir les moyens d'empêcher de les représenter. Il importe de ramener plus de calme dans les esprits.

Je suis, etc.

(s.) *Guillaume.*

Nr. CV. Le Baron Guillaume, Ministre de Belgique à Paris, à M. Davignon, Ministre des Affaires Etrangères.

Paris, le 17 avril 1913.

Monsieur le Ministre!

On ne connait pas encore les résultats définitifs de l'enquête que le Gouvernement a chargé un haut fonctionnaire, M. *Ogier*, de faire à Nancy sur les incidents franco-allemands.

Les nombreuses correspondances que publient les journaux donnent cependant l'impression que j'avais déjà l'honneur de vous communiquer hier, que les faits n'ont pas eu une importance suffisante pour légitimer la levée de boucliers d'une partie de la presse allemande et les paroles prononcées au Parlement de Berlin par le Sous-Secrétaire d'Etat des Affaires Etrangères.

Mais ces faits démontreront sans doute aussi que — comme j'ai déjà eu maintes fois l'honneur de vous le dire — l'esprit public en France devient de plus en plus, chauvin et imprudent. On devrait prendre des mesures pour arrêter ce courant que le Gouvernement a véritablement encouragé depuis les incidents d'Agadir et la constitution du Ministère *Poincaré-Millerand-Delcassé.*

Le „Journal“ de ce matin publie, à cet égard, un article *de Victor Margueritte*, intitulé: „A la frontière“, que je me permets de vous signaler.

Je suis, etc.

(s.) *Guillaume.*

Nr. CVI. Le Baron Beyens, Ministre de Belgique à Berlin, à M. Davignon, Ministre des Affaires Etrangères.

Berlin, le 26 mai 1913.

Monsieur le Ministre!

Un mariage princier fut rarement aussi populaire que celui de la Princesse *Victoria Louise* avec le Prince *Ernest Auguste*, Duc de Brunswick et Lunebourg. Les habitants de Berlin ont témoigné leur satisfaction par des ovations à la Famille Impériale, qui se sont étendues aux hôtes royaux qu'elle recevait à cette occasion. Il est aisé de constater par la lecture des journaux que le même sentiment, fait d'approbation et de contentement a été éprouvé dans toute l'Allemagne. On était content de voir terminer d'une manière aussi heureuse la vieille querelle des Guelfes et des Hohenzollern qui pesait, comme un legs pénible du passé, sur les brillantes destinées du nouvel Empire allemand. On approuvait l'Empereur, non pas

seulement d'avoir donné sa fille unique au fils de son ancien ennemi, mais aussi d'avoir traité ce dernier, pendant toute la durée des fiançailles de leurs enfants, avec une courtoisie qui ne s'est pas démentie un seul instant, en évitant soigneusement tout ce qui pouvait froisser l'amour propre de l'héritier du vaincu de Langensalza. Dans le toast plein de tact et d'élévation que *Guillaume II* a porté au jeune couple pendant le banquet nuptial, il s'est plu a mettre sur le même pied les Maisons des Guelfes et des Hohenzollern „qui ont joué des rôles si marquants dans le développement historique de la patrie allemande“ (Die so markante Rollen in der geschichtlichen Entwicklung des deutschen Vaterlandes gespielt haben). On ne saurait plus aimablement travestir l'historie.

Le Duc de Cumberland, oncle du Roi d'Angleterre et de l'Empereur de Russie, a toujours été l'objet de la part de ces deux Princes d'une sympathie des plus marquées. La Cour britannique n'a jamais oublié que la maison de Hanovre est une branche détachée du tronc royal de la maison d'Angleterre. Aussi la solution chevaleresque apportée à la question guelfe par *Guillaume II* a-t-elle été accueillie avec une joie sincère tant à Londres qu'à St. Pétersbourg. Quoi d'étonnant que les Souverains Anglais et le Czar aient tenu à montrer leur satisfaction en assistant au mariage qui a scellé la reconciliation des Guelfes et des Hohenzollern? Ce sentiment, plus encore que les liens de famille, suffirait à justifier leur présence ici pendant les fêtes qui viennent de se terminer. On a cherché d'autre part à attribuer à la réunion des trois principaux Monarques de l'Europe une certaine importance politique. De politique proprement dite il n'a pas dû être beaucoup question dans les entretiens de *Guillaume II* et de *Georges V.* Avec le Czar, l'Empereur allemand n'a sans doute pas laissé échapper l'occasion d'engager des conversations intéressantes.

On peut dire, tout au moins, sans risquer de se tromper que la visite du couple royal d'Angleterre à Berlin apparaît comme la confirmation et comme la consécration aux yeux de l'Europe du rapprochement qui s'est incontestablement opéré entre l'Allemagne et la Grande-Bretagne pendant la guerre balkanique, où les deux Etats ont agi de concert pour la préservation de la paix européenne. C'est un avertissement que la France ferait bien de méditer, au moment où elle se consume en efforts peut-être inutiles et destinés en tout cas à révéler à l'étranger l'état de décomposition interne de son armée, en vue de rétablier l'equilibre des forces entre elle et l'Allemagne.

Quant au voyage du Czar, il est une nouvelle preuve des bonnes relations, inaugurées lors de l'entrevue de Potsdam et cimentées par celle de Port Baltique, qui existent entre les Maisons régnantes des deux Empires voisins et aussi entre leurs Gouvernements. La guerre balkanique n'y a pas porté atteinte. Des diplomates français clairvoyants accusent la Russie de jouer un double jeu vis-à-vis de son alliée au profit de l'Allemagne. Cela n'est pas invraisemblable et ce serait une raison de plus pour la France de renoncer à vouloir contrebalancer la suprématie militaire allemande et de répudier la chimère d'une revanche.

Faut-il conclure de la visite des Souverains anglais à Berlin qu'un rapprochement anglo-allemand est en préparation, qui poursuivrait un but concret, tel que celui de l'absorption du Congo belge par l'Allemagne, un rapprochement de ce genre ne pouvant être réalisé, comme le prétend la „Post“ de Berlin, que sous la forme d'une entente coloniale? Nous sommes avertis par l'expérience de 1909 qu'un arrangement secret, conclu aux dépens du Congo par les Cabinets de Londres et de Berlin, n'aurait rien d'impossible. Mais en 1909 il ne s'agissait que d'une faible portion du territoire de la colonie belge, dont la possession nous était, d'ailleurs, contestée par l'Angleterre. Aujourd'hui la „Post“ parle, comme d'une chose toute naturelle, de la cession volontaire ou forcée de notre empire africain. Il n'est pas admissible, quelles que soint les convoitises des coloniaux et des pangermanistes allemands, que l'Angleterre consente à introduire au coeur de l'Afrique une rivale dont la puissance expansive et économique menacerait les colonies britanniques elles-mêmes, et à lui céder le magnifique bassin du Congo, sans que l'Allemagne soit en mesure de lui offrir une compensation équivalente. S'il était question d'un partage de notre colonie, nous pourrions commencer à concevoir de légitimes inquiétudes. Mais dans ce cas encore, il serait impossible d'exclure complètement la France d'un pareil marché. Le danger paraîtrait réel et pressant, si le partage du Congo faisait, sous les auspices de l'Angleterre, l'objet de pourparlers secrets entre les trois grandes Puissances qui sont nos voisines en Europe et si nos dépouilles africaines devenaient entre elles l'instrument d'un rapprochement pacifique. Mais les choses n'en sont pas là. Nous n'en devons pas moins; à mon avis, tenir l'oeil ouvert sour toutes les conséquences possibles d'une entente anglo-allemande.

Veuillez, etc.

(s.) Baron *Beyens.*

Nr. CVII. Le Baron Guillaume, Ministre de Belgique à Paris, à M. Davignon, Ministre des Affaires Etrangères.

Paris, le 12 juin 1913.

Monsieur le Ministre!

Les journaux ont annoncé que le Conseil des Ministres avait décidé d'inviter la Chambre des Députés à consacrer prochainement des séances supplémentaires à la discussion de la loi militaire, dont il est résolu à assurer le vote avant les vacances parlementaires.

Le fait est vrai; il m'a été confirmé par M. le Ministre des Affaires Etrangères. Le Gouvernement entend que la loi établissant le service de trois ans soit adoptée avant que la Chambre ne se sépare, dût-elle siéger au delà du 14 juillet.

Monsieur *Pichon* est certain du succès de ladite loi. „Nous aurons, m'a-t-il dit, une belle majorité pour voter le principe; les articles suivants réuniront des chiffres de voix divers et puis, pour l'ensemble du projet, nous

compterons un chiffre d'adhérents encore plus important que pour le vote du principe."

On est donc dès à présent certain de l'introduction dans la législation française de dispositions que le pays ne pourra vraisemblablement supporter longtemps. Les charges de la nouvelle loi seront tellement lourdes pour la population, les dépenses qu'elle entraînera seront tellement exorbitantes, que le pays protestera bientôt, et la France se trouvera devant ce dilemme : une abdication qu'elle ne pourra souffrir ou la guerre à brève échéancé. La responsabilité de ceux qui ont entraîné la nation dans cette situation, sera lourde. On les suit dans une sorte d'affolement, de frénésie intéressante, mais lamentable. Il est aujourd'hui défendu, sous peine de passer pour un traître, d'émettre un simple doute sur la nécessité d'adopter le service de trois ans. Chacun se rend compte que l'ensemble de la nation est loin d'être favorable à la reforme que l'on prépare et comprend le danger qui ménace l'avenir; mais on ferme les yeux et l'on marche en avant.

La propagande en faveur de la loi de trois ans, déstinée à amener un réveil du chauvinisme, a été admirablement bien, préparée et menée ; elle a commencée par servir á l'élection de M. *Poincaré* à la Présidence de la République, elle poursuit aujourd'hui son oeuvre sans souci des dangers qu'elle fait naître; le malaise est grand dans pays.

Je suis, etc. (s.) *Guillaume.*

Nr. CVIII. Le Comte de Lalaing, Ministre de Belgique à Londres, à M. Davignon, Ministre des Affaires Etrangères.

Londres, le 7 novembre 1913.

Monsieur le Ministre!

Sir *Edward Grey* a prononcé à Newcastle un speech sur les devoirs d'un Ministre des Affaires Etrangères. Il s'est renfermé dans les généralités en faisant prévoir que le Premier Ministre, au banquet de Guildhall le 10 de ce mois, ferait une allusion plus précise au programme gouvernemental en ce qui concerne les relations extérieures.

Sir *Edward Grey* a commencé par constater que l'Angleterre, de concert avec les autres Grandes Puissances, avait essayé, pendant les hostilités balkaniques, d'empêcher que ce conflit ne dégénérât en guerre générale. Le succès avait couronné ces efforts. L'opposition au Parlement britannique, avait loyalement soutenu le Gouvernement dans les moments difficiles et s'était montrée patriotique.

Ensuite, le Ministre a défini la tâche de son Département, qui devait avoir quatre grands buts en vue:

1. empêcher les changements ou combinaisons politiques qui, du déhors, menaceraient la sécurité de l'Empire;
2. ne pas augmenter les responsabilités territoriales de l'Empire, assez grandes déjà et se borner à garder et à développer ce que l'Angleterre possèdè;

3. encourager le commerce Britannique, surtout en évitant la guerre;
4. employer l'influence de la nation en faveur des buts humanitaires dans le monde.

On peut résumer pratiquement ces desiderata comme suit:

1. le Ministre est en faveur du maintien de la triple entente;
2. il est hostile à toute politique de conquête, qui exciterait l'animosité des grands rivaux;
3. il veut favoriser l'expansion économique du pays, au dehors, en éliminant l'anxiété que produit la crainte de complications internationales c'est à dire en maintenant avec l'Allemagne les meilleurs relations possibles;
4. il ne renonce pas à user vis-à-vis d'autres nations (surtout vraisemblablement vis-à-vis des Etats faibles) du prestige et de l'influence de l'Angleterre, pour appuyer les compagnes humanitaires.

Cette formule, dangereusement élastique, est destinée à plaire au parti philanthropique, si puissant dans ce pays et permet des interventions souvent injustifiées et irritantes.

Veuillez agréer, etc. (s.) Cte. *de Lalaing.*

Nr. CIX. Le Comte de Lalaing, Ministre de Belgique à Londres, à M. Davignon, Ministre des Affaires Etrangères.

Londres, le 13 décembre 1913.

Monsieur le Ministre!

On avait accueillie ici avec regret la nouvelle de la chute du Cabinet *Barthou.* Elle a été considérée comme une attaque, couronnée du succès, contre le crédit du Président *Poincaré,* qui est „persona grata" auprès du Cabinet de Londres, comme une preuve de la puissance de ses adversaires, et un nouveau de l'instabilité constante des ministères français. On a constaté, avec une certaine amertume, l'impopularité plus réelle qu'on ne se l'imaginait, du service de trois ans et on a été frappé des difficultés dans lesquelles se trouve le Gouvernement de la République au sujet de l'emprunt.

M. *Doumergue,* qui cumule les fonctions de Président du Conseil avec celles de Ministre des Affaires Etrangères, passe pour avoir été jadis peu favorable à l'entente cordiale avec l'Angleterre et sceptique quant aux bons résultats de l'alliance franco-russe.

C'est peut-être pour détruire cette impression à Londres et à St. Pétersbourg que M. *Doumergue* a télégraphié à Sir *E. Grey* que ses efforts tendraient à développer la confiance et l'amitié existantes entre les deux nations, et à M. *Sasanow* que son vif désir était d'entretenir les relations les plus cordiales avec Son Excellence dans l'intérêt de l'alliance qui unit si heureusement les deux pays.

Le Ministre Britannique des Affaires Etrangères en remerciant, à dit que M. *Doumergue* pouvait compter sur sa coopération pour développer

l'entente cordiale, et le Ministre russe a répondu qu'il collaborerait au maintien et au renforcement de l'alliance franco-russe.

Une mise au point aussi catégorique, à l'occasion d'un changement de portefeuilles, est assez inusitée et a été probablement considérée comme utile, dans les circonstances, pour contredire des rumeurs qui avaient cours.

Veuillez agréer, etc.

(s.) Cte. *de Lalaing.*

Nr. CX. Le Baron Guillaume, Ministre de Belgique à Paris, à M. Davignon, Ministre des Affaires Etrangères.

Paris, le 16 janvier 1914.

Monsieur le Ministre!

A plusieurs reprises déjà, j'ai eu l'honneur de vous rendre compte des premières manifestations du nouveau groupement politique dont M. *Briand*, avec le concours de M. M. *Barthou*, *Pichon* et consorts, a pris l'initiative. Cette action se précise: M. *Briand* vient d'être proclamé le Président de l'association et la propagande se poursuit.

Ce mouvement aura certes une influence sur les prochaines élections; mais on peut se demander s'il sera aussi important que le désirent ses auteurs, lorsque l'on considère que de hautes personnalités du monde politique modéré et relativement conservateur, tels que M.M. *Ribot*, *Develle*, *Méline* et beaucoup d'autres s'en sont tenus jusqu'ici éloignés.

Quoiqu'il en soit, cette action est intéressante; elle peut avoir pour effet de modérer l'ardeur sectaire des hommes politiques et elle a pour but certain de soutenir et perpétuer les effets de la loi de trois ans. Si j'étais Français, je crois bien que mes sympathies iraient au groupement imaginé par M. *Briand* qui constituerait une amélioration sur l'état de choses actuelles; mais je suis belge et je suis ainsi tenu d'envisager sous un autre angle, les faits qui se déroulent devant moi.

Il me semble certain que nous aurions plus d'intérêt à voir le succès de la politique de M. *Caillaux* — des radicaux et radicaux-socialistes. J'ai déjà eu l'honneur de vous dire que ce sont M.M. *Poincaré*, *Delcassé*, *Millerand* et leurs amis qui ont inventé et poursuivi la politique nationaliste, cocardière et chauvine dont nous avons constaté la renaissance. C'est un danger pour l'Europe — et pour la Belgique. J'y vois le plus grand péril qui menace aujourd'hui la paix de l'Europe, non pas que j'aie le droit de supposer le Gouvernement de la République disposé à la troubler de propos délibéré — je crois plutôt le contraire — mais parce que l'attitude qu'a prise le Cabinet *Barthou* est selon moi, la cause déterminante d'un surcroît de tendances militaristes en Allemagne.

Les folies belliqueuses de la Turquie et la loi de trois ans me paraissent constituer les seuls dangers à redouter pour la paix de l'Europe. Je crois pouvoir relever le péril que fait naître la législation militaire actuelle de la République.

La France amoindrie par les déficits de sa natalité ne peut supporter longtemps le régime de la loi de trois ans L'effort est trop considérable, tant au point de vue financier que relativement aux charges personnelles. Elle ne pourra soutenir un pareil effort et que fera-t-elle pour sortir de la position difficile dans laquelle elle se sera placée? Tout le monde est d'accord pour reconnaître que les 50000 hommes qui ont été ajoutés au contingent par l'amendement Vincent sont superflus et inutiles. On cherche un moyen de s'en débarasser de façon convenable et élégante, mais après?

Il n'est pas à espérer qu'au moins pour le moment les partis et les hommes qui ont produit un effort considérable pour faire voter la loi de trois ans, puissent se montrer favorables — voire même indulgents — à un retour en arrière de leur politique militariste. Il y a en plus le Maroc où le Général *Liautey* demande des renforts considérables pour faire monter jusqu'à cent ou cent cinquante mille hommes les contingents qui lui sont affectés; il veut établir définitivement l'union entre l'Algérie et le Maroc. On use aujourd'hui de moyens indirects; on achète à prix d'or les chameaux de tribus que l'on veut gagner et l'on supprime ainsi leurs moyens d'action. Mais le moyen coûte trop cher et son application est trop lente. Il y a entre le Maroc et l'Algérie des populations redoutables, contre lesquelles des forces importantes sont nécessaires. Il faut donc un accroissement de 60 à 80000 hommes, et ceux qui préconisent l'application immédiate de cette politique ne seront pas partisans de l'allégement de l'effort militaire inauguré en France.

M. *Caillaux* a voté contre la loi de trois ans; nombreux sont les hommes politiques qui le soutiennent et partagent son avis à cet égard. Le Président du Conseil poussé par les hauts personnages de la République a promis le respect loyal de la loi de trois ans; mais il n'est pas exagéré de supposer que dans sa pensée et dans celle de ses amis, on conserve le dessein d'adoucir considérablement les rigueurs du régime actuel.

M. *Caillaux*, qui est le véritable Président du Conseil est connu pour ses sentiments en faveur d'un rapprochement avec l'Allemagne; il connaît admirablement son pays et sait, qu'en dehors des états-majors politiques, de poignées de chauvins et de gens qui n'osent pas avouer leurs idées et leurs préférences, le plus grand nombre des Français, des paysans, des commerçants et des industriels subissent avec impatience le surcroît de dépenses et de charges personnelles qui leur est imposé.

La véritable campagne électorale va commencer; je ne doute pas que le résultat de ces dispositions ne vienne contrebalancer les effets du groupement inauguré par M. *Briand*. On cherche par tous les moyens à user la politique de M. *Caillaux*; on veut empêcher qu'il fasse les prochaines élections; personne, en ce moment, ne pourrait escompter les résultats de cette lutte; mais je tenais à vous faire remarquer que nous n'avons certes pas à désirer, comme belges, la chute de M. *Caillaux*. Cet homme d'Etat peut être dangereux pour les finances du pays; il peut amener des divisions

malsaines et regrettables pour la politique intérieure de la France mais j'estime que sa présence au pouvoir diminuera l'acuité des rivalités internationales et constituera une meilleure base pour les relations entre la France et l'Allemagne.

Je suis, etc. (s.) *Guillaume.*

Nr. CXI. Le Baron Beyens, Ministre de Belgique à Berlin, à M. Davignon, Ministre des Affaires Etrangères.

Berlin, le 20 février 1914.

Monsieur le Ministre!

L'accord franco-allemand relatif à l'Asie-Mineure conclu tout dernièrement à Berlin après de difficiles négociations et grâce à l'intervention personelle du Chancelier, assure à la France un sphère d'action et d'influence considérable en Syrie. Elle pourra faire remonter une ligne de chemin de fer partie de Beyrouth le long de la vallée de l'Oronte, derrière l'Anti-Liban jusqu'à Alep, point de jonction avec les lignes allemandes. Une autre ligne française, venant également de Beyrouth, passant par Homs, ira atteindre l'Euphrate dans la direction du 35 parallèle. M. *Cambon* m'a montré sur la carte ces tracés qui ne sont pas encore connus du public. La côte de la Méditerranée entre Alexandrette et Beyrouth sera neutralisée; aucun chemin de fer ne pourra y être construit par l'Allemagne ou par la France, soit pour longer la côte, soit pour traverser l'Anti-Liban. La nécessité d'une voie de ce genre n'a pas été reconnue. Elle se heurterait à l'hostilité des tribus fanatiques de l'Anti-Liban qui ferment leur pays aux Européens et apportent elles-mêmes au port de Lataquié les produits du sol, dont le principal est le tabac. La difficulté des négociations a résidé principalement dans la délimitation précise les zones d'influences françaises et allemandes (60 kilomètres de chaque côté de la voie ferrée), de façon à éviter qu'elles ne se pénètrent réciproquement. La France conserve en outre les concessions de chemin de fer qu'elle a obtenues de la Turquie dans la riche région minière de l'ancienne Cappadoce, le long de la Mer Noire, et le railway très productif de Smyrne à Kassaba.

Sans doute elle est éliminée à tout jamais de la grande entreprise du Bagdadbahn, de cette ligne principale qui traversera de part en part l'Asie Mineure et drainera ses produits. Mais la faute en est, comme vous le savez, à la diplomatie à courte vue du Quai d'Orsay qui a rendu impossible la participation de la Banque Ottomane à l'effort gigantesque que la finance allemande hésitait à accomplir avec ses seuls moyens. Au lieu de s'incliner devant l'irréparable et de se montrer satisfaite de la moisson encore importante que la finance française, bien secondée par son Ambassadeur a réussi à glâner, une partie de la presse parisienne récrimine aujourd'hui contre le nouvel accord et contre ses négociateurs. A la tête des mécontents, on retrouve le rédacteur politique du „Temps“, M. *Tardieu*, qui ne néglige

aucune occasion d'attaquer la politique de l'Allemagne et ceux qui essayent d'amener sur le terrain des intérêts économiques un rapprochement entre les deux nations voisines. M. *Cambon* ne m'a paru ému de cette polémique. Cependant il se rendra à Paris la semaine prochaine, dans le but de défendre l'accord qu'il a tant contribué à faire aboutir et d'en expliquer les avantages à M. *Doumergue*, encore un peu novice dans l'étude de ces questions.

J'ai demandé à l'Ambassadeur si l'entente en Asie Mineure, très désirée par l'Empereur, comme j'ai eu l'honneur de vous l'écrire, contribuerait, d'après lui, à améliorer les relations franco-allemandes. „Les relations officielles peut-être dans une certain mesure, m'a répondu M. *Cambon*, mais je ne pense pas que cet accord ait de l'influence sur les sentiments du gros public de chaque côté des Vosges. Le langage de la presse française à l'égard des Allemands n'en sera malheureusement pas changé. Nous avons aussi en France, depuis l'affaire *Dreyfus*, un parti militaire et nationaliste qui ne veut à aucun prix d'un rapprochement avec l'Allemagne et qui excite le ton agressif d'un grand nombre de journaux. Le Gouvernement devrait compter avec eux et avec le parti dont ils sont les porte-paroles, dans le cas où grave incident éclaterait de nouveau entre les deux nations. La majorité des Allemands et des Français désire incontestablement vivre en paix. Mais une minorité puissante dans les deux pays ne rêve que batailles, luttes de conquête ou de revanche. C'est là le danger à côté duquel il faut vivre, comme à côté d'un baril de poudre dont une imprudence pourrait provoquer l'explosion.

Au cours de l'entretien, l'Ambassadeur s'est montré très préoccupé du changement ministériel qui vient de s'accomplir si soudainement en Russie et de la retraite de M. *Sasonow* qui suivra probablement M. *Kokovtzow*. Il parait que M. *Delcassé* n'a pas eu, avant son départ, le moindre pressentiment de la chute prochaine du Premier Ministre Russe. Cette ignorance où le représentant de la France a été tenu à dessein présage-t-elle une nouvelle orientation politique de la Russie? C'est là ce que se demandait l'Ambassadeur.

Veuillez agréer, etc.

(s.) Baron *Beyens*.

Nr. CXII. Le Baron Guillaume, Ministre de Belgique à Paris, à M. Davignon, Ministre des Affaires Etrangères.

Paris, le 10 mars 1914.

Monsieur le Ministre!

Dès le retour de la bonne saison, M. le Président de la République va reprendre le chemin des divers départements de la France où l'on réclame sa visite. Dans toutes les régions du pays, on l'invite et il se rend presque toujours à ces appels qui le flattent et servent sa politique. Il connaît le charme qu'il répand autour de lui; il a conscience du succès continu de ses discours. Sa parole est toujours habile et brillante; il prépare consciencieusement ses allocutions qui évitent la banalité, disent ce qu'elles doivent dire,

rappellent éloquemment le passé des régions visitées, prouvent une connaissance profonde de leurs besoins et de leurs aspirations et mêlent à ces considérations une note plus ou moins chauvine et encourageante qui flatte les populations. M. *Poincaré* est un maître incontesté de la parole et se sert habilement de cette facilité—tant dans les départements qu'à Paris même où il se dépense avec une continuité et une persévérance que rien ne lasse. On connaît les dispositions de son esprit à cet égard, et il n'est pas d'association, quelle que modeste qu'elle soit, qui n'invite le Président à présider ses banquets, à assister à ses réunions. Il accepte toujours de se rendre à ces appels et charme chacun par sa bonne grâce et son éloquence.

Mais on commence à trouver qu'il se prodigue trop. Et ils sont nombreux ceux qui ne partagent pas ses opinions politiques et ses aspirations, ils critiquent ces appels continuels à une popularité qui les effraie et les indispose. L'habitude qu'il u prise d'associer Madame *Poincaré* à la plupart de ses démarches est aussi critiquée. On prétend que ce sont là des habitudes qui détournent les moeurs politiques du pays des usages républicains qui devraient rester intangibles.

Les populations au milieu desquelles le Président de la République se prodigue, soit dans les Départements, soit à Paris même, sont généralement flattés de sa visite et, dans bien des coins de la France, sa venue est le signal de l'octroi de distinctions honorifiques, de quelques cadeaux agréables à recevoir, d'avantages commerciaux et économiques; mais il est souvent dangereux de trop spéculer sur la reconnaissance humaine.

Les groupes qui ont lutté contre l'élévation de M. *Poincaré* à la Présidence ne désarment pas: ils sont au contraire impatients de succès personnels qui pourraient influencer l'opinion publique; ils luttent sur d'autres terrains où ils remportent eux aussi, des avantages.

Il n'est un secret pour personne que la chute du Cabinet *Barthou* a été très sensible au Président de la République qui ne s'est pas mépris sur sa signification, ayant parfaitement compris que c'était sa propre personnalité qui était en jeu. L'obligation où il s'est trouvé, grâce à la défection de quelques personnalités politiques sur lesquelles il croyait pouvoir compter, de confier le pouvoir à M. *Caillaux* tout en attribuant nominalement à M. *Doumergue*, l'a profondément indisposé. La personnalité du Ministre des Finances dont il connaît le mérite, mais aussi toutes les faiblesses, lui est profondément antipathique. Il y a vu un échec pour la politique militaire et nationaliste qu'il poursuit systématiquement depuis le jour déjà où il avait été placé à la tête du Gouvernement comme Président du Conseil.

Avec M. M. *Delcassé*, *Millerand* et quelques autres, il préconisa inlassablement l'œuvre du relèvement politique et militaire de la France, combinée avec des relations plus étroites et plus confiantes avec la Russie. Il est allé à Pétersbourg comme Président du Conseil; il y retournera, dans quelques mois, comme Président de la République.

Il y a envoyé récemment M. *Delcassé*, auquel il avait confié la mission de chercher, par tous les moyens, à exalter les bienfaits de l'alliance franco-russe, et à amener le grand Empire à accentuer ses préparatifs militaires.

On prétend aujourd'hui que M. *Delcassé* aurait quelque peu forcé la note, que sa mission n'a guère réussi, qu'il a indisposé par ces instances les hautes sphères moscovites, et que son retour, un peu prématuré, quoique l'on en dise, serait en partie motivé par le peu de succès de sa personne à Pétersbourg.

D'autres y ajoutent d'autres motifs: comme chacun sait, M. *Delcassé* est supérieurement ambitieux, il veut arriver au sommet de la hiérarchie française, et rêve d'être demain Président du Conseil pour arriver bientôt à l'Elysée.

Il sait mieux que personne que les adversaires de M. *Poincaré* sont nombreux et ne désarment pas, qu'ils emploieront tous les moyens pour lui rendre impossible l'existence présidentielle et l'amener à la retraite. Leur tâche sera laborieuse, car M. *Poincaré*, très actif et très intelligent, connaît les embuches dont il est entouré et fera tous ses efforts pour les éviter. Il tient d'ailleurs par dessus tout à la haute situation qu'il à conquise, et il est peu d'espoir de le voir se résigner à une retraite volontaire comme le fit naguère M. *Casimir Périer*. Mais tout est possible en France; les adversaires du Président actuel peuvent trouver les moyens encore insoupçonnés pour lui nuire — — on prétend que M. *Delcassé* tient à être à Paris pour qu'aucune occasion ne lui échappe de satisfaire son ambition. Depuis son retour de Pétersbourg, il se tient dans une ombre voulue; cela ne durera évidement pas.

M. *Poincaré* qui avait été à Versailles l'élu d'une partie du parti républicain, mais aussi du centre et de la droite du Parlement, fut pendant les premiers mois de sa haute magistrature, une sorte d'idôle pour les éléments conservateurs de la Chambre. On ne jurait que par lui, on mettait dans ses dispositions conservatrices la plus absolue confiance. Mais les temps sont déjà quelque peu changés. On lui reproche les honneurs qu'il a contribué à rendre au général *Picquart* récemment décédé, on lui reproche d'avoir accepté le Cabinet actuel, on lui reproche de permettre une recrudescence de laïcité dans les régions gouvernementales, de nouvelles persécutions contre certains établissements religieux. Il n'a pas donné ce qu'on attendait de lui: la confiance disparaît.

Lors de son élection à Versailles, bien des gens parmi ceux qui avaient la prétention de le connaître, soutenaient, que, s'il avait les meilleurs intentions et un talent incontesté, il était incapable d'efforts prolongés et de résistance soutenue. Ceux-là, aujourd'hui rappellent ces appréciations du premier jour, et la popularité de M. *Poincaré* dans certains milieux, s'en trouve assez amoindrie.

Dès son arrivée à l'Elysée, le Président a cherché un rapprochement avec son plus dangereux adversaire, M. *Clémenceau;* mais chacun sait que

cette tentative n'a point réussi. Le rédacteur en chef de „l'Homme Libre" ne manque pas un jour de poursuivre sa campagne violente et perfide contre M. *Poincaré*. Il a déjà démoli durant sa longue carrière un grand nombre de ministères; aujourd'hui il vise plus haut.

Je suis, etc.

(s.) *Guillaume*.

Nr. CXIII. Le Baron Beyens, Ministre de Belgique à Berlin, à M. Davignon, Ministre des Affaires Etrangères.

Berlin, le 24 avril 1914.

Monsieur le Ministre!

La presse, comme le monde politique de Berlin, s'est occupé necessairement de la visite des Souverains Anglais à Paris et il n'a fallu rien moins que les derniers événements du Mexique pour distraire leur attention de ce spectacle. On s'est accordé ici à trouver très maladroits les efforts de certains publicistes français en vue d'amener le Gouvernement britannique à transformer l'entente cordiale en alliance effective, les journalistes berlinois, tant libéraux que conservateurs, ont constaté avec un véritable plaisir leur insuccès. M. *Ernest Lavisse* avait ouvert le feu par sa lettre au „Times", où il nous a prouvé qu'un bon historien peut fort bien n'être qu'un piètre écrivain politique. Rien ne devait agacer davantage les Allemands et rendre plus défiants les Anglais que l'évocation faite par M. *Lavisse*, à la fin de sa lettre, de la question d'Alsace-Lorraine, qu'il appelle une question européenne et mondiale. Pour les Allemands il n'existe pas de question d'Alsace-Lorraine, du moins telle que l'entendent les Français, depuis que le sort des armes a rattaché définitivement ces anciennes provinces germaniques à l'Empire d'Allemagne. Il n'y a de divergences entre eux que sur la façon d'administrer l'Alsace-Lorraine qui n'est pas facile à gouverner. Les uns tiennent pour la manière forte, les autres pour la douceur. Les Allemands sont persuadés que l'Angleterre ne prendra jamais les armes, afin d'aider la France à reconquérir les provinces perdues.

M. *Cambon* voit encore la main de M. *Iswolsky* dans cette campagne inutile des journaux russes et français. M. *Iswolsky* est de nouveau en grande faveur à St. Pétersbourg, comme en témoigne la haute distinction, le cordon de Saint Alexandre Newski, qu'il vient de recevoir, mais à Paris il n'a pas l'oreille du Cabinet radical. Aussi l'Ambassadeur de France à Berlin espère-t-il que l'intrigant diplomate ira bientôt représenter le Czar à Londres. Il pourra s'y convaincre que l'opinion publique n'est pas disposée à voir l'Angleterre perdre sa liberté d'action par un traité formel qui lierait son sort à celui de la Russie et de la France.

Il est curieux de constater que c'est le parti radical anglais qui éprouve le plus de répugnance à s'allier à la République. Ses tendances intransigeantes et son programme de réformes sociales devraient au contraire le rapprocher des radicaux français qui poursuivent, de l'autre côté de la Manche, le même

but politique. Ses sympathies vont pourtant de préférence à l'Allemagne, malgré son gouvernement conservateur et plutôt réactionnaire. Comment expliquer cette anomalie? Est-ce crainte de se laisser entrainer par la France dans une guerre qui imposerait de lourdes charges financières à l'Angleterre et y empêcherait pour longtemps l'accomplissement des réformes? Est-ce aversion contre le service militaire obligatoire ou simplement contre l'augmentation de l'armée britannique que ne cessent de conseiller des écrivains français avec une insistance intempestive? N'est-ce pas aussi un reste du vieil esprit presbytérien qui survit dans les classes inférieures de la société anglaise, composées surtout de non-conformistes? Cet esprit a été de tout temps hostile aux idées et à la civilisation françaises. L'antipathie des radicaux anglais pour la République voisine est sans doute un effet de ces diverses causes et un produit de ces différents éléments.

Pour nous, la question la plus intéressante qui se pose à l'occasion de la visite des Souverains de la Grande Bretagne est celle de savoir si le Gouvernement britannique serait aujourd'hui aussi enclin qu'il y a trois ans à se ranger du côté de la France, dans le cas d'un conflit de cette dernière avec l'Allemagne. Nous avons eu la preuve qu'une coopération de l'armée anglaise et l'envoi d'un corps expéditionnaire sur le continent avaient été envisagés par les autorités militaires des deux pays. En serait-il encore de même aujourd'hui et aurions nous toujours à redouter l'entrée en Belgique de soldats anglais pour nous aider à défendre notre neutralité, en commençant par la compromettre? Si la question n'est examinée que du point de vue allemand, le seul où je puisse me placer, une réponse négative n'est pas douteuse. Il semble à un observateur vivant à Berlin que les liens de l'Entente cordiale se sont quelque peu détendus, que la pointe de cette arme défensive n'est plus tournée exclusivement contre l'Allemagne, comme elle le fut du temps du Roi *Edouard*, et que la Triple Entente est devenue plutôt un concert qu'une Union de Puissances, agissant ensemble dans certaines questions déterminées pour la poursuite d'intérêts communs. Mais cette façon de voir peut-être fausse ou influencée par la lecture d'écrits politiques dus à des plumes allemandes. Il serait fort intéressant pour moi de savoir ce que pensent du caractère qu'a pris l'Entente cordiale mes Collègues de Londres et de Paris.

Veuillez, etc.

(s.) Baron *Beyens*.

Nr. CXIV. Le Baron Guillaume, Ministre de Belgique à Paris, à M. Davignon, Ministre des Affaires Etrangères.

Paris, le 25 avril 1914.

Monsieur le Ministre!

La Ville de Paris et les plus hauts personnages qui gouvernent la République, viennent de faire au Roi et à la Reine d'Angleterre une réception brillante et chaleureuse, qui dépasse celle qui est réservée d'ordinaire aux

hôtes de la France, sans égaler cependant celle qui fut faite, il y a quelques années, à l'Empéreur de Russie.

Un deuil cruel m'a empêché d'assister aux festivités et réunions qui marquèrent la visite royale; mais les échos en sont venus jusqu'à moi, et j'ai acquis ainsi la certitude que les trois journées qui ont marqué le séjour de leurs Majestés à Paris, gratifiées d'un temps superbe, ont pleinement réussi et soulevé des manifestations de sympathie très accentuées. Elles s'adressaient surtout au principe de „l'Entente cordiale", et trouvaient un aliment particulièrement actif dans la poussée de nationalisme — pour ne pas dire de chauvinisme — que les dirigeants de la nation ont fait naître pour faire accepter le principe si lourd de la loi de trois ans, et de toutes ses conséquences personnelles, économiques et financières.

Les discours prononcés par les deux chefs d'Etat au banquet de l'Elysée ont été tous deux remarquables et très approuvés — celui de M. *Poincaré* insistant plus que son hôte sur le désir de voir les relations amicales établies entre la France et l'Angleterre prendre de jour en jour un caractère plus étroit et plus cordial.

Il n'y fut naturellement pas question de la possibilité de donner à ces rapports une portée plus formelle, sous la forme d'un traité ou d'une convention. Certains journaux avaient rêvé de cette combinaison; mais il n'en fut jamais question, et des communications quasi-officielles faites à Londres et à Paris, comme écho des conversations échangées entre M. *Doumergue* et Sir *Edward Grey*, l'établissent sans détours. La Grande-Bretagne n'aime pas les conventions formelles et les arrangements conclus entre les deux Gouvernements, tels qu'ils sont aujourd'hui établis, suffisent à la réalisation du but à atteindre, tout en respectant certaines libertés pour les contractants.

L'heure choisie par l'Empéreur *Nicolas* pour accorder à l'Ambassadeur de Russie à Paris une haute distinction honorifique, accompagnée de commentaires significatifs complète le caractère international des manifestations de Paris en l'honneur du Roi *George*.

La visite en France du Roi d'Angleterre était prévue, nécessaire et opportune. Il n'était pas venu à Paris depuis son accession au trône, et il devait répondre à une démarche de courtoisie faite l'année dernière par M. *Poincaré*.

Mais il est permis de se demander si elle est de nature à modifier sensiblement les relations relativement confiantes qui existent déjà entre les deux pays. Elles ont d'ailleurs donné, durant ces derniers mois, des preuves d'efficacité indiscutables et furent favorables au maintien de la paix générale, tout en permettant d'ailleurs d'autres tentatives de rapprochement également profitables au respect de l'équilibre européen.

Je suis, etc.

(s.) *Guillaume.*

Nr. CXV. Baron Guillaume, Ministre de Belgique à Paris, à M. Davignon, Ministre des Affaires Etrangères.

Paris, le 8 mai 1914.

Monsieur le Ministre!

J'ai eu l'occasion de causer hier avec un des hommes de Paris qui connait le mieux la situation internationale; il me disait: „La visite du Roi et de la Reine d'Angleterre a parfaitement réussi; le Soleil était de la fête et les Français adorent de manifester et de crier: „Vive le Roi.“ Ils ont donc fait à leurs hôtes une réception vraiment chaleureuse; mais je doute que ces manifestations entraînent le moindre changement dans la politique des deux états. Le toast du Roi *George* était d'ailleurs manifestement moins chaleureux que celui de M. *Poincaré.*

„Quelle est la nature des engagements qui lient entre eux les deux Etats. ont-ils conclu une Convention militaire? Je l'ignore, mais je n'oublie pas que des esprits réfléchis et sérieux doutent quelque peu de l'assistance que la France trouverait chez les Anglais au jour d'une conflagration européenne. Il se trouve même des gens qui ne croient pas à un concours britannique bien sérieux sur mer.

„Je sais que l'on parle couramment de l'intention qu'auraient les Anglais de débarquer les troupes dans le Nord des Côtes françaises et de les envoyer de là sans retard dans les régions du Sud-Est, pour couper la route aux troupes italiennes. C'est possible, mais je crois savoir que les autorités françaises font bon marché de l'action de l'armée italienne, car celle-ci aurait besoin d'un temps considérable pour se mobiliser.

„Enfin, l'Angleterre ne cesse de faire de coquetteries à l'Allemagne. Je n'ai pu savoir, ces derniers temps, ce qu'étaient devenues les négociations germano-anglaises relativement à l'Angola et au Mozambique; c'est un point sur lequel il serait intéressant cependant d'avoir des précisions.

„Il est incontestable que la nation française, durant ces derniers mois, est devenue plus chauvine et plus confiante en elle-même. Les mêmes hommes, autorisés et compétents, qui — il y a deux ans — témoignaient des craintes très vives à la mention seule de difficultés possibles entre la France et l'Allemagne, ont changé aujourd'hui de ton; ils se disent certains de la victoire; font grand état des progrès, d'ailleurs très réels, accomplis par l'armée de la République et se disent assurés de pouvoir tout au moins, tenir l'armée allemande en échec pendant une durée de temps assez longue pour permettre à la Russie de mobiliser, de concentrer des troupes et de se jeter sur son voisin de l'Occident.

„Je ne crois pas au désir ni de l'un ni de l'autre des deux pays de jouer l'effroyable coup de dès que serait une guerre; mais il est toujours à craindre, avec le caractère français, qu'un incident mal présenté n'amène sa population ou pour mieux dire, les éléments les plus nerveux voire même les moins respectables de la population, à créer une situation qui rendrait la guerre inévitable.

„Un diplomate d'expérience et de haute position disait récemment: „S'il éclate un de ces jours un incident grave entre la France et l'Allemagne, les hommes d'Etat des deux pays devront s'appliquer à lui donner une solution pacifique dans les trois jours ou bien ce sera la guerre.

„Un des éléments les plus dangereux de la situation actuelle, est le retour de la France à la loi de trois ans; elle a été imposée à la légère par le parti militaire, et le pays ne peut pas le supporter. Avant deux ans d'ici, il faudra y renoncer ou faire la guerre; de bons esprits cherchent à remédier à la situation par une modification de la loi qui en enlèverait les côtés excessifs sans constituer une blessure pour l'amour propre du pays. On pense à une combinaison basée sur le rappel annuel des réserves.

„La presse est mauvaise dans les deux pays. La campagne qui se poursuit en Allemagne au sujet de la Légion étrangère est excessivement maladroite, et le ton des journaux français ne cesse d'être acerbe et agressif. Personne n'a assez d'autorité et d'indépendance pour essayer de modifier cette situation qui est cependant blâmée par beaucoup de bons esprits.

„Il n'y a rien à attendre du Parlement; le premier tour de scrutin des élections nous a déjà montré comme nous nous y attendions, que la prochaine Chambre des Députés sera à peu de chose près, la même que sa devancière. Les Socialistes pourront gagner quelques voix, mais dans l'ensemble, la suprématie restera au parti radical-socialiste, malgré ses fautes et ses erreurs. Quoique l'on puisse penser des événements récents, M. *Caillaux*, le seul financier que compte aujourd'hui la Chambre, semble devoir rester l'instigateur de la politique française avec un peu de fiel et de mauvaise humeur en plus."

Je suis, etc.

(s.) *Guillaume.*

Nr. CXVI. Le Baron Guillaume, Ministre de Belgique à Paris, à M. Davignon, Ministre des Affaires Etrangères.

Paris, le 9 juin 1914.

Monsieur le Ministre!

A l'heure où j'ai l'honneur de vous adresser le présent rapport — dix heures du matin — on espère que la crise ministérielle sera bientôt terminée. M. *Ribot* a fait connaître hier soir à l'Elysée qu'il acceptait la mission de former le nouveau Cabinet et on dit qu'il est assuré du concours de M. M. *Bourgeois*, *Delcassé*, *Jean Dupuy*, *Clémentel* et *Noulens*. Des incidents de la dernière heure peuvent encore surgir; mais on dit généralement que les premières ouvertures faites par M. *Ribot* ont été très favorablement accueillies.

M. *Poincaré*, qui ne s'était décidé qu'à contre-cœur à faire appel au groupe de la rue de Valois, en offrant le pouvoir à M. *Viviani*, sera évidemment particulièrement satisfait de pouvoir s'appuyer sur une combinaison composée d'hommes dont il apprécie le talent et le patriotisme. Il ne peut

ignorer d'ailleurs que la durée de la crise ministérielle avait, en grande partie, pour motif, de lui faire personnellement échec. Il est tous les jours plus détesté des radicaux-socialistes et des socialistes unifiés; il est en butte à l'hostilité personnelle et vindicative de plusieurs chefs de partis, tels que M. M. *Clémenceau* et *Caillaux*: on fera tout ce qui sera humainement possible pour lui rendre la vie intenable à l'Elysée.

Quel est le dévouement personnel sur lequel il peut compter parmi les hommes qu'il cherche à grouper autour de lui? Le problème est d'une solution difficile et on ne peut oublier que M. *Deschanel* auquel il a fait des offres, fut son concurrent pour la Présidence comme le fut aussi M. *Ribot* et comme M. *Delcassé* rêve de le devenir.

La campagne de presse fut, ces derniers jours, d'une violence d'extrême en faveur du principe de la loi de trois ans. On a recherché tous les moyens d'influencer l'opinion publique, voulant même y compromettre la personnalité du général *Joffre*. On vit aussi l'Ambassadeur de France à Pétersbourg, prendre — contrairement à tous les usages — une initiative assez dangereuse pour l'avenir de la France.

Est-il vrai que le Cabinet de Pétersbourg ait imposé au pays l'adoption de la loi de trois ans et pèserait aujourd'hui de tout son poids pour en obtenir le maintien?

Je n'ai pu parvenir à obtenir des lumières sur ce point délicat, mais il serait d'autant plus grave que les hommes qui dirigent les destinées de l'Empire des Czar ne peuvent ignorer que l'effort demandé ainsi à la nation française est excessif et ne pourra se soutenir longtemps. L'attitude du Cabinet de Pétersbourg est-elle donc basée sur la conviction que les événements sont assez prochains pour qu'on puisse se servir de l'outil qu'elle entend mettre dans la main de son allié?

La constitution d'un Cabinet *Ribot* soulèvera certes une opposition violente de la part des partis extrêmes qui chercheront à avoir l'explication de toutes les insinuations qu'on a répandues ces jours derniers sur l'attitude de la Russie, ses désirs et ses menaces.

Je suis, etc.

(s.) *Guillaume.*

Nr. CXVII. Le Comte de Lalaing, Ministre de Belgique à Londres, à M. Davignon, Ministre des Affaires Etrangères.

Londres, le 11 juin 1914.

Monsieur le Ministre!

J'ai eu l'honneur, le 8 de ce mois, de vous signaler les inquiétudes causées ici par la récente crise ministérielle en France. Aussi la formation du Cabinet *Ribot* est-elle accueillie avec une très vive satisfaction, car on estime que l'application de la loi de trois ans peut seule permettre à la République de faire honneur aux engagements qui la lient à son alliée, la Russie, ou à son amie, l'Angleterre. La parole est au patriotisme des Français,

dont on ne veut pas douter: les querelles de parti doivent céder le pas aux intérêts supérieurs d'une nation, et M. *Ribot*, le vétéran, à donné un bel exemple. de désintéressement et d'énergie civique en acceptant la tâche ardue qui s'est offerte à lui. La présence dans le Cabinet de M. *Bourgeois*, franc et loyal, radical éprouvé est de bonne augure. Si sa place est toute indiquée au quai d'Orsay, la nomination de M. *Delcassé* au Département de la Guerre semble également heureuse et tout fait espérer une majorité gouvernementale pour l'application loyale de la loi militaire. Mais on estime dans les cercles politiques anglais que le maintien du Ministère *Ribot* dépendra en grande partie de l'attitude qu'adoptera M. *Clémenceau*. On le sait favorable au principe de la loi dont il s'agit. On ignore encore s'il fera taire ses rancunes personnelles contre le Président, ou s'il soutiendra plus ou moins ouvertement les groupes dont le but est de déconsidérer le Gouvernement et rendra sa tâche impossible. De là les appréhensions qui persistent encore, malgré le succès initial de M. *Ribot*.

Veuillez agréer, etc.

(s.) Cte. *de Lalaing*.

Nr. CXVIII. Le Baron Beyens, Ministre de Belgique à Berlin, à M. Davignon, Ministre des Affaires Etrangères.

Berlin, le 12 juin 1914.

Monsieur le Ministre!

Les journaux allemands consacrent depuis dix jours en première page des articles quotidiens à la crise ministérielle française. Elle accapare leur attention et celle de leurs lecteurs. La question albanaise, l'imbroglio mexicain, sont relégués au second plan. Les élections législatives en France, comme j'ai eu l'honneur de vous l'écrire le 14 mai dernier, avaient causé ici une grande satisfation qui s'était faite jour dans le langage de la presse, avec cette restriction cependant qu'il ne fallait pas espérer de la majorité de la nouvelle Chambre l'abrogation immédiate de la loi sur le service militaire de trois ans. Cette loi a acquis en effet une importance extraordinaire, et suivant moi quelque peu exagérée, aux yeux des Allemands. C'est le leitmotif, le refrain obligé de leurs appréciations sur la politique française à l'égard de l'Allemagne. C'est pour eux la preuve manifeste des desseins agressifs qu'ils prêtent à ses dirigeants.

La démission du Cabinet *Doumergue*, l'échec de la Combinaison *Viviani*, le refus de M. M. *Deschanel*, *Delcassé* et *Jean Dupuy* d'assumer la responsabilité de constituer un Ministère, avaient rendu confiance à la presse allemande dans la réalisation de son désir: l'abolition du service militaire de trois ans par une majorité de radicaux socialistes. Mais si la pensée était la même chez tous les organes de l'opinion publique allemande, l'expression en était bien différente, suivant la couleur politique du journal. Là où la presse libérale applaudissait sans mesure au triomphe du radicalisme français, les pangermanistes ne trouvaient que matière à raillerie et à dénigrement;

on peut même dire que la plupart des journaux conservateurs n'ont observé aucune mesure dans leurs jugements. Tous cependant sont d'accord pour voir dans l'obstination des radicaux-socialistes à ne pas faire partie d'un Ministère qui ne promettrait pas de résoudre immédiatement la question militaire, un plan de campagne ourdi contre l'Elysée, la crise ministérielle en se prolongeant devant se transformer en crise présidentielle.

La constitution d'un Cabinet sous la présidence de M. *Ribot* a déçu les espérances des journaux allemands. Ils n'admettent pas que l'honorable académicien n'ait accepté parce que patriotisme, malgré son âge avancé et son mauvais état de santé, la tâche ingrate de former un Ministère d'union républicaine. Ils ne voient là de sa part qu'un acte de complaisance envers M. *Poincaré*. Quant à ses chances de durée, ils s'en réfèrent aveuglement à l'avis de *Jaurès* et des radicaux français, quoique la „Gazette de Voss" — qui connaît mieux l'histoire parlementaire de la République — ait pris soin de rappeler, par l'exemple de M. M. *Méline* et *Barthou*, que certains Ministères condamnés à mourir dès le premier jour avaient eu la vie plus dure qu'on ne le supposait. En réalité, surtout après une crise difficile à dénouer, le Parlement français a généralement accordé quelques mois de répit aux combinaisons ministérielles les moins viables.

Il semble aujourd'hui, d'après le spectacle que nous offre la France, que le Cabinet *Barthou* ait trop présumé des forces et des sentiments du Pays, en lui demandant le rétablissement du service militaire de trois ans, et que les Allemands aient raison de le penser. Le peuple français n'a pas montré à cette occasion l'abnégation patriotique dont il avait donné des preuves dans d'autres circonstances. Cela tient sans doute à la propagation des idées socialistes dans les classes inférieures de la nation. Quoi qu'il en soit, on doit se demander si le Cabinet *Barthou* et le Président de la République n'ont pas agi avec trop de précipitation; si, mal éclairés sur les véritables intentions du Gouvernement Impérial lorsqu'il a déposé l'an dernier son projet de loi pour le renforcement de l'armée, ils ont eu raison de riposter du tac au tac par la loi sur le service de trois ans, au lieu de s'assurer que l'augmentation des effectifs allemands était réellement une arme tournée contre la France. Je crois en définitive, comme l'a dit M. *de Bethmann Hollweg* à la tribune du Reichstag, que le danger d'une confédération balkanique, qui paralyserait plus tard une grande partie des forces autrichiennes, a été la raison dominante de la loi allemande de 1913. Quelques semaines après le dépôt de cette loi, la confédération balkanique avait cessé d'exister. Mais le Gouvernement Impérial se trouvait en présence d'un autre danger qu'il n'avait pas prévu: le dépôt d'une loi augmentant les effectifs de combat de l'armée française, suivi d'une campagne violente de discours et d'articles de journaux dirigée contre l'Allemagne. Il est résulté de cette agitation montrée par les Français une plus grande tension dans leurs rapports avec l'Empire voisin et l'idée, faussement répandue ou acceptée sans contrôle par les meilleurs esprits de ce pays-ci, que la guerre est inévitable dans un avenir rapproché.

parce que la France la désire violemment et s'arme fébrilement pour s'y préparer. A Paris les mêmes intentions sont prêtées au Gouvernement Impérial dont plusieurs membres ont eu parfois, il faut en convenir, des paroles malheureuses; tel le Ministre de la Guerre parlant d'une „offensive foudroyante“ et d'une „attaque brusquée“ pour donner la victoire à l'armée allemande. Il n'y a peut-être encore aujourd'hui qu'une effroyable méprise chez l'un comme chez l'autre des deux peuples. La majorité de la nation française ne veut certainement pas d'une guerre et cette guerre ne serait pas nécessaire à l'Allemagne. Dans peu d'années l'équilibre des forces ne sera plus possible entre elle et sa voisine. L'Allemagne n'a qu'à prendre patience, qu'à poursuivre en paix le développement incessant de sa puissance économique et financière, qu'à attendre les effets de sa natalité prépondérante, pour dominer sans conteste et sans lutte toute l'Europe centrale. M. *Barthou* et M. *Poincaré* auraient donc mieux fait peut-etre d'exammer avec plus de sang-froid s'il n'existait pas de meilleur moyen d'assurer la paix entre la France et l'Allemagne que cette concurrence dans les armements et l'augmentation des effectifs, dont la première n'est pas capable de supporter le poids aussi longtemps que la seconde.

Un autre reproche qu'on peut adresser aux partisans en France du service de trois ans, c'est de faire intervenir sans cesse dans la discussion de cette question intérieure de la Russie, dont les desseins politiques restent inpénétrables, la Russie qui dirige la Duplice à son profit exclusif, la Russie, qui accroit, elle aussi, dans une proportion effrayant ses armements, sans qu'elle soit menacée par l'Allemagne!

En ce qui nous concerne, nous n'avons pas à prendre parti, comme le fait malheureusement notre presse de langue française, pour ou contre le maintien du service de trois ans chez nos voisins. Mais nous pouvons nous poser à nous-même cette question: le triomphe du parti radical sur les républicains modérés groupés autour du Président de la Republique et l'abandon de la loi militaire du Cabinet *Barthou* qui en serait la conséquence ne seraient-ils pas pour nous des événements très favorables, car ils contribueraient plus que tous autres à éloigner de nos frontières le danger d'une guerre dont nous avons à rédouter les conséquences, quelle qu'en soit l'issue, et à rétablir dans l'Occident Européen une situation plus durable?

Veuillez agréer, etc. (s.) Baron *Beyens*.

Nr. CXIX. Le Baron Beyens, Ministre de Belgique à Berlin, à M. Davignon, Ministre des Affaires Etrangères.

Berlin, le 2 juillet 1914.

Monsieur le Ministre!

La nouvelle que le Ministre d'Autriche-Hongrie à Belgrade avait été chargé de demander au Gouvernement serbe d'ouvrir une instruction contre les menées anarchistes dont l'Archiduc *François-Ferdinand* et la Duchesse

de Hohenberg ont été les victimes et de laisser des agents de la police austro-hongroise prendre part aux recherches a excité un certain émoi dans les cercles diplomatiques de Berlin. Le fait que la résolution d'adresser cette demande au Cabinet de Belgrade a été prise à la suite d'une conférence entre le Ministre des Affaires Etrangères, Comte *Berchtold*, le Chef de l'Etat major général *Conrad von Hötzendorff*, et le Ministre de la Guerre, *Krobatin* grossit les commentaires que la nouvelle provoque.

Certes il faut tenir compte de l'exaspération causée à Vienne par le forfait, par les aveux des assassins au sujet de la provenance de leurs bombes envoyées de Belgrade et par le langage inconsidéré de quelques feuilles de cette capitale qui ont cherché à justifier le crime, en le dépeignant comme le châtiment mérité de l'oppression dont les éléments serbes et le sentiment national serbe ont à souffrir en Bosnie. Le Cabinet *Pachitch* qui a fermé les yeux pour ne pas voir le foyer de propagande anarchiste existant à Belgrade ne doit pas être surpris qu'on le requière, d'agir énergiquement contre les coupables au lieu de continuer à les traiter avec une aussi aveugle tolérance.

Mais tout de même la demande sort des règles ordinaires du droit. Quand un Etat accepte, à la suggestion d'un Gouvernement étranger, de poursuivre sur son territoire des criminels, il confie les recherches à ses propres agents. La Serbie consentira-t-elle à subir le concours de policiers austro-hongrois? Si elle le refuse, comme une atteinte portée à ses droits de souveraineté, un conflit s'en suivra-t-il qui étant donnée la colère légitime des Gouvernements de Vienne et de Budapest et les manifestations antiserbes dont des villes de la monarchie sont le théatre, pourrait dégénérer en hostilités.

La Serbie n'en viendrait là, se dit-on à Berlin, que si elle se sentait appuyée par la Russie et le Gouvernement du Czar ne la soutiendrait pas, car il doit lui-même partager l'horreur et les craintes causées par le crime des régicides de Sarajewo.

Veuillez, etc.

(s.) Baron *Beyens*.

Nachdem der vorstehende Abdruck fertiggestellt war, sind die Texte unter Beifügung faksimilierter Schriften im Buchhandel erschienen:

Belgische Aktenstücke 1905—1914. Herausgegeben vom Auswärtigen Amt. Berlin. *Ernst Siegfried Mittler und Sohn.*

2. Darlegungen der deutschen und englischen Regierungen über englisch-deutsche Verhandlungen im Jahre 1912 und über andere Vorgänge.

Nr. CXX. Auslassung der „Norddeutschen Allgemeinen Zeitung“ vom 3. April 1915 (Nr. 94. 4. April 1915, Erste Ausgabe).

Lord *Haldane* hat nach hier vorliegenden telegraphischen Meldungen zu dem Vertreter eines amerikanischen Blattes Aeußerungen über den Inhalt seiner im Winter 1912 in Berlin geführten Verhandlungen gemacht, die nicht unwidersprochen bleiben können. Lord *Haldane* behauptet, er habe damals dem Reichskanzler *v. Bethmann Hollweg* in nicht mißzuverstehender Weise zu verstehen gegeben, daß England nicht neutral bleiben werde, falls Deutschland die belgische Neutralität verletzen werde. Wie wir festgestellt haben, hat in den Unterredungen Lord *Haldanes* mit dem Reichskanzler die Eventualität einer Verletzung der belgischen Neutralität durch Deutschland überhaupt nicht den Gegenstand der Unterhaltung gebildet. Lord *Haldane* war nach Berlin gekommen, um die Grundlagen für eine Annäherung zwischen Deutschland und England zu erörtern. Der Zweck der während seines hiesigen Aufenthaltes gepflogenen Verhandlungen war, den Zustand der Spannung zwischen beiden Ländern zu beseitigen, der besonders während der Marokkokrisis von 1911 gelegentlich bedrohliche Formen angenommen hatte. Im Laufe der Erörterungen gab der englische Minister ganz allgemein der Besorgnis Ausdruck, daß im Falle einer völligen Verständigung zwischen England und Deutschland die damit von England an Deutschland gegebene Rückendeckung Deutschland zu einem Ueberfall auf Frankreich ermutigen könne. Einem solchen Ueberfall werde England aber nicht ruhig zusehen können. Von Belgien ist dabei nicht die Rede gewesen. Der Reichskanzler hat damals Lord *Haldane* die bündigste Versicherung abgegeben, daß Deutschland gegen Frankreich niemals einen Angriffskrieg führen, sondern das Schwert nur dann ziehen werde, wenn es dazu herausgefordert werden sollte. Käme eine feste und loyale Verständigung zwischen Deutschland und England zustande, dann werde damit die Gefahr eines europäischen Krieges nach menschlicher Voraussicht überhaupt beseitigt, denn dann werde Frankreich seinerseits es nicht wagen, Deutschland zum Kriege zu provozieren, und es würden auch etwaige sonstige europäische Kriegsgefahren durch das Gewicht einer englisch-deutschen Einigung im Keime erstickt werden.

---

[1]) Die Urkunden, in welchen der in der Ueberschrift bezeichnete Gegenstand behandelt ist, kommen, um ihren Zusammenhang nicht zu zerreißen, hier in ihrem ganzen Umfang zum Abdruck, einschließlich desjenigen Inhaltes, welcher an und für sich an spätere Stellen dieses Jahrbuchhes gehören würde. An den späteren Stellen wird auf die jetzige Wiedergabe verwiesen werden.

Herausgeber.

England hat sich, wie bekannt, diesen Erwägungen nicht angeschlossen.

Lord *Haldane* hat des weiteren auf eine bestimmte Frage des amerikanischen Journalisten erklärt, er sei durchaus nicht sicher, ob England hätte neutral bleiben können, wenn Deutschland Belgiens Neutralität respektiert hätte. Denn es wäre ein Wahnsinn von England gewesen, mit gefalteten Händen stillzusitzen, ohne einen verzweifelten Versuch zu machen, zu verhindern, daß Deutschland die England zunächst liegenden Staaten absorbierte. Demgegenüber möchten wir Lord *Haldane* daran erinnern, daß die deutsche Regierung vor Beginn des Krieges der englischen die bestimmte Erklärung abgegeben hatte, die territoriale Integrität Frankreichs beziehungsweise Belgiens nicht antasten zu wollen, falls England neutral bliebe. Die angebliche Gefahr einer „Absorbierung" der England zunächst gelegenen Länder durch Deutschland lag also nicht vor und hat hiernach tatsächlich ebensowenig wie der deutsche Einmarsch in Belgien den wirklichen Anlaß dazu gegeben, daß England an Deutschland den Krieg erklärt hat.

Nr. CXXI. Auslassung der „Norddeutschen Allgemeinen Zeitung" vom 17. Juli 1915 (Nr. 197, 18. Juli 1915, Erste Ausgabe).

Nach hier vorliegenden Meldungen der englischen Presse hat Lord *Haldane* am 5. Juli im *„National Liberal Club"* eine Rede gehalten, in der er u. a. als ehemaliger Kriegsminister die Gesichtspunkte darlegte, von denen sich das englische Reichsverteidigungskomitee bei seinen Maßnahmen für die Verteidigung des Reiches habe leiten lassen. Angesichts der am Reichsverteidigungskomitee geübten Kritik und der vielfachen Klagen der Verbündeten, England leiste im gegenwärtigen Kriege zu wenig, hat Lord *Haldane*[1]) das Bedürfnis gefühlt, sich zu rechtfertigen und darauf hinzuweisen, daß er es als sein Verdienst in Anspruch nehmen könne, England für einen Krieg mit Deutschland unauffällig vorbereitet zu haben. Lord *Haldane* fühlt das Bedürfnis, diese seine Tätigkeit mit den Gefühlen für Deutschland in Einklang zu bringen, die er früher des öfteren nach außen hin bekundet hat, indem er behauptet, in die geheimen Ziele der in Deutschland nach seinen Beobachtungen bestehenden Kriegspartei eingeweiht gewesen zu sein. Lord *Haldane* will bestrebt gewesen sein, die friedlich gesinnten Bestandteile des deutschen Volkes vor dem Einfluß dieser Kriegspartei und der von ihr genährten Vorstellung, als drohe Deutschland ein Ueberfall durch ein England im Verein mit Frankreich und Rußland, frei zu machen. Deshalb habe er freundliche Reden für Deutschland gehalten. Er habe aber sein Ziel nicht erreicht. Die deutsche Kriegspartei habe das Feld behauptet. Als der Krieg ausgebrochen sei, habe er daher nicht an Frankreich oder Belgien gedacht, sondern ohne Zögern der Kriegserklärung Englands an Deutschland das Wort geredet, da ihm nicht zweifelhaft gewesen sei, daß es sich um Englands eigene Existenz handelte.

Es erübrigt sich, auf das einzugehen, was Lord *Haldane* über die deutsche Kriegspartei und deren geheime Ziele sagt. An diese Ammenmärchen glaubt selbst in England heute wohl niemand mehr.

Angesichts der immer wiederholten Versuche der englischen Minister, die Verantwortung für den gegenwärtigen Krieg, die sie durch ihre auf die Einkreisung Deutschlands gerichtete Ententepolitik auf sich geladen haben, von sich auf Deutschland abzuwälzen, sehen wir uns aber zu folgenden Feststellungen bezüglich der deutsch-englischen Verständigungsverhandlungen des Jahres 1912 veranlaßt, an denen gerade Lord *Haldane* in hervorragendem Maße beteiligt war:

Die deutsche Regierung war bei diesen Verhandlungen bemüht, mit England zu einer den allgemeinen Frieden sichernden Verständigung auf Grund eines kriegerische Konflikte zwischen beiden Mächten ausschließenden gegenseitigen Schutzabkommens zu gelangen. Als geeignetste Grundlage hierfür erschien der Abschluß eines gegenseitigen Neutralitätsvertrages. Die von deutscher Seite dafür zuerst vorgeschlagene Formulierung hatte folgenden Wortlaut:

„Sollte einer der hohen Vertragschließenden in einen Krieg mit einer oder mehreren Mächten verwickelt werden, so wird der andere Vertragschließende dem in den Krieg verwickelten Vertragschließenden gegenüber zum mindesten wohlwollende Neutralität beobachten und nach allen Kräften für die Lokalisierung des Konfliktes bemüht sein.“

England lehnte diesen Vorschlag als zu weitgehend ab und machte folgenden Gegenvorschlag: „England wird keinen unprovozierten Angriff auf Deutschland machen und sich einer aggressiven Politik gegen Deutschland enthalten. Ein Angriff auf Deutschland ist in keinem Vertrage enthalten und in keiner Kombination vorgesehen, der England zurzeit angehört, und England wird keiner Abmachung beitreten, die einen solchen Angriff bezweckt.“

Dieser Vorschlag war für Deutschland unannehmbar. Abgesehen von der Dehnbarkeit des Begriffs „unprovozierter Angriff“ konnte lediglich das Versprechen, über den andern Vertragschließenden nicht grundlos herfallen und keine aggressive Politik gegen ihn treiben zu wollen, unmöglich die Grundlage zu einem besonderen Freundschaftsvertrage bilden. Die in dem englischen Vorschlage enthaltenen Zusicherungen sind Selbstverständlichkeiten in den gegenseitigen Beziehungen zivilisierter Staaten.

Den von England geäußerten Bedenken gegen den deutschen Vorschlag suchte die Kaiserliche Regierung dadurch entgegenzukommen, daß sie nunmehr folgende Formulierung vorschlug:

„Sollte einer der hohen Vertragschließenden in einen Krieg mit einer oder mehreren Mächten verwickelt werden, bei welcher man nicht sagen kann, daß er der Angreifer war, so wird ihm gegenüber der andere zum mindesten eine wohlwollende Neutralität beobachten und für die Lokaliserung des Konfliktes bemüht sein. Die hohen Vertragschließenden verpflichten sich, sich gegenseitig über ihre Haltung zu verständigen, falls einer von ihnen durch offenkundige Provokation eines Dritten zu einer Kriegserklärung gezwungen sein sollte.“

Auch diesen Vorschlag lehnte Sir *Edward Grey* ab, beschränkte sich vielmehr darauf, den ersten Absatz seines früheren Vorschlags in folgender, inhaltlich jedoch bedeutungslosen Form abzuändern:

„Da die beiden Mächte gegenseitig den Wunsch haben, Frieden und Freundschaft untereinander sicherzustellen, erklärt England, daß es keinen unprovozierten Angriff auf Deutschland machen und sich an einem solchen auch nicht beteiligen wird; auch wird es sich einer aggressiven Politik gegen Deutschland enthalten."

Um im Interesse des europäischen und Weltfriedens ein äußerstes Entgegenkommen zu erweisen, trat die Kaiserliche Regierung in eine Diskussion auch dieses Vorschlages ein, machte aber weitere Verhandlungen von der Ergänzung durch folgenden Zusatz abhängig:

„England wird daher selbstverständlich wohlwollende Neutralität bewahren, sollte Deutschland ein Krieg aufgezwungen werden."

Sir *Edward Grey* lehnte es ab, über die auf Grund eines Beschlusses des englischen Kabinetts angebotene Formel hinauszugehen. Er begründete seine Ablehnung mit der Besorgnis, andernfalls die bestehenden Freundschaften Englands mit anderen Mächten zu gefährden. Hierauf verzichtete Deutschland auf Fortführung der Verhandlungen.

Die vorstehenden Mitteilungen erweisen, wie konsequent und entschieden England gerade dasjenige abgelehnt hat, worauf es praktisch ankam: das Neutralitätsversprechen, das heißt die Gewißheit für Deutschland, von England weder direkt noch in einem ihm von dritter Seite aufgezwungenen Kriege angegriffen zu werden. Nur auf dieser in Gegenseitigkeit verbürgten Gewißheit konnte sich dasjenige Freundschaftsverhältnis zwischen Deutschland und England aufbauen, das Europa und der Welt den Frieden gesichert haben würde. England hat in die Hand nicht eingeschlagen, die ihm Deutschland entgegenstreckte, weil ihm die Aufrechterhaltung seiner Freundschaft mit Frankreich und Rußland, die Aufrechterhaltung des sogenannten Gleichgewichts der Kräfte, das ihm die Niederhaltung Deutschlands ermöglichen sollte, mehr am Herzen lag als die Erhaltung des Friedens. Wie die vorstehend wiedergegebenen Formeln erweisen, hat Deutschland nicht auf dem Versprechen absoluter, bedingungsloser Neutralität bestanden, wie das von englischer Seite häufig behauptet worden ist und wie das fälschlicherweise auch Herr *Asquith* in einer nach Kriegsausbruch gehaltenen Rede erklärt hat. Gerade weil der Gedanke an einen Angriffskrieg gegen irgendwelche Macht Deutschland jederzeit ferngelegen hat, konnte es sich mit der Zusicherung der englischen Neutralität für den Fall begnügen, daß ihm ein Krieg aufgezwungen würde. Die Beteiligung Englands an dem gegenwärtigen Kriege, den die Kriegspartei in Rußland im Vertrauen auf die Unterstützung Englands provoziert hat, erweist, wie gut die verantwortlichen Leiter der deutschen Politik beraten waren, als sie die Angebote Sir *Edward Greys* als ungenügend zurückwiesen, und wie richtig sie die englische Politik einschätzten.

Schon im November desselben Jahres erfolgte der bekannte Notenwechsel zwischen Sir *Edward Grey* und dem französischen Botschafter Herrn *Cambon*, der den Charakter eines französisch-englischen Defensivbündnisses gehabt hätte, wenn nicht daneben militärische Abmachungen zwischen England und Frankreich getroffen worden wären, deren Ergänzung durch analoge Abmachungen mit Rußland im vorigen Frühjahr bevorstand. Mit dem Moment, wo England die Verpflichtung zum Schutz der französischen Nordküste übernommen hatte, hatte es sich seiner Handlungsfreiheit begeben und wurde zum Komplizen der russischen und französischen Aggressivpolitik, die den gegenwärtigen Krieg heraufgeführt hat.

Nr. CXXII. Rede des deutschen Reichskanzlers im Reichstag am 19. August 1915 (Drucksachen des Reichstages. 13. Legislaturperiode, II. Session, 1914/15, 13. Sitzung S. 213).

Meine Herren! Seitdem Sie das letztemal tagten, ist wieder Großes geschehen. Alle mit Todesverachtung und dem äußersten Einsatz an Menschenleben bisher unternommenen Versuche der Franzosen, unsere Westfront zu brechen, sind an der zähen Ausdauer unserer Truppen gescheitert. Italien, der neue Feind, der das von ihm begehrte fremde Gut so leichthin erobern zu können glaubte, ist bisher glänzend abgewehrt, trotz seiner zahlenmäßigen Ueberlegenheit, trotz der schonungslosen Aufopferung von Menschenleben, die er doppelt umsonst zu bringen sich nicht gescheut hat. Unerschüttert und unerschütterlich steht die türkische Armee an der Dardanellenfront. Wir grüßen unsere treuen Verbündeten. Wir gedenken auch heute mit besonderen Wünschen des erhabenen Herrschers der Donaumonarchie, der gestern in sein 86. Lebensjahr eingetreten ist.

Ueberall, wo wir selber die Offensive ergriffen haben, haben wir den Feind geschlagen und zurückgeworfen. Wir haben zusammen mit unseren Verbündeten fast ganz Galizien und Polen, wir haben Litauen und Kurland von den Russen befreit. Iwangorod, Warschau und Kowno sind gefallen. Weit in Feindesland bilden unsere Linien einen festen Wall.

Starke Armeen haben wir frei zu neuen Schlägen. Voller Dank gegen Gott und voller Dank gegen unsere herrlichen Truppen und ihre Führer können wir fest und zuversichtlich der Zukunft entgegensehen.

Meine Herren, mitten in den Schrecknissen des Krieges begrüßen wir dankerfüllt die Betätigung werkfreudiger Nächstenliebe, die uns benachbarte neutrale Staaten erzeigt haben, sowohl bei der Rückkehr von Zivilpersonen aus dem feindlichen Auslande wie gegenüber den ausgetauschten Kriegsgefangenen. In der Schweiz haben jetzt bei dem zweiten Austausch der Kriegsgefangenen mit Frankreich alle Kreise der Bevölkerung von Genf bis zur deutschen Grenze in altbewährter Gastlichkeit gewetteifert, um unsere wackeren Krieger die hinter ihnen liegenden Leiden nach Möglichkeit vergessen zu lassen. Die Niederlande haben schon zum zweitenmale den aus England zurückkehrenden Schwerverwundeten opferwillig und hilfsbereit ihre Fürsorge

angedeihen lassen und der jetzt zum erstenmale stattfindende Kriegsgefangenenaustausch mit Rußland, der über weite Strecken des Staatsgebiets von Schweden führt, zeigt, wie dort Regierung und Volk in der Betätigung der Menschenfreundlichkeit und Hilfsbereitschaft nicht überboten werden können. Ich spreche auch an dieser Stelle diesen drei Nationen den tief gefühlten Dank des deutschen Volkes aus.

Ich widme zugleich ein Wort besonderer Dankbarkeit Seiner Heiligkeit dem Papst, der dem Gedanken des Gefangenenaustausches und so vielen Werken der Menschenliebe während dieses Krieges eine unermüdliche Teilnahme erzeigt und an ihrer Durchführung ein ausschlaggebendes Verdienst hat, und der noch ganz kürzlich durch eine hochherzige Spende dazu beigetragen hat, die Leiden unserer Ostpreußen zu mildern.

Unsere Gegner laden eine ungeheure Blutschuld auf sich, wenn sie ihre Völker über die wirkliche militärische Sachlage hinwegzutäuschen versuchen. Wo sie ihre Niederlagen nicht ableugnen können, da dienen ihnen unsere Siege dazu, um neue Verleumdungen gegen uns zu häufen; wir hätten im ersten Kriegsjahr gesiegt, weil wir diesen Krieg seit langem heimtückisch vorbereitet hätten, während sie selbst in unschuldigster Friedensliebe nicht kriegsbereit gewesen wären. Nun, meine Herren, vor Tische las man's anders. Sie entsinnen sich der kriegerischen Artikel, die der russische Kriegsminister im Frühjahr 1914 in der Presse verbreiten ließ und in denen er die volle Kriegsbereitschaft der russischen Armee pries. Sie entsinnen sich der stolzen und vielfach herausfordernden Sprache, deren sich Frankreich in den letzten Jahren bedient hat. Sie wissen, daß Frankreich, so oft es die russische Geldnot befriedigte, sich ausbedang, daß immer ein großer Teil der Anleihe zu strategischen Zwecken verwendet wurde.

Und England? Am 3. August vorigen Jahres sagte Sir *Edward Grey* im englischen Parlament: „Wir mit einer mächtigen Flotte, von der wir glauben, daß sie unseren Handel, unsere Küsten, unsere Interessen schützen kann, wir werden, wenn wir am Kriege beteiligt werden, nur wenig mehr leiden, als wenn wir draußen bleiben.“ Nun, meine Herren, wer so, mit einer geradezu unheimlichen Geschäftsnüchternheit, am Vorabend der eigenen Kriegserklärung spricht, wer danach die eigene Politik und die Politik seiner Freunde dirigiert, kann das doch nur tun, wenn er weiß, daß er und seine Alliierten fertig sind.

Begreiflich ist es ja, daß unsere Gegner immer wieder die Schuld an diesem Kriege von sich abzuwälzen suchen. Ich habe beim Kriegsausbruch und dann wieder im Dezember vorigen Jahres die Zusammenhänge hier dargelegt. Alles, was inzwischen bekanntgeworden ist, ist lediglich eine Bestätigung davon. Die Fabel, daß England um Belgiens willen in den Krieg gezogen wäre, ist inzwischen in England selbst aufgegeben worden, weil diese Fabel eben nicht länger zu halten war. Und ob die kleineren Völker wohl jetzt noch glauben, daß England und seine Alliierten den Krieg führen zum Schutze eben der kleinen Völker, zum Schutze von Freiheit und Zivilisation?!

Meine Herren, den neutralen Handel auf See schnürt England ein, soviel es kann. Ware aus Deutschland und für Deutschland darf, auch wenn es keine Bannware ist, auf neutralen Schiffen nicht mehr verfrachtet werden. England duldet es nicht. Neutrale Schiffe werden gezwungen, auf hoher See englische Mannschaften an Bord zu nehmen und ihren Befehlen zu folgen. England besetzt kurzerhand griechische Inseln, weil ihm das für seine militärischen Operationen bequem ist. Mit seinen Alliierten will es jetzt das neutrale Griechenland zu Gebietsabtretungen pressen, um Bulgarien auf seine Seite zu ziehen.

In Polen verwüstet das mit seinen Alliierten für die Freiheit der Völker kämpfende Rußland vor dem Rückzug seiner Armee das ganze Land. Dörfer werden niedergebrannt, Getreidefelder niedergetrampelt, die Bevölkerung ganzer Städte und Ortschaften, Juden und Christen, werden in unbewohnte Gegenden verschickt, verschmachten in dem Sumpfe russischer Straßen oder in plombierten fensterlosen Güterwagen. So, meine Herren, sieht die Freiheit und Zivilisation aus, für die unsere Gegner kämpfen gegen die Barbarei Deutschlands!

Bei seiner Beteuerung, der Beschützer der kleineren Staaten zu sein, rechnet England doch mit einem sehr schlechten Gedächtnis der Welt. Man braucht nur ein wenig mehr als ein Jahrzehnt zurückzugehen, um Beispiele genug für den wahren Sinn dieser Protektorenrolle zu finden. Im Frühjahr 1902 werden die beiden Burenrepubliken England einverleibt. Dann richten sich die Blicke auf Aegypten. Aegypten war ja längst tatsächlich in englischer Gewalt. Aber der formellen Einverleibung stand das feierliche Versprechen Englands entgegen, das Land wieder räumen zu wollen. Und dasselbe England, das mir auf das Angebot, ihm die Integrität Belgiens zu gewährleisten, wenn es in diesem Kriege neutral bleiben wolle, so stolz erwiderte, England könne seine Verpflichtungen bezüglich der belgischen Neutralität nicht zum Gegenstande eines Handels machen, dieses selbe England trug keine Bedenken, seine gegenüber ganz Europa eingegangene feierliche Verpflichtung an Frankreich zu verhandeln, als es im Jahre 1904 den bekannten Vertrag schloß, der England Aegypten, Frankreich Marokko sicherstellen sollte. Im Jahre 1907 kommt Asien an die Reihe. Der südliche Teil von Persien wird durch das Abkommen mit Rußland umgewandelt in eine englische Interessensphäre, der Norden wird dem freiheitlichen Regiment von russischen Kosaken überliefert. Ich komme auch hierauf später noch zu sprechen. Dieses Abkommen läßt erkennen, wie England bereits seine Arme nach Tibet ausstreckt.

Wer eine solche Politik treibt und getrieben hat, der hat nicht das Recht, ein Land, das 44 Jahre lang den europäischen Frieden beschützt hat, das während einer Zeit, wo fast alle fremden Mächte Kriege geführt und Länder erobert haben, nur seiner friedlichen Entwicklung gelebt hat, der Kriegswut, des Barbarismus und der Ländergier zu zeihen.

Das ist Heuchelei!

Meine Herren, ein vollgültiger Zeuge für die Tendenzen der englischen Politik und für den Ursprung dieses Krieges ist für jeden, der es bisher nicht hat glauben wollen, in den Berichten der belgischen Gesandten erstanden, die ich habe veröffentlichen lassen[1]). Weshalb werden wohl diese Dokumente in London, in Paris, in Petersburg nach Möglichkeit totgeschwiegen? Weshalb sucht die feindliche Presse, wo sie diese Berichte erwähnt, sich um ihre Bedeutung mit dem Hinweis darauf herumzudrücken, daß sie ja keinen Beweis dafür gäben, daß Belgien seine Neutralität selbst preisgegeben hat? Meine Herren, dieser Beweis ist anderwärts geführt. Das Publikum der Entente möge sich nur die Veröffentlichungen ansehen, die ich über die Besprechungen des englischen Militärattachés mit den belgischen Militärbehörden seinerzeit habe erscheinen lassen. Hier handelt es sich um ganz etwas anderes. Hier handelt es sich um die Entente- und Einkreisungspolitik Englands. Diese belgischen Berichte sind allerdings auch für das Publikum in England und Frankreich sehr lesenswert. Sie sind um deswillen so interessant, weil sie ein vollkommen übereinstimmendes Urteil über die englische Politik abgeben. Wenn nur der belgische Gesandte in Berlin, der Baron *Greindl*, die englische Politik so scharf kritisiert hätte, dann könnte man versucht sein, zu sagen, die Neigung zu dem Lande, in dem er akkreditiert war, habe seinen Blick getrübt, wenngleich bei einem so unparteiischen, einem so hervorragenden und klugen Diplomaten wie dem Baron *Greindl* eine solche Annahme wenig am Platze wäre. Aber seine Kollegen in London und Paris urteilen genau so wie er, und diese übereinstimmende Beobachtung, diese übereinstimmende Beurteilung ist von durchschlagender Wucht.

Meine Herren, da von diesen Berichten im Auslande so wenig Notiz genommen wird, will ich hier einige Stichproben davon verlesen. Baron *Greindl* schreibt im Februar 1905:

Die wahre Ursache des Hasses der Engländer gegen Deutschland ist die Eifersucht, hervorgerufen durch die außergewöhnlich rasche Entwicklung der deutschen Handelsflotte, des deutschen Handels und der deutschen Industrie.

Derselbe schreibt zwei Jahre später:

Die französische Anmaßung wird wieder ebenso groß wie in den schlimmsten Tagen des zweiten Kaiserreichs, und die *Entente cordiale* ist hieran schuld. Sie ist sogar noch um einen Grad gestiegen, seitdem die Verhandlungen zwischen London und St. Petersburg, denen Frankreich zweifellos nicht ferngestanden hat, zu einer Entente zu führen scheinen.

Und an einer anderen Stelle:

Die Politik, die König *Eduard VII.* unter dem Vorwande führt, Europa vor einer eingebildeten deutschen Gefahr zu retten, hat eine nur allzu wirkliche französische Gefahr heraufbeschworen, die für uns in erster Linie bedrohlich ist.

Graf *Lalaing*, belgischer Gesandter in London, am 24. Mai 1907:

Es ist klar, daß das amtliche England im Stillen eine Deutschland feindliche Politik befolgt, die auf eine Isolierung abzielt. Aber es ist sicher sehr

[1]) S. oben S. 1 ff. — Herausgeber.

gefährlich, die öffentliche Meinung in so offenkundiger Weise zu vergiften, wie es die unverantwortliche Presse tut.

Cartier, Geschäftsträger Belgiens in London, am 28. März 1907:

Seitdem die Leitung der auswärtigen Angelegenheiten Herrn *Iswolsky* anvertraut worden ist, hat sich eine merkliche Annäherung zwischen den beiden Kabinetten von St. James und von St. Petersburg vollzogen. Der Doggerbankzwischenfall, die englischen Sympathien für Japan 1904, die erbitterte Nebenbuhlerschaft in Persien, alles das gehört der Vergangenheit an; die ganze Kraft der englischen Diplomaten ist auf die Isolierung Deutschlands gerichtet.

Endlich Baron *Guillaume*, belgischer Gesandter in Paris, am 6. Januar 1914:

Ich hatte schon die Ehre, zu berichten, daß es die Herren *Poincaré*, *Delcassé* und *Millerand* und ihre Freunde gewesen sind, die die nationalistische, militaristische, chauvinistische Politik erfunden und befolgt haben, deren Wiedererstehen wir festgestellt haben. Sie bildet eine Gefahr für Europa und — für Belgien!

Meine Herren, diese in allen Grundlinien übereinstimmenden Berichte der belgischen Diplomaten geben ein klares Bild von der Ententepolitik der letzten zehn Jahre. Gegen diese Zeugnisse kommen alle Versuche der gegnerischen Seite nicht auf, uns die Kriegslust, sich selbst die Friedensliebe zuzuschreiben.

Ist die deutsche Politik über diese Vorgänge nicht unterrichtet gewesen, oder hat sie absichtlich die Augen vor ihnen verschlossen, indem sie immer wieder einen Ausgleich suchte? Nicht das eine, noch das andere! Ich weiß wohl, daß es Kreise gibt, die mir politische Kurzsichtigkeit vorwerfen, weil ich immer wieder versucht habe, eine Verständigung mit England anzubahnen. Ich danke Gott, meine Herren, daß ich es getan habe. Mit so geringen Hoffnungen ich die Versuche immer wieder erneuerte: klar liegt es zutage, daß das Verhängnis dieses ungeheuerlichen, dieses menschenmordenden Weltbrandes hätte verhindert werden können, wenn eine aufrichtige und auf Frieden gerichtete Verständigung zwischen Deutschland und England zustande gekommen wäre. Wer in Europa hätte dann wohl noch Krieg machen wollen! Durfte ich mit einem solchen Ziele im Auge eine Arbeit von mir weisen, weil sie schwer war und sich immer wieder als fruchtlos erwies? Wo es sich um den letzten Ernst im Weltenleben handelt, wo Millionen von Menschenleben auf dem Spiele stehen, da gilt für mich das Wort: Bei Gott ist kein Ding unmöglich! Ich will lieber in einem Kampfe gefallen, als ihm aus dem Wege gegangen sein!

Lassen Sie mich Ihnen, meine Herren, kurz die Ereignisse ins Gedächtnis zurückrufen.

König *Eduard* hatte in der persönlichen Förderung der englischen Einkreisungspolitik gegen Deutschland eine seiner Hauptaufgaben erblickt. Nach seinem Tode hoffte ich deshalb, daß die von mir bereits im August

11*

1909 aufgenommenen Verständigungsverhandlungen besseren Fortgang nehmen würden. Die Verhandlungen zogen sich bis in das Frühjahr 1911 hin, ohne daß irgendein Ergebnis erzielt worden wäre, als das Eingreifen Englands in die Auseinandersetzung Deutschlands mit Frankreich über Marokko der ganzen Welt vor Augen führte, wie die englische Ententepolitik, wie der englische Anspruch, gestützt auf seine Ententefreunde, der ganzen Welt seinen Willen aufzuzwingen, den Weltfrieden bedrohte. Auch damals war das englische Volk über die Gefahren der Politik seiner Regierung nicht genau orientiert gewesen. Denn als es nach Ueberwindung der Krisis erkannte, wie haarscharf es an dem Abgrund eines Weltkrieges vorbeigegangen war, machte sich in weiten Kreisen der englischen Nation die Stimmung geltend, ein Verhältnis mit uns herstellen zu wollen, das kriegerische Verwicklungen ausschlösse. Man schien an dem einmaligen Ritt über den Bodensee genug gehabt zu haben!

So entstand die Mission *Haldanes* im Frühjahr 1912. Lord *Haldane* versicherte mich des aufrichtigen Verständigungswillens des englischen Kabinetts. Bedrückt war er durch die damals bevorstehende Flottennovelle bei uns. Ich fragte den englischen Minister, ob ihm nicht eine offene Verständigung mit uns, eine Verständigung, die nicht nur einen deutsch-englischen Krieg, sondern überhaupt jeden Weltkrieg ausschliessen würde, mehr wert sei als ein paar deutsche Dreadnoughts mehr oder weniger. Lord *Haldane* schien für seine Person dieser Ansicht zuzuneigen. Er fragte mich aber, ob wir, wenn wir den Rücken gegen England frei hätten, dann nicht sofort über Frankreich herfallen und es vernichten würden. Ich habe ihm erwidert, daß die Friedenspolitik, die Deutschland in einer Zeit von mehr als vierzig Jahren geführt hätte, uns eigentlich vor einer solchen Frage sichern sollte. Wir hätten ja die schönsten Gelegenheiten gehabt, im Burenkrieg, im russisch-japanischen Krieg, unsere etwaige Kriegswut zu zeigen, aber da und in allen Phasen der Marokkopolitik hätten wir das Gegenteil getan, hätten wir unsere Friedensliebe vor aller Welt bekundet. Deutschland, sagte ich ihm, wünsche aufrichtig den Frieden mit Frankreich und werde ebensowenig über Frankreich wie über irgendeine andere Macht herfallen. Nachdem Lord *Haldane* von Berlin abgereist war, wurden die Verhandlungen in London fortgesetzt.

Vor einigen Wochen habe ich in der „Norddeutschen Allgemeinen Zeitung" die Verständigungsformeln veröffentlichen lassen[1]), die bei diesen Verhandlungen von der einen und der anderen Seite vorgeschlagen sind. Auch diese Veröffentlichung ist der Beachtung unserer Gegner wert. Soviel ich sehe, ist sie aber von der englischen Presse, mit einer einzigen Ausnahme, bisher ignoriert worden. Ich will deshalb hier nochmals auf die Sache kurz eingehen.

Zunächst machten wir, um dauernde Beziehungen mit England zu erreichen, den Vorschlag eines unbedingten gegenseitigen Neutralitätsversprechens. Als dieser Vorschlag als zu weitgehend abgelehnt wurde, schlugen wir vor, die Neutralität auf Kriege zu beschränken, bei denen man nicht sagen könne,

---

[1]) Vgl. oben S. 156 ff.

daß die Macht, der Neutralität zugesichert war, der Angreifer sei. Auch das schlug England ab.

Inzwischen hatte England seinerseits folgende Formeln vorgeschlagen:

England wird keinen unprovozierten Angriff auf Deutschland machen und sich einer agressiven Politik gegen Deutschland enthalten. Ein Angriff auf Deutschland ist in keinem Vertrage enthalten und in keiner Kombination vorgesehen, der England zurzeit angehört, und England wird keiner Abmachung beitreten, die einen solchen Angriff bezweckt.

Ich war der Ansicht, meine Herren, daß es unter zivilisierten Staaten nicht üblich sei, unprovozierte Angriffe auf andere Mächte zu machen oder sich Kombinationen anzuschließen, welche solche Ueberfälle auf die Nachbarn planten, und daß deshalb das Versprechen, sich solcher unprovozierter Ueberfälle zu enthalten, nicht wohl den Inhalt eines feierlichen Vertrages zwischen zivilisierten Staaten abgeben könne. Das englische Kabinett war ersichtlich anderer Ansicht und glaubte, auf unsere Vorstellung ein Uebriges zu tun, wenn es seine Bereitwilligkeit erklärte, seiner im übrigen unveränderten Formel folgende Worte voranzuschicken:

Da die beiden Mächte gegenwärtig den Wunsch haben, Frieden und Freundschaft untereinander sicherzustellen, erklärt England, daß es keinen unprovozierten Angriff usw. — wie ich es eben vorgelesen habe.

Dieser Zusatz, meine Herren, konnte an dem Urteil über den Inhalt des englischen Angebots nichts ändern, und ich meine noch heute, kein Mensch hätte es mir übelnehmen können, wenn ich schon damals die Verhandlungen abgebrochen hätte. Ich habe das nicht getan. Ich habe, um alles, was in meinen Kräften stand, zu tun, was geeignet wäre, den europäischen und den Weltfrieden zu sichern, mich bereit erklärt, auch diesen englischen Vorschlag zu diskutieren, mit der einen Bedingung, es möge der englische Vorschlag durch folgenden Zusatz ergänzt werden:

England wird daher selbstverständlich wohlwollende Neutralität bewahren, sollte Deutschland ein Krieg aufgezwungen werden.

Ich bitte Sie, meine Herren, die letzten Worte zu beachten: wir forderten Neutralität in einem Kriege, der uns aufgezwungen werden sollte. Ich habe nachher noch auf diesen Punkt zurückzukommen.

Sir *Edward Grey* lehnte diesen Zusatz rundweg ab. Ueber seine Formel könne er nicht hinausgehen, und zwar — wie er dem Botschafter Grafen *Metternich* erklärte — aus der Besorgnis, sonst die bestehende Freundschaft mit anderen Mächten zu gefährden.

Das, meine Herren, bildete für uns den Schluß der Verhandlungen. Ein Kommentar dazu ist eigentlich überflüssig. England hielt es für ein Zeichen besonderer durch feierlichen Vertrag zu besiegelnder Freundschaft, daß es nicht ohne Grund über uns herfallen würde, behielt sich aber freie Hand für den Fall vor, daß das seine Freunde täten.

Der Hergang ist meines Wissens bisher in England niemals vollständig mitgeteilt worden — allerdings in Bruchstücken, aber auch da nicht richtig.

Der englische Ministerpräsident Mr. *Asquith* hat am 2. Oktober 1914 in Cardiff über die Sache gesprochen. Ich zitiere nach einer amtlichen, von ihm selbst revidierten Publikation seiner Rede. Mr. *Asquith* teilt seiner Zuhörerschaft die englische Formel, uns nicht unprovoziert angreifen zu wollen — die Formel, die ich eben verlesen habe —, in ihrem vollen Wortlaut mit und fährt dann fort:

Aber das war den deutschen Staatsmännern nicht genug. Sie wollten, daß wir weitergingen. Sie forderten, wir sollten uns absolut zur Neutralität für den Fall verpflichten, daß Deutschland in einen Krieg verwickelt werden sollte — *in the event of Germany being engaged in war.*

Diese Behauptung von Mr. *Asquith* ist eine Entstellung des Sachverhalts.

Allerdings hatten wir im Beginn unbedingte Neutralität gefordert — wie ich das eben gesagt habe —, im Verlaufe der Verhandlung aber hatten wir uns auf die Neutralitätsforderung für den Fall beschränkt, daß Deutschland ein Krieg aufgezwungen werden sollte — im englischen Wortlaut: *if war should be forced upon Germany.* Das hat Minister *Asquith* seinen Zuhörern vorenthalten, und ich halte mich für berechtigt, zu sagen, daß er damit die öffentliche Meinung in England in unverantwortlicher Weise irregeführt hat. Aber freilich: hätte Mr. *Asquith* eine vollständige Darstellung gegeben, dann hätte er in seiner Rede, die ersichtlich auf die Stimmung seiner Zuhörer stark zugeschnitten war, nicht so fortfahren können, wie er es tatsächlich getan hat. Er sagt — immer in wörtlicher Uebersetzung —:

Und diese Forderung — nämlich der unbedingten Neutralität in jedem Kriege — stellten die deutschen Staatsmänner in dem Augenblick, in dem Deutschland beides, seine aggressiven wie seine defensiven Machtmittel, besonders auf dem Meere, ins Ungeheure vermehrte. Sie verlangten — um es ganz klar zu sagen —, daß wir ihnen, soweit wir in Frage kämen, freie Hand gäben, wenn sie sich eine Gelegenheit aussuchten, Europa zu überwältigen und zu beherrschen.

Meine Herren, es ist mir unfaßbar — ich will keinen anderen Ausdruck gebrauchen —, wie ein hoher Staatsmann wie Mr. *Asquith* einen Vorgang, den er amtlich genau kannte, objektiv so unrichtig darstellen konnte, um daraus Schlüsse zu ziehen, die der Wahrheit ins Gesicht schlagen. Und diese seine unrichtige Darstellung leitete Mr. *Asquith* mit den feierlichen Worten an seine Zuhörer ein:

Ich möchte nicht nur Ihre Aufmerksamkeit, sondern die Aufmerksamkeit der ganzen Welt auf meine Worte hinlenken, da jetzt so viele falsche Legenden erfunden und verbreitet werden.

Ich frage, meine Herren: wer hat Legenden erfunden und verbreitet? Ich bin auf diesen Vorfall näher eingegangen, um vor aller Welt Verwahrung einzulegen gegen die Unwahrhaftigkeit und Verleumdung, mit der unsere Gegner uns bekämpfen. Nachdem wir in voller Kenntnis der deutschfeindlichen Richtung der englischen Politik mit äußerster Geduld bis an die letztmögliche Grenze des Entgegenkommens gegangen waren, nachdem uns statt

Brot Steine gereicht worden waren, sollen wir durch eine unerhörte Verschiebung der Tatsachen vor aller Welt an den Pranger gestellt werden. Mag es unseren Feinden gelingen, auch diese Feststellungen in der grenzenlosen Verhetzung der Völker und in dem Waffenlärm untergehen zu lassen: die Zeit wird kommen, wo die Geschichte ihr Urteil fällen wird. Damals war der Augenblick gekommen, wo durch eine Verständigung zwischen England und Deutschland jeder europäische Krieg, jeder Weltkrieg vermieden werden konnte. Wir waren bereit, es zu tun. England hat es abgelehnt.

Die Schuld wird es in alle Ewigkeit nicht mehr los!

Meine Herren, so endete die Episode *Haldane*.

Bald darauf wechselten Sir *Edward Grey* und der französische Botschafter in London, Herr *Cambon*, die bekannten Briefe, die auf ein französisch-englisches Defensivbündnis hinausliefen, das indeß durch die daneben getroffenen Vereinbarungen der beiderseitigen Generalstäbe und Admiralitäten tatsächlich zu einem Offensivbündnis wurde. Auch diese Tatsache hat die englische Regierung der Oeffentlichkeit in ihrem Lande vorenthalten. Erst als es kein Zurück mehr gab, am 3. August vorigen Jahres, hat sie sie davon unterrichtet. Bis dahin hatten die englischen Minister ihrem Parlament immer wieder erklärt, daß England sich für den Fall eines europäischen Konfliktes vollkommen freie Hand vorbehalten habe. Das war dem Buchstaben nach vielleicht, in Wirklichkeit aber nicht der Fall infolge der Vereinbarungen der beiden Admiralitäten, die die französische Nordküste unter den Schutz Englands gestellt hatten. Und genau dieselbe Taktik hat das englische Kabinett — ich glaube, ich habe hier schon einmal darüber gesprochen — verfolgt, als es im Frühjahr 1914 Verhandlungen mit Rußland über ein Marineabkommen einleitete, ein Abkommen, in dem die russische Admiralität den Wunsch hatte, mit der Zuhilfenahme von englischen Schiffen unsere Provinz Pommern die Wohltaten einer russischen Invasion kennen zu lehren.

So hatte sich der Ring der Entente mit ausgesprochener antideutscher Tendenz immer fester zusammengeschlossen. Die Saat König *Eduards* war in die Halme geschossen. Wir waren gezwungen, die Situation mit der großen Wehrvorlage von 1913 zu quittieren.

Sie wissen, meine Herren — aber ich will hier ausdrücklich davon sprechen —, daß wir in voller Klarheit über den Ernst der Weltlage neben den Verhandlungen mit England stets bestrebt gewesen sind, unsere Beziehungen mit Rußland nach Möglichkeit zu pflegen. Ich habe darüber wiederholt hier im Reichstag gesprochen, wie ich denn in unserer gesamten Politik niemals etwas vor der Volksvertretung zu verheimlichen hatte und es auch niemals verheimlicht habe.

Meine Herren, auch Rußland gegenüber, dessen Politik ja für die Entschlüsse Frankreichs von entscheidender Bedeutung war, habe ich stets nach der Ueberzeugung gehandelt, daß freundliche Beziehungen zu den einzelnen Ententegenossen die allgemeine Spannung mildern könnten, daß jedes ge-

wonnene Friedensjahr wenigstens die Aussicht eröffnete, die allgemeine Explosionsgefahr herabzusetzen. Wir waren dabei in Einzelfragen mit Rußland zu einer guten Verständigung gelangt — ich erinnere an das Potsdamer Abkommen — und die Beziehungen von Regierung zu Regierung waren nicht nur korrekt, sondern von persönlichem Vertrauen getragen. Aber die Gesamtlage wurde dadurch nicht geheilt. Die war bis in die Wurzeln vergiftet, weil die chauvinistischen Revanchegedanken Frankreichs und die kriegerischen, panslavistischen Expansionsbestrebungen in Rußland durch die antideutsche Politik der *balance of power* des Londoner Kabinetts nicht sowohl beschwichtigt, als unausgesetzt aufgestachelt wurden und frische Nahrung erhielten. Die Spannung wurde so groß, daß sie eine ernste Belastungsprobe nicht mehr vertrug.

So kam der Sommer 1914. Ich habe die einzelnen Vorgänge am 4. August geschildert. Immer wiederholte unrichtige Darstellungen und Angriffe von seiten unserer Gegner nötigen mich aber, auch hier noch auf einen Punkt zurückzukommen.

In England wird neuerdings immer wieder behauptet, der ganze Krieg hätte vermieden werden können, wenn ich auf den Vorschlag Sir *Edward Greys* eingegangen wäre, mich an einer Konferenz zur Regelung des russisch-österreichischen Streitfalles zu beteiligen. Die Sache verhielt sich folgendermaßen: Der englische Konferenzvorschlag wurde hier am 27. Juli durch den englischen Botschafter überbracht. Wie auch aus dem englischen Blaubuch hervorgeht, hat der Staatssekretär des auswärtigen Amts in der betreffenden Unterredung mit Sir *Edward Goschen*, in der er den vorgeschlagenen Weg als unzweckmäßig bezeichnete, mitgeteilt, nach seinen Nachrichten aus Petersburg sei Herr *Sasonow* zu einem direkten Meinungsaustausch mit dem Grafen *Berchtold* geneigt. Er sei der Ansicht, daß eine direkte Aussprache zwischen Petersburg und Wien zu einem befriedigenden Ergebnis führen könne; es sei daher das Beste, zunächst das Ergebnis dieser Aussprache abzuwarten. Sir *Edward Goschen* meldete dies nach London und erhielt von dort eine telegraphische Antwort, in der Sir *Edward Grey* wörtlich folgendes erklärte:

Solange Aussicht auf einen direkten Meinungsaustausch zwischen Oesterreich und Rußland vorhanden ist, würde ich auf jede andere Anregung verzichten, da ich durchaus damit übereinstimme, daß dies das Verfahren ist, das allen anderen bei weitem vorzuziehen ist.

Sir *Edward Grey* schloß sich also damals dem deutschen Standpunkt vollkommen an und stellte seinen Konferenzvorschlag ausdrücklich zurück.

Ich habe es aber nicht, wie Sir *Edward Grey*, bei dem platonischen Wunsch bewenden lassen, es möge eine Aussprache zwischen Wien und Petersburg erfolgen, sondern ich habe alles getan, was in meinen Kräften stand, um die russische und die österreichisch-ungarische Regierung dem Gedanken zugänglich zu machen, sich in einem Meinungsaustausch von Kabinett zu Kabinett auseinanderzusetzen. Meine Herren, ich habe es an dieser Stelle

schon einmal ausgesprochen, daß wir unsere Vermittlungsaktion, speziell auch in Wien, in einer Form betrieben haben, die, wie ich damals sagte, „bis an das Aeußerste dessen ging, was mit unserem Bundesverhältnis noch vereinbar war". Da diese meine vermittelnde Tätigkeit im Interesse der Erhaltung des Friedens immer wieder in England in Zweifel gestellt wird, will ich hier an der Hand der Tatsachen zeigen, wie nichtig diese Zweifel sind.

Am 29. Juli, abends, traf hier folgende Meldung des Kaiserlichen Botschafters in Petersburg ein:

Herr *Sasonow,* der mich eben zu sich bitten ließ, teilte mir mit, daß das Wiener Kabinett auf den ihm von hier aus geäußerten Wunsch, in direkte Besprechungen einzutreten, mit einer kategorischen Ablehnung geantwortet habe. Es bleibt somit nichts anderes übrig, als auf den Vorschlag Sir *Edward Greys* einer Konversation zu Vieren zurückzukommen.

Da sich die Wiener Regierung inzwischen zu dem direkten Meinungsaustausch mit Petersburg bereit erklärt hatte, war es klar, daß hier ein Mißverständnis vorliegen mußte. Ich telegraphierte entsprechend nach Wien und benutzte gleichzeitig die Gelegenheit, um meiner Auffassung von der Gesamtsituation erneut bestimmtesten Ausdruck zu geben. Meine Instruktion an Herrn *von Tschirschky* lautete folgendermaßen:

Die Meldung des Grafen *Pourtalès* steht nicht im Einklang mit der Darstellung, die Eure Exzellenz von der Haltung der österreichisch-ungarischen Regierung gegeben haben. Anscheinend liegt ein Mißverständnis vor, das ich Sie aufzuklären bitte. Wir können Oesterreich-Ungarn nicht zumuten, mit Serbien zu verhandeln, mit dem es im Kriegszustand begriffen ist. Die Verweigerung jeden Meinungsaustausches mit St. Petersburg aber würde ein schwerer Fehler sein. Wir sind zwar bereit, unsere Bundespflicht zu erfüllen, müssen es aber ablehnen, uns von Oesterreich-Ungarn durch Nichtbeachtung unserer Ratschläge in einen Weltbrand hineinziehen zu lassen. Eure Exzellenz wollen sich gegen Grafen *Berchtold* sofort mit allem Nachdruck und großem Ernst in diesem Sinne aussprechen.

Herr *von Tschirschky* meldete darauf am 30. Juli:

Graf *Berchtold* bemerkte, es liege in der Tat, wie Eure Exzellenz annehmen, ein Mißverständnis, und zwar auf russischer Seite, vor. Nachdem er auch schon durch Graf *Szapary* — den österreichisch-ungarischen Botschafter in St. Petersburg — von diesem Mißverständnis Meldung erhalten und gleichzeitig unsere dringende Anregung erfolgt sei, in Konversation mit Rußland einzutreten, habe er Graf *Szapary* sofort entsprechende Instruktionen erteilt.

Meine Herren, ich habe, als in England kurz vor Ausbruch des Krieges die Erregung sich steigerte und ernste Zweifel an unseren Bemühungen um die Erhaltung des Friedens laut wurden, diesen Vorgang in der englischen Presse bekanntgeben lassen. Jetzt nachträglich tritt dort die Insinuation hervor, der Vorgang habe gar nicht stattgefunden, und die Instruktion an Herrn *von Tschirschky* sei nur fingiert worden, um die öffentliche Meinung in England irrezuführen. Sie werden mit mir übereinstimmen, meine Herren

daß diese Verdächtigung keiner Erwiderung bedarf. Ich will aber gleichzeitig auf das österreichisch-ungarische Rotbuch verweisen, das meine Darstellung lediglich bestätigt und erkennen läßt, wie nach Aufklärung des erwähnten Mißverständnisses die Konversation zwischen St. Petersburg und Wien in Fluß kam, bis sie durch die allgemeine Mobilmachung der russischen Armee einen jähen Abschluß fand.

Meine Herren, ich wiederhole: wir haben die direkte Aussprache zwischen Wien und Petersburg mit dem äußersten Nachdruck und mit Erfolg betrieben. Die Behauptung, daß wir uns durch Ablehnung des englischen Konferenzvorschlages an dem Ausbruch dieses Krieges schuldig gemacht hätten, gehört in die Kategorie derjenigen Verleumdungen, hinter denen unsere Gegner ihre eigene Schuld verstecken wollen. Unausweichlich wurde der Krieg lediglich durch die russische Mobilmachung. Ich will dies hier noch einmal mit aller Bestimmtheit feststellen. Meine Herren, ich habe mich auf einzelne diplomatische Vorgänge näher eingelassen, um der Flut von Verdächtigungen entgegenzutreten, mit denen das reine Bewußtsein und reine Gewissen Deutschlands im Auslande zu schwärzen versucht wird. Aber wir werden letzten Endes den Kampf gegen diese Verleumdungen ebenso siegreich bestehen wie den großen Kampf draußen auf den Schlachtfeldern.

Meine Herren, unsere und die österreichisch-ungarischen Truppen haben die Grenzen von Kongreß-Polen gegen Osten erreicht, und beiden fällt die Aufgabe zu, das Land zu verwalten.

Geographische und politische Schicksale haben seit langen Jahrhunderten Deutsche und Polen gegeneinander zu kämpfen gezwungen. Die Erinnerung an diese alten Gegensätze mindert nicht die Achtung vor der Leidenschaft, Vaterlandsliebe und Zähigkeit, mit der das polnische Volk seine alte westliche Kultur, seine Freiheitsliebe gegen das Russentum verteidigt und auch durch das Unglück dieses Krieges bewahrt hat. Die gleißnerischen Versprechungen unserer Feinde ahme ich nicht nach. Aber ich hoffe, daß die heutige Besetzung der polnischen Grenzen gegen Osten den Beginn einer Entwicklung darstellen wird, die die alten Gegensätze zwischen Deutschen und Polen aus der Welt schafft und das vom russischen Joch befreite Land einer glücklichen Zukunft entgegenführen wird, in der es die Eigenart seines nationalen Lebens pflegen und entwickeln kann. Das von uns besetzte Land werden wir unter möglichster Heranziehung der eigenen Bevölkerung gerecht verwalten, die unvermeidlichen Schwierigkeiten, die der Krieg mit sich bringt, auszugleichen und die Wunden, die Rußland dem Lande geschlagen hat, zu heilen suchen.

Meine Herren, dieser Krieg wird, je länger er dauert, ein zerrüttetes, ein aus tausend Wunden blutendes Europa zurücklassen. Die Welt, die dann erstehen wird, soll und wird nicht so aussehen, wie unsere Feinde es sich träumen. Sie streben zurück nach dem alten Europa mit einem ohnmächtigen Deutschland in der Mitte als dem Tummelplatz fremder Ränke und, wenn nötig, als dem Schlachtfeld Europas. Ein Deutschland, in dem

kraftlose Einzelstaate auf fremde Winke lauern, ein Land mit zertrümmerter Industrie, nur mit Kleinhandel auf den eigenen Märkten und ohne Flotte, die das Meer von Englands Gnaden befahren könnte. Ein Deutschland als Vasallenstaat des russischen Riesenreiches, das den ganzen Osten und Südosten Europas beherrschen und alle Slaven unter dem Zepter Moskaus vereinigen soll. So träumte man im Anfange des Krieges in Paris, in London und Petersburg.

Nein, meine Herren, dieser ungeheure Krieg, der die Fugen der Welt klaffen macht, wird nicht zu alten, vergangenen Zeiten zurückführen.

Ein Neues muß erstehen!

Soll Europa jemals zur Ruhe kommen, so kann das nur durch eine starke und unantastbare Stellung Deutschlands geschehen. Die Vorgeschichte dieses Krieges redet eine harte Sprache. Mehr als zehn Jahre lang ist das Sinnen und Trachten der Ententemächte einzig darauf gerichtet gewesen, Deutschland zu isolieren, es auszuschließen von jeder Mitverfügung über die Welt. Die englische Politik der *balance of power* muß verschwinden; denn sie ist, wie es der englische Dichter *Bernhard Shaw* neulich genannt hat, ein Brutofen für Kriege. Bezeichnend ist in dieser Beziehung eine Bemerkung, die Sir *Edward Grey* zu unserem Botschafter, dem Fürsten *Lichnowsky*, machte, als er sich von diesem am 4. August 1914 verabschiedete. Er sagte nicht ohne Betonung, der zwischen England und Deutschland ausgebrochene Krieg werde es ihm ermöglichen, uns beim Friedensschlusse wertvollere Dienste zu leisten, als die Neutralität Englands ihm gestattet hätte. Vor dem Auge des englischen Ministers erstand also wohl schon hinter dem geschlagenen Deutschland die Riesengestalt eines siegreichen Rußlands, und dann wäre ein geschwächtes Deutschland wieder gut genug gewesen, Vasall und Helfer für England zu sein. Meine Herren, Deutschland muß sich seine Stellung so ausbauen, so festigen und stärken, daß den anderen Mächten die Neigung vergeht, wieder Einkreisungspolitik zu treiben. Wir müssen zu unserem wie zum Schutze und Heil aller Völker die Freiheit der Weltmeere erringen, nicht um die Meere, wie es England will, allein zu beherrschen, sondern damit sie allen Völkern in gleicher Weise dienstbar sein können.

Wir sind es nicht, die die kleinen Staaten bedrohen. Wir wollen sein und bleiben ein Hort des Friedens, der Freiheit der großen und der kleinen Nationen. Ich sage das nicht nur mit Bezug auf die Völker germanischer Rasse. Welche Mühe gibt sich der Vierverband gegenwärtig, die Balkanvölker davon zu überzeugen, daß der Sieg der Zentralmächte sie in Knechtschaft stürzen, der Triumph des Vierverbandes ihnen aber Freiheit, Unabhängigkeit, Ländergewinn und wirtschaftliches Gedeihen schenken würde!

Wenige Jahre ist es her, wo der Machthunger Rußlands unter dem Schlagwort „Der Balkan den Balkanvölkern" den Balkanbund schuf, ihn dann aber unter Begünstigung des serbischen Vertragsbruches gegen Bulgarien wieder zerfallen ließ. „Erst die deutschen und österreichisch-ungarischen

Siege in Polen haben die Balkanvölker vom russischen Druck befreit. England war einmal ein Schutz der Balkanstaaten. Als Alliierter Rußlands kann es nur der Bedrücker und Bedränger ihrer Unabhängigkeit sein, wie es sie schon jetzt seine selbstsüchtige, harte Hand fühlen läßt.

Meine Herren, ich fasse zum Schluß alles zusammen. Wohl kein großes Volk hat in den letzten Jahrhunderten solche Leiden zu tragen gehabt wie das deutsche. Und doch können wir das Schicksal lieben, das uns mit solchen Leiden den Ansporn zu unerhörten Leistungen gegeben hat. Für das endlich geeinte Reich war jedes Friedensjahr ein Gewinn. Ohne Krieg kamen wir am glücklichsten vorwärts. Wir brauchten ihn nicht. Nie hat Deutschland die Herrschaft über Europa angestrebt. Sein Ehrgeiz war es, in dem friedlichen Wettbewerb der Nationen, in den Aufgaben der Wohlfahrt und Gesittung voranzustehen. Dieser Krieg hat es an den Tag gebracht, welcher Größe wir fähig sind, gestützt auf die eigene sittliche Kraft. Und die Macht, die uns unsere innere Stärke gab, können wir auch nach außen hin nur im Sinne der Freiheit gebrauchen. Die von den fremden Regierungen gegen uns in den Krieg gehetzten Völker hassen wir nicht.

Aber wir haben die Sentimentalität verlernt. Wir halten, meine Herren, den Kampf durch, bis jene Völker von den wahrhaft Schuldigen den Frieden fordern, bis die Bahn frei wird für ein neues, von französischen Ränken, von moskowitischer Eroberungssucht und englischer Vormundschaft befreites Europa.

Nr. CXXIII. Brief Sir Edward Greys an die Presse, 25. August 1915 („*The Times*", 26. August 1915, Nr. 40,943).

To the editor of the Times.

Sir, — There are some points in the speech of the German Chancellor, made last week[1]), which may, I think, be suitably dealt with in a letter to the Press, pending the fuller review of the situation, which may be appropriate to some other method and time. I will state the facts and the reflections they suggest as briefly and clearly as I can, and ask you to be good enough to make them public.

1. The Belgian record of conversation with the British military attaché was published by Germany last autumn to prove that Belgium had trafficked her neutrality with us, and was in effect in a plot with us against Germany.

The conversation of which most use has been made was never reported to the Foreign Office, nor, as far as records show, to the War Office at the time, and we saw a record of it for the first time when Germany published the Belgian record. But it bears on the face of it that it referred only to the contingency of Belgium being attacked, that the entry of the British into Belgium would take place only after the violation of Belgian territory by Germany, and that it did not commit the British Government. No con-

---

1) S. oben Nr. CXXII.

vention or agreement existed between the British and Belgian Governments. Why does the German Chancellor mention these informal conversations of 1906 and ignore entirely that in April, 1913, I told the Belgian Minister most emphatically that what we desired in the case of Belgium, as in that of other neutral countries, was that their neutrality should be respected, and that as long as it was not violated by any other Power we should certainly not send troops ourselves into their territory?

Let it be remembered that the first use made by Germany of the Belgian document was to charge Belgium with bad faith to Germany. What is the true story? On the 29th July, 1914, the German Chancellor tried to bribe us by a promise of future Belgian independence to become a party to the violation of Belgian neutrality by Germany. On the outbreak of war he described the Belgian Treaty as a scrap of paper, and the German Foreign Secretary explained that Germany must go through Belgium to attack France, because she could not afford the time to do otherwise. The statement of Herr *von Jagow* is worth quoting again: —

The Imperial Government had to advance into France by the quickest and easiest way, so as to be able to get well ahead with their operations and endeavour to strike some decisive blow as early as possible. It was a matter of life and death for them, as, if they had gone by the more southern route, they could not have hoped, in view of the paucity of roads and the strength of the fortresses, to have got through without formidable opposition, entailing great loss of time. This loss of time would have meant time gained by the Russians for bringing up their troops to the German frontier. Rapidity of action was the great German asset, while that of Russia was an inexhaustible supply of troops.

In the Reichstag, too, on the 4th August, 1914, the German Chancellor stated, in referring to the violation of the neutrality of Belgium and Luxemburg: —

The wrong — I speak openly — the wrong we thereby commit we will try to make good as soon as our military aims have been attained.

The violation of Belgian neutrality was therefore deliberate, although Germany had actually guaranteed that neutrality, and surely there has been nothing more despicably mean than the attempt to justify it *ex post facto*, by bringing against the innocent and inoffensive Belgian Government and people the totally false charge of having plotted against Germany. The German Chancellor does not emphasize in his latest speech that charge, which has been spread broadcast against Belgium. Is it withdrawn? And, if so, will Germany make reparation for the cruel wrong done to Belgium?

2. The negotiations for an Anglo-German agreement in 1912, referred to by the German Chancellor, were brought to a point at which it was clear that they could have no success unless we in effect gave a promise of absolute neutrality while Germany remained free under her Alliances to take part

in European war. This can, and shall, be explained by publishing an account of the negotiations, taken from the records in the Foreign Office.

3. The Chancellor quotes an isolated sentence from my speech of the 3rd August, 1914 to prove that we were ready for war. In the very next sentence, which he might have quoted, but does not quote, I said: — „We are going to suffer, I am afraid, terribly in this war, whether we are in it or whether we stand aside.“ I leave it to anyone outside Germany in any neutral country to settle for himself whether those are the words of a man who had desired and planned European war, or of one who had laboured to avert it. The extent of tho German Chancellor's misapplication of the isolated sentence which he quotes will be obvious to anyone who reads the full context of the speech.

As to the other statement attributed to me: not even when we were perfectly free, when Japan, who was bur Ally, had not entered the war, and when wo were not pledged to other Allies as we are now by the Agreement of the 5th September, 1914, did I say anything so ridiculous or untrue as that it was in the interest of Germany that we had gone to war and with the object of restraining Russia.

4. The war would have been avoided if a Conference had been agreed to. Germany on the flimsiest pretext shut the door against it. I would wreck nothing on a point of form, and expressed myself ready to acquiesce in any method of mediation that Germany could suggest if mine was not acceptable. Mediation, I said, was ready to come into operation by any method that Germany thought possible, if only Germany would press the button in the interests of peace.

The German Chancellor, according to his speech, encouraged nothing except direct discussion between Vienna and Petrograd. But what chance had that of success when, as we heard afterwards, the German Ambassador at Vienna was expressing the opinion that Russia would stand aside, and conveying to his colleagues the impression that he desired war from the first, and that his strong personal bias probably coloured his action there?

Some day, perhaps, the world will know what really passed between Germany and Austria respecting the ultimatum to Serbia and its consequences.

It has become only too apparent that in the proposal of a conference which we made, which Russia, France, and Italy agreed to, and which Germany vetoed, lay the only hope of peace. And it was such a good hope! Serbia had accepted nearly all of the Austrian ultimatum, severe and violent as it was. The points outstanding could have been settled honourably and fairly in a conference in a week. Germany ought to have known, and must have known, that we should take the same straight and honourable part in it that she herself recognized we had taken in the Balkan Conference, working not for diplomatic victory of a group, but for fair settlement, and ready to side against any attempt to exploit the Conference unfairly to the disadvantage of Germany or Austria.

The refusal of a Conference by Germany, though it did not decide British participation in the war, did in fact decide the question of peace or war for Europe, and sign the death warrant of the many hundreds of thousands who have been killed in this war.

Nor must it be forgotten that the Emperor of Russia proposed to the German Emperor that the Austro-Serb dispute should be settled by The Hague Tribunal.

Is there one candid soul in Germany and Austria-Hungary who, looking back on the past year, does not regret that neither the British nor Russian proposal was accepted?

5. And what is the German programme as we gather it from the speech of the Chancellor and public utterances in Germany now? Germany to control the destiny of all other nations; to be „the shield of peace and freedom of big and small nations,“ those are the Chancellor's words; an iron peace and a freedom under a Prussian shield and under German supremacy. Germany supreme, Germany alone would be free: free to break international treaties; free to crush when it pleased her; free to refuse all mediation; free to go to war when it suited her; free, when she did go to war, to break again all rules of civilization and humanity on land and at sea; and, while she may act thus, all her commerce at sea is to remain as free in time of war as all commerce is in time of peace. Freedom of the sea may be a very reasonable subject for discussion, definition, and agreement between nations after this war; but not by itself alone, not while there is no freedom and no security against war and German methods of war on land. If there are to be guarantees against future war, let them be equal, comprehensive, and effective guarantees that bind Germany as well as other nations, including ourselves.

Germany is to be supreme. The freedom of other nations is to be that which Germany metes out to them. Such is apparently the conclusion to be drawn from the German Chancellor's speech; and to this the German Minister of Finance adds that the heavy burden of thousands of millions must be borne through decades, not by Germany, but by those whom she is pleased to call the instigators of the war. In other words, for decades to come Germany claims that whole nations who have resisted her should labour to pay her tribute in the form of war indemnities.

Not on such terms can peace be concluded or the life of other nations than Germany be free or even tolerable. The speeches of the German Chancellor and Finance Minister make it appear that Germany is fighting for supremacy and tribute. If that is so and as long as it is so, our Allies and we are fighting and must fight for the right to live, not under German supremacy, but in real freedom and safety. Your obedient servant.

Foreign Office, Aug. 25. *E. Grey.*

Nr. CXXIV. Auslassung der „Norddeutschen Allgemeinen Zeitung“ vom 27. August 1915 (Nr. 238, 28. August 1915, Erste Ausgabe).

Die Zornesausbrüche, mit denen die englische Presse die Reichstagsrede des Reichskanzlers aufgenommen hat, sind der beste Beweis dafür, wie eindrucksvoll sie gewesen ist. Wir verzichten darauf, uns mit den Auslassungen der englischen Publizistik zu beschäftigen, die durch ihre jahrelange verhetzende Tätigkeit an dem Ausbruch des gegenwärtigen Krieges in so hohem Grade mitschuldig ist. Dagegen können wir uns einer Stellungnahme zu den Aeußerungen nicht enthalten, zu denen die Darlegungen des Reichskanzlers den Staatssekretär des Foreign Office Sir *Edward Grey* veranlaßt haben. In seinem Brief an die englische Presse[1]) wendet sich der Minister zunächst der belgischen Frage zu. Der Reichskanzler hatte dieselbe in seiner Rede nur flüchtig gestreift, indem er darauf hinwies, daß die Verstöße der belgischen Regierung gegen ihre Neutralitätspflichten durch die Veröffentlichungen über die Besprechungen der englischen Militärattachés mit den belgischen Militärbehörden bereits erwiesen seien, so daß es weiterer Beweise dafür, die die feindliche Presse in dem Berichte der belgischen Gesandten vermisse, nicht bedürfe. Sir *Edward Grey* übergeht die in diesen Berichten gegen seine Politik enthaltenen Anklagen mit Stillschweigen. Um so eingehender beschäftigt er sich mit der Frage der belgischen Neutralität und widerlegt dabei Behauptungen der Kaiserlichen Regierung, die dieselbe niemals aufgestellt hat. Es ist deutscherseits niemals behauptet worden, daß Belgien seine Neutralität an England verkauft und mit ihm ein Komplott gegen Deutschland geschmiedet habe. Deutscherseits ist behauptet und durch die aufgefundenen Dokumente bewiesen worden, daß die belgischen Militärbehörden mit Vorwissen der belgischen Regierung den militärischen Plänen Englands Vorschub geleistet haben, und daß sich damit Belgien eines Vorstoßes gegen seine Neutralitätspflichten schuldig gemacht hat. Am 23. April 1912 hat der englische Militärattaché Oberst *Bridges* dem General *Jungbluth* erklärt, daß die englische Regierung die Absicht gehabt habe, auf alle Fälle auch ohne Zustimmung der belgischen Regierung in Belgien Truppen zu landen. Das belgische Ministerium des Aeußern hat von dieser Unterredung Kenntnis erhalten. Wir richten hiermit an Sir *Edward Grey* die Frage: Hat die belgische Regierung durch ihren Gesandten in London bei der englischen Regierung gegen diese Erklärung des englischen Militärattachés Protest erhoben, oder hat sie wenigstens angefragt, ob die Erklärung von der englischen Regierung gebilligt werde? Wir können die Antwort Sir *Edward Greys* vorausnehmen: Die belgische Regierung hat eine solche Demarche in London niemals getan. Damit ist bewiesen, daß sie dazu entschlossen war, einer Verletzung ihrer Neutralität durch England zum mindesten keinen Widerstand entgegenzusetzen. Man beachte den Unterschied: Auf die Vermutung hin, daß Deutschland eine Verletzung der belgischen Neutralität be-

[1]) S. oben Nr. CXXIII.

absichtigt, trifft Belgien alle Vorbereitungen für die Intervention eines englischen Hilfskorps. Auf die bestimmte Erklärung des englischen Militärattachés, daß England die belgische Neutralität habe verletzen wollen, rührt die belgische Regierung keinen Finger. Ein Land, das so handelt, ist nicht neutral.

Was nun die Haltung Englands betrifft, so bemerkt Sir *Edward Grey*, daß weder dem Ministerium des Aeußern noch dem englischen Kriegsamt früher etwas über die bewußten Unterredungen mitgeteilt worden sei, wie aus den Archiven hervorgehe. Selbst wenn diese Behauptung zuträfe, so würde dadurch die englische Regierung nicht von der Verantwortung für etwaige Mißgriffe oder Uebergriffe ihrer Unterorgane entlastet werden. Wir stellen aber hiermit weiter fest, daß mehrere der aufgefundenen eingehenden Einzelausarbeitungen des Generals *Ducarne* über die Intervention eines englischen Hilfskorps in Belgien, die wir uns vorbehalten, der Oeffentlichkeit zu übergeben, den Vermerk tragen: „*Communiqué à Mr. Barnardiston (fin Mars)*. Daß der Militärattaché diese Schriftstücke nicht zu seinem Privatgebrauch in seinem Schreibtisch eingeschlossen hat, lehrt die Bemerkung in dem bekannten Bericht des Generals *Ducarne*, daß der Chef des englischen Generalstabs, General *Grierson*, den belgischen Kriegsplan gebilligt habe. Gabe aber erheischt Gegengabe, und so finden wir denn in der fatalen Mappe mit der Aufschrift „*Intervention anglaise en Belgique*“ auf englischem Papier in englischer Redaktion mit dem Vermerk: „*These figures are under revision*“ eine Zusammenstellung dieses Hilfskorps, die nur aus dem englischen Kriegsministerium oder Generalstab stammen könne.

Wir unterbreiten hiermit der Oeffentlichkeit dieses neue Beispiel für die Wahrheitsliebe englischer Minister.

Sir *Edward Grey* beruft sich darauf, daß er im Jahre 1913 dem belgischen Gesandten sehr kategorisch erklärt habe, daß England keine Truppen nach Belgien senden werde, solange dessen Neutralität nicht durch eine andere Macht verletzt würde. Wir lassen es dahingestellt, ob diese Erklärung wirklich so kategorisch war. Auch haben wir eben wieder gesehen, welcher Wert solchen englischen Erklärungen innewohnt. Das ist aber nicht das Entscheidende. Das Entscheidende ist, daß der englische Generalstab, wie das nicht nur durch die mehrfach erwähnten Dokumente, sondern auch die englischen Karten und Handbücher über den belgischen Kriegsschauplatz sowie die bei dem englischen Sekretär *Grand-Watson* gefundenen Dokumente bewiesen wird, den belgischen Generalstab zu einer so engen Zusammenarbeit und zu einer so weitgehenden Berücksichtigung der militärischen Pläne Englands veranlaßt hat, daß dadurch eine einseitige militärische Parteinahme Belgiens zugunsten Englands herbeigeführt wurde.

Sir *Edward Grey* erklärt des weiteren, es gäbe nichts Verächtlicheres und Niedrigeres als den Versuch, die Verletzung der belgischen Neutralität, die Deutschland tatsächlich garantiert habe, *ex post facto* durch gänzlich falsche Vorwürfe gegen die harmlose belgische Regierung zu rechtfertigen. Mit der Harmlosigkeit der belgischen Regierung haben wir uns bereits beschäftigt.

Im übrigen stellen wir fest, daß deutscherseits ein Versuch, den deutschen Einmarsch in Belgien nachträglich mit dem schuldhaften Verhalten der belgischen Regierung zu rechtfertigen, niemals gemacht worden ist. Die Gründe für den deutschen Einmarsch in Belgien hat der Reichskanzler in seiner Rede vom 4. August v. J. dargelegt, und er hat seitdem in seiner Rede vom 2. Dezember v. J. lediglich erklärt, daß, als die deutschen Truppen das belgische Gebiet betraten, sie sich auf dem Boden eines Staates befanden, der seine Neutralität selbst längst durchlöchert hatte. Wir können uns des weiteren die Bemerkung nicht versagen, daß die Entrüstung über die Nichtbeachtung eines Vertrages, der vor 75 Jahren zu ganz besonderen Zwecken und unter ganz anderen Bedingungen geschlossen wurde, als sie jetzt vorlagen, in dem Munde des Vertreters eines Landes sonderbar anmutet, das über ein vor 25 Jahren ganz Europa gegebenes feierliches Versprechen im Jahre 1904 zur Tagesordnung übergegangen ist, und das die dauernde Nichtachtung der vertraglichen Verpflichtungen, die Frankreich bezüglich Marokkos übernommen hatte, stets auf das nachdrücklichste, und selbst auf die Gefahr hin, wie im Jahre 1911, damit einen Krieg zu entfesseln, unterstützt hat.

Ueber die deutsch-englischen Verhandlungen des Jahres 1912 stellt Sir *Edward Grey* den Beweis dafür in Aussicht, daß nur das Versprechen absoluter Neutralität durch England denselben einen Erfolg beschieden hätte. Wir sehen dem zu erwartenden Ergebnis englischer Entstellungskünste mit Interesse entgegen. In dem, was Sir *Edward Grey* über die unmittelbare Vorgeschichte des gegenwärtigen Krieges sagt, legt er dem Reichskanzler Behauptungen unter, die er nicht getan hat. Der Reichskanzler hat in seiner Rede nicht behauptet, daß Sir *Edward Grey* den Krieg gewünscht und geplant habe. Er hat lediglich angesichts der Behauptung unserer Feinde, daß sie nicht kriegsbereit gewesen seien, während Deutschland den Krieg seit langem heimtückisch vorbereitet habe, festgestellt, daß England ebenso wie seine Verbündeten mit dem vollen Bewußtsein seiner Kriegsbereitschaft in den Kampf gegangen ist.

Was die vom Reichskanzler angeführte Bemerkung des Ministers zu dem Fürsten *Lichnowsky* betrifft, so stellt Sir *Edward Grey* sie in Abrede. Wir geben nachstehend den Wortlaut einer Aufzeichnung wieder, die der Botschafter über den betreffenden Teil seiner Unterredung vorgelegt hat. Sie lautet:

„Sir *Edward Grey* ließ mich wissen, daß er mich gern vor meiner Abreise noch einmal in seiner Wohnung sprechen möchte, um von mir Abschied zu nehmen; auch habe er mir eine vertrauliche Mitteilung zu machen, die vielleicht für die Zukunft von Wert sein könne. Ich entgegnete, daß es mir überaus peinlich sei, angesichts der Wendung, die die Verhältnisse genommen hätten, ihm nochmals zu begegnen, daß ich aber, falls er es dringend wünsche, ihm seine Anregung nicht versagen und ungern eine Gelegenheit versäumen würde, die vielleicht für die Zukunft beider Länder von Bedeutung sein könnte.

Sir *Edward Grey* war sichtlich bewegt, als er mich empfing, und sagte mir, daß der Entschluß, den er hätte fassen müssen, für ihn der schwerste gewesen sei in seinem bisherigen Leben. Die Erwägung wäre hierbei ausschlaggebend gewesen, daß der Schaden, den England durch den Krieg erführe, durch die Beteiligung nicht viel größer würde als durch Passivität, und daß England als beteiligte Macht noch mehr in der Lage sei, sein Wort in die Wagschale zu werfen, als wie durch Neutralität, schon weil es alsdann jederzeit seinen Rückzug aus dem Kampfe androhen könne. Die Verletzung anerkannter internationaler Verträge, die von England gewährleistet seien, habe es ihm unmöglich gemacht, länger beiseite zu stehen; auch habe er es nicht für tunlich gehalten, sich mit uns in einen Handel einzulassen, wie der vom Herrn Reichskanzler vorgeschlagene, welcher die Bedingungen festlegen sollte für die britische Neutralität. Er würde eine derartige Abmachung vom britischen Standpunkt aus nicht für anständig gehalten haben, und es sei ihm unmöglich gewesen, mit einer Macht, die leichten Herzens eingegangene Verpflichtungen bräche, sich in Verträge einzulassen. Er legte das Hauptgewicht, wie auch in seiner Rede, auf die belgische Frage, ohne dabei hinzuzufügen, wie er es im *House of Commons* getan, daß England nicht zusehen dürfe, daß wir nicht nur Frankreich, sondern auch Belgien und Holland durch unser Vorgehen in ein Abhängigkeitsverhältnis zu bringen suchten.

Der Minister sagte ferner, er wünsche mir noch folgende vertrauliche Mitteilung zu machen, die vielleicht für die Zukunft von Bedeutung sein könnte. Sollten die Ereignisse nicht den Verlauf nehmen, wie unsere Militärpartei zu erhoffen schiene, oder sollten wir, wie er inständig wünsche, in nicht zu ferner Zeit aus anderen Gründen dem für Europa so verhängnisvollen Kampfe ein baldiges Ende zu machen wünschen, so würde er stets bereit sein, falls er sich noch im Amt befände, die Vermittlung zu übernehmen und uns behilflich zu sein. Ihm liege jede Absicht fern, Deutschland zu erdrücken *(tho crush Germany)*, alles, was er wünsche, sei, den Frieden unter annehmbaren Bedingungen so bald wie möglich wieder herzustellen und das namenlose Unglück, das die gesamte zivilisierte Welt betroffen, nach Möglichkeit einzuschränken.

Auf meine Bemerkung, daß die Rolle des Schiedsrichters ihm bei der Neutralität viel eher zugefallen wäre, entgegnete der Minister, daß er im Gegenteil glaube, daß die Beteiligung Englands die Dauer des Krieges eher beschränken könne, wie das Gegenteil."

Wir überlassen es der Oeffentlichkeit, darüber zu entscheiden, ob die Schlußfolgerungen, die der Reichskanzler aus dieser Unterredung gezogen hat, zutreffend waren oder nicht. Was den sonstigen Inhalt der Unterredung betrifft, so sei erneut darauf hingewiesen, daß der Reichskanzler der englischen Regierung bezüglich der Unabhängigkeit Frankreichs, Belgiens und Hollands die weitgehendsten Garantien geboten hatte. Sir *Edward Grey* hat dieselben zurückgewiesen. Wenn er nachträglich sein Vorgehen mit dem Hinweis begründete, daß er vom britischen Standpunkt aus ein Eingehen auf die deutschen

Anerbietungen nicht für anständig gehalten habe, so haben wir bereits oben nachgewiesen, daß das englische Anstandsgefühl bezüglich der Einhaltung vertraglicher Verpflichtungen nur soweit reicht, als sich dasselbe mit dem englischen Interesse deckt.

Sir *Edward Grey* kommt erneut auf die Behauptung zurück, daß die Annahme seines Konferenzvorschlages den Frieden erhalten hätte. Man könnte versucht sein, es seiner Naivität in militärischen Dingen zugute zu halten, wenn er wirklich angenommen hätte, daß die für die Sicherheit des Reiches verantwortlichen Stellen zusehen konnten, wie in wochenlangen Verhandlungen über die Einzelheiten des serbischen Problems verhandelt wurde, während sich gleichzeitig die Millionenheere Rußlands an der deutschen Ostgrenze sammelten. Wäre dies geschehen, so würde heute ganz Deutschland der Wüste gleichen, die die russischen Horden in Ostpreußen und wo sie sonst nach den „Regeln zivilisierter Kriegführung und Menschlichkeit" gehaust haben, hinter sich zurückgelassen haben. Aber Sir *E. Grey* kannte die Folgen, die die russische Mobilmachung haben würde. In einem Bericht vom 25. Juli hat der englische Botschafter in Petersburg darauf hingewiesen, daß der russischen Mobilmachung die deutsche Mobilmachung und damit voraussichtlich die sofortige deutsche Kriegserklärung folgen werde. Hätte Sir *E. Grey* wie der Reichskanzler in Wien so in Petersburg zu verstehen gegeben, daß er nicht wünsche, sich in einen Weltbrand hineinziehen zu lassen, so wäre der Krieg vermieden worden. Statt dessen hat er den Ententegenossen die militärische Unterstützung Englands in Aussicht gestellt. Dem folgte unmittelbar die russische Mobilmachung. Damit war der Weltkrieg entschieden.

Sir *Edward Grey* exemplifiziert auf die Londoner Balkankonferenz. Er verschweigt aber dabei, daß im Jahre 1912 Rußland nicht zur Mobilisierung seiner gesamten Streitkräfte zu Lande und zu Wasser geschritten war, und daß die militärische Zuversicht Frankreichs und Rußlands sowie die chauvinistischen Leidenschaften in beiden Ländern damals noch nicht den Höhepunkt erreicht hatten, wie als Folge der englischen Politik im Frühjahr vergangenen Jahres. Wir können Sir *E. Grey*, falls er sich darüber im unklaren sein sollte, nur das sorgfältige Studium der Berichte der belgischen Gesandten aus den Jahren 1912 bis 1914 angelegentlich empfehlen.

Was die Schlußausführungen Sir *Edward Greys* mit ihren Entstellungen der deutschen Absichten betrifft, so sind sie kaum einer Erwiderung wert. Als die großen Ziele Deutschlands in diesem Kriege hat der Reichskanzler es bezeichnet, endgültig der gegen Deutschland gerichteten Einkreisungspolitik ein Ende zu bereiten und die Freiheit der Meere zu sichern, damit sie allen Völkern in gleicher Weise dienstbar sein könnten. Nicht auf die Erringung der Vorherrschaft in Europa ist das Streben Deutschlands gerichtet, sondern auf die Befreiung Europas von der brutalen Gewaltherrschaft, die England bisher mit Hilfe seiner übermütigen Flotte und mit einer Politik ausgeübt hat, die darauf hinausging, die Mächte des Kontinents in

zwei feindliche Lager zu spalten, sie sich zum Vorteil Englands gegenseitig zerfleischen zu lassen und sein Gewicht in die eine oder die andere Wagschale zu werfen, je nachdem seine egoistischen Bestrebungen dabei am besten ihre Rechnung fanden.

Nr. CXXV. Bericht des Foreign Office vom 31. August 1915 („*The Times*", 1. September 1915).

An account of the 1912 Anglo-German negotiations was published in the semi-official *Norddeutsche Allgemeine Zeitung* last month. This account was misleading, and was no doubt intended to mislead, and made it appear that the British Government had at that time rejected what would be regarded in many quarters as a reasonable offer of friendship from Germany.

In these circumstances it may be as well to publish a statement of the facts compiled from official records here. Early in 1912 the German Chancellor sketched to Lord *Haldane* the following formula as one which would meet the views of the Imperial Government:

1. The high contracting parties assure each other mutually of their desire of peace and friendship.

2. They will not either of them make or prepare to make any (unprovoked) attack upon the other, or join in any combination or design against the other for purposes of aggression, or become party to any plan or naval or military enterprise alone or in combination with any other Power directed to such an end, and declare not to be bound by any such engagement.

3. If either of the high contracting parties becomes entangled in a war with one or more Powers in which it cannot be said to be the aggressor, the other party will at least observe towards the Power so entangled a benevolent neutrality, and will use its utmost endeavour for the localization of the conflict. If either of the high contracting parties is forced to go to war by obvious provocation from a third party, they bind themselves to enter into an exchange of views concerning their attitude in such a conflict.

4. The duty of neutrality which arises out of the preceding article has no application in so far as it may not be reconcilable with existing agreements which the high contracting parties have already made.

5. The making of new agreements which render it impossible for either of the parties to observe neutrality towards the other beyond what is provided by the preceding limitation is excluded in conformity with the provisions in article 2.

6. The high contracting parties declare that they will do all in their power to prevent differences and misunderstandings arising between either of them and other Powers.

These conditions, although in appearance fair as between the parties, would have been grossly unfair and one-sided in their operation. Owing to

the general position of the European Powers, and the treaty engagements by which they were bound, the result of Articles 4 and 5 would have been that, while Germany in the case of a European conflict would have remained free to support her friends, this country would have been forbidden to raise a finger in defence of hers.

Germany could arrange without difficulty that the formal inception of hostilities should rest with Austria. If Austria and Russia were at war Germany would support Austria, as is evident from what occurred at the end of July, 1914; while as soon as Russia was attacked by two Powers France was bound to come to her assistance. In other words, the pledge of neutrality offered by Germany would have been absolutely valueless, because she could always plead the necessity of fulfilling her existing obligations under the Triple Alliance as an excuse for departing from neutrality. On the other hand, no such departure, however serious the provocation, would have been possible for this country, which was bound by no alliances with the exception of those with Japan and Portugal, while the making of fresh alliances was prohibited by Article 5. In a word, as appeared still more evident later, there was to be a guarantee of absolute neutrality on one side, but not on the other.

It was impossible for us to enter into a contract so obviously inequitable, and the formula was accordingly rejected by Sir *E. Grey.*

Count *Metternich* upon this pressed for counter-proposals, which he stated would be without prejudice and not binding unless we were satisfied that our wishes were met on the naval question. On this understanding Sir *Edward Grey*, on the 14th March, 1912, gave Count *Metternich* the following draft formula, which had been approved by the Cabinet:

England will make no unprovoked attack upon Germany, and pursue no aggressive policy towards her.

Aggression upon Germany is not the subject, and forms no part of any treaty, understanding, or combination to which England is now a party, nor will she become a party to anything that has such an object.

Count *Metternich* thought this formula inadequate, and suggested two alternative additional clauses:

England will therefore observe at least a benevolent neutrality should war be forced upon Germany; or

England will therefore, as a matter of course, remain neutral if a war is forced upon Germany.

This, he added, would not be binding unless our wishes were met with regard to the naval programme.

Sir *Edward Grey* considered that the British proposals were sufficient. He explained that, if Germany desired to crush France, England might not be able to sit still, though, if France were aggressive or attacked Germany,

no support would be given by His Majesty's Government or approved by England. It is obvious that the real object of the German proposal was to obtain the neutrality of England in all eventualities, since, should a war break out, Germany would certainly contend that it had been forced upon her, and would claim that England should remain neutral. An admirable example of this is the present war, in which, in spite of the facts, Germany contends that war has been forced upon her. Even the third member of the Triple Alliance, who had sources of information not open to us, did not share this view, but regarded it as an aggressive war.

Sir *Edward Grey* eventually proposed the following formula:

The two Powers, being mutually desirous of securing peace and friendship between them, England declares that she will neither make, nor join in, any unprovoked attack upon Germany. Aggression upon Germany is not the subject, and forms no part of any treaty, understanding, or combination to which England is now a party, nor will she become a party to anything that has such an object.

Sir *Edward Grey*, when he handed this formula to Count *Metternich*, said that the use of the word "neutrality" would convey the impression that more was meant than was warranted by the text; he suggested that the substance of what was required would be obtained and more accurately expressed by the words "will neither make, nor join in, any unprovoked attack."

Count *Metternich* thereupon received instructions to make it quite clear that the Chancellor could recommend the Emperor to give up the essential parts of the Novelle (the Bill then pending for the increase of the German Navy) only if we could conclude an agreement guaranteeing neutrality of a far-reaching character and leaving no doubt as to any interpretation. He admitted that the Chancellor's wish amounted to a guarantee of absolute neutrality, failing which the Novelle must proceed.

Count *Metternich* stated that there was no chance of the withdrawal of the Novelle, but said that it might be modified; it would be disappointing to the Chancellor if we did not go beyond the formula we had suggested.

Sir *Edward Grey* said that he could understand that there would be disappointment if His Majesty's Government were to state that the carrying out of the Novelle would put an end to the negotiations and form an insurmountable obstacle to better relations. His Majesty's Government did not say this, and they hoped the formula which they had suggested might be considered in connexion with the discussion of territorial arrangements, even if it did not prove effective in preventing the increase of naval expenditure.

Sir *Edward Grey* added that if some arrangement could be made between the two Governments it would have a favourable though indirect effect upon naval expenditure as time went on; it would have, moreover, a favourable and direct effect upon public opinion in both countries.

A few days afterwards Count *Metternich* communicated to Sir *Edward Grey* the substance of a letter from the Chancellor in which the latter said that, as the formula suggested by His Majesty's Government was from the German point of view insufficient, and as His Majesty's Government could not agree to the larger formula for which he had asked, the Novelle must proceed on the lines on which it had been presented to the Federal Council. The negotiations then came to an end, and with them the hope of a mutual reduction in the expenditure on armaments of the two countries.

Nr. CXXVI. Auslassung der „Norddeutschen Allgemeinen Zeitung" vom 6. September 1915 (Nr. 249, 7. September 1915, 2. Ausgabe).

Die Mitteilungen des Londoner Auswärtigen Amtes über die deutsch-englischen Verhandlungen im Jahre 1912 liegen nunmehr im Wortlaut vor. Der Eindruck, den wir schon von der telegraphischen Wiedergabe gewannen, findet sich vollauf bestätigt. Es handelt sich um einen Versuch der Englischen Regierung, das englische Publikum und die Welt von der einfachen und klaren Tatsache abzulenken, daß die deutschen Bemühungen, im Winter 1912 mit England zu einer den Weltfrieden sichernden Verständigung zu gelangen, an der positiven Weigerung des englischen Kabinetts gescheitert sind, Deutschland Neutralität auch nur für den Fall zuzusichern, daß ihm ein Krieg aufgezwungen werden sollte, also nicht absolute Neutralität, wie das den Tatsachen entgegen Mr. *Asquith* in öffentlicher Rede behauptet und Sir *E. Grey* in der „Times" vom 27. Januar bestätigt hat.

Wir stellen zunächst fest, daß ein Verlangen nach absoluter Neutralität schon in dem Entwurf nicht mehr enthalten war, den Lord *Haldane* von Berlin nach London zurückbrachte, nachdem der Minister die erste — in unserer Ausgabe vom 18. Juli dieses Jahres — wiedergegebene deutsche Formel sofort als zu weitgehend zurückgewiesen hatte. Das *Foreign Office* wendet nun die Taktik an, besagten Entwurf, in dem die Neutralitätspflicht auf den Fall eines Krieges beschränkt wurde, in dem der beteiligte Vertragschließende nicht als Angreifer gelten könne, in allen Einzelheiten wiederzugeben, um zu beweisen, daß es sich um einen Versuch der Deutschen Regierung gehandelt habe, Deutschland die absolute Neutralität Englands zu sichern, sich selbst dagegen freie Hand vorzubehalten. Es wird dabei mit der Behauptung operiert, daß die deutschen Formulierungen Deutschland die Möglichkeit geboten haben würden, einen Krieg durch seine Bundesgenossen provozieren zu lassen, unter Berufung auf seine Vertragspflichten daran teilzunehmen, gleichwohl aber von England Neutralität zu verlangen. Daß das englische Anerbieten, sich nicht an einem „unprovozierten" Angriff gegen Deutschland beteiligen zu wollen, England analog die Möglichkeit bot, seine Freunde zu einem Krieg gegen Deutschland zu veranlassen und dann unter dem Vorwand nicht neutral zu bleiben, daß kein unprovozierter Angriff vor-

liege, scheint dem *Foreign Office* nicht eingefallen zu sein. Vertrauen in die gegenseitige *bona fides* ist die natürliche und selbstverständliche Voraussetzung für alle solche Abkommen. Bei der Auffassung, die die Deutsche Regierung von ihren Verpflichtungen gegen ihre Dreibundgenossen hegte, mußte sie Vorsorge dahin treffen, durch die geplanten Vereinbarungen nicht in Gegensatz zu diesen Verpflichtungen zu geraten. Daher die Klauseln in dem deutschen Entwurf, die die Zusicherung deutscher Neutralität für den Fall ausschlossen, daß dieselbe mit den Dreibundabmachungen nicht vereinbar war. Auch die weiteren deutschen Vorschläge erscheinen jetzt der Englischen Regierung und mit ihr dem ganzen Chor der englischen Presse als eine hinterlistige Falle. Natürlich muß dabei der gegenwärtige Krieg als Probe aufs Exempel für die deutsche Tücke herhalten. Wir wollen ihr diesen Spaß nicht verderben, nur möchten wir als Kuriosum feststellen, daß die englische Kundgebung sich als Eideshelfer für die Behauptung, daß der Krieg tatsächlich ein deutscher Aggressivkrieg sei, auf das wortbrüchige Italien beruft. Wir haben bestimmte Gründe für die Annahme, daß die neugeknüpften Beziehungen zu dem durch seinen Verrat für alle Zeiten gekennzeichneten Italien von seinen jetzigen Bundesgenossen als ein Pudendum angesehen werden. Wie die Anrufung des italienischen Zeugnisses lehrt, bildet die Englische Regierung, die mit einem so edlen Enthusiasmus für die Heiligkeit der Verträge in den Kampf gezogen ist, in dieser Hinsicht eine Ausnahme.

Es ist nun sehr bedauerlich, daß alle die schönen Argumente, mit denen die Englische Regierung jetzt theoretisch zu beweisen sucht, weshalb die deutschen Neutralitätsformeln für England unannehmbar waren, weder Lord *Haldane* noch Sir *E. Grey* zur Verfügung standen, als sie mit dem Grafen *Metternich* im Winter 1912 verhandelten. Andernfalls wäre es dem Botschafter vielleicht möglich gewesen, die Bedenken der Minister zu beseitigen oder andere Formulierungen vorzuschlagen, die diesen Bedenken Rechnung trugen. Aus der Berichterstattung des Grafen *Metternich* geht aber klar hervor, daß die englischen Minister damals ganz unumwunden zugegeben haben, daß die Sorge um die Beziehungen Englands zu Rußland und Frankreich für ihre Haltung ausschlaggebend sei. Die nachstehenden beiden Berichte des Grafen *Metternich* mögen dies erweisen:

„London, den 15. Februar 1912.

Lord *Haldane* hat mir gestern ausführlich über seine Unterredungen in Berlin Mitteilung gemacht. Ich konnte dabei konstatieren, daß die mir von Euerer Exzellenz zugegangene Information genau mit Lord *Haldanes* Aeußerungen übereinstimmt. Der Minister bemerkte, daß seine aus Berlin zurückgebrachten Eindrücke und Mitteilungen auf Sir *E. Grey*, den Premierminister und seine übrigen Kollegen den besten Eindruck gemacht hätten, und daß das Kabinett den dringenden Wunsch habe, daß eine Vereinbarung zustande komme. Er verhehle sich allerdings nicht die großen Schwierigkeiten, welche die beiden Punkte, Neutralitätsabkommen und Flottennovelle, in sich schlössen. Die Englische Regierung könne mit Bezug auf die Neu-

tralitätserklärung unsere Fassung nicht annehmen, weil sie ihr freundschaftliches Verhältnis zu Frankreich und Rußland nicht in Frage stellen wolle. Er glaube aber, daß eine Fassung in der Art, wie sie von ihm vorgeschlagen sei, von großer und segensreicher Wirkung auf die Beziehungen der beiden Völker sein werde, und daß ein solches Abkommen ebenfalls der übrigen Welt den festen Entschluß der beiden Regierungen beweisen werde, in Frieden und Freundschaft miteinander zu leben. Auch ein solches Abkommen würde die Ecken und Schärfen wegnehmen, welche aus Englands bisherigen Ententeverhältnissen uns gegenüber entstehen könnten. Wenn die von ihm vorgeschlagene oder eine ähnliche Formel von uns akzeptiert würde, so würde damit im englischen Volke die Grundlage zu dem Vertrauen in die beiderseitigen Beziehungen gelegt werden, ohne welches keine diplomatische Formel dauernden Wert habe. Würde dagegen eine Formel gewählt, die einen ungünstigen Einfluß auf die Beziehungen Englands zu Frankreich und Rußland ausübe, so wäre damit von vornherein das Abkommen mit uns in England unpopulär, und es würde daher nicht den inneren Wert und die Kraft besitzen, die es zur Herstellung der beiderseitigen freundschaftlichen Beziehungen haben müsse.

gez. *Metternich.*"

Es ist hierzu zu bemerken, daß Lord *Haldane* schon in Berlin eine Neutralitätsformel entworfen hatte, die dem später an Sir *E. Grey* gemachten offiziellen Vorschlag ungefähr entsprach.)

„London, den 17. März 1912.

Zur Erläuterung des Abkommens, das mir heute Sir *Edward Grey* nach erneuter Ministerratssitzung für den Fall einer Einigung über die Flottennovelle vorgeschlagen hat, und dessen Wortlaut ich gleichzeitig telegraphisch übermittele, bemerkte der Minister, er wolle mir offen sagen, weshalb die Englische Regierung Abstand nehme, das Wort „neutral" oder „Neutralität" in das Abkommen aufzunehmen. Er müsse bei dem vorgeschlagenen Abkommen nicht nur die Beziehungen zu Deutschland, sondern auch zu andern Ländern berücksichtigen. Die Englische Regierung müsse mit der Tatsache der wachsenden Seemacht Deutschlands rechnen, welche mit der geplanten Flottennovelle eine bedeutende Verstärkung erfahren werde. England könne daher nicht seine bisherigen Freundschaften aufs Spiel setzen. Ein direktes Neutralitätsabkommen würde unbedingt die französische Empfindlichkeit reizen. Dies müsse die Englische Regierung vermeiden. Er könne nicht so weit gehen, die Freundschaft mit Frankreich zu gefährden, insbesondere auch nicht aus folgenden Gesichtspunkten:

Er sei bei dem absoluten Vertrauen, das er in die Person und die Politik des Herrn Reichskanzlers setze, der festen Ueberzeugung, daß die Beziehungen zwischen Deutschland und England sich bessern würden. Er sei ferner der festen Ueberzeugung, daß unter diesen Umständen etwaige Schwierigkeiten, die zwischen den beiden Regierungen entstehen könnten, keine unerfreulichen Dimensionen annehmen würden. Er gehe noch weiter

und verbürge sich, daß die englische Politik in dem Sinne des von ihm vorgeschlagenen Abkommens geführt werde, auch wenn der Abschluß des Abkommens für den Augenblick an der Flottennovelle scheitern sollte. Ein Neutralitätsabkommen sei aber in seinen Wirkungen unabhängig von Persönlichkeiten. Die Englische Regierung müsse daher auch an den Fall denken, daß einmal eine Aenderung in der verantwortlichen Leitung der Reichspolitik eintreten werde. Daher könne sie über das vorgeschlagene Abkommen nicht hinausgehen, und nicht das Risiko laufen, eines Tages die französische Freundschaft verscherzt zu haben und zwischen zwei Stühlen zu sitzen. Das vorgeschlagene Abkommen dagegen genüge, um vertrauensvolle und den Frieden sichernde Beziehungen zwischen uns zu schaffen, ohne daß England seine bestehenden Freundschaften gefährde. Seine Politik sei darauf gerichtet, eine erneute Gruppierung der Mächte in zwei Lager zu vermeiden, und diese werde mit der Zeit ihre Früchte tragen.

gez. *Metternich.*“

Daß Sir *E. Grey* seine Ablehnung des deutschen Vorschlages u. a. mit einem möglichen Wechsel in der Person des leitenden deutschen Staatsmannes begründete, zeigt, wie fremd der Minister den Verhältnissen des Auslandes und speziell Deutschlands gegenüberstand. Da die Minister in allen Ländern, besonders auch in Frankreich, häufig wechseln, so würden bei Rezipierung des *Greyschen* Standpunktes, der nur die besonderen Verhältnisse in England berücksichtigte, internationale Vereinbarungen überhaupt nicht mehr möglich sein. Auch wurde Graf *Metternich* angewiesen, den Minister darauf aufmerksam zu machen, daß die auswärtige Politik in Deutschland nicht wie in England ausschließlich von der jeweiligen Regierung beziehungsweise Parlamentsmajorität abhängig sei, vielmehr biete die Person Sr. Majestät des Kaisers eine Bürgschaft dafür, daß die deutsche Politik auch weiterhin in den friedlichen Bahnen wandeln werde, die sie unter der Regierung Sr. Majestät niemals verlassen habe. Der Minister mute aber Deutschland zu, von den geplanten Rüstungsmaßnahmen Abstand zu nehmen, die nach Ansicht der zuständigen deutschen militärischen Stellen für eine wirksame Defensive gegen einen Angriff der vereinigten Flotten der Ententemächte absolut erforderlich seien, ohne gleichzeitig die erforderlichen Garantien gegen einen solchen Angriff geben zu wollen. Jedenfalls sei die von Sir *E. Grey* gebotene Formel in dieser Hinsicht wertlos. Wenn der Minister ferner auf die Möglichkeit eines Wechsels in der Richtung der deutschen Politik in der Zukunft hinweise, so übersehe er, daß auch wir durch ein etwaiges, jedenfalls auf längere Zeit zu treffendes Abkommen in unserer Politik nicht weniger gebunden sein würden als England. Wenn wir also jetzt auf die Durchführung der Flottennovelle in dem beabsichtigten Umfange verzichten sollten, so würden wir uns im Falle eines Wechsels in der englischen Politik gegenüber den Mächten der Tripleentente in einem Zustande maritimer Unterlegenheit befinden. Das Risiko sei daher beiderseits das gleiche. Graf *Metternich* möge daher der Englischen Regierung keinen Zweifel darüber belassen, daß das Zustandekommen einer auf ein

gegenseitiges Schutzabkommen hinauslaufenden, die englische Neutralität in weitgehender Weise sicherstellenden Vereinbarung die absolute Voraussetzung dafür bilde, unter der allein der Reichskanzler bei Sr. Majestät dem Kaiser einen Verzicht auf wesentliche Bestandteile der Flottennovelle befürworten und der öffentlichen Meinung in Deutschland gegenüber würde rechtfertigen können.

Graf *Metternich* glaubte, diese Instruktion dahin auslegen zu sollen, daß nur ein die absolute Neutralität Englands garantierendes Abkommen diesen Voraussetzungen entsprechen werde. Er hat sich, wie die englische Veröffentlichung zutreffend erwähnt, auch in diesem Sinne gegen Sir *E. Grey* ausgesprochen. Daß aber der Botschafter diese Forderung nachträglich, und zwar auf Weisung des Reichskanzlers, zurückgezogen hat, erwähnt das *Foreign Office* nicht. Als nämlich Graf *Metternich* berichtete, Sir *E. Grey* habe darauf hingewiesen, daß bei den Besprechungen Lord *Haldanes* mit dem Reichskanzler über die Neutralitätsformel nicht, wie jetzt, absolute Neutralität gefordert worden sei, erhielt der Botschafter die Instruktion, dem Minister zu sagen, daß der deutsche Vorschlag sich an den von Lord *Haldane* selbst in Berlin skizzierten Entwurf anlehne, über den er bezüglich der Neutralität nicht hinausgehe. Auch billige der Reichskanzler den Wortlaut der beiden von Graf *Metternich* vorgeschlagenen Zusatzformeln zu dem englischen Entwurf: „England wird daher mindestens wohlwollende Neutralität beobachten, falls Deutschland ein Krieg aufgezwungen werden sollte", oder „England wird daher selbstverständlich neutral bleiben, falls Deutschland ein Krieg aufgezwungen wird", in denen absolute Neutralität nicht verlangt werde. Im übrigen komme es der Kaiserlichen Regierung nicht auf den Wortlaut, sondern den Inhalt der englischen Zusicherungen an. Deutschland müsse die Gewißheit haben, von England weder direkt noch in einem ihm von dritter Seite aufgezwungenen Kriege angegriffen zu werden.

Graf *Metternich* meldete daraufhin am 26. März, daß er sofort und ehe der englische Ministerrat eine endgültige Entscheidung treffe, betonen werde, daß die deutschen Formeln nur relative Neutralität vorsähen und daß deutscherseits eine Zusicherung absoluter Neutralität von England nicht erwartet werde. Er glaube, daß dies die Möglichkeit einer Verständigung wieder in größere Nähe rücke.

Die Hoffnung des Botschafters sollte sich nicht verwirklichen, wie aus nachstehendem Bericht hervorgeht:

„London, den 29. März 1912.

Die Frage über den Inhalt einer politischen Vereinbarung mit uns hat dem Ministerrat wiederum vorgelegen. Die Englische Regierung will nicht über die von ihr vorgeschlagene Formel hinausgehen. Sir *Edward Grey* bemängelte den mir von Berlin aus zugegangenen Entwurf für ein Neutralitätsabkommen, weil er Anlaß zu verschiedenartiger Auslegung geben könne. Ein solches Abkommen würde weitergehen als irgend ein Vertrag,

den die Englische Regierung mit einer europäischen Macht mit Ausnahme des alten portugiesischen Bündnisses abgeschlossen habe. Unser Entwurf komme einem Bündnis nahe. Ich hätte kürzlich den Wunsch nach einem Abkommen ausgedrückt, das weitgehende Neutralität in sich schließe. Ein Abkommen mit absoluter Bindung für Neutralität werde bei anderen Mächten Mißdeutungen erfahren und könne die Beziehungen Englands zu ihnen schädigen, was die englische Politik zu vermeiden wünsche. Die englische Formel dagegen sei klar und enthalte ebenfalls die Absicht der Neutralität im Falle unprovozierten Angriffs von dritter Seite. *(England will neither make nor join any unprovoked attack.)* — („England wird keinen unprovozierten Angriff machen oder sich an einem solchen beteiligen.")

Ich erwiderte, ich hätte ihm noch vor einigen Tagen gesagt, daß es uns nicht auf den Wortlaut, sondern auf den Inhalt der englischen Zusicherungen ankomme, aber daß wir die Gewißheit englischer Neutralität haben müßten in einem uns von dritter Seite aufgezwungenen Kriege. Wenn, wie er sage, in der englischen Formel Neutralität impliziert sei, so sei es, gerade um die Zweideutigkeit, von der er spreche, zu vermeiden, erforderlich, daß die Neutralität klar zum Ausdruck komme. Infolgedessen schlüge ich wiederum den Zusatz zu der englischen Formel vor, den ich ihm schon früher angegeben hätte. *(England will therefore, as a matter of course, observe an attitude of benevolent neutrality, should war be forced upon Germany.)* — („England wird daher selbstverständlich wohlwollende Neutralität beobachten, sollte Deutschland ein Krieg aufgezwungen werden.") — Dieser Zusatz enthalte kein Bündnis, wohl aber, worauf es uns allein ankomme, den klaren Ausdruck des Willens zur Neutralität im Falle eines Angriffs von dritter Seite. Es bestehe ein bedeutender Unterschied zwischen dem Versprechen, sich nicht gegenseitig zu schädigen, und dem, sich gegenseitig zu helfen. Wenn er darauf hinweise, daß England weder mit Frankreich noch mit Rußland noch mit irgend einem anderen Lande Neutralitätsabkommen abgeschlossen habe, so hielte ich dem gegenüber, daß die englische Politik den Franzosen seit einer Reihe von Jahren keinen Anlaß gegeben habe, an der englischen Neutralität zu zweifeln, dagegen aber den Glauben an eventuelle englische Unterstützung erweckt habe.

Graf *Metternich* wurde nunmehr beauftragt, der Englischen Regierung zu sagen, daß für die Kaiserliche Regierung die Möglichkeit entfalle, eine den englischen Wünschen entgegenkommende Aenderung der Flottennovelle in Erwägung zu ziehen, nachdem die Englische Regierung sich zu dem Angebote eines befriedigenden Neutralitätsabkommens nicht habe entschließen können. Wenn Sir *Edward Grey* bemerke, daß das von deutscher Seite vorgeschlagene Abkommen weitergehen würde als irgendein Vertrag, den die Englische Regierung mit einer europäischen Macht, außer Portugal, geschlossen habe, so möge das zutreffen. Er übersehe aber, daß auch die deutsche Gegenleistung ohne Vorgang, und zwar ohne Vorgang in der Geschichte dagestanden haben würde. Im übrigen sei die Kaiserliche Regierung bereit, den begonnenen Meinungsaustausch über koloniale und territoriale Fragen fortzusetzen.

So endigten die Verhandlungen über das Neutralitätsabkommen und mit ihnen, wie die englische Kundgebung bemerkt, die Hoffnung auf eine Herabsetzung der beiderseitigen Rüstungsausgaben. Selbst die Aussicht, die die Deutsche Regierung England eröffnet hatte, von dem Albdruck der deutschen Seerüstungen erleichtert zu werden, vermochte nicht die Englische Regierung dazu zu bestimmen, die Hand zu ergreifen, die Deutschland ihr entgegenstreckte. England hat sich freie Hand vorbehalten, es hat die weitgehenden deutschen Anerbietungen vor dem Kriegsausbruch zurückgewiesen, die es ihm ermöglichen sollten, dem Krieg fernzubleiben, ohne daß seine Interessen dabei beeinträchtigt wurden. Es wünschte an dem Kampf zur Niederwerfung Deutschlands teilzunehmen, es mußte daran teilnehmen, denn derselbe englische Minister, der am 17. März 1912 dem Grafen *Metternich* versichert hatte, daß seine Politik darauf gerichtet sei, eine erneute Gruppierung der Mächte in zwei Lager zu vermeiden, führte nur wenige Monate später den bekannten Notenaustausch mit dem französischen Botschafter herbei, der den Zusammenschluß Frankreichs und Englands gegen Deutschland auch formell besiegelte, und er war im Frühjahr vorigen Jahres entschlossen, England und Rußland in gleicher Weise festzulegen. Selten hat wohl ein Staatsmann sein Wort so wenig in die Tat umzusetzen vermocht wie Sir *Edward Grey*, der stets Verständigung, Abrüstung, Frieden und Konferenzen im Munde geführt, gleichzeitig aber die herausfordernde militaristische Politik der Ententemächte verschuldet und gefördert hat, der Europa die Katastrophe verdankt, die jetzt über es hereingebrochen ist.

Wenn sich einmal die Geheimarchive des *Foreign Office* öffnen werden, so wird die Welt noch manche interessante Dinge bezüglich der Mission *Haldane* erfahren. Wer zwischen den Zeilen der Tagesgeschichte zu lesen versteht und z. B. die Berichte der belgischen Gesandten mit Aufmerksamkeit verfolgt hat, wird unschwer erraten, daß mit der *Haldaneschen* Mission noch besondere Zusammenhänge verknüpft waren. Der Eifer mit dem das Pariser Preßbureau versichert hat, daß der französische Botschafter Herr *Cambon* in London durch Sir *Edward Grey* von jeder Phase der Verhandlungen unterrichtet worden sei, ist in dieser Hinsicht von besonderem Interesse Die Gewißheit englischer Neutralität habe Deutschland aber seit einer Reihe von Jahren nicht gehabt. Es hätten sich im Gegenteil im Laufe der letzten Jahre, so noch im vergangenen Sommer, Situationen ergeben, die die eventuelle englische militärische Hilfe bei unserm Gegner hätten voraussehen lassen. Daher sei ein Neutralitätsabkommen zwischen England und Frankreich überflüssig, zwischen uns aber erforderlich.

Sir *Edward Grey* widersprach der bei uns genährten Ansicht, daß England im vergangenen Jahre einen Angriff auf uns geplant habe. Ich erwiderte, daß ich nicht von den Uebertreibungen der öffentlichen Meinungen auf beiden Seiten spräche, sondern von der Tatsache, daß England und Deutschland mehrmals während der letzten Jahre und besonders im vergangenen Sommer in die Gefahr kriegerischer Verwicklungen miteinander

geraten seien. Dies sollte durch ein Neutralitätsabkommen vermieden werden. Die englische Formel genüge nicht zur Vermeidung dieser Gefahr in der Zukunft. Sie genüge auch nicht, um eventuell eine Aenderung in unserer Flottennovelle vorzunehmen.

Der Minister bemerkte hierzu, irgendein Hinausgehen über das bestehende Flottengesetz gestatte der Englischen Regierung nicht, in diesem Augenblick ein politisches Abkommen mit uns einzugehen. Ein völliges Aufgeben der Novelle liege aber wohl nicht im Bereiche der Diskussion.

Wenn nun aber auch auf beiden Seiten die beabsichtigten Flottenmaßnahmen uneingeschränkt in Angriff genommen würden, so erkläre er doch ausdrücklich, daß er deshalb nicht ein Fallenlassen der Verhandlungen beabsichtige oder wünsche. Er hoffe vielmehr, daß die angebahnten vertrauensvollen Beziehungen weiter ausgebaut würden, daß eine Verständigung in kolonialen und territorialen Fragen weiter betrieben werde, und daß nach Ablauf einer gewissen Zeit die Verhandlungen über ein politisches Abkommen, ähnlich dem englischerseits vorgeschlagenen, wieder aufgenommen werden würden. Nachdem über die vorliegenden Flottenfragen wieder Ruhe eingetreten sei, werde ein politisches Abkommen, das den vorhandenen guten Willen bei beiden Regierungen beweise, im Verein mit einer Verständigung über koloniale Fragen ihre günstige Wirkung auf die öffentliche Meinung in beiden Ländern nicht verfehlen und, wie er hoffe, dann auch indirekt die Rüstungsfrage beeinflussen.

Ich bemerkte zum Schlusse, daß die Kaiserliche Regierung in der englischen Formel für ein Abkommen nicht die Voraussetzungen erblicke, welche zu dem von Sir *Edward Grey* gewünschten günstigen Ergebnis führen würden.

gez. *Metternich.*"

Aus dem Bericht geht der englische Standpunkt klar hervor. Sir *Edward Grey* verlangte völligen Verzicht auf die militärischen Sicherheitsmaßnahmen, die Deutschland infolge der drohenden Haltung Englands im Sommer 1911 hatte in Aussicht nehmen müssen, und bot als Gegenleistung lediglich die Zusicherung, Deutschland in Zukunft ohne Grund weder allein, noch zusammen mit seinen Freunden überfallen zu wollen!

Nr. CXXVII. Auslassung der „Norddeutschen Allgemeinen Zeitung" vom 11. Oktober 1915 (Nr. 283, 12. Oktober 1915, 1. und 2. Ausgabe).

I.

Nach der Rede des Reichskanzlers im Reichstag am 19. August[1]) fühlten sich die englischen Staatsmänner unter dem starken Eindruck seiner überzeugenden Ausführungen genötigt, dem englischen Publikum in Aussicht zu stellen, daß sie auf die Darlegungen von deutscher Seite bei nächster Gelegenheit im Parlament antworten würden. Dieses tagt jedoch schon einige Wochen, und weder Herr *Asquith* noch Sir *Edward Grey* haben sich zu der in Aussicht gestellten Aeußerung bewogen gefunden; die Regierung hat

[1]) S. oben Nr. CXXII.

sich vielmehr auf die Erklärung im Unterhause beschränkt, es sei beabsichtigt, die Veröffentlichung über die Verhandlungen des Jahres 1912 mit Deutschland als abgeschlossen zu betrachten, und man gedenke nicht, ihnen weitere Ergänzungen folgen zu lassen. Der Grund für eine solche plötzliche Zurückhaltung kann nicht darin liegen, daß man die Dinge für genügend geklärt hält, um weitere Diskussionen als überflüssig zu erachten. Denn wir sehen, wenn wir die englischen Veröffentlichungen über die deutschen Kundgebungen überblicken, daß das englische Volk über die letzteren durchaus einseitig unterrichtet, zum Teil überhaupt mit ihnen nicht bekannt gemacht wurde. Es ist vielmehr die Furcht vor der Wahrheit, die die englische Zurückhaltung erklärt. Oder sollte es vielleicht auch die Abneigung sein, für die deutsche Politik Reklame zu machen, wenn z. B. unsere Veröffentlichungen vom 28. August zur Erwiderung des Briefes Sir *Edward Greys* und vom 8. September über die Verhandlungen vom Jahre 1912 von der englischen Presse nur ganz unvollständig gebracht wurden? Die Reuter-Depesche über die erstgenannte Publikation unterdrückte, um nur einige kleine Beispiele anzuführen, unsere Bemerkung über die Einzelausarbeitungen des Generals *Ducarne* und die Billigung des belgischen Kriegsplanes durch General *Grierson*. Auch unsere Ausführungen über die Haltung Englands und Belgiens in der belgischen Neutralitätsfrage wurden mit Stillschweigen übergangen, und die Reuter-Depesche sagte nur folgendes:

„Auf Sir *Edward Greys* Erklärung, daß er im Jahre 1913 dem belgischen Gesandten emphatisch mitgeteilt habe, England würde keine Truppen nach Belgien senden, solange seine Neutralität nicht durch eine andere Macht verletzt würde, vermag die Zeitung nur damit zu antworten, daß sie die Wahrhaftigkeit des englischen Staatsmannes in Frage zieht."

Diese Bemerkung ist noch dazu unzutreffend. Wir haben gar nicht bestritten, daß Sir *Edward Grey* dem belgischen Gesandten die bewußte Erklärung abgegeben hat. Nur können wir dieselbe weder „kategorisch", wie es in dem Schreiben Sir *Edward Greys* an die englische Presse hieß, noch „emphatisch" finden. Sie ist ganz in den Formen gehalten, in denen sich Erklärungen englischer Minister gewöhnlich bewegen. In der Kunst, Erklärungen abzugeben, die alle möglichen Hintertüren offen lassen, sind sie unübertroffen. Der Minister „glaubt nicht", daß jemals eine englische Regierung zuerst die belgische Neutralität verletzen wird. „Die öffentliche Meinung würde das niemals billigen." Wer denkt dabei nicht an die Antwort, die Sir *Edward Grey* dem Abgeordneten *King* am 11. Juni 1914 auf seine Anfrage erteilte, ob die englische Regierung mit der russischen über eine Marinekonvention verhandle.

Wir möchten übrigens bei dieser Gelegenheit Sir *Edward Grey* auf folgendes aufmerksam machen: In der Ausgabe der in München erscheinenden Wochenschrift „März" vom 10. Januar 1914 ist ein Artikel des bekannten belgischen sozialistischen Abgeordneten Herrn *Vandervelde* erschienen über das Thema „Belgiens Stellung zwischen Frankreich und Deutschland". In

diesem Artikel findet sich bei Besprechung der letzten belgischen Militärvorlage folgende Stelle:

„Nach der Abstimmung über die deutsche Wehrvorlage vom 14. Juni 1912 legten verschiedene Mächte der belgischen Regierung nahe, daß man sie nicht mehr für fähig halte, im Notfall eine Verletzung der belgischen Neutralität zu hindern. Man gab ihr zu verstehen, daß, infolge unserer Machtlosigkeit, die Deutschen, die an der belgischen Grenze wichtige Vorkehrungen getroffen haben, im Handumdrehen den größten Teil des Landes besetzen könnten. Und man erklärte ihr, daß unter diesen Umständen, aus Furcht vor den Folgen einer solchen Besetzung, andere Mächte, etwa Frankreich oder England, es im Kriegsfall für angezeigt halten könnten, Deutschland zuvorzukommen.

Auf diese Argumente sich stützend, setzte es M. *de Broqueville*, trotz der antimilitaristischen Tendenzen der Mehrheit, bei eben dieser Mehrheit durch, daß die Kriegsstärke des Heeres etwa verdoppelt und das Heeresbudget um wenigstens 30 Millionen jährlich erhöht wurde."

Es kann als ausgeschlossen gelten, daß ein Mann von der Stellung, die Herr *Vandervelde* im politischen Leben Belgiens einnahm, dies geschrieben hätte, wenn Herr *von Broqueville* vorstehende Erklärungen nicht wirklich abgegeben hätte. Wir müssen daher Sir *Edward Grey* anheimstellen, sich zunächst einmal mit seinen belgischen Kollegen Herrn *von Broqueville* und Herrn *Vandervelde*, der jetzt auch belgischer Minister ist, auseinanderzusetzen. Auch den belgischen Minister des Aeußern Baron *Beyens* möchten wir der englischen Regierung empfehlen darüber zur Rechenschaft zu ziehen, daß er, wie aus seinem Bericht vom 24. April 1904 hervorgeht, trotz der „emphatischen" Erklärung Sir *Edward Greys* so eigenartige Auffassungen von den englischen Absichten in Belgien hatte.

Um auf das Reuter-Telegramm zurückzukommen, so fehlte darin unsere Feststellung, daß England im Jahre 1914 bezüglich Aegyptens über sein ganz Europa feierlich gegebenes Versprechen zur Tagesordnung übergegangen ist, ebenso die Beschuldigung, daß England den marokkanischen Vertragsbruch Frankreichs unterstützt hat.

Die Begründung, warum der *Greysche* Konferenzvorschlag abgelehnt werden mußte, wurde kurz und sachlich richtig erwähnt, allerdings fehlte der Hinweis, daß ganz Deutschland jetzt einer Wüste gleichen würde, wenn Deutschland den Konferenzvorschlag angenommen hätte. Unsere Feststellung, daß Sir *Edward Grey* die Folgen der russischen Mobilisierung vorher gekannt habe, wurde mit keinem Worte erwähnt.

Unsere Veröffentlichungen vom 8. September wurden in der „*Times*" in dem kleinsten nur möglichen Druck unvollständig gebracht. Es fehlten darin alle Stellen, die auf die Veröffentlichung des englischen Auswärtigen Amtes eingehen. Es fehlte der ganze erste Teil bis zu dem Bericht des Grafen *Metternich* vom 15. Februar 1912. Die Wiedergabe der *Metternichschen* Depeschen und der Instruktionen aus Berlin war korrekt; nach dem ersten

Absatz der *Metternichschen* Depesche vom 29. März 1912 brach aber die Veröffentlichung plötzlich ab.

Somit wurden alle diejenigen Stellen unterschlagen, die gegen die Veröffentlichung des englischen Auswärtigen Amts polemisierten; der englische Leser würde also nicht auf den Gedanken kommen, die Veröffentlichung der „Norddeutschen Allgemeinen Zeitung“ als eine Antwort auf die Veröffentlichung des englischen Auswärtigen Amtes zu lesen.

Ein Hinweis auf unsere Publikation in einem englischen Leitartikel war bisher nicht festzustellen.

Besonders bemerkenswert ist, daß auch in den Wochenblättern „*New Statesman*“ und „*Nation*“ — ganz gegen die sonstige Gewohnheit — jeder Kommentar zu der deutschen Version der deutsch-englischen Verhandlungen von 1912 fehlt. Diese Tatsache ist wohl nur durch eine besondere Weisung von maßgebender Stelle zu erklären.

Sir *Edward Grey* hat in dem Brief, den er nach der Rede des Reichskanzlers an die englische Presse gerichtet hat, in elegischem Ton gefragt, ob eine „*candid soul*“ (freimütige Seele) in Deutschland sei, die nicht bedauere, daß die deutsche Regierung den Konferenzvorschlag abgelehnt und damit den Krieg verursacht habe. Sir *Edward Grey* richtete damit an das deutsche Volk die Frage, die man mit einer Frage an das englische Volk erwidern kann. Deutschland ist nicht frivol in diesen Riesenkampf gezogen; man kann sagen: schweren Herzens, von Anfang an sich der Größe des Kampfes und der Opfer bewußt, die er kosten werde; aber einhellig überzeugt von der Gerechtigkeit seiner Sache. Daß die deutsche Regierung den *Greyschen* Konferenzvorschlag nicht anders behandeln konnte und durfte, als sie es tat, davon ist in Deutschland jedermann überzeugt; nicht der geringste Zweifel nagt in dieser Hinsicht an unserem Bewußtsein. Wenn dies vergangene Kriegsjahr ausgewischt werden könnte und die Welt stände nochmals vor den Tagen, in denen sich der Weltkrieg entlud: genau so wie damals müßte die deutsche Regierung heute wieder handeln. Das ist die einmütige Ansicht des deutschen Volks vom Standpunkt der Pflicht und des Gewissens, ganz unabhängig vom tatsächlichen Erfolg. Wahrlich, mehr Grund als das deutsche hätte das englische Volk, die Zweckmäßigkeit der Politik, in die es verstrickt wurde, und der Opfer, die als Folge dieser Politik von ihm verlangt werden, in Zweifel zu ziehen. Aus Furcht hiervor wird ihm die Wahrheit vorenthalten. Niedrige Pamphlete, die den Stempel der Verleumdung an der Stirn tragen, werden zu Tausenden und Abertausenden von Exemplaren unter das englische Volk gebracht; über die wirklichen Vorgänge und Zusammenhänge dagegen läßt man es im Dunkeln. Von deutscher Seite hörte man zu Beginn des Krieges kein Wort leichtfertigen Optimismus; Regierung wie Volk war es bitterer Ernst. Die englische Regierung dagegen zeigte, daß die leitenden Männer in verhängnisvoller Verblendung das Risiko für England nicht allzu hoch einschätzten. Man denke in dieser Beziehung nur an den Ausspruch Sir *Edward Greys*: “*We shall suffer but little more,*

if we are engaged in war than we shall suffer even if we stand aside". (Wir werden nur wenig mehr leiden, wenn wir am Kriege teilnehmen, als wenn wir abseits bleiben.)

Zu dieser zynischen Kriegsbegründung, die fortleben wird in der Geschichte aller Zeiten, liefern die täglichen englischen Totenlisten einen tragischen Kommentar. Wohl niemals ist ein Volk mit so frivolem Leichtsinn gewaltsam in einen Krieg hineingezogen worden wie das englische in den gegenwärtigen Krieg. Wie wenig kriegerisch die Stimmung in breiten Schichten des englischen Volkes war, beweist die Haltung der englischen Presse in den letzten Tagen vor Kriegsausbruch, beweisen auch die Verhandlungen des Unterhauses in jener Zeit. Die furchtbaren Leiden des Krieges, die entsetzlichen Opfer an Gut und Blut sind dem englischen Volke von der liberalen Regierung auferlegt worden, weil es für sie keine Rückkehr gab auf der verhängnisvollen Bahn, die sie eingeschlagen und unentwegt verfolgt hatte, seit sie ans Ruder gelangt war, weil sie sich dem Zweibund mit seinen aggressiven Tendenzen mit Haut und Haaren verschrieben hatte. Um aber die wünschenswerte Kriegsbegeisterung in die Massen zu tragen, mußte die englische Regierung zu dem Mittel greifen, den deutschen Einmarsch in Belgien als Kriegsgrund zu proklamieren und mit der denkbar würdelosesten Propaganda zu popularisieren. Die englische Landung in Griechenland hat dieser verächtlichen Heuchelei ein unvergängliches Denkmal errichtet.

Zehntausende seiner Söhne betrauert heute England als Opfer der Politik der Herren *Asquith*, *Grey* und Genossen. Hunderttausende sind dazu verurteilt, ihr Leben als Krüppel oder in dauerndem Siechtum fortzuführen. Der Nimbus der Seeherrschaft Englands ist vernichtet, die Legende von der Unangreifbarkeit Englands endgültig zerstört, der englische Kredit auf das schwerste erschüttert, die allgemeine Wehrpflicht, ein Zolltarif mit der sich daraus ergebenden radikalen Aenderung aller Wirtschaftsverhältnisse in England steht vor der Tür. Mit der kurzsichtigen Ermutigung Japans zum Angriff auf Tsingtau hat die Stellung Europas und damit in erster Linie diejenige Englands in Ostasien einen schweren Stoß erlitten. In Indien gärt es an allen Ecken und Enden.

Das sind die vorläufigen Ergebnisse der von der liberalen Regierung seit 10 Jahren befolgten antideutschen Politik.

Nach der Krisis von 1911 hatte das englische Volk die furchtbaren Gefahren erkannt, die diese Politik in sich barg. Die Volksstimmung zwang die englischen Machthaber damals, sich Deutschland zu nähern, mit dem bekannten Erfolg, daß Verhandlungen eingeleitet wurden, die nicht zum Ziele führten. Die Frage, die wir an das englische Volk richten, lautet: Gibt es heute eine freimütige Seele in England, die nicht wünschen würde, daß die englische Regierung die Hand ergriffen hätte, die Deutschland England damals entgegenstreckte? Gibt es heute jemand in England, der nicht bedauert, daß die Politik seiner leitenden Männer das Gewicht Großbritanniens in das Ge-

fährt des Zweibundes mit seinen kriegerischen Tendenzen legte, das so mit verhängnisvoll vermehrter Wucht und Schnelligkeit dem Abgrunde zueilte?

II.

Durch die Rede des Reichskanzlers und Veröffentlichungen der letzten Zeit über die Verständigungsversuche im Jahre 1912 ist bekannt, wie unrichtig und entstellend die auch von verantwortlicher englischer Stelle ausgesprochene Behauptung ist, Deutschland habe England zu einer unbedingten Passivität in Fragen der europäischen Politik verpflichten, sich selbst aber die Hände freihalten wollen. In Wahrheit verhält sich die Sache so, daß sich Deutschland, nachdem dessen Verständigungsformel von England als zu weitgehend abgelehnt worden war, bereit fand, auch den bekannten englischen Vorschlag zu diskutieren. Die englische Kritik, die an der deutschen Formel geübt wird, läßt sich dahin zusammenfassen:

„Sir *Edward Grey* tat recht daran, diese Formel abzulehnen, weil Deutschland jeden Krieg als ihm aufgezwungen dargestellt hätte. Sir *Edward Grey* hatte Grund zu behaupten, daß diese Formel die bestehenden Freundschaften gefährdet hätte.“ So sagt die „*Westminster Gazette*“ vom 21. August: „Die Formel scheint unschuldig und würde es auch sein, wenn wir nicht in der Rede des Reichskanzlers die Behauptung fänden, daß im August 1914 der Krieg Deutschland aufgezwungen worden sei. Nun ist die ganze Welt mit Ausnahme von Deutschland und seinen Verbündeten der Anschauung, daß es nie einen klareren Fall gab, wie ein Krieg anderen Völkern aufgezwungen wird, als in der Reihe von Verhandlungen, die mit dem österreichischen Ultimatum an Serbien anfingen und mit dem deutschen Ultimatum an Frankreich und Rußland aufhörten. Wenn also der Zusatz des Kanzlers (zu der englischen Formel) angenommen worden wäre, so würde er zweifellos den *casus foederis* angerufen haben. Sir *Edward Grey* hatte Gründe genug, zu behaupten, daß diese Forderung den Verdacht der Nachbarn Deutschlands in Europa erregt hätte. Deutschlands Kunst, Kriege zu einem ihm passenden Zeitpunkt aufzuzwingen und ihnen den Anschein zu geben, daß sie ihm aufgezwungen seien, war in der Geschichte notorisch.“

Es ist entweder eine plumpe Verdrehung oder eine kaum verständliche Naivität, wenn von englischer Seite immer versucht wird, Deutschland die Absicht zu unterstellen, sich zu einem Angriff auf Englands Freunde risikofrei die Neutralität Englands zu sichern. Deutschland war im Gegenteil bereit, für den Fall eines — notorischermaßen von ihm nie beabsichtigten — Konflikts mit Rußland und Frankreich das Risiko englischer Interpretation der Frage, ob der Konflikt Deutschland aufgezwungen war oder nicht, in einem Deutschland ungünstigen Sinn auf sich zu nehmen. Dieses Risiko bestand darin, daß Deutschland seine Gegenleistung, d. h. seinen Verzicht auf die völlige Durchführung der geplanten Vermehrung seiner Wehrmacht zur See gegen die englische Erklärung, in gewissen Fällen neutral bleiben zu wollen, im voraus und unbedingt, unabhängig von der Deutung eines künftigen

Tatbestandes bei einer europäischen Krise, zu erfüllen gehabt hätte. Der Entschluß zu einer solchen Gegenleistung und zu einem solchen Risiko erklärt sich mit dem Wunsch, alles bis an die äußerste Grenze zu tun, um den Weltfrieden zu sichern.

Wir sehen also: die englische Darstellung, als ob die englische Erklärung mit dem von Deutschland gewünschten, von England nicht zugestandenen Zusatz ein Geschäft gewesen wäre, das ausschließlich dem Vorteil Deutschlands, seiner unbedingten Rückendeckung gegen England zu jedem Angriffskrieg gegen seine kontinentalen Nachbarn, gedient hätte, ist durchaus unrichtig.

Wie steht es nun mit der Behauptung der englischen Regierung, daß die deutschen Formeln die Freundschaften Englands gefährdet hätten? Wäre dies wirklich der Fall gewesen? Nur dann, wenn diese Freundschaften in der unbedingten Bindung Englands an Frankreich und Rußland zu Angriffszwecken bestanden. Fühlte Sir *Edward Grey* sich dermaßen an Frankreich und Rußland gebunden, dann konnte er allerdings Deutschland gegenüber keinerlei Zusage machen, und wäre sie praktisch noch so fragwürdig für Deutschland gewesen. Dann mußte auch der Mechanismus der sogenannten Entente automatisch spielen, ohne Möglichkeit eines Halts zur Ueberlegung vor der Entscheidung über die Katastrophe eines Weltkriegs. Andernfalls aber, wenn die Entente das war, als was man sie immer ausgab, hätte ihr die Vereinbarung mit Deutschland nicht im Weg gestanden. In diesem Sinne wollten ja auch gutgläubige Engländer selbst, wie sie oft versicherten, die Entente verstanden wissen, daß die Entente nicht nur Frankreich vor aggressiven Absichten Deutschlands, sondern auch Deutschland vor aggressiven Absichten Frankreichs schützen sollte. Eine denkbar ideale Vervollständigung der Friedensgarantie wäre es gewesen, wenn England Deutschland gegenüber unzweideutig zum Ausdruck gebracht hätte, daß es nicht gemeinsame Sache mit Deutschlands Feinden machen wollte, wenn diese Deutschland einen Krieg aufzwingen würden. Auch das französische Volk wäre dankbar dafür gewesen, auf solche Weise nicht nur gegen eingebildete Angriffspläne Deutschlands, sondern auch vor den Kriegshetzern im eigenen Land geschützt zu werden. Hat man doch noch in den kritischen Tagen vor Kriegsausbruch gesehen, daß eine Kriegsbegeisterung in Paris nur dadurch entfacht wurde, daß man die herausfordernde Maßnahme der russischen Gesamtmobilmachung der Oeffentlichkeit vorenthielt, dagegen die notwendige deutsche Folgemaßnahme, das Verlangen der Einstellung der russischen Bedrohung, veröffentlichte und als unbegründete Provokation von deutscher Seite hinstellte. In den Kreisen jener französischen Chauvinisten, die das Leben *Jaurès'* schon ein Jahr lang bedroht hatten (vgl. Kriegsgeschichte des „*Manchester Guardian*“ vom 3. März 1915), hätte man in England vielleicht die Annahme der deutschen Formel verdacht; auch jene Zeitungen wären eventuell unfreundlich gegen England geworden, „die schon 14 Tage vor *Jaurès'* Tode geschrieben hatten, daß er am ersten Mobilmachungstage erschossen werden würde“ („*Manchester*

Guardian" *l. c.*). Sonst aber hätte die Einigung Deutschlands und Englands auf unsere Verständigungsformel die bestehenden Freundschaften nicht zu stören vermocht.

Es ist übrigens interessant, zu beobachten, wie die englische Presse sich mit der Feststellung des Reichskanzlers abzufinden gesucht hat, daß die russische Mobilmachung der unmittelbare Anlaß zum Kriege gewesen ist. Die „*Westminster Gazette*" verstieg sich zu der Behauptung, daß die deutsche Regierung, als sie ihre Ultimaten nach Paris und Petersburg am 31. Juli absandte, sich vollständig darüber im klaren gewesen sei, daß Oesterreich in einen direkten Meinungsaustausch mit Rußland eingewilligt hätte, und daß sie absichtlich die Tür zuschlug, als der Friede in Sicht gewesen sei. „Die Theorie," so fügt das Blatt hinzu, „daß die russische Mobilisierung sie zu diesem Schritt veranlaßte, ist Unsinn." Man sieht, Herr *Spencer* macht sich die Sache sehr bequem. Logischer wäre ja wohl die Schlußfolgerung gewesen, daß, nachdem es den energischen Bemühungen Deutschlands in Petersburg und Wien gelungen war, den direkten Meinungsaustausch zwischen Oesterreich-Ungarn und Rußland in Fluß zu bringen, Herr *Sasonow* schleunigst die Ausführung der geplanten Mobilmachung verhindern mußte, wenn ihm der Friede wirklich am Herzen lag, denn Herr *Sasonow* wußte genau, welches die Folgen der russischen Mobilmachung sein würden. Es war ihm beinahe täglich und in dringendster Form von dem deutschen Botschafter gesagt worden, und zwar gesagt worden, nicht um den Krieg herbeizuführen, sondern um ihn zu verhindern.

Stellen wir uns einmal vor, was die praktischen Folgen gewesen wären, wenn im Jahre 1912 die deutsche Formel angenommen worden wäre:

Das englische Blaubuch über die Krisis des vorigen Jahres würde sich heute anders lesen: Die Entscheidung über Krieg und Frieden wäre in London und nicht in Petersburg gefallen. Sir *Edward Grey* wäre nicht verhindert gewesen, in Wien zu warnen und zu hemmen. Aber er hätte auch in Petersburg erklären können, daß England sich nicht in den Krieg hineinziehen lassen wolle, falls Rußlands Kriegswille die Krisis zu überstürzen gesonnen sein sollte. So aber hat er mit neurasthenischer Behutsamkeit Ratschläge gegeben, aus denen *Sasonow* stets den Refrain heraushörte: „Wir lassen uns doch in den Weltbrand hineinreißen, selbst wenn ihr unsern Rat mißachtet." Die englischen Hemmungsversuche, soweit man von solchen sprechen kann, waren von vornherein zur Fruchtlosigkeit verurteilt, solange *Sasonow* keinen Zweifel an der schließlichen Beteiligung Englands am Kriege hatte. Es ist sehr bezeichnend, daß in den Verhandlungen zwischen *Sasonow* und *Buchanan* die militärische Unterstützung Englands im Kriegsfalle gar nicht mehr zur Diskussion gestellt wurde, sondern nur die diplomatische Unterstützung in Wien. Von der Gewißheit der militärischen Unterstützung spricht *Sasonow* nur so im Nebensatze („*for in case of war England will be drawn anyhow*") (denn im Kriegsfall wird England auf alle Fälle hineingezogen werden), in der Erwartung, daß *Buchanan* nicht zu widersprechen wagt. *Buchanan* widerspricht mit keiner Silbe.

Als am 25. Juli 1914 *Sasonow* in *Buchanan* drang, eine Solidaritätserklärung Englands in Wien abzugeben, hat *Buchanan* diese nur wegen des Eindrucks verweigert, den eine solche in Wien machen würde, aber mit keinem Worte auch nur angedeutet, daß eine Solidarität noch nicht bestand: Wenn sich überhaupt nur der geringste Zweifel in *Sasonow* hätte regen sollen, ob England in jedem Falle teilnehmen würde, so hätte *Buchanan* seinen Worten „England könne die Rolle des Vermittlers in Berlin und Wien mit besserem Erfolge spielen, wenn es sich nicht sofort als Rußlands Bundesgenosse erklärte" (Blaubuch Nr. 17) hinzufügen müssen: „Außerdem sind wir ja noch gar nicht eure bedingungslosen Verbündeten".

So geht aus dem ganzen englischen Weißbuch hervor, daß Herr *Sasonow* es nicht als die Aufgabe seiner Politik ansah, die bedingungslose militärische Bundesgenossenschaft Englands erst zu konstituieren, sondern nur, diese vor der Welt zu enthüllen.

Der „Mechanismus der Entente" war zum Spiel angesetzt und rollte hemmungslos ab. Indem Lord *Northcliffe* in den kritischen Tagen dieses Wort vom bestehenden Mechanismus aussprach, wollte er den Friedenswillen in England bei der Entwicklung der europäischen Krise ausschalten und die Entscheidung über Krieg und Frieden in die Hände des Petersburger Kabinetts legen, zu dem er mehr Zutrauen hatte als zu dem liberalen englischen Kabinett, das ihm noch in letzter Stunde seinen schönen Krieg zu vereiteln drohte. „Mechanismus der Entente" sagt nicht mehr und nicht weniger, als daß der englische Staatssekretär des Auswärtigen Amtes in den kritischen Tagen der Weltgeschichte nicht Sir *Edward Grey*, sondern — bei dem auch zwischen Belgrad und Petersburg bestehenden Mechanismus — Herr *Paschitsch* war. Die Rolle, die England nach der deutsch-englischen Verständigungsformel in den schicksalsschweren Tagen zugefallen wäre, wäre würdiger gewesen.

Wir haben gesehen, daß die deutsche Verständigungsformel durchaus nicht die hinterlistige Falle war, als welche sie dem englischen Publikum jetzt dargestellt wird. Wie wenig auch sonst die englische Betrachtungsweise dem deutschen Vorschlag inhaltlich gerecht wird, zeigt sich darin, daß sie beanstandet, der Ausschluß der Neutralität in Fällen des Widerstreits mit bereits geschlossenen Verträgen wäre nur Deutschland infolge seines Dreibundvertrags zugute gekommen, nicht aber England, daß außer mit Japan und Portugal keine derartigen Vertragspflichten habe. Der Bericht des *„Foreign Office"* sagt: *„In a word, there was to be a guarantee of absolute neutrality on one side, but not on the other"*. (In einem Wort, es sollte eine Garantie absoluter Neutralität auf einer Seite sein, aber nicht auf der andern.) Auch hierbei scheint das *„Foreign Office"* etwas übersehen zu haben, was dem Vertrag auch vom englischen Standpunkt einen weniger einseitigen Inhalt gegeben hätte: die belgische Neutralität und deren Garantie durch England. In einer Zuschrift an die *„Nation"* vom 11. September wird das im Anschluß an den Bericht des *„Foreign Office"* über die

deutsch-englischen Verhandlungen des Jahres 1912 treffend ausgeführt. Der Verfasser bedauert, daß Sir *Edward Grey* die deutschen Vorschläge von 1912 nicht angenommen habe; denn, wären sie angenommen worden, so hätte Deutschland entweder die belgische Neutralität respektiert und es damit England ermöglicht, mit Ehren neutral zu bleiben, oder im Fall, daß Belgiens Neutralität verletzt würde, hätte England seine Hände frei gehabt. Ganz so einseitig, wie das „*Foreign Office*" es hinzustellen versucht, wäre also, wie man sieht, die Möglichkeit, von der Neutralitätspflicht auf Grund bereits bestehender Abmachungen loszukommen, doch nicht gewesen.

Von dieser ausnahmsweisen kritischen Würdigung abgesehen, wird die amtliche englische Darstellung, Deutschland sei es nur um die absolute Bindung Englands unter Wahrung völliger eigener Freiheit zu tun gewesen, von den meisten englischen Zeitungen kritiklos übernommen. Selbst wenn die englische Presse in der Verfassung, in der sie sich heute befindet, zu einer gerechten Würdigung der Tatsachen überhaupt imstande wäre, könnte das bei der Unvollständigkeit, mit der die englische Zensur die deutschen Kundgebungen durchläßt, kaum anders sein. Zu den vielen Symptomen für die Beurteilung der Frage, auf welcher Seite in diesem Krieg Recht und Unrecht liegt. gehört zweifellos das Bemühen unserer Gegner, der öffentlichen Meinung in ihren eigenen Ländern die Wahrheit vorzuenthalten. Wie die Kriegsberichte seiner Gegner, so übergibt Deutschland auch deren politische Kundgebungen ausnahmslos in ihrem vollen Wortlaut der Oeffentlichkeit. Für das gegenteilige Vorgehen der Ententemächte und insbesondere Englands gibt es nur eine Erklärung, nämlich: ein schlechtes Gewissen.

Nr. CXXVIII. Aktenstücke aus der Zeit 1912—1914, von der Deutschen Regierung bekanntgegeben im Oktober 1914 (Norddeutsche Allgemeine Zeitung Nr. 253, 15. Oktober 1914, Erste Ausgabe).

Angesichts der bei unseren Gegnern hervortretenden Bestrebungen, der deutschen „Militärpartei" und dem deutschen Militarismus die Schuld an dem gegenwärtigen Kriege zuzuschieben, veröffentlichen wir nachstehend eine Reihe von Berichten der deutschen diplomatischen Vertreter im Auslande, die die politischen und militärpolitischen Beziehungen der Ententemächte vor dem Kriegsausbruch zum Gegenstande haben. Von einer Bezeichnung der berichtenden Stellen und des genaueren Datums ist aus naheliegenden Gründen abgesehen worden. Diese Schriftstücke sprechen für sich selbst.

I. . . . . März 1913.

Immer enger werden die Maschen des Netzes, in die es der französischen Diplomatie gelingt, England zu verstricken. Schon in den ersten Phasen des Marokkokonfliktes hat bekanntlich England an Frankreich Zusagen militärischer Natur gemacht, die sich inzwischen zu konkreten Vereinbarungen

der beiderseitigen Generalstäbe verdichtet haben. Bezüglich der Abmachungen wegen einer Kooperation zur See erfahre ich von gewöhnlich gut unterrichteter Seite das Folgende:

Die englische Flotte übernimmt den Schutz der Nordsee, des Kanals und des Atlantischen Ozeans, um Frankreich die Möglichkeit zu geben, seine Seestreitkräfte im westlichen Bassin des Mittelländischen Meeres zu konzentrieren, wobei ihm als Stützpunkt für die Flotte Malta zur Verfügung gestellt wird. Die Details beziehen sich auf die Verwendung von französischen Torpedoflottillen und Unterseebooten im Kanal und des englischen Mittelmeergeschwaders, das bei Ausbruch des Krieges dem französischen Admiral unterstellt wird.

Inzwischen hat die Haltung der englischen Regierung während der marokkanischen Krisis im Jahre 1911, in der sie sich als ein ebenso kritikloses wie gefügiges Werkzeug der französischen Politik erwiesen und durch die *Lloyd George*'sche Rede den französischen Chauvinismus zu neuen Hoffnungen ermutigt hat, der französischen Regierung eine Handhabe geboten, um einen weiteren Nagel in den Sarg zu treiben, in den die Ententepolitik die politische Entschließungsfreiheit Englands bereits gebettet hat.

Von besonderer Seite erhalte ich Kenntnis von einem Notenwechsel, der im Herbst des vergangenen Jahres zwischen Sir *Edward Grey* und dem Botschafter *Cambon* stattgefunden hat, und den ich mit der Bitte um streng vertrauliche Behandlung hier vorzulegen die Ehre habe. In dem Notenwechsel vereinbaren die englische und französische Regierung für den Fall eines drohenden Angriffs von seiten einer dritten Macht sofort in einen Meinungsaustausch darüber einzutreten, ob gemeinsames Handeln zur Abwehrung des Angriffs geboten sei und gegebenenfalls, ob und inwieweit die bestehenden militärischen Vereinbarungen zur Anwendung zu bringen sein würden.

Die Fassung der Vereinbarungen trägt mit feiner Berechnung der englischen Mentalität Rechnung. England übernimmt formell keinerlei Verpflichtung zu militärischer Hilfeleistung. Es behält dem Wortlaut nach die Hand frei, stets nur seinen Interessen entsprechend handeln zu können. Daß sich aber durch diese Vereinbarungen in Verbindung mit den getroffenen militärischen Abmachungen England *de facto* dem französischen Revanchegedanken bereits rettungslos verschrieben hat, bedarf kaum einer besonderen Ausführung.

Die englische Regierung spielt ein gefährliches Spiel. Sie hat durch ihre Politik in der bosnischen und in der marokkanischen Frage Krisen hervorgerufen, die Europa zweimal an den Rand eines Krieges brachten. Die Ermutigung, die sie direkt wie indirekt andauernd dem französischen Chauvinismus zuteil werden läßt, kann eines Tages zu einer Katastrophe führen, bei der englische wie französische Soldaten auf französischen Schlachtfeldern englische Einkreisungspolitik mit ihrem Blute bezahlen werden.

Die Saat, die König *Eduard* gesät hat, geht auf.

Brief Sir *E. Greys* an den französischen Botschafter *Paul Cambon.* Foreign Office 22 november 1912.

My dear Ambassadeur!

From time to time in recent years the French and British naval and military experts have consulted together. It has always been understood that such consultation does not restrict the freedom of either Government to decide at any future time whether or not to assist the other by armed force. We have agreed that consultation between experts is not and ought not to be regarded as an engagement that commits either Government to action in a contingency that has not arisen and may never arise. The disposition for instance of the French and British fleets respectively at the present moment is not based upon an engagement to cooperate in war.

You have, however, pointed out that if either Government had grave reason to expect an unprovoked attack by a third Power, it might become essential to know whether it could in that event depend upon the armed assistance of the other.

I agree that, if either Government had grave reason to expect an unprovoked attack by a third Power, or something that threatened the general peace, it should immediately discuss with the other whether both Governments should act together to prevent aggression and to preserve peace, and, if so, what measures they would be prepared to take in common. If these measures involved action, the plans of the general staffs would at once be taken into consideration and the Governments would then decide what effect should be given to them.

Brief des französischen Botschafters M. *Paul Cambon* an Sir *E. Grey.* Londres, le 23 novembre 1912.

Par Votre lettre en date d'hier 22 novembre. Vous m'avez rappelé que dans ces dernières années les autorités militaires et navales de la France et de la Grande Bretagne s'étaient consultés de temps en temps; qu'il avait toujours été entendu que ces consultations ne restreignaient pas la liberté pour chaque Gouvernement de décider dans l'avenir s'ils se prêteraient l'un l'autre le concours de leurs forces armées; que de part et d'autre ces consultations entre spécialistes n'étaient et ne devaient pas être considérées comme des engagements obligeant nos Gouvernements à agir dans certains cas; que cependant je Vous avais fait observer que si l'un ou l'autre Gouvernement avait de graves raisons d'appréhender une attaque non provoquée de la part d'une tierce Puissance, il deviendrait essentiel de savoir s'il pourrait compter sur l'assistance armée de l'autre. Votre lettre répond à cette observation et je suis autorisé à Vous déclarer que dans le cas où l'un de nos Gouvernements aurait un motif grave d'appréhender soit l'agression d'une tierce Puissance soit quelque événement menaçant pour la paix générale, ce Gouvernement examinerait immédiatement avec l'autre si les deux Gouverne-

ments doivent agir de concert en vue de prévenir l'agression ou de sauvegarder la paix. Dans ce cas, les deux Gouvernements délibéraient sur les mesures qu'ils seraient disposés à prendre en commun; si ces mesures comportaient une action, les deux Gouvernements prendraient aussitôt en considération les plans de leurs Etats-Majors et décideraient alors de la suite qui devrait être donnée à ces plans.

II.

. . . . Mai 1914.

Ueber die politischen Ergebnisse des Besuches des Königs von England in Paris erfahre ich, daß zwischen Sir *Edward Grey* und Herrn *Doumergue* eine Reihe politischer Fragen erörtert worden ist. Außerdem ist französischerseits die Anregung erfolgt, die bestehenden besonderen militärpolitischen Abmachungen zwischen Frankreich und England durch analoge Abmachungen zwischen England und Rußland zu ergänzen. Sir *Edward Grey* hat den Gedanken sympathisch aufgenommen, sich aber außerstande erklärt, ohne Befragen des englischen Kabinetts irgendeine Bindung zu übernehmen. Der Empfang der englischen Gäste durch die französische Regierung sowie die Pariser Bevölkerung soll den Minister in hohem Grade beeinflußt haben. Es ist zu befürchten, daß der englische Staatsmann, der zum erstenmal in amtlicher Eigenschaft im Auslande geweilt und, wie behauptet wird, überhaupt zum erstenmal den englischen Boden verlassen hat, französischen Einflüssen in Zukunft noch in höherem Grade unterliegen wird, als das bisher schon der Fall war.

III.

. . . . Juni 1914.

Die Nachricht, daß französischerseits anläßlich des Besuches des Königs von England in Paris militärische Abmachungen zwischen England und Rußland angeregt worden sind, wird mir bestätigt. Ueber die Vorgeschichte erfahre ich zuverlässig, daß die Anregung auf Herrn *Iswolski* zurückgeht. Der Gedanke des Botschafters war es gewesen, die erwartete Feststimmung der Tage von Paris zu einer Umwandlung der Tripleentente in ein Bündnis nach Analogie des Dreibundes auszunutzen. Wenn man sich schließlich in Paris und Petersburg mit weniger begnügt hat, so scheint dafür die Erwägung maßgebend gewesen zu sein, daß in England ein großer Teil der öffentlichen Meinung dem Abschluß förmlicher Bündnisverträge mit anderen Mächten durchaus ablehnend gegenübersteht. Angesichts dieser Tatsache hat man sich trotz der zahlreichen Beweise für den gänzlichen Mangel an Widerstandskraft der englischen Politik gegen Einflüsse der Entente — ich darf an die Gefolgschaft erinnern, die noch jüngst Rußland in der Frage der deutschen Militärmission in der Türkei von England erfahren hat — offenbar gescheut, gleich mit der Tür ins Haus zu fallen. Es ist vielmehr die Taktik langsamen, schrittweisen Vorgehens beschlossen worden. Sir *Edward Grey* hat die französisch-russische Anregung im englischen Ministerrat warm vertreten, und das Kabinett hat sich seinem Votum angeschlossen. Es ist beschlossen worden, in erster Linie ein Marineabkommen ins Auge zu fassen und die

Verhandlungen in London zwischen der englischen Admiralität und dem russischen Marineattaché stattfinden zu lassen.

Die Befriedigung der russischen und französischen Diplomatie über diese erneute Ueberrumpelung der englischen Politiker ist groß. Man hält den Abschluß eines formellen Bündnisvertrages nur noch für eine Frage der Zeit. Um dies Ergebnis zu beschleunigen, würde man in St. Petersburg sogar zu gewissen Scheinkonzessionen an England in der persischen Frage bereit sein. Die zwischen den beiden Mächten in dieser Hinsicht in letzter Zeit aufgetauchten Meinungsverschiedenheiten haben noch keine Erledigung gefunden. Russischerseits arbeitet man vorläufig mit beruhigenden Versicherungen wegen der Besorgnisse, die in England im Hinblick auf die Zukunft Indiens in neuerer Zeit wieder hervorgetreten sind.

IV.

. . . . Juni 1914.

Man ist in Petersburg und London sehr beunruhigt wegen der französischen Indiskretionen über die russisch-englische Marinekonvention. Sir *Edward Grey* befürchtet Anfragen im Parlament. Der Marineattaché, Kapitän *Wolkow*, der einige Tage in Petersburg gewesen ist, vermutlich um Instruktionen für die Verhandlungen in Empfang zu nehmen, ist nach London zurückgekehrt. Die Verhandlungen haben bereits begonnen.

V.

. . . . Juni 1914.

Im Unterhause wurde von ministerieller Seite an die Regierung die Anfrage gerichtet, ob Großbritannien und Rußland jüngst ein Marineabkommen abgeschlossen hätten, und ob Verhandlungen zwecks Abschluß einer solchen Vereinbarung unlängst zwischen den beiden Ländern stattgefunden hätten oder gegenwärtig im Gange seien.

Sir *Edward Grey* nahm in seiner Antwort Bezug auf ähnliche im Vorjahre an die Regierung gerichtete Anfragen. Der Premierminister habe damals, so fuhr Sir *Edward Grey* fort, geantwortet, es bestünden für den Fall des Ausbruches eines Krieges zwischen europäischen Mächten keine unveröffentlichten Vereinbarungen, die die freie Entschließung der Regierung oder des Parlaments darüber, ob Großbritannien an einem Kriege teilnehmen solle oder nicht, einengen oder hemmen würden. Diese Antwort sei heute ebenso zutreffend wie vor einem Jahre. Es seien seither keine Verhandlungen mit irgendeiner Macht abgeschlossen worden, die die fragliche Erklärung weniger zutreffend machen würden; keine derartigen Verhandlungen seien im Gange, und es sei auch, soweit er urteilen könne, nicht wahrscheinlich, daß in solche eingetreten werden würde; wenn aber irgendein Abkommen abgeschlossen werden sollte, das eine Zurücknahme oder eine Abänderung der erwähnten letztjährigen Erklärung des Premierministers nötig machen sollte, so müßte dasselbe seiner Ansicht nach, und das würde auch wohl der Fall sein, dem Parlament vorgelegt werden.

Die englische Presse enthält sich in ihrer großen Mehrzahl jeglicher Bemerkungen zu der Erklärung des Ministers. Nur die beiden radikalen Blätter „*Daily News*“ und „*Manchester Guardian*“ äußern sich in kurzen Leitartikeln. Die erstgenannte Zeitung begrüßt die Worte Sir *Edward Greys* mit Genugtuung und meint, sie seien klar genug, um jeden Zweifel zu zerstreuen. England sei nicht im Schlepptau irgendeines anderen Landes. Es sei nicht der Vasall Rußlands, nicht der Verbündete Frankreichs und nicht der Feind Deutschlands. Die Erklärung sei eine heilsame Lektion für diejenigen englischen Preßleute, die glauben machen wollten, daß es eine „Tripleentente“ gebe, die dem Dreibund wesensgleich sei. Der „*Manchester Guardian*“ hingegen ist durch die Erklärung des Ministers nicht befriedigt. Er bemängelt ihre gewundene Form und sucht nachzuweisen, daß sie Auslegungen zulasse, die das Vorhandensein gewisser, vielleicht bedingter Verabredungen der gerüchtweise verlautbarten Art nicht durchaus ausschlössen.

Die Erklärungen Sir *Edward Greys* entsprechen einer vertraulichen Aeußerung einer Persönlichkeit aus der nächsten Umgebung des Ministers: „Er könne aufs ausdrücklichste und bestimmteste versichern, daß keinerlei Abmachungen militärischer oder maritimer Natur zwischen England und Frankreich bestünden, obwohl der Wunsch nach solchen auf französischer Seite wiederholt kundgegeben worden sei. Was das englische Kabinett Frankreich abgeschlagen habe, werde es Rußland nicht gewähren. Es sei keine Flottenkonvention mit Rußland geschlossen worden, und es werde auch keine geschlossen werden.“

VI.

. . . . Juni 1914.

Sir *Edward Grey* hat offenbar das Bedürfnis empfunden, den Ausführungen des „*Manchester Guardian*“ über seine Interpellationsbeantwortung in Sachen der angeblichen englisch-russischen Flottenentente sogleich nachdrücklich entgegenzutreten. Die „*Westminster Gazette*“ bringt an leitender Stelle aus der Feder Mr. *Spenders*, der bekanntlich zu den intimsten politischen Freunden Sir *Edward Greys* gehört, ein Dementi, das an Bestimmtheit nichts zu wünschen übrig läßt. Es ist darin gesagt: Es besteht kein Flottenabkommen und es schweben keine Verhandlungen über ein Flottenabkommen zwischen Großbritannien und Rußland. Niemand, der den Charakter und die Methoden Sir *Edward Greys* kenne, werde auch nur einen Augenblick annehmen, daß die von ihm abgegebene Erklärung bezwecke, die Wahrheit zu verschleiern.

VII.

. . . . Juni 1914.

Daß die Erklärung Sir *Edward Greys* im englischen Unterhause über das russisch-englische Marineabkommen von der öffentlichen Meinung in England so bereitwillig akzeptiert worden ist, hat hier und in Petersburg große Erleichterung hervorgerufen. Die Drahtzieher der Aktion hatten schon befürchtet, daß der schöne Traum des neuen Dreibundes ausgeträumt sein könne.

Es fällt mir übrigens schwer, daran zu glauben, daß es dem „*Manchester Guardian*“ allein beschieden gewesen sein sollte, den Trick zu durchschauen, dessen sich Sir *Edward Grey* bediente, indem er die Frage, ob Verhandlungen über ein Marineabkommen mit Rußland schwebten oder im Gange seien, nicht beantwortete, sondern die ihm gar nicht gestellte Frage verneinte, ob England bindende Verpflichtungen bezüglich der Beteiligung an einem europäischen Kriege eingegangen sei. Ich neige vielmehr der Ansicht zu, daß die englische Presse in diesem Falle wieder einmal einen Beweis für ihre bekannte Disziplin in Behandlung von Fragen der auswärtigen Politik gegeben und, sei es auf ein *mot d'ordre* hin, sei es aus politischen Instinkten, geschwiegen hat. Welchen Kritiken und welchen Bemängelungen seitens der deutschen Volksvertreter und der deutschen Presse würde nicht die Kaiserliche Regierung ausgesetzt sein, welches Geschrei über unsere auswärtige Politik und unsere Diplomaten würde sich nicht erheben, wenn eine ähnliche Erklärung vor dem Reichstage abgegeben würde! In dem parlamentarischen England schweigt jedermann, wenn ein Minister in so offenkundiger Weise die eigene Partei, die Volksvertretung und die öffentliche Meinung des ganzen Landes irrezuführen sucht. Was bringt nicht England alles seiner Germanophobie zum Opfer.

VIII.

. . . . Juni 1914.

Von einer Stelle, die sich die alten Sympathien für Deutschland bewahrt hat, ist mir mit der Bitte um strengste Geheimhaltung die gehorsamst beigefügte Aufzeichnung über eine Konferenz zugegangen, die am 26. Mai d. J. beim Chef des russischen Marinestabes stattgefunden hat und in der die Grundlagen für die Verhandlungen über das russisch-englische Marineabkommen festgestellt worden sind. Zu welchem Ergebnis die Verhandlungen bis jetzt geführt haben, wußte mein Gewährsmann noch nicht, äußerte aber sehr ernste Besorgnisse über die Förderung, die der russische Nationalismus erfahren werde, wenn das Abkommen tatsächlich zustande komme. Sei man des Mitgehens Englands erst gewiß, so würden die bekannten panslawistischen Hetzer nicht zögern, die erste sich bietende Gelegenheit zu benutzen, um es zum Kriege zu bringen. Auch Herr *Sasonow* treibe zusehends mehr in das Fahrwasser der russischen Kriegspartei.

Anlage.

St. Petersburg, den 13./26. Mai 1914.

Von der Erwägung ausgehend, daß eine Vereinbarung zwischen Rußland und England erwünscht sei über das Zusammenwirken ihrer maritimen Streitkräfte für den Fall kriegerischer Operationen Rußlands und Englands unter Teilnahme Frankreichs, gelangte die Konferenz zu folgenden Schlüssen:

Die geplante Marinekonvention soll die Beziehungen zwischen den russischen und den englischen Streitkräften zur See in allen Einzelheiten regeln, deshalb ist eine Verständigung über Signale und Spezialchiffres, Radiotelegramme und der Modus des Verkehrs zwischen den russischen und eng-

lischen Marinestäben herbeizuführen. Die beiden Marinestäbe sollen sich außerdem regelmäßig gegenseitig Mitteilung machen über die Flotten dritter Mächte und über ihre eigenen Flotten; besonders über technische Daten sowie über neu eingeführte Maschinen und Erfindungen.

Nach dem Vorbild der franco-russischen Marinekonvention soll auch zwischen dem russischen und dem englischen Marinestab ein regelmäßiger Meinungsaustausch zur Prüfung von Fragen, welche die Marineministerien beider Staaten interessieren, herbeigeführt werden.

Das russische Marineabkommen mit England soll gleich dem franco-russischen Marineabkommen vorher vereinbarte, aber getrennte Aktionen der russischen und der englischen Kriegsmarine ins Auge fassen. Im Hinblick auf die strategischen Ziele ist zu unterscheiden einerseits zwischen den maritimen Operationen im Gebiet des Schwarzen Meeres und der Nordsee, andererseits zwischen dem voraussichtlichen Seekampfe im Mittelmeer. In beiden Gebieten muß Rußland bestrebt sein, von England Kompensationen dafür zu erhalten, daß es einen Teil der deutschen Flotte auf die russische abzieht.

Im Gebiet des Bosporus und der Dardanellen sollen zeitweilige Unternehmungen in den Meerengen als strategische Operationen Rußlands im Kriegsfalle ins Auge gefaßt werden.

Die russischen Interessen in der Ostsee verlangen, daß England einen möglichst großen Teil der deutschen Flotte in der Nordsee festhält. Dadurch würde die erdrückende Uebermacht der deutschen Flotte über die russische aufgehoben und vielleicht eine russische Landung in Pommern möglich werden. Hierbei könnte die englische Regierung einen wesentlichen Dienst leisten, wenn sie vor Beginn der Kriegsoperationen eine so große Zahl von Handelsschiffen in die baltischen Häfen schickte, daß der Mangel an russischen Transportschiffen ausgeglichen wird.

Was die Lage im Mittelmeer anbetrifft, so ist es für Rußland höchst wichtig, daß dort ein sicheres Uebergewicht der Streitkräfte der Entente über die austro-italienische Flotte hergestellt wird. Denn falls die österreichisch-italienischen Streitkräfte dieses Meer beherrschen, würden Angriffe der österreichischen Flotte im Schwarzen Meer möglich sein, was für Rußland ein gefährlicher Schlag wäre. Es muß angenommen werden, daß die austro-italienischen Streitkräfte den französischen überlegen sind. England müßte daher durch Belassung der notwendigen Zahl von Schiffen im Mittelmeer das Uebergewicht der Streitkräfte der Ententemächte mindestens so lange sichern, als die Entwicklung der russischen Marine noch nicht so weit fortgeschritten ist, um die Lösung dieser Aufgabe selbst zu übernehmen. Russische Schiffe müßten mit Zustimmung Englands als Basis im östlichen Mittelmeer die englischen Häfen benützen dürfen, ebenso wie die französische Marinekonvention der russischen Flotte gestattet, sich im westlichen Mittelmeer auf die französischen Häfen zu basieren.

IX. . . . . Juli 1914.

Gelegentlich meiner heutigen Unterhaltung mit Herrn *Sasonow* wandte sich das Gespräch auch dem Besuch des Herrn *Poincaré* zu. Der Minister

hob den friedfertigen Ton der gewechselten Trinksprüche hervor. Ich konnte nicht umhin, Herrn *Sasonow* darauf aufmerksam zu machen, daß nicht die bei derartigen Besuchen ausgetauschten Toaste, sondern die daran geknüpften Preßkommentare den Stoff zur Beunruhigung geliefert hätten. Derartige Kommentare seien auch diesmal nicht ausgeblieben, wobei sogar die Nachricht von dem angeblichen Abschluß einer russisch-englischen Marinekonvention verbreitet worden sei. Herr *Sasonow* griff diesen Satz auf und meinte unwillig, eine solche Marinekonvention existiere nur „in der Idee des „Berliner Tageblattes“ und im Mond“. (!!)

X.

.... Juli 1914.

Euer pp. beehre ich mich beifolgend Abschrift eines Schreibens zu übersenden, das der Adjutant eines zurzeit hier weilenden russischen Großfürsten unter dem 25. d. M. von Petersburg aus an den Großfürsten gerichtet hat und über dessen wesentlichen Inhalt ich bereits telegraphisch berichten durfte. Das Schreiben, von dem ich auf vertraulichem Wege Kenntnis erhielt, erweist meines gehorsamen Dafürhaltens, daß man schon seit dem 24. d. M. in Rußland zum Kriege entschlossen ist.

Anlage.

12./25. Juli 1914, Petersburg.

„In Petersburg waren große Unordnungen unter den Arbeitern; sie fielen sonderbar mit der Anwesenheit der Franzosen bei uns und mit dem österreichischen Ultimatum an Serbien zusammen. Gestern hörte ich von dem französischen Militäragenten General *de la Guiche*, er habe gehört, daß Oesterreich an den Arbeiterunruhen nicht unschuldig sei. Jetzt kommt aber alles rasch zu normalen Verhältnissen. Und es scheint, daß, von den Franzosen ermutigt, unsere Regierung aufgehört hat, vor den Deutschen zu zittern. Es war längst Zeit! Es ist besser, sich einmal klar auszusprechen, als sich ewig hinter den „professionellen Lügen“ der Diplomaten zu verbergen. Das Ultimatum Oesterreichs ist von unerhörter Frechheit, wie alle hiesigen Zeitungen einmütig sagen. Eben habe ich die Abendzeitung gelesen — gestern war Sitzung des Ministerrats; der Kriegsminister hat sehr energisch gesprochen und bestätigt, daß Rußland zum Kriege bereit sei, und die übrigen Minister haben sich voll angeschlossen; es wurde in entsprechendem Geist ein Bericht an den Kaiser fertiggestellt, und dieser Bericht wurde an demselben Abend bestätigt. Heute wurde im „Russischen Invaliden“ eine vorläufige Mitteilung der Regierung veröffentlicht, daß „die Regierung sehr durch die eingetretenen Ereignisse und die Absendung des österreichischen Ultimatums an Serbien besorgt sei. Die Regierung verfolgt aufmerksam die Entwicklung der serbisch-österreichischen Zusammenstöße, bei denen Rußland nicht gleichgültig bleiben kann.“ Diese Mitteilung ist von allen Zeitungen mit sehr günstigen Kommentaren nachgedruckt worden. Wir alle sind überzeugt, daß diesesmal keine Rasputins Rußland verhindern werden, seine Pflicht zu erfüllen. Deutsch-

land, das Oesterreich vorschickt, ist fest entschlossen, sich mit uns zu messen, bevor wir unsere Flotte ausbauen, und die Balkanstaaten haben sich noch nicht vom Kriege erholt. Auch wir müssen der Gefahr ins Gesicht sehen und nicht unsern Kopf verstecken, wie während des Balkankrieges, als *Kokowzow* nur an die Börse dachte. Damals aber wäre der Krieg leichter gewesen, da der Balkanbund voll bewaffnet war. Aber bei uns trieb man die Straßendemonstrationen, die gegen das elende Oesterreich gerichtet waren, durch die Polizei auseinander! Jetzt aber würde man ebensolche Demonstrationen freudig begrüßen. Ueberhaupt wollen wir hoffen, daß das Regiment der Feiglinge (nach der Art *Kokowzows*) und gewisser Schreier und Mystiker vorüber ist. Der Krieg ist ein Gewitter. Mögen auch Katastrophen kommen, es wäre immer besser, als in dieser unerträglichen Schwüle zu beharren. Aus Erfahrung weiß ich bestimmt, daß für mich der ruhigste Platz in der Front ist, wo man die Gefahr in ihrer natürlichen Größe sieht, und das ist gar nicht so furchtbar; am schlimmsten ist es in der Nachhut, in der die Atmosphäre der Feigheit herrscht, unwahrscheinliche Gerüchte umlaufen und Paniken entstehen. Im künftigen Kriege aber wird das Innere Rußlands die Nachhut sein."

---

3. Entstehungsgeschichte des Krieges, von den verschiedenen Regierungen dargestellt. [1])

---

[1]) **Hauptquellen!**

A. Oesterreichisch-ungarisches **Rotbuch:** Diplomatische Aktenstücke zur Vorgeschichte des Krieges 1914 (Wien, aus der k. und k. Hof- und Staatsdruckerei, 1915). [Eine Volksausgabe erschien im Druck der Manzschen Verlagsbuchhandlung.]
Zitiert: **Rb.**

B. Deutsches **Weißbuch.** Es sind ausgegeben:
1. Vorläufige Denkschrift und Aktenstücke zum Kriegsausbruch. 37 Seiten 4⁰ (Berlin, gedruckt in der Reichsdruckerei).*)
Zitiert: **Vorl. Denksch.**
2. Aktenstücke zum Kriegsausbruch, herausgegeben vom Auswärtigen Amt. 78 Seiten 4⁰ (Berlin, 1915).
Zitiert: **Wb.**

C. Englisches **Blaubuch:** *Great Britain and the European Crisis. Correspondence and statements in Parliament, together with an introductory narrative of events.* XXV und 102 Seiten 8⁰, London, Manchester und Reddish (Taylor, Garnett, Evans & Co.).
Zitiert: **Bb.**

D. Russisches **Orangebuch:** *Ministère des Affaires Etrangères. Recueil de documents diplomatiques. Négociations ayant précédé la guerre. 10/23 juillet — 24 juillet/6 août 1914.* 59 Seiten 4⁰ (Petrograde, *Imprimerie de l'Etat*, 1914).
Zitiert: **Ob.**

E. Französisches **Gelbbuch:** *Ministère des Affaires Etrangères. Documents diplomatiques, 1914. La guerre Européenne. I. Pièces relativs aux négociations qui ont précédé les déclarations de guerre de l'Allemagne à la Russie (1 août 1914) et à la France (3 août 1914).* XXII und 171 Seiten (Paris, *Imprimerie Nationale,* 1914).
Zitiert: **Glb.**

F. Serbisches **Blaubuch:** (Serbisch) Der serbisch-österreichische und europäische Krieg. Diplomatische und andere Aktenstücke, Heft 1. Die serbischen diplomatischen Schriftstücke. Nisch, 1914 (zitiert nach „Das Regenbogenbuch" von Dr. *Max Beer*, Bern 1915).
Zitiert: **Serb. Blb.**

G. Belgische **Graubücher:**
I. *Royaume de Belgique Correspondance diplomatique relative à la guerre de 1914—15 (24 juillet/29 août).* 27 Seiten, Folio (*Réimpression textuelle.* La Haye, *Martinus Nijhoff*, 1914).
II. *Royaume de Belgique. Correspondance diplomatique relative à la guerre de 1914—15.* VI und 65 Seiten, Folio (Paris, Hachette).

*) Ursprünglich erschienen als Drucksache des Reichstags, 13. Leg.-Per., II. Session 1914, Nr. 19.

Nr. CXXIX. Deutsche Regierung.

a) Denkschrift, vorgelegt dem Deutschen Reichstag am 3. August 1914 (Vorl. Densksch. S. 1, Wb. S. 3)[1].

Am 28. Juni d. J. ist der österreichisch-ungarische Thronfolger Erzherzog *Franz Ferdinand* und seine Gemahlin, die Herzogin von Hohenberg, durch Revolverschüsse des Mitglieds einer serbischen Verschwörerbande niedergestreckt worden. Die Untersuchung des Verbrechens durch die österreichisch-ungarischen Behörden hat ergeben, daß das Komplott gegen das Leben des Erzherzog-Thronfolgers in Belgrad unter Mitwirkung amtlicher serbischer Personen vorbereitet und gefördert, mit Waffen aus den staatlichen serbischen Depots ausgeführt wurde. Dies Verbrechen mußte der ganzen zivilisierten Welt die Augen öffnen, nicht nur über die gegen den Bestand und die Integrität der österreichisch-ungarischen Monarchie gerichteten Ziele der serbischen Politik, sondern auch über die verbrecherischen Mittel, die die großserbische Propaganda in Serbien zur Erreichung dieser Ziele anzuwenden sich nicht scheute. Das Endziel dieser Politik war die allmähliche Revolutionierung und schließliche Lostrennung der südöstlichen Gebietsteile der österreichisch-ungarischen Monarchie und ihre Vereinigung mit Serbien. An dieser Richtung der serbischen Politik haben die wiederholten und feierlichen Erklärungen, in denen Serbien Oesterreich-Ungarn gegenüber die Abkehr von dieser Politik und die Pflege guter nachbarlicher Beziehungen gelobt hat, nicht das geringste geändert. Zum drittenmale im Laufe der letzten sechs Jahre führt Serbien auf diese Weise Europa an den Rand eines Weltkriegs. Es konnte dies nur tun, weil es sich bei seinen Bestrebungen durch Rußland gestützt glaubte. Die russische Politik war bald nach den durch die türkische Revolution herbeigeführten Ereignissen des Jahres 1908 daran gegangen, einen gegen den Bestand der Türkei gerichteten Bund der Balkanstaaten unter seinem Patronat zu begründen. Dieser Balkanbund, dem es im Jahre 1911 gelang, die Türkei siegreich aus dem größten Teil ihrer europäischen Besitzungen zu verdrängen, brach über der Frage der Beuteverteilung in sich zusammen. Die russische Politik ließ sich durch diesen Mißerfolg nicht abschrecken. In der Idee der russischen Staatsmänner sollte ein neuer Balkanbund unter russischem Patronat entstehen, dessen Spitze sich nicht mehr gegen die aus dem Balkan verdrängte Türkei, sondern gegen den Bestand der österreichisch-ungarischen Monarchie richtete. Die Idee war, daß Serbien gegen die auf Kosten der Donaumonarchie gehende Einverleibung Bosniens und der Herzegowina die im letzten Balkankrieg erworbenen Teile Mazedoniens an Bulgarien abtreten sollte. Zu diesem Behufe sollte Bulgarien durch Isolierung mürbe gemacht, Rumänien durch eine mit Hilfe Frankreichs unternommene

[1]) Anm.: Vgl. ferner die Rede des Reichskanzlers vom 19. August 1915 oben Nr. CXXII.

Propaganda an Rußland gekettet, Serbien auf Bosnien und die Herzegowina gewiesen werden.

Unter diesen Umständen mußte Oesterreich sich sagen, daß es weder mit der Würde noch mit der Selbsterhaltung der Monarchie vereinbar wäre, dem Treiben jenseits der Grenze noch länger tatenlos zuzusehen. Die k. und k. Regierung benachrichtigte uns von dieser Auffassung und erbat unsere Ansicht. Aus vollem Herzen konnten wir unserem Bundesgenossen unser Einverständnis mit seiner Einschätzung der Sachlage geben und ihm versichern, daß eine Aktion, die er für notwendig hielte, um der gegen den Bestand der Monarchie gerichteten Bewegung in Serbien ein Ende zu machen, unsere Billigung finden würde. Wir waren uns hierbei wohl bewußt, daß ein etwaiges kriegerisches Vorgehen Oesterreich-Ungarns gegen Serbien Rußland auf den Plan bringen und uns hiermit unserer Bundespflicht entsprechend in einen Krieg verwickeln könnte. Wir konnten aber in der Erkenntnis der vitalen Interessen Oesterreich-Ungarns, die auf dem Spiele standen, unserem Bundesgenossen weder zu einer mit seiner Würde nicht zu vereinbarenden Nachgiebigkeit raten, noch auch ihm unseren Beistand in diesem schweren Moment versagen. Wir konnten dies um so weniger, als auch unsere Interessen durch die andauernde serbische Wühlarbeit auf das empfindlichste bedroht waren. Wenn es den Serben mit Rußlands und Frankreichs Hilfe noch länger gestattet geblieben wäre, den Bestand der Nachbarmonarchie zu gefährden, so würde dies den allmählichen Zusammenbruch Oesterreichs und eine Unterwerfung des gesamten Slawentums unter russischem Zepter zur Folge haben, wodurch die Stellung der germanischen Rasse in Mitteleuropa unhaltbar würde. Ein moralisch geschwächtes, durch das Vordringen des russischen Panslawismus zusammenbrechendes Oesterreich wäre für uns kein Bundesgenosse mehr, mit dem wir rechnen könnten und auf den wir uns verlassen könnten, wie wir es angesichts der immer drohender werdenden Haltung unserer östlichen und westlichen Nachbarn müssen. Wir ließen daher Oesterreich völlig freie Hand in seiner Aktion gegen Serbien. Wir haben an den Vorbereitungen dazu nicht teilgenommen.

Oesterreich wählte den Weg, in einer Note der serbischen Regierung ausführlich den durch die Untersuchung des Mordes von Sarajewo festgestellten unmittelbaren Zusammenhang zwischen dem Morde und der von der serbischen Regierung nicht nur geduldeten, sondern unterstützten großserbischen Bewegung darzulegen und von ihr eine vollständige Abstellung dieses Treibens sowie Bestrafung der Schuldigen zu fordern. Gleichzeitig verlangte Oesterreich-Ungarn als Garantie für die Durchführung des Verfahrens Teilnahme seiner Organe an der Untersuchung auf serbischem Gebiet und definitive Auflösung der gegen Oesterreich-Ungarn wühlenden großserbischen Vereine. Die k. und k. Regierung stellte eine Frist von 48 Stunden zur bedingungslosen Annahme ihrer Forderungen. Die serbische Regierung hat einen Tag nach Ueberreichung der österreichisch-ungarischen Note die Mobilisation begonnen. Als nach Ablauf der Frist die serbische Regierung eine Antwort

erteilte, die zwar in einigen Punkten die Wünsche Oesterreich-Ungarns erfüllte, im wesentlichen aber deutlich das Bestreben erkennen ließ, durch Verschleppung und neue Verhandlungen sich den gerechten Forderungen der Monarchie zu entziehen, brach diese die diplomatischen Beziehungen zu Serbien ab, ohne sich auf weitere Verhandlungen einzulassen oder sich von serbischen Versicherungen abhalten zu lassen, deren Wert es genugsam — zu seinem Schaden — kennt.

Von diesem Augenblick an befand sich Oesterreich tatsächlich im Kriegszustande mit Serbien, den es dann noch durch die offizielle Kriegserklärung vom 28. d. Mts. öffentlich proklamierte.

Vom ersten Anfang des Konflikts an haben wir auf dem Standpunkt gestanden, daß es sich hierbei um eine Angelegenheit Oesterreichs handelte, die es allein mit Serbien zum Austrag zu bringen haben würde. Wir haben daher unser ganzes Bestreben darauf gerichtet, den Krieg zu lokalisieren und die anderen Mächte davon zu überzeugen, daß Oesterreich-Ungarn in berechtigter Notwehr und durch die Verhältnisse gezwungen sich zum Appell an die Waffen habe entschließen müssen. Wir haben nachdrücklich den Standpunkt vertreten, daß kein Kulturstaat das Recht habe, in diesem Kampf gegen Unkultur und politische Verbrechermoral Oesterreich in den Arm zu fallen und die Serben ihrer gerechten Strafe zu entziehen. In diesem Sinne haben wir unsere Vertreter im Ausland instruiert.

Gleichzeitig teilte die österreichisch-ungarische Regierung der russischen mit, daß der von ihr bei Serbien unternommene Schritt lediglich eine defensive Maßregel gegenüber den serbischen Wühlereien zum Ziele habe, daß aber Oesterreich-Ungarn notgedrungen Garantien für ein weiteres freundschaftliches Verhalten Serbiens der Monarchie gegenüber verlange. Es liege Oesterreich-Ungarn gänzlich fern, etwa eine Verschiebung der Machtverhältnisse auf dem Balkan herbeizuführen. Auf unsere Erklärung, daß die deutsche Regierung die Lokalisierung des Konflikts wünsche und erstrebe, wurde sowohl von der französischen als der englischen Regierung eine Wirkung in dem gleichen Sinne zugesagt. Diesen Bestrebungen gelang es indessen nicht, eine Einmischung Rußlands in die österreichisch-serbische Auseinandersetzung zu verhindern.

Die russische Regierung erließ am 24. Juli ein amtliches Kommuniqué, wonach Rußland unmöglich in dem serbisch-österreichischen Konflikt indifferent bleiben könnte. Das gleiche erklärte der russische Minister des Auswärtigen, Herr *Sasonow*, dem Kaiserlichen Botschafter Grafen *Pourtalès*. Am Nachmittag des 26. Juli ließ die k. u. k. Regierung abermals durch ihren Botschafter in St. Petersburg erklären, daß Oesterreich-Ungarn keinerlei Eroberungspläne habe und nur endlich an seinen Grenzen Ruhe haben wolle. Im Laufe des gleichen Tages gelangten indes bereits die ersten Meldungen über russische Mobilmachungen nach Berlin. Noch am 26. abends wurden die Kaiserlichen Botschafter in London, Paris und Petersburg angewiesen, bei den Regierungen Englands, Frankreichs und Rußlands energisch auf die

Gefahr dieser russischen Mobilisierungen hinzuweisen. Nachdem Oesterreich-Ungarn Rußland offiziell erklärt habe, daß es keinen territorialen Gewinn in Serbien anstrebe, liege die Entscheidung über den Weltfrieden ausschließlich in Petersburg. Noch am gleichen Tage wurde der Kaiserliche Botschafter in St. Petersburg angewiesen, der russischen Regierung zu erklären:

> Vorbereitende militärische Maßnahmen Rußlands werden uns zu Gegenmaßregeln zwingen, die in der Mobilisierung der Armee bestehen müssen. Die Mobilisierung aber bedeutet den Krieg. Da uns Frankreichs Verpflichtungen gegenüber Rußland bekannt sind, würde diese Mobilisierung gegen Rußland und Frankreich zugleich gerichtet sein. Wir können nicht annehmen, daß Rußland einen solchen europäischen Krieg entfesseln will. Da Oesterreich-Ungarn den Bestand des serbischen Königreichs nicht antasten will, sind wir der Ansicht, daß Rußland eine abwartende Stellung einnehmen kann. Den Wunsch Rußlands, den Bestand des serbischen Königreichs nicht in Frage stellen zu lassen, werden wir um so eher unterstützen können, als Oesterreich-Ungarn diesen Bestand gar nicht in Frage stellt. Es wird leicht sein, im weiteren Verlauf der Angelegenheit die Basis einer Verständigung zu finden.

Am 27. Juli erklärte der russische Kriegsminister *Ssuchomlinow* dem deutschen Militärattaché ehrenwörtlich, daß noch keine Mobilmachungsordre ergangen sei. Es würden lediglich Vorbereitungsmaßregeln getroffen, kein Pferd ausgehoben, kein Reservist eingezogen. Wenn Oesterreich-Ungarn die serbische Grenze überschreite, würden die auf Oesterreich gerichteten Militärbezirke Kiew, Odessa, Moskau, Kasan mobilisiert. Unter keinen Umständen die an der deutschen Front liegenden: Petersburg, Wilna und Warschau. Auf die Frage des Militärattachés, zu welchem Zwecke die Mobilmachung gegen Oesterreich-Ungarn erfolge, antwortete der russische Kriegsminister mit Achselzucken und dem Hinweis auf die Diplomaten. Der Militärattaché bezeichnete darauf die Mobilmachungsmaßnahmen gegen Oesterreich-Ungarn als auch für Deutschland höchst bedrohlich. In den darauf folgenden Tagen folgten sich die Nachrichten über russische Mobilisierungen in schnellem Tempo. Unter diesen waren auch Nachrichten über Vorbereitungen an der deutschen Grenze, so die Verhängung des Kriegszustandes über Kowno und der Abmarsch der Warschauer Garnison, Verstärkung der Garnison Alexandrowo. Am 27. Juli trafen die ersten Meldungen über vorbereitende Maßnahmen auch Frankreichs ein. Das 14. Korps brach die Manöver ab und kehrte in die Garnison zurück.

Inzwischen sind wir bemüht geblieben, durch nachdrücklichste Einwirkung auf die Kabinette eine Lokalisierung des Konflikts durchzusetzen.

Am 26. hatte Sir *Edward Grey* den Vorschlag gemacht, die Differenzen zwischen Oesterreich-Ungarn und Serbien einer unter seinem Vorsitz tagenden Konferenz der Botschafter Deutschlands, Frankreichs und Italiens zu unterbreiten. Zu diesem Vorschlag haben wir erklärt, wir könnten uns, so sehr wir seine Tendenz billigten, an einer derartigen Konferenz nicht beteiligen,

da wir Oesterreich in seiner Auseinandersetzung mit Serbien nicht vor ein europäisches Gericht zitieren könnten.

Frankreich hat dem Vorschlag Sir *Edward Greys* zugestimmt, er ist jedoch schließlich daran gescheitert, daß Oesterreich sich ihm gegenüber, wie vorauszusehen, ablehnend verhielt.

Getreu unserem Grundsatz, daß eine Vermittelungsaktion sich nicht auf den lediglich eine österreichisch-ungarische Angelegenheit darstellenden österreichisch-serbischen Konflikt, sondern nur auf das Verhältnis zwischen Oesterreich-Ungarn und Rußland beziehen könnte, haben wir unsere Bemühungen fortgesetzt, eine Verständigung zwischen diesen beiden Mächten herbeizuführen. Wir haben uns aber auch bereitgefunden, nach Ablehnung der Konferenzidee einen weiteren Vorschlag Sir *Edward Greys* nach Wien zu übermitteln, indem er anregt, Oesterreich-Ungarn möchte sich entschließen, entweder die serbische Antwort als genügend zu betrachten oder aber als Grundlage für weitere Besprechungen. Die österreichisch-ungarische Regierung hat unter voller Würdigung unserer vermittelnden Tätigkeit zu diesem Vorschlag bemerkt, daß er nach Eröffnung der Feindseligkeiten zu spät komme.

Trotzdem haben wir unsere Vermittelungsversuche bis zum Aeußersten fortgesetzt und haben in Wien geraten, jedes mit der Würde der Monarchie vereinbare Entgegenkommen zu zeigen. Leider sind alle diese Vermittelungsaktionen von den militärischen Vorbereitungen Rußlands und Frankreichs überholt worden. Am 29. Juli hat die russische Regierung in Berlin amtlich mitgeteilt, daß sie vier Armeebezirke mobilisiert habe. Gleichzeitig trafen weitere Meldungen über schnell fortschreitende militärische Vorbereitungen Frankreichs zu Wasser und zu Lande ein. An demselben Tage hatte der Kaiserliche Botschafter in Petersburg eine Unterredung mit dem russischen Minister des Auswärtigen, über die er telegraphisch das Folgende berichtete:

„Der Minister versuchte mich zu überreden, daß ich bei meiner Regierung die Teilnahme an einer Konversation zu vieren befürworten sollte, um Mittel ausfindig zu machen, auf freundschaftlichem Wege Oesterreich-Ungarn zu bewegen, diejenigen Forderungen aufzugeben, die die Souveränität Serbiens antasten. Ich habe, indem ich lediglich die Wiedergabe der Unterredung zusagte, mich auf den Standpunkt gestellt, daß mir, nachdem Rußland sich zu dem verhängnisvollen Schritte der Mobilmachung entschlossen habe, jeder Gedankenaustausch hierüber sehr schwierig, wenn nicht unmöglich erscheine. Was Rußland jetzt von uns Oesterreich-Ungarn gegenüber verlange, sei dasselbe, was Oesterreich-Ungarn Serbien gegenüber vorgeworfen werde: ein Eingriff in Souveränitätsrechte, Oesterreich-Ungarn habe versprochen, durch Erklärung seines territorialen Desinteressements Rücksicht auf russische Interessen zu nehmen, ein großes Zugeständnis seitens eines kriegführenden Staates. Man sollte deshalb die Doppelmonarchie ihre Angelegenheit mit Serbien allein regeln lassen. Es werde beim Friedensschluß immer noch Zeit sein, auf Schonung der serbischen Souveränität zurückzukommen.

Sehr ernst habe ich hinzugefügt, daß augenblicklich die ganze austroserbische Angelegenheit der Gefahr einer europäischen Konflagration gegenüber in den Hintergrund trete, und habe mir alle Mühe gegeben, dem Minister die Größe dieser Gefahr vor Augen zu führen.

Es war nicht möglich, *Sasonow* von dem Gedanken abzubringen, daß Serbien von Rußland jetzt nicht im Stich gelassen werden dürfe."

Ebenfalls am 29. berichtete der Militärattaché in Petersburg telegraphisch über eine Unterredung mit dem Generalstabschef der russischen Armee:

„Der Generalstabschef hat mich zu sich bitten lassen und mir eröffnet, daß er von Seiner Majestät soeben komme. Er sei vom Kriegsminister beauftragt worden, mir nochmals zu bestätigen, es sei alles so geblieben, wie es mir vor zwei Tagen der Minister mitgeteilt habe. Er bot mir schriftliche Bestätigung an und gab mir sein Ehrenwort in feierlichster Form, daß nirgends eine Mobilmachung, d. h. Einziehung eines einzigen Mannes oder Pferdes bis zur Stunde, 3 Uhr nachmittags, erfolgt sei. Er könne sich dafür für die Zukunft nicht verbürgen, aber wohl nachdrücklichst bestätigen, daß in den Fronten, die auf unsere Grenzen gerichtet seien, von Seiner Majestät keine Mobilisierung gewünscht würde. Es sind aber hier über erfolgte Einziehung von Reservisten in verschiedenen Teilen des Reichs, auch in Warschau und in Wilna, vielfache Nachrichten eingegangen. Ich habe deshalb dem General vorgehalten, daß ich durch die mir von ihm gemachten Eröffnungen vor ein Rätsel gestellt sei. Auf Offiziersparole erwiderte er mir jedoch, daß solche Nachrichten unrichtig seien, es möge hie und da allenfalls ein falscher Alarm vorliegen.

Ich muß das Gespräch in Anbetracht der positiven, zahlreichen, über erfolgte Einziehungen vorliegenden Nachrichten als einen Versuch betrachten, uns über den Umfang der bisherigen Maßnahmen irrezuführen."

Da die russische Regierung auf die verschiedenen Anfragen über die Gründe ihrer drohenden Haltung des öfteren darauf hinwies, daß Oesterreich-Ungarn noch keine Konversation in Petersburg begonnen habe, erhielt der österreichisch-ungarische Botschafter in Petersburg am 29. Juli auf unsere Anregung die Weisung, mit Herrn *Sasonow* die Konversation zu beginnen. Graf *Szapary* ist ermächtigt worden, die durch den Beginn des Kriegszustandes allerdings überholte Note an Serbien dem russischen Minister gegenüber zu erläutern und jede Anregung entgegenzunehmen, die von russischer Seite aus noch weiter erfolgen sollte, sowie mit *Sasonow* alle direkt die österreichisch-russischen Beziehungen tangierenden Fragen zu besprechen.

Schulter an Schulter mit England haben wir unausgesetzt an der Vermittelungsaktion fortgearbeitet und jeden Vorschlag in Wien unterstützt, von dem wir die Möglichkeit einer friedlichen Lösung des Konflikts erhoffen zu können glaubten. Wir haben noch am 30. einen englischen Vorschlag nach Wien weitergegeben, der als Basis der Verhandlungen aufstellte, Oesterreich-Ungarn solle nach erfolgtem Einmarsch in Serbien dort seine Bedingungen diktieren. Wir mußten annehmen, daß Rußland diese Basis akzeptieren würde.

Während in der Zeit vom 29. bis 31. Juli diese unsre Bemühungen um Vermittelung, von der englischen Diplomatie unterstützt, mit steigender Dringlichkeit fortgeführt wurden, kamen immer erneute und sich häufende Meldungen über russische Mobilisierungsmaßnahmen. Truppenansammlungen an der ostpreußischen Grenze, die Verhängung des Kriegszustandes über sämtliche wichtigen Plätze der russischen Westgrenze ließen keinen Zweifel mehr daran, daß die russische Mobilisierung auch gegen uns in vollem Gange war, während gleichzeitig unserem Vertreter in Petersburg alle derartigen Maßregeln erneut ehrenwörtlich abgeleugnet wurden. Noch ehe die Wiener Antwort auf den letzten englisch-deutschen Vermittelungsvorschlag, dessen Tendenz und Grundlage in Petersburg bekannt gewesen sein mußte, in Berlin eintreffen konnte, ordnete Rußland die allgemeine Mobilmachung an. In den gleichen Tagen fand zwischen Seiner Majestät dem Kaiser und König und dem Zaren *Nicolaus* ein Telegrammwechsel statt, in dem Seine Majestät den Zaren auf den drohenden Charakter der russischen Mobilmachung und die Fortdauer seiner eigenen vermittelnden Tätigkeit aufmerksam machte.

Am 31. Juli richtete der Zar an Seine Majestät den Kaiser folgendes Telegramm:

„Ich danke Dir von Herzen für Deine Vermittlung, die eine Hoffnung aufleuchten läßt, daß doch noch alles friedlich enden könnte. Es ist technisch unmöglich, unsere militärischen Vorbereitungen einzustellen, die durch Oesterreichs Mobilisierung notwendig geworden sind. Wir sind weit davon entfernt, einen Krieg zu wünschen. Solange wie die Verhandlungen mit Oesterreich über Serbien andauern, werden meine Truppen keine herausfordernde Aktion unternehmen. Ich gebe Dir mein feierliches Wort darauf. Ich vertraue mit aller Kraft auf Gottes Gnade und hoffe auf den Erfolg Deiner Vermittlung in Wien für die Wohlfahrt unserer Länder und den Frieden Europas.

Dein Dir herzlich ergebener

Nicolaus."

Mit diesem Telegramm des Zaren kreuzte sich folgendes ebenfalls am 31. Juli um 2 Uhr *p. m.* abgesandte Telegramm Seiner Majestät des Kaisers:

„Auf Deinen Appell an Meine Freundschaft und Deine Bitte um Meine Hilfe habe Ich eine Vermittelungsaktion zwischen Deiner und der österreichisch-ungarischen Regierung aufgenommen. Während diese Aktion im Gange war, sind Deine Truppen gegen das Mir verbündete Oesterreich-Ungarn mobilisiert worden, wodurch, wie Ich Dir schon mitgeteilt habe, Meine Vermittlung beinahe illusorisch gemacht worden ist. Trotzdem habe Ich sie fortgesetzt. Nunmehr erhalte Ich zuverlässige Nachrichten über ernste Kriegsvorbereitungen auch an Meiner östlichen Grenze. Die Verantwortung für die Sicherheit Meines Reiches zwingt Mich zu defensiven Gegenmaßregeln. Ich bin mit Meinen Bemühungen um die Erhaltung des Weltfriedens bis an die äußerste Grenze des möglichen gegangen. Nicht Ich trage die Verantwortung für das Unheil, das jetzt der ganzen zivilisierten Welt droht. Noch in diesem Augenblicke liegt es in Deiner Hand, es abzuwenden. Niemand

bedroht die Ehre und Macht Rußlands, das wohl auf den Erfolg Meiner Vermittelung hätte warten können. Die Mir von Meinem Großvater auf dem Totenbette überkommene Freundschaft für Dich und Dein Reich ist Mir immer heilig gewesen, und Ich habe treu zu Rußland gestanden, wenn es in schwerer Bedrängnis war, besonders in seinem letzten Kriege. Der Friede Europas kann von Dir noch jetzt erhalten werden, wenn Rußland sich entschließt, die militärischen Maßnahmen einzustellen, die Deutschland und Oesterreich-Ungarn bedrohen."

Noch ehe dies Telegramm seine Bestimmung erreichte, war die bereits am Vormittag desselben Tages angeordnete, offensichtlich gegen uns gerichtete, Mobilisierung der gesamten russischen Streitkräfte in vollem Gange. Das Telegramm des Zaren aber war um 2 Uhr nachmittags aufgegeben.

Nach Bekanntwerden der russischen Gesamtmobilisation in Berlin erhielt am Nachmittag des 31. Juli der Kaiserliche Botschafter in Petersburg den Befehl, der russischen Regierung zu eröffnen, Deutschland habe als Gegenmaßregel gegen die allgemeine Mobilisierung der russischen Armee und Flotte den Kriegszustand verkündet, dem die Mobilisation folgen müsse, wenn Rußland nicht binnen 12 Stunden seine militärischen Maßnahmen gegen Deutschland und Oesterreich-Ungarn einstelle und Deutschland davon in Kenntnis setze.

Gleichzeitig wurde der Kaiserliche Botschafter in Paris angewiesen, von der französischen Regierung binnen 18 Stunden eine Erklärung zu verlangen, ob sie in einem russisch-deutschen Kriege neutral bleiben wolle.

Die russische Regierung hat durch ihre die Sicherheit des Reichs gefährdende Mobilmachung die mühsame Vermittelungsarbeit der europäischen Staatskanzleien kurz vor dem Erfolge zerschlagen. Die Mobilisierungsmaßregeln, über deren Ernst der russischen Regierung von Anfang an keine Zweifel gelassen wurden, in Verbindung mit ihrer fortgesetzten Ableugnung zeigen klar, daß Rußland den Krieg wollte.

Der Kaiserliche Botschafter in Petersburg hat die ihm aufgetragene Mitteilung an Herrn *Sasonow* am 31. Juli um 12 Uhr nachts gemacht.

Eine Antwort der russischen Regierung hierauf hat uns nie erreicht.

2 Stunden nach Ablauf der in dieser Mitteilung gestellten Frist hat der Zar an Seine Majestät den Kaiser telegraphiert:

„Ich habe Dein Telegramm erhalten; ich verstehe, daß Du gezwungen bist, mobil zu machen, aber ich möchte von Dir dieselbe Garantie haben, die ich Dir gegeben habe, nämlich, daß diese Maßnahmen n i c h t Krieg bedeuten und daß wir fortfahren werden, zu verhandeln, zum Heile unserer beiden Länder und des allgemeinen Friedens, der unseren Herzen so teuer ist. Unserer langbewährten Freundschaft muß es mit Gottes Hilfe gelingen, Blutvergießen zu verhindern. Dringend erwarte ich voll Vertrauen Deine Antwort."

Hierauf hat Seine Majestät der Kaiser geantwortet:

„Ich danke Dir für Dein Telegramm, Ich habe Deiner Regierung gestern den Weg angegeben, durch den allein noch der Krieg vermieden werden kann. Obwohl Ich um eine Antwort für heute mittag ersucht hatte, hat

Mich bis jetzt noch kein Telegramm Meines Botschafters mit einer Antwort Deiner Regierung erreicht. Ich bin daher gezwungen worden, Meine Armee zu mobilisieren. Eine sofortige klare und unmißverständliche Antwort Deiner Regierung ist der einzige Weg, um endloses Elend zu vermeiden. Bis Ich diese Antwort erhalten habe, bin Ich zu Meiner Betrübnis nicht in der Lage, auf den Gegenstand Deines Telegramms einzugehen. Ich muß auf das ernsteste von Dir verlangen, daß Du unverzüglich Deinen Truppen den Befehl gibst, unter keinen Umständen auch nur die leiseste Verletzung unserer Grenzen zu begehen."

Da die Rußland gestellte Frist verstrichen war, ohne daß eine Antwort auf unsere Anfrage eingegangen wäre, hat Seine Majestät der Kaiser und König am 1. August um 5 Uhr *p. m.* die Mobilmachung des gesamten deutschen Heeres und der Kaiserlichen Marine befohlen. Der Kaiserliche Botschafter in Petersburg hatte inzwischen den Auftrag erhalten, falls die russische Regierung innerhalb der ihr gestellten Frist keine befriedigende Antwort erteilen würde, ihr zu erklären, daß wir nach Ablehnung unserer Forderung uns als im Kriegszustand befindlich betrachteten. Ehe jedoch eine Meldung über die Ausführung dieses Auftrages einlief, überschritten russische Truppen, und zwar schon am Nachmittag des 1. August, also desselben Nachmittags, an dem das eben erwähnte Telegramm des Zaren abgesandt war, unsere Grenze und rückten auf deutschem Gebiet vor.

Hiermit hat Rußland den Krieg gegen uns begonnen.

Inzwischen hatte der Kaiserliche Botschafter in Paris die ihm befohlene Anfrage an das französische Kabinett am 31. Juli um 7 Uhr nachmittags gestellt.

Der französische Ministerpräsident hat darauf am 1. August um 1 Uhr nachmittags eine zweideutige und unbefriedigende Antwort erteilt, die über die Stellungnahme Frankreichs kein klares Bild gibt, da er sich darauf beschränkte, zu erklären, Frankreich würde das tun, was seine Interessen ihm geböten. Wenige Stunden darauf, um 5 Uhr nachmittags, wurde die Mobilisierung der gesamten französischen Armee und Flotte angeordnet.

Am Morgen des nächsten Tages eröffnete Frankreich die Feindseligkeiten.

b) Reichstagsrede des Reichskanzlers vom 2. Dezember 1914

(„Norddeutsche Allgemeine Zeitung“, Nr. 300, 3. Dezember 1914, 2. Ausgabe. — Drucksachen des Reichstags, 13. Legisl.-Per., II. Session 1914, S. 17.)

Meine Herren! Seine Majestät der Kaiser, der draußen bei der Armee ist, hat mich beauftragt, der deutschen Volksvertretung, mit der er sich in Sturm und Gefahr der gemeinsamen Sorge um das Wohl des Vaterlandes bis zum Tode eins weiß, seine besten Wünsche und herzlichen Grüße zu überbringen und zugleich von dieser Stelle aus in seinem Namen der ganzen Nation Dank zu sagen für die beispiellose Aufopferung und Hingabe, für die gewaltige Arbeit, die draußen und daheim von allen Schichten des Volkes ohne Unterschied geleistet worden ist und weiter geleistet wird.

(Lebhafter Beifall.) Auch unser erster Gedanke gilt dem Kaiser, der Armee und Marine, unseren Soldaten, die im Felde und auf hoher See für die Ehre und Größe des Reiches kämpfen. (Beifall.) Voller Stolz und mit felsenfestem Vertrauen blicken wir auf sie (Erneuter Beifall), blicken wir zugleich auf unsere österreichisch-ungarischen Waffenbrüder (Lebhafte Zustimmung), die treu mit uns vereint in glänzend bewährter Tapferkeit den großen Kampf kämpfen. (Stürmischer Beifall.)

Noch jüngst hat sich uns in dem uns aufgezwungenen Kampfe ein Bundesgenosse zugesellt, der genau weiß, daß mit der Vernichtung des Deutschen Reiches es auch mit seiner staatlichen Selbstbestimmung zu Ende wäre (Sehr richtig!), das Ottomanische Reich. Wenn unsere Gegner auch eine gewaltige Koalition gegen uns aufgeboten haben, so werden sie hoffentlich die Erfahrung machen, daß auch der Arm unserer mutigen Verbündeten bis an die schwachen Stellen ihrer Weltstellung reicht. (Lebhafter Beifall.)

Am 4. August bekannte der Reichstag den unbeugsamen Willen des gesamten Volkes, den ihm aufgezwungenen Kampf aufzunehmen und seine Unabhängigkeit bis zum Aeußersten zu verteidigen. Seitdem ist Großes geschehen. Wer will die Ruhmes- und Heldentaten der Armeen, der Regimenter, der Schwadronen, unserer Kreuzer und Unterseeboote in diesem Kriege aufzählen, der seine Schlachtlinie durch Europa, ja durch die Welt zieht! Erst eine spätere Zeit wird davon erzählen können. Aber fassen wir nüchtern, was ist! Die unvergleichliche Tapferkeit unserer Truppen hat trotz der großen Uebermacht unserer Gegner den Krieg in Feindesland getragen. Dort stehen wir fest und stark da und können mit aller Zuversicht der Zukunft entgegensehen. (Lebhafter Beifall.) Aber die Widerstandskraft des Feindes ist nicht gebrochen, wir sind nicht am Ende der Opfer. Die Nation wird diese Opfer weiter tragen mit demselben Heroismus, mit dem sie es bisher getan hat. Denn wir müssen und wollen den Verteidigungskrieg, den wir, von allen Seiten bedrängt, für Recht und Freiheit führen, bis zum guten Ende durchkämpfen. (Allseitiger lebhafter Beifall.) Dann wollen wir auch der Unbill gedenken, mit der man sich an unseren in Feindesland lebenden wehrlosen Landsleuten zum Teil in einer jeder Zivilisation hohnsprechenden Weise (Lebhafte Zustimmung) vergriffen hat. Die Welt muß erfahren, daß niemand einem Deutschen ungesühnt ein Haar krümmen kann. (Allseitige stürmische Zustimmung.)

Meine Herren! Wenige Augenblicke, nachdem jene Sitzung vom 4. August zu Ende gegangen war, erschien der großbritannische Botschafter, um uns ein Ultimatum Englands und nach dessen sofortiger Ablehnung die Kriegserklärung zu überbringen. Da ich mich damals zu dieser endgültigen Stellungnahme der britischen Regierung noch nicht äußern konnte, will ich jetzt einige Ausführungen dazu machen.

Die Verantwortung an diesem größten aller Kriege liegt für uns klar. (Sehr richtig!) Die äußere Verantwortung tragen diejenigen Männer in Rußland, die die allgemeine Mobilisierung der russischen Armee betrieben und durch-

gesetzt haben. (Zustimmung.) Die innere Verantwortung aber trägt die britische Regierung. (Erneute lebhafte Zustimmung.) Das Londoner Kabinett konnte den Krieg unmöglich machen, wenn es in Petersburg unzweideutig erklärte, England sei nicht gewillt, aus dem österreichisch-serbischen Konflikt einen Kontinentalkrieg der Mächte herauswachsen zu lassen. Eine solche Sprache hätte auch Frankreich gezwungen, Rußland energisch von allen kriegerischen Maßnahmen abzuhalten. Dann aber gelangen unsere Vermittlungsaktionen zwischen Wien und Petersburg, und es gab keinen Krieg. England hat das nicht getan. England kannte die kriegslüsternen Treibereien einer zum Teil nicht verantwortlichen, aber mächtigen Gruppe um den Zaren, (Zustimmung), es sah, wie das Rad ins Rollen kam, aber es fiel ihm nicht in die Speichen. (Lebhafte Zustimmung.) Trotz aller Friedensbeteuerungen gab London in Petersburg zu verstehen, England stehe auf Seite Frankreichs und damit auch Rußlands. (Lebhafte Zustimmung.) Das zeigen klar und unwiderleglich die inzwischen erfolgten Publikationen der verschiedenen Kabinette, insbesondere das Blaubuch, das die englische Regierung herausgegeben hat. Nun gab es in Petersburg kein Halten mehr. Wir besitzen darüber das gewiß unverdächtige Zeugnis des belgischen Geschäftsträgers in Petersburg. Er berichtet — Sie kennen seine Worte, aber ich will sie hier wiederholen — er berichtet am 30. Juli an seine Regierung: „England gab anfänglich zu verstehen, daß es sich nicht in einen Konflikt hineinziehen lassen wolle. Sir *George Buchanan* sprach das offen aus. Heute aber ist man in St. Petersburg fest davon überzeugt, ja man hat sogar die Zusicherung, daß England Frankreich beistehen wird. Dieser Beistand fällt ganz außerordentlich ins Gewicht und hat nicht wenig dazu beigetragen, der Kriegspartei Oberwasser zu verschaffen.“ (Hört! Hört!)

Bis in den Sommer hinein haben die englischen Staatsmänner ihrem Parlament versichert: Kein Vertrag, keine Abmachung binde die schrankenlose Selbstbestimmung Englands, falls ein Krieg ausbräche. Frei könne Großbritannien sich entscheiden, ob es an einem europäischen Kriege teilnehmen wolle oder nicht. Also war es keine Bündnispflicht, kein Zwang, es war auch keine Bedrohung des eigenen Landes, die die englischen Staatsmänner veranlaßte, den Krieg entstehen zu lassen und dann sofort selbst in ihn einzutreten? Dann bleibt nur übrig, daß das Londoner Kabinett diesen Weltkrieg, diesen ungeheuerlichen Weltkrieg kommen ließ, weil ihm die Gelegenheit gekommen schien, mit Hilfe seiner politischen Ententegenossen den Lebensnerv seines größten europäischen Konkurrenten auf dem Weltmarkte zu zerstören. (Lebhafte Zustimmung.) So trägt England mit Rußland zusammen — über Rußland habe ich mich am 4. August ausgesprochen — vor Gott und der Menschheit die Verantwortung für diese Katastrophe, die über Europa, die über die Menschheit hereingebrochen ist. (Sehr wahr!)

Die belgische Neutralität, die England zu schützen vorgab, ist eine Maske. (Zustimmung.) Am 2. August abends 7 Uhr teilten wir in Brüssel mit, die uns bekannten Kriegspläne Frankreichs zwängen uns, um unserer

Selbsterhaltung willen durch Belgien zu marschieren. (Sehr wahr!) Aber schon am Nachmittag dieses 2. August, also bevor in London das Geringste von unserer Demarche in Brüssel bekannt war und bekannt sein konnte, hatte die englische Regierung Frankreich Unterstützung zugesagt (Hört, hört!), und zwar bedingungslos zugesagt für den Fall eines Angriffs der deutschen Flotte auf die französische Küste. (Hört, hört!) Von der belgischen Neutralität war dabei mit keinem Wort die Rede. Diese Tatsache ist festgestellt durch die Erklärung, die Sir *Edward Grey* am 3. August im Unterhause abgab und die mir am 4. August infolge des erschwerten telegraphischen Verkehrs nicht *in extenso* bekannt war, und bestätigt durch das Blaubuch der englischen Regierung selbst. Wie hat da England behaupten können, es habe das Schwert gezogen, weil wir die belgische Neutralität verletzt hätten? (Lachen, Zurufe.) Und wie konnten die englischen Staatsmänner, denen doch die Vergangenheit genau bekannt war, überhaupt von belgischer Neutralität sprechen? (Sehr richtig!) Als ich am 4. August von dem Unrecht sprach, das wir mit dem Einmarsch in Belgien begingen, stand noch nicht fest, ob sich die Brüsseler Regierung nicht in der Stunde der Not dazu entschließen würde, das Land zu schonen und sich unter Protest auf Antwerpen zurückzuziehen. Sie erinnern sich, daß ich nach der Einnahme von Lüttich auf den Antrag unserer Heeresleitung eine erneute Aufforderung in diesem Sinne an die belgische Regierung gerichtet habe. Aus militärischen Gründen mußte die Möglichkeit zu einer solchen Entwickelung am 4. August unter allen Umständen offengehalten werden. Für die Schuld der belgischen Regierung lagen schon damals mannigfache Anzeichen vor. Positive schriftliche Beweise standen mir noch nicht zu Gebote. Den englischen Staatsmännern aber waren diese Beweise genau bekannt. (Sehr richtig!) Und wenn jetzt durch die in Brüssel aufgefundenen, von mir der Oeffentlichkeit übergebenen Aktenstücke festgestellt worden ist, wie und in welchem Grade Belgien seine Neutralität England gegenüber aufgegeben hatte, so ist nunmehr alle Welt über zwei Tatsachen im klaren: Als unsere Truppen in der Nacht vom 3. auf den 4. August das belgische Gebiet betraten, befanden sie sich auf dem Boden eines Staates, der seine Neutralität selbst längst durchlöchert hatte (Sehr richtig!); und die andere Tatsache: Nicht um belgischer Neutralität willen, die es selbst mit untergraben hatte, hat uns England den Krieg erklärt, sondern weil es glaubte, zusammen mit zwei großen Militärmächten des Festlandes unser Herr werden zu können. (Wiederholte lebhafte Zustimmung.)

Seit dem 2. August, seit seinem Versprechen der Kriegsfolge an Frankreich, war England nicht mehr neutral, sondern tatsächlich im Kriegszustand mit uns. Die Motivierung seiner Kriegserklärung vom 4. August mit der Verletzung der belgischen Neutralität war nichts als ein Schaustück, geeignet, das eigene Land und das neutrale Ausland über die wahren Beweggründe zum Kriege irre zu führen. (Sehr richtig!) Jetzt, wo der bis in alle Einzelheiten ausgearbeitete englisch-belgische Kriegsplan enthüllt ist, ist die Politik der englischen Staatsmänner für alle Zeiten vor der Welt-

geschichte gekennzeichnet. (Sehr richtig!) Die englische Diplomatie selbst hat ja auch noch ein übriges dazu getan. Auf ihren Ruf entreißt uns Japan das heldenmütige Kiautschou und verletzt dabei die chinesische Neutralität. (Sehr richtig!) Ist England gegen diesen Neutralitätsbruch eingeschritten (Sehr richtig! Sehr gut!), hat es da seine peinliche Fürsorge für die neutralen Staaten gezeigt? (Sehr gut!)

Meine Herren! Als ich vor 5 Jahren auf diesen Platz berufen wurde, stand dem Dreibund fest gefügt die Tripelentente gegenüber. Ein Werk Englands, bestimmt, dem bekannten Prinzip der *balance of power* zu dienen. Das heißt ins Deutsche übertragen: Der seit Jahrhunderten befolgte Grundsatz englischer Politik, sich gegen die stärkste Macht des Kontinents zu wenden, sollte in der Tripelentente sein stärkstes Werkzeug finden. Darin lag von vornherein der aggressive Charakter der Tripelentente gegenüber den rein defensiven Tendenzen des Dreibundes, darin lag der Keim zu gewaltsamer Explosion. Ein Volk von der Größe und Tüchtigkeit des deutschen läßt sich in seiner freien und friedlichen Entwickelung nicht ersticken. (Sehr richtig!)

Angesichts dieser Kombination war der deutschen Politik der Weg klar vorgeschrieben. Sie mußte versuchen, durch Verständigung mit den einzelnen Mächten der Tripelentente die Kriegsgefahr zu bannen; sie mußte gleichzeitig unsere Wehrkraft so stärken, daß sie dem Kriege, wenn er doch kam, gewachsen war. Sie wissen, meine Herren, wir haben beides getan.

In Frankreich begegneten wir immer wieder dem Revanchegedanken. Von ehrgeizigen Politikern genährt, erwies er sich stärker als der unzweifelhaft von einem Teile des französischen Volkes gehegte Wunsch, mit uns in nachbarlichen Verhältnissen zu leben. Mit Rußland kam es zwar zu einzelnen Vereinbarungen, aber seine feste Allianz mit Frankreich, sein Gegensatz zu dem uns verbündeten Oesterreich-Ungarn und ein von panslavistischen Machtgelüsten gezüchteter Deutschenhaß machten Vereinbarungen unmöglich, die im Falle von politischen Krisen die Kriegsgefahr ausgeschlossen hätten. Verhältnismäßig am freiesten stand England da. Ich habe schon vorhin daran erinnert, mit welcher Emphase die englischen Staatsmänner immer aufs neue ihrem Parlament das ganz ungebundene Selbstbestimmungsrecht Großbritanniens gerühmt haben. Hier konnte am ehesten der Versuch zu einer Verständigung gemacht werden, die tatsächlich den Weltfrieden garantiert hätte. Danach habe ich gehandelt, danach mußte ich handeln. Der Weg war schmal, das wußte ich wohl. Die insulare englische Denkart hat im Laufe der Jahrhunderte einen politischen Grundsatz ausgestaltet, den Grundsatz nämlich, daß England mit der Kraft eines selbstverständlichen Dogmas ein *arbitrium mundi* gebühre, das es nur aufrecht erhalten könne durch die unbestrittene Seeherrschaft einerseits und durch das vielberufene Gleichgewicht der Kräfte auf dem Kontinent andererseits. Ich habe niemals gehofft, diesen alten englischen Grundsatz durch Zureden zu brechen. Was ich für möglich hielt, war, daß die wachsende Macht Deutschlands und das wachsende

Risiko eines Krieges England nötigen könnte, einzusehen, daß dieser alte Grundsatz unhaltbar, unpraktisch geworden und ein friedlicher Ausgleich mit Deutschland vorzuziehen ist.

Aber jenes Dogma lähmte immer wieder die Möglichkeit der Verständigung.

Einen neuen Anstoß erhielten die Verhandlungen durch die Krisis von 1911. Dem englischen Volke war über Nacht klar geworden, daß es vor dem Abgrund eines europäischen Krieges gestanden hatte. Die Volksstimmung zwang die englischen Machthaber zu einer Annäherung an Deutschland. In langwieriger Arbeit gelang es schließlich, sich über verschiedene strittige wirtschaftliche Interessenfragen, die Afrika und Vorderasien betrafen, zu verständigen. Damit sollten die möglichen politischen Reibungsflächen vermindert werden. Die Welt ist weit, sie bietet, wenn man nur die freie Entfaltung unserer Kräfte nicht hindern will, beiden Völkern Raum genug, in friedlichem Wettbewerb ihre Kräfte zu messen. (Zustimmung.) Das war ein von der deutschen Politik stets vertretener Grundsatz. Aber während wir so handelten, war England unablässig darauf bedacht, seine Beziehungen zu Frankreich und Rußland immer enger zu gestalten. Das Entscheidende dabei war, daß über das politische Gebiet hinaus immer festere militärische Abmachungen für den Fall eines Kontinentalkrieges getroffen wurden. England betrieb diese Verhandlungen möglichst geheim. Wenn etwas davon durchsickerte, wurde ihre Bedeutung in Presse und Parlament als durchaus harmlos hingestellt. Verborgen blieben sie uns nicht, wie Sie aus den Veröffentlichungen wissen, die ich veranlaßt habe. Die gesamte Situation war eben die: England war zwar bereit, sich über Einzelfragen mit uns zu verständigen. Oberster und erster Grundsatz seiner Politik aber blieb ihm: Deutschland muß in der freien Entfaltung seiner Kräfte in Schach gehalten werden durch die *balance of power*. Das ist die Grenzlinie für freundschaftliche Beziehungen mit Deutschland. Zu dem Zwecke: Stärkung der Tripelentente bis aufs Aeußerste. Als die Freunde militärische Zusicherungen dafür verlangen, sind die englischen Staatsmänner sofort bereit, sie zu geben. Der Ring ist geschlossen. England ist Frankreichs Gefolgschaft sicher und damit auch der Rußlands. Aber freilich, auch England bindet seinen Willen, Wollen Frankreich oder Rußland, wo die in beiden Ländern vorhandenen chauvinistischen Kreise in der militärischen Konnivenz Englands ihre stärkste Stütze finden, wollen Frankreich oder Rußland losgehen, England ist moralisch in den Händen seiner Freunde. Und das alles zu welchem Zweck? Deutschland muß niedergehalten werden! Wir haben es an Warnungen bei der englischen Regierung nicht fehlen lassen. Noch zu Anfang Juli d. J. habe ich der englischen Regierung andeuten lassen, daß mir ihre geheimen Verhandlungen mit Rußland über eine Marinekonvention bekannt seien. Ich habe sie auf die ernsten Gefahren aufmerksam gemacht, die diese englische Politik für den Weltfrieden berge. Vierzehn Tage später schon trat das ein, was ich vorausgesagt hatte.

Wir haben aus der gesamten Lage der Dinge die Konsequenzen gezogen. Schnell hintereinander habe ich Ihnen die größten Rüstungsvorlagen gebracht, die die deutsche Geschichte kennt, und Sie haben in voller Erkenntnis der Gefahr einmütig und opferbereit bewilligt, was für unsere Selbstverteidigung notwendig war.

Und als nun der Krieg ausgebrochen ist, läßt England jeden Schein fallen. Laut und offen verkündet es, England will kämpfen, bis Deutschland niedergezwungen ist, wirtschaftlich und militärisch. Panslawistischer Deutschenhaß stimmt jubelnd zu, Frankreich hofft mit der ganzen Kraft einer alten soldatischen Nation, die Scharte von 1870 auszuwetzen. Darauf haben wir an unsere Feinde nur die eine Antwort: Deutschland läßt sich nicht vernichten. (Lebhaftes Bravo!)

Wie unsere militärische, so hat sich auch unsere finanzielle Kraft glänzend bewährt, sich rückhaltlos in den Dienst des Vaterlandes gestellt. Das wirtschaftliche Leben wird aufrechterhalten, die Zahl der Arbeitslosen ist verhältnismäßig gering. Die Organisationskraft und Organisationskunst Deutschlands sucht in immer neuen Formen Uebeln vorzubeugen, Schäden auszugleichen. Kein Mann, keine Frau entzieht sich der freiwilligen Mitarbeit. Keine Werbetrommel braucht gerührt zu werden. (Sehr richtig! Heiterkeit.) Und alles zu dem einzigen und großen Zweck, für das Land der Väter, für die Hoffnung der Kinder und Enkel alles hinzugeben an Gut und Blut Wenn dieser Geist, diese sittliche Größe des Volkes in Waffen gegenüber einer Welt von Feinden von unseren Gegnern als Militarismus geschmäht wird, wenn sie uns Hunnen und Barbaren schelten, wenn sie eine Flut von Lügen über uns auf dem Erdenrund verbreiten, ich glaube wahrlich, wir können stolz genug sein, uns darum nicht zu grämen. (Bravo!) Dieser wunderbare Geist, der die Herzen des deutschen Volkes durchglüht in nie gesehener Einigkeit, in der unbedingtesten Hingabe des einen an den anderen, er muß und er wird siegreich bleiben.

Und wenn ein ruhmvoller, wenn ein glücklicher Friede erkämpft sein wird, dann wollen wir diesen Geist hochhalten als das heiligste Vermächtnis dieser furchtbar ernsten und großen Zeit. (Bravo!) Wie vor einer Zaubergewalt sind die Schranken gefallen, die eine öde und dumpfe Zeit lang die Glieder des Volkes trennten, die wir gegeneinander aufgerichtet hatten in Mißverstand, in Mißtrauen und Mißgunst. Eine Befreiung, eine Beglückung ist es, daß nun einmal dieser große Wust und Unrat weggefegt ist (Bravo!), daß nur der Mann gilt, einer gleich dem andern, einer dem andern die Hand reichend für ein einiges und heiliges Ziel. (Bravo!) Ich wiederhole noch einmal das Wort, das der Kaiser sprach, als der Krieg ausbrach: Ich kenne keine Parteien mehr, ich kenne nur noch Deutsche. Wenn der Krieg beendet sein wird, werden Parteien wiederkehren. Ohne Parteien, ohne politischen Kampf kein politisches Leben auch für das freieste und einigste Volk! Aber kämpfen wollen wir dafür — ich für meinen Teil verspreche es Ihnen —, daß es in diesem Kampf nur mehr Deutsche geben darf. (Lebhafter Beifall.)

Meine Herren, ich schließe meine kurzen Ausführungen. Die Zeit ist nicht für Worte. Nicht über alle Fragen, die das Volk und die auch mich im Tiefsten bewegen, kann ich sprechen. Nur eins noch! In Treue und mit heißem Dank gedenken wir der Söhne Deutschlands, die auf den Schlachtfeldern im Osten und Westen, auf hoher See, an den Gestaden des Stillen Ozeans und in unseren Kolonien für die Ehre des Vaterlandes ihr Leben gelassen haben. Vor ihrem jetzt verstummten Heldenmut einigen wir uns in dem Gelöbnis, auszuharren bis zum letzten Hauch, damit Kinder und Enkel in einem stärkeren Deutschland, frei und gesichert gegen fremde Drohung und Gewalt, an der Größe des Reiches weiterbauen können. (Großer Beifall.) Und dieses Gelöbnis soll hinausschallen zu unseren Söhnen und Brüdern, die weiterkämpfen gegen den Feind, zu dem Herzblut Deutschlands, das in zahl- und namenlosem Heldentum aufwallt, für das wir bereit sind, alles herzugeben, was wir haben; hinausschallen auch zu unsern Landsleuten im Ausland, den draußen für uns sorgenden, den von der Heimfahrt abgeschnittenen und gefährdeten, den widerrechtlich gefangenen und mißhandelten.

Wir halten durch, bis wir Sicherheit haben, daß keiner mehr wagen wird, unsern Frieden zu stören, einen Frieden, in dem wir deutsches Wesen und deutsche Kraft entfalten und entwickeln wollen — als freies Volk. (Ungeheurer jubelnder Beifall im ganzen Hause und auf den Tribünen. Stürmisches Händeklatschen, das sich immer erneut. Die Beifallskundgebungen dauern minutenlang.)

Nr. CXXX. Die österreichisch-ungarische Regierung.

a) Einleitung der Volksausgabe des Rotbuches (s. oben S. 210).

Seit die Dynastie Karageorgević den blutbefleckten Thron Serbiens bestiegen und sich mit den Verschwörern gegen das Leben König Alexanders umgeben hat, verfolgte das Königreich beständig, wenn auch auf verschiedenen Wegen und mit wechselnder Intensität, das Ziel, durch eine feindselige Propaganda und durch revolutionäre Umtriebe die von Südslawen bewohnten Gebiete Oesterreich-Ungarns zu unterminieren und sie dann, wenn die Weltlage für die Verwirklichung der großserbischen Pläne günstig wäre, von der Monarchie loszureißen.

Wie hoch die Hoffnungen des Savekönigreiches gespannt waren und wie nahe es sich dem ersehnten Ziele dünkte, trat in der erbitterten Feindseligkeit und in der tiefen Enttäuschung klar zutage, welche die Annexion Bosniens und der Herzegovina in Serbien hervorrief und die dieses verhetzte und betörte Land bis an den Rand des Krieges trieben.

Von der russischen Schutzmacht, die sich damals für noch nicht hinlänglich gerüstet hielt, im Stiche gelassen, sah sich die serbische Regierung im Frühjahr 1909 veranlaßt, feierlich vor Europa zu erklären, daß sie die durch die Annexion geschaffene völker- und staatsrechtliche Neuordnung, durch welche die Interessen Serbiens nicht verletzt worden seien, anerkenne,

die gegen die Monarchie ausgerüsteten Banden auflösen und in Hinkunft mit Oesterreich-Ungarn freundschaftliche Beziehungen unterhalten werde.

Die Erwartungen blieben unerfüllt, daß es der Monarchie nunmehr möglich sein würde, im Frieden und in guter Nachbarschaft mit Serbien zu leben, wie während der Regierungszeit der Obrenović, und die Interessen dieses Staates, der die Anerkennung seiner Unabhängigkeit auf dem Berliner Kongresse Oesterreich-Ungarn verdankt, wie damals mit Wohlwollen zu berücksichtigen und zu fördern. Die serbische Regierung, die durch ihr Versprechen zur Pflege freundnachbarlicher Beziehungen zu Oesterreich-Ungarn verpflichtet war, hat ihrer Presse gestattet, in unerhörter Weise den Haß gegen die Monarchie zu schüren; sie hat zugelassen, daß auf serbischem Territorium bestehende Vereinigungen unter Führung von hohen Offizieren, Staatsbeamten, Lehrern und Richtern öffentlich Bestrebungen verfolgen, welche die Revolutionierung von Gebieten Oesterreich-Ungarns zum Ziele hatten; sie hat nicht verhindert, daß Mitglieder ihrer Militär- und Zivilverwaltung in leitender Stellung das öffentliche Gewissen derart vergifteten, daß der gemeine Meuchelmord als beste Waffe im Kampfe gegen die Monarchie angesehen wurde. Aus der durch diese haßerfüllte Agitation geschaffenen Atmosphäre ist eine Reihe von Mordanschlägen gegen hochgestellte Funktionäre der Monarchie und schließlich das fluchwürdige, in Serbien planmäßig vorbereitete Attentat gegen die erhabene Person des Erzherzog-Thronfolgers *Franz Ferdinand* hervorgegangen. Sein Opfertod fürs Vaterland, von dem unsere Feinde in törichtem Wahne erwartet hatten, daß durch ihn der Zerfall der Monarchie beschleunigt werden würde, hat jedoch alle Völker Oesterreich-Ungarns in flammender Einmütigkeit um ihre Dynastie geschart. Der ganzen Welt ward kund, wie unerschütterlich die Fundamente waren, auf denen die Monarchie ruht, und wie treu und fest ihre Söhne zueinander halten. Sie alle empfanden es, und kein Zweifel konnte mehr bestehen, daß unsere Ehre, unsere Selbstachtung und unsere Lebensinteressen es gebieterisch erheischten, den frevelhaften Umtrieben Serbiens entgegenzutreten und Garantien für die Sicherheit Oesterreich-Ungarns zu schaffen.

Durch die schlimmen Erfahrungen, die die k. u. k. Regierung mit diesem hinterhältigen Nachbarstaate gemacht hatte, war der Weg vorgezeichnet, der allein zur Sicherung unserer Interessen führen konnte.

Es mußten alle jene Forderungen an Serbien gerichtet und die Garantien verlangt werden, welche die Bestrafung der Mitschuldigen an dem schändlichen Attentate und die Unterdrückung der großserbischen Bestrebungen gewährleisten würden. Da die beispiellose Geduld Oesterreich-Ungarns serbischerseits als Schwäche eingeschätzt worden war, mußte der Belgrader Regierung zum Bewußtsein gebracht werden, daß die Monarchie entschlossen sei, nötigenfalls bis zum äußersten zu gehen, um ihr Ansehen und ihren Besitzstand zu wahren, und daß die Winkelzüge des Savekönigreiches, welche durch ein scheinbares Eingehen auf die Forderungen Oesterreich-Ungarns die Mächte täuschen, jedoch die Möglichkeit offen halten sollten, in gleicher Weise wie

nach dem feierlichen Versprechen von 1909 die Wühlarbeit gegen die Monarchie fortzusetzen, nicht geduldet werden würden. Der gewohnten Taktik Serbiens gegenüber, mit den verwerflichsten Mitteln die Losreißung der südslavischen Gebiete Oesterreich-Ungarns vorzubereiten, jedoch Schutz und Straflosigkeit bei den Mächten zu suchen, wenn die Monarchie Rechenschaft für dieses Treiben verlangen sollte, gab es für die k. u. k. Regierung nur einen Weg, auf dem sie ihren Besitzstand schützen und der durch die serbischen Aspirationen immer wieder hervorgerufenen unerträglichen Schädigung ihres Wirtschaftslebens ein Ende bereiten konnte, ohne jedoch den Frieden Europas zu gefährden. Von Anfang an ist die k. u. k. Regierung den Befürchtungen der Mächte mit der Versicherung entgegengetreten, daß die Monarchie nicht über die Verteidigung ihrer Interessen hinausgehen werde und keinerlei Gebietserwerb beabsichtige. Innerhalb dieser selbst gesetzten Grenzen mußte sie aber darauf bestehen, daß der Streitfall mit Serbien direkt zwischen Oesterreich-Ungarn und diesem Staate ausgetragen werde. Die von Rußland verlangte Verlängerung der Serbien zur Antwort auf unsere Forderungen gestellten Frist hätte der Belgrader Regierung die Möglichkeit zu neuen Winkelzügen und zur Verschleppung geboten und der Einmischung einzelner Mächte zu ihren Gunsten Tür und Tor geöffnet. Eine Erstreckung der Frist mußte daher abgelehnt werden. Trotzdem Serbien noch vor der Erteilung seiner ausweichenden und verschlagenen Antwort die allgemeine Mobilisierung anordnete und hierdurch seine offene Feindseligkeit kundtat, hat die Monarchie noch zwei Tage gewartet, bis sie zur Kriegserklärung schritt. Die Anregung der englischen Regierung, daß die Schlichtung des serbischen Streitfalles einer Konferenz der Mächte überlassen werde, traf in Wien erst nach der Eröffnung der Feindseligkeiten ein und war daher durch die Ereignisse überholt. Dieser Vorschlag war jedoch an und für sich nicht geeignet, die Interessen der Monarchie sicherzustellen. Nur die integrale Annahme der österreichisch-ungarischen Forderungen seitens der Belgrader Regierung hätte eine Bürgschaft für ein erträgliches Nachbarverhältnis zu Serbien geboten. Die Ententemächte waren hingegen von dem Wunsche geleitet, die wirksamen und für Serbien empfindlichen Forderungen Oesterreich-Ungarns im Wege eines Kompromisses zu beseitigen, wodurch jegliche Gewähr für ein künftiges korrektes Verhalten des Savekönigreiches benommen und Serbien ermutigt worden wäre, die auf die Losreißung der südlichen Gebiete Oesterreich-Ungarns abzielenden Bestrebungen fortzusetzen.

Als die k. u. k. Regierung von Serbien forderte, daß es die im Königreiche befindlichen Mitschuldigen an dem Verbrechen von Sarajevo bestrafe und die Pflichten erfülle, welche die Voraussetzungen für ein friedliches Verhältnis zwischen Nachbarstaaten bilden, verfolgte sie nicht nur das Ziel, unsere Dynastie vor Attentaten und den Besitzstand der Monarchie vor frevelhaften Umtrieben zu schützen. Sie vertrat das gemeinsame Interesse der zivilisierten Welt, daß Mordanschläge nicht straflos als Werkzeug im politischen Kampfe benützt werden dürfen und daß Serbien den europäischen Frieden durch seine Aspirationen nicht unaufhörlich bedrohe.

Ein schweres Unrecht haben die Ententemächte begangen, als sie im Banne ihrer politischen Selbstsucht sich diesen Postulaten der öffentlichen Moral und der Menschlichkeit verschlossen und für das schuldbeladene Königreich Partei ergriffen. Hätten sie den Versicherungen der Monarchie, die sich durch ihre konservative Politik und ihre Friedensliebe während der gewaltigen Umwälzungen auf der Balkanhalbinsel vollen Anspruch auf Vertrauen erworben hatte, Gehör geschenkt und dem serbischen Streitfall gegenüber eine zuwartende Haltung eingenommen, so wäre der Weltkrieg vermieden worden. Für das unendliche Leid, das nun über die Menschheit hereingebrochen ist, müssen sie vor der Geschichte verantwortlich gemacht werden.

Es kann keinem Zweifel unterliegen, daß der kleine serbische Staat es nie gewagt hätte, in kaum verhüllter Feindseligkeit auf die Losreißung der von Südslaven bewohnten Gebiete der großen Nachbarmonarchie hinzuarbeiten, wenn er nicht des geheimen Einverständnisses und des Schutzes Rußlands sicher gewesen wäre und darauf rechnen konnte, daß die mächtige panslavistische Strömung im Zarenreiche nötigenfalls die russische Regierung zwingen würde, dem Königreiche im Kampfe für die Verwirklichung der großserbischen Pläne beizuspringen.

Im Laufe der letzten zwei Jahrhunderte hat sich das russische Reich mit der elementaren Gewalt eines Gletschers über riesige Gebiete erstreckt und hat immer neue Völkerschaften unter die moskowitische Herrschaft gezwungen, die ihre Kultur, Religion und Sprache unterdrückt. Diesem rastlosen Drange zur Weltbeherrschung schwebt als höchstes und unverrückbares Ziel der Besitz der Meerengen vor, welcher dem russischen Reiche die Vorherrschaft im nahen Oriente und in Kleinasien gewährleisten und der russischen Ausfuhr einen von fremdem Willen unabhängigen Durchlaß sichern würde.

Da die Verwirklichung dieser Pläne hohe Interessen Oesterreich-Ungarns und Deutschlands verletzen und daher auf den unausweichlichen Widerstand dieser Mächte stoßen mußte, waren die Bestrebungen der russischen Politik darauf gerichtet, ihre Widerstandsfähigkeit zu schwächen. Der der russischen Weltherrschaft den Weg verlegende mächtige zentraleuropäische Block sollte zersprengt und Deutschland isoliert werden. Es galt zunächst die habsburgische Monarchie durch die Schaffung des Balkanbundes einzukreisen und ihre Herrschaft durch die panslavistische und die serbische Wühlarbeit in ihren Grenzgebieten zu untergraben. Die Vorbedingung für die Verwirklichung dieses Planes war die Niederwerfung und Zurückdrängung der Türkei, damit die erhöhte Kraft der christlichen Balkanstaaten zur Verwertung gegen die beiden Zentralmächte frei werde.

Als der Balkanbund durch den Streit um die der Türkei entrissenen Gebiete zerfiel und die russischen Pläne vereitelt zu werden drohten, hat die „Schutzmacht" der Slaven es zugelassen, daß Bulgarien niedergeworfen, gedemütigt und um den größten Teil seines Besitzerwerbes gebracht wurde. Durch die Aussicht auf Gebietserweiterungen, die auf Kosten der Monarchie durch eine staffelweise Vorrückung der Grenzen von Ost nach West geplant

waren, sollte der Balkanbund wiederhergestellt werden, der seit den Niederlagen der Türkei nur mehr gegen Oesterreich-Ungarn und Deutschland gerichtet sein konnte und von Rußland und Frankreich zur Verschiebung des europäischen Kräfteverhältnisses verwertet werden sollte. In diesem die Existenz der Monarchie und den Weltfrieden bedrohenden frevelhaften Spiele der russischen Diplomatie war Serbien ein wichtiges Stichblatt, das Rußland auch nicht um den Preis der Verhütung eines Weltkrieges aus der Hand geben wollte.

Die k. u. k. Regierung hat — hierfür legen die Aktenstücke dieser Sammlung Zeugnis ab — immer wieder bis knapp vor dem Kriegsausbruche dem Petersburger Kabinette versichert, daß sie kein russisches Interesse verletzen, kein serbisches Territorium erwerben und die Souveränität Serbiens nicht antasten werde, und daß sie bereit sei, über die österreichisch-ungarischen und russischen Interessen mit der russischen Regierung zu verhandeln. Diese hat sich jedoch mit den feierlichen Erklärungen der k. u. k. Regierung nicht zufrieden gegeben, sondern bereits im Communiqué vom 24. Juli einen drohenden Ton angeschlagen; sie hat am 29. Juli, obwohl Oesterreich-Ungarn keinen einzigen Mann gegen Rußland mobilisiert hatte, die die Monarchie bedrohende Mobilmachung der Militärbezirke von Odessa, Kiew, Moskau und Kasan angeordnet und am 31. Juli die allgemeine Mobilisierung verfügt, der wiederholten Warnungen des k. u. k. Botschafters und der bereits am 26. abgegebenen Erklärung der deutschen Regierung nicht achtend, daß vorbereitende militärische Maßnahmen Rußlands Deutschland zu Gegenmaßregeln zwingen würden, die in der Mobilisierung der Armee bestehen müßten, und daß die Mobilisierung den Krieg bedeute.

Am 24. Juli hat der k. u. k. Botschafter dem russischen Minister des Aeußern gegenüber die Friedensliebe der Monarchie hervorgehoben. Ihr einziges Ziel sei, daß der Bedrohung unserer Dynastie durch serbische Bomben und unseres Territoriums durch die revolutionären Umtriebe Serbiens ein Ende bereitet werde.

Dieses Ziel zu erreichen, war eine Lebensfrage der Monarchie. Sie konnte sich daher durch die Möglichkeit eines Zusammenstoßes mit Rußland, falls dieses Serbien in Schutz nehmen sollte, nicht abschrecken lassen, der unerträglichen Situation ein Ende zu bereiten, daß ein russischer Freibrief dem Savekönigreiche die dauernde ungestrafte und unstrafbare Bedrohung Oesterreich-Ungarns ermögliche.

Am 30. Juli hat der englische Staatssekretär neuerdings angeregt, daß sich Oesterreich-Ungarn in seinem Konflikte mit Serbien der Vermittlung der Mächte bediene. Von dem Wunsche geleitet, ihr Möglichstes zu tun, um den Weltfrieden zu erhalten, hat sich die k. u. k. Regierung bereit erklärt, diese Vermittlung anzunehmen. Die Ehre und das Interesse Oesterreich-Ungarns aber erheischten, daß dies nicht unter dem Drucke der drohenden Maßnahmen Rußlands geschehe. Sie mußte daher vor allem fordern, daß die feindseligen Mobilisierungsmaßnahmen des Zarenreiches vorerst rückgängig

gemacht werden. Dieses Verlangen hat das Petersburger Kabinett mit der Mobilisierung der gesamten russischen Streitkräfte beantwortet.

Im Bunde mit der Selbstsucht Großbritanniens und der Revanchebegierde der französischen Republik hat die Petersburger Regierung kein Mittel verschmäht, um der Tripelentente die Vorherrschaft in Europa zu sichern und sich selbst freie Bahn für ihre kühnsten Pläne zu schaffen.

Mit skrupelloser Hand ist Rußland bestrebt gewesen, die Fäden seiner Politik zu einem Netze über dem Haupte der Monarchie zu verdichten.

Als sich Oesterreich-Ungarn, dem Gebote der Selbsterhaltung gehorchend, entschloß, diese Fäden zu zerreißen, hat Rußland versucht, der k. u. k. Regierung in den Arm zu fallen und die Monarchie zu demütigen.

In ihren Lebensinteressen auf das schwerste gefährdet, sahen sich Oesterreich-Ungarn und Deutschland vor die Wahl gestellt, ihre Rechte und ihre Sicherheit zu verteidigen oder vor den Drohungen Rußlands zurückzuweichen.

Sie sind den Weg gegangen, den ihnen Ehre und Pflicht wiesen.

b) Die Denkschrift (das „Dossier“) über die serbischen Vorgänge.
(**Rb.** Nr. 19, Volksausgabe S. 32—87.)

Graf Berchtold an die k. u. k. Botschafter in Berlin, Rom, Paris, London, St. Petersburg und Konstantinopel.

Wien, 25. Juli 1914.

Im Anbuge erhalten Euer Exzellenz das in der Zirkularnote an die Mächte angekündigte Dossier, das die großserbische Propaganda und ihre Zusammenhänge mit dem Sarajevoer Attentate zum Gegenstand hat.

Euer Exzellenz wollen dieses Dossier zur Kenntnis der dortigen Regierung bringen.

Memoire.

Die von Serbien ausgegangene Bewegung, die sich zum Ziele gesetzt hat, die südslawischen Teile Oesterreich-Ungarns von der Monarchie loszureißen, um sie mit Serbien zu einer staatlichen Einheit zu verbinden, reicht weit zurück.

In ihren Endzielen stets gleich bleibend und nur in ihren Mitteln und an Intensität wechselnd, hat diese Propaganda auf serbischem Boden zur Zeit der Annexionskrise einen ihrer Höhepunkte erreicht. Den schützenden Mantel der Heimlichkeiten abstreifend, war sie damals mit dem Einbekenntnisse ihrer Tendenzen offen hervorgetreten und hatte versucht, unter der Patronanz der serbischen Regierung mit allen ihr zur Verfügung stehenden Mitteln zur Verwirklichung ihrer Absichten zu gelangen.

Während die gesamte serbische Presse in gehässigen, die Tatsachen entstellenden Ausfällen zum Kampfe gegen die Monarchie aufrief, bildeten sich — von anderen Propagandamitteln abgesehen — Assoziationen, die diesen Kampf vorbereiteten.

An Bedeutung ragte unter diesen die Narodna odbrana hervor. Aus einem damals bestandenen revolutionären Komitee hervorgegangen, war diese als Privatverein konstituierte, jedoch vom Belgrader Auswärtigen Amte völlig abhängige Organisation von serbischen Militär- und Zivilfunktionären ins Leben gerufen worden. Als ihre Gründer fungierten unter anderen: General *Božo Janković*, die ehemaligen Minister *Ljuba Jovanović*, *Ljuba Davidović* und *Velislav Vulović*, der Direktor der Staatsdruckerei *Živojin Dačić* und die damaligen Hauptleute, jetzt Majore *Voja Tankosić* und *Milan Pribičević*. Dieser Verein hatte sich die Bildung und Ausrüstung von Freischaren für den bevorstehenden Krieg gegen die österreichisch-ungarische Monarchie zum Ziele gesetzt. (Siehe Beilage 2.)

Ein anschauliches Bild der damaligen Tätigkeit der Narodna odbrana liefert unter anderem die Aussage des vom Kreisgerichte in Sarajevo als Zeugen vernommenen bosnisch-herzegowinischen Landesangehörigen *Trifko Krstanović*, der sich zu jener Zeit in Belgrad befand und der, nebst anderen Angehörigen der Monarchie, von der Narodna odbrana als Komitatschi angeworben war. Mit etwa 140 anderen Bandenmitgliedern war *Krstanović* anfangs 1909 nach einer für die Ausbildung von Banden in Čuprija (Bezirk Jagodina) errichteten und von den Hauptleuten *Voja Tankosić* und *Dušan Putnik* geleiteten Schule gebracht worden. Als Lehrer fungierten dort ausschließlich serbische Offiziere. General *Božo Janković* und Hauptmann *Milan Pribičević* inspizierten diesen dreimonatlichen Bandenkurs in regelmäßigen Zeitabschnitten.

Dort erhielten die angehenden Komitatschis Unterricht im Schießen und Werfen von Bomben, im Minenlegen, Sprengen von Eisenbahnen, Tunnels und Brücken sowie im Zerstören von Telegraphenleitungen. Ihre Aufgabe war es, nach den Aufträgen ihrer Befehlshaber die neuerworbenen Kenntnisse in Bosnien und der Herzegowina in die Tat umzusetzen.

Durch diese ganz öffentlich betriebene und von der serbischen Regierung geförderte Aktion der Narodna odbrana wurde damals der Bandenkrieg gegen Oesterreich-Ungarn vorbereitet. Angehörige der Monarchie wurden hierbei zum Verrate an ihrem Vaterlande verleitet und systematisch dazu erzogen, als serbische Emissäre heimtückische Angriffe gegen die Verteidigungsmittel ihrer Heimat zu richten.

Diese Periode der aggressiven Aspirationen fand ihren Abschluß mit der von der serbischen Regierung am 31. März 1909 abgegebenen Erklärung, in welcher sich diese mit der durch die Annexion Bosniens und der Herzegowina geschaffenen völker- und staatsrechtlichen Neuordnung abfinden zu wollen erklärte und feierlich versprach, mit der österreichisch-ungarischen Monarchie in Hinkunft in freundschaftlichen Beziehungen leben zu wollen.

Mit dieser Erklärung schien auch das Ende der eine stete Quelle der Unruhe bildenden Bewegung gegen Oesterreich-Ungarn gekommen und der Weg zu einer wirklich freundschaftlichen Annäherung Serbiens an die Monarchie betreten. Der Förderung durch die serbische Regierung beraubt und

von ihr pflichtgemäß bekämpft, hätte die monarchiefeindliche Propaganda nur mehr ein schattenhaftes, dem baldigen Untergange geweihtes Dasein fristen können. Dagegen hätten die zwischen den südslawischen Teilen der Monarchie und Serbien auf sprachlichem, ethnischem und kulturellem Gebiete bestehenden Berührungspunkte zur Verrichtung gemeinsamer, vom Geiste gegenseitiger Freundschaft und paralleler Interessen getragener Kulturarbeit führen müssen.

Diese Erwartungen haben sich jedoch nicht erfüllt.

Die monarchiefeindlichen Aspirationen sind geblieben, und unter den Augen der serbischen Regierung, die nichts getan hat, um diese Bewegung zu unterdrücken, hat die gegen Oesterreich-Ungarn gerichtete Propaganda nur noch an Breite und Tiefe gewonnen. Der Haß gegen die Monarchie wurde wacherhalten und durch stets neue Anfachung zu einem unversöhnlichen gestaltet. Mit den alten, der geänderten Situation angepaßten und durch neue Methoden ergänzten Mitteln wurde das Volk Serbiens „zum unvermeidlichen Vernichtungskampfe“ gegen Oesterreich-Ungarn aufgerufen. Systematisch wurden geheimnisvolle Fäden nach den südslawischen Gebieten der Monarchie gesponnen und deren Bürger zum Verrate am Vaterlande geworben.

Vor allem hat die serbische Presse seither nicht aufgehört, in diesem Geiste zu wirken.

Nicht weniger als 81 in Serbien erscheinenden Zeitschriften mußte bis heute wegen ihres die inländischen Strafgesetze verletzenden Inhaltes das Postdebit entzogen werden.

Kaum eine der Strafnormen, welche die erhabene Person des Monarchen, die Mitglieder Allerhöchstseines Hauses und die Integrität des Staates schützen, ist seitens der serbischen Blätter unverletzt geblieben. Einige wenige aus der überreichen Fülle dieses Materials entnommene, aus verschiedenen Zeitpunkten stammende Proben dieser Preßstimmen sind in der Beilage 1 zusammengestellt.

Ohne in eine detaillierte Besprechung dieser Aeußerungen der öffentlichen Meinung Serbiens einzugehen, muß immerhin bemerkt werden, daß sie die Annexion Bosniens und der Herzegowina trotz der serbischerseits erfolgten Anerkennung dieses Aktes nach wie vor als einen an Serbien verübten Raub, der einer Remedur bedarf, hinstellen, ein Gedanke, der nicht bloß in den Blättern schärfster Richtung in allen Variationen ihrer unflätigen Sprache immer wiederkehrt, sondern der auch in der dem Belgrader Auswärtigen Amte so nahestehenden „Samouprava“ in kaum verhüllter Form ausgesprochen wird (lit. *b* der Beilage 1).

Ebenso kann nicht unterlassen werden, das Augenmerk darauf zu lenken, wie das am 15. Juni 1910 in Sarajevo von *Bogdan Zerajić* verübte Attentat gegen den Landes-Chef von Bosnien und der Herzegowina, Feldzeugmeister *von Varešanin*, publizistisch verwertet wurde.

Wie bekannt, hatte sich *Zerajić* unmittelbar nach der Tat entleibt und vor deren Verübung seine gesamten Papiere verbrannt. Unter diesen Umständen vermochten die Motive seines Anschlages nicht vollkommen klargestellt zu werden. Immerhin konnte man aber aus einem bei ihm gefundenen Abzeichen schließen, daß er Krapotkinschen Ideen huldigte. Auch die geführten Erhebungen deuteten darauf hin, daß man es mit einem auf anarchistischen Grundlagen beruhenden Verbrechen zu tun hatte.

Dies hinderte jedoch die Presse Serbiens nicht, den Attentäter als serbischen Nationalhelden zu feiern und seine Tat zu verherrlichen. Ja, die „Politika" verwahrte sich förmlich dagegen, daß *Zerajić* Anarchist gewesen sei, und reklamierte ihn als „heldenmütigen Serben, dessen Name jeder Serbe mit Achtung und Schmerz nennen wird".

Das Datum des 18. August[1]) desselben Jahres hielt die „Politika" für eine passende Gelegenheit, sich mit dem Anschlage des *Zerajić*, „dessen Name im Volke wie etwas ‚Heiliges' genannt werde", neuerlich zu befassen und das Attentat in einem Gedichte zu feiern (lit. *a* der Beilage 1).

So wurde dieses Verbrechen, das mit den Aspirationen auf Territorien der Monarchie nichts zu tun hatte, für die Förderung dieser Ideen ausgebeutet und durch die Glorifizierung des *Zerajić* der Mord ganz ausdrücklich als ein rühmliches und nachahmenswertes Mittel im Kampfe für die Verwirklichung dieser Gedanken anerkannt. Diese Sanktionierung des Mordes als einer vollkommen zulässigen Methode im Kampfe gegen die Monarchie kehrt später in den Blättern bei Besprechung des von *Jukić* verübten Attentates gegen den königlichen Kommissär von Cuvaj wieder (lit. *c* der Beilage 1).

Diese nicht nur in Serbien verbreiteten, sondern — wie später gezeigt werden wird — auf wohlorganisierten Schleichwegen in die Monarchie eingeschmuggelten Zeitungen waren es, die bei den breiten Massen jene Stimmungen erzeugten und wacherhielten, welche einen fruchtbaren Nährboden für die Machenschaften der monarchiefeindlichen Assoziationen boten.

Zum Zentralpunkte dieser von Vereinen betriebenen Agitation wurde die Narodna odbrana. Dieselben Personen, die zur Zeit der Annexion an der Spitze des Vereines gestanden waren, bildeten auch jetzt seine Leitung; wieder findet man hier, wie seinerzeit, als die energischesten und tätigsten Organisatoren die heftigsten Gegner der Monarchie: den General *Božo Janković*, den Direktor der Staatsdruckerei *Živojin Dačić* sowie die Majore *Milan Pribičević* und *Voja Tankosić*. Organisatorisch auf eine in die Breite und Tiefe gehende Basis gestellt und hierarchisch straff gegliedert (siehe Beilage 2 unter „Organisation"), besaß die Narodna odbrana bald zirka 400 Ausschüsse, die eine lebhafte Agitation entfalteten.

Hierzu kam, daß die Narodna odbrana zu dem Schützenbunde (mit 762 Vereinen), dem Sokolbunde „Dušan Silni" (mit 2500 Mitgliedern), dem olympischen Klub, dem Reitervereine „Knez Mihajlo", dem Jägerbunde und

---

[1]) Geburtstag Seiner k. und k. Apostolischen Majestät.

der Kulturliga in engste Verbindung trat und zahlreiche andere Vereine in ihre Dienste stellte, die alle, von der Narodna odbrana geführt und unterstützt, in deren Sinn wirken. In steter gegenseitiger Durchdringung gelangten diese Vereine zu einer förmlichen Amalgamierung, so daß sie heute eigentlich alle nur Glieder des einen Körpers der Narodna odbrana sind.

So spannte die Narodna odbrana über ganz Serbien ein engmaschiges Netz der Agitation, mit welchem sie alle für ihre Ideen Empfänglichen an sich zog.

Welches aber der Geist ist, in dem die Narodna odbrana wirkt, das geht mit genügender Klarheit schon aus ihren offiziellen Vereinspublikationen hervor.

In ihren Statuten im Kleide eines Kulturvereines auftretend, dem nur die geistige und körperliche Entwicklung der Bevölkerung Serbiens sowie deren materielle Kräftigung am Herzen liegt, enthüllt die Narodna odbrana in ihrem Vereinsorgane (siehe Beilage 2) den wahren und einzigen Grund ihres Daseins, ihr sogenanntes „reorganisiertes Programm", nämlich:

In „fanatischer und unermüdlicher Arbeit" dem serbischen Volke unter dem Vorwande, daß ihm die Monarchie „seine Freiheit und Sprache nehmen, ja Serbien zerschmettern" wolle, die „heilige Wahrheit" zu predigen, daß es eine unerläßliche Notwendigkeit ist, gegen Oesterreich-Ungarn, diesen seinen „ersten und größten Feind", den „Ausrottungskampf mit Gewehr und Kanone" zu führen und das Volk „mit allen Mitteln" auf diesen Kampf vorzubereiten, der zu führen ist „zur Befreiung der unterworfenen Gebiete", in denen „7 Millionen unterjochter Brüder schmachten".

Ausschließlich im Dienste dieser Idee stehen die „Kulturbestrebungen" der Narodna odbrana, als bloße Mittel zur Organisierung und Erziehung des Volkes für den ersehnten Vernichtungskampf gegen die Monarchie.

In eben diesem Geiste wirken aber alle der Narodna odbrana affilierten Vereine, wofür der Sokolverein in Kragujevac als Beispiel dienen möge (siehe Beilage 3).

Wie bei der Narodna odbrana, so stehen auch hier Offiziere, Professoren und Staatsbeamte an der Spitze.

Die Ansprache, mit welcher der Vereinspräsident Major *Kovačević* die Jahresversammlung im Jahre 1914 eröffnete, verzichtet vollkommen darauf, das Turnen, das doch der eigentliche Zweck eines Sokolvereines ist, zu erwähnen, und befaßt sich ausschließlich mit der „Vorbereitung zum Kampfe" gegen den „gefährlichen, herzlosen, lüsternen, lästigen und gefräßigen Feind im Norden", der „Millionen serbischer Brüder Freiheit und Recht nimmt und sie in Sklaverei und Ketten hält".

In dem Verwaltungsberichte dieses Vereines treten die sachlichen Ausführungen ganz in den Hintergrund und geben nur die Stichworte für das Bekenntnis des wahren „Zieles der Handlungen der Verwaltung" ab, nämlich: die Vorbereitung der nationalen Entwicklung und der Stärkung der „unterdrückten Nation" zu dem Ende, damit sie ihr „noch nicht erfülltes Programm,

ihre noch nicht erfüllte Arbeit“ zu Ende führen und jene „große Tat“ vollbringen könne, „die sich in nächster Zeit abspielen wird“: „die Befreiung der jenseits der Drina wohnenden Brüder, welche die Leiden des Gekreuzigten erdulden“.

Ja sogar der Kassier benützt seinen Kassenbericht zu dem Mahnrufe, man müsse „Falken erziehen“, die imstande sind, den „noch nicht befreiten Brüdern die Freiheit zu bringen“.

Ebenso wie bei der Narodna odbrana die Kulturbestrebungen, ist also bei den Sokols die turnerische Betätigung nicht Selbstzweck, sondern ein bloßes Mittel im Dienste ebenderselben Propaganda, die mit denselben Gedanken, ja fast mit den gleichen Worten betrieben wird.

Wenn nun die Narodna odbrana das „Volk“ zum Vernichtungskampfe gegen die Monarchie aufruft, wendet sie sich nicht nur an das Volk in Serbien, sondern an alle südslawischen Völkerschaften. Gelten doch der Narodna odbrana die südslawischen Gebiete der Monarchie als „unsere unterworfenen serbischen Gebiete“. (Siehe auch Beilage 4.) So sollen also auch die südslawischen Angehörigen der Monarchie an dieser „nationalen Arbeit“ teilnehmen; so soll auch jenseits der serbischen Grenze diese „gesunde, notwendige Arbeit“ verrichtet werden. Und auch auf dem Boden der Monarchie sucht die Narodna odbrana jene „Helden für diesen heiligen Kampf“, denen *Obilić* der Mörder *Murads*, als nachstrebenswertes Beispiel nationaler Opferwilligkeit voranleuchten soll.

Um aber die „Brüder außerhalb Serbiens“ zur Teilnahme an der „Arbeit privater Initiative“ anzuspornen, unterhält die Narodna odbrana eine lebhafte Verbindung mit den „Brüdern jenseits der Grenze“. Wie diese Verbindung geartet ist, wird in dem Vereinsorgane nicht gesagt, wohl deshalb, weil dies zu jenem Teile der „Gesamtarbeit“ gehört, der „aus mehrfachen Gründen weder wiedergegeben werden darf noch kann“.

Wie umfangreich dieser Zweig ihrer Tätigkeit ist, läßt sich aus dem Umstande erkennen, daß sowohl der Zentralausschuß der Narodna odbrana als auch einzelne ihrer Kreisausschüsse eigene Sektionen für „auswärtige Angelegenheiten“ besitzen.

Diese „auswärtige“ Tätigkeit der Narodna odbrana und ihrer Affilierten ist eine äußerst vielseitige.

Das, weil behördlich kontrollierbar, relativ ungefährlichste Mittel dieser Agitation sind die Vortragsreisen, welche hervorragende Vereinsmitglieder der Narodna odbrana nach den südöstlichen Teilen der Monarchie unternehmen, wo sie in verschiedenen Vereinen über nationale und kulturelle Fragen sprechen. Diese Anlässe bieten den Vortragenden die von ihnen gesuchte und wohl den vornehmlichsten Zweck dieser Reisen bildende Gelegenheit, in halben, dem Kenner verständlichen Worten und Wendungen im Sinne der wahren Tendenzen dieser Vereine zu wirken.

Unter diesen Emissären nimmt nebst anderen auch der schon mehrmals erwähnte Direktor der serbischen Staatsdruckerei *Živojin Dačić* eine hervor-

ragende Stellung ein, jener *Živojin Dačić*, der am 8. August 1909 einen „Aufruf“ an das serbische Volk erließ, in welchem er Oesterreich-Ungarn als den Feind Serbiens bezeichnete und zur Vorbereitung auf den Kampf mit der Monarchie ermahnte. Wiederholt unternahm *Dačić* Agitationsreisen nach den südöstlichen Teilen der österreichisch-ungarischen Monarchie. Bei einem solchen Vortrage in Karlovci (1912) legte er seine sonst beobachtete Vorsicht ab und trat geradezu für die „Vereinigung aller Serben gegen den gemeinsamen Feind“ ein, als den er in nicht mißzuverstehenden Andeutungen Oesterreich-Ungarn hinstellte.

Bedenklicher sind die Beziehungen, welche die im Geiste der Narodna odbrana wirkenden serbischen Korporationen unter dem Deckmantel der Interessen- und Kulturgemeinschaft mit Vereinen in der Monarchie angeknüpft haben, denn die gegenseitigen deputativen oder korporativen Besuche dieser Vereine, die sich einer genaueren behördlichen Kontrolle entziehen, werden serbischerseits zu allerlei monarchiefeindlichen Machenschaften benützt.

So hat sich beispielsweise ein zu der bekannten Feier des Sarajevoer Prosvjetavereines im September 1912 entsendeter Delegierter der Narodna odbrana nicht gescheut (siehe Beilage 6), bei diesem Anlasse im geheimen bosnische Mitglieder für seinen Verein anzuwerben. Die Entsendung eines Vertreters des Kragujevacer Sokolvereines zu dieser Feier sollte den „Brüdern in Bosnien“ sagen: „Wir haben Euer nicht vergessen; die Flügel des Falken der Sumadija sind noch mächtig“, ein Gedanke, der im intimen Verkehre wohl einen ganz anderen, den früher dargelegten Tendenzen dieses Vereines adäquateren Ausdruck gefunden haben wird. (Siehe Beilage 3.) Was die Vorgänge anbelangt, die sich bei den in Serbien abgehaltenen Zusammenkünften dieser Art abspielen, so entziehen sich diese allerdings einer auf vollkommen sicherer Basis stehenden Kenntnis der k. und k. Behörden, denen ja für diese Fälle nur schwer kontrollierbare konfidentielle Mitteilungen zur Verfügung stehen. In diesem Zusammenhange wäre des Besuches von Agramer Studenten in Serbien im April 1912 zu gedenken, der auf serbischer Seite durch die Veranstaltung eines offiziellen militärischen Empfanges, ja sogar einer Truppenparade zu Ehren dieser Studenten zu einer derart suggestiven Demonstration gestaltet wurde, daß der Verwaltungsbericht des Kragujevacer Sokolvereines sagen darf, dieses „Ereignis bedeutet den Anfang und Keim einer großen Tat, die sich in der nächsten Zukunft abspielen wird“, „ein Keim, der reifen wird, wenn die Volksseele noch mehr aufwallt“, „bis es keine Schranken gibt, die sie nicht niederreißen könnte“.

Erst vor kurzem ist es zur Kenntnis der Behörden der Monarchie gelangt, daß die Sokolvereine Serbiens einige analoge Korporationen in der Monarchie dazu bestimmt haben, sich mit ihnen in einem bisher geheim gehaltenen Verbande zu vereinigen, dessen Charakter bisher noch nicht ganz klargestellt ist, da die Erhebungen darüber derzeit noch fortdauern. Immerhin lassen die schon jetzt erzielten Ergebnisse der Nachforschungen vermuten daß man hier einem der Wege auf die Spur gekommen ist, auf dem die sub-

versiven Tendenzen der serbischen Sokols und ihrer Freunde einzelnen verführten und irregeleiteten Personengruppen in der Monarchie eingeimpft werden.

Diese auf breitere Schichten gemünzte, mehr vorbereitende Propaganda tritt aber an Bedeutung gegenüber jener „auswärtigen Arbeit" in den Hintergrund, die von der Narodna odbrana und ihren Freunden in der Agitation von Mann zu Mann geleistet wird. Hier ist jenes Gebiet, auf dem ihre traurigsten Erfolge liegen.

Durch ihre geheimen Vertrauensmänner und Emissäre trägt sie das Gift der Aufwieglung in die Kreise der Erwachsenen ebenso wie der urteilslosen Jugend.

So haben beispielsweise, von *Milan Pribičević* verleitet, die ehemaligen Honvedoffiziere V. B., D K., V. N. und der kroatisch-slawonische Gendarmerieleutnant V. K. den Heeresdienst in der Monarchie unter bedenklichen Umständen verlassen und sich nach Serbien gewendet, wo sie inzwischen allerdings manche ihrer Hoffnungen getäuscht sehen und wenigstens zum Teile daran denken, in die von ihnen verratene Heimat zurückzukehren.

Die von Serbien aus in die mittleren Schulen Kroatiens und Bosniens getragene Agitation ist leider so bekannt, daß sie einer Exemplifizierung nicht bedarf. Weniger bekannt aber ist es, daß die wegen schwerer disziplinärer Vergehen aus kroatischen und bosnischen Schulen Ausgeschlossenen in Serbien mit offenen Armen aufgenommen, oft sogar von Staats wegen unterstützt und zu Feinden der Monarchie erzogen werden. Die serbischen Schulen mit ihren monarchiefeindlichen Lehrbehelfen und ihrer großen Zahl von Professoren und Lehrern, die in den Reihen der Narodna odbrana stehen, sind allerdings geeignete Anstalten zur Erziehung derartiger Adepten. Ein besonders beachtenswerter Fall dieser Art mag hier als Beispiel Erwähnung finden. Im März 1914 waren mehrere Schüler der Lehrerpräparandie in Pakrac (Kroatien) wegen eines Streikes relegiert worden. Dieselben wandten sich nach Serbien, wo sie zum Teile sofort als Lehrer Anstellungen erhielten, zum Teile in einer Lehrerbildungsanstalt untergebracht wurden. Mit monarchiefeindlichen Kreisen in Verbindung stehend, hat einer dieser Relegierten öffentlich erklärt, er und seine Leute würden zur Zeit der Anwesenheit des Herrn Erzherzog-Thronfolgers in Bosnien den Beweis liefern, daß Bosnien serbisches Land sei. Recht merkwürdig mutet es an, daß der königlich serbische Kreispräfekt in Krajna, wie hier ergänzend bemerkt sei, dreien aus dem Kreise dieser so arg kompromitierten Studenten gerade zur Zeit der Anwesenheit des Herrn Erzherzogs *Franz Ferdinand* in Bosnien serbische Pässe ausstellte, in denen er sie fälschlich als serbische Staatsangehörige bezeichnete, obwohl er deren kroatische Heimatsberechtigung kennen mußte. Mit diesen Pässen ausgerüstet, vermochten die drei Präparandisten unbemerkt nach der Monarchie zu gelangen, wobei sie jedoch erkannt und angehalten wurden.

Mit all dem wäre aber die „auswärtige" Tätigkeit der Narodna odbrana noch lange nicht erschöpfend charakterisiert.

Schon seit längerer Zeit war die k. und k. Regierung durch konfidentielle Meldungen darüber unterrichtet, daß die Narodna odbrana den von ihr gewünschten Krieg gegen die Monarchie auch militärisch insofern vorbereite, als sie in der Monarchie Emissäre halte, die nach gewohnter Bandenart im Falle des Ausbruches von Feindseligkeiten die Zerstörung von Transport-Mitteln und -Einrichtungen bewirken und Revolten sowie Paniken hervorrufen sollten. (Siehe Beilage 7.)

Das im Jahre 1913 beim Kreisgerichte in Sarajevo gegen *Javo Jagličić* und Genossen eingeleitete Strafverfahren wegen Verbrechens der Ausspähung (Beilage 6) hat die Bestätigung dieser vertraulichen Mitteilungen gebracht. So wie zur Zeit ihrer Gründung steht auch heute noch die Vorbereitung des Bandenkrieges auf dem Programme der Narodna odbrana, wozu noch ergänzend die Entwicklung einer Spionagetätigkeit trat.

So ist das heutige sogenannte „reorganisierte Programm" der Narodna odbrana in Wahrheit ein erweitertes Programm: den „Ausrottungskampf" gegen die Monarchie vorzubereiten, ja herbeizuführen, und dann wieder „die alte rote Fahne der Narodna odbrana" zu entfalten.

Aus dieser Atmosphäre des offen und geheim geschürten Hasses gegen die Monarchie, verbunden mit einer sich jenseits aller Verantwortlichkeit dünkenden Agitation, die im Kampfe gegen Oesterreich-Ungarn alle Mittel für zulässig erachtet und hierbei ganz ungescheut den gemeinen Mord als deren wirksamstes empfiehlt, mußten schließlich, auch ohne weiteres Zutun der monarchiefeindlichen Kreise Serbiens, Akte des Terrorismus entstehen.

Am 8. Juni 1912 gab *Lukas Jukić* gegen den königlichen Kommissär in Agram, *von Cuvaj*, einen Schuß ab, durch den der im Wagen sitzende Banalrat *von Hervoić* tödlich verletzt wurde. Auf der Flucht erschoß *Jukić* einen ihn verfolgenden Polizeimann und verletzte zwei weitere.

Wie aus der öffentlich durchgeführten Hauptverhandlung bekannt ist, finden sich in den Ideen des *Jukić* die grundlegenden Gedanken der von der Narodna odbrana propagierten Pläne wieder. Wenn sich *Jukić* auch schon seit einiger Zeit mit Attentatsplänen trug, so kamen diese doch erst zur Reife, als er am 18. April 1912 den Ausflug der Agramer Studenten nach Belgrad mitgemacht hatte. Bei den zu Ehren der Besucher veranstalteten rauschenden Festlichkeiten war *Jukić* zu verschiedenen Personen in Beziehung getreten, die dem Kreise der Narodna odbrana angehörten und mit denen er politische Gespräche führte. Wenige Tage später war *Jukić* wieder in Belgrad, und hier erhielt er von einem serbischen Major eine Bombe und von einem Genossen die Browningpistole, mit der er das Attentat vollführte.

Die in Agram aufgefundene Bombe war nach dem Gutachten der Sachverständigen in einem Arsenale zu militärischen Zwecken erzeugt worden.

Noch war der Anschlag des *Jukić* nicht vergessen, als am 18. August 1913 der aus Amerika zugereiste *Stephan Dojčić* in Agram ein Attentat gegen den königlichen Kommissär Baron *Skerlecz* verübte — eine Tat, die der von Serbien aus organisierten Verhetzung der in Amerika lebenden Süd-

slawen entsprang — gleichfalls ein Werk der „auswärtigen" Propaganda der Narodna odbrana und ihrer Gesinnungsgenossen.

Die von dem Serben *T. Dimitrijević* verfaßte, in Chicago gedruckte Broschüre *„Natrag u staro ognjiste vaše"* mit ihren maßlosen Ausfällen gegen Seine k. und k. Apostolische Majestät und ihrer Aufforderung an die Serben der Monarchie, im Hinblicke auf ihre baldige „Befreiung" nach Serbien heimzuwandern, zeigt den Parallelismus dieser in Amerika mit voller Freiheit der Bewegung betriebenen, von Serbien aus geleiteten Propaganda und jener, die von Serbien aus in die Gebiete der Monarchie getragen wird.

Und wieder kaum nach Jahresfrist war Agram der Schauplatz eines, diesmal mißglückten Attentates.

Am 20. Mai l. J. versuchte *Jakob Schäfer* im Agramer Theater einen Anschlag auf den Banus Freiherrn *von Skerlecz*, woran er im letzten Augenblicke durch einen Polizeibeamten gehindert wurde. Die Untersuchung ergab den Bestand eines Komplottes, dessen Seele *Rudolf Hercigonja* war. Aus den Aussagen *Hercigonjas* und seiner fünf Mitangeklagten ergab sich, daß auch dieses Attentat seinen Ausgang von Serbien nahm.

An einem gescheiterten Versuche zur Befreiung des *Jukić* beteiligt, war *Hercigonja* nach Serbien geflüchtet (Oktober 1912), wo er gemeinsam mit seinem Komplizen *Marojan Jakšić* mit Komitatschis und Mitgliedern der Narodna odbrana verkehrte. Wie schon so oft bei den durch viel zu frühe Beschäftigung mit Fragen der Politik überhitzten jugendlichen Gemütern, war das Ergebnis dieses korrumpierenden Verkehres auch diesmal ein unheilvolles. *Hercigonja* kehrte mit dem in Belgrad verkündeten Dogma zurück, daß die südslawischen Länder Oesterreich-Ungarns von der Monarchie abgetrennt und mit dem Königreiche vereinigt werden müßten. Dazu hatte er in dem Kreise, in dem er dort verkehrte, die Lehre eingesogen, daß dieses Ziel durch die Ausführung von Attentaten auf hochstehende Persönlichkeiten und führende Politiker der Monarchie anzustreben sei, da es nur durch diese Mittel verwirklicht werden könne.

In diesem Sinne wirkte dann *Hercigonja* in Agram auf seine Freunde ein, deren einige er für seine Ideen gewann. Im Vordergrunde seiner Pläne stand die Verübung eines Anschlages auf den Thronfolger Erzherzog *Franz Ferdinand*.

Wenige Monate vorher waren gegen *Luka Aljinović* Erhebungen wegen hochverräterischer Propaganda geführt worden. Im Zuge dieses Verfahrens hatten drei Zeugen ausgesagt, *Aljinović* habe vor ihnen erklärt, er hätte im Jahre 1913 in Belgrad zu Propagandazwecken, speziell aber zur Ausführung eines Attentates auf den Herrn Erzherzog *Franz Ferdinand* von der Narodna odbrana 100 Dinar und die gleiche Summe von einer geheimen Studentenvereinigung bekommen.

Man sieht, wie sich die verbrecherische Agitation der Narodna odbrana und der ihr Gleichgesinnten in letzter Zeit auf die Person des Herrn Erzherzog-Thronfolgers konzentrierte.

Ans allen diesen Feststellungen gelangt man zu dem Schlusse, daß die Narodna odbrana mit den um sie gruppierten monarchiefeindlichen Kreisen Serbiens seit kurzem den Zeitpunkt für gekommen erachtete, die von ihr verbreiteten Lehren durch Taten verwirklichen zu lassen.

Beachtenswert ist aber, daß sie sich hierbei damit begnügte, für diese Taten die Anregungen zu geben und dort, wo diese Anregungen auf fruchtbaren Boden gefallen waren, die materiellen Hilfsmittel zu deren Verwirklichung beizustellen, daß sie aber die einzige gefährliche Rolle bei dieser Propaganda der Tat ausschließlich der von ihr verhetzten und verführten Jugend der Monarchie zuschob, die ganz allein die Lasten dieses traurigen „Heldentums" zu tragen hat.

Alle Züge dieser Mache finden sich in der Entstehungsgeschichte des tiefbetrübenden Attentates vom 28. Juni wieder (Beilage 8).

Princip und *Grabež* tragen den Typus der schon in der Schule von den Gedanken der Narodna odbrana vergifteten Jugend.

In Belgrad, im Kreise einer von diesen Ideen erfüllten Studentenschar verkehrend, trug sich *Princip* mit Attentatsplänen gegen den Herrn Erzherzog-Thronfolger *Franz Ferdinand*, gegen den sich damals aus Anlaß seiner Reise nach den annektierten Ländern der Haß der monarchiefeindlichen Elemente Serbiens besonders akzentuiert hatte.

Ihm gesellte sich der im selben Kreise verkehrende *Čabrinović* bei, dessen wechselnde, radikal-revolutionären Ansichten nach seinem eigenen Geständnisse unter dem Einflusse seiner Belgrader Umgebung und der Lektüre der serbischen Blätter in die gleiche monarchiefeindliche und zur Propaganda der Tat neigende Richtung gedrängt wurden.

Dank seiner bereits vorhandenen Dispositionen erlag *Grabež* diesem Milieu, in das er erst später trat, sehr rasch.

Soweit aber dieses Komplott auch gediehen und so fest der Entschluß der Verschwörer auch gewesen sein mag, zur Ausführung des Attentates zu schreiten, so wäre es doch nie zu dessen Verübung gekommen, wenn sich nicht, gleichwie im Falle *Jukić*, Leute gefunden hätten, die den Komplizen die Mittel zur Verübung des Anschlages zur Verfügung gestellt hätten. Denn es fehlte ihnen, wie *Princip* und *Čabrinović* ausdrücklich bestätigen, an den nötigen Waffen, ebenso aber auch an Geld zu deren Anschaffung.

Interessant ist es nun, zu sehen, wo sich die Komplizen ihre Werkzeuge zu verschaffen suchten. *Milan Pribičević* und *Živojin Dačić*, diese beiden führenden Männer der Narodna odbrana, waren die ersten, an die sie als sichere Helfer in ihrer Not dachten, offenbar deshalb, weil es im Kreise der Attentatslustigen bereits zur Tradition geworden ist, die Mordwerkzeuge von diesen Repräsentanten der Narodna odbrana zu beziehen. Der zufällige Umstand, daß diese beiden Männer zur kritischen Zeit nicht in Belgrad weilten, vereitelte allerdings diesen Plan, doch waren *Princip* und *Čabrinović* deshalb nicht verlegen, eine andere Unterstützungsstelle zu finden, jenen *Milan Ciganović*, einen gewesenen Komitatschi, jetzt Beamten der serbischen Eisen-

bahndirektion in Belgrad, gleichfalls ein aktives Mitglied der Narodna odbrana, welcher in deren Geschichte zuerst im Jahre 1909 als Zögling der Bandenschule in Čuprija (Beilage 5) auftaucht. In ihrer Erwartung hatten sich denn auch *Princip* und *Čabrinović* nicht getäuscht, denn bei *Ciganović* fanden sie sofort die erbetene Unterstützung.

Dieser und durch dessen Vermittlung sein Freund, der schon mehrmals genannte königlich serbische Major *Voja Tankosić*, ebenfalls einer der Führer der Narodna odbrana, der im Jahre 1908 Leiter der Bandenschule in Čuprija gewesen war (Beilage 5), traten nun als geistige Leiter und entscheidende Förderer an die Spitze des Komplotts, das sie mit einer abstoßenden, für die moralischen Qualitäten der ganzen monarchiefeindlichen Bewegung bezeichnenden Selbstverständlichkeit billigten. Nur ein leises Bedenken hatten sie zuerst — ob die drei Verschwörer auch fest entschlossen wären, die Tat zu wagen — ein Bedenken, das unter ihrer suggestiven Mithilfe allerdings bald schwand. Dann aber waren sie zu jeder Hilfe bereit. *Tankosić* stellte 4 Brownings mit Munition und Reisegeld zur Verfügung; 6 Handgranaten aus serbischen Armeebeständen bildeten die Vervollständigung der Ausrüstung, eine Bewaffnung, die nach ihrer Zusammenstellung und Herkunft Reminiszenzen an den Fall *Jukić* wachruft. Um den Erfolg der Aktion besorgt, verfügte *Tankosić* die Unterweisung der Verschwörer im Schießen, eine Aufgabe, der sich *Ciganović* mit dem bekannten Erfolg unterzog. Eine spezielle, nicht erbetene Fürsorge entwickelten aber *Tankosić* und *Ciganović* zur Geheimhaltung des Komplottes: sie stellten Zyankali mit der Weisung bei, daß sich die Täter nach vollbrachtem Anschlage damit entleiben, ein Akt der Fürsorge, der in erster Linie ihnen zugute kommen mußte, da die Wahrung des Geheimnisses sie auch noch den geringen Gefahren entrückte, die sie bei dieser Unternehmung auf sich nehmen mußten. Der sichere Tod für die Opfer ihrer Verführung, die volle Sicherheit für sich, das ist die bereits bekannte Devise der Narodna odbrana.

Um die Ausführung des Attentatsplanes zu ermöglichen, mußten die Bomben und Waffen unbemerkt nach Bosnien eingeschmuggelt werden. Auch hier tritt *Ciganović* helfend auf: er schreibt den Verschwörern eine genaue Reiseroute vor und sichert ihnen für ihr Einschleichen nach Bosnien die Unterstützung der serbischen Grenzbehörden. Die Art, wie dieser selbst von *Princip* als „mysteriös“ bezeichnete Transport organisiert war und durchgeführt wurde, läßt keinen Zweifel darüber offen, daß dies ein wohl vorbereiteter und für die geheimnisvollen Zwecke der Narodna odbrana schon oft begangener Schleichweg war. Mit einer Selbstverständlichkeit und Sicherheit, die nur der Gewohnheit entspringen können, stellten die Grenzhauptleute in Šabac und Ložnica ihren Verwaltungsapparat für diesen Zweck zur Verfügung. Ohne Störungen vollzog sich dieser geheimnisvolle Transport mit seinem komplizierten System von stets wechselnden Führern, die, wie durch Zauberkraft herbeigerufen, immer zur Stelle waren, wenn man sie brauchte. Ohne nach dem Zwecke dieser merkwürdigen Reise einiger un-

reifer Studenten zu fragen, ließen die serbischen Behörden, auf die Weisung des ehemaligen Komitatschis und untergeordneten Bahnbeamten *Ciganović* hin, diesen glatt funktionierenden Apparat spielen. Sie brauchten übrigens nicht zu fragen, denn nach den erhaltenen Weisungen war ihnen wohl klar, daß hier wieder eine „Mission" der Narodna odbrana zu erfüllen war. Der Anblick des Arsenals von Bomben und Revolvern entlockte denn auch dem Finanzwachmanne *Grbić* nur ein wohlwollend zustimmendes Lächeln, wohl ein ausreichender Beweis dafür, wie sehr man auf dieser „Straße" an den Anblick derartiger Konterbande gewöhnt war.

Schwere Schuld hat die königlich serbische Regierung auf sich geladen, als sie all dies geschehen ließ.

Zur Pflege freundnachbarlicher Beziehungen zu Oesterreich-Ungarn verpflichtet, hat sie ihrer Presse gestattet, den Haß gegen die Monarchie zu verbreiten; hat sie es zugelassen, daß auf ihrem Boden etablierte Vereinigungen unter Führung hoher Offiziere, Staatsbeamter, Lehrer und Richter öffentlich eine Kampagne gegen die Monarchie führen, die auf die Revolutionierung ihrer Bürger abzielt; hat sie es nicht verhindert, daß an der Leitung ihrer Militär- und Zivilverwaltung beteiligte, aller moralischen Hemmungen bare Männer das öffentliche Gewissen derart vergiften, daß ihm in diesem Kampfe der gemeine Meuchelmord als die beste Waffe scheint.

Beilage 1.

Serbische Preßstimmen.

a) Die „Politika" brachte am 18. August 1910 anläßlich des 80. Geburtstages Seiner k. u. k. Apostolischen Majestät ein großes Bild des *Bogdan Zerajić*, der zwei Monate vorher gegen den Landeschef von Bosnien, Freiherrn *von Varešanin*, ein Attentat verübt hatte. In dem dazugehörigen Artikel hieß es: „Vor zwei Monaten, am 2. Juni (a. St.), gerade am Tage der Eröffnung des bosnisch-herzegowinischen Landtages, versuchte ein junger Serbe, der Student *Bogdan Zerajić*, in Sarajevo den Landeschef von Bosnien und der Herzegowina, den General *Marian Varešanin* zu töten. Fünf Schüsse feuerte *Zerajić* auf diesen Renegaten, der sich seine Karriere im berühmten Volksaufstande in Rakovica durch Vergießung des Blutes seiner leiblichen Brüder gesichert hatte. Durch einen merkwürdigen Zufall gelang es nicht, ihn zu töten. Dann jagte sich der tapfere und selbstbewußte *Zerajić* die sechste und letzte Kugel in den Kopf und stürzte sofort tot zusammen. In Wien verstanden sie sehr gut, daß *Zerajić* das Attentat nicht deshalb verübte, weil er russische und revolutionäre Schriften gelesen, sondern daß er dies als edler Sprosse eines Volkes getan hatte, das auf diese blutige Weise gegen die Fremdherrschaft protestieren wollte. Deshalb trachteten sie, diese ganze Sache möglichst schnell zu vertuschen und — was gegen ihre Gewohnheit ist — eine Affäre zu vermeiden, welche die österreichische Regierung in Bosnien und der Herzegowina noch mehr kom-

promittiert hätte. In Wien wünschte man, daß jedes Andenken an *Zerajić* ausgelöscht und seinem Attentate jede Bedeutung abgesprochen werde. Aber gerade diese Furcht vor dem toten *Zerajić* und das Verbot, daß sein Name in ganz Bosnien und der Herzegowina erwähnt werde, bewirkten, daß sein Name im Volke wie etwas Heiliges genannt wird, heute, am 18. August, vielleicht mehr als jemals.

Am heutigen Tage zünden auch wir eine Kerze auf seinem Grabe an und rufen: „Ehre dem *Zerajić!*“

Hieran schloß sich ein Gedicht, dessen Inhalt in Uebersetzung lautet:

„Bosnien lebt, noch ist es nicht tot,
Umsonst habt Ihr seinen Leib begraben;
Noch sprüht es Feuer, das gefesselte Opfer,
Noch ist's nicht Zeit, das Grablied zu singen.
Mit Satanshand scharrtet auf Ihr die Grube,
Aber der lebende Tote will nicht in die Gruft;
Kaiser, hörtest Du? im Blitzen des Revolvers
Sausen die bleiernen Kugeln gegen Deinen Thron!
Das sind nicht Sklaven, das ist herrliche Freiheit,
Die aus der kühnen Hand des Unterjochten leuchtet!
Was zittert so dieses schreckliche Golgatha?
Petrus zog das Schwert, Christus zu schirmen.
Seine Hand sank, aber aus dem Blute
Werden tausende tapfere Hände sich erheben;
Dieser Schuß war nur der erste Bote
Der glorreichen Ostern nach Golgathas Peinen.“

b) Am 8. Oktober 1910 brachten anläßlich des Jahrestages der Annexion Bosniens und der Herzegowina „Politika“ und „Mali Journal“, von denen letzteres mit schwarzem Rande erschien, Artikel, in denen sie sich in heftigen Angriffen gegen Oesterreich-Ungarn ergingen. Europa müsse sich überzeugen, daß das serbische Volk noch immer an die Revanche denke. Der Tag der Revanche müsse kommen, dafür bürgten die fieberhaften Anstrengungen Serbiens zwecks Organisierung seiner Wehrmacht, sowie die Stimmung und der Haß des serbischen Volkes gegen die Nachbarmonarchie.

Aus dem gleichen Anlaß schrieb die „Samouprava“ am 9. Oktober 1910: „Schimpfworte und Exzesse sind kein Mittel, um den wahren Patriotismus zum Ausdruck zu bringen. Nur stille und würdige Arbeit führt zum Ziele!“

c) Am 18. April 1911 hieß es in der „Politika“: „Außer einigen Zynikern würde es niemand in Serbien gerne sehen, wenn König Peter nach Wien oder Budapest reisen sollte. Durch die Annexion Bosniens und der Herzegowina ist ein für allemal die Möglichkeit einer Freundschaft zwischen Serbien und Oesterreich-Ungarn zerstört worden. Das fühlt jeder Serbe.“

d) Die „Beogradske Novine“ schreiben am 18. April 1911: „Auch die meisten Regierungsmänner mißbilligen die geplante Reise des Königs Peter

zu Kaiser Franz Joseph. Der Sturm der Entrüstung, der sich wegen des Planes dieser Reise des Königs des ganzen Serbentums bemächtigt hat, ist vollkommen begreiflich."

e) Das „Mali Journal" vom 19. April 1911 sagt: „Ein Besuch des Königs Peter beim Herrscher von Oesterreich-Ungarn wäre eine Beleidigung des ganzen Serbentums. Durch diesen Besuch würde Serbien das Recht auf die Piemontrolle verlieren. Die Interessen Serbiens können sich niemals mit den Interessen Oesterreichs decken."

f) Am 23. April 1911 führen „Politika", „Mali Journal", „Tribuna", „Beogradske Novine" und „Večernje Novosti" zu dem Plane eines Besuches König Peters am Wiener Hofe aus: Zwischen Serbien und Oesterreich-Ungarn könne niemals Freundschaft existieren. Der geplante Besuch des Königs Peter sei daher für Serbien eine „schändliche Kapitulation", eine „Demütigung Serbiens", eine „feierliche Sanktionierung aller Verbrechen und Missetaten, die Oesterreich-Ungarn an Serbien und dem serbischen Volke begangen habe".

g) Am 18. April 1912 schreibt „Trgovinski Glasnik" in einem mit „Der Zerfall in Oesterreich" überschriebenen Artikel: „In Oesterreich-Ungarn herrscht ein Zerfall nach allen Seiten. Was jenseits der Donau und Save geschieht, das ist nicht mehr eine deutsche, magyarische, böhmische oder kroatische Krise, das ist eine allgemeine österreichische Krise, eine Krise der Dynastie selbst. Wir Serben können mit Zufriedenheit einer solchen Entwicklung der Dinge in Oesterreich zusehen."

h) In einem „Die Grenzen Albaniens" betitelten Artikel greift der „Balkan" Oesterreich-Ungarn mit folgenden Ausführungen an: Wenn Europa zu schwach sei, um Oesterreich Halt zu gebieten, würden Montenegro und Serbien dies tun, indem sie Oesterreich zurufen: „Halt, weiter geht es nicht! Ein Krieg zwischen Oesterreich-Ungarn und Serbien ist unausbleiblich. Wir haben das türkische Reich zerstückelt, wir werden auch Oesterreich zerstückeln. Einen Krieg haben wir beendet, jetzt stehen wir vor einem zweiten."

i) „Večernje Novosti" vom 22. April 1913 richten einen Aufruf an das serbische reisende Publikum und an die serbischen Kaufleute, sie mögen die Donau-Dampfschiffahrts-Gesellschaft boykottieren. Niemand solle mit den Schiffen dieser österreichischen Gesellschaft fahren oder Waren transportieren lassen. Alle, die dies täten, würden von einem Ausschusse mit Geldbußen bestraft. Die Gelder würden der Komitatschikasse zufließen, welche für die Verwendung im kommenden Kriege mit Oesterreich bestimmt sei."

k) Die „Tribuna" vom 26. Mai 1913 schreibt aus Anlaß der Besitzergreifung Ada Kalehs durch Oesterreich-Ungarn: „Das schwarz-gelbe verbrecherische Oesterreich hat wieder einen räuberischen Trick durchgeführt. Es ist ein Dieb, der, wenn er nicht einen ganzen Sack Geld stehlen kann, sich auch mit einem Dinar begnügt."

l) Am 10. Juni 1913, anläßlich der Wiederkehr des Jahrestages des Attentates auf den königlichen Kommissär in Agram durch den Studenten *Luka Jukić* brachten die serbischen Blätter Gedenkartikel. In einem Artikel der „Pravda" heißt es: „Es muß aus tiefster Seele wehe tun, daß nicht jeder so gehandelt hat wie unser *Jukić*. Wir haben keinen *Jukić* mehr, aber wir haben den Haß, wir haben den Zorn, wir haben heute zehn Millionen *Jukić*. Wir sind fest überzeugt, daß *Jukić* bald durch seine Arrestfenster den letzten Kanonenschuß der Freiheit vernehmen wird."

m) „Mali Journal" vom 7. Oktober 1913 bringt an leitender Stelle einen Artikel, in welchem Oesterreich-Ungarn die Existenzberechtigung abgesprochen wird und die slawischen Nationalitäten aufgefordert werden, den Angriffskampf, den Serbien zu unternehmen gedenke, zu unterstützen.

n) Der „Piémont" vom 8. Oktober 1913 schreibt zu dem Gedächtnistage der Annexion: „Heute sind es fünf Jahre, daß mittels eines kaiserlichen Dekretes die Souveränität des Habsburger Szepters über Bosnien und die Herzegowina ausgebreitet wurde. Den Schmerz, der an diesem Tage dem serbischen Volke zugefügt wurde, wird das serbische Volk noch durch Jahrzehnte fühlen. Beschämt und vernichtet stöhnte das serbische Volk verzweifelt. Das Volk legt das Gelübde ab, Rache zu üben, um durch einen heroischen Schritt zur Freiheit zu gelangen. Dieser Tag hat die bereits eingeschlafene Energie geweckt, und der wiederbelebte Held wird eines Tages die Freiheit suchen. Heute, wo serbische Gräber die alten serbischen Länder zieren, wo die serbische Kavallerie die Schlachtfelder von Mazedonien und Altserbien betreten hat, wendet sich das serbische Volk, nachdem es seine Aufgabe im Süden beendet hat, der entgegengesetzten Seite zu, von wo das Stöhnen und Weinen des serbischen Bruders gehört wird, wo der Galgen haust. Serbische Soldaten, die heute in Dušans Reiche mit jenen Albanesen kämpfen, die gegen uns der Staat aufwiegelte, welcher uns Bosnien und Herzegowina nahm, legten heute das Gelübde ab, daß sie gegen die „zweite Türkei" ebenso vorgehen werden, wie sie mit Gottes Hilfe gegen die Balkan-Türkei vorgegangen sind. Sie legen dieses Gelübde ab und hoffen, daß der Tag der Rache naht. Eine Türkei verschwand. Der gute serbische Gott wird geben, daß auch die „zweite Türkei" verschwindet."

o) Das „Mali Journal" vom 4. November 1913 schreibt: „Jedes Streben nach einer Annäherung an Oesterreich-Ungarn kommt einem Verrate an dem serbischen Volke gleich. Serbien muß sich mit den Tatsachen abfinden und immer vor Augen halten, daß es in Oesterreich-Ungarn seinen gefährlichsten Feind hat, den energisch zu bekämpfen die heiligste Pflicht jeder serbischen Regierung sein muß."

p) Am 14. Jänner 1914 heißt es in der „Pravda": „Unsere Neujahrswünsche gelten in erster Linie unseren noch nicht befreiten, unter fremder Knechtschaft seufzenden Brüdern. Die Serben mögen aushalten; nach Kossovo kam Kumanovo, und unser Siegeszug ist noch nicht beendet."

q) „Novosti“ vom 18. Jänner 1914 brachten ein Bild der Wasserweihe in Bosnien mit folgendem Text: „Auch in Orten, die unter fremdem Joche seufzen, bewahren die Serben ihre Sitten, bis sie der Tag der Freiheit in heller Begeisterung finden wird.“

r) Die „Zastava“ gesteht im Jänner 1914: „Serbien eifert die österreichisch-ungarischen Serben zur Revolution an.“

s) Das „Mali Journal“ vom 9. März 1914 schreibt: „Serbien kann das Säbelrasseln *Franz Ferdinands* anläßlich der Skutariaffäre nie vergessen.“

t) Am 4. April 1914 schreibt die „Zastava“: „Die österreichischen Staatsmänner, die nur eine Politik des Hasses, eine Bureaukratenpolitik führen, nicht aber eine weit ausblickende Politik, bereiten selbst den Untergang ihres Staates vor.“

u) Die „Pravda“ vom 8. April 1914 sagt: „Oesterreich hat heute seine Existenzberechtigung verloren.“

v) In den Osternummern (April 1914) geben alle serbischen Blätter der Hoffnung Ausdruck, daß auch die nichtbefreiten, unterjochten, gedrückten Brüder bald eine frohe Auferstehung feiern werden.

w) In der „Tribuna“ vom 23. April 1914 heißt es: „Die Pazifisten haben ein neues Schlagwort erfunden, das vom „Patriotismus Europas“. Dieses Programm kann aber nur dann verwirklicht werden, wenn Oesterreich aufgeteilt wird.“

x) Das „Mali Journal“ vom 12. Mai 1914 schreibt: „Was im Privatleben Verbrechen heißt, nennt man in Oesterreich Politik. Die Geschichte kennt ein Ungeheuer, und dieses Ungeheuer heißt Oesterreich.“

Beilage 2.

Auszug aus dem vom Zentralausschusse des Vereines „Narodna odbrana“ herausgegebenen Vereinsorgane gleichen Namens. (Narodna odbrana, izdanje stredisnog odbora narodne odbrane. Beograd, 1911. Nova stamparija „Davidović“, Dečanska ulica br. 14, Ljub. Davidovića.)

In einer kurzen Einleitung wird zunächst bemerkt, daß diese Broschüre „keine vollkommene, erschöpfende Wiedergabe der Gesamtarbeit der Narodna odbrana bilde, da sie dies aus mehrfachen Gründen weder sein darf noch sein kann“.

Diese Schrift ist in drei Abschnitte geteilt, deren erster aus XIV Kapiteln besteht und programmatischer Natur ist, während der zweite Abschnitt einen Bericht über die Vereinstätigkeit enthält und im dritten Beispiele für die Organisation ähnlicher ausländischer Vereine angeführt werden.

Im I. Kapitel „Entstehung und Tätigkeit der ersten Narodna odbrana“ wird bemerkt, daß dieser Verein anläßlich der in Serbien durch die Annexion

Bosniens und der Herzegowina entstandenen Volksbewegung mit folgenden Zielen gegründet wurde:

1. Hebung, Ermutigung und Stärkung des Nationalgefühls.
2. Einschreibung und Sammlung von Freiwilligen.
3. Formierung von Freiwilligeneinheiten und deren Vorbereitung zur bewaffneten Aktion.
4. Sammlung von freiwilligen Beiträgen, Geld und anderen Erfordernissen zur Verwirklichung ihrer Aufgabe.
5. Organisierung, Ausrüstung und Einexerzierung einer besonderen aufständischen Truppe (Komitee), bestimmt zu besonderer und selbständiger Kriegführung.
6. Entwicklung einer Aktion in allen anderen Richtungen der Verteidigung des serbischen Volkes.

Anknüpfend hieran wird bemerkt, daß durch die Anerkennung der Annexion seitens der Großmächte dieser ganzen Arbeit des Vereines ein Ende bereitet worden ist, worauf unter Beibehaltung der bestehenden Vereinsverfassung zu einer Reorganisation des Programmes und zu neuer Arbeit geschritten worden sei, damit bei Wiederholung eines ähnlichen Anlasses „die alte rote Kriegsfahne der Narodna odbrana wieder entfaltet werden könne“.

Im II. Kapitel „Die neue heutige Narodna odbrana“ wird zunächst ausgeführt: „Man hat zur Zeit der Annexion die Erfahrung gemacht, daß Serbien für den Kampf, den ihm die Verhältnisse auferlegen, nicht vorbereitet ist und daß dieser Kampf, den Serbien aufzunehmen hat, viel ernster und schwieriger ist, als man dachte; die Annexion war nur einer der Schläge, den die Feinde Serbiens gegen dieses Land geführt hatten, ein Schlag, dem bereits viele andere Schläge vorangegangen sind und dem noch andere folgen werden. Damit ein neuer Ueberfall Serbien nicht ebenso unvorbereitet trifft, ist es notwendig, sich vorzubereiten, zu arbeiten.“ Als Ziel dieser in den breitesten Schichten des Volkes zu leistenden „Arbeit“ wird die „Vorbereitung des Volkes zum Kampfe in allen Richtungen der nationalen Arbeit, entsprechend den heutigen Zeiterfordernissen“, bezeichnet, und werden als Mittel hierzu „Stärkung des nationalen Bewußtseins, körperliche Uebungen, das wirtschaftliche und gesundheitliche Wohlergehen, Hebung der Kultur usw.“ hervorgehoben, „insoweit auf diesem Gebiete neben dem Staate der einzelne und die Gesellschaft wirken kann und muß“.

Das Kapitel III „Die drei Hauptaufgaben“ beginnt mit dem Hinweise darauf, daß die Annexion gelehrt habe, daß Nationalbewußtsein in Serbien sei nicht so stark, als es in einem Lande sein sollte, welches als ein kleiner Teil von 3 Millionen die Hoffnung und Stütze für 7 Millionen des unterjochten serbischen Volkes bilde. Die erste Aufgabe des Vereines bestehe daher in der Stärkung des nationalen Bewußtseins. Die zweite Aufgabe sei die Pflege körperlicher Uebungen, die dritte die Erzielung einer richtigen Wertung dieser sportlichen Betätigung.

In dem IV. „Vom Schießwesen" handelnden Kapitel wird der Wert einer guten Ausbildung im Schießen speziell für die serbischen Verhältnisse hervorgehoben, da dort die militärische Ausbildung nur 6 Monate dauere. Diese Ausführungen konkludieren in dem Satze:

„Einem neuen Schlage, wie die Annexion einer war, muß ein neues Serbien entgegentreten, worin jeder Serbe vom Kinde bis zum Greise ein Schütze ist."

Kapitel V, welches das „Verhältnis der Narodna odbrana zur Sokolschaft" behandelt, beginnt mit einem allgemeinen kulturpolitischen Exkurs über die Bedingungen der Kräfte der Staaten. Hierbei wird auf den Niedergang der Türkei verwiesen und anknüpfend hieran gesagt:

„Die alten Türken vom Süden her verschwinden nach und nach und nur noch ein Teil unseres Volkes leidet unter ihrer Herrschaft. Aber neue Türken kommen vom Norden, furchtbarer und gefährlicher als die alten. Kulturell und wirtschaftlich stärker, gehen die nördlichen Feinde auf uns los. Sie wollen uns unsere Freiheit, unsere Sprache nehmen, uns zerschmettern. Die Vorzeichen des Kampfes, der da kommt, sind fühlbar. Das serbische Volk steht vor der Frage, sein oder nicht sein."

„Was wollen wir mit den Vorträgen", lautet die Ueberschrift des VII. Kapitels, dessen wesentlichster Inhalt sich in dem Satze erschöpft:

„Die Narodna odbrana veranstaltete Vorträge, welche mehr oder weniger Agitationsvorträge waren. Es wurde das Programm unserer neuen Arbeit entwickelt. Bei jedem Vortrage wurde von der Annexion gesprochen, von der Arbeit der alten Narodna odbrana und den Aufgaben der neuen. Die Vorträge werden nie aufhören, Agitationsvorträge zu sein, sie werden sich jedoch immer mehr nach den einzelnen Fächern entwickeln und sich mit allen Fragen unseres gesellschaftlichen und nationalen Lebens befassen."

In den Kapiteln VIII „Tätigkeit der Frau in der Narodna odbrana", IX „Detail- und Kleinarbeit" und X „Renaissance der Gesellschaft" wird unter Hinweis auf die Aufgaben der Narodna odbrana die Vorbereitung und Vertiefung der Vereinsarbeit und die Notwendigkeit einer Regenerierung der Individuen, des Volkes und des Staates behandelt.

Das Kapitel XI „Neue *Obiliće* und *Singjeliće*"[1]) sagt einleitend:

„Es ist ein Irrtum, zu behaupten, Kossovo sei gewesen und vorüber. Wir befinden uns mitten im Kossovo. Unser heutiges Kossovo ist die Finsternis und Unkenntnis, in welcher unser Volk lebt. Die anderen Gründe

[1]) *Miloš Obilić* (auch *Kobilić*) schlich sich — nach der serbischen Tradition — nach der Schlacht auf dem Amselfelde in das türkische Lager und ermordete dort Sultan *Murad* (*von Kállay*, „Geschichte der Serben", I. Bd.). *Stephan Singjelić*, Knez von Resara, spielte während des serbischen Aufstandes (1807—1810) eine Rolle. 1809 verteidigte *Singjelić* die Redoute von Tschagar gegen die Türken und soll sich, da er der Uebermacht nicht gewachsen war, mit einem Teile der Seinen und mit zahlreichen Türken in die Luft gesprengt haben (*von Kállay*, „Die Geschichte des serbischen Aufstandes").

des neuen Kossovo leben an den Grenzen im Norden und Westen: Die Deutschen, Oesterreicher und Schwabas mit ihrem Vordringen gegen unseren serbischen und slawischen Süden." Anknüpfend hieran wird unter Hinweis auf die Heldentaten des *Obilić* und *Singjelić* auf die Notwendigkeit der Aufopferung im Dienste der Nation hingewiesen und gesagt: „Die nationale Arbeit ist mit Opfern verbunden, namentlich in der Türkei und in Oesterreich, wo solche Arbeiter von den Behörden verfolgt, in den Kerker und an den Galgen gebracht werden. Auch für diesen Kampf gegen die Finsternis und Unwissenheit sind solche Helden nötig. Die Narodna odbrana zweifelt nicht, daß im Kampfe mit Gewehr und Kanone gegen die Schwabas und unsere sonstigen Feinde, dem wir entgegengehen, unser Volk eine Reihe von Helden stellen wird. Doch ist die Narodna odbrana damit nicht zufrieden, denn sie betrachtet auch die heutigen sogenannten friedlichen Verhältnisse als Krieg und fordert gleichfalls Helden für diesen heutigen Kampf, den wir in Serbien und jenseits der Grenze führen."

Ueber die „Verbindung mit den Brüdern und Freunden" handelt das XII. Kapitel, dessen wesentlichster Inhalt sich in folgenden Sätzen zusammendrängt:

„Zu den Hauptaufgaben der Narodna odbrana gehört die Aufrechterhaltung der Verbindung mit unseren nahen und ferneren Brüdern jenseits der Grenze und unseren übrigen Freunden in der Welt. Mit dem Worte „Volk" meint die Narodna odbrana unser ganzes Volk, nicht nur jenes in Serbien. Sie hofft, daß die von ihr in Serbien geleistete Arbeit den Brüdern außerhalb Serbiens ein Ansporn zu lebhafterer Teilnahme an der Arbeit privater Initiative werde, damit der heutige neue Aufschwung für die Schaffung einer kräftigen serbischen Narodna odbrana in allen serbischen Gebieten unter einem vor sich gehe."

„Zwei wichtige Aufgaben" benennt sich Kapitel XIII, welches ausführt:

„Indem wir auf dem Standpunkte stehen, daß durch die Annexion Bosniens und der Herzegowina das Vordringen gegen unsere Länder vom Norden her vollkommen zutage getreten ist, erachtet die Narodna odbrana und nennt dem Volke Oesterreich als unseren ersten und größten Feind." Diese Arbeit (nämlich Oesterreich dem serbischen Volke als dessen größten Feind zu bezeichnen) betrachtet der Verein nach den folgenden Ausführungen als eine gesunde, notwendige Aufgabe, als seine Grundpflicht. Dann fährt die Broschüre fort:

„Wie einst die Türken vom Süden auf uns losgegangen sind, so geht heute Oesterreich vom Norden her auf uns los. Wenn die Narodna odbrana die Notwendigkeit des Kampfes mit Oesterreich predigt, so predigt sie eine heilige Wahrheit unserer nationalen Lage."

Der durch diese Propaganda entstehende Haß gegen Oesterreich sei allerdings nicht das Ziel, sondern die natürliche Konsequenz der Arbeit, deren Zweck die Selbsterhaltung und Freiheit sei. Wenn hierbei der Haß gegen Oesterreich aufkeime, so sei es Oesterreich, welches ihn durch sein Vorgehen

säe, welches Vorgehen den „Kampf gegen Oesterreich bis zu dessen Ausrottung auferlegt“.

Nach einem Lobe der modernen Auffassung der nationalen Idee wird bemerkt, daß bei Besprechung der „Befreiung und Vereinigung“ zu viel mit Phrasen gearbeitet werde. Dem Volke müsse gesagt werden:

„Die Befreiung unserer unterworfenen serbischen Gebiete und deren Vereinigung mit Serbien ist für unseren Herrn, unseren Kaufmann, unseren Bauer notwendig wegen der fundamentalsten Bedürfnisse der Kultur, des Handels, wegen des Brotes und des Raumes. In dieser Erkenntnis wird das Volk mit größerer Opferwilligkeit bei der nationalen Arbeit zugreifen. Unserem Volke muß gesagt werden, daß die Freiheit Bosniens für dasselbe notwendig ist, nicht nur aus Mitleid mit den dortselbst leidenden Brüdern, sondern wegen des Handels und der Verbindung mit dem Meere.

Die „beiden Aufgaben“ der Narodna odbrana werden dann nochmals in folgendem Schlußsatze zusammengefaßt: „Neben der Aufgabe, dem Volke die ihm seitens Oesterreichs drohende Gefahr zu erklären, hat die Narodna odbrana noch die wichtige Aufgabe, unter vollständiger Wahrung der heiligen nationalen Erinnerungen dieses neue, gesunde und in seinen Folgen mächtige Erfassen des Nationalismus und der Arbeit zum Zwecke der Befreiung und Vereinigung in das Volk zu tragen.“

Das XIV., Schlußkapitel, beginnt mit einem Appell an die Regierung und das Volk Serbiens, sich mit allen Mitteln für den Kampf vorzubereiten, „den die Annexion vorangezeigt hat“.

In folgendem Satze wird hierauf die Tätigkeit der Narodna odbrana nochmals rekapituliert:

„Indem die Narodna odbrana zeitgemäß, den veränderten Verhältnissen entsprechend wirkt, dabei alle zur Zeit der Annexion geknüpften Verbindungen aufrechterhält, ist sie heute dieselbe, die sie zur Zeit der Annexion war. Sie ist auch heute odbrana (Wehr), sie ist auch heute Narodna (des Volkes). Sie versammelt auch heute um ihre Fahne die Staatsbürger Serbiens, wie sie sie zur Annexionszeit versammelt hat. Damals rief man nach dem Kriege, heute ruft man nach der Arbeit; damals wurden Meetings, Demonstrationen, freiwillige Komitees, Gewehre und Bomben verlangt, heute wird die stille, fanatische, unermüdliche Arbeit und wieder Arbeit in der Richtung der Aufgaben und Pflichten verlangt, welche wir vorgeführt haben, als vorläufige Vorbereitung für den Kampf mit Gewehr und Kanone, welcher kommen wird.“

Ueber die Organisation der Narodna odbrana enthält diese Broschüre und der Jahresbericht dieses Vereines folgende Daten:

Ein Zentralausschuß mit dem Sitze in Belgrad leitet alle Agenden der Narodna odbrana. Diesem sind alle anderen Ausschüsse der Narodna odbrana untergeordnet. Der Zentralausschuß teilt sich in vier Sektionen: für kulturelle Arbeit, für körperliche Fortbildung, für die finanzielle Gebarung und für auswärtige Angelegenheiten.

Kreisausschüsse mit dem Sitze an den Orten der politischen Kreisbehörden leiten die Vereinsangelegenheiten in den betreffenden Kreisen. Jeder Kreisausschuß teilt sich in je eine Sektion für kulturelle Arbeit (Vorstand ist der im Orte befindliche Obmann einer Filiale der „Kulturliga"), für körperliche Fortbildung (Vorstand ist ein im Orte befindliches Mitglied des Schützen-, Sokol-, Jäger-, Reitervereines) und für finanzielle Gebarung; bei einzelnen Kreisausschüssen besteht auch eine Sektion für auswärtige Angelegenheiten.

Bezirksausschüsse mit dem Sitze an den Orten der politischen Bezirksbehörden leiten die Vereinsangelegenheiten in den betreffenden Bezirken.

Ortsausschüsse sind die leitenden Organe in den einzelnen Orten.

Vertrauensmänner befinden sich in jenen Orten im Innern des Landes, wo die Notwendigkeit, einen Ausschuß zu bilden, nicht besteht.

Vereine, „welche mit der Arbeit der Organisation der Narodna odbrana in engster Verbindung stehen" und von dieser in jeder Hinsicht unterstützt werden, sind: der Schützenbund mit 762 Vereinen, der Sokolbund „Dušan Silni" mit 2500 Mitgliedern, der olympische Klub, der Reiterverein „Knez Mihajlo", der Jägerbund und die Kulturliga.

Alle diese Vereine sind ähnlich organisiert wie die Narodna odbrana, benützen auch deren Lokalitäten, bezw. Vereinshäuser, deren Bibliotheken usw.; angesehene Mitglieder dieser Vereine sind Sektionsvorstände in den Ausschüssen der Narodna odbrana.

Beilage 3.

Auszug aus dem „Bericht über die Tätigkeit des Sokolvereines Dusan Silni in Kragujevac in den Jahren 1912 und 1913" (Kragujevac, Druckerei „Buducnost" Tih. Lekic 1914).

An der Spitze dieses Berichtes ist die Ansprache abgedruckt, mit welcher der Präsident des Vereines, der königlich serbische Major *Kovačević*, die Jahresversammlung im Jänner 1914 begrüßte.

„Es ist Euch bekannt," begann der Präsident, „daß das Sokolwesen, im Kampfe gegen den Germanismus entstanden, eine rein slawische Institution ist, welche das Ziel verfolgt, alle slawischen Brüder zu vereinigen, zu begeistern und durch Kultur und Gewalt für den Kampf gegen den Feind des Slawentums vorzubereiten.

Wir Serben als ein Teil der großen Slawengemeinschaft haben die Sokolidee aufgenommen und der gemeinschaftlichen Arbeit für unser und unserer Brüder Wohlergehen und Glück zugestimmt.

Auch wir Serben wollen im Geiste des Sokols leben und arbeiten, denn wir wünschen, die Müden und Matten zu beleben, die Schwachen und Verkümmerten zu stärken, die Gefangenen und Gefesselten zu befreien. Wir haben dies auch jetzt und in den früheren Kriegen getan. Wir haben einen Teil unserer Brüder von dem Uebermute des Feindes im Süden befreit. Wir haben ihnen die Fesseln aufgerissen, sie der Qualen entledigt und ihnen die

Freiheit gegeben, damit sie in ihr das Glück, die Gleichheit und Brüderschaft fühlen."

Nach einigen Worten der Lobpreisung dieser „edlen Arbeit", welche „einen Teil der großen Sokolidee verwirklichte", fuhr Major *Kovačević* fort:

„Aber meine Brüder und Schwestern, unser Feind im Norden ist gefährlicher und herzloser, weil er kulturell und ökonomisch stärker ist.

Dieser Feind ist in seinen Gelüsten unersättlich; er hält Millionen unserer Brüder in Sklaverei und Ketten. Er nahm ihnen die Freiheit und das Recht und unterwarf sie alle seinen Diensten. Die Brüder murren, rufen und bitten um je raschere Hilfe.

Wir dürfen sie nicht auf Gnade und Ungnade diesem fürchterlichen und gefräßigen Feinde überlassen. Wir müssen ihnen je eher zu Hilfe eilen, weil dies zu tun unsere Pflicht ist. Könnten wir denn schließlich glücklich sein, wenn so viele Brüder in Sklaverei leben, leiden und murren?

Brüder und Schwestern!

Der Feind ist gefährlich, lüstern und lästig. Seien wir immer auf der Hut!

Arbeiten wir mit noch größerer Lust und Aufopferung. Seien wir genau in der heiligen Sokolpflicht, treu und ausharrend.

Bereiten wir uns zum Kampfe und für die gerechte Sokolidee vor.

Vereinigen und gesellen wir uns zu unzählbaren Sokolschwärmen und denken wir immer an jene Wahrheit, welche die serbischen Sokolašen auf ihrer Fahne geschrieben haben: Daß nur ein gesundes, kräftiges, nationalbewußtes und gut organisiertes Volk geeignet ist, sich zu verteidigen, zu kämpfen und zu siegen."

An diese Ansprache des Präsidenten schließt sich der Bericht des Verwaltungsausschusses an. Nach einer Schilderung der Erfolge der letzten Kriege, welche den Verein während zweier Jahre an einer Betätigung hinderten, heißt es dort: „Es kam der Tag, an dem wir zu unserer Arbeit zurückkehren, weil unser Programm noch nicht erfüllt, weil unsere Aufgabe noch nicht beendet ist. Noch ein großer Teil unseres Volkes erduldet die Leiden des gekreuzigten Christus; wir haben noch unsere Brüder jenseits der Drina zu besuchen; wir haben noch die Stadt Sarajevo und das Vermächtnis des heiligen Sava[1]) aufzusuchen; wir haben das Heimatland des Marina Novak, des Deli Radivoj und des alten Vujadin zu besichtigen; wir haben das Gebirge Romanija zu überschreiten und zu sehen, warum sich Travnik in Nebel gehüllt hat; es muß einmal jenes Lied aufhören: Aoj, Bosnien, Du Waisenkind vor Gott, hast Du nirgends Leute Deines Stammes . . . ."

Nach einer Besprechung diverser Unternehmungen des Vereines wird betont, daß der Verein zu den „Brüdervereinen jenseits der Save und Drina" Beziehungen unterhielt und speziell die Entsendung von Delegierten zu der

[1]) Der hlg. Sava ist Schutzpatron der Serben (gestorben 1236). *Ducatus sancti Save* heißt Herzegowina. Vermächtnis des hl. Sava ist also mit Herzegowina gleichbedeutend.

in Sarajevo abgehaltenen Jubelfeier der Prosvjeta betont. Hierzu bemerkt der Bericht: „Durch Absendung der Repräsentanten zu den Brüdern nach Bosnien beabsichtigte der Ausschuß, denselben hiermit zu sagen: „Wir haben Euer nicht vergessen: die Flügel des Falken der Šumadija sind noch mächtig.“

Nach eingehender Schilderung eines Besuches der Agramer Studenten in Serbien[1] und der Fahnenweihe des „Verbandes der nüchternen Jugend“ schließt der Verwaltungsbericht mit folgenden Sätzen:

„Diese Erscheinungen — die Ankunft der Brüder Kroaten in der Šumadija und die Zusammenkunft der „nüchternen Jugend“ aus allen Gegenden des Serbentums weiß die Verwaltung richtig zu würdigen, und man wird nicht übertreiben, wenn man sagt, daß diese Ereignisse den Anfang und Keim einer großen Tat bedeuten, die sich in der nächsten Zukunft abspielen wird.

Sie sind der Ausdruck eines großen, bisher noch stillen Erwachens des nationalen Bewußtseins und der Stärke einer unterdrückten Nation, welcher man nicht erlaubt, daß sie sich emporhebt und einigt. Noch eine Zeitlang, und dieser Keim wird reifen, und wenn die Volksseele noch mehr aufwallt, wird es keine Schranken geben, die sie nicht zerreißen kann, keine Hindernisse, die sie auf ihrem Wege nicht wird niederreißen können. Die Arbeit an der Kräftigung dieser Macht, die Mithilfe und Beschleunigung des Laufes dieser nationalen Entwicklung, die Vorbereitung und die Unterstützung dieser Idee war der Verwaltung stets das Ziel ihrer Handlungen.“

Der Bericht des Kassiers führt vorerst alle jene an, die dem Verein ihre Unterstützung liehen. Nebst einer Reihe von Mitgliedern des Kragujevacer Kreisausschusses werden hierbei dankend erwähnt:

Der Kreisausschuß der „Narodna odbrana“ in Kragujevac, insbesondere dessen Rittersektion, die dem Sokolvereine öfters mit reichlichen Unterstützungen zu Hilfe kam; der Direktor des Gymnasiums in Kragujevac, der den Sokolen „ständig seine väterliche Aufmerksamkeit zeigte“; der Divisionskommandant der Šumadija, der den Verein reichlich unterstützte; der Präsident des Kreisgerichtes in Kragujevac, der Kreisvorstand und der Gemeindevorstand in Kragujevac.

Nachdem der Kassier der im Kriege gefallenen Vereinsmitglieder gedacht hat, schließt er seinen Bericht mit folgenden Worten:

„Nach dem so glänzenden Siege über einen Teil unseres Feindes hofft die Vereinsleitung, daß Ihr alle von nun ab noch mehr, fester und lieber Euch der Tätigkeit des Sokoltums widmen werdet, damit Ihr in unserem Falkenhorst Falken erzieht, die im gegebenen Zeitpunkte eines Tages in der Lage sein werden, hoch aufzufliegen und auf ihren mächtigen Schwingen auch

---

[1] Dieser Besuch der Agramer Studenten (April 1912) in Belgrad, Niš, Semendria usw. wurde in Serbien zu einer großen, monarchiefeindlichen Demonstration benützt. Den Ausflüglern wurden militärische Ehren erwiesen, es fanden in der Militärakademie und im Offizierskasino Déjeuners und Bälle statt. In Niš wurde zu Ehren der Besucher sogar eine militärische Parade abgehalten.

allen unseren noch nicht befreiten Brüdern Brüderschaft, Liebe und Freiheit zu bringen."

Der Jahresbericht ist unterfertigt von dem Major *M. J. Kovačević* als Präses, dem Gerichtssekretär *D. V. Brzaković* als Sekretär und von 10 Vorstandsmitgliedern, unter denen sich zwei Professoren (*Emil Lukić* und *Milan Janković*) sowie ein weiterer Offizier (Infanteriemajor *Michael Vasić*) befinden.

Aus diesem Jahresberichte und aus einer von dem Kragujevacer Sokolvereine dem „Srpski Soko" in Tuzla zur Ausfüllung zugesendeten, gleichfalls vom Major *Kovačević* und Gerichtssekretär *Brzaković* gezeichneten Tabelle geht hervor, daß die Sokolvereine in Serbien mit einzelnen derartigen Vereinen in der Monarchie in einem bisher nicht bekanntgewesenen engeren Verbande stehen.

Beilage 4.

Das serbische Amtsblatt im Dienste der Narodna odbrana.

Dem serbischen Amtsblatte „Srpski novine" vom 28. Juni 1914 (n. St.) lag als Beilage ein Aufruf der „Narodna Odbrana" bei, der allen Abonnenten des Blattes zugestellt wurde.

In diesem Aufrufe finden sich die folgenden Stellen:

„Brüder und Schwestern! Nur ein Teil des Kossovo wurde gerächt, nur ein Teil des St. Veittages (Vidovdan) gesühnt. Ebenso weit und breit, wie die Gebiete sind, in denen unsere Volkssprache gehört wird – die serbische, kroatische und slowenische — von Kikinda bis Monastir, von Triest bis Carevo-Solo, ebenso weit und breit ist die Bedeutung des St. Veittages und des Kossovo. So viel nationale Seelen auf diesem Territorium weinen, so viel Ketten unserer Brüder knirschen, so viel Arbeit ist noch zu leisten, so viel haben wir noch zu opfern. Der St. Veittag konnte früher für uns einen Tag der Trauer bedeuten, aber heute, wo wir schon tief in die neue Geschichte des Volkes geschritten sind, wo hinter uns große und glorreiche nationale Geschehnisse stehen und uns noch größere und glorreichere erwarten, heute, wo wir in der Mitte des Schaffens des großen nationalen Staates stehen, heute muß für uns der St. Veittag ein Tag großer Freude und Stolzes wegen des Geschehenen sein, da es aus ihm entsprossen ist und noch mehr wegen dessen, was kommen wird. Serben und Serbinnen! Millionen unserer Brüder, Slowenen, Kroaten und Serben außerhalb unserer Grenzen, schauen heute auf uns, die Kinder des Königreiches, und ihre Brust wölbt die Freude und die Hoffnung, indem sie unsere heutige majestätische Manifestation für die nationale Sache betrachten. Dem Mutigen hilft Gott! Vorwärts alle! Es ruft uns derjenige Teil unserer geheiligten Aufgabe, der noch unverwirklicht geblieben ist. Am St. Veittage 1914 in Belgrad.

Beilage 5.

Zeugenaussage des Trifko Krstanović über die Narodna odbrana.

Der Bäckergehilfe *Trifko Krstanović* in Zavidovici wurde von einer Gendarmeriepatrouille in der Nacht vom 6. zum 7. Juli 1914 verhaftet, weil durch eine kurz nach Verübung des Attentates gegen den Herrn Erzherzog *Franz Ferdinand* von ihm gemachte Aeußerung, dieses Attentat sei zu erwarten gewesen, der Verdacht entstanden war, daß er von dem Komplotte Kenntnis gehabt habe.

Er wurde deshalb dem Kreisgerichte in Sarajevo eingeliefert. Bei der Abhörung des Verhafteten ergab sich, daß seine Aeußerung den gegen ihn rege gewordenen Verdacht nicht rechtfertigte, da sie, lediglich auf seinen früheren Kenntnissen von der Tätigkeit der Narodna odbrana beruhend, bloß der Ausdruck seiner Ueberzeugung gewesen war, daß bei der in Serbien gegen die österr.-ungar. Monarchie und speziell gegen den Herrn Erzherzog *Franz Ferdinand* entfalteten Agitation eine derartige Tat erwartet werden mußte. Das gegen *Krstanović* eingeleitete Verfahren wurde deshalb mangels jedes Tatbestandes eingestellt und der Genannte mit Rücksicht auf seine für die Untersuchung wichtigen Kenntnisse über die Tätigkeit der Narodna odbrana als Zeuge einvernommen.

Ein die hier interessierenden Umstände betreffender Auszug aus diesem am 19. Juli 1914 aufgenommenen Zeugenprotokolle folgt hiermit:

„Im Herbste des Jahres 1908 überschritt ich auf der Mokra Gora bei Višegrad die Grenze nach Serbien, um mir Beschäftigung zu suchen. Zuerst kam ich nach Bajina Bašta im Bezirke Užice, und da ich dort keinerlei Beschäftigung fand, ging ich nach Belgrad, wo ich gerade zu der Zeit der Verkündigung der Annexion Bosniens und der Herzegowina einlangte. Da ich sah, daß wegen der Annexion in der Bevölkerung eine große Bewegung und Erregung entstanden war und daß ich keinerlei Beschäftigung werde finden können, ging ich in das k. u. k. Konsulat und ersuchte, mich nach Hause abzufertigen. Dort sagte man mir, daß ich nachmittags kommen möge und daß man mich dann in die Heimat abfertigen werde. Als ich jedoch aus dem Konsulate hinausging, erwischte mich auf der Straße ein Gendarm und fragte mich, woher ich sei; in der Meinung, ich sei ein Spion, führte er mich in eine Karaula. Hier verhörte man mich, und als ich ihnen sagte, daß ich gerne nach Hause möchte, begann mich ein Unteroffizier zu schmähen, wieso ich jetzt aus Serbien wolle, da sie gerade jetzt mehr Leute brauchen, weil es zu einem Kriege mit Oesterreich kommen könnte. Als ich ihm sagte, daß ich nichts zum Leben habe, antwortete er mir, daß ich volle Versorgung finden werde, wenn ich mich in das Komitee einschreibe. Ich war in jener Not damit einverstanden und ein Gendarm führte mich in das Gasthaus „Zelenom Vijencu“ („zum grünen Kranz“) und stellte mich dort dem *Voja Tankosić*, dem Führer des Komitees und Kapitän im regulären Heere, vor. Hier beim „grünen Kranz“ wurde ich in Kost und Wohnung genommen, und wie ich

sah. waren hier auch andere vom Komitee wohnhaft. *Voja Tankosić* sagte mir, daß es der Zweck des Komitees sei, sich zu unterrichten im Bombenwerfen, in der Zerstörung von Brücken, Tunnels, Telegraphen und Eisenbahnen, und zwar deshalb, weil es leicht zu einem Kriege zwischen Serbien und Oesterreich kommen könnte. Hierauf führte mich ein Mann in ein ärarisches kleineres Haus neben dem Finanzministerium, wo die Kanzleien des Komitees sich befanden, und hier in der Kanzlei traf ich *Milan Pribičević*, welcher mich in das Komitee einschrieb. Bei dieser Einschreibung fragte mich *Milan Pribičević*, ob mir *Voja Tankosić* gesagt habe, welche Pflichten ich als Komita habe, worauf ich antwortete: „ja". Er sagte mir, daß die Eingeschriebenen tüchtig, stark und opferwillig sein müßten. Damals waren wir etwa 70 eingeschrieben. In Belgrad haben wir nichts gemacht. Nach etwa 1½ Monaten teilte uns unser Führer *Tankosić* mit, daß die Großmächte unser Komitee verboten haben und daß wir uns aus Belgrad entfernen und irgendwo in einem verlorenen Ort verstecken müssen, wohin Fremde nicht kommen. Auf diese Weise sandten sie uns in die Stadt Cuprija. Hier übten uns ein die Offiziere *Voja Tankosić*, *Dušan Putnik*, *Zivko Gvozdić* und *Mitar Djinović*, der in die montenegrinische Bombenaffäre verwickelt war und in Montenegro erschossen wurde. Es war uns verboten, mit den übrigen Leuten zu verkehren, damit man nichts von unserem Zwecke erfahre und auch nichts davon, wie viele wir wären. Wir übten uns in dem Werfen von Bomben, in dem Errichten von Minen und in der Zerstörung von Telegraphen, Eisenbahnen, Tunnels und Brücken. Alle 14 Tage kamen zu uns *Milan Pribičević*, General *Božo Janković*, der Apotheker *Škarić*, der Abgeordnete *Zivko Rafajlović*, ein gewisser *Glišić Milutin*, Beamter im Finanzministerium, und diese sahen zu, wie wir übten und beglichen jedesmal für uns die Kosten der Verpflegung. Unsere Lehrer sagten uns, daß wir Komitees, sobald der Krieg verkündigt sei, voraus gehen werden, hinter uns die Freiwilligen und dann das reguläre Heer. In Cuprija waren wir etwa 140 Mann. Wir bekamen außer der Kost, Wohnung und Kleidung je 25 Para täglich für Tabak. Die Schule dauerte beiläufig 3 Monate, d. h. bis März 1909. Dann sagten uns die Mitglieder des Ausschusses, daß wir entlassen wären, daß jeder gehen könne, wohin er wolle, denn die Annexion Bosniens und der Herzegowina sei von den Großmächten anerkannt und unser Komitee habe keinen Zweck mehr. Bei der Auflösung des Komitees sagte mir General *Božo Janković*, daß ich in den Dienst des *Božo Milanović* in Šabac trete und 50 Dinar monatlich Lohn erhalte. Er sagte mir nicht, welcher Dienst das sein werde. Ich nahm an, weil ich mich als Komitee gegenüber dem General *Janković* zu folgen verpflichtet fühlte und auch, da ich nichts zum Leben hatte und mir ein Brot suchen mußte. So kam ich im März 1909 nach Šabac und meldete mich bei *Božo Milanović*, Kaufmann in Šabac. General *Janković* hatte mir gesagt, daß *Božo Milanović* der Vorstand der Narodna odbrana in Šabac sei und daß ich bei ihm in dieser Narodna odbrana dienen werde. Als ich dem *Božo Milanović* das Schreiben des Generals gab und er es ge-

lesen hatte, sagte er mir, daß ich ihm treu dienen und seine Aufträge ausführen müsse. Der hauptsächlichste Dienst werde für mich sein, Briefe auszutragen, wohin sie eben lauten. Falls ich einen Brief nicht dorthin tragen werde, wohin er gerichtet sei und falls irgend jemand anderer zu diesem Briefe käme, so sei das mit meinem Leben verbunden. Gleich nächsten Tages gab mir *Božo Milanović* einen geschlossenen Brief, den ich zu *Čedo Lukić* Finanzwachtmeister in Serbisch-Rača, tragen sollte. Am Wege nach Rača, im Orte Bogatic, stellte mich der Bezirkskapetan, nahm mir den Brief ab, öffnete und las ihn. In dem Brief stand, daß *Lukić* sofort drei Boote kaufen solle, damit sie fertig wären, falls sie gebraucht würden. Dem Briefe waren 100 Dinar beigeschlossen. Bei dieser Gelegenheit sagte mir der Kapetan, daß vom Ministerium der strenge Auftrag gekommen sei, daß die Komitatschi auf eigene Faust nichts tun dürfen, damit nicht eine internationale diplomatische Intervention provoziert werde. Ich kehrte nach Šabac zurück und meldete dem *Božo Milanović*, was mir geschehen war. *Božo Milanović* wendete sich an den Kreispräfekten, und dieser ordnete an, daß mir der Revolver, den mir der Kapetan in Bogatic abgenommen hatte, zurückgestellt werde. Auch ordnete er an, daß der Kapetan den Brief an *Čedo Lukić*, an welchen er lautete, zu expedieren habe. Derartige Briefe habe ich vom März 1909 bis zum Oktober 1910 ausgetragen, und zwar habe ich während dieser Zeit nach Serbisch-Rača 43 Briefe, nach Ložnica 55 Briefe, nach Zvornik 5, nach Ljubivija 2 Briefe getragen und nach Koviljača weiß ich nicht wie viele. Ich habe mir deswegen gemerkt, wie oft ich in jedem Orte war, weil diese Orte von Šabac sehr weit entfernt sind. Die Briefe habe ich an die Leiter der Zollämter in den betreffenden Orten getragen, und von diesen habe ich wieder Briefe als Antwort erhalten und zu *Božo Milanović* getragen. Ich erinnere mich, daß ich auch einigemale Briefe nach Šepačka Ada getragen habe. Mein Gehilfe im Austragen von Briefen war ein gewisser *Vaso Erić*, gebürtig aus Srebrenica. Nach Belgrad habe ich Briefe von *Božo Milanović* jede Woche getragen und an *Milan Pribičević* und *Božo Janković* zugestellt. Von dem Inhalte dieser Briefe habe ich nichts gewußt und hat mir auch niemand hierüber etwas gesagt. Soviel ich sehen konnte, waren die Briefe, welche *Božo Milanović* absandte, nicht chiffriert, während die Briefe, welche die Zollamtsleiter sendeten, mit besonderen Zeichen geschrieben waren, was ich beobachtet habe, als sie *Božo Milanović* öffnete. Einmal brachte ich dem *Božo Milanović* ein solches chiffriertes Schreiben, ich glaube aus Zvornik, und dieser sendete mich mit dem Schreiben zu *Mika Atanasijević*, Professor in Šabac, damit er es dechiffriere. Dieser vollführte das, wie er das gewöhnlich tat; aber vielleicht vergaß er den Brief zu schließen, so daß ich ihn lesen konnte. In dem Briefe stand, daß von sicherer Seite gemeldet werde, daß Geld mit dem Bildnisse des Thronfolgers zu prägen sei und daß dies ein Zeichen sei, daß Kaiser Franz Joseph abdizieren werde. Etwa nach 8 Monaten meiner Dienstleistung bei *Božo Milanović* gab mir *Božo* seine Visitkarte, auf welcher ein Totenkopf aufgezeichnet war und auf der aufgeschrieben stand, daß ich zum Vertrauten (povjerenik) der Narodna

odbrana ernannt sei. Bei dieser Gelegenheit sagte er mir, daß es sich um Spionage handle . . . .

Von dem Offizier *Dušan Opterkić*, dem Mitgliede der Narodna odbrana, erfuhr ich einmal, daß die Narodna odbrana in Bosnien und Herzegowina 23 Mitglieder habe. Sonst ist mir aber nicht bekannt, ob und welche Organisation die Narodna odbrana in Bosnien hat. Hin und wieder gab mir *Milan Pribičević* einen Revolver oder aber Geld zum Ankauf eines Revolvers, damit ich ihn den Finanzern an der Grenze gebe, welche als Komitatschis dienten, da sie keinen Revolver hatten und auch kein Geld, um sich einen solchen selbst zu kaufen. Wie mir scheint, gab ihnen *Milan Pribičević* diese zur Ehrung, weil sie eben Komitatschis waren. Eine andere Beschäftigung mit Waffen hatte ich nicht.

Einmal bekam ich zur Zeit meiner Dienstleistung von *Božo Milanović* den Auftrag, mit einem Manne zu einem Bauern in Lijesnica an der Drina zu gehen, und dieser Bauer werde uns informieren und alles, was notwendig wird, zeigen, damit wir zwei den *Ljubo Stanaričić*, serbischen Reserveoffizier, der nach Bijeljina geflüchtet war, töten. Der Ausschuß der Narodna odbrana hatte nämlich erfahren, daß *Ljubo Stanaričić* für den serbischen Staat gefährlich sei und hatte beschlossen, daß er getötet werden solle.

Von *Božo Milanović* erhielten ich und jener Mann den Auftrag, an einem bestimmten Orte über die Drina zu gehen und *Ljubo Stanaričić*, der gerade am Ufer der Drina auf der bosnischen Seite im Bijeljiner Bezirke wohnhaft ist, zu töten. Ich und jener Mann waren in die Drina gestiegen, aber weil das Wasser tief war und wir auch sahen, daß *Ljubo* mit dem Gewehr auf der Schulter um sein Haus herumgehe, kehrten wir zum Hause jenes Bauern zurück. Weil ich sah, daß wir ihn mit dem Messer nicht töten können, sendete ich jenen Mann nach Šabac, damit er *Božo Milanović* melde, daß es nicht möglich sei, den *Stanaričić* auf diese Weise, wie er wolle, nämlich mit dem Messer, zu töten. Daraufhin erhielt ich vom *Božo Milanović* den Auftrag, daß wir ihn auf jeden Fall töten. Dann haben wir uns entschlossen, ihn mit dem Gewehr zu erschießen. Dieser Mann, der mit mir war, hatte nach dem Auftrage des *Božo* auf *Stanaričić* zu schießen und ihn zu töten und ich hatte zu kontrollieren, ob dieser Auftrag ausgeführt werde. Inzwischen kam jedoch ein berittener Gendarm und brachte vom Kreispräfekten in Šabac den Auftrag, daß wir zurückkehren und von der ursprünglichen Absicht abstehen sollen. Und so kehrten wir nach Šabac zurück.

Im Oktober 1910 verlangte ich vom *Božo Milanović*, daß er mir den Lohn erhöhe, und als er mir das nicht tun wollte, bedankte ich mich für den Dienst. Aus Šabac ging ich nach Belgrad, wo ich mit dem General *Janković* zusammentraf, der mich verhaften ließ, deshalb, weil ich den Gehorsam aufgesagt habe. Sie zogen mich durch verschiedene Gefängnisse, etwa durch zwei Monate, und alles deswegen, weil ich ihnen den Gehorsam aufgesagt hatte und sie sich fürchteten, daß ich ihre Geheimnisse verrate. Zum Schlusse entschieden sich die Behörden, mich nach Bosnien zu expedieren.

In Šabac sagte mir ein Gefangener, daß es sich um mein Leben handelt. Die Gendarmen begleiteten mich bis Zvornik, wo sie mich den bosnischen Gendarmen übergaben. So kam ich im Dezember 1910 nach Bosnien.

Von irgend einer Schwarzen Hand weiß ich nichts Bestimmtes, mit Ausnahme dessen, was ich von dieser Hand in serbischen Zeitungen gelesen habe. Heute erinnere ich mich nicht daran, was von dieser Schwarzen Hand in Zeitungen geschrieben war. Ebenso weiß ich nichts von der Schwarzen Liste. In Serbien herrschte nach der Annexion ein allgemeiner Unwille und Haß gegen die Person des österreichischen Thronfolgers, denn er war allgemein als ein Blutfeind der Serben angesehen.

Im übrigen berief sich *Krstanović* auf seine früheren Angaben, von denen bloß die folgenden zur Ergänzung der vorstehenden Aussage von Interesse sind.

Das Komitee, in das *Krstanović* durch *Milan Pribičević* aufgenommen wurde, gelangte von der Narodna odbrana zur Aufstellung. In der Schule in Ćuprija befanden sich 20—22 Angehörige aus der Monarchie. Unter den Schülern war auch *Milan Ciganović*.

In der Schule zu Ćuprija wurde gelehrt, daß die Komitees bereit sein müssen, auf Befehl der Narodna odbrana nach Bosnien zu gehen und dort nach den von ihren Vorgesetzten erhaltenen Aufträgen zu handeln.

Beilage 6.

Auszug aus den Akten des Kreisgerichtes in Sarajevo über das Strafverfahren gegen Jovo Jaglicic und Genossen wegen Verbrechens der Ausspähung.

Im Jahre 1913 wurde eine von *Jovo Jagličić* und mehreren Komplizen in Bosnien zugunsten Serbiens betriebene Ausspähungsaktion aufgedeckt. Das hierauf in Sarajevo eingeleitete Strafverfahren lieferte unter anderem auch folgendes, einen Einblick in die Methoden der großserbischen Propaganda und speziell der Narodna odbrana bietendes Material.

Jovo Jagličić gab an, daß er im Monat August oder September 1912 zum ersten Male dem gewesenen Viehrevisor in Foca, *Petar Klarič* genannt *Pešut*, begegnete, welcher im Herbst 1912 nach Montenegro geflüchtet und dann Komitatschi geworden war.

Bei der ersten Zusammenkunft fragte *Klarić* den *Jagličić*, ob er den Rade *Milošević* aus Kalinovik kenne, und meinte auf die Antwort des letzteren, daß *Milošević* im Spital schwer krank liege: „Schade, wenn er stirbt, wir haben Merkwürdiges gesprochen; hat er Dir nichts davon erwähnt?" Auf die verneinende Antwort erwiderte *Klarić*: „Ich hätte Dir etwas Wichtiges mitzuteilen, wir sind Serben und müssen etwas Wichtiges für Serbien tun, komme zu mir in meine Kanzlei." Dort entspann sich nun zwischen ihnen folgendes Gespräch:

„*Jovan*, ich will Dir etwas erzählen, ich kenne Dich noch nicht, ob Du mich verraten wirst? Ich sage es Dir trotzdem, und wenn Du das Herz hast, verrate mich!"

Auf die Frage des *Jagličić*, um was es sich denn handle, antwortete *Klarić*: „Bruder, in Serbien existiert ein Verein „Narodna odbrana". In diesen Verein sollen viele Leute eintreten; es sind auch schon viele in Bosnien und der Herzegowina sowie in der ganzen Monarchie angeworben; es gibt Leute dabei von Intelligenz und Wohlhabende, das sind große Köpfe, und wenn es die können, warum sollen es nicht auch wir tun, damit wir auch etwas dazu beitragen."

Auf die Frage, welche Ziele dieser Verein verfolgt, antwortete *Klarić*:

„Der Verein verfolgt den Zweck: z. B. Du bist in Kalinovik, Du meldest mir, was es dort Neues gibt, wieviel Militär, Kanonen, Munition, verschiedene Gewehre, wer kommt, wer geht u. dgl. Wir haben eine geheime Schrift „Chiffre" und korrespondieren mit derselben. Wenn Du treu bist, erhältst Du sie auch."

Jagličić hatte Furcht, daß *Klarić* ihn nur ausforsche, um ihn dann zu verraten, und ersuchte ihn daher, er solle ihm einige Namen von Mitgliedern nennen, worauf *Klarić* eine Zeitlang nachdachte und dem *Jagličić* dann einen Namen nannte, der diesem Vertrauen einflößte.

Hierauf sagte ihm *Klarić*: „Soll ich Dir den ‚Chiffre' geben?" *Jagličić* war damit einverstanden. *Klarić*, welcher den Chiffre auswendig kannte, schrieb ihn auf einen Zettel auf und übergab ihn dem *Jaglčić*.

Bei einer anderen Gelegenheit erzählte *Klarić* von seinem Aufenthalt in Banja-Koviljača (bei Ložnica), wo er durch den serbischen Hauptmann *Todorović*[1]) Unterricht im Bombenwerfen erhalten hat, und sagte auf die Frage des Beschuldigten, warum er dies gelernt habe: „Wenn es zu etwas kommt, wie ich Dir bereits gesagt habe, ist es notwendig, daß ich mit Bomben umzugehen verstehe, daß ich Dich einübe und Du dann die anderen, damit Pulvermagazine und sonstige wichtige Objekte in die Luft gesprengt werden, weil wir in diesem Falle Bomben aus Serbien erhalten werden."

Hierauf beschrieb *Klarić* das Aussehen der Bomben und sagte, daß er bereits Leute angeworben habe, welche im Falle eines Krieges die Telegraphen- und Telephondrähte durchschneiden werden.

Bei diesen Zusammenkünften erfuhr *Jagličić* von *Klarić* auch, daß es zu den Aufgaben der Mitglieder der Narodna odbrana gehört, österreichisch-ungarische Soldaten zur Fahnenflucht zu verleiten, Freiwillige (Komitatschis) anzuwerben, Banden zu organisieren, Objekte und Depots zu sprengen usw. Auch teilte ihm *Klarić* mit, daß selbst die chiffrierte Korrespondenz zwischen den serbischen und bosnischen Mitgliedern nicht der Post anvertraut, sondern durch sichere Boten über die Grenze befördert wird.

Klarić hat dem *Jagličić* weiters erzählt, daß gelegentlich der Prosvjetafeier (im September 1912) mit der zu dieser entsendeten Deputation aus Serbien auch ein serbischer Major in Sarajevo im Hotel „Europe" ge-

---

[1]) Hauptmann *Kosta Todorović* war damals tatsächlich Grenzkommissär und Leiter des serbischen Kundschaftsdienstes für die Grenzstrecke Rača—Ljuboija.

wohnt hat[1]), welchem *Klarić* Mitglieder der Narodna odbrana zuführte, die dieser beeidete.

Von einem Spione erfuhr *Jagličić*, daß Bomben nach Sarajevo kommen werden oder schon gekommen sind, daß diese das Aussehen von Seifenstücken haben[2]) und daß man auch diesem Spione 2—3 Stücke senden oder daß er sich solche abholen werde.

Beilage 7.

Aus konfidentiellen Meldungen über die „Narodna odbrana".

Die Leitung der Narodna odbrana besteht aus Vertretern aller Parteirichtungen, um auch die Fortschrittler und die Gegner der Verschwörer zu gewinnen. Ihr eigentlicher Spiritus rector ist der jetzige Major *Pribičević*. Die Sekretärstelle ist immer mit einem beurlaubten Offizier besetzt.

Aufgabe der Narodna odbrana ist es, in den südslawischen Teilen Oesterreich-Ungarns eine wirksame Propaganda in Militär- und Zivilkreisen zu entwickeln, um so eine Revolution vorzubereiten, eventuelle Mobilisierungen zu stören, Paniken und Revolten hervorzurufen usw.

Die Organisation besitzt in der Monarchie mehrere Vertrauensmänner und Emissäre, die eine stille Propaganda von Mann zu Mann betreiben. Einzelne haben spezielle Missionen, um bei wichtigen Brücken, Knotenpunkten usw. einige Leute — womöglich Eisenbahnbeamte — anzuwerben, welche die Aufgabe haben, im geeigneten Momente etwa erhaltene Weisungen durchzuführen oder durchführen zu lassen.

Der Verkehr zwischen den Mitgliedern der Narodna odbrana wird möglichst durch persönliche Fühlungnahme bewerkstelligt.

Als Mitglieder werden hauptsächlich junge Leute, Arbeiter, Eisenbahner geworben.

Beilage 8.

Auszug aus den Akten des bosnisch-herzegowinischen Kreisgerichtes in Sarajevo über die dort anhängige Untersuchung gegen Gavrilo Princip und Genossen wegen des am 28. Juni 1914 an Seiner k. und k. Hoheit dem Herrn Erzherzoge Franz Ferdinand von Oesterreich-Este und Ihrer Hoheit der Frau Herzogin Sophie von Hohenberg verübten Verbrechens des Meuchelmordes.

I. Die Tat und die Täterschaft.

Gavrilo Princip, *Nedeljko Čabrinović*, *Trifko Grabež*, *Vasco Čubrilović* und *Cetres Popović* sind geständig, in Gemeinschaft mit dem

[1]) Zu der Prosvjetafeier war der serbische Major *Mika Janković* als serbischer Delegierter erschienen.

[2]) Die bei dem Sarajevoer Attentate gegen Erzherzog *Franz Ferdinand* verwendeten und die im Jahre 1913 in der Save bei Brčko gefundenen, aus dem königl. serbischen Arsenale in Kragujevac stammenden Bomben können tatsächlich mit Seifenstücken verglichen werden.

flüchtigen *Mehemed Mehmedbašić* ein Komplott zur Ermordung des Herrn Erzherzogs *Franz Ferdinand* gebildet und mit Bomben, teilweise auch mit Browningpistolen ausgerüstet, Höchstdemselben am 28. Juni 1914 auf Seiner Rundfahrt durch Sarajevo zwecks Verübung des geplanten Attentates aufgelauert zu haben.

Nedeljko Čabrinović ist geständig, als erster unter den Verschwörern gegen den Wagen des Herrn Erzherzogs eine Bombe geschleudert zu haben, die ihr Ziel verfehlte und die beim Explodieren lediglich Insassen des dem erzherzoglichen Automobile folgenden Wagens verletzte.

Gavrilo Princip ist geständig, aus einer Browningpistole zwei Schüsse gegen das erzherzogliche Automobil abgegeben zu haben, durch welche der Herr Erzherzog *Franz Ferdinand* und die Frau Herzogin *Sophie von Hohenberg* tödlich verletzt wurden.

Beide Täter geben die Mordabsicht bei Verübung der Tat zu.

Diese Geständnisse haben durch die gepflogenen Erhebungen ihre volle Bestätigung gefunden, und ist festgestellt, daß weiland Herr Erzherzog *Franz Ferdinand* und weiland Frau Herzogin *Sophie von Hohenberg* an den Folgen der von *Gavrilo Princip* auf sie abgegebenen Revolverschüsse gestorben sind.

II. Entstehung des Komplotts.

Die Beschuldigten haben, im wesentlichen übereinstimmend, vor dem Untersuchungsrichter nachstehende Angaben gemacht:

Im April 1914 faßte *Princip* während seines Aufenhaltes in Belgrad, wo er in dortigen Kaffeehäusern mit vielen serbischen Studenten verkehrte, den Plan zur Ausführung eines Attentates auf weiland Herrn Erzherzog *Franz Ferdinand.* Diese Absicht hat er mit dem ihm bekannten, damals gleichfalls in Belgrad anwesenden *Čabrinović* besprochen, der sich damals schon mit dem gleichen Gedanken trug und der zur Teilnahme an dem Attentate sofort bereit war. Ueber die Verübung eines Anschlages auf den Herrn Erzherzog wurde in dem Kreise, in dem *Princip* und *Čabrinović* verkehrten, oft gesprochen, da der Herr Erzherzog als gefährlicher Feind des serbischen Volkes galt.

Die zur Ausführung der Tat nötigen Bomben und Waffen wollten sich *Princip* und *Čabrinović*, da sie selbst die Mittel zu deren Ankauf nicht besaßen, zuerst von dem serbischen Major *Milan Pribičević* oder von der Narodna odbrana beschaffen. Da aber Major *Pribičević* und das maßgebende Mitglied des genannten Vereines, *Živojin Dačić*, zu jener Zeit verreist waren, beschlossen sie zu trachten, die Waffen von dem ihnen bekannten ehemaligen Komitatschi und derzeitigen Staatsbahnbeamten *Milan Ciganović* zu erhalten.

Nun trat *Princip* durch Vermittlung eines intimen Bekannten mit *Ciganović* mit diesem in Verbindung. *Ciganović* suchte hierauf den *Princip* auf, sprach mit ihm über das geplante Attentat, das er vollkommen billigte, und erklärte zunächst, daß er es sich noch überlegen wolle, ob er die Waffen

hierzu beistellen solle. Auch *Čabrinović* sprach mit *Ciganović* wegen der Waffen.

Zu Ostern zog *Princip* den gleichfalls in Belgrad anwesenden *Trifko Grabež* ins Vertrauen, der sich nach seinem Geständnisse gleichfalls zur Mitwirkung an dem Attentate bereit erklärte.

In der folgenden Zeit hatte *Princip* wiederholt Gespräche mit *Ciganović* über die Ausführung des Attentates.

Inzwischen hatte sich *Ciganović* wegen des geplanten Attentates auch mit dem ihm eng befreundeten serbischen Major *Voja Tankosić* ins Einvernehmen gesetzt, der dann für diese Zwecke die Browningpistolen zur Verfügung stellte.

Grabež gesteht in Uebereinstimmung mit den Angaben des *Princip* und *Čabrinović* zu, am 24. Mai in Begleitung des *Čiganović* den Major *Tankosić* über dessen Wunsch in seiner Wohnung besucht zu haben. Nach der Vorstellung habe *Tankosić* dem *Grabež* gesagt: „Bist Du dieser, bist Du entschlossen?" worauf *Grabež* erwiderte: „Ich bin es." Als *Tankosić* dann fragte: „Versteht Ihr aus dem Revolver zu schießen?" und *Grabež* hierauf verneinend antwortete, sagte *Tankosić* zu *Čiganović*: „Ich werde Dir einen Revolver geben, gehe und unterrichte sie im Schießen."

Hierauf führte *Čiganović* den *Princip* und den *Grabež* zur Militärschießstätte in Topčider und erteilte ihnen in einem bei der Schießstätte liegendem Walde Unterricht im Schießen mit Browningpistolen auf Ziele. Hierbei erwies sich *Princip* als der bessere Schütze. *Čiganović* hat den *Princip*, *Grabež* und *Čabrinović* auch mit dem Gebrauche der ihnen später übergebenen Bomben vertraut gemacht.

Am 27. Mai 1914 übergab *Ciganović* dem *Princip*, *Cabrinović* und *Grabež* nach deren übereinstimmenden Geständnissen 6 Bomben, 4 Browningrevolver und genügende Mengen Munition sowie eine Glastube mit Zyankali, damit sie sich zwecks Wahrung des Geheimnisses nach verübter Tat vergiften. Ueberdies gab ihnen *Ciganovič* Geld.

Schon zu Ostern hatte *Princip* den *Danilo Ilić* von seinem Attentatsplane unterrichtet. Bei der Rückkehr nach Sarajevo ersuchte er nun diesen, einige weitere Personen zu werben, die sich an dem Attentate beteiligen, damit es sicher gelinge. Hierauf hat *Ilić* nach seinem Geständnisse den *Jaso Čubrilović*, *Četro*, *Popović* und *Mehemed Mehmedbašić* hierzu geworben.

III. Herkunft der Bomben.

Bei Verübung des Attentates war nur eine der Bomben zur Verwendung gelangt. Die übrigen fünf Bomben wurden später von der Polizei in Sarajevo zustande gebracht.

Diese Bomben sind nach dem Gutachten der gerichtlichen Sachverständigen serbische Handgranaten, die fabrikmäßig erzeugt wurden und für militärische Zwecke bestimmt waren. Sie sind identisch mit den 21 Bomben, die im Jahre 1913 in der Save bei Brčko gefunden wurden und die sich zum

Teile noch in der Originalpackung befanden, aus der sich mit Sicherheit ergab, daß sie aus dem serbischen Waffenlager in Kragujevac stammten.

Damit ist festgestellt, daß auch die bei dem Attentate gegen den Herrn Erzherzog *Franz Ferdinand* verwendeten Granaten aus den Vorräten des Kragujevacer Armeedepots stammen.

Grabež nennt die ihm und seinen Komplizen übergebenen Granaten ganz spontan „Kragujevacer Bomben".

IV. Transport der drei Attentäter und der Waffen von Serbien nach Bosnien.

Princip gibt hierüber folgendes an:

Čiganović sagte dem *Čabrinović*, *Grabež* und *Princip*, sie sollten ihren Weg über Šabac und Ložnica nach Tuzla nehmen und sich dort an *Miško Jovanović* wenden, der die Waffen übernehmen werde. Zunächst sollten sie nach Šabac gehen und sich dort beim Grenzhauptmanne Major *Rade Popović* melden, für den er ihnen einen Zettel mitgab, den *Princip* übernahm. Am 28. Mai verließen die drei Komplizen mit den Waffen Belgrad. In Šabac übergab *Princip* den Zettel, den er von *Čiganović* erhalten hatte, dem Major *Popović*, der hierauf alle drei auf das Kommando führte und ihnen einen Passierschein ausstellte, in welchem bestätigt wurde, daß einer von ihnen Finanzwachmann und die beiden anderen dessen Kameraden seien. Der Passierschein enthielt auch den Namen dieses angeblichen Finanzwachmannes, doch habe er den Namen vergessen. Gleichzeitig übergab ihnen Major *Popović* ein geschlossenes Schreiben für den Grenzhauptmann in Ložnica, der *Pravanović*, *Prdanović* oder *Predojević* hieß.

Princip, *Čabrinović* und *Grabež* übernachteten in Šabac und reisten am nächsten Morgen mit der Bahn nach Ložnica, und zwar auf Grund des ihnen vom Major *Popović* ausgefertigten Passierscheines mit halber Fahrkarte. Mittags kamen sie in Ložnica an und übergaben dem dortigen Grenzhauptmanne den Brief des Majors *Popović*, in dem es hieß: „Schau, daß Du diese Leute empfängst und sie durchführst, wo Du weißt." Der Grenzhauptmann sagte, er werde seine Finanzwachleute von der Grenze rufen und die drei dem sichersten Manne anvertrauen. Darauf telephonierte er und bestellte die drei Komplizen für den nächsten Morgen, 7 Uhr, in seine Kanzlei.

Am anderen Morgen vereinbarten die drei Verschwörer, daß *Čabrinović* mit dem Passe des *Grabež* offen den Weg nach Zvornik nehme, *Princip* und *Grabež* aber die Grenze heimlich überschreiten. Dieser Plan wurde mit dem Grenzhauptmanne besprochen und hierbei beschlossen, daß ein Finanzwachmann aus Lješnica, namens *Grbić*, den *Princip* und *Grabež* in seine Karaula mitnehmen und über die Grenze bringen solle. *Čabrinović* ging dann zu Fuß nach Banja Koviljača in der Richtung gegen Zvornik. *Princip* und *Grabež* fuhren mit dem Finanzwachmanne *Grbić* nach Lješnica, wo sie die Bomben und den Revolver in einem Hotelzimmer ablegten. Hierbei sah der Finanzwachmann *Grbić* diese Objekte. *Princip* selbst bezeichnete diese Reise als mystisch.

Grabež sagte im wesentlichen konform mit *Princip* aus und fügte ergänzend bei, *Grbić* habe gelacht, als er die Bombe und die Revolver sah und lediglich gefragt, wohin in Bosnien sie mit diesen Bomben gingen. Der Finanzwachmann habe sich jedenfalls gedacht, daß *Grabež* und *Princip* eine Mission hätten.

Grbić und ein zweiter Finanzwachmann haben den *Princip* und *Grabež* auf einem Kahne zu einer Insel in der Drina gebracht. Dort wies sie *Grbić* an, auf einen Bauer zu warten, der sie abholen werde. Sie übernachteten auf der Insel in einem Bauernhäuschen, wohin *Grbić* sie gewiesen hatte. Am nächsten Tage kam ein Bauer, der sie während der Nacht zuerst durch einen Sumpf und dann über das Gebirge bis in die Nähe von Priboj brachte, wo er sie wieder dem dortigen Lehrer *Čubrilović*, der bereits auf sie gewartet zu haben schien, zur Weiterbeförderung übergab.

Dieser brachte sie dann weiter nach Tuzla zu *Miško Jovanović*.

Čabrinović sagte über die Vorgänge der Reise bis zu dem Momente, in dem er sich von *Princip* und *Grabež* trennte, im wesentlichen übereinstimmend mit diesen aus und fügte nur ergänzend bei, daß Major *Popović* ihnen erzählt habe, er sei erst am Tage vor ihrer Ankunft in Šabac aus Belgrad gekommen.

In Ložnica beschlossen *Čabrinović*, *Princip* und *Grabež* sich zu trennen, da es zu gefährlich wäre, wenn sie zu dritt gingen. Der Grenzhauptmann in Ložnica, dem sie hiervon Mitteilung machten, lobte ihren Plan und gab dem *Čabrinović* einen Brief für den Lehrer *M. Jaklojević* in Mali-Zvornik mit. *Čabrinović* übergab hierauf die von ihm getragenen Bomben, Browning und Munition dem *Princip* und *Grabež* und ging in Begleitung eines ihm beigegebenen Finanzwachmannes nach Mali-Zvornik.

Dort fand er den Lehrer *Jaklojević*, dem er den Brief des Grenzhauptmannes von Ložnica übergab. Dieser avisierte hierauf den serbischen Grenzposten. Als *Čabrinović* später mit dem Lehrer zu diesem Grenzposten kam, wartete dort bereits ein Mann auf sie, der sie mit einem Kahne über die Drina nach Groß-Zvornik in Bosnien brachte.

Von dort begab sich dann *Čabrinović* nach Tuzla zu *Miško Jovanović*.

Nachtrag.

Knapp vor Abschluß dieses Memoires wird vom Kreisgerichte in Sarajevo ein Zeugenprotokoll vorgelegt, aus dem sich ergibt, daß ein Angehöriger der Monarchie einige Tage vor dem 28. Juni d. J. dem k. u. k. Konsulate in Belgrad die Meldung erstatten wollte, daß er vermute, es bestehe der Plan, auf Erzherzog *Franz Ferdinand* während seiner Anwesenheit in Bosnien ein Attentat zu verüben. Dieser Mann soll nun durch Belgrader Polizeiorgane, die ihn unmittelbar vor dem Betreten des k. u. k. Konsulates aus nichtigen Gründen verhafteten, an der Erstattung dieser Meldung verhindert worden sein. Aus den in dem fraglichen Zeugenprotokolle enthaltenen Angaben würde folgen, daß die betreffenden Polizeiorgane von dem geplanten

Attentate Kenntnis gehabt und diesen Mann nur verhaftet hätten, um ihn an der Erstattung der Anzeige zu hindern.

Da diese Angaben noch nicht nachgeprüft sind, kann über deren Stichhaltigkeit im gegenwärtigen Zeitpunkte noch kein Urteil abgegeben werden. Mit Rücksicht auf die hierüber schwebenden Erhebungen entziehen sich die näheren Details der Zeugenaussage derzeit einer genaueren Wiedergabe.

Beilage 9.

Die serbische Presse über das Attentat.

a) Das Belgrader Blatt „Balkan“ schreibt am 29. Juni über die beiden Attentäter:

Nedeljko Čabrinović, von Beruf Typograph, war von anarchistischen Ideen erfüllt und als unruhiger Geist bekannt. Er weilte bis vor 20 Tagen in Belgrad, wohin er nach dem Kriege kam und in der Staatsdruckerei beschäftigt war. Vor seiner Abreise erklärte er, daß er sich nach Triest begebe, wo er in einer neuen Druckerei Arbeit bekommen werde. *Gavrilo Princip* weilte gleichfalls bis vor kurzem in Belgrad. Während des Krieges hat er sich als Freiwilliger gemeldet, wurde jedoch nicht angenommen, weshalb er Belgrad verließ. Er kehrte aber zu Weihnachten des vorigen Jahres wieder nach Belgrad zurück, besuchte eine Zeitlang das Gymnasium und verließ Belgrad fast zu gleicher Zeit wie *Čabrinović,* jedoch auf einem anderen Wege als dieser. *Princip* war schweigsam, nervös, lernte gut, verkehrte mit einigen gleichfalls aus Bosnien und der Herzegowina stammenden Mittelschülern und in der letzten Zeit auch mit *Čabrinović.* Er neigte sozialistischen Ideen zu, obwohl er ursprünglich der fortschrittlichen Jugend angehört hat. *Princip* ist ebenso wie *Čabrinović* in Sarajevo aufgewachsen; beide verband seit ihrer Kindheit eine unzertrennliche Freundschaft.

b) Der „Piémont“ vom 1. Juli verweist darauf, daß nach dem lauten Proteste des Attentäters *Zerajić* der Protest *Princips* gefolgt sei. Das Werk des letzteren finde gleichfalls seine Aufklärung im bosnischen Regierungssystem. Der Umstand, daß *Princip* den Racheakt am heiligen Nationaltag Vidovdan verübte, welcher für die Vornahme der Manöver gewählt worden war, lasse die Verzweiflungstat des jungen Märtyrers verständlicher und natürlicher erscheinen.

(Das Blatt wurde wegen dieses Artikels von der Polizei konfisziert, die Konfiskation jedoch tags darauf von der ersten Instanz des Belgrader Gerichtes annulliert.)

c) Der jungradikale „Odjek“ vom 3. Juli sagt: Man habe den Herrn Erzherzog *Franz Ferdinand* am Tage des nationalen Enthusiasmus nach Sarajevo gesendet, um eine brutale Manifestation der Gewalt und Unterwerfung zu feiern. Dieser brutale Akt mußte brutale Gefühle des Widerstandes, des Hasses und der Rache herausfordern.

d) Das nationalistische Parteiorgan „Srpska Zastava“ vom 3. Juli sagt in einem Artikel, betitelt „Verdächtigungen und Drohungen“: „Das Attentat stellt sich immer mehr als ein Erzeugnis der ungesunden Verhältnisse in der Monarchie dar. Andererseits ruft die wilde Verfolgung des serbischen Volkes in Bosnien und der Herzegowina den Abscheu der ganzen zivilisierten Welt hervor.“

e) Das fortschrittliche Blatt „Pravda“ vom 3. Juli schreibt: „Die Wiener Politik ist zynisch. Sie beutet den Tod des unglücklichen Paares für ihre abscheulichen Ziele gegen das serbische Volk aus.“

f) Die „Agence des Balkans“ vom 3. Juli meldet: „Die in Bosnien und der Herzegowina gegen die Serben verübten Verbrechen sind unter den Auspizien und auf direkte Anstiftung der österreichisch-ungarischen Zivil- und Militärbehörden begangen worden.“

g) Die „Pravda“ vom 4. Juli sagt: „Alle bisher in Oesterreich begangenen Morde und Attentate haben stets eine und dieselbe Quelle gehabt. Die unterdrückten Völker der Monarchie mußten zu dieser Art des Protestes greifen, weil ihnen kein anderer Weg möglich war. In einem Chaos der Schreckensherrschaft ist es natürlich und vollkommen begreiflich, daß sich die Aera der Attentate eingebürgert hat.

h) Der „Balkan“ vom 5. Juli bemerkt, daß Oesterreich-Ungarn „wegen Verfolgung Unschuldiger unter internationaler Kontrolle gestellt werden müßte“; denn Oesterreich-Ungarn sei weniger konsolidiert als die Türkei.

i) Das „Mali Journal“ vom 7. Juli schreibt: „Ein Sprößling des Mittelalters wurde dieser Tage in Sarajevo ermordet. Ermordet hat ihn ein Knabe, der das Leid um sein geknechtetes engeres Vaterland bis zum Paroxismus fühlte, das Leid, das ihm die Räuber der Länder seiner Väter angetan haben. Was hat daraufhin das offizielle Oesterreich-Ungarn getan? Es hat mit allgemeinen Massakrierungen, Plünderungen und Zerstörungen des serbischen Lebens und Eigentums geantwortet. Durch solches Heldentum zeichnen sich nur die Nichtsnutzigen aus. Die Feigen sind immer große Helden, wenn sie sicher sind, daß ihnen nichts geschehen wird. Man vergleiche nur *Princip* und *Čabrinović* mit diesen Helden, und man wird gleich den großen Unterschied merken. Zivilisation und Gerechtigkeit sind in Oesterreich-Ungarn eine große Lüge.“

j) Die „Tribuna“ vom 7. Juli sagt: „Wir sind der Ansicht, daß die Mordtat von Sarajevo bestellt wurde, um die Ausrottung der Serben mit einem Schlag durchzuführen.“

k) Der „Piémont“ vom 8. Juli meldet aus Bajina Baschka, daß die österreichischen Behörden in Bosnien ein Christenmassaker vorbereiten.

l) Der „Balkan“ vom 8. Juli veröffentlicht einen Bericht aus Bosnien unter dem Titel „Bartholomäusnacht in Sarajevo“ und tritt für einen allgemeinen Boykott gegen alle in Serbien lebenden Oesterreicher ein.

m) Das „Mali Journal“ vom 8. fordert zum Boykott gegen die Donau-Dampfschiffahrts-Gesellschaft auf.

n) Unter dem Titel „Nichts aus Oesterreich-Ungarn!“ schreibt die „Tribuna“ vom 8., es sei am besten, aus Oesterreich-Ungarn nichts zu beziehen, auch die österreichischen und ungarischen Bäder nicht zu besuchen und keine Aerzte aus Oesterreich-Ungarn zu berufen. Die Privatinitiative könne in der angedeuteten Richtung viel ausrichten. Der Staat und die Behörden haben sich darein nicht einzumischen. Es sei genügend, an die Bürger zu appellieren.

o) Die „Stampa“ vom 8. behauptet, daß die Sarajevoer Polizei die verhafteten Attentäter der unmenschlichsten und schamlosesten Tortur aussetze, um von ihnen unwahre Geständnisse zu erpressen, auf Grund welcher dann Anklagen gegen das serbische Volk erhoben werden sollen.

p) Die „Agence des Balkans“ vom 9. meldet aus Belgrad: „Absolut sichere Privatmeldungen kündigen an, daß in Bosnien und der Herzegowina ein allgemeines Massaker der Serben unmittelbar bevorstehe.“

q) Anknüpfend an die Aeußerung des Premierministers *Asquith* bei der Mitteilung der Nachricht vom Tode des Herrn Erzherzogs *Franz Ferdinand*, daß er für das Schicksal der Menschheit besorgt sei, veröffentlicht der „Balkan“ am 9. Juli einen historischen Ueberblick über die Ereignisse der letzten 40 Jahre, aus dem er ableitet, daß das serbische Volk in diesem Zeitraume den furchtbaren Qualen der jesuitischen Politik Oesterreich-Ungarns ausgesetzt war. Schließlich mußte Herr Erzherzog *Franz Ferdinand*, wie alle Söhne Loyolas, welche nur im Blute der Menschen arbeiten und dem Prinzipe, „der Zweck heiligt die Mittel“, huldigen, vom Schicksal ereilt und ein Opfer des Jesuitismus werden, wie es auch das ganze Oesterreich-Ungarn werden wird. Durch den Untergang Oesterreich-Ungarns aber soll der Menschheit Ruhe und Frieden gegeben werden. Wenn man alle diese Wahrheiten resumiert, dann kommt man zum Schlusse, daß *Asquith* ruhigen Gemüts die Todesnachricht hätte mit den Worten begleiten können: „Ich bin für das Schicksal der Menschheit nicht mehr besorgt.“

r) Die „Politika“ vom 9. Juli führt im Leitartikel unter der Ueberschrift „Unverschämte Lügen“ aus: „Die Art und Weise, wie die Untersuchung über das Sarajevoer Attentat geführt wird, läßt offen erkennen, welche Ziele Oesterreich dabei verfolgt. Da die Attentäter, ungeachtet aller Torturen, denen sie ausgesetzt sind, nicht das sagen wollen, was man von ihnen verlangt, wurden andere Individuen ausfindig gemacht, die sich bereit erklärten, unter gewissen Bedingungen eine gewisse Mitschuld an dem Attentate einzugestehen, zugleich aber alle jene zu beschuldigen, die Oesterreich unangenehm sind. Diese Methode ist vorläufig gelungen, denn die gedungenen Individuen erzählen alles, was man von ihnen will und die österreichische Polizei sorgt dafür, daß diese Lügen sofort nach allen Windrichtungen verbreitet werden. Oesterreich hat ja kein Schamgefühl und es glaubt, daß sich jemand finden werde, der solchen Lügen Glauben schenkt.“

s) Die „Stampa“ vom 9. sagt, es sei noch nicht alles, was sich in Bosnien und der Herzegowina ereignet hat, aufgedeckt und in die Oeffent-

lichkeit gedrungen! Das werde strengstens verheimlicht. Die Wahrheit werde aber dennoch früher oder später an die Oberfläche kommen. Das blutdürstige Oesterreich will sich eben an serbischem Blute satt trinken und tut es auch. Es verlautet, daß es heute ungefähr 10 000 Verwundete und Tote in Bosnien gebe.

t) Die „Politika" vom 10. Juli richtet maßlose Beleidigungen gegen Mitglieder des Allerhöchsten Kaiserhauses.

u) Das Handelsblatt „Trgovinski Glasnik" vom 10. Juli spricht von der Verderbtheit und Skrupellosigkeit der österreichisch-ungarischen Politik, die es jesuitisch, rücksichtslos und unehrenhaft nennt. Sie sei dem serbischen Volke in Oesterreich eine Mahnung, daß es nicht in einem Kulturstaate lebe, welcher Leben und Eigentum garantiere, sondern daß es stets bereit und bewaffnet sein müsse, sich vor der Räuberei der Behörden und der Regierung zu verteidigen. Nach den letzten Ereignissen dürfe das serbische Volk nicht mehr wie ein Lamm warten, welches jeden Tag abgeschlachtet werden könnte, sondern wie ein Löwe, der bereit ist zur blutigen Abwehr.

v) In der „Stampa" vom 10. Juli heißt es: Nichts sei ewig, und auch Oesterreich-Ungarn werde nicht ewig in Bosnien und der Herzegowina bleiben. Die Zeit sei nicht fern, wo die Serben, welche die Macht der Türken brachen und die Bulgaren straften, um die Ivan Planina am Trebević kreisen werden.

w) Die „Pravda" vom 10. Juli fordert unter dem Titel „Boykott gegen die Nichtsnutzigen" zum Boykott der österreichischen Firmen in Belgrad sowie der österreichischen Waren auf und sagt, es sei Pflicht der „Narodna odbrana", die strengste Durchführung des Boykotts zu überwachen.

x) Der „Zvono" vom 16. Juli erklärt *Princip* als Sohn der Gräfin *Lonyay*, dem die Aufgabe zuteil wurde, den Tod des Kronprinzen *Rudolf* an dessen Mörder, Herrn Erzherzog *Franz Ferdinand*, zu rächen.

y) Das „Mali Journal" vom 19. Juli veröffentlicht einen Bericht, worin es heißt: *Princip* sei von einem österreichisch-ungarischen Agenten zum Attentat angestiftet worden. In Wien sage man, der wahre Schuldige sei nur in der österreichisch-ungarischen Gesandtschaft in Belgrad zu finden.

z) Das führende jungradikale Blatt „Odjek" vom 20. Juli schreibt: „Oesterreich-Ungarn gibt durch hundert Beweise kund, daß es den Titel des kranken Mannes in Europa erwerben will. Während in Serbien nicht ein einziger österreichischer Bürger belästigt worden ist, wurden in Bosnien und der Herzegowina Dörfer und Städte geplündert. Diese Tatsache ist ein neuer Beweis dafür, um wie viel Serbien kulturell und moralisch höher steht als Oesterreich-Ungarn."

Beilage 10.

Der Ortsausschuß der Narodna odbrana in Nisch über das Attentat gegen den Herrn Erzherzog Franz Ferdinand.

Dem k. und k. Ministerium des Aeußern ist von einem verläßlichen Konfidenten, dessen Name gegebenenfalls bekanntgegeben wird, eine vertrauliche Mitteilung zugekommen, wonach der Ortsausschuß der Narodna

odbrana in Nisch kürzlich eine Sitzung abhielt, in welcher der Vorsitzende dieses Ausschusses, der Direktor der Nischer Strafanstalt *Jaša Nenadović*, auf das gegen den Herrn Erzherzog *Franz Ferdinand* verübte Attentat zu sprechen kam und hierbei folgendes ausführte:

Serbien mußte sich diesmal unbedingt eines Mittels wie das Attentat gegen den Erzherzog *Franz Ferdinand* bedienen, weil eben dieser wegen seines aggressiven und exzentrischen Charakters eine eminente und fatale Gefahr für Serbien und möglicherweise auch für weitere slawische Kreise bedeutete. Er hätte, wäre er am Leben geblieben, in Kürze Serbien zum Kriege herausgefordert oder es angegriffen, in welchem Falle Serbien, das ja jetzt materiell so geschwächt und mit seiner Armeeorganisation noch nicht fertig ist, unbedingt verloren gewesen wäre. Nun aber ist durch den Sarajevoer Mord Serbien gerettet und damit einer jener aus dem Wege geräumt, die Serbien gefährlich sind. Serbien wird jetzt einige Jahre lang Ruhe haben, da der neue Thronfolger es sich wohl überlegen wird, in den Spuren seines Vorgängers zu wandeln.

Wenn er auch wußte, so führte der Redner weiter aus, daß die Ermordung des Erzherzogs *Franz Ferdinand* für Oesterreich-Ungarn ein schwerer Schlag und großer Schmerz sein wird, und daß darauf Torturen für unser dort lebendes Volk folgen werden, so hätte er doch nicht gedacht, daß seine Voraussetzungen in solchem Maße eintreffen und daß die Kroaten sich derart benehmen werden. Hätten ihm doch seine Freunde in Bosnien und der Herzegowina auch versichert, daß die österreichisch-ungarischen Behörden feige sind und in ihrem Auftreten nicht übertreiben dürfen; leider aber hätten sich diese Freunde und durch sie auch wir getäuscht. Wenn es so weiter andauert, so müssen Revolver und Bomben erst recht ihre wahre Rolle spielen. Was immer auch der serbische Gott gibt, auf diese Art darf man es nicht weiter gehen lassen.

Die Ausführungen des Redners fanden bei seinen Zuhörern vollste Zustimmung.

Beilage 11.

Nachträge nach Schluß des Druckes.

1. Zu Beilage 8.

Der Lehrer *Čubrilović*, welcher bei Priboj die Führung des *Princip* und *Grabež* übernahm, hat ein volles Geständnis abgelegt, aus dem sich folgende wichtige Daten ergeben.

Im Jahre 1911 wurde *Čubrilović* aus Anlaß eines Sokolausfluges nach Šabac durch *Božo Fović*, einem Vorstandsmitgliede der Narodna odbrana, in die Ziele dieses Vereines eingeweiht und dann zum Kommissär der Narodna odbrana in Zvornik (Bosnien) bestellt. Ueber seine Einladung wurde später *Mižko Jovanović* zum Kommissär der Narodna odbrana für Tuzla ernannt.

Als Mittelsmann beim Verkehre mit der Narodna odbrana fungierte ein Bauer, eben derselbe Bauer, der den *Princip* und *Grabež* mit der Mitteilung zu *Čubrilović* brachte, er führe zwei serbische Studenten mit Waffen zu ihm. Als er dies erfuhr, habe er gewußt, daß dies eine „Botschaft" der Narodna odbrana sei. *Princip* und *Grabež* haben ihm gesagt, daß sie Bomben und Revolver bei sich haben, um ein Attentat gegen den Herrn Erzherzog Franz Ferdinand auszuführen.

2. Monarchiefeindliche Bilder im Belgrader Kriegsministerium.

Vor dem Empfangssaale des königlich serbischen Kriegsministeriums befinden sich an der Wand vier allegorische Bilder, von denen drei Darstellungen von serbischen Kriegserfolgen sind, während das vierte die Verwirklichung der monarchiefeindlichen Tendenzen Serbiens versinnbildlicht.

Ueber einer Landschaft, teils Gebirge (Bosnien), teils Ebene (Südungarn) geht die „zora", die Morgenröte der serbischen Hoffnungen auf. Im Vordergrunde steht eine bewaffnete Frauengestalt, auf deren Schild die Namen aller „noch zu befreienden Provinzen": Bosnien, Herzegowina, Vojvodina, Syrmien, Dalmatien etc. stehen.

Nr. CXXXI. Die französische Regierung.

Parlamentsrede des Ministerpräsidenten vom 5. August 1914.

„Discours prononcé par M. *René Viviani,* Président du Conseil, à la Chambre des Députés le 4 août 1914." Journal officiel 5 août 1914. (**Gb.** S. 163.)

Messieurs, l'ambassadeur d'Allemagne a quitté hier Paris, après nous avoir notifié l'état de guerre.

Le Gouvernement doit au Parlement le récit véridique des événements qui, en moins de dix jours, ont déchaîné la guerre européenne et obligé la France pacifique et forte à défendre sa frontière contre une agression dont la soudaineté calculée souligne l'odieuse injustice.

Cette agression, que rien n'excuse et qui a commencé avant qu'aucune déclaration de guerre nous l'eût notifiée, est le dernier acte d'un plan dont j'entends affirmer, devant notre démocratie et devant l'opinion civilisée, l'origine et le but.

A la suite du crime abominable qui a coûté la vie à l'archiduc héritier d'Autriche-Hongrie et à la duchesse de Hohenberg, des difficultés se sont élevées entre le cabinet de Vienne et le cabinet de Belgrade.

La plupart des puissances n'en ont été qu'officieusement informées jusqu'au vendredi 24 juillet, date à laquelle les ambassadeurs d'Autriche-Hongrie leur ont remis une circulaire que la presse a publiée.

Cette circulaire avait pour objet d'expliquer et de justifier un ultimatum adressé la veille au soir à la Serbie par le Ministre d'Autriche-Hongrie à Belgrade.

Cet ultimatum, en affirmant la complicité de nombreux sujets et associations serbes dans le crime de Serajevo, insinuait que les autorités officielles serbes elles-mêmes n'y étaient pas étrangères. Il exigeait pour le samedi 25 juillet à six heures du soir, une réponse de la Serbie.

Les satisfactions exigées, ou du moins plusieurs d'entre elles, portaient indiscutablement atteinte aux droits d'un Etat souverain. Malgré leur caractère excessif, la Serbie, le 25 juillet, déclara s'y soumettre, presque sans aucune réserve.

A cette soumission, qui constituait pour l'Autriche-Hongrie un succès, pour la paix européenne une garantie, les conseils de la France, de la Russie et de la Grande-Bretagne, adressés à Belgrade, dès la première heure, n'étaient pas étrangers

Ces conseils avaient d'autant plus de valeur que les exigences austro-hongroises avaient été dissimulées aux chancelleries de la Triple Entente à qui, dans les trois semaines précédentes, le Gouvernement austro-hongrois avait donné à plusieurs reprises l'assurance que ses revendications seraient extrêmement modérées.

C'est donc avec un juste étonnement que les cabinets de Paris, de Saint-Pétersbourg et de Londres apprirent le 26 juillet que le ministre d'Autriche à Belgrade, après un examen de quelques minutes, avait déclaré inacceptable la réponse serbe et rompu les relations diplomatiques.

Cet étonnement s'aggravait de ce fait que, dès le vendredi 24, l'ambassadeur d'Allemagne était venu lire au ministre français des affaires étrangères une note verbale affirmant que le conflit austro-serbe devait demeurer localisé, sans intervention des grandes puissances, faute de quoi on en pouvait redouter des „conséquences incalculables". Une démarche analogue fut faite le samedi 25 à Londres et à Saint-Pétersbourg.

Est-il besoin, messieurs, de vous signaler combien les termes menaçants employés par l'ambassadeur d'Allemagne à Paris contrastaient avec les sentiments conciliants dont les puissances de la Triple Entente venaient de fournir la preuve par les conseils de soumission qu'elles avaient donnés à la Serbie?

Néanmoins, sans nous arrêter au caractère anormal de la démarche allemande, nous avons, d'accord avec nos alliés et nos amis, immédiatement engagé une action de conciliation en invitant l'Allemagne à s'y associer.

Nous avons eu, dès la première heure, le regret de constater que nos dispositions et nos efforts ne rencontraient à Berlin aucun écho.

Non seulement l'Allemagne ne paraissait nullement disposée à donner à l'Autriche-Hongrie les conseils amicaux que sa situation l'autoraisit à formuler, mais, dès ce moment, et plus encore dans les jours suivants, elle semblait s'interposer entre le cabinet de Vienne et les propositions transactionnelles émanant des autres puissances.

Le mardi 28 juillet, l'Autriche-Hongrie déclare la guerre à la Serbie. Cette déclaration de guerre aggravant, à trois jours de distance, l'état de

choses créé par la rupture des relations diplomatiques, permettait de croire à une volonté réfléchie de guerre, à un programme systématique tendant à l'asservissement de la Serbie.

Ainsi se trouvait mis en cause, non seulement l'indépendance d'un peuple vaillant, mais l'équilibre des Balkans, inscrit dans le traité de Bucarest de 1913, et consacré par l'adhésion morale de toutes les grandes puissances.

Cependant, à la suggestion du Gouvernement Britannique, toujours attaché de la façon la plus ferme au maintien de la paix européenne, les négociations se poursuivaient ou, plus exactement, les Puissances de la Triple Entente essayaient de les poursuivre.

De ce désir commun est sortie la proposition d'une action à quatre, Angleterre, France, Allemagne, Italie, destinée, en assurant à l'Autriche toutes les satisfactions légitimes, à ménager un règlement équitable du conflit.

Le mercredi 29, le Gouvernement Russe, constatant l'échec persistant de ces tentatives, et en présence de la mobilisation et de la déclaration de guerre autrichiennes, redoutant pour la Serbie un écrasement militaire, décida, à titre préventif, la mobilisation des troupes de quatre arrondissements militaires, c'est-à-dire des formations échelonnées le long de la frontière austro-hongroise exclusivement.

Ce faisant, il prenait soin d'aviser le Gouvernement allemand que cette mesure, limitée et sans caractère offensif à l'égard de l'Autriche, n'était, à aucun degré, dirigée contre l'Allemagne.

Dans une conversation avec l'ambassadeur de Russie, à Berlin, le Secrétaire d'Etat allemand aux affaires étrangères ne faisait point difficulté de le reconnaître.

Par contre, tout ce que tentait la Grande-Bretagne, avec l'adhésion de la Russie et l'appui de la France, pour établir le contact entre l'Autriche et la Serbie sous le patronage moral de l'Europe, se heurtait, à Berlin, à un parti pris négatif dont les dépêches diplomatiques fournissent la preuve péremptoire.

C'était là une situation troublante et qui rendait vraisemblable l'existence à Berlin de certaines arrière-pensées. Quelques heures après, ces hypothèses et ces craintes devaient se transformer en certitudes.

En effet, l'attitude négative de l'Allemagne faisait place trente-six heures plus tard à des initiatives justement alarmantes: le 31 juillet, l'Allemagne, en proclamant l'état de „danger de guerre", coupait les communications entre elle et le reste de l'Europe et se donnait toute liberté de poursuivre contre la France, dans un secret absolu, des préparatifs militaires que rien, vous l'avez vu, ne pouvait justifier.

Depuis plusieurs jours déjà, et dans des conditions difficiles à expliquer, l'Allemagne avait préparé le passage de son armée du pied de paix au pied de guerre.

Dés le 25 juillet au matin, c'est-à-dire avant même l'expiration du délai assigné à la Serbie par l'Autriche, elle avait consigné les garnisons d'Alsace-Lorraine. Le même jour, elle avait mis en état d'armement les ouvrages proches de la frontière. Le 26, elle avait prescrit aux chemins de fer les

mesures préparatoires de la concentration. Le 27, elle avait effectué les réquisitions et mis en place ses troupes de couverture. Le 28, les appels individuels de réservistes avaient commencé et les éléments éloignés de la frontière en avaient été rapprochés.

Toutes ces mesures, poursuivies avec une méthode implaccable, pouvaient-elles nous laisser des doutes sur les intentions de l'Allemagne?

Telle était la situation, lorsque, le 31 juillet au soir, le Gouvernement allemand, qui depuis le 24, n'avait participé par aucun acte positif aux efforts conciliants de la Triple Entente, adressa au Gouvernement russe un ultimatum, sous prétexte que la Russie avait ordonné la mobilisation générale de ses armées, et il exigea dans un délai de douze heures l'arrêt de cette mobilisation.

Cette exigence, d'autant plus blessante dans la forme que, quelques heures plus tôt, l'empereur *Nicolas II*, dans un geste de confiance spontanée, avait demandé à l'empereur d'Allemagne sa médiation, se produisait au moment où, à la demande de l'Angleterre et au su de l'Allemagne, le Gouvernement russe acceptait une formule de nature à préparer un règlement amiable du conflit austro-serbe et des difficultés austro-russes par l'arrêt simultané des opérations et préparatifs militaires.

Le même jour, cette démarche inamicale à l'égard de la Russie se doublait d'actes nettement hostiles à l'égard de la France: rupture des communications par routes, voies ferrées, télégraphes et téléphones, saisie des locomotives françaises à leur arrivée à la frontière, placement de mitrailleuses au milieu de la voie ferrée qui avait été coupée, concentration de troupes à cette frontière.

Dès ce moment, il ne nous était plus permis de croire à la sincérité des déclarations pacifiques que le représentant de l'Allemagne continuait à nous prodiguer. (Mouvement.)

Nous savions qu'à l'abri de l'état de „danger de guerre“ proclamé, l'Allemagne mobilisait.

Nous apprenions que six classes de réservistes avaient été appelées et que les transports de concentration se poursuivaient pour des corps d'armée même stationnés à une notable distance de la frontière.

A mesure que ces événements se déroulaient, le Gouvernement, attentif et vigilant, prenait de jour en jour, et même d'heure en heure, les mesures de sauvegarde qu'imposait la situation; la mobilisation générale de nos armées de terre et de mer était ordonnée.

Le même soir, à sept heures trente, l'Allemagne, sans s'arrêter à l'acceptation par le cabinet de Saint-Pétersbourg de la proposition anglaise que j'ai rappelée plus haut, déclarait la guerre à la Russie.

Le lendemain, dimanche 2 août, sans égard à l'extrême modération de la France, en contradiction avec les déclarations pacifiques de l'ambassadeur d'Allemagne à Paris, au mépris des règles du droit international, les troupes allemandes franchissaient en trois points différents notre frontière.

En même temps, en violation du traité de 1867, qui a garanti avec la signature de la Prusse la neutralité du Luxembourg, elles envahissaient le

territoire du Grand-Duché, motivant ainsi la protestation du Gouvernement luxembourgeois.

Enfin la neutralité de la Belgique même était menacée: le ministre d'Allemagne remettait le 2 août au soir au Gouvernement belge un ultimatum l'invitant à faciliter en Belgique les opérations militaires contre la France, sous le pretexte mensonger que la neutralité belge était menacée par nous; le Gouvernement belge s'y refusa, déclarant qu'il était résolu à défendre énergiquement sa neutralité, respectée par la France et garantie par les traités, en particulier par le roi de Prusse. (Applaudissements unanimes et prolongés.)

Depuis lors, messieurs, les agressions se sont renouvelées, multipliées et accentuées. Sur plus de quinze points notre frontière a été violée. Des coups de fusil ont été tirés contre nos soldats et nos douaniers. Il y a eu des morts et des blessés. Hier, un aviateur militaire allemand a lancé trois bombes sur Lunéville.

L'Ambassadeur d'Allemagne, à qui nous avons communiqué ces faits, ainsi qu'à toutes les grandes Puissances, ne les a pas démentis et n'en a pas exprimé de regrets. Par contre, il est venu hier soir me demander ses passeports et nous notifier l'état de guerre, en arguant, contre toute vérité, d'actes d'hostilité commis par des aviateurs français en territoire allemand dans la région de l'Eiffel et même sur le chemin de fer près de Carlsruhe et près de Nuremberg. Voici la lettre qu'il m'a remise à ce sujet:

„Monsieur le Président,

„Les autorités administratives et militaires allemandes ont constaté un certain nombre d'actes d'hostilité caractérisée commis sur territoire allemand par des aviateurs militaires français. Plusieurs de ces derniers ont manifestement violé la neutralité de la Belgique sourvolant le territoire de ce pays. L'un a essayé de détruire des constructions près de Wesel, d'autres ont été aperçus sur la région de l'Eiffel, un autre a jeté des bombes sur le chemin de fer près de Carlsruhe et de Nuremberg.

Je suis chargé et j'ai l'honneur de faire connaître à Votre Excellence qu'en présence de ces agressions, l'Empire allemand se considère en état de guerre avec la France du fait de cette dernière Puissance.

J'ai en même temps l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence que les autorités allemandes retiendront les navires marchands français dans des ports allemands, mais qu'elles les relâcheront si, dans les quarante-huit heures, la réciprocité complète est assurée.

Ma mission diplomatique ayant ainsi pris fin, il ne me reste plus qu'à prier Votre Excellence de vouloir bien me munir de mes passeports et de prendre les mesures qu'elle jugerait utiles pour assurer mon retour en Allemagne avec le personnel de l'ambassade ainsi qu'avec le personnel de la Légation de Bavière et du Consulat général d'Allemagne à Paris.

Veuillez agréer, monsieur le président, l'expression de ma très haute considération.

„Signé: *Schoen.*"

Ai-je besoin, messieurs, d'insister sur l'absurdité de ces prétextes que l'on voudrait présenter comme des griefs? A aucun moment, aucun aviateur français n'a pénétré en Belgique, aucun aviateur français n'a commis, ni en Bavière, ni dans aucune autre partie de l'Allemagne, aucun acte d'hostilité. L'opinion européenne a déjà fait justice de ces inventions misérables. (Vifs applaudissements unanimes.)

Contre ces attaques qui violent toutes les lois de l'équité et toutes les règles du droit public, nous avons, dès maintenant, pris toutes les dispositions nécessaires; l'exécution s'en poursuit avec une rigoureuse méthode et un absolu sang-froid.

La mobilisation de l'armée russe se continue également avec une énergie remarquable et un enthousiasme sans restriction. (La Chambre entière se lève. — Applaudissements unanimes et prolongés.)

L'armée belge, mobilisée à 250.000 hommes, se dispose à défendre avec une magnifique ardeur la neutralité et l'indépendance de son pays. (Nouveaux applaudissements vifs et unanimes.)

La flotte anglaise est mobilisée tout entière et l'ordre a été donné de mobiliser l'armée de terre. (Tous les députés se lévent et applaudissent longuement.)

Dès 1912, des pourparlers avaient eu lieu entre les Etats-Majors anglais et français, terminés par un échange de lettres entre Sir *Edward Grey* et M. *Paul Cambon*. Le Secrétaire d'Etat aux affaires étrangères a donné, hier soir, à la Chambre des communes, communication des lettres échangées, et je vais avoir l'honneur, d'accord avec le Gouvernement britannique, de porter à votre connaissance le contenu de ces deux documents*):

Sir *Edward Grey* to M. *Cambon*, French Ambassador in London.

My Dear Ambassador, *Foreign Office*, November 22, 1912.

From time to time in recent years the French and British naval and military experts have consulted together. It has always been understood that such consultation does not restrict the freedom of either Government to decide at any future time whether or not to assist the other by armed force. We have agreed that consultation between experts is not, and ought not to be regarded as, an engagement that commits either Government to action in a contingency that has not arisen and may never arise. The disposition, for instance, of the French and British fleets respectively at the present moment is not based upon an engagement to co-operate in war.

You have, however, pointed out that, if either Government had grave reason to expect an unprovoked attack by a third Power, it might become

*) *An Stelle der im Gelbbuch stehenden französischen Uebersetzung wird hier der englische Urtext nach dem Blaubuch (Enclosure Nr. 1 in Nr. 105) abgedruckt.* Herausgeber.

essential to know whether it could in that event depend upon the armed assistance of the other.

I agree that, if either Government had grave reason to expect an unprovoked attack by a third Power. or something that threatened the general peace, it should immediately discuss with the other whether both Governments should act together to prevent aggression and to preserve peace, and, if so, what measures they would be prepared to take in common. If these measures involved action, the plans of the General Staffs would at once be taken into consideration, and the Governments would then decide what effect should be given to them.

Yours, &c., *E. Grey.*

A cette lettre, à la date du 23 novembre 1912, notre ambassadeur, M. *Paul Cambon,* répondait:

Londres, le 23 novembre 1912.

Cher Sir *Edward*,

Par votre lettre en date d'hier, 22 novembre, vous m'avez rappelé que, dans ces dernières années, les autorités militaires et navales de la France et de la Grande-Bretagne s'étaient consultées de temps en temps; qu'il avait toujours été entendu que ces consultations ne restreignaient pas la liberté, pour chaque Gouvernement, de décider dans l'avenir s'ils se prêteraient l'un l'autre le concours de leurs forces armées; que, de part et d'autre, ces consultations entre spécialistes n'étaient et ne devaient pas être considérées comme des engagements obligeant nos Gouvernements à agir dans certains cas; que cependant je vous avais fait observer que, si l'un ou l'autre des deux Gouvernements avait de graves raisons d'appréhender une attaque non provoquée de la part d'une tierce puissance, il deviendrait essentiel de savoir il pourrait compter sur l'assistance armée de l'autre.

Votre lettre répond à cette observation et je suis autorisé à vous délarer que, dans le cas où l'un de nos deux Gouvernements aurait un motif grave d'appréhender soit l'agression d'une tierce puissance, soit quelque événement menaçant pour la paix générale, ce Gouvernement examinerait immédiatement avec l'autre si les deux Gouvernements doivent agir de concert en vue de prévenir l'agression ou de sauvegarder la paix. Dans ce cas, les deux Gouvernements délibéreraient sur les mesures qu'ils seraient disposés à prendre en commun; si ces mesures comportaient une action, les deux Gouvernements prendraient aussitôt en considération les plans de leurs états-majors et décideraient alors de la suite qui devrait être donnée à ces plans.

Sincèrement à vous.

Signé: *P. Cambon.*

A la Chambre des Communes, le Secrétaire d'État aux Affaires étrangères a parlé de la France, aux applaudissements des députés, dans des termes élevés et chaleureux, et son langage a déjà profondément retenti dans tous

les cœurs français. (Vifs applaudissements unanimes.) Je tiens, au nom du Gouvernement de la République, à remercier, du haut de la tribune, le Gouvernement anglais de la cordialité de ses paroles et le Parlement français s'associera à ce sentiment. (Nouveaux applaudissements prolongés et unanimes.)

Le Secrétaire d'État aux Affaires étrangères a fait, notamment, la déclaration suivante:

„Dans le cas où l'escadre allemande franchirait le détroit ou remonterait la mer du Nord pour doubler les Îles-Britanniques dans le but d'attaquer les côtes françaises ou la marine de guerre française, et d'inquiéter la marine marchande française, l'escadre anglaise interviendrait pour prêter à la marine française son entière protection, de sorte que, dès ce moment, l'Angleterre et l'Allemagne seraient en état de guerre.“ (Applaudissements répétés et prolongés.)

Dès maintenant, la flotte anglaise couvre donc nos côtes du Nord et de l'Ouest contre une agression allemande.

Messieurs, voilà les faits. Je crois que, dans leur rigoureux enchaînement, ils suffisent à justifier les actes du Gouvernement de la République. Je veux cependant de ce récit dégager la conclusion, donner son véritable sens à l'agression inouïe dont la France est victime.

Les vainqueurs de 1870 ont eu, vous le savez, à diverses reprises, le désir de redoubler les coups qu'ils nous avient portés. En 1875, la guerre destinée à achever la France vaincue n'a été empêchée que par l'intervention des deux Puissances à qui devaient nous unir plus tard les liens de l'alliance et de l'amitié (Applaudissements unanimes), par l'intervention de la Russie et par celle de la Grande-Bretagne. (Tous les députés se lèvent et applaudissent longuement.)

Depuis lors, la République française, par la restauration des forces nationales et la conclusion d'accords diplomatiques invariablement pratiqués, a réussi à se libérer du joug qu'au sein même de la paix, *Bismarck* avait su faire peser sur l'Europe.

Elle a rétabli l'équilibre européen, garant de la liberté et de la digneté de chacun.

Messieurs, je ne sais si je m'abuse, mais il m'apparaît que cette œuvre de réparation pacique, d'affranchissement et de dignité définitivement scellée en 1904 et 1907 avec le concours génial du roi *Édouard VII* d'Angleterre et du gouvernement de la Couronne (Vifs applaudissements), c'est cela que l'empire allemand veut détruire aujourd'hui par un audacieux coup de force.

L'Allemagne n'a rien à nous reprocher.

Nous avons consenti à la paix un sacrifice sans précédent en portant un demi-siècle silencieux à nos flancs la blessure ouverte par elle. (Vifs applaudissements unanimes.)

Nous en avons consenti d'autres dans tous les débats que, depuis 1904, la diplomatie impériale a systématiquement provoqués soit au Maroc, soit ailleurs, aussi bien en 1905 qu'en 1906, en 1908 qu'en 1911.

La Russie, elle aussi, a fait preuve d'une grande modération lors des événements de 1908, comme dans la crise actuelle.

Elle a observé la même modération, et la Triple Entente avec elle quand, dans la crise orientale de 1912, l'Autriche et l'Allemagne ont formulé, soit contre la Serbie, soit contre la Grèce des exigences, discutables pourtant, l'événement l'a prouvé.

Inutiles sacrifices, stériles transactions, vains efforts, puisqu'aujourd'hui, en pleine action de conciliation, nous sommes, nos alliés et nous, attaqués par surprise. (Applaudissements prolongés.)

Nul ne peut croire de bonne foi que nous sommes les agresseurs. Vainement l'on veut troubler les principes sacrés de droit et de liberté qui régissent les nations comme les individus: l'Italie, dans la claire conscience du génie latin, nous a notifié qu'elle entendait garder la neutralité. (Tous les députés se lèvent et applaudissent longuement.)

Cette décision a rencontré dans toute la France l'écho de la joie la plus sincère. Je m'en suis fait l'interprète auprès du chargé d'affaires d'Italie en lui disant combien je me félicitais que les deux soeurs latines, qui ont même origine et même idéal, un passé de gloire commun, ne se trouvent pas opposées. (Nouveaux applaudissements.)

Ce qu'on attaque, messieurs, nous le déclarons très haut, c'est cette indépendance, cette dignité, cette sécurité que la Triple Entente a reconquises dans l'équilibre au service de la paix.

Ce qu'on attaque, ce sont les libertés de l'Europe, dont la France, ses alliées et ses amis sont fiers d'être les défenseurs. (Vifs applaudissements.)

Ces libertés, nous allons les défendre, car ce sont elles qui sont en cause et tout le reste n'a été que prétextes.

La France, injustement provoquée, n'a pas voulu la guerre, elle a tout fait pour la conjurer. Puisqu'on la lui impose, elle se défendra contre l'Allemagne et contre toute puissance qui, n'ayant pas encore fait connaître son sentiment, prendrait part aux côtés de cette dernière au conflit entre les deux pays. (Tous les députés se lèvent et applaudissent.)

Un peuple libre et fort qui soutient un idéal séculaire et s'unit tout entier pour la sauvegarde de son existence; une démocratie qui a su discipliner son effort militaire et n'a pas craint, l'an passé, d'en alourdir le poids pour répondre aux armements voisins; une nation armée luttant pour sa vie propre et pour l'indépendance de l'Europe, voilà le spectacle que nous nous honorons d'offrir aux témoins de cette lutte formidable qui, depuis quelques jours, se prépare dans le calme le plus méthodique. Nous sommes sans reproches. Nous serons sans peur. (Tous les députés se lèvent et applaudissent longuement.)

La France a prouvé souvent dans des conditions moins favorables, qu'elle est le plus redoutable adversaise quand elle se bat, comme c'est le cas aujourd'hui, pour la liberté et pour le droit. (Applaudissements.)

En vous soumettant nos actes, à vous, Messieurs, qui êtes nos juges, nous avons pour porter le poids de notre lourde responsabilité, le réconfort d'une conscience sans trouble et la certitude du devoir accompli. (Tous les députés se lèvent et applaudissent longuement.)

Nr. CXXXII. Die russische Regierung.

Kundgebung des Ministers der Auswärtigen Angelegenheiten vom 2. August 1914.

„Communiqué du Ministre des Affaires Etrangères concernant les évènements des derniers jours. Le 20 juillet-2 août 1914. (**O.** S. 54).

Un exposé défigurant les évènements des derniers jours ayant paru dans la presse étrangère, le Ministère des Affaires Etrangères croit de son devoir de publier l'aperçu suivant des pourparlers diplomatiques pendant le temps susvisé.

Le 10/23 juillet a. c. le Ministre d'Autriche-Hongrie à Belgrade présenta au Ministre Président Serbe une note où le Gouvernement Serbe était accusé d'avoir favorisé le mouvement panserbe qui avait abouti à l'assassinat de l'héritier du trône austro-hongrois. En conséquence l'Autriche-Hongrie demandait au Gouvernement Serbe non seulement de condamner sous une forme solennelle la susdite propagande, mais aussi de prendre, sous le contrôle de l'Autriche-Hongrie, une série de mesures tendant à la découverte du complot, à la punition des sujets serbes y ayant participé et à la prévention dans l'avenir de tout attentat sur le sol du Roayume. Un délai de 48 heures fut fixé au Gouvernement Serbe pour la réponse à la susdite note.

Le Gouvernement Impérial, auquel l'Ambassadeur d'Autriche-Hongrie à St.-Pétersbourg avait communiqué le texte de la note 17 heures après sa remise à Belgrade, ayant pris connaissance des demandes y contenues, dut s'apercevoir que quelques unes parmi elles étaient inexécutables quant au fond, tandisque d'autres étaient présentées sous une forme incompatible avec la dignité d'un Etat indépendant. Trouvant inadmissibles la diminution de la dignité de la Serbie contenue dans ces demandes, ainsi que la tendance de l'Autriche-Hongrie d'assurer sa prépondérance dans les Balcans démontrée par ces mêmes exigences, le Gouvernement Russe fit observer dans la forme la plus amicale à l'Autriche-Hongrie qu'il serait désirable de soumettre à un nouvel examen les points contenus dans la note austro-hongroise. Le Gouvernement Austro-Hongrois ne crut possible de consentir à une discussion de la note. L'action modératrice des autres Puissances à Vienne ne fut non plus couronnée de succès.

Malgré que la Serbie eût reprouvé le crime et se fût montrée prête à donner satisfaction à l'Autriche dans une mesure qui dépassa les prévisions non seulement de la Russie, mais aussi des autres Puissances, le Ministre d'Autriche-Hongrie à Belgrade jugea la réponse serbe insuffisante et quitta cette ville.

Reconnaissant le caractère exagéré des demandes présentées par l'Autriche, la Russie avait déclaré encore auparavant qu'il lui serait impossible de rester indifférente, sans se refuser toutefois à employer tous ses efforts pour trouver

une issue pacifique qui fût acceptable pour l'Autriche et menageât son amour-propre de grande puissance. En même temps la Russie établit fermement qu'elle admettait une solution pacifique de la question seulement dans une mesure qui n'impliquerait pas la diminution de la dignité de la Serbie comme Etat indépendant. Malheureusement tous les efforts déployés par le Gouvernement Impérials dans cette direction restèrent sans effet. Le Gouvernement Austro-Hongrois, après s'être dérobé à toute intervention conciliatrice des Puissances dans son conflit avec la Serbie, procéda à la mobilisation, déclara officiellement la guerre à la Serbie, et le jour suivant Belgrade fut bombardée. Le manifeste qui a accompagné la déclaration de guerre accuse ouvertement la Serbie d'avoir préparé et executé le crime de Seraïewo. Une pareille accusation d'un crime de droit commun lancée contre tout un peuple et tout un état attira à la Serbie par son inanité évidente les larges sympathies des cercles de la société européenne.

A la suite de cette manière d'agir du Gouvernement Austro-Hongroiss, malgré la déclaration de la Russie qu'elle ne pourrait rester indifférente au sort de la Serbie, le Gouvernement Impérial jugea nécessaire d'ordonner la mobilisation des circonscriptions militaires de Kiew, d'Odessa, de Moscou et de Kazan. Une telle décision s'imposait parceque depuis la date de la remise de la note austro-hongroise au Gouvernement Serbe et les premières démarches de la Russie cinq jours s'étaient écoulés, et cependant le Cabinet de Vienne n'avait fait aucun pas pour aller au devant de nos efforts pacifiques; au contraire, la mobilisation de la moitié de l'armee austro-hongroise avait élé décrétée.

Le Gouvernement Allemand fut mis au courant des mesures prises par la Russie; il lui fut en même temps expliqué qu'elles n'étaient que la conséquence des armements autrichiens et nullement dirigées contre l'Allemagne. En même temps, le Gouvernement Impérial déclara que la Russie était prête à continuer les pourparlers en vue d'une solution pacifique du conflit, soit par la voie de négociations directes avec le Cabinet de Vienne, soit, en suivant la proposition de la Grande Bretagne, par la voie d'une Conférence des quatre Grandes Puissances non intéressées directement, voire, l'Angleterre, la France, l'Allemagne et l'Italie.

Cependant cette tentative de la Russie échoua également. L'Autriche-Hongrie déclina un échange de vues ultérieur avec nous, et le Cabinet de Vienne se déroba à la participation à la Conférence des Puissances projetée.

Néanmoins, la Russie ne discontinua pas ses efforts en faveur de la paix. Répondant à la question de l'Ambassadeur d'Allemagne, à quelles conditions nous consentirions encore à suspendre nos armements, le Ministre des Affaires Etrangères déclara que ces conditions seraient la reconnaissance par l'Autriche-Hongrie que la question Austro-Serbe avait revêtu le caractère d'une question européenne, et la déclaration de cette même Puissance qu'elle consentait à ne pas insister sur des demandes incompatibles avec les droits souverains de la Serbie.

La proposition de la Russie fut jugée par l'Allemagne inacceptable pour l'Autriche-Hongrie. Simultanément on reçut à St.-Pétersbourg la nouvelle de la proclamation de la mobilisation générale par l'Autriche-Hongrie.

En même temps les hostilités continuaient sur le territoire Serbe et Belgrade fut bombardée de rechef.

L'insuccès de nos propositions pacifiques nous obligea d'élargir les mesures de précaution militaires.

Le Cabinet de Berlin nous ayant adressé une question à ce sujet, il lui fut répondu que la Russie était forcée de commencer ses armements pour se prémunir contre toutes éventualités.

Tout en prenant cette mesure de précaution, la Russie n'en discontinait pas moins de rechercher de toutes ses forces une issue de cette situation et déclara être prête à accepter tout moyen de solution du conflit qui comporterait l'observation des conditions posées par nous.

Malgré cette communication conciliante, le Gouvernement Allemand, le 18/31 juillet, adressa au Gouvernement Russe la demande d'avoir à suspendre tes mesures militaires à midi du 19 juillet / 1 août, en menaçant, dans le cas contraire, de procéder à une mobilisation générale.

Le lendemain, 19 juillet / 1 août, l'Ambassadeur d'Allemagne transmit au Ministre des Affaires Etrangères, au nom de son Gouvernement, la déclaration de guerre.

Nr. CXXXIII. Die englische Regierung.

a) „Introductory Narrative of Events". (Blb. S. III.)

1.

On the 23rd June, 1914, the Archduke *Francis Ferdinand*, nephew of the Emperor of Austria, Heir to the Trone, and Commander-in-Chief of the Army, left Vienna to attend army manœuvres in the Province of Bosnia. On Sunday, the 28th, he visited Sarajevo, the capital of the province, and made a progress through the town accompanied by his wife, the Duchess of Hohenberg. While passing trough the streets their automobile was fired on by an assassin. Both the Archduke and Duchess were killed.

No crime has ever aroused deeper or more general horror troughout Europe; none has ever been less justified. Sympathy for Austria was universal. Both the Governments and the public opinion of Europe were ready to support her in any measures, however severe, which she might think it necessary to take for the punishment of the murderer and his accomplices.

It immediately appeared, from the reports of our representatives abroad, that the press and public opinion of Austria-Hungary attributed much of the responsibility for the crime to the Servian Government, which was said to have encouraged a revolutionary movement amongst the Serb populations of Bosnia and Herzegovina.

That there had for many years been a strong Serb nationalist movement in these two provinces there is no doubt. This movement in an earlier form

had swept the provinces, then part of the Turkish Empire; into the insurrection against the Turkish Government in the seventies of last century, culminating in the war of 1877-8 between Russia ad Turkey. It had continued when Austria took over the administration of the provinces under the Treaty of Berlin in 1878. Austria then pledgeg her word to Turkey that her occupation should not „detract from the rights of sovereignity of His Majesty the Sultan over these provinces.“ Thirty years later, however, in 1908, she suddenly proclaimed their annexation to her Empire. On the 7th October of that year, the annexation was celebrated in Sarajevo by the firing of salutes and ringing of cathedral bells, amid scenes of official rejoicing and popular apathy. Servian nationalist feeling immediately asserted itself, and the Servian Government protested to the Powers against the annexation as a „deep injury done to the feelings, interests, and rights of the Servian people.“ Servia's attitude, coupled with the resentment felt by Russia and certain other Great Powers, nearly brought about a European war; but after six months of extreme tension she was induced to make a declaration abandoning her protest and promising to live on good terms with Austria. Her nationalist aspirations still continued, however, and were strengthened by her successes in the Balkan wars of 1912-13—successes which were compromised by Austria's opposition to her territorial expansion. As Servia grew, Austrian suspicion of her designs deepened.

2.

In the light of this history the storm of anti-Servian feeling which swept Austria-Hungary after the Sarajevo murders is easily understood. It was a feeling based on patriotism and loyalty. Europe was disposed to excuse its exaggerations and to sympathise with its motives.

But the dangers to European peace which it involved were immediately evident from the reports which reached the Government in London. Anti-Serb riots took place at Sarajevo and Agram. The members of the Serb party in the Provincial Council of Croatia were assailed by their colleagues with cries of „Servian assassins“. Mobs in Vienna threatened the Servian Legation. The Austrian press, almost without exception, used the most unbridled language, and called for the condign punishment of Servia. There were signs that the popular resentment was shared, and perhaps encouraged, by the Austrian Government. Both the British and also the German Government knew that the peace might be disturbed.

In view of these reports, it naturally became incumbent on disinterested Powers to exercise what influence they possessed in a direction which would reconcile justice with peace. Unfortunately, though the attitude of public opinion in Austria, and, to a less degree, also in Germany, was plain, the intentions of the Austrian Government remained almost equally obscure. The Austrian Foreign Office maintained an attitude of reticence towards the British and Russian Ambassadors. On the 7th July the Government were careful to make a public announcement that a joint meet ing of the Cabinets

of Austria and Hungary, which had just taken place, was only concerned with the question of domestic measures to repress the Pan-Serb propaganda in Bosnia. On the 8th July the Minister-President of Hungary made, on the whole, a pacific speech in the Hungarian Parliament, defending the loyalty of the majority of the Serb subjects of the Empire. On the 11th July the Servian Minister at Vienna had no reason to anticipate a threatening communication from the Austrian Government, and as late as the 22nd July, the day before the Austrian ultimatum was delivered at Belgrade, the Minister-President of Hungary stated in Parliament that the situation did not warrant the opinion that a serious turn of events was necessary or even probable.

His Majesty's Government had therefore largely to fall back on conjecture. It was known that the situation might become serious, but it was also known that Servia had made professions of readiness to accept any demands compatible with the sovereignty of an independent State. It was known that the opinion of the Russian and French — and also of the German — Governments was that the Servian Government was not itself to blame for the crime, but that Servia must be ready to investigate and put an end to the propaganda which had apparently led to it, and which was said to have originated in part on Servian soil. Sir *Edward Grey* advised Servia to show herself moderate and conciliatory. He promised the German Ambassador to use his influence with the Russian Government in the same direction. More could not be done, for no actual evidence had yet been furnished that Servian territory had in fact been made the base for revolutionary operations. It was only known that a court-martial had been set up at Sarajevo, the proceedings before which were secret. The Servian Government stated that they were only waiting for the Austrian Government to communicate the evidence thus collected before setting their own investigations on foot. The Servian Government also stated that both the assassins implicated were Austrian subjects, and that on a previous occasion the Austrian Government had informed the Servian Government, in reply to enquiries, that one of these men was harmless and was under their protection. It was remembered that Austria had tried on previous occasions to fasten guilt on the Servian Government by means of police evidence brought forward in Austrian courts, and had failed. It was therefore assumed on all sides that, before Austria took any action, she would disclose to the public her case against Servia. When Sir *Edward Grey* said this to the German Ambassador on the 20th July, the latter replied that he certainly assumed that Austria would act upon some case that would be known: but, as a matter of fact, His Majesty's Government did not receive any statement of the evidence on which Austria had founded her ultimatum till the 7th August.

It was, therefore, necessary to wait. The situation was as clear as it could be made till Austria would consent to throw off her reticence. There was nothing doubtful in the general international situation, no incalculable element which Austria could not take into full consideration. Whatever she

did, she would know accurately the consequences of her action. The Triple Alliance and the Triple Entente remained as they had always been. We had been quite recently assured that no new secret element had been introduced into the former, and Sir *Edward Grey* had stated emphatically in Parliament on the 11th June that the latter had remained unchanged so far as we were concerned. Russia's interest in the Balkans was well known. As late as the 23rd May the Russian Minister for Foreign Affairs had reaffirmed in the Duma the policy of the „Balkans for the Balkans", and it was known that any attack on a Balkan State by any great European Power would be regarded as a menace to that policy. If Servia was, as the Austrian Ambassador said to Sir *Edward Grey* on the 29th July, „regarded as being in the Austrian sphere of influence"; if Servia was to be humiliated; then assuredly Russia could not remain indifferent. It was not a question of the policy of Russian statesmen at St. Petersburgh, but of the deep hereditary feeling for the Balkan populations bred in the Russian people by more than two centuries of development. These things had been, as Sir *Edward Grey* said to Parliament in March, 1913, in discussing the Balkan war, „a commonplace in European diplomacy in the past." They were the facts of the European situation, the products of years of development, tested and retested during the last decade. Patient work might change them, but the product of years could not be pushed aside in a day.

3.

Yet two days were as much as Austria decided to allow for the task. On the 23rd July she showed her hand. She delivered an ultimatum at Belgrade and required an answer in forty-eight hours. She made ten demands, directed towards the elimination from Servian national life of everything which was hostile to Austria. These demands involved the suppression of newpahers and literature; the suppression of nationalist societies, a reorganisation of the Government schools, the dismissal of officers from the army, the participation of Austrian officials in judicial proceedings in Servia, the arrest of two specified men, the prevention of all traffic in arms across the frontier, a full explanation of anti-Austrian utterances, and immediate notification of the enforcement of these measures. In addition, the Servian Government was to publish on the front page of the „Official Journal" a prescribed statement, which amounted to a full recantation of her alleged errors, and a promise of amendment. A very brief summary was annexed to the ultimatum, giving the bare findings of the secret trial at Sarajevo, with no corroborative evidence. No independent nation had ever been called on to accept a greater humiliation.

Between the delivery of this ultimatum and the declaration of war between Great Britain and Germany there was an interval of only twelve days. In the whirl of negotiations which now followed, there was no time to draw breath and ponder. At the outset, therefore, it may be well to explain definitely the British attitude towards the Austrian ultimatum.

Austria was under provocation. She had to complain of a dangerous popular movement against her government. What evidence she might have against the Servian Government no one in Europe then knew. Great Britain had no interest in the Balkans, except one. She desired the consolidation and progressive government of the Balkan States; she desired, in the words recently used by the Russian Minister for Foreign Affairs before the Duma, that „the Balkan Governments should recognise that, in the matter of strengthening a State, the acquisition of territory is insufficient; the devotion and confidence of the new citizens must be enlisted". The dispute between Austria and Servia did not necessarily affect that interest; it was a dispute between two Governments with which Great Britain had nothing to do. Sir *Edward Grey*, therefore, consistently stated that he had no concern in that dispute; that he had no title to intervene between Austria and Servia; that he would express no opinion on the merits of the ultimatum. But there was the other side. If the dispute affected the interests of Russia, then the peace of Europe was at stake; and, from the first, Sir *Edward Grey* told the Austrian Government that he did not see how Russia, interested as she was in Servia, could take any but a most serious view of such a formidable document as the ultimatum. The peace of Europe must be maintained, and it could only be maintained, as Mr. *Asquith* had said to Parliament in March, 1913, in discussing the Balkan crisis, by a „spirit of forbearance, patience, and self-sacrifice," — by a „loyal spirit of give and take on the part of the Great Powers directly concerned". It was as the agent of this spirit of conciliation alone that Great Britain intervened in the European crisis.

4.

On the 23rd July the Austrian Ambassador told Sir *Edward Grey* that an ultimatum was being handed to Servia. For the first time Sir *Edward Grey* heard that „there would be something in the nature of a time limit." He immediately expressed his grave alarm. Next morning the text of the ultimatum was handed to him, and he learnt that the time limit was forty-eight hours. He confessed to the German Ambassador that, as no time had been left for deliberation, he felt helpless. There was no time to advise Russia or to influence Servia.

At this critical moment everything depended on Germany. As the Russian Minister for Foreign Affairs said a little later, „the key of the situation was to be found in Berlin." What was Germany's attitude? Privately, the German Minister for Foreign Affairs expressed his doubts as to the ultimatum; officially, the German Government called it „equitable and moderate", and said that they „desired urgently the localisation of the conflict". Everyone desired that; but it was no time for phrases. The same morning the Russian Minister for Foreign Affairs had summoned the French and British Ambassadors in St. Petersburgh, had said that Austria's step meant imminent war, and had asked for the support of Great Britain and France. The French Ambassador had pledged the support of France, as was well known to be

inevitable under the terms of her alliance. The next morning the Russian Government stated publicly that Russia could not remain indifferent to the Austro-Servian conflict. The next evening troops in Vienna had to be called out to guard the Russian Embassy from hostile crowds. „Localisation“ was a good phrase, but we had to deal with facts. Austria had surprised Europe, and with surprise had come universal alarm.

During these forty-eight hours Great Britain made three attempts at peace. Before all things, the time-limit of the ultimatum had to be extended. Great Britain and Russia urged this at Vienna. Great Britain urged Germany to join in pressing the Austrian Government. All that Berlin consented to do was to „pass on“ the message to Vienna.

Secondly, Sir *Edward Grey* urged that Great Britain, France, Germany, and Italy should work together at Vienna and St. Petersburgh in favour of conciliation. Italy assented; France assented; Russia declared herself ready; Germany said she had no objection, „if relations between Austria and Russia became threatening“.

Thirdly, the Russian, French, and British representatives at Belgrade were instructed to advise Servia to go as far as possible to meet Austria.

But it was too late. The time-limit, which Austria would not extend, had expired; and after all Servia did not need advice. On the afternoon of Saturday, the 25th, she returned to Austria a reply which amounted to an acceptance of all Austria's demands, subject on certain points to the delays necessary for passing new laws and amending her Constitution, and subject to an explanation by Austria-Hungary of her precise wishes with regard to the participation of Austro-Hungarian officials in Servian judicial proceedings. The reply went far beyond anything which any Power — Germany not excepted — had ever thought probable. But the same day the British Ambassador at Vienna reported that the tone of the Austrian press left the impression that a settlement was not desired, and he later reported that the impression left on his mind was that the Austrian note was so drawn up as to make war inevitable. In spite of the conciliatory nature of Servia's reply, the Austrian Minister left Belgrade the same evening, and Servia ordered a general mobilisation.

But an outline of the Servian reply had been communicated to Sir *Edward Grey* an hour or two before it was delivered. He immediately expressed to Germany the hope that she would urge Austria to accept it. Berlin again contented itself with „passing on“ the expression of Sir *Edward Grey's* hope to Vienna through the German Ambassador there. The fate of the message so passed on may be guessed from the fact that the German Ambassador told the British Ambassador directly afterwards that Servia had only made a pretence of giving way, and that her concessions were all a sham.

5.

During the next four days, 26th to 29th July, there was only one question before Europe — how could Russia and Austria be brought to an

agreement? It was evident that Russia did not believe that Austria would, or could, stop short of the absolute ruin of the Servian State, if she once actually attacked it. Here again, the question was not merely one of Government policy; the popular sentiment of two great nations was involved. Austria indeed professed, no doubt with perfect honesty, that she would take no territory from Servia. But the Austrian Ministers were being borne along on a wave of violent popular enthusiasm. They said themselves that they would be swept from power if they did not follow the popular desire for a conflict with Servia. Would this popular enthusiasm be content with any mere punitive expedition against the enemy? Surely not. Russia, therefore, openly said that she would have to intervene if Servia were attacked; but she promised Austria on the 27th that she would use all her influence at Belgrade to induce the Servian Government to give satisfaction to Austria, and only asked Austria to delay hostilities in order to give time for deliberation. Austria refused, saying it was too late. She declared war on Servia on the 28th. Russia ordered a partial mobilisation en the 29th.

But meanwhile Sir *Edward Grey* had proposed that the German, Italian, and French Ambassadors should meet him in London, to discuss the best means towards a settlement. Italy and France at once accepted; Russia said she was ready to stand aside; but Germany refused. She did not like what she called „a court of arbitration", and proposed instead direct negotiations between Russia and Austria. These negotiations actually began, as we have seen in the last paragraph, but they were cut short by the Austrian declaration of war against Servia. Austria then apparently considered that the moment for such negotiations was passed. She had, moreover, refused to discuss the Servian reply in any way, and it was difficult to see, after that refusal, what Russia could negotiate with her about. Russia, therefore, fell back on Sir *Edward Grey's* proposal for a conference of Ambassadors in London, which she had originally expressed her readiness to accept. The Russian Minister for Foreign Affairs urged Sir *Edward Grey* to induce Germany to indicate in what way she would consent to work for a settlement.

This brings the narrative of events down to Wednesday, the 29th July. Russia was mobilising partially in her southern provinces. Austrian troops were bombarding Belgrade. But, on the other hand, better news was coming from Berlin. Up to the 28th at least, both Germany and Austria had seemed unwilling to admit that the situation was really serious; Russia, it was said, was unprepared, and France was in no condition to go to war. Germany had said, in reply to Sir *Edward Grey's* repeated advances, that she did not like to make representations to Vienna for fear of stiffening Austria's attitude. But on the evening of the 28th the German Chancellor assured the British Ambassador that he was trying to mediate at Vienna and St. Petersburgh. On the strength of this assurance and similar assurances made by the German Ambassador in London on the 29th, Sir *Edward Grey* telegraphed to Berlin once more, in accordance with the request of the

Russian Government, urging the German Government, if they did not like the idea of the Ambassadors' conference in the form he had suggested it, to suggest any other form they pleased. „Mediation", he said, „was ready to come into operation by any method that Germany thought possible if only Germany would press the button in the interests of peace". The telegram was despatched at about 4 o'clock on the evening of the 29th.

6.

This appeal was followed almost immediately by a strange response. About midnight, a telegram arrived at the Foreign Office from His Majesty's Ambassador at Berlin. The German Chancellor had sent for him late at night. He had asked if Great Britain would promise to remain neutral in a war, provided Germany did not touch Holland and took nothing from France but her colonies. He refused to give any undertaking that Germany would not invade Belgium, but he promised that, if Belgium remained passive, no territory would be taken from her.

Sir *Edward Grey's* answer was a peremptory refusal, but he added an exhortation and an offer. The business of Europe was to work for peace. That was the only question with which Great Britain was concerned. If Germany would prove by her actions now that she desired peace, Great Britain would warmly welcome a future agreement with her whereby the whole weight of the two nations would be thrown permanently into the scale of peace in years to come.

For the next two days peace proposals and negotiations continued, some initiated and all supported by Great Britain. There remained a spark of hope. But from the British point of view the face of Europe henceforward was changed. On the 29th July the only conflict in progress had been on the frontiers of Servia and Austria; the only fear of further war had lain in the relations of Russia and Austria. Germany's declarations were pacific; Russia had said she desired nothing but a period of peace to allow for her internal development; France would not fight except to help her ally. There had seemed no insuperable difficulty in keeping the peace; it was only a question of allaying the mutual suspicion between Vienna and St. Petersburgh. But now a new element of danger had been introduced. Great Britain now knew that Germany was contemplating an attack on France. She knew more. The independence of the Low Countries had for centuries been considered as one of the strongest means of securing the peace of Europe. Their position and the nature of the country rendered them the natural battlefield of Northern Europe. If it was made impossible for a Great Power to invade them, war would become increasingly difficult and dangerous. With the growth of the idea of a fixed system of international law founded on treaties, the neutrality of Belgium had been devised as a permanent safeguard to this end. As such, it had been consecrated by two international treaties signed by all the Powers, and recognised by two generations of

statesmen. Now, when the peace of Europe was our one object, it was found that Germany was preparing to tear out the main rivet of that peace.

Germany's position must be understood. She had fulfilled her treaty obligations in the past; her action now was not wanton. Belgium was of supreme military importance in a war with France; if such a war occurred, it would be one of life and death; Germany feared that, if she dit not occupy Belgium, France might do so. In face of this suspicion, there was only one thing to do. The neutrality of Belgium had not been devised as a pretext for wars, but to prevent the outbreak of wars. The Powers must reaffirm Belgian neutrality in order to prevent the war now threatened. The British Government, therefore, on Friday, the 31st July, asked the German and French Governments for an engagement to respect Belgium's neutrality, and the Belgian Government for an engagement to uphold it. France gave the necessary engagement the same day; Belgium gave it the day after; Germany returned no reply. Henceforward there could be no doubt of German designs.

Meanwhile, on the 30th and 31st negotiations continued between Russia and Austria. On the 29th Germany had suggested to Austria that she should stop as soon as her troops had occupied Belgrade. Late on the same night Russia offered to stop all military preparations, if Austria would recognise that the conflict with Servia had become a question of general European interest, and would eliminate from her ultimatum the points which involved a violation of the sovereignty of Servia. As the result of this offer, Russia was able to inform His Majesty's Government on the 31st that Austria had at last agreed to do the very thing she had refused to do in the first days of the crisis, namely, to discuss the whole question of her ultimatum to Servia. Russia asked the British Government to assume the direction of these discussions. For a few hours there seemed to be a hope of peace.

7.

At this moment, on Friday, the 31st, Germany suddenly despatched an ultimatum to Russia, demanding that she should countermand her mobilisation within twelve hours. Every allowance must be made for the natural nervousness which, as history has repeatedly shown, overtakes nations when mobilisation is under way. All that can be said is that, according to the information in the possession of His Majesty's Government, mobilisation had not at the time proceeded as far in Russia as in Germany, although general mobilisation was not publicly proclaimed in Germany till the next day, the 1st August. France also began to mobilise on that day. The German Secretary of State refused to discuss a last proposal from Sir *Edward Grey* for joint action with Germany, France, and Italy until Russia's reply should be received, and in the afternoon the German Ambassador at St. Petersburgh presented a declaration of war. Yet on this same day, Saturday, the 1st, Russia assured Great Britain that she would on no account commence hostilities if the Germans did not cross the frontier, and France declared that her troops would be kept 6 miles from her frontier so as to

prevent a collision. This was the situation when very early on Sunday morning, the 2nd August, German troops invaded Luxemburg, a small independent State whose neutrality had been guaranteed by all the Powers with the same object as the similar guarantee of Belgium. The die was cast. War between Germany, Russia, and France had become inevitable.

Only one question now remained for this country. His Majesty's Government failed in their attempts to secure a general peace. Should they now remain neutral? The grounds on which that question was decided are clearly set forth in the statements of Sir *Edward Grey* and Mr. *Asquith* in Parliament, which are contained in this volume*), and no additional explanations are needed here. But one fact may be emphasized. From the 24th July, when Russia first asked for British support, to the 2nd August, when a conditional promise of naval assistance was given to France, Sir *Edward Grey* had consistently declined to give any promise of support to either of our present allies. He maintained that the position of Great Britain was that of a disinterested party whose influence for peace at Berlin and Vienna would be enhanced by the knowledge that we were not committed absolutely to either side in the existing dispute. He refused to believe that the best road to European peace lay through a show of force. We took no mobilisation measures except to keep our fleet assembled, and we confined ourselves to indicating clearly to Austria on the 27th July, and to Germany on the 29th July, that we could not engage to remain neutral if a European conflagration took place. We gave no pledge to our present allies, but to Germany we gave three times — on the 30th July, the 31st July, and the 1st August — a clear warning of the effect which would be produced on our attitude and on the sentiment of the British people by a violation of the neutrality of Belgium.

After Germany's declaration of war on Russia on the afternoon of the 1st, the Tsar telegraphed to His Majesty the King as follows: „In this solemn hour I wish to assure you once more that I have done all in my power to avert war.“ It is right to say that His Majesty's Government believe this to be a true statement of the attitude both of Russia and France throughout this crisis. On the other hand, with every wish to be fair and just, it will be admitted that the response of Germany and Austria gave no evidence of a sincere desire to save the peace of Europe.

Foreign Office, Sept. 28, 1914.

b) „Speeches in the House of Commons“ *[3. bis 6. August 1914]* (Blb. S. 89).

1. Statement by Sir *Edward Grey* in the House of Commons August 3, 1914.

Last week I stated that we were working for peace not only for this country, but to preserve the peace of Europe. To-day events move so rapidly

---

*) *Das Blaubuch verweist an dieser Stelle auf die unter b) („Speeches“) [s. diese Seite] mitgeteilten Verhandlungen.*

Herausgeber.

that it is exceedingly difficult to state with technical accuracy the actual state of affairs, but it is clear that the peace of Europe cannot be preserved. Russia and Germany, at any rate, have declared war upon each other.

Before I proceed to state the position of His Majesty's Government, I would like to clear the ground so that, before I come to state to the House what our attitude is with regard to the present crisis, the House may know exactly under what obligations the Government is or the House can be said to be, in coming to a decision on the matter. First of all let me say, very shortly, that we have consistently worked with a single mind, with all the earnestness in our power, to preserve peace. The House may be satisfied on that point. We have always done it. During these last years, as far as His Majesty's Government are concerned, we would have no difficulty in proving that we have done so. Throughout the Balkan crisis, by general admission, we worked for peace. The cooperation of the Great Powers of Europe was successful in working for peace in the Balkan crisis. It is true that some of the Powers had great difficulty in adjusting their points of view. It took much time and labour and discussion before they could settle their differences, but peace was secured, because peace was their main object, and they were willing to give time and trouble rather than accentuate differences rapidly.

In the present crisis, it has not been possible to secure the peace of Europe; because there has been little time, and, there has been a disposition — at any rate in some quarters on which I will not dwell — to force things rapidly to an issue, at any rate to the great risk of peace, and, as we now know, the result of that is that the policy of peace as far as the Great Powers generally are concerned, is in danger. I do not want to dwell on that, and to comment on it, and to say where the blame seems to us to lie, which Powers were most in favour of peace, which were most disposed to risk or endanger peace, because I would like the House to approach this crisis in which we are now from the point of view of British interests, British honour, and British obligations, free from all passion as to why peace has not been preserved.

We shall publish papers as soon as we can regarding what took place last week when we were working for peace; and when those papers are published I have no doubt that to every human being they will make it clear how strenuous and genuine and whole-hearted our efforts for peace were, and that they will enable people to form their own judgment as to what forces were at work which operated against peace.

I come first, now, to the question of British obligations. I have assured the House — and the Prime Minister has assured the House more than once — that if any crisis such as this arose we should come before the House of Commons and be able to say to the House that it was free to decide what the British attitude should be, that we would have no secret engagement which we should spring upon the House, and tell the House that because we had entered into that engagement there was an obligation of honour upon the country. I will deal with that point to clear the ground first.

There has been in Europe two diplomatic groups, the Triple Alliance and what came to it called the Triple Entente, for some years past. The Triple Entente was not alliance but was a diplomatic group. The House will remember that in 1908 there was a crisis — also a Balkan crisis — originating in the annexation of Bosnia and Herzegovina. The Russian Minister, M. *Isvolsky*, came to London, or happened to come to London, because his visit was planned before the crisis broke out. I told him definitely then, this being a Balkan crisis, a Balkan affair, I did not consider that public opinion in this country would justify us in promising to give anything more than diplomatic support. More was never asked from us, more was never given, and more was never promised.

In this present crisis, up till yesterday, we have also given no promise of anything more than diplomatic support — up till yesterday no promise of more than diplomatic support. Now I must make this question of obligation clear to the House. I must go back to the first Moroccan crisis of 1906. That was the time of the Algeciras Conference, and it came at a time of very great difficulty to His Majesty's Government when a general election was in progress, and Ministers were scattered over the country, and I — spending three days a week in my constituency and three days at the Foreign Office — was asked the question whether, if that crisis developed into war between France and Germany, we would give armed support. I said then that I could promise nothing to any foreign Power unless it was subsequently to receive the whole-hearted support of public opinion here if the occasion arose. I said, in my opinion, if war was forced upon France then on the question of Morocco — a question which had just been the subject of agreement between this country and France, an agreement exceedingly popular on both sides — that if out of that agreement war was forced on France at that time, in my view public opinion in this country would have rallied to the material support of France.

I gave no promise, but I expressed that opinion during the crisis, as far as I remember almost in the same words, to the French Ambassador and the German Ambassador at the time. I made no promise and I used no threats; but I expressed that opinion. That position was accepted by the French Government, but they said to me at the time, and I think very reasonably, „If you think it possible that the public opinion of Great Britain might, should a sudden crisis arise, justify you in giving to France the armed support which you cannot promise in advance, you will not be able to give that support, even if you wish it, when the time comes, unless some conversations have already taken place, between naval and military experts.“ There was force in that. I agreed to it, and authorised those conversation to take place, but on the distinct understanding that nothing which passed between military or naval experts should bind either Government or restrict in any way their freedom to make a decision as to whether or not they would give that support when the time arose.

As I have told the House, upon that occasion a general election was in prospect; I had to take the responsibility of doing that without the Cabinet. It could not be summoned. An answer had to be given. I consulted Sir *Henry Campbell-Bannerman*, the Prime Minister; I consulted, I remember, Lord *Haldane*, who was then Secretary of State for War; and the present Prime Minister, who was then Chancellor of the Exchequer. That was the most I could do, and they authorised that, on the distinct understanding that it left the hands of the Government free whenever the crisis arose. The fact that conversations between military and naval experts took place was later on — I think much later on, because that crisis passed, and the thing ceased to be of importance — but later on it was brought to the knowledge of the Cabinet.

The Agadir crisis came — another Morocco crisis — and throughout that I took precisely the same line that had been taken in 1906. But subsequently, in 1912, after discussion and consideration in the Cabinet, it was decided that we ought to have a definite understanding in writing, which was to be only in the form of an unofficial letter, that these conversations which took place were not binding upon the freedom of either Government: and on the 22nd November, 1912, I wrote to the French Ambassador the letter which I will now read to the House, and I received from him a letter in similar terms in reply. The letter which I have to read to the House is this, and it will be known to the public now as the record that, whatever took place between military and naval experts, they were not binding engagements upon the Governments:

„My dear Ambassador,

From time to time in recent years the French and British naval and military experts have consulted together. It has always been understood that such consultation does not restrict the freedom of either Government to decide at any future time whether or not to assist the other by armed force. We have agreed that consultation between experts is not, and ought not, to be regarded as an engagement that commits either Government to action in a contingency that has not yet arisen and may never arise. The disposition, for instance, of the French and British fleets respectively at the present moment is not based upon an engagement to co-operate in war.

You have, however, pointed out that, if either Government had grave reason to expect an unprovoked attack by a third Power, it might become essential to know whether it could in that event depend upon the armed assistance of the other.

I agree that, if either Government had grave reason to expect an unprovoked attack by a third Power, or something that threatened the general peace, it should immediately discuss with the other whether both Governments should act together to prevent aggression and to preserve peace, and, if so, what measures they would be prepared to take in common.“

Lord *Charles Beresford*. — What is the date of that?

Sir *Edward Grey.* — The 22nd November, 1912. That is the starting point for the Government with regard to the present crisis. I think it makes it clear that what the Prime Minister and I said to the House of Commons was perfectly justified, and that, as regards our freedom to decide in a crisis what our line should be, whether we should intervene or whether we should abstain, the Government remained perfectly free, and, *a fortiori*, the House of Commons remains perfectly free. That I say to clear the ground from the point of view of obligation. I think it was due to prove our good faith to the House of Commons that I should give that full information to the House now, and say what I think is obvious from the letter I have just read, that we do not construe anything which has previously taken place in our diplomatic relations with other Powers in this matter as restricting the freedom of the Government to decide what attitude they should take now, or restrict the freedom of the House of Commons to decide what their attitude should be.

Well, Sir, I will go further, and I will say this: The situation in the present crisis is not precisely the same as it was in the Morocco question. In the Morocco question it was primarily a dispute which concerned France — a dispute which concerned France and France primarily — a dispute, as it seemed to us, affecting France out of an agreement subsisting between us and France, and published to the whole world, in which we engaged to give France diplomatic support. No doubt we were pledged to give nothing but diplomatic support; we were, at any rate, pledged by a definite public agreement to stand with France diplomatically in that question.

The present crisis has originated differently. It has not originated with regard to Morocco. It has not originated as regards anything with which we had a special agreement with France; it has not originated with anything which primarily concerned France. It has originated in a dispute between Austria and Servia. I can say this with the most absolute confidence — no Government and no country had less desire to be involved in war over a dispute with Austria and Servia than the Government and the country of France. They are involved in it because of their obligation of honour under a definite alliance with Russia. Well, it is only fair to say to the House that that obligation of honour cannot apply in the same way to us. We are not parties to the Franco-Russian Alliance. We do not even know the terms of that alliance. So far I have, I think, faith-fully and completely cleared the ground with regard to the question of obligation.

I now come to what we think the situation requires of us. For many years we have had a long-standing friendship with France. I remember well the feeling in the House — and my own feeling — for I spoke on the subject, I think, when the late Government made their agreement with France — the warm and cordial feeling resulting from the fact that these two nations, who had had perpetual differences in the past, had cleared these differences away; I remember saying, I think, that it seemed to me that some benign

influence had been at work to produce the cordial atmosphere that had made that possible. But how far that friendship entails obligation — it has been a friendship between the nations and ratified by the nations — how far that entails an obligation, let every man look into his own heart, and his own feelings, and construe the extent of the obligation for himself. I construe it myself as I feel it, but I do not wish to urge upon anyone else more than their feelings dictate as to what they should feel about the obligation. The House, individually and collectively, may judge for itself. I speak my personal view, and I have given the House my own feeling in the matter.

The French fleet is now in the Mediterranean, and the northern and western coasts of France are absolutely undefended. The French fleet beeing concentrated in the Mediterranean, the situation is very different from what it used to be, because the friendship which has grown up between the two countries has given them a sense of security that there was nothing to be feared from us.

The French coasts are absolutely undefended. The French fleet is in the Mediterranean, and has for some years been concentrated there because of the feeling of confidence and friendship which has existed between the two countries. My own feeling is that if a foreign fleet, engaged in a war which France had not sought, and in which she had not been the aggressor, came down the English Channel and bombarded and battered the undefended coasts of France, we could not stand aside, and see this going on practically within sight of our eyes, with our arms folded, looking on dispassionately, doing nothing. I believe that would be the feeling of this country. There are times when one feels that if these circumstances actually did arise, it would be a feeling which would spread with irresistible force throughout the land.

But I also want to look at the matter without sentiment, and from the point of view of British interests, and it is on that that I am going to base and justify what I am presently going to say to the House. If we say nothing at this moment, what is France to do with her fleet in the Mediterranean? If she leaves it there, with no statement from us as to what we will do, she leaves her northern and western coasts absolutely undefended, at the mercy of a German fleet coming down the channel to do as it pleases in a war which is a war of life and death between them. If we say nothing, it may be that the French fleet is withdrawn from the Mediterranean. We are in the presence of a European conflagration; can anybody set limits to the consequences that may arise out of it? Let us assume that do-day we stand aside in an attitude of neutrality, saying. „No, we cannot undertake and engage to help either party in this conflict.“ Let us suppose the French fleet is withdrawn from the Mediterranean; and let us assume that the consequences — which are already tremendous in what has happened in Europe even to countries which are at peace — in fact, equally whether countries are at peace or at war — let us assume that out of that come consequences

unforeseen, which make it necessary at a sudden moment that, in defence of vital British interests, we shall go to war; and let us assume — which is quite possible — that Italy, who is now neutral — because, as I understand, she considers that this war is an aggressive war, and the Triple Alliance being a defensive alliance her obligation did not arise — let us assume that consequences which are not yet foreseen and which, perfectly legitimately consulting her own interests, make Italy depart from her attitude of neutrality at a time when we are forced in defence of vital British interests ourselves to fight — what then will be the position in the Mediterranean? It might be that at some critical moment those consequences would be forced upon us because our trade routes in the Mediterranean might be vital to this country.

Nobody can say that in the course of the next few weeks there is any particular trade route, the keeping open of which may not be vital to this country. What will be our position then? We have not kept a fleet in the Mediterranean which is equal to dealing alone with a combination of other fleets in the Mediterranean. It would be the very moment when we could not detach more ships to the Mediterranean, and we might have exposed this country from our negative attitude at the present moment to the most appalling risk. I say that from the point of view of British interests. We feel strongly that France was entitled to know — and to know at once — whether or not in the event of attack upon her unprotected northern and western coasts she could depend upon British support. In that emergency, and in these compelling circumstances, yesterday afternoon I gave to the French Ambassador the following statement:

„I am authorised to give an assurance that if the German fleet comes into the Channel or through the North Sea to undertake hostile operations against the French coasts or shipping, the British fleet will give all the protection in its power. This assurance is, of course, subject to the policy of His Majesty's Government receiving the support of Parliament, and must not be taken as binding His Majesty's Government to take any action until the above contingency of action by the German fleet takes place“[1])*).

---

[1]) *Die deutsche Regierung hat eine Reihe von Auslassungen hierzu veranlaßt, welche durch Wolff's telegraphisches Bureau unter nachstehenden Nummern verbreitet sind: Nr. 117, 145, 146, 472 und 608.*
Herausgeber.

W. T. B. 1914 Nr. 117.

Kopenhagen, 1. Oktober 1914. Nationaltidende veröffentlicht folgende Äußerungen des Staatssekretärs des deutschen Auswärtigen Amtes Staatsministers *v. Jagow*, die eine Antwort auf das jüngst veröffentlichte Interview mit dem englischen Unterstaatssekretär *Acland* darstellen:

Unterstaatssekretär *Acland* behauptet, das Eingreifen Englands in den Krieg sei darauf zurückzuführen, daß Deutschland die Neutralität Belgiens verletzt habe. Ich kann nicht annehmen, daß diesem hohen Beamten des

---

*) *Fortsetzung: S. 303.*

Foreign Office unbekannt sein sollte, daß Sir *Edward Grey* in seiner Rede im englischen Unterhaus am 3. August erklärt hat, er habe dem französischen Botschafter bereits am Nachmittag des vorhergehenden Tages, also am 2. August, die vollste Unterstützung der englischen Flotte für den Fall zugesichert, daß die deutsche Flotte gegen die französische Küste oder die französische Schiffahrt vorgehe. Erst in der Nacht vom 3. auf den 4. August aber erfolgte die Verletzung der belgischen Neutralität durch deutsche Truppen. Ebensowenig kann der Unterstaatssekretär vergessen haben, daß Sir *Edward Grey* in seiner Unterredung mit dem Fürsten *Lichnowsky* am 1. August es ausdrücklich abgelehnt hat, Deutschland die Neutralität Englands für den Fall zuzusichern, daß Deutschland die Neutralität Belgiens respektiere. Es handelt sich daher um einen, nicht einmal besonders geschickten erneuten Versuch, die Welt über die Motive irrezuführen, die der englischen Beteiligung am Kriege zugrunde liegen. Sie bestehen nicht in einer altruistischen Fürsorge für die Unabhängigkeit und Integrität Belgiens Diese war nicht bedroht. Wir hatten sie England ausdrücklich zugesichert. Aber es ist begreiflich, daß ein Land, das seine Kolonialherrschaft auf den Trümmern anderer Staaten aufgebaut hat, ein Land, das sich wie in jüngster Zeit noch in Aegypten so oft über gegebene Versprechen und internationale Verträge hinweggesetzt hat, dieser Zusicherung nicht traute. Ein deutsches Sprichwort sagt: Man vermutet niemand hinter einem Busch, hinter dem man nicht selbst gesessen hat. So tauchte in der Phantasie der englischen Staatsmänner das Schreckgespenst einer Besetzung Antwerpens durch deutsche Truppen auf und, wie Sir *Edward Grey* Frankreich die englische Hilfe schon für den Fall einer Bedrohung von Calais und Cherbourg durch die deutsche Flotte zugesichert hatte, so veranlaßte schließlich die Besorgnis, ein Teil der Südküste des Kanals könne den schwachen Händen Belgiens entrissen und zu einer Operationsbasis für die deutsche Flotte werden, England nicht nur sich selbst am Kriege zu beteiligen, sondern auch zu dem furchtbaren Verbrechen, das bedauernswerte Belgien zum Widerstand gegen den deutschen Einmarsch zu ermutigen. Die Haltung Englands ist somit lediglich durch den rücksichtslosen englischen Eigennutz bestimmt worden, der überhaupt für den ganzen furchtbaren Krieg verantwortlich ist. Wenn heute auf den Schlachtfeldern des Kontinents die Söhne Deutschlands, Oesterreichs, Frankreichs und Rußlands für das Vaterland verbluten müssen, so trifft die moralische Verantwortung dafür mit in erster Linie die englische Politik, die unter der Formel der Erhaltung des europäischen Gleichgewichts andauernd die chauvinistischen Strömungen in Frankreich und Rußland gegen Deutschland ermutigte und damit einen Zustand der Spannung auf dem Kontinent hervorrief, der sich im gegenwärtigen Krieg entladen hat. Von jeher ist es die englische Politik gewesen, die Völker des Kontinents gegeneinander aufzureizen, um selbst ungestört die Welt beherrschen zu können.

W. T. B. 1914 Nr. 145 und 146.

Berlin, 12. Oktober 1914. Die „Norddeutsche Allgemeine Zeitung" schreibt:

Der Bruch der belgischen Neutralität durch England und Belgien.

Durch die eigenen Erklärungen Sir *Edward Greys* ist die Behauptung der englischen Regierung bereits als unhaltbar erwiesen, daß die Verletzung der belgischen Neutralität durch Deutschland das Eingreifen Englands in den gegenwärtigen Krieg veranlaßt hat. Das Pathos sittlicher Entrüstung, mit dem der deutsche Einmarsch in Belgien von englischer Seite zur Stimmungsmache gegen Deutschland bei den Neutralen verwertet worden ist, findet eine

neue und eigenartige Beleuchtung durch gewisse Dokumente, die die deutsche Heeresverwaltung in den Archiven des belgischen Generalstabs in Brüssel aufgefunden hat[1]).

Aus dem Inhalt einer Mappe, welche die Aufschrift trägt „*Intervention anglaise en Belgique*" geht hervor, daß schon im Jahre 1906 die Entsendung eines englischen Expeditionskorps nach Belgien für den Fall eines deutsch-französischen Krieges in Aussicht genommen war. Nach einem vorgefundenen Schreiben an den belgischen Kriegsminister vom 10. April 1906 hat der Chef des belgischen Generalstabs mit dem damaligen englischen Militärattaché in Brüssel, Oberstleutnant *Barnardiston*, auf dessen Anregung in wiederholten Beratungen einen eingehenden Plan für gemeinsame Operationen eines englischen Expeditionskorps von 100000 Mann mit der belgischen Armee gegen Deutschland ausgearbeitet. Der Plan fand die Billigung des Chefs des englischen Generalstabs, Generalmajor *Grierson*. Dem belgischen Generalstab wurden alle Angaben über Stärke und Gliederung der englischen Truppenteile, über die Zusammensetzung des Expeditionskorps, die Ausschiffungspunkte, eine genaue Zeitberechnung für den Abtransport u. dergl. geliefert. Auf Grund dieser Nachrichten hat der belgische Generalstab den Transport der englischen Truppen in das belgische Aufmarschgebiet, ihre Unterbringung und Ernährung dort eingehend vorbereitet. Bis in alle Einzelheiten ist das Zusammenwirken sorgfältig ausgearbeitet worden. So sollten der englischen Armee eine große Anzahl Dolmetscher und belgische Gendarmen zur Verfügung gestellt und die nötigen Karten geliefert werden. Selbst an die Versorgung englischer Verwundeter war bereits gedacht worden.

Dünkirchen, Calais und Boulogne waren als Ausschiffungspunkte für die englischen Truppen vorgesehen. Von hier aus sollten sie mit belgischem Eisenbahnmaterial in das Aufmarschgebiet gebracht werden. Die beabsichtigte Ausladung in französischen Häfen und der Transport durch französisches Gebiet beweist, daß den englisch-belgischen Vereinbarungen solche mit dem französischen Generalstab vorausgegangen waren. Die drei Mächte haben die Pläne für ein Zusammenarbeiten der „verbündeten Armeen", wie es im Schriftstück heißt, genau festgelegt. Dafür spricht auch, daß in den Geheimakten eine Karte des französischen Aufmarsches vorgefunden worden ist.

Das erwähnte Schreiben enthält einige Bemerkungen von besonderem Interesse. Es heißt dort an einer Stelle, Oberstleutnant *Barnardiston* habe bemerkt, daß man zurzeit auf die Unterstützung Hollands nicht rechnen könne. Er habe ferner vertraulich mitgeteilt, daß die englische Regierung die Absicht habe, die Basis für den englischen Verpflegungsnachschub nach Antwerpen zu verlegen, sobald die Nordsee von allen deutschen Kriegsschiffen gesäubert sei. Des weiteren regte der englische Militärattaché die Einrichtung eines belgischen Spionagedienstes in der Rheinprovinz an.

Das vorgefundene militärische Material erfährt eine wertvolle Ergänzung durch einen ebenfalls bei den Geheimpapieren befindlichen Bericht des langjährigen belgischen Gesandten in Berlin, Baron *Greindl*, an den belgischen Minister des Aeußern, in dem mit großem Scharfsinn die dem englischen Angebot zugrunde liegenden Hintergedanken enthüllt werden und in dem der Gesandte auf das Bedenkliche der Situation hinweist, in die sich Belgien durch eine einseitige Parteinahme zugunsten der Ententemächte begeben habe. In dem sehr ausführlichen Bericht, der vom 23. Dezember 1911 datiert ist und dessen vollständige Veröffentlichung vorbehalten bleibt, führt Baron *Greindl* aus, der ihm mitgeteilte Plan des belgischen Generalstabs für die Verteidigung der belgischen Neutralität in einem deutsch-französischen Kriege beschäftigte sich nur mit der Frage, was für militärische Maßnahmen für den

[1]) S. oben S. 1 ff. — Herausgeber.

Fall zu ergreifen seien, daß Deutschland die belgische Neutralität verletze. Die Hypothese eines französischen Angriffs auf Deutschland durch Belgien habe aber gerade soviel Wahrscheinlichkeit für sich. Der Gesandte führt dann wörtlich folgendes aus:

„Von der französischen Seite her droht die Gefahr nicht nur im Süden von Luxemburg. Sie bedroht uns auf unserer ganzen gemeinsamen Grenze. Für diese Behauptung sind wir nicht nur auf Mutmaßungen angewiesen. Wir haben dafür positive Anhaltspunkte.

Der Gedanke einer Umfassungsbewegung von Norden her gehört zweifellos zu den Kombinationen der *Entente cordiale*. Wenn das nicht der Fall wäre, so hätte der Plan, Vlissingen zu befestigen, nicht ein solches Geschrei in Paris und London hervorgerufen. Man hat dort den Grund gar nicht verheimlicht, aus dem man wünschte, daß die Schelde ohne Verteidigung bliebe. Man verfolgte dabei den Zweck, unbehindert eine englische Garnison nach Antwerpen überführen zu können, also den Zweck, sich bei uns eine Operationsbasis für eine Offensive in der Richtung auf den Niederrhein und Westfalen zu schaffen und uns dann mit fortzureißen, was nicht schwer gewesen wäre. Denn nach Preisgabe unseres nationalen Zufluchtsortes hätten wir durch unsere eigene Schuld uns jeder Möglichkeit begeben, den Forderungen unserer zweifelhaften Beschützer Widerstand zu leisten, nachdem wir so unklug gewesen wären, sie dort zuzulassen. Die ebenso perfiden wie naiven Eröffnungen des Obersten *Barnardiston* zur Zeit des Abschlusses der *Entente cordiale* haben uns deutlich gezeigt, um was es sich handelte. Als es sich herausstellte, daß wir uns durch die angeblich drohende Gefahr einer Schließung der Schelde nicht einschüchtern ließen, wurde der Plan zwar nicht aufgegeben, aber dahin abgeändert, daß die englische Hilfsarmee nicht an der belgischen Küste, sondern in den nächstliegenden französischen Häfen gelandet werden sollte. Hierfür zeugen auch die Enthüllungen des Kapitäns *Faber*, die ebensowenig dementiert worden sind, wie die Nachrichten der Zeitungen, durch die sie bestätigt oder in einzelnen Punkten ergänzt worden sind. Diese in Calais und Dünkirchen gelandete englische Armee würde nicht an unserer Grenze entlang nach Longwy marschieren, um Deutschland zu erreichen. Sie würde sofort bei uns von Nordwesten her eindringen. Das würde ihr den Vorteil verschaffen, sofort in Aktion treten zu können, die belgische Armee in einer Gegend zu treffen, in der wir uns auf keine Festung stützen können, falls wir eine Schlacht riskieren wollen. Es würde ihr ermöglichen, an Ressourcen aller Art reiche Provinzen zu besetzen, auf alle Fälle aber unsere Mobilmachung zu behindern oder sie nur zuzulassen, nachdem wir uns formell verpflichtet hätten, die Mobilmachung nur zum Vorteil Englands und seines Bundesgenossen durchzuführen.

Es ist dringend geboten, im voraus einen Schlachtplan für die belgische Armee auch für diese Eventualität aufzustellen. Das gebietet sowohl das Interesse an unserer militärischen Verteidigung als auch die Führung unserer auswärtigen Politik im Falle eines Krieges zwischen Deutschland und Frankreich.“

Diese Ausführungen von vorurteilsfreier Seite stellen in überzeugender Weise die Tatsache fest, daß dasselbe England, das sich jetzt als Schirmherr der belgischen Neutralität gebärdet, Belgien zu einer einseitigen Parteinahme zugunsten der Ententemächte bestimmt und daß es zu einem Zeitpunkte sogar an eine Verletzung der holländischen Neutralität gedacht hat. Des weiteren erhellt daraus, daß die belgische Regierung, indem sie den englischen Einflüsterungen Gehör schenkte, sich eine schwere Verletzung der ihr als neutraler Macht obliegenden Pflichten hat zuschulden kommen lassen. Die Erfüllung dieser Pflichten hätte es erheischt, daß die belgische Regierung in

ihren Verteidigungsplänen auch die Verletzung der belgischen Neutralität durch Frankreich vorgesehen und daß sie für diesen Fall analoge Vereinbarungen mit Deutschland getroffen hätte, wie mit Frankreich und England. Die aufgefundenen Schriftstücke bilden einen dokumentarischen Beweis für die den maßgebenden deutschen Stellen lange vor Kriegsausbruch bekannte Tatsache der belgischen Konnivenz mit den Ententemächten. Sie dienen als eine Rechtfertigung für unser militärisches Vorgehen und als eine Bestätigung der der deutschen Heeresleitung zugegangenen Informationen über die französischen Absichten. Sie mögen dem belgischen Volke die Augen darüber öffnen, wem es die Katastrophe zu verdanken hat, die jetzt über das unglückliche Land hereingebrochen ist.

W. T. B. 1915 Nr. 472.

Berlin, 28. Januar. Das Londoner Pressebureau veröffentlicht eine lange Erklärung, die sich gegen eine vom Reichskanzler dem hiesigen Vertreter der „*Associated Press*" gewährte Unterredung wendet. Das amtliche Londoner Bureau bestreitet, daß England im Jahre 1911 entschlossen gewesen sei, ohne Zustimmung Belgiens Truppen nach Belgien zu werfen. Diese Auffassung beruhe wahrscheinlich auf nichtoffiziellen Besprechungen zwischen britischen und belgischen Offizieren aus den Jahren 1906—1911, die Vorkehrungen gegen eine etwaige Verletzung der Neutralität durch Deutschland treffen wollten. Ehe diese Besprechungen stattfanden, wurde von britischer Seite ausdrücklich festgelegt, daß die Erörterung militärischer Möglichkeiten darauf zu beschränken wäre, wie ein britischer Beistand Belgien zur Verteidigung seiner Neutralität am wirksamsten gewährt werden könnte. Von belgischer Seite wurde erklärt, daß ein britischer Einmarsch in Belgien nur nach Verletzung der Neutralität durch Deutschland stattfinden solle.

Die veröffentlichten belgischen Dokumente widerlegen diese Versicherungen des englischen Pressebureaus auf das bündigste. Es steht fest, daß England 1911 im Falle des Kriegsausbruchs zwischen Deutschland und Frankreich entschlossen war, unmittelbar, mit oder ohne Zustimmung Belgiens, auch ohne daß die belgische Regierung Hilfe verlangt hätte, in Belgien zu landen. Dafür liegen die Erklärungen des Oberstleutnants *Bridges* gegenüber dem belgischen Generalstabschef vor. Dafür spricht auch die von Lord *Roberts* abgegebene Erklärung (*British Review*, Heft vom August 1913), daß im August 1911 die Heimatsflotte und ein Expeditionskorps für einen Einfall in Flandern in Bereitschaft waren, um das Gleichgewicht der Mächte aufrecht zu erhalten.

Bemerkenswert ist aber ferner, daß die englische Regierung jetzt die Fiktion fallen läßt, als ob es sich 1906 und 1911 nur um eine „akademische" militärische Diskussion gehandelt habe für den Fall, daß die belgische Neutralität „von einem seiner Nachbarn" verletzt werden sollte.

Die akademischen Besprechungen sind jetzt zu „nicht-offiziellen" Besprechungen geworden, für die aber vorher ausdrücklich Grundsätze — also doch wohl offizielle? — festgelegt worden sind. Zugegeben wird jetzt auch, daß sich die Besprechungen allein gegen Deutschland, also nur den einen der belgischen Nachbarn, gerichtet haben. Darin gerade liegt die Preisgabe der belgischen Neutralität. Die englische Regierung vermag durch keine Sophistik die Tatsache aus der Welt zu schaffen, daß sie das durch seinen Neutralitätsvertrag gegenüber allen Mächten gleichmäßig gebundene Belgien zu Verhandlungen und Abmachungen gegenüber einem dieser Garanten, nämlich Deutschland, verlockt, auf die Seite der Tripleentente gezogen und schließlich in den Krieg hineingestoßen hat.

Die weiteren Ausführungen der Erklärung laufen darauf hinaus, die Schuld am Scheitern der Friedensbemühungen der deutschen Regierung zu-

I read that to the House, not as a declaration of war on our part, not as entarling immediate aggressive action on our part, but as binding us to take aggressive action should that contingency arise. Things move very hurriedly from hour to hour. Fresh news comes in, and I cannot give this in any very formal way; but understand that the German Government would be prepared, if we would pledge ourselves to neutrality, to agree that

---

zuschieben und England von der Mitschuld am Ausbruch des Krieges zu entlasten. Dem gegenüber bleibt der dokumentarische Tatbestand bestehen, dessen Ergebnis *Helfferich* mit den Worten bezeichnet hat: „Rußland ist als der Brandstifter, Frankreich und England sind als die Mitschuldigen erwiesen."

W. T. B. 1915 Nr. 608.

Berlin, 10. März. Die „Norddeutsche Allgemeine Zeitung" schreibt: Nochmals die belgischen Dokumente. Die belgischen Staatsmänner in Havre haben jetzt, drei Monate, nachdem hier die bekannten Brüsseler Dokumente über den belgischen Neutralitätsbruch veröffentlicht worden sind, in französischen Zeitungen eine Gegenerklärung abgegeben, die sich weniger durch die Güte ihrer Gründe, als durch den schimpfenden Ton auszeichnet, in dem sie gehalten ist. Die „zum System erhobene Lüge" der deutschen Regierung wird in dieser Erklärung mit dem bekannten französischen Phrasenschwall mehrfach hervorgehoben und der unerschütterlichen Ehrenhaftigkeit der belgischen Regierung gegenübergestellt.

Man kann es verstehen, daß die belgischen Staatsmänner zu lärmenden Worten ihre Zuflucht nehmen, wo ihnen die Argumente fehlen, denn ihre Enttäuschung muß in der Tat groß gewesen sein, als diese für sie so peinlichen und unbequemen Dokumente in einer jeden Zweifel an ihrer Echtheit ausschließenden Art der Oeffentlichkeit übergeben worden sind.

Es ist aber kaum ernst zu nehmen, wenn die belgische Regierung jetzt glaubt, den Gesamtwert der Dokumente durch Nadelstiche gegen den Uebersetzer herabwerten zu können. So wird der Vorwurf erhoben, daß an einer Stelle der veröffentlichten Texte das Wort „*conversation*" mit „Abkommen" übersetzt worden sei, und daraus wird natürlich eine Absicht zu täuschen gefolgert. Wie jetzt festgestellt worden ist, ist in der Tat infolge sehr undeutlicher Schreibweise des Originaltextes des Berichts des Generals *Ducarme* einmal das Wort „*conversation*" für „*convention*" gelesen und dementsprechend übersetzt worden. Die Albernheit des Versuchs, aus einem bedeutungslosen Uebersetzungsfehler eine absichtliche Täuschung zu konstruieren, ergibt sich schon aus der gleichzeitigen Veröffentlichung des Faksimiles der Urkunden, aus dem jedermann den tatsächlichen Wortlaut hat entnehmen können. Welche staatsrechtliche Bedeutung belgischerseits den Dokumenten beigemessen worden ist, geht in einer jeden Zweifel ausschließenden Weise aus dem faksimilierten Umschlag des Schriftstücks hervor, der sehr klar und deutlich die Aufschrift „*Conventions anglo-belges*" trägt.

Der zweite Vorwurf, den die belgische Erklärung gegenüber der Uebersetzung erhebt, ist ebenso töricht wie der erste. Es wird behauptet, daß wir den Satz des *Ducarme*'schen Berichts, nach dem der Einmarsch der englischen Truppen erst nach der Verletzung der belgischen Neutralität stattfinden sollte, unterdrückt hätten. In unserer Uebersetzung ist aber, wie hiermit festgestellt wird, ausdrücklich gesagt: „Auf dem Schriftstück findet sich noch der folgende Randvermerk: „*L'entrée des Anglais en Belgique ne se ferait qu'après la violation de notre neutralité par l'Allemagne*". Von einer Unterdrückung des Satzes kann also keine Rede sein.

Wenn jetzt die belgische Regierung das Bestehen der kompromittieren-

its fleet would not attack the northern coast of France. I have only heard that shortly before I came to the House, but it is far too narrow an engagement for us. And, Sir, there is the more serious consideration — becoming more serious every hour — there is the question of the neutrality of Belgium.

I shall have to put before the House at some length what is our position in regard to Belgium. The governing factor is the treaty of 1839, but this is a treaty with a history — a history accumulated since. In 1870, when there was war between France and Germany, the question of the neutrality of Belgium arose, and various things were said. Amongst other things, Prince *Bismarck* gave an assurance to Belgium that — confirming his verbal assurance, he gave in writing a declaration which he said was superfluous in reference to the treaty in existence — that the German Confederation and its allies would respect the neutrality of Belgium, it being always understood that that neutrality would be respected by the other belligerent Powers. That is valuable as a recognition in 1870 on the part of Germany of the sacredness of these treaty rights.

What was our own attitude? The people who laid down the attitude of the British Government were Lord *Granville* in the House of Lords and Mr. *Gladstone* in the House of Commons. Lord *Granville* on the 8th August, 1870, used these words. He said:

„We might have explained to the country and to foreign nations, that we could not think this country was bound either morally or internationally, or that its interests were concerned in the maintenance of the neutrality of Belgium; though this course might have had some conveniences, though it might have been easy to adhere to it, though it might have saved us from some immediate danger, it is a course which Her Majesty's Government thought it impossible to adopt in the name of the country with any due regard to the country's honour or to the country's interests."

Mr. *Gladstone* spoke as follows two days later:

„There is, I admit, the obligation of the treaty. It is not necessary, nor would time permit me, to enter into the complicated question of the nature of the obligations of that treaty; but I am not able to subscribe to the doctrine of those who have held in this House what plainly amounts to an assertion, that the simple fact of the existence of a guarantee is binding on every party to it, irrespectively altogether of the particular position in which it may find itself at the time when the occasion for acting on the guarantee arises. The great authorities upon foreign policy to whom I have

---

den Dokumente überhaupt durch eine „*sur l'honneur*" abgegebene Erklärung aus der Welt schaffen will, in der sie ableugnet, daß jemals von irgendeiner beteiligten Regierung ein Abkommen geschlossen worden sei, oder auch nur Besprechungen oder Verhandlungen stattgefunden haben, so ist diese auf Ehre abgegebene Erklärung doch zu naiv, als daß sich irgend jemand finden sollte, der nach dem ihr entgegenstehenden erdrückenden Beweismaterial daran glauben würde.

been accustomed to listen, such as Lord *Aberdeen* and Lord *Palmerston*, never to my knowledge took that rigid and, if I may venture to say so, that impracticable view of the guarantee. The circumstance, that there is already an existing guarantee in force, is, of necessity, an important fact, and a weighty element in the case, to which we are bound to give full and ample consideration. There is also this further consideration, the force of which we must all feel most deeply, and that is, the common interests against the unmeasured aggrandisement of any Power whatever."

The treaty is an old treaty — 1839 — and that was the view taken of it in 1870. It is one of those treaties which are founded, not only on consideration for Belgium, which benefits under the treaty, but in the interests, of those who guarantee the neutrality of Belgium. The honour and interests are, at least, as strong to-day as in 1870, and we cannot take a more narrow view or a less serious view of our obligations, and of the importance of those obligations, than was taken by Mr. *Gladstone*'s Government in 1870.

I will read to the House what took place last week on this subject. When mobilisation was beginning, I knew that this question must be a most important element in our policy — a most important subject for the House of Commons. I telegraphed at the same time in similar terms to both Paris and Berlin to say that it was essential for us to know whether the French and German Governments respectively were prepared to undertake an engagement to respect the neutrality of Belgium. These are the replies I got from the French Government this reply:

„The French Government are resolved to respect the neutrality of Belgium, and it would only be in the event of some other Power violating that neutrality that France might find herself under the necessity, in order to assure the defence of her security, to act otherwise. This assurance has been given several times. The President of the Republic spoke of it to the King of the Belgians, and the French Minister at Brussels has spontaneously renewed the assurance to the Belgian Minister of Foreign Affairs to-day."

From the German Government the reply was:

„The Secretary of State for Foreign Affairs could not possibly give an answer before consulting the Emperor and the Imperial Chancellor."

Sir *Edward Goschen*, to whom I had said it was important to have an answer soon, said he hoped the answer would not be too long delayed. The German Minister for Foreign Affairs then gave Sir *Edward Goschen* to understand that he rather doubted whether they could answer at all, as any reply they might give could not fail, in the event of war, to have the undesirable effect of disclosing, to a certain extent, part of their plan of campaign. I telegraphed at the same time to Brussels to the Belgian Government, and I got the following reply from Sir *Francis Villiers*:

„Belgium expects and desires that other Powers will observe and uphold her neutrality, which she intends to maintain to the utmost of her power. In so informing me, Minister for Foreign Affairs said, that, in the

event of the violation of the neutrality of their territory they believed that they were in a position to defend themselves against intrusion. The relations between Belgium and her neighbours were excellent, and there was no reason to suspect their intentions; but he thought it well, nevertheless, to be prepared against emergencies."

It now appears from the news I have received to-day — which has come quite recently, and I am not not yet quite sure how far it has reached me in an accurate form — that an ultimatum has been given to Belgium by Germany, the object of which was to offer Belgium friendly relations with Germany on condition that she would facilitate the passage of German troops through Belgium. Well, Sir, until one has these things absolutely definitely, up to the last moment, I do not wish to say all that one would say it one were in a position to give the House full, complete, and absulute information upon the point. We were sounded in the course of last week as to whether, if a guarantee were given that, after the war, Belgian integrity would be preserved, that would content us. We replied that we could not bargain away whatever interests or obligations we had in Belgian neutrality.

Shortly before I reached the House I was informed that the following telegram had been received from the King of the Belgians by our King — King *George* —:

„Remembering the numerous proofs of your Majesty's friendship and that of your predecessors, and the friendly attitude of England in 1870, and the proof of friendship she has just given us again, I make a supreme appeal to the diplomatic intervention of your Majesty's Government to safeguard the integrity of Belgium."

Diplomatic intervention took place last week on our part. What can diplomatic intervention do now? We have great and vital interests in the independence — and integrity is the least part — of Belgium. If Belgium is compelled to submit to allow her neutrality to be violated, of course the situation is clear. Even if by agreement she admitted the violation of her neutrality, it is clear she could only do so under duress. The smaller States in that region of Europe ask but one thing. Their one desire is that they should be left alone and independent. The one thing they fear is, I think, not so much that their integrity but that their independence should be interfered with. If in this war which is before Europe the neutrality of one of those countries is violated, if the troops of one of the combatants violate its neutrality and no action be taken to resent it, at the end of the war, whatever the integrity may be, the independence will be gone.

I have one further quotation from Mr. *Gladstone* as to what he thought about the independence of Belgium. It will be found in „Hansard", volume 203, p. 1787. I have not had time to read the whole speech and verify the context, but the thing seems to me so clear that no context could make any difference to the meaning of it. Mr. *Gladstone* said:

„We have an interest in the independence of Belgium which is wider than that which we may have in the literal operation of the guarantee. It is found in the answer to the question whether, under the circumstances of the case, this country, endowed as it is with influence and power, would quietly stand by and witness the perpetration of the direst crime that ever stained the pages of history, and thus become participators in the sin."

No, Sir, if it be the case that there has been anything in the nature of an ultimatum to Belgium, asking her to compromise or violate her neutrality, whatever may have been offered to her in return, her independence is gone if that holds. If her independence goes, the independence of Holland will follow. I ask the House from the point of view of British interests, to consider what may be at stake. If France is beaten in a struggle of life and death, beaten to her knees, loses her position as a great Power, becomes subordinate to the will and power of one greater than herself — consequences which I do not anticipate, because I am sure that France has the power to defend herself with all the energy and ability and patriotism which she has shown so often — still, if that were to happen, and if Belgium fell under the same dominating influence, and then Holland, and then Denmark, then would not Mr. *Gladstone*'s words come true, that just opposite to us there would be a common interest against the unmeasured aggrandisement of any Power?

It may be said, I suppose, that we might stand aside, husband our strength, and that, whatever happened in the course of this war, at the end of it intervene with effect to put things right, and to adjust them to our own point of view. If, in a crisis like this, we run away from those obligations of honour and interest as regards the Belgian treaty, I doubt whether, whatever material force we might have at the end, it would be of very much value in face of the respect that we should have lost. And do not believe, whether a great Power stands outside this war or not, it is going to be in a position at the end of it to exert its superior strength. For us, with a powerful fleet, which we believe able to protect our commerce, to protect our shores, and to protect our interests, if we are engaged in war, we shall suffer but little more than we shall suffer even if we stand aside.

We are going to suffer, I am afraid, terribly in this war, whether we are in it or whether we stand aside. Foreign trade is going to stop, not because the trade routes are closed, but because there is no trade at the other end. Continental nations engaged in war—all their populations, all their wealth, engaged in a desperate struggle—they cannot carry on the trade with us that they are carrying on in times of peace, whether we are parties to the war or whether we are not. I do not believe for a moment, that at the end of this war, even if we stood aside and remained aside, we should be in a position, a material position, to use our force decisively to undo what had happened in the course of the war, to prevent the whole of the West of Europe opposite to us—if that had been the result of the war—

falling under the domination of a single Power, and I am quite sure that our moral position would be such as to have lost us all respect. I can only say that I have put the question of Belgium somewhat hypothetically, because I am not yet sure of all the facts, but, if the facts turn out to be as they have reached us at present, it is quite clear that there is an obligation on this country to do its utmost to prevent the consequences to which those facts will lead if they are undisputed.

I have read to the House the only engagements that we have yet taken definitely with regard to the use of force. I think it is due to the House to say that we have taken no engagement yet with regard to sending an expeditionary armed force out of the country. Mobilisation of the fleet has taken place; mobilisation of the army is taking place; but we have as yet taken no engagement, because I feel that—in the case of a European conflagration such as this, unprecedented, with our enormous responsibilities in India and other parts of the Empire, or in countries in British occupation, with all the unknown factors—we must take very carefully into consideration the use which we make of sending an expeditionary force out of the country until we know how we stand. One thing I would say.

The one bright spot in the whole of this terrible situation is Ireland. The general feeling throughout Ireland—and I would like this to be clearly understood abroad—does not make the Irish question a consideration which we feel we have now to take into account. I have told the House how far we have at present gone in commitments and the conditions which influence our policy, and I have put to the House and dwelt at length upon how vital is the condition of the neutrality of Belgium.

What other policy is there before the House? There is but one way in which the Government could make certain at the present moment of keeping outside this war, and that would be that it should immediately issue a proclamation of unconditional neutrality. We cannot do that. We have made the commitment to France that I have read to the House which prevents us doing that. We have got the consideration of Belgium which prevents us also from any unconditional neutrality, and, without these conditions absolutely satisfied and satisfactory, we are bound not to shrink from proceeding to the use of all the forces in our power. If we did take that line by saying. „We will have nothing whatever to do with this matter“ under no conditions—the Belgian treaty obligations, the possible position in the Mediterranean, with damage to British interests, and what may happen to France from our failure to support France—if we were to say that all those things mattered nothing, were as nothing, and to say we would stand aside, we should, I believe, sacrifice our respect and good name and reputation before the world, and should not escape the most serious and grave economic consequences.

My object has been to explain the view of the Government, and to place before the House the issue and the choice. I do not for a moment

conceal, after what I have said, and after the information, incomplete as it is, that I have given to the House with regard to Belgium, that we must be prepared, and we are prepared, for the consequences of having to use all the strength we have at any moment—we know not how soon—to defend ourselves and to take our part. We know, if the facts all be as I have stated them, though I have announced no intending aggressive action on our part, no final decision to resort to force at a moment's notice, until we know the whole of the case, that the use of it may be forced upon us. As far as the forces of the Crown are concerned, we are ready. I believe the Prime Minister and my right hon. friend the First Lord of the Admiralty have no doubt whatever that the readiness and the efficiency of those forces were never at a higher mark than they are to-day, and never was there a time when confidence was more justified in the power of the navy to protect our commerce and to protect our shores. The thought is with us always of the suffering and misery entailed, from which no country in Europe will escape by abstention, and from which no neutrality will save us. The amount of harm that can be done by an enemy ship to our trade is inünitesimal, compared with the amvunt of harm that must be done by the economic condition that is caused on the Continent.

The most awful responsibility is resting upon the Government in deciding what to advise the House of Commons to do. We have disclosed our minds to the House of Commons. We have disclosed the issue, the information which wehave, and made clear to the House, I trust, that we are prepared to face that situation, and that should it develop, as probably it may develop, we will face it. We worked for peace up to the last moment, and beyond the last moment. How hard, how persistently, and how earnestly we strove for peace last week the House will see from the papers that will be before it.

But that is over, as far as the peace of Europe is concerned. We are now face to face with a situation and all the consequences which it may yet have to unfold. We believe we shall have the support of the House at large in proceeding to whatever the consequences may be and whatever measures may be forced upon us by the development of facts or action taken by others. I believe the country, so quickly has the situation been forced upon it, has not had time to realise the issue. It perhaps is still thinking of the quarrel between Austria and Servia, and not the complications of this matter which have grown out of the quarrel between Austria and Servia, Russia and Germany we know are at war. We do not yet know officially that Austria, the ally whom Germany is to support, is yet at war with Russia. We know that a good deal has been happening on the French frontier. We do not know that the German Ambassador has left Paris.

The situation has developed so rapidly that technically, as regards the condition of the war, it is most difficult to describe what has actually happened. I wanted to bring out the underlying issues which would affect our own conduct, and our own policy, and to put them clearly. I have now put

the vital facts before the House, and if, as seems not improbable, we are forced, and rapidly forced, to take our stand upon those issues, then I believe when the country realises what is at stake, what the real issues are, the magnitude of the impending dangers in the West of Europe, which I have endeavoured to describe to the House, we shall be supported throughout, not only by the House of Commons, but by the determination, the resolution, the courage, and the endurance of the whole country.

2. Further statement made by Sir *Edward Grey* in the House of Commons, August 3, 1914.

Germany and Belgium.

I want to give the House some information which I have received, and which was not in my possession when I made my statement this afternoon. It is information I have received from the Belgian Legation in London, and is to the following effect:

„Germany sent yesterday evening at 7 o'clock a note proprosing to Belgium friendly neutrality, covering free passage on Belgian territory, and promising maintenance of independence of the kingdom and possession at the conclusion of peace, and threatening, in case of refusal, to treat Belgium as an enemy. A time limit of twelve hours was fixed for the reply. The Belgians have answered that an attack on their neutrality would be a flagrant violation of the rights of nations, and that to accept the German proposal would be to sacrifice the honour of a nation. Conscious of its duty, Belgium is firmly resolved to repel aggression by all possible means."

Of course, I can only say that the Government are prepared to take into grave consideration the information which it has received. I make no further comment upon it.

3. Statement by the Prime Minister in the House of Commons, August 4, 1914.

Mr. Bonar Law. — I wish to ask the Prime Minister whether he has any statement that he can now make to the House?

The Prime Minister (Mr. Asquith). — In conformity with the statement of policy made here by my right hon. friend the Foreign Secretary yesterday, a telegram was early this morning sent by him to our Ambassador in Berlin. It was to this effect: —

„The King of the Belgians has made an appeal to His Majesty the King for diplomatic intervention on behalf of Belgium. His Majesty's Government are also informed that the German Government has delivered to the Belgian Government a note proposing friendly neutrality entailing free passage through Belgian territory, and promising to maintain the independence and integrity of the kingdom and its possessions at the conclusion of peace, threatening in case of refusal to treat Belgium as an enemy. An answer was

requested within twelve hours. We also understand that Belgium has categorically refused this as a flagrant violation of the law of nations. His Majesty's Government are bound to protest against this violation of a treaty to which Germany is a party in common with themselves, and must request an assurance that the demand made upon Belgium may not be proceeded with. and that her neutrality will be respected by Germany. You should ask for an immediate reply."

We received this morning from our Minister at Brussels the following telegram: —

„German Minister has this morning addressed note to the Belgian Minister for Foreign Affairs stating that, as Belgian Government have declined the well-intended proposals submitted to them by the Imperial Government, the latter will, deeply to their regret, be compelled to carry out, if necessary by force of arms, the measures considered indispensable in view of the French menaces."

Simultaneously—almost immediately afterwards—we received from the Belgian Legation here in London the following telegram: —

„General staff announces that territory has been violated at Gemmenich (near Aix-la-Chapelle)."

Subsequent information tended to show that the German force has penetrated still further into Belgian territory. We also received this morning from the German Ambassador here the telegram sent to him by the German Foreign Secretary, and communicated by the Ambassador to us. It is in these terms: —

„Please dispel any mistrust that may subsist on the part of the British Government with regard to our intentions by repeating most positively formal assurance that, even in the case of armed conflict with Belgium, Germany will, under no pretence whatever, annex Belgian territory. Sincerity of this declaration is borne out by fact that we solemnly pledged our word to Holland strictly to respect her neutrality. It is obvious that we could not profitably annex Belgic territory without making at the same time territorial acquisitions at expense of Holland. Please impress upon Sir *E. Grey* that German army could not be exposed to French attack across Belgium, which was planned according to absolutely unimpeachable information. Germany had consequently to disregard Belgian neutrality, it being for her a question of life or death to prevent French advance."

I have to add this on behalf of His Majesty's Government: We cannot regard this as in any sense a satisfactory communication. We have, in reply to it, repeated the request we made last week to the German Government, that they should give us the same assurance in regard to Belgian neutrality as was given to us and to Belgium by France last week. We have asked that a reply to that request and a satisfactory answer to the telegram of this morning—which I have read to the House—should be given before midnight.

4. Statement by the Prime Minister in the House of Commons, August 5, 1914.

Mr. Bonar Law. — May I ask the Prime Minister if he has any information he can give us to-day?

The Prime Minister. — Our Ambassador at Berlin received his passports at 7 o'clock last evenning, and since 11 o'clock last night a state of war has existed between Germany and ourselves.

We have received from our Minister at Brussels the following telegram:

„I have just received from Minister for Foreign Affairs“

— that is the Belgian Minister Foreign Affairs —

„a note of which the following is a literal translation:

Belgian Government regret to have to inform His Majesty's Government that this morning armed forces of Germany penetrated into Belgian territory in violation of engagements assumed by treaty.

Belgian Government are furter resolved to resist by all means in their power.

Belgium appeals to Great Britain and France and Russia to co-operate, as guarantors, in defence of her territory.

There would be concerted and common action with the object of resisting the forcible measures employed by Germany against Belgium, and at the same time of guarding the maintenance for future of the independence and integrity of Belgium.

Belgiums is happy to be able to declare that she will assume defence of her fortified places.

We have also received to-day from the French Ambassador here the following telegram received by the French Government from the Minister at Brussels:

„The Chef du Cabinet of the Belgian Ministry of War has asked the French military attaché to prepare at once for the co-operation and contact of French troops with the Belgian army pending the results of the appeal to the guaranteeing Powers now being made. Orders have therefore been given to Belgian provincial Governors not to regard movements of French troops as a violation of the frontier.“

This is all the information I am at the moment able to give to the House, but I take the opportunity of giving notice that to-morrow, in Committee of Supply, I shall move a vote of credit of 100,000,000 *l*.

5. Statement by the Prime Minister in the House of Commons, August 6, 1914.

Motion made, and Question proposed, „That a sum, not exceeding £ 100,000,000, be granted to His Majesty, beyond the ordinary grants of Parliament, towards defraying expenses that may be incurred during the year ending March 31st, 1915, for all measures which may be taken for the security of the country, for the conduct of Naval and Military operations,

for assisting the food supply, for promoting the continuance of trade, industry, and business communications, whether by means of insurance or indemnity against risk, or otherwise for the relief of distress, and generally for all expenses arising out of the existence of a state of war."

The Prime Minister (*Mr. Asquith*). — In asking the House to agree to the resolution which Mr. *Speaker* has just read from the Chair, I do not propose, because I do not think it is in any way necessary, to traverse the ground again which was convered by my right hon. friend the Foreign Secretary two or three nights ago. He stated — and I do not think any of the statements he made are capable of answer and certainly have not yet been answered — the grounds upon which, with the utmost reluctance and with infinite regret, His Majesty's Government have been compelled to put this country in a state of war with what, for many years and indeed generations past, has been a friendly Power. But, Sir, the papers which have since been presented to Parliament, and which are now in the hands of hon. Members will, I think, show how strenuous, how unremitting, how persistent, even when the last glimmer of hope seemed to have faded away, were the efforts of my right hon. friend to secure for Europe an honourable and a lasting peace. Everyvne knows, in the great crisis which occurred last year in the East of Europe, it was largely, if not mainly, by the acknowledgment of all Europe, due to the steps taken by my right hon. friend that the area of the conflict was limited, and that, so far as the great Powers are concerned, peace was maintained. If his efforts upon this occasion have, unhappily, been ess successful, I am certain that this House and the country, and I will add posterity and history, will accord to him what is, after all, the best tribute that can be paid to any statesman: that, never derogating for an instant or by an inch from the honour and interests of his own country, he has striven, as few men have striven, to maintain and preserve the greatest interest of all countries—universal peace. These papers which are now in the hands of hon. Members show something more than that. They show what were the terms which were offered to us in exchange for our neutrality. I trust that not only the Members of this House, but all our fellow-subjects everywhere will read the communications, will read, learn and mark the communications which passed only a week ago to-day between Berlin and London in this matter. The terms by which it was sought to buy our neutrality are contained in the communication made by the German Chancellor to Sir *Edward Goschen* on the 29th July, No. 85 of the published Paper. I think I must refer to them for a moment. After referring to the state of things as between Austria and Russia, Sir *Edward Goschen* goes on:

„He then proceeded to make the following strong bid for British neutrality. He said that is was clear, so far as he was able to judge the main principle which governed British policy, that Great Britain would never stand by and allow France to be crushed in any conflict there might be. That, however, was not the object at which Germany aimed. Provided that neu-

trality of Great Britain were certain, every assurance would be given to the British Government that the Imperial Government" —

Let the House observe these words —

„aimed at no territorial acquisition at the expense of France should they prove victorious in any war that might ensue."

Sir *Edward Goschen* proceeded to put a very pertinent question: —

„I questioned His Excellency about the French colonies" —

What are the French colonies? They mean every part of the dominions and possessions of France outside the geographical area of Europe —

„and he said that he was unable to give a similar undertaking in that respect."

Let me come to what, in my mind, personally, has always been the crucial, and almost the governing consideration, namely, the position of the small states:

„As regards Holland, however, His Excellency said that so long as Germany's adversaries respected the integrity and neutrality of the Netherlands, Germany was ready to give His Majesty's Government an assurance that she would do likewise."

Then we come to Belgium: —

„It depended upon the action of France what operations Germany might be forced to enter upon in Belgium, but, when the war was over, Belgian integrity would be respected if she had not sided against Germany."

Let the House observe the distinction between those two cases. In regard to Holland it was not only independence and integrity but also neutrality; but in regard to Belgium there was no mention of neutrality at all, nothing but an assurance that after the war came to an end the integrity of Belgium would be respected. Then His Excellency added:

„Ever since he had been Chancellor the object of his policy had been to bring about an understanding with England. He trusted that these assurances" —

the assurances I have read out to the House —

„might form the basis of that understanding which he so much desired."

What does that amount to? Let me just ask the House. I do so, not with the object of inflaming passion, certainly not with the object of exciting feeling against Germany, but I do so to vindicate and make clear the position of the British Government in this matter. What did that proposal amount to? In the first place, it meant this: That behind the back of France—they were not made a party to these communications—we should have given, if we had accented to that, a free licence to Germany to annex, in the event of a successful war, the whole of the extra-European dominions and possessions of France. What did it mean as regards Belgium? When she addressed, as she has addressed in these last few days, her mowing appeal to us to fulfil our solemn guarantee of her neutrality, what reply should we have given? What reply should we have given to that Belgian

appeal? We should have been obliged to say that, without her knowledge, we had bartered away to the Power threatening her our obligation to keep our plighted word. The House has read, and the country has read, of course, in the last few hours, the most pathetic appeal addressed by the King of Belgium, and I do not envy the man who can read that appeal with an unmoved heart. Belgians are fighting and losing their lives. What would have been the position of Great Britain to-day in the face of that spectacle, if we had assented to this infamous proposal? Yes, and what are we to get in return for the betrayal of our friends and the dishonour of our obligations? What are we to get in return? A promise—nothing more; a promise as to what Germany would do in certain eventualities; a promise, be it observed—I am sorry to have to say it, but it must be put upon record—given by a Power which was at that very moment announcing its intention to violate its own treaty and inviting us to do the same. I can only say, if we had dallied or temporised, we, as a Government, should have covered, ourselves with dishonour, and we should have betrayed the interests of this country, of which we are trustees. I am glad, and I think the country will be glad, to turn to the reply which my right hon. friend made, and of which I will read to the House two of the more salient passages. This document, No. 101 of my Paper, puts on record a week ago the attitude of the British Government, and, as I believe, of the British people. My right hon. friend says:

„His Majesty's Government cannot for a moment entertain the Chancellor's proposal that they should bind themselves to neutrality on such terms. What he asks us in effect is to engage to stand by while French Colonies are taken if France is beaten, so long as Germany does not take French territory as distinct from the Colonies. From the material point of view"

My right hon. friend, as he always does, used very temperate language:

„such a proposal is unacceptable, for France, without further territory in Europe being taken from her; could be so crushed as to lose her position as a Great Power, and become subordinate to German policy."

That is the material aspect. But he proceeded:

„Altogether, apart from that, it would be a disgrace for us to make this bargain with Germany at the expense of France, a disgrace from which the good name of this country would never recover. The Chancellor also in effect asks us to bargain away whatever obligation or interest we have as regards the neutrality of Belgium. We could not entertain that bargain either."

He then says:

„We must preserve our full freedom to act, as circumstances may seem to us to require."

And he added, I think, in sentences which the House will appreciate:

„You should . . . add most earnestly that the one way of maintaining the good relations between England and Germany is that they should

continue to work together to preserve the peace of Europe. . . . For that object this Government will work in that way with all sincerity and good will.

If the peace of Europe can be preserved and the present crisis safely passed my own endeavour will be to promote some arrangement to which Germany could be a party, by which she could be assured that no aggressive or hostile policy would be pursued against her or her allies by France, Russia, and ourselves, jointly or separately. I have desired this and worked for it" — The statement was never more true —

„as far as I could, through the last Balkan crisis and Germany having a corresponding object, our relations sensibly improved. The idea has hitherto been too Utopian to form the subject of definite proposals, but if this present crisis, so much more acute than any that Europe has gone through for generations, be safely passed, I am hopeful that the relief and reaction which will follow may make possible some more definite rapprochement between the Powers than has been possible hitherto."

That document, in my opinion, states clearly, in temperate and convincing language the attitude of this Government. Can any one who reads it fail to appreciate the tone of obvious sincerity and earnestness which underlies it; can any one honestly doubt that the Government of this country in spite of great provocation—and I regard the proposals made to us as proposals which we might have thrown aside without consideration and almost without answer-can any one doubt that in spite of great provocation the right hon. Gentleman, who had already earned the title—and no one ever more deserved it—of Peace Maker of Europe, persisted to the very last moment of the last hour in that beneficent but unhappily frustrated purpose? I am entitled to say, and I do so on behalf of this country—I speak not for a party, I speak for the country as a whole—that we made every effort any Government could possibly make for peace. But this war has been forced upon us. What is it we are fighting for? Every one knows, and no one knows, better than the Government, the terrible incalculable suffering, economic, social, personal and political, which war, and especially a war between the Great Powers of the world, must entail. There is no man amongst us sitting upon this bench in these trying days—more trying perhaps than any body of statesmen for a hundred years have had to pass through, there is not a man amongst us who has not, during the whole of that time, had clearly before his vision the almost unequalled suffering which war, even in a just cause, must bring about, not only to the peoples who are for the moment living in this country and in the other countries of the world, but to posterity and to the whole prospects of European civilisation. Every step we took we took with that vision before our eyes, and with a sense of responsibility which it is impossible to describe. Unhappily, if—in spite of all our efforts to keep the peace and with that full and overpowering consciousness of the result, if the issue be decided in favour of war—we have,

nevertheless, thought it to be the duty as well as the interest of this country to go to war, the House may be well assured it was because we believe, and I am certain the country will believe, we are unsheathing our sword in a just cause.

If I am asked what we are fighting for, I reply in two sentences. In the first place to fulfil a solemn international obligation, an obligation which, if it had been entered in between private persons in the ordinary concerns of life, would have been regarded as an obligation not only of law but of honour, which no self-respecting man could possibly have rupudiated. I say, secondly, we are fightiug to vindicate the principle which, in these days when force, material force, sometimes seems to be the dominant influence and factor in the development of mankind, we are fighting to vindicate the principle that small nationalities are not to be crushed, in defiance of international good faith, by the arbitrary will of a strong and over-mastering Power. I do not believe any nation ever entered into a great controversy—and this is one of the greatest history will ever know—with a clearer conscience and stronger conviction that it is fighting not for agression, not for the maintenance even of its own selfish interest, but that it is fighting in defence of principles, the maintenance of which is vital to the civilisation of the world. With a full conviction, not only of the wisdom and justice, but of the obligations which lay upon us to challenge this great issue, we are entering into the struggle. Let us now make sure that all the resources, not only of this United Kigndom, but of the vast Empire of which it is the centre, shall be thrown into the scale, and it is that that object may be adequately secured, that I am now about to ask this Commitee—to make the very unusual demand upon it—to the give Government a Vote of Credit of 100,000,000*l.* I am not going, and I am sure the Committee do not wish it, into the technical distinctions between Votes of Credit and Supplementary Estimates and all the rarities and refinements which arise in that connection. There is a much higher point of view than that. If it were necessary, could justify, upon purely technical grounds, the course we propose to adopt, but I am not going to do so, because I think it would be foreign to the temper and disposition of the Committee. There is one thing to which I do call attention, that is, the Title and Heading of the Bill. As a rule, in the past, Votes of this kind have been taken simply for naval and military operations, but we have thought it right to ask the Committee to give us its confidence in the extension of the traditional area of Votes of Credit so that this money, which we are asking them to allow us to expend, may be applied not only for strictly naval and military operations, but to assist the food supplies, promote the continuance of trade, industry, business, and communications—whether by means of insurance or indemnity against risk or otherwise—for the relief of distress, and generally for all expenses arising out of the existence of a state of war. I believe the Committee will agree with us that it was wise to extend the area of the Vote of Credit so as to include all these various matters.

It gives the Government a free hand. Of course, the Treasury will account for it, and any expenditure that takes place will be subject to the approval of the House. I think it would be a great pity—in fact, a great disaster—if, in a crisis of this magnitude, we were not enabled to make provision—provision far more needed now than it was under the simpler conditions that prevailed in the old days—for all the various ramifications and developments of expenditure which the existence of a state of war between the great Powers of Europe must entail on any one of them.

I am asking also in my character of Secretary of State for War—a position which I held until this morning—for a Supplementary Estimate for men for the Army. Perhaps the Committee will allow me for a moment just to say on that personal matter that I took upon myself the office of Secretary of State for War under conditions, upon which I need not go back but which are fresh in the minds of everyone, in the hope and with the object that the condition of things in the Army, which all of us deplored, might speedily be brought to and end and complete confidence re-established. I believe that is the case; in fact, I know it to be. There is no more loyal and united body, no body in which the spirit and habit of discipline are more deeply ingrained and cherished than in the British Army. Glad as I should have been to continue the work of that office, and I would have done so under normal conditions, it would not be fair to the Army, it would not be just to the country, that any Minister should divide his attention between that Department and another, still less that the First Minister of the Crown, who has to look into the affairs of all departments and who is ultimately responsible for the whole policy of the Cabinet, should give, as he could only give, perfunctory attention to the affairs of our Army in a great war. I am very glad to say that a very distinguished soldier and administrator, in the person of Lord *Kitchener*, with that great public spirit and patriotism that everyone would expect from him, at my request stepped into the breach. Lord *Kitchener*, as everyone knows, is not a politician. His association with the Government as a Member of the Cabinet for this purpose must not be taken as in any way identifying him with any set of political opinions. He has, at a great public emergency, responded to a great public call, and I am certain he will have with him, in the discharge of one of the most arduous tasks that has ever fallen upon a Minister, the complete confidence of all parties and all opinions.

I am asking on his behalf for the Army, power to increase the number of men of all ranks, in addition to the number already voted, by no less than 500,000. I am certain the Committee will not refuse its sanction, for we are encouraged to ask for it not only by our own sense of the gravity and the necessities of the case, but by the knowledge that India is prepared to send us certainly two Devisions, and that every one of our self-governing Dominions, spontaneously and unasked, has already tendered to the utmost limits of their possibilities, both in men and in money, every help they can

afford to the Empire in a moment of need. Sir, the Mother Country must set the example, while she responds with gratitude and affection to those filial overtures from the outlying members of her family.

Sir, I will say no more. This is not an occasion for controversial discussion. In all that I have said, I believe I have not gone, either in the statement of our case or in my general description of the provision we think it necessary to make, beyond the strict bounds of truth. It is not my purpose —it is not the purpose of any patriotic man—to inflame feeling, to indulge in rhetoric, to excite international animosities. The occasion is far too grave for that. We have a great duty to perform, we have a great trust to fulfil, and confidently we believe that Parliament and the country will enable us to do it.

---

4. Diplomatische Korrespondenzen bt. die serbisch-österreichische Angelegenheit vom 28. Juni bis zu der österreichischen Note an Serbien. (22. Juli.) [**Rb.** Nr. 1 ff.]

Nr. CXXXIV. Legationsrat Ritter von Storck an Graf Berchtold.

Belgrad, 29. Juni 1914.

Wir alle stehen noch immer derart unter dem erschütternden Eindruck der gestrigen Katastrophe, daß es mir schwer fällt, mit der nötigen Fassung, Sachlichkeit und Ruhe das blutige Drama in Sarajevo von hier aus entsprechend zu beurteilen. Ich bitte daher, mich vorläufig auf die Registrierung einiger Tatsachen beschränken zu dürfen.

Gestern — den 15./28. — wurde der Jahrestag der Schlacht am Amselfelde festlicher als sonst begangen und der serbische Patriot *Miloš Obilić* gefeiert, der 1389 mit zwei Gefährten den siegreichen Murad meuchlings erstochen hat.

Wo Serben leben, gilt *Obilić* als der Nationalheros. An die Stelle der Türken sind aber — dank der unter der Aegyde der königlichen Regierung gezüchteten Propaganda und der seit Jahren betriebenen Preßhetze — nunmehr wir als die Erbfeinde getreten.

Den drei jugendlichen Sarajevoer Attentätern *Princip*, *Čabrinović* und dem dritten unbekannten Bombenwerfer scheint daher eine Wiederholung des Dramas auf dem Kossovopolje vorgeschwebt zu haben. Sie haben noch eine unschuldige Frau miterschossen und mögen glauben, damit ihr Vorbild noch übertroffen zu haben.

Jahrelang ist in Serbien Haß gegen die Monarchie gesät worden. Die Saat ist aufgegangen und Mord ward geerntet.

Die serbische Regierung hat auf die zirka 5 Uhr nachmittags bekanntgewordene Nachricht hin die Obilić-Feier um 10 Uhr abends offiziell abstoppen lassen; inoffiziell und in der Dunkelheit hat sie aber noch geraume Zeit weiter gedauert.

Die Leute sollen sich vor Freude in die Arme gefallen sein (Augenzeugen) und man hörte Bemerkungen wie: „Recht ist ihnen geschehen, wir haben das schon lange erwartet", oder „Das ist die Rache für die Annexion".

Nr. CXXXV. Legationsrat Ritter von Storck an Graf Berchtold.

Telegramm. Belgrad, 30. Juni 1914.

Ich richtete heute an den Generalsekretär des Auswärtigen Amtes, Herrn *Gruić*, die naheliegende Frage, welche Maßregeln die königliche Polizei ergriffen habe, respektive zu ergreifen gedenke, um die Fäden des Attentats, welche notorisch nach Serbien hinüberspielen, zu verfolgen.

Seine Erwiderung lautete, daß sich die serbische Polizei bisher mit dem Gegenstand überhaupt nicht befaßt hätte.

Nr. CXXXVI. Generalkonsul Jehlitschka an Graf Berchtold.

Ueskub, 1. Juli 1914.

Am 15./28. Juni wurde in Pristina der Vidow-Dan (Fronleichnamstag), an welchem sich diesmal die Schlacht auf dem Amselfelde (1389) zum 525. Male jährte, zum ersten Male offiziell als „Befreiungsfest“ der serbischen Nation gefeiert.

Seit vier Monaten hatte ein eigenes Festkomitee daran gearbeitet, dieses Fest zu einem möglichst feierlichen und zu einer großartigen nationalserbischen Demonstration zu gestalten.

Die bezügliche Propaganda setzte gleichzeitig in Kroatien, Dalmatien und Bosnien, hauptsächlich aber in Ungarn ein; den Teilnehmern wurde freie Fahrt auf den serbischen Staatsbahnen, billige Unterkunft und Verpflegung, Unterstützung seitens der Behörden usw. zugesagt.

Die Agitation war eine energische und zielbewußte.

Zur Festfeier in Pristina wurden die Gäste mit Extrazügen gebracht.

Die verschiedenen Festreden schwelgten in den historischen Reminiszenzen, welche sich an den Schauplatz des Festes knüpften, um schließlich mehr oder minder das bekannte Thema von der Vereinigung aller Serben und der „Befreiung der unterjochten Brüder“ jenseits der Donau und der Save, ferner in Bosnien und Dalmatien zu variieren.

Als sich in den Abendstunden die Nachricht von der entsetzlichen Schandtat, deren Schauplatz Sarajevo gewesen war, verbreitete, bemächtigte sich der fanatisierten Menge eine Stimmung, welche ich nach den zahlreichen Beifallsäußerungen, welche mir von meinen absolut verläßlichen Gewährsmännern gemeldet werden, nicht anders als unmenschlich bezeichnen kann.

Angesichts dieser Haltung der Bevölkerung, welche in gleicher Weise auch in Ueskub zutage trat, fallen alle Versuche der serbischen Presse, die moralische Verantwortung für die Tat, welche von einer repräsentativen Versammlung mit solch unverhohlener Genugtuung aufgenommen wird, von Serbien abzuschütteln, in ein erbärmliches Nichts zusammen.

Nr. CXXXVII. Graf Szécsen an Graf Berchtold.

Telegramm. Paris, 4. Juli 1914.

Ich habe heute Herrn *Poincaré* den Dank der k. u. k. Regierung für sein Beileid übermittelt.

Auf die serbenfeindlichen Demonstrationen bei uns anspielend, erwähnte er, daß nach der Ermordung des Präsidenten *Carnot* in ganz Frankreich alle Italiener den ärgsten Verfolgungen seitens der Bevölkerung ausgesetzt waren.

Ich machte ihn darauf aufmerksam, daß die damalige Bluttat mit keinerlei antifranzösischer Agitation in Italien im Zusammenhange stand,

während man jetzt zugeben muß, daß in Serbien seit Jahren mit allen erlaubten und unerlaubten Mitteln gegen die Monarchie gehetzt wird.

Zum Schlusse sprach Herr *Poincaré* die Ueberzeugung aus, die serbische Regierung werde uns bei der gerichtlichen Untersuchung und der Verfolgung eventueller Mitschuldiger das größte Entgegenkommen zeigen. Einer solchen Pflicht könne sich kein Staat entziehen.

Nr. CXXXVIII. Gerent Herr Hoflehner an Graf Berchtold.

Nisch, 6. Juli 1914.

Die Nachricht vom entsetzlichen, nur zu wohlgelungenen Attentate in Sarajevo rief hier Sensation im vollsten Sinne des Wortes hervor. Von Bestürzung oder aber Entrüstung war so gut wie nichts zu bemerken, in weitaus vorherrschendem Maße kamen nur Empfindungen der Genugtuung, ja der Freude, und dies vielfach ganz unverhüllt, ohne jede Zurückhaltung, nicht selten in ganz roher Form zum Ausdrucke. Dies gilt hauptsächlich für die sogenannten führenden Kreise, die Intelligenz, wie Berufspolitiker, Lehrpersonen, Beamte, Offiziere und die Studentenschaft. Etwas zurückhaltender zeigte sich noch die Kaufmannschaft.

Alle Erklärungen, die seitens serbischer amtlicher Stellen oder einzelner höherer Persönlichkeiten abgegeben wurden und die Entrüstung über das Attentat und dessen Verurteilung zum Ausdruck bringen sollen, müssen als bitterste Ironie auf den wirken, der Gelegenheit hatte, in den jüngst verflossenen Tagen in nächster Nähe Einblicke in das Gefühlsleben der serbischen intelligenten Bevölkerung zu gewinnen.

Der Gefertigte hatte am Tage des Attentates gegen 9 Uhr abends ohne Ahnung noch vom Geschehenen ein hiesiges Gartenkaffee besucht und wurde hier zuerst von einem Bekannten über das ganz bestimmt aufgetretene Gerücht in Kenntnis gesetzt. Es war eine Pein sondergleichen, zu beobachten und zu hören, wie eine förmlich fröhliche Stimmung die zahlreichen Gäste des Lokales erfaßt hatte, mit welcher ersichtlichen Genugtuung man über die Tat debattierte und wie Ausrufe der Freude, des Hohnes und Spottes aufflatterten; — selbst den an Ausbrüche des hier herrschenden politischen Fanatismus seit langem Gewöhnten mußten diese Wahrnehmungen aufs äußerste deprimieren!

Nr. CXXXIX. Freiherr von Giesl an Graf Berchtold.

Belgrad, 21. Juli 1914.

Ich bin nunmehr — nach dem unglückseligen Verbrechen vom 28. Juni — wieder seit einiger Zeit auf meinem Posten und kann mir erlauben, über die hier herrschende Stimmung ein Urteil abzugeben.

Seit der Annexionskrise waren die Beziehungen zwischen der Monarchie und Serbien auf Seite des letzteren durch nationalen Chauvinismus, Feind-

seligkeit und eine wirksame Propaganda der großserbischen Aspirationen in unseren von Serben bewohnten Ländern vergiftet; seit den letzten beiden Balkankriegen hat der Erfolg Serbiens diesen Chauvinismus zum Paroxismus gesteigert, dessen Ausbrüche stellenweise den Stempel des Wahnsinns tragen.

Es sei mir erspart, hierfür Beweise und Beispiele erbringen zu müssen; sie sind überall und immer in den Kreisen der politischen Gesellschaft wie unter dem niederen Volke, in allen Parteien billig zu haben! Ich stelle es als bekanntes Axiom hin, daß die Politik Serbiens auf die Abtrennung der von Südslawen bewohnten Gebiete und in weiterer Folge auf die Vernichtung der Monarchie als Großmacht aufgebaut ist und nur dieses eine Ziel kennt.

Niemand, der auch nur acht Tage in dem hiesigen politischen Milieu zu leben und zu wirken bemüßigt ist, wird sich dieser Wahrheit verschließen.

Infolge der jüngsten Ereignisse, welche die hiesigen politischen Stimmungen beeinflussen, und dazu rechne ich das Attentat in Sarajevo, den Tod Hartwigs und die Wahlkampagne, hat sich der Haß gegen die Monarchie noch vertieft.

Das Attentat in Sarajevo hat den Serben den bevorstehenden Zerfall der habsburgischen Staaten — auf welchen man schon früher seine Hoffnungen setzte — als in kürzester Zeit zu erwarten, den Abfall der von Südslawen bewohnten Gebiete der Monarchie, die Revolution in Bosnien-Herzegowina und die Unverläßlichkeit der slawischen Regimenter — als feststehende Tatsachen vorgegaukelt und brachte System und scheinbare Berechtigung in ihren nationalistischen Wahnsinn.

Das so verhaßte Oesterreich-Ungarn erscheint den Serben nunmehr ohnmächtig und kaum mehr würdig, einen Krieg mit ihm zu führen — zum Hasse gesellt sich die Verachtung —, es fällt ohne Mühe als zermürbter Körper in den Schoß des in naher Zukunft zu verwirklichenden großserbischen Reiches.

Blätter, welche nicht zu den allerextremsten gehören, besprechen in täglichen Artikeln die Ohnmacht und den Zerfall der Nachbarmonarchie und beschimpfen ohne Scheu und Furcht vor Ahndung ihre Organe. Sie machen selbst vor der erhabenen Person unseres Herrschers nicht Halt. Sogar das Regierungsorgan weist auf die Zustände in Oesterreich-Ungarn als auf die einzigen Ursachen des fluchwürdigen Verbrechens hin. Die Furcht vor Verantwortung besteht nicht mehr. Das serbische Volk wird seit Jahrzehnten durch die Presse erzogen und die jeweilige Politik hängt von der Parteipresse ab; eine Frucht dieser Erziehung ist die großserbische Propaganda und ihre abscheuliche Ausgeburt, das Attentat vom 28. Juni.

Ich übergehe die an Wahnwitz streifenden, von der „Times“ als „tobsüchtig“ bezeichneten Anklagen und Verdächtigungen anläßlich des Todes Hartwigs, überhaupt die lügenhafte Preßkampagne, welche aber die Serben in der Ueberzeugung bestärken dürfte, daß die Regierung und die Vertreter

Oesterreich-Ungarns vogelfrei sind, und Bezeichnungen wie Mörder, Lump, infamer Oesterreicher etc. für uns als schmückende Beiwörter gelten müssen.

Der Tod Hartwigs hat in der Erkenntnis der Schwere dieses Verlustes in der serbischen politischen Welt einen fanatischen Kultus des Verstorbenen ausgelöst, und man ließ sich dabei nicht allein von der Dankbarkeit für die Vergangenheit, sondern auch von der Sorge um die Zukunft leiten und überbot sich in sklavischer Unterwürfigkeit vor Rußland, um dessen Wohlwollen für kommende Zeiten zu sichern.

Als dritter Faktor vereinigt die Wahlkampagne alle Parteien auf der Plattform der Feindseligkeiten gegen Oesterreich-Ungarn. Keine der auf die Regierungsgewalt aspirierenden Parteien will in den Verdacht kommen, eines schwächlichen Nachgebens gegenüber der Monarchie für fähig gehalten zu werden. So wird die Wahlkampagne unter dem Schlagworte der Bekämpfung Oesterreich-Ungarns geführt.

Man hält die Monarchie aus inneren und äußeren Gründen für ohnmächtig, zu jeder energischen Aktion unfähig und glaubt, daß die ernsten Worte, die schon an maßgebenden Stellen bei uns gesprochen worden sind, nur Bluff seien.

Die Urlaube des k. u. k. Kriegsministers und Chefs des Generalstabes haben in der Ueberzeugung bestärkt, daß die Schwäche Oesterreich-Ungarns nunmehr evident ist.

Ich habe die Geduld Euer Exzellenz etwas länger in Anspruch zu nehmen mir erlaubt, nicht weil ich mit Vorstehendem etwas Neues zu bringen glaubte, sondern weil ich diese Schilderung als Ausgang zu der sich aufdrängenden Konklusion betrachte, daß eine Abrechnung mit Serbien, ein Krieg um die Großmachtstellung der Monarchie, ja um ihre Existenz als solche, auf die Dauer nicht zu umgehen ist.

Versäumen wir es, Klarheit in unser Verhältnis zu Serbien zu bringen, so werden wir mitschuldig an den Schwierigkeiten und der Ungunst der Verhältnisse bei einem künftigen Kampfe, der doch, ob früher oder später, ausgetragen werden muß.

Für den lokalen Beobachter und den Vertreter der österreichisch-ungarischen Interessen in Serbien stellt sich die Frage so, daß wir eine weitere Schädigung unseres Prestiges nicht mehr ertragen können.

Sollten wir daher entschlossen sein, weitgehende Forderungen, verbunden mit wirksamer Kontrolle — denn nur eine solche könnte den Augiasstall der großserbischen Wühlarbeit reinigen — zu stellen, dann müßten alle möglichen Konsequenzen überblickt werden und es muß von Anfang an der starke und feste Wille bestehen, durchzuhalten.

Halbe Mittel, ein Stellen von Forderungen, langes Parlamentieren und schließlich ein faules Kompromiß wäre der härteste Schlag, der Oesterreich-Ungarns Ansehen in Serbien und seine Machtstellung in Europa treffen könnte.

Nr. CXL. Graf Berchtold an Freiherrn von Giesl in Belgrad.

Die österreichische Note. 23. Juni 1914.

Wien, am 22. Juli 1914.

Euer Hochwohlgeboren wollen die nachfolgende Note am Donnerstag, den 23. Juli nachmittags, der königlichen Regierung überreichen:

„Le 31 mars 1909 le Ministre de Serbie à Vienne a fait d'ordre de son Gouvernement au Gouvernement I. et R. la déclaration suivante:

„„La Serbie reconnaît qu'elle n'a pas été atteinte dans ses droits par le fait accompli créé en Bosnie-Hercégovine et qu'elle se conformera par conséquent à telle décision que les Puissances prendront par rapport à l'article XXV du Traité de Berlin. Se rendant aux conseils des Grandes Puissances, la Serbie s'engage dès à présent à abandonner l'attitude de protestation et d'opposition qu'elle a observée à l'égard de l'annexion depuis l'automne dernier, et elle s'engage, en outre, à changer le cours de sa politique actuelle envers l'Autriche-Hongrie pour vivre désormais avec cette dernière sur le pied d'un bon voisinage.““

Or, l'histoire des dernières années, et notamment les événements douloureux du 28 juin, ont démontré l'existence en Serbie d'un mouvement subversif dont le but est de détacher de la Monarchie austro-hongroise certaines parties de ses territoires. Ce mouvement qui a pris jour sous les yeux du Gouvernement Serbe est arrivé à se manifester au delà du territoire du Royaume par des actes de terrorisme, par une série d'attentats et par des meurtres.

Le Gouvernement Royal Serbe, loin de satisfaire aux engagements formels contenus dans la déclaration du 31 mars 1909, n'a rien fait pour supprimer ce mouvement: il a toléré l'activité criminelle des différentes sociétés et affiliations dirigées contre la Monarchie, le langage effréné de la presse, la glorification des auteurs d'attentats, la participation d'officiers et de fonctionnaires dans les agissements subversifs, une propagande malsaine dans l'instruction publique, toléré enfin toutes les manifestations qui pouvaient induire la population serbe à la haine de la Monarchie et au mépris de ses institutions.

Cette tolérance coupable du Gouvernement Royal de Serbie n'avait pas cessé au moment où les événements du 28 juin dernier en ont démontré au monde entier les conséquences funestes:

Il résulte des dépositions et aveux des auteurs criminels de l'attentat du 28 juin que le meurtre de Sarajevo a été tramé à Belgrade, que les armes et explosifs dont les meurtriers se trouvaient être munis, leur ont été donnés par des officiers et fonctionnaires serbes faisant partie de la „Narodna Odbrana“ et enfin que le passage en Bosnie des criminels et de leurs armes a été organisé et effectué par des chefs du service-frontière serbe.

Les résultats mentionnés de l'instruction ne permettent pas au Gouvernement I. et R. de poursuivre plus longtemps l'attitude de longanimité expectative qu'il avait observée pendant des années vis-à-vis des agissements concentrés à Belgrade et propagés de là sur les territoires de la Monarchie; ces

résultats lui imposent au contraire le devoir de mettre fin à des menées qui forment une menace perpétuelle pour la tranquillité de la Monarchie.

C'est pour atteindre ce but que le Gouvernement I. et R. se voit obligé de demander au Gouvernement Serbe l'énonciation officielle qu'il condamne la propagande dirigée contre la Monarchie austro-hongroise, c'est-à-dire l'ensemble des tendances qui aspirent en dernier lieu à détacher de la Monarchie des territoires qui en font partie, et qu'il s'engage à supprimer, par tous les moyens, cette propagande criminelle et terroriste.

Afin de donner un caractère solennel à cet engagement, le Gouvernement Royal de Serbie fera publier à la première page du Journal officiel en date du 26/13 juillet l'énonciation suivante:

„„Le Gouvernement Royal de Serbie condamne la propagande dirigée contre l'Autriche-Hongrie, c'est-à-dire l'ensemble des tendances qui aspirent en dernier lieu à détacher de la Monarchie austro-hongroise des territoires qui en font partie, et il déplore sincèrement les conséquences funestes de ses agissements criminels.

Le Gouvernement Royal regrette que des officiers et fonctionnaires serbes aient participé à la propagande susmentionnée et compromis par là les relations de bon voisinage auquel le Gouvernement Royal s'était solennellement engagé par sa déclaration du 31 mars 1909.

Le Gouvernement Royal qui désapprouve et répudie toute idée ou tentative d'immixtion dans les destinées des habitants de quelque partie de l'Autriche-Hongrie que ce soit, considère de son devoir d'avertir formellement les officiers, les fonctionnaires et toute la population du Royaume que dorénavant il procédera avec la dernière rigueur contre les personnes qui se rendraient coupables de pareils agissements, agissements qu'il mettra tous ses efforts à prévenir et à réprimer.““

Cette énonciation sera portée simultanément à la connaissance de l'Armée Royale par un ordre du jour de Sa Majesté le Roi et sera publiée dans le bulletin officiel de l'Armée.

Le Gouvernement Royal Serbe s'engage en outre

1° à supprimer toute publication qui excite à la haine et au mépris de la Monarchie et dont la tendance générale est dirigée contre son intégrité territoriale,

2° à dissoudre immédiatement la société dite „Narodna Odbrana“, à confisquer tous ses moyens de propagande, et à procéder de la même manière contre les autres sociétés et affiliations en Serbie qui s'adonnent à la propagande contre la Monarchie austro-hongroise; le Gouvernement Royal prendra les mesures nécessaires pour que les sociétés dissoutes ne puissent pas continuer leur activité sous un autre nom et sous une autre forme,

3° à éliminer sans délai de l'instruction publique en Serbie, tant en ce qui concerne le corps enseignant que les moyens d'instruction, tout ce qui sert ou pourrait servir à fomenter la propagande contre l'Autriche-Hongrie,

4⁰ à éloigner du service militaire et de l'administration en général tous les officiers et fonctionnaires coupables de la propagande contre la Monarchie austro-hongroise et dont le Gouvernement I. et R. se réserve de communiquer les noms et les faits au Gouvernement Royal,

5⁰ à accepter la collaboration en Serbie des organes du Gouvernement I. et R. dans la suppression du mouvement subversif dirigé contre l'intégrité territoriale de la Monarchie,

6⁰ à ouvrir une enquête judiciaire contre les partisans du complot du 28 juin se trouvant sur territoire serbe;

des organes, délégués par le Gouvernement I. et R., prendront part aux recherches y relatives,

7⁰ à procéder d'urgence à l'arrestation du commandant *Voja Tankosić* et du nommé *Milan Čiganović*, employé de l'Etat Serbe, compromis par les résultats de l'instruction de Sarajevo,

8⁰ à empêcher, par des mesures efficaces, le concours des Autorités Serbes dans le trafic illicite d'armes et d'explosifs à travers la frontière;

à licencier et punir sévèrement les fonctionnaires du service-frontière de Šabac et de Ložnica coupables d'avoir aidé les auteurs du crime de Sarajevo en leur facilitant le passage de la frontière,

9⁰ à donner au Gouvernement I. et R., des explications sur les propos injustifiables de hauts fonctionnaires serbes tant en Serbie qu'à l'étranger qui, malgré leur position officielle, n'ont pas hésité après l'attentat du 28 juin de s'exprimer dans des interviews d'une manière hostile envers la Monarchie austro-hongroise enfin,

10⁰ d'avertir, sans retard, le Gouvernement I. et R. de l'exécution des mesures comprises dans les points précédents.

Le Gouvernement I. et R. attend la réponse du Gouvernement Royal au plus tard jusqu'au samedi 25 de ce mois à 6h du soir.

Un mémoire concernant les résultats de l'instruction de Sarajevo à l'égard des fonctionnaires mentionnés aux points 7 et 8 est annexé à cette Note."

[Folgt das „Dossier" oben S. 231—272.] — Herausgeber.

L'instruction criminelle ouverte par le tribunal de Sarajevo contre *Gavrilo Princip* et consorts du chef d'assassinat et de complicité y relative, crime commis par eux le 28 juin dr., a jusqu'ici abouti aux constatations suivantes:

1⁰ Le complot ayant pour but d'assassiner, lors de son séjour à Sarajevo, l'archiduc *François Ferdinand* fut formé à Belgrade par *Gavrilo Princip*, *Nedeljko Čabrinović*, le nommé *Milan Čiganović* et *Trifko Grabež* avec le concours du commandant *Voja Tankosić*.

2⁰ Les 6 bombes et les 4 pistolets Browning avec munitions, moyennant lesquels les malfaiteurs ont commis l'attentat, furent livrés à Belgrade à

Princip, *Čabrinović* et *Grabež* par le nommé *Milan Ciganović* et le commandant *Voja Tankosić.*

3⁰ Les bombes sont des grenades à la main provenant du dépôt d'armes de l'armée serbe à Kragujevac.

4⁰ Pour assurer la réussite de l'attentat, *Ciganović* enseigna à *Princip*, *Čabrinovic* et *Grabež* la manière de se servir des grenades et donna, dans une forêt près du champ de tir à Topschider, des leçons de tir avec pistolets Browning à *Princip* et *Grabež.*

5⁰ Pour rendre possible à *Princip*, *Čabrinović* et *Grabež* de passer la frontière de Bosnie-Hercégovine et d'y introduire clandestinement leur contrebande d'armes, un système de transport secret fut organisé par *Ciganović.*

D'après cette organisation l'introduction en Bosnie-Hercégovine des malfaiteurs et de leurs armes fut opérée par les Capitaines-frontière de Šabac (Rade Popović) et de Ložnica ainsi que par le douanier *Rudivoj Grbić* de Ložnica avec le concours de divers particuliers.

Nr. CXLI. Graf Berchtold an die k. u. k. Botschafter in Berlin, Rom, Paris, London, St. Petersburg und Konstantinopel.

Wien, 22. Juli 1914.

Le Gouvernement I. et R. s'est vu obligé d'adresser jeudi le 23 de ce mois, par l'entremise du Ministre I. et R. à Belgrade, la Note suivante au Gouvernement Royal de Serbie:

[Folgt der oben S. 325 ff. abgedruckte Text.] — Herausgeber.

J'ai l'honneur d'inviter Votre Excellence de vouloir porter le contenu de cette Note à la connaissance du Gouvernement auprès duquel Vous êtes accrédité, en accompagnant cette communication du commentaire que voici:

Le 31 mars 1909 le Gouvernement Royal Serbe a adressé à l'Autriche-Hongrie la déclaration dont le texte est reproduit ci-dessus.

Le lendemain même de cette déclaration la Serbie s'est engagée dans une politique tendant à inspirer des idées subversives aux ressortissants serbes de la Monarchie austro-hongroise et à préparer ainsi la séparation des territoires austro-hongrois, limitrophes à la Serbie.

La Serbie devint le foyer d'une agitation criminelle:

Des sociétés et affiliations ne tardèrent pas à se former qui, soit ouvertement, soit clandestinement, étaint destinées à créer des désordres sur le territoire austro-hongrois. Ces sociétés et affiliations comptent parmi leurs membres des généraux et des diplomates, des fonctionnaires d'Etat et des juges, bref les sommités du monde officiel et inofficiel du Royaume.

Le journalisme serbe est presque entièrement au service de cette propagande, dirigée contre l'Autriche-Hongrie, et pas un jour ne passe sans que les organes de la presse serbe n'excitent leurs lecteurs à la haine et au mépris

de la Monarchie voisine ou à des attentats dirigés plus ou moins ouvertement contre sa sûreté et son intégrité.

Un grand mombre d'agents est appelé à soutenir par tous les moyens l'agitation contre l'Autriche-Hongrie et à corrompre dans les provinces limitrophes la jeunesse de ces pays.

L'esprit conspirateur des politiciens serbes, esprit dont les annales du Royaume portent les sanglantes empreintes, a subi une récrudescence depuis la dernière crise balcanique; des individus ayant fait partie des bandes jusque là occupées en Macédoine, sont venus se mettre à la disposition de la propagande terroriste contre l'Autriche-Hongrie.

En présence de ces agissements auxquels l'Autriche-Hongrie est exposée depuis des années, le Gouvernement de la Serbie n'a pas cru devoir prendre la moindre mesure. C'est ainsi que le Gouvernement Serbe a manqué au devoir que lui imposait la déclaration solennelle du 31 mars 1909, et c'est ainsi qu'il s'est mis en contradiction avec la volonté de l'Europe et avce l'engagement qu'il avait pris vis-à-vis de l'Autriche-Hongrie.

La longanimité du Gouvernement I. et R. à l'égard de l'attitude provocatrice de la Serbie était inspirée du désintéressement territorial de la Monarchie austro-hongroise et de l'espoir que le Gouvernement Serbe finirait tout de même par apprécier à sa juste valeur l'amitié de l'Autriche-Hongrie. En observant une attitude bienveillante pour les intérêts politiques de la Serbie, le Gouvernement I. et R. espérait que le Royaume se déciderait finalement à suivre de son côté une ligne de conduite analogue. L'Autriche-Hongrie s'attendait surtout à une pareille évolution dans les idées politiques en Serbie, lorsque, après les événements de l'année 1912, le Gouvernement I. et R. rendit possible par une attitude désintéressée et sans rancune l'agrandissement si considérable de la Serbie.

Cette bienveillance manifestée par l'Autriche-Hongrie à l'égard de l'Etat voisin n'a cependant aucunement modifié les procédés du Royaume qui a continué à tolérer sur son territoire une propagande dont les funestes conséquences se sont manifestées au monde entier le 28 juin dr., jour, où l'héritier présomptif de la Monarchie et son illustre épouse devinrent les victimes d'un complot tramé à Belgrade.

En présence de cet état de choses le Gouvernement I. et R. a du se décider à entreprendre de nouvelles et pressantes démarches à Belgrade afin d'amener le Gouvernement Serbe à arrêter le mouvement incendiaire menaçant la sûreté et l'intégrité de la Monarchie austro-hongroise.

Le Gouvernement I. et R. est persuadé qu'en entreprenant cette démarche, il se trouve en plein accord avec les sentiments de toutes les nations civilisées qui ne sauraient admettre que le régicide devint une arme dont on puisse se servir impunément dans la lutte politique, et que la paix européenne fût continuellement troublée par les agissements partant de Belgrade.

C'est à l'appui de ce qui précède que le Gouvernement I. et R. tient à la disposition du Gouvernement . . . . un dossier

élucidant les menées serbes et les rapports existant entre ses menées et le meurtre du 28 juin.

Une communication identique est adressée aux Représentants Impériaux et Royaux auprès des autres Puissances Signataires.

Vous êtes autorisé de laisser une copie de cette dépêche entre les mains de Monsieur le Ministre des Affaires Etrangères.

Nr. CXLII. Graf Berchtold an Graf Mensdorff in London.

Telegramm. Wien, 23. Juli 1914.

Da unter den Ententemächten England am ehesten für eine objektive Beurteilung unseres heutigen Schrittes in Belgrad zu gewinnen sein dürfte, ersuche ich Euer Exzellenz, bei der Konversation, die Sie am 24. l. M. gelegentlich der Ueberreichung der Zirkularnote im *Foreign Office* haben werden, unter anderem auch darauf hinzuweisen, daß es Serbien in der Hand gehabt hätte, den ernsten Schritten, die es unsererseits erwarten mußte, die Spitze abzubrechen, wenn es seinerseits spontan das Notwendige vorgekehrt hätte, um auf serbischem Boden eine Untersuchung gegen die serbischen Teilnehmer am Attentat vom 28. Juni l. J. einzuleiten und die Verbindungen aufzudecken, die hinsichtlich des Attentates erwiesenermaßen von Belgrad nach Sarajevo führen.

Die serbische Regierung hat bis heute, obwohl eine Anzahl notorisch bekannter Indizien nach Belgrad weisen, in diesem Belange nicht nur nichts unternommen, sie hat vielmehr die vorhandenen Spuren zu verwischen getrachtet.

So ist einem telegraphischen Bericht unserer Gesandtschaft in Belgrad zu entnehmen, daß der durch die übereinstimmenden Aussagen der Attentäter kompromittierte serbische Staatsbeamte *Čiganović* am Tage des Attentates noch in Belgrad weilte, drei Tage darauf aber, als sein Name in den Zeitungen genannt wurde, die Stadt bereits verlassen hatte. Bekanntlich erklärte auch schon der serbische Preßchef, daß *Čiganović* in Belgrad völlig unbekannt sei.

Was die kurze Befristung unserer Forderungen anbelangt, so ist dieselbe auf unsere langjährigen Erfahrungen serbischer Verschleppungskünste zurückzuführen.

Wir können die Forderungen, deren Erfüllung wir von Serbien verlangen und die eigentlich im Verkehr zwischen Staaten, die in Friede und Freundschaft leben sollen, nur Selbstverständliches enthalten, nicht zum Gegenstand von Verhandlungen und Kompromissen machen und können mit Rücksicht auf unsere volkswirtschaftlichen Interessen nicht riskieren, eine politische Methode, wonach Serbien die entstandene Krise nach seinem Belieben zu verlängern in der Hand hätte, zu akzeptieren.

5. Diplomatische Korrespondenzen bt. die serbisch-österreichische Angelegenheit bis zur Beantwortung der österreichischen Note durch Serbien (24.—25. Juli 1914).

Nr. CXLIII. Graf Mensdorff an Graf Berchtold.

Telegramm. London, 24. Juli 1914.

Zirkularnote Sir *E. Grey* eben übergeben, der sie aufmerksam durchgelesen. Bei Punkt 5 fragte er, wie das zu verstehen sei, Einsetzung Organe unserer Regierung in Serbien wäre gleichbedeutend mit Aufhören staatlicher Unabhängigkeit Serbiens. Ich erwiderte, Kollaboration von z. B. Polizeiorganen tangiere keineswegs Staatssouveränität.

Er bedauerte Befristung, weil dadurch die Möglichkeit benommen würde, die erste Erregung zu beruhigen und auf Belgrad einzuwirken, uns eine befriedigende Antwort zu geben. Ein Ultimatum könne man immer noch stellen, wenn Antwort nicht annehmbar.

Ich führte lange unseren Standpunkt aus (Notwendigkeit Abwehr von unausgesetzten subversiven Unternehmungen, welche Gebiet der Monarchie bedrohen, Verteidigung unserer vitalsten Interessen, vollkommenster Mißerfolg der vielfach bewiesenen bisherigen konzilianten Haltung gegenüber Serbien, das jetzt über drei Wochen Zeit hatte, aus eigenem Antrieb Untersuchung gegen Teilnahme Attentat einzuleiten usw.).

Der Herr Staatssekretär wiederholte seine Bedenken gegen kurze Befristung, anerkannte aber, daß das, was über Mitschuld an Verbrechen von Sarajevo gesagt wird, sowie manche unserer Verlangen berechtigt seien.

Er würde ganz bereit sein, die Angelegenheit als eine solche zu betrachten, die nur Oesterreich-Ungarn und Serbien berühre. Er ist aber sehr „apprehensiv", daß mehrere Großmächte in einen Krieg verwickelt werden könnten. Von Rußland, Deutschland, Frankreich sprechend bemerkte er, die Bestimmungen des französisch-russischen Bündnisses dürften ungefähr so lauten wie die des Dreibundes.

Ich legte ihm ausführlich unseren Standpunkt dar und wiederholte entschieden, daß in diesem Falle wir fest bleiben müßten, um uns doch einigermaßen Garantien zu schaffen, nachdem bisherige serbische Erklärungen niemals eingehalten wurden. Ich begreife, daß er zunächst nur die Frage der Rückwirkung auf europäischen Frieden erwäge, er müsse aber auch, um unseren Standpunkt zu würdigen, sich in unsere Lage versetzen.

Er wollte nicht in eine nähere Diskussion über dieses Thema eingehen, müsse auch noch Note genauer studieren. Er zitiere zunächst den deutschen und den französischen Botschafter, da er mit den Alliierten Oesterreich-Ungarns und Rußlands, die aber selbst keine direkten Interessen in Serbien haben, vor allem in Gedankenaustausch treten müsse.

Nr. CXLIV. Graf Szécsen an Graf Berchtold.

Telegramm. Paris, 24. Juli 1914.

Soeben dem mit der Vertretung des abwesenden Ministers des Aeußern betrauten Herrn Justizinister Weisung vom 22. l. M. vorgelesen und Kopie hinterlassen. Herr *Bienvenu Martin*, der durch heutige Morgenblätter vom Inhalt unserer Demarche in Belgrad beiläufig informiert war, schien durch meine Mitteilung ziemlich impressioniert. Ohne sich in eine nähere Erörterung des Textes einzulassen, gab er bereitwillig zu, daß die Ereignisse der letzten Zeit und die Haltung der serbischen Regierung ein energisches Einschreiten unsererseits ganz begreiflich erscheinen lassen.

Punkt 5 der in Belgrad überreichten Note schien dem Herrn Minister besonders aufzufallen, denn er ließ sich denselben zweimal vorlesen.

Der Herr Minister dankte mir für meine Mitteilung, die, wie er sagte, eingehend geprüft werden würde. Ich nahm die Gelegenheit wahr, um zu betonen, daß es sich um eine Frage handle, die direkt zwischen Serbien und uns ausgetragen werden muß, daß es aber im allgemeinen europäischen Interesse liege, wenn die Unruhe, die seit Jahren durch die serbische Wühlarbeit gegen uns aufrecht erhalten werde, endlich einem klaren Zustand Platz mache.

Alle Freunde des Friedens und der Ordnung, und zu diesen zähle ich Frankreich in erster Linie, sollten daher Serbien ernstlich raten, seine Haltung gründlich zu ändern und unseren berechtigten Forderungen Rechnung zu tragen.

Der Herr Minister gab zu, daß Serbien die Pflicht habe, gegen etwaige Komplizen der Mörder von Sarajevo energisch vorzugehen, welcher Pflicht es sich wohl nicht entziehen werde. Unter nachdrücklicher Betonung der Sympathie Frankreichs für Oesterreich-Ungarn und der zwischen unseren beiden Ländern bestehenden guten Beziehungen sprach er Hoffnung aus, daß die Streitfrage friedlich, in einer unseren Wünschen entsprechenden Weise ausgetragen werden wird.

Der Herr Minister vermied jeden Versuch, die Haltung Serbiens irgendwie zu beschönigen oder zu verteidigen.

Nr. CXLV. Graf Szécsen an Graf Berchtold.

Telegramm. Paris, 24. Juli 1914.

Baron *Schoen* wird auftraggemäß heute hier mitteilen, daß unsere Kontroverse mit Serbien nach Ansicht Berliner Kabinettes eine Angelegenheit sei, die nur Oesterreich-Ungarn und Serbien angehe.

Anknüpfend hieran wird er zu verstehen geben, daß, falls dritte Staaten sich einmischen wollten, Deutschland, getreu seinen Allianzverpflichtungen, auf unserer Seite sein wird.

Nr. CXLVI. Graf Szécsen an Graf Berchtold.

Telegramm. Paris, 24. Juli 1914.

Baron *Schoen* hat die ihm aufgetragene Demarche soeben ausgeführt.

Herr *Bienvenu Martin* hat ihm gesagt, er könne sich noch nicht definitiv äußern, soviel könne er aber schon jetzt sagen, daß die französische Regierung auch der Ansicht sei, unsere Kontroverse mit Serbien ginge nur Belgrad und Wien an und daß man hier hoffe, daß die Frage eine direkte und friedliche Lösung finden werde.

Dem hiesigen serbischen Gesandten wurde bereits der Rat gegeben, seine Regierung möge in allen Punkten soweit als nur möglich nachgeben, freilich mit der Einschränkung: „insofern ihre Souveränitätsrechte nicht tangiert werden“.

Baron *Schoen* betonte die europäische Notwendigkeit, daß der Herd ewiger Beunruhigung in Belgrad endlich aus der Welt geschafft werden müsse.

Nr. CXLVII. Graf Szápáry an Graf Berchtold.

Telegramm. St. Petersburg, 24. Juli 1914.

Der Herr Minister des Aeußern empfing mich, indem er mir sagte, er wisse, was mich zu ihm führe und erkläre mir gleich, daß er zu meiner Demarche keine Stellung nehmen würde. Ich begann mit der Verlesung meines Auftrages. Der Minister unterbrach mich das erste Mal bei der Erwähnung der Serie von Attentaten und fragte auf meine Aufklärungen, ob denn erwiesen sei, daß diese alle in Belgrad ihren Ursprung hätten? Ich betonte, daß sie Ausfluß der serbischen Aufwiegelung seien. Im weiteren Verlauf der Verlesung äußerte er, er wisse, worum es sich handle: Wir wollten Serbien den Krieg machen und dies solle der Vorwand sein. Ich replizierte, daß unsere Haltung in den letzten Jahren ein hinreichender Beweis sei, daß wir Serbien gegenüber Vorwände weder suchen noch brauchen. Die geforderten solennen Enunziationen riefen nicht den Widerspruch des Herrn Ministers hervor: er versuchte nur immer wieder zu behaupten, daß *Pasić* sich bereits in dem Sinne ausgesprochen habe, was ich richtig stellte. „*Il dira cela 25 fois si vous voulez*“, sagte er. Ich sagte ihm, niemand wende sich bei uns gegen Serbiens Integrität oder Dynastie. Am lebhaftesten erklärte sich Herr *Sazonow* gegen die Auflösung der „Narodna Odbrana“, die Serbien niemals vornehmen werde. Weiteren Widerspruch von Seite des Herrn Ministers löste die Beteiligung von k. u. k. Funktionären an der Unterdrückung der subversiven Bewegung aus. Serbien werde also daheim nicht mehr der Herr sein! „Sie werden dann immer wieder intervenieren wollen, und welches Leben werden Sie da Europa bereiten!“ Ich erwiderte, es werde, wenn Serbien guten Willen hat, ein ruhigeres sein als bisher.

Den an die Mitteilung der Note angefügten Kommentar hörte der Herr Minister ziemlich ruhig an; bei dem Passus, daß wir uns in unseren Gefühlen mit jenen aller zivilisierten Nationen eins wissen, meinte er, dies sei ein Irrtum. Mit allem mir zu Gebote stehenden Nachdruck verwies ich darauf, wie traurig es wäre, wenn wir in dieser Frage, bei der alles im

Spiele sei, was wir Heiligstes hätten und, was immer der Herr Minister sagen wolle, auch in Rußland heilig sei, kein Verständnis in Rußland fänden. Der Herr Minister suchte die monarchische Seite der Angelegenheit zu verkleinern.

Das zur Verfügung der Regierungen gehaltene Dossier betreffend, meinte Herr *Sazonow*, wozu wir uns diese Mühe gegeben hätten, wo wir doch bereits ein Ultimatum erlassen hätten. Dies beweise am besten, daß wir eine unparteiische Prüfung des Falles gar nicht anstreben. Ich sagte ihm, daß für unser Vorgehen in dieser zwischen Oesterreich-Ungarn und Serbien spielenden Angelegenheit die durch unsere eigene Untersuchung erzielten Resultate genügen und wir nur bereit seien, den Mächten weitere Aufschlüsse, falls dieselben sie interessieren, zu geben, weil wir nichts zu verheimlichen hätten.

Herr *Sazonow* meinte, jetzt nach dem Ultimatum sei er eigentlich gar nicht neugierig. Er stellte die Sache so dar, als ob es uns darauf ankomme, unbedingt mit Serbien Krieg zu führen. Ich erwiderte, wir seien die friedliebendste Macht der Welt; was wir wollten, sei nur Sicherung unseres Territoriums vor fremden revolutionären Umtrieben und unserer Dynastie vor Bomben.

Im Verlaufe der weiteren Erörterungen ließ Herr *Sazonow* nochmals die Bemerkung fallen, daß wir jedenfalls eine ernste Situation geschaffen hätten.

Trotz der relativen Ruhe des Herrn Ministers war seine Stellungnahme eine durchaus ablehnende und gegnerische.

Nr. CXLVIII. Communiqué des russischen Amtsblattes.

St. Petersburg, 24. Juli 1914.

Die St. Petersburger Telegraphenagentur meldet:

Das amtliche Organ veröffentlicht folgendes Communiqué:

Les derniers événements et l'envoi par l'Autriche-Hongrie d'un ultimatum à la Serbie préoccupent le Gouvernement Impérial au plus haut degré. Le Gouvernement suit attentivement l'évolution du conflit serbo-autrichien qui ne peut pas laisser la Russie indifférente.

Nr. CIL. Graf Szápáry an Graf Berchtold.

Telegramm. St. Petersburg, 24. Juli 1914.

Nach fünfstündigem Ministerrate hat Herr *Sazonow* abends den deutschen Botschafter empfangen und mit ihm eine lange Unterredung gehabt.

Der Herr Minister vertrat hierbei die wahrscheinlich als Resultat des Ministerrates zu betrachtende Ansicht, der österreichisch-ungarisch—serbische Streit sei keine auf diese Staaten beschränkte Angelegenheit, sondern eine europäische, da der im Jahre 1909 durch eine serbische Deklaration erfolgte Ausgleich unter den Auspizien ganz Europas vollzogen worden sei.

Der Herr Minister hob hervor, daß ihn besonders der Umstand unangenehm berührt habe, daß Oesterreich-Ungarn die Prüfung eines Dossiers angeboten habe, während bereits ein Ultimatum ergangen sei. Rußland würde

eine internationale Prüfung des von uns zur Verfügung gestellten Dossiers verlangen. Mein deutscher Kollege machte Herrn *Sazonow* sofort darauf aufmerksam, daß Oesterreich-Ungarn eine Einmischung in seine Differenz mit Serbien nicht akzeptieren werde und daß auch Deutschland seinerseits eine Zumutung nicht annehmen könne, welche der Würde des Bundesgenossen als Großmacht zuwiderlaufe.

Im weiteren Verlaufe des Gespräches erklärte der Herr Minister, daß dasjenige, was Rußland nicht gleichgültig hinnehmen könne, die eventuelle Absicht Oesterreich-Ungarns wäre *„de dévorer la Serbie"*. Graf *Pourtalès* erwiderte, daß er eine solche Intention bei Oesterreich-Ungarn nicht annehme, da dies dem eigensten Interesse der Monarchie zuwiderlaufen würde. Oesterreich-Ungarn sei wohl nur daran gelegen *„d'infliger à la Serbie le châtiment justement mérité"*. Herr *Sazonow* habe seine Zweifel daran ausgedrückt, ob Oesterreich-Ungarn, selbst wenn hierüber Erklärungen vorliegen würden, sich hieran genügen lassen würde.

Die Unterredung schloß mit einem Appell Herrn *Sazonows*, Deutschland möge mit Rußland an der Erhaltung des Friedens zusammenarbeiten. Der deutsche Botschafter versicherte dem russischen Minister, daß Deutschland gewiß nicht den Wunsch habe, einen Krieg zu entfesseln, daß es aber selbstverständlich die Interessen seines Bundesgenossen voll vertrete.

Nr. CL. Graf Berchtold an Graf Mensdorff in London.

Telegramm. W i e n, 24. Juli 1914.

Zu Euer Exzellenz gestrigem Telegramm.

Ersuche, Sir *E. Grey* sofort aufzuklären, daß unsere gestrige Demarche in Belgrad nicht als formelles Ultimatum zu betrachten sei, sondern daß es sich um eine befristete Demarche handle, die, wie Euer Exzellenz Sir *E. Grey* streng vertraulich mitteilen wollen, — wenn die Frist fruchtlos abläuft — einstweilen nur von dem Abbruche der diplomatischen Beziehungen und von dem Beginne notwendiger militärischer Vorbereitungen gefolgt sein wird, da wir unbedingt entschlossen sind, unsere berechtigten Forderungen durchzusetzen.

Euer Exzellenz sind ermächtigt, beizufügen, daß wir allerdings, wenn Serbien nach Ablauf des Termines nur unter dem Drucke unserer militärischen Vorbereitungen nachgeben würde, es zum Ersatze der uns erwachsenen Kosten verhalten müßten; bekanntlich mußten wir zweimal (1908 und 1912) Serbiens wegen mobilisieren.

Nr. XLI. Graf Berchtold an Graf Szápáry in St. Petersburg.

W i e n, 24. Juli 1914.

Ich habe den russischen Geschäftsträger am 24. Juli vormittags empfangen und ihn versichert, daß ich spezielles Gewicht darauf lege, ihn sobald als

möglich von unserem Schritte in Belgrad in Kenntnis zu setzen und ihm diesbezüglich unseren Standpunkt darzulegen.

Indem Fürst *Kudascheff* für diese Aufmerksamkeit dankte, verhehlte er mir nicht seine Beunruhigung über unser kategorisches Vorgehen gegen Serbien, wobei er bemerkte, daß man in St. Petersburg immer präokkupiert gewesen sei, ob nicht unsere Demarche die Form einer Demütigung für Serbien annehmen werde, was nicht ohne Reperkussion in Rußland bleiben könnte.

Ich ließ es mir angelegen sein, den russischen Geschäftsträger in dieser Richtung zu beruhigen. Unser Ziel bestehe darin, die unhaltbare Situation Serbiens zur Monarchie zu klären und zu diesem Zwecke die dortige Regierung zu veranlassen, einerseits die gegen den derzeitigen Bestand der Monarchie gerichteten Strömungen öffentlich zu desavouieren und durch administrative Maßnahmen zu unterdrücken, andererseits uns die Möglichkeit zu bieten, uns von der gewissenhaften Durchführung dieser Maßnahmen Rechenschaft zu geben. Ich führte des längeren aus, welche Gefahr ein weiteres Gewährenlassen der großserbischen Propaganda nicht nur für die Integrität der Monarchie, sondern auch für das Gleichgewicht und den Frieden in Europa nach sich ziehen würde und wie sehr alle Dynastien, nicht zuletzt die russische, durch die Einbürgerung der Auffassung bedroht erscheinen, daß eine Bewegung ungestraft bleiben könne, die sich des Mordes als eines nationalistischen Kampfmittels bedient.

Schließlich verwies ich darauf, daß wir keine Gebietserwerbung, sondern bloß die Erhaltung des Bestehenden bezweckten, ein Standpunkt, der bei der russischen Regierung Verständnis finden müsse.

Fürst *Kudascheff* bemerkte darauf, daß er den Standpunkt seiner Regierung nicht kenne und auch nicht wisse, wie sich Serbien zu den einzelnen Forderungen stellen werde.

Zum Schlusse unserer Unterredung betonte der Herr Geschäftsträger, daß er nicht ermangeln werde, seiner Regierung die Auskünfte zur Kenntnis zu bringen, die ich ihm über unseren Schritt gegeben, namentlich auch in der Richtung, daß unsererseits keine Demütigung Serbiens beabsichtigt sei.

Nr. CLII. Graf Berchtold an Sektionschef Freiherrn von Macchio in Wien.

Telegramm. Lambach, 25. Juli 1914

Russischer Geschäftsträger telegraphiert mir, er sei von seiner Regierung dringend beauftragt, eine Fristerstreckung für das Ultimatum an Serbien zu verlangen. Ich ersuche Euer Exzellenz, ihm in meinem Namen zu antworten, daß wir eine Verlängerung der Frist nicht zugeben können. Euer Exzellenz wollen hinzufügen, daß Serbien auch nach dem Abbruche der diplomatischen Beziehungen durch uneingeschränkte Annahme unserer Forderungen eine friedliche Lösung herbeiführen kann, doch würden wir in diesem Falle genötigt sein, den Rückersatz aller unserer durch militärische Maßnahmen verursachten Kosten und Schäden von Serbien zu verlangen.

Nr. CLIII. Graf Berchtold an Graf Szápáry in St. Petersburg.

Telegramm. Bad Ischl, 25. Juli 1914.

Zu Euer Exzellenz Information und Regelung Ihrer Sprache:

Der russische Geschäftsträger hat heute vormittag beim Herrn Ersten Sektionschef vorgesprochen, um im Namen seiner Regierung den Wunsch auszudrücken, daß die in unserer Note an Serbien angegebene Frist verlängert werden möge.

Dieses Ersuchen wurde damit begründet, daß die Mächte von unserem Schritt überrascht worden seien und daß die russische Regierung es als eine natürliche Rücksicht des Wiener Kabinettes gegen die anderen Kabinette betrachten würde, wenn den letzteren Gelegenheit gegeben würde, die Grundlagen unserer Mitteilung an die Mächte zu prüfen und das von uns in Aussicht gestellte Dossier zu studieren.

Der Herr Erste Sektionschef antwortete dem Herrn Geschäftsträger, daß er seine Ausführungen sofort zu meiner Kenntnis bringen werde; er könne ihm aber schon jetzt sagen, daß keine Aussicht bestehe, daß eine Verlängerung der angegebenen Frist von unserer Seite gewährt würde. Was die Gründe anbelange, die die russische Regierung zur Erhärtung des von ihr vorgebrachten Wunsches angeführt habe, so schienen dieselben auf einer irrtümlichen Voraussetzung zu beruhen. Unsere Note an die Mächte hätte keineswegs den Zweck verfolgt, dieselben einzuladen, ihre gegenständliche Auffassung bekannt zu geben, sondern nur den Charakter einer Information gehabt, die wir als eine Pflicht internationaler Höflichkeit angesehen hätten. Im übrigen betrachteten wir unsere Aktion als eine nur uns und Serbien berührende Angelegenheit, zu der wir trotz unserer seit Jahren bekundeten Geduld und Langmut durch die Entwicklung der Verhältnisse zur Verteidigung unserer vitalsten Interessen sehr gegen unseren Wunsch gezwungen worden sind.

Nr. CLIV. Freiherr von Giesl an Graf Berchtold.

Telegramm. Belgrad, 25. Juli 1914.

Ministerrat gestern abends und heute früh zusammengetreten; nach mehrfachen Versionen soll mir Antwort auf unsere Note noch vor Ablauf der Frist übergeben werden. Wie ich höre, wird Hofzug zusammengestellt; Geld der Nationalbank und der Eisenbahn sowie die Akten des Ministeriums des Aeußern werden in das Innere des Landes gebracht. Einige meiner Kollegen sind der Auffassung, daß sie der Regierung folgen müssen; speziell auf der russischen Gesandtschaft wird gepackt.

Garnison hat in Feldausrüstung Stadt verlassen. Munitionsdepots der Festung wurden evakuiert. Am Bahnhof starker militärischer Verkehr. Die Sanitätskolonnen haben Belgrad in der Richtung nach Süden verlassen. In Befolgung der mir inzwischen zugekommenen Weisungen werden wir im Falle Abbruches mit dem Zuge 6 Uhr 30 von Belgrad abreisen.

Die serbische Antwort 25. Juli 1914

Nr. CLV. Note der serbischen Regierung an die österreichisch-ungarische Regierung vom 12./25. Juli 1914.

Le Gouvernement Royal serbe a reçu la communication du Gouvernement Impérial et Royal du 10 de ce mois et il est persuadé que sa réponse éloignera tout malentendu qui menace de gâter les bons rapports de voisinage entre la Monarchie austro-hongroise et le Royaume de Serbie.

Le Gouvernement Royal est conscient que les protestations qui ont apparu tant à la tribune de la Skoupchtina Nationale que dans les déclarations et les actes des représentants responsables de l'Etat, protestations qui fûrent coupées court par la déclaration du Gouvernement serbe faite le 18 mars 1909, ne se sont plus renouvelées vis-à-vis la grande Monarchie voisine, en aucune occasion, et que depuis ce temps, autant de la part des Gouvernements Royaux qui se sont succédés, que de la part de leurs organes aucune tentative n'a été faite dans le but de changer l'état de chose politique et juridique créé en Bosnie-Hercégovine. Le Gouvernement Royal constate que sous ce rapport le Gouvernement Impérial et Royal n'a fait aucune représentation sauf en ce qui concerne un livre scolaire, et au sujet de laquelle le Gouvernement I. et R. a reçu une explication entièrement satisfaisante. La Serbie a de nombreuses fois donné des preuves de sa politique pacifiste et modérée pendant la durée de la crise balcanique et c'est grâce à la Serbie et au sacrifice qu'elle a fait dans l'intérêt exclusif de la paix européenne que cette paix a été préservée.

Le Gouvernement Royal ne peut pas être rendu responsable pour des manifestations d'un caractère privé telle que les articles des journaux et le travail paisible des sociétés, manifestations qui se produisent dans presque tous les pays comme une chose ordinaire et qui échappent en règle générale au contrôle officiel. D'autant moins que le Gouvernement Royal, lors de la solution de toute une série de questions qui se sont présentées entre la Serbie et l'Autriche-Hongrie a montré une grande prévenance et a réussi de cette façon à en régler le plus grand nombre au profit du progrès des deux pays voisins.

C'est pourquoi le Gouvernement Royal a été péniblement surpris par les affirmations d'après lesquelles des personnes du Royaume de Serbie auraient participé à la préparation de l'attentat commis à Saraïevo. Il s'attendait à ce qu'il soit invité à collaborer à la recherche de tout ce qui se rapporte à ce crime et il etait prêt, pour prouver par des actes son entière correction, à agir contre toutes les personnes à l'égard desquelles des communications lui seraient faites.

Se rendant donc au désir du Gouvernement I. et R., le Gouvernement Royal est disposé à remettre au tribunal tout sujet serbe, sans égard à sa

Anmerkungen.*)

Die königl. serbische Regierung beschränkt sich darauf, festzustellen, daß seit Abgabe der Erklärung vom 18. März 1909 von Seite der serbischen Regierung und ihrer Organe kein Versuch zur Aenderung der Stellung Bosniens und der Herzegowina unternommen wurde.

Damit verschiebt sie in bewußt willkürlicher Weise die Grundlagen unserer Demarche, da wir nicht die Behauptung aufgestellt haben, daß sie und ihre Organe in dieser Richtung offiziell irgend etwas unternommen hätten.

Unser Gravamen geht vielmehr dahin, daß sie es trotz der in der zitierten Note übernommenen Verpflichtungen unterlassen hat, die gegen die territoriale Integrität der Monarchie gerichtete Bewegung zu unterdrücken.

Ihre Verpflichtung bestand also darin, die ganze Richtung ihrer Politik zu ändern und zur österreichisch-ungarischen Monarchie in ein freundnachbarliches Verhältnis zu treten, nicht bloß die Zugehörigkeit Bosniens zur Monarchie offiziell nicht anzutasten.

Die Behauptung der königl. serbischen Regierung, daß die Aeußerungen der Presse und die Tätigkeit von Vereinen privaten Charakter haben und sich der staatlichen Kontrolle entziehen, steht im vollen Widerspruche zu den Einrichtungen moderner Staaten, selbst der freiheitlichsten Richtung auf dem Gebiete des Preß- und Vereinsrechtes, das einen öffentlich-rechtlichen Charakter hat und Presse sowie Vereine der staatlichen Aufsicht unterstellt. Uebrigens sehen auch die serbischen Einrichtungen eine solche Aufsicht vor. Der gegen die serbische Regierung erhobene Vorwurf geht eben dahin, daß sie es gänzlich unterlassen hat, ihre Presse und ihre Vereine zu beaufsichtigen, deren Wirken im monarchiefeindlichen Sinne sie kannte.

Diese Behauptung ist unrichtig; die serbische Regierung war über den gegen ganz bestimmte Personen bestehenden Verdacht genau unterrichtet und nicht nur in der Lage, sondern auch nach ihren internen Gesetzen verpflichtet, ganz spontan Erhebungen einzuleiten. Sie hat in dieser Richtung gar nichts unternommen.

---

*) *Diese Anmerkungen sind von der österreichisch-ungarischen Regierung unter dem 27. Juli (s. unten S. 353) der serbischen Regierung zugefertigt. Sie stehen im Rotbuch in synoptischer Form.*

Herausgeber.

situation et à son rang pour la complicité duquel dans le crime de Saraïevo des preuves lui seraient fournies et spécialement il s'engage à faire publier à la première page du Journal Officiel en date du 13/26 juillet l'énonciation suivante:

„Le Gouvernement Royal de Serbie condamne toute propaganda qui serait dirigée contre l'Autriche-Hongrie c'est à dire l'ensemble des tendances qui aspirent en dernier lieu à détacher de la Monarchie austro-hongroise des territoires qui en font partie, et il déplore sincèrement les conséquences funestes de ces agissements criminels."

„Le Gouvernement Royal regrette que certains officiers et fonctionnaires serbes aient participé, d'après la communication du Gouvernement I. et R., à la propaganda susmentionnée et compromis par là les relations de bon voisinage auxquelles le Gouvernement Royal s'était solennellement engagé par sa déclaration du 31 mars 1909."

„Le Gouvernement, qui désapprouve et répudie toute idée ou tentative d'une immixtion dans les destinées des habitants de quelque partie de l'Autriche-Hongrie que ce soit, considère de son devoir d'avertir formellement les officiers, les fonctionnaires et toute la population du Royaume que dorénavant il procédera avec la dernière rigueur contre les personnes qui se rendraient coupables de pareils agissements, agissements qu'il mettra tous ses efforts à prévenir et à réprimer."

Cette énonciation sera portée à la connaissance de l'Armée Royale par un ordre du jour au nom de Sa Majesté le Roi, par son Altesse Royale le Prince Héritier Alexandre et sera publiée dans le prochain bulletin officiel de l'Armée.

Le Gouvernement Royal s'engage en outre:

1⁰ d'introduire à sa première convocation régulière de la Skoupchtina, une disposition dans la loi de la Presse par laquelle sera punie de la manière la plus sévère la provocation à la haine et au mépris de la Monarchie austro-hongroise ainsi que contre toute publication dont la tendance générale serait dirigée contre l'intégrité territoriale de l'Autriche-Hongrie. Il se charge lors de la révision de la Constitution qui est prochaine, à faire introduire dans l'article XXII de la Constitution un amendement de telle sorte que les publications ci-dessus puissent être confisquées, ce qui actuellement aux termes catégoriques de l'article XII de la Constitution est impossible.

Unsere Forderung lautete:

„Die königl. serbische Regierung verurteilt die gegen Oesterreich-Ungarn gerichtete Propaganda . . .“

Die von der königl. serbischen Regierung vorgenommene Aenderung der von uns geforderten Erklärung will sagen, daß eine solche gegen Oesterreich-Ungarn gerichtete Propaganda nicht besteht oder daß ihr eine solche nicht bekannt ist. Diese Formel ist unaufrichtig und hinterhältig, da sich die serbische Regierung damit für später die Ausflucht reserviert, sie hätte die derzeit bestehende Propaganda durch diese Erklärung nicht desavouiert und nicht als monarchiefeindlich anerkannt, woraus sie weiter ableiten könnte, daß sie zur Unterdrückung einer der jetzigen Propaganda gleichen nicht verpflichtet sei.

Die von uns geforderte Formulierung lautete:

„Die königliche Regierung bedauert, daß serbische Offiziere und Funktionäre . . . mitgewirkt haben . . .“

Auch mit dieser Formulierung und dem weiteren Beisatze „laut der Mitteilung der k. und k. Regierung“ verfolgt die serbische Regierung den bereits oben angedeuteten Zweck, sich für die Zukunft freie Hand zu wahren.

Wir hatten gefordert:

1. Jede Publikation zu unterdrücken, die zum Hasse und zur Verachtung gegen die Monarchie aufreizt und deren allgemeine Tendenz gegen die territoriale Integrität der Monarchie gerichtet ist.“

Wir wollten also die Verpflichtung Serbiens herbeiführen, dafür zu sorgen, daß derartige Preßangriffe in Hinkunft unterbleiben; wir wünschten also einen bestimmten Erfolg auf diesem Gebiete sichergestellt zu wissen.

Statt dessen bietet uns Serbien die Erlassung gewisser Gesetze an, welche als Mittel zu diesem Erfolge dienen sollen, u. zw.:

a) ein Gesetz, womit die fraglichen monarchiefeindlichen Preßäußerungen

2⁰ Le Gouvernement ne possède aucune preuve — et la note du Gouvernement I. et R. ne lui en fournit non plus aucune — que la société „Narodna Odbrana“ et autres sociétés similaires aient commis jusqu'à ce jour quelque acte criminel de ce genre par le fait d'un de leurs membres. Néanmoins le Gouvernement Royal acceptera la demande du Gouvernement I. et R. et dissoudra la société „Narodna Odbrana“ et toute autre société qui agirait contre l'Autriche-Hongrie.

3⁰ Le Gouvernement Royal serbe s'engage à éliminer sans délai de l'instruction publique en Serbie tout ce qui sert ou pourrait servir à fermenter la propagande contre l'Autriche-Hongrie, quand le Gouvernement I. et R. lui fournira des faits et des preuves de cette propagande.

subjektiv bestraft werden sollen. was uns ganz gleichgültig ist, um so mehr, als bekanntermaßen die subjektive Verfolgung von Preßdelikten äußerst selten möglich ist und bei einer entsprechend laxen Behandlung eines solchen Gesetzes auch die wenigen Fälle dieser Art nicht zur Bestrafung kommen würden; also ein Vorschlag, der unserer Forderung in keiner Weise entgegenkommt, da er uns nicht die geringste Garantie für den von uns gewünschten Erfolg bietet;

b) ein Nachtragsgesetz zu Art. XXII der Konstitution, das die Konfiskation gestatten würde — ein Vorschlag, der uns gleichfalls nicht befriedigen kann, da der Bestand eines solchen Gesetzes in Serbien uns nichts nützt, sondern nur die Verpflichtung der Regierung, es auch anzuwenden, was uns aber nicht versprochen wird.

Diese Vorschläge sind also vollkommen unbefriedigend — dies um so mehr, als sie auch in der Richtung evasiv sind, daß uns nicht gesagt wird, innerhalb welcher Frist diese Gesetze erlassen würden und daß im Falle der Ablehnung der Gesetzvorlage durch die Skupschtina — von der eventuellen Demission der Regierung abgesehen — alles beim alten bliebe.

Die monarchiefeindliche Propaganda der Narodna odbrana und der ihr affilierten Vereine erfüllt in Serbien das ganze öffentliche Leben; es ist daher eine ganz unzulässige Reserve, wenn die serbische Regierung behauptet, daß ihr darüber nichts bekannt ist.

Ganz abgesehen davon ist die von uns aufgestellte Forderung nicht zur Gänze erfüllt, da wir überdies verlangt haben:

die Propagandamittel dieser Gesellschaften zu konfiszieren;

die Neubildung der aufgelösten Gesellschaften unter anderem Namen und in anderer Gestalt zu verhindern.

In diesen beiden Richtungen schweigt das Belgrader Kabinett vollkommen, so daß uns auch durch die gegebene halbe Zusage keine Garantie dafür geboten ist, daß dem Treiben der monarchiefeindlichen Assoziationen, insbesondere der Narodna odbrana, durch deren Auflösung definitiv ein Ende bereitet wäre.

Auch in diesem Falle verlangt die serbische Regierung erst Nachweise dafür, daß im öffentlichen Unterrichte Serbiens eine monarchiefeindliche Propaganda getrieben wird, während sie doch wissen muß, daß die bei den serbischen Schulen eingeführten Lehrbücher in dieser Richtung zu beanstandenden Stoff enthalten und daß ein großer Teil der serbischen Lehrer im Lager der Narodna odbrana und der ihr affilierten Vereine steht.

Uebrigens hat die serbische Regierung auch hier einen Teil unserer Forderung nicht so erfüllt, wie wir es verlangt haben, indem sie in ihrem Text den von uns gewünschten Beisatz „sowohl was den Lehrkörper als auch was die Lehrmittel anbelangt" wegließ — ein Beisatz, welcher ganz klar zeigt, wo die monarchiefeindliche Propaganda in der serbischen Schule zu suchen ist.

4⁰ Le Gouvernement Royal accepte de même à éloigner du service militaire et de l'administration les officiers et fonctionnaires pour lesquels l'enquête judiciaire aura prouvé qu'ils sont coupables d'actes dirigés contre l'intégrité du territoire de la Monarchie austro-hongroise et il attend que le Gouvernement I. et R. lui communique ultérieurement les noms et les faits de ces officiers et fonctionnaires aux fins de la procédure qui doit s'ensuivre.

5⁰ Le Gouvernement Royal doit avouer qu'il ne se rend pas clairement compte du sens et de la portée de la demande du Gouvernement I. et R. que la Serbie s'engage à accepter sur son territoire la collaboration des organes du Gouvernement I. et R., mais il déclare qu'il admettra la collaboration qui répondrait aux principes du droit international et à la procédure criminelle, ainsi qu'aux bons rapports de voisinage.

6⁰ Le Gouvernement Royal — cela va de soi — considère de son devoir d'ouvrir une enquête contre qui sont ou qui éventuellement auraient été mêlés au complot du 15/28 juin et qui se trouveraient sur le territoire du Royaume. Quant à la participation de cette enquête des organes des autorités austro-hongroises, qui seraient délégués à cet effet par le Gouvernement I. et R. le Gouvernement Royal ne peut pas l'accepter, car ce serait une violation de la Constitution et de la loi sur la procédure criminelle. Cependant dans des cas concrets des communications sur les résultats de l'instruction en question pourraient être données aux organes austro-hongrois.,

7⁰ Le Gouvernement Royal a fait procéder dès le soir même de la remise de la note à l'arrestation du Comandant *Voïslaw Tankositch.*

Quant à *Milan Ziganovitch* qui est sujet de la Monarchie austro-hongroise et qui jusqu'au 15 juin était employé (comme aspirant) à la direction des chemins de fer, il n'a pas pu encore être découvert et un mandat d'amener a été lancé contre lui. Le Gouvernement I. et R. est prié de vouloir bien dans la forme accoutumée faire connaître le plus tôt possible les présomptions de culpabilité ainsi que les preuves éventuelles de leur culpabilité qui ont

Indem die königlich serbische Regierung die Zusage der Entlassung der fraglichen Offiziere und Beamten aus dem Militär- und Zivildienst an den Umstand knüpft, daß diese Personen durch ein Gerichtsverfahren schuldig befunden werden, schränkt sie ihre Zusage auf jene Fälle ein, in denen diesen Personen ein strafgesetzlich zu ahndendes Delikt zur Last liegt. Da wir aber die Entfernung jener Offiziere und Beamten verlangen, die monarchiefeindliche Propaganda betreiben, was ja im allgemeinen in Serbien kein gerichtlich strafbarer Tatbestand ist, erscheint unsere Forderung auch in diesem Punkte nicht erfüllt.

Mit dieser Frage hat das allgemeine Völkerrecht ebensowenig etwas zu tun wie das Strafprozeßrecht; es handelt sich um eine Angelegenheit rein staatspolizeilicher Natur, die im Wege einer besonderen Vereinbarung zu lösen ist. Die Reserve Serbiens ist daher unverständlich und wäre bei ihrer vagen, allgemeinen Form geeignet, zu unüberbrückbaren Schwierigkeiten bei Abschluß des zu treffenden Abkommens zu führen.

Unser Verlangen war ganz klar und nicht mißzuverstehen. Wir begehrten:

1. Einleitung einer gerichtlichen Untersuchung gegen die Teilnehmer am Komplotte.

2. Die Mitwirkung von k. u. k. Organen an den hierauf bezüglichen Erhebungen („*recherches*“ im Gegensatze zu „*enquête judiciaire.*“)

Es ist uns nicht beigefallen, k. u. k. Organe an dem serbischen Gerichtsverfahren teilnehmen zu lassen; sie sollten nur an den polizeilichen Vorerhebungen mitwirken, welche das Material für die Untersuchung herbeizuschaffen und sicherzustellen hatten.

Wenn die serbische Regierung uns hier mißversteht, so tut sie dies bewußt, denn der Unterschied zwischen „*enquête judiciaire*“ und den einfachen „*recherches*“ muß ihr geläufig sein.

Da sie sich jeder Kontrolle des einzuleitenden Verfahrens zu entziehen wünscht, das bei korrekter Durchführung höchst unerwünschte Ergebnisse für sie liefern würde, und da sie keine Handhabe besitzt, in plausibler Weise die Mitwirkung unserer Organe am polizeilichen Verfahren abzulehnen (Analogien für solche polizeiliche Interventionen bestehen in großer Menge), hat sie sich auf einen Standpunkt begeben, der ihrer Ablehnung den Schein der Berechtigung geben und unserem Verlangen den Stempel der Unerfüllbarkeit aufdrücken soll.

Diese Antwort ist hinterhältig.

Čiganović ging laut der von uns veranlaßten Nachforschungen drei Tage nach dem Attentate, als bekannt wurde, daß *Čiganović* an dem Komplotte beteiligt sei, auf Urlaub und begab sich über Auftrag der Polizeipräfektur in Belgrad nach Ribari. Es ist also zunächst unrichtig, daß *Čiganović* schon am 25./28. Juni aus dem serbischen Staatsdienste schied.

été recueillies jusqu'à ce jour par l'instruction à Saraïevo aux fins d'enquête ultérieure.

8⁰ Le Gouvernement serbe renforcera et étendra les mesures prises pour empêcher le trafic illicite d'armes et d'explosifs à travers la frontière.

Il va de soi qu'il ordonnera de suite une enquête et punira sévèrement les fonctionnaires des frontières sur la ligne Šabać—Ložnica, qui ont manqué leurs devoirs et laissé passser les auteurs du crime de Seraïevo.

9⁰ Le Gouvernement Royal donnera volontiers des explications sur les propos que ses fonctionnaires tant en Serbie qu'à l'étranger ont tenus après l'attentat dans des interviews et qui, d'après l'affirmation du Gouvernement I. et R., ont été hostiles envers la Monarchie dès que le Gouvernement I. et R. lui aura indiqué les passages en question de ces propos en dès qu'il aura démontré que les propos employés ont en effet été tenus par lesdits fonctionnaires, au sujet de quoi le Gouvernement Royal lui-même aura soin de recueillir des preuves et convictions.

10⁰ Le Gouvernement Royal informera le Gouvernement I. et R. de l'exécution des mesures comprises dans les points précédents, en tant que cela n'a pas été déjà fait par la présente note, aussitôt que chaque mesure aura été ordonnée et exécutée.

Dans le cas où le Gouvernement I. et R. ne serait pas satisfait de cette réponse, le Gouvernement Royal serbe, considérant qu'il est de l'intérêt commun de ne pas précipiter la solution de cette question, est prêt comme toujours d'accepter une entente pacifique, soit en remettant cette question à la décision du Tribunal International de la Haye soit aux Grandes Puissances qui ont pris part à l'élaboration de la déclaration que le Gouvernement serbe a faite le 18/31 mars 1909.

Nr. CLVI. Freiherr von Giesl an Graf Berchtold.

Telegramm. Semlin, 25. Juli 1914.

Um 3 Uhr nachmittags wurde in Serbien die allgemeine Mobilisierung angeordnet.

Nr. CLVII. Freiherr von Giesl an Graf Berchtold.

Telegramm. Semlin, 25. Juli 1914.

Ich habe infolge ungenügender Antwort der königlich serbischen Regierung auf unsere am 23. l. M. gestellten Forderungen die diplomatischen Beziehungen mit Serbien für abgebrochen erklärt und mit Personal der Gesandtschaft Belgrad verlassen.

Die Antwortnote wurde mir 2 Minuten vor 6 Uhr abends übergeben.

Hierzu kommt, daß der Polizeipräfekt von Belgrad, der die Abreise des *Čiganović* selbst veranlaßt hat und der wußte, wo dieser sich aufhalte, in einem Interview erklärte, ein Mann namens *Milan Čiganović* existiere in Belgrad nicht.

Der königlich serbischen Regierung müssen die bezüglichen Interviews ganz genau bekannt sein. Wenn sie von der k. und k. Regierung verlangt, daß diese ihr allerlei Details über diese Interviews liefere und sich eine förmliche Untersuchung hierüber vorbehält, zeigt sie, daß sie auch diese Forderung nicht ernstlich erfüllen will.

6. Diplomatische Korrespondenzen bt. die serbisch-österreichische Angelegenheit bis zur Kriegserklärung an Serbien 28. Juli. [**Rb.** Nr. 26 ff.]

Nr. CLVIII. Graf Berchtold an Graf Szápáry in St. Petersburg.

Wien, 25. Juli 1914.

In dem Augenblicke, wo wir uns zu einem ernsten Vorgehen gegen Serbien entschlossen haben, sind wir uns natürlich auch der Möglichkeit eines sich aus der serbischen Differenz entwickelnden Zusammenstoßes mit Rußland bewußt gewesen. Wir konnten uns aber durch diese Eventualität nicht in unserer Stellungnahme gegenüber Serbien beirren lassen, weil grundlegende staatspolitische Konsiderationen uns vor die Notwendigkeit stellten, der Situation ein Ende zu machen, daß ein russischer Freibrief Serbien die dauernde, ungestrafte und unstrafbare Bedrohung der Monarchie ermögliche.

Für den Fall, als Rußland den Moment für die große Abrechnung mit den europäischen Zentralmächten bereits für gekommen erachten sollte und daher von vorneherein zum Krieg entschlossen wäre, erscheint allerdings nachstehende Instruierung Euer Exzellenz überflüssig.

Es wäre aber immerhin denkbar, daß Rußland, nach der eventuellen Ablehnung unserer Forderungen durch Serbien und angesichts der sich für uns ergebenden Notwendigkeit eines bewaffneten Vorgehens, mit sich selbst zu Rate ginge und daß es sogar gewillt sein könnte, sich von den kriegslustigen Elementen nicht mitreißen zu lassen.

Dieser Situation sind die nachfolgenden Darlegungen angepaßt, die Euer Exzellenz im gegebenen Moment und in der Ihnen geeignet erscheinenden Weise und nach der von Ihnen zu ermessenden Opportunität bei Herrn *Sazonow* und dem Herrn Ministerpräsidenten verwerten wollen:

Ich setze im allgemeinen voraus, daß Euer Exzellenz unter den gegenwärtigen Verhältnissen ein enges Einvernehmen mit Ihrem deutschen Kollegen hergestellt haben, der seitens seiner Regierung gewiß beauftragt worden sein dürfte, der russischen Regierung keinen Zweifel darüber zu lassen, daß Oesterreich-Ungarn im Falle eines Konfliktes mit Rußland nicht allein stehen würde.

Darüber gebe ich mich keiner Illusion hin, daß es nicht leicht sein wird, für unseren unvermeidlich gewordenen Schritt in Belgrad bei Herrn *Sazonow* Verständnis zu finden.

Es gibt aber ein Moment, das seinen Eindruck auf den russischen Minister des Aeußern nicht verfehlen kann, und das ist die Betonung des Umstandes, daß die österreichisch-ungarische Monarchie, dem von ihr seit Jahrzehnten festgehaltenen Grundsatze entsprechend, auch in der gegenwärtigen Krise und bei der bewaffneten Austragung des Gegensatzes zu Serbien keinerlei eigennützige Motive verfolgt.

Die Monarchie ist territorial saturiert und trägt nach serbischem Besitz kein Verlangen. Wenn der Kampf mit Serbien uns aufgezwungen wird, so wird dies für uns kein Kampf um territorialen Gewinn, sondern lediglich ein Mittel der Selbstverteidigung und Selbsterhaltung sein.

Der Inhalt des Zirkularerlasses, der an sich schon beredt genug ist, wird in das rechte Licht gerückt durch das Dossier über die serbische Propaganda gegen die Monarchie und die Zusammenhänge, die zwischen dieser Propaganda und dem Attentat vom 28. Juni bestehen.

Auf dieses Dossier[1] wollen Euer Exzellenz die Aufmerksamkeit des Herrn russischen Ministers ganz speziell lenken und dartun, es sei eine in der Geschichte singuläre Erscheinung, daß eine Großmacht die aufrührerischen Umtriebe eines angrenzenden kleinen Staates durch so lange Zeit mit so beispielloser Langmut geduldet hätte wie Oesterreich-Ungarn jene Serbiens.

Wir wollten keine Politik gegen das Aufstreben der christlichen Balkanstaaten machen und haben daher — trotzdem uns der geringe Wert serbischer Versprechungen bekannt war — nach der Annexionskrise vom Jahre 1908 zugelassen, daß sich Serbien beinahe um das Doppelte vergrößere.

Seitdem hat die subversive Bewegung, die in Serbien gegen die Monarchie genährt wird, so exzessive Formen angenommen, daß die Lebensinteressen Oesterreich-Ungarns und selbst unserer Dynastie durch die serbische Wühlarbeit bedroht erscheinen.

Wir müssen annehmen, daß das konservative, kaisertreue Rußland ein energisches Vorgehen unsererseits gegen diese Bedrohung aller staatlichen Ordnung begreiflich und sogar notwendig finden wird.

Wenn Euer Exzellenz in Ihrem Gespräch mit Herrn *Sazonow* an diesem Punkte angelangt sein werden, wird der Moment gekommen sein, an die Aufstellung unserer Beweggründe und Absichten den Hinweis zu knüpfen, daß wir zwar — wie Euer Exzellenz bereits in der Lage gewesen wären darzulegen — keinen territorialen Gewinn anstreben und auch die Souveränität des Königreiches nicht anzutasten gedächten, daß wir aber andererseits zur Durchsetzung unserer Forderungen bis zum Aeußersten gehen würden.

Daß wir bisher, soweit es an uns lag, bestrebt waren, den Frieden zu erhalten, den auch wir als das kostbarste Gut der Völker betrachten, zeige der Verlauf der letzten 40 Jahre und die geschichtliche Tatsache, daß unser Allergnädigster Herr Sich den glorreichen Namen eines Hüters des Friedens erworben hat.

Wir würden eine Störung des europäischen Friedens schon deshalb auf das lebhafteste bedauern, weil wir stets der Ansicht waren, daß das Erstarken der Balkanstaaten zur staatlichen und politischen Selbständigkeit unseren Beziehungen zu Rußland zum Vorteil gereichen würde, auch alle Möglichkeit eines Gegensatzes zwischen uns und Rußland beseitigen würde und weil wir immer bereit waren, die großen politischen Interessen Rußlands bei unserer eigenen politischen Orientierung zu berücksichtigen.

---

[1]) S. oben S. 231.

Eine weitere Duldung der serbischen Umtriebe würde unsere staatliche Existenz untergraben und unseren Bestand als Großmacht, daher auch das europäische Gleichgewicht, in Frage stellen. Wir sind aber überzeugt, daß es Rußlands eigenstes, von seinen friedlichen Staatsleitern wohlverstandenes Interesse ist, daß das gegenwärtige europäische, für den Weltfrieden so nützliche Gleichgewicht erhalten bleibe. Unsere Aktion gegen Serbien, in welcher Form immer sie erfolgt, ist eine durchaus konservative und ihr Zweck die notwendige Erhaltung unserer europäischen Stellung.

Nr. CLIX. Graf Berchtold an Graf Szápáry in St. Petersburg.

Telegramm. Wien, 25. Juli 1914.

Da Punkt 5 unserer Forderungen, nämlich die Beteiligung von k. u. k. Funktionären bei der Unterdrückung der subversiven Bewegung in Serbien, besonderen Widerspruch Herrn *Sazonows* hervorgerufen, wollen Euer Exzellenz sich über diesen Punkt streng vertraulich dahin äußern, daß dessen Einschaltung lediglich praktischen Rücksichten entsprang und keineswegs der Absicht, die Souveränität Serbiens zu tangieren. Wir denken bei Punkt 5 „*collaboration*“ an die Errichtung eines geheimen „*bureau de sûreté*“ in Belgrad, welches nach Art der analogen russischen Einrichtungen in Paris funktionieren und mit der serbischen Polizei und Verwaltungsbehörde kooperieren würde.

Nr. CLX. Graf Szápáry an Graf Berchtold.

Telegramm. St. Petersburg, 26. Juli 1914.

Aus Anlaß von Gerüchten über russische Mobilisierungsmaßnahmen hat Graf *Pourtalès* den russischen Minister in der ernstesten Weise darauf aufmerksam gemacht, daß heutzutage Mobilisierungsmaßnahmen als diplomatisches Druckmittel höchst gefährlich seien. Denn in diesem Falle gelange die rein militärische Erwägung der Generalstäbe zum Wort, und wenn in Deutschland einmal auf den Knopf gedrückt werde, sei die Sache unaufhaltsam. Herr *Sazonow* versicherte dem deutschen Botschafter unter Ehrenwort, daß die bezüglichen Gerüchte unrichtig seien, daß bisher kein Pferd und kein Reservist eingezogen sei und daß es sich lediglich um vorbereitende Maßnahmen in den Militärbezirken Kiew und Odessa, vielleicht Kasan und Moskau handle.

Unmittelbar nachher erhielt der kaiserlich deutsche Militärattaché per Kurier spät abends eine Einladung zu Kriegsminister *Suchomlinow*, welcher sich darauf berief, daß Graf *Pourtalès* mit dem Minister des Aeußern über die russischen Rüstungen gesprochen habe, und da der Botschafter einzelne militärische Details mißverstanden haben könnte, nehme er Gelegenheit, ihn ausführlicher zu informieren. In folgendem mir zur Verfügung gestellten Telegramm des Grafen *Pourtalès* nach Berlin sind die diesfälligen Mitteilungen des Majors *von Eggeling* zusammengefaßt:

Militärattaché meldet über Gespräch mit russischem Kriegsminister: Herr *Sazonow* hat ihn gebeten, mich über militärische Lage aufzuklären.

Der Herr Kriegsminister gab mir sein Ehrenwort, daß noch keinerlei Mobilmachungsordre ergangen sei. Vorläufig würden lediglich vorbereitende Maßnahmen getroffen, kein Pferd ausgehoben, kein Reservist eingezogen. Wenn Oesterreich serbische Grenze überschreite, werden auf Oesterreich gerichtete Militärbezirke Kiew, Odessa, Moskau, Kasan mobilisiert. Unter keinen Umständen an deutscher Front, Warschau, Wilna, St. Petersburg. Man wünscht dringend Frieden mit Deutschland. Auf meine Frage, zu welchem Zweck die Mobilisierung gegen Oesterreich, Achselzucken und Hinweis auf Diplomaten. Sprach dem Herrn Minister aus, daß man bei uns Würdigung für freundschaftliche Absicht zeigen, aber auch Mobilmachung gegen Oesterreich allein als sehr bedrohlich ansehen werde. Herr Minister betonte nachdrücklichst und wiederholt dringendes Bedürfnis und Wunsch auf Frieden.

Nr. CLXI. Graf Berchtold an Graf Mensdorff in London.

Telegramm. Wien, 26. Juli 1914.

Herr *von Tschirschky* teilte mir auftraggemäß heute mit, laut eines in London am 25. d. M., 3 Uhr nachmittags, aufgegebenen Telegrammes des Fürsten *Lichnowski* habe Sir *E. Grey* diesem die Skizze einer Antwortnote Serbiens übersendet und in dem begleitenden Privatschreiben bemerkt, daß er hoffe, das Berliner Kabinett würde sich angesichts des versöhnlichen Tenors dieser Antwort in Wien für deren Annahme verwenden.

Ich halte es für angezeigt, daß Euer Exzellenz dem Herrn Staatssekretär gegenüber auf die Sache zurückkommen und ihn darauf aufmerksam machen, daß fast zur selben Zeit, als er dieses Schreiben an Fürst *Lichnowsky* richtete, nämlich gestern um 3 Uhr nachmittags, Serbien bereits die allgemeine Mobilisierung seiner Armee angeordnet hat, was beweist, daß in Belgrad zu einer friedlichen Austragung der Sache keine Neigung bestand. Die Ueberreichung der, wie es scheint, schon vorher nach London telegraphierten Antwort an den k. und k. Gesandten in Belgrad fand mit einem unseren Forderungen nicht entsprechenden Inhalte erst um 6 Uhr nach erfolgter Ausschreibung der Mobilisierung statt.

Nr. CLXII. Graf Berchtold an die k. und k. Botschafter in Berlin, Rom, London, Paris und St. Petersburg.

Telegramm. Wien, 26. Juli 1914.

Wir haben, nachdem Serbien die von uns aufgestellten Forderungen abgelehnt hat, die diplomatischen Beziehungen zu diesem Lande abgebrochen.

Ich ersuche Euer Exzellenz nunmehr, sich sofort zum Herrn Minister des Aeußern oder dessen Stellvertreter zu begeben und sich ihm gegenüber beiläufig in folgender Weise auszusprechen:

Die königlich serbische Regierung hat es abgelehnt, die Forderungen, welche wir zur dauernden Sicherung unserer von ihr bedrohten vitalsten Interessen an sie stellen mußten, zu erfüllen, womit sie bekundet hat, daß

sie ihre subversiven, auf die stete Beunruhigung einiger unserer Grenzgebiete und ihre schließliche Lostrennung aus dem Gefüge der Monarchie gerichteten Bestrebungen aufzugeben, nicht willens sei.

Zu unserem Bedauern und sehr gegen unseren Willen sind wir dadurch in die Notwendigkeit versetzt worden, Serbien durch die schärfsten Mittel zu einer grundsätzlichen Aenderung seiner bisherigen feindseligen Haltung zu zwingen.

Nr. CLXIII. Graf Szápáry an Graf Berchtold.

Telegramm. St. Petersburg, 27. Juli 1914.

Soeben lange Unterredung mit Herrn *Sazonow* gehabt. Sagte dem Herrn Minister, ich hätte den Eindruck, daß man über den Charakter unserer Aktion in Rußland in Irrtümern befangen sei. Man imputiere uns, hiermit einen Vorstoß auf den Balkan unternehmen und den Marsch nach Salonich oder gar nach Konstantinopel antreten zu wollen. Andere wieder gingen so weit, unsere Aktion nur als den Auftakt eines Präventivkrieges gegen Rußland zu bezeichnen. All dies sei irrig, zum Teile geradezu unvernünftig. Das Ziel unserer Aktion sei Selbsterhaltung und Notwehr gegenüber einer feindseligen, unsere Integrität bedrohenden Propaganda des Wortes, der Schrift und der Tat. Niemandem in Oesterreich-Ungarn falle es ein, russische Interessen bedrohen oder gar Händel mit Rußland suchen zu wollen. Das Ziel jedoch, das wir uns vorgesetzt, seien wir unbedingt entschlossen zu erreichen, und der Weg, den wir gewählt hätten, schien uns der zweckdienlichste. Da es sich aber um eine Aktion der Notwehr handle, könne ich ihm nicht verhehlen, daß man sich bei einer solchen durch gar keine wie immer gearteten Konsequenzen beirren lassen könne.

Herr *Sazonow* stimmte mir bei. Unser Ziel, wie ich es ihm geschildert habe, sei ein vollkommen legitimes, aber er meine, der Weg, den wir zu dessen Erreichung verfolgen, sei nicht der sicherste. Die Note, die wir überreicht hätten, sei in der Form nicht glücklich. Er habe sie seitdem studiert und wenn ich Zeit hätte, möchte er sie nochmals mit mir durchschauen. Ich bemerkte, daß ich zu seiner Disposition sei, aber weder autorisiert sei, den Notentext mit ihm zu diskutieren, noch denselben zu interpretieren. Seine Bemerkungen seien aber natürlich von Interesse. Der Herr Minister nahm sodann alle Punkte der Note durch und fand heute von den zehn Punkten sieben ohne allzu große Schwierigkeiten annehmbar, nur die zwei Punkte, betreffend die Mitwirkung von k. u. k. Funktionären in Serbien und den Punkt, betreffend die Entlassung von unserseits zu bezeichnenden Offizieren und Beamten, fand er in dieser Form unannehmbar. Bezüglich der beiden ersten Punkte war ich in der Lage, eine authentische Interpretation im Sinne Euer Exzellenz Telegrammes vom 25. d. M. zu geben, bezüglich des dritten meinte ich, daß er eine notwendige Forderung sei. Uebrigens seien die Dinge im Rollen. Die Serben hätten schon gestern mobilisiert, und was sich seither noch ereignet habe, sei mir unbekannt.

Nr. CLXIV. Graf Berchtold an Graf Szápáry in St. Petersburg.

Telegramm. Wien, 27. Juli 1914.

Ich ermächtige Euer Exzellenz. Herrn *Sazonow* gegenüber sich dahin auszusprechen, daß, solange der Krieg zwischen Oesterreich-Ungarn und Serbien lokalisiert bleibe, die Monarchie irgendwelche territoriale Eroberungen keineswegs beabsichtige.

Nr. CLXV. Graf Szögyény an Graf Berchtold.

Telegramm. Berlin, 27. Juli 1914.

Herr *Sazonow* erklärte dem deutschen Botschafter, er könne ihm „garantieren, daß russischerseits keine Mobilisierung vorgenommen worden sei; allerdings wären gewisse notwendigste militärische Vorsorgen getroffen.“

Deutscher Militärattaché in St. Petersburg meldet, daß „russischer Kriegsminister ihm sein Ehrenwort gegeben habe, daß nicht ein Mann, noch ein Pferd mobilisiert sei; doch seien natürlicherweise gewisse militärische Vorsorgen getroffen worden“; Vorsorgen, die, wie der deutsche Militärattaché seiner Meldung als von sich aus hinzufügt, „allerdings ziemlich weitgehend seien“.

Nr. CLXVI. Graf Berchtold an die k. u. k. Botschafter in Berlin, Rom, London, Paris und St. Petersburg.

Wien, 27. Juli 1914.

In der Anlage erhalten Euer — den mit unseren Bemerkungen[1]) versehenen Text der Note, welche die königlich serbische Regierung unterm 25. l. M. an den k. u. k. Gesandten in Belgrad gerichtet hat.

Nr. CLXVII. Graf Szögyény an Graf Berchtold.

Telegramm. Berlin, 28. Juli 1914.

Der von England gemachte Vermittlungsvorschlag, es sollten Deutschland, Italien, England und Frankreich zu einer Konferenz in London zusammentreten, ist deutscherseits mit der Begründung abgelehnt worden, daß es für Deutschland unmöglich sei, seinen Bundesgenossen in seiner Auseinandersetzung mit Serbien vor ein europäisches Gericht zu ziehen.

Nr. CLXVIII. Graf Berchtold an das königlich serbische Ministerium des Äußern in Belgrad.

Telegramm. Wien, 28. Juli 1914.

Le Gouvernement Royal de Serbie n'ayant pas répondu d'une manière satisfaisante à la Note qui lui avait été remise par le Ministre d'Autriche-Hongrie à Belgrade à la date du 23 juillet 1914, le Gouvernement I. et R. se trouve dans la nécessité de pourvoir lui-même à la sauvegarde de ses droits et intérêts et de recourir à cet effet à la force des armes.

L'Autriche-Hongrie se considère donc dès ce moment en état de guerre avec la Serbie.

---

[1]) S. oben S. 338 ff. — Herausgeber.

7. Aktenstücke bt. die Stellungnahme Deutschlands, Englands, Frankreichs, Rußlands, bis 1. August.

1. Aus dem österreichischen Rotbuch.

(**Rb.** Nr. 38 ff.)

Nr. CLXIX. Graf Berchtold an Graf Szögyény in Berlin.

Telegramm. Wien, 28. Juli 1914.

Zu Euer Exzellenz Information und zur Mitteilung an den Herrn Staatssekretär:

Ich habe nachstehendes Telegramm des Grafen *Mensdorff* unterm 27. l. M. erhalten:

„Ich hatte heute Gelegenheit, Sir *E. Grey* ausführlich darzulegen, daß unsere Aktion nicht Agression, sondern Selbstverteidigung und Selbsterhaltung sei und wir keine territorialen Eroberungen noch Vernichtung serbischer Unabhängigkeit beabsichtigen. Wir wollen gewisse Genugtuung für Vergangenheit und Garantien für die Zukunft.

Hierbei verwertete ich einige Anhaltspunkte aus dem Erlasse Euer Exzellenz an Graf *Szápáry*.

Sir *E. Grey* sagte mir, er sei sehr enttäuscht darüber, daß wir die serbische Antwort so behandeln, als wenn sie ganz ablehnend wäre.

Er hätte geglaubt, diese Antwort würde eine Basis liefern, auf welcher die vier anderen Regierungen ein befriedigendes Arrangement ausarbeiten könnten.

Das war seine Idee beim Vorschlag einer Konferenz.

Die Konferenz würde sich versammeln unter der Voraussetzung, daß sowohl Oesterreich-Ungarn wie Rußland während des Versuches der anderen Mächte, einen befriedigenden Ausweg zu finden, sich jeder militärischen Operation enthalten würden.

Heutige Erklärung Sir *E. Greys* im Unterhaus führte Konferenzprojekt aus. Als er vom Enthalt militärischer Operationen unsererseits gegen Serbien sprach, machte ich die Bemerkung, es sei vielleicht schon zu spät. Der Herr Staatssekretär meinte, wenn wir entschlossen sind, unter allen Umständen mit Serbien Krieg zu führen und voraussetzen, daß Rußland ruhig bleiben wird, so nehmen wir ein großes Risiko auf uns. Können wir Rußland dazu bewegen, ruhig zu bleiben, habe er nichts mehr zu sagen. Wenn nicht, sind die Möglichkeiten und Gefahren unberechenbar.

Als Symptom der Beunruhigung sagte er mir, die große englische Flotte, die nach den Manövern in Portsmouth konzentriert wurde und heute auseinandergehen sollte, würde vorläufig dort bleiben. ‚Wir hätten keine Reserven einberufen, aber nachdem sie versammelt sind, können wir sie in diesem Augenblicke nicht nach Hause schicken.‘

Seine Idee von Konferenz hat den Zweck, wenn möglich, Kollision zwischen den Großmächten hintanzuhalten, und er dürfte also auf Isolierung

des Konfliktes hinzielen. Falls aber Rußland mobilisiert und Deutschland in Aktion tritt, so fällt die Konferenz von selbst in Bruch."

Ich glaube Euer Exzellenz gegenüber nicht besonders hervorheben zu sollen, daß der *Grey*sche Konferenzvorschlag, insoweit er sich auf unseren Konflikt mit Serbien bezieht, angesichts des eingetretenen Kriegszustandes durch die Ereignisse überholt erscheint.

Nr. CLXX. Graf Berchtold an Graf Mensdorff in London.

Telegramm. Wien, 28. Juli 1914.

Wir legen das größte Gewicht darauf, daß Sir *E. Grey* unser Vorgehen gegen Serbien im allgemeinen und speziell unsere Ablehnung der serbischen Antwort in unparteiischer Weise würdige, und ersuche ich Euer Exzellenz daher, Gelegenheit zu nehmen, dem Herrn Staatssekretär das Ihnen auf dem Postwege übermittelte Dossier[1]) im Detail und unter Hervorhebung der besonders markanten Stellen auseinanderzusetzen; in demselben Sinne wollen Euer Exzellenz die kritischen Bemerkungen zu der serbischen Note (Text der Note mit unseren Bemerkungen versehen ist gestern an Euer Exzellenz per Post abgegangen) mit Sir *E. Grey* durchsprechen und ihm klarzulegen, daß das serbische Entgegenkommen nur ein scheinbares war, bestimmt, Europa zu täuschen, ohne für die Zukunft irgend eine Garantie zu bieten.

Da die serbische Regierung wußte, daß uns nur eine vorbehaltlose Annahme unserer Forderungen befriedigen könne, ist die serbische Taktik klar zu durchschauen: Serbien akzeptierte, um Eindruck auf die europäische Oeffentlichkeit zu machen, mit allerlei Vorbehalten eine Anzahl unserer Forderungen, darauf bauend, daß es nicht in die Lage kommen werde, seine Zusagen zu erfüllen. Ein Hauptgewicht bei der Konversation Euer Exzellenz mit Sir *E. Grey* wäre auf den Umstand zu legen, daß die allgemeine Mobilisierung der serbischen Armee für den 25. Juli nachmittags 3 Uhr angeordnet wurde, während die Antwort auf unsere Note erst knapp vor Ablauf der Frist, das heißt wenige Minuten vor 6 Uhr, überreicht wurde. Wir hatten vorher keine militärischen Vorbereitungen getroffen, durch die serbische Mobilisierung wurden wir aber zu solchen gezwungen.

Nr. CLXXI. Graf Berchtold an Graf Szápáry in St. Petersburg.

Telegramm. Wien, 28. Juli 1914.

Zu Euer Exzellenz Orientierung und Regelung Ihrer Sprache:

Der kaiserlich russische Botschafter sprach heute bei mir vor, um mir seine Rückkehr aus Rußland von kurzem Urlaube mitzuteilen und gleichzeitig einem telegraphischen Auftrage *Sazonows* nachzukommen. Letzterer hätte ihm mitgeteilt, daß er eine längere, freundschaftliche Aussprache mit Euer Exzellenz gehabt hätte (Euer Exzellenz Telegramm vom

[1]) S. oben S. 231. — Herausgeber.

27. d. M.), in deren Verlaufe Hochdieselben mit großer Bereitwilligkeit die einzelnen Punkte der serbischen Antwortnote durchgesprochen hätten. Herr *Sazonow* sei der Ansicht, daß Serbien in weitgehendem Maße unseren Wünschen entgegengekommen sei, daß aber einige Forderungen ihm ganz unannehmbar schienen, was er auch Euer Exzellenz nicht verhehlt habe. Es schiene ihm unter diesen Umständen, daß die serbische Antwortnote geeignet sei, den Ausgangspunkt zu einer Verständigung abzugeben, wozu die russische Regierung gerne die Hand bieten möchte. Herr *Sazonow* wolle mir daher vorschlagen, daß der Gedankenaustausch mit Euer Exzellenz Fortsetzung finde und Euer Exzellenz diesbezüglich mit Instruktionen versehen werden.

In meiner Entgegnung betonte ich, daß ich auf einen derartigen Vorschlag nicht eingehen könne. Eine Verhandlung über den Wortlaut der von uns als unbefriedigend bezeichneten Antwortnote könnte bei uns niemand verstehen und niemand billigen. Es wäre dies um so weniger möglich, als sich, wie der Botschafter wisse, bereits eine tiefgehende allgemeine Erregung der öffentlichen Meinung bemächtigt hätte, überdies unsererseits heute der Krieg an Serbien erklärt worden sei.

Auf die Auseinandersetzungen des Botschafters, welche hauptsächlich darin gipfelten, daß wir die durchaus nicht abgeleugnete feindselige Stimmung in Serbien durch eine kriegerische Aktion nicht niederringen, im Gegenteile nur steigern würden, gab ich ihm einige Streiflichter hinsichtlich unseres derzeitigen Verhältnisses zu Serbien, welches es unvermeidlich mache, ganz gegen unseren Willen und ohne jede egoistische Nebenabsicht unserem unruhigen Nachbar mit dem nötigen Nachdrucke unsere ernste Absicht zu zeigen, nicht länger eine von der Regierung geduldete, gegen den Bestand der Monarchie gerichtete Bewegung zuzulassen. Die Haltung Serbiens nach Empfang unserer Note sei übrigens nicht darnach gewesen, eine friedliche Beilegung zu ermöglichen, indem Serbien, noch bevor es uns seine ungenügende Antwort übergeben ließ, die allgemeine Mobilisierung angeordnet und schon dadurch uns gegenüber einen feindseligen Akt vorgenommen habe. Trotzdem hätten wir noch drei Tage zugewartet. Gestern seien nun serbischerseits gegen uns die Feindseligkeiten an der ungarischen Grenze eröffnet worden. Dadurch sei uns die Möglichkeit benommen, bei unserer Serbien gegenüber bewiesenen Langmut weiter zu beharren. Die Herbeiführung einer gründlichen, aber friedlichen Sanierung unseres Verhältnisses zu Serbien sei uns nunmehr unmöglich gemacht worden und wir seien gezwungen, den serbischen Provokationen in der Form entgegenzutreten, die unter den gegebenen Umständen der Würde der Monarchie allein entspreche.

Nr. CLXXII. Graf Berchtold an Graf Mensdorff in London.

Telegramm. Wien, 28. Juli 1914.

Der englische Botschafter, welcher heute bei mir vorsprach, hat mir auftraggemäß den Standpunkt Sir *E. Greys* zu unserem Konflikte mit Serbien in folgender Weise auseinandergesetzt:

Die englische Regierung habe mit lebhaftem Interesse den bisherigen Verlauf der Krise verfolgt und lege Wert darauf, uns zu versichern, daß sie Sympathien für unseren Standpunkt hege und unsere Griefs gegen Serbien vollkommen verstehe.

Wenn somit England keinen Grund habe, unseren Streitfall mit Serbien an sich zum Gegenstande besonderer Präokkupation zu machen, so könne derselbe doch nicht der Aufmerksamkeit des Londoner Kabinetts entgehen, weil dieser Konflikt weitere Kreise ziehen und dadurch den europäischen Frieden in Frage stellen könne.

Nur aus diesem für England in Betracht kommenden Grunde habe sich Sir *E. Grey* veranlaßt gesehen, eine Einladung an die Regierungen jener Staaten zu richten, die an diesem Konflikte nicht näher interessiert seien (Deutschland, Italien und Frankreich), um gemeinschaftlich mit ihnen im Wege fortlaufenden Gedankenaustausches die Möglichkeiten zu prüfen und zu erörtern, wie die Differenz möglichst rasch ausgeglichen werden könnte. Nach dem Muster der Londoner Konferenz während der letzten Balkankrise sollten, nach Anschauung des englischen Staatssekretärs, die Londoner Botschafter der genannten Staaten sich zu dem angegebenen Zwecke in fortlaufendem Kontakte mit ihm halten. Sir *E. Grey* habe bereits von den betreffenden Regierungen sehr freundschaftlich gehaltene Antworten erhalten, worin dieselben dem angeregten Gedanken zustimmen. Gegenwärtig wäre es der Wunsch des Herrn Staatssekretärs, wenn möglich, den Ausbruch der Feindseligkeiten zwischen Oesterreich-Ungarn und Serbien in elfter Stunde zu verhindern, wenn dies aber nicht tunlich wäre, doch vorzubeugen, daß es zu einem blutigen Zusammenstoße komme, eventuell dadurch, daß die Serben sich zurückziehen könnten, ohne den Kampf aufzunehmen. Die von Serbien an uns eingelangte Antwort scheine die Möglichkeit zu bieten, eine Basis für eine Verständigung abzugeben. England sei gerne bereit, hierbei in unserem Sinne und nach unseren Wünschen seinen Einfluß zur Geltung zu bringen.

Ich dankte dem Herrn Botschafter für die Mitteilung Sir *E. Greys* und erwiderte ihm, daß ich der Auffassung des Herrn Staatssekretärs volle Würdigung zu zollen wisse. Sein Standpunkt sei aber von dem meinigen naturgemäß verschieden, da England an dem Streitfalle zwischen uns und Serbien nicht direkt interessiert sei und der Herr Staatssekretär wohl kaum gründlich orientiert sein könne über die schwerwiegende Bedeutung der zu lösenden Fragen für die Monarchie. Wenn Sir *E. Grey* von der Möglichkeit rede, den Ausbruch der Feindseligkeiten zu verhindern, so komme dieser Gedanke zu spät, da gestern bereits serbischerseits auf unsere Grenzsoldaten geschossen und heute von uns der Krieg an Serbien erklärt wurde. Was die Idee eines Transigierens auf Grund der serbischen Antwortnote anbelangt, müsse ich eine solche ablehnen. Wir hätten die integrale Annahme gefordert, Serbien habe sich durch Winkelzüge aus der Verlegenheit zu ziehen gesucht. Uns seien diese serbischen Methoden nur zu gut bekannt.

Sir *Maurice Bunsen* könne unseren Standpunkt durch seine hier erworbenen Lokalkenntnisse gewiß richtig einschätzen und werde in der Lage sein, Sir *E. Grey* hierüber ein genaues Bild zu geben.

Insofern Sir *E. Grey* dem europäischen Frieden dienen wolle, würde er gewiß nicht auf Widerstand bei uns stoßen. Er müsse jedoch bedenken, daß der europäische Friede nicht dadurch gerettet würde, daß sich Großmächte hinter Serbien stellen und für dessen Straffreiheit eintreten. Denn selbst wenn wir auf einen solchen Ausgleichsversuch eingehen wollten, würde dadurch Serbien nur um so mehr ermutigt, auf dem bisherigen Pfade weiterzugehen, was den Frieden binnen der allerkürzesten Zeit abermals in Frage stellen möchte.

Der englische Botschafter versicherte mich zum Schlusse, daß er unseren Standpunkt vollkommen verstehe, andrerseits aber bedauere, daß unter diesen Umständen der Wunsch der englischen Regierung, einen Ausgleich zu erzielen, derzeit keine Aussicht auf Verwirklichung habe. Er hoffe, mit mir weiterhin in Kontakt bleiben zu dürfen, was ihm wegen der großen Gefahr einer europäischen Konflagration von besonderem Werte wäre.

Ich erwiderte, ich stünde dem Herrn Botschafter jederzeit zur Verfügung, womit unsere Konversation schloß.

Nr. CLXXIII. Graf Berchtold an Graf Szögyény in Berlin.

Telegramm. Wien, am 28. Juli 1914.

Ich ersuche Euer Exzellenz, sich sofort zum Herrn Reichskanzler oder Staatssekretär zu begeben und ihm folgendes in meinem Namen mitzuteilen:

Nach übereinstimmenden Nachrichten aus St. Petersburg, Kiew, Warschau, Moskau und Odessa trifft Rußland umfangreiche militärische Vorbereitungen. Herr *Sazonow* hat zwar ebenso wie der russische Kriegsminister unter Ehrenwort versichert, daß eine Mobilisierung bisher nicht angeordnet wurde, der letztere hat jedoch dem deutschen Militärattaché mitgeteilt, daß die gegen Oesterreich-Ungarn gelegenen Militärbezirke Kiew, Odessa, Moskau und Kasan mobilisiert werden würden, wenn unsere Truppen die serbische Grenze überschritten.

Unter diesen Umständen möchte ich das Berliner Kabinett dringend ersuchen, der Erwägung näher zu treten, ob nicht Rußland in freundschaftlicher Weise darauf aufmerksam gemacht werden sollte, daß die Mobilisierung obiger Bezirke einer Bedrohung Oesterreich-Ungarns gleichkäme und daher, falls sie tatsächlich erfolgt, sowohl von der Monarchie als vom verbündeten Deutschen Reiche mit den weitestgehenden militärischen Gegenmaßregeln beantwortet werden müßte.

Um Rußland ein eventuelles Einlenken zu erleichtern, schiene es uns angezeigt, daß ein solcher Schritt vorerst von Deutschland allein unternommen werden sollte; doch wären wir natürlich bereit, den Schritt auch zu zweien zu machen.

Eine deutliche Sprache schiene mir in diesem Augenblick das wirksamste Mittel, um Rußland die ganze Tragweite eines drohenden Verhaltens zum Bewußtsein zu bringen.

Nr. CLXXIV. Graf Berchtold an Graf Szögyény in Berlin.

Telegramm. Wien, 28. Juli 1914.

Der kaiserlich deutsche Botschafter hat hier mitgeteilt, daß Sir *E. Grey* sich mit der Bitte an die deutsche Regierung gewendet habe, sie möge ihren Einfluß bei der k. und k. Regierung geltend machen, daß diese die Antwort aus Belgrad entweder als genügend betrachte oder als Grundlage für Besprechungen unter den Kabinetten akzeptiere.

Herr *von Tschirschky* war beauftragt, den englischen Vorschlag dem Wiener Kabinette zur Erwägung zu unterbreiten.

Nr. CLXXV. Graf Berchtold an die k. u. k. Botschafter in St. Petersburg, London, Paris und Rom.

Telegramm. Wien, 29. Juli 1914.

Zu Euer Exzellenz Information:

Ich habe heute dem kaiserlich deutschen Botschafter das nachfolgende Memoire in Beantwortung eines von demselben bei mir unternommenen Schrittes zukommen lassen:

Memoire.

Die k. u. k. Regierung hat mit dem ergebensten Danke von der Mitteilung Kenntnis genommen, welche ihr der Herr kaiserliche deutsche Botschafter am 28. l. M. über das Ersuchen des englischen Kabinetts gemacht hat, es möge die kaiserlich deutsche Regierung ihren Einfluß beim Wiener Kabinette geltend machen, damit dieses die Antwort aus Belgrad entweder als genügend betrachte oder aber als Grundlage für Besprechungen annehme. Was die Aussprache des Herrn englischen Staatssekretärs zu Fürst *Lichnowsky* betrifft, möchte die k. u. k. Regierung zunächst darauf aufmerksam machen, daß die serbische Antwortnote keineswegs, wie dies Sir *E. Grey* anzunehmen scheint, eine Zustimmung zu allen unseren Forderungen mit einer einzigen Ausnahme enthalte, daß vielmehr in den meisten Punkten Vorbehalte formuliert sind, welche den Wert der gemachten Zugeständnisse wesentlich herabdrücken. Die Ablehnung betreffe aber gerade jene Punkte, welche einige Garantie für die faktische Erreichung des angestrebten Zweckes enthalten.

Die k. u. k. Regierung kann ihre Ueberraschung über die Annahme nicht unterdrücken, als ob ihre Aktion gegen Serbien Rußland und den russischen Einfluß am Balkan treffen wolle, denn dies hätte zur Voraussetzung, daß die gegen die Monarchie gerichtete Propaganda nicht allein serbisch, sondern russischen Ursprungs sei. Wir sind bisher vielmehr von der Auffassung ausgegangen, daß das offizielle Rußland diesen der Monarchie feindlichen Tendenzen fernstehe, und richtet sich unsere gegenwärtige Aktion aus-

schließlich gegen Serbien, während unsere Gefühle für Rußland, wie wir Sir *E. Grey* versichern können, durchaus freundschaftliche sind.

Im übrigen muß die k. u. k. Regierung darauf hinweisen, daß sie zu ihrem lebhaften Bedauern nicht mehr in der Lage ist, zu der serbischen Antwortnote im Sinne der englischen Anregung Stellung zu nehmen, da im Zeitpunkte des hier gemachten deutschen Schrittes der Kriegszustand zwischen der Monarchie und Serbien bereits eingetreten war und die serbische Antwortnote demnach durch die Ereignisse bereits überholt ist.

Die k. u. k. Regierung erlaubt sich bei diesem Anlasse darauf aufmerksam zu machen, daß die königlich serbische Regierung noch vor Erteilung ihrer Antwort mit der Mobilisierung der serbischen Streitkräfte vorgegangen ist und daß sie auch nachher drei Tage verstreichen ließ, ohne die Geneigtheit kundzugeben, den Standpunkt ihrer Antwortnote zu verlassen, worauf unsererseits die Kriegserklärung erfolgte.

Wenn im übrigen das englische Kabinett sich bereit findet, seinen Einfluß auf die russische Regierung im Sinne der Erhaltung des Friedens zwischen den Großmächten und der Lokalisierung des uns durch die jahrelangen serbischen Umtriebe aufgezwungenen Krieges geltend zu machen, so kann dies seitens der k. u. k. Regierung nur begrüßt werden.

Nr. CLXXVI. Graf Szécsen an Graf Berchtold.

Telegramm. Paris, 29. Juli 1914.

Frankreich trifft unzweifelhaft gewisse militärische Vorbereitungen, wie dies von den Zeitungen vielleicht mit gewisser Uebertreibung verkündet wird.

Wie ich streng vertraulich erfahre, ist Baron *Schoen* beauftragt, diese Vorbereitungen heute bei Herrn *Viviani* zur Sprache zu bringen und darauf hinzuweisen, daß Deutschland unter diesen Umständen gezwungen werden könnte, ähnliche Maßnahmen zu treffen, die natürlich nicht geheim bleiben könnten und deren Bekanntwerden in der Oeffentlichkeit große Aufregung verursachen würde. So könnten beide Länder, trotzdem sie nur den Frieden anstreben, zu einer wenigstens teilweisen Mobilisierung gedrängt werden, was gefährlich wäre.

Ferner wird Baron *Schoen* auftraggemäß erklären, Deutschland wünsche lebhaft, daß der Konflikt zwischen uns und Serbien lokalisiert bleibe, wobei Deutschland auf die Unterstützung seitens Frankreich zähle.

Nr. CLXXVII. Graf Szögyény an Graf Berchtold.

Telegramm. Berlin, 29. Juli 1914.

Bereits Sonntag hat die deutsche Regierung in St. Petersburg erklärt, daß die russische Mobilisierung die deutsche Mobilisierung zur Folge hätte.

Darauf erfolgte russischerseits die mit meinem Telegramme vom 27. d. M. gemeldete Antwort. Hierauf wurde heute neuerdings nach St. Petersburg telegraphiert, daß durch das weitere Fortschreiten der russischen Mobilisierungsmaßnahmen Deutschland veranlaßt werden könnte, zu mobilisieren.

Nr. CLXVIII. Graf Szápáry an Graf Berchtold.

Telegramm. St. Petersburg, 29. Juli 1914.

Da ich vom deutschen Botschafter erfahren habe, Herr *Sazonow* zeige sich über Euer Exzellenz angebliche Abgeneigtheit, Gedankenaustausch mit Rußland fortzusetzen und über vermeintlich weit über das notwendige Maß ausgedehnte und daher gegen Rußland gerichtete Mobilisierung Oesterreich-Ungarns sehr aufgeregt, suchte ich den Herrn Minister auf, um einige mir vorhanden scheinende Unklarheiten zu beheben.

Der Herr Minister begann damit, zu konstatieren, daß Oesterreich-Ungarn kategorisch weiteren Gedankenaustausch ablehne. Ich stellte auf Grund Euer Exzellenz Telegrammes vom 28. d. M. richtig, daß Euer Exzellenz es zwar abgelehnt hätten, nach allem, was vorgefallen, über die Notentexte und den österreichisch-ungarisch—serbischen Konflikt überhaupt zu diskutieren, daß ich aber feststellen müsse, in der Lage gewesen zu sein, eine viel breitere Basis des Gedankenaustausches dadurch anzuregen, daß ich erklärte, wir wünschten keine russischen Interessen zu verletzen, hätten nicht die Absicht, natürlich unter der Voraussetzung, daß der Konflikt zwischen Oesterreich-Ungarn und Serbien lokalisiert bleibe, serbisches Territorium an uns zu bringen und gedächten auch die Souveränität Serbiens nicht anzutasten. Ich sei überzeugt, daß Euer Exzellenz über österreichisch-ungarische Interessen immer bereit sein würden, mit St. Petersburg Fühlung zu nehmen.

Herr *Sazonow* meinte, in territorialer Hinsicht habe er sich überzeugen lassen, aber was die Souveränität anbelangt, müsse er den Standpunkt festhalten, die Aufzwingung unserer Bedingungen sei ein Vasallentum. Dieses aber verstoße gegen das Gleichgewicht am Balkan und letzteres sei das in Frage kommende russische Interesse. Nun kam er wieder auf die Diskussion über die Note, die Aktion Sir *E. Greys* etc. zurück und wollte mir neuerlich nahelegen, daß man unser legitimes Interesse zwar anerkenne und voll befriedigen wolle, daß dies aber in eine für Serbien annehmbare Form gekleidet werden sollte. Ich meinte, dies sei kein russisches, sondern ein serbisches Interesse, worauf Herr *Sazonow* geltend machte, russische Interessen seien in diesem Falle eben serbische, so daß ich dem Circulus vitiosus durch Uebergang auf ein anderes Thema ein Ende machte.

Ich erwähnte, ich hätte gehört, man sei in Rußland beunruhigt, weil wir für die Aktion gegen Serbien acht Korps mobilisiert haben. Herr *Sazonow* bestätigte mir, daß nicht er, der hiervon gar nichts gewußt, sondern der Generalstabschef diese Bedenken geäußert habe. Ich suchte dem Herrn Minister darzulegen, daß jeder Unbefangene sich leicht überzeugen könne, unsere südlichen Korps könnten keine Bedrohung für Rußland bilden.

Ich bedeutete dem Herrn Minister, daß es gut wäre, wenn sein kaiserlicher Herr über die wahre Situation informiert würde, um so mehr, als es dringend geboten sei, wenn man den Frieden wolle, dem militärischen Lizitieren, welches sich jetzt auf Grund falscher Nachrichten einzustellen drohe, ein rasches Ende zu bereiten. Herr *Sazonow* meinte sehr charakteristischer-

weise, er könne dies dem Generalstabschef mitteilen, denn dieser sehe Seine Majestät alle Tage.

Der Herr Minister sagte mir weiter, es werde heute ein Ukas unterzeichnet, welcher eine Mobilisierung in ziemlich weitem Umfang anordne. Er könne mir aber auf das alleroffiziellste erklären, daß diese Truppen nicht dazu bestimmt seien, über uns herzufallen; sie würden nur Gewehr bei Fuß bereit stehen für den Fall, als Rußlands Balkaninteressen gefährdet würden. Eine *note explicative* werde dies feststellen, denn es handle sich nur um eine Vorsichtsmaßregel, die Kaiser Nikolaus gerechtfertigt gefunden habe, da wir, die wir ohnedies den Vorteil rascherer Mobilisierung hätten, nunmehr auch den so großen Vorsprung hätten. Ich machte Herrn *Sazonow* in ernsten Worten auf den Eindruck aufmerksam, den eine solche Maßregel bei uns erwecken werde. Ich müsse bezweifeln, daß die *note explicative* diesen Eindruck zu mildern geeignet sein werde, worauf der Herr Minister sich nochmals in Versicherungen über die Harmlosigkeit (!) dieser Verfügung erging.

Nr. CLXXIX. Graf Berchtold an Graf Szögyény in Berlin.

Telegramm. Wien, 29. Juli 1914.

Soeben wurde mir von Herrn *von Tschirschky* mitgeteilt, der russische Botschafter habe ihm gesagt, daß er von seiner Regierung verständigt worden sei, daß die Militärbezirke von Kiew, Odessa, Moskau und Kasan mobilisiert würden. Rußland sei in seiner Ehre als Großmacht gekränkt und genötigt, entsprechende Maßnahmen zu ergreifen. Die russische Mobilisierung wird von unseren galizischen Korpskommandanten bestätigt und wurde, einer Meldung des k. u. k. Militärattachés zufolge, heute auch von Herrn *Sazonow* dem deutschen Botschafter gegenüber nicht mehr geleugnet.

Ich ersuche Euer Exzellenz, vorstehendes unverzüglich zur Kenntnis der deutschen Regierung zu bringen und hierbei zu betonen, daß, wenn die russischen Mobilisierungsmaßnahmen nicht ohne Säumen eingestellt werden, unsere allgemeine Mobilisierung aus militärischen Gründen unverzüglich veranlaßt werden müßte.

Als letzter Versuch, den europäischen Krieg hintanzuhalten, hielte ich es für wünschenswert, daß unser und der deutsche Vertreter in St. Petersburg eventuell auch in Paris sogleich angewiesen werden, den dortigen Regierungen in freundschaftlicher Weise zu erklären, daß die Fortsetzung der russischen Mobilisierung Gegenmaßregeln in Deutschland und Oesterreich-Ungarn zur Folge haben würde, die zu ernsten Konsequenzen führen müßten.

Euer Exzellenz wollen hinzufügen, daß wir uns selbstverständlich in unserer kriegerischen Aktion in Serbien nicht beirren lassen werden.

Die k. und k. Botschafter in St. Petersburg und Paris erhalten unter einem die Weisung, die vorerwähnte Erklärung abzugeben, sobald ihr deutscher Kollege anologe Instruktionen erhält.

Nr. CLXXX. Graf Berchtold an Graf Szápáry in St. Petersburg.

Telegramm. Wien, 30. Juli 1914.

Antwort auf Euer Exzellenz Telegramm vom 29. Juli.

Ich bin selbstverständlich nach wie vor bereit, die einzelnen Punkte unserer durch die Ereignisse übrigens bereits überholten, an Serbien gerichteten Note durch Euer Exzellenz Herrn *Sazonow* erläutern zu lassen. Auch würde ich besonderen Wert darauf legen, bei dieser Gelegenheit der mir durch Herrn *Schebeko* verdolmetschten Anregung entsprechend auch die unsere Beziehungen zu Rußland direkt betreffenden Fragen einer vertrauensvollen und freundschaftlichen Aussprache zu unterziehen, wovon sich eine Behebung der in diesem Belange bedauerlicherweise bestehenden Unklarheiten und Sicherstellung der so wünschenswerten friedlichen Entwicklung unserer Nachbarverhältnisse erhoffen ließe.

Nr. CLXXXI. Graf Berchtold an Graf Szápáry in St. Petersburg.

Telegramm. Wien, 30. Juli 1914.

Zu Eurer Exzellenz Orientierung und Regelung Ihrer Sprache:

Ich habe heute Herrn *Schebeko* auseinandergesetzt, es sei mir gemeldet worden, daß Herr *Sazonow* über meine glatte Ablehnung seiner Proposition bezüglich Aussprache mit Euer Exzellenz peinlich berührt sei, wie nicht minder darüber, daß kein Gedankenaustausch zwischen mir und Herrn *Schebeko* stattgefunden habe.

Bezüglich des ersteren Punktes hatte ich Euer Exzellenz bereits telegraphisch freigestellt, auch weiterhin seitens Herrn *Sazonows* etwa gewünschte Erläuterungen bezüglich der Note — welche übrigens durch den Kriegsausbruch überholt erscheint — zu geben. Es könne sich dies allerdings nur im Rahmen nachträglicher Aufklärungen bewegen, da es niemals in unserer Absicht gelegen war, von den Punkten der Note etwas abhandeln zu lassen. Auch hätte ich Euer Exzellenz ermächtigt, unsere speziellen Beziehungen zu Rußland mit Herrn *Sazonow* freundschaftlich zu besprechen.

Daß Herr *Sazonow* sich darüber beklagen konnte, es hätte kein Gedankenaustausch zwischen Herrn *Schebeko* und mir stattgefunden, muß auf einem Irrtum beruhen, da wir — Herr *Schebeko* und ich — vor zwei Tagen die aktuellen Fragen durchgesprochen hatten, was mir der Herr Botschafter mit dem Bemerken bestätigte, er habe Herrn *Sazonow* in ausführlicher Weise über diese Unterredung referiert.

Herr *Schebeko* führte dann aus, warum man in St. Petersburg unser Vorgehen gegen Serbien mit solcher Besorgnis betrachte. Wir seien eine Großmacht, die gegen den kleinen serbischen Staat vorgehe, ohne daß man in St. Petersburg etwas darüber wisse, was wir mit demselben beabsichtigen, ob wir dessen Souveränität tangieren, ihn ganz niederwerfen oder gar zer-

treten wollten. Durch historische und andere Bande mit Rußland verbunden, könne letzterem das weitere Schicksal Serbiens nicht gleichgültig sein. Man habe sich in St. Petersburg angelegen sein lassen, mit allem Nachdruck auf Belgrad einzuwirken, daß es alle unsere Forderungen erfülle, allerdings zu einer Zeit, wo man noch nicht wissen konnte, was für Forderungen wir nachmals gestellt. Aber selbst bezüglich dieser Forderungen würde man alles einsetzen, um wenigstens das Mögliche durchzubringen.

Ich erinnerte den Herrn Botschafter daran, daß wir wiederholt betont hätten, wir wollten keine Eroberungspolitik in Serbien treiben, auch dessen Souveränität nicht antasten, bloß einen Zustand herstellen, der uns Sicherheit biete gegen Beunruhigung seitens Serbiens. Hieran knüpfte ich eine längere Erörterung unseres unleidlichen Verhältnisses zu Serbien. Auch gab ich Herrn *Schebeko* deutlich zu verstehen, in welch hohem Maße die russische Diplomatie, wenn auch gewiß gegen den Willen der leitenden Faktoren, an diesen Zuständen schuld sei.

Im weiteren Verlaufe unserer Unterredung erwähnte ich die nunmehr zu meiner Kenntnis gelangte russische Mobilisierung. Nachdem sich dieselbe auf die Militärbezirke Odessa, Kiew, Moskau und Kasan beschränke, trage dieselbe einen hostilen Charakter gegen die Monarchie. Was der Grund hiervon sei, wisse ich nicht, da ja kein Streitfall zwischen uns und Rußland existiere. Oesterreich-Ungarn habe ausschließlich gegen Serbien mobilisiert, gegen Rußland nicht einen Mann, was allein aus dem Umstande zu ersehen sei, daß das I., X. und XI. Korps nicht mobilisiert worden seien. Bei dem Umstande jedoch, daß Rußland offensichtlich gegen uns mobilisiere, müßten auch wir unsere Mobilisierung erweitern, wobei ich jedoch ausdrücklich erwähnen wolle, daß diese Maßnahme selbstverständlich keinen feindseligen Charakter gegen Rußland trage und sich lediglich als notwendige Gegenmaßnahme gegen die russische Mobilisierung darstelle.

Ich bat Herrn *Schebeko*, dies seiner Regierung zu melden, was er mir zusagte.

Nr. CLXXXII. Graf Berchtold an die k. u. k. Botschafter in London und St. Petersburg.

Telegramm. Wien, 31. Juli 1914.

Ich telegraphiere wie folgt nach Berlin:

Herr *von Tschirschky* hat auftraggemäß gestern hier Mitteilung über eine Unterredung zwischen Sir *E. Grey* und Fürst *Lichnowsky* gemacht, in welcher der englische Staatssekretär dem deutschen Botschafter das Nachfolgende eröffnete:

„*Sazonow* habe die englische Regierung wissen lassen, daß er nach der Kriegserklärung Oesterreich-Ungarns an Serbien nicht mehr in der Lage sei, mit Oesterreich-Ungarn direkt zu verhandeln und daher die Bitte ausspreche, England möge seine Vermittlung wieder aufnehmen. Als Voraus-

setzung betrachte die russische Regierung die vorläufige Einstellung der Feindseligkeiten.

Zu dieser russischen Eröffnung bemerkte Sir *E. Grey* zu Fürst *Lichnowsky*, England denke an eine Vermittlung *à quatre* und halte dieselbe für dringend geboten, wenn nicht ein Weltkrieg entstehen solle.

Ich ersuche Euer Exzellenz, dem Herrn Staatssekretär, für die uns durch Herrn *von Tschirschky* gemachten Mitteilungen verbindlichst zu danken und ihm zu erklären, daß wir trotz der Aenderung, die in der Situation seither durch die Mobilisierung Rußlands eingetreten sei, gerne bereit seien, dem Vorschlag Sir *E. Greys*, zwischen uns und Serbien zu vermitteln, näher zu treten.

Die Voraussetzungen unserer Annahme seien jedoch natürlich, daß unsere militärische Aktion gegen Serbien einstweilen ihren Fortgang nehme und daß das englische Kabinett die russische Regierung bewege, die gegen uns gerichtete russische Mobilisierung zum Stillstand zu bringen, in welchem Falle selbstverständlich auch wir die uns durch dieselbe aufgezwungenen defensiven militärischen Gegenmaßregeln in Galizien sofort wieder rückgängig machen würden.

Nr. CLXXXIII. Graf Szápáry an Graf Berchtold.

Telegramm. St. Petersburg, 31. Juli 1914.

Heute früh Ordre zur allgemeinen Mobilisierung der gesamten Armee und Flotte erfolgt.

Nr. CLXXXIV. Graf Berchtold an die k. und k. Missionen.

Telegramm. Wien, 31. Juli 1914.

Zu Euer etc. Information und Verwertung bei dortiger Regierung:

Da von der russischen Regierung Mobilisierungen an unserer Grenze angeordnet worden sind, sehen wir uns zu militärischen Maßnahmen in Galizien gezwungen.

Diese Maßnahmen sind rein defensiven Charakters und lediglich unter dem Drucke der russischen Vorkehrungen erfolgt, die wir sehr bedauern, da wir selbst keinerlei aggressive Absichten gegen Rußland haben und die Fortdauer der bisherigen guten nachbarlichen Beziehungen wünschen.

Die der Situation entsprechenden Pourparlers zwischen dem Wiener und St. Petersburger Kabinett, von denen wir uns eine allseitige Beruhigung erhoffen, nehmen inzwischen ihren Fortgang.

Nr. CLXXXV. Graf Szécsen an Graf Berchtold.

Telegramm. Paris, 31. Juli 1914.

Deutscher Botschafter hat im Auftrage seiner Regierung hier erklärt, daß, wenn angeordnete russische allgemeine Mobilisierung nicht binnen 12

Stunden eingestellt wird, Deutschland gleichfalls mobilisieren werde. Gleichzeitig fragte Baron *Schoen*, ob Frankreich im Falle deutsch-russischen Krieges neutral bliebe. Diesbezügliche Antwort binnen 18 Stunden erbeten. Termin läuft morgen, Samstag, 1 Uhr nachmittags ab.

Nr. CLXXXVI. Graf Szápáry an Graf Berchtold.

Telegramm. St. Petersburg, 31. Juli 1914.

Euer Exzellenz Telegramm vom 30. d. M. erhalten.

Hochdieselben werden meinem Telegramm vom 29. d. M. entnommen haben, daß ich, ohne einen Auftrag abzuwarten, Konversation mit *Sazonow* nahezu auf der mir nunmehr aufgetragenen Grundlage wieder aufgenommen habe, ohne daß sich die beiderseitigen Standpunkte wesentlich genähert hätten.

Inzwischen hat sich allerdings aus den vom deutschen Botschafter mit russischem Minister des Aeußern geführten Konversationen ergeben, daß Rußland sich selbst mit einer formellen Erklärung, Oesterreich-Ungarn werde weder das serbische Territorium schmälern noch die serbische Souveränität antasten, noch russische Balkan- oder sonstige Interessen verletzen, nicht zufriedengeben würde, und ist auch seither russischerseits die allgemeine Mobilisierung angeordnet worden.

Nr. CLXXXVII. Graf Szápáry an Graf Berchtold.

Telegramm. St. Petersburg, 1. August 1914.

Bei einem heutigen Besuche legte ich Herrn *Sazonow* dar, daß ich Instruktionen erhalten hätte, ich müsse aber vorausschicken, die augenblickliche, durch die russische allgemeine Mobilisierung in Wien geschaffene Lage sei mir gänzlich unbekannt, so daß ich von dieser bei Verdolmetschung meiner noch vorher abgegangenen Weisungen vollkommen absehen müsse. Ich sagte, daß die beiden Weisungen Euer Exzellenz von dem Mißverständnis handeln, als ob wir weitere Verhandlungen mit Rußland abgelehnt hätten. Dies sei, wie ich ihm schon ohne Auftrag versichert hätte, ein Irrtum. Euer Exzellenz seien nicht nur gerne bereit, mit Rußland auf breitester Basis zu verhandeln, sondern auch speziell geneigt, unseren Notentext einer Besprechung zu unterziehen, sofern es sich um dessen Interpretation handle.

Ich betonte, wie sehr die Instruktionen Euer Exzellenz an mich einen weiteren Beweis guten Willens böten, wenn ich ihm auch noch einmal in Erinnerung rufen müsse, daß mir die durch die seitherige allgemeine Mobilisierung geschaffene Situation unbekannt sei, ich könne nur hoffen, daß uns der Gang der Ereignisse nicht schon zu weit geführt habe; jedenfalls hätte ich es für meine Pflicht gehalten, im gegenwärtigen hochernsten Augenblicke den guten Willen der k. u. k. Regierung nochmals zu dokumentieren. Herr *Sazonow* erwiderte, er nehme von diesem Beweise guten Willens mit Befriedigung Akt; doch möchte er mich aufmerksam machen, daß ihm Unter-

handlungen in St. Petersburg aus naheliegenden Gründen weniger Erfolg versprechend erschienen als solche auf dem neutralen Londoner Terrain. Ich erwiderte, Euer Exzellenz gingen, wie ich schon dargelegt hätte, vom Gesichtspunkte einer direkten Fühlungnahme in St. Petersburg aus, so daß ich nicht in der Lage sei, zu seiner Anregung bezüglich Londons Stellung zu nehmen, doch würde ich Euer Exzellenz hiervon Meldung erstatten.

Nr. CLXXXVIII. Graf Szögyény an Graf Berchtold.

Telegramm. Berlin, 2. August 1914.

Der Herr Staatssekretär sagte mir soeben, daß von Rußland keine Antwort auf deutsche Anfrage eingelangt sei.

Russische Truppen haben die deutsche Grenze bei Schwidden (südöstlich Bialla) überschritten.

Rußland hat daher Deutschland angegriffen.

Deutschland betrachtet sich daher im Kriegszustande mit Rußland.

Russischer Botschafter hat heute vormittags Pässe zugestellt erhalten; er wird voraussichtlich noch heute abreisen.

2. Aus dem deutschen Weißbuch.

(**Wb.** S. 24 ff.)

Nr. CLXXXIX. Runderlaß des Reichskanzlers.

Der Reichskanzler an die Kaiserlichen Botschafter in Paris, London, St. Petersburg am 23. Juli 1914:

Die Veröffentlichungen der Oesterreichisch-Ungarischen Regierung über die Umstände, unter denen das Attentat auf den österreichischen Thronfolger und seine Gemahlin stattgefunden hat, enthüllen offen die Ziele, die sich die großserbische Propaganda gesetzt hat, und die Mittel, deren sie sich zur Verwirklichung derselben bedient. Auch müssen durch die bekanntgegebenen Tatsachen die letzten Zweifel darüber schwinden, daß das Aktionszentrum der Bestrebungen, die auf Loslösung der südslawischen Provinzen von der österreichisch-ungarischen Monarchie und deren Vereinigung mit dem serbischen Königreich hinauslaufen, in Belgrad zu suchen ist, und dort zum mindesten mit der Konnivenz von Angehörigen der Regierung und Armee seine Tätigkeit entfaltet.

Die serbischen Treibereien gehen auf eine lange Reihe von Jahren zurück. In besonders markanter Form trat der großserbische Chauvinismus während der bosnischen Krisis in die Erscheinung. Nur der weitgehenden Selbstbeherrschung und Mäßigung der Oesterreichisch-Ungarischen Regierung und dem energischen Einschreiten der Großmächte war es zuzuschreiben, wenn die Provokationen, welchen Oesterreich-Ungarn in dieser Zeit von seiten Serbiens ausgesetzt war, nicht zum Konflikte führten. Die Zusicherung künftigen Wohlverhaltens, die die Serbische Regierung damals gegeben hat,

hat sie nicht eingehalten. Unter den Augen, zum mindesten unter stillschweigender Duldung des amtlichen Serbiens, hat die großserbische Propaganda inzwischen fortgesetzt an Ausdehnung und Intensität zugenommen; auf ihr Konto ist das jüngste Verbrechen zu setzen, dessen Fäden nach Belgrad führen. Es hat sich in unzweideutiger Weise kundgetan, daß es weder mit der Würde noch mit der Selbsterhaltung der Oesterreichisch-Ungarischen Monarchie vereinbar sein würde, dem Treiben jenseits der Grenze noch länger tatenlos zuzusehen, durch das die Sicherheit und die Integrität ihrer Gebiete dauernd bedroht wird. Bei dieser Sachlage können das Vorgehen sowie die Forderungen der Oesterreichisch-Ungarischen Regierung nur als gerechtfertigt angesehen werden. Trotzdem schließt die Haltung, die die öffentliche Meinung sowohl als auch die Regierung in Serbien in letzter Zeit eingenommen hat, die Befürchtung nicht aus, daß die Serbische Regierung es ablehnen wird, diesen Forderungen zu entsprechen, und daß sie sich zu einer provokatorischen Haltung Oesterreich-Ungarn gegenüber hinreißen läßt. Es würde der Oesterreichisch-Ungarischen Regierung, will sie nicht auf ihre Stellung als Großmacht endgültig Verzicht leisten, nichts anderes übrigbleiben, als ihre Forderungen bei der Serbischen Regierung durch einen starken Druck und nötigenfalls unter der Ergreifung militärischer Maßnahmen durchzusetzen, wobei ihr die Wahl der Mittel überlassen bleiben muß.

Ew. usw. beehre ich mich zu ersuchen, sich in vorstehendem Sinne (dem derzeitigen Vertreter des Herrn *Viviani*) (*Sir Edward Grey*) (Herrn *Sasonow*) gegenüber auszusprechen und dabei insbesondere der Anschauung nachdrücklich Ausdruck zu verleihen, daß es sich in der vorliegenden Frage um eine lediglich zwischen Oesterreich-Ungarn und Serbien zum Austrag zu bringende Angelegenheit handele, die auf die beiden direkt Beteiligten zu beschränken das ernste Bestreben der Mächte sein müsse. Wir wünschen dringend die Lokalisierung des Konflikts, weil jedes Eingreifen einer anderen Macht infolge der verschiedenen Bündnisverpflichtungen unabsehbare Konsequenzen nach sich ziehen würde.

Einem gefälligen telegraphischen Bericht über den Verlauf Ihrer Unterredung werde ich mit Interesse entgegensehen.

Nr. CXC. Der Reichskanzler an die Bundesregierungen.

Vertraulich! Berlin, den 28. Juli 1914.

Euer pp. wollen der Regierung, bei der Sie beglaubigt sind, folgende Mitteilung machen:

Angesichts der Tatsachen, die die Österreichisch-Ungarische Regierung in ihrer Note an die Serbische Regierung bekanntgegeben hat, müssen die letzten Zweifel darüber schwinden, daß das Attentat, dem der österreichisch-ungarische Thronfolger und seine Gemahlin zum Opfer gefallen sind, in Serbien zum mindesten mit der Konnivenz von Angehörigen der Serbischen Regierung und Armee vorbereitet worden ist. Es ist ein Produkt der großserbischen

Bestrebungen, die seit einer Reihe von Jahren eine Quelle dauernder Beunruhigungen für die Oesterreichisch-Ungarische Monarchie und für ganz Europa geworden sind.

In besonders markanter Form trat der großserbische Chauvinismus während der bosnischen Krisis in die Erscheinung. Nur der weitgehenden Selbstbeherrschung und Mäßigung der Oesterreichisch-Ungarischen Regierung und dem energischen Einschreiten der Großmächte war es zuzuschreiben, wenn die Provokationen, welchen Oesterreich-Ungarn in dieser Zeit von seiten Serbiens ausgesetzt war, nicht zum Konflikte führten. Die Zusicherung künftigen Wohlverhaltens, die die Serbische Regierung damals gegeben hat, hat sie nicht eingehalten. Unter den Augen, zum mindesten unter stillschweigender Duldung des amtlichen Serbiens, hat die großserbische Propaganda inzwischen fortgesetzt an Ausdehnung und Intensität zugenommen. Es würde weder mit der Würde noch mit ihrem Recht auf Selbsterhaltung vereinbar sein, wollte die Oesterreichisch-Ungarische Regierung dem Treiben jenseits der Grenze noch länger tatenlos zusehen, durch das die Sicherheit und die Integrität ihrer Gebiete dauernd bedroht wird. Bei dieser Sachlage müssen das Vorgehen sowie die Forderungen der Oesterreichisch-Ungarischen Regierung als gerechtfertigt angesehen werden.

Die Antwort der Serbischen Regierung auf die Forderungen, welche die Oesterreichisch-Ungarische Regierung am 23. d. Mts. durch ihren Vertreter in Belgrad hat stellen lassen, läßt indessen erkennen, daß die maßgebenden Faktoren in Serbien nicht gesonnen sind, ihre bisherige Politik und agitatorische Tätigkeit aufzugeben. Der Oesterreichisch-Ungarischen Regierung wird demnach, will sie nicht auf ihre Stellung als Großmacht endgültig Verzicht leisten, nichts anderes übrig bleiben, als ihre Forderungen durch einen starken Druck und nötigenfalls unter der Ergreifung militärischer Maßnahmen durchzusetzen.

Einzelne russische Stimmen betrachten es als selbstverständliches Recht und als die Aufgabe Rußlands, in dem Konflikte zwischen Oesterreich-Ungarn und Serbien aktiv für Serbien Partei zu ergreifen. Für die aus einem solchen Schritte Rußlands resultierende europäische Konflagration glaubt die „*Nowoje Wremja*“ sogar Deutschland verantwortlich machen zu dürfen, sofern es nicht Oesterreich-Ungarn zum Nachgeben veranlaßt. Die russische Presse stellt hiermit die Verhältnisse auf den Kopf. Nicht Oesterreich-Ungarn hat den Konflikt mit Serbien hervorgerufen, sondern Serbien ist es gewesen, daß durch eine skrupellose Begünstigung großserbischer Aspirationen auch in Teilen der österreichisch-ungarischen Monarchie diese selbst in ihrer Existenz gefährdet und Zustände geschaffen hat, die schließlich in der frevelhaften Tat von Serajewo ihren Ausdruck gefunden haben. Wenn Rußland in diesem Konflikte für Serbien eintreten zu müssen glaubt, so ist das an sich gewiß sein gutes Recht. Es muß sich aber darüber klar sein, daß es damit die serbischen Bestrebungen auf Unterhöhlung der Existenzbedingungen der österreichisch-ungarischen Monarchie zu den seinigen macht, und daß es allein die Verant-

wortung dafür trägt, wenn aus dem österreichisch-serbischen Handel, den alle übrigen Großmächte zu lokalisieren wünschen, ein europäischer Krieg entsteht. Diese Verantwortung Rußlands liegt klar zutage und wiegt um so schwerer, als Graf *Berchtold* Rußland offiziell erklärt hat, es beabsichtige weder serbische Gebietsteile zu erwerben noch den Bestand des serbischen Königreichs anzutasten, sondern wolle lediglich Ruhe vor den seine Existenz gefährdenden serbischen Umtrieben haben.

Die Haltung der Kaiserlichen Regierung in dieser Frage ist deutlich vorgezeichnet. Die von den Panslawisten gegen Oesterreich-Ungarn betriebene Agitation erstrebt in ihrem Endziel mittels der Zertrümmerung der Donaumonarchie die Sprengung oder Schwächung des Dreibundes und in ihrer Folgewirkung eine völlige Isolierung des Deutschen Reichs. Unser eigenstes Interesse ruft uns demnach an die Seite Oesterreich-Ungarns. Die Pflicht, Europa wenn irgend möglich vor einem allgemeinen Kriege zu bewahren, weist uns gleichzeitig darauf hin, diejenigen Bestrebungen zu unterstützen, die auf die Lokalisierung des Konflikts hinzielen, getreu den Richtlinien derjenigen Politik, die wir seit nunmehr 44 Jahren im Interesse der Aufrechterhaltung des europäischen Friedens mit Erfolg durchgeführt haben. Sollte indes wider Erhoffen durch ein Eingreifen Rußlands der Brandherd eine Erweiterung erfahren, so würden wir getreu unserer Bundespflicht mit der ganzen Macht des Reichs die Nachbarmonarchie zu unterstützen haben. Nur gezwungen werden wir zum Schwerte greifen, dann aber in dem ruhigen Bewußtsein, daß wir an dem Unheil keine Schuld tragen, das ein Krieg über Europas Völker bringen müßte.

Nr. CXCI. Telegramm des Kaiserlichen Botschafters in Wien an den Reichskanzler vom 24. Juli 1914.

Graf *Berchtold* hat heute den Russischen Geschäftsträger zu sich gebeten, um ihm eingehend und freundschaftlich den Standpunkt Oesterreich-Ungarns Serbien gegenüber auseinanderzusetzen. Nach Rekapitulierung der historischen Entwickelung der letzten Jahre betonte er, daß die Monarchie nicht daran denke, Serbien gegenüber erobernd aufzutreten. Oesterreich-Ungarn werde kein serbisches Territorium beanspruchen. Es halte strikt daran fest, daß der Schritt nur eine definitive Maßregel gegenüber den serbischen Wühlereien zum Ziele habe. Notgedrungen müsse Oesterreich-Ungarn Garantien für ein weiteres freundschaftliches Verhalten Serbiens der Monarchie gegenüber verlangen. Es liege ihm fern, eine Verschiebung der Machtverhältnisse im Balkan herbeiführen zu wollen. Der Geschäftsträger, der noch keine Weisungen aus Petersburg hatte, hat die Ausführungen des Ministers *ad referendum* genommen mit der Zusage, sie sofort *Sasonow* zu unterbreiten.

Nr. CXCII. Telegramm des Kaiserlichen Botschafters in Petersburg an den Reichskanzler vom 24. Juli 1914.

Den Inhalt des Erlasses 592 habe ich soeben in einer langen Unterredung mit *Sasonow* eingehend verwertet. Der Minister erging sich gegen Oesterreich-Ungarn in maßlosen Anklagen und war sehr erregt. Auf das bestimmteste erklärte er: daß die serbisch-österreichische Differenz zwischen den Beteiligten allein ausgetragen werde, könne Rußland unmöglich zulassen.

Nr. CXCIII. Der Kaiserliche Botschafter in Petersburg an den Reichskanzler. Telegramm vom 26. Juli 1914.

Der Oesterreichisch-Ungarische Botschafter hatte heute nachmittag eine längere Unterredung mit *Sasonow*. Beide Beteiligte hatten, wie sie mir nachher sagten, einen befriedigenden Eindruck. Die Versicherung des Botschafters, daß Oesterreich-Ungarn keine Eroberungspläne habe und nur endlich an seinen Grenzen Ruhe haben wolle, hat den Minister sichtlich beruhigt.

Nr. CXCIV. Telegramm des Kaiserlichen Botschafters in Petersburg an den Reichskanzler vom 25. Juli 1914.

Meldung für S. M. von General *von Chelius*. Im Krasnoelager wurden heute die Truppenübungen plötzlich abgebrochen, und die Regimenter kehren in ihre Garnisonen sofort zurück. Die Manöver sind abgesagt worden. Die Kriegsschüler wurden heute statt im Herbst zu Offizieren befördert. Ueber das Vorgehen Oesterreichs herrscht im Hauptquartier große Aufregung. Ich habe den Eindruck, daß alle Vorbereitungen für die Mobilmachung gegen Oesterreich getroffen werden.

Nr. CXCV. Telegramm des Kaiserlichen Botschafters in Petersburg an den Reichskanzler vom 26. Juli 1914.

Der Militärattaché bittet um Uebermittelung nachstehender Meldung an den Generalstab:

Ich halte es für sicher, daß für Kiew und Odessa die Mobilmachung befohlen worden ist. Bei Warschau und Moskau ist dies fraglich und bei den anderen wohl noch nicht der Fall.

Nr. CXCVI. Telegramm des Kaiserlichen Konsulatsverwesers in Kowno an den Reichskanzler vom 27. Juli 1914.

In Kowno Kriegszustand erklärt.

Nr. CXCVII. Telegramm des Kaiserlichen Gesandten in Bern an den Reichskanzler vom 27. Juli 1914.

Erfahre zuverlässig, daß französisches XIV. Korps Manöver abbrach.

Nr. CXCVIII. Telegramm des Reichskanzlers an den Kaiserlichen Botschafter in London.

Oesterreich-Ungarn hat in Petersburg offiziell und feierlich erklärt, daß es keinen territorialen Gewinn in Serbien beabsichtigt, den Bestand des Königreichs nicht antasten, sondern nur Ruhe schaffen wolle. Nach hier eingegangenen Nachrichten steht in Rußland Einberufung mehrerer Reservisten-Jahrgänge unmittelbar bevor, was einer Mobilisierung auch gegen uns gleichkommen würde. Wenn sich diese Nachrichten bewahrheiten, so werden wir gegen unsern Wunsch zu Gegenmaßregeln gezwungen. Auch heute noch geht unser Streben dahin, den Konflikt zu lokalisieren und den europäischen Frieden zu erhalten. Wir bitten daher in diesem Sinne in Petersburg mit allem Nachdruck zu wirken.

Nr. CIC. Telegramm des Reichskanzlers an den Kaiserlichen Botschafter in Paris vom 26. Juli 1914.

Nachdem Oesterreich-Ungarn Rußland offiziell erklärt hat, daß es keinen territorialen Gewinn beabsichtige, den Bestand des Königreichs nicht antasten wolle, liegt die Entscheidung, ob ein europäischer Krieg entstehen soll, nur bei Rußland, das die gesamte Verantwortung zu tragen hat. Wir vertrauen auf Frankreich, mit dem wir uns in dem Wunsche um die Erhaltung des europäischen Friedens eins wissen, daß es in Petersburg seinen Einfluß in beruhigendem Sinne geltend machen wird.

Nr. CC. Telegramm des Reichskanzlers an den Kaiserlichen Botschafter in Petersburg vom 26. Juli 1914.

Nachdem Oesterreich sein territoriales Desinteressement feierlich erklärt hat, ruht die Verantwortung für eine eventuelle Störung des europäischen Friedens durch eine russische Intervention allein auf Rußland. Wir vertrauen immer noch darauf, daß Rußland keine Schritte unternehmen wird, die den europäischen Frieden ernstlich gefährden würden.

Nr. CCI. Telegramm des Kaiserlichen Botschafters in Petersburg an den Reichskanzler vom 27. Juli 1914.

Militärattaché meldet über Gespräch mit Kriegsminister:

Sasonow habe diesen letzteren gebeten, mich über die Lage aufzuklären. Der Kriegsminister hat mir sein Ehrenwort darauf gegeben, daß noch keine Mobilmachungsordre ergangen sei. Es würden lediglich vorläufig Vorbereitungsmaßnahmen getroffen, aber es sei kein Reservist eingezogen und kein Pferd ausgehoben. Wenn Oesterreich die serbische Grenze überschreiten werde, so werden diejenigen Militärbezirke, die auf Oesterreich gerichtet sind, Kiew, Odessa, Moskau, Kasan, mobilisiert werden. Diejenigen an der deutschen Front, Warschau, Wilna, Petersburg unter keinen Umständen. Man wünsche

den Frieden mit Deutschland dringend. Auf meine Frage nach dem Zwecke der Mobilmachung gegen Oesterreich erfolgte Achselzucken, und es wurde auf die Diplomatie hingewiesen. Ich sagte dem Minister, daß man die freundschaftlichen Absichten bei uns würdige, aber auch die allein gegen Oesterreich gerichtete Mobilmachung als sehr bedrohlich ansehen werde.

Nr. CCII. Telegramm des Reichskanzlers an den Kaiserlichen Botschafter in London vom 27. Juli 1914.

Von einem Vorschlag Sir *Edward Greys*, eine Konferenz in London zu vieren abzuhalten, ist hier bisher nichts bekannt. Es ist für uns unmöglich, unseren Bundesgenossen in seiner Auseinandersetzung mit Serbien vor ein europäisches Gericht zu ziehen. Unsere Vermittelungstätigkeit muß sich auf die Gefahr eines österreichisch-russischen Konfliktes beschränken.

Nr. CCIII. Telegramm des Reichskanzlers an den Kaiserlichen Botschafter in London vom 25. Juli 1914.

Die von Sir *Edward Grey* zwischen österreichisch-serbischem und österreichisch-russischem Konflikte gemachte Unterscheidung trifft vollkommen zu. Wir wollen ebensowenig wie England uns in ersteren einmischen, und nach wie vor vertreten wir den Standpunkt, daß diese Frage dadurch lokalisiert bleiben muß, daß alle Mächte sich der Einmischung enthalten. Es ist deshalb unsere dringende Hoffnung, daß Rußland sich eines jeden aktiven Eingriffs enthalten wird, im Bewußtsein seiner Verantwortung und des Ernstes der Situation. Wir sind, falls ein österreichisch-russischer Streit entstehen sollte, bereit, vorbehaltlich unserer bekannten Bündnispflichten, zwischen Rußland und Oesterreich mit den anderen Großmächten zusammen eine Vermittlung eintreten zu lassen.

Nr. CCIV. Telegramm des Reichskanzlers an den Kaiserlichen Botschafter in Petersburg vom 28. Juli 1914.

Wir bemühen uns unausgesetzt, Wien zu veranlassen, in Petersburg Zweck und Umfang des österreichischen Vorgehens in Serbien in einer unanfechtbaren und hoffentlich Rußland befriedigenden Weise klarzulegen. Hieran ändert auch die inzwischen erfolgte Kriegserklärung nichts.

Nr. CCV. Telegramm des Reichskanzlers an den Kaiserlichen Botschafter in London vom 27. Juli 1914.

Wir haben die Vermittlungsaktion in Wien in dem von Sir *Edward Grey* gewünschten Sinne sofort eingeleitet. Ueberdies haben wir Graf *Berchtold* auch den Wunsch des Herrn *Sasonow* auf direkte Aussprache mit Wien mitgeteilt.

Nr. CCVI. Telegramm des Kaiserlichen Botschafters in Wien an den Reichskanzler vom 28. Juli 1914.

Graf *Berchtold* bittet mich, Euerer Exzellenz seinen verbindlichen Dank für Mitteilung des englischen Vermittelungsvorschlages zu sagen. Er bemerkt jedoch dazu, daß nach Eröffnung der Feindseligkeiten seitens Serbiens und nach der inzwischen erfolgten Kriegserklärung er den Schritt Englands als verspätet ansehen müsse.

Nr. CCVII. Telegramm des Reichskanzlers an den Kaiserlichen Botschafter in Paris vom 29. Juli 1914.

Die uns über französische Kriegsvorbereitungen zugehenden Nachrichten mehren sich von Stunde zu Stunde. Ich bitte dies bei der französischen Regierung zur Sprache zu bringen und sie eindringlichst darauf hinzuweisen, daß uns derartige Maßnahmen zu Schutzmaßregeln zwingen würden. Wir würden Kriegsgefahr proklamieren müssen, und wenn dies auch noch keine Einberufungen und noch nicht Mobilisierung bedeute, so würde dadurch immerhin die Spannung erhöht werden. Wir hofften fortgesetzt noch auf Erhaltung des Friedens.

Nr. CCVIII. Telegramm des Militärbevollmächtigten in St. Petersburg an S. M. den Kaiser vom 30. Juli 1914.

Gestern sagte mir Fürst *Troubetzkoi*, nachdem er veranlaßt hatte, daß Euer Majestät Telegramm an Kaiser *Nikolaus* sofort übermittelt würde: Gottlob, daß ein Telegramm Ihres Kaisers gekommen ist. Er sagte mir nun soeben, das Telegramm hätte auf den Kaiser tiefen Eindruck gemacht, aber da die Mobilisierung gegen Oesterreich bereits befohlen gewesen, und *Sasonow* Seine Majestät wohl davon überzeugt hätte, daß es nicht mehr möglich sei, zurückzuweichen, so könne Seine Majestät leider nichts mehr ändern. Ich sagte ihm darauf, die Schuld an den unabsehbaren Folgen trage die frühzeitige Mobilisierung gegen das doch nur in einen lokalen Krieg mit Serbien verwickelte Oesterreich-Ungarn, denn Deutschlands Antwort darauf sei wohl klar und die Verantwortung fiele auf Rußland, welches Oesterreich-Ungarns Zusicherung, daß es territoriale Erwerbungen in Serbien in keiner Weise beabsichtige, ignoriert habe. Oesterreich-Ungarn habe gegen Serbien und nicht gegen Rußland mobilisiert, und zum sofortigen Eingreifen sei kein Grund für Rußland. Ich fügte des weiteren hinzu, daß man in Deutschland die Redensart Rußlands „wir können unsere Brüder in Serbien nicht im Stich lassen“ nach dem furchtbaren Verbrechen von Serajewo nicht mehr verstehe. Ich sagte ihm schließlich, er möge, wenn Deutschlands Streitmacht mobilisiert werde, sich nicht wundern.

Nr. CCIX. Telegramm des Reichskanzlers an den Kaiserlichen Botschafter in Rom vom 31. Juli 1914.

Fortgesetzt ist von uns zwischen Rußland und Oesterreich-Ungarn sowohl durch direkten Depeschenwechsel Seiner Majestät des Kaisers mit Seiner

Majestät dem Zaren als auch im Benehmen mit Sir *Edward Grey* vermittelt worden. Durch die Mobilisierung Rußlands sind jedoch alle unsere Bemühungen sehr erschwert, wenn nicht unmöglich gemacht. Trotz beruhigender Versicherungen trifft Rußland allen uns zugegangenen Nachrichten zufolge so weitgehende Maßnahmen auch gegen uns, daß die Lage immer bedrohlicher wird.

Nr. CCX. Depeschenwechsel zwischen dem deutschen Kaiser und dem Zaren.

I. Der Kaiser an den Zaren.

28. Juli 10,45 p. m.

Mit der größten Beunruhigung höre ich von dem Eindruck, den Oesterreich-Ungarns Vorgehen gegen Serbien in Deinem Reiche hervorruft. Die skrupellose Agitation, die seit Jahren in Serbien getrieben worden ist, hat zu dem empörenden Verbrechen geführt, dessen Opfer Erzherzog *Franz Ferdinand* geworden ist. Der Geist, der die Serben ihren eigenen König und seine Gemahlin morden ließ, herrscht heute noch in jenem Lande. Zweifellos wirst Du mit mir darin übereinstimmen, daß wir beide, Du und ich sowohl, als alle Souveräne, ein gemeinsames Interesse daran haben, darauf zu bestehen, daß alle diejenigen, die für den scheußlichen Mord moralisch verantwortlich sind, ihre verdiente Strafe erleiden.

Andererseits übersehe ich keineswegs, wie schwierig es für Dich und Deine Regierung ist, den Strömungen der öffentlichen Meinung entgegenzutreten. Eingedenk der herzlichen Freundschaft, die uns beide seit langer Zeit mit festem Band verbindet, setze ich daher meinen ganzen Einfluß ein, um Oesterreich-Ungarn dazu zu bestimmen, eine offene und befriedigende Verständigung mit Rußland anzustreben. Ich hoffe zuversichtlich, daß Du mich in meinen Bemühungen, alle Schwierigkeiten, die noch entstehen können, zu beseitigen, unterstützen wirst.

Dein sehr aufrichtiger und ergebener Freund und Vetter

gez. *Wilhelm.*

II. Der Zar an den Kaiser.

Peterhof. Palais, 29. Juli 1 p. m.

Ich bin erfreut, daß Du zurück in Deutschland bist. In diesem so ernsten Augenblick bitte ich Dich inständig, mir zu helfen. Ein schmählicher Krieg ist an ein schwaches Land erklärt worden, die Entrüstung hierüber, die ich völlig teile, ist in Rußland ungeheuer. Ich sehe voraus, daß ich sehr bald dem Druck, der auf mich ausgeübt wird, nicht mehr werde widerstehen können und gezwungen sein werde, Maßregeln zu ergreifen, die zum Kriege führen werden. Um einem Unglück, wie es ein europäischer Krieg sein würde, vorzubeugen, bitte ich Dich im Namen unserer alten Freundschaft, alles Dir mögliche zu tun, um Deinen Bundesgenossen davon zurückzuhalten, zu weit zu gehen.

gez. *Nikolaus.*

III. Der Kaiser an den Zaren.

29. Juli 6,30 p. m.

Ich habe Dein Telegramm erhalten und teile Deinen Wunsch nach Erhaltung des Friedens. Jedoch kann ich — wie ich Dir in meinem ersten Telegramm sagte — Oesterreich-Ungarns Vorgehen nicht als „schmählichen Krieg“ betrachten. Oesterreich-Ungarn weiß aus Erfahrung, daß Serbiens Versprechungen, wenn sie nur auf dem Papier stehen, gänzlich unzuverlässig sind. Meiner Ansicht nach ist Oesterreich-Ungarns Vorgehen als ein Versuch zu betrachten, volle Garantie dafür zu erhalten, daß Serbiens Versprechungen auch wirklich in die Tat umgesetzt werden. In dieser Ansicht werde ich bestärkt durch die Erklärung des österreichischen Kabinetts, daß Oesterreich-Ungarn keine territorialen Eroberungen auf Kosten Serbiens beabsichtige. Ich meine daher, daß es für Rußland durchaus möglich ist, dem österreichisch-serbischen Krieg gegenüber in der Rolle des Zuschauers zu verharren, ohne Europa in den schrecklichsten Krieg hineinzuziehen, den es jemals erlebt hat. Ich glaube, daß eine direkte Verständigung zwischen Deiner Regierung und Wien möglich und wünschenswert ist, eine Verständigung, die — wie ich Dir schon telegraphierte — meine Regierung mit allen Kräften zu fördern bemüht ist. Natürlich würden militärische Maßnahmen Rußlands, welche Oesterreich-Ungarn als Drohung auffassen könnte, ein Unglück beschleunigen, das wir beide zu vermeiden wünschen, und würden auch meine Stellung als Vermittler, die ich — auf Deinen Appell an meine Freundschaft und Hilfe — bereitwillig angenommen habe, untergraben. gez. *Wilhelm.*

IV. Der Zar an den Kaiser.

Peterhof, Palais, 29. Juli 8,20 p. m.

Danke für Dein versöhnliches und freundliches Telegramm, während die offizielle Mitteilung, die heute Dein Botschafter meinem Minister gemacht hat, in einem sehr verschiedenen Tone gehalten war. Ich bitte Dich, diesen Unterschied zu erklären. Es würde richtiger sein, das österreichisch-serbische Problem der Haager Konferenz zu übergeben. Ich vertraue auf Deine Weisheit und Freundschaft. gez. *Nikolaus.*

V. Der Kaiser an den Zaren.

30. Juli 1 a. m.

Mein Botschafter ist angewiesen, Deine Regierung auf die Gefahren und schweren Konsequenzen einer Mobilisation hinzuweisen; das gleiche habe ich Dir in meinem letzten Telegramm gesagt. Oesterreich-Ungarn hat nur gegen Serbien mobilisiert, und zwar nur einen Teil seiner Armee. Wenn Rußland, wie es jetzt nach Deiner und Deiner Regierung Mitteilung der Fall ist, gegen Oesterreich-Ungarn mobil macht, so wird die Vermittlerrolle, mit der Du mich in freundschaftlicher Weise betrautest, und die ich auf Deine ausdrückliche Bitte angenommen habe, gefährdet, wenn nicht unmöglich gemacht. Die ganze Schwere der Entscheidung ruht jetzt auf Deinen Schultern, sie haben die Verantwortung für Krieg oder Frieden zu tragen. gez. *Wilhelm.*

VI. **Der Zar an den Kaiser.**

Peterhof, den 30. Juli 1914, 1 h 20. p. m.

Ich danke Dir von Herzen für Deine rasche Antwort. Ich entsende heute abend *Tatischtscheff* mit Instruktion. Die jetzt in Kraft tretenden militärischen Maßnahmen sind schon vor 5 Tagen beschlossen worden, und zwar aus Gründen der Verteidigung gegen die Vorbereitungen Oesterreichs. Ich hoffe von ganzem Herzen, daß diese Maßnahmen in keiner Weise Deine Stellung als Vermittler beeinflussen werden, die ich sehr hoch anschlage. Wir brauchen Deinen starken Druck auf Oesterreich, damit es zu einer Verständigung mit uns kommt.

gez. *Nikolaus.*

Nr. CCXI. Telegramm des Reichskanzlers an den Kaiserlichen Botschafter in Petersburg vom 31. Juli 1914. Dringend.

Trotz noch schwebender Vermittelungsverhandlungen und obwohl wir selbst bis zur Stunde keinerlei Mobilmachungsmaßnahmen getroffen haben, hat Rußland ganze Armee und Flotte, also auch gegen uns, mobilisiert. Durch diese russischen Maßnahmen sind wir gezwungen worden, zur Sicherung des Reichs die drohende Kriegsgefahr auszusprechen, die noch nicht Mobilisierung bedeutet. Die Mobilisierung muß aber folgen, falls nicht Rußland binnen zwölf Stunden jede Kriegsmaßnahme gegen uns und Oesterreich-Ungarn einstellt und uns hierüber bestimmte Erklärung abgibt. Bitte dies sofort Herrn *Sasonow* mitteilen und Stunde der Mitteilung drahten.

Nr. CCXII. Telegramm des Reichskanzlers an den Kaiserlichen Botschafter in Paris vom 31. Juli 1914. Dringend.

Rußland hat trotz unserer noch schwebenden Vermittelungsaktion und obwohl wir selbst keinerlei Mobilmachungsmaßnahmen getroffen haben, Mobilmachung seiner gesamten Armee und Flotte, also auch gegen uns, verfügt. Wir haben darauf drohenden Kriegszustand erklärt, dem Mobilmachung folgen muß, falls nicht Rußland binnen 12 Stunden alle Kriegsmaßnahmen gegen uns und Oesterreich einstelle. Die Mobilmachung bedeutet unvermeidlich Krieg. Bitte Französische Regierung fragen, ob sie in einem russisch-deutschen Kriege neutral bleiben will. Antwort muß binnen 18 Stunden erfolgen. Sofort Stunde der gestellten Anfrage drahten. Größte Eile geboten.

Nr. CCXIII. Telegramm des Reichskanzlers an den Kaiserlichen Botschafter in Petersburg vom 1. August 12,52 p. m. Dringend.

Falls die Russische Regierung keine befriedigende Antwort auf unsere Forderung erteilt, so wollen Euere Exellenz ihr heute nachmittags 5 Uhr (mitteleuropäische Zeit) folgende Erklärung überreichen:

Le Gouvernement Impérial s'est efforcé dès les débuts de la crise de la mener à une solution pacifique. Se rendant à un désir que lui en avait été exprimé par Sa Majesté l'Empereur de Russie, Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne d'accord avec l'Angleterre S'était appliqué á accomplir un rôle médiateur auprès des Cabinets de Vienne et de St. Pétersbourg, lorsque la Russie, sans en attendre le résultat, procéda à la mobilisation de la totalité de ses forces de terre et de mer.

A la suite de cette mesure menaçante motivée par aucun préparatif militaire de la part de l'Allemagne, l'Empire Allemand se trouva vis-à-vis d'un danger grave et imminent. Si le Gouvernement Impérial eût manqué de parer à ce péril il aurait compromis la sécurité et l'existence même de l'Allemagne. Par conséquent le Gouvernement Allemand se vit forcé de s'adresser au Gouvernement de Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies en insistant sur la cessation des dits actes militaires. La Russie ayant refusé de faire droit à cette demande et ayant manifesté par ce refus, que son action était dirigée contre l'Allemagne, j'ai l'honneur d'ordre de mon Gouvernement de faire savoir à Votre Excellence ce qui suit:

Sa Majesté l'Empereur, mon auguste Souverain, au nom de l'Empire relève le défi et Se considère en état de guerre avec la Russie.

Bitte Eingang und Zeitpunkt der Ausführung dieser Instruktion nach russischer Zeit dringend drahten.

Bitte Ihre Pässe fordern und Schutz und Geschäfte Amerikanischer Botschaft übergeben.

Nr. CCXIV. Telegramm des Kaiserlichen Botschafters in Paris an den Reichskanzler vom 1. August 1 Uhr 5 Min. nm.

Auf meine wiederholte bestimmte Frage, ob Frankreich im Falle eines deutsch-russischen Krieges neutral bleibe, erklärte der Ministerpräsident mir, daß Frankreich das tun werde, was seine Interessen ihm geböten.

3. Aus dem englischen Blaubuch.

(**Bb.** Part I Nr. 1 ff.)

Nr. CCXV. Sir Edward Grey to Sir H. Rumbold, British Chargé d'Affaires at Berlin.

Foreign Office, July 20, 1914.

I asked the German Ambassador to-day if he had any news of what was going on in Vienna with regard to Servia.

He said that he had not, but Austria was certainly going to take some step, and he regarded the situation as very uncomfortable.

I said that I had not heard anything recently, except that Count *Berchtold*, in speaking to the Italian Ambassador in Vienna, had deprecated the suggestion that the situation was grave, but had said that it should be cleared up.

The German Ambassador said that it would be a very desirable thing if Russia could act as a mediator with regard to Servia.

I said that I assumed that the Austrian Government would not do anything until they had first disclosed to the public their case against Servia, founded presumably upon what they had discovered at the trial.

The Ambassador said that he certainly assumed that they would act upon some case that would be known.

I said that this would make it easier for others, such as Russia, to counsel moderation in Belgrade. In fact, the more Austria could keep her demand within reasonable limits, and the stronger the justification she could produce for making any demand, the more chance there would be of smoothing things over. I hated the idea of a war between any of the Great Powers, and that any of them should be dragged into a war by Servia would be detestable.

The Ambassador agreed wholeheartedly in this sentiment.

Nr. CCXVI. Sir H. Rumbold, British Chargé d'Affaires at Berlin, to Sir Edward Grey.

Berlin, July 22, 1914.

Last night I met Secretary of State for Foreign Affairs, and the forthcoming Austrian *démarche* at Belgrade was alluded to by his Excellency in the conversation that ensued. His Excellency was evidently of opinion that this step on Austria's part would have been made ere this. He insisted that question at issue was one for settlement between Servia and Austria alone, and that there should be no interference from outside in the discussions between those two countries. He had therefore considered it inadvisable that the Austro-Hungarian Government should be approached by the German Government on the matter. He had, however, on several occasions, in conversation with the Servian Minister, emphasized the extreme importance that Austro-Servian relations should be put on a proper footing.

Finally, his Excellency observed to me that for a long time past the attitude adopted towards Servia by Austria had, in his opinion, been one of great forbearance.

Nr. CCXVII. Sir Edward Grey to Sir M. de Bunsen, British Ambassador at Vienna.

Foreign Office, July 23, 1914.

Count *Mensdorff* told me to-day that he would be able to-morrow morning to let me have officially the communication that he understood was being made to Servia to-day by Austria. He then explained privately what the nature of the demand would be. As he told me that the facts would all be set out in the paper that he would give me to-morrow, it is unnecessary to record them now. I gathered that they would include proof of the complicity of some Servian officials in the plot to murder the Archduke *Franz*

Ferdinand, and a long list of demands consequently made by Austria on Servia.

As regards all this, I said that it was not a matter on which I would make any comment until I received an official communication, and it seemed to me probably a matter on which I should not be able to make any comment at first sight.

But, when Count *Mensdorff* told me that he supposed there would be something in the nature of a time-limit, which was in effect akin to an ultimatum, I said that I regretted this very much. To begin with a time-limit might inflame opinion in Russia, and it would make it difficult, if not impossible, to give more time, even if after a few days it appeared that by giving more time there would be a prospect of securing a peaceful settlement and getting a satisfactory reply from Servia. I admitted that, if there was no time-limit, the proceedings might be unduly protracted, but I urged that a time-limit could always be introduced afterwards; that, if the demands were made without a time-limit in the first instance, Russian public opinion might be less excited, after a week it might have cooled down, and if the Austrian case was very strong it might be apparent that the Russian Government would be in a position to use their influence in favour of a satisfactory reply from Servia. A time-limit was generally a thing to be used only in the last resort, after other means had been tried and failed.

Count *Mensdorff* said that if Servia, in the interval that had elapsed since the murder of the Archduke, had voluntarily instituted an enquiry on her own territory, all this might have been avoided. In 1909, Servia had said in a note that she intented to live on terms of good neighbourhood with Austria; but she had never kept her promise, she had stirred up agitation the object of which was to disintegrate Austria, and it was absolutely necessary for Austria to protect herself.

I said that I would not comment upon or criticise what Count *Mensdorff* had told me this afternoon, but I could not help dwelling upon the awful consequences involved in the situation. Great apprehension had been expressed to me, not specially by M. *Cambon* and Count *Benckendorff*, but also by others, as to what might happen, and it had been represented to me that it would be very desirable that those who had influence in St. Petersburgh should use it on behalf of patience and moderation. I had replied that the amount of influence that could be used in this sense would depend upon how reasonable were the Austrian demands and how strong the justification that Austria might have discovered for making her demands. The possible consequences of the present situation were terrible. If as many as four Great Powers of Europe—let us say, Austria, France, Russia, and Germany—were engaged in war, it seemed to me that it must involve the expenditure of so vast a sum of money, and such an interference with trade, that a war would be accompanied or followed by a complete collapse of European credit and industry. In these days, in great industrial States, this

would mean a state of things worse than that of 1848, and, irrespective of who were victors in the war, many things might be completely swept away.

Count *Mensdorff* did not demur to this statement of the possible consequences of the present situation, but he said that all would depend upon Russia.

I made the remark that, in a time of difficulties such as this, it was just as true to say that it required two to keep the peace as it was to say, ordinarily, that it took two to make a quarrel. I hoped very much that, if there were difficulties, Austria and Russian would be able in the first instance to discuss them directly with each other.

Count *Mensdorff* said that he hoped this would be possible, but he was under the impression that the attitude in St. Petersburgh had not been very favourable recently.

Nr. CCXVIII. Sir Edward Grey to Sir M. de Bunsen, British Ambassador at Vienna.

Foreign Office, July 24, 1914.

Note addressed to Servia, together with an explanation of the reasons leading up to it, has been communicated to me by Count *Mensdorff*.

In the ensuing conversation with his Excellency, I remarked that it seemed to me a matter for great regret that a time limit, and such a short one at that, had been insisted upon at this stage of the proceedings. The murder of the Archduke and some of the circumstances respecting Servia quoted in the note aroused sympathy with Austria, as was but natural, but at the same time I had never before seen one State address to another independent State a document of so formidable a character. Demand No. 5 would be hardly consistent with the maintenance of Servia's independent sovereignty if it were to mean, as it seemed that it might, that Austria-Hungary was to be invested with a right to appoint officials who would have authority within the frontiers of Servia.

I added that I felt great apprehension, and that I should concern myself with the matter simply and solely from the point of view of the peace of Europe. The merits of the dispute between Austria and Servia were not the concern of His Majesty's Government, and such comments as I had made above were not made in order to discuss those merits.

I ended by saying that doubtless we should enter into an exchange of views with other Powers, and that I must await their views as to what could be done to mitigate the difficulties of the situation.

Count *Mensdorff* replied that the present situation might never have arisen if Servia had held out a hand after the murder of the Archduke; Servia had, however, shown no sign of sympathy or help, though some weeks had already elapsed since the murder; a time limit, said his Excellency, was essential, owing to the procrastination on Servia's part.

I said that if Servia had procrastinated in replying, a time limit could have been introduced later; but, as things now stood, the terms of the Servian reply had been dictated by Austria, who had not been content to limit herself to a demand for a reply within a limit of forty-eight hours from its presentation.

Nr. CCXIX. Sir G. Buchanan, British Ambassador at St. Petersburgh, to Sir Edward Grey.

St. Petersbourgh, July 24, 1914.

I had a telephone message this morning from M. *Sazonof* to the effect that the text of the Austrian ultimatum had just reached him.

His Excellency added that a reply within forty-eight hours was demanded, and he begged me to meet him at the French Embassy to discuss matters, as Austrian step clearly meant that war was imminent.

Minister for Foreign Affairs said that Austria's conduct was both provocative and immoral; she would never have taken such action unless Germany had first been consulted; some of her demands were quite impossible of acceptance. He hoped that His Majesty's Government would not fail to proclaim their solidarity with Russia and France.

The French Ambassador gave me to understand that France would fulfil all the obligations entailed by her alliance with Russia, if necessity arose, besides supporting Russia strongly in any diplomatic negotiations.

I said that I would telegraph a full report to you of what their Excellencies had just said to me. I could not, of course, speak in the name of His Majesty's Government, but personally I saw no reason, to expect any declaration of solidarity from His Majesty's Government that would entail an unconditional engagement on their part to support Russia and France by force of arms. Direct British interests in Servia were nil, and a war on behalf of that country would never be sanctioned by British public opinion. To this Mr. *Sazonof* replied, that we must not forget that the general European question was involved, the Servian question being but a part of the former, and that Great Britain could not afford to efface herself from the problems now at issue.

In reply to these remarks, I observed, that I gathered from what he said that his Excellency was suggesting that Great Britain should join in making a communication to Austria to the effect that active intervention by her in the internal affairs of Servia could not be tolerated. But supposing Austria nevertheless proceeded to embark on military measures against Servia in spite of our representations, was it the intention of the Russian Government forthwith to declare war on Austria?

Mr. *Sazonof* said that he himself thought that Russian mobilisation would at any rate have to be carried out; but a council of Ministers was being held this afternoon to consider the whole question. A further council

would be held, probably to-morrow, at which the Emperor would preside, when a decision would be come to.

I said that it seemed to me that the important point was to induce Austria to extend the time limit, and that the first thing to do was to bring an influence to bear on Austria with that end in view; French Ambassador, however, thought that either Austria had made up her mind to act at once or that she was bluffing. Whichever it might be, our only chance of averting war was for us to adopt a firm and united attitude. He did not think there was time to carry out my suggestion. Thereupon I said that it seemed to me desirable that we should know just how far Servia was prepared to go to meet the demands formulated by Austria in her note. Mr. *Sazonof* replied that he must first consult his colleagues on this point, but that doubtless some of the Austrian demands could be accepted by Servia.

French Ambassador and Mr. *Sazonof* both continued to press me for a declaration of complete solidarity of His Majesty's Government with French and Russian Governments, and I therefore said that it seemed to me possible that you might perhaps be willing to make strong representations to both German and Austrian Governments, urging upon them that an attack by Austria upon Servia would endanger the whole peace of Europe. Perhaps you might see your way to saying to them that such action on the part of Austria would probably mean Russian intervention, which would involve France and Germany, and that it would be difficult for Great Britain to keep out if the war were to become general. Mr. *Sazonof* answered that we would sooner or later be dragged into war if it did break out; we should have rendered war more likely if we did not from the outset make common cause with his country and with France; at any rate, he hoped His Majesty's Government would express strong reprobation of action taken by Austria.

President of French Republic and President of the Council cannot reach France, on their return from Russia, for four or five days, and it looks as though Austria purposely chose this moment to present their ultimatum.

It seems to me, from the language held by French Ambassador, that, even if we decline to join them, France and Russia are determined to make a strong stand.

Nr. CCXX. Sir M. de Bunsen, British Ambassador at Vienna, to Sir Edward Grey.

Vienna, July 24, 1914.

Before departing on leave of absence, I was assured by Russian Ambassador that any action taken by Austria to humiliate Servia could not leave Russia indifferent.

Russian Chargé d'Affaires was received this morning by Minister for Foreign Affairs, and said to him, as his own personal view, that Austrian note was drawn up in a form rendering it impossible of acceptance as it

stood, and that it was both unusual and peremptory in its terms. Minister for Foreign Affairs replied that Austrian Minister was under instructions to leave Belgrade unless Austrian demands were accepted integrally by 4 P. M. to-morrow. His Excellency added that Dual Monarchy felt that its very existence was at stake; and that the step taken had caused great satisfaction troughout the country. He did not think that objections to what had been done could be raised by any Power.

Nr. CCXXI. Mr. Crackanthorpe, British Chargé d'Affaires at Belgrade, to Sir Edward Grey.

Belgrade, July 24, 1914.

Austrian demands are considered absolutely unacceptable by Servian Government, who earnestly trust that His Majesty's Government may see their way to induce Austrian Government to moderate them.

This request was conveyed to me by Servian Prime Minister, who returned early this morning to Belgrade. His Excellency is dejected, and is clearly very anxious as to developments that may arise.

Nr. CCXXII. Note communicated by German Ambassador.

July 24, 1914.

The publications of the Austro-Hungarian Government concerning the circumstances under which the assassination of the Austrian heir presumptive and his consort has taken place disclose unmistakably the aims which the Great Servian propaganda has set itself, and the means it employs to realise them. The facts now made known must also do away with the last doubts that the centre of activity of all those tendencies which are directed towards the detachment of the Southern Slav provinces from the Austro-Hungarian Monarchy and their incorporation into the Servian Kingdom is to be found in Belgrade, and is at work there with at least the connivance of members of Government and army.

The Servian intrigues have been going on for many years. In an especially marked form the Great Servian chauvinism manifested itself during the Bosnian crisis. It was only owing to the far-reaching self-restraint and moderation of the Austro-Hungarian Government and to the energetic interference of the Great Powers that the Servian provocations to which Austria-Hungary was then exposed did not lead to a conflict. The assurance of good conduct in future which was given by the Servian Government at that time has not been kept. Under the eyes, at least with the tacit permission of official Servia, the Great Servian propaganda has continuously increased in extension and intensity; to its account must be set the recent crime, the threads of which lead to Belgrade. It has become clearly evident that it would not be consistent either with the dignity or with the selfpreservation of the Austro-Hungarian Monarchy still longer to remain inactive in face of

this movement on the other side of the frontier, by which the security and the integrity of her territories are constantly menaced. Under these circumstances, the course of procedure and demands of the Austro-Hungarian Government can only be regarded as equitable and moderate. In spite of that, the attitude which public opinion as well as the Government in Servia have recently adopted does not exclude the apprehension that the Servian Government might refuse to comply with those demands, and might allow themselves to be carried away into a provocative attitude against Austria-Hungary. The Austro-Hungarian Government, if it does not wish definitely to abandon Austria's position as a Great Power, would then have no choice but to obtain the fulfilment of their demands from the Servian Government by strong pressure and, if necessary, by using military measures, the choice of the means having to be left to them.

The Imperial Government want to emphasize their opinion that in the present case there is only question of a matter to be settled exclusively between Austria-Hungary and Servia, and that the Great Powers ought seriously to endeavour to reserve it to those two immediately concerned. The Imperial Government desire urgently the localisation of the conflict, because every interference of another Power would, owing to the different treaty obligations, be followed by incalculable consequences.

Nr. CCXXIII. Sir Edward Grey to Sir F. Bertie, British Ambassador at Paris.

Foreign Office, July 24, 1914.

After telling M. *Cambon* to-day of the Austrian communication to Servia, which I had received this morning, and of the comment I had made to Count *Mensdorff* upon it yesterday, I told M. *Cambon* that this afternoon I was to see the German Ambassador, who some days ago had asked me privately to exercise moderating influence in St. Petersburgh. I would say to the Ambassador that, of course, if the presentation of this ultimatum to Servia did not lead to trouble between Austria and Russia, we need not concern ourselves about it; but, if Russia took the view of the Austrian ultimatum, which it seemed to me that any Power interested in Servia would take, I should be quite powerless, in face of the terms of the ultimatum, to exercise any moderating influence. I would say that I thought the only chance of any mediating or moderating influence being exercised was that Germany, France, Italy, and ourselves, who had not direct interests in Servia, should act together for the sake of peace, simultaneously in Vienna and St. Petersburgh.

M. *Cambon* said that, if there was a chance of mediation by the four Powers, he had no doubt that his Government would be glad to join in it; but he pointed out that we could not say anything in St. Petersburgh till Russia had expressed some opinion or taken some action. But, when two days were over, Austria would march into Servia, for the Servians could not

possibly accept the Austrian demand. Russia would be compelled by her public opinion to take action as soon as Austria attacked Servia, and therefore, once the Austrians had attacked Servia, it would be too late for any mediation.

I said that I had not contemplated anything being said in St. Petersburgh until after it was clear that there must be trouble between Austria and Russia. I had thought that if Austria did move into Servia, and Russia then mobilised, it would be possible for the four Powers to urge Austria to stop her advance, and Russia also to stop hers, pending mediation. But it would be essential for any chance of success for such a step that Germany should participate in it.

M. *Cambon* said that it would be too late after Austria had once moved against Servia. The important thing was to gain time by mediation in Vienna. The best chance of this being accepted would be that Germany should propose it to the other Powers.

I said that by this he meant a mediation between Austria and Servia.

He replied that it was so.

I said that I would talk to the German Ambassador this afternoon on the subject.

Nr. CCXXIV. Sir Edward Grey to Sir H. Rumbold, British Chargé d'Affaires at Berlin.

Foreign Office, July 24, 1914.

German Ambassador has communicated to me the view of the German Government about the Austrian demand in Servia. I understand the German Government is making the same communication to the Powers.

I said that if the Austrian ultimatum to Servia did not lead to trouble between Austria and Russia I had no concern with it; I had heard nothing yet from St. Petersburgh, but I was very apprehensive of the view Russia would take of the situation. I reminded the German Ambassador that some days ago he had expressed a personal hope that if need arose I would endeavour to exercise moderating influence at St. Petersburgh, but now I said that, in view of the extraordinarily stiff character of the Austrian note, the shortness of the time allowed, and the wide scope of the demands upon Servia, I felt quite helpless as far as Russia was concerned, and I did not believe any Power could exercise influence alone.

The only chance I could see of mediating or moderating influence being effective, was that the four Powers, Germany, Italy, France, and ourselves, should work together simultaneously at Vienna and St. Petersburgh in favour of moderation in the event of the relations between Austria and Russia becoming threatening.

The immediate danger was that in a few hours Austria might march into Servia and Russian Slav opinion demand that Russia should march to help Servia; it would be very desirable to get Austria not to precipitate

military action and so to gain more time. But none of us could influence Austria in this direction unless Germany would propose and participate in such action at Vienna. You should inform Secretary of State.

Prince Lichnowsky said that Austria might be expected to move when the time limit expired unless Servia could give unconditional acceptance of Austrian demands *in toto*. Speaking privately, his Excellency suggested that a negative reply must in no case be returned by Servia; a reply favourable on some points must be sent at once, so that an excuse against immediate action might be afforded to Austria.

Nr. CCXXV. Sir Edward Grey to Mr. Crackanthorpe, British Chargé d'Affaires at Belgrade.

Foreign Office, July 24, 1914

Servia ought to promise that, if it is proved that Servian officials, however subordinate they may be, were accomplices in the murder of the Archduke at Serajevo, she will give Austria the fullest satisfaction. She certainly ought to express concern and regret. For the rest, Servian Government must reply to Austrian demands as they consider best in Servian interests.

It is impossible to say whether military action by Austria when time limit expires can be averted by anything but unconditional acceptance of her demands, but only chance appears to lie in avoiding an absolute refusal and replying favourably to as many points as the time limit allows.

Servian Minister here has begged that His Majesty's Government will express their views, but I cannot undertake responsibility of saying more than I have said above, and I do not like to say even that without knowing what is being said at Belgrade by French and Russian Governments. You should therefore consult your French and Russian colleagues as to repeating what my views are, as expressed above, to Servian Government.

I have urged upon German Ambassador that Austria should not precipitate military action.

Nr. CCXXVI. Sir Edward Grey to Sir F. Bertie, British Ambassador at Paris, and to Sir G. Buchanan, British Ambassador at St. Petersburgh.

Foreign Office, July 25, 1914.

Austrian Ambassador has been authorized to explain to me that the step taken at Belgrade was not an ultimatum, but a *démarche* with a time limit, and that if the Austrian demands were not complied with within the time limit the Austro-Hungarian Government would break off diplomatic relations and begin military preparations, not operations.

In case Austro-Hungarian Government have not given the same information at Paris (St. Petersburgh), you should inform Minister for Foreign Affairs as soon as possible; it makes the immediate situation rather less acute.

Nr. CCXXVII. Sir F. Bertie, British Ambassador at Paris, to Sir Edward Grey.

Paris, July 25, 1914.

I learn from the Acting Political Director that the French Government have not yet received the explanation from the Austrian Government contained in your telegram of to-day. They have, however, through the Servian Minister here, given similar advice to Servia as was contained in your telegram to Belgrade of yesterday.

Nr. CCXXVIII. Sir F. Bertie, British Ambassador at Paris, to Sir Edward Grey.

Paris, July 25, 1914.

Acting minister for Foreign Affairs has no suggestions to make except that moderating advice might be given at Vienna as well as Belgrade. He hopes that the Servian Governments answer to the Austrian ultimatum will be sufficiently favourable to obviate extreme measures being taken by the Austrian Government. He says, however, that there would be a revolution in Servia if she were to accept the Austrian demands in their entirety.

Nr. CCXXIX. Sir G. Buchanan, British Ambassador at St. Petersburgh, to Sir Edward Grey.

St. Petersburg, July 25, 1914.

I saw the Minister for Foreign Affairs this morning, and communicated to his Excellency the substance of your telegram of to-day to Paris, and this afternoon I discussed with him the communication which the French Ambassador suggested should be made to the Servian Government, as recorded in your telegram of yesterday to Belgrade.

The Minister for Foreign Affairs said, as regards the former, that the explanations of the Austrian Ambassador did not quite correspond with the information which had reached him from German quarters. As regards the latter, both his Excellency and the French Ambassador agreed that it is too late to make such a communication, as the time limit expires this evening.

The Minister for Foreign Affairs said that Servia was quite ready to do as you had suggested and to punish those proved to be guilty, but that no independent State could be expected to accept the political demands which had been put forward. The Minister for Foreign Affairs thought, from a conversation which he had with the Servian Minister yesterday, that, in the event of the Austrians attacking Servia, the Servian Government would abandon Belgrade, and withdraw their forces into the interior, while they would at the same time appeal to the Powers to help them. His Excellency was in favour of their making this appeal. He would like to see the question placed on an international footing, as the obligations taken by Servia in 1908, to which reference is made in the Austrian ultimatum, were given not to Austria, but to the Powers.

If Servia should appeal to the Powers, Russia would be quite ready to stand aside and leave the question in the hands of England, France, Germany, and Italy. It was possible, in his opinion, that Servia might propose to submit the question to arbitration.

On my expressing the earnest hope that Russia would not precipitate war by mobilising until you had had time to use your influence in favour of peace, his Excellency assured me that Russia had no aggressive intentions, and she would take no action until it was forced upon her. Austria's action was in reality directed against Russia. She aimed at overthrowing the present *status quo* in the Balkans, and establishing her own hegemony there. He did not believe that Germany really wanted war, but her attitude was decided by ours. If we took our stand firmly with France and Russia there would be no war. If we failed them now, rivers of blood would flow, and we would in the end be dragged into war.

I said that England could play the rôle of mediator at Berlin and Vienna to better purpose as friend who, if her counsels of moderation were disregarded, might one day be converted into an ally, than if she were to declare herself Russia's ally at once. His Excellency said that unfortunately Germany was convinced that she could count upon our neutrality.

I said all I could to impress prudence on the Minister for Foreign Affairs, and warned him that if Russia mobilised, Germany would not be content with mere mobilisation, or give Russia time to carry out hers, but would probably declare war at once. His Excellency replied that Russia could not allow Austria to crush Servia and become the predominant Power in the Balkans, and, if she feels secure of the support of France, she will face all the risks of war. He assured me once more that he did not wish to precipitate a conflict, but that unless Germany could restrain Austria I could regard the situation as desperate.

Nr. CCXXX. Sir H. Rumbold, British Chargé d'Affaires at Berlin, to Sir Edward Grey.

Berlin, July 25, 1914.

Your telegram of the 24th July acted on.

Secretary of State says that on receipt of a telegram at 10 this morning from German Ambassador at London, he immediately instructed German Ambassador at Vienna to pass on to Austrian Minister for Foreign Affairs your suggestion for an extension of time limit, and to speak to his Excellency about it. Unfortunately it appeared from press that Count *Berchtold* is at Ischl, and Secretary of State thought that in these circumstances there would be delay and difficulty in getting time-limit extended. Secretary of State said that he did not know what Austria-Hungary had ready on the spot, but he admitted quite freely that Austro-Hungarian Government wished to give the Servians a lesson, and that they meant to take military action. He also

admitted that Servian Government could not swallow certain of the Austro-Hungarian demands.

Secretary of State said that a reassuring feature of situation was that Count *Berchtold* had sent for Russian representative at Vienna, and had told him that Austria-Hungary had no intention of seizing Servian territory. This step should, in his opinion, exercise a calming influence at St. Petersburgh. I asked whether it was not to be feared that, in taking military action against Servia, Austria would dangerously excite public opinion in Russia. He said he thought not. He remained of opinion that crisis could be localised. I said that telegrams from Russia in this morning's papers did not look very reassuring, but he maintained his optimistic view with regard to Russia. He said that he had given the Russian Government to understand that last thing Germany wanted was a general war, and he would do all in his power to prevent such a calamity. If the relations between Austria and Russia became threatening, he was quite ready to fall in with your suggestion as to the four Powers working in favour of moderation at Vienna and St. Petersburgh.

Secretary of State confessed privately that he thought the note left much to be desired as a diplomatic document. He repeated very earnestly that, though he had been accused of knowing all about the contents of that note, he had in fact had no such knowledge.

Nr. CCXXXI. Sir R. Rodd, British Ambassador at Rome, to Sir Edward Grey.

Rome, July 25, 1914.

I saw the Secretary-General this morning and found that he knew of the suggestion that France, Italy, Germany, and ourselves should work at Vienna and St. Petersburgh in favour of moderation, if the relations between Austria and Servia become menacing.

In his opinion Austria will only be restrained by the unconditional acceptance by the Servian Government of her note. There is reliable information that Austria intends to seize the Salonica Railway.

Nr. CCXXXII. Sir M. de Bunsen, British Ambassador at Vienna, to Sir Edward Grey.

Vienna, July 25, 1914.

Language of press this morning leaves the impression that the surrender of Servia is neither expected nor really desired. It is officially announced that the Austrian Minister is instructed to leave Belgrade with staff of legation failing unconditional acceptance of note at 6 P. M. to-day.

Minister for Foreign Affairs goes to Ischl to-day to communicate personally to the Emperor Servian reply when it comes.

Nr. CCXXXIII. Mr. Crackanthorpe, British Chargé d'Affaires at Belgrade, to Sir Edward Grey.

Belgrade, July 25, 1914.

The Council of Ministers is now drawing up their reply to the Austrian note. I am informed by the Under-Secretary of State for Foreign Affairs that it will be most conciliatory and will meet the Austrian demands in as large a measure as is possible.

The following is a brief summary of the projected reply:

The Servian Government consent to the publication of a declaration in the „Official Gazette". The ten points are accepted with reservations. Servian Government declare themselves ready to agree to a mixed commission of enquiry so long as the appointment of the commission can be shown to be in accordance with international usage. They consent to dismiss and prosecute those officers who can be clearly proved to be guilty, and they have already arrested the officer referred to in the Austrian note. They are prepared to suppress the Narodna Odbrana.

The Servian Government consider that, unless the Austrian Government want war at any cost, they cannot but be content with the full satisfaction offered in the Servian reply.

Nr. CCXXXIV. Mr. Crackanthorpe, British Chargé d'Affaires at Belgrade, to Sir Edward Grey.

Belgrade, July 25, 1914.

I have seen the new French Minister, who has just arrived from Constantinople, and my Russian colleague, and informed them of your views.

They have not yet received instructions from their Governments, and in view of this and of the proposed conciliatory terms of the Servian reply, I have up to now abstained from offering advice to the Servian Government.

I think it is highly probable that the Russian Government have already urged the utmost moderation on the Servian Government.

Nr. CCXXXV. Mr. Crackanthorpe, British Chargé d'Affaires at Belgrade, to Sir Edward Grey.

Belgrade, July 25, 1914.

The Austrian Minister left at 6.30.

The Government have left for Nish, where the Skuptchina will meet on Monday. I am leaving with my other colleagues, but the vice-consul is remaining in charge of the archives.

Nr, CCXXXVI. Sir Edward Grey to Sir G. Buchanan, British Ambassador at St. Petersburgh.

Foreign Office, July 25, 1914.

You spoke quite rightly in very difficult circumstances as to the attitude of His Majesty's Government. I entirely approve what you said, as

reported in your telegram of yesterday[1]), and I cannot promise more on behalf of the Government.

I do not consider that public opinion here would or ought to sanction our going to war over a Servian quarrel. If, however, war does take place the development of other issues may draw us into it, and I am therefore anxious to prevent it.

The sudden, brusque, and peremptory character of the Austrian *démarche* makes it almost inevitable that in a very short time both Russia and Austria will have mobilised against each other. In this event, the only chance of peace, in my opinion, is for the other four Powers to join in asking the Austrian and Russian Governments not to cross the frontier, and to give time for the four Powers acting at Vienna and St. Petersburgh to try and arrange matters. If Germany will adopt this view, I feel strongly that France and ourselves should act upon it. Italy would no doubt gladly co-operate.

No diplomatic intervention or mediation would be tolerated by either Russia or Austria unless it was clearly impartial and included the allies or friends of both. The co-operation of Germany would, therefore, be essential.

Nr. CCXXXVII. Sir Edward Grey to Sir H. Rumbold, British Chargé d'Affaires at Berlin.

Foreign Office, July 25, 1914.

The Austrian Ambassador has been authorised to inform me that the Austrian method of procedure on expiry of the time limit would be to break off diplomatic relations and commence military preparations, but not military operations. In informing the German Ambassador of this, I said that it interposed a stage of mobilisation before the frontier was actually crossed, which I had urged yesterday should be delayed.

Apparently we should now soon be face to face with the mobilisation of Austria and Russia. The only chance of peace, if this did happen, would be for Germany, France, Russia, and ourselves to keep together, and to join in asking Austria and Russia not to cross the frontier till we had had time to try and arrange matters between them.

The German Ambassador read me a telegram from the German Foreign Office saying that his Government had not known beforehand, and had had no more than other Powers to do with the stiff terms of the Austrian note to Servia, but once she had launched that note, Austria could not draw back. Prince *Lichnowsky* said, however, that if what I contemplated was mediation between Austria and Russia, Austria might be able with dignity to accept it. He expressed himself as personally favourable to this suggestion.

I concurred in his observation, and said that I felt I had no title to intervene between Austria and Servia, but as soon as the question became one

[1]) S. oben S. 382 Nr. CCXIX.

as between Austria and Russia, the peace of Europe was affected, in which we must all take a hand.

I impressed upon the Ambassador that, in the event of Russian and Austrian mobilisation, the participation of Germany would be essential to any diplomatic action for peace. Alone we could do nothing. The French Government were travelling at the moment, and I had had no time to consult them, and could not therefore be sure of their views, but I was prepared, if the German Government agreed with my suggestion, to tell the French Government that I thought it the right thing to act upon it.

Nr. CCXXXVIII. Sir Edward Grey to Sir M. de Bunsen, British Ambassador at Vienna.

Foreign Office, July 25, 1914.

The Russian Ambassador has communicated to me the following telegram which his Government have sent to the Russian Ambassador at Vienna, with instructions to communicate it to the Austrian Minister for Foreign Affairs:

„The delay given to Servia for a reply is so limited that the Powers are prevented from taking any steps to avert the complications which are threatening. The Russian Government trust that the Austrian Government will prolong the time limit, and as the latter have declared their willingness to inform the Powers of the data on which they have based their demands on Servia, the Russian Government hope that these particulars will be furnished in order that the Powers may examine the matter. If they found that some of the Austrian requests were well founded, they would be in a position to advise the Servian Government accordingly. If the Austrian Government were indisposed to prolong the time limit, not only would they be acting against international ethics, but they would deprive their communication to the Powers of any practical meaning."

You may support in general terms the step taken by your Russian colleague.

Since the telegram to the Russian Ambassador at Vienna was sent, it has been a relief to hear that the steps which the Austrian Government were taking were to be limited for the moment to the rupture of relations and to military preparations, and not operations. I trust, therefore, that if the Austro-Hungarian Government consider it too late to prolong the time limit, they will at any rate give time in the sense and for the reasons desired by Russia before taking any irretrievable steps.

Nr. CCXXXIX. Sir Edward Grey to Sir F. Bertie, British Ambassador at Paris, Sir H. Rumbold, British Chargé d'Affaires at Berlin, and Sir G. Buchanan, British Ambassador at St. Petersburgh.

Foreign Office, July 25, 1914.

I have communicated to German Ambassador the forecast of the Servian reply contained in Mr. *Crackanthorpe's* telegram of to-day. I have said that,

if Servian reply, when received at Vienna, corresponds to this forecast, I hope the German Government will feel able to influence the Austrian Government to take a favourable view of it.

Nr. CCXL. Sir Edward Grey to Sir R. Rodd, British Ambassador at Rome.

Foreign Office, July 25, 1914.

The Italian Ambassador came to see me to-day. I told him in general terms what I had said to the German Ambassador this morning.

The Italian Ambassador cordially approved of this. He made no secret of the fact that Italy was most desirous to see war avoided.

Nr. CCXLI. Sir Edward Grey to Mr. Crackanthorpe, British Chargé d'Affaires at Belgrade.

Foreign Office, July 25, 1914.

The Servian Minister called on the 23rd instant and spoke to Sir A. Nicolson on the present strained relations between Servia and Austria-Hungary.

He said that his Government were most anxious and disquieted. They were perfectly ready to meet any reasonable demands of Austria-Hungary so long as such demands were kept on the "terrain juridique." If the results of the enquiry at Serajevo—an enquiry conducted with so much mystery and secrecy—disclosed the fact that there were any individuals conspiring or organising plots on Servian territory, the Servian Government would be quite ready to take the necessary steps to give satisfaction; but if Austria transported the question on to the political ground, and said that Servian policy, being inconvenient to her, must undergo a radical change, and that Servia must abandon certain political ideals, no independent State would, or could, submit to such dictation.

He mentioned that both the assassins of the Archduke were Austrian subjects—Bosniaks; that one of them had been in Servia, and that the Servian authorities, considering him suspect and dangerous, had desired to expel him, but on applying to the Austrian authorities found that the latter protected him, and said that he was an innocent and harmless individual.

Sir *A. Nicolson*, on being asked by M. *Boschkovitch* his opinion on the whole question, observed that there were no data on which to base one, though it was to be hoped that the Servian Government would endeavour to meet the Austrian demands in a conciliatory and moderate spirit.

Nr. CCXLII. Sir M. de Bunsen, British Ambassador at Vienna, to Sir Edward Grey.

Vienna, July 25, 1914.

Servian reply to the Austro-Hungarian demands is not considered satisfactory, and the Austro-Hungarian Minister has left Belgrade. War is thought to be imminent.

Nr. CCXLIII. Sir M. de Bunsen, British Ambassador at Vienna, to Sir Edward Grey.

Vienna, July 26, 1914.

According to confident belief of German Ambassador, Russia will keep quiet during chastisement of Servia, which Austria-Hungary is resolved to inflict, having received assurances that no Servian territory will be annexed by Austria-Hungary. In reply to my question whether Russian Government might not be compelled by public opinion to intervene on behalf of kindred nationality, he said that everything depended on the personality of the Russian Minister for Foreign Affairs, who could resist easily, if he chose, the pressure of a few newspapers. He pointed out that the days of Pan-Slav agitation in Russia were over and that Moscow was perfectly quiet. The Russian Minister for Foreign Affairs would not, his Excellency thought, be so imprudent as to take a step which would probably result in many frontier questions in which Russia is interested, such as Swedish, Polish, Ruthene, Roumanian, and Persian questions being brought into the melting-pot, France, too, was not at all in a condition for facing a war.

I replied that matters had, I thought, been made a little difficult for other Powers by the tone of Austro-Hungarian Government's ultimatum to Servia. One naturally sympathised with many of the requirements of the ultimatum, if only the manner of expressing them had been more temperate. It was, however, impossible, according to the German Ambassador, to speak effectively in any other way to Servia. Servia was about to receive a lesson which she required; the quarrel, however, ought not to be extended in any way to foreign countries. He doubted Russia, who had no right to assume a protectorate over Servia, acting as if she made any such claim. As for Germany, she knew very well what she was about in backing up Austria-Hungary in this matter.

The German Ambassador had heard of a letter addressed by you yesterday to the German Ambassador in London in which you expressed the hope that the Servian concessions would be regarded as satisfactory. He asked whether I had been informed that a pretence of giving way at the last moment had been made by the Servian Government. I had, I said, heard that on practically every point Servia had been willing to give in. His Excellency replied that Servian concessions were all a sham. Servia proved that she well knew that they were insufficient to satisfy the legitimate demands of Austria-Hungary by the fact that before making her offer she had ordered mobilisation and retirement of Government from Belgrade.

Nr. CCXLIV. Sir H. Rumbold, British Chargé d'Affaires at Berlin, to Sir Edward Grey.

Berlin, July 26, 1914.

Emperor returns suddenly to-night, and Under-Secretary of State says that Foreign Office regret this step, which was taken on His Majesty's own initiative. They fear that His Majesty's sudden return may cause

speculation and excitement. Under-Secretary of State likewise told me that German Ambassador at St. Petersburgh had reported that, in conversation with Russian Minister for Foreign Affairs, latter had said that if Austria annexed bits of Servian territory Russia would not remain indifferent. Under-Secretary of State drew conclusion that Russia would not act if Austria did not annex territory.

Nr. CCXLV. Sir H. Rumbold, British Chargé d'Affaires at Berlin, to Sir Edward Grey.

Berlin, July 26, 1914.

Under-Secretary of State has just telephoned to me to say that German Ambassador at Vienna has been instructed to pass on to Austro-Hungarian Government your hopes that they may take a favourable view of Servian reply if it corresponds to the forecast contained in Belgrade telegram of 25th July.

Under-Secretary of State considers very fact of their making this communication to Austro-Hungarian Government implies that they associate themselves to a certain extent with your hope. German Government do not see their way to going beyond this.

Nr. CCXLVI. Sir R. Rodd, British Ambassador at Rome, to Sir Edward Grey.

Rome, July 26, 1914.

Minister for Foreign Affairs welcomes your proposal for a conference, and will instruct Italian Ambassador to-night accordingly.

Austrian Ambassador has informed Italian Government this evening that Minister in Belgrade had been recalled, but that this did not imply declaration of war.

Nr. CCXLVII. Sir Edward Grey to Sir F. Bertie, British Ambassador at Paris, Sir H. Rumbold, British Chargé d'Affaires at Berlin, and Sir R. Rodd, British Ambassador at Rome.

Foreign Office, July 26, 1914.

Would Minister for Foreign Affairs be disposed to instruct Ambassador here to join with representatives of France, Italy, and Germany, and myself to meet here in conference immediately for the purpose of discovering an issue which would prevent complications? You should ask Minister for Foreign Affairs whether he would do this. If so, when bringing the above suggestion to the notice of the Governments to which they are accredited, representatives at Belgrade, Vienna, and St. Petersburgh should be authorised to request that all active military operations should be suspended pending results of conference.

Nr. CCXLVIII. Sir Edward Grey to Sir F. Bertie, British Ambassador at Paris.

Foreign Office, July 26, 1914.

Berlin, telegram of 25th July.

It is important to know if France will agree to suggested action by the four Powers if necessary.

Nr. CCIL. Sir R. Rodd, British Ambassador at Rome, to Sir Edward Grey.

Rome, July 23, 1914.

I gather that the Italian Government have been made cognisant of the terms of the communication which will be addressed to Servia. Secretary-General, whom I saw this morning at the Italian Foreign Office, took the view that the gravity of the situation lay in the conviction of the Austro-Hungarian Government that it was absolutely necessary for their prestige, after the many dissillusions which the turn of events in the Balkans has occasioned, to score a definite success.

Nr. CCL. Sir M. de Bunsen, British Ambassador at Vienna, to Sir Edward Grey.

(Telegraphic.) Vienna, July 26, 1914.

Russian Ambassador just returned from leave thinks that Austro-Hungarian Government are determined on war, and that it is impossible for Russia to remain indifferent. He does not propose to press for more time in the sense of your telegram of the 25th instant (last paragraph).

When the repetition of your telegram of the 26th instant to Paris arrived, I had the French and Russian Ambassadors both with me. They expressed great satisfaction with its contents, which I communicated to them. They doubted, however, whether the principle of Russia being an interested party entitled to have a say in the settlement of a purely Austro-Servian dispute would be accepted by either the Austro-Hungarian or the German Government.

Instructions were also given to the Italian Ambassador to support the request of the Russian Government that the time limit should be postponed. They arrived, however, too late for any useful action to be taken.

Nr. CCLI. Sir M. de Bunsen, British Ambassador at Vienna, to Sir Edward Grey.

(Telegraphic.) Vienna, July 27, 1914.

I have had conversations with all my colleagues representing the Great Powers. The impression left on my mind is that the Austro-Hungarian note was so drawn up as to make war inevitable; that the Austro-Hungarian Government are fully resolved to have war with Servia; that they consider their position as a Great Power to be at stake; and that until punishment has been administered to Servia it is unlikely that they will listen to proposals of mediation. This country has gone wild with joy at the prospect of war with Servia, and its postponement or prevention would undoubtedly be a great disappointment.

I propose, subject to any special directions you desire to send me, to express to the Austrian Minister for Foreign Affairs the hope of His Majesty's Government that it may yet be possible to avoid war, and to ask his Excellency whether he cannot suggest a way out even now.

Nr. CCLII. Sir F. Bertie, British Ambassador at Paris, to Sir Edward Grey.

(Telegraphic.) Paris, July 27, 1914.

Your proposal, as stated in your two telegrams of yesterday, is accepted by the French Government. French Ambassador in London, who returns there this evening, has been instructed accordingly. Instructions have been sent to the French Ambassador at Berlin to concert with his British colleague as to the advisability of their speaking jointly to the German Government. Necessary instructions have also been sent to the French representatives at Belgrade, Vienna, and St. Petersburgh, but until it is known that the Germans have spoken at Vienna with some success, it would, in the opinion of the Ministry of Foreign Affairs, be dangerous for the French, Russian, and British Ambassadors to do so.

Nr. CCLIII. Sir E. Goschen, British Ambassador at Berlin, to Sir Edward Grey.

(Telegraphic.) Berlin, July 27, 1914.

Your telegram of 26th July.

Secretary of State says that conference you suggest would practically amount to a court of arbitration and could not, in his opinion, be called together except at the request of Austria and Russia. He could not therefore fall in with your suggestion, desirous though he was to co-operate for the maintenance of peace. I said I was sure that your idea had nothing to do with arbitration, but meant that representatives of the four nations not directly interested should discuss and suggest means for avoiding a dangerous situation. He maintained, however, that such a conference as you proposed was not practicable. He added that news he had just received from St. Petersburgh showed that there was an intention on the part of M. de *Sazonof* to exchange views with Count *Berchtold*. He thought that this method of procedure might lead to a satisfactory result, and that it would be best, before doing anything else, to await outcome of the exchange of views between the Austrian and Russian Governments.

In the course of a short conversation Secretary of State said that as yet Austria was only partially mobilising, but that if Russia mobilised against Germany latter would have to follow suit. I asked him what he meant by „mobilising against Germany." He said that if Russia only mobilised in south Germany would not mobilise, but if she mobilised in north, Germany would have to do so too, and Russian system of mobilisation was so complicated that it might be difficult exactly to locate her mobilisation. Germany would therefore have to be very careful not to be taken by surprise.

Finally, Secretary of State said that news from St. Petersburgh had caused him to take more hopeful view of the general situation.

Nr. CCLIV. Sir G. Buchanan, British Ambassador at St. Petersburgh, to Sir Edward Grey.

(Telegraphic.) St. Petersburgh, July 27, 1914.

Austrian Ambassador tried, in a long conversation which he had yesterday with the Minister for Foreign Affairs, to explain away objectionable features of the recent action taken by the Austro-Hungarian Government. Minister for Foreign Affairs pointed out that, although he perfectly understood Austria's motives, the ultimatum had been so drafted that it could not possibly be accepted as a whole by the Servian Government. Although the demands were reasonable enough in some cases, others not only could not possibly be put into immediate execution seeing that they entailed revision of existing Servian laws, but were, moreover, incompatible with Servia's dignity as an independent State. It would be useless for Russia to offer her good offices at Belgrade, in view of the fact that she was the object of such suspicion in Austria. In order, however, to put an end to the present tension, he thought that England and Italy might be willing to collaborate with Austria. The Austrian Ambassador undertook to communicate his Excellency's remarks to his Government.

On the Minister for Foreign Affairs questioning me, I told him that I had correctly defined the attitude of His Majesty's Government in my conversation with him, which I reported in my telegram of the 24th instant. I added that you could not promise to do anything more, and that his Excellency was mistaken if he believed that the cause of peace could be promoted by our telling the German Government that they would have to deal with us a well as with Russia and France if they supported Austria by force of arms. Their attitude would merely be stiffened by such a menace, and we could only induce her to use her influence at Vienna to avert war by approaching her in the capacity of a friend who was anxious to preserve peace. His Excellency must not, if our efforts were to be successful, do anything to precipitate a conflict. In these circumstances I trusted that the Russian Government would defer mobilisation ukase for as long as possible, and that troops would not be allowed to cross the frontier even when it was issued.

In reply the Minister for Foreign Affairs told me that until the issue of the Imperial ukase no effective steps towards mobilisation could be taken, and the Austro-Hungarian Government would profit by delay in order to complete her military preparations if it was deferred too long.

Nr. CCLV. Sir G. Buchanan, British Ambassador at St. Petersburgh, to Sir Edward Grey.

(Telegraphic.) St. Petersburgh, July 27, 1914.

Since my conversation with the Minister for Foreign Affairs, as reported in my telegram of to-day, I understand that his Excellency has proposed that the modifications to be introduced into Austrian demands should be the subject of direct conversation between Vienna and St. Petersburgh.

Nr. CCLVI. Sir Edward Grey to Sir E. Goschen, British Ambassador at Berlin.

(Telegraphic.) Foreign Office, July 27, 1914.

German Ambassador has informed me that German Government accept in principle mediation between Austria and Russia by the four Powers, reserving, of course, their right as an ally to help Austria if attacked. He has also been instructed to request me to use influence in St. Petersburgh to localise the war and to keep up the peace of Europe.

I have replied that the Servian reply went farther than could have been expected to meet the Austrian demands. German Secretary of State has himself said that there were some things in the Austrian note that Servia could hardly be expected to accept. I assumed that Servian reply could not have gone as far as it did unless Russia had exercised conciliatory influence at Belgrade, and it was really at Vienna that moderating influence was now required. If Austria put the Servian reply aside as being worth nothing and marched into Servia, it meant that she was determined to crush Servia at all costs, being reckless of the consequences that might be involved. Servian reply should at least be treated as a basis for discussion and pause. I said German Government should urge this at Vienna.

I recalled what German Government had said as to the gravity of the situation if the war could not be localised, and observed that if Germany assisted Austria against Russia it would be because, without any reference to the merits of the dispute, Germany could not afford to see Austria crushed. Just so other issues might be raised that would supersede the dispute between Austria and Servia, and would bring other Powers in, and the war would be the biggest ever known; but as long as Germany would work to keep the peace I would keep closely in touch. I repeated that after the Servian reply it was at Vienna that some moderation must be urged.

Nr. CCLVII. Sir Edward Grey to Sir G. Buchanan, British Ambassador at St. Petersburgh.

(Telegraphic) Foreign Office, July 27, 1914.

See my telegram of to-day to Sir E. Goschen.

I have been told by the Russian Ambassador that in German and Austrian circles impression prevails that in any event we would stand aside. His Excellency deplored the effect that such an impression must produce.

This impression ought, as I have pointed out, to be dispelled by the orders we have given to the First Fleet, which is concentrated, as it happens, at Portland, not to disperse for manœuvre leave. But I explained to the Russian Ambassador that my reference to it must not be taken to mean that anything more than diplomatic action was promised.

We hear from German and Austrian sources that they believe Russia will take no action so long as Austria agrees not to take Servian territory. I pointed this out, and added that it would be absurd if we were to appear more Servian than the Russians in our dealings with the German and Austrian Governments.

Nr. CCLVIII. Sir E. Grey to Sir M. de Bunsen, British Ambassador at Vienna.

Foreign Office, July 27, 1914.

Count *Mensdorff* told me by instruction to-day that the Servian Government had not accepted the demands which the Austrian Government were obliged to address to them in order to secure permanently the most vital Austrian interests. Servia showed that she did not intend to abandon her subversive aims, tending towards continuous disorder in the Austrian frontier territories and their final disruption from the Austrian Monarchy. Very reluctantly, and against their wish, the Austrian Government were compelled to take more severe measures to enforce a fundamental change in the attitude of enmity pursued up to now by Servia. As the British Government knew, the Austrian Government had for many years endeavoured to find a way to get on with their turbulent neighbour, though this had been made very difficult for them by the continuous provocations of Servia. The Serajevo murder had made clear to everyone what appalling consequences the Servian propaganda had already produced and what a permanent threat to Austria it involved. We would understand that the Austrian Government must consider that the moment had arrived to obtain, by means of the strongest pressure, guarantees for the definite suppression of the Servian aspirations and for the security of peace and order on the south-eastern frontier of Austria. As the peaceable means to this effect were exhausted, the Austrian Government must at last appeal to force. They had not taken this decision without reluctance. Their action, which had no sort of aggressive tendency, could not be represented otherwise than as an act of self-defence. Also they thought that they would serve a European interest if they prevented Servia from being henceforth an element of general unrest such as she had been for the last ten years. The high sense of justice of the British nation and of British statesmen could not blame the Austrian Government if the latter defended by the sword what was theirs, and cleared up their position with a country whose hostile policy had forced upon them for years measures so costly as to have gravely injured Austrian national prosperity. Finally, the Austrian Government, confiding in their amicable relations with us, felt that they could count on our sympathy in a fight that was forced on them, and on our assistance in localising the fight, if necessary.

Count *Mensdorff* added on his own account that, as long as Servia was confronted with Turkey, Austria never took very severe measures because of her adherence to the policy of the free development of the Balkan States. Now that Servia had doubled her territory and population without any Austrian interference, the repression of Servian subversive aims was a matter of self-defence and self-preservation on Austria's part. He reiterated that Austria had no intention of taking Servian territory or aggressive designs against Servian territory.

I said that I could not understand the construction put by the Austrian Government upon the Servian reply, and I told Count *Mensdorff* the substance of the conversation that I had had with the German Ambassador this morning about that reply.

Count *Mensdorff* admitted that, on paper, the Servian reply might seem to be satisfactory; but the Servians had refused the one thing—the co-operation of Austrian officials and police—which would be a real guarantee that in practice the Servians would not carry on their subversive campaign against Austria.

I said that it seemed to me as if the Austrian Government believed that, even after the Servian reply, they could make war upon Servia anyhow, without risk of bringing Russia into the dispute. If they could make war on Servia and at the same time satisfy Russia, well and good; but, if not, the consequences would be incalculable. I pointed out to him that I quoted this phrase from an expression of the views of the German Government. I feared that it would be expected in St. Petersburgh that the Servian reply would diminish the tension, and now, when Russia found that there was increased tension, the situation would become increasingly serious. Already the effect on Europe was one of anxiety. I pointed out that our fleet was to have dispersed to-day, but we had felt unable to let it disperse. We should not think of calling up reserves at this moment, and there was no menace in what we had done about our fleet; but, owing to the possibility of a European conflagration, it was impossible for us to disperse our forces at this moment. I gave this as an illustration of the anxiety that was felt. It seemed to me that the Servian reply already involved the greatest humiliation to Servia that I had ever seen a country undergo, and it was very disappointing to me that the reply was treated by the Austrian Government as if it were as unsatisfactory as a blank negative.

Nr. CCLIX. Sir Edward Grey to Sir R. Rodd, British Ambassador at Rome.

Foreign Office, July 27, 1914.

The Italian Ambassador informed Sir A. Nicolson to-day that the Italian Minister for Foreign Affairs agreed entirely with my proposal for a conference of four to be held in London.

As regards the question of asking Russia, Austria-Hungary, and Servia to suspend military operations pending the result of the conference, the Marquis di San Giuliano would recommend the suggestion warmly to the German Government, and would enquire what procedure they would propose should be followed at Vienna.

Nr. CCLX. Sir M. de Bunsen, British Ambassador at Vienna, to Sir Edward Grey.

Vienna, July 28, 1914.

I have the honour to transmit to you herewith the text of the Austro-Hungarian note announcing the declaration of war against Servia.

Maurice de Bunsen.

Enclosure in No. 50.[1])

Copy of Note verbale, dated Vienna, July 28, 1914.

Pour mettre fin aux menées subversives partant de Belgrade et dirigées contre l'intégrité territoriale de la Monarchie austro-hongroise, le Gouvernement Impérial et Royal a fait parvenir à la date du 23 juillet, 1914, au Gouvernement Royal de Serbie une note dans laquelle se trouvait formulée une série de demandes pour l'acceptation desquelles un délai de quarante-huit heures a été accordé au Gouvernement Royal. Le Gouvernement Royal de Serbie n'ayant pas répondu à cette note d'une manière satisfaisante, le Gouvernement Impérial et Royal se trouve dans la nécessité de pourvoir lui-même à la sauvegarde de ses droits et interêts et de recourir à cet effet à la force des armes.

L'Autriche-Hongrie, qui vient d'adresser à la Serbie une déclaration formelle conformément à l'article 1er de la convention du 18 octobre, 1907, relative à l'ouverture des hostilités, se considère dès lors en état de guerre avec la Serbie.

En portant ce qui précède à la connaissance de l'Ambassade Royale de Grande-Bretagne le Ministère des Affaires Etrangères a l'honneur de déclarer que l'Autriche-Hongrie se conformera au cours des hostilités, sous la réserve d'un procédé analogue de la part de la Serbie, aux stipulations des conventions de La Haye du 18 octobre, 1907, ainsi qu'à celles de la Déclaration de Londres du 26 février, 1909.

L'Ambassade est priée de vouloir bien communiquer, d'urgence la présente notification à son Gouvernement.

Nr. CCLXI. Sir F. Bertie, British Ambassador at Paris, to Sir Edward Grey.

Paris, July 27, 1914.

I have the honour to transmit to you herewith copy of a memorandum from the acting Minister for Foreign Affairs as to the steps to be taken to prevent an outbreak of hostilities between Austria-Hungary and Servia.

Enclosure in No. 51.[2])

Note communicated to Sir F. Bertie by M. Bienvenu-Martin.

Par une note en date du 25 de ce mois, son Excellence l'Ambassadeur d'Angleterre a fait connaître au Gouvernement de la République que, d'après Sir *Edward Grey*, la seule manière d'assurer, si c'était possible, le maintien

[1]) Nr. 50 des **Bb.** = diese Nr. CCLX. — Herausgeber.

[2]) Nr. 51 des **Bb.** = diese Nr. CCLXI. — Herausgeber.

de la paix dans le cas où les rapports entre la Russie et l'Autriche deviendraient plus tendus serait une démarche commune à Vienne et à Saint-Pétersbourg des représentants de l'Angleterre, de la France, de l'Allemagne et de l'Italie en Autriche et en Russie; et il a exprimé le désir de savoir si le Gouvernement de la République était disposé à accueillir favorablement cette suggestion.

Le Ministre des Affaires Etrangères par intérim a l'honneur de faire connaître à son Excellence Sir *Francis Bertie* qu'il a invité M. *Jules Cambon* à se concerter avec l'Ambassadeur d'Angleterre en Allemagne et a àppuyer la démarche qu'ils jugeront opportune de faire auprès du Cabinet de Berlin.

Le Gouvernement de la République a, d'autre part, conformément au désir exprimé par le Gouvernement britannique et que son Excellence Sir *Francis Bertie* lui a transmis par une note en date du 26 de ce mois, autorisé M. *Paul Cambon* à prendre part à la réunion proposée par Sir *Edward Grey* pour rechercher avec lui et les Ambassadeurs d'Allemagne et d'Italie à Londres, les moyens de résoudre les difficultés actuelles.

Le Gouvernement de la République est prêt également à donner aux agents français à Pétersbourg, à Vienne et à Belgrade des instructions pour qu'ils obtiennent des Gouvernements russe, autrichien et serbe de s'abstenir de toute opération militaire active en attendant les résultats de cette conférence. Il estime toutefois que les chances de succès de la proposition de Sir *Edward Grey* reposent essentiellement sur l'action que Berlin serait disposée à Vienne [*sic*]. Une démarche auprès du Gouvernement austro-hongrois pour amener la suspension des opérations militaires paraît vouée à l'échec si l'influence de l'Allemagne ne s'est pas exercée au préalable sur le Cabinet de Vienne.

Le Garde des Sceaux, Président du Conseil et Ministre des Affaires Etrangères par intérim, saisit cette occasion de renouveler, &c.

Nr. CCLXII. Note communicated by French Embassy.

July 28, 1914.

Le Gouvernement de la République accepte la proposition de Sir *Edward Grey* relative à une intervention de la Grande-Bretagne, de la France, de l'Allemagne et de l'Italie en vue d'éviter les opérations militaires actives sur les frontières autrichiennes, russes et serbes; il a autorisé M. *P. Cambon* à prendre part aux délibérations de la réunion à quatre, qui doit se tenir à Londres.

L'Ambassadeur de France à Berlin a reçu pour instructions, après s'être concerté avec l'Ambassadeur d'Angleterre à Berlin, d'appuyer la démarche de ce dernier dans la forme et la mesure qui seraient jugées opportunes.

M. *Viviani* est prêt à envoyer aux représentants français à Vienne, Saint-Pétersbourg et Belgrade des instructions dans le sens suggéré par le Gouvernement britanique.

Nr. CCLXIII. M. Sazonof, Russian Minister for Foreign Affairs, to Count Benckendorff, Russian Ambassador in London.

Communicated by Count Benckendorff, July 28, 1914.

(Télégraphique.) Saint-Pétersbourg, le 14 (27) juillet 1914.

L'ambassadeur d'Angleterre est venu s'informer si nous jugeons utile que l'Angleterre prenne l'initiative de convoquer à Londres une conférence des représentants de l'Angleterre, la France, l'Allemagne et l'Italie, pour étudier une issue à la situation actuelle.

J'ai répondu à l'Ambassadeur que j'ai entamé des pourparlers avec l'Ambassadeur d'Autriche-Hongrie, en conditions que j'espère favorables. Pourtant je n'ai pas encore reçu de réponse à la proposition que j'ai faite d'une revision de la note entre les deux Cabinets.

Si des explications directes avec le Cabinet de Vienne se trouvaient irréalisables, je suis prêt à accepter la proposition anglaise, ou toute autre de nature à résoudre favorablement le conflit.

Je voudrais pourtant écarter dès aujourd'hui un malentendu qui pourrait surgir de la réponse donnée par le Ministre de la Justice français à l'Ambassadeur d'Allemagne, concernant des conseils de modération à donner au Cabinet Impérial.

Nr. CCLXIV. M. Sazonof, Russian Minister for Foreign Affairs, to Count Benckendorff, Russian Ambassador in London.

Communicated by Count Benckendorff, July 28, 1914.

(Télégraphique.) Saint-Pétersbourg, le 15 (28) juillet, 1914.

Mes entretiens avec l'Ambassadeur d'Allemagne confirment mon impression que l'Allemagne est plutôt favorable à l'intransigeance de l'Autriche.

Le Cabinet de Berlin, qui aurait pu arrêter tout le développement de la crise, paraît n'exercer aucune action sur son alliée.

L'Ambassadeur trouve insuffisante la réponse de la Serbie.

Cette attitude allemande est tout particulièrement alarmante.

Il me semble que mieux que toute autre Puissance l'Angleterre serait en mesure de tenter encore d'agir à Berlin pour engager le Gouvernement allemand à l'action nécessaire. C'est à Berlin qu'indubitablement se trouve la clef de la situation.

Nr. CCLXV. Sir G. Buchanan, British Ambassador at St. Petersburgh, to Sir Edward Grey.

(Telegraphic.) St. Petersburgh, July 27, 1914.

With reference to my telegram of yesterday, I saw the Minister for Foreign Affairs this afternoon and found him very conciliatory and more optimistic.

He would, he said, use all his influence at Belgrade to induce the Servian Government to go as far as possible in giving satisfaction to Austria, but her territorial integrity must be guaranteed and her rights as a sovereign State respected, so that she should not become Austria's vassal. He did not know wheter Austria would accept friendly exchange of views which he had proposed, but, if she did, he wished to keep in close contact with the other Powers throughout the conversations that would ensue.

He again referred to the fact that the obligations undertaken by Servia in 1908, alluded to in the Austrian ultimatum, were given to the Powers.

I asked if he had heard of your proposal with regard to conference of the four Powers, and on his replying in the affirmative, I told him confidentially of your instructions to me, and enquired whether instead of such a conference he would prefer a direct exchange of views, which he had proposed. The German Ambassador, to whom I had just spoken, had expressed his personal opinion that a direct exchange of views would be more agreeable to Austria-Hungary.

His Excellency said he was perfectly ready to stand aside if the Powers accepted the proposal for a conference, but he trusted that you would keep in touch with the Russian Ambassador in the event of its taking place.

Nr. CCLXVI. Sir M. de Bunsen, British Ambassador at Vienna, to Sir Edward Grey.

(Telegraphic.) Vienna, July 27, 1914.

The Russian Ambassador had to-day a long and earnest conversation with Baron *Macchio*, the Under-Secretary of State for Foreign Affairs. He told him that having just come back from St. Petersburgh, he was well acquainted with the views of the Russian Government and the state of Russian public opinion. He could assure him that if actual war broke out with Servia it would be impossible to localise it, for Russia was not prepared to give way again, as she had done on previous occasions, and especially during the annexation crisis of 1909. He earnestly hoped that something would be done before Servia was actually invaded. Baron *Macchio* replied that this would now be difficult, as a skirmish had already taken place on the Danube, in which the Servians had been the aggressors. The Russian Ambassador said that he would do all he could to keep the Servians quiet pending any discussions that might yet take place, and he told me that he would advise his Government to induce the Servian Government to avoid any conflict as long as possible, and to fall back before an Austrian advance. Time so gained should suffice to enable a settlement to be reached. He had just heard of a satisfactory conversation which the Russian Minister for Foreign Affairs had yesterday with the Austrian Ambassador at St. Petersburgh. The former had agreed that much of the Austro-Hungarian note to Servia had been perfectly reasonable, and in fact they had practically reached

an understanding as to the guarantees which Servia might reasonably be asked to give to Austria-Hungary for her future good behaviour. The Russian Ambassador urged that the Austrian Ambassador at St. Petersburgh should be furnished with full powers to continue discussion with the Russian Minister for Foreign Affairs, who was very willing to advise Servia to yield all that could be fairly asked of her as an independent Power. Baron *Macchio* promised to submit this suggestion to the Minister for Foreign Affairs.

Nr. CCLXVII. Sir R. Rodd, British Ambassador at Rome, to Sir Edward Grey.

(Telegraphic.) Rome, July 27, 1914.

Minister for Foreign Affairs greatly doubts whether Germany will be willing to invite Austria to suspend military action pending the conference, but he had hopes that military action may be practically deferred by the fact of the conference meeting at once. As at present informed, he sees no possibility of Austria receding from any point laid down in her note to Servia, but he believes that if Servia will even now accept it Austria will be satisfied, and if she had reason to think that such will be the advice of the Powers, Austria may defer action. Servia may be induced to accept note in its entirety on the advice of the four Powers invited to the conference, and this would enable her to say that she had yielded to Europe and not to Austria-Hungary alone.

Telegrams from Vienna to the press here stating that Austria is favourably impressed with the declarations of the Italian Government have, the Minister for Foreign Affairs assures me, no foundation. He said he has expressed no opinion to Austria with regard to the note. He assured me both before and after communication of the note, and again to-day, that Austrian Government have given him assurances that they demand no territorial sacrifices from Servia.

Nr. CCLXVIII. Sir F. Bertie, British Ambassador at Paris, to Sir Edward Grey.

(Telegraphic.) Paris, July 28, 1914.

I communicated to the Acting Minister for Foreign Affairs this afternoon the substance of your conversation with the German Ambassador, recorded in your telegram to Berlin of the 27th July.

His Excellency is grateful for the communication. He said that it confirms what he had heard of your attitude, and he feels confident that your observations to the German Ambassador will have a good effect in the interest of peace.

Nr. CCLXIX. Sir F. Bertie, British Ambassador at Paris, to Sir Edward Grey.

(Telegraphic.) Paris, July 28, 1914.

I informed the Acting Minister for Foreign Affairs to-day of your conversation with the Russian Ambassador, as recorded in your telegram of yesterday to St. Petersburgh.

He is grateful for the communication, and quite appreciates the impossibility for His Majesty's Government to declare themselves „solidaires“ with Russia on a question between Austria and Servia, which in its present condition is not one affecting England. He also sees that you cannot take up an attitude at Berlin and Vienna more Servian than that attributed in German and Austrian sources to the Russian Government.

German Ambassador has stated that Austria would respect the integrity of Servia, but when asked whether her indepedence also would be respected, he gave no assurance.

Nr. CCLXX. Sir E. Goschen, British Ambassador at Berlin, to Sir Edward Grey.

(Telegraphic). Berlin, July 28, 1914.

Secretary of State spoke yesterday in the same sense as that reported in my telegram of yesterday to my French and Italian colleagues respecting your proposal. I discussed with my two colleagues this morning his reply, and we found that, while refusing the proposed conference, he had said to all of us that nevertheless he desired to work with us for the maintenance of general peace. We therefore deduced that if he is sincere in this wish he can only be objecting to the form of your proposal. Perhaps he himself could be induced to suggest lines on which he would find it possible to work with us.

Nr. CCLXXI. Sir M. de Bunsen, British Ambassador at Vienna, to Sir Edward Grey.

(Telegraphic.) Vienna, July 28, 1914.

I saw Minister for Foreign Affairs this morning.

His Excellency declared that Austria-Hungary cannot delay warlike proceedings against Servia, and would have to decline any suggestion of negotiations on basis of Servian reply.

Prestige of Dual Monarchy was engaged, and nothing could now prevent conflict.

Nr. CCLXXII. Sir M. de Bunsen, British Ambassador at Vienna, to Sir Edward Grey.

(Telegraphic.) Vienna, July 28, 1914.

I spoke to Minister for Foreign Affairs to-day in the sense of your telegram of 27th July to Berlin. I avoided the word "mediation," but said

that, as mentioned in your speech, which he had just read to me, you had hopes that conversations in London between the four Powers less interested might yet lead to an arrangement which Austro-Hungarian Government would accept as satisfactory and as rendering actual hostilities unnecessary. I added that you had regarded Servian reply as having gone far to meet just demands of Austria-Hungary; that you thought it constituted a fair basis of discussion during which warlike operations might remain in abeyance, and that Austrian Ambassador in Berlin was speaking in this sense. Minister for Foreign Affairs said quietly, but firmly, that no discussion could be accepted on basis of Servian note; that war would be declared to-day, and that well-known pacific character of Emperor, as well as, he might add, his own, might be accepted as a guarantee that war was both just and inevitable. This was a matter that must be settled directly between the two parties immediately concerned. I said that you would hear with regret that hostilities could not now be arrrested, as you feared that they might lead to complications threatening the peace of Europe.

In taking leave of his Excellency, I begged him to believe that, if in the course of present grave crisis our point of view should sometimes differ from his, this would arise, not from want of sympathy with the many just complaints which Austria-Hungary had against Servia, but from the fact that, whereas Austria-Hungary put first her quarrel with Servia, you were anxious in the first instance for peace of Europe. I trusted this larger aspect of the question would appeal with equal force to his Excellency. He said he had it also in mind, but thought that Russia ought not to oppose operations like those impending, which did not aim at territorial aggrandisement, and which could no longer be postponed.

Nr. CCLXXIII. Sir R. Rodd, British Ambassador at Rome, to Sir Edward Grey.

(Telegraphic.) Rome, July 28, 1914.

Your telgram of 25th July to Paris.

I have communicated substance to Minister for Foreign Affairs, who immediately telegraphed in precisely similar terms to Berlin and Vienna.

Nr. CCLXXIV. Sir R. Rodd, British Ambassador at Rome, to Sir Edward Grey.

(Telegraphic.) Rome, July 28, 1914.

At the request of the Minister for Foreign Affairs I submit the following to you:—

In a long conversation this morning Servian Chargé d'Affaires had said he thought that if some explanations were given regarding mode in which Austrian agents would require to intervene under article 5 and article 6, Servia might still accept the whole Austrian note.

As it was not to be anticipated that Austria would give such explanations to Servia, they might be given to Powers engaged in discussions, who might then advise Servia to accept without conditions.

The Austro-Hungarian Government had in the meantime published a long official explanation of grounds on which Servian reply was considered inadequate. Minister for Foreign Affairs considered many points besides explanation—such as slight verbal difference in sentence regarding renunciation of propaganda— quite childish, but there was a passage which might prove useful in facilitating such a course as was considered practicable by the Servian Chargé d'Affaires. It was stated that co-operation of Austrian agents in Servia was to be only in investigation, not in judicial or administrative measures. Servia was said to have wilfully misinterpreted this. He thought, therefore, that ground might be cleared here.

I only reproduce from memory, as I had not yet received text of Austrian declaration.

Minister impressed upon me, above all, his anxiety for the immediate beginning of discussion. A wide general latitude to accept at once every point or suggestion on which he could be in agreement with ourselves and Germany had been given to Italian Ambassador.

Nr. CCLXXV. Mr. Crackanthorpe, British Chargé d'Affaires at Belgrade, to Sir Edward Grey.

(Telegraphic.) Nish, July 28, 1914.

I have urged on the Servian Government the greatest moderation pending efforts being made towards a peaceful solution.

Two Servian steamers fired on and damaged, and two Servian merchant-vessels have been captured by a Hungarian monitor at Orsova.

Nr. CCLXXVI. Mr. Crackanthorpe, British Chargé d'Affaires at Belgrade, to Sir Edward Grey.

(Telegraphic.) Nish, July 28, 1914.

Telegram received here that war declared by Austria.

Nr. CCLXXVII. Sir Edward Grey to Sir E. Goschen, British Ambassador at Berlin.

(Telegraphic.) Foreign Office, July 28, 1914.

Explanation given in your telegram of the 27th July of what was my idea in proposing a conference is quite right. It would not be an arbitration but a private and informal discussion to ascertain what suggestion could be made for a settlement. No suggestion would be put forward that had not previously been ascertained to be acceptable to Austria and Russia, with whom the mediating Powers could easily keep in touch through their respective allies.

But as long as there is a prospect of a direct exchange of views between Austria and Russia, I would suspend every other suggestion, as I entirely agree that it is the most preferable method of all.

I understand that the Russian Minister for Foreign Affairs has proposed a friendly exchange of views to the Austrian Government, and, if the latter accepts, it will no doubt relieve the tension and make the situation less critical.

It is very satisfactory to hear from the German Ambassador here that the German Government have taken action at Vienna in the sense of the conversation recorded in my telegram of yesterday to you.

Nr. CCLXXVIII. Sir Edward Grey to Sir E. Goschen, British Ambassador at Berlin.

(Telegraphic.) Foreign Office, July 28, 1914.

German Government, having accepted principle of mediation between Austria and Russia by the four Powers, if necessary, I am ready to propose that the German Secretary of State should suggest the lines on which this principle should be applied. I will, however, keep the idea in reserve until we see how the conversations between Austria and Russia progress.

Nr. CCLXXIX. Sir Edward Grey to Sir G. Buchanan, British Ambassador at St. Petersburgh.

(Telegraphic.) Foreign Office, July 28, 1914.

It is most satisfactory that there is a prospect of direct exchange of views between the Russian and Austrian Governments, as reported in your telegram of the 27th July.

I am ready to put forward any practical proposal that would facilitate this, but I am not quite clear as to what the Russian Minister for Foreign Affairs proposes the Ministers at Belgrade should do. Could he not first mention in an exchange of views with Austria his willingness to co-operate in some such scheme? It might then take more concrete shape.

Nr. CCLXXX. Telegrams communicated by Count Beckendorff, Russian Ambassador in London. July 29, 1914.

1. Telegram from M. Sazonof to Russian Ambassador at Berlin, dated July 28, 1914.

In consequence of the declaration of war by Austria against Servia, the Imperial Government will announce to-morrow (29th) the mobilisation in the military circonscriptions of Odessa, Kieff, Moscow, and Kazan. Please inform German Government, confirming the absence in Russia of any aggressive intention against Germany.

The Russian Ambassador at Vienna has not been recalled from his post

2. Telegram to Count Benckendorff.

The Austrian declaration of war clearly puts an end to the idea of direct communications between Austria and Russia. Action by London Cabinet in order to set on foot mediation with a view to suspension of military operations of Austria against Servia is now most urgent.

Unless military operations are stopped, mediation would only allow matters to drag on and give Austria time to crush Servia.

Nr. CCLXXXI. Sir E. Goschen, British Ambassador at Berlin, to Sir Edward Grey.

(Telegraphic.) Berlin, July 28, 1914.

At invitation of Imperial Chancellor, I called upon his Excellency this evening. He said that he wished me to tell you that he was most anxious that Germany should work together with England for maintenance of general peace, as they had done successfully in the last European crisis. He had not been able to accept your proposal for a conference of representatives of the Great Powers, because he did not think that it would be effective, and because such a conference would in his opinion have had appearance of an "Aeropagus" consisting of two Powers of each group sitting in judgment upon the two remaining powers; but his inability to accept the proposed conference must not be regarded as militating against his strong desire for effective co-operation. You could be assured that he was doing his very best both at Vienna and St. Petersburgh to get the two Governments to discuss the situation directly with each other and in a friendly way. He had great hopes that such discussions would take place and lead to a satisfactory result, but if the news were true which he had just read in the papers, that Russia had mobilised fourteen army corps in the south, he thought situation was very serious, and he himself would be in a very difficult position, as in these circumstances it would be out of his power to continue to preach moderation at Vienna. He added that Austria, who as yet was only partially mobilising, would have to take similar measures, and if war were to result, Russia would be entirely responsible. I ventured to say that if Austria refused to take any notice of Servian note, which, to my mind, gave way in nearly every point demanded by Austria, and which in any case offered a basis for discussion, surely a certain portion of responsibility would rest with her. His Excellency said that he did not wish to discuss Servian note, but that Austria's standpoint, and in this he agreed, was that her quarrel with Servia was a purely Austrian concern with which Russia had nothing to do. He reiterated his desire to co-operate with England and his intention to do his utmost to maintain general peace. "A war between the Great Powers must be avoided," were his last words.

Austrian colleague said to me to-day that a general war was most unlikely, as Russia neither wanted nor was in a position to make war. I think that that opinion is shared by many people here.

Nr. CCLXXXII. Sir G. Buchanan, British Ambassador at St. Petersburgh, to Sir Edward Grey.

(Telegraphic.) St. Petersburgh, July 29, 1914.

Minister for Foreign Affairs begged me to thank you for the language you had held to the German Ambassador, as reported in your telegram to Berlin, substance of which I communicated to his Excellency. He took a pessimistic view of the situation, having received the same disquieting news from Vienna as had reached His Majesty's Government. I said it was important that we should know the real intentions of the Imperial Government and asked him whether he would be satisfied with the assurances which the Austrian Ambassador had, I understood, been instructed to give in respect of Servia's integrity and independence. I added that I was sure any arrangement for averting a European war would be welcomed by His Majesty's Government. In reply his Excellency stated that if Servia were attacked Russia would not be satisfied with any engagement which Austria might take on these two points, and that order for mobilisation against Austria would be issued on the day that Austria crossed Servian frontier.

I told the German Ambassador, who appealed to me to give moderating counsels to the Minister for Foreign Affairs, that from the beginning I had not ceased to do so, and that the German Ambassador at Vienna should now in his turn use his restraining influence. I made it clear to his Excellency that, Russia being thoroughly in earnest, a general war could not be averted if Servia were attacked by Austria.

As regards the suggestion of conference, the Ambassador had received no instructions, and before acting with me the French and Italian Ambassadors are still waiting for their final instructions.

Nr. CCLXXXIII. Sir M. de Bunsen, British Ambassador at Vienna, to Sir Edward Grey.

(Telegraphic.) Vienna, July 28, 1914.

I have received *note verbale* from Ministry for Foreign Affairs, stating that, the Servian Government not having replied to note of 23rd July in a satisfactory manner, Imperial and Royal Government is compelled itself to provide for protection of its rights, and to have recourse for that object to force of arms. Austria-Hungary has addressed to Servia formal declaration according to article 1 of convention of 18th October, 1907, relative to opening of hostilities, and considers herself from to-day in state of war with Servia. Austria-Hungary will conform, provided Servia does so, to stipulations of Hague conventions of 18th October, 1907, and to Declaration of London of 26th February, 1909.

Nr. CCLXXXIV. Sir M. de Bunsen, British Ambassador at Vienna, to Sir Edward Grey.

(Telegraphic.) Vienna, July 28, 1914.

I am informed by the Russian Ambassador that the Russian Government's suggestion has been declined by the Austro-Hungarian Government. The suggestion was to the effect that the means of settling the Austro-Servian conflict should be discussed directly between Russian Minister for Foreign Affairs and the Austrian Ambassador at St. Petersburgh, who should be authorised accordingly.

The Russian Ambassador thinks that a conference in London of the less interested Powers, such as you have proposed, offers now the only prospect of preserving peace of Europe, and he is sure that the Russian Government will acquiesce willingly in your proposal. So long as opposing armies have not actually come in contact, all hope need not be abandoned.

Nr. CCLXXXV. Sir E. Goschen, British Ambassador at Berlin, to Sir Edward Grey.

(Telegraphic.) Berlin, July 29, 1914.

I was sent for again to-day by the Imperial Chancellor, who told me that he regretted to state that the Austro-Hungarian Government, to whom he had at once communicated your opinion, had answered that events had marched too rapidly and that it was therefore too late to act upon your suggestion that the Servian reply might form the Basis of discussion. His Excellency had, on receiving their reply, despatched a message to Vienna, in which he explained that, although a certain desire had, in his opinion, been shown in the Servian reply to meet the demands of Austria, he understood entirely that, without some sure guarantees that Servia would carry out in their entirety the demands made upon her, the Austro-Hungarian Government could not rest satisfied in view of their past experience. He had then gone on to say that the hostilities which were about to be undertaken against Servia had presumably the exclusive object of securing such guarantees, seeing that the Austrian Government already assured the Russian Government that they had no territorial designs.

He advised the Austro-Hungarian Government, should this view be correct, to speak openly in this sense. The holding of such language would, he hoped, eliminate all possible misunderstandings.

As yet, he told me, he had not received a reply from Vienna.

From the fact that he had gone so far in the matter of giving advice at Vienna, his Excellency hoped that you would realise that he was sincerely doing all in his power to prevent danger of European complications.

The fact of his communicating this information to you was a proof of the confidence which he felt in you and evidence of his anxiety that you should know he was doing his best to support your efforts in the cause of general peace, efforts which he sincerely appreciated.

Nr. CCLXXXVI. Sir E. Goschen, British Ambassador at Berlin, to Sir Edward Grey.

(Telegraphic.) Berlin, July 29, 1914.

I found Secretary of State very depressed to-day. He reminded me that he had told me the other day that he had to be very careful in giving advice to Austria, as any idea that they were being pressed would be likely to cause them to precipitate matters and present a *fait accompli.* This had, in fact, now happened, and he was not sure that his communication of your suggestion that Servia's reply offered a basis for discussion had not hastened declaration of war. He was much troubled by reports of mobilisation in Russia, and of certain military measures, which he did not specify, being taken in France. He subsequently spoke of these measures to my French colleague, who informed him that French Government had done nothing more than the German Government had done, namely, recalled officers on leave. His Excellency denied German Government had done this, but as a matter of fact it is true. My French colleague said to Under-Secretary of State, in course of conversation, that it seemed to him that when Austria had entered Servia, and so satisfied her military prestige, the moment might then be favourable for four disinterested Powers to discuss situation and come forward with suggestions for preventing graver complications. Under-Secretary of State seemed to think idea worthy of consideration, as he replied that would be a different matter from conference proposed by you.

Russian Ambassador returned to-day, and has informed Imperial Government that Russia is mobilising in four southern governments.

Nr. CCLXXXVII. Sir Edward Grey to Sir E. Goschen, British Ambassador at Berlin.

(Telegraphic.) Foreign Office, July 29, 1914.

I much appreciate the language of Chancellor, as reported in your telegram of to-day. His Excellency may rely upon it that this country will continue, as heretofore, to strain every effort to secure peace and to avert the calamity we all fear. If he can induce Austria to satisfy Russia and to abstain from going so far as to come into collision with her, we shall all join in deep gratitude to his Excellency for having saved the peace of Europe.

Nr. CCLXXXVIII. Sir G. Buchanan, British Ambassador at St. Petersburgh, to Sir Edward Grey.

(Telegraphic.) St. Petersburgh, July 29, 1914.

Partial mobilisation was ordered to-day.

I communicated the substance of your telegram of the 28th instant to Berlin to the Minister for Foreign Affairs in accordance with your instructions, and informed him confidentially of remarks as to mobilisation which the

German Secretary of State had made to the British Ambassador at Berlin. This had already reached his Excellency from another source. The mobilisation, he explained, would only be directed against Austria.

Austrian Government had now definitely declined direct conversation between Vienna and St. Petersburgh. The Minister for Foreign Affairs said he had proposed such an exchange of views on advise of German Ambassador. He proposed, when informing German Ambassador of this refusal of Austria's, to urge that a return should be made to your proposal for a conference of four Ambassadors, or, at all events, for an exchange of views between the three Ambassadors less directly interested, yourself, and also the Austrian Ambassador if you thougth it advisable. Any arrangement approved by France and England would be acceptable to him, and he did not care what form such conversations took. No time was to be lost, and the only way to avert war was for you to succeed in arriving by means of conversations with Ambassadors either collectively or individually, at some formula which Austria could be induced to accept. Throughout Russian Government had been perfectly frank and conciliatory, and had done all in their power to maintain peace. If their efforts to maintain peace failed, he trusted that it would be realised by the British public that it was not the fault of the Russian Government.

I asked him whether he would raise objections if the suggestion made in Rome telegram of the 27th July, which I mentioned to him, were carried out. In reply his Excellency said that he would agree to anything arranged by the four Powers provided it was acceptable to Servia; he could not, he said, be more Servian than Servia. Some supplementary statement or explanations would, however, have to be made in order to tone down the sharpness of the ultimatum.

Minister for Foreign Affairs said that proposal referred to in your telegram of the 28th instant was one of secundary importance. Under altered circumstances of situation he did not attach weight to it. Further, the German Ambassador had informed his Excellency, so the latter told me, that his Government were continuing at Vienna to exert friendly influence. I fear that the German Ambassador will not help to smooth matters over, if he uses to his own Government the same language as he did to me to-day. He accused the Russian Government of endangering the peace of Europe by their mobilisation, and said, when I referred to all that had been recently done by Austria, that he could not discuss such matters. I called his attention to the fact that Austrian consuls had warned all Austrian subjects liable to military service to join the colours, that Austria had already partially mobilised, and had now declared war on Servia. From what had passed during the Balkan crisis she knew that this act was one which it was impossible without humiliation for Russia to submit to. Had not Russia by mobilising shown that she was in earnest, Austria would have traded on Russia's desire for peace, and would have believed that she could go to

any lengths. Minister for Foreign Affairs had given me to understand that Russia would not precipitate war by crossing frontier immediately, and a week or more would, in any case, elapse before mobilisation was completed. In order to find an issue out of a dangerous situation it was necessary that we should in the meanwhile all work together.

Nr. CCLXXXIX. Sir M. de Bunsen, British Ambassador at Vienna, to Sir Edward Grey.

(Telegraphic.) Vienna, July 29, 1914.

There is at present no step which we could usefully take to stop war with Servia, to which Austro-Hungarian Government are now fully committed by the Emperor's appeal to his people which has been published this morning, and by the declaration of war. French and Italian Ambassadors agree with me in this view. If the Austro-Hungarian Government would convert into a binding engagement to Europe the declaration which has been made at St. Petersburgh to the effect that she desires neither to destroy the independence of Servia nor to acquire Servian territory, the Italian Ambassador thinks that Russia might be induced to remain quiet. This however, the Italian Ambassador is convinced the Austrian Government would refuse to do.

Nr. CCXC. Sir R. Rodd, British Ambassador at Rome, to Sir Edward Grey.

(Telegraphic.) Rome, July 29, 1914.

In your telegram of the 27th instant to Berlin, German Ambassador was reported to have accepted in principle the idea of a conference. This is in contradiction with the telegram of the 27th instant from Berlin.

Information received by the Italian Government from Berlin shows that German view is correctly represented in Sir *E. Goschen's* telegram of the 27th July, but what creates difficulty is rather the „conference", so the Minister for Foreign Affairs understands, than the principle. He is going to urge, in a telegram which he is sending to Berlin to-night, adherence to the idea of an exchange of views in London. He suggests that the German Secretary of State might propose a formula acceptable to his Government. Minister for Foreign Affairs is of opinion that this exchange of views would keep the door open if direct communication between Vienna and St. Petersburgh fails to have any result. He thinks that this exchange of views might be concomitant with such direct communication.

The German Government are also being informed that the Italian Government would not be pardoned by public opinion here unless they had taken every possible step so as to avoid war. He is urging that the German Government must lend their co-operation in this.

He added that there seemed to be a difficulty in making Germany believe that Russia was in earnest. As Germany, however, was really anxious

for good relations with ourselves, if she believed that Great Britain would act with Russia and France he thought it would have a great effect.

Even should it prove impossible to induce Germany to take part, he would still advocate that England and Italy, each representing one group, should continue to exchange views.

Nr. CCXCI. Sir Edward Grey to Sir R. Rodd, British Ambassador at Rome.

(Telegraphic.) Foreign Office, July 29, 1914.

With reference to your telegram of yesterday.

It is impossible for me to initiate discussions with Ambassadors here, as I understand from Austrian Minister for Foreign Affairs that Austria will not accept any discussion on basis of Servian note, and the inference of all I have heard from Vienna and Berlin is that Austria will not accept any form of mediation by the Powers as between Austria and Servia. Italian Minister for Foreign Affairs must therefore speak at Berlin and Vienna. I shall be glad if a favourable reception is given to any suggestions he can make there.

Nr. CCXCII. Mr. Beaumont, British Chargé d'Affaires at Constantinople, to Sir Edward Grey.

(Telegraphic.) Constantinople, July 29, 1914.

I understand that the designs of Austria may extend considerably beyond the sanjak and a punitive occupation of Servian territory. I gathered this from a remark let fall by the Austrian Ambassador here, who spoke of the deplorable economic situation of Salonica under Greek administration and of the assistance on which the Austrian army could count from Mussulman population discontented with Servian rule.

Nr. CCXCIII. Mr. Crackanthorpe, British Chargé d'Affaires at Belgrade, to Sir Edward Grey.

(Telegraphic.) Nish, July 29, 1914.

I have been requested by Prime Minister to convey to you expression of his deep gratitude for the statement which you made on the 27th instant in the House of Commons.

Nr. CCXCIV. Sir Edward Grey to Sir E. Goschen, British Ambassador at Berlin.

(Telegraphic.) Foreign Office, July 29, 1914.

The German Ambassador has been instructed by the German Chancellor to inform me that he is endeavouring to mediate between Vienna and St. Petersburgh, and he hopes with good success. Austria and Russia seem

to be in constant touch, and he is endeavouring to make Vienna explain in a satisfactory form at St. Petersburgh the scope and extension of Austrian proceedings in Servia. I told the German Ambassador that an agreement arrived at direct between Austria and Russia would be the best possible solution. I would press no proposal as long as there was a prospect of that, but my information this morning was that the Austrian Government have declined the suggestion of the Russian Government that the Austrian Ambassador at St. Petersburgh should be authorised to discuss directly with the Russian Minister for Foreign Affairs the means of settling the Austro-Servian conflict. The press correspondents at St. Petersburgh had been told that Russian Government would mobilise. The German Government had said that they were favourable in principle to mediation between Russia and Austria if necessary. They seemed to think the particular method of conference, consultation or discussion, or even conversations *à quatre* in London too formal a method. I urged that the German Government should suggest any method by which the influence of the four Powers could be used together to prevent war between Austria and Russia. France agreed, Italy agreed. The whole idea of mediation or mediating influence was ready to be put into operation by any method that Germany could suggest if mine was not acceptable. In fact mediation was ready to come into operation by any method that Germany thought possible if only Germany would "press the button" in the interests of peace.

Nr. CCXCV. Sir E. Goschen, British Ambassador at Berlin, to Sir Edward Grey.

(Telegraphic) Berlin, July 29, 1914.

I was asked to call upon the Chancellor to-night. His Excellency had just returned from Potsdam.

He said that should Austria be attacked by Russia a European conflagration might, he feared, become inevitable, owing to Germany's obligations as Austria's ally, in spite of his continued efforts to maintain peace. He then proceeded to make the following strong bid for British neutrality. He said that it was clear, so far as he was able to judge the main principle which governed British policy, that Great Britain would never stand by and allow France to be crushed in any conflict there might be. That, however, was not the object at which Germany aimed. Provided that neutrality of Great Britain were certain, every assurance would be given to the British Government that the Imperial Government aimed at no territorial acquisitions at the expense of France should they prove victorious in any war that might ensue.

I questioned his Excellency about the French colonies, and he said that he was unable to give a similar undertaking in that respect. As regards Holland, however, his Excellency said that so lang as Germany's adversaries respected the integrity and neutrality of the Netherlands, Germany was ready

to give His Majesty's Government an assurance that she would do likewise. It depended upon the action of France what operations Germany might be forced to enter upon in Belgium, but when the war was over, Belgian integrity would be respected if she had not sided against Germany.

His Excellency ended by saying that ever since he had been Chancellor the object of his policy had been, as you were aware, to bring about an understanding with England: he trusted that these assurances might form the basis of that understanding which he so much desired. He had in mind a general neutrality agreement between England and Germany, though it was of course at the present moment too early to discuss details, and an assurance of British neutrality in the conflict which present crisis might possibly produce, would enable him to look forward to realisation of his desire.

In reply to his Excellency's enquiry how I thought his request would appeal to you, I said that I did not think it probable that at this stage of events you would care to bind yourself to any course of action and that I was of opinion that you would desire to retain full liberty.

Our conversation upon this subject having come to an end, I communicated the contents of your telegram of to-day to his Excellency, who expressed his best thanks to you.

Nr. CCXCVI. Sir R. Rodd, British Ambassador at Rome, to Sir Edward Grey.

(Telegraphic.) Rome, Juli 29, 1914.

Minister for Foreign Affairs thinks that moment is past for any further discussions on basis of Servian note, in view of communication made to-day by Russia at Berlin regarding partial mobilisation. The utmost he now hopes for is that Germany may use her influence at Vienna to prevent or moderate any further demands on Servia.

Nr. CCXCVII. Sir Edward Grey to Sir F. Bertie, British Ambassador at Paris.

Foreign Office, July 29, 1914.

After telling M. *Cambon* to-day how grave the situation seemed to be, I told him that I meant to tell the German Ambassador to-day that he must not be misled by the friendly tone of our conversations into any sense of false security that we should stand aside if all the efforts to preserve the peace, which we were now making in common with Germany, failed. But I went on to say to M. *Cambon* that I thought it necessary to tell him also that public opinion here approached the present difficulty from a quite different point of view from that taken during the difficulty as to Morocco a few years ago. In the case of Morocco the dispute was one in which France was primarily interested, and in which it appeared that Germany, in an attempt to crush France, was fastening a quarrel on France on a question

that was the subject of a special agreement between France and us. In the present case the dispute between Austria and Servia was not one in which we felt called to take a hand. Even if the question became one between Austria and Russia we should not feel called upon to take a hand in it. It would then be a question of the suppremacy of Teuton or Slav, a struggle for supremacy in the Balkans; and our idea had always been to avoid being drawn into a war over a Balkan question. If Germany became involved and France became involved, we had not made up our minds what we should do; it was a case that we should have to consider. France would then have been drawn into a quarrel which was not hers, but in which, owing to her alliance, her honour and interest obliged her to engage. We were free from engagements, and we should have to decide what British interests required us to do. I thought it necessary to say that, because, as he knew, we were taking all precautions with regard to our fleet, and I was about to warn Prince *Lichnowsky* not to count on our standing aside, but it would not be fair that I should let M. *Cambon* be misled into supposing that this meant that we had decided what to do in a contingency that I still hoped might not arise.

M. *Cambon* said that I had explained the situation very clearly. He understood it to be that in a Balkan quarrel, and in struggle for supremacy between Teuton and Slav we should not feel called to intervene; should other issues be raised, and Germany and France become involved, so that the question became one of the hegemony of Europe, we should then decide what it was neccesary for us to do. He seemed quite prepared for this announcement, and made no criticism upon it.

He said French opinion was calm, but decided. He anticipated a demand from Germany that France would be neutral while Germany attacked Russia. This assurance France, of course, could not give; she was bound to help Russia if Russia was attacked.

Nr. CCXCVIII. Sir Edward Grey to Sir E. Goschen, British Ambassador at Berlin.

Foreign Office, July 29, 1914.

I told the German Ambassador this afternoon of the information that I had received, that Russia had informed Germany respecting her mobilsation. I also told him of the communication made by Count *Benckendorff*, that the Austrian declaration of war manifestly rendered vain any direct conversations between Russia and Austria. I said that the hope built upon those direct conversations by the German Government yesterday had disappeared to-day. To-day the German Chancellor was working in the interest of mediation in Vienna and St. Petersburgh. If he succeeded, well and good. If not, it was more important than ever that Germany should take up what I had suggested to the German Ambassador this morning, and propose

some method by which the four Powers should be able to work together to keep the peace of Europe. I pointed out, however, that the Russian Government, while desirous of mediation, regarded it as a condition that the military operations against Servia should be suspended, as otherwise a mediation would only drag on matters, and give Austria time to crush Servia. It was, of course, too late for all military operations against Servia to be suspended. In a short time, I supposed, the Austrian forces would be in Belgrade, and in occupation of some Servian territory. But even then it might be possible to bring some mediation into existence, if Austria, while saying that she must hold the occupied territory until she had complete satisfaction from Servia, stated that she would not advance further, pending an effort of the Powers to mediate between her and Russia.

The German Ambassador said that he had already telegraphed to Berlin what I had said to him this morning.

Nr. CCXCIX. Sir Edward Grey to Sir E. Goschen, British Ambassador at Berlin.

Foreign Office, July 29, 1914.

After speaking to the German Ambassador this afternoon about the European situation, I said that I wished to say to him, in a quite private and friendly way, something that was on my mind. The situation was very grave. While it was restricted to the issues at present actually involved we had no thought of interfering in it. But if Germany became involved in it, and then France, the issue might be so great that it would involve all European interests; and I did not wish him to be misled by the friendly tone of our conversation—which I hoped would continue—into thinking that we should stand aside.

He said that he quite understood this, but he asked whether I meant that we should, under certain circumstances, intervene?

I replied that I did not wish to say that, or to use anything that was like a threat or an attempt to apply pressure by saying that, if things became worse, we should intervene. There would be no question of our intervening if Germany was not involved, or even if France was not involved. But we knew very well, that if the issue did become such that we thought British interests required us to intervene, we must intervene at once, and the decision would have to be very rapid, just as the decisions of other Powers had to be. I hoped that the friendly tone of our conversations would continue as at present, and that I should be able to keep as closely in touch with the German Government in working for peace. But if we failed in our efforts to keep the peace, and if the issue spread so that it involved practically every European interest, I did not wish to be open to any reproach from him that the friendly tone of all our conversations had misled him or his Government into supposing that we should not take action,

and to the reproach that, if they had not been so misled, the course of things might have been different.

The German Ambassador took no exception to what I had said; indeed, he told me that it accorded with what he had already given in Berlin as his view of the situation.

Nr. CCC. Sir Edward Grey to Sir E. Goschen, British Ambassador at Berlin.

Foreign Office, July 29, 1914.

In addition to what passed with the German Ambassador this morning, as recorded in my telegram of the 29th July to your Excellency, I gave the Ambassador a copy of Sir *Rennell Rodd's* telegram of the 28th July and of my reply to it. I said I had begun to doubt whether even a complete acceptance of the Austrian demands by Servia would now satisfy Austria. But there appeared, from what the Marquis *di San Giuliano* had said, to be a method by which, if the Powers were allowed to have any say in the matter, they might bring about complete satisfaction for Austria, if only the latter would give them an opportunity. I could, however, make no proposal, for the reasons I have given in my telegram to you, and could only give what the Italian Minister for Foreign Affairs had said to the German Ambassador for information, as long as it was understood that Austria would accept no discussion with the Powers over her dispute with Servia. As to mediation between Austria and Russia, I said it could not take the form simply of urging Russia to stand on one side while Austria had a free hand to go to any length she pleased. That would not be mediation, it would simply be putting pressure upon Russia in the interests of Austria. The German Ambassador said the view of the German Government was that Austria could not by force be humiliated, and could not abdicate her position as a Great Power. I said I entirely agreed, but it was not a question of humiliating Austria, it was a question of how far Austria meant to push the humiliation of others. There must, of course, be some humiliation of Servia, but Austria might press things so far as to involve the humiliation of Russia.

The German Ambassador said that Austria would not take Servian territory, as to which I observed that, by taking territory while leaving nominal Servian independence, Austria might turn Servia practically into a vassal State, and this would affect the whole position of Russia in the Balkans.

I observed that when there was danger of European conflict it was impossible to say who would not be drawn into it. Even the Netherlands apparently were taking precautions.

The German Ambassador said emphatically that some means must be found of preserving the peace of Europe.

Nr. CCCI. Sir Edward Grey to Sir M. de Bunsen, British Ambassador at Vienna.

Foreign Office, July 29, 1914.

The Austrian Ambassador told me to-day he had ready a long memorandum, which he proposed to leave, and which he said gave an account of the conduct of Servia towards Austria, and an explanation of how necessary the Austrian action was.

I said that I did not wish to discuss the merits of the question between Austria and Servia. The news to-day seemed tome very bad for the peace of Europe. The Powers were not allowed to help in getting satisfaction for Austria, which they might get if they were given an opportunity, and European peace was at stake.

Count *Mensdorff* said that the war with Servia must proceed. Austria could not continue to be exposed to the necessity of mobilising again and again, as she had been obliged to do in recent years. She had no idea of territorial aggrandisement, and all she wished was to make sure that her interests were safeguarded.

I said that it would be quite possible, without nominally interfering with the independence of Servia or taking away any of her territory, to turn her into a sort of vassal State.

Count *Mensdorff* deprecated this.

In reply to some further remarks of mine, as to the effect that the Austrian action might have upon the Russian position in the Balkans, he said that, before the Balkan war, Servia had always been regarded as being in the Austrian sphere of influence.

Nr. CCCII. Sir Edward Grey to Sir R. Rodd, British Ambassador at Rome.

Foreign Office, July 29, 1914.

The Italian Ambassador made to me to-day a communication from the Marquis *di San Giuliano* suggesting that the German objections to the mediation of the four Powers, a mediation that was strongly favoured by Italy, might be removed by some change in the form of procedure.

I said that I had already anticipated this by asking the German Government to suggest any form of procedure under which the idea of mediation between Austria and Russia, already accepted by the German Government in principle, could be applied.

Nr. CCCIII. Telegrams communicated by Count Benckendorff, Russian Ambassador in London, July 30, 1914.

1. Russian Ambassador at Vienna to M. Sazonof.

(Télégraphique.) Vienne, le 15 (28) juillet, 1914.

J'ai entretenu aujourd'hui le Comte *Berchtold* dans le sens des instructions de votre Excellence. Je lui fis observer, en termes les plus amicaux,

combien il était désirable de trouver une solution qui, en consolidant les bons rapports entre l'Autriche-Hongrie et la Russie, donnerait à la Monarchie austro-hongroise des garanties sérieuses pour ses rapports futurs avec la Serbie.

J'attirais l'attention du Comte *Berchtold* sur tous les dangers pour la paix de l'Europe, qu'entraînerait un conflit armé entre l'Autriche-Hongrie et la Serbie.

Le Comte *Berchtold* me répondit qu'il se rendait parfaitement compte du sérieux de la situation et des avantages d'une franche explication avec le Cabinet de Saint-Pétersbourg. Il me dit que d'un autre côté le Gouvernement austro-hongrois, qui ne s'était décidé que très mal volontiers aux mesures énergiques qu'il avait prises contre la Serbie, ne pouvait plus ni reculer, ni entrer en discussion aucune des termes de la note austro-hongroise.

Le Comte *Berchtold* ajouta que la crise était devenue si aigue, et que l'excitation de l'opinion publique avait atteint tel degré, que le Gouvernement, le voulait-il, ne pouvait plus y consentir, d'autant moins, me dit-il, que la réponse même de la Serbie donne la preuve du manque de sincérité de ses promesses pour l'avenir.

2. M. Sazonof, Russian Minister for Foreign Affairs, to Count Benckendorff, Russian Ambassador in London.

(Télégraphique.) Saint-Pétersbourg, le 16 (29) juillet, 1914.

L'Ambassadeur d'Allemagne m'informe, au nom du Chancelier, que l'Allemagne n'a pas cessé d'exercer à Vienne une influence modératrice et qu'elle continuera cette action même après la déclaration de guerre. Jusqu'à ce matin il n'y avait aucune nouvelle que les armées autrichiennes aient franchi la frontière serbe. J'ai prié l'Ambassadeur de transmettre au Chancelier mes remerciements pour la teneur amicale de cette communication. Je l'ai informé des mesures militaires prises par la Russie, dont aucune lui dis-je, n'était dirigée contre l'Allemagne; j'ajoutais qu'elles ne préjugeaient pas non plus des mesures agressives contre l'Autriche-Hongrie, ces mesures s'expliquant par la mobilisation de la plus grande partie de l'armée austro-hongroise.

L'Ambassadeur se prononçant en faveur d'explications directes avec le Cabinet de Vienne et nous, je répondis que j'y étais tout disposé, pour peu que les conseils du Cabinet de Berlin dont il parlait trouvent écho à Vienne.

En même temps je signalais que nous étions tout disposés à accepter le projet d'une conférence des quatre Puissances, un projet auquel, paraissait-il, l'Allemagne ne sympathisait pas entièrement.

Je dis que, dans mon opinion, le meilleur moyen pour mettre à profit tous les moyens propres à produire une solution pacifique, consisterait en une action parallèle des pourparlers d'une conference à quatre de l'Allemagne, de la France, de l'Angleterre et de l'Italie et d'un contact direct entre l'Autriche-Hongrie et la Russie, à l'instar à peu près de ce qui avait eu lieu aux moments les plus critiques de la crise de l'an dernier.

Je dis à l'Ambassadeur qu'après les concessions faites par la Serbie, un terrain de compromis pour les questions restées ouvertes ne serait pas très difficile à trouver, à condition toutefois de quelque bonne volonté de la part de l'Autriche et à condition que toutes les Puissances usent de toute leur influence dans un sens de conciliation.

3. M. Sazonof, Russian Minister for Foreign Affairs, to Count Benckendorff, Russian Ambassador in London.

(Télégraphique.) Saint-Pétersbourg, le 16 (29) juillet, 1914.

Lors de mon entretien avec l'Ambassadeur d'Allemagne, dont traite mon télégramme précédent, je n'avais pas encore reçu le télégramme du 15 (28) juillet de M. *Schébéko.*

Le contenu de ce télégramme constitue un refus du Cabinet de Vienne de procéder à un échange d'idées direct avec le Gouvernement Impérial.

Dès lors, il ne nous reste plus qu'à nous en remettre entièrement au Gouvernement britannique pour l'initiative des démarches qu'il jugera utile de provoquer.

Nr. CCCIV. Sir M. de Bunsen, British Ambassador at Vienna, to Sir Edward Grey.

(Telegraphic.) Vienna, July 29, 1914.

I learn that mobilisation of Russian corps destined to carry out operations on Austrian frontier has been ordered. My informant is Russian Ambassador. Ministry for Foreign Affairs here has realised, though somewhat late in the day, that Russia will not remain indifferent in present crisis. I believe that the news of Russian mobilisation will not be a surprise to the Ministry, but so far it is not generally known in Vienna this evening. Unless mediation, which German Government declared themselves ready to offer in concert with three other Great Powers not immediately interested in the Austro-Servian dispute, be brought to bear forthwith, irrevocable steps may be taken in present temper of this country. German Ambassador feigns surprise that Servian affairs should be of such interest to Russia. Both my Russian and French colleagues have spoken to him to-day. Russian Ambassador expressed the hope that it might still be possible to arrange matters, and explained that it was impossible for Russia to do otherwise than take an interest in the present dispute. Russia, he said, had done what she could already at Belgrade to induce Servian Government to meet principal Austrian demands in a favourable spirit; if approached in a proper manner, he thought she would probably go still further in this direction. But she was justly offended at having been completely ignored, and she could not consent to be excluded from the settlement. German Ambassador said that if proposals were put forward which opened any prospect of possible acceptance by both sides, he personally thought that Germany might consent to act as mediator in concert with the three other Powers.

I gather from what Russian Ambassador said to me that he is much afraid of the effect that any serious engagement may have upon Russian public opinion. I gathered, however, that Russia would go a long way to meet Austrian demands on Servia.

Nr. CCCV. Sir M. de Bunsen, British Ambassador at Vienna, to Sir Edward Grey.

(Telegraphic.) Vienna, July 30, 1914.

Russian Ambassador hopes that Russian mobilisation will be regarded by Austria as what it is, viz., a clear intimation that Russia must be consulted regarding the fate of Servia, but he does not know how the Austrian Government are taking it. He says that Russia must have an assurance that Servia will not be crushed, but she would understand that Austria-Hungary is compelled to exact from Servia measures which will secure her Slav provinces from the continuance of hostile propaganda from Servian territory.

The French Ambassador hears from Berlin that the German Ambassador at Vienna is instructed to speak seriously to the Austro-Hungarian Government against acting in a manner calculated to provoke a European war.

Unfortunately the German Ambassador is himself so identified with extreme anti-Russian and anti-Servian feeling prevalent in Vienna that he is unlikely to plead the cause of peace with entire sincerity.

Although I am not able to verify it, I have private information that the German Ambassador knew the text of the Austrian ultimatum to Servia before it was despatched and telegraphed it to the German Emperor. I know from the German Ambassador himself that he endorses every line of it.

Nr. CCCVI. Sir M. de Bunsen, British Ambassador at Vienna, to Sir Edward Grey.

(Telegraphic.) Vienna, July 30, 1914.

The Russian Ambassador gave the French Ambassador and myself this afternoon at the French Embassy, where I happened to be, an account of his interview with the Minister for Foreign Affairs, which he said was quite friendly. The Minister for Foreign Affairs had told him that as Russia had mobilised, Austria must, of course, do the same. This, however, should not be regarded as a threat, but merely as the adoption of military precautions similar to those which had been taken across the frontier. He said he had no objection to the Russian Minister for Foreign Affairs and the Austrian Ambassador at St. Petersburgh continuing their conversations, although he did not say that they could be resumed on the basis of the Servian reply.

On the whole, the Russian Ambassador is not dissatisfied. He had begun to make his preparations for his departure on the strength ol a rumour that Austria would declare war in reply to mobilisation. He now hopes that something may ye be done to prevent war with Austria.

Nr. CCCVII. Sir G. Buchanan, British Ambassador at St. Petersburgh, to Sir Edward Grey.

(Telegraphic.) St. Petersburgh, July 30, 1914.

French Ambassador and I visited Minister for Foreign Affairs this morning. His Excellency said that German Ambassador had told him yesterday afternoon that German Government were willing to guarantee that Servian integrity would be respected by Austria. To this he had replied that this might be so, but nevertheless Servia would become an Austrian vassal, just as, in similar circumstances, Bokhara had become a Russian vassal. There would be a revolution in Russia if she were to tolerate such a state of affairs.

M. *Sazonof* told us that absolute proof was in possession of Russian Government that Germany was making military and naval preparations against Russia—more particularly in the direction of the Gulf of Finland.

German Ambassador had a second interview with Minister for Foreign Affairs at 2 A. M., when former completely broke down on seeing that war was inevitable. He appealed to M. *Sazonof* to make some suggestion which he could telegraph to German Government as a last hope. M. *Sazonof* accordingly drew up and handed to German Ambassador a formula in French, of which following is translation:

„If Austria, recognising that her conflict with Servia has assumed character of question of European interest, declares herself ready to eliminate from her ultimatum points which violate principle of sovereignty of Servia, Russia engages to stop all military preparations."

Preparations for general mobilisation will be proceeded with if this proposal is rejected by Austria, and inevitable result will be a European war. Excitement here has reached such a pitch that, if Austria refuses to make a concession, Russia cannot hold back, and now that she knows that Germany is arming, she can hardly postpone, for strategical reasons, converting partial into general mobilisation.

Nr. CCCVIII. Sir E. Goschen, British Ambassador at Berlin, to Sir Edward Grey.

(Telegraphic.) Berlin, July 30, 1914.

Secretary of State informe me that immediately on receipt of Prince *Lichnowsky's* telegram recording his last conversation with you he asked Austro-Hungarian Government whether they would be willing to accept mediation on basis of occupation by Austrian troops of Belgrade or some other point and issue their conditions from here. He has up till now received no reply, but he fears Russian mobilisation against Austria will have increased difficulties, as Austria-Hungary, who has as yet only mobilised against Servia, will probably find it necessary also against Russia. Secretary of State says if you can succeed in getting Russia to agree to above basis for an arrange-

ment and in persuading her in the meantime to take no steps which might be regarded as an act of aggression against Austria he still sees some chance that European peace may be preserved.

He begged me to impress on you difficulty of Germany's position in view of Russian mobilisation and military measures which he hears are being taken in France. Beyond recall of officers on leave—a measure which had been officially taken after, and not before, visit of French Ambassador yesterday—Imperial Government had done nothing special in way of military preparations. Something, however, would have soon to be done, for it might be too late, and when they mobilised they would have to mobilise on three sides. He regretted this, as he knew France did not desire war, but it would be a military necessity.

His Excellency added that telegram received from Prince *Lichnowsky* last night contains matter which he had heard with regret, but not exactly with surprise, and at all events he thoroughly appreciated frankness and loyalty with which you had spoken.

He also told me that this telegram had only reached Berlin very late last night; had it been received earlier Chancellor would, of course, not have spoken to me in the way he had done.

Nr. CCCIX. Sir F. Bertie, British Ambassador at Paris, to Sir Edward Grey.

(Telegraphic.) Paris, July 30, 1914.

President of the Republic tells me that the Russian Government have been informed by the German Government that unless Russia stops her mobilisation Germany would mobilise. But a further report, since received from St. Petersburgh, states that the German communication had been modified, and was now a request to be informed on what conditions Russia would consent to demobilisation. The answer given is that she agrees to do so on condition that Austria-Hungary gives an assurance that she will respect the sovereignty of Servia and submit certain of the demands of the Austrian note, which Servia has not accepted, to an international discussion.

President thinks that these conditions will not be accepted by Austria. He is convinced that peace between the Powers is in the hands of Great Britain. If His Majesty's Government announced that England would come to the aid of France in the event of a conflict between France and Germany as a result of the present differences between Austria and Servia, there would be no war, for Germany would at once modify her attitude.

I explained to him how difficult it would be for His Majesty's Government to make such an announcement, but he said that he must maintain that it would be in the interests of peace. France, he said, is pacific. She does not desire war, and all that she has done at present is to make preparations for mobilisation so as not to be taken unawares. The French

Government will keep His Majesty's Government informed of everything that may be done in that way. They have reliable information that the German troops are concentrated round Thionville and Metz ready for war. If there were a general war on the Continent it would inevitably draw England into it for the protection of her vital interests. A declaration now of her intention to support France, whose desire it is that peace should be maintained, would almost certainly prevent Germany from going to war.

Nr. CCCX. Sir R. Rodd, British Ambassador at Rome, to Sir Edward Grey.

(Telegraphic.) Rome, July 30, 1914.

German Ambassador told me last night that he thought Germany would be able to prevent Austria from making any exorbitant demands if Servia could be induced to submit, and to ask for peace early, say, as soon as the occupation of Belgrade had been accomplished.

I made to his Excellency the personal suggestion that some formula might be devised by Germany which might be acceptable for an exchange of views.

I see, however, that you have already made this suggestion.

Nr. CCCXI. Sir Edward Grey to Sir E. Goschen, British Ambassador at Berlin.

(Telegraphic.) Foreign Office, July 30, 1914.

Your telegram of 29th July.

His Majesty's Government cannot for a moment entertain the Chancellor's proposal that they should bind themselves to neutrality on such terms.

What he asks us in effect is to engage to stand by while French colonies are taken and France is beaten so long as Germany does not take French territory as distinct from the colonies.

From the material point of view such a proposal is unacceptable, for France, without further territory in Europe being taken from her, could be so crushed as to lose her position as a Great Power, and become subordinate to German policy.

Altogether apart from that, it would be a disgrace for us to make this bargain with Germany at the expense of France, a disgrace from which the good name of this country would never recover.

The Chancellor also in effect asks us to bargain away whatever obligation or interest we have as regards the neutrality of Belgium. We could not entertain that bargain either.

Having said so much it is unnecessary to examine whether the prospect of a future general neutrality agreement between England and Germany offered positive advantages sufficient to compensate us for tying our hands now. We must preserve our full freedom to act as circumstances may seem

to us to require in any such unfavourable and regrettable development of the present crisis as the Chancellor contemplates.

You should speak to the Chancellor in the above sense, and add most earnestly that the one way of maintaining the good relations between England and Germany is that they should continue to work together to preserve the peace of Europe; if we succeed in this object, the mutual relations of Germany and England will, I believe, be *ipso facto* improved and strengthened. For that object His Majesty's Government will work in that way with all sincerity and goodwill.

And I will say this: If the peace of Europe can be preserved, and the present crisis safely passed, my own endeavour will be to promote some arrangement to which Germany could be a party, by which she could be assured that no aggressive or hostile policy would be pursued against her or her allies by France, Russia, and ourselves, jointly or separately. I have desired this and worked for it, as far as I could, through the last Balkan crisis, and Germany, having a corresponding object, our relations sensibly improved. The idea has hitherto been too Utopian to form the subject of definite proposals, but if this present crisis, so much more acute than any that Europe has gone through for generations, be safely passed, I am hopeful that the relief and reaction which will follow may make possible some more definite rapprochement between the Powers than has been possible hitherto.

Nr. CCCXII. Sir Edward Grey to Sir E. Goschen, British Ambassador at Berlin.

(Telegraphic.) Foreign Office, July 30, 1914.

I have warned Prince *Lichnowsky* that Germany must not count upon our standing aside in all circumstances. This is doubtless the substance of the telegram from Prince *Lichnowsky* to German Chancellor, to which reference is made in the last two paragraphs of your telegram of 30th July.

Nr. CCCXIII. Sir Edward Grey to Sir G. Buchanan, British Ambassador at St. Petersburgh.

(Telegraphic.) Foreign Office, July 30, 1914.

German Ambassador informs me that German Government would endeavour to influence Austria, after taking Belgrade and Servian territory in region of frontier, to promise not to advance further, while Powers endeavoured to arrange that Servia should give satisfaction sufficient to pacify Austria. Territory occupied would of course be evacuated when Austria was satisfied. I suggested this yesterday as a possible relief to the situation, and, if it can be obtained, I would earnestly hope that it might be agreed to suspend further military preparations on all sides.

Russian Ambassador has told me of condition laid down by M. *Sazonof*, as quoted in your telegram of the 30th July, and fears it cannot be modified;

but if Austrian advance were stopped after occupation of Belgrade, I think Russian Minister for Foreign Affairs' formula might be changed to read that the Powers would examine how Servia could fully satisfy Austria without impairing Servian sovereign rights or independence.

If Austria, having occupied Belgrade and neighbouring Servian territory, declares herself ready, in the interest of European peace, to cease her advance and to discuss how a complete settlement can be arrived at, I hope that Russia would also consent to discussion and suspension of further military preparations, provided that other Powers did the same.

It is a slender chance of preserving peace, but the only one I can suggest if Russian Minister for Foreign Affairs can come to no agreement at Berlin. You should inform Minister for Foreign Affairs.

Nr. CCCXIV. Sir Edward Grey to Sir F. Bertie, British Ambassador at Paris.

(Telegraphic.) Foreign Office, July 30, 1914.

You should inform the Minister for Foreign Affairs of my telegram to Sir *G. Buchanan* of to-day, and say that I know that he has been urging Russia not to precipitate a crisis. I hope he may be able to support this last suggestion at St. Petersburgh.

Nr. CCCXV. Sir Edward Grey to Sir F. Bertie, British Ambassador at Paris.

Foreign Office, July 30, 1914.

M. *Cambon* reminded me to-day of the letter I had written to him two years ago, in which we agreed that, if the peace of Europe was seriously threatened, we would discuss what we were prepared to do. I enclose for convenience of reference copies of the letter in question and of M. *Cambon's* reply. He said that the peace of Europe was never more seriously threatened than it was now. He did not wish to ask me to say directly that we would intervene, but he would like me to say what we should do if certain circumstances arose. The particular hypothesis he had in mind was an aggression by Germany on France. He gave me a paper, of which a copy is also enclosed, showing that the German military preparations were more advanced and more on the offensive upon the frontier than anything France had yet done. He anticipated that the aggression would take the form of either a demand that France should cease her preparations, or a demand that she should engage to remain neutral if there was war between Germany and Russia. Neither of these things could France admit.

I said that the Cabinet was to meet to-morrow morning, and I would see him again to-morrow afternoon.

Enclosure 1 in No. 105.[1])

Foreign Office, November 22, 1912.

From time to time in recent years the French and British naval and military experts have consulted together. It has always been understood that such consultation does not restrict the freedom of either Government to decide at any future time whether or not to assist the other by armed force. We have agreed that consultation between experts is not, and ought not to be regarded as, an engagement that commits either Government to action in a contingency that has not arisen and may never arise. The disposition, for instance, of the French and British fleets respectively at the present moment is not based upon an engagement to co-operate in war.

You have, however, pointed out that, if either Government had grave reason to expect an unprovoked attack by a third Power, it might become essential to know whether it could in that event depend upon the armed assistance of the other.

I agree that, if either Government had grave reason to expect an unprovoked attack by a third Power, or something that threatened the general peace, it should immediately discuss with the other whether both Governments should act together to prevent aggression and to preserve peace, and, if so, what measures they would be prepared to take in common. If these measures involved action, the plans of the General Staffs would at once be taken into consideration, and the Governments would then decide what effect should be given to them.

Enclosure 2 in No. 105.[1])

L'Ambassade de France, Londres, le 23 novembre, 1912.

Par votre lettre en date d'hier, 22 novembre, vous m'avez rappelé que, dans ces dernières années, les autorités militaires et navales de la France et de la Grande-Bretagne s'étaient consultées de temps en temps; qu'il avait toujours été entendu que ces consultations ne restreignaient pas la liberté, pour chaque Gouvernement, de décider dans l'avenir s'ils se prêteraient l'un l'autre le concours de leurs forces armées; que, de part et d'autre, ces consultations entre spécialistes n'étaient et ne devaient pas être considérées comme des engagements obligeant nos Gouvernements à agir dans certains cas; que cependant je vous avais fait observer que, si l'un ou l' autre des deux Gouvernements avait de graves raisons d'appréhender une attaque non provoquée de la part d'une tierce Puissance, il deviendrait essentiel de savoir s'il pourrait compter sur l'assistance armée de l'autre.

Votre lettre répond à cette observation, et je suis autorisé à vous déclarer que, dans le cas où l'un de nos deux Gouvernements aurait un motif grave d'appréhender soit l'aggression d'une tierce puissance, soit quelque événement menaçant pour la paix générale, ce Gouvernement examinerait immédiatement avec l'autre si les deux Gouvernements doivent agir de concert

[1]) Nr. 105 des **Bb.** = die Nr. CCCXV oben S. 432. — Herausgeber.

en vue de prévenir l'agression ou de sauvegarder la paix. Dans ce cas, les deux Gouvernemants délibéreraint sur les mesures qu'ils seraient disposés à prendre en commun; si ces mesures comportaient une action, les deux Gouvernements prendraient aussitôt en considération les plans de leurs états majors et décideraient alors de la suite qui devrait être donnée à ces plans.

Enclosure 3 in Nr. 105.[1])

L'armée allemande a ses avantpostes sur nos bornes-frontières, hier;[2]) par deux fois des patrouilles allemandes ont pénétré sur notre territoire. Nos avant-postes sont en retraite à 10 kilom. en arrière de la frontière. Les populations ainsi abandonnées à l'attaque de l'armée adverse protestent; mais le Gouvernement tient à montrer à l'opinion publique et au Gouvernement britannique que l'agresseur ne sera en aucun cas la France. Tout le 16e Corps de Metz renforcé par une partie du 8e venu de Trèves et de Cologne occupe la frontière de Metz au Luxembourg. Le 15e Corps d'Armée de Strasbourg a serré sur la frontière. Sous menace d'être fusillés les Alsaciens-Lorrains des pays annexés ne peuvent pas passer la frontière; des réservistes par dizaines de milliers sont rappelés en Allemagne: c'est le dernier stade avant la mobilisation: or, nous n'avons rappelé aucun réserviste.

Comme vous le voyez, l'Allemagne l'a fait. J'ajoute que toutes nos informations concordent pour montrer que les préparatifs allemands ont commencé samedi*, le jour même de la remise de la note autrichienne.

Ces éléments, ajoutés à ceux contenus dans mon télégramme d'hier, vous permettent de faire la preuve au Gouvernement britannique de la volonté pacifique de l'un et des intentions agressives de l'autre.

* *Sic: in original. The actual date of the presentation of the Austrian ultimatum was, in fact, Thursday, July 23. The Servian reply was dated Saturday, July 25, and it is clearly to the latter document that reference is intended.*

Nr. CCCXVI. Sir R. Rodd, British Ambassador at Rome, to Sir Edward Grey.

(Telegraphic.) Rome, July 30, 1914.

I learnt from the Minister for Foreign Affairs, who sent for me this evening, that the Austrian Government had declined to continue the direct exchange of views with the Russian Government. But he had reason to believe that Germany was now disposed to give more conciliatory advice to Austria, as she seemed convinced that we should act with France and Russia, and was most anxious to avoid issue with us.

He said he was telegraphing to the Italian Ambassador at Berlin to ask the German Government to suggest that the idea of an exchange of views between the four Powers should be resumed in any form which Austria

[1]) Nr. 105 des **Bb.** = die Nr. CCCXV oben S. 432. — Herausgeber.

[2]) Im **Bb.** (s. oben S. 210) hat dieses Schreiben kein Datum. In der ersten Ausgabe des englischen Blaubuchs stand als Datum: 30. Juli, und der Text der ersten Zeile hieß: „hier (vendredi).“ — Herausgeber.

would consider acceptable. It seemed to him that Germany might invite Austria to state exactly the terms which she would demand from Servia, and give a guarantee that she would neither deprive her of independence nor annex territory. It would be useless to ask for anything less than was contained in the Austrian ultimatum, and Germany would support no proposal that might imply non-success for Austria. We might, on the other hand, ascertain from Russia what she would accept, and, once we knew the standpoints of these two countries, discussions could be commenced at once. There was still time so long as Austria had received no check. He in any case was in favour of continuing an exchange of views with His Majesty's Government if the idea of discussions between the four Powers was impossible.

Nr. CCCXVII. Sir E. Goschen, British Ambasador at Berlin, to Sir Edward Grey.

(Telegraphic.) Berlin, July 30, 1914.

I do not know wheter you have received a reply from the German Government to the communication which you made to them through the German Ambassador in London asking whether they could suggest any method by which the four Powers could use their mediating influence between Russia and Austria. I was informed last night that they had not had time to send an answer yet. To-day, in reply to an enquiry from the French Ambassador as to whether the Imperial Government had proposed any course of action, the Secretary of State said that he had felt that time would be saved by communicating with Vienna direct, and that he had asked the Austro-Hungarian Government what would satisfy them. No answer had, however, yet been returned.

The Chancellor told me last night that he was „pressing the button" as hard as he could, and that he was not sure whether he had not gone so far in urging moderation at Vienna that matters had been precipitated rather than otherwise.

Nr. CCCXVIII. Sir E. Goschen, British Ambassador at Berlin, to Sir Edward Grey.

(Telegraphic.) Berlin, July 31, 1914.

Chancellor informs me that his efforts to preach peace and moderation at Vienna have been seriously handicapped by the Russian mobilisation against Austria. He has done everything possible to attain his object at Vienna, perhaps even rather more than was altogether palatable at the Ballplatz. He could not, however, leave his country defenceless while time was being utilised by other Powers: and if, as he learns is the case, military measures are now being taken by Russia against Germany also, it would be impossible for him to remain quiet. He wished to tell me that it was quite possible that in a very short time, to-day perhaps, the German Government, would take some very serious step: he was, in fact, just on the point of going to have an audience with the Emperor.

His Excellency added that the news of the active preparations on the Russo-German frontier had reached him just when the Czar had appealed to the Emperor, in the name of their old friendship, to mediate at Vienna, and when the Emperor was actually conforming to that request.

Nr. CCCXIX. Sir E. Goschen, British Ambassador at Berlin to Sir Edward Grey.

(Telegraphic.) Berlin, July 31, 1914.

I read to the Chancellor this morning your answer to his appeal for British neutrality in the event of war, as contained in your telegram of yesterday. His Excellency was so taken up with the news of the Russian measures along the frontier, referred to in my immediately preceding telegram, that he received your communication without comment. He asked me to let him have the message that I had just read to him as a memorandum, as he would like to reflect upon it before giving an answer, and his mind was so full of grave matters that he could not be certain of remembering all its points. I therefore handed to him the text of your message on the understanding that it should be regarded merely as a record of conversation and not as an official document.

His Excellency agreed.

Nr. CCCXX. Sir Edward Grey to Sir G. Buchanan, British Ambassador at St. Petersburgh.

(Telegraphic.) Foreign Office, July 31, 1914.

I learn from the German Ambassador that, as a result of suggestions by the German Government, a conversation has taken place at Vienna between the Austrian Minister for Foreign Affairs and the Russian Ambassador. The Austrian Ambassador at St. Petersburgh has also been instructed that he may converse with the Russian Minister for Foreign Affairs, and that he should give explanations about the Austrian ultimatum to Servia, and discuss suggestions and any questions directly affecting Austro-Russian relations. If the Russian Government object to the Austrians mobilising eight army corps, it might be pointed out that this is not too great a number against 400,000 Servians.

The German Ambassador asked me to urge the Russian Government to show goodwill in the discussions and to suspend their military preparations.

It is with great satisfaction that I have learnt that discussions are being resumed between Austria and Russia, and you should express this to the Minister for Foreign Affairs and tell him that I earnestly hope he will encourage them.

I informed the German Ambassador that, as regards military preparations, I did not see how Russia could be urged to suspend them unless some limit were put by Austria to the advance of her troops into Servia.

Nr. CCCXXI. Sir Edward Grey to Sir E. Goschen, British Ambassador at Berlin.

(Telegraphic.) Foreign Office, July 31, 1914.

I hope that the conversations which are now proceeding between Austria and Russia may lead to satisfactory result. The stumbling-block hitherto has been Austrian mistrust of Servian assurances, and Russian mistrust of Austrian intentions with regard to the independence and integrity of Servia. It has occurred to me that, in the event of this mistrust preventing a solution being found by Vienna and St. Petersburgh, Germany might sound Vienna, and I would undertake to sound St. Petersburgh whether it would be possible for the four disinterested Powers to offer to Austria that they would undertake to see that she obtained full satisfaction of her demands on Servia, provided that they did not impair Servian sovereignty and the integrity of Servia territory. As your Excellency is aware, Austria has already declared her willingness to respect them. Russia might be informed by the four Powers that they would undertake to prevent Austrian demands going the length of impairing Servian sovereignty and integrity. All Powers would of course suspend further military operations or preparations.

You may sound the Secretary of State about this proposal.

I said to German Ambassador this morning that if Germany could get any reasonable proposal put forward which made it clear that Germany and Austria were striving to preserve European peace, and that Russia and France would be unreasonable if they rejected it, I would support it at St. Petersburgh and Paris, and go the length of saying that if Russia and France would not accept it His Majesty's Government would have nothing more to do with the consequences; but otherwise, I told German Ambassador that if France became involved we should be drawn in.

You can add this when sounding Chancellor or Secretary of State as to proposal above.

Nr. CCCXXII. Sir E. Goschen, British Ambassador at Berlin to Sir Edward Grey.

(Telegraphic.) Berlin, July 31, 1914.

According to information just received by German Government from their Ambassador at St. Petersburgh, whole Russian army and fleet are being mobilised. Chancellor tells me that "Kriegsgefahr" will be proclaimed at once by German Government, as it can only be against Germany that Russian general mobilisation is directed. Mobilisation would follow almost immediately. His Excellency added in explanation that "Kriegsgefahr" signified the taking of certain precautionary measures consequent upon strained relations with a foreign country.

This news from St. Petersburgh, added his Excellency, seemed to him to put an end to all hope of a peaceful solution of the crisis. Germany must certainly prepare for all emergencies.

I asked him whether he could not still put pressure on the authorities at Vienna to do something in general interests to reassure Russia and to show themselves disposed to continue discussions on a friendly basis. He replied that last night he had begged Austria to reply to your last proposal, and that he had received a reply to the effect that Austrian Minister for Foreign Affairs would take wishes of the Emperor this morning in the matter.

Nr. CCCXXIII. Sir G. Buchanan, British Ambassador at St. Petersburgh, to Sir Edward Grey.

(Telegraphic.) St. Petersburgh, July 31, 1914.

It has been decided to issue orders for general mobilisation.

This decision was taken in consequence of report received from Russian Ambassador in Vienna to the effect that Austria is determined not to yield to intervention of Powers, and that she is moving troops against Russia as well as against Servia.

Russia has also reason to believe that Germany is making active military preparations, and she cannot afford to let her get a start.

Nr. CCCXXIV. Sir Edward Grey to Sir F. Bertie, British Ambassador at Paris, and Sir E. Goschen, British Ambassador at Berlin.

(Telegraphic.) Foreign Office, July 31, 1914.

I still trust that the situation is not irretrievable, but in view of prospect of mobilisation in Germany it becomes essential to His Majesty's Government, in view of existing treaties, to ask whether French (German) Government are prepared to engage to respect neutrality of Belgium so long as no other Power violates it.

A similar request is being addressed to German (French) Government. It is important to have an early answer.

Nr. CCCXXV. Sir Edward Grey to Sir F. Villiers, British Minister at Brussels.

(Telegraphic.) Foreign Office, July 31, 1914.

In view of existing treaties, you should inform Minister for Foreign Affairs, that in consideration of the possibility of a European war, I have asked French and German Governments whether each is prepared to respect the neutrality of Belgium provided it is violated by no other Power.

You should say that I assume that the Belgian Government will maintain to the utmost of their power their neutrality, which I desire and expect other Powers to uphold and observe.

You should inform the Belgian Government that an early reply is desired.

Nr. CCCXXVI. Sir Edward Grey to Sir F. Bertie, British Ambassador at Paris.

(Telegraphic.) Foreign Office, July 31, 1914.

I have received your telegram of yesterday's date.

Nobody here feels that in this dispute, so far as it has yet gone, British treaties or obligations are involved. Feeling is quite different from what it was during the Morocco question. That crisis involved a dispute directly involving France whereas in this case France is being drawn into a dispute which is not hers.

I believe it to be quite untrue that our attitude has been a decisive factor in situation. German Government do not expect our neutrality.

We cannot undertake a definite pledge to intervene in a war. I have so told the French Ambassador, who has urged His Majesty's Government to reconsider this decision.

I have told him that we should not be justified in giving any pledge at the present moment, but that we will certainly consider the situation again directly there is a new development.

Nr. CCCXXVII. Sir F. Bertie, British Ambassador at Paris, to Sir Edward Grey.

(Telegraphic.) Paris, July 31, 1914.

At 7 o'clock this evening I was sent for by Minister for Foreign Affairs. When I arrived the German Ambassador was leaving his Excellency.

German Ambassador had informed his Excellency that, in view of the fact that orders had been given for the total mobilisation of Russian army and fleet, German Government have in an ultimatum which they have addressed to the Russian Government required that Russian forces should be demobilised.

The German Government will consider it necessary to order the total mobilisation of the German army on the Russian and French frontiers if within twelve hours the Russian Government do not give an undertaking to comply with German demand.

The Minister for Foreign Affairs asks me to communicate this to you, and enquires what, in these circumstances, will be the attitude of England.

German Ambassador could not say when the twelve hours terminates. He is going to call at the Ministry for Foreign Affairs to-morrow (Saturday) at 1 P. M. in order to receive the French Government's answer as to the attitude they will adopt in the circumstances.

He intimated the possibility of his requiring his passports.

I am informed by the Russian Ambassador that he is not aware of any general mobilisation of the Russian forces having taken place.

Nr. CCCXXVIII. Sir M. de Bunsen, British Ambassador at Vienna, to Sir Edward Grey.

(Telegraphic.) Vienna, July 31, 1914.

I am informed by Count *Forgach*, Under-Secretary of State, that although Austria was compelled to respond to Russian mobilisation, which he deplored, the Austrian Ambassador in London has received instructions to inform you that mobilisation was not to be regarded as a necessarily hostile act on either side. Telegrams were being exchanged between the Emperor of Russia and the German Emperor, and conversations were proceeding between Austrian Ambassador at St. Petersburgh and Russian Minister for Foreign Affairs. A general war might, he seriously hoped, be staved off by these efforts. On my expressing my fear that Germany would mobilise, he said that Germany must do something, in his opinion, to secure her position. As regards Russian intervention on behalf of Servia, Austria-Hungary found it difficult to recognise such a claim. I called his attention to the fact that during the discussion of the Albanian frontier at the London Conference of Ambassadors the Russian Government had stood behind Servia, and that a compromise between the views of Russia and Austria-Hungary resulted with accepted frontier line. Although he spoke in a conciliatory tone, and did not regard the situation as desperate, I could not get from him any suggestion for a similiar compromise in the present case. Count *Forgach* is going this afternoon to see the Russian Ambassador, whom I have informed of the above conversation.

The Russian Ambassador has explained that Russia has no desire to interfere unduly with Servia; that, as compared with the late Russian Minister, the present Minister at Belgrade is a man of very moderate views; and that, as regards Austrian demands, Russia had counselled Servia to yield to them as far as she possibly could without sacrificing her independence His Excellency is exerting himself strongly in the interests of peace.

Nr. CCCXXIX. Sir Edward Grey to Sir F. Bertie, British Ambassador at Paris.

Foreign Office, July 31, 1914.

M. *Cambon* referred to-day to a telegram that had been shown to Sir *Arthur Nicolson* this morning from the French Ambassador in Berlin, saying that it was the uncertainty with regard to whether we would intervene which was the encouraging element in Berlin, and that, if we would only declare definitely on the side of Russia and France, it would decide the German attitude in favour of peace.

I said that it was quite wrong to suppose that we had left Germany under the impression that we would not intervene. I had refused overtures to promise that we should remain neutral. I had not only definitely declined to say that we would remain neutral, I had even gone so far this morning

as to say to the German Ambassador that, if France and Germany became involved in war, we should be drawn into it. That, of course, was not the same thing as taking an engagement to France, and I told M. *Cambon* of it only to show that we had not left Germany under the impression that we would stand aside.

M. *Cambon* then asked me for my reply to what he had said yesterday.

I said that we had come to the conclusion, in the Cabinet to-day, that we could not give any pledge at the present time. Though we should have to put our policy before Parliament, we could not pledge Parliament in advance. Up to the present moment, we did not feel, and public opinion did not feel, that any treaties or obligations of this country were involved. Further developments might alter this situation and cause the Government and Parliament to take the view that intervention was justified. The preservation of the neutrality of Belgium might be, I would not say a decisive, but an important factor, in determining our attitude. Whether we proposed to Parliament to intervene or not to intervene in a war, Parliament would wish to know how we stood with regard to the neutrality of Belgium, and it might be that I should ask both France and Germany whether each was prepared to undertake an engagement that she would not be the first to violate the neutrality of Belgium.

M. *Cambon* repeated his question whether we would help France if Germany made an attack on her.

I said that I could only adhere to the answer that, as far as things had gone at present, we could not take any engagement.

M. *Cambon* urged that Germany had from the beginning rejected proposals that might have made for peace. It could not be to England's interest that France should be crushed by Germany. We should then be in a very diminished position with regard to Germany. In 1870 we had made a great mistake in allowing an enormous increase of German strength, and we should now be repeating the mistake. He asked me wheter I could not submit his question to the Cabinet again.

I said that the Cabinet would certainly be summoned as soon as there was some new development, but at the present moment the only answer I could give was that we could not undertake any definite engagement.

Nr. CCCXXX. Sir G. Buchanan, British Ambassador at St. Petersburgh, to Sir Edward Grey.

(Telegraphic.) St. Petersburgh, July 31, 1914.

Minister for Foreign Affairs sent for me and French Ambassador and asked us to telegraph to our respective Governments subjoined formula as best calculated to amalgamate proposal made by you in your telegram of 30th July with formula recorded in my telegram of 30th July. He trusted it would meet with your approval:

"Si l'Autriche consentira à arrêter marche des ses troupes sur le territoire serbe, si, reconnaissant que le conflit austro-serbe a assumé le caractère d'une question d'intérêt européen, elle admet que les Grandes Puissances examinent la satisfaction que la Serbie pourrait accorder au Gouvernement d'Autriche-Hongrie sans laisser porter atteinte à ses droits d'Etat souverain et à son indépendance, la Russie s'engage à conserver son attitude expectante."

His Excellency then alluded to the telegram sent to German Emperor by Emperor of Russia in reply to the former's telegram. He said that Emperor *Nicholas* had begun by thanking Emperor *William* for his telegram and for the hopes of peaceful solution which it held out. His Majesty had then proceeded to assure Emperor *William* that no intention whatever of an aggressive character was concealed behind Russian military preparations. So long as conversation with Austria continued, His Imperial Majesty undertook that not a single man should be moved across the frontier; it was, however, of course impossible, for reasons explained, to stop a mobilisation which was already in progress.

M. *Sazonof* said that undoubtedly there would be better prospect of a peaceful solution if the suggested conversation were to take place in London, where the atmosphere was far more favourable, and he therefore hoped that you would see your way to agreeing to this.

His Excellency ended by expressing his deep gratitude to His Majesty's Government, who had done so much to save the situation. It would be largely due to them if war were prevented. The Emperor, the Russian Government, and the Russian people would never forget the firm attitude adopted by Great Britain.

Nr. CCCXXXI. Sir E. Goschen, British Ambassador at Berlin, to Sir Edward Grey.

(Telegraphic.) Berlin, July 31, 1914.

Your telegram of 31st July.

I spent an hour with Secretary of State urging him most earnestly to accept your proposal and make another effort to prevent terrible catastrophe of a European war.

He expressed himself very sympathetically towards your proposal, and appreciated your continued efforts to maintain peace, but said it was impossible for the Imperial Government to consider any proposal until they had received an answer from Russia to their communication of to-day; this communication, which he admitted had the form of an ultimatum, being that, unless Russia could inform the Imperial Government within twelve hours that she would immediately countermand her mobilisation against Germany and Austria, Germany would be obliged on her side to mobilise at once.

I asked his Excellency why they had made their demand even more difficult for Russia to accept by asking them to demobilise in south as well. He replied that it was in order to prevent Russia from saying all her mobilisation was only directed against Austria.

His Excellency said that if the answer from Russia was satisfactory he thought personally that your proposal merited favourable consideration, and in any case he would lay it before the Emperor and Chancellor, but he repeated that it was no use discussing it until the Russian Government had sent in their answer to the German demand.

He again assured me that both the Emperor *William*, at the request of the Emperor of Russia, and the German Foreign Office had even up till last night been urging Austria to show willingness to continue discussions— and telegraphic and telephonic communications from Vienna had been of a promising nature—but Russia's mobilisation had spoilt everything.

Nr. CCCXXXII. Sir E. Goschen, British Ambassador at Berlin, to Sir Edward Grey.

(Telegraphic.) Berlin, July 31, 1914.

Neutrality of Belgium, referred to in your telegram of 31st July to Sir *F. Bertie*.

I have seen Secretary of State, who informs me that he must consult the Emperor and the Chancellor before he could possibly answer. I gathered from what he said that he thought any reply they might give could not but disclose a certain amount of their plan of campaign in the event of war ensuing, and he was therefore very doubtful whether they would return any answer at all. His Excellency, nevertheless, took note of your request.

It appears from what he said that German Government consider that certain hostile acts have already been committed by Belgium. As an instance of this, he alleged that a consignment of corn for Germany had been placed under an embargo already.

I hope to see his Excellency to-morrow again to discuss the matter further, but the prospect of obtaining a definite answer seems to me remote.

In speaking to me to-day the Chancellor made it clear that Germany would in any case desire to know the reply returned to you by the French Government.

Nr. CCCXXXIII. Sir Edward Grey to Sir E. Goschen, British Ambassador at Berlin.

Foreign Office, August 1, 1914.

I told the German Ambassador to-day that the reply of the German Government with regard to the neutrality of Belgium was a matter of very great regret, because the neutrality of Belgium affected feeling in this country. If Germany could see her way to give the same assurance as that which had

been given by France it would materially contribute to relieve anxiety and tension here. On the other hand, if there were a violation of the neutrality of Belgium by one combatant while the other respected it, it would be extremely difficult to restrain public feeling in this country. I said that we had been discussing this question at a Cabinet meeting, and as I was authorised to tell him this I gave him a memorandum of it.

He asked me wheter, if Germany gave a promise not to violate Belgium neutrality we would engage to remain neutral.

I replied that I could not say that; our hands were still free, and we were considering what our attitude should be. All I could say was that our attitude would be determined largely by public opinion here, and that the neutrality of Belgium would appeal wery strongly to public opinion here. I did not think that we could give a promise of neutrality on that condition alone.

The Ambassador pressed me as to whether I could not formulate conditions on which we would remain neutral. He even suggested that the integrity of France and her colonies might be guaranteed.

I said that I felt obliged to refuse definitely any promise to remain neutral on similar terms, and I could only say that we must keep our hands free.

Nr. CCCXXXIV. Sir F. Bertie, British Ambassador at Paris, to Sir Edward Grey.

(Telegraphic.) Paris, July 31, 1914.

On the receipt at 8-30 to-night of your telegram of this afternoon, I sent a message to Minister for Foreign Affairs requesting to see him. He received me at 10-30 to-night at the Elysée, where a Cabinet Council was being held. He took a note of the enquiry as to the respecting by France of the neutrality of Belgium which you instructed me to make.

He told me that a communication had been made to you by the German Ambassador in London of the intention of Germany to order a general mobilisation of her army if Russia do not demobilise at once. He is urgently anxious as to what the attitude of England will be in the circumstances, and begs an answer may be made by His Majesty's Government at the earliest moment possible.

Minister for Foreign Affairs also told me that the German Embassy is packing up.

Nr. CCCXXXV. Sir F. Bertie, British Ambassador at Paris, to Sir Edward Grey.

(Telegraphic.) Paris, July 31, 1914.

My immediately preceding telegram.

Political Director has brought me the reply of the Minister for Foreign Affairs to your enquiry respecting the neutrality of Belgium. It is as follows:

French Government are resolved to respect the neutrality of Belgium, and it would only be in the event of some other Power violating that neutrality that France might find herself under the necessity, in order to assure defence of her own security, to act otherwise. This assurance has been given several times. President of the Republic spoke of it to the King of the Belgians, and the French Minister at Brussels has spontaneously renewed the assurance to the Belgian Minister for Foreign Affairs to-day.

Nr. CCCXXXVI. Sir F. Bertie, British Ambassador at Paris, to Sir Edward Grey.

(Telegraphic.) Paris, August 1, 1914.

I have had conversation with the Political Director, who states that the German Ambassador was informed, on calling at the Ministry for Foreign Affairs this morning, that the French Government failed to comprehend the reason which prompted his communication of yesterday evening. It was pointed out to his Excellency that general mobilisation in Russia had not been ordered until after Austria had decreed a general mobilisation and that the Russian Government were ready to demobilise if all Powers did likewise. It seemed strange to the French Government that in view of this and of the fact that Russia and Austria were ready to converse, the German Government should have at that moment presented an ultimatum at St. Petersburgh requiring immediate demobilisation by Russia. There were no differences at issue between France and Germany, but the German Ambassador had made a menacing communication to the French Government and had requested an answer the next day, intimating that he would have to break off relations and leave Paris if the reply were not satisfactory. The Ambassador was informed that the French Government considered that this was an extraordinary proceeding.

The German Ambassador who is to see the Minister for Foreign Affairs again this evening, said nothing about demanding his passports, but he stated that he had packed up.

Nr. CCCXXXVII. Sir M. de Bunsen, British Ambassador at Vienna, to Sir Edward Grey.

(Telegraphic.) Vienna, August 1, 1914.

General mobilisation of army and fleet.

Nr. CCCXXXVIII. Sir F. Villiers, British Minister at Brussels, to Sir Edward Grey.

(Telegraphic.) Brussels, August 1, 1914.

Belgian neutrality.

The instructions conveyed in your telegram of yesterday have been acted upon.

Belgium expects and desires that other Powers will observe and uphold her neutrality, which she intends to maintain to the utmost of her power. In so informing me, Minister for Foreign Affairs said that, in the event of the violation of the neutrality of their territory, they believed that they were in a position to defend themselves against intrusion. The relations between Belgium and her neighbours were excellent, and there was no reason to suspect their intentions; but he thought it well, nevertheless, to be prepared against emergencies.

Nr. CCXXXIX. Sir Edward Grey to Sir E. Goschen, British Ambassador at Berlin.

(Telegraphic.) Foreign Office, August 1, 1914.

We are informed that authorities at Hamburg have forcibly detained steamers belonging to the Great Central Company and other British merchant-ships[1]).

I cannot ascertain on what ground the detention of British ships has been ordered.

You should request German Government to send immediate orders that they should be allowed to proceed without delay. The effect on public opinion here will be deplorable unless this is done. His Majesty's Government, on their side, are most anxious to avoid any incident of an aggressive nature, and the German Government will, I hope, be equally careful not to take any step which would make the situation between us impossible.

---

[1]) Herausgeber:

Über den Verlauf dieser Angelegenheit berichten folgende Telegramme Sir *E. Goschen's* an Sir *Edward Grey* (**Bb.** Nr. 143, 144):

(Telegraphic.) Berlin, August 1, 1914.

Detention of British merchant ships at Hamburg.

Your telegram of 1st August acted on.

Secretary of State, who expressed the greatest surprise and annoyance, has promised to send orders at once to allow steamers to proceed without delay.

(Telegraphic.) Berlin, August 2, 1914.

My telegram of 1st August.

Secretary of State informs me that orders were sent last night to allow British ships in Hamburg to proceed on their way. He says that this must be regarded as a special favour to His Majesty's Government, as no other foreign ships have been allowed to leave. Reason of detention was that mines were being laid and other precautions being taken.

Nr. CCCXL. Sir Edward Grey to Sir E. Goschen, British Ambassador at Berlin.

(Telegraphic.) Foreign Office, August 1, 1914.

I still believe that it might be possible to secure peace if only a little respite in time can be gained before any Great Power begins war.

The Russian Government has communicated to me the readiness of Austria to discuss with Russia and the readiness of Austria to accept a basis of mediation which is not open to the objections raised in regard to the formula which Russia originally suggested.

Things ought not to be hopeless so long as Austria and Russia are ready to converse, and I hope that German Government may be able to make use of the Russian communications referred to above, in order to avoid tension. His Majesty's Government are carefully abstaining from any act which may precipitate matters.

Nr. CCCXLI. Sir Edward Grey to Sir E. Goschen, British Ambassador at Berlin.

(Telegraphic.) Foreign Office, August 1, 1914.

Following telegram from M. *Sazonof* to Count *Benckendorff* of the 31st July communicated to me to-day:—

"(Urgent.)

"Formule amendée conformément à la proposition anglaise: 'Si Autriche consent à arrêter la marche de ses troupes sur le territoire serbe et si, reconnaissant que le conflit austro-serbe a assumé le caractère d'une question d'intérêt européen, elle admet que les Grandes Puissances examinent la satisfaction que la Serbie pourrait accorder au Gouvernement austro-hongrois sans laisser porter atteinte à ses droits d'Etat souverain et à son indépendance la Russie s'engage à conserver son attitude expectante.'"

(Above communicated to all the Powers.)

Nr. CCCXLII. Sir Edward Grey to Sir E. Goschen, British Ambassador at Berlin.

(Telegraphic.) Foreign Office, August 1, 1914.

M. *De Etter* came to-day to communicate the contents of a telegram from M. *Sazonof*, dated the 31st July, which are as follows:—

"The Austro-Hungarian Ambassador declared the readiness of his Government to discuss the substance of the Austrian ultimatum to Servia. M. *Sazonof* replied by expressing his satisfaction, and said it was desirable that the discussions should take place in London with the participation of the Great Powers.

"M. *Sazonof* hoped that the British Government would assume the direction of these discussions. The whole of Europe would be thankful to

them. It would be very important that Austria should meanwhile put a stop provisionally to her military action on Servian territory."

(The above has been communicated to the six Powers.)

Nr. CCCXLIII. Sir F. Bertie, British Ambassador at Paris, to Sir Edward Grey.

(Telegraphic.) Paris, August 1, 1914.

President of the Republic has informed me that German Government were trying to saddle Russia with the responsibility; that it was only after a decree of general mobilisation had been issued in Austria that the Emperor of Russia ordered a general mobilisation; that, although the measures which the German Government have already taken are in effect a general mobilisation, they are not so designated; that a French general mobilisation will become necessary in self-defence, and that France is already forty-eight hours behind Germany as regards German military preparations; that the French troops have orders not to go nearer to the German frontier than a distance of 10 kilom. so as to avoid any grounds for accusations of provocation to Germany, whereas the German troops, on the other hand, are actually on the French frontier and have made incursions on it; that, notwithstanding mobilisations, the Emperor of Russia has expressed himself ready to continue his conversations with the German Ambassador with a view to preserving the peace; that French Government, whose wishes are markedly pacific, sincerely desire the preservation of peace and do not quite despair, even now, of its being possible to avoid war.

Nr. CCCXLIV. Sir Edward Grey to Sir G. Buchanan, British Ambassador at St. Petersburgh.

(Telegraphic.) Foreign Office, August 1, 1914.

Information reaches me from a most reliable source that Austrian Government have informed German Government that though the situation has been changed by the mobilisation of Russia they would in full appreciation of the efforts of England for the preservation of peace be ready to consider favourably my proposal for mediation between Austria and Servia. The effect of this acceptance would naturally be that the Austrian military action against Servia would continue for the present, and that the British Government would urge upon Russian Government to stop the mobilisation of troops directed against Austria, in which case Austria would naturally cancel those defensive military counter-measures in Galicia, which have been forced upon Austria by Russian mobilisation.

You should inform Minister for Foreign Affairs and say that if, in the consideration of the acceptance of mediation by Austria, Russia can agree to stop mobilisation, it appears still to be possible to preserve peace. Presumably the matter should be discussed with German Government, also by Russian Government.

Nr. CCCXLV. Sir F. Bertie, British Ambassador at Paris, to Sir Edward Grey.

(Telegraphic.) Paris, August 1, 1914.

Minister of War informed military attaché this afternoon that orders had been given at 3.40 for a general mobilisation of the French Army This became necessary because the Minister of War knows that, under the system of "Kriegszustand" the Germans have called up six classes. Three classes are sufficient to bring their covering troops up to war strength, the remaining three being the reserve. This, he says, being tantamount to mobilisation, is mobilisation under another name.

The French forces on the frontier have opposed to them eight army corps on a war footing, and an attack is expected at any moment. It is therefore of the utmost importance to guard against this. A zone of 10 kilom. has been left between the French troops and German frontier. The French troops will not attack, and the Minister of War is anxious that it should be explained that this act of mobilisation is one for purely defensive purposes.

Nr. CCCXLVI. Sir Edward Grey to Sir M. de Bunsen, British Ambassador at Vienna.

(Telegraphic.) Foreign Office, August 1, 1914.

I saw the Austro-Hungarian Ambassador this morning. He supplied me with the substance of a telegram which the Austro-Hungarian Minister for Foreign Affairs had sent to the Austrian Ambassador in Paris. In this telegram his Excellency was given instructions to assure the French Minister for Foreign Affairs that there was no intention in the minds of the Austro-Hungarian Government to impair the sovereign rights of Servia or to obtain territorial aggrandisement. The Ambassador added that he was further instructed to inform the French Minister for Foreign Affairs that there was no truth in the report which had been published in Paris to the effect that Austria-Hungary intended to occupy the sanjak.

Count *Mensdorff* called again later at the Foreign Office. He informed me of a telegram sent yesterday to the Austro-Hungarian Ambassador at St. Petersburgh by Count *Berchtold*, and gave me the substance.

It states that Count *Berchtold* begged the Russian Ambassador, whom he sent for yesterday, to do his best to remove the wholly erroneous impression in St. Petersburgh that the "door had been banged" by Austria-Hungary on all further conversations. The Russian Ambassador promised to do this. Count *Berchtold* repeated on this occasion to the Russian Ambassador the assurance which had already been given at St. Petersburgh, to the effect that neither an infraction of Servian sovereign rights nor the acquisition of Servian territory was being contemplated by Austria-Hungary.

Special attention was called by Count *Mensdorff* to the fact that this telegram contains a statement to the effect that conversations at St. Petersburgh had not been broken off by Austria-Hungary.

Nr. CCCXLVII. Sir E. Goschen, British Ambassador at Berlin, to Sir Edward Grey.

(Telegraphic.) Berlin, August 1, 1914.

Your telegram of to-day.

I have communicated the substance of the above telegram to the Secretary of State, and spent a long time arguing with him that the chief dispute was between Austria and Russia, and that Germany was only drawn in as Austria's ally. If therefore Austria and Russia were, as was evident, ready to discuss matters and Germany did not desire war on her own account, it seemed to me only logical that Germany should hold her hand and continue to work for a peaceful settlement. Secretary of State said that Austria's readiness to discuss was the result of German influence at Vienna, and, had not Russia mobilised against Germany, all would have been well. But Russia by abstaining from answering Germany's demand that she should demobilise, had caused Germany to mobilise also. Russia had said that her mobilisation did not necessarily imply war, and that she could perfectly well remain mobilised for months without making war. This was not the case with Germany. She had the speed and Russia had the numbers, and the safety of the German Empire forbade that Germany should allow Russia time to bring up masses of troops from all parts of her wide dominions. The situation now was that, though the Imperial Government had allowed her several hours beyond the specified time. Russia had sent no answer. Germany had therefore ordered mobilisation, and the German representative at St. Petersburgh had been instructed within a certain time to inform the Russian Government that the Imperial Government must regard their refusal to an answer as creating a state of war.

Nr. CCCXLVIII. Sir G. Buchanan, British Ambassador at St. Petersburgh, to Sir Edward Grey.

(Telegraphic.) St. Petersburg, August 1, 1914.

My telegram of 31st July.

The Emperor of Russia read his telegram to the German Emperor to the German Ambassador at the audience given to his Excellency yesterday. No progress whatever was made.

In the evening M. *Sazonof* had an interview with the Austrian Ambassador who, not being definitely instructed by his Government, did his best to deflect the conversation towards a general discussion of the relations between Austria-Hungary and Russia instead of keeping to the question of Servia. In reply the Minister for Foreign Affairs expressed his desire that these relations should remain friendly, and said that, taken in general, they

were perfectly satisfactory; but the real question which they had to solve at this moment was whether Austria was to crush Servia and to reduce her to the status of a vassal, or whether she was to leave Servia a free and independent State. In these circumstances, while the Servian question was unsolved, the abstract discussion of the relations between Austria-Hungary and Russia was a waste of time. The only place where a successful discussion of this question could be expected was London, and any such discussion was being made impossible by the action of Austria-Hungary in subjecting Belgrade, a virtually unfortified town, to bombardment.

M. *Sazonof* informed the French Ambassador and myself this morning of his conversation with the Austrian Ambassador. He went on to say that during the Balkan crisis he had made it clear to the Austrian Government that war with Russia must inevitably follow an Austrian attack on Servia. It was clear that Austrian domination of Servia was as intolerable for Russia as the dependence of the Netherlands on Germany would be to Great Britain. It was, in fact, for Russia a question of life and death. The policy of Austria had throughout been both tortuous and immoral, and she thought that she could treat Russia with defiance, secure in the support of her Germany ally. Similarly the policy of Germany had been an equivocal and double-faced policy, and it mattered little whether the German Government knew or did not know the terms of the Austrian ultimatum; what mattered was that her intervention with the Austrian Government had been postponed until the moment had passed when its influence would have been felt. Germany was unfortunate in her representatives in Vienna and St. Petersburgh: the former was a violent Russophobe who had urged Austria on, the latter had reported to his Government that Russia would never go to war. M. *Sazonof* was completely weary of the ceaseless endeavours he had made to avoid a war. No suggestion held out to him had been refused. He had accepted the proposal for a conference of four, for mediation by Great Britain and Italy, for direct conversation between Austria and Russia; but Germany and Austria-Hungary had either rendered these attempts for peace ineffective by evasive replies or had refused them altogether. The action of the Austro-Hungarian Government and the German preparations had forced the Russian Government to order mobilisation, and the mobilisation of Germany had created a desperate situation.

M. *Sazonof* added that the formula, of which the text is contained in my telegram of 31st July, had been forwarded by the Russian Government to Vienna, and he would adhere to it if you could obtain its acceptance before the frontier was crossed by German troops. In no case would Russia begin hostilities first.

I now see no possibility of a general war being avoided unless the agreement of France and Germany can be obtained to keep their armies mobilised on their own sides of the frontier, as Russia has expressed her readiness to do, pending a last attempt to reach a settlement of the present crisis.

Nr. CCCIL. Sir F. Bertie, British Ambassador at Paris, to Sir Edward Grey.

(Telegraphic.) Paris, August 1, 1914.

The Minister of War again sent for the military attaché this evening, as he said he wished to keep him informed of the situation. He laid great stress on the fact that the zone of 10 kilom., which he had arranged between the French troops and the German frontier, and which was still occupied by peasants, was a proof of the French endeavours to commit no provocative act.

Nr. CCCL. Sir M. de Bunsen, British Ambassador at Vienna, to Sir Edward Grey.

(Telegraphic.) Vienna, August 1, 1914.

I am to be received to-morrow by Minister for Foreign Affairs. This afternoon he is to see the French and Russian Ambassadors. I have just been informed by the Russian Ambassador of German ultimatum requiring that Russia should demobilise within twelve hours. On being asked by the Russian Minister for Foreign Affairs whether the inevitable refusal of Russia to yield to this curt summons meant war, the German Ambassador replied that Germany would be forced to mobilise if Russia refused. Russian Ambassador at Vienna thinks that war is almost inevitable, and that as mobilisation is too expensive to be kept for long, Germany will attack Russia at once. He says that the so-called mobilisation of Russia amounted to nothing more than that Russia had taken military measures corresponding to those taken by Germany. There seems to be even greater tension between Germany and Russian than there is between Austria and Russia. Russia would, according to the Russian Ambassador, be satisfied even now with assurance respecting Servian integrity and independence. He says that Russia had no intention to attack Austria. He is going again to-day to point out to the Minister for Foreign Affairs that most terrific consequences must ensue from refusal to make this slight concession. This time Russia would fight to the last extremity. I agree with his Excellency that the German Ambassador at Vienna desired war from the first, and that his strong personal bias probably coloured his action here. The Russian Ambassador is convinced that the German Government also desired war from the first.

It is the intention of the French Ambassador to speak earnestly to the Minister for Foreign Affairs to-day on the extreme danger of the situation, and to ask whether proposals to serve as a basis of mediation from any quarter are being considered. There is great anxiety to know what England will do. I fear that nothing can alter the determination of Austro-Hungarian Government to proceed on their present course, if they have made up their mind with the approval of Germany.

Nr. CCCLI. Sir E. Goschen, British Ambassador at Berlin, to Sir Edward Grey.

(Telegraphic.) Berlin, August 1, 1914.

Orders have just been issued for the general mobilisation of the navy and army, the first day of mobilisation to be 2nd August.

4. Aus dem russischen Orangebuch.

(**Ob.** S. 3 ff., Nr. 1 ff.)

Nr. CCCLII. Le Chargé d'Affaires en Serbie au Ministre des Affaires Etrangères.

Belgrade, le 10/23 Juillet 1914. (Télégramme.)

Le Ministre d'Autriche vient de transmettre, à 6 heures du soir, au Ministre des Finances *Patchou*, qui remplace *Pachitch*, une note ultimative de son Gouvernement fixant un délai de 48 heures pour l'acceptation des demandes y contenues. *Giesl* a ajouté verbalement que pour le cas où la note ne serait pas acceptée intégralement dans un délai de 48 heures, il avait l'ordre de quitter Belgrade avec le personnel de la Légation. *Pachitch* et les autres Ministres qui se trouvent en tournée électorale ont été rappelés et sont attendus à Belgrade demain Vendredi à 10 heures du matin. *Patchou* qui m'a communiqué le contenu de la note, sollicite l'aide de la Russie et déclare qu'aucun Gouvernement Serbe ne pourra accepter les demandes de l'Autriche.

(Signé) *Strandtman.*

Nr. CCCLIII. Le Chargé d'Affaires en Serbie au Ministre des Affaires Etrangères.

Belgrade, le 10/23 Juillet 1914. (Télégramme.)

Texte de la note qui a été transmise aujourd'hui par le Ministre d'Autriche-Hongrie au gouvernement Serbe:

— — — — — — — — — — — — — — — — — —

[Folgt der Text der Note, s. oben S. 325 Nr. CXL. — Herausgeber.]

Nr. CCCLIV. Le Ministre des Affaires Etrangères au Chargé d'Affaires en Autriche-Hongrie.

St.-Pétersbourg, le 11/24 Juillet 1914. (Télégramme.)

Veuillez transmettre au Ministre des Affaires Etrangères d'Autriche-Hongrie ce qui suit.

La communication du Gouvernement austro-hongrois aux Puissances le lendemain de la présentation de l'ultimatum à Belgrade ne laisse aux Puissances qu'un délai tout-à-fait insuffisant pour entreprendre quoi qu'il soit d'utile pour l'aplanissement des complications surgies. Pour prévenir les conséquences incalculables et également néfastes pour toutes les Puissances qui peuvent suivre le mode d'action du Gouvernement austro-hongrois, il nous paraît indispensable qu'avant tout le délai donné à la Serbie pour répondre soit prolongé. L'Autriche-Hongrie se déclarant disposée à informer les Puissances des données de l'enquête sur lesquelles le Gouvernement Impérial et Royal base ses accusations, devrait leur donner également le

temps de s'en rendre compte. En ce cas, si les Puissances se convainquaient du bienfondé de certaines des exigences autrichiennes, elles se trouveraient en mesure de faire parvenir au Gouvernement Serbe des conseils en conséquence. Un refus de prolonger le terme de l'ultimatum priverait de toute portée la démarche du Gouvernement austro-hosgrois auprès des Puissances et se trouverait en contradiction avec les bases mêmes des relations internationales.

Communiqué à Londres, Rome, Paris, Belgrade.

(Signé) *Sazonow.*

Nr. CCCLV. Le Ministre des Affaires Etrangères aux Représentants de Sa Majesté l'Empereur en Angleterre, en Allemagne, en Italie et en France.

St.-Pétersbourg, le 11/24 Juillet 1914. (Télégramme.)

Me réfère à mon télégramme à *Koudachew* d'aujourd'hui; nous espérons que le Gouvernement auprés duquel Vous êtes accrédité partagera notre point de vue et prescrira d'urgence à son Représentant à Vienne de se prononcer dans le même sens.

Communiqué à Belgrade.

(Signé) *Sazonow.*

Nr. CCCLVI. Télégramme de Son Altesse Royale le Prince Régent de Serbie à Sa Majesté l'Empereur.

Belgrade, le 11/24 Juillet 1914.

Le Gouvernement Austro-Hongrois a remis hier soir au Gouvernement serbe une note concernant l'attentat de Sarajevo. Consciente de ses devoirs internationaux, la Serbie dès les premiers jours de l'horible crime a déclaré qu'elle le condamnait et qu'elle était prête à ouvrir une enquête sur son territoire si la complicité de certains de ses sujets était prouvée au cours du procès instruit par les autorités Austro-hongroises. Cependant les demandes contenues dans la note Austro-hongroise sont inutilement humiliantes pour la Serbie et incompatibles avec sa dignité comme Etat indépendant. Ainsi on nous demande sur un ton péremptoire une déclaration du gouvernement dans l'officiel et un ordre du souverain à l'armée, où nous réprimerions l'esprit hostile contre l'Autriche en nous faisant à nous mêmes des reproches d'une faiblesse criminelle envers nos menées perfides.—On nous impose ensuite l'admission des fonctionnaires austro-hongrois en Serbie pour participer avec les notres à l'instruction et pour surveiller l'exécution des autres conditions indiquées dans la note. Nous avons reçu un délai de 48 heures pour accepter le tout, faute de quoi la Légation d'Autriche-Hongrie quittera Belgrade. Nous sommes prêts à accepter les conditions austro-hongroises qui sont compatibles avec la situation d'un Etat iedépendant, ainsi que celles dont l'acception nous sera conseillée par Votre Majesté; toutes les personnes

dont la participition à l'attentat sera démontrée seront sévèrement punis par nous. Certaines parmi ces demandes ne pourraient être exécutées sans des changements de notre législation, ce qui exige du temps. On nous a donné un délai trop court. Nous pouvons être attaqués après l'expiration du délai par l'armée austro-hongroise qui se concentre sur notre frontière. Il nous est imposible de nous défendre et nous supplions Votre Majesté de nous donner Son aide le plus tôt possible. La bienveillance précieuse de Votre Majesté qui s'est manifestée tant de fois à notre égard nous fait espérer fermement que cette fois encore notre appel sera entendu par Son généreux coeur slave.

En ces moments difficiles J'interprête les sentiments du peuple serbe qui supplie Votre Majesté de vouloir bien s'intéresser au sort du Royaume de Serbie. (Signé) *Alexandre.*

Nr. CCCLVII. Le Chargé d'Affaires en Allemagne au Ministre des Affaires Etrangères.

Berlin, le 11/24 Juillet 1914. (Télégramme.)

Tous les journaux du matin, même ceux, rares, qui reconnaissent l'impossibilité pour la Serbie d'accepter les conditions posées, accueillent avec une grande sympathie le ton énergique adopté par l'Autriche. L'officieux „Local-Anzeiger" est particulièrement agressif; il qualifie de superflus les recours éventuels de la Serbie à St. Pétersbourg, à Paris, à Athènes et à Bucarest, et termine en disant que le peuple allemand respirera librement quand il aura appris que la situation dans la péninsule Balcanique va enfin s'éclaircir. (Signé) *Bronewsky.*

Nr. CCCLVIII. Le Chargé d'Affaires en France au Ministre des Affaires Etrangères.

Paris, le 11/24 Juillet 1914. (Télégramme.)

La copie de la note officiellement remise à Belgrade a été communiquée par l'Ambassadeur d'Autriche au Gouvernement Français. Plus tard l'Ambassadeur d'Allemagne a visité le Ministre et lui a lu une communication reproduisant les arguments autrichiens et indiquant qu'en cas de refus de la part de la Serbie, l'Autriche serait obligée de recourir à une pression et, en cas de besoin, à des mesures militaires; la communication se terminait par la remarque qu'à l'avis de l'Allemagne cette question devrait être résolue directement entre l'Autriche et la Serbie et qu'il était de l'intérêt des Puissances de circonscrire l'affaire en l'abandonnant aux Parties intéressées. Le Gérant du Département Politique, qui assistait à l'entretien, demanda à l'Ambassadeur s'il fallait considérer l'action autrichienne comme un ultimatum —en d'autres termes, si, dans le cas où la Serbie ne se soumettrait pas entièrement aux demandes autrichiennes, les hostilités étaient inévitables? L'ambassadeur évita une réponse directe en alléguant l'absence d'instructions.

(Signé) *Sevastopoulo.*

Nr. CCCLIX. Le Chargé d'Affaires en Serbie au Ministre des Affaires Etrangères.

Belgrade, le 11/24 Juillet 1914. (Télégramme.)

Pachitch est rentré à Belgrade. Il a l'intention de donner dans le délai fixé, c'est à dire demain Samedi à 6 heures du soir, une réponse à l'Autriche indiquant les points acceptables et inacceptables. On adressera aujourd'hui même aux Puissances la prière de défendre l'indépendance de la Serbie. Ensuite, ajouta *Pachitch,* si la guerre est inévitable—nous ferons la guerre.

(Signé) *Strandtman.*

Nr. CCCLX. Communiqué du Gouvernement Impérial.

St.-Pétersbourg, le 12/25 Juillet 1914.

Les derniers événements et l'envoi par l'Autriche-Hongrie d'un ultimatum à la Serbie préoccupent le Gouvernement Impérial au plus haut degré. Le Gouvernement suit attentivement l'évolution du conflit serbo-autrichien qui ne peut pas laisser la Russie indifférente.

Nr. CCCLXI. Le Chargé d'Affaires en Autriche-Hongrie au Ministre des Affaires Etrangères.

Vienne, le 12/25 Juillet 1914. (Télégramme.)

Le comte *Berchtold* se trouve à Ischl. Vu l'impossibilité d'y arriver à temps, je lui ai télégraphié notre proposition de prolonger le délai de l'ultimatum et l'ai repétée verbalement au Baron *Macchio.* Ce dernier m'a promis de la communiquer à temps au Ministre des Affaires Etrangères, mais a ajouté qu'il pouvait prédire avec assurance un refus catégorique.

(Signé) *Koudachew.*

Nr. CCCLXII. Le Chargé d'Affaires en Autriche-Hongrie au Ministre des Affaires Etrangères.

Vienne, le 12/25 Juillet 1914. (Télégramme.)

Suite à mon télégramme d'aujourd'hui. Viens de recevoir de *Macchio* la réponse négative du Gouvernement Austro-Hongrois à notre proposition de prolonger le délai de la note. (Signé) *Koudachew.*

Nr. CCCLXIII. Le Chargé d'Affaires en Serbie au Ministre des Affaires Etrangères.

Belgrade, le 12/25 Juillet 1914. (Télégramme.)

Reçu avec retard le 14—27 Juillet 1914.

Je transmets la réponse que le Président du Conseil des Ministres Serbe a remis au ministre Austro-Hongrois à Belgrade aujourd'hui avant l'expiration du délai de l'ultimatum.

— — — — — — — — — — — — — — — — — —

[Folgt der Text der serbischen Antwortnote, s. oben S. 338, Nr. CLV. — Herausgeber.]

Nr. CCCLXIV. Le Chargé d'Affaires en Allemagne au Ministre des Affaires Etrangères.

Berlin, le 12/25 Juillet 1914. (Télégramme.)

Ai reçu Votre télégramme du 11/24 Juillet. Ai communiqué son contenu au Ministre des Affaires Etrangères. Il me dit que le Gouvernement Anglais l'a également prié de conseiller à Vienne la prolongation du délai de l'ultimatum; il a communiqué cette démarche télégraphiquement à Vienne, il va en faire antant pour notre démarche, mais il craint qu'à la suite de l'absence de *Berchtold* parti pour Ischl, et vu le manque de temps, ses télégrammes ne restent sans résultats; il a, en outre, des doutes sur l'opportunité pour l'Autriche de céder au dernier moment et il se demande si cela ne pouvait pas augmenter l'assurance de la Serbie. J'ai répondu qu'une grande Puissance comme l'Autriche pourrait céder sans porter atteinte à son prestige et ai fait valoir tous les arguments conformes cependant je n'ai pu obtenir des promesses plus précises. Même lorsque je laissais entendre qu'il fallait agir à Vienne pour éviter la possibilité de conséquences redoutables, le Ministre des Affaires Etrangères répondait chaque fois négativement.

(Signé) *Bronewsky.*

Nr. CCCLXV. Le Chargé d'Affaires en France au Ministre des Affaires Etrangères.

Paris, le 12/25 Juillet 1914. (Télégramme.)

Ai reçu le télégramme du 11/24 Juillet concernant la prolongation du délai de l'ultimatum autrichien et ai fait la communication prescrite. Le Représentant de France à Vienne a été muni d'instructions conformes.

(Signé) *Sevastopoulo.*

Nr. CCCLXVI L'Ambassadeur en Angleterre au Ministre des Affaires Etrangères.

Londres, le 12/25 Juillet 1914. (Télégramme.)

Reçu télégramme du 11 Juillet. *Grey* a prescrit à l'Ambassadeur d'Angleterre à Vienne d'appuyer notre démarche concernant la prolongation du délai de l'ultimatum. Il m'a dit en même temps que l'Ambassadeur d'Autriche était venu le voir et avait expliqué qu'on ne devrait pas attribuer à la note autrichienne le caractère d'un ultimatum; il faudrait la considérer comme une démarche qui, en cas d'absence de réponse ou en cas de réponse insuffisante au terme fixé, aurait comme suite la rupture des relations diplomatiques et le départ immédiat de Belgrade du Ministre d'Autriche-Hongrie, sans entraîner cependant le commencement immédiat des hostilités.— *Grey* a ajouté qu'á la suite de cette explication il a indiqué à l'Ambassadeur d'Angleterre à Vienne que dans le cas où il serait trop tard pour soulever la question de la prolongation du délai de l'ultimatum, celle de l'arrêt des hostilités pourrait peut-être servir de base à la discussion.

(Signé) *Benckendorff.*

Nr. CCCLXVII. Le Ministre des Affaires Etrangères à l'Ambassadeur à Londres.

St.-Pétersbourg, le 12/25 Juillet 1914. (Télégramme.)

Dans le cas d'une nouvelle aggravation de la situation, pouvant provoquer de la part des Grandes Puissances des actions conformes, nous comptons que l'Angleterre ne tardera pas de se ranger nettement du côté de la Russie et de la France, en vue de maintenir l'équilibre européen, en faveur duquel elle est intervenue constamment dans le passé et qui serait sans aucun doute compromis dans le cas du triomphe de l'Autriche.

(Signé) *Sazonow.*

Nr. CCCLXVIII. Note verbale remise par l'Ambassadeur d'Allemagne au Ministre des Affaires Etrangères le 12/25 Juillet 1914.

Il nous revient de source autoritative que la nouvelle répandue par quelques journaux d'après laquelle la démarche du Gouvernement d'Autriche-Hongrie à Belgrade aurait été faite à l'instigation de l'Allemagne est absolument fausse. Le Gouvernement Allemand n'a pas eu connaissance du texte de la note Autrichienne avant qu'elle ait été remise et n'a exercé aucune influence sur son contenu. C'est à tort qu'on attribue à l'Allemagne une attitude comminatoire.

L'Allemagne appuie naturellement comme allié de l'Autriche les revendications à son avis légitimes du Cabinet de Vienne contre la Serbie.

Avant tout elle désire comme elle l'a déjà déclaré dès le commencement du différend Austro-Serbe que ce conflit reste localisé.

Nr. CCCLXIX. Le Chargé d'Affaires en France au Ministre des Affaires Etrangères.

Paris, le 12/25 Juillet 1914. (Télégramme.)

Me réfère à mon télégramme du 11/24 Juillet.

Aujourd'hui un journal du matin a publié, sous une forme pas entièrement exacte, les déclarations d'hier de l'Ambassadeur d'Allemagne, en les faisant suivre de commentaires qui attribuent à cette démarche le caractère d'une menace. L'Ambassadeur d'Allemagne, très impressionné par ces divulgations, a visité aujourd'hui le Gérant du Département Politique pour lui dire que ses paroles n'avaient nullement eu le caractère de menace qu'on leur attribue. Il a déclaré que l'Autriche avait présenté sa note à la Serbie sans entente précise avec Berlin, mais que cependant l'Allemagne approuvait le point de vue de l'Autriche et que certainement »la flèche une fois partie« (ce sont là ses propres paroles), l'Allemagne ne pouvait se laisser guider que par ses devoirs d'alliée. (Signé) *Sevastopoulo.*

Nr. CCCLXX. L'Ambassadeur en Angleterre au Ministre des Affaires Etrangères.

Londres, le 12/25 Juillet 1914. (Télégramme.)

Grey m'a dit que l'Ambassadeur d'Allemagne lui a déclaré que le Gouvernement Allemand n'avait pas été informé du texte de la note autrichienne, mais qu'il soutenait entièrement la démarche autrichienne. L'Ambassadeur a demandé en même temps si l'Angleterre pouvait consentir à agir à St.-Pétersbourg dans un esprit de conciliation. *Grey* a répondu que cela était complètement impossible. Le Ministre a ajouté que tant que les complications n'existaient qu'entre l'Autriche et la Serbie, les intérêts Anglais n'étaient engagés qu'indirectement, mais qu'il devait prévoir que la mobilisation autrichienne aurait comme suite la mobilisation de la Russie et que dès ce moment on se trouverait en présence d'une situation à laquelle seraient intéressées toutes les Puissances. L'Angleterre se réservait pour ce cas une complète liberté d'action.

(Signé) *Benckendorff.*

Nr. CCCLXXI. Le Chargé d'Affaires en Serbie au Minister des Affaires Etrangères.

Belgrade, le 12/25 Juillet 1914. (Télégramme.)

Malgré le caractère extrêmement conciliant de la réponse serbe à l'ultimatum, le Ministre d'Autriche vient d'informer à $6^{1}/_{2}$ du soir, le Gouvernement Serbe par note, que n'ayant pas reçu au délai fixé une réponse satisfaisante il quitte Belgrade avec tout le personnel de la Légation. La Scoupchtina est convoquée à Nich pour le 14/27 Juillet. Le Gouvernement Serbe et le Corps Diplomatique partent ce soir pour la même ville.

(Signé) *Strandman.*

Nr. CCCLXXII. L'Ambassadeur en Angleterre au Ministre des Affaires Etrangères.

Londres, le 12/25 Juillet 1914. (Télégramme.)

Grey a dit à l'Ambassadeur d'Allemagne qu'à son avis la mobilisation autrichienne devait entraîner la mobilisation de la Russie, qu'alors surgirait le danger aigu d'une guerre générale et qu'il ne voyait qu'un seul moyen pour une solution pacifique: qu'en présence des mobilisations autrichienne et russe, l'Allemagne, la France, l'Italie et l'Angleterre s'abstiennent d'une mobilisation immédiate et proposent tout d'abord leurs bons offices. *Grey* m'a dit que ce plan nécessitait avant tout l'agrément de l'Allemagne et l'engagement de cette Puissance de ne pas mobiliser. En conséquence il a adressé tout d'abord à Berlin une question à ce sujet.

(Signé) *Benckendorff.*

Nr. CCCLXXIII. Le Ministre des Affaires Etrangères à l'Ambassadeur en Italie.

St.-Pétersbourg, le 13/26 Juillet 1914. (Télégramme.)

L'Italie pourrait jouer un rôle de tout premier ordre en faveur du maintien de la paix, en exerçant l'influence nécessaire sur l'Autriche et en adoptant une attitude nettement défavorable au conflit, car ce dernier ne saurait être localisé. Il est désirable que vous exprimiez la conviction qu'il est impossible pour la Russie de ne pas venir en aide à la Serbie.

(Signé) *Sazonow.*

Nr. CCCLXXIV. Le Gérant du Consulat à Prague au Ministre des Affaires Etrangères.

Prague, le 13/26 Juillet 1914. (Télégramme.)

La mobilisation a été décrétée. (Signé) *Kazansky.*

Nr. CCCLXXV. Le Ministre des Affaires Etrangères à l'Ambassadeur en Autriche-Hongrie.

St.-Pétersbourg, le 13/26 Juillet 1914. (Télégramme.)

J'ai eu aujourd'hui un long entretien sur un ton amical avec l'Ambassadeur d'Autriche-Hongrie. Après avoir examiné avec lui les 10 demandes adressées à la Serbie, j'ai fait observer qu'à part la forme peu habile sous laquelle elles sont présentées, quelques unes parmi elles sont absolument inexécutables, même dans le cas où le gouvernement Serbe déclarerait les vouloir accepter. Ainsi, par exemple, les points 1 et 2 ne pourraient être exécutés sans un remaniement des lois serbes sur la presse et sur les associations, pour lequel le consentement de la Scoupchtina pourrait être difficilement obtenu ; quant à l'exécution des points 4 et 5, elle pourrait produire des conséquences fort dangereuses et même faire naître le danger d'actes de terrorisme dirigés contre les membres de la Maison Royale et contre *Pachitch*, ce qui ne saurait entrer dans les vues de l'Autriche. En ce qui regarde les autres points, il me semble, qu'avec certains changements dans les détails, il ne serait pas difficile de trouver un terrain d'entente si les accusations y contenues étaient confirmées par des preuves suffisantes.

Dans l'intérêt de la conservation de la paix qui, aux dires de *Szapary*, est précieuse à l'Autriche au même degré qu'à toutes les Puissances, il serait nécessaire de mettre au plus tôt possible une fin à la situation tendue du moment. Dans ce but il me semblerait très désirable que l'Ambassadeur d'Autriche-Hongrie fût autorisé d'entrer avec moi dans un échange de vues privé aux fins d'un remaniement en commun de quelques articles de la note autrichienne du 10/23 Juillet. Ce procédé permettrait peut être de trouver une formule qui fût acceptable pour la Serbie, tout en donnant satisfaction à l'Autriche quant au fond de ses demandes. Veuillez avoir une explication prudente et amicale dans le sens de ce télégramme avec le Ministre des Affaires Etrangères. Communiqué aux Ambassadeurs en Allemagne, en France, en Angleterre et en Italie. (Signé) *Sazonow.*

Nr. CCCLXXVI. Le Ministre des Affaires Etrangères à l'Ambassadeur en Allemagne.

St.-Pétersbourg, le 13/26 Juillet[1]). (Télégramme.)

Veuillez communiquer le contenu de mon télégramme à Vienne d'aujourd'hui au Ministre des Affaires Etrangères Allemand et lui exprimer l'espoir, que de son côté il trouvera possible de conseiller à Vienne d'aller au devant de notre proposition. (Signé) *Sazonow.*

---

[1]) Am 26. Februar 1916 (Nr. 56, 2. Ausg.) ist folgende Auslassung der „Norddeutschen Allgemeinen Zeitung" ergangen:

Aufzeichnung des Grafen *Pourtalès* über eine Unterredung, die er am 26. Juli mit Herrn *Ssasonow* hatte:

„Schon am 26 Juli wies ich mit großem Ernst darauf hin, daß es vor allem darauf ankomme, die diplomatischen Arbeiten nicht durch die militärischen durchkreuzen zu lassen. In dieser Beziehung müßte ich dem Minister offen sagen, daß mir Nachrichten über militärische Vorbereitungen Rußlands zugegangen seien, die mich mit der größten Besorgnis erfüllten. In Kreisen der Militärattachés zirkuliere sogar das Gerücht, daß mehrere Korps der russischen Westgrenze schon die Mobilmachungsorder erhalten hätten. Herr *Ssasonow* erwiderte, er könne mir garantieren, daß keinerlei Mobilmachungsorder ergangen sei, gab aber zu, daß allerdings einige militärische Vorbereitungen getroffen seien. In langer, eingehender Darlegung setzte ich darauf Herrn *Ssasonow* auseinander, wie gefährlich es mir erscheine, die diplomatische Aktion durch militärische Druckmittel unterstützen zu wollen. Der Minister wandte ein, militärische Maßnahmen, die man treffe, um nicht durch die Ereignisse überrascht zu werden, bedeuteten noch lange nicht, daß man den Krieg wolle. *Ssasonow* richtete darauf die Frage an mich: Bei Ihnen ist doch Mobilmachung auch noch nicht gleichbedeutend mit Krieg? Ich erwiderte: Theoretisch vielleicht nicht. Die Mobilmachung sei aber in einem hochkultivierten Staate wie Deutschland eine in alle Verhältnisse so tief einschneidende Maßregel, daß sie erst im letzten Augenblick ausgesprochen werde, wenn der Krieg unvermeidlich erscheine, das heißt wenn die Sicherheit des Reiches ernstlich bedroht sei. Wenn dann allerdings auf den Knopf gedrückt und der Apparat der Mobilmachung in Gang gesetzt werde, dann sei kein Halten mehr. Unsere geographische Lage mit ihren zwei zu verteidigenden Fronten zwinge uns bei lebensgefährlicher Bedrohung zu raschem Handeln."

Die Ausführungen des Botschafters hatten auf Herrn *Ssasonow* offenbar einen solchen Eindruck gemacht, daß er sie sofort dem Kriegsminister mitteilte. Noch am selben Abend ließ General *Suchomlinow* den Militärattaché *von Eggeling* zu sich bitten, um ihm die bekannten ehrenwörtlichen Versicherungen zu geben (Deutsches Weißbuch, Anl. 13).

Am Abend des 26. Juli sandte der Reichskanzler dem Kaiserlichen Botschafter das ebenfalls aus dem Deutschen Weißbuch bekannte Telegramm, Vorbereitungen militärischer Maßnahmen Rußlands würden uns zu Gegenmaßregeln zwingen, die in der Mobilisierung der Armee bestehen müßten, die Mobilisierung aber bedeute den Krieg. Herr *Ssasonow* wurde am 27. Juli nachmittags entsprechend diesem Telegramm von neuem durch den Grafen *Pourtalès* vor weiteren militärischen Maßnahmen gewarnt, worauf sich der Minister auf die von General *Suchomlinow* dem Militärattaché gegebenen Erklärungen berief.

Am 28 Juli wurden die militärischen Vorbereitungen Rußlands vom Botschafter wiederum bei Herrn *Ssasonow* zur Sprache gebracht. Der Botschafter hat hierüber nachstehendes Telegramm nach Berlin gerichtet:

„Ich habe den Minister auf uns zugegangene zuverlässige Nachrichten hingewiesen, die keinen Zweifel ließen, daß militärische Vorbereitungen im Gange seien, die über das hinausgingen, was der Kriegsminister dem Militärattaché gesagt habe. Ich könne mir dieses nur dadurch erklären, daß die Chefs der Militärbezirke in den von ihnen angeordneten Maßnahmen vielleicht weiter gingen, als hier beabsichtigt werde. Jedenfalls sähe ich mich genötigt, mit dem allergrößten Ernst auf die Gefahr hinzuweisen, die im gegenwärtigen kritischen Augenblick daraus entstehen könnte, daß weitgehende militärische Vorbereitungen getroffen würden."

An demselben Tage (also schon am 28. Juli) sah sich der Botschafter genötigt, gegen die Zerstörung des drahtlosen Telegraphen auf einem deutschen Handelsdampfer im Petersburger Hafen energisch zu protestieren.

Nachdem am 28. Juli mittags der Minister dem Botschafter mitgeteilt hatte, daß infolge der österreichischen Mobilmachung gegen Serbien Rußland sich zur Mobilmachung gegen Oesterreich veranlaßt sehe und Graf *Pourtalès* die schwersten Bedenken gegen eine solche Maßnahme erhoben hatte, kam der Botschafter in einer zweiten Unterredung auf den russischen Mobilmachungsbefehl zurück, den er als einen „schweren Fehler" bezeichnete, „solange russischerseits erklärt werde, daß man den ernsten Wunsch habe, eine friedliche Lösung zu finden".

Am Abend des 28. Juli telegraphierte der Reichskanzler dem Botschafter den Auftrag, Herrn *Ssasonow* sehr ernst darauf hinzuweisen, daß ein weiteres Fortschreiten der russischen Mobilmachungsmaßnahmen uns zur Mobilmachung zwingen würde und daß dann der europäische Krieg kaum noch aufzuhalten sein würde. Dieser Auftrag wurde am 29. Juli abends ausgeführt.

Am 30. Juli nahm die vermittelnde Tätigkeit Seiner Majestät des Kaisers und der deutschen Regierung ihren bekannten Fortgang und führte, wie aus der Rede des Reichskanzlers vom 19. August bekannt ist, zu der Wiederaufnahme des zeitweise ins Stocken geratenen Gedankenaustausches zwischen Wien und Petersburg.

In der Nacht vom 30. zum 31. Juli wurde die allgemeine Mobilmachung der gesamten russischen Armee und Flotte befohlen. Der Kaiserliche Botschafter in Petersburg begab sich sofort nach Bekanntwerden dieser Nachricht auf das Ministerium des Aeußern, um dort zu erklären, daß ihm der Krieg unvermeidlich erscheine, wenn dieser Befehl nicht zurückgezogen würde. Er hat hierüber nachstehende Aufzeichnung gemacht:

Am 31. früh schickte ich mich gerade an, auf das Ministerium des Aeußern zu gehen, als der Militärattaché Major *von Eggeling* mir meldete, daß soeben an den Straßenecken die allgemeine Mobilmachung angeschlagen werde. Hatte das Telegramm aus Wien bei mir einige Hoffnungen erweckt, so war ich mir jetzt klar darüber, daß nunmehr der Krieg unabwendbar geworden war. Da ich inzwischen erfahren hatte, daß Herr *Ssasonow* sich in Peterhof beim Zaren befand, fuhr ich sofort zu seinem Gehilfen *Neratow*. Ich sprach mich bei diesem dann aus, daß die neuerdings eröffneten Aussichten auf eine Verständigung, wie ich fürchtete, durch die gegen uns gemachte Mobilmachung endgültig zunichte gemacht worden seien. Das Bekanntwerden der allgemeinen Mobilmachung werde nach meiner Ueberzeugung in Deutschland wie ein Blitz einschlagen, da diese Maßnahme im gegenwärtigen Stadium der Verhandlungen eine schwere Bedrohung und Herausforderung Deutschlands bedeute, die sich das deutsche Volk nicht gefallen lassen werde. Ich könne nicht begreifen, wie die russische Regierung, nachdem uns eben erst feierlich versichert worden sei, daß militärische Maßnahmen gegen uns nicht getroffen

werden sollten, sich gerade in diesem Augenblick zu dem verhängnisvollen Schritt der allgemeinen Mobilmachung sich entschließen konnte, wo ihr bekannt war, daß unser Kaiser und die deutsche Regierung mit dem größten Eifer und, wie sich eben erst gezeigt habe, mit Erfolg bemüht waren, zwischen Petersburg und Wien zu vermitteln. Die allgemeine Mobilmachung der russischen Armee könne bei uns nur dahin aufgefaßt werden, daß Rußland durchaus den Krieg wolle. Sie werde daher in Deutschland einen Orkan entfesseln. Herr *Neratow* erwiderte nichts, sondern beschränkte sich darauf, zu bemerken, er werde dem Minister von meinen Eröffnungen Kenntnis geben."

Gleich nach der Unterredung mit Herrn *Neratow* begab sich der Botschafter zum Zaren nach Peterhof, um dem Monarchen persönlich die Folgen vor Augen zu führen, welche die russische allgemeine Mobilmachung nach sich ziehen müsse. Graf *Pourtalès* bat den Kaiser unter Hinweis auf die neuen Aussichten, welche die eben von Oesterreich zu erkennen gegebene Bereitwilligkeit, mit Rußland zu verhandeln, für eine friedliche Lösung der Krisis biete, den Mobilmachungsbefehl zurückzuziehen, weil sonst die Erhaltung des Friedens ausgeschlossen erscheine. Der Zar lehnte diese Bitte mit der Begründung ab, daß eine Zurückziehung des Mobilmachungsbefehls „aus technischen Gründen" unmöglich sei.

Wenn aber Herr *Ssasonow* alle diese Vorgänge vergessen hat, so wird er sich doch vielleicht noch dessen erinnern, daß auch der englische Botschafter ihn schon am 25. Juli darauf aufmerksam machte, daß er als deutsche Gegenmaßnahme gegen eine russische Gesamtmobilmachung die deutsche Kriegserklärung gewärtigen müsse.

Der verhängnisvolle Charakter der russischen Gesamtmobilmachung ist, nebenbei bemerkt, vermutlich auch der Grund gewesen, warum die russische Regierung sich nicht beeilte, den französischen Bundesgenossen davon zu verständigen; die französische Regierung wußte bekanntlich noch am Abend des 31. Juli nicht, daß Rußland in der Nacht vom 30. auf 31. Juli die Gesamtmobilmachung verfügt hatte; auch der französische Botschafter in Petersburg hatte es, wie man hiernach annehmen muß, nicht sofort gemeldet, so unglaublich das erscheint. Die deutsche Gegenmaßnahme ist so in Paris früher bekanntgeworden und konnte dem französischen Publikum auf diese Weise leichter als Bedrohung von deutscher Seite erscheinen.

Rußland ist also nicht „in den Krieg hineingezogen" worden, sondern die russische Regierung hat den Krieg entfesselt. Herr *Ssasonow* wußte, welches die Folgen der russischen Mobilmachung sein würden. Er hat sie nicht verhindert, weil er den Krieg wollte, da er sich des Erfolges sicher glaubte.

Wie die Rechnung des Dreiverbandes gewesen ist, liegt heute klar zutage. Wir wollen hier nur auf zwei Aeußerungen der „Nowoje Wremja" verweisen. Am 7. März 1914 schrieb sie „von der nahenden Stunde" und von der „Notwendigkeit, an der Armee Tag und Nacht von oben bis unten zu arbeiten", und am 20. Juli 1914: „Die Ueberlegenheit der Entente zu Wasser und zu Lande rechtfertigt eine energische Sprache bei den Beratungen Europas." Diese Siegesgewißheit hat auch in den kritischen Tagen vor Kriegsausbruch bei *Ssasonow* alle Bedenken gegen die kriegerische Lösung beseitigt. Dazu kam das Vertrauen auf die Mithilfe Englands. Schon am 29. Juli wußte Reuters Korrespondent aus Petersburg zu melden: Eine kaiserliche Verfügung wird heute nacht erwartet. Im Vertrauen auf Englands Mithilfe, worüber die Zweifel beinahe völlig geschwunden sind, ist das russische Publikum entschlossen, den Krieg anzunehmen.

Einen Tag später, am 30. Juli 1914, berichtet der Reuter-Korrespondent in Petersburg, daß die englische Maßnahme der Flottenbereitschaft in Verbindung mit Japans friedlichen Versicherungen den Entschluß Rußlands, es auf eine kriegerische Entscheidung ankommen zu lassen, mehr als bekräftigt hat („has more than confirmed Russia's determination to stand to her guns").

Nr. CCCLXXVII. Le Chargé d'Affaires en France au Ministre des Affaires Etrangères.

Paris, le 13/26 Juillet 1914. (Télégramme.)

Le Directeur du Département Politique m'informe, que lors de la communication qu'il a faite à l'Ambassadeur d'Autriche du contenu de la réponse serbe à l'ultimatum, l'Ambasssadeur n'a pas caché son étonnement de ce qu'elle n'ait pas donné satisfaction à *Giesl*. L'attitude conciliante de la Serbie doit, selon l'avis du Directeur du Département Politique, produire la meilleure impression en Europe.

(Signé) *Sevastopoulo.*

Nr. CCCLXXVIII. Le Chargé d'Affaires en France au Ministre des Affaires Etrangères.

Paris, le 13/26 Juillet 1914. (Télégramme.)

Aujourd'hui l'Ambassadeur d'Allemagne a de nouveau rendu visite au Gérant du Ministère des Affaires Etrangères et lui a fait les déclarations suivantes :

«L'Autriche a déclaré à la Russie qu'elle ne recherche pas des acquisitions territoriales et qu'elle ne menace pas l'intégrité de la Serbie. Son but unique est d'assurer sa propre tranquillité. Par conséquent il dépend de la Russie d'éviter la guerre. L'Allemagne se sent solidaire avec la France dans le désir ardent de conserver la paix et espère fermement que la France usera de son influence à Pétersbourg dans un sens modérateur.» Le Ministre fit observer que l'Allemagne pourrait de son côté entreprendre des démarches analogues à Vienne, surtout en présence de l'esprit de conciliation dont a fait preuve la Serbie. L'Ambassadeur répondit que cela n'était pas possible, vu la résolution prise de ne pas s'immiscer dans le conflit austro-serbe. Alors le Ministre demanda, si les quatre Puissances—l'Angleterre, l'Allemagne, l'Italie et la France—ne pouvaient pas entreprendre des démarches à St. Petersbourg et à Vienne, puisque l'affaire se reduisait en somme à un conflit entre la Russie et l'Autriche. L'Ambassadeur allégua l'absence d'instructions. Finalement le Ministre refusa d'adhérer à la proposition allemande.

(Signé) *Sevastopoulo.*

Nr. CCCLXXIX. Le Chargé d'Affaires en France au Ministre des Affaires Etrangères.

Paris, le 13/26 Juillet 1914. (Télégramme.)

Le Directeur du Département Politique a déclaré qu'à son avis personnel, les démarches successives allemandes à Paris ont pour but d'intimider la France et d'amener son intervention à St.-Pétersbourg.

(Signé) *Sevastopoulo.*

Nr. CCCLXXX. Le Chargé d'Affaires en Allemagne au Ministre des Affaires Etrangères.

Berlin, le 13/26 Juillet 1914. (Télégramme.)

Après la réception à Berlin de la nouvelle dc la mobilisation de l'armée autrichienne contre la Serbie une grande foule, composée, aux dires des journaux, en partie d'éléments autrichiens, se livra à une série de bruyantes manifestations en faveur de l'Autriche. A une heure avancée de la soirée les manifestants se massèrent à plusieurs reprises devant le palais de l'Ambassade Impériale en poussant des cris hostiles à la Russie; la police était presque absente et ne prenait aucune mesure.

(Signé) *Bronewsky.*

Nr. CCCLXXXI. L'Ambassadeur en Angleterre au Ministre des Affaires Etrangères.

Londres, le 14/27 Juillet 1914. (Télégramme.)

Ai reçu votre télégramme du 13—26 Juillet. Prie me télégraphier si, à Votre avis, Vos pourparlers directs avec le cabinet de Vienne s'accordent avec le projet de *Grey* concernant la médiation des 4 Gouvernements. Ayant appris de l'Ambassadeur d'Angleterre à St.-Pétersbourg que Vous étiez disposé à accepter cette combinaison, *Grey* a décidé de la transformer en une proposition officielle qu'il a faite hier soir à Berlin, à Paris et à Rome.

(Signé) *Benckendorff.*

Nr. CCCLXXXII. Le Ministre des Affaires Etrangères aux Ambassadeurs en France et en Angleterre.

St.-Pétersbourg, le 14/27 Juillet 1914. (Télégramme.)

— —

[Folgt der oben S. 405 Nr. CCLXIII abgedruckte Text, jedoch ohne den dortigen letzten Absatz: „Je voudrais . . . . Impérial". — Herausgeber.]

Nr. CCCLXXXIII. Le Ministre des Affaires Etrangères aux Ambassadeurs en France, en Angleterre, en Allemagne, en Autriche-Hongrie et en Italie.

St.-Petersbourg, le 14/27 Juillet 1914. (Télégramme.)

Ai pris connaissance de la réponse transmise par le Gouvernement Serbe au Baron *Gießl.* Elle dépasse toutes nos prévisions par sa modération et son désir de donner la plus complète satisfaction à l'Autriche. Nous ne voyons pas quelles pourraient être encore les demandes de l'Autriche, à moins que le Cabinet de Vienne ne cherche un prétexte pour une guerre avec la Serbie.

(Signé) *Sazonow.*

Nr. CCCLXXXIV. Le Chargé d'Affaires en France au Ministre des Affaires Etrangères.

Paris, le 14/27 Juillet 1914. (Télégramme.)

L'Ambassadeur d'Allemagne a conféré aujourd'hui de nouveau longuement sur la situation avec le Directeur du Département Politique. L'Ambassadeur a beaucoup insisté sur l'exclusion de toute possibilité d'une médiation ou d'une conférence.

(Signé) *Sevastopoulo.*

Nr. CCCLXXXV. L'Ambassadeur en France au Ministre des Affaires Etrangères.

Paris, le 14/27 Juillet 1914. (Télégramme.)

Ai conféré avec le Gérant du Ministère des Affaires Etrangères, en présence de *Berthelot*, immédiatement après mon retour à Paris. Tous les deux m'ont confirmé les détails concernant les démarches de l'Ambassadeur d'Allemagne que *Sevastopoulo* Vous a communiqués dans ses télégrammes. Ce matin le Baron *de Schoen* a confirmé par écrit sa déclaration d'hier, savoir: 1) l'Autriche a déclaré à la Russie qu'elle ne recherche pas d'acquisitions et n'attente pas à l'intégrité de la Serbie. Son unique but est d'assurer sa propre tranquillité. 2) Par conséquent il dépend de la Russie d'éviter la guerre. 3) L'Allemagne et la France, complètement solidaires dans l'ardent désir de ne pas rompre la paix, doivent agir sur la Russie dans un sens modérateur. Le Baron *de Schoen* a spécialement souligné l'expression de la solidarité entre l'Allemagne et la France. D'après la conviction du Ministre de la Justice, les démarches susdites de l'Allemagne ont pour but évident de désunir la Russie et la France, d'entraîner le Gouvernement Français dans la voie des représentations à St.-Pétersbourg et de compromettre ainsi notre allié à nos yeux; enfin, en cas de guerre, d'en rejeter la responsabilité non sur l'Allemagne, qui employe soi disant tous ses efforts pour le maintien de la paix, mais sur la Russie et la France.

(Signé) *Iswolsky.*

Nr. CCCLXXXVI. L'Ambassadeur en France au Ministre des Affaires Etrangères.

Paris, le 14/27 Juillet 1914. (Télégramme.)

Il ressort de vos télégrammes du 13/26 Juillet que vous ne connaissiez pas encore la réponse du Gouvernement Serbe. Le télégramme par lequel cette nouvelle m'a été communiquée de Belgrade a été également en route pendant 20 heures. Le télégramme du Ministre des Affaires Etrangères Français expédié avant hier, au triple tarif, à onze heures du matin, et contenant l'ordre d'appuyer notre démarche n'est parvenu à sa destination qu'à 6 heures. Il n'y a aucun doute que ce télégramme n'ait été retenu intentionnellement par le télégraphe autrichien.

(Signé) *Iswolsky.*

Nr. CCCLXXXVII. L'Ambassadeur en France au Ministre des Affaires Etrangères.

Paris, le 14/27 Juillet 1914. (Télégramme.)

D'ordre de son Gouvernement, l'Ambassadeur d'Autriche a communiqué au Gerant du Ministère des Affaires Etrangères que la réponse de la Serbie a été jugée insuffisante à Vienne et que demain, mardi, l'Autriche procéderait à des «actions énergiques» dont le but serait de forcer la Serbie de lui donner les garanties nécessaires. Le Ministre ayant demandé en quoi consisteraient ces actions, l'Ambassadeur répondit qu'il n'avait pas de renseignements exacts à ce sujet, mais qu'il pouvait s'agir d'un passage de la frontière serbe, d'un ultimatum et même d'une déclaration de guerre.

(Signé) *Iswolsky.*

Nr. CCCLXXXVIII. Le Chargé d'Affaires en Allemagne au Ministre des Affaires Etrangères.

Berlin, le 14/27 Juillet 1914. (Télégramme.)

J'ai prié le Ministre des Affaires Etrangères d'appuyer à Vienne votre proposition tendant à autoriser *Szapary* d'élaborer, par la voie d'un échange de vues privé avec Vous, une rédaction des demandes austro-hongroises acceptable pour les deux parties. *Jagow* a répondu qu'il était au courant de cette proposition et qu'il partageait l'avis de *Pourtalès* que, puisque *Szapary* avait commencé cette conversation, il pourrait aussi bien la continuer. Il télégraphiera dans ce sens à l'Ambassadeur d'Allemagne à Vienne. Je l'ai prié de conseiller d'une façon plus pressante à Vienne de s'engager dans cette voie de conciliation; *Jagow* a répondu qu'il ne pouvait pas conseiller à l'Autriche de céder.

(Signé) *Bronewsky.*

Nr. CCCLXXXIX. Le Chargé d'Affaires en Allemagne au Ministre des Affaires Etrangères.

Berlin, le 14/27 Juillet 1914. (Télégramme.)

Aujourd'hui, avant ma visite au Ministre des Affaires Etrangères, ce dernier avait reçu celle de l'Ambassadeur de France qui avait tenté de lui faire accepter la proposition anglaise relative à une action en faveur de la paix, action qui serait exercée simultanément à St.-Pétersbourg et à Vienne par l'Angleterre, l'Allemagne, l'Italie et la France. *Cambon* a proposé que ces Puissances donnent à Vienne un conseil dans les termes suivants: «S'abstenir de tout acte qui pourrait aggraver la situation de l'heure actuelle.» En adoptant cette formule voilée on éviterait de mentionner la nécessité de s'abstenir d'une invasion de la Serbie. *Jagow* a opposé à cette proposition un refus catégorique, et cela malgré les instances de l'Ambassadeur qui a fait valoir, comme un bon côté de la proposition, le groupement mixte des

Puissances grâce auquel on évitait l'opposition de l'Alliance à l'Entente, ce dont s'était si souvent plaint *Jagow* lui même.

(Signé) *Bronewsky.*

Nr. CCCXC. Télégramme de Sa Majesté Impériale l'Empereur à Son Altesse Royale le Prince Alexandre de Serbie en date du 14/27 Juillet 1914.

Votre Altesse Royale en s'adressant à Moi dans un moment particulièrement difficile ne s'est pas trompée sur les sentiments qui M'animent à Son égard et sur Ma sympathie cordiale pour le peuple serbe.

Ma plus sérieuse attention est attirée par la situation actuelle et Mon Gouvernement s'applique de toutes ses forces à aplanir les présentes difficultés. Je ne doute point que Votre Altesse et le Gouvernement Royal ne veuillent faciliter cette tâche en ne negligeant rien pour arriver à une solution qui permette de prévenir les horreurs d'une nouvelle guerre tout en sauvegardant la dignité de la Serbie.

Tant qu'il y a le moindre espoir d'éviter une effusion de sang, tous nos efforts doivent tendre vers ce but. Si, malgré Notre plus sincère désir, Nous ne réussissons pas, Votre Altesse peut être assurée qu'en aucun cas la Russie ne se désintéressera du sort de la Serbie.

(Signé) *Nicolas.*

Nr. CCCXCI. L'Ambassadeur en Autriche-Hongrie au Ministre des Affaires Etrangères.

Vienne, le 14/17[1]) Juillet 1914. (Télégramme.)

Le Ministre des Affaires Etrangères est absent. Pendant un entretien prolongé, que j'ai eu aujourd'hui avec *Macchio*, j'ai, en termes tout à fait amicaux, attiré son attention sur l'impression défavorable qu'a produite en Russie la présentation par l'Autriche à la Serbie de demandes absolument inacceptables pour chaque état indépendant, bien que petit. J'ai ajouté que ce procédé, qui pourrait amener des complications les moins désirables, a provoqué en Russie une profonde surprise et une réprobation générale. Il faut supposer que l'Autriche, sous l'influence des assurances du Représentant Allemand à Vienne, lequel pendant toute cette crise a joué un rôle d'instigateur, a compté sur la probabilité de la localisation de son conflit avec la Serbie et sur la possibilité de porter à cette dernière impunément un coup grave. La déclaration du Gouvernement Impérial concernant l'impossibilité pour la Russie de rester indifférente en présence d'un tel procédé a provoqué ici une grande impression.

(Signé) *Schébéko.*

---

[1]) Sic! Es muß aber heißen: 27. — Herausgeber.

Nr. CCCXCII. L'Ambassadeur en Angleterre au Ministre des Affaires Etrangères.

Londres, le 14/17[1]) Juillet 1914. (Télégramme.)

Grey vient de répondre à l'Ambassadeur d'Allemagne, qui était venu le questionner sur la possibilité d'une action à St.-Pétersbourg, que cette action devrait se produire à Vienne et que le cabinet de Berlin serait le mieux qualifié pour l'exercer. *Grey* a fait observer en même temps que la réponse serbe à la note autrichienne dépassait par sa modération et son esprit de conciliation tout ce à quoi on pouvait s'attendre. *Grey* a ajouté qu'il en concluait que la Russie avait conseillé à Belgrade de donner une réponse moderée et qu'il pensait que la réponse serbe pouvait servir de base à une solution pacifique et acceptable de la question.

Dans ces conditions, a continué *Grey*, si l'Autriche malgré cette réponse commençait les hostilités, elle prouverait son intention d'anéantir la Serbie. La question placée sur ce terrain produirait une situation qui pourrait amener une guerre dans laquelle seraient impliquées toutes les Puissances.

Grey a enfin déclaré que le Gouvernement Anglais était bien sincèrement disposé à collaborer avec le gouvernement Allemand tant qu'il s'agirait de la conservation de la paix; mais que pour le cas contraire l'Angleterre se réservait une pleine liberté d'action. (Signé) *Benckendorff.*

Nr. CCCXCIII. Le Ministre des Affaires Etrangères à l'Ambassadeur en Angleterre.

St.-Petersbourg, le 15/28 Juillet 1914. (Télégramme)

— —

[Folgt der oben S. 405 Nr. CCLXIV abgedruckte Text. — Herausgeber.]

Nr. CCCXCIV. Le Consul général à Fiume au Ministre des Affaires Etrangères.

Fiume, le 15/28 Juillet 1914. (Télégramme.)

L'état de siège a été proclamé en Slavonie, en Croatie et à Fiume et en même temps les réservistes de toutes les catégories ont été mobilisés.

(Signé) *Salviati.*

Nr. CCCXCV. L'Ambassadeur en Autriche-Hongrie au Ministres des Affaires Etrangères.

Vienne, le 15/28 Juillet 1914. (Télégramme.)

J'ai entretenu aujourd'hui le Comte *Berchtold* dans le sens des instructions de Votre Excellence. Je lui fis observer, en termes les plus amicaux, combien il était désirable de trouver une solution qui, en consolidant les bons rapports entre l'Autriche-Hongrie et la Russie, donnerait à la Monarchie

[1]) Sic! Es muß aber heißen: 27. — Herausgeber.

Austro-Hongroise des garanties sérieuses pour ses rapports futurs avec la Serbie.

J'attirais l'attention du Comte *Berchtold* sur tous les dangers pour la paix de l'Europe qu'entraînerait un conflit armé entre l'Autriche-Hongrie et la Serbie.

Le Comte *Berchtold* me répondit qu'il se rendait parfaitement compte du sérieux de la situation et des avantages d'une franche explication avec le Cabinet de Saint-Pétersbourg. Il me dit que d'un autre côté le Gouvernement Austro-Hongrois, qui ne s'était décidé que très mal volontiers aux mesures énergiques qu'il avait prises contre la Serbie, ne pouvait plus ni reculer, ni entrer en discussion aucune des termes de la note Austro-Hongroise.

Le Comte *Berchtold* ajouta que la crise était devenue si aiguë, et que l'excitation de l'opinion publique avait atteint tel degré, que le Gouvernement, le voulait il, ne pouvait plus y consentir, d'autant moins, me dit-il, que la réponse même de la Serbie donne la preuve du manque de sincérité de ses promesses pour l'avenir. (Signé) *Schébéko.*

Nr. CCCXCVI. Le Chargé d'Affaires en Allemagne au Ministre des Affaires Etrangères.

Berlin, le 15/28 Juillet 1914. (Télégramme.)

Le Bureau Wolff n'a pas publié le texte de la note responsive serbe qui lui avait été communiqué. Jusqu'à ce moment cette note n'a paru in extenso dans aucun des journaux locaux, qui selon toute évidence ne veulent pas lui donner place dans leurs colonnes, se rendant compte de l'effet calmant que cette publication produirait sur les lecteurs Allemands.

(Signé) *Bronewsky.*

Nr. CCCXCVII. L'Ambassadeur en Autriche-Hongrie au Ministre des Affaires Etrangères.

Vienne, le 15/28 Juillet 1914. (Télégramme.)

Le décret sur la mobilisation générale a été signé.

(Signé) *Schébéko.*

Nr. CCCXCVIII. Le Ministre des Affaires Etrangères à l'Ambassadeur à Londres.

St.-Pétersbourg, le 15/28 Juillet 1914. (Télégramme.)

En présence des hostilités entre l'Autriche-Hongrie et la Serbie il est nécessaire que l'Angleterre entreprenne d'urgence une action médiatrice et que l'action militaire de l'Autriche contre la Serbie soit immédiatement suspendue. Autrement la médiation ne servira que de prétexte pour tirer en longueur la solution de la question et donnera entre temps à l'Autriche la

possibilité d'écraser complètement la Serbie et d'occuper une situation dominante dans les Balcans.

Communiqué à Paris, Berlin, Vienne et Rome.

(Signé) *Sazonow.*

Nr. CCCIC. Le Ministre des Affaires Etrangères au Chargé d'Affaires en Allemagne.

St.-Pétersbourg, le 16/29 Juillet 1914. (Télégramme.)

— —

[Folgt der Text oben S. 425 Nr. CCCIII Nr. 2. — Herausgeber.]

Nr. CCCC. Le Ministre des Affaires Etrangères aux Ambassadeurs en Angleterre et en France.

St.-Pétersbourg, le 16/29 Juillet 1914. (Télégramme.)

— —

[Folgt der Text oben S. 426 Nr. CCCIII Nr. 3. — Herausgeber.]

Nr. CCCCI. Le Chargé d'Affaires en Allemagne au Ministre des Affaires Etrangères.

Berlin, le 16/29 Juillet 1914. (Télégramme.)

Sur ma question s'il avait une réponse de Vienne relativement à Votre proposition de pourparlers privés à St.-Pétersbourg, le Secrétaire d'Etat a répondu négativement.

Il déclare qu'il lui est fort difficile d'agir sur Vienne, surtout ouvertement. Parlant à *Cambon*, il a même ajouté qu'en cas d'une pression trop évidente l'Autriche se hâterait de mettre l'Allemagne en présence d'un fait accompli.

Le Secrétaire d'Etat dit qu'il a reçu aujourd'hui un télégramme de *Pourtalès* d'où il constate que plus que les premiers jours Vous êtes disposé à trouver un compromis acceptable pour tous. J'ai repliqué que probablement Vous avez été dès le commencement en faveur d'un compromis, bien entendu à la condition qu'il soit acceptable non seulement pour l'Autriche, mais également pour nous. Il m'a dit ensuite qu'il paraissait que nous avions commencé à mobiliser sur la frontière autrichienne et qu'il craignait que ceci rendrait plus difficile pour l'Autriche la possibilité de s'entendre avec nous, d'autant plus que l'Autriche ne mobilisait que contre la Serbie et ne faisait pas de préparatifs sur notre frontière. J'ai répondu que, d'après les renseignements dont je disposais, l'Autriche mobilisait également sur notre frontière et que par conséquent nous devions prendre des mesures analogues. J'ai ajouté que les mesures que nous avons peut-être prises de notre côté n'étaient nullement dirigées contre l'Allemagne.

(Signé) ***Bronewsky.***

Nr. CCCCII. Le Chargé d'Affaires en Serbie au Ministre des Affaires Etrangères.

Nich, le 16/29 Juillet 1914. (Télégramme.)

Aujourd'hui le Ministre de Bulgarie, au nom de son Gouvernement, a déclaré à *Pachitch* que la Bulgarie observerait la neutralité.

(Signé) *Strandtman.*

Nr. CCCCIII. L'Ambassadeur en France au Ministre des Affaires Etrangères.

Paris, le 16/29 Juillet 1914. (Télégramme.)

A l'occasion de l'arrivée du Président de la République Française le Ministre des Affaires Etrangères avait préparé un court exposé de la situation politique actuelle, à peu près dans les termes suivants: L'Autriche, craignant la décomposition intérieure, s'est emparée du prétexte de l'assassinat de l'Archiduc pour essayer d'obtenir des garanties qui pourront revêtir la forme de l'occupation des communications militaires serbes ou même du territoire serbe. L'Allemagne soutient l'Autriche. Le maintien de la paix dépend de la seule Russie, parce qu'il s'agit d'une affaire qui doit être «localisée» entre l'Autriche et la Serbie, c'est à dire de la punition de la politique précédente de la Serbie et des garanties pour l'avenir. De ceci l'Allemagne conclue qu'il faut exercer une action modératrice à Pétersbourg. Ce sophisme a été réfuté à Paris comme à Londres. A Paris, le Baron *de Schoen* a en vain tâché d'entraîner la France à une action solidaire avec l'Allemagne sur la Russie en faveur du maintien de la paix. Les mêmes tentatives ont été faites à Londres. Dans les deux capitales il a été répondu que l'action devrait être exercée à Vienne, car les demandes excessives de l'Autriche, son refus de discuter les rares réserves de la Serbie, et la déclaration de guerre menacent de provoquer la guerre générale. La France et l'Angleterre ne peuvent exercer une action modératrice sur la Russie laquelle jusqu'ici a fait preuve de la plus grande modération, surtout en conseillant à la Serbie d'accepter ce qui était possible de la note autrichienne. Aujourd'hui l'Allemagne paraît renoncer à l'idée d'une action sur la Russie seule et incline vers une action médiatrice à Pétersbourg et à Vienne, mais en même temps l'Allemagne comme l'Autriche tâchent de faire traîner l'affaire. L'Allemagne s'oppose à la Conférence sans indiquer aucune autre manière d'agir pratique. L'Autriche mène des pourparlers manifestement dilatoires à Pétersbourg. En même temps elle prend des mesures actives, et si ces mesures sont tolérées, ses prétentions augmenteront proportionnellement. Il est très désirable que la Russie prête tout son appui au projet de médiation que présentera Sir *E. Grey*. Dans le cas contraire l'Autriche, sous prétexte de «garantie», pourra, en fait, changer le statut territorial de l'Europe orientale.

(Signé) *Iswolsky.*

Nr. CCCCIV. L'Ambassadeur en Angleterre au Ministre des Affaires Etrangères.

Londres, le 16/29 Juillet 1914. (Télégramme.)

Ai communiqué le contenu de Vos télégrammes du 15/28 Juillet à *Grey*. Il a déclaré aujourd'hui à l'Ambassadeur d'Allemagne que les pourparlers directs entre la Russie et l'Autriche avaient échoué, et que les correspondants des journaux mandaient de St.-Pétersbourg que la Russie mobilisait contre l'Autriche à la suite de la mobilisation de cette dernière. *Grey* dit qu'en principe le Gouvernement Allemand s'est déclaré en faveur de la médiation, mais qu'il rencontre des difficultés quant à la forme. *Grey* a insisté pour que le Gouvernement Allemand indiquât la forme laquelle à l'avis de l'Allemagne pourrait permettre aux 4 Puissances d'exercer leur médiation pour éviter la guerre; vu le consentement de la France, de l'Italie et de l'Angleterre la médiation pourrait avoir lieu seulement dans le cas où l'Allemagne consentirait à se ranger du côté de la paix.

(Signé) *Benckendorff.*

Nr. CCCCV. L'Ambassadeur en France au Ministre des Affaires Etrangères.

Paris, le 16/29 Juillet 1914. (Télégramme.)

Viviani vient de me confirmer l'entière résolution du Gouvernement Français d'agir d'accord avec nous. Cette résolution est soutenue par les cercles les plus étendus et par les partis y compris les radicaux-socialistes qui viennent de lui présenter une déclaration exprimant la confiance absolue et les dispositions patriotiques du groupe. Dès son arrivée à Paris, *Viviani* a télégraphié d'urgence à Londres que vu la cessation des pourparlers directs entre Pétersbourg et Vienne il était nécessaire que le Cabinet de Londres renouvelât le plus tôt possible sous telle ou autre forme sa proposition concernant la médiation des Puissances. Avant moi *Viviani* a reçu aujourd'hui l'Ambassadeur d'Allemagne qui lui a renouvelé l'assurance des tendances pacifiques de l'Allemagne. *Viviani* ayant fait observer que si l'Allemagne désirait la paix elle devrait se hâter d'adhérer à la proposition de médiation anglaise, le Baron *Schoen* a répondu que les mots «conférence» ou «arbitrage» effrayaient l'Autriche. *Viviani* a repliqué qu'il ne s'agissait pas de mots et qu'il serait facile de trouver une autre forme de médiation. D'après l'avis du Baron *de Schoen*, pour le succès des négociations entre les Puissances il serait nécessaire de savoir ce que l'Autriche compterait demander à la Serbie. *Viviani* a répondu que le Cabinet de Berlin pourrait bien facilement s'en enquérir auprès de l'Autriche, mais qu'en attendant la note responsive serbe pourrait servir de base à la discussion; il a ajouté que la France désirait sincèrement la paix, mais qu'elle était en même temps résolue d'agir en pleine harmonie avec ses alliés et amis, et que lui, le Baron *de Schoen*, avait pu se convaincre que cette résolution rencontrait la plus vive approbation du pays. (Signé) *Iswolsky.*

Nr. CCCCVI. Télégramme de son Altesse Royale le Prince Alexandre de Serbie à sa Majesté l'Empereur. [1])

Profondement touché par le télégramme que Votre Majesté a bien voulu M'adresser hier. Je M'empresse de La remercier de tout mon cœur. Je prie Votre Majesté d'être persuadée que la cordiale sympathie, dont Votre Majesté est animée envers Mon pays, nous est particulièrement précieuse et remplit notre âme de l'espoir que l'avenir de la Serbie est assuré étant devenu l'objet de la Haute sollicitude de Votre Majesté.—Ces moments pénibles ne peuvent que raffermir les liens de l'attachement profond qui unissent la Serbie à la sainte Russie slave, et les sentiments de reconnaissance éternelle pour l'aide et la protection de Votre Majesté seront conservés pieusement dans l'âme de tous les serbes. (Signé) *Alexandre.*

Nr. CCCCVII. Le Chargé d'Affaires en Serbie au Ministre des Affaires Etrangères.

Nich, le 16/29 Juillet 1914. (Télégramme.)

J'ai communiqué à *Pachitch* le texte du télégramme responsif de Sa Majesté l'Empereur au Prince *Alexandre. Pachitch* après l'avoir lu, se signa et dit: «Seigneur! Le Tzar est grand et clément!» Ensuite il m'embrassa, ne pouvant contenir l'émotion qui l'avait gagné. L'héritier est attendu à Nich dans la nuit. (Signé) *Strandtman.*

Nr. CCCCVIII. Le Ministre des Affaires Etrangères à l'Ambassadeur en France.

St.-Pétersbourg, le 16/29 Juillet 1914. (Télégramme.)

Aujourd'hui l'Ambassadeur d'Allemagne m'a communiqué la résolution prise par son gouvernement de mobiliser, si la Russie ne cessait pas ses préparatifs militaires. Or, nous n'avons commencé ces derniers qu'à la suite de la mobilisation à laquelle avait dejà procedé l'Autriche et vu l'absence évidente chez cette dernière du désir d'accepter un mode quelconque d'une solution pacifique de son conflit avec la Serbie.

Puisque nous ne pouvons pas accéder au désir de l'Allemagne, il ne nous reste que d'accélerer nos propres armements et de compter avec l'inévitabilité probable de la guerre.—Veuillez en avertir le Gouvernement Français et lui exprimer en même temps notre sincère reconnaissance pour la déclaration que l'Ambassadeur de France m'a faite en son nom en disant que nous pouvons compter entièrement sur l'appui de notre alliée la France. Dans les circonstances actuelles cette déclaration nous est particulièrement précieuse.

Communiqué aux Ambassadeurs en Angleterre, Autriche-Hongrie, Italie, Allemagne. (Signé) *Sazonow.*

---

[1]) Im **Ob.** ohne Datum. — Vgl. dazu das Telegramm des Zaren vom 27. Juli, oben S. 468 Nr. CCCXC. — Herausgeber.

Nr. CCCCIX. Le Chargé d'Affaires en Serbie au Ministre des Affaires Etrangères.

Nich, le 17/30 Juillet 1914. (Télégramme.)

Le Prince-Régent a publié hier un manifeste signé par tous les Ministres à l'occasion de la déclaration de la guerre par l'Autriche à la Serbie. Le manifeste se termine par les paroles suivantes: «Défendez de toutes vos forces vos foyers et la Serbie». Lors de l'ouverture solennelle de la Scouptchina, le Régent lut en son non le discours du trône, au début duquel il indiqua que le lieu de la convocation démontrait l'importance des événements actuels. Suit l'exposé des faits des derniers jours—l'ultimatum autrichien, la réponse serbe, les efforts du gouvernement Royal de faire tout ce qui était compatible avec la dignité le l'Etat pour éviter la guerre et enfin l'agression armée du voisin plus puissant contre la Serbie, aux côtés de laquelle se tient le Montenégro. En passant à l'examen de l'attitude des Puissances en présence du conflit, le Prince insista tout d'abord sur les sentiments dont est animée la Russie et sur la Toute Gracieuse Communication de sa Majesté l'Empereur disant que la Russie en aucun cas n'abandonnera la Serbie. A chaque mention du nom de Sa Majesté Impériale et de la Russie un «jivio» formidable et fébrile secouait la salle des séances. Les marques de sympathie de la part de la France et de l'Angleterre furent aussi relevées séparément et provoquèrent des «jivio» d'approbation de la part des députés. Le discours du trone se termine par la déclaration d'ouverture de la Scouptchina et par l'expression du vœu que toutes les mesures soient prises pour faciliter la tâche du Gouvernement.

(Signé) *Strandtman.*

Nr. CCCCX. Le Ministre des Affaires Etrangères aux Ambassadeurs en Allemagne, en Autriche-Hongrie, en France, en Angleterre, et en Italie.

St.-Pétersbourg, le 17/30 Juillet 1914. (Télégramme.)

L'Ambassadeur d'Allemagne qui vient de me quitter m'à demandé si nous ne pouvions pas nous contenter de la promesse que l'Autriche pourrait donner—de ne pas porter atteinte à l'intégrité du Royaume de Serbie—et indiquer à quelles conditions nous pourrions encore consentir à suspendre nos armements; je lui ai dicté, pour être transmise d'urgence à Berlin, la déclaration suivante: «Si l'Autriche, reconnaissant que la question austro-serbe a assumé le caractère d'une question européenne, se déclare prête à éliminer de son ultimatum les points qui portent atteinte aux droits souverains de la Serbie, la Russie s'engage à cesser ses préparatifs militaires.»

Veuillez télégraphier d'urgence quelle sera l'attitude du Gouvernement Allemand en présence de cette nouvelle preuve de notre désir de faire le possible pour la solution pacifique de la question, car nous ne pouvons pas admettre que de semblables pourparlers ne servent qu'à faire gagner du temps à l'Allemagne et à l'Autriche pour leurs préparatifs militaires.

(Signé) *Sazonow.*

Nr. CCCCXI. L'Ambassadeur en Allemagne au Ministre des Affaires Etrangères.

Berlin, le 18/30 Juillet 1914. (Télégramme.)

J'apprends que le décret de mobilisation de l'armée et de la flotte allemandes vient d'être promulgué[1]. (Signé) *Swerbéew.*

Nr. CCCCXII. L'Ambassadeur en Allemagne au Ministre des Affaires Etrangères.

Berlin, le 17/30 Juillet 1914. (Télégramme.)

Le Ministre des Affaires Etrangères vient de me téléphoner pour me communiquer que la nouvelle lancée tout à l'heure de la mobilisation de l'armée et de la flotte allemandes est fausse; que les feuillets des journaux étaient imprimés d'avance en prévision de toutes éventualités, et mis en vente à l'heure de l'après midi, mais que maintenant ils sont confisqués.

(Signé) *Swerbéew.*

Nr. CCCCXIII. L'Ambassadeur en Allemagne au Ministre des Affaires Etrangères.

Berlin, le 17/30 Juillet 1914. (Télégramme.)

Ai reçu Votre télégramme du 16—29 Juillet et ai transmis le texte de Votre proposition au Ministre des Affaires Etrangères que je viens de voir; il m'a dit qu'il avait reçu un télégramme identique de l'Ambassadeur d'Allemagne à St.-Pétersbourg et m'a déclaré ensuite qu'il trouvait notre proposition inacceptable pour l'Autriche. (Signé) *Swerbéew.*

Nr. CCCCXIV. L'Ambassadeur en Angleterre au Ministre des Affaires Etrangères.

Londres, le 17/30 Juillet 1914. (Télégramme.)

Ai communiqué le contenu de Vos télégrammes du 16 et 17 Juillet à *Grey* lequel considère la situation comme très sérieuse, mais désire continuer les pourparlers. J'ai fait observer à *Grey* que depuis que Vous lui aviez fait la proposition d'accepter tout ce qu'il proposerait en faveur du maintien de la paix, pourvu que l'Autriche ne pût profiter de ces atermoiements pour écraser la Serbie, la situation dans laquelle Vous vous trouviez s'était apparemment modifiée. A cette époque nos rapports avec l'Allemagne n'étaient pas compromis. Après la déclaration de l'Ambassadeur d'Allemagne à St.-Pétersbourg concernant la mobilisation allemande, ces rapports avaient changé et sa demande avait reçu de Votre part la seule réponse que pouvait donner une grande Puissance. Lorsque l'Ambassadeur d'Allemagne était re-

---

[1]) **Vgl. oben Nrs. CCCXXIII, CCCLI, unten Nr. CCCCXX. —** Herausgeber.

venu auprès de Vous et s'était enquis de Vos conditions, Vous les aviez formulées dans des circonstances tout-à-fait spéciales. J'ai en même temps de nouveau insisté auprès de *Grey* sur la nécessité de prendre en considération la situation nouvelle créée par la faute de l'Allemagne à la suite de l'action de l'Ambassadeur d'Allemagne. *Grey* a répondu qu'il le comprenait et qu'il tiendrait compte de ces arguments. (Signé) *Benckendorff.*

Nr. CCCCXV. L'Ambassadeur en Angleterre au Ministre des Affaires Etrangères.

Londres, le 17/30 Juillet 1914. (Télégramme.)

L'Ambassadeur d'Allemagne a demandé à *Grey* pour quelle raison l'Angleterre prenait des mesures militaires sur terre et sur mer. *Grey* a répondu que ces mesures n'avaient pas un caractère agressif, mais que la situation était telle que chaque Puissance devait se préparer.

(Signé) *Benckendorff.*

Nr. CCCCXVI. L'Ambassadeur en Autriche-Hongrie au Ministre des Affaires Etrangères.

Vienne, le 18/31 Juillet 1914. (Télégramme.)

Malgré la mobilisation générale je continue à échanger des vues avec le Comte *Berchtold* et ses collaborateurs. Tous insistent sur l'absence chez l'Autriche d'intentions aggressives quelconques contre la Russie et de visées de conquête à l'égard de la Serbie, mais tous insistent également sur la nécessité pour l'Autriche de poursuivre jusqu'au bout l'action commencée et de donner à la Serbie une leçon sérieuse qui pourrait constituer une certaine garantie pour l'avenir. (Signé) *Schébéko.*

Nr. CCCCXVII. Le Ministre des Affaires Etrangères aux Ambassadeurs en Allemagne, Autriche-Hongrie, en France, en Angleterre et en Italie.

St.-Pétersburg, le 18/31 Juillet 1914. (Télégramme.)

Me réfère à mon télégramme du 17/30 Juillet. D'ordre de son gouvernement, l'Ambassadeur d'Angleterre m'a transmis le désir du Cabinet de Londres d'introduire quelques modifications dans la formule que j'ai proposée hier à l'Ambassadeur d'Allemagne. J'ai répondu que j'acceptais la proposition anglaise. Ci dessous je vous transmets la formule modifiée en conséquence.

«Si l'Autriche consent à arrêter la marche de ses armées sur le territoire Serbe et si, reconnaissant que le conflit austro-serbe a assumé le caractère d'une question d'intérêt européen, elle admet que les Grandes Puissances examinent la satisfaction que la Serbie pourrait accorder au gouvernement d'Autriche-Hongrie sans laisser porter atteinte à ses droits d'Etat souverain et à son indépendance,—la Russie s'engage à conserver son attitude expectante.» (Signé) *Sazonow.*

Nr. CCCCXVIII. L'Ambassadeur en Allemagne au Ministre des Affaires Etrangères.

Berlin, le 18/31 Juillet 1914. (Télégramme.)

Le Ministre des Affaires Etrangères vient de me dire que nos pourparlers, qui étaient déjà difficiles à la suite de la mobilisation contre l'Autriche, le deviennent encore davantage en présence des graves mesures militaires que nous prenons contre l'Allemagne; des nouvelles y relatives sont, d'après lui, reçues ici de tous les côtés et devront provoquer inévitablement des mesures analogues de la part de l'Allemagne. A cela j'ai répondu que, d'après des renseignements sûrs dont je disposais et qui étaient confirmés par tous nos compatriotes arrivant à Berlin, la prise contre nous des mesures susdites se poursuivait également en Allemagne avec grande activité. Malgré cela, le Ministre des Affaires Etrangères affirme qu'ici on n'a fait que rappeler les officiers de leurs congés et les troupes des champs de manœuvres.

(Signé) *Swerbéew.*

Nr. CCCCXIX. Le Ministre des Affaires Etrangères à l'Ambassadeur en Angleterre.

St.-Pétersbourg, le 18/31 Juillet 1914. (Télégramme.)

J'ai prié l'Ambassadeur d'Angleterre de transmettre à *Grey* l'expression de ma plus sincère reconnaissance pour le ton amical et ferme dont il a usé pendant les pourparlers avec l'Allemagne et l'Autriche, grâce à quoi l'espoir de trouver une issue pacifique de la situation actuelle n'est pas encore perdu.

Je l'ai aussi prié de dire au Ministre Anglais que je pensais que ce n'était qu'à Londres que les pourparlers auraient encore quelques chances d'un succès quelconque, en facilitant à l'Autriche la nécessité d'un compromis.

Communiqué à l'Ambassadeur en France.

(Signé) *Sazonow.*

Nr. CCCCXX. Télégramme secret aux Représentants de Sa Majesté l'Empereur à l'étranger.

Le 19 Juillet/1 Août 1914. (Télégramme.)

A minuit l'Ambassadeur d'Allemagne m'a déclaré, d'ordre de son Gouvernement, que si dans les 12 heures, c'est à dire à midi, Samedi, nous ne commencions pas la démobilisation, non seulement à l'égard de l'Allemagne, mais aussi à l'égard de l'Autriche, le Gouvernement Allemand serait forcé de donner l'ordre de mobilisation. A ma question si c'était la guerre, l'Ambassadeur a répondu par la négative, mais en ajoutant que nous étions fort près d'elle.

(Signé) *Sazonow.*

Nr. CCCCXXI. L'Ambassadeur en Angleterre au Ministre des Affaires Etrangères.

Londres, 19 Juillet/1 Août 1914. (Télégramme.)

Grey m'a dit qu'il a télégraphié à Berlin qu'à son avis la dernière formule acceptée par le Gouvernement Russe constitue la base de négociations qui présente le plus de chances pour une solution pacifique du conflict. Il a exprimé en même temps l'espoir qu'aucune grande Puissance ne commencerait les hostilités avant l'examen de cette formule.

(Signé) *Benckendorff.*

Nr. CCCCXXII. L'Ambassadeur en Angleterre au Ministre des Affaires Etrangères.

Londres, le 19 Juillet/1 Août 1914. (Télégramme.)

Le Gouvernement de la Grande Bretagne a posé aux Gouvernements Français et Allemand la question s'ils respecteraient la neutralité de la Belgique.

La France a répondu dans l'affirmative, tandis que le Gouvernement Allemand a déclaré ne pouvoir répondre à cette question catégoriquement.

(Signé) *Benckendorff.*

Nr. CCCCXXIII. L'Ambassadeur en France au Ministre des Affaires Etrangères.

Paris, le 19 Juillet/1 Août 1914. (Télégramme.)

L'Ambassadeur d'Autriche a visité hier *Viviani* et lui a déclaré que l'Autriche non seulement n'avait pas le dessein de porter atteinte à l'intégrité territoriale de la Serbie, mais était prête à discuter avec les autres Puissances le fond de son conflit avec la Serbie. Le Gouvernement Français est très préocuppé par les préparatifs militaires extraordinaires de l'Allemagne sur la frontière française, car il est convainçu que sous le voile du «Kriegszustand» se produit une véritable mobilisation.

(Signé) *Iswolsky.*

Nr. CCCCXXIV. L'Ambassadeur en France au Ministre des Affaires Etrangères.

Paris, le 19 Juillet/1 Août 1914. (Télégramme.)

A la réception ici du télégramme de l'Ambassadeur de France à St.-Pétersbourg contenant la communication que Vous a faite l'Ambassadeur Allemand concernant la résolution de l'Allemagne de décreter aujourd'hui la mobilisation générale, le Président de la République a signé le decret de mobilisation. Dans les rues on procède à l'affichage des listes d'appel des réservistes. L'Ambassadeur d'Allemagne vient de rendre visite à *Viviani*, mais ne lui a fait aucune nouvelle communication, en alléguant l'impossibilité de déchiffrer les télégrammes qu'il a reçus. *Viviani* l'a informé de la

signature du décret de mobilisation en réponse à la mobilisation allemande et lui a fait part de son étonnement de ce que l'Allemagne eût pris une telle mesure à un moment où se poursuivait encore un échange de vues amical entre la Russie, l'Autriche et les Puissances; il a ajouté que la mobilisation ne préjugeait pas nécessairement la guerre et que l'Ambassadeur d'Allemagne pourrait rester à Paris comme l'Ambassadeur de Russie est resté à Vienne et celui d'Autriche à St.-Pétersbourg. (Signé) *Iswolsky.*

Nr. CCCCXXV. L'Ambassadeur en France au Ministre des Affaires Etrangères.

Paris, le 19 Juillet/1 Août 1914. (Télégramme.)

Je tiens du Président que pendant les dernières journées l'Ambassadeur d'Autriche a assuré avec force le Président du Conseil des Ministres et lui même, que l'Autriche nous aurait déclaré être prête à respecter non seulement l'intégrité territoriale de la Serbie, mais aussi ses droits souverains, mais que nous aurions intentionnellement fait le silence sur cette déclaration. J'ai opposé un démenti catégorique à cela. (Signé) *Iswolsky.*

Nr. CCCCXXVI. Note remise par l'Ambassadeur d'Allemagne à St.-Pétersbourg le 19 Juillet 1914 à 7 h. 10 du soir.

Le Gouvernement Impérial s'est efforcé dès les débuts de la crise de la mener à une solution pacifique. Se rendant à un désir qui lui en avait été exprimé par Sa Majesté l'Empereur de Russie, Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne d'accord avec l'Angleterre s'était appliqué à accomplir un rôle médiateur auprès des Cabinets de Vienne et de St.-Pétersbourg, lorsque la Russie, sans en attendre le résultat, procéda à la mobilisation de la totalité de ses forces de terre et de mer. A la suite de cette mesure menaçante motivée par aucun présage militaire de la part de l'Allemagne l'Empire Allemand c'est trouvé vis-à-vis d'un danger grave et imminent. Si le Gouvernement Impérial eût manqué de parer à ce péril, il aurait compromis la sécurité et l'existence même de l'Allemagne. Par conséquent le Gouvernement Allemand se vit forcé de s'adresser au Gouvernement de Sa Majesté l'Empereur de Toutes les Russies en insistant sur la cessation des dits actes militaires. La Russie ayant refusé de faire droit à (n'ayant pas cru devoir répondre à[1]) cette demande et ayant manifesté par ce refus (cette attitude[1]) que son action était dirigée contre l'Allemagne, j'ai l'honneur, d'ordre de mon Gouvernement, de faire savoir à Votre Excellence ce qui suit:

Sa Majesté l'Empereur Mon Auguste Souverain au nom de l'Empire, relevant le défi se considère en état de guerre avec la Russie.

St.-Pétersbourg, le 19 Juillet/1 Août 1914.

(Signé) *F. Pourtalès.*

[1]) Les mots placés entre parenthèses se trouvent dans l'original. Il faut supposer que deux variantes avaient été préparées d'avance et que par erreur elles ont été insérées toutes les deux dans la note.

[Die vorstehende Anmerkung steht als solche im **Ob.** — Herausgeber.]

5. Aus dem französischen Gelbbuch.

(**Glb.** S. 25 ff.)

Nr. CCCCXXVII. M. Dumaine, Ambassadeur de France à Vienne, à M. René Viviani, Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères.

Vienne, le 2 juillet 1914.

Le crime de Serajevo suscite les plus vives rancunes dans les milieux militaires autrichiens et chez tous ceux qui ne se résignent pas à laisser la Serbie garder dans les Balkans le rang qu'elle a conquis.

L'enquête sur les origines de l'attentat qu'on voudrait exiger du Gouvernement de Belgrade dans des conditions intolérables pour sa dignité, fournirait, à la suite d'un refus, le grief permettant de procéder à une exécution militaire. *Dumaine.*

Nr. CCCCXXVIII. M. de Manneville, Chargé d'affaires de France à Berlin, à M. René Viviani, Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères.

Berlin, le 4 juillet 1914.

Le Sous-Secrétaire d'Etat des Affaires étrangères m'a dit hier, et a répété aujourd'hui à l'Ambassadeur de Russie, qu'il espérait que la Serbie donnerait satisfaction aux demandes que l'Autriche pouvait avoir à lui adresser en vue de la recherche et de la poursuite des complices du crime de Serajevo. Il a ajouté qu'il avait confiance qu'il en serait ainsi parce que la Serbie, si elle agissait autrement, aurait contre elle l'opinion de tout le monde civilisé.

Le Gouvernement allemand ne paraît donc pas partager les inquiétudes qui se manifestent dans une partie de la presse allemande au sujet d'une tension possible des rapports entre les Gouvernements de Vienne et de Belgrade, ou du moins il ne veut pas en avoir l'apparence.

de Manneville.

Nr. CCCCXXIX. M. Paléologue, Ambassadeur de France à Saint-Pétersbourg, à M. René Viviani, Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères.

Saint-Pétersbourg, 6 juillet 1914.

Au cours d'un entretien qu'il avait tenu à avoir avec le Chargé d'affaires d'Autriche-Hongrie, M. *Sazonoff* a signalé amicalement à ce diplomate l'irritation inquiétante que les attaques de la presse autrichienne contre la Serbie risquent de produire dans son pays.

Le Comte *Czernin* ayant laissé entendre que le Gouvernement austro-hongrois serait peut-être obligé de rechercher sur le territoire serbe les in-

stigateurs de l'attentat de Serajevo, M. *Sazonoff* l'interrompit: « Aucun pays plus que la Russie, a-t-il dit, n'a eu à souffrir des attentats préparés sur territoire étranger. Avons-nous jamais prétendu employer contre un pays quelconque les procédés dont vos journaux menacent la Serbie? Ne vous engagez pas dans cette voie. »

Puisse cet avertissement n'être pas perdu.

Paléologue.

Nr. CCCCXXX. M. d'Apchier le Maugin, Consul général de France à Budapest, à M. René Viviani, Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères.

Budapest, le 11 juillet 1914.

Interpellé à la Chambre sur l'état de la question austro-serbe, M. *Tisza* a déclaré qu'il fallait avant toute chose attendre le résultat de l'enquête judiciaire, dont il s'est refusé pour l'instant à révéler quoi que ce soit. Et la Chambre l'a approuvé hautement. Il s'est montré tout aussi discret sur les décisions prises dans la réunion des ministres à Vienne, et n'a pas laissé deviner si on donnerait suite au projet de démarche à Belgrade dont les journaux des deux mondes ont retenti. La Chambre s'est inclinée derechef.

En ce qui concerne cette démarche, il semble qu'il y ait un mot d'ordre pour en atténuer la portée: la colère hongroise s'est comme évaporée à travers les articles virulents de la presse, unanime maintenant à déconseiller ce pas qui pourrait être dangereux. Les journaux officieux notamment voudraient que l'on substituât à ce mot de « démarche », aux apparences comminatoires, le terme qui leur paraît plus amical et plus poli de « pourparlers ». Ainsi, officiellement, pour le quart d'heure, tout est à la paix.

Tout est à la paix, dans les journaux. Mais le gros public ici croit à la guerre et la craint. Et par ailleurs, des personnes en qui j'ai toute raison d'avoir confiance m'ont affirmé savoir que chaque jour des canons et des munitions étaient dirigés en masse vers la frontière. Vrai ou non, ce bruit m'a été rapporté de divers côtés avec des détails concordants; il indique au moins quelles sont les préoccupations générales. Le Gouvernement, soit qu'il veuille sincèrement la paix, soit qu'il *prépare un coup,* fait maintenant tout son possible pour calmer ces inquiétudes. Et c'est pourquoi le ton des journaux gouvernementaux a baissé d'une note, puis de deux, pour être à l'heure actuelle presque optimiste. Mais ils avaient eux-mêmes propagé l'alarme à plaisir. Leur optimisme de commandeest actuellement sans écho, la nervosité de la Bourse, baromètre que l'on ne saurait négliger, en est une preuve certaine; les valeurs sans exception sont tombées à des cours invraisemblablement bas; la rente hongroise 4% était cotée hier 79,95, cours qui n'a jamais été coté depuis la première émission.

d'Apchier le Maugin.

Nr. CCCCXXXI. M. Dumaine, Ambassadeur de France à Vienne, à M. René Viviani, Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères.

Vienne, le 15 juillet 1914.

Certains organes de la presse viennoise, discutant l'organisation militaire de la France et de la Russie, présentent ces deux pays comme hors d'état de dire leur mot dans les affaires européennes, ce qui assurerait à la monarchie dualiste, soutenue par l'Allemagne, d'appréciables facilités pour soumettre la Serbie au régime qu'il plairait de lui imposer. La *Militärische Rundschau* l'avoue sans ambage. « L'instant nous est encore favorable. Si nous ne nous décidons pas à la guerre, celle que nous devrons faire dans deux ou trois ans au plus tard s'engagera dans des circonstances beaucoup moins propices. Actuellement, c'est à nous qu'appartient l'initiative : la Russie n'est pas prête, les facteurs moraux et le bon droit sont pour nous, de même que la force. Puisqu'un jour nous devrons accepter la lutte, provoquons-la tout de suite. Notre prestige, notre situation de grande Puissance, notre honneur sont en question : plus encore, car vraisemblablement il s'agirait de notre existence, d'être ou ne pas être, ce qui réellement est aujourd'hui la grande affaire. »

En renchérissant sur elle-même la *Neue Freie Presse* de ce jour s'en prend au Comte *Tisza* de la modération de son second discours, où il a dit : « nos relations avec la Serbie auraient toutefois besoin d'être clarifiées ». Ces mots provoquent son indignation. Pour elle, l'apaisement, la sécurité ne peuvent résulter que d'une *guerre au couteau* contre le panserbisme, et c'est au nom de l'humanité qu'elle réclame l'extermination de la maudite race serbe.

Dumaine.

Nr. CCCCXXXII. M. Dumaine, Ambassadeur de France à Vienne, à M. René Viviani, Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères.

Vienne, 19 juillet 1914.

Le Chancelier du Consulat qui m'a remis son rapport semestriel résumant les faits divers d'ordre économique qui ont fait l'objet de ses études depuis le début de l'année, y a joint une partie d'information politique provenant d'une source sérieuse.

Je l'ai prié de rédiger brièvement les renseignements qu'il a recueillis sur la remise prochaine de la Note autrichienne à la Serbie, que les journaux annoncent depuis quelques jours avec insistance.

Vous trouverez ci-joint le texte de cette note d'information, intéressante en raison de sa précision.

Dumaine.

Note.

(Extrait d'un rapport consulaire sur la situation économique et politique en Autriche.)

Vienne, le 20 juillet 1914.

Il résulte de renseignements fournis par une personnalité particulièrement au courant des nouvelles officielles que le Gouvernement français aurait tort de s'en rapporter aux semeurs d'optimisme : on exigera beaucoup de la Serbie, on lui imposera la dissolution de plusieurs sociétés de propagande, on la sommera de réprimer le nationalisme, de surveiller la frontière en collaboration avec des commissaires autrichiens, de faire la police des écoles au point de vue de l'esprit anti-autrichien, et il est bien difficile qu'un Gouvernement accepte de se faire ainsi le sergent de ville d'un Gouvernement étranger. On compte avec les échappatoires par lesquelles la Serbie voudra sans doute esquiver une réponse claire et directe; c'est pourquoi on lui fixera peut-être un délai bref pour déclarer si elle accepte oui ou non. La teneur de la Note et son allure impérative garantissent presque sûrement que Belgrade refusera. Alors, on opérera militairement.

Il y a ici, et pareillement à Berlin, un clan qui accepte l'idée du conflit à dimensions généralisées, en d'autres termes, la conflagration. L'idée directrice est probablement qu'il faudrait marcher avant que la Russie ait terminé ses grands perfectionnements de l'armée et des voies ferrées, et avant que la France ait mis au point son organisation militaire. Mais ici, il n'y a pas accord dans les hautes sphères : du côté du comte *Berchtold* et des diplomates, on voudrait tout au plus une opération localisée contre la Serbie. Mais tout doit être envisagé comme possible. On signale un fait singulier : généralement l'agence télégraphique officielle, dans ses résumés et revues de presse étrangère, ne tient compte que des journaux officieux et des organes les plus importants; elle omet toute citation, toute mention des autres. C'est une règle et une tradition. Or, depuis une dizaine de jours, l'agence officielle fournit quotidiennement à la presse d'Autriche-Hongrie une revue complète de toute la presse serbe, en donnant une large place aux journaux les plus ignorés, les plus petits et insignifiants, qui par cela même ont un langage plus libre, plus hardi, plus agressif et souvent injurieux. Ce travail de l'Agence officielle a visiblement pour but d'exciter le sentiment public et de créer une opinion favorable à la guerre. Le fait est significatif.

Nr. CCCCXXXIII. M. Jules Cambon, Ambassadeur de France à Berlin, à M. Bienvenu-Martin, Ministre des Affaires étrangères p. i.

Berlin, le 21 juillet 1914.

Il me revient que le représentant de la Serbie à Berlin aurait fait hier une démarche à la Wilhelmstraße pour dire que son Gouvernement était prêt à accueillir la requête de l'Autriche motivée par l'attentat de Serajevo,

pourvu qu'elle ne demandât que des concours judiciaires en vue de la répression et de la prévention des attentats politiques, mais il aurait été chargé de prévenir le Gouvernement allemand qu'il serait dangereux de chercher par cette enquête à porter atteinte au prestige de la Serbie.

Confidentiellement, je puis dire également à Votre Fxcellence que le Chargé d'affaires de Russie, à l'audience diplomatique d'aujourd'hui, a parlé de cette question à M. *de Jagow*. Il lui a dit qu'il supposait que le Gouvernement allemand connaissait actuellement très bien la Note préparée par l'Autriche et était par suite à même de donner l'assurance que les difficultés austro-serbes seraient localisées. Le Secrétaire d'Etat a protesté qu'il ignorait absolument le contenu de cette Note et s'est exprimé de même avec moi. Je n'ai pu que m'étonner d'une dèclaration aussi peu conforme à ce que les circonstances conduisent à penser.

Il m'a été assuré d'ailleurs que, dès maintenant, les avis préliminaires de mobilisation qui doivent mettre l'Allemagne dans une sorte de « garde à vous » pendant les époques de tension, ont été adressés ici aux classes qui doivent les recevoir en pareil cas. C'est là une mesure à laquelle les Allemands, étant donné leurs habitudes, peuvent recourir sans s'exposer à des indiscrétions et sans émouvoir la population. Elle ne revêt pas un caractère sensationnel, et n'est pas forcément suivie de mobilisation effective ainsi que nous l'avons déjà vu, mais elle n'en est pas moins significative.

Jules Cambon.

Nr. CCCCXXXIV. M. Bienvenu-Martin, Ministre des Affaires étrangères p. i., à Londres, Saint-Pétersbourg, Vienne, Rome.

Paris, le 21 juillet 1914.

J'attire spécialement votre attention sur des informations que je reçois de Berlin : l'Ambassadeur de France signale l'extrême faiblesse de la Bourse de Berlin d'hier, et l'attribue aux inquiétudes que la question serbe commence à provoquer.

M. *Jules Cambon* a des raisons très sérieuses de croire que lorsque l'Autriche fera à Belgrade la démarche qu'elle juge nécessaire à la suite de l'attentat de Serajevo, l'Allemagne l'appuiera de son autorité, sans chercher à jouer un rôle de médiation. *Bienvenu-Martin.*

Nr. CCCCXXXV. M. Bienvenu-Martin, Ministre des Affaires étrangères p. i., à MM. les Ambassadeurs de France à Londres, Saint-Pétersbourg, Vienne, Rome.

Paris, le 22 juillet 1914.

M. *Jules Cambon* ayant interrogé M. *de Jagow* sur la teneur de la Note autrichienne à Belgrade, ce dernier lui a répondu qu'il n'en connaissait nullement le libellé ; notre Ambassadeur en a marqué toute sa surprise. Il

constate que la baisse de la Bourse de Berlin continue et que des nouvelles pessimistes circulent.

M. *Barrère* a également entretenu de la même question le Marquis de *San Giuliano*, qui s'en montre inquiet et assure qu'il agit à Vienne pour qu'il ne soit demandé à la Serbie que des choses réalisables, par exemple la dissolution du Club bosniaque et non une enquête judiciaire sur les causes de l'attentat de Serajevo.

Dans les circonstances présentes, la supposition la plus favorable qu'on puisse faire est que le Cabinet de Vienne, se sentant débordé par sa presse et par le parti militaire, cherche à obtenir le maximum de la Serbie par une intimidation préalable, directe et indirecte, et s'appuie sur l'Allemagne à cet effet.

J'ai prié l'Ambassadeur de France à Vienne d'user de toute son influence sur le Comte *Berchtold* pour lui représenter, dans une conversation amicale, combien la modération du Gouvernement autrichien serait appréciée en Europe, et quelle répercussion risquerait d'avoir une pression brutale sur la Serbie. *Bienvenu-Martin.*

Nr. CCCCXXXVI. M. Dumaine, Ambassadeur de France à Vienne, à M. Bienvenu-Martin, Ministre des Affaires étrangères p. i.

Vienne, le 22 juillet 1914.

On ne sait rien encore des décisions que le Comte *Berchtold*, prolongeant son séjour à Ischl, tente d'obtenir de l'Empereur. On attribuait au Gouvernement l'intention d'agir avec la plus grande rigueur envers la Serbie, d'en finir avec elle, « de la traiter comme une autre Pologne ». Huit corps d'armée seraient prêts à entrer en campagne, mais M. *Tisza*, très inquiet de l'agitation en Croatie, serait intervenu activement dans un sens modérateur.

En tous cas, on croit que la démarche à Belgrade aura lieu cette semaine. Les demandes du Gouvernement austro-hongrois relativement à la répression de l'attentat et à certaines garanties de surveillance et de police paraissent acceptables pour la dignité des Serbes; M. *Jovanovich* croit qu'elles seront accueillies. M. *Pachitch* désire un arrangement pacifique, mais se déclare prêt à toute résistance. Il a confiance dans la force de l'armée serbe; il compte, en outre, sur l'union de tous les Slaves de la Monarchie pour paralyser l'effort dirigé contre son pays.

A moins d'un aveuglement absolu, on devrait reconnaître ici qu'un coup de force a les plus grandes chances d'être funeste, aussi bien aux troupes austro-hongroises qu'à la cohésion déjà si compromise des nationalités gouvernées par l'Empereur.

L'Ambassadeur d'Allemagne, M. *de Tchirsky*, se montre partisan des résolutions violentes, tout en laissant volontiers entendre que la Chancellerie impériale ne serait pas entièrement d'accord avec lui sur ce point. L'Ambassadeur de Russie, parti hier pour la campagne, en raison des déclarations

rassurantes qui lui ont été faites au Ministère des Affaires étrangères, m'a confié que son Gouvernement n'aura pas d'objection contre des démarches visant la punition des coupables et la dissolution des associations notoirement révolutionnaires, mais ne pouvait admettre des exigences humiliantes pour le sentiment national serbe. *Dumaine.*

Nr. CCCCXXXVII. M. Paul Cambon, Ambassadeur de France à Londres, à M. Bienvenu-Martin, Ministre des Affaires étrangères p. i.

Londres, le 22 juillet 1914.

Votre Excellence a bien voulu me faire part des impressions recueillies par notre Ambassadeur à Berlin, relativement aux conséquences de la démarche que le Gouvernement austro-hongrois se propose de faire à Belgrade.

Ces impressions m'ont été confirmées par une conversation que j'ai eue hier avec le Principal Secrétaire d'Etat pour les Affaires étrangères. Sir *E. Grey* m'a dit avoir reçu la visite de l'Ambassadeur d'Allemagne, qui lui a déclaré qu'à Berlin on s'attendait à une démarche du Gouvernement austro-hongrois auprès du Gouvernement serbe. Le Prince *Lichnowski* a assuré que le Gouvernement allemand s'employait à retenir et à modérer le Cabinet de Vienne, mais que jusqu'à présent il n'y réussissait pas et qu'il n'était pas sans inquiétude sur les suites d'une telle démarche. Sir *E. Grey* a répondu au Prince *Lichnowski* qu'il voulait croire qu'avant d'intervenir à Belgrade, le Gouvernement austro-hongrois se serait bien renseigné sur les circonstances du complot dont l'archiduc héritier et la duchesse *de Hohenberg* ont été victimes, se serait assuré que le Gouvernement serbe en avait eu connaissance et n'avait pas fait tout ce qui dépendait de lui pour en prévenir les effets. Car s'il ne pouvait pas être prouvé que la responsabilité du Gouvernement serbe fût impliquée dans une certaine mesure, l'intervention du Gouvernement austro-hongrois ne se justifierait pas et soulèverait contre lui l'opinion européenne.

La communication du Prince *Lichnowski* avait laissé Sir *E. Grey* sous une impression d'inquiétude qu'il ne m'a pas dissimulée. La même impression m'a été donnée par l'Ambassadeur d'Italie qui redoute, lui aussi, l'éventualité d'une nouvelle tension des rapports austro-serbes.

Ce matin, j'ai reçu la visite du Ministre de Serbie, qui partage également les appréhensions de Sir *E. Grey*. Il craint que l'Autriche ne mette le Gouvernement serbe en présence d'une demande que la dignité de celui-ci et surtout la susceptibilité de l'opinion publique ne lui permettent pas d'accueillir sans protestation. Comme je lui objectais le calme qui paraît régner à Vienne et dont témoignent tous les Ambassadeurs accrédités dans cette capitale, il m'a répondu que ce calme officiel n'était qu'apparent et recouvrait les dispositions les plus foncièrement hostiles contre la Serbie. Or, a-t-il ajouté, si ces dispositions viennent à se manifester par une démarche dépourvue de la mesure désirable, il y aura lieu de tenir compte de l'opinion publique

serbe, surexcitée par les mauvais procédés dont l'Autriche a abreuvé ce pays et rendue moins patiente par le souvenir encore tout frais de deux guerres victorieuses. Malgré les sacrifices dont la Serbie a payé ses récentes victoires, elle peut mettre encore sur pied 400,000 hommes et l'opinion publique, qui le sait, n'est pas disposée à tolérer une humiliation.

Sir *E. Grey* dans un entretien avec l'Ambassadeur d'Autriche-Hongrie l'a prié de recommander à son Gouvernement de ne pas s'écarter de la prudence et de la modération nécessaires pour éviter de nouvelles complications, de ne demander à la Serbie que des mesures auxquelles celle-ci puisse raisonnablement se prêter et de ne pas se laisser entraîner au delà.

Paul Cambon.

Nr. CCCCXXXVIII. M. Bienvenu-Martin, Ministre des Affaires étrangères p. i., à Londres, Berlin, Saint-Pétersbourg et Rome.

Paris, le 23 juillet 1914.

Les premières intentions du Gouvernement austro-hongrois avaient été, selon les informations recueillies par l'Ambassadeur de France à Vienne, d'agir avec la plus grande rigueur contre la Serbie, en tenant huit corps d'armée prêts à entrer en campagne.

Ses dispositions actuelles seraient plus conciliantes: en réponse à une question que lui posait M. *Dumaine*, à qui j'avais prescrit d'appeler l'attention du Gouvernement autrichien sur les inquiétudes éveillées en Europe, le baron *Macchio* a affirmé à notre Ambassadeur que le ton et les demandes qui seront formulées dans la note autrichienne permettent de compter sur un dénouement pacifique. Je ne sais quelle foi il faut accorder à ces assurances, en raison des habitudes de la Chancellerie impériale.

Dans tous les cas, la note autrichienne sera remise dans un très bref délai. Le Ministre de Serbie estime que M. *Pachitch* acceptera, par désir d'un arrangement, les demandes relatives à la répression de l'attentat et à des garanties de surveillance et de police, mais qu'il résistera à ce qui attenterait à la souveraineté et à la dignité de son pays.

Dans les cercles diplomatiques de Vienne, l'Ambassadeur d'Allemagne préconise des résolutions violentes, tout en convenant que peut-être la Chancellerie impériale n'est pas entièrement d'accord avec lui sur ce point; l'Ambassadeur de Russie, se fiant aux assurances qui lui ont été données, s'est absenté de Vienne et a confié, avant son départ, à M. *Dumaine*, que son Gouvernement n'élèvera pas d'objections contre la punition des coupables et la dissolution des associations révolutionnaires, mais qu'il ne pourrait tolérer des exigences humiliantes pour le sentiment national de la Serbie.

Bienvenu-Martin.

Nr. CCCCXXXIX. M. Allizé, Ministre de France à Munich, à M. Bienvenu-Martin, Ministre des Affaires étrangères p. i.

Munich, le 23 juillet 1914.

La presse bavaroise paraît croire qu'une solution pacifique de l'incident austro-serbe est non seulement possible, mais même vraisemblable; dans les sphères officielles, au contraire, on affecte, depuis quelque temps, avec plus ou moins de sincérité, un réel pessimisme.

Le Président du Conseil notamment m'a dit aujourd'hui que la note autrichienne, *dont il avait connaissance*, était, à son avis, rédigée dans des termes acceptables pour la Serbie, mais que la situation actuelle ne lui en paraissait pas moins très sérieuse. *Allizé.*

Nr. CCCCXL. M. René Viviani, Président du Conseil, à M. Bienvenu-Martin, Ministre des Affaires étrangères p. i.

Je vous serais obligé de transmettre d'urgence à M. *Dumaine* les informations et instructions suivantes:

Reval, le 24 juillet 1914, à 1 heure du matin.

Au cours de mes entretiens avec le Ministre des Affaires étrangères russe, nous avons été amenés à envisager les dangers qui pourraient résulter d'une démarche éventuelle de l'Autriche-Hongrie à l'égard de la Serbie, relativement à l'attentat dont a été victime l'archiduc héritier. Nous sommes tombés d'accord pour penser qu'il convenait de ne rien négliger pour prévenir une demande d'explications ou quelque mise en demeure qui équivaudraient à une intervention dans les affaires intérieures de la Serbie, et que celle-ci pourrait considérer comme une atteinte à sa souveraineté et à son indépendance.

En conséquence, nous avons estimé qu'il y avait lieu, dans une conversation amicale avec le Comte *Berchtold*, de lui donner des conseils de modération, propres à lui faire comprendre combien serait mal inspirée une intervention à Belgrade, où l'on pourrait voir une menace de la part du Cabinet de Vienne.

L'Ambassadeur d'Angleterre, mis au courant par M. *Sazonow*, a exprimé l'idée que son Gouvernement se joindrait sans doute à une démarche tendant à écarter un danger qui peut menacer la paix générale, et a télégraphié dans ce sens à son Gouvernement.

M. *Sazonow* a adressé des instructions à cet effet à M. *Schebeko*. Sans qu'il s'agisse ici d'une action collective ou concertée des représentants de la Triple Entente à Vienne, je vous prie de vous entretenir de la question avec les Ambassadeurs de Russie et d'Angleterre, et de vous entendre avec eux sur le meilleur moyen, pour chacun de vous, de faire entendre sans retard au Comte *Berchtold* les conseils de modération que nous paraît réclamer la situation présente.

J'ajoute qu'il y anrait lieu de prier M. *Paul Cambon* de faire valoir auprès de Sir *E. Grey* l'utilité de cette démarche, et d'appuyer la suggestion que l'Ambassadeur d'Angleterre en Russie a dû présenter à cet effet au Foreign Office. Le Comte *Benckendorff* est chargé de faire une recommandation analogue.

René Viviani.

Nr. CCCCXLI. M. Bienvenu-Martin, Ministre des Affaires étrangères p. i., à M. René Viviani, Président du Conseil, à bord de la France.

Paris, le 24 juillet 1914.

J'ai transmis d'urgence à Vienne vos instructions, mais il résulte des informations de presse de ce matin que la Note autrichienne a été remise hier soir à six heures à Belgrade.

Cette note, dont l'Ambassadeur d'Autriche-Hongrie ne nous a pas encore remis le texte officiel, paraît très accentuée; elle tendrait non seulement à obtenir la poursuite des Serbes mêlés directement à l'attentat de Serajevo, mais demanderait la répression immédiate dans la presse et dans l'armée serbe de toute propagande antiautrichienne. Elle donnerait jusqu'à samedi soir, à six heures, à la Serbie pour s'exécuter.

En transmettant vos instructions à M. *Dumaine*, je l'ai prié de se concerter avec ses collègues anglais et russe.

Bienvenu-Martin.

Nr. CCCCXLII. M. Bienvenu-Martin, Ministre des Affaires étrangères p. i., à M. René Viviani, Président du Conseil, à bord de la France, et à Londres, Berlin, Vienne, Saint-Pétersbourg, Rome, Belgrade.

Paris, le 24 juillet 1914.

J'ai l'honneur de vous informer que la Note autrichienne, remise à Belgrade jeudi soir, m'a été laissée en copie, ce matin, par l'Ambassadeur d'Autriche-Hongrie. Le comte *Szecsen* m'a fait connaître que le Gouvernement austro-hongrois attend la réponse du Gouvernement serbe jusqu'à samedi 25, à cinq heures du soir.

La Note s'appuie sur l'engagement pris par la Serbie, le 31 mars 1909, de reconnaître l'annexion de la Bosnie-Herzégovine et reproche au Gouvernement serbe d'avoir toléré une propagande anti-autrichienne, à laquelle ont pris part les fonctionnaires, l'armée et la presse, propagande menaçante pour la sécurité et l'intégrité de l'Autriche, et dont le crime du 28 juin, tramé à Belgrade, selon les constatations de l'instruction, a démontré les dangers.

Le Gouvernement autrichien se déclare obligé de mettre fin à une propagande qui constitue un danger permanent pour sa tranquillité et d'exiger du Gouvernement serbe une énonciation officielle de sa volonté de la condamner et réprimer, par la publication, au *Journal officiel* du 26, d'une

déclaration dont les termes sont indiqués, réprouvant, regrettant et menaçant de sévir. Un ordre du jour du Roi à l'armée serbe porterait également cette déclaration à sa connaissance. En outre, le Gouvernement serbe s'engagerait à supprimer les publications, à dissoudre les Sociétés, à révoquer les officiers et fonctionnaires dont les noms seraient communiqués par le Gouvernement autrichien, à accepter la collaboration de fonctionnaires autrichiens pour la suppression de l'action subversive signalée, ainsi que pour l'enquête sur l'attentat de Serajevo, enfin à procéder à l'arrestation immédiate d'un officier et d'un employé serbes qui y sont compromis.

Au memorandum autrichien est annexée une Note, résumant les constatations de l'instruction du crime de Serajevo et affirmant qu'il a été tramé à Belgrade, que les bombes ont été fournies aux assassins et émanent d'un dépôt de l'armée serbe, enfin que les assassins ont été exercés et aidés par des officiers et employés serbes.

En rendant visite, aussitôt après cette communication au Directeur politique p. i, le Comte *Szecsen* l'a informé, sans aucun commentaire, de la remise de la Note. M. *Berthelot* n'a pu que signaler, sur mes indications, à l'Ambassadeur d'Autriche-Hongrie, l'impression d'inquiétude éveillée par les informations parues dans la matinée sur le contenu de la Note autrichienne, et le sentiment pénible que ne manquerait pas d'éveiller, dans l'opinion française, le moment choisi pour une démarche si impérative et de si court délai; c'est-à-dire l'heure où le Président de la République et le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères de la République avaient quitté Pétersbourg et se trouvaient en mer, par conséquent hors d'état d'exercer, d'accord avec les Puissances qui n'étaient pas directement intéressées, l'action apaisante si désirable entre la Serbie et l'Autriche, dans l'intérêt de la paix générale.

Le Ministre de Serbie n'a encore aucune donnée sur les intentions de son Gouvernement.

L'Ambassadeur d'Allemagne a demandé à être reçu par moi, cet après-midi, à cinq heures.

Nr. CCCCXLIII. M. Bienvenu-Martin, Ministre des Affaires étrangères p. i., à M. Thiébaut, Ministre de France à Stockholm (pour le Président du Conseil) et à Belgrade, Vienne, Londres, Berlin, Rome, Pétersbourg.

Paris, le 24 juillet 1914.

M. *Vesnitch* n'avait, ce matin encore, reçu de son Gouvernement aucun télégramme de nature à le renseigner sur ses intentions et ne connaissait pas le contenu de la Note autrichienne.

A la demande de conseil qu'il formulait à la Direction politique, M. *Berthelot* lui a dit, à titre tout personnel, que la Serbie devait chercher à gagner du temps, le terme de 48 heures constituant peut-être plutôt une

« mise en demeure » qu'un ultimatum proprement dit; qu'il pouvait y avoir lieu, par exemple, d'offrir immédiatement satisfaction sur tous les points qui n'étaient pas inconciliables avec la dignité et la souveraineté de la Serbie; il lui a été conseillé de faire remarquer que les constatations de l'instruction autrichienne de Serajevo étaient unilatérales, et que la Serbie, tout en étant prête à sévir contre tous les complices d'un crime qu'elle réprouvait hautement, demandait à être mise au courant des preuves, pour pouvoir les vérifier rapidement; de chercher sourtout à échapper à la prise directe de l'Autriche, en se déclarant prête à se soumettre à l'arbitrage de l'Europe.

J'ai demandé à Londres et à Pétersbourg les vues et les intentions des Gouvernements anglais et russe. Il résulte, d'autre part, de nos informations, que l'Italie n'a reçu qu'aujourd'hui communication de la Note autrichienne, au sujet de laquelle elle n'avait été ni pressentie ni même avertie.

Nr. CCCCXLIV. M. Bienvenu-Martin, Ministre des Affaires étrangères p. i., à Stockholm (pour le Président du Conseil), Belgrade, Londres, Saint-Pétersbourg, Berlin, Rome.

Paris, le 24 juillet 1914.

L'Ambassadeur de France à Vienne me fait savoir que l'opinion a été surprise par la soudaineté et l'exagération des demandes autrichiennes, mais que le parti militaire paraît craindre surtout que la Serbie ne cède.

Le Ministre de Serbie en Autriche pense que son Gouvernement se montrera très conciliant en ce qui concerne la punition des complices de l'attentat et les garanties à donner en vue de la suppression de la propagande anti-autrichienne, mais qu'il ne saurait accepter un ordre du jour à l'armée dicté au Roi, ni le licenciement d'officiers suspects à l'Autriche, ni l'intervention de fonctionnaires étrangers en Serbie. M. *Jovanovitch* estime que s'il était possible d'engager une discussion, le conflit pourrait encore s'arranger, avec le concours des Puissances.

Notre Ambassadeur à Berlin rend compte de l'émotion provoquée par la Note autrichienne et de l'état d'esprit du Chargé d'affaires de Russie, qui pense qu'une grande partie de l'opinion en Allemagne souhaiterait la guerre. Le ton de la presse est menaçant et paraît avoir pour but d'intimider la Russie. Notre Ambassadeur doit voir ce soir M. *de Jagow*.

M. *Barrère* informe que l'Italie agit à Vienne dans un sens modérateur et cherche à éviter des complications.

Nr. CCCCXLV. M. Bienvenu-Martin, Ministre des Affaires étrangères p. i., à Stockholm (pour le Président du Conseil), et à Belgrade, Londres, Saint-Pétersbourg, Berlin, Vienne, Rome.

Paris, le 24 juillet 1914.

M. *de Schœn* est venu me communiquer, sans vouloir m'en laisser une copie, mais en m'en donnant lecture à deux reprises, sur ma demande, une Note de son Gouvernement.

Cette Note[1]) s'exprime presque textuellement de la manière suivante: « Les déclarations des journaux austro-hongrois relatives aux circonstances dans lesquelles l'attentat sur la personne de l'héritier du trône d'Autriche et de son épouse a eu lieu, dévoilent nettement le but que la propagande panserbe s'était proposé et les moyens dont elle s'est servie pour l'atteindre. D'après les faits connus, il ne peut non plus y avoir aucun doute, que c'est à Belgrade qu'il faut chercher le centre d'action des agitations qui tendaient à détacher de l'Autriche-Hongrie les provinces slaves du Sud pour les réunir au royaume de Serbie et que c'est là tout au moins que s'est développée son activité, avec la connivence de membres du Gouvernement et de l'armée.

Les menées serbes remontent à un grand nombre d'années. Le chauvinisme panserbe s'est particulièrement manifesté pendant la crise bosniaque. C'est à la modération du Gouvernement austro-hongrois, à son grand empire sur lui-même, à l'intervention énergique des Puissances que l'on est redevable si les provocations auxquelles l'Autriche Hongrie a été, à cette époque, en butte de la part de la Serbie, n'ont pas suscité un conflit. La promesse faite alors par le Gouvernement serbe d'adopter une attitude irréprochable n'a pas été tenue. Sous les yeux, tout au moins avec la tolérance tacite de la Serbie officielle, la propagande panserbe a continué, dans l'entretemps, à croître en étendue et intensité. C'est sur son compte qu'il faut mettre ce dernier forfait, dont on doit rechercher la trame à Belgrade. Il est indubitable qu'il ne serait conciliable ni avec la dignité ni avec l'esprit de conservation de la Monarchie austro-hongroise de rester plus longtemps inactive en présence de l'agitation qui se poursuit de ce côté-là de sa frontière et qui constitue une menace perpétuelle pour la sûreté et l'intégrité de ses territoires. En raison de cet état de choses, la conduite de même que les revendications du Gouvernement austro-hongrois doivent être considérées comme justifiées. Cependant l'attitude que l'opinion publique aussi bien que le Gouvernement ont adoptée dans ces derniers temps en Serbie, n'exclut pas la crainte que le Gouvernement serbe se refusera à accéder à ces réclamations et même qu'il se laissera entraîner à une attitude provocatrice à l'égard de l'Autriche-Hongrie. Si celle-ci ne veut pas renoncer définitivement à son rang de Grande Puissance, il ne restera au Gouvernement austro-hongrois plus rien d'autre à faire qu'à poursuivre ses revendications auprès du Gouvernement serbe en exerçant une forte pression et au besoin en prenant des mesures militaires dont le choix des moyens doit lui être laissé. »

L'Ambassadeur d'Allemagne a appelé particulièrement mon attention sur les deux derniers paragraphes de sa Note, indiquant avec insistance, avant de les lire, que c'était là le point capital. J'en ai noté littéralement le texte, que voici: « Le Gouvernement allemand estime que la question actuelle

---

[1]) Vgl. den Text oben S. 367 (Nr. CLXXXIX) und ferner oben S. 384 (Nr. CCXXII) und S. 455 (Nr. CCCLVIII). — Herausgeber.

est une affaire à régler exclusivement entre l'Autriche-Hongrie et la Serbie et que les Puissances ont le plus sérieux intérêt à la restreindre aux deux Parties intéressées.

« Le Gouvernement allemand désire ardemment que le conflit soit localisé, toute intervention d'une autre Puissance devant, par le jeu naturel des alliances, provoquer des conséquences incalculables. »

J'ai fait remarquer à l'Ambassadeur d'Allemagne qu'autant il paraîtrait légitime qu'on demandât la punition de tous les complices de l'attentat de Serajevo, autant, au contraire, il semblait difficile d'exiger des mesures inacceptables pour la dignité et la souveraineté de la Serbie : le Gouvernement serbe, même s'il voulait s'y soumettre, risquerait d'être emporté par une révolution.

J'ai également fait observer à M. *de Schœn* que sa Note n'envisageait que deux hypothèses : celle d'un refus pur et simple, ou celle d'une attitude de provocation de la Serbie. Une troisième hypothèse (qui laisserait la porte ouverte à un accommodement) devrait en tout cas être envisagée : celle d'une acceptation de la Serbie, qui consentirait à donner immédiatement toutes les satisfactions pour la punition des complices et toutes les garanties pour la répression de la propagande anti-autrichienne, compatibles avec sa souveraineté et sa dignité.

J'ai ajouté que si, dans cette limite, les satisfactions poursuivies par l'Autriche étaient admissibles, les modalités de leur application pourraient être examinées; si la Serbie donnait des preuves évidentes de bonne volonté, on ne pourrait comprendre que l'Autriche refusât de se prêter à la conversation.

Peut-être ne fallait-il pas rendre trop difficile à de tierces Puissances qui ne sauraient ni moralement ni sentimentalement se désintéresser de la Serbie, une attitude conforme au désir exprimé par l'Allemagne de localiser le conflit.

M. *de Schœn* a reconnu la valeur de ces considérations et a déclaré vaguement que l'espoir restait toujours possible. Comme je lui demandais s'il fallait attribuer à la Note autrichienne le caractère d'une simple mise en demeure, permettant une discussion, ou d'un ultimatum, il a répondu qu'il n'avait pas de sentiment personnel.

Nr. CCCCXLVI. M. Jules Cambon, Ambassadeur de France à Berlin, à M. Bienvenu-Martin, Ministre des Affaires étrangères p. i.

Berlin, le 24 juillet 1914.

La remise de la Note autrichienne à la Serbie a causé une profonde émotion.

L'Ambassadeur d'Autriche déclare que son Gouvernement ne saurait rien retrancher de ses exigences. A la Wilhelmstrasse, ainsi que dans la presse, on tient le même language.

La plupart des Chargés d'affaires présents à Berlin sont venus me voir ce matin. Ils manifestent peu d'espoir dans une issue pacifique. Le Chargé d'affaires de Russie a remarqué avec amertume que l'Autriche avait remis sa Note au moment même où le Président de la République et le Président du Conseil avaient quitté Pétersbourg. Il incline à penser qu'une grande partie de l'opinion en Allemagne souhaite la guerre et voudrait saisir cette occasion dans laquelle l'Autriche se montrera sans doute plus unie que par le passé et où l'Empereur d'Allemagne, par un sentiment de solidarité monarchique et par horreur de l'attentat, est moins porté à se montrer conciliant.

M. *de Jagow* doit me recevoir à la fin de l'après-midi.

Nr. CCCCXLVII. M. Jules Cambon, Ambassadeur de la République française à Berlin, à M. Bienvenu-Martin, Ministre des Affaires étrangères p. i.

Berlin, le 24 juillet 1914.

J'ai demandé au Secrétaire d'Etat, dans l'entrevue que j'ai eue avec lui, aujourd'hui, s'il était exact, comme l'annonçaient les journaux, que l'Autriche eût remis une Note aux Puissances sur son différend avec la Serbie, s'il l'avait reçue, et comment il l'appréciait.

M. *de Jagow* m'a répondu affirmativement, ajoutant que la note était énergique, et qu'il l'approuvait, le Gouvernement Serbe ayant depuis longtemps lassé la patience autrichienne. Il considère d'ailleurs cette question comme d'ordre intérieur pour l'Autriche et il espère qu'elle sera localisée.

J'ai continué en lui disant que n'ayant reçu encore aucune instruction, je ne voulais échanger avec lui que des vues toutes personnelles. Je lui ai demandé alors si vraiment le Cabinet de Berlin avait totalement ignoré les exigences autrichiennes avant qu'elles fussent communiquées à Belgrade et, comme il me l'affirmait, je lui ai manifesté ma surprise de le voir ainsi s'engager à soutenir des prétentions dont il ignorait la limite et la portée.

« C'est bien, m'a dit M. *de Jagow* en m'interrompant, parce que nous causons entre nous personnellement que je vous laisse me dire cela. »

« Certainement, ai-je dit; mais si Pierre Ier s'humilie, la Serbie sera probablement livrée à des troubles intérieurs, cela ouvrira la porte à de nouvelles éventualités, et savez-vous où vous serez conduit par Vienne? » J'ai ajouté que le langage des journaux allemands n'était pas le langage de gens indifférents et étrangers à l'affaire, mais annonçait un appui actif. Enfin, j'ai remarqué que la brièveté du délai imparti à la Serbie pour se soumettre, impressionnerait fâcheusement l'Europe.

M. *de Jagow* me répondit qu'il s'attendait bien à « un peu d'émotion » de la part des amis de la Serbie, mais qu'il comptait qu'ils lui donneraient de bons conseils.

« Je ne doute pas, lui dis-je alors, que la Russie fasse effort auprès du Cabinet de Belgrade pour l'amener aux concessions acceptables; mais ce qu'on

demande à l'un pourquoi ne pas le demander à l'autre; et si l'ou compte que des conseils seront donnés à Belgrade, n'est-il pas légitime de compter que, d'un autre côté, des conseils seront aussi donnés à Vienne?»

Le Secrétaire d'Etat se laissa aller à dire que cela dépendait des circonstances, mais se reprenant aussitôt, il répéta que l'affaire devait être localisée. Il me demanda si vraiment je trouvais la situation grave. «Assurément, lui répondis-je, car, si ce qui se passe a été réfléchi, je ne comprends pas qu'on ait coupé les ponts derrière soi.»

Tout indique que l'Allemagne se dispose à appuyer d'une façon singulièrement énergique l'attitude de l'Autriche. La faiblesse, manifestée depuis quelques années par l'alliée austro-hongroise, affaiblissait la confiance que l'on avait ici en elle. On la trouvait lourde à traîner. Les mauvais procès, comme l'affaire d'Agram et l'affaire Friedjung, rendaient sa police odieuse en la couvrant de ridicule. On ne lui demandait que d'être forte, mais l'on est satisfait qu'elle soit brutale.

Un article paru dans le *Lokal Anzeiger* de ce soir indique aussi dans la Chancellerie allemande un état d'esprit dont, à Paris, nous sommes naturellement portés à ne pas tenir assez de compte, je veux parler du sentiment de la solidarité monarchique. Je suis convaincu que ce point de vue doit être grandement considéré pour apprécier l'attitude de l'Empereur *Guillaume*, dont la nature impressionnable a dû être sensible à l'assassinat d'un Prince qui l'avait reçu quelques jours auparavant.

Il n'en est pas moins frappant de voir le soin avec lequel M. *de Jagow*, et tous les fonctionnaires placés sous ses ordres, affectent de dire à tout le monde qu'ils ignoraient la portée de la Note autrichienne remise à la Serbie.

Nr. CCCCXLVIII. M. Paléologue, Ambassadeur de France à Saint-Pétersbourg, à M. Bienvenu-Martin, Ministre des Affaires étrangères p. i.

Pétersbourg, le 24 juillet 1914.

L'Ambassadeur d'Autriche-Hongrie a donné communication à M. *Sazonoff* d'une note comminatoire à la Serbie.

Les dispositions de l'Empereur de Russie et de ses Ministres sont des plus pacifiques, ainsi que le Président de la République et le Président du Conseil ont pu s'en assurer directement; mais l'ultimatum que le Gouvernement austro-hongrois vient de remettre au Cabinet de Belgrade apporte dans la situation un élément nouveau et inquiétant.

L'opinion publique russe ne tolérerait pas que l'Autriche fît violence à la Serbie. La brièveté du délai assigné pour l'ultimatum rend plus difficile encore l'action modératrice que les Puissances de la Triple Entente pourraient exercer à Vienne.

D'autre part, M. *Sazonoff* présume que l'Allemagne voudra soutenir son alliée, et je crains que cette impression ne soit exacte. La solidarité de la Triple Entente, en s'affirmant, peut seule empêcher les Puissances germaniques d'accentuer leur attitude provocante.

Nr. CCCCIL. M. Paul Cambon, Ambassadeur de France à Londres, à M. Bienvenu-Martin, Ministre des Affaires étrangères p. i.

Londres, le 24 juillet 1914.

Sir *Ed. Grey* m'ayant entretenu de son désir de ne rien négliger pour conjurer la crise, nous avons été d'accord pour penser que le Cabinet anglais pourrait demander au Gouvernement allemand de prendre l'initiative d'une démarche à Vienne pour offrir une médiation, entre l'Autriche et la Serbie, des quatre Puissances non directement intéressées. Si l'Allemagne s'y prête, on gagnera du temps et c'est l'essentiel.

Sir *Ed. Grey* m'a dit qu'il entretiendrait le Prince *Lichnowsky* du projet que je viens d'exposer. J'en ai fait part à mon Collègue de Russie, qui appréhende une surprise de l'Allemagne et suppose que l'Autriche n'aurait pas envoyé son ultimatum sans accord préalable avec Berlin.

Le Comte *Benckendorff* m'a dit que le Prince *Lichnowsky*, à son retour de congé, il y a un mois environ, lui avait témoigné des vues pessimistes au sujet des rapports entre Pétersbourg et Berlin. Il avait noté l'inquiétude causée dans cette dernière capitale par les bruits d'entente navale entre la Russie et l'Angleterre, par la visite du Tzar à Bucarest et par le renforcement de l'armée russe. Le Comte *Benckendorff* en avait conclu qu'on envisagerait volontiers en Allemagne une guerre avec la Russie.

Le Sous-Secrétaire d'Etat a été frappé, comme nous tous, de l'air soucieux du Prince *Lichnowsky* depuis son retour de Berlin et il pense que si l'Allemagne l'avait voulu, elle aurait pu empêcher la remise de l'ultimatum.

La situation est donc des plus graves, et nous ne voyons aucun moyen d'enrayer la marche des événements.

Cependant le Comte *Benckendorff* croit bon de tenter la démarche sur laquelle je me suis mis d'accord avec Sir *Ed. Grey*.

Nr. CCCCL. M. Paul Cambon, Ambassadeur de France à Londres, à M. Bienvenu-Martin, Ministre des Affaires étrangères p. i.

Londres, le 24 juillet 1914.

Le Ministre serbe a reçu cette nuit de M. *Pachitch* un télégramme disant que le Gouvernement austro-hongrois lui avait adressé son ultimatum dont le délai expire demain, soit samedi à 6 heures. M. *Pachitch* ne donne pas les termes de la communication autrichienne, mais, si elle est telle que le *Times* de ce jour le rapporte, il semble impossible que le Gouvernement serbe puisse l'accepter.

Nous nous sommes demandé avec mon Collègue russe, qui considère comme extrêmement difficile pour son Gouvernement de ne pas soutenir la Serbie, quelle intervention pourrait arrêter le conflit.

Sir *Ed. Grey* m'ayant convoqué pour cet après-midi, je me propose de lui suggérer de réclamer l'intervention officieuse du Gouvernement allemand à Vienne pour empêcher une attaque subite.

Nr. CCCCLI. M. Bienvenu-Martin, Ministre des Affaires étrangères p. i., à Stockholm (pour le Président du Conseil), Belgrade, Saint-Pétersbourg, Berlin, Vienne, Rome.

Paris, le 24 juillet 1914.

L'Ambassadeur d'Autriche ayant communiqué la Note de son Gouvernement à Sir *Ed. Grey*, celui-ci a fait observer que jamais déclaration aussi formidable n'avait été adressée par un Gouvernement à un autre; il a attiré l'attention du Comte *Mensdorff* sur les responsabilités assumées par l'Autriche.

Envisageant une possibilité de conflit entre l'Autriche et la Russie, Sir *Ed. Grey* se propose de réclamer le concours du Gouvernement allemand en vue d'une médiation des quatre Puissances non intéressées directement dans l'affaire Serbe : Angleterre, France, Italie et Allemagne; cette médiation s'exercerait à la fois à Vienne et à Pétersbourg.

J'ai donné au Ministre de Serbie des conseils de prudence et suis disdisposé à m'associer à toute action conciliante à Vienne, dans l'espoir que l'Autriche ne maintiendra pas l'intégralité de ses exigences vis-à-vis d'un petit Etat, si celui-ci se montre disposé à donner toutes les satisfactions jugées compatibles avec son indépendance et sa souveraineté.

Nr. CCCCLII. M. Jules Cambon, Ambassadeur de France à Berlin, à M. Bienvenu-Martin, Ministre des Affaires étrangères p. i.

Berlin, le 25 juillet 1914.

Le Ministre de Belgique se montre très préoccupé des événements.

Il considère que l'Autriche et l'Allemagne ont voulu profiter du concours de circonstances qui fait qu'en ce moment la Russie et l'Angleterre leur paraissent menacées de troubles intérieurs, et qu'en France le régime militaire est discuté; aussi ne croit-il pas à l'ignorance que le Gouvernement de Berlin affecte au sujet de la démarche de l'Autriche.

Il pense que si la forme n'en a pas été soumise au cabinet de Berlin, le moment en a été habilement choisi avec lui pour surprendre la Triple Entente dans un moment de désorganisation.

Il a vu l'Ambassadeur d'Italie qui vient d'interrompre son congé pour rentrer. Il paraîtrait que l'Italie serait surprise, pour ne pas dire plus, d'avoir été tenue à l'écart de toute l'affaire par ses deux alliées.

Nr. CCCCLIII. M. Bienvenu-Martin, Ministre des Affaires étrangères p. i., à Stockholm (pour le Président du Conseil), et à Londres, Berlin, Pétersbourg, Vienne.

Paris, le 25 juillet 1914.

L'Ambassadeur d'Allemagne est venu protester à midi contre un article de *L'Echo de Paris*, qui qualifiait de « menace allemande » sa démarche d'hier. M. *de Schoen* a dit à un certain nombre de journalistes, et est venu affirmer à la Direction politique, qu'il n'y a pas eu « concert » entre l'Autriche et l'Allemagne pour la Note autrichienne et que le Gouvernement allemand ignorait celle-ci, bien qu'il l'eût approuvée ultérieurement, quand elle lui a été communiquée, en même temps qu'aux autres Puissances.

Le Baron *de Schoen* a ajouté qu'il n'y avait pas davantage « menace » : le Gouvernement allemand s'était contenté d'indiquer qu'il estimait désirable de localiser le conflit et que l'intervention d'autres Puissances risquerait de l'aggraver.

Le Directeur politique p. i. a pris acte de la démarche du Baron *de Schoen*. L'ayant prié de répéter les termes mêmes des deux derniers paragraphes de sa Note, il lui a fait remarquer que les termes indiquaient la volonté de l'Allemagne de s'interposer entre les Puissances et l'Autriche. M. *Berthelot* a ajouté qu'aucune confidence n'ayant d'ailleurs été faite à aucun journaliste, l'information de *L'Echo de Paris* n'engageait que ce journal, et marquait seulement que la démarche allemande paraissait avoir été connue autre part qu'au Quai d'Orsay, et en dehors de lui. L'Ambassadeur d'Allemagne n'a pas relevé l'allusion.

D'autre part, l'Ambassadeur d'Autriche à Londres est venu également rassurer Sir *Edward Grey*, en lui disant que la Note autrichienne ne constituait pas un « ultimatum », mais une « demande de réponse avec limitation de temps » ; ce qui signifiait que, si les demandes autrichiennes ne sont pas acceptées ce soir à six heures, le Ministre d'Autriche quittera Belgrade, et le Gouvernement austro-hongrois commencera les actes de « préparation » militaire, mais non les « opérations » militaires.

Le Cabinet de Londres, comme ceux de Paris et de Pétersbourg, a fait donner à Belgrade le conseil d'exprimer des regrets pour les complicités qui pourraient être prouvées dans l'attentat de Serajevo et de promettre à cet égard les plus larges satisfactions. Il a ajouté que, pour le reste, c'est à la Serbie qu'il appartient de répondre, dans les termes que l'intérêt du pays lui paraîtra conseiller. Le Ministre d'Angleterre à Belgrade doit consulter ses Collègues français et russe et conseiller au Gouvernement serbe, si ceux-ci en ont également l'instruction, de donner satisfaction sur tous les points où il jugera pouvoir le faire.

Sir *E. Grey* a dit au Prince *Lichnowsky* (qui ne lui a fait jusqu'ici aucune communication analogue à celle de M. *de Schoen* à Paris) que, si la Note autrichienne n'amenait aucune difficulté entre lAutriche et la Russie, le Gouvernement anglais n'aurait pas à s'en occuper, mais qu'il était à craindre

que la raideur de la Note et la brièveté du délai indiqué n'amenassent une tension. Dans ces conditions, la seule chance qu'on aperçoive d'éviter un conflit consisterait dans une médiation de la France, de l'Allemagne, de l'Italie et de l'Angleterre, l'Allemagne seule pouvant exercer dans ce sens une action sur le Gouvernement de Vienne.

L'Ambassadeur d'Allemagne a répondu qu'il transmettrait cette suggestion à Berlin, mais a laissé entendre à l'Ambassadeur de Russie, qui est son parent, que l'Allemagne ne se prêterait à aucune démarche à Vienne.

Nr. CCCCLIV. M. de Fleuriau, Chargé d'Affaires de France à Londres, à M. Bienvenu-Martin, Ministre des Affaires étrangères p. i.

Londres, le 25 juillet 1914.

L'Ambassadeur d'Allemagne est venu au Foreign Office affirmer que son Gouvernement refuserait de s'immiscer dans le conflit qui divise l'Autriche et la Serbie.

Sir *E. Grey* a répondu que, sans le concours de l'Allemagne à Vienne, l'Angleterre ne saurait agir à Pétersbourg. Si cependant l'Autriche et la Russie mobilisaient toutes deux, ce serait bien l'occasion d'une intervention des quatre autres Puissances. Le Gouvernement allemand maintiendrait-il alors son attitude passive et refuserait-il de se joindre à l'Angleterre, à la France et à l'Italie?

Le Prince *Lichnowsky* ne le pense pas, puisqu'il ne s'agirait plus de difficultés entre Vienne et Belgrade, mais d'un conflit entre Vienne et Pétersbourg.

Sir *E. Grey* a ajouté cette observation que, si la guerre venait à éclater aucune Puissance en Europe ne pourrait s'en désintéresser.

Nr. CCCCLV. M. Paléologue, Ambassadeur de France à Saint-Pétersbourg, à M. Bienvenu-Martin, Ministre des Affaires étrangères p. i.

Petersbourg, le 25 juillet 1914.

Le Gouvernement Russe va s'efforcer d'obtenir du Gouvernement austro-hongrois une prolongation du délai assigné par l'ultimatum, afin que les Puissances puissent se former une opinion sur le dossier judiciaire dont la communication leur est offerte.

M. *Sazonoff* a prié l'Ambassadeur d'Allemagne de signaler à son Gouvernement le danger de la situation; il s'est abstenu toutefois de faire allusion aux mesures que la Russie serait sans doute amenée à prendre, si la Serbie était menacée dans son indépendance nationale ou dans l'intégrité de son territoire; les réponses évasives et les récriminations du Comte *de Pourtalès* ont laissé à M. *Sazonoff* une impression défavorable.

Un Conseil des ministres sera tenu demain sous la présidence de l'Empereur. M. *Sazonoff* garde toute sa modération: « Il faut éviter, m'a-t-il dit,

tout ce qui pourrait précipiter la crise. J'estime que, même si le Gouvernement austro-hongrois passait à l'action contre la Serbie, nous ne devrions pas rompre les négociations. »

Nr. CCCCLVI. M. Bienvenu-Martin, Ministre des Affaires étrangères p. i., à M. Dumaine, Ambassadeur de France à Vienne.

Paris, le 25 juillet 1914.

Le Gouvernement russe a donné comme instructions à son représentant à Vienne de demander au Gouvernement autrichien une prolongation du délai fixé à la Serbie, pour permettre aux Puissances de se faire une opinion sur le dossier que l'Autriche a offert de leur communiquer, et en vue d'éviter des conséquences regrettables pour tous.

Un refus opposé par l'Autriche-Hongrie à cette demande ôterait toute signification à la démarche qu'elle a faite auprès des Puissances, en leur communiquant sa Note, et la mettrait en contradiction avec la morale internationale.

Le Gouvernement russe a demandé que vous fassiez d'urgence une démarche analogue auprès du Comte *Berchtold*; je vous prie d'appuyer la demande de votre Collègue. Le Gouvernement russe a adressé la même demande à Londres, Rome, Berlin et Bucarest.

Nr. CCCCLVII. M. de Fleuriau, Chargé d'affaires de France à Londres, à M. Bienvenu-Martin, Ministre des Affaires étrangères p. i.

Londres, le 25 juillet 1914.

Sir *Ed. Grey* a reçu communication ce matin des instructions qui prescrivent à l'Ambassadeur de Russie à Vienne, de demander la prolongation du délai donné à la Serbie par la Note autrichienne d'avant-hier. M. *Sazonoff* demandait que la démarche russe fût appuyée par l'Ambassade d'Angleterre.

Sir *Ed. Grey* a télégraphié à Sir *M. de Bunsen* de s'exprimer dans le même sens que son collègue russe et de rappeler la communication autrichienne qui lui a été faite hier soir tard par le Comte *Mensdorf*, communication aux termes de laquelle le défaut d'adhésion de la Serbie aux conditions de l'ultimatum n'entraînerait, dès aujourd'hui, qu'une rupture diplomatique et non des opérations militaires immédiates.

Sir *Ed. Grey* en concluait que le temps serait laissé aux Puissances pour intervenir, et chercher les moyens de dénouer la crise.

Nr. CCCCLVIII. M. Jules Cambon, Ambassadeur de France à Berlin, à M. Bienvenu-Martin, Ministre des Affaires étrangères p. i.

Berlin, le 25 juillet 1914.

Ce matin, le Chargé d'affaires d'Angleterre a demandé à M. *de Jagow*, d'après les ordres de son Gouvernement, si l'Allemagne voudrait se joindre

à l'Angleterre, à la France et à l'Italie, pour intervenir auprès de l'Autriche et de la Russie afin d'empêcher un conflit et, en premier lieu, pour demander à Vienne une prolongation du délai imparti à la Serbie par l'ultimatum.

Le Secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères a répondu qu'il avait déjà, dès la réception de la dépêche du Prince *Lichnowsky* lui faisant part des intentions de Sir *E. Grey*, télégraphié ce matin même à l'Ambassadeur de la Grande-Bretagne à Vienne pour qu'il demandât cette prolongation au Comte *Berchtold*. Malheureusement le Comte *Berchtold* est à Ischl. Au reste, M. *de Jagow* ne croit pas que cette demande soit accueillie.

Le Chargé d'affaires d'Angleterre s'est également enquis auprès de M. *de Jagow*, comme je l'avais fait hier, si l'Allemagne n'avait eu aucune connaissance de la Note autrichienne avant qu'elle fût lancée, et a reçu une réponse si nettement négative qu'il ne pourrait insister; mais il n'a pu s'empêcher de s'étonner du blanc-seing donné par l'Allemagne à l'Autriche.

M. *de Jagow* lui ayant répondu que la question était pour l'Autriche une question intérieure, il a remarqué qu'elle était devenue au premier chef internationale.

Nr. CCCCLIX. M. Jules Cambon, Ambassadeur de France à Berlin, à M. le Ministre des Affaires étrangères p. i.

Berlin, le 25 juillet 1914.

Le Chargé d'affaires de Russie a reçu pour instruction de demander au Gouvernement allemand d'insister auprès du Cabinet de Vienne, en vue de faire prolonger le délai de l'ultimatum.

M. *de Jagow* ne lui ayant donné rendez-vous qu'à la fin de l'après-midi, c'est-à-dire au moment où l'ultimatum viendra à échéance, M. *Broniewski* a envoyé d'urgence une note écrite au Secrétaire d'Etat, dans laquelle il marque que le retard de la communication faite par l'Autriche aux Puissances rend l'effet de cette communication illusoire, puisqu'elle ne leur laisse pas le temps de prendre connaissance des faits allégués, avant l'expiration du délai fixé. Il insiste très vivement sur la nécessité de le prolonger, si l'on n'a pas en vue de créer une grande crise.

Nr. CCCCLX. M. Jules Cambon, Ambassadeur de France à Berlin, à M. Bienvenu-Martin, Ministre des Affaires étrangères p. i.

Berlin, le 25 juillet 1914.

Le Chargé d'affaires de Russie a fait auprès du Secrétaire d'Etat la démarche qui lui était prescrite, en vue d'une prolongation du délai de l'ultimatum; M. *de Jagow* lui a répondu qu'il avait déjà transmis une indication de ce genre à Vienne, mais qu'il estimait que toutes ces démarches étaient trop tardives.

M. *Broniewski* a insisté, en disant que si le délai ne pouvait être prolongé, les mesures d'exécution pouvaient au moins être retardées, de manière à permettre aux Puissances de s'employer à éviter un conflit. Il a ajouté que la Note autrichienne était conçue dans des termes calculés pour blesser la Serbie et la forcer à la guerre.

M. *de Jagow* lui a répondu qu'il ne s'agissait pas d'une guerre, mais d'une « exécution » dans une affaire locale.

Le Chargé d'affaires a repris, en exprimant le regret que le Gouvernement allemand ne mesurât pas ses responsabilités dans le cas où des hostilités se produiraient, qui pourraient s'éntendre au reste de l'Europe: à quoi, M. *de Jagow* a répondu qu'il se refusait à croire à de pareilles conséquences.

Le Chargé d'affaires de Russie a recueilli comme moi le bruit que l'Autriche, tout en déclarant ne vouloir aucune annexion de territoire, occuperait des parties de la Serbie jusqu'à ce qu'elle ait complète satisfaction. « On sait, m'a-t-il dit, ce que signifie ce mot satisfaction. » Les impressions de M. *Broniewski* sur les arrière-pensées de l'Allemagne sont très pessimistes.

Nr. CCCCLXI. M. Barrère, Ambassadeur de France à Rome, à M. Bienvenu-Martin, Ministre des Affaires étrangères p. i.

Rome, le 25 juillet 1914.

L'Ambassadeur de Russie a fait à la Consulta la démarche prescrite par M. *Sazonoff* aux représentants de la Russie à Paris, Berlin, Rome, Bucarest, et qui tendait à obtenir de ces différents Cabinets qu'ils associent leur action à celle de la Russie à Vienne en vue d'obtenir une prolongation du délai imparti à la Serbie.

En l'absence du Marquis de San Giuliano, M. *Salandra* et M. *de Martino* ont répondu qu'ils se mettraient en rapport avec le Ministre des Affaires étrangères, mais que sa réponse ne pourrait leur parvenir que vers six heures, c'est-à-dire trop tard pour entreprendre une démarche à Vienne.

Nr. CCCCLXII. M. Dumaine, Ambassadeur de France á Vienne, à M. Bienvenu-Martin, Ministre des Affaires étrangères p. i.

Vienne, le 25 juillet 1914.

Le Chargé d'affaires de Russie a reçu de son Gouvernement l'ordre de demander un délai pour l'ultimatum à la Serbie, au moment même où le Comte *Berchtold* partait pour Ischl avec l'intention, au dire des journaux, d'y rester près de l'Empereur jusqu'à la fin de la crise.

Le Prince *Koudacheff* l'a néanmoins informé de la démarche qu'il avait à remplir par deux télégrammes en clair, l'un en cours de route, l'autre à destination. Il n'en attend aucun effet.

Le Baron *Macchio*, Secrétaire général du Ministère des Affaires étrangères, à qui le Prince a communiqué le sens de ses instructions et de sa démarche télégraphique, a témoigné une froideur glaciale quand son interlocuteur lui a représenté que donner à juger des griefs avec pièces justificatives, sans laisser le temps d'étudier le dossier, est contraire à la courtoisie internationale; le Baron *Macchio* a répliqué que parfois l'intérêt dispense d'être courtois.

Le Gouvernement autrichien est résolu à infliger à la Serbie une humiliation: il n'acceptera l'intervention d'aucune puissance, jusqu'à ce que le coup ait été porté et reçu en pleine face par la Serbie.

Nr. CCCCLXIII. M. Boppe, Ministre de France à Belgrade, à M. Bienvenu-Martin, Ministre des Affaires étrangères p. i.

Belgrade, 25 juillet 1914.

M. *Pachitch* vient de me donner connaissance de la réponse qui sera remise ce soir au Ministre d'Autriche.

Le Gouvernement serbe accepte de publier demain au *Journal officiel* la déclaration qui lui est demandée; il la communiquera également à l'armée, par un ordre du jour; il dissoudra les sociétés de défense nationale et toutes autres associations susceptibles d'agir contre l'Autriche-Hongrie; il s'engage à modifier la loi sur la presse, à renvoyer du service de l'armée, de l'instruction publique et des autres administrations, tous fonctionnaires dont la participation dans la propagande sera prouvée; il demande seulement que le nom de ces fonctionnaires lui soit communiqué.

Quant à la participation dans l'enquête de fonctionnaires autrichiens, il demande qu'on lui explique comment elle s'exercerait; il ne pourrait accepter que celle qui correspondrait au droit international ou aux relations de bon voisinage.

Il accepte toutes les autres exigences de l'ultimatum et déclare que si le Gouvernement austro-hongrois ne s'en contente pas, il est prêt à s'en remettre à la décision du tribunal de la Haye, ou à celle des grandes Puissances qui ont pris part à l'élaboration de la déclaration du 31 mars 1909.

Nr. CCCCLXIV. M. Jules Cambon, Ambassadeur de France à Berlin, à M. Bienvenu-Martin, Ministre des Affaires étrangères p. i.

Berlin, le 25 juillet 1914.

Pendant tout l'après-midi le bruit a couru avec persistance que la Serbie se soumettait aux exigences autrichiennes; ce soir les journaux publient des suppléments annonçant la rupture à Belgrade et le départ du Ministre d'Autriche-Hongrie.

Ce bruit vient d'être confirmé au correspondant de l'Agence Havas à la Wilhelmstraße. Des groupes considérables de plusieurs centaines de per-

sonnes stationnent ici devant les bureaux des journaux, et une nombreuse manifestation de jeunes gens vient de passer sur Pariser platz en poussant des cris de « hurrah ! » pour l'Allemagne, et en chantant des chants patriotiques; elle se rend à la Colonne de la Victoire, à l'Ambassade d'Autriche, puis à celle d'Italie. C'est une explosion significative de chauvinisme.

Une personnalité allemande, que j'ai vue ce soir, m'a avoué qu'on avait craint ici que la Serbie n'acceptât en bloc la note autrichienne, en se réservant d'en discuter l'application, pour gagner du temps et permettre aux efforts des Puissances de se produire utilement avant la rupture.

Dans les milieux financiers, on prend déjà des mesures pour parer à toute éventualité, car on n'y aperçoit pas le moyen d'enrayer la crise, en présence de l'appui déterminé que donne l'Allemagne à l'Autriche.

Je ne vois, pour moi, que l'Angleterre qui puisse, en Europe, être écoutée à Berlin.

Quoi qu'il arrive, Paris, Pétersbourg et Londres ne parviendront à maintenir dignement la paix qu'en se montrant fermement et absolument unis.

Nr. CCCCLXV. M. Dumaine, Ambassadeur de France à Vienne, à M. Bienvenu-Martin, Ministre des Affaires étrangères p. i.

Vienne, le 25 juillet 1914.

On me remet votre télégramme précisément à l'heure où expire le délai imparti à la Serbie. D'autre part, je viens de vous faire savoir dans quelles conditions le Chargé d'affaires de Russie a dû exécuter sa démarche. Il semble inutile de l'appuyer quand il n'en est plus temps.

Dans l'après-midi, le bruit s'était répandu que la Serbie avait cédé à l'ultimatum tout en ajoutant qu'elle en appelait aux Puissances. Mais on assure, au dernier moment, que le Ministre d'Autriche vient de quitter précipitamment Belgrade; il aurait jugé insuffisante l'adhésion du Gouvernement serbe aux conditions posées par son Gouvernement.

Nr. CCCCLXVI. M. Bienvenu-Martin, Ministre des Affaires étrangères p. i., à bord de la France (pour le Président du Conseil), et à MM. les Ambassadeurs de France à Londres, Pétersbourg, Berlin, Vienne, Rome.

Paris, le 26 juillet 1914.

On peut résumer ainsi les événements de samedi: refus de l'Autriche d'accéder à la prolongation de délai demandée par la Russie, — départ du Ministre d'Autriche de Belgrade après remise d'une réponse à la Serbie, estimée insuffisante, bien qu'elle eût atteint la limite des concessions jugées possibles, — ordre de mobilisation donné en Serbie, dont le Gouvernement s'est retiré à Kragoujewatz, où il est suivi par les Ministres de France et de Russie.

Le Gouvernement italien, à qui la note autrichienne a été communiquée vendredi, sans demande d'appui ni même d'avis, n'a pas, en l'absence du Marquis de San Giuliano qui ne rentre que mardi, pu répondre à la suggestion du Gouvernement russe qui proposait d'insister à Vienne pour une prolongation de délai. Il résulte d'une confidence de l'Ambassadeur d'Italie à M. *Paléologue* qu'à Vienne on continue à se bercer de l'illusion que la Russie « ne tiendra pas le coup ». Il ne faut pas oublier que l'Italie n'est tenue par les engagements de la Triple Alliance que si elle a été préalablement consultée.

De Pétersbourg, nous apprenons que M. *Sazonoff* a conseillé à la Serbie de demander la médiation anglaise. Dans le Conseil des Ministres du 25, tenu en présence de l'Empereur, la mobilisation des treize corps d'armée éventuellement destinés à opérer contre l'Autriche a été envisagée; cette mobilisation ne serait toutefois rendue effective que si l'Autriche contraignait la Serbie par la force des armes, et seulement après avis du Ministre des Affaires étrangères, à qui le soin incombe de fixer la date, liberté lui étant laissée de continuer les négociations même dans le cas où Belgrade serait occupée. L'opinion russe manifeste l'impossibilité politique et morale pour la Russie de laisser écraser la Serbie.

A Londres, la démarche allemande a été faite le 25, dans les mêmes termes que par le Baron *de Schoen* à Paris. Sir *E. Grey* a répondu au Prince *Lichnowski* que, si la guerre venait à éclater, aucune puissance en Europe ne pourrait s'en désintéresser. Il n'a pas précisé davantage et a tenu un langage très réservé au Ministre de Serbie. La communication faite le 25 au soir par l'Ambassadeur d'Autriche rend Sir *E. Grey* plus optimiste: puisque la rupture diplomatique ne doit pas entraîner des opérations militaires immédiates, le Secrétaire d'Etat veut encore espérer que les Puissances auront le temps d'intervenir.

A Berlin, le langage tenu par le Secrétaire d'Etat au Chargé d'Affaires de Russie est peu satisfaisant et dilatoire; comme celui-ci lui demandait de s'associer à une démarche à Vienne pour une prolongation de délai, il a répondu qu'il avait déjà agi dans ce sens, mais que c'était trop tard; à la demande d'obtenir un délai pour prolonger les mesures d'exécution, il a répliqué qu'il s'agissait d'une question intérieure et non pas d'une guerre mais d'une exécution locale. M. *de Jagow* feint de ne pas croire que l'action autrichienne puisse entrainer des conséquences générales.

Il se produit une véritable explosion de chauvinisme à Berlin, L'Empereur d'Allemagne revient directement à Kiel. M. *Jules Cambon* estime que, aux premières mesures militaires de la Russie, l'Allemagne répondrait immédiatement et n'attendrait vraisemblablement pas un prétexte pour nous attaquer.

A Vienne, l'Ambassadeur de France n'a pas eu le temps de se joindre à la démarche de son collègue russe pour obtenir une prolongation du délai fixé à la Serbie; il ne le regrette pas, cette démarche ayant été repoussée catégoriquement, et l'Angleterre n'ayant pas non plus eu le temps de donner des instructions à cet égard à son agent.

Une note de l'Ambassade d'Angleterre m'a été remise: elle rend compte de la conférence de l'Ambassadeur britannique à Pétersbourg avec M. *Sazonoff* et M. *Paléologue*. Sir *Edward Grey* estime que les quatre Puissances non intéressées devraient insister auprès de la Russie et de l'Autriche pour que leurs armées ne franchissent pas la frontière et donnent le temps à l'Angleterre, à la France, à l'Allemagne et à l'Italie d'exercer leur médiation. Si l'Allemagne accepte, le Gouvernement anglais a des raisons de penser que l'Italie serait heureuse de s'associer également à l'action jointe de l'Angleterre et de la France: l'adhésion de l'Allemagne est essentielle, car pas plus l'Autriche que la Russie ne tolérerait d'autre intervention que d'amis impartiaux ou d'alliés.

Bienvenu-Martin.

Nr. CCCCLXVII. M. Barrère, Ambassadeur de France à Rome, à M. Bienvenu-Martin, Ministre des Affaires étrangères p. i.

Rome, le 26 juillet 1914.

Un télégramme de Vienne reçu à l'instant à la Consulta lui fait connaître que la rupture diplomatique est effective entre l'Autriche et la Serbie, et que l'Autriche procède à des mesures militaires.

Le Marquis di San Giuliano, qui est à Fiuggi, ne reviendra à Rome qu'après-demain.

J'ai eu aujourd'hui avec le Président du Conseil un intéressant entretien sur la situation, dont il reconnaît toute la gravité. De l'ensemble de ses propos, j'ai emporté le sentiment que le Gouvernement italien voudrait, en cas de conflit, se tenir en dehors et rester dans une attitude d'observation.

M. *Salandra* m'a dit, à ce propos: « Nous ferons les plus grands efforts pour empêcher la paix d'être rompue: notre situation est un peu analogue à celle de l'Angleterre. Peut-être pourrions-nous faire quelque chose dans un sens pacifique avec les Anglais ». M. *Salandra* m'a confirmé que la note autrichienne avait été communiquée à Rome à la dernière heure.

Barrère.

Nr. CCCCLXVIII. M. Barrère, Ambassadeur de France à Rome, à M. Bienvenu-Martin, Ministre des Affaires étrangères p. i.

Rome, le 26 juillet 1914.

M. *Sazonoff* a dit hier à l'Ambassadeur d'Italie à Pétersbourg que la Russie se servirait de tous les moyens diplomatiques pour éviter le conflit et qu'elle ne renonçait pas à l'espoir qu'une médiation pourrait amener l'Autriche à une attitude moins intransigeante; mais qu'on ne pouvait cependant lui demander de laisser écraser la Serbie,

Je remarque que la majeure partie de l'opinion publique italienne est hostile à l'Autriche dans cette grave affaire.

Barrère.

Nr. CCCCLXIX. M. Bienvenu-Martin, Ministre des Affaires étrangères p. i., à M. de Fleuriau, Chargé d'affaires à Londres.

Paris, le 26 juillet 1914.

M. *Paléologue* m'adresse le télégramme suivant: « M. *Sazonoff* conseille au Gouvernement serbe de solliciter la médiation du Gouvernement britannique. »

D'accord avec M. *Paul Cambon*, je pense que le Gouvernement français ne peut qu'exprimer l'espoir de voir le Gouvernement anglais accepter, si une offre de cette nature lui était faite.

Veuillez vous exprimer dans ce sens auprès du Foreign Office.

Bienvenu-Martin.

Nr. CCCCLXX. M. Paléologue, Ambassadeur de France à Saint-Pétersbourg, à M. Bienvenu-Martin, Ministre des Affaires étrangères p. i.

Saint-Pétersbourg, le 26 juillet 1914.

Le Ministre des Affaires étrangères continue avec une louable persévérance à rechercher les moyens de faire prévaloir une solution pacifique. « Jusqu'au dernier instant, m'a-t-il déclaré, je me montrerai prêt à négocier. »

C'est dans cet esprit qu'il vient de mander le Comte *Szapary* pour le convier à une « franche et loyale explication ». Article par article, M. *Sazonoff* a commenté devant lui l'ultimatum austro-hongrois, en faisant ressortir le caractère injurieux des principales clauses. « L'intention qui a inspiré ce document, a-t-il dit, est légitime si vous n'avez poursuivi d'autre but que de protéger votre territoire contre les menées des anarchistes serbes; mais le procédé auquel vous avez eu recours n'est pas défendable. » Il a conclu: « Reprenez votre ultimatum, modifiez-en la forme, et je vous garantis le résultat. »

L'Ambassadeur d'Autriche-Hongrie s'est montré touché de ce langage; toutefois, en attendant des instructions, il réserve l'opinion de son Gouvernement. Sans se décourager, M. *Sazonon* a décidé de proposer, dès ce soir, au Comte *Berchtold* l'ouverture d'une conversation directe entre Vienne et Pétersbourg sur les changements à introduire dans l'ultimatum.

Cette entremise amicale et officieuse de la Russie entre l'Autriche et la Serbie a l'avantage d'être expéditive. Je la crois donc préférable à toute autre procédure, et de nature à aboutir.

Paléologue.

Nr. CCCCLXXI. M. Dumaine, Ambassadeur de France à Vienne, à M. Bienvenu-Martin, Ministre des Affaires étrangères p. i.

Vienne, le 26 juillet 1914.

M. *Schebeko* est revenu précipitamment d'un voyage en Russie; il ne l'avait entrepris qu'après l'assurance donnée par le Comte *Berchtold* que les réclamations contre la Serbie seraient des plus acceptables.

L'Ambassadeur d'Autriche-Hongrie à Pétersbourg avait parlé dans le même sens à M. *Sazonoff* la veille de la remise de la note. Ce procédé, très habituel dans la diplomatie de la Monarchie, et qui a servi également au Baron *Macchio* envers moi, paraît avoir beaucoup ajouté l'irritation du Gouvernement russe.

M. *Schebeko* va s'efforcer, cependant, de profiter du délai indispensable à la mobilisation pour introduire une proposition d'arrangement, qui aura au moins l'avantage de permettre de mesurer la valeur des déclarations pacifiques de l'Allemagne.

Pendant que nous en délibérions ce soir, en compagnie de Sir *M. de Bunsen*, celui-ci a rèçu des instructions du Foreign Office concernant la démarche à tenter par les représentants des quatre Puissances moins directement intéressées. Je m'attends donc à ce que nous ayons à nous concerter demain avec le duc d'Avarna et M. *de Tschirsky*, lequel se retranchera presque sûrement derrière le principe de la localisation du conflit pour refuser son concours.

Mon impression est, d'ailleurs, que le Gouvernement austro-hongrois, quoique surpris et peut-être au regret de l'énergie qu'on lui a inspirée, se croira obligé à un commencement d'action militaire.

Dumaine.

Nr. CCCCLXXII. M. Bienvenu-Martin, Ministre des Affaires étrangères p. i., à bord de la France (pour le Président du Conseil) et à MM. les Ambassadeurs de France à Londres, Saint-Pétersbourg, Berlin, Vienne, Rome.

Paris, le 26 juillet 1914.

Le résumé de la réponse serbe à la note autrichienne ne nous est parvenu qu'avec vingt heures de retard. Bien que le Gouvernement serbe eût cédé sur tous les points, sauf deux petites réserves, le Ministre d'Autriche-Hongrie a rompu les relations, prouvant ainsi la volonté arrêtée de son gouvernement de procéder à l'exécution de la Serbie.

D'après un télégramme de M. *Jules Cambon*, l'Ambassadeur d'Angleterre a le sentiment d'un peu de fléchissement; comme il faisait observer à M. *de Jagow* que Sir *Ed. Grey* ne lui demandait pas d'intervenir entre l'Autriche et la Serbie, mais, cette question cessant d'être localisée, d'intervenir avec l'Angleterre, la France et l'Italie à Vienne et Pétersbourg, le Secrétaire d'Etat a déclaré qu'il ferait son possible pour maintenir la paix.

Au cours d'un entretien de M. *Barrère* avec le Secrétaire général du Ministère des Affaires étrangères italien, celui-ci a indiqué que le Gouvernement italien n'aurait vraisemblablement pas approuvé la note autrichienne; mais comme elle ne lui a pas été préalablement communiquée, il se trouve, de ce fait, libéré de toute responsabilité dans la grave initiative prise par l'Autriche.

L'Ambassadeur d'Allemagne est venu cet après-midi me faire une communication, tendant à une intervention de la France auprès de la Russie dans un sens pacifique. L'Autriche, m'a-t-il dit, a fait déclarer à la Russie qu'elle ne poursuivait ni agrandissement territorial, ni atteinte à l'intégrité du Royaume de Serbie; sa seule intention est d'assurer sa propre tranquillité et de faire la police. C'est des décisions de la Russie qu'il dépend qu'une guerre soit évitée; l'Allemagne se sent solidaire de la France dans l'ardent désir que la paix puisse être maintenue, et a le ferme espoir que la France usera de son influence dans un sens apaisant à Pétersbourg.

J'ai répondu à cette suggestion que la Russie était modérée, qu'elle n'avait accompli aucun acte qui pût faire douter de sa modération et que nous étions d'accord avec elle pour rechercher la solution pacifique de ce conflit. Il nous paraissait donc qu'à titre de contre-partie, l'Allemagne devait agir à Vienne, où l'efficacité de son action était certaine en vue d'éviter des opérations militaires tendant à l'occupation de la Serbie.

L'Ambassadeur m'ayant fait remarquer que cela était inconciliable avec la position prise par l'Allemagne « que la question ne regardait que l'Autriche et la Serbie », je lui ai dit que la médiation à Vienne et à Pétersbourg pourrait être le fait des quatre autres Puissances moins intéressées dans la question.

M. *de Schoen* se retrancha alors derrière le manque d'instructions à cet égard, et je lui dis que, dans ces conditions, je ne me sentais pas en mesure d'exercer une action seulement à Pétersbourg.

La conversation se termina sur l'assurance, renouvelée par l'Ambassadeur, des intentions pacifiques de l'Allemagne, qu'il déclarait solidaire, sur ce point, de la France.

Bienvenu-Martin.

Nr. CCCCLXXIII. Note pour le Ministre.

Dimanche soir, 26 juillet 1914.

Après la visite qu'il avait faite au Ministre à 5 heures de l'après-midi, le Baron *de Schoen* s'est rendu, ce soir à 7 heures, à la Direction politique, pour demander qu'en vue d'éviter des commentaires tendancieux des journaux, comme celui de l'*Echo de Paris* la veille, et afin de bien préciser le sens des démarches du Gouvernement allemand, un bref communiqué fût donné à la presse sur l'entrevue de l'Ambassadeur d'Allemagne et du Ministre des Affaires étrangères.

M. *de Schoen* suggéra, pour préciser sa pensée, les termes suivants, dont le Directeur politique p. i. prit note sous sa dictée: « L'Ambassadeur d'Allemagne et le Ministre des Affaires étrangères ont eu, pendant l'après-midi, un nouvel entretien, au cours duquel ils ont examiné, dans l'esprit le plus amical et dans un sentiment de solidarité pacifique, les moyens qui pourraient être employés pour maintenir la paix générale. »

Le Directeur politique p. i. répondit aussitôt : « Alors, tout est réglé dans votre esprit, et vous nous apportez l'assurance que l'Autriche accepte la note serbe, ou se prêtera aux conversations avec les Puissances à cet égard ? » L'Ambassadeur ayant paru surpris et fait une vive dénégation, il lui fut exposé que si rien n'était modifié dans l'attitude négative de l'Allemagne, les termes de la « Note à la presse » suggérée étaient excessifs et de nature à donner à l'opinion française une fausse sécurité, en créant des illusions sur la situation réelle, dont les dangers n'étaient que trop évidents.

Aux assurances que prodiguait l'Ambassadeur d'Allemagne sur l'impression optimiste qu'il éprouvait, le Directeur politique p. i. répondit en lui demandant s'il lui permettait de lui parler à titre tout personnel et privé, d'homme à homme, en toute liberté, et sans tenir compte de leurs fonctions respectives. Le Baron *de Schoen* le pria de le faire.

M. *Berthelot* dit alors que pour tout esprit simple, l'attitude de l'Allemagne ne pouvait s'expliquer, si elle ne tendait pas à la guerre : une analyse purement objective des faits et la psychologie des rapports austro-allemands conduisaient logiquement à cette conclusion. Devant l'affirmation répétée que l'Allemagne ignorait le contenu de la note autrichienne, il n'était plus permis d'élever de doutes sur ce point; était-il vraisemblable, cependant, que l'Allemagne se fût rangée, les yeux fermés, à côté de l'Autriche, dans une pareille aventure? La psychologie de toutes les relations passées de Vienne et de Berlin permettait-elle d'admettre que l'Autriche eût pris une position sans recul possible, avant d'avoir pesé, avec son alliée, toutes les conséquences de son intransigeance? Combien le refus de l'Allemagne de donner un conseil de médiation à Vienne paraissait surprenant, maintenant qu'elle connaissait le texte extraordinaire de la note autrichienne! Quelle responsabilité le Gouvernement allemand prendrait, et quelles suspicions pèseraient sur lui, s'il persistait à s'interposer entre l'Autriche et les Puissances, après la soumission pour ainsi dire absolue de la Serbie, et quand le moindre conseil donné par lui à Vienne mettrait fin au cauchemar qui pesait sur l'Europe!

La rupture des relations diplomatiques par l'Autriche, ses menaces de guerre et la mobilisation qu'elle poursuit, donnent une particulière urgence à l'action pacificatrice de l'Allemagne, car du jour où les troupes autrichiennes auraient franchi la frontière serbe, on se trouverait en présence d'un fait qui obligerait sans doute le Cabinet de Pétersbourg à intervenir et risquerait de déchaîner une guerre que l'Allemagne déclare vouloir éviter.

M. *de Schoen*, qui écoutait en souriant, affirma de nouveau que l'Allemagne avait ignoré le texte de la note autrichienne et ne l'avait approuvée qu'après sa remise; elle estimait toujours que la Serbie avait besoin d'une leçon assez sévère pour qu'elle ne pût l'oublier, et que l'Autriche se devait à elle-même de mettre fin à une situation dangereuse et intolérable pour une grande puissance. Il déclara, d'ailleurs, ne pas connaître le texte de la réponse serbe, et se montra personnellement surpris qu'elle n'eût pas satisfait l'Autriche, si toutefois elle était telle que les journaux, souvent mal informés, la représentaient.

Il insista encore sur les intentions pacifiques de l'Allemagne et donna son impression sur l'effet que pourraient avoir de bons conseils adressés, par exemple à Vienne, par l'Angleterre, sur un ton amical. Selon lui, l'Autriche n'était pas intransigeante; ce qu'elle repousse, c'est l'idée d'une médiation formelle, le « spectre » d'une conférence : un mot pacifique venu de Pétersbourg, de bonnes paroles dites d'un ton conciliant par les Puissances de la Triple Entente, auraient chance d'être bien accueillies. Il ajouta enfin qu'il ne disait pas que l'Allemagne, de son côté, ne donnerait pas quelques conseils à Vienne.

Dans ces conditions, le Directeur politique déclara qu'il demanderait au Ministre s'il lui paraissait opportun de communiquer à la presse une courte note de ton modéré.

Nr. CCCCLXXIV. M. Chevalley, Ministre de France à Christiania, à M. Bienvenu-Martin, Ministre des Affaires étrangères p. i.

Christiania, le 26 juillet 1914.

Toute la flotte allemande en Norvège a reçu l'ordre de prendre la mer. Les autorités allemandes à Bergen déclarent que c'est pour rallier directement l'Allemagne.

Les navires allemands dispersés dans les fiords au nord de Bergen rejoindraient ceux qui sont aux environs de Stavanger. *Chevalley.*

Nr. CCCCLXXV. M. d'Annoville, Chargé d'affaires de France à Luxembourg, à M. Bienvenu-Martin, Ministre des Affaires étrangères p. i.

Luxembourg, le 26 juillet 1914.

D'après des renseignements que je viens de recevoir de Thionville, les quatre dernières classes libérées ont ordre de se tenir à la disposition de la Kommandatur à toute heure.

Sans être complètement mobilisés, les réservistes ont interdiction de s'absenter du lieu de leur domicile. *d'Annoville.*

Nr. CCCCLXXVI. M. Farges, Consul général de France à Bâle, à M. Bienvenu-Martin, Ministre des Affaires étrangères p. i.

Bâle, le 27 juillet 1914.

Les officiers allemands en vacances dans cette région ont reçu, il y a quatre jours, l'ordre de les interrompre pour regagner l'Allemagne.

D'autre part, j'apprends de deux sources sérieuses qu'avis a été donné aux propriétaires de voitures automobiles du Grand-Duché de Bade de se préparer à les mettre à la disposition des autorités militaires, deux jours après un nouvel ordre. Le secret, sous peine d'amende, a été recommandé sur cet avis.

La population bâloise est très inquiète et les facilités bancaires se resserrent. *Farges.*

Nr. CCCCLXXVII. M. Bienvenu-Martin, Ministre des Affaires étrangères p. i., à M. Jules Cambon, Ambassadeur de France à Berlin, communiqué à bord de la France (pour le Président du Conseil) et à MM. les Ambassadeurs de France à Londres, Saint-Pétersbourg, Vienne, Rome.

Paris, le 27 juillet 1914.

Les trois démarches de l'Ambassadeur d'Allemagne à Paris semblent caractéristiques: — le vendredi, il lit une note où le Gouvernement allemand se pose catégoriquement entre l'Autriche et les Puissances, approuvant l'ultimatum autrichien à la Serbie et ajoutant que « l'Allemagne désire ardemment que le conflit reste localisé, toute intervention d'une autre Puissance devant, par le jeu de ses alliances, provoquer d'incalculables conséquences »; — le second jour, le samedi, l'effet ayant été produit et les Puissances ayant, en raison de la surprise, de la brièveté du délai et des risques de guerre générale, conseillé à la Serbie de céder, M. *de Schoen* revient atténuer sa démarche, feignant de s'étonner de l'impression produite et proteste qu'on prête à l'Allemagne des intentions qu'elle n'a pas, puisque, dit-il, il n'y a eu ni concert avant, ni menace après; — le troisième jour, le dimanche, le résultat ayant été obtenu, puisque la Serbie a cédé en fait pour ainsi dire à toutes les exigences de l'Autriche, l'Ambassadeur d'Allemagne reparaît à deux reprises, pour insister sur les intentions pacifiques de l'Allemagne et sur son désir ardent de collaborer au maintien de la paix, après avoir enregistré le succès autrichien, qui clot la première phase de la crise.

La situation à l'heure actuelle reste inquiétante, en raison du refus incompréhensible de l'Autriche d'accepter la soumission serbe, de ses opérations de mobilisation et de ses menaces d'envahir la Serbie. L'attitude prise depuis le début, avec l'appui allemand, par le Gouvernement autrichien, son refus d'accepter aucune conversation des Puissances ne permettant pas, en pratique, à celles-ci d'intervenir utilement auprès de lui sans l'intermédiaire de l'Allemagne. Cependant le temps presse, car si l'armée autrichienne franchit la frontière, il sera très difficile d'enrayer la crise, la Russie ne paraissant pas pouvoir tolérer l'occupation de la Serbie, après que celle-ci s'est en réalité soumise à la Note autrichienne en lui donnant toutes satisfactions et garanties. L'Allemagne, du fait même de la position prise par elle, est qualifiée pour intervenir utilement et être écoutée à Vienne; si elle ne le fait pas, elle justifie tous les soupçons et assume la responsabilité de la guerre.

Les Puissances, et en particulier la Russie, la France et l'Angleterre ont déterminé par leurs pressants conseils Belgrade à céder; elles ont donc rempli leur rôle; maintenant c'est à l'Allemagne, seule en situation d'être entendue rapidement à Vienne, à donner des conseils à l'Autriche qui a obtenu satisfaction et ne peut, pour un détail facile à régler, déchaîner la guerre générale.

C'est dans ces conditions que se présente la proposition faite par le cabinet de Londres; M. *Sazonoff* ayant dit à l'Ambassadeur d'Angleterre qu'à la suite de l'appel de la Serbie aux Puissances, la Russie accepterait

de se tenir à l'écart, Sir *E. Grey* a formulé auprès des Cabinets de Paris, Berlin et Rome, la suggestion suivante: les Ambassadeurs de France, d'Allemagne et d'Italie à Londres seraient chargés de chercher avec Sir *E. Grey* un moyen de résoudre les difficultés actuelles, étant entendu que pendant cette conversation, la Russie, l'Autriche et la Serbie s'abstiendraient de toute opération militaire active. Sir *A. Nicolson* a parlé de cette suggestion à l'Ambassadeur d'Allemagne, qui s'y est montré favorable; elle sera également bien accueillie à Paris et aussi à Rome, selon toute vraisemblance. Ici encore, la parole est à l'Allemagne, qui a l'occasion de témoigner autrement qu'en paroles sa bonne volonté.

Je vous prie de vous concerter avec votre collègue anglais et d'appuyer auprès du Gouvernement allemand sa démarche dans la forme qui vous paraîtra opportune.

Bienvenu-Martin.

Nr. CCCCLXXVIII. M. Bienvenu-Martin, Ministre des Affaires étrangères p. i., à bord de la France (pour le Président du Conseil) et à MM. les Ambassadeurs de France à Londres, Saint-Pétersbourg, Berlin, Vienne.

Paris, le 27 juillet 1914.

Après sa démarche d'hier tendant à une intervention apaisante de la France à Pétersbourg, l'Ambassadeur d'Allemagne était revenu, ainsi que je vous en ai informé, à la Direction politique, sous le prétexte qu'il pourrait y avoir intérêt à communiquer à la presse une courte note indiquant le sens pacifique et amical de la conversation; il avait même suggéré les termes suivants: « L'Ambassadeur et le Ministre des Affaires étrangères ont eu, pendant l'après-midi, un nouvel entretien au cours duquel on a examiné, dans l'esprit le plus amical et dans un sentiment de solidarité pacifique, les moyens qui pourraient être employés pour maintenir la paix générale. » Il fut répondu de suite que les termes paraissaient excessifs et de nature à donner à l'opinion des illusions sur la situation réelle, que cependant une brève note dans le sens indiqué, c'est-à-dire rendant compte d'une conversation où avaient été examinés les moyens employés pour sauvegarder la paix, pourrait être donnée si je l'approuvais.

La note communiquée a été la suivante: « L'Ambassadeur d'Allemagne et le Ministre des Affaires étrangères ont eu un nouvel entretien, au cours duquel ils ont recherché les moyens d'action des Puissances pour le maintien de la paix. » Cette rédaction, volontairement terne, évitait une solidarité avec l'Allemagne qui pourrait être mal interprétée.

Ce matin, M. *de Schoen* a adressé une lettre particulière au Directeur politique, sous le prétexte de résumer son entretien avec le Ministre, et a ajouté: « Notez bien la phrase sur la solidarité des sentiments pacifiques. Ce n'est pas une phrase banale, mais la sincère expression de la réalité. » Le résumé joint à la letttre était ainsi conçu: « Le Cabinet de Vienne a fait

formellement et officiellement déclarer à celui de Pétersbourg qu'il ne poursuit aucune acquisition territoriale en Serbie et qu'il ne veut point porter atteinte à l'intégrité du royaume; sa seule intention est celle d'assurer sa tranquillité. En ce moment, la décision, si une guerre européenne doit éclater, dépend uniquement de la Russie. Le Gouvernement Allemand a la ferme confiance que le Gouvernement Français, avec lequel il se sait solidaire dans l'ardent désir que la paix européenne puisse être maintenue, usera de toute son influence dans un esprit apaisant auprès du Cabinet de Pétersbourg. »

Je vous ai fait connaître la réponse qui avait été faite (une démarche française à Pétersbourg s'expliquait mal et devait avoir pour corollaire une démarche allemande à Vienne, ou, à défaut, une médiation, dans les deux capitales, des quatre Puissances moins intéressées).

La lettre de M. *de Schoen* est susceptible de diverses interprétations: la plus vraisemblable est qu'elle tend, comme sa démarche même, à chercher à compromettre la France au regard de la Russie, quitte, en cas d'échec, à rejeter sur la Russie et sur la France la responsabilité d'une guerre éventuelle, enfin à masquer, par des assurances pacifiques non écoutées, une action militaire de l'Autriche en Serbie, destinée à compléter le succès autrichien.

Je vous communique ces renseignements à titre d'information et à toutes fins utiles. *Bienvenu-Martin.*

Nr. CCCCLXXIX. M. de Fleuriau, Chargé d'Affaires de France à Londres, à M. Bienvenu-Martin, Ministre des Affaires étrangères p. i.

Londres, le 27 juillet 1914.

L'Ambassadeur d'Allemagne et l'Ambassadeur d'Autriche-Hongrie laissent entendre qu'ils sont sûrs que l'Angleterre garderait la neutralité si un conflit venait à éclater. Sir *Artur Nicolson* m'a dit que, cependant, le Prince *Lichnowski* ne pouvait, après la conversation qu'il a eue avec lui aujourd'hui, conserver aucun doute sur la liberté qu'entendait garder le Gouvernement britannique d'intervenir, au cas où il le jugerait utile.

L'Ambassadeur d'Allemagne n'aura pas manqué d'être frappé de cette déclaration, mais pour peser sur l'Allemagne et pour éviter un conflit, il semble indispensable que celle-ci soit amenée à tenir pour certain q'uelle trouverait l'Angleterre et la Russie aux côtés de la France.

de Fleuriau.

Nr. CCCCLXXX. M. Paléologue, Ambassadeur de France à Saint-Pétersbourg, à M. Bienvenu-Martin, Ministre des Affaires étrangères p. i.

Saint-Pétersbourg, 27 juillet 1914.

M. *Sazonoff* a tenu à tous mes collègues un language conciliant.

Malgré l'émotion publique, le Gouvernement Russe s'applique et réussit à contenir la presse; on a notamment recommandé une grande modération envers l'Allemagne.

33*

Depuis hier, M. *Sazonoff* n'a reçu de Vienne ni de Berlin aucune information. *Paléologue.*

Nr. CCCCLXXXI. M. Bompard, Ambassadeur de France à Constantinople, à M. Bienvenu-Martin, Ministre des Affaires étrangères p. i.

Thérapia, le 27 juillet 1914.

Le conflit austro-serbe retient l'attention du Gouvernement Ottoman et les Turcs se réjouissent des épreuves de la Serbie, mais on est porté à croire ici en général que ce conflit restera localisé. L'on estime généralement que, cette fois encore, la Russie n'interviendra pas en faveur de la Serbie dans des conditions qui étendraient le conflit armé.

Le sentiment unanime, dans les milieux politiques ottomans, est que l'Autriche, avec l'appui de l'Allemagne, arrivera à ses fins et qu'elle fera entrer la Serbie, après la Bulgarie, dans l'orbite de la Triple Alliance.

Bompard.

Nr. CCCCLXXXII. M. de Fleuriau, Chargé d'affaires à Londres, à M. Bienvenu-Martin, Ministre des Affaires étrangères p. i.

Londres, le 27 juillet 1914.

Sir *Ed. Grey* a dit ce matin à l'Ambassadeur d'Allemagne que si l'Autriche envahissait la Serbie après la réponse serbe, elle démontrerait qu'elle ne poursuivait pas seulement le règlement des questions mentionnées dans sa note du 23 juillet, mais qu'elle voulait écraser un petit Etat. « Alors, a-t-il ajouté, se poserait une question européenne, et il s'ensuivrait une guerre, à laquelle d'autres Puissances seraient amenées à prendre part. »

L'attitude de la Grande-Bretagne s'affirme par l'arrêt de la démobilisation de sa flotte. Le Premier Lord de l'Amirauté avait pris discrètement cette mesure dès vendredi, de sa propre initiative; cette nuit, Sir *Edward Grey* et ses collègues ont décidé de la publier. Ce résultat est dû à l'attitude conciliante de la Serbie et de la Russie. *de Fleuriau.*

Nr. CCCCLXXXIII. M. Jules Cambon, Ambassadeur de France à Berlin, à M. Bienvenu-Martin, Ministre des Affaires étrangères p. i.

Berlin, le 27 juillet 1914[1]).

J'ai entretenu aujourd'hui le Secrétaire d'Etat de la démarche de l'Angleterre tendant à ce que l'Allemagne se joigne aux Cabinets de Londres, Paris et Rome pour empêcher les hostilités entre Pétersbourg et Vienne.

Je lui ai fait remarquer que la proposition de sir *Edward Grey* ouvrait la voie à une issue pacifique. M. *de Jagow* m'a répondu qu'il était disposé à y entrer, mais il m'a fait remarquer que si la Russie mobilisait, l'Allemagne serait obligée de mobiliser aussitôt, que nous y serions forcés égale-

---

[1]) Vgl. unten S. 520 Nr. XD. — Herausgeber.

ment et qu'alors le conflit serait presque inévitable. Je lui ai demandé si l'Allemagne se croirait engagée à mobiliser dans le cas où la Russie ne mobiliserait que sur la frontière autrichienne; il m'a dit que non et m'a autorisé formellement à vous faire connaître cette restriction. Aussi attacherait-il la plus grande importance à ce que les puissances amies et alliées de la Russie intervinssent auprès d'elle.

Enfin il a remarqué que si la Russie attaquait l'Autriche, l'Allemagne devrait attaquer aussitôt de son côté. L'intervention proposée par l'Angleterre á Pétersbourg et à Vienne ne pourrait donc s'exercer à ses yeux que si les événements ne se précipitaient pas. Il ne désespère pas dans ce cas qu'elle puisse réussir. J'ai exprimé le regret que l'Autriche, par son intransigeance, eût conduit l'Europe au pas difficile que nous traversons, mais j'ai témoigné l'espoir que l'intervention aboutirait.

Jules Cambon.

Nr. CCCCLXXXIV. M. de Fleuriau, Chargé d'affaires à Londres, à M. Bienvenu-Martin, Ministre des Affaires étrangères p. i.

Londres, le 27 juillet 1914.

Hier, au cours d'une conversation entre M. *Sazonoff*, M. *Paléologue* et Sir *G. Buchanan*, le Ministre russe aurait dit que la Serbie était disposée à en appeler aux Puissances, et, qu'en ce cas, son Gouvernement accepterait de se tenir à l'écart.

Sir *Ed. Grey* a pris texte de ces pareles pour formuler auprès des Cabinets de Paris, de Berlin et de Rome une proposition dont Sir *Francis Bertie* saisira Votre Excellence. Les quatre puissances interviendraient dans le conflit, et les Ambassadeurs de France, d'Allemagne et d'Italie à Londres seraient chargés de chercher, avec Sir *Ed. Grey*, un moyen de résoudre les difficultés actuelles.

Il serait entendu que, pendant les débats de cette petite conférence, la Russie, l'Autriche et la Serbie s'abstiendraient de toute opération militaire active. Sir *A. Nicolson* a parlé de cette suggestion à l'Ambassadeur d'Allemagne qui s'y est montré favorable. *de Fleuriau.*

Nr. CCCCLXXXV. M. de Fleuriau, Chargé d'affaires à Londres, à M. Bienvenu-Martin, Ministre des Affaires étrangères p. i.

Londres, le 27 juillet 1914.

Le Ministre de Serbie n'a pas reçu d'instructions de son Gouvernement en vue de demander la médiation de l'Angleterre; il est d'ailleurs possible que les télégrammes de son Gouvernement soient arrêtés en route.

La proposition anglaise d'intervenir à quatre, indiquée dans mon télégramme précédent, est d'ailleurs lancée, et me paraît devoir être soutenue en premier lieu. *de Fleuriau.*

Nr. CCCCLXXXVI. M. Bienvenu-Martin, Ministre des Affaires étrangères p. i., à M. de Fleuriau, Chargé d'affaires de France à Londres.

Paris, le 27 juillet 1914.

L'Ambassadeur d'Angfeterre m'a communiqué la proposition de Sir *Ed. Grey* tendant à une action commune de l'Angleterre, de l'Allemagne, de la France et de l'Italie à Vienne, Belgrade et Pétersbourg pour arrêter les opérations militaires actives, pendant que les Ambassadeurs d'Allemagne, d'Italie et de France à Londres examineraient, avec Sir *E. Grey*, les moyens de trouver une solution aux complications présentes.

J'ai prescrit ce matin à M. *Jules Cambon* de se concerter avec l'Ambassadeur d'Angleterre à Berlin, et d'appuyer sa démarche, dans la forme où il le jugerait opportun.

Je vous autorise à prendre part à la réunion projetée par Sir *E. Grey*. Je suis prêt également à donner à nos agents à Vienne, Pétersbourg et Belgrade des instructions dans le sens demandé par le Gouvernement anglais.

Toutefois, j'estime que les chances de succès de la proposition de Sir *E. Grey* reposent essentiellement sur l'action que Berlin serait disposé à exercer à Vienne; une démarche de ce côté pour amener la suspension des opérations militaires me paraîtrait vouée à l'échec, si l'influence de l'Allemagne ne s'était pas exercée au préalable.

J'ai également noté parmi les observations de M. *de Schoen*, que le Gouvernement austro-hongrois était spécialement susceptible quand on prononçait les termes de « médiation », « intervention », « onférence », et plus capable d'admettre des « conseils amicaux » et des « conversations ».

Bienvenu-Martin.

Nr. CCCCLXXXVII. M. de Fleuriau, Chargé d'affaires de France à Londres, à M. Bienvenu-Martin, Ministre des Affaires étrangères p. i.

Londres, le 27 juillet 1914.

J'ai fait connaître à Sir *E. Grey* votre adhésion à sa proposition de médiation à quatre et de conférence à Londres. L'Ambassadeur d'Angleterre à Vienne a reçu les instructions nécessaires pour saisir le Gouvernement austro-hongrois dès que ses collègues français, allemand ou italien auront été autorisés à faire la même démarche.

Le Gouvernement italien a accepté l'intervention à quatre en vue de prévenir les opérations militaires; il consulte le Gouvernement allemand sur la proposition de conférence et la procédure à suivre á l'égard du Gouvernement austro-hongrois. Le Gouvernement allemand n'a pas encore répondu.

de Fleuriau.

Nr. CCCCLXXXVIII. M. Barrère, Ambassadeur de France à Rome, à M. Bienvenu-Martin, Ministre des Affaires étrangères p. i.

Rome, le 27 juillet 1914.

Le Marquis de San Giuliano est rentré à Rome ce soir et je l'ai vu aussitôt après son arrivée. Il m'a parlé du contenu de la Note autrichienne et m'a assuré formellement qu'il n'en a eu aucune connaissance préalable.

Il savait bien que cette Note devait avoir un caractère rigoureux et énergique; mais il ne s'était pas douté qu'elle pût prendre une telle forme. Je lui ai demandé s'il était vrai qu'il eût fait exprimer à Vienne à ce propos, comme le prétendent certains journaux, une approbation de l'action autrichienne et l'assurance que l'Italie remplirait à l'égard de l'Autriche ses devoirs d'alliée. « En aucune façon, m'a répondu le Ministre: nous n'avons pas été consultés, on ne nous a rien dit; nous n'avons donc eu à faire aucune communication de cette nature à Vienne. »

Le Marquis de San Guiliano estime que la Serbie aurait agi plus sagement en acceptant la note dans son intégralité; aujourd'hui encore il estime que ce serait la seule chose à faire, étant convaincu que l'Autriche ne retirera aucune de ses prétentions, et les maintiendra, même au risque d'amener une conflagration générale; il doute que l'Allemagne soit disposée à se prêter à une action auprès de son alliée. Il constate toutefois que l'Allemagne tient en ce moment un grand compte de ses rapports avec Londres, et il croit qui si une Puissance peut déterminer Berlin à une action pacifique, c'est l'Angleterre.

Quant à l'Italie, elle continuera à faire tous ses efforts en faveur de la paix. C'est à cet effet qu'il a adhéré sans hésiter à la proposition de Sir *Ed. Grey* de réunir à Londres les Ambassadeurs des Puissances qui ne sont pas directement intéressées dans le conflit austro-serbe.

Barrère.

Nr. CCCCLXXXIX. M. Jules Cambon, Ambassadeur de France à Berlin, à M. Bienvenu-Martin, Ministre des Affaires étrangères p. i.

Berlin, le 27 juillet 1914.

L'Ambassadeur d'Angleterre, qui est rentré aujourd'hui, a vu le Secrétaire d'Etat et l'a entretenu de la suggestion de Sir *Ed. Grey.* M. *de Jagow* lui a répondu en manifestant toujours son désir de la paix, mais en ajoutant qu'il ne pourrait consentir à ce qui ressemblerait à une conférence des Puissances; ce serait instituer une espèce de cour d'arbitrage, dont l'idée ne serait acceptable que si elle était demandée par Vienne et Pétersbourg. Le langage de M. *de Jagow* confirme celui de M. *de Schoen* à Votre Excellence.

A la vérité une démarche des quatre Puissances à Vienne et Pétersbourg peut se produire par la voie diplomatique, sans prendre la forme d'une conférence et est susceptible de bien des modalités; ce qui importerait c'est

de manifester à Vienne et à Pétersbourg le désir commun des quatre Puissances qu'un conflit soit évité. La temporisation permettrait seule d'arriver à une issue pacifique des difficultés présentes. *Jules Cambon.*

Nr. XD. M. Jules Cambon, Ambassadeur de France à Berlin, à M. Bienvenu-Martin, Ministre des Affaires étrangères p.i.

Berlin, le 27 juillet 1914[1]).

Je me suis entretenu aujourd'hui avec le Secrétaire d'Etat et j'ai appuyé auprès de lui la démarche que venait de faire Sir *E. Goschen.*

M. *de Jagow* m'a répondu, comme il l'avait fait à l'Ambassadeur d'Angleterre, qu'il ne pouvait accepter la proposition de charger les Ambassadeurs d'Italie, de France et d'Allemagne de chercher avec Sir *Ed. Grey* les moyens de résoudre les difficultés actuelles, parce que ce serait instituer une véritable conférence pour traiter des affaires de l'Autriche et de la Russie.

J'ai répliqué à M. *de Jagow* que je regrettais sa réponse, mais que le grand objet que Sir *Edw. Grey* avait en vue dépassait une question de forme; que ce qui importait c'était l'association de l'Angleterre et de la France avec l'Allemagne et l'Italie pour travailler à une œuvre de paix; que cette association pouvait se manifester par des démarches communes à Pétersbourg et à Vienne; qu'il m'avait souvent exprimé son regret de voir les deux groupes d'alliance opposés toujours l'un à l'autre en Europe; qu'il avait là l'occasion de prouver qu'il y avait un esprit européen, en montrant quatre Puissances appartenant aux deux groupes agissant d'un commun accord, pour empêcher un conflit.

M. *de Jagow* s'est dérobé en disant que l'Allemagne avait des engagements avec l'Autriche. Je lui ai fait remarquer que les rapports de l'Allemagne avec Vienne n'étaient pas plus étroits que ceux de la France avec la Russie et que c'était lui-même qui mettait dans l'espèce les deux groupes d'alliance en opposition.

Le Secrétaire d'Etat m'a dit alors qu'il ne se refusait pas à agir pour écarter le conflit austro-russe, mais qu'il ne pouvait pas intervenir dans le conflit austro-serbe. « L'un est la conséquence de l'autre, ai-je dit, et il importe d'empêcher qu'il ne survienne un état de fait nouveau, de nature à amener une intervention de la Russie. »

Comme le Secrétaire d'Etat persistait à dire qu'il était obligé de tenir ses engagements à l'égard de l'Autriche, je lui ai demandé s'il s'était engagé à la suivre partout, les yeux bandés, et s'il avait pris connaissance de la réponse de la Serbie à l'Autriche, que le Chargé d'affaires de Serbie lui avait remise ce matin. « Je n'en ai pas encore eu le temps, » me dit-il. « Je le regrette. Vous verriez que, sauf sur des points de détail, la Serbie se soumet entièrement. Il semble donc que, puisque l'Autriche a obtenu les satisfactions que votre appui lui a procurées, vous pouvez aujourd'hui lui conseiller de

[1]) Vgl. oben S. 516 Nr. CCCCLXXXIII. — Herausgeber.

s'en contenter ou d'examiner avec la Serbie les termes de la réponse de celle-ci. »

Comme M. *Jagow* ne me répondait pas clairement, je lui ai demandé si l'Allemagne voulait la guerre. Il a protesté vivement, disant qu'il savait que c'était ma pensée, mais que c'était tout à fait inexact. « Il faut donc, ai-je repris, agir en conséquence. Quand vous lirez la réponse serbe, pesez-en les termes avec votre conscience, je vous en prie, au nom de l'humanité, et n'assumez pas personnellement une part de responsabilité dans les catastrophes que vous laissez préparer. » M. *de Jagow* a protesté de nouveau, ajoutant qu'il était prêt à s'unir à l'Angleterre et à la France dans un effort commun, mais qu'il fallait trouver à cette intervention une forme, qu'il pût accepter et que les Cabinets devaient s'entendre à ce sujet.

« Au reste, a-t-il ajouté, les conversations directes entre Vienne et Pétersbourg sont entamées et se poursuivent; j'en augure beaucoup de bien et j'espère. »

Au moment de le quitter, je lui dis que j'avais eu ce matin l'impression que l'heure de la détente avait sonné, mais que je voyais bien qu'il n'en était rien. Il m'a répondu que je me trompais; qu'il espérait que les choses étaient en bonne voie et aboutiraient peut-être rapidement. Je lui ai demandé d'agir à Vienne pour qu'elles marchent vite, parce qu'il importait de ne pas laisser se créer en Russie un de ces courants d'opinion qui emportent tout.

A mon sentiment, il y aurait lieu de demander à Sir *E. Grey*, qui a dû être avisé par Sir *E. Goschen* du refus opposé à sa proposition dans la forme qui lui était donnée, de la renouveler sous une autre forme, de telle façon que l'Allemagne n'ait pas de prétexte pour refuser de s'y associer et prenne ses responsabilités aux yeux de l'Angleterre.

Jules Cambon.

Nr. XDI. M. Bienvenu-Martin, Ministre des Affaires étrangères p. i., à MM. les Ambassadeurs de France à Londres, Saint-Pétersbourg, Berlin, Vienne, Rome.

Paris, le 27 juillet 1914.

L'Ambassadeur d'Autriche-Hongrie est venu me voir pour me remettre un mémoire, véritable acte d'accusation contre la Serbie; il m'a déclaré, d'ordre de son Gouvernement, que la Serbie n'ayant pas répondu d'une manière satisfaisante aux demandes du Gouvernement impérial, celui-ci se voit contraint d'employer des moyens énergiques pour amener la Serbie à donner les satisfactions et garanties qui sont réclamées d'elle. C'est demain que le Gouvernement autrichien prendra les mesures à cet effet.

J'ai prié l'Ambassadeur de me faire connaître les mesures envisagées par l'Autriche, et le Comte *Szecsen* m'a répondu que cela pourrait être soit un ultimatum, soit une déclaration de guerre, soit le passage de la frontière, mais qu'il n'avait aucune indication précise sur ce point.

J'ai alors fait remarquer à l'Ambassadeur que la Serbie avait accepté sur presque tous les points les exigences de l'Autriche, que la divergence qui subsistait sur quelques points pourrait disparaître avec un peu de bonne volonté reciproque, et par l'aide des Puissances amies de la paix; en fixant à demain l'exécution de ses résolutions, l'Autriche rendait, pour la seconde fois, leur concours presque impossible et assumait une lourde responsabilité en risquant de déchaîner une guerre, dont on ne pourrait mesurer l'extension.

Je vous communique, à titre d'information, le mémoire que m'a remis le Comte *Szecsen.*

(Folgt als „Annexe" die französische Uebersetzung der Denkschrift oben S. 331—42).

Sodann folgt — Nr. 75 *bis* des **Glb.** — der nachstehende Text:

Communiqué officieux du bureau de la Presse.

Vienne, 28 juillet 1914.

Le Ministre autrichien à Belgrade a présenté dès son retour à Vienne le texte de la réponse serbe[1]).

Cette réponse est remplie d'un esprit de manque de sincérité : elle laisse apparaître que le Gouvernement serbe est sans intention sérieuse de mettre fin à la tolérance coupable grâce à laquelle ont été permises les menées anti-autrichiennes. La réponse serbe contient de telles restrictions et limitations, non seulement sur le principe même de la démarche austro-hongroise, mais encore en ce qui concerne les revendications exposées par l'Autriche, que les concessions faites sont sans importance.

En particulier, refus sous prétéxte vain, d'accepter la participation des organes austro-hongrois pour la poursuite des auteurs des attentats résidant en territoire serbe.

De même la réponse serbe à la demande autrichienne pour mettre fin aux menées hostiles de la presse équivaut à un refus.

La demande relative aux mesures qui devraient être prises pour que les associations hostiles à l'Autriche-Hongrie ne puissent, après leur dissolution, continuer leur action sous un autre nom et forme, n'a pas même été envisagée.

Ces revendications constituant le minimum nécessaire au rétablissement du calme permanent dans le Sud-Est de la Monarchie, la réponse serbe est considérée comme insuffisante.

Le Gouvernement serbe en a conscience d'ailleurs, puisqu'il envisage le règlement du conflit par voie d'arbitrage, et que le jour où sa réponse devait être remise et avant cette remise, il avait ordonné la mobilisation.

Nr. XDII. M. René Viviani, Président du Conseil, à M. Bienvenu-Martin, Ministre des Affaires étrangères p. i.

A bord de la France, le 28 juillet 1914.

J'ai reçu par Copenhague votre télégramme résumant les faits de samedi, le télégramme relatant la dernière visite de l'ambassadeur d'Allemagne, celui

[1]) S. oben S. 338 Nr. CLV. — Herausgeber.

relatif à la médiation que la Russie conseille à la Serbie de demander et aux démarches anglaises à Berlin, ainsi que votre télégramme venu ce matin directement par la tour Eiffel.

J'approuve pleinement la réponse que vous avez faite au baron *de Schoen*; la thèse que vous avez soutenue est l'évidence même : dans la recherche d'une solution pacifique du conflit, nous sommes pleinement d'accord avec la Russie, qui n'est pas responsable de la situation actuelle, et n'a encore procédé à aucune mesure quelconque pouvant éveiller le moindre soupçon; mais il est évident qu'à titre de contrepartie l'Allemagne ne saurait se refuser à donner des conseils au Gouvernement austro-hongrois, dont l'action a ouvert la crise.

Il y a donc lieu de continuer à tenir à l'Ambassadeur d'Allemagne le même langage. Ce conseil est d'ailleurs en harmonie avec la double proposition anglaise mentionnée dans votre télégramme. J'approuve entièrement la combinaison suggérée par sir *Edward Grey* et j'invite directement M. *Paul Cambon* à le lui faire savoir. Il est essentiel que l'on sache à Berlin et à Vienne que notre plein concours est acquis aux efforts que poursuit le Gouvernement britannique en vue de chercher une solution au conflit austro-serbe. L'action des quatre puissances moins intéressées ne peut, pour les raisons exposées ci-dessus, s'exercer uniquement à Vienne et à Pétersbourg. En proposant de l'exercer aussi à Belgrade, ce qui veut dire surtout, en fait, entre Vienne et Belgrade, sir *Edward Grey* rentre dans la logique de la situation; et, en n'excluant pas Pétersbourg, il offre, d'autre part, à l'Allemagne, un moyen de se départir, en toute dignité, de la démarche par laquelle le Gouvernement allemand a fait savoir à Paris et à Londres que l'affaire était envisagée par lui comme purement austro-serbe et dépourvue de caractère général.

Je vous prie de communiquer le présent télégramme à nos représentants auprès des grandes puissances et à notre Ministre à Belgrade.

René Viviani.

Nr. XDIII. M. Bienvenu-Martin, Ministre des Affaires étrangères p. i., à M. René Viviani, Président du Conseil, à bord de la France.

Paris, 28 juillet 1914.

Malgré les assurances données, tant à Berlin qu'à Paris, par les agents allemands, du désir de leur gouvernement de concourir aux efforts pour le maintien de la paix, aucune action sincère n'est exercée par eux pour retenir l'Autriche, la proposition anglaise, qui consiste dans une action des quatre puissances moins intéressées pour obtenir un arrêt des opérations militaires à Vienne, Belgrade et Pétersbourg, et dans une réunion à Londres des Ambassadeurs d'Allemagne, de France et d'Italie, sous la présidence de Sir *E. Grey* en vue de chercher une solution aux difficultés austro-serbes, rencontre à Berlin des objections de nature à la faire échouer.

L'Ambassadeur d'Autriche a fait une démarche pour annoncer que son gouvernement prendrait demain des mesures énergiques pour contraindre la Serbie à lui donner les satisfactions et les garanties qu'il exige de cette puissance; le Comte *Szecsen* ne s'est pas expliqué sur ces mesures; la mobilisation, à partir du 28 juillet, paraît certaine d'après notre attaché militaire à Vienne. *Bienvenu-Martin.*

Nr. XDIV. M. Bienvenu-Martin, Ministre des Affaires étrangères p. i., à Londres, Berlin, Pétersbourg, Vienne, Rome.

Paris, le 28 juillet 1914.

J'ai eu de nouveau la visite de l'Ambassadeur d'Allemagne ce matin; il m'a dit qu'il n'avait pas de communication, pas de proposition officielle à me faire, mais qu'il venait, comme la veille, causer de la situation et des moyens à employer pour éviter des actes irréparables. Interrogé sur les intentions de l'Autriche, il a déclaré ne pas les connaître, et ignorer la nature des moyens de coercition qu'elle prépare.

L'Allemagne, selon le Baron *de Schoen*, ne demande qu'à agir avec la France pour le maintien de la paix. Sur l'observation qui lui était faite qu'un projet de médiation des quatre puissances, auquel nous avons adhéré, et qui a obtenu l'assentiment de principe de l'Italie et de l'Allemagne, a été mis en avant par l'Angleterre, l'Ambassadeur a dit que le Gouvernement allemand ne demandait en effet qu'a s'associer à l'action des puissances, pourvu que cette action n'affecte pas la forme d'un arbitrage ou d'une conférence, repoussés par l'Autriche.

J'ai répondu que si le mot seul arrête le Gouvernement autrichien, le but peut être atteint par d'autres moyens; le Gouvernement allemand est bien placé pour demander à l'Autriche de laisser aux puissances le temps d'intervenir, de trouver une conciliation.

M. *de Schoen* m'a fait alors observer qu'il n'a pas d'instructions et sait seulement que l'Allemagne se refuse à exercer une pression sur l'Autriche, qui ne veut pas de conférence. Il reproche aux journaux français de prêter à l'Allemagne une attitude qu'elle n'a pas, en prétendant qu'elle pousse l'Autriche : sans doute elle approuve son attitude, mais elle n'a pas connu sa note; elle ne saurait l'arrêter trop brusquement, car l'Autriche a besoin de garanties contre les procédés serbes. *Bienvenu-Martin.*

Nr. XDV. M. Bienvenu-Martin, Ministre des Affaires étrangères p. i., à M. Dumaine, Ambassadeur de France à Vienne.

Paris, le 28 juillet 1914.

Vous connaissez, par les télégrammes de nos Ambassades, que je vous ai transmis, la proposition anglaise de médiation à quatre et de conférence à Londres, ainsi que notre adhésion à cette suggestion, l'acceptation conditionnelle de l'Italie et les réserves de Berlin.

Je vous prie de vous tenir en contact à ce sujet avec votre Collègue d'Angleterre, qui a reçu les instructions nécessaires pour saisir le Gouvernement austro-hongrois de la suggestion anglaise, dès que ses trois Collègues auront été autorisés à faire la même démarche; vous vous conformerez à son attitude.

Nr. XDVI. M. Paul Cambon, Ambassadeur de France à Londres, à M. Bienvenu-Martin, Ministre des Affaires étrangères p. i.

Londres, le 28 juillet 1914.

Sir *Ed. Grey* a reçu hier mes Collègues d'Autriche-Hongrie et d'Allemagne. Le premier a continué à soutenir que la réponse serbe était inacceptable. Le second a tenu un langage analogue à celui de M. *de Schoen* à Paris. Il a insisté sur l'utilité d'une action modératrice de l'Angleterre à Pétersbourg. Sir *Ed. Grey* lui a répondu que la Russie s'était montrée très modérée depuis l'ouverture de la crise, notamment dans ses conseils au Gouvernement serbe, et qu'il serait très embarrassé de lui faire des recommandations pacifiques. Il a ajouté que c'était à Vienne qu'il convenait d'agir et que le concours de l'Allemagne était indispensable.

D'autre part l'Ambassadeur d'Angleterre à Pétersbourg a télégraphié que M. *Sazonoff* avait proposé à l'Ambassadeur d'Autriche une conversation sur l'affaire serbe. Cette information a été confirmée par l'Ambassadeur d'Angleterre à Vienne qui a fait savoir qu'un premier entretien entre le Ministre russe des Affaires étrangères et le Comte *Szapary* avait produit un bon effet au Ballplatz.

Sir *Ed. Grey* et Sir *A. Nicolson* m'ont dit que, si un accord pouvait s'établir directement entre Pétersbourg et Vienne, il faudrait s'en féliciter, mais ils ont élevé quelques doutes sur le succès de l'initiative de M. *Sazonoff*.

Interrogé par Sir *G. Buchanan* sur la convocation éventuelle à Londres d'une Conférence des Représentants de l'Angleterre, de la France, de l'Allemagne et de l'Italie pour chercher une issue à la situation actuelle, M. *Sazonoff* a répondu : « qu'il avait entamé des pourparlers avec l'Ambassadeur d'Autriche dans des conditions qu'il espérait favorables; que cependant il n'avait pas encore reçu de réponse à sa proposition d'une révision de la Note serbe par les deux Cabinets ». Si des explications directes avec le Cabinet de Vienne sont irréalisables, M. *Sazonoff* se déclare prêt à accepter la proposition anglaise ou toute autre de nature à résoudre favorablement le conflit.

Il serait, en tous cas, très désirable que cette négociation directe, à un moment où le moindre retard peut avoir de si sérieuses conséquences, fût menée de manière à ne pas entraver l'action de Sir *Ed. Grey* et à ne pas fournir à l'Autriche un prétexte pour se dérober à l'intervention amicale des quatre puissances.

L'Ambassadeur d'Angleterre à Berlin ayant insisté auprès de M. *de Jagow* pour obtenir une adhésion à la suggestion de Sir *Ed. Grey*, le

Ministre allemand des Affaires étrangères a répondu qu'il convenait d'attendre le résultat de la conversation engagée entre Pétersbourg et Vienne. Sir *Ed. Grey* a, en conséquence, prescrit à Sir *Ed. Goschen* de suspendre pour le moment ses démarches. Au surplus l'annonce que l'Autriche vient de notifier officiellement sa déclaration de guerre à la Serbie fait entrer la question dans une nouvelle phase. *Paul Cambon.*

Nr. XDVII. M. Jules Cambon, Ambassadeur de France à Berlin, à M. Bienvenu-Martin, Ministre des Affaires étrangères p. i.

Berlin, le 28 juillet 1914.

La conversation que M. *Sazonoff* a eue avec le Comte *Szapary* a été portée à la connaissance de M. *de Jagow* par le Chargé d'Affaires de Russie. Le Secrétaire d'État lui a dit que, conformément aux remarques de l'Ambassadeur d'Allemagne en Russie, puisque après l'expiration de l'ultimatum de l'Autriche le Gouvernement de Vienne ne se refusait pas à causer avec le Gouvernement de Pétersbourg, il y avait lieu d'espérer que de son côté le Comte *Berchtold* pourrait causer avec M. *Schebeko* et qu'une issue pourrait être trouvée aux difficultés actuelles. Le Chargé d'affaires russe voit avec faveur cette disposition des esprits, qui correspond aux désirs de M. *de Jagow* de voir Vienne et Pétersbourg s'entendre directement et dégager l'Allemagne. Il y a lieu de se demander seulement si l'Autriche ne cherche pas à gagner du temps pour se préparer.

J'ai aujourd'hui appuyé la démarche de mon Collègue d'Angleterre auprès du Secrétaire d'Etat. Celui-ci m'a répondu comme à Sir *Ed. Goschen*, qu'il lui était impossible d'accepter l'idée d'une sorte de conférence à Londres entre les Ambassadeurs des quatre Puissances, et qu'il faudrait donner à la suggestion anglaise une autre forme, pour qu'elle pût être réalisée. Je lui ai fait valoir le danger d'un retard, qui pouvait amener la guerre, et lui ai demandé s'il la souhaitait. Il a protesté et a ajouté que les conversations directes entre Vienne et Pétersbourg étaient entamées, et que, dès maintenant, il en attendait une suite favorable.

L'Ambassadeur d'Angleterre et l'Ambassadeur d'Italie sont venus me voir ce matin ensemble, pour m'entretenir des conversations qu'ils avaient eues avec M. *de Jagow* hier au sujet de la proposition de Sir *Ed. Grey*. Le Secrétaire d'Etat leur a, somme toute, tenu le même langage qu'à moi: acceptant en principe de s'unir dans une démarche commune à l'Angleterre, à l'Italie et à nous-mêmes, mais repoussant toute idée de conférence.

Nous avons pensé, mes collègues et moi, qu'il n'y avait là qu'une question de forme et l'Ambassadeur d'Angleterre va suggérer à son Gouvernement de libeller autrement sa proposition, qui pourrait prendre le caractère d'une démarche diplomatique à Vienne et à Pétersbourg.

En raison de la répugnance manifestée par M. *de Jagow* contre toute démarche à Vienne, Sir *Ed. Grey* pourrait le mettre au pied du mur, en lui

demandant de formuler lui-même comment pourrait se produire l'action diplomatique des puissances pour éviter la guerre.

Nous devons nous associer à tous les efforts en faveur de la paix compatibles avec nos engagements vis-à-vis de notre alliée; mais, pour laisser les responsabilités où elles sont, il importe d'avoir soin de demander à l'Allemagne de préciser ce qu'elle veut.

Jules Cambon.

Nr. CDVIII. M. Paléologue, Ambassadeur de France à Pétersbourg, à M. Bienvenu-Martin, Ministre des Affaires étrangères p. i.

Pétersbourg, le 28 juillet 1914.

Le Gouvernement austro-hongrois n'a pas encore répondu à la proposition du Gouvernement russe, tendant à l'ouverture d'une conversation directe entre Pétersbourg et Vienne.

M. *Sazonoff* a reçu cet après-midi les Ambassadeurs d'Allemagne et d'Autriche-Hongrie; l'impression qu'il a gardée de son double entretien est mauvaise: « Décidément, m'a-t-il dit, l'Autriche ne veut pas causer. »

A la suite d'une conversation que je viens d'avoir avec mes deux collègues, j'éprouve la même impression de pessimisme.

Paléologue.

Nr. ID. M. Dumaine, Ambassadeur de France à Vienne, à M. Bienvenu-Martin, Ministre des Affaires étrangères p. i.

Vienne, le 28 juillet 1914.

Le Comte *Berchtold* vient de déclarer à Sir M. *de Bunsen* que toute intervention tendant à la reprise de la discussion entre l'Autriche et la Serbie, sur la base de la réponse serbe, serait inutile, et d'ailleurs trop tardive, la guerre ayant été officiellement déclarée à midi.

L'attitude de mon collègue russe n'a jusqu'à présent pas varié: il ne s'agissait pas à son avis de localiser le conflit, mais bien de l'empêcher. La déclaration de guerre rendra bien difficile l'engagement des pourparlers à quatre, ainsi que la continuation des entretiens directs entre M. *Sazonoff* et le Comte *Szapary*.

On prétexte ici que la formule qui paraissait pouvoir obtenir l'adhésion de l'Allemagne, « médiation entre l'Autriche et la Russie », a l'inconvénient d'accuser entre ces deux empires un conflit qui n'existe pas, jusqu'à présent.

Parmi les soupçons qu'inspire la soudaine et violente résolution de l'Autriche, le plus inquiétant est que l'Allemagne l'aurait poussée à l'agression contre la Serbie afin de pouvoir elle-même entrer en lutte avec la Russie et la France, dans les circonstances qu'elle suppose devoir lui être le plus favorables, et dans des conditions délibérées.

Dumaine.

Nr. D. M. Barrère, Ambassadeur de France à Rome, à M. Bienvenu-Martin, Ministre des Affaires étrangères p. i.

Rome, le 29 juillet 1914.

La Consulta estime que, malgré la déclaration de guerre de l'Autriche à la Serbie, il n'y a pas lieu d'interrompre les efforts diplomatiques tendant à la réunion d'une Conférence à Londres en vue d'une médiation.

Barrère.

Nr. DI. M. Bienvenu-Martin, Ministre des Affaires étrangères p. i., à Saint-Pétersbourg, Londres, Berlin, Rome, Vienne, Constantinople, Belgrade.

Paris, le 29 juillet 1914.

L'attitude austro-allemande se précise. L'Autriche, inquiète de la propagande slave, a saisi l'occasion de l'attentat de Serajevo pour châtier les menées serbes, et prendre de ce côté, des garanties qui peuvent, selon que l'on laissera ou non se développer les événements, ne porter que sur le Gouvernement et l'armée serbes, ou devenir territoriales. L'Allemagne s'interpose entre son alliée et les autres puissances, en déclarant qu'il s'agit d'une question locale, châtiment d'un crime politique dans le passé, garanties certaines pour l'avenir que les menées anti-autrichiennes prendront fin. Le Gouvernement allemand estime que la Russie doit se contenter des assurances officielles et formelles données par l'Autriche qu'elle ne poursuit pas d'agrandissement territorial et respectera l'intégrité de la Serbie ; dans ces conditions, c'est de la Russie seule, si elle voulait intervenir dans une question bien délimitée, que peut venir un danger de guerre. Dans ces conditions c'est à Pétersbourg seulement qu'il faut agir pour le maintien de la paix.

Ce sophisme, qui dispenserait l'Allemagne d'intervenir à Vienne, a été soutenu sans succès à Paris par M. *de Schoen*, qui a vainement tenté de nous entraîner dans une action solidaire franco-allemande à Pétersbourg ; il a été également développé à Londres auprès de Sir *E. Grey* : en France comme en Angleterre, on a répondu que le cabinet de Pétersbourg a donné, depuis le début, les plus grandes preuves de sa modération, en particulier en s'associant aux puissances pour donner à la Serbie le conseil de céder aux exigences de la note autrichienne. La Russie ne menace donc nullement la paix ; c'est à Vienne qu'il faut agir, c'est de là que vient le danger, du moment qu'on y refuse de se contenter de la soumission presque totale de la Serbie à des exigences exorbitantes et qu'on ne veut pas accepter la collaboration des puissances pour la discussion des points restant à régler entre l'Autriche et la Serbie, et enfin qu'on n'hésite pas devant une déclaration de guerre aussi précipitée que la note primitive de l'Autriche-Hongrie.

L'attitude à Berlin, comme à Vienne, reste dilatoire. Dans la première capitale, tout en protestant du désir allemand de sauvegarder la paix générale par une action commune des quatre puissances, on repousse l'idée d'une Con-

férence, sans suggérer aucun autre moyen et en refusant d'agir positivement à Vienne. Dans la capitale autrichienne, on voudrait amuser Pétersbourg par l'illusion d'une entente pouvant résulter de conversations directes, et l'on agit contre la Serbie.

Dans ces conditions, il paraît essentiel que le cabinet de Pétersbourg, dont le désir de dénouer pacifiquement la crise est manifeste, adhère immédiatement à la proposition anglaise. Celle-ci a besoin d'être très appuyée à Berlin pour décider M. *de Jagow* à une action réelle sur Vienne, susceptible d'arrêter l'Autriche et d'empêcher que son avantage diplomatique se double d'un succès militaire. Le Gouvernement austro-hongrois ne manquerait pas en effet d'en profiter pour imposer à la Serbie, sous le nom élastique de garanties, des conditions qui modifieraient en fait, malgré toutes les assurances de désintéressement territorial, le statut de l'Europe orientale, et risqueraient de compromettre gravement, soit dès maintenant, soit dans un avenir prochain, la paix générale.

Bienvenu-Martin.

Nr. DII. M. Paléologue, Ambassadeur de France à Saint-Pétersbourg, à M. Bienvenu-Martin, Ministre des Affaires étrangères p. i.

Saint-Pétersbourg, le 29 juillet 1914.

Dès maintenant, je suis en mesure d'assurer à Votre Excellence que le Gouvernement russe acquiesce à toutes les procédures que la France et l'Angleterre lui proposeront pour sauvegarder la paix. Mon collègue d'Angleterre télégraphie dans le même sens à Londres.

Paléologue.

Nr. DIII. M. Klobukowski, Ministre de France à Bruxelles, à M. Bienvenu-Martin, Ministre des Affaires étrangères p. i.

Bruxelles, le 29 juillet 1914.

De mon entretien avec M. *Davignon* et diverses personnes en mesure d'être exactement informées, je rapporte l'impression suivante : l'attitude de l'Allemagne est énigmatique et autorise toutes les appréhensions. Il paraît invraisemblable que le Gouvernement austro-hongrois ait pris une initiative le conduisant, suivant un plan préconçu, à une déclaration de guerre sans accord préalable avec l'empereur Guillaume.

Le Gouvernement allemand reste l'arme au pied, réservant, selon les circonstances, son action pacifique ou guerrière, mais l'inquiétude est telle dans tous les milieux qu'une intervention brusque contre nous ne surprendrait ici personne. Mes Collègues de Russie et d'Angleterre partagent ce sentiment.

Le Gouvernement belge prend des dispositions conformes à la déclaration que m'a faite hier soir M. *Davignon* que tout sera mis en œuvre pour la défense de la neutralité du pays.

Klobukowski.

Nr. DIV. M. Ronssin, Consul général de France à Francfort, à M. Bienvenu-Martin, Ministre des Affaires étrangères p. i.

Francfort, le 29 juillet 1914.

Je vous signale d'importants mouvements de troupes hier et cette nuit. Ce matin, plusieurs régiments sont arrivés en tenue de campagne, notamment par les routes de Darmstadt, Cassel et Mayence, qui sont remplies de militaires. Les ponts et chemins de fer sont gardés sous prétexte de préparer les manœuvres d'automne. *Ronssin.*

Nr. DV. M. Allizé, Ministre de France à Munich, à M. Bienvenu-Martin, Ministre des Affaires étrangères p. i.

Munich, le 29 juillet 1914.

On m'assure que les moulins d'Illkirch (Alsace-Lorraine) ont été invités à cesser de livrer à leur clientèle ordinaire et à réserver toute leur production pour l'armée.

De Strasbourg sont signalés des transports de canons automobiles employés pour le tir sur aéroplanes et dirigeables.

Sous prétexte de modification dans les exercises d'automne, les sous-officiers et soldats des régiments d'infanterie bavaroise de Metz, qui étaient en permission en Bavière à l'occasion des récoltes, ont reçu l'ordre hier de rentrer immédiatement. *Allizé.*

Nr. DVI. M. Dumaine, Ambassadeur de France à Vienne, à M. Bienvenu-Martin, Ministre des Affaires étrangères p. i.

Vienne, le 29 juillet 1914.

Le Consul de France à Prague me confirme la mobilisation du 8e corps d'armée déjà annoncée, et celle de la division de landwehr de ce corps d'armée. Les divisions de cavalerie de Galicie mobilisent également; des régiments, des divisions de cavalerie de Vienne et de Buda-Pest ont déjà été transportés à la frontière russe. Des convocations de réservistes ont actuellement lieu dans cette région.

En vue de faire face à toute menace, et peut-être pour en imposer à Pétersbourg, le bruit court que le Gouvernement austro-hongrois aurait l'intention de décider, le 30 juillet ou le 1er août, la mobilisation générale des armées. Enfin le retour de l'Empereur d'Ischl à Vienne est assuré pour demain. *Dumaine.*

Nr. DVII. M. Paléologue, Ambassadeur de France à Saint-Pétersbourg, à M. Bienvenu-Martin, Ministre des Affaires étrangères p. i.

Saint-Pétersbourg, le 29 juillet 1914.

La conversation directe à laquelle le Gouvernement russe avait amicalement convié le Gouvernement austro-hongrois est refusée par celui-ci.

D'autre part, l'État-Major russe a constaté que l'Autriche précipite ses préparatifs militaires contre la Russie et active sa mobilisation, qui a commencé sur la frontière de Galicie. En conséquence, l'ordre de mobilisation sera expédié, cette nuit, aux treize corps d'armée destinés à opérer éventuellement contre l'Autriche.

Malgré l'échec de sa proposition, M. *Sazonoff* accepte l'idée d'une conférence des quatre Puissances à Londres; il n'attache d'ailleurs aucune importance au titre officiel de cette délibération et se prêtera à toutes les tentatives anglaises en faveur de la paix. *Paléologue.*

Nr. DVIII. M. Jules Cambon, Ambassadeur de France à Berlin, à M. Bienvenu-Martin, Ministre des Affaires étrangères p. i.

Berlin, le 29 juillet 1914.

J'ai demandé aujourd'hui au Secrétaire d'Etat où en était la question des conversations directes entre Vienne et Pétersbourg, qui lui semblait hier la meilleure procédure pour arriver à une détente. Il m'a répondu qu'à Pétersbourg les dispositions sur ce point étaient bonnes et qu'il avait demandé à Vienne d'entrer dans cette voie. Il attendait la réponse. Le Gouvernement britannique, après avoir vu repousser la suggestion d'une conférence, avait fait connaître qu'il verrait avec faveur ces conversations s'ouvrir entre l'Autriche et la Russie et avait demandé que l'Allemagne y poussât l'Autriche, ce que le Gouvernement impérial ne manque pas de faire.

J'ai demandé à M. *de Jagow* s'il avait enfin la réponse de la Serbie à l'Autriche, et ce qu'il en pensait. Il m'a répondu qu'il y voyait une base de négociation possible. J'ai repris que c'est justement pour cela que je trouvais inexplicable la rupture de l'Autriche après la réception d'un document pareil.

Le Secrétaire d'Etat a alors fait remarquer qu'avec les peuples d'Orient on n'avait jamais assez de sûretés et que l'Autriche voulait contrôler l'exécution des promesses qui lui étaient faites, contrôle que la Serbie refusait. C'est là aux yeux du Secrétaire d'État, le point capital. J'ai répliqué à M. *de Jagow* que, voulant rester indépendante, la Serbie devait repousser le contrôle d'une seule Puissance, mais qu'une Commission internationale ne présenterait pas le même caractère. Les États Balkaniques en comptent plus d'une, à commencer par la Commission financière à Athènes. On pourrait par exemple, ai-je dit, imaginer, entre autres combinaisons, une Commission internationale provisoire chargée de contrôler l'enquête de police demandée par l'Autriche; il était clair par cet exemple que la réponse de la Serbie ouvrait la porte à des conversations et ne justifiait pas une rupture.

J'ai ensuite demandé au Secrétaire d'Etat si, en dehors des conversations directes entre Vienne et Pétersbourg, auxquelles Sir *Ed. Grey* s'était rallié, il ne pensait pas que l'action commune des quatre Puissances pourrait s'exercer par l'intermédiaire de leurs Ambassadeurs. Il m'a répondu affirmative-

ment ajoutant qu'actuellement le Cabinet de Londres se contentait d'appuyer dans le sens des conversations directes.

A la fin de l'après-midi, le Chancelier de l'Empire a prié l'Ambassadeur d'Angleterre de venir le voir. Il lui a parlé de la proposition de Sir *E. Grey* tendant à la réunion d'une Conférence; il lui a dit qu'il n'avait pas pu accepter une proposition qui semblait imposer l'autorité des Puissances à l'Autriche; il a assuré mon Collègue de son sincère désir de la paix et des efforts qu'il faisait à Vienne, mais il a ajouté que la Russie était seule la maîtresse de maintenir la paix ou de déchaîner la guerre.

Sir *Ed. Goschen* lui a répondu qu'il ne partageait pas son sentiment et que si la guerre éclatait, l'Autriche aurait la plus grosse part de responsabilité, car il était inadmissible qu'elle eût rompu avec la Serbie après la réponse de celle-ci.

Sans discuter sur ce point, le Chancelier a dit qu'il poussait autant qu'il le pouvait aux conversations directes entre l'Autriche et la Russie; il savait que l'Angleterre voyait cette conversation d'un œil favorable. Il a ajouté que sa propre action serait bien difficile à Vienne, s'il était vrai que la Russie eût mobilisé sur la frontière autrichienne quatorze corps d'armée. Il a prié mon collègue d'appeler sur toutes ces observations l'attention de Sir *Ed. Grey.*

Sir *E. Goschen* a télégraphié dans ce sens à Londres.

L'attitude du Chancelier est très probablement la conséquence du dernier entretien de Sir *Ed. Grey* avec le prince *Lichnowski.* Jusqu'à ces tout derniers jours, on s'est flatté ici que l'Angleterre resterait hors du débat, et l'impression produite par son attitude est profonde sur le Gouvernement allemand et sur les financiers et hommes d'affaires. *Jules Cambon.*

Nr. DIX. M. Dumaine, Ambassadeur de France à Vienne, à M. Bienvenu-Martin, Ministre des Affaires étrangères p. i.

Vienne, le 29 juillet 1914.

L'opinion de mes collègues anglais, russe et italien concorde avec la mienne concernant l'impossibilité d'empêcher une première lutte entre l'Autriche et la Serbie, toutes les tentatives pour retarder le choc ayant échoué.

M. *Schebeko* avait demandé que les pourparlers engagés à Pétersbourg entre MM. *Sazonoff* et *Szapary* fussent poursuivis et rendus plus efficaces par des pouvoirs spécialement conférés à celui-ci, le comte *Berchtold* s'y est nettement opposé. Il marquait ainsi que l'Autriche-Hongrie ne tolère aucune intervention qui l'empêcherait d'infliger à la Serbie un châtiment et une humiliation.

Le duc *d'Avarna* admet comme très vraisemblable que l'imminence d'une insurrection générale de ses sujets Sud-Slaves ait précipité les résolutions de la Monarchie. Il s'attache encore à l'espoir qu'après un premier succès des armées austro-hongroises, mais pas plus tôt, une médiation pourrait limiter le conflit. *Dumaine.*

Nr. DX. M. Bienvenu-Martin, Ministre des Affaires étrangères p. i., à Londres, Berlin, Saint-Pétersbourg, Rome, Vienne, Constantinople, Belgrade.

Paris, le 29 juillet 1914.

Ce matin, la communication suivante m'a été faite par l'Ambassadeur d'Allemagne à titre officieux: le Gouvernement allemand poursuit ses efforts en vue d'amener le Gouvernement autrichien à une conversation amicale qui permettra à ce dernier de faire connaître exactement le but et l'extension des opérations en Serbie. Le Cabinet de Berlin espère recevoir des précisions qui sraient de nature à donner satisfaction à la Russie. Les efforts allemands ne sont aucunement entravés par la déclaration de guerre intervenue. Une communication semblable sera faite à Pétersbourg.

Au cours d'une conversation que j'ai eue ce matin avec le baron *de Schoen*, celui-ci m'a déclaré que le Gouvernement allemand ignorait les intentions de Vienne. Quand Berlin saura jusqu'où l'Autriche veut aller, on aura une base de discussion, qui rendra plus faciles les conversations en vue d'une intervention.

Sur mon observation que les opérations militaires engagées ne laisseraient peut-être pas le temps de causer, et que le Gouvernement allemand devrait user de son influence à Vienne en vue de les retarder, l'ambassadeur m'a répondu que Berlin ne pouvait exercer de pression, mais qu'il ésperait que les opérations ne seraient pas poussées très activement.

Bienvenu-Martin.

Nr. DXI. M. Bienvenu-Martin, Ministre des Affaires étrangères p. i., à Londres, Berlin, Saint-Pétersbourg, Vienne, Constantinople, Rome, Belgrade.

Paris, le 29 juillet 1914.

D'ordre de son Gouvernement, M. *Iswolsky* est venu me communiquer un télégramme adressé par M. *Sazonoff* à Berlin. Il résulte de cette information que la Russie, à la suite de la déclaration de guerre de l'Autriche-Hongrie à la Serbie, des mesures de mobilisation déjà appliquées à la plus grande partie de l'armée austro-hongroise, enfin du refus du comte *Berchtold* de continuer les pourparlers entre Vienne et Saint-Pétersbourg, avait décidé la mobilisation dans les arrondissements d'Odessa, Kiew, Moscou et Kazan. En portant ce fait à la connaissance du Gouvernement allemand, l'Ambassadeur de Russie à Berlin a été chargé d'ajouter que ces précautions militaires n'étaient à aucun degré dirigées contre l'Allemagne, et ne préjugeaient pas non plus des mesures agressives contre l'Autriche-Hongrie; l'Ambassadeur de Russie à Vienne n'était, d'ailleurs, pas rappelé de son poste.

L'Ambassadeur de Russie m'a donné également le sens de deux télégrammes adressés à Londres par M. *Sazonoff*: le premier, indiquant que la déclaration de guerre à la Serbie mettait fin aux conversations du Ministre

russe avec l'Ambassadeur d'Autriche, demandait à l'Angleterre d'exercer aussi rapidement que possible son action dans le sens de la médiation et de l'arrêt immédiat des opérations de guerre de l'Autriche (dont la continuation donnait le temps à l'Autriche d'écraser la Serbie pendant que la médiation traînerait); le second communiquait l'impression gardée par M. *Sazonoff* de ses conversations avec l'Ambassadeur allemand, que l'Allemagne favorise l'intransigeance de l'Autriche et n'exerce pas d'action sur elle. Le Ministre russe considère l'attitude de l'Allemagne comme très inquiétante et croit que l'Angleterre est en meilleure posture que les autres Puissances pour entreprendre des démarches à Berlin, en vue d'une action sur Vienne.

Bienvenu-Martin.

Nr. DXII. M. Barrère, Ambassadeur de France à Rome, à M. Bienvenu-Martin, Ministre des Affaires étrangères p. i.

Rome, le 29 juillet 1914.

Le Ministre des Affaires étrangères a été informé officiellement par l'Ambassadeur de Russie que son Gouvernement, à la suite de la déclaration de guerre de l'Autriche à la Serbie et des mesures de mobilisation prises d'ores et déjà par l'Autriche, avait donné l'ordre de mobiliser dans les districts de Kiew, Odessa, Moscou et Kazan. Il a ajouté que cette mesure n'avait pas un caractère agressif contre l'Allemagne et que l'Ambassadeur de Russie à Vienne n'avait pas été rappelé.

En commentant cette communication, le Marquis *de San Giuliano* m'a dit que malheureusement dans toute cette affaire la conviction de l'Autriche et celle de l'Allemagne avaient été et étaient encore que la Russie ne marcherait pas. Il m'a lu à ce propos une dépêche de M. *Bollati* lui rendant compte d'un entretien qu'il avait eu aujourd'hui avec M. *de Jagow*, et où ce dernier lui avait encore répété qu'il ne croyait pas que la Russie marcherait. Il fondait cette croyance sur le fait que le Gouvernement russe venait d'envoyer à Berlin un agent pour traiter de certaines questions financières. L'Ambassadeur d'Autriche à Berlin a dit également à son Collègue anglais qu'il ne croyait pas à une guerre générale, la Russie n'étant ni en humeur ni en état de faire la guerre.

Le Marquis *de San Giuliano* ne partage pas du tout cette opinion. Il estime que si l'Autriche se contente d'humilier la Serbie, et d'exiger, en outre de l'acceptation de la note, certains avantages matériels qui ne touchent pas à son territoire, la Russie peut encore trouver matière à composition avec elle. Mais si l'Autriche veut soit démembrer la Serbie, soit la détruire comme Etat indépendant, il considère comme impossible à la Russie de ne pas intervenir militairement.

Malgré l'extrême gravité de la situation, le Ministre des Affaires étrangères ne me paraît pas désespérer de la possibilité d'un arrangement. Il croit que l'Angleterre peut encore exercer beaucoup d'influence à Berlin dans un sens pacifique. Il a eu hier soir, m'a-t-il dit, une longue conversation

avec l'Ambassadeur d'Angleterre, Sir *R. Rodd*, pour lui démontrer combien l'intervention anglaise pourrait être efficace. Il m'a dit en terminant : « Si tel est aussi l'avis de votre Gouvernement, il pourrait, de son côté, insister dans ce sens à Londres. » *Barrère.*

Nr. DXIII. M. René Viviani, Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères, à M. Paul Cambon, Ambassadeur de France à Londres.

Paris, le 29 juillet 1914.

Je vous serais obligé de prier Sir *Ed. Grey* de bien vouloir reprendre le plus tôt possible à Berlin, sous la forme qu'il jugera la plus opportune et la plus efficace, sa proposition de médiation des quatre Puissances, qui avait obtenu l'adhésion de principe du Gouvernement allemand.

Le Gouvernement russe a dû, de son côté, faire exprimer directement le même désir au Gouvernement anglais; la déclaration de guerre de l'Autriche à la Serbie, ses envois de troupes sur la frontière austro-russe, la mobilisation russe consécutive sur la frontière de Galicie, ont en effet mis fin aux conversations directes austro-russes.

Les précisions que le Gouvernement allemand va demander à Vienne, conformément à la déclaration du baron *de Schoen* que je vous ai fait connaître, pour s'informer des intentions du Gouvernement autrichien, permettront aux quatre Puissances d'exercer une action utile entre Vienne et Pétersbourg pour le maintien de la paix.

Je vous prie de signaler également au Secrétaire d'Etat anglais combien il serait important qu'il obtînt du Gouvernement italien le maintien de son concours le plus entier pour sa collaboration à l'action des quatre Puissances en faveur de la paix. *René Viviani.*

Nr. DXIV. M. Paul Cambon, Ambassadeur de France à Londres, à M. Bienvenu-Martin, Ministre des Affaires étrangères p. i.

Londres, le 29 juillet 1914.

Dans son entretien d'aujourd'hui avec mon collègue d'Allemagne, Sir *Ed. Grey* a fait observer que l'ouverture de M. *Sazonoff* pour une conversation directe entre la Russie et l'Autriche n'ayant pas été accueillie à Vienne, il conviendrait d'en revenir à sa proposition d'intervention amicale des quatre Puissances non directement intéressées. Cette suggestion a été acceptée en principe par le Gouvernement Allemand, mais il a fait des objections à l'idée d'une conférence ou d'une médiation. Le Secrétaire d'Etat des Affaires étrangères a invité le Prince *Lichnowski* à prier son Gouvernement de proposer lui-même une formule. Quelle qu'elle soit, si elle permet de maintenir la paix, elle sera agréée par l'Angleterre, la France et l'Italie.

L'Ambassadeur d'Allemagne a dû transmettre immédiatement à Berlin la demande de Sir *Ed. Grey*. En me rendant compte de cette conversation,

le Secrétaire d'Etat des Affaires étrangères a ajouté que la réponse de l'Allemagne à cette communication, ainsi qu'à celle de la Russie relative à la mobilisation de quatre corps d'armée sur la frontière autrichienne, nous permettra de nous rendre compte des intentions du Gouvernement allemand. Mon collègue d'Allemagne ayant interrogé Sir *Ed. Grey* sur les intentions du Gouvernement britannique, le Secrétairé d'Etat aux Affaires étrangères a répondu qu'il n'avait pas à se prononcer quant à présent.

Sir *Ed. Grey* ne m'a pas caché qu'il trouvait la situation très grave et qu'il gardait peu d'espoir dans une solution pacifique.

Paul Cambon.

Nr. DXV. M. Boppe, Ministre de France à Belgrade, à M. Bienvenu-Martin, Ministre des Affaires étrangères p. i.

Belgrade, le 29 juillet 1914.

Le Prince héritier avait, dès la remise de l'ultimatum austro-hongrois, télégraphié au Tzar pour demander sa protection. Mon collègue de Russie me confie qu'il vient de communiquer à M. *Pachitch* la réponse de Sa Majesté.

Le Tzar remercie le Prince de s'être adressé à lui dans une circonstance aussi critique; il déclare que toutes les dispositions sont prises pour arriver à une solution pacifique du conflit, et donne au Prince l'assurance formelle que, si ce but ne peut être atteint, la Russie ne se désintéressera jamais du sort de la Serbie. *Boppe.*

Nr. DXVI. M. Paléologue, Ambassadeur de France à Saint-Pétersbourg, à M. Bienvenu-Martin, Ministre des Affaires étrangères p. i.

Saint-Pétersbourg, le 29 juillet 1914.

L'Ambassadeur d'Allemagne est venu déclarer à M. *Sazonoff* que si la Russie n'arrête pas ses préparatifs militaires, l'armée allemande recevra l'ordre de mobiliser.

M. *Sazonoff* a répondu que les préparatifs russes sont motivés: d'un côté, par l'intransigeance obstinée de l'Autriche; d'autre part, par le fait que huit corps austro-hongrois sont déjà mobilisés.

Le ton sur lequel le comte *de Pourtalès* s'est acquitté de la notification a décidé le Gouvernement russe, cette nuit même, à ordonner la mobilisation des treize corps destinés à opérer contre l'Autriche. *Paléologue.*

Nr. DXVII. M. René Viviani, Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères, aux Ambassadeurs de France à Saint-Pétersbourg et Londres.

Paris, le 30 juillet 1914.

M. *Iswolski* est venu cette nuit me dire que l'Ambassadeur d'Allemagne a notifié à M. *Sazonoff* la décision de son Gouvernement de mobiliser ses forces armées, si la Russie ne cesse pas ses préparatifs militaires.

Le Ministre des Affaires étrangères du Tsar fait remarquer que ces préparatifs n'ont été commencés qu'à la suite de la mobilisation par l'Autriche de huit corps d'armée et du refus de cette puissance de régler pacifiquement son différend avec la Serbie. M. *Sazanoff* déclare que, dans ces conditions, la Russie ne peut que hâter ses armements et envisager l'imminence de la guerre, qu'elle compte sur le secours d'alliée de la France et qu'elle considère comme désirable que l'Angleterre se joigne sans perdre de temps à la Russie et à la France.

La France est résolue à remplir toutes les obligations de l'alliance.

Elle ne négligera, d'ailleurs, aucun effort en vue de la solution du conflit dans l'intérêt de la paix générale. La conversation engagée entre les Puissances moins directement intéressées permet d'espérer encore que la paix puisse être préservée; j'estime donc qu'il serait opportun que, dans les mesures de précaution et de défense auxquelles la Russie croit devoir procéder elle ne prît immédiatement aucune disposition qui offrît à l'Allemagne un prétexte pour une mobilisation totale ou partielle de ses forces.

L'Ambassadeur d'Allemagne est venu à la fin de l'après-midi d'hier me parler des mesures militaires que prenait le Gouvernement de la République en ajoutant que la France était libre d'agir ainsi, mais qu'en Allemagne les préparatifs ne pouvaient être secrets et qu'il ne faudrait pas que l'opinion française s'alarmât si l'Allemagne s'y décidait.

J'ai répondu que le Gonvernement français n'avait pris aucune mesure dont ses voisins pussent être inquiets et que sa volonté de se prêter à toute négociation pour le maintien de la paix ne pouvait être mise en doute

René Viviani.

Nr. DXVIII. M. Paléologue, Ambassadeur de France à Saint-Pétersbourg, à M. René Viviani, Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères.

Saint-Pétersbourg, le 30 juillet 1914.

M. *Sazonoff*, à qui j'ai fait connaître votre désir de voir éviter toute mesure militaire qui pourrait offrir à l'Allemagne un prétexte à la mobilisation générale, m'a répondu que justement, dans le cours de la nuit dernière, l'Etat-Major avait fait surseoir à des mesures de précaution militaire pour éviter toute équivoque. Hier, le Chef d'Etat-Major général russe a convoqué l'Attaché militaire de l'Ambassade d'Allemagne, et lui a donné sa parole d'honneur que la mobilisation ordonnée ce matin vise exclusivement l'Autriche.

Toutefois, dans un entretien qu'il a eu cet après-midi avec le comte *de Pourtalès*, M. *Sazonoff* a dû se convaincre que l'Allemagne ne veut pas prononcer à Vienne la parole décisive qui sauvegarderait la paix. L'empereur *Nicolas* garde la même impression d'un échange de télégrammes qu'il vient d'avoir personnellement avec l'empereur *Guillaume* [1]).

---

[1]) S. oben S. 375, Nr. CCX. — Herausgeber.

D'autre part, l'Etat-Major et l'Amirauté russes ont reçu d'inquiétants renseignements sur les préparatifs de l'armée et de la marine allemandes.

En me donnant ces informations, M. *Sazonoff* a ajouté que le Gouvernement russe ne continue pas moins ses efforts de conciliation. Il m'a répété : « Jusqu'au dernier instant, je négocierai. »

Paléologue.

Nr. DXIX. M. Paléologue, Ambassadeur de France à Saint-Pétersbourg, à M. René Viviani, Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères.

Saint-Pétersbourg, le 30 juillet 1914.

L'Ambassadeur d'Allemagne est venu cette nuit insister de nouveau, mais dans des termes moins catégoriques, auprès de M. *Sazonoff* pour que la Russie cesse ses préparatifs militaires, en affirmant que l'Autriche ne porterait pas atteinte à l'intégrité territoriale de la Serbie:

« Ce n'est pas seulement l'intégrité territoriale de la Serbie que nous devons sauvegarder, a répondu M. *Sazonoff*, c'est encore son indépendance et sa souveraineté. Nous ne pouvons pas admettre que la Serbie devienne vassale de l'Autriche. »

M. *Sazonoff* a ajouté : « L'heure est trop grave pour que je ne vous déclare pas toute ma pensée. En intervenant à Pétersbourg, tandis qu'elle refuse d'intervenir à Vienne, l'Allemagne ne cherche qu'à gagner du temps, afin de permettre à l'Autriche d'écraser le petit royaume serbe avant que la Russie n'ait pu le secourir. Mais l'empereur *Nicolas* a un tel désir de conjurer la guerre que je vais vous faire en son nom une nouvelle proposition:

« Si l'Autriche, reconnaissant que son conflit avec la Serbie a assumé le caractère d'une question d'intérêt européen, se déclare prête à éliminer de son ultimatum les clauses qui portent atteinte à la souveraineté de la Serbie, la Russie s'engage à cesser toutes mesures militaires. »

Le comte *de Pourtalès* a promis d'appuyer cette proposition auprès de son Gouvernement.

Dans la pensée de M. *Sazonoff*, l'acceptation de sa proposition par l'Autriche aurait pour corollaire logique l'ouverture d'une délibération des Puissances à Londres.

Le Gouvernement russe montre, une fois encore, par son attitude, qu'il ne néglige rien pour enrayer le conflit. *Paléologue.*

Nr. DXX. M. Dumaine, Ambassadeur de France à Vienne, à M. René Viviani, Ministre des Affaires étrangères.

Vienne, le 30 juillet 1914.

Malgré la communication faite hier par l'Ambassadeur de Russie à plusieurs de ses collègues, dont celui d'Allemagne, au sujet de la mobilisation partielle dans son pays, la presse de Vienne s'était abstenue d'en publier la nouvelle. Ce silence imposé vient de s'expliquer dans un entretien de haute

importance entre M. *Schebeko* et le comte *Berchtold*, qui ont longuement envisagé les redoutables difficultés présentes, avec une égale bonne volonté d'y adapter des solutions réciproquement acceptables.

Les préparatifs militaires du côté russe, a expliqué M. *Schebeko*, n'ont d'autre but que de répondre à ceux de l'Autriche et d'indiquer l'intention et les droits du Tzar d'émettre son avis dans le règlement de la question serbe. Les mesures de mobilisation prises en Galicie, a répondu le comte *Berchtold*, n'impliquent non plus aucune intention agressive et visent seulement à maintenir la situation sur le même pied. De part et d'autre on s'appliquera à ce que ces mesures ne soient pas interprétées comme des marques d'hostilité.

Pour le règlement du conflit austro-serbe, il a été convenu que les pourparlers seraient repris à Pétersbourg entre M. *Sazonoff* et le comte *Szapary*; s'ils ont été interrompus c'est par suite d'un malentendu, le comte *Berchtold* croyant que le Ministre des Affaires étrangères de Russie réclamait pour son interlocuteur des pouvoirs qui lui permettraient de modifier les termes de l'ultimatum autrichien. Le comte *Szapary* sera seulement autorisé à discuter quel accommodement serait compatible avec la dignité et le prestige dont les deux Empires ont un souci égal.

Ce serait donc, pour le moment, sous cette forme directe et réduite aux deux plus intéressées qu'aurait lieu l'examen que Sir *Ed. Grey* proposait de confier aux quatre Puissances non directement intéressées.

Sir M. *de Bunsen*, qui se trouvait chez moi, a aussitôt déclaré à M. *Schebeko* que le Foreign Office approuvera entièrement cette nouvelle procédure. Répétant l'exposé fait par lui au Ballplatz, l'Ambassadeur de Russie a affirmé que son Gouvernement tiendra un compte beaucoup plus large qu'on ne le suppose des exigences de la Monarchie; rien n'a été négligé par M. *Schebeko* pour convaincre le comte *Berchtold* de la sincérité du désir de la Russie d'arriver à une entente acceptable pour les deux Empires.

L'entretien s'était maintenu dans un ton amical et permettait de croire que toute chance de localiser le conflit n'était pas perdue, lorsque la nouvelle de la mobilisation allemande est parpenue à Vienne.

Dumaine.

Nr. DXXI. M. Jules Cambon, Ambassadeur de France à Berlin, à M. René Viviani, Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères.

Berlin, le 30 juillet 1914.

M. *de Jagow* m'a téléphoné à deux heures que la nouvelle de la mobilisation allemande, répandue une heure auparavant, était fausse, et m'a prié de vous en informer d'urgence; le Gouvernement impérial fait saisir les suppléments de journaux qui l'annonçaient. Mais ni cette communication ni ces mesures ne diminuent mes appréhensions au sujet des projets de l'Allemagne.

Il paraît certain que le Conseil extraordinaire tenu hier soir à Potsdam avec les autorités militaires et sous la présidence de l'Empereur avait décidé la mobilisation, ce qui explique la préparation de l'édition spéciale du *Lokal Anzeiger*, mais que sous des influences diverses (déclaration de l'Angleterre qu'elle réserve son entière liberté d'action, échange de télégrammes entre le Tzar et Guillaume II) les graves mesures arrêtées ont été suspendues.

Un des Ambassadeurs avec lequel je suis le plus lié a vu, à deux heures, M. *Zimmermann*. D'après le Sous-Secrétaire d'Etat, les autorités militaires pressent beaucoup pour que la mobilisation soit décrétée, parce que tout retard fait perdre à l'Allemagne quelques-uns de ses avantages. Cependant, jusquà présent on aurait réussi à combattre la hâte de l'Etat-Major qui, dans la mobilisation, voit la guerre. Quoi qu'il en soit, la mobilisation peut être décidée d'un moment à l'autre. Je ne sais qui a lancé dans le *Lokal Anzeiger*, journal généralement officieux, une nouvelle prématurée de nature à soulever les esprits en France.

J'ai les plus fortes raisons de penser, d'ailleurs, que toutes les mesures de mobilisation qui peuvent être réalisées avant la publication de l'ordre général de mobilisation sont prises ici, ou l'on voudrait nous faire publier notre mobilisation les premiers pour nous en attribuer la responsabilité.

Jules Cambon.

Nr. DXXII. M. René Viviani, Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères, à M. Paul Cambon, Ambassadeur de France à Londres.

Paris, le 30 juillet 1914.

Je vous prie de porter à la connaissance de Sir *Edward Grey* les renseignements suivants touchant les préparatifs militaires français et allemands. L'Angleterre y verra que si la France est résolue, ce n'est pas elle qui prend des mesures d'agression.

Vous attirerez l'attention de Sir *Edward Grey* sur la décision prise par le Conseil des Ministres de ce matin : bien que l'Allemagne ait pris ses dispositifs de couverture à quelques centaines de mètres de la frontière, sur tout le front du Luxembourg aux Vosges, et porté ses troupes de couverture sur leurs positions de combat, nous avons retenu nos troupes à 10 kilomètres de la frontière, en leur interdisant de s'en rapprocher davantage.

Notre plan, conçu dans un esprit d'offensive, prévoyait pourtant que les positions de combat de nos troupes de couverture seraient aussi rapprochées que possible de la frontière. En livrant ainsi une bande de territoire sans défense à l'agression soudaine de l'ennemi, le Gouvernement de la République tient à montrer que la France, pas plus que la Russie, n'a la responsabilité de l'attaque.

Pour s'en assurer, il suffit de comparer les mesures prises des deux côtés de notre frontière : en France, les permissionnaires n'ont été rappelés qu'après que nous avons acquis la certitude que l'Allemagne l'avait fait depuis cinq jours.

En Allemagne, non seulement les troupes en garnison à Metz ont été poussées jusqu'à la frontière, mais encore elles ont été renforcées par des éléments transportés en chemin de fer de garnisons de l'intérieur, telles que celles de Trèves ou de Cologne. Rien d'analogue n'a été fait en France.

L'armement des places de la frontière (déboisements, mise en place de l'armement, construction de batteries, renforcement des réseaux de fil de fer) a été commencé en Allemagne dès le samedi 25; chez nous, il va l'être, la France ne pouvant plus se dispenser de prendre les mêmes mesures.

Les gares ont été occupées militairement en Allemagne le samedi 25, en France le mardi 28.

Enfin, en Allemagne, les réservistes, par dizaine de milliers, ont été rappelés par convocations individuelles, ceux résidant à l'étranger (classes de 1903 à 1911) rappelés, les officiers de réserve convoqués; à l'intérieur, les routes sont barrées, les automobiles ne circulent qu'avec un permis. C'est le dernier stade avant la mobilisation. Aucune de ces mesures n'a été prise en France.

L'armée allemande a ses avant-postes sur nos bornes frontières; par deux fois, hier, des patrouilles allemandes ont pénétré sur notre territoire. Tout le XVIe Corps de Metz, renforcé par une partie du VIIIe venu de Trèves et de Cologne, occupe la frontière de Metz au Luxembourg; le XVe Corps d'armée de Strasbourg a serré sur la frontière.

Sous menace d'être fusillés, les Alsaciens-Lorrains des pays annexés ont défense de passer la frontière. *René Viviani.*

Nr. DXXIII. M. Jules Cambon, Ambassadeur de France à Berlin, à M. René Viviani, Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères.

Berlin, le 30 juillet 1914.

L'Ambassadeur d'Angleterre n'a pas reçu communication de la réponse de l'Allemagne à la demande de Sir *E. Grey*. Il m'a dit que Berlin avait consulté Vienne et attendait encore l'avis de son allié.

Mon collègue de Russie vient de me faire connaître, de son côté, que M. *de Jagow* (auquel le Comte *de Pourtalès* avait communiqué la formule de conciliation suggérée par M. *Sazonoff* pour une entente austro-russe) venait de lui déclarer qu'il trouvait cette proposition inacceptable pour l'Autriche, marquant ainsi l'action négative de la diplomatie allemande à Vienne.

Jules Cambon.

Nr. DXXIV. M. Paul Cambon, Ambassadeur de France à Londres, à M. René Viviani, Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères.

Londres, le 30 juillet 1914.

Le Prince *Lichnowski* n'a pas apporté de réponse à la demande que lui avait adressée hier Sir *Ed. Grey* pour obtenir du Gouvernement allemand une formule d'intervention des quatre puissances dans l'intérêt de la paix.

Mais mon collègue d'Allemagne a questionné le Secrétaire d'Etat des Affaires étrangères sur les préparatifs militaires de l'Angleterre.

Sir *Ed. Grey* lui a répondu qu'ils n'avaient aucun caractère offensif, mais que, dans l'état actuel des affaires sur le continent, il était naturel de prendre quelques précautions; qu'en Angleterre, comme en France, on désirait le maintien de la paix, et que si, en Angleterre, comme en France, on envisageait des mesures défensives, ce n'était pas dans le but de préparer une agression.

Les renseignements que Votre Excellence m'a adressés au sujet des mesures militaires prises par l'Allemagne sur la frontière française m'ont permis de marquer à Sir *Edward Grey* qu'il ne s'agit plus seulement aujourd'hui d'un conflit d'influence entre la Russie et l'Autriche-Hongrie ; une agression risque d'être commise qui pourrait provoquer une guerre générale.

Sir *Edward Grey* a parfaitement compris mon sentiment et, comme moi, il estime que le moment serait venu d'envisager toutes les hypothèses et de les discuter en commun. *Paul Cambon.*

Nr. DXXV. M. Jules Cambon, Ambassadeur de France à Berlin, à M. René Viviani, Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères.

Berlin, le 30 juillet 1914.

Dans l'entrevue que j'ai eue aujourd'hui avec le Secrétaire d'Etat, j'ai demandé à M. *de Jagow* quelle réponse il avait faite à Sir *Ed. Grey*, qui lui avait demandé de donner lui-même la formule de l'intervention des puissances désintéressées.

Il m'a répondu que, « pour gagner du temps », il avait décidé d'agir directement et qu'il avait demandé à l'Autriche de dire sur quel terrain on pourrait causer avec elle. Cette réponse a pour effet, sous prétexte d'aller plus vite, d'éliminer l'Angleterre, la France et l'Italie et de confier à M. *de Tchirsky*, dont les sentiments pangermanistes et russophobes sont connus, le soin d'amener l'Autriche à une attitude conciliante.

M. *de Jagow* m'a parlé ensuite de la mobilisation russe sur la frontière autrichienne; il m'a dit que cette mobilisation compromettait le succès de toute intervention auprès de l'Autriche, et que tout dépendait de là. Il a ajouté qu'il craignait que l'Autriche ne mobilisât complètement à la suite de la mobilisation partielle russe, ce qui pouvait entraîner par contre-coup la mobilisation totale russe, et par suite celle de l'Allemagne.

J'ai fait remarquer au Secrétaire d'Etat qu'il m'avait dit lui-même que l'Allemagne ne se considérerait comme obligée de mobiliser que si la Russie mobilisait sur les frontières allemandes et que tel n'était pas le cas. Il m'a répondu que c'était vrai, mais que les chefs de l'Armée insistaient, car tout retard est une perte de forces pour l'armée allemande, et « que les paroles que je rappelais ne constituaient pas, de sa part, un engagement ferme ».

L'impression que je rapporte de cet entretien est que les chances de paix ont encore décru. *Jules Cambon.*

Nr. DXXVI. M. Paul Cambon, Ambassadeur de France à Londres, à M. René Viviani, Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères.

Londres, le 31 juillet 1914.

Au début de notre entretien d'aujourd'hui Sir *E. Grey* m'a dit que le Prince *Lichnowski* lui avait demandé ce matin si l'Angleterre observerait la neutralité dans le conflit qui se prépare. Le Secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères lui a répondu que, si le conflit devenait général, l'Angleterre ne pourrait pas rester neutre et, notamment, que si la France y était impliquée, l'Angleterre y serait entraînée.

J'ai interrogé alors Sir *E. Grey* sur la délibération du Cabinet qui avait eu lieu ce matin. Il m'a répondu qu'après avoir examiné la situation, le Cabinet avait pensé que pour le moment le Gouvernement britannique ne pouvait nous garantir son intervention, qu'il avait l'intention de s'entremettre pour obtenir de l'Allemagne et de la France l'engagement de respecter la neutralité belge, mais que pour envisager une intervention il convenait d'attendre que la situation se développât.

J'ai demandé à Sir *E. Grey* si, pour intervenir, le Gouvernement britannique attendrait l'envahissement du territoire français. J'ai insisté sur le fait que les mesures déjà adoptées sur notre frontière par l'Allemagne révélaient des intentions d'agression prochaine, et que si l'on voulait éviter de voir se renouveler l'erreur de l'Europe en 1870, il convenait que l'Angleterre envisageât dès maintenant les conditions dans lesquelles elle nous donnerait le concours sur lequel la France comptait.

Sir *E. Grey* m'a répondu que l'opinion du Cabinet ne s'était formée que sur la situation actuelle, que cette situation pouvait se modifier et que, dans ce cas, on appellerait aussitôt le Conseil des Ministres à en délibérer.

Sir *A. Nicolson*, que j'ai vu en sortant du Cabinet du Secrétaire d'Etat, m'a dit que le Conseil se réunirait de nouveau demain, et, confidentiellement, m'a fait entendre que le Secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères ne manquerait pas de reprendre la discussion.

Conformément à vos instructions, j'ai fait le nécessaire pour que la lettre autographe que M. le Président de la République adresse à Sa Majesté le Roi d'Angleterre soit remise ce soir au Roi. Cette démarche, qui sera certainement communiquée au Premier Ministre, dès demain matin, sera, je n'en doute pas, prise en sérieuse considération par le Cabinet britannique.

Paul Cambon.

Nr. DXXVII. M. Mollard, Ministre de France à Luxembourg, à M. René Viviani, Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères.

Luxembourg, le 31 juillet 1914.

Le Ministre d'Etat sort de la Légation, il venait de me dire que les Allemands avaient fermé les ponts sur la Moselle de Schengen et de Remich

avec des voitures, celui de Wormeldange avec des cordes. Sur la Sûre, les ponts de Wasserbillig et d'Echternach ne sont pas condamnés, mais les Allemands ne laissent plus sortir de Prusse ni blé, ni bétail, ni automobiles.

M. *Eyschen* m'a prié, et c'est le vrai but de sa visite, de vous demander une déclaration officielle assurant que la France respectera en cas de conflit la neutralité du Luxembourg. Comme je lui demandais s'il avait reçu une déclaration analogue du Gouvernement allemand, il m'a dit qu'il allait se rendre chez le Ministre d'Allemagne pour avoir la même déclaration.

Post-scriptum. — Jusqu'à présent, aucune mesure particulière n'a été prise par le Gouvernement luxembourgeois. M. *Eyschen* revient de la Légation d'Allemagne, il s'est plaint des mesures de suspicion prises contre un voisin neutre. Le Ministre d'Etat a demandé au Ministre d'Allemagne une déclaration officielle de son Gouvernement, prenant l'engagement de respecter la neutralité. M. *de Buch* lui aurait répondu : « Cela va de soi, mais il faudrait que le Gouvernement français prît le même engagement. »

Mollard.

Nr. DXXVIII. M. René Viviani, Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères, à MM. les Ambassadeurs de France à Londres, Saint-Pétersbourg, Berlin, Vienne et Rome.

Paris, le 31 juillet 1914.

L'Ambassadeur d'Angleterre m'a remis une note de son Gouvernement demandant au Gouvernement français d'appuyer à Saint-Pétersbourg une proposition tendant à la solution pacifique du conflit austro-serbe.

Cette note expose que l'Ambassadeur d'Allemagne a informé Sir *Edw. Grey* de l'intention qu'a son Gouvernement de s'efforcer d'agir sur le Gouvernement austro-hongrois, après la prise de Belgrade et l'occupation des régions voisines de la frontière, pour obtenir la promesse de ne pas avancer davantage, pendant que les Puissances chercheraient à obtenir que la Serbie donnât des satisfactions suffisantes à l'Autriche; le territoire occupé serait évacué une fois qu'elle aurait reçu satisfaction.

Sir *Edw. Grey* a fait cette suggestion le 29 juillet et exprime l'espoir que les préparatifs militaires seront suspendus de tous côtés. Bien que l'Ambassadeur de Russie à Londres ait informé le Secrétaire d'Etat qu'il craint que la condition russe *(si l'Autriche, reconnaissant que son conflit avec la Serbie a assumé le caractère d'une question d'intérêt européen, se déclare prête à éliminer de son ultimatum les points qui portent atteinte au principe de la souveraineté serbe, la Russie s'engage à arrêter tous préparatifs militaires)* ne puisse être modifiée, Sir *Edw. Grey* pense que, si l'Autriche arrête son avance après l'occupation de Belgrade, le Gouvernement russe pourrait accepter de changer sa formule, dans ce sens que les Puissances examineraient comment la Serbie donnerait des satisfactions complètes à l'Autriche sans porter atteinte à la souveraineté ou à l'in-

dépendance du Royaume. Dans le cas où l'Autriche, ayant occupé Belgrade et le territoire serbe voisin, se déclarerait prête, dans l'intérêt de l'Europe, à cesser d'avancer et à discuter comment l'on pourrait arriver à un arrangement, la Russie pourrait aussi consentir à la discussion et suspendre ses préparatifs militaires, pourvu que les autres Puissances agissent de même.

Conformément à la demande de Sir *Edw. Grey*, le Gouvernement français s'est rallié à la suggestion anglaise et a prié dans les termes suivants son Ambassadeur à Pétersbourg de s'efforcer d'obtenir sans retard l'assentiment du Gouvernement russe:

« Je vous prie de faire connaître d'urgence à M. *Sazonoff* que la suggestion de Sir *Ed. Grey* me paraît fournir une base utile de conversation entre les Puissances également désireuses de travailler à un règlement honorable du conflit austro-serbe et d'écarter ainsi les dangers qui menacent la paix générale.

Le plan proposé par le Principal Secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères, en arrêtant la marche en avant de l'armée autrichienne, et en confiant aux Puissances le soin d'examiner comment la Serbie pourrait donner pleine satisfaction à l'Autriche sans porter atteinte aux droits souverains et à l'indépendance du Royaume, en donnant ainsi un moyen à la Russie de suspendre tous préparatifs militaires, les autres Puissances devant agir de même, est de nature à donner également satisfaction à la Russie et à l'Autriche et à ménager à la Serbie une sortie acceptable de la difficulté actuelle.

Je vous prie de vous inspirer des considérations qui précèdent pour engager très instamment M. *Sazonoff* à donner sans retard son adhésion à la proposition de Sir *Ed. Grey* dont il a dû être saisi de son côté. »

René Viviani.

Nr. DXXIX. M. Paléologue, Ambassadeur de France à Saint-Pétersbourg, à M. René Viviani, Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères.

Saint-Pétersbourg, le 31 juillet 1914.

La nouvelle du bombardement de Belgrade dans la nuit et la matinée d'hier a provoqué en Russie la plus vive émotion. On ne parvient pas à s'expliquer l'attitude de l'Autriche, dont les provocations ont constamment suivi, depuis le début de la crise, les tentatives de conciliation de la Russie et les conversations satisfaisantes échangées entre Pétersbourg et Vienne.

Quoi qu'il en soit, désireux de ne rien négliger pour prouver la sincérité de son désir de sauvegarder la paix, M. *Sazonoff* m'informe qu'il a modifié sa formule, à la demande de l'ambassadeur d'Angleterre, de la manière suivante:

« Si l'Autriche consent à arrêter la marche de ses troupes sur le territoire serbe et si, reconnaissant que le conflit austro-serbe a assumé le caractère d'une question d'intérêt européen, elle admet que les grandes Puissances examinent les satisfactions que la Serbie pourrait accorder au

Gouvernement austro-hongrois, sans porter atteinte à ses droits souverains et à son indépendance, la Russie s'engage à conserver son attitude expectante. » *Paléologue.*

Nr. DXXX. M. René Viviani, Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères, à MM. les Ambassadeurs de France à Londres, Saint-Pétersbourg, Berlin, Vienne, Rome, Constantinople.

Paris, le 31 juillet 1914.

Les efforts poursuivis jusqu'ici parallèlement par l'Angleterre et la Russie, avec le concours empressé de la France (acquis d'avance à toute tentative pacifique), en vue d'une entente directe entre Vienne et Saint-Pétersbourg ou d'une médiation des quatre puissances sous la forme la plus appropriée, se rejoignent aujourd'hui : la Russie, donnant une nouvelle preuve de son désir d'entente, s'est empressée de répondre à la première apparence d'ouverture faite par l'Allemagne depuis le début de la crise (sur les conditions auxquelles la Russie arrêterait ses préparatifs militaires), en indiquant une formule et la modifiant de suite conformément à la demande de l'Angleterre ; on devrait donc espérer, les pourparlers ayant repris d'autre part entre les ambassadeurs russe et autrichien, que la médiation anglaise viendra achever à Londres l'effort des négociations directes de Vienne et Saint-Pétersbourg.

Toutefois l'attitude constante de l'Allemagne qui, depuis le commencement du conflit, tout en protestant sans cesse auprès de chacune des puissances de ses intentions pacifiques, a fait échouer en fait, par son attitude ou dilatoire ou négative, toutes les tentatives d'accord et n'a pas cessé d'encourager par son ambassadeur l'intransigeance de Vienne; les préparatifs militaires allemands, commencés dès le 25 juillet et poursuivis sans arrêt depuis ; l'opposition immédiate de l'Allemagne à la formule russe, déclarée à Berlin inacceptable pour l'Autriche avant même d'avoir consulté cette Puissance ; enfin toutes les impressions venues de Berlin imposent la conviction que l'Allemagne a poursuivi l'humiliation de la Russie, la désagrégation de la Triple-Entente et, si ces résultats ne pouvaient être obtenus, la guerre.

René Viviani.

Nr. DXXXI. M. Dumaine, Ambassadeur de France à Vienne, à M. René Viviani, Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères.

Vienne, le 31 juillet 1914.

La mobilisation générale atteignant tous les hommes de 19 à 42 ans a été décrétée par le Gouvernement austro-hongrois ce matin à la première heure.

Mon collègue russe estime encore que cette mesure n'est pas nettement en contradiction avec les déclarations du Comte *Berchtold* d'hier.

Dumaine.

Nr. DXXXII. M. Jules Cambon, Ambassadeur de France à Berlin, à M. René Viviani, Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères.

Berlin, le 31 juillet 1914.

M'ayant fait demander, M. *de Jagow* vient de me dire qu'il avait le grand regret de me faire connaître qu'en présence de la mobilisation totale de l'armée russe, l'Allemagne, dans l'intérêt de la sécurité de l'Empire, se voyait obligée de prendre de graves mesures de précaution. On a décrété ce qu'on appelle « Kriegsgefahrzustand » (l'état de danger de guerre), qui permet à l'autorité de proclamer, si elle le juge utile, l'état de siège, de suspendre certains services publics et de fermer la frontière.

En même temps, on demande à Pétersbourg de démobiliser, aussi bien du côté autrichien que du côté allemand, sans quoi l'Allemagne serait obligée de mobiliser de son côté. M. *de Jagow* m'a fait connaître que M. *de Schoen* était chargé d'informer le Gouvernement français des résolutions du cabinet de Berlin, et de lui demander quelle attitude il pensait adopter.

Jules Cambon.

Nr. DXXXIII. M. René Viviani, Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères, à M. Paléologue, Ambassadeur de France à Pétersbourg.

Paris, le 31 juillet 1914.

Le Gouvernement allemand a décidé à midi de prendre toutes les dispositions militaires que comporte l'état dit « état de danger de guerre ».

En me communiquant cette décision, ce soir à 7 heures, le Baron *de Schoen* a ajouté que le Gouvernement exigeait en même temps que la Russie démobilise. Si le Gouvernement russe n'a pas donné une réponse satisfaisante dans un délai de douze heures, l'Allemagne mobilisera à son tour.

J'ai répondu à l'Ambassadeur d'Allemagne que je n'étais nullement renseigné sur une prétendue mobilisation totale de l'armée et de la flotte russes, que le Gouvernement allemand invoquait comme raison des nouvelles mesures militaires qu'il prend dès aujourd'hui.

Le Baron *de Schoen* m'a demandé en terminant, au nom de son Gouvernement, quelle serait, en cas de conflit entre l'Allemagne et la Russie, l'attitude de la France. Il m'a dit qu'il viendrait prendre ma réponse demain samedi à une heure.

Je n'ai pas l'intention de lui faire une déclaration à ce sujet et je me bornerai à lui dire que la France s'inspirera de ses intérêts. Le Gouvernement de la République ne doit, en effet, compte de ses intentions qu'à son alliée.

Je vous prie de porter immédiatement ce qui précède à la connaissance de M. *Sazonoff*. Ainsi que je vous l'ai déjà fait connaître, je ne doute pas que le Gouvernement impérial, dans l'intérêt supérieur de la paix, n'évite pour sa part tout ce qui pourrait rendre inévitable ou précipiter la crise.

René Viviani.

Nr. DXXXIV. M. Paléologue, Ambassadeur de France à Saint-Pétersbourg, à M. Viviani, Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères.

Saint-Pétersbourg, le 31 juillet 1914.

En raison de la mobilisation générale de l'Autriche et des mesures de mobilisation prises secrètement, mais d'une manière continue, par l'Allemagne depuis six jours, l'ordre de mobilisation générale de l'armée russe a été donné, la Russie ne pouvant, sans le plus grave danger, se laisser davantage devancer; en réalité, elle ne fait que prendre des mesures militaires correspondant à celles prises par l'Allemagne.

Pour des raisons stratégiques impérieuses, le Gouvernement russe ne pouvait plus, sachant que l'Allemagne s'armait, retarder la conversion de sa mobilisation partielle en mobilisation générale.

Paléologue.

Nr. DXXXV. M. Klobukowski, Ministre de France à Bruxelles, à M. René Viviani, Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères.

Bruxelles, le 31 juillet 1914.

L'Agence Havas ayant annoncé que l'état « de danger de guerre » était décrété en Allemagne, j'ai dit à M. *Davignon* que je pouvais lui donner l'assurance que le Gouvernement de la Republique respecterait la neutralité de la Belgique.

Le Ministre des Affaires étrangères m'a répondu que le Gouvernement royal avait toujours pensé qu'il en serait ainsi et m'a remercié. Le Ministre de Russie et le Ministre d'Angleterre, que j'ai vus ensuite, se sont montrés très satisfaits qu'en la circonstance j'aie donné cette assurance, conforme d'ailleurs, m'a dit le Ministre anglais, à la déclaration de Sir *Edw. Grey.*

Klobukowski.

Nr. DXXXVI. M. René Viviani, Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères, à MM. les Ambassadeurs de France à Londres, Saint-Pétersbourg, Berlin, Vienne, Rome.

Paris, le 1er août 1914.

Deux démarches ont été faites hier soir par les Ambassadeurs d'Autriche, l'une assez vague à Paris, l'autre précise à Pétersbourg dans un sens conciliant.

Le Comte *Szecsen* est venu me déclarer que le Gouvernement austro-hongrois avait avisé officiellement la Russie qu'il n'avait aucune ambition territoriale et ne touchera pas à la souveraineté d'Etat de la Serbie; qu'il répudie également toute intention d'occuper le sandjak; mais que ces dé-

clarations de désintéressement ne conservent leur valeur que si la guerre reste localisée à l'Autriche et à la Serbie, une guerre européenne ouvrant des éventualités impossibles à prévoir. L'Ambassadeur d'Autriche, en commentant ces déclarations, a laissé entendre que, si son Gouvernement ne pouvait répondre aux questions des Puissances parlant en leur propre nom, il pourrait sans doute répondre à la Serbie ou à une Puissance lui demandant ses conditions au nom de la Serbie. Il ajoutait qu'il y aurait là peut-être encore une possibilité.

A Pétersbourg, l'Ambassadeur d'Autriche est venu voir M. *Sazonoff* et lui a déclaré que son Gouvernement consentait à entamer une discussion quant au fond de l'ultimatum adressé à la Serbie. Le Ministre russe s'est déclaré satisfait de cette déclaration et a proposé que les pourparlers aient lieu à Londres avec la participation des Puissances. M. *Sazonoff* a dû demander au Gouvernement anglais de se charger de la direction de la négociation; il a indiqué qu'il serait très important que l'Autriche arrêtât ses opérations en Serbie.

Il résulte de ces faits que l'Autriche se montrerait enfin disposée à un arrangement, de même que le Gouvernement russe est prêt à entrer en négociations sur la base de la proposition anglaise.

Malheureusement ces dispositions, qui permettraient d'espérer une solution pacifique, paraissent en fait devoir être annulées par l'attitude de l'Allemagne. Cette Puissance a en effet posé un ultimatum donnant douze heures au Gouvernement russe pour accepter de démobiliser, non seulement du côté allemand, mais aussi du côté autrichien; c'est à midi que le délai expire. L'ultimatum ne se justifie pas, puisque la Russie a accepté la proposition anglaise qui implique un arrêt des préparatifs militaires de toutes les Puissances.

L'attitude de l'Allemagne prouve qu'elle veut la guerre. Et elle la veut contre la France. Hier, lorsque M. *de Schoen* est venu demander au quai d'Orsay quelle attitude la France comptait prendre en cas de conflit russo-allemand, l'Ambassadeur d'Allemagne, bien qu'il n'y ait directement entre la France et l'Allemagne aucun conflit et que nous ayons employé depuis le début de la crise et employions encore tous nos efforts en vue d'une solution pacifique, a ajouté qu'il me priait de présenter au Président de la République ses hommages et remerciements, et demandait que l'on voulût bien prendre « des dispositions pour sa propre personne » ; nous savons également qu'il a déjà mis en sûreté les archives de l'Ambassade. Cette attitude de rupture des relations diplomatiques sans conflit direct, et bien qu'aucune réponse négative précise ne lui ait été faite, est caractéristique de la volonté arrêtée de l'Allemagne de faire la guerre à la France. Le défaut de sincérité de ses protestations pacifiques est démontré par la rupture qu'elle impose à l'Europe, lorsque les négociations étaient enfin acceptées par l'Autriche, d'accord avec la Russie.

René Viviani.

Nr. DXXXVII. M. Jules Cambon, Ambassadeur de France à Berlin, à M. René Viviani, Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères.

Berlin, le 1er août 1914.

Mon Collègue de Russie a reçu hier soir deux télégrammes de M. *Sazonoff* l'avisant que l'Ambassadeur d'Autriche à Pétersbourg avait déclaré que son Gouvernement était prêt à discuter avec le Gouvernement russe la note à la Serbie, même quant au fond; M. *Sazonoff* lui aurait répondu que ces conversations devraient, à ses yeux, avoir lieu à Londres.

L'ultimatum à la Russie ne peut qu'écarter les dernières chances de paix que ces conversations semblaient laisser subsister. On peut se demander si, dans de pareilles conditions, l'acceptation de l'Autriche était sérieuse et n'avait pas pour objet de faire peser la responsabilité du conflit sur la Russie.

Mon Collègue d'Angleterre a fait dans la nuit un appel pressant aux sentiments d'humanité de M. *de Jagow*. Celui-ci lui a répondu que la question était trop engagée et qu'il fallait attendre la réponse russe à l'ultimatum allemand. Or il a dit à Sir *E. Goschen* que l'ultimatum réclamait le retrait de la mobilisation russe non seulement du côté de l'Allemagne, mais encore du côté de l'Autriche; mon Collègue anglais s'en est vivement étonné et lui a déclaré que ce dernier point semblait inacceptable pour la Russie.

L'ultimatum de l'Allemagne, intervenant à l'heure précise où l'accord semble près de s'établir entre Vienne et Saint-Pétersbourg, est significatif de sa politique belliqueuse.

Le conflit n'existait en fait qu'entre la Russie et l'Autriche, l'Allemagne n'ayant à intervenir que comme alliée de l'Autriche; dans ces conditions, les deux Puissances principalement intéressées étant disposées à causer, si l'Allemagne ne désirait pas la guerre pour son propre compte, il est incompréhensible qu'elle envoie un ultimatum à la Russie, au lieu de continuer à travailler, comme toutes les autres Puissances, à une solution pacifique.

J. Cambon.

Nr. DXXXVIII. M. René Viviani, Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères, à MM. les Ambassadeurs de France à Londres, Berlin, et au Ministre de France à Bruxelles.

Paris, le 1er août 1914.

L'Ambassadeur d'Angleterre est venu, d'ordre de son Gouvernement, me demander quelle serait, en cas de conflit avec l'Allemagne, l'attitude du Gouvernement français vis-à-vis de la Belgique.

J'ai déclaré que, comme nous l'avions répété à plusieurs reprises au Gouvernement belge, nous entendions respecter sa neutralité.

Ce serait seulement dans le cas où cette neutralité serait violée par une autre Puissance que la France, pour remplir ses obligations de Puissance garante, pourrait être amenée à pénétrer sur le territoire belge.

René Viviani.

Nr. DXXXIX. M. Jules Cambon, Ambassadeur de France à Berlin, à M. René Viviani, Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères.

Berlin, le 1er août 1914.

L'Ambassadeur d'Angleterre a été chargé par son Gouvernement de faire auprès du Gouvernement allemand la même démarche qui a été faite auprès de vous au sujet de la neutralité de la Belgique.

M. *de Jagow* a répondu qu'il prendrait les ordres de l'Empereur et du Chancelier, mais qu'il doutait qu'une réponse pût être donnée, car l'Allemagne ne pouvait ainsi découvrir ses projets militaires. L'Ambassadeur d'Angleterre reverra demain M. *de Jagow* dans l'après-midi.

J. Cambon.

Nr. DXL. M. Barrère, Ambassadeur de France à Rome, à M. René Viviani, Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères.

Rome, le 1er août 1914.

J'ai été ce matin à 8 heures ½ chez le Marquis *de San Giuliano* pour connaître de lui d'une façon précise quelle serait l'attitude de l'Italie en présence des actes provocateurs de l'Allemagne et des suites qu'ils peuvent avoir.

Le Ministre des Affaires étrangères m'a répondu qu'il avait reçu hier soir la visite de l'Ambassadeur d'Allemagne. M. *de Flotow* lui aurait dit que l'Allemagne avait demandé au Gouvernement russe de suspendre sa mobilisation et au Gouvernement français d'indiquer ce qu'il avait l'intention de faire; l'Allemagne avait donné à la France un délai de dix-huit heures et à la Russie un délai de douze heures pour répondre.

M. *de Flotow* a demandé, à la suite de cette communication, quelles étaient les intentions du Gouvernement italien.

Le Marquis *de San Giuliano* a répondu que la guerre entreprise par l'Autriche, étant donné surtout les conséquences qui pouvaient en sortir d'après les paroles de l'Ambassadeur d'Allemagne, ayant un caractère agressif ne cadrant pas avec le caractère purement défensif de la Triple-Alliance, l'Italie ne pourrait participer à la guerre.

Barrère.

Nr. DXLI. M. René Viviani, Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères, à MM. les Ambassadeurs de France à Londres, Saint-Pétersbourg, Berlin, Vienne, Rome, Madrid, Constantinople.

Paris, le 1er août 1914.

L'Ambassadeur d'Allemagne est revenu me voir ce matin à 11 heures. Après lui avoir rappelé tous les efforts poursuivis par la France en vue d'un règlement honorable du conflit austro-serbe et de la difficulté qui s'en est suivie entre l'Autriche et la Russie, je l'ai mis au courant des pourparlers continués depuis hier:

1⁰ Proposition transactionnelle anglaise prévoyant, entre autres, de la part de la Russie, la suspension des préparatifs militaires, à condition que les autres Puissances en fassent autant; adhésion de la Russie à cette proposition;

2⁰ Communications du Gouvernement autrichien déclarant ne vouloir ni s'agrandir en Serbie, ni même pénétrer dans le sandjak et se disant prêt à discuter à Londres avec les autres Puissances le *fond même* de la question austro-serbe.

J'ai mis en regard l'attitude de l'Allemagne qui, abandonnant tout pourparler, posait à la Russie un ultimatum au moment même où cette Puissance vient d'accepter la formule anglaise (qui implique l'arrêt des préparatifs militaires de tous les pays ayant mobilisé) et envisageait comme imminente une rupture diplomatique avec la France.

Le Baron *de Schoen* m'a répondu qu'il ignorait les développements survenus dans cette question depuis vingt-quatre heures, qu'il y avait peut-être là une «lueur d'espoir» pour un accommodement, qu'il n'avait reçu aucune nouvelle communication de son Gouvernement et qu'il allait s'informer. Il à de nouveau protesté de son sincère désir de joindre ses efforts à ceux de la France pour arriver à la solution du conflit. J'ai insisté sur la grave responsabilité qu'assumerait le Gouvernement impérial si, dans de pareilles circonstances, il prenait des initiatives non justifiées et de nature à compromettre irrémédiablement la paix.

Le Baron *de Schoen* n'a plus fait allusion à son départ immédiat et ne m'a plus demandé de répondre à sa question concernant l'attitude de la France en cas de conflit austro-russe. Il s'est borné à dire de lui-même qu'elle n'était pas douteuse.

Il ne convient à aucun degré d'exagérer les possibilités qui peuvent résulter de ma conversation avec l'Ambassadeur d'Allemagne, car, de son côté, le Gouvernement impérial continue les plus dangereux préparatifs sur notre frontière. Il ne faut pas les négliger cependant et nous ne devons pas cesser de travailler à un arrangement. La France, de son côté, procède à toutes les mesures militaires propres à la garantir contre une avance trop grande des préparatifs militaires allemands. Elle estime que ses tentatives de conciliation n'auront de chances d'aboutir que dans la mesure où on la sentira prête et résolue, si la lutte lui est imposée.

René Viviani.

Nr. DXLII. M. Paul Cambon, Ambassadeur de France à Londres, à M. René Viviani, Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères.

Paris, le 1er août 1914.

Sir *Edward Grey* m'a dit que, dans le Conseil de ce matin, le Cabinet avait de nouveau envisagé la situation. L'Allemagne ayant réclamé de l'Angleterre une déclaration de neutralité et ne l'ayant pas obtenue, le Gouvernement britannique demeurait maître de son action et celle-ci pourrait se manifester dans différentes hypothèses.

En premier lieu, la neutralité belge importe beaucoup à l'Angleterre. La France a renouvelé immédiatement l'engagement de la respecter. L'Allemagne a déclaré « n'être pas en état de répondre ». Sir *Edward Grey* saisira le Cabinet de cette réponse et demandera l'autorisation de dire lundi à la Chambre des Communes que le Gouvernement britannique ne permettra pas une violation de la neutralité belge.

En second lieu, les escadres anglaises sont mobilisées et Sir *Edward Grey* proposera à ses collègues de déclarer qu'elles s'opposeront au passage du Détroit par les escadres allemandes ou, si elles venaient à le passer, à toute démonstration sur les côtes françaises. Le Conseil de lundi traitera ces deux questions; j'ai fait remarquer au Principal Secrétaire d'Etat que si, d'ici là, quelque incident venait à se produire, il ne fallait pas se laisser surprendre et qu'il conviendrait de songer à intervenir à temps.

Paul Cambon.

Nr. DXLIII. M. René Viviani, Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères, à M. Paul Cambon, Ambassadeur de France à Londres.

Paris, le 1er août 1914.

Nous sommes avisés par plusieurs voies que le Gouvernement allemand et le Gouvernement autrichien essaient en ce moment d'impressionner l'Angleterre en lui faisant croire que la responsabilité de la guerre, si elle éclate, incombera à la Russie. On fait effort pour obtenir la neutralité de l'Angleterre en dénaturant la vérité.

La France n'a cessé de donner, d'accord avec l'Angleterre, des conseils de modération à Pétersbourg; ces conseils ont été écoutés.

Dès le début, M. *Sazonoff* a fait pression sur la Serbie pour qu'elle acceptât toutes celles des clauses de l'ultimatum qui étaient compatibles avec sa souveraineté.

Il a ensuite engagé avec l'Autriche une conversation directe qui était un nouveau témoignage de son esprit de conciliation. Il a enfin accepté de laisser les puissances les moins intéressées rechercher les moyens d'apaiser le conflit.

Conformément au désir qui lui a été exprimé par Sir *G. Buchanan*, M. *Sazonoff* a consenti à modifier la première formule qu'il avait présentée et il en a rédigé une seconde qui ne s'éloigne pas sensiblement des déclarations qui ont été faites hier à M. *de Margerie* par le comte *Szecsen*. Ce dernier affirme que l'Autriche n'a aucune intention d'acquisition territoriale et qu'elle ne veut pas toucher à la souveraineté de la Serbie. Il ajoute expressément que l'Autriche n'a aucune visée sur le Sandjak de Novi-Bazar.

Il semblerait donc que l'accord fût facile à établir entre la suggestion de Sir *Edward Grey*, la formule de M. *Sazonoff* et les déclarations de l'Autriche.

La France est résolue à poursuivre jusqu'au bout, avec l'Angleterre, la réalisation de cet accord.

Mais pendant que l'on négociait et que la Russie montrait dans la négociation une bonne volonté incontestable, l'Autriche a, la première, procédé à une mobilisation générale.

La Russie s'est vue forcée de l'imiter pour ne pas se trouver en état d'infériorité, mais elle est toujours restée prête à négocier.

Je n'ai pas besoin de répéter que, quant à nous, nous continuerons à travailler, avec l'Angleterre, au succès de ces pourparlers.

Mais l'attitude de l'Allemagne nous a mis dans l'obligation absolue de prendre aujourd'hui le décret de mobilisation.

Bien avant la mobilisation russe, dès mercredi dernier, ainsi que je vous l'ai déjà télégraphié, M. *de Schoen* m'avait annoncé la publication prochaine du « Kriegsgefahrzustand ». Cette mesure a été prise par l'Allemagne et, à l'abri de ce paravent, elle a immédiatement commencé sa mobilisation proprement dite.

Aujourd'hui M. *Paléologue* a télégraphié que le Comte *de Pourtalès* avait annoncé au Gouvernement russe la mobilisation allemande.

Des renseignements parvenus au Ministère de la Guerre confirment que cette mobilisation est effectivement en pleine exécution.

Notre décret de mobilisation est donc une *mesure essentielle* de préservation. Le Gouvernement l'a accompagnée d'une proclamation signée du Président de la République et de tous les Ministres, et dans laquelle il explique que la mobilisation n'est pas la guerre, qu'en l'état actuel c'est pour la France le meilleur moyen de sauvegarder la paix, et que le Gouvernement de la République multipliera ses efforts pour faire aboutir les négociations.

Veuillez transmettre d'urgence toutes ces indications à Sir *Edward Grey* et lui marquer que nous avons obéi constamment à la préoccupation de ne commettre aucun acte de provocation.

Je suis persuadé que, au cas où la guerre éclaterait, l'opinion anglaise verrait clairement de quel côté vient l'agression, et qu'elle saisirait les raisons si fortes que nous avons données à Sir *Edward Grey* pour réclamer une intervention armée de l'Angleterre dans l'intérêt de l'avenir de l'équilibre européen.

René Viviani.

Nr. DXLIV. M. Mollard, Ministre de France à Luxembourg, à M. René Viviani, Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères.

Luxembourg, le 1er août 1914.

Le Ministre d'Etat me charge de demander au Gouvernement français une assurance de neutralité semblable à celle qui a été donnée à la Belgique. M. *Eyschen* m'a déclaré qu'à présent, du fait que c'est le Ministre de France à Bruxelles qui a fait la déclaration en question au Président du Conseil du Gouvernement belge, il a pensé que la même procédure conviendrait le mieux vis-à-vis du Grand-Duché.

C'est pourquoi il s'est abstenu de faire la demande directement au Gouvernement de la République. Comme la Chambre des députés se réunit lundi, M. *Eyschen* désire être en possession de la réponse à cette date; une démarche analogue est faite en même temps auprès du Ministre d'Allemagne à Luxembourg. *Mollard.*

Nr. DXLV. M. René Viviani, Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères, à M. Mollard, Ministre de France à Luxembourg.

Paris, le 1er août 1914.

Veuillez déclarer au Président du Conseil que, conformément au traité de Londres de 1867, le Gouvernement de la République entend respecter la neutralité du Grand-Duché du Luxembourg, comme il l'a démontré par son attitude.

La violation de cette neutralité par l'Allemagne serait toutefois de nature à obliger la France à s'inspirer désormais, à cet égard, du souci de sa défense et de ses intérêts. *René Viviani.*

Nr. DXLVI. M. Jules Cambon, Ambassadeur de France à Berlin, à M. René Viviani, Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères.

Berlin, le 1er août 1914.

On distribue dans les rues de Berlin des éditions spéciales des journaux annonçant que la mobilisation générale de l'armée et de la flotte est ordonnée et que le 1er jour de la mobilisation est le dimanche 2 août.

Jules Cambon.

Nr. DXLVII. M. Eyschen, Ministre d'Etat du Luxembourg, à M. René Viviani, Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères.

Luxembourg, le 2 août 1914.

J'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence les faits suivants. Dimanche 2 août de grand matin les troupes allemandes, d'après les informations qui sont parvenues au Gouvernement Grand-Ducal à l'heure actuelle, ont pénétré sur le territoire luxembourgeois par les ponts de Wasserbillig et de Remich, se dirigeant spécialement vers le sud du pays et vers

la ville de Luxembourg, capitale du Grand-Duché; un certain nombre de trains blindés avec des troupes et des munitions ont été acheminés par la voie de chemin de fer de Wasserbillig à Luxembourg où l'on s'attend à les voir arriver d'un instant à l'autre.

Ces faits impliquent des actes manifestement contraires à la neutralité du Grand-Duché, garantie par le traité de Londres de 1867. Le Gouvernement luxembourgeois n'a pas manqué de protester énergiquement contre cette agression auprès des représentants de Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne à Luxembourg; une protestation identique va être transmise télégraphiquement au Secrétaire d'Etat pour les Affaires étrangères à Berlin.

Le Ministre d'Etat, Président du Gouvernement,
Eyschen.

Nr. DXLVIII. M. Mollard, Ministre de France à Luxembourg, à M. René Viviani, Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères.

Luxembourg, le 2 août 1914.

Le Ministre d'Etat du Luxembourg, M. *Eyschen*, vient de recevoir, par l'intermédiaire du Ministre d'Allemagne à Luxembourg, M. *de Buch*, un télégramme du Chancelier de l'Empire allemand *Bethmann Hollweg*, disant que les mesures militaires prises par l'Allemagne en Luxembourg ne constituent pas un acte hostile contre ce pays, mais sont uniquement des mesures destinées à assurer contre l'attaque éventuelle d'une armée française l'exploitation des voies ferrées affermées à l'Empire. Le Luxembourg recevra une complète indemnité pour les dommages éventuels. *Mollard.*

Nr. DIL. Note remise par l'Ambassadeur d'Allemagne.

Paris, le 2 août 1914.

L'Ambassadeur d'Allemagne vient d'être chargé et s'empresse de faire savoir au Ministère des Affaires étrangères que les mesures militaires prises par l'Allemagne dans le Grand-Duché de Luxembourg ne constituent pas un acte d'hostilité. Elles doivent être considérées comme des mesures purement préventives prises pour la protection des chemins de fer qui, par suite des traités existant entre l'Allemagne et le Grand-Duché de Luxembourg, se trouvent sous l'administration allemande. *de Schoen.*

Nr. DL. M. Paléologue, Ambassadeur de France à Saint-Pétersbourg, à M. René Viviani, Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères.

Pétersbourg, le 2 août 1914.

L'Ambassadeur d'Allemagne a remis à M. *Sazonoff*, hier, à 7 h. 10 du soir, la déclaration de guerre de son Gouvernement; il quittera Pétersbourg aujourd'hui.

L'Ambassadeur d'Autriche Hongrie n'a reçu aucune instruction de son Gouvernement pour la déclaration de guerre. *Paléologue.*

6. Aus den belgischen Graubüchern.

(Gb. II, Gb. I[1]).

Nr. DLI. Le Ministre du Roi à Paris à M. Davignon, Ministre des Affaires Etrangères.

Gb. II 1.

Paris, le 22 février 1913.

Au cours de l'entretien que j'ai eu ce matin avec M. *de Margerie*, ancien Ministre de France en Chine et adjoint au Directeur Général des affaires politiques, mon interlocuteur m'a interrogé sur le vote de notre loi militaire, son importance, sa portée, son but, ses chances de succès devant le Parlement.

J'ai répondu dans le sens convenable, faisant remarquer, avec toutes les réserves nécessaires, que les relations étroites établies assez récemment par l'Angleterre avec certaines grandes puissances ne la mettrait plus vis-à-vis de nous dans la même position que naguère, quoique l'existence d'une Belgique libre et indépendante continue à être vitale pour sa politique. Nous voulons éviter, si possible, que la Belgique ne redevienne — comme elle ne le fut que trop souvent — le champ de bataille de l'Europe.

J'ai ajouté que la Belgique entendait avoir une armée solide et sérieuse qui lui permît de faire entièrement et pleinement son devoir pour sauvegarder son indépendance et sa neutralité.

« C'est parfait, m'a répondu mon interlocuteur, mais vos nouveaux armements ne sont-ils pas motivés par la crainte que cette neutralité ne soit violée par la France? »

Non, ils ne sont pas plus dirigés contre la France que contre l'Allemagne; ils sont destinés à empêcher quiconque d'entrer chez nous. M. *Poincaré* m'a assuré que la France ne prendrait jamais l'initiative de violer notre neutralité; mais que si les armées allemandes entraient en Belgique et que nous ne soyons pas de force à les repousser, le Gouvernement de la République se reconnaîtrait le droit de prendre les mesures qu'il jugerait utiles pour défendre son territoire, soit sur ses frontières, soit que l'Etat-Major reconnût plus utile d'aller à la rencontre des forces impériales.

Je ne puis, ai-je ajouté, mettre en doute la parole de M. *Poincaré*. Je me fie à ses déclarations et je dois même dire qu'à mon humble avis, et je ne parle ici qu'à ce titre, il semble qu'au point de vue stratégique l'Allemagne ait plus d'avantage à emprunter le chemin de la Belgique pour venir frapper la France au cœur, non loin de sa capitale, que n'en auraient les

---

[1]) Die in den beiden Graubüchern (s. oben S. 210) in zwei verschiedenen Reihen veröffentlichten Schriftstücke werden hier in chronologischer Folge abgedruckt. Die Stelle in den Graubüchern wird nachfolgend durch **Gb. I** oder **Gb. II** bezeichnet. Die hinzugefügte arabische Ziffer gibt die Nummer in den Graubüchern an. — Herausgeber.

armées de la République à aller attaquer les frontières allemandes aux environs d'Aix-la-Chapelle. Mais, je vous le répète, nous ne nous fions à aucun calcul de probabilités; d'ailleurs ce qui peut être vrai aujourd'hui peut ne plus l'être demain à raison des circonstances nouvelles, et notre but est uniquement d'empêcher, dans les limites de nos forces, toute violation de notre neutralité.

M. *de Margerie* a porté un intérêt soutenu à notre conversation relative à la défense de la Belgique. Je ne doute pas qu'elle ne soit répétée à qui de droit.

(s) Baron *Guillaume*.

Nr. DLII. Le Ministre du Roi à Berlin à M. Davignon, Ministre des Affaires Etrangères.

Gb. II 2.

Berlin, le 2 avril 1914[1]).

M. l'Ambassadeur de France m'a fait part ce matin confidentiellement d'une conversation qu'il avait eue tout dernièrement avec M. *de Jagow*, après un dîner intime auquel il avait été invité chez ce dernier.

---

[1]) Hierzu hat am 6. August 1915 die „Norddeutsche Allgemeine Zeitung" (Nr. 216, 1. Ausg.) folgende Auslassung veröffentlicht: „Gegenüber den Angaben des belgischen Graubuches über ein angebliches Projekt des Staatssekretärs *v. Jagow*, den belgischen Kongo mit England und Frankreich unter Ausschluß Belgiens zu teilen, sei folgendes feststellbar: Im Frühjahr 1914 scheinen Nachrichten von gewissen Verhandlungen, die über ein afrikanisches Kolonialabkommen zwischen der deutschen und englischen Regierung geführt wurden, voraussichtlich über London nach Paris gelangt zu sein. Botschafter *Cambon* frug damals *v. Jagow*, ob hierbei nicht etwa französische Rechte verletzt würden, worauf der Staatssekretär dem Botschafter erwiderte, er möge versichert sein, daß, wenn irgend französische Rechte tangiert würden, Deutschland sich nicht über dieselben hinwegsetzen, sondern Frankreichs Zustimmung einholen werde. — Da der Botschafter wiederholt dem Gedanken Ausdruck gegeben hatte, Deutschland und Frankreich sollten versuchen, ein Spezialabkommen zu schließen, da hierdurch eine wesentliche Verbesserung allgemeiner Beziehungen herbeigeführt würde, benützte der Staatssekretär die Gelegenheit, den französischen Botschafter darauf hinzuweisen, daß Afrika, namentlich der Kongo, vielleicht ein geeignetes Feld solcher Vereinbarungen bieten würde. Er erwähnte hierbei speziell die Kongobahnen. Ein großzügiges englisch-französisch-deutsches Kolonialabkommen könne gewiß für die Beziehungen der Westmächte zu Deutschland nützlich wirken.

Da damals auch belgische Publizisten die Ansicht aufstellten, daß die Verwaltung so großer Kolonien wie des Kongo, wofür bekanntlich Frankreich das Vorkaufsrecht zusteht, weit über die finanzielle Kraft Belgiens hinausginge, wurde auch dieses Thema berührt. In der anknüpfenden akademischen Unterhaltung wurde vom Staatssekretär auch die Frage gestreift, inwieweit in der Jetztzeit es noch möglich sei, daß solche kleinen Staaten, die dazu nicht imstande sind, einen über die Größe und Leistungsfähigkeit des Mutterlandes hinausgehenden Kolonialbesitz unterhalten könnten. Die Absicht einer Verletzung belgischer Rechte kam dabei nicht zum Ausdruck, ebensowenig war von dem Verschwinden kleiner Staaten zugunsten stärkster Nationalstaaten

Pendant une récente absence de M. *Cambon*, le Secrétaire d'Etat aux Colonies, rencontrant le Chargé d'affaires de France, dans une soirée et, quelques jours après, l'attaché naval, leur avait dit que l'Allemagne et la France devraient bien s'entendre pour la construction et le raccordement des lignes de chemin de fer qu'elles projetaient de construire en Afrique, afin que ces lignes ne se fissent pas concurrence.

M. *Cambon* demanda ce que signifiaient ces ouvertures. M. *de Jagow* répondit que la question était encore à l'étude, mais qu'il était d'avis, comme M. *Solf*, qu'une entente entre les deux pays et aussi avec l'Angleterre serait des plus utiles. Dans ce cas, reprit l'Ambassadeur, il faudrait inviter la Belgique à conférer avec nous, car elle construit de nouveaux chemins de fer au Congo et, à mon sentiment, il serait préférable que la Conférence se tînt à Bruxelles.

Oh! non, répondit le Secrétaire d'Etat, car c'est aux dépens de la Belgique que notre accord devrait se conclure. — Comment cela? — Ne trouvez-vous pas que le Roi *Léopold* a placé sur les épaules de la Belgique un poids trop lourd? La Belgique n'est pas assez riche pour mettre en valeur ce vaste domaine. C'est une entreprise au-dessus de ses moyens financiers et de ses forces d'expansion. Elle sera obligée à y renoncer.

L'Ambassadeur trouva ce jugement tout à fait exagéré.

M. *de Jagow* ne se tint pas pour battu. Il développa l'opinion que seules les grandes Puissances sont en situation de coloniser. Il dévoila même le fond de sa pensée en soutenant que les petits Etats ne pourraient plus

---

die Rede. Dem Staatssekretär schwebte vielmehr nur der Gedanke vor, daß der in Artikel 16 des deutsch-französischen Marokkoabkommens vom 4. November 1911 vorgesehene Fall von Veränderungen des territorialen Status quo im Kongobecken praktisch werden könnte. Dieser Artikel war daraus entstanden, daß Frankreich Deutschland sein Vorkaufsrecht auf den belgischen Kongo anbot. Diese Tatsache ist der belgischen Regierung genau bekannt, wie aus dem nachfolgend im Wortlaut wiedergegebenen Bericht des kaiserlichen Gesandten in Brüssel am 29. März 1912 hervorgeht: Der politische Direktor *von der Elst* lenkte heute das Gespräch auf die deutsch-französischen Marokkoverhandlungen. Er sagte mir ganz vertraulich, aus zuverlässiger Quelle habe er gehört, daß das französische Vorkaufsrecht auf den belgischen Kongo zuerst von Frankreich zum Gegenstande von Verhandlungen gemacht und in Berlin angeboten worden sei. Er begreife nicht, warum man seiner Zeit Belgien nur unter Anwendung äußersten Druckes zur Einräumung des Vorkaufsrechtes gebracht habe, wenn man nun bereit sei, es einer anderen Macht anzubieten. Auch erschienen doch jetzt all die schönen Reden, die für Belgien in der französischen Kammer gehalten seien, in einem eigentümlichen Lichte. Es war unverkennbar, daß die Nachricht einen starken Eindruck auf den politischen Direktor machte.

Nach telegraphischen Auszügen scheint der französische Botschafter sofort dem belgischen Gesandten den Inhalt des vertraulichen Gesprächs in tendenziöser Form zugetragen zu haben. Daß die Aeußerungen des Staatssekretärs, abgesehen von der Anfangserklärung betreffend die Wahrung französischer Rechte, keinen amtlichen Charakter trugen, sondern nur persönliche Ideen zum Ausdruck brachten, scheint auch in den Berichten des Gesandten besonders erwähnt zu sein."

mener, dans la transformation qui s'opérait en Europe au profit des nationalités les plus fortes, par suite du développement des forces économiques et des moyens de communication, l'existence indépendante dont ils avaient joui jusqu'à présent. Ils étaient destinés à disparaître ou à graviter dans l'orbite des grandes Puissances.

L'Ambassadeur répondit que ces vues n'étaient pas du tout celles de la France ni, autant qu'il pouvait le savoir, celles de l'Angleterre; qu'il persistait à penser que certains accords étaient nécessaires pour la mise en valeur de l'Afrique, mais que, dans les conditions présentées par M. *de Jagow*, toute entente était impossible.

Sur cette réponse M. *de Jagow* se hâta de dire qu'il n'avait exprimé que des idées toutes personnelles, qu'il n'avait parlé qu'à titre privé et non en secrétaire d'Etat s'adressant à l'Ambassadeur de France.

M. *Cambon* n'en attache pas moins une signification très sérieuse aux vues que M. *de Jagow* n'a pas craint de dévoiler dans cet entretien. Il a pensé qu'il était de notre intérêt de connaître les dispositions dont le dirigeant officiel de la politique allemande est animé à l'égard des petits Etats et de leurs colonies.

J'ai remercié l'Ambassadeur de sa communication absolument confidentielle. Vous en apprécierez certainement toute la gravité.

(s) Baron *Beyens*.

Nr. DLIII. Le Ministre du Roi à Vienne à M. Davignon, Ministre des Affaires Etrangères.

Gb. II 3.

Vienne, le 22 juillet 1914.

J'ai l'honneur de vous faire part des renseignements que j'ai eu l'occasion de recueillir sur la question des relations de la Monarchie Austro-Hongroise avec le Royaume de Serbie.

On était au «Ballplatz», il y a une dizaine de jours, dans des dispositions fort belliqueuses. M. le Ministre des Affaires Etrangères et ses principaux conseillers tenaient un langage très agressif. On semblait décidé à donner à la démarche à faire à Belgrade un caractère très énergique et, en prévoyant de la part du Gouvernement serbe le refus de se soumettre à toutes les conditions qu'on allait lui poser, on n'hésitait pas à admettre la nécessité d'une intervention armée. Déjà les numéros des huit corps d'armée appelés à envahir la Serbie étaient cités et on ne parlait de rien moins que d'appliquer à ce royaume le traitement infligé naguère à la Pologne, en partageant son territoire entre les Etats voisins. Il semblait que le Comte *Berchtold* voulait prendre d'un seul coup sa revanche des échecs successifs que sa politique a subis pendant ces derniers temps. C'était la mise en pratique de la théorie chère à ceux qui prêchent depuis longtemps «qu'il faudrait en finir une bonne fois avec la question serbe».

Au sein du Gouvernement autrichien il ne paraît pas y avoir eu de protestations contre de pareils projets, et s'il en avait été de même à Budapest, il n'aurait pas été impossible que l'Empereur, malgré ses dispositions pacifiques, se ralliât à des avis exprimés à l'unanimité.

C'est le Président du Conseil de Hongrie, accouru à deux reprises à Vienne, qui est venu mettre un frein à ces ardeurs belliqueuses. En homme d'Etat prudent et avisé, le Comte *Tisza* a fait voir le grand danger qu'il y avait à se lancer à la légère dans pareille aventure, et il a vivement insisté pour qu'on adoptât une attitude plus modérée.

En effet, il semble bien difficile à admettre qu'un conflit armé entre la Monarchie et sa voisine ne contiendrait pas tout au moins le germe d'une conflagration européenne. La presse austro-hongroise, qui parle journellement de la guerre avec la Serbie comme d'un événement non seulement possible, mais probable, affecte, il est vrai, de prédire que la lutte resterait localisée entre les deux Etats. « Nous serions moralement soutenus par l'Allemagne, dit-elle, l'Angleterre et la France se désintéresseront de la question, et la Russie, loin d'intervenir, conseillera au contraire à la Serbie de nous donner pleine satisfaction. » Ce raisonnement est évidemment empreint d'un optimisme fort exagéré.

Je ne puis admettre un seul instant que le Gouvernement serbe et la partie éclairée du pays aient un reproche quelconque à se faire au sujet de l'assassinat de l'Archiduc *François Ferdinand* et de son épouse, comme beaucoup de personnes ici le prétendent. Bien au contraire, je suis convaincu que ce malheureux événement aura causé en Serbie une impression pénible puisqu'on y était actuellement au contraire très désireux d'entretenir de bonnes relations avec l'Autriche-Hongrie.

L'Ambassadeur de Russie à Vienne, lequel part aujourd'hui en congé mais se dit prêt à rejoindre son poste à la moindre alerte, déclare que le Gouvernement du Czar invitera les conseillers du Roi Pierre à accepter toutes les demandes qui lui seront adressées en termes polis et qui auront un rapport direct avec l'assassinat. Il en serait de même pour la dissolution de certaines sociétés à tendances irrédentistes par trop accentuées. « Mais nous ne permettrions pas, dit M. *Schébéko*, qu'on fasse à la Serbie de manière générale un procès de tendance. »

J'ai tout lieu de croire que M. *Pachitch* suivra la première partie de ses conseils, mais qu'il se montrera très ferme dans le cas où il s'agirait de conditions qu'il ne pourrait légalement remplir ou qui heurteraient de front l'amourpropre national. Notamment en ce qui concerne la dissolution de sociétés, il est à remarquer que la Constitution serbe, très libérale, garantit le droit d'association, et d'ailleurs ce ne sont pas quelques sociétés qui ont pour programme politique d'arriver à reconstituer une « Grande Serbie », mais c'est la population tout entière du pays qui aspire à ce rêve.

De plus, le Président du Conseil à Belgrade se rend très certainement compte que tout cet ensemble jougo-slave habitant le sud de la Monarchie

se compose de Serbes, Bosniaques, Slovènes et Croates favorables à sa cause. Malgré leur différence de religion, ces derniers, fort mécontents du régime auquel la Hongrie les soumet, portent, en grande majorité et quoiqu'on puisse en prétendre ici à ce sujet, toutes leurs sympathies vers la Serbie.

En dehors de l'intervention éventuelle de la Russie et du rôle incertain que pourrait jouer la Roumanie, il y a dans cet état de choses un danger très réel pour l'Autriche-Hongrie, et les paroles de modération que le Comte *Tisza* a fait entendre le démontrent suffisamment. Son influence prévaudra-t-elle jusqu'à la dernière heure? Le Comte *Berchtold* vient d'aller à Ischl pour rendre compte à l'Empereur et il semble que la situation présente si incertaine ne pourrait se prolonger longtemps et qu'une décision devra être prise.

(s) Comte *Errembault de Dudzeele.*

Nr. DLIV. Lettre adressée par M. Davignon, Ministre des Affaires étrangères, aux Ministres du Roi à Paris, Berlin, Londres, Vienne et Saint-Pétersbourg.

Gb. I 2.

Bruxelles, le 24 juillet 1914.

Le Gouvernement du Roi s'est demandé si, dans les circonstances actuelles, il n'y aurait pas lieu d'adresser aux Puissances qui ont garanti son indépendance et sa neutralité une communication destinée à leur confirmer sa résolution de remplir les devoir internationaux que lui imposent les traités au cas où une guerre viendrait à éclater aux frontières de la Belgique.

Il a été amené à la conclusion qu'une telle communication serait prématurée à l'heure présente mais que les événements pourraient se précipiter et ne point lui laisser le temps de faire parvenir, au moment voulu, les instructions opportunes à ses représentants à l'étranger.

Dans cette situation, j'ai proposé au Roi et à mes collègues du Cabinet, qui se sont ralliés à ma manière de voir, de vous donner, dès à présent, des indications précises sur la démarche que vous auriez à faire si l'éventualité d'une guerre franco-allemande devenait plus menaçante.

Vous trouverez, sous ce pli, une lettre signée, mais non datée dont vous aurez à donner lecture et à laisser copie au Ministre des Affaires étrangères si les circonstances exigent cette communication.

Je vous indiquerai par télégramme le moment d'agir.

Le télégramme vous sera adressé à l'heure où la mobilisation de l'armée belge sera décrétée, si, contrairement à notre sincère espoir, et aux apparences de solution pacifique, nos renseignements nous amenaient à prendre cette mesure extrême de précaution.

(s) *Davignon.*

Annexe au No. 2.

La situation internationale est grave; l'éventualité d'un conflit entre plusieurs puissances ne peut être écartée des préoccupations du gouvernement du Roi.

La Belgique a observé avec la plus scrupuleuse exactitude les devoirs d'Etat neutre que lui imposent les traités du 19 avril 1839. Ces devoirs, elle s'attachera inébranlablement à les remplir, quelles que soient les circonstances.

Les dispositions amicales des puissances à son égard ont été affirmées si souvent que la Belgique a la confiance de voir son territoire demeurer hors de toute atteinte si des hostilités venaient à se produire à ses frontières.

Toutes les mesures nécessaires pour assurer l'observation de sa neutralité n'en ont pas moins été prises par le Gouvernement du Roi. L'armée belge est mobilisée et se porte sur les positions stratégiques choisies pour assurer la défense du pays et le respect de sa neutralité. Les forts d'Anvers et de la Meuse sont en état de défense.

Il est à peine nécessaire, Monsieur le Ministre, d'insister sur le caractère de ces mesures. Elles n'ont d'autre but que de mettre la Belgique en situation de remplir ses obligations internationales; elles ne sont et n'ont pu être inspirées, cela va de soi, ni par le dessein de prendre part à une lutte armée des puissances, ni par un sentiment de defiance envers aucune d'elles.

Me conformant aux ordres reçus, j'ai l'honneur de remettre à Votre Excellence une copie de la déclaration du gouvernement du Roi et de La prier de bien vouloir en prendre acte.

Une communication identique a été faite aux autres Puissances garantes de la neutralité belge.

Nr. DLV. Lettre adressée par M. Davignon, Ministre des Affaires Etrangères, aux Ministres du Roi à Rome, La Haye et Luxembourg.

Gb. 13.

Bruxelles, le 25 juillet 1914.

J'ai adressé à vos Collègues accrédités auprès des Puissances garantes de l'indépendance et de la neutralité de la Belgique une circulaire, sans date, dont vous trouverez le texte sous ce pli.

Si la menace d'une guerre franco-allemande devenait imminente, cette circulaire serait communiquée aux Gouvernements des Puissances garantes, pour leur faire connaître notre résolution bien arrêtée de remplir les devoirs internationaux que nous imposent les traités de 1839.

La communication dont il s'agit ne serait effectuée que sur un ordre télégraphique de ma part.

Si les circonstances m'amènent à donner cet ordre, je vous prierai, également par la voie télégraphique, de donner connaissance de notre démarche au gouvernement auprès duquel vous êtes accrédité, en lui communiquant une copie de la circulaire ci-jointe, à titre de renseignement, et sans demander qu'il vous soit donné acte de cette communication.

Mon télégramme vous indiquerait, éventuellement, la date qui devrait être attribuée à la circulaire, date que vous auriez soin d'inscrire sur la copie que vous remettriez au Ministre des Affaires Etrangères.

Il va de soi que la présente dépêche et son annexe doivent conserver un caractère strictement confidentiel, jusqu'au reçu de nouvelles instructions de ma part. (s) *Davignon.*

Annexe au No. 3.

Voir l'annexe au No. 2 [= Anm. zu Nr. 2 oben S. 562. — Herausgeber.]

Nr. DLVI. Le Ministre du Roi à Berlin à M. Davignon, Ministre des Affaires Etrangères.

Gb. II 4.

Berlin, le 24 juillet 1914.

La publication de l'ultimatum adressé hier par le Cabinet de Vienne à celui de Belgrade a dépassé ce que les prévisions, dont vous entretenait mon rapport du 16 de ce mois, avaient imaginé de plus pessimiste. Evidemment le Comte *Berchtold* et le Comte *Tisza*, les auteurs responsables de ce coup de théâtre, ont subi l'influence du parti militaire et de l'état-major austro-hongrois. L'effet d'un tel manque de modération et de mesure sera inévitablement de ramener à la Serbie les sympathies de la plus grande partie de l'opinion publique européenne, malgré l'horreur causée par les assassinats de Serajevo. A Berlin même, à lire les journaux libéraux, on a l'impression qu'ils trouvent les exigences austro-hongroises excessives. « L'Autriche-Hongrie, dit ce matin la *Gazette de Voss*, aura à justifier les graves accusations qu'elle formule contre la Serbie et son Gouvernement, en publiant les résultats de l'instruction judiciaire conduite à Serajevo. »

MM. *de Jagow* et *Zimmermann* nous avaient assuré, la semaine dernière, qu'ils ne connaissaient pas les résolutions adoptées par le Cabinet de Vienne ni jusqu'où iraient ses exigences. Comment ajouter foi aujourd'hui à cette ignorance? Il est peu vraisemblable que les hommes d'Etat austro-hongrois se soient décidés à une pareille démarche, le coup le plus dangereux que leur diplomatie ait jamais risqué contre un Etat balkanique, sans avoir consulté leurs collègues de Berlin et sans avoir obtenu l'assentiment de l'Empereur *Guillaume*. La crainte et l'horreur qu'il a des régicides expliquent que l'Empereur ait laissé les mains libres à ses alliés, malgré le risque à courrir d'un conflit européen.

Que va faire la Serbie, se demandaient ce matin la plupart de mes collègues? Se tourner vers la Russie, implorer télégraphiquement son appui? Mais elle n'aura pas de réponse avant l'expiration de l'ultimatum envoyé par l'Autriche? La Russie devra s'entendre préalablement avec la France et, dans une intention pleine d'astuce, le Cabinet de Vienne a attendu pour faire éclater l'orage le moment où M. *Poincaré* et M. *Viviani* naviguaient entre Saint-Pétersbourg et Stockholm. Il est d'autant plus fâcheux que la note

austro-hongroise ait revêtu cette forme comminatoire que l'Ambassadeur de Russie à Vienne, d'après ce que j'ai appris, avait déclaré récemment au Comte *Berchtold* que son Gouvernement appuierait les réclamations de l'Autriche-Hongrie auprès du Cabinet *Pachitch*, si ces réclamations étaient modérées.

Aujourd'hui une nouvelle crise est ouverte, qui rappelle celle de 1909, après l'annexion de la Bosnie et de l'Herzégovine. Tout ce qu'on peut espérer, c'est qu'elle ne se dénouera pas d'une façon plus tragique, malgré les désirs belliqueux de l'état-major autrichien partagés peut-être par celui de Berlin. Le meilleur conseil à donner à la Serbie serait d'invoquer la médiation et l'intervention des Grandes Puissances.

(s) Baron *Beyens.*

Nr. DLVII. Le Ministre du Roi à Vienne à M. Davignon, Ministre des Affaires Etrangères.

Gb. II 5.

Vienne, le 25 juillet 1914.

La situation a pris brusquement un caractère très grave. On s'attendait évidemment à une démarche prochaine de l'Autriche-Hongrie auprès de la Serbie. Mais la note remise le 23 de ce mois par le représentant de la Monarchie à Belgrade entre les mains du Dr *Paccu*, Ministre intérimaire des Affaires étrangères, formule des demandes plus étendues et pose des conditions plus dures que je ne le prévoyais.

La presse ici est unanime à dire que les conditions posées à la Serbie ne sont pas de nature à porter atteinte à son amour-propre et à sa dignité nationale et qu'elle peut et doit par conséquent les accepter. Mais cette même presse reconnaît implicitement à quel point ces conditions sont rigoureuses puisqu'elle n'exprime qu'un très faible espoir de voir le Gouvernement du Roi *Pierre* s'y soumettre. Sans parler de l'humiliante déclaration à insérer au Journal Officiel et de l'ordre du jour à l'armée, il y a, par exemple, le paragraphe 5 qui constituerait évidemment une ingérence excessive dans les affaires du pays. Ce serait la mise complète de la Serbie sous la tutelle de la Monarchie.

Certes un refus pourrait avoir au point de vue international les plus graves conséquences. Il peut provoquer un conflit européen et occasionner au point de vue économique des pertes énormes. Dans peu d'heures on apprendra le sens de la réponse de la Serbie, mais il est extrêmement peu probable qu'elle soit de nature à donner satisfaction. D'ailleurs le Roi *Pierre* et son Gouvernement provoqueraient une révolution dans le pays s'ils montraient quelque velléité de faire de pareilles concessions. C'est ce dont on doit évidemment se rendre compte à la Ballplatz et il semble bien aussi qu'on n'a posé des conditions aussi dures que parce qu'ainsi on espérait qu'elles seraient refusées, parce qu'on voulait « en finir une bonne fois avec la Serbie ».

(s) Comte *Errembault de Dudzeele.*

Nr. DLVIII. Le Ministre du Roi à Berlin à M. Davignon, Ministre des Affaires Etrangères.
Gb. II 6.

Berlin, le 25 juillet 1914.

La situation ne s'est pas aggravée depuis hier, ce qui ne veut pas dire qu'elle se soit améliorée.

Comme symptômes défavorables, il faut noter d'abord le langage tenu à la Wilhelmstraße aux Membres du Corps diplomatique : le Gouvernement Impérial approuve la démarche du Gouvernement austro-hongrois à Belgrade et ne trouve pas que la forme en soit excessive. Il faut en finir avec les complots sanguinaires et les menées révolutionnaires qui s'ourdissent en Serbie. MM. *de Jagow* et *Zimmermann* ne parleraient pas ainsi s'ils n'avaient reçu à cet effet les ordres de l'Empereur, décidé dans un intérêt de confraternité dynastique à soutenir jusqu'au bout l'Autriche-Hongrie et accessible à la crainte bien légitime qu'inspirent les attentats contre les Personnes Royales.

Il est à remarquer de plus que la presse allemande, à l'exception bien entendu des journaux socialistes, paraît revenue du premier étonnement causé par la note austro-hongroise. Elle fait chorus à la presse de Vienne et de Budapest et envisage froidement l'éventualité d'une guerre, tout en exprimant l'espoir qu'elle restera localisée.

Enfin, l'opinion se répand de plus en plus parmi mes collègues — et je la crois fondée — que c'est moins le désir de venger la mort de l'Archiduc Héritier et de mettre un terme à la propagande panserbiste que le souci de sa réhabilitation personnelle comme homme d'Etat qui a poussé le Comte *Berchtold* à envoyer à Belgrade cette note incroyable et sans précédent diplomatique. Du moment que son amourpropre et sa réputation sont en jeu, il lui sera bien difficile de reculer, de temporiser et de ne pas mettre ses menaces à exécution.

Les indices favorables sont moins apparents. Cependant ils méritent d'être signalés. Sans parler de l'opinion publique européenne qui ne comprendrait pas la nécessité d'en venir aux armes pour résoudre un conflit dont le règlement est incontestablement du domaine de la diplomatie, il paraît impossible de ne pas tenir compte du mouvement général de réaction et de réprobation qui se manifeste, hors de l'Allemagne et de l'Autriche-Hongrie, contre les termes mêmes de l'ultimatum du Comte *Berchtold.* Le Cabinet de Vienne, qui avait raison dans le fond, a tort dans la forme. La demande de satisfactions est juste, le procédé employé pour les obtenir est inqualifiable.

Quoique le Comte *Berchtold* ait habilement choisi son moment pour agir, le Cabinet anglais étant absorbé par la question du Home Rule et de l'Ulster, le Chef de l'Etat Français et son Premier Ministre en voyage, et le Gouvernement russe obligé de lutter contre des grèves importantes, le fait que le Ministre autrichien a cru devoir envoyer aux grandes Puissances un memorandum explicatif implique pour ces grandes Puissances, dans l'espèce

pour celles de la Triple Entente, le droit de répondre, c'est-à-dire de discuter d'intervenir en faveur de la Serbie et d'engager des négociations avec le Cabinet de Vienne. Si l'on en arrive là le plus rapidement possible, un grand avantage sera obtenu en faveur du maintien de la paix européenne. Même une démonstration militaire hâtive de l'armée austro-hongroise contre Belgrade, après le refus du Gouvernement Serbe d'accepter l'ultimatum, ne serait peut-être pas un événement irrémédiable.

Enfin l'accord n'est pas parfait entre les trois membres de la Triplice dans le conflit actuel. Il n'y aurait pas lieu de s'étonner si le Gouvernement italien voulait jouer un rôle séparé et cherchait à intervenir dans l'intérêt de la paix. (s) Baron *Beyens.*

Nr. DLIX. Le Chargé d'affaires de Belgique à Saint-Pétersbourg à M. Davignon, Ministre des Affaires Etrangères. (Télégramme.)

Gb. II 7.

Saint-Pétersbourg, le 26 juillet 1914.

Le Ministre des Affaires Etrangères a déclaré hier que la Russie ne permettra pas que l'Autriche-Hongrie écrase la Serbie, à laquelle cependant des conseils de modération ont été envoyés l'engageant à céder sur les points de l'ultimatum ayant caractère juridique et non politique. Le Gouvernement Russe estime que la situation est très grave.

(s) B. *de l'Escaille.*

Nr. DLX. Le Ministre du Roi à Berlin à M. Davignon, Ministre des Affaires Etrangères.

Gb. II 8.

Berlin, le 26 juillet 1914.

Ce que j'ai à vous dire au sujet de la crise est si grave que je me décide à vous faire parvenir ce rapport par un courrier spécial. Les rapports que j'ai confiés à la poste avec la crainte qu'ils ne fussent lus par le cabinet noir allemand contenaient nécessairement des appréciations beaucoup plus optimistes.

Des conversations répétées que j'ai eues hier avec l'Ambassadeur de France, les Ministres des Pays-Bas et de Grèce, le Chargé d'affaires d'Angleterre, résulte pour moi la présomption que l'ultimatum à la Serbie est un coup préparé entre Vienne et Berlin, ou plutôt imaginé ici et exécuté à Vienne. C'est ce qui en constitue le grand danger. La vengeance à tirer de l'assasinat de l'Archiduc Héritier et de la propagande panserbiste ne servirait que de prétexte. Le but poursuivi, outre l'anéantissement de la Serbie et des aspirations jougo-slaves, serait de porter un coup mortel à la Russie et à la France, avec l'espoir que l'Angleterre resterait à l'écart de la lutte.

Pour justifier ces présomptions, je dois vous rappeler l'opinion qui règne dans l'état-major allemand, à savoir qu'une guerre avec la France et la

Russie est inévitable et prochaine, *opinion qu'on a réussi à faire partager à l'Empereur.* Cette guerre, ardemment souhaitée par le parti militaire et pangermaniste, pourrait être entreprise aujourd'hui, estime ce parti, dans des circonstances extrêmement favorables pour l'Allemagne et qui ne se présenteront probablement plus de si tôt: « L'Allemagne a terminé ses renforcements militaires prévus par la loi de 1912 et, d'autre part, elle sent qu'elle ne peut pas poursuivre indéfiniment avec la Russie et la France une course aux armements qui finirait par la ruiner. Le Wehrbeitrag a été une déception pour le Gouvernement Impérial, auquel il a montré la limite de la richesse nationale. La Russie, avant d'avoir achevé sa réorganisation militaire, a eu le tort de faire étalage de sa force. Cette force ne sera formidable que dans quelques années; il lui manque maintenant pour se déployer les lignes de chemins de fer nécessaires. Quant à la France, M. *Charles Humbert* a révélé l'insuffisance de ses canons de gros calibre; or, c'est cette arme qui décidera, paraît-il, du sort des batailles. L'Angleterre enfin, que, depuis deux ans, le Gouvernement allemand cherche non sans quelque succès à détacher de la France et de la Russie, est paralysée par ses dissensions intestines et ses querelles irlandaises. »

L'existence d'un plan concerté entre Berlin et Vienne est prouvée aux yeux de mes Collègues et aux miens par l'obstination qu'on met à la Wilhelmstraße à nier qu'on ait eu connaissance avant jeudi dernier de la teneur de la note autrichienne. C'est aussi jeudi seulement qu'elle a été connue à Rome, d'où proviennent le dépit et le mécontentement montrés ici par l'Ambassadeur d'Italie. Comment admettre que cette note destinée à rendre la guerre immédiate et inévitable, tant à cause de la dureté excessive de ses conditions que du court délai laissé au Cabinet de Belgrade pour s'exécuter, ait pu être rédigée à l'insu du Gouvernement allemand et sans sa collaboration active, alors qu'elle entraînera pour lui les conséquences les plus graves? Ce qui prouve encore le parfait accord des deux Gouvernements, c'est leur refus simultané de prolonger le délai laissé à la Serbie. Tandis que la demande de pronlongation formulée par le Chargé d'Affaires de Russie à Vienne était écartée hier au Ballplatz, ici, à la Wilhelmstraße, M. *de Jagow* éludait des demandes analogues apportées par les Chargés d'affaires russe et britannique qui réclamaient au nom de leur gouvernement respectif l'appui du Cabinet de Berlin en vue de décider l'Autriche à laisser à la Serbie plus de répit pour répondre. Le désir d'hostilités immédiates et inéluctables était le même à Berlin et à Vienne. La paternité du plan et la suggestion des procédés employés sont attribués ici, dans le monde diplomatique, en raison de leur habileté même, dignes d'un *Bismarck*, à un cerveau de diplomate allemand plutôt qu'autrichien. Le secret en a été bien gardé et l'exécution poursuivie avec une rapidité merveilleuse.

Notez que, si le but secret des hommes d'Etat des deux Empires n'est pas réellement de généraliser la guerre et de forcer la Russie et la France à y prendre part, mais seulement d'anéantir la puissance de la Serbie et de

l'empêcher de poursuivre son travail occulte de propagande, le résultat sera le même. Il est impossible que la prévision de ce résultat ait échappé aux yeux clairvoyants des dirigeants de l'Empire allemand. Dans l'une comme dans l'autre de ces suppositions, l'intervention de la Russie paraît inévitable; ils ont dû envisager froidement cette complication et se préparer à soutenir énergiquement leurs alliés. La perspective d'une guerre européenne ne les a pas fait hésiter un instant, si le désir de la déchaîner n'a pas été le mobile de leur conduite.

Depuis hier soir les relations diplomatiques sont rompues entre l'Autriche-Hongrie et la Serbie. Les événements vont se précipiter. On s'attend ici à ce que le Roi, le Gouvernement et l'armée serbes se retirent dans la partie du pays nouvellement annexée et laissent sans combat les troupes autrichiennes occuper Belgrade et la contrée avoisinant le Danube. Mais alors se pose la question angoissante: que fera la Russie?

Cette question troublante, nous devons aussi nous la poser et nous tenir prêts aux pires éventualités, car le conflit européen dont on parlait toujours, en se flattant de l'espoir qu'il n'éclaterait jamais, devient aujourd'hui une réalité menaçante.

Le ton de la presse officieuse allemande est plus mesuré ce matin et laisse entrevoir la possibilité d'une localisation de la guerre, mais seulement aux prix du désintéressement de la Russie, qui se contenterait de l'assurance que l'intégrité territoriale de la Serbie serait respectée. Ce langage n'a-t-il pas pour but de donner quelque satisfaction à l'Angleterre et aussi à l'opinion allemande qui, malgré les manifestations austrophiles d'hier soir dans les rues de Berlin, reste alarmée et pacifique? En tout cas le dénouement, quel qu'il soit, de la crise ne semble pas devoir se faire attendre.

(s) Baron *Beyens*.

Nr. DLXI. Le Ministre du Roi à Vienne à M. Davignon, Ministre des Affaires Etrangères.

Gb. II 9.

Vienne, 26 juillet 1914.

La réponse du Gouvernement serbe à la note austro-hongroise a été considérée par le Représentant de la Monarchie austro-hongroise à Belgrade comme insuffisante, ainsi que je l'avais prévu. Le Général Baron *de Giesl* a immédiatement quitté son poste avec tout son personnel; des deux côtés la mobilisation est ordonnée et la guerre paraît imminente.

Les conditions si rigoureuses de la susdite note, le refus d'entrer à leur sujet en discussion quelconque, la durée si courte du délai accordé semblent bien démontrer que le point auquel on en est arrivé est précisément celui qu'on voulait ici atteindre. Il est évident que l'action entreprise par le Gouvernement austro-hongrois a été entièrement approuvée à Berlin. Certaines personnes vont même jusqu'à prétendre que le Comte *Berchtold* a

été encouragé et poussé dans cette voie par le Gouvernement allemand, qui ne reculerait pas devant le danger d'une conflagration générale et préférerait entrer actuellement en lutte avec la France et la Russie insuffisamment préparées, tandis que, dans trois ans, ces deux Puissances auraient achevé leurs transformations militaires.

Les journaux autrichiens ont reproduit hier un communiqué publié par l'agence télégraphique de Saint-Pétersbourg disant que les événements survenus entre l'Autriche-Hongrie et la Serbie ne pouvaient pas laisser la Russie indifférente.

D'autre part, le Chargé d'Affaires de Russie a fait hier au « Ballplatz » une démarche officielle pour obtenir en faveur de la Serbie une prolongation du délai, qui lui a d'ailleurs été poliment refusée.

Ces faits ne sont pas suffisants pour pouvoir prédire avec certitude que le Gouvernement du Tsar prendra, à main armée, fait et cause pour la Serbie. Mais, d'autre part, il paraît bien difficile d'admettre que la Russie assistera impassible à un complet écrasement de cet Etat slave.

Or à Belgrade, où une soumission entière aurait très probablement provoqué une révolution et mis la vie du Souverain et de ses ministres en danger, on doit avoir eu en vue de gagner du temps. Il est à supposer que la réponse apportée par M. *Pachitch* au Général *de Giesl* faisait de notables concessions pour une grande partie des conditions formulées, notamment celles en relations avec l'assassinat de l'Archiduc *François Ferdinand*, et il ne faudrait pas désespérer de la possibilité d'arriver à un compromis si les Puissances, animées du sincère désir de maintenir la paix, faisaient tous leurs efforts pour atteindre ce résultat. Il serait hautement désirable qu'il en fût ainsi. Mais l'attitude si décidée de l'Autriche-Hongrie et le soutien que lui prête l'Allemagne ne laissent malheureusement sous ce rapport qu'un assez faible espoir. (s) Comte *Errembault de Dudzeele*.

Nr. DLXII. Télégramme adressée par le Baron Beyens, Ministre du Roi à Berlin, à M. Davignon, Ministre des Affaires Etrangères.

Gb I 6.

Berlin, 27 juillet 1914.

D'après un télégramme du Chargé d'Affaires Britannique à Belgrade, le Gouvernement serbe a cédé sur tous les points de la note autrichienne. Il admet même l'immixtion de fonctionnaires autrichiens si celle-ci peut s'accorder avec les usages du droit des gens. Le Chargé d'Affaires Britannique estime que cette réponse devrait satisfaire l'Autriche dans le cas où celle-ci ne voudrait pas la guerre. Néanmoins l'impression est plus favorable ici aujourd'hui, surtout parce que les hostilités contre la Serbie n'ont pas commencé. Le Gouvernement Britannique propose l'intervention de l'Angleterre, de l'Allemagne, de la France et de l'Italie à Saint-Pétersbourg et à Vienne pour trouver un terrain de conciliation. L'Allemagne seul n'a pas encore répondu. L'Empereur décidera.

Nr. DLXIII. Le Ministre du Roi à Berlin à M. Davignon, Ministre des Affaires Etrangères.
Gb. II 10.

Berlin, le 27 juillet 1914.

Au milieu des appréciations contradictoires que j'ai recueillies aujourd'hui dans mes entretiens avec mes Collègues, il m'était bien difficile de me former une opinion exacte sur la situation telle qu'elle se présente au bout de la troisième journée de crise. J'ai pensé que le plus sûr était d'en causer avec le Sous-Secrétaire d'Etat lui-même, mais je ne suis parvenu à voir M. *Zimmermann* qu'à 8 heures du soir et, à peine rentré à la Légation, je vous transmets le compte rendu de notre conversation, sans avoir même le temps d'en prendre copie, car je veux que cette lettre parte par le dernier train du soir.

Voici ce que m'a dit le Sous-Secrétaire d'Etat:

« Ce n'est pas à notre instigation et d'après notre conseil que l'Autriche a fait la démarche que vous savez auprès du Cabinet de Belgrade. La réponse n'a pas été satisfaisante et aujourd'hui l'Autriche mobilise. Elle ira jusqu'au bout. Elle ne peut plus reculer sous peine de perdre tout son prestige à l'intérieur comme à l'extérieur de la Monarchie. C'est pour elle maintenant une question d'existence, d'être ou de ne pas être. Il faut qu'elle coupe court à la propagande audacieuse qui tend à sa désagrégation intérieure, à l'insurrection de toutes les provinces slaves de la vallée du Danube. Elle a enfin à venger d'une façon éclatante l'assassinat de l'Archiduc héritier. Pour cela la Serbie doit recevoir, au moyen d'une expédition militaire, une sévère et salutaire leçon. Une guerre austro-serbe est donc impossible à éviter.

L'Angleterre nous a demandé de nous joindre à elle, à la France et à l'Italie, pour empêcher que la lutte ne s'étende et qu'un conflit n'éclate entre l'Autriche et la Russie, ou plutôt la proposition britannique visait un règlement pacifique du conflit austro-serbe pour qu'il ne s'étendît pas à d'autres nations. Nous avons répondu que nous ne demandions pas mieux que de l'aider à circonscrire le conflit en parlant dans ce sens à Pétersbourg et à Vienne, mais que nous ne pouvions pas agir sur l'Autriche pour l'empêcher d'infliger une punition exemplaire à la Serbie. Nous avons promis à nos alliés de les y aider et de les soutenir, si une autre nation cherche à y mettree obstacle. Nous tiendrons notre promesse. Si la Russie mobilise son armée: nous mobiliserons immédiatement la nôtre et alors ce sera la guerre générale, une guerre qui embrasera toute l'Europe centrale et même la péninsule balkanique, car les Roumains, les Bulgares, les Grecs et les Turcs ne pouront pas résister à la tentation d'y prendre part les uns contre les autres.

J'ai dit hier à M. *Boghitschewitsch* (c'est l'ancien chargé d'affaires de Serbie, très apprécié à Berlin et malheureusement transféré au Caire ; il est de passage ici) que le meilleur conseil que je puisse donner à son pays, c'est de n'opposer à l'Autriche qu'un simulacre de résistance militaire et de conclure la paix au plus vite, en acceptant toutes les conditions du Cabinet de

Vienne. J'ai ajouté que, si une guerre générale éclate et qu'elle tourne au profit des armes de la Triplice, la Serbie cessera vraisemblablement d'exister comme nation ; elle sera rayée de la carte de l'Europe. Mieux vaut ne pas s'exposer à une pareille éventualité.

Cependant je ne veux pas finir cet entretien par une note trop pessimiste. J'ai quelque espoir qu'une conflagration générale pourra être évitée. On nous télégraphie de Saint-Pétersbourg que M. *Sazonow* est plus disposé à juger froidement la situation. J'espère que nous pourrons le dissuader d'intervenir en faveur de la Serbie dont l'Autriche est résolue à respecter l'intégrité territoriale et l'indépendance à venir, une fois qu'elle aura obtenu satisfaction. »

J'ai objecté à M. *Zimmermann* que, d'après certains de mes Collègues qui avaient lu la réponse du Cabinet de Belgrade, celle-ci était une capitulation complète devant les exigences autrichiennes, auxquelles satisfaction était donnée avec des restrictions de pure forme. Le Sous-Secrétaire d'Etat m'a répondu qu'il n'avait pas connaissance de cette réponse et que, d'ailleurs, rien ne pourrait empêcher une démonstration militaire de l'Autriche-Hongrie. Telle est la situation. (s) Baron *Beyens*.

Nr. DLXIV. M. Davignon, Ministre des Affaires Etrangères, au Ministre du Roi à Vienne. (Télégramme.)

Gb. II 11.

Bruxelles, le 27 juillet 1914.

J'ai reçu votre rapport du 25 de ce mois. Veuillez télégraphier où en est la mobilisation et quand les hostilités pourraient commencer. Votre collègue à Berlin écrit le 26 qu'à son avis l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie ont prévu ensemble toutes les conséquences possibles de l'ultimatum adressé à la Serbie et sont décidées à aller à toutes extrémités. Nous devons être renseignés en vue des mesures à prendre. (s) *Davignon*.

Nr. DLXV. Le Ministre du Roi à Berlin à M. Davignon, Ministre des Affaires Etrangères.

Gb. II 12.

Berlin, le 28 juillet 1914.

Les événements marchent si rapidement qu'il faut se garder d'émettre des pronostics, surtout trop favorables, de crainte qu'ils ne soient démentis par les faits. Mieux vaut chercher à démêler les causes de la crise actuelle pour tâcher d'en comprendre le développement et d'en deviner la conclusion.

C'est ce que j'ai essayé de faire dans mon rapport du 26 juillet. L'opinion que j'émettais dans la première partie me paraît toujours la plus fondée. Cependant je dois vous citer aujoud'hui une opinion différente, parce qu'elle émane d'un homme qui est à même de bien juger la situation, l'Ambassadeur d'Italie, avec lequel j'ai eu hier un entretien.

D'après M. *Bollati*, le Gouvernement allemand, d'accord en principe avec le Cabinet de Vienne sur la nécessité du coup à porter à la Serbie, ignorait la teneur de la note autrichienne, ou en tout cas n'en connaissait pas les termes violents, inusités dans la langue diplomatique. A Vienne comme à Berlin, on était persuadé que la Russie, malgré les assurances officielles échangées récemment entre le Czar et M. *Poincaré* au sujet de la préparation complète des deux armées de la Duplice, était incapable d'engager une guerre européenne et qu'elle n'oserait pas se lancer dans une si redoutable aventure : situation intérieure inquiétante, menées révolutionnaires, armement incomplet, voies de communication insuffisantes; toutes ces raisons devaient forcer le Gouvernement russe à assister impuissant à l'exécution de la Serbie. Même opinion méprisante en ce qui concerne non pas l'armée française, mais l'esprit qui règne en France dans le monde gouvernemental.

L'Ambassadeur d'Italie estime qu'on se fait illusion ici sur les décisions que prendra le Gouvernement du Czar. D'après lui, il se trouvera acculé à la nécessité de faire la guerre pour ne pas perdre toute autorité et tout prestige aux yeux des Slaves. Son inaction en présence de l'entrée en campagne de l'Autriche équivaudrait à un suicide. M. *Bollati* m'a laissé comprendre qu'une guerre européenne ne serait pas populaire en Italie. Le peuple italien n'a pas d'intérêt à l'écrasement de la puissance russe qui est l'ennemie de l'Autriche; il aurait besoin de se recueillir en ce moment pour résoudre à loisir d'autres questions qui le préoccupent davantage.

L'impression que la Russie est incapable de faire face à une guerre européenne règne non seulement au sein du Gouvernement impérial, mais chez les industriels allemands qui ont la spécialité des fournitures militaires. Le plus autorisé d'entre eux pour exprimer un avis, M. *Krupp von Bohlen*, a assuré à un de mes Collègues que l'artillerie russe était loin d'être bonne et complète, tandis que celle de l'armée allemande n'avait jamais été d'une qualité aussi supérieure. Ce serait une folie, a-t-il ajouté, pour la Russie de déclarer la guerre à l'Allemagne dans ces conditions.

Le Gouvernement serbe, pris au dépourvu par la soudaineté de l'ultimatum autrichien, a cependant répondu, avant l'expiration du délai fixé, aux exigences du Cabinet de Vienne et consenti toutes les satisfactions réclamées. Sa réponse a été mal présentée, dans un texte trop touffu, accompagné de trop de pièces à l'appui; elle forme un gros document au lieu d'être d'une forme courte et précise. Elle n'en est pas moins, paraît-il, très concluante. Elle a été communiquée à tous les Cabinets intéressés et, hier matin, à celui de Berlin. D'où vient qu'aucun journal allemand ne l'ait publiée, tandis que presque tous reproduisaient un télégramme autrichien déclarant que la réponse serbe était absolument insuffisante? N'y a-t-il pas là une nouvelle preuve de la volonté inébranlable, tant ici qu'à Vienne, d'aller de l'avant coûte que coûte?

(s) Baron *Beyens*.

Nr. DLXVI. M. Davignon, Ministre des Affaires Etrangères, au Baron Beyens, Ministre du Roi à Berlin. (Télégramme.)

Gb. II 13.

Bruxelles, le 28 juillet 1914.

Veuillez télégraphier si des mesures ont déjà été prises en vue de la mobilisation de l'armée allemande. Tenez-moi télègraphiquement au courant de tout ce que vous apprendrez à ce sujet.

(s) *Davignon.*

Nr. DLXVII. Le Ministre du Roi à Berlin à M. Davignon, Ministre des Affaires Etrangères.

Gb. II 14.

Berlin, 29. juillet 1914.

Je profite d'une occasion sûre pour vous faire parvenir des impressions que je ne confierais pas à la poste.

La déclaration de guerre de l'Autriche-Hongrie à la Serbie a été jugée, de l'avis général, comme un événement très dangereux pour le maintien de la paix européenne. Le Cabinet de Vienne répond ainsi aux tentatives de conciliation de Londres et de Pétersbourg ; il coupe les ponts derrière lui pour s'interdire toute retraite. Il est à craindre que cette déclaration ne soit considérée par le Gouvernement du Czar comme une provocation.

Les hostilités vont donc commencer, mais elles pourraient être de courte durée si l'Allemagne consentait à user de son influence sur son alliée et si, de leur côté, les Serbes, obéissant aux conseils qu'on leur a donnés, battaient en retraite devant l'envahisseur, sans lui fournir l'occasion d'une effusion de sang inutile. En occupant Belgrade sans coup férir, l'Autriche aurait à la fois une satisfaction morale et matérielle et un gage qui lui permettraient de ne pas se montrer intraitable. Une intervention pourrait peut-être alors se produire avec quelque chance de succès.

Ce ne sont là malheureusement que des hypothèses inspirées par le désir de prévenir une catastrophe européenne. Mais voici un fait susceptible d'avoir de l'influence sur les dispositions du Cabinet de Berlin. Sir *Edward Grey* a déclaré avant-hier au Prince *Lichnowsky* que si une guerre européenne éclatait, aucune des six grandes puissances ne pourrait y rester étrangère. En même temps les journaux allemands annonçaient la mise sur pied de guerre de la flotte britannique.

Il est certain que ces avertissements dissiperont une illusion que tout le monde à Berlin, dans les cercles officiels comme dans la presse, se plaisait à se forger. Des articles de journaux, publiés ces jours derniers encore à l'ouverture du conflit, respiraient la plus grande confiance dans la neutralité de l'Angleterre. Il est hors de doute que le Gouvernement Impérial l'avait escomptée et qu'il devra modifier tous ses calculs. Comme en 1911, le Cabinet de Berlin a été trompé par ses agents mal renseignés; aujourd'hui comme

alors, il voit l'Angleterre, malgré toutes les avances, toutes les caresses diplomatiques qu'il lui a prodiguées depuis deux ans, prête à passer dans le camp de ses adversaires. C'est que les hommes d'Etat britanniques se rendent compte des périls que feraient courir à leur pays l'hégémonie complète de l'Allemagne sur le continent européen et qu'ils attachent un intérêt vital, non pour des motifs de sentiment, mais pour des raisons d'équilibre, à l'existence de la France comme grande puissance.

Les journaux allemands publient aujourd'hui enfin la réponse de la Serbie à la note du Gouvernement austro-hongrois avec les commentaires autrichiens. La faute de ce retard est imputable en grande partie au Chargé d'Affaires serbe qui n'avait pas fait dactylographier le document pour en remettre des copies à la presse. L'impression qu'il produira à Berlin, où l'on s'obstine à ne voir que par les yeux de l'Autriche et où on approuve jusqu'à présent tout ce qu'elle fait avec une complaisance inexplicable, sera presque nulle.

Par votre télégramme du 28 de ce mois, vous me demandez de vous tenir au courant des mesures prises en vue de la mobilisation de l'armée allemande. De mobilisation proprement dite, il n'est pas encore question heureusement. Mais, comme me le disait hier soir un attaché militaire, avant de mobiliser chaque Etat prend chez lui, sans éveiller l'attention, des mesures préparatoires : rappel des officiers et des hommes en congé, achat de chevaux pour les attelages de l'artillerie et des voitures de munitions, qui ne sont complétés qu'en cas de guerre, confection de munitions et de projectiles, etc. Il n'est pas douteux que ces précautions n'aient été prises en Allemagne. Le sang-froid n'est pas moins nécessaire que la vigilance. Il ne faut rien précipiter ; le rappel, en ce moment-ci où des efforts désespérés sont faits pour la conservation de la paix, de trois classes de notre armée paraîtrait ici prématuré et risquerait de produire une fâcheuse impression.

(s) Baron *Beyens.*

Nr. DLXVIII. Lettre adressée par M. Davignon, Ministre des Affaires Etrangères, aux Ministres du Roi à Berlin, Paris, Londres, Vienne, Saint-Pétersbourg, Rome, La Haye, Luxembourg.

Gb. I 8.

Bruxelles, le 29 juillet 1914.

Le Gouvernement du Roi a décidé de mettre l'armée sur le pied de paix renforcé.

Cettte mesure ne doit être en aucune façon confondue avec la mobilisation.

A cause du peu d'étendue de son territoire, la Belgique toute entière constitue en quelque sorte une zone frontière. Son armée, sur le pied de paix ordinaire, ne comporte qu'une classe de milice sous les armes. Sur le pied de paix renforcé ses divisions d'armée et sa division de cavalerie, grâce au

rappel de 3 classes ont des effectifs analogues à ceux des corps entretenus en permanence dans les zones frontières des Puissances voisines.

Ces renseignements vous permettraient de répondre aux questions qui pourraient vous être posées.

(s) *Davignon.*

Nr. DLXIX. Le Ministre du Roi à Vienne à M. Davignon, Ministre des Affaires Etrangères. (Télégramme.)

Gb. II 15.

Vienne, le 30 juillet 1914.

Je vous préviens que les pourparlers qui avaient lieu à Saint-Pétersbourg entre l'Ambassadeur d'Autriche et le Ministre des Affaires Etrangères de Russie sont rompus depuis deux jours. La mobilisation est en train des deux côtés. La rupture semblait imminente, mais, après un entretien long et amical qui eut lieu hier entre l'Ambassadeur de Russie et le Ministre des Affaires Etrangères d'Autriche-Hongrie, il y a matière à reprise des pourparlers. (s) Comte *Errembault de Dudzeele.*

Nr. DLXX. Le Ministre du Roi à Vienne à M. Davignon, Ministre des Affaires Etrangères.

Gb. II 16.

Vienne, le 30 juillet 1914.

Mes rapports de ces derniers jours ont suffisamment démontré que je ne parvenais pas à me procurer des renseignements précis sur les intentions de la Russie, à l'égard de laquelle la presse austro-hongroise observe d'ailleurs par ordre un complet silence. Je me demandais si le Gouvernement du Czar ne garderait pas une attitude expectante et n'interviendrait éventuellement que si l'Autriche-Hongrie abusait, à ses yeux, des victoires qu'elle allait remporter.

Enfin hier soir je suis parvenu à recueillir de source certaine des données authentiques.

La situation est presque désespérée et l'Ambassadeur de Russie s'attendait à chaque instant à être rappelé. Il a fait une dernière tentative qui a réussi à écarter le danger immédiat. L'entretien de Son Excellence avec le comte *Berchtold* a été fort long et absolument amical. L'Ambassadeur et le Ministre ont reconnu tous deux que leurs Gouvernements avaient décrété la mobilisation, mais ils se sont quittés en bons termes.

En sortant du « Ballplatz », M. *Schébéko* s'est rendu chez M. *Dumaine*, où se trouvait également Sir *Maurice de Bunsen.* Cette entrevue a été très émotionnante et l'Ambassadeur de Russie a été vivement félicité par ses collègues du succès qu'il avait si habilement remporté.

La situation reste grave, mais tout au moins la possibilité de reprendre les pourparlers est donnée et il y a encore quelque espoir que toutes les

horreurs et toutes les ruines qu'une guerre européenne occasionnerait forcément pourront être évitées.

Je suis stupéfait de voir avec quelle insouciance et en même temps avec quel égoïsme on s'est lancé ici dans une aventure qui pourrait avoir pour toute l'Europe les plus terribles conséquences!

Je remets ce rapport à un compatriote rappelé au service militaire et je profite de cette occasion, Monsieur le Ministre, pour vous dire qu'à tort ou à raison la poste autrichienne a la réputation d'être assez indiscrète. Dans ces conditions et vu les circonstances présentes, vous voudrez bien m'excuser s'il m'arrive parfois de ne pas vous écrire aussi ouvertement que je le voudrais.

(s) Comte *Errembault de Dudzeele.*

Nr. DLXXI. Le Ministre du Roi à Saint-Pétersbourg à M. Davignon, Ministre des Affaires Etrangères.

Gb. II 17.

Saint-Pétersbourg, le 31 juillet 1914[1]).

En arrivant ce matin à Saint-Pétersbourg, je suis allé voir l'Ambassadeur de France; M. *Paléologue* m'a dit ce qui suit:

« La mobilisation est générale. En ce qui concerne la France, elle ne m'a pas encore été notifié, mais on ne peut en douter. M. *Sazonow* négocie encore. Il fait les efforts les plus extrêmes pour éviter la guerre et s'est

---

[1]) Das deutsche Weißbuch (S. 40, Nr. 4) hat folgendes bekanntgegeben:

Ein belgischer Diplomat über Deutschlands Bemühungen zur Erhaltung des Friedens.

(Norddeutsche Allgemeine Zeitung vom 12. September 1914.)

Am 31. Juli d. J. wurde in Berlin ein Brief mit folgender Adresse zur Post gegeben:

« Madame Costermans.
107 Rue Froissard. Bruxelles. Belgique. »

Da bekanntlich am gleichen Tage das Reichsgebiet in Kriegszustand erklärt wurde und damit die Bestellung von Privatbriefen nach dem Auslande aufhörte, ist der Brief mit dem postalischen Vermerk « Zurück wegen Kriegszustand » dem Aufgabepostamt wieder zugestellt worden. Der Brief blieb dort liegen und wurde nach Ablauf der vorgeschriebenen Frist durch die Kaiserliche Oberpostdirektion in Berlin zur Ermittlung des Absenders amtlich geöffnet. In dem äußeren Briefumschlag befand sich ein zweiter mit der Adresse:

« Son Excellence Monsieur Davignon,
Ministre des Affaires Etrangères. »

Da auch auf diesem Umschlage der Absender nicht angegeben war, wurde er ebenfalls geöffnet. Es fand sich in ihm ein amtlicher Bericht des Königlich Belgischen Geschäftsträgers in St. Petersburg, Herrn *B. de l'Escaille*, über die dortige politische Lage am 30. Juli d. J., der im Hinblick auf seine politische Bedeutung von der Kaiserlichen Oberpostdirektion dem Auswärtigen Amte zugestellt wurde.

montré disposé à toutes les concessions. L'Ambassadeur d'Allemagne, lui aussi, a travaillé de toutes ses forces, à titre personnel, dans le sens de la paix. Le Comte *de Pourtalès* est allé trouver M. *Sazonow* et l'a supplié d'influer sur l'Autriche. Le Ministre Impérial des Affaires Etrangères lui a répondu à plusieurs reprises : « Donnez-moi un moyen : faites-moi dire un mot conciliant quelconque qui me permette d'engager la conversation avec Vienne. Dites à votre alliée de faire une concession minime, de retirer seulement les points de l'ultimatum qu'aucun pays ne saurait accepter. „L'Ambassadeur d'Allemagne a toujours répliqué que son pays ne pouvait plus donner de conseils de modération à l'Autriche. Il est probable qu'à Vienne on n'admet pas que l'Empire Germanique ne prête pas à son alliée un appui inconditionnel.

A plusieurs reprises, a continué M. *Paléologue*, le Ministre Impérial des Affaires Etrangères a demandé au Comte *de Pourtalès* : Avez-vous quelque chose à me dire de la part de votre Gouvernement? L'Ambassadeur allemand a dû répondre chaque fois négativement, insistant derechef pour que l'initiative vienne de Saint-Pétersbourg. Finalement, M. *Sazonow* a demandé à parler à l'Ambassadeur d'Autriche et lui a dit qu'il acceptait tout: soit la conférence des ambassadeurs à Londres, soit la conversation « à

Der Bericht lautet:

« Légation de Belgique à St. Pétersbourg.
795/402. Le 30 juillet 1914.
Situation politique.
Monsieur le Ministre,

Les journées d'hier et d'avant-hier se sont passées dans l'attente d'événements qui devaient suivre la déclaration de guerre de l'Autriche-Hongrie à la Serbie. Les nouvelles les plus contradictoires ont circulé sans qu'il soit possible de démêler exactement le vrai du faux touchant les intentions du Gouvernement Impérial. Ce qui est incontestable c'est que l'Allemagne s'est efforcée, autant ici qu'a Vienne, de trouver un moyen quelconque d'éviter un conflit général, mais qu'elle a rencontré d'un côté l'obstination du Cabinet de Vienne à ne pas faire un pas en arrière et de l'autre la méfiance du Cabinet de St. Pétersbourg devant les assurances de l'Autriche-Hongrie qu'elle ne songeait qu'à punir la Serbie et non à s'en emparer.

M. *Sazonow* a déclaré qu'il était impossible à la Russie de ne pas se tenir prête et de ne pas mobiliser, mais que ces préparatifs n'étaient pas dirigés contre l'Allemagne. Ce matin un communiqué officiel aux journaux annonce que « les réservistes ont été appelés sous les armes dans un certain nombre de Gouvernements ». Connaissant la discrétion des communiqués officiels russes, on peut hardiment prétendre qu'on mobilise partout.

L'Ambassadeur d'Allemagne a déclaré ce matin qu'il était à bout des essais de conciliation qu'il n'a cessé de faire depuis samedi et qu'il n'avait plus guère d'espoir. On vient de me dire que l'Ambassadeur d'Angleterre s'était prononcé dans le même sens. La Grande Bretagne a proposé dernièrement un arbitrage, M *Sazonow* a répondu : « Nous l'avons proposé nous mêmes à l'Autriche-Hongrie, elle l'a refusé. » A la proposition d'une Conférence, l'Allemagne a répondu par la proposition d'une entente entre cabinets. On peut se demander vraiment si tout le monde ne désire pas la guerre, et tâche seulement d'en retarder un peu la déclaration pour gagner du temps.

quatre» en s'engageant à ny pas intervenir et en promettant de se rallier à l'opinion des autres Puissances. Rien n'y a fait. Vienne a constamment refusé de causer : l'Autriche a mobilisé huit corps d'armée : elle a bombardé Belgrade. L'Italie paraît devoir réserver son attitude.

La presse patriotique russe et l'élément militaire observent l'un et l'autre un calme remarquable Il ne semble pas que ce soit la pression sur l'Empereur de son entourage militaire qui ait décidé l'attitude du Gouvernement russe. On fait confiance à M. *Sazonow*. C'est l'attitude extraordinaire de l'Allemagne qui empêche les efforts de M. *Sazonow* d'aboutir. »

Je viens de causer également avec l'Ambassadeur d'Angleterre. Il me dit que M. *Sazonow* avait tenté dès le début de connaître les intentions du Gouvernement de Londres; mais, jusqu'ici et malgré la mobilisation de la flotte anglaise, Sir *George Buchanan* n'a encore été chargé d'aucune communication de ce genre pour le Pont des Chantres. Les instructions de l'Ambassadeur sont d'expliquer à Pétersbourg que si la Russie désire l'appui de la Grande-Bretagne, elle doit éviter soigneusement même l'apparence d'être agressive dans la crise actuelle.

Ce n'est un secret pour personne que les moyens de mobilisation de la Russie sont beaucoup plus lents que ceux de l'Autriche. On cite la Bukovine comme le point par lequel l'armée russe pourrait tenter de pénétrer sur le territoire autrichien.

(s) Comte *C. de Buisseret-Steenbecque de Blarenghien.*

L'Angleterre a commencé par donner à entendre qu'elle ne voulait pas se laisser entrainer dans un conflit. Sir *George Buchanan* le disait ouvertement. Aujourd'hui on est fermement convaincu à St. Petersbourg, on en a même l'assurance, que l'Angleterre soutiendra la France. Cet appui est d'un poids énorme et n'a pas peu contribué à donner la haute main au parti de la guerre.

Le Gouvernement Russe a laissé dans ces derniers jours libre cours à toutes les manifestations pro — Serbes et hostiles à l'Autriche et n'a aucunement cherché à les étouffer. Il s'est encore produit des divergences de vues dans le sein du Conseil des Ministres qui s'est réuni hier matin; on a retardé la publication de la mobilisation. Mais depuis s'est produit un revirement, le parti de la guerre a pris le dessus et ce matin à 4 heures cette mobilisation était publiée.

L'armée qui se sent forte est pleine d'enthousiasme et fondée de grandes espérances sur les énormes progrès réalisés depuis la guerre japonaise. La marine est si loin d'avoir réalisé le programme de sa reconstruction et de sa réorganisation qu'elle ne peut vraiment pas entrer en ligne de compte. C'est bien là le motif qui donnait tant d'importance à l'assurance de l'appui de l'Angleterre.

Comme j'ai eu l'honneur de vous le télégraphier aujourd'hui (T. 10) tout espoir de solution pacifique parait écarté. C'est l'opinion des cercles diplomatiques.

Je me suis servi pour mon télégramme de la voie via Stockholm par le Nordisk Kabel comme plus sûre que l'autre. Je confie cette dépêche à un courrier privé qui la mettra à la poste en Allemagne.

(gez.) *B. de l'Escaille.* »

Nr. DLXXII. Le Ministre du Roi à Paris à M. Davignon, Ministre des Affaires Etrangères.

Gb. II 18.

Paris, le 31 juillet 1914.

Je viens d'avoir une longue conversation avec M. *de Margerie*; il est très inquiet de la situation. Le Baron *de Schoen* avait promis de communiquer la réponse à l'ouverture faite à Vienne. Rien n'est venu. Cependant le contact n'a été perdu nulle part entre les Chancelleries ; on cause partout, mais sans résultat.

M. *de Margerie* m'a donné les nouvelles militaires suivantes que je vous ai télégraphiées aussitôt. L'Allemagne a mis son armée sur le pied de *danger de guerre*; cela implique une aggravation notable des mesures déjà prises. La Russie a pris d'importantes décisions pour ses chemins de fer. Tout cela n'est pas la *mobilisation* proprement dite, mais on s'en rapproche.

J'ai demandé à mon interlocuteur ce que le Gouvernement français allait faire; il s'est borné à me répondre qu'il ne mobiliserait pas avant l'Allemagne ; mais que certaines mesures pouvaient s'imposer.

Le temps ne me permet pas d'en écrire davantage. Nous sommes assaillis par les Belges rappelés en Belgique, par ceux qui ont des renseignements à demander, etc.

(s) Baron *Guillaume.*

Nr. DLXXIII. Le Ministre du Roi à Vienne à M. Davignon, Ministre des Affaires Etrangères.

Gb. II 19.

Vienne, le 31 juillet 1914.

La *Neue Freie Presse* de ce soir publié un télégramme de Berlin lequel, venant immédiatement après l'annonce de la mobilisation générale, a produit une grande sensation. Il y est dit que l'Allemagne a demandé à la Russie des explications sur les motifs de sa mobilisation et qu'elle exige une réponse dans les 24 heures.

Je me suis rendu chez M. l'Ambassadeur d'Angleterre, que j'ai trouvé fort surpris de ces deux nouvelles et qui n'avait aucun renseignement de nature à confirmer celle que je viens de citer en dernier lieu. Son Excellence avait eu ce matin avec le second Chef de section du Ministère des Affaires Etrangères un entretien au courant duquel son interlocuteur lui avait donné les mêmes explications relativement rassurantes que le Comte *Berchtold* avait faites la veille à M. *Schébéko*, déclarant notamment que la mobilisation générale décrétée en Autriche-Hongrie n'avait aucun caractère agressif contre la Russie.

Il s'agit maintenant de savoir si l'Allemagne, à son tour, va mobiliser. S'il en était ainsi, la situation prendrait une tournure d'extrême gravité, car cette mesure serait, m'assure-t-on, immédiatement imitée en France.

A l'Ambassade de la République, on est ce soir sous une impression pessimiste et le personnel prend des dispositions en vue d'un très prochain départ, lequel paraît à ces Messieurs de plus en plus probable.

Je vous adresse ces lignes en grande hâte, afin de pouvoir les confier à un compatriote qui part ce soir pour la Belgique.

(s) Comte *Errembault de Dudzeele.*

Nr. DLXXIV. Lettre adressée par M. Davignon, Ministre des Affaires Etrangères, aux Ministres du Roi à Berlin, Paris et Londres.

Gb. I 9.

Bruxelles, le 31 juillet 1914.

M. le Ministre de France étant venu me montrer un télégramme de l'Agence Havas, décrétant l'état de guerre en Allemagne, m'a dit: Je profite de cette occasion pour vous déclarer qu'aucune incursion des troupes françaises n'aura lieu en Belgique, même si des forces importantes étaient massées sur les frontières de votre pays. La France ne veut pas avoir la responsabilité d'accomplir vis-à-vis de la Belgique, le premier acte d'hostilité. Des instructions dans se sens seront données aux autorités françaises.

J'ai remercié M. *Klobukowski* de sa communication et j'ai cru devoir lui faire remarquer que nous avions toujours eu la plus grande confiance dans la loyauté que nos deux Etats voisins mettraient à tenir leurs engagements à notre égard. Nous avons aussi tout lieu de croire que l'attitude du Gouvernement allemand sera identique à celle du Gouvernement de la République française.

(s) *Davignon.*

Nr. DLXXV. Lettre adressée par M. Davignon, Ministre des Affaires Etrangères, aux Ministres du Roi à Berlin, Londres et Paris.

Gb. I 11.

Bruxelles, le 31 juillet 1914.

Le Ministre d'Angleterre a demandé à me voir d'urgence et m'a fait la communication suivante, qu'il souhaitait être à même de m'exposer dejuis plusieurs jours. En raison de la possibilité d'une guerre européenne, Sir *Edward Grey* a demandé aux Gouvernements français et allemand, séparément, si chacun d'eux était prêt à respecter la neutralité de la Belgique pourvu qu'aucune puissance ne la viole.

« Vu les traités qui existent, je suis chargé d'informer le Ministre des Affaires Etrangères de Belgique de ce qui précède et de dire que Sir *Edward Grey* présume que la Belgique fera tout son possible pour maintenir sa neutralité et qu'elle désire et s'attend à ce que les autres puissances l'observent et la maintiennent. »

Je me suis empressé de remercier Sir *Francis Villiers* de cette communication que le Gouvernement belge apprécie particulièrement et j'ai ajouté que la Grande-Bretagne et les autres nations garantes de notre indépendance pouvaient être assurées que nous ne négligerions aucun effort pour maintenir notre neutralité, et que nous étions convaincus que les autres puissances, vu les excellents rapports d'amitié et de confiance, que nous avions toujours entretenus avec elles, observeraient et maintiendraient cette neutralité.

Je n'ai pas manqué d'affirmer que nos forces militaires, considérablement dévelopées à la suite de notre réorganisation récente, étaient à même de nous permettre de nous défendre énergiquement en cas de violation de notre territoire.

Au cours de la conversation qui a suivi, Sir *Francis* m'a paru un peu surpris de la rapidité avec laquelle nous avions décidé la mobilisation de notre armée. J'ai fait remarquer que les Pays-Bas avaient pris une résolution identique avant nous et que d'autre part la date récente de notre nouveau régime militaire et les mesures transitoires que nous avions dû décider à cette occasion, nous imposaient des mesures urgentes et complètes. Nos voisins et garants devaient voir dans cette résolution le désir de manifester notre profonde volonté de maintenir nous-mêmes notre neutralité.

Sir *Francis* m'a paru satisfait de ma réponse et m'a annoncé que son Gouvernement attendait cette réponse pour continuer les négociations avec la France et l'Allemagne, négociations dont la conclusion me serait communiquée.

(s) *Davignon.*

Nr. DLXXVI. Lettre adressée par M. Davignon, Ministre des Affaires Etrangères, aux Ministres du Roi à Berlin, Londres et Paris.

Gb. I 12.

Bruxelles, le 31 juillet 1914.

Ce matin, au cours d'une conversation que le Secrétaire Général de mon Département a eue avec M. *de Below*, il a expliqué au Ministre d'Allemagne la portée des mesures militaires que nous avons prises et lui a dit qu'elles étaient une conséquence de notre volonté d'accomplir nos obligations internationales qu'elles n'impliquaient en aucune façon une attitude de défiance envers nos voisins.

Le Secrétaire Général a demandé ensuite au Ministre d'Allemagne s'il avait connaissance de la conversation qu'il avait eue avec son prédécesseur M. *de Flotow*, et de la réponse que le Chancelier de l'Empire avait chargé celui-ci de lui faire.

Au cours de la polémique soulevée en 1911 par le dépôt du projet hollandais concernant les fortifications de Flessingue, certains journaux avaient affirmé qu'en cas de guerre franco-allemande, notre neutralité serait violée par l'Allemagne.

Le Département des Affaires Etrangères avait suggéré l'idée qu'une déclaration faite au Parlement allemand à l'occasion d'un débat sur la politique étrangère serait de nature à apaiser l'opinion publique et à calmer ses défiances, si regrettables au point de vue des relations des deux pays.

M. *de Bethman-Holweg* fit répondre qu'il avait été très sensible aux sentiments qui avaient inspiré notre démarche. Il déclarait que l'Allemagne n'avait pas l'intention de violer notre neutralité, mais il estimait qu'en faisant publiquement une déclaration, l'Allemagne affaiblirait sa situation militaire vis-à-vis de la France qui, rassurée du côté du Nord, porterait toutes ses forces du côté de l'Est.

Le Baron *van der Elst* poursuivant, dit qu'il comprenait parfaitement les objections qu'avaient faites M. *de Bethman-Holweg* à la déclaration publique suggérée et il rappela que depuis lors en 1913, M. *de Jagow* avait fait à la Commission du budget du Reichstag, des déclarations rassurantes quant au respect de la neutralité de la Belgique.

M. *de Below* répondit qu'il était au courant de la conversation avec M. *de Flotow* et qu'il était certain que les sentiments exprimés à cette époque n'avaient pas changé.

(s) *Davignon.*

Annexe.

Lettre adressée par le Ministre du Roi à Berlin, à M. Davignon, Ministre des Affaires Etrangères.

Berlin, le 2 mai 1913.

J'ai l'honneur de vous faire connaître, d'après l'officieuse « Norddeutsche Allgemeine Zeitung », les déclarations faites, au cours de la séance du 29 avril de la commission du budget du Reichstag, par le secrétaire d'Etat aux Affaires Etrangères et le Ministre de la Guerre, relativement à la neutralité de la Belgique.

« Un membre du parti social-démocrate dit: En Belgique on voit avec appréhension s'approcher une guerre franco-allemande, car on craint que l'Allemagne ne respectera pas la neutralité de la Belgique.

« M. *de Jagow*, Secrétaire d'Etat aux Affaires Etrangères répondit: la neutralité de la Belgique est déterminée par des conventions internationales et l'Allemagne est décidée à respecter ces conventions.

« Cette déclaration ne satisfit pas un autre membre du parti social-démocrate. M. *de Jagow* observa qu'il n'avait rien à ajouter aux paroles claires qu'il avait prononcées relativement aux relations de l'Allemagne avec la Belgique.

« A de nouvelles interrogations d'un membre du parti social-démocrate M. *de Heeringen*, Ministre de la Guerre, répondit : la Belgique ne joue aucun rôle dans la justification du projet de réorganisation militaire allemand; celui-ci se trouve justifié par la situation en Orient. L'Allemagne ne perdra pas de vue que la neutralité belge est garantie par les traités internationaux.

« Un membre du parti progressiste ayant encore parlé de la Belgique, M. *de Jagow* fit remarquer à nouveau que sa déclaration concernant la Belgique était suffisamment claire. »

(s) Baron *Beyens.*

Nr. DLXXVII. Télégramme adressé par le Comte de Lalaing, Ministre du Roi à Londres, à M. Davignon, Ministre des Affaires Etrangères.

Gb. I 13.

Londres, 1er août 1914.

L'Angleterre a demandé séparément à la France et à l'Allemagne si elles respecteraient le territoire de la Belgique dans le cas où leur adversaire ne la violerait pas. On attend la réponse allemande. La France a accepté.

Nr. DLXXVIII. Télégramme adressé par le Baron Beyens Ministre du Roi à Berlin, à M. Davignon, Ministre des Affaires Etrangères.

Gb. I 14.

Berlin, 1er août 1914.

L'Ambassadeur d'Angleterre a été chargé de demander au Ministre des Affaires Etrangères si en cas de guerre, l'Allemagne respecterait la neutralité de la Belgique et le Ministre aurait dit qu'il ne peut pas répondre à cette question.

Nr. DLXXIX. Lettre adressée par M. Davignon, Ministre des Affaires Etrangères, aux Ministres du Roi à Berlin, Paris et Londres.

Gb. I 15.

Bruxelles, 1er août 1914.

J'ai l'honneur de vous faire savoir que le Ministre de France m'a fait verbalement la communication suivante:

« Je suis autorisé à déclarer qu'en cas de conflit international, le Gouvernement de la République, ainsi qu'il l'a toujours déclaré, respectera la neutralité de la Belgique. Dans l'hypothèse où cette neutralité ne serait pas respectée par une autre puissance, le Gouvernement français, pour assurer sa propre défense, pourrait être amené à modifier son attitude. »

J'ai remercié Son Excellence et ai ajouté que de notre côte nous avions pris sans aucun retard toutes les mesures voulues pour faire respecter notre indépendance et nos frontières.

(s) *Davignon.*

Nr. DLXXX. Télégramme adressé par le Ministre des Affaires Etrangères aux Légations du Roi à Paris, Berlin, Londres, Vienne, Saint-Pétersbourg.

Gb. I 16.

Bruxelles, 1er août 1914.

Exécutez instructions données par lettre du 24 juillet.

(Voir pièce No. 2[1]). (s) *Davignon.*

Nr. DLXXXI. Télégramme adressé par le Ministre des Affaires Etrangères aux Légations à Rome, La Haye, Luxembourg.

Gb. I 17.

Bruxelles, 1er août 1914.

Exécutez instructions données par lettre du 25 juillet.

(Voir pièce No. 3[2]). (s) *Davignon.*

Nr. DLXXXII. Le Ministre du Roi à Berlin à M. Davignon, Ministre des Affaires Etrangères.

Gb. II 20.

Berlin, 1 août 1914.

Je profite d'une occasion sûre pour vous écrire et vous donner quelques renseignements confidentiels sur les derniers événements.

A 6 heures du soir, aucune réponse n'était encore arrivée ici de Saint-Pétersbourg, à l'ultimatum du Gouvernement Impérial. M. *de Jagow* et M. *Zimmermann* se sont rendus alors chez le Chancelier et chez l'Empereur, afin d'obtenir que l'ordre de mobilisation générale ne fût pas donné aujourd'hui. Mais ils ont dû se heurter à l'opposition irréductible du Ministre de la Guerre et des chefs de l'armée qui auront représenté à l'Empereur les conséquences funestes d'un retard de 24 heures. L'ordre a été lancé immédiatement et porté à la connaissance du public par une édition spéciale du *Lokal Anzeiger*. Je vous l'ai télégraphié tout aussitôt.

Les journaux officieux et semi-officieux, les petits discours tenus par l'Empereur et par le Chancelier et toutes les proclamations officielles qui vont paraître chercheront à rejeter la responsabilité de la guerre sur la Russie. On ne veut pas douter encore dans les sphères dirigeantes de la bonne foi du Souverain; mais on dit qu'il a été circonvenu et amené savamment à croire qu'il avait fait le nécessaire pour le maintien de la paix, tandis que la Russie voulait absolument la guerre.

Je vous ai écrit que l'Ambassadeur du Czar n'avait pas reçu de confirmation officielle de la mobilisation générale russe. Il l'a apprise par M. *de Jagow*, hier à une heure, mais ne voyant pas venir de télégramme lui com-

---

[1]) = oben S. 562 Nr. DLIV. — Herausgeber.

[2]) = oben S. 563 Nr. DLV. — Herausgeber.

muniquant la nouvelle, il l'a mise formellement en doute. M. *de Pourtalès* a-t-il pris pour une mobilisation totale ce qui n'était que des préparatifs de guerre ou bien cette erreur a-t-elle été commise volontairement à Berlin? On se perd en suppositions.

Il était impossible que la Russie acceptât l'ultimatum allemand avec le délai trop court, presque injurieux, qu'il comportait et l'obligation de démobiliser, c'est-à-dire de cesser tous préparatifs de guerre aussi bien sur la frontière autrichienne que sur la frontière allemande, alors que l'Autriche avait mobilisé la moitié de ses forces. Quant au Gouvernement de la République, il avait l'intention de ne faire aucune réponse à l'Allemagne, ne devant rendre compte de sa conduite qu'à ses alliés, m'a dit l'Ambassadeur de France.

Avec un peu de bonne volonté du côté de Berlin, la paix pouvait être conservée et l'irréparable empêché. Avant-hier, l'Ambassadeur d'Autriche à Saint-Pétersbourg déclarait à M. *Sazonow* que son Gouvernement admettait de discuter avec lui le fond de sa note à la Serbie, qu'il prenait l'engagement de respecter l'intégrité territoriale de son adversaire, qu'il n'ambitionnait même pas de reprendre le Sandjak, mais qu'il n'admettrait pas seulement qu'une autre puissance se substituât à lui vis-à-vis de la Serbie. M. *Sazonow* répondait que sur cette base il était possible de s'entendre, mais qu'il préferait que les négociations fussent conduites à Londres, sous la direction impartiale du Gouvernement britannique, plutôt qu'à Saint-Pétersbourg ou à Vienne. En même temps, le Czar et l'Empereur d'Allemagne échangeaient des télégrammes amicaux. Le Gouvernement allemand semble avoir machiné ce scenario pour aboutir à la guerre qu'il veut rendre inévitable mais dont il cherche à rejeter la responsabilité sur la Russie.

(s) Baron *Beyens.*

Nr. DLXXXIII. Le Ministre du Roi à Paris à M. Davignon, Ministre des Affaires Etrangères.

Gb. II 21.

Paris, le 2 août 1914[1]).

Au cours de l'entretien que j'ai eu hier soir avec M. *de Margerie*, il m'a dit: « La situation est certainement très grave, mais elle ne serait pas considérée comme désespérée si on pouvait avoir plus de confiance dans l'attitude de l'Allemagne. La proposition anglaise en vertu de laquelle les grandes Puissances s'engageraient à démobiliser, sous certaines modalités, a été acceptée chaleureusement par la France, la Russie et l'Italie; l'Autriche s'y rallierait, mais le Cabinet de Berlin ne répond pas.

« L'Allemagne a pris des mesures militaires contre la Russie bien moins sévères et moins complètes que contre la France. Et puis pourquoi? Je l'ai

---

1) Die oben S. 354 in der Ueberschrift bezeichnete Zeitgrenze des Abschnittes 7 (1. August) wird hier im Interesse der Uebersichtlichkeit auf den 4. August verschoben. — Herausgeber.

dit encore aujourd'hui au Baron *de Schoen*: « Nous cherchez-vous une querelle d'Allemands? Les relations entre les deux pays sont bonnes depuis assez longtemps et il n'y a aucun incident entre nous, et dès lors pourquoi votre Gouvernement agit-il de la sorte, s'il n'a pas d'arrière-pensée? Pourquoi vous-même avez-vous ostensiblement préparé vos malles depuis plusieurs jours? »

M. *de Margerie*, à qui j'avais fait la communication prescrite par votre télégramme du 1er août *(voir premier Livre gris, no 16*[1]) m'a répété ce que le Ministre de France vous a dit des intentions du Gouvernement de la République à notre égard.

M. *de Margerie* m'a dit hier soir qu'il entrait dans les intentions du Gouvernement français de ne pas décréter la mobilisation avant que l'Allemagne ne l'ait fait, mais que le voisin de l'Est prenait les mesures que comporte l'état de mobilisation sans en prononcer le mot, et que, dans ces conditions, les dangers devenaient trop grands pour ne pas agir sans retard. « Toute l'Europe se serait moquée de notre naïveté, » m'a dit mon aimable interlocuteur. (s) Baron *Guillaume*.

Nr. DLXXXIV. Le Ministre du Roi à Berlin, à M. Davignon, Ministre des Affaires Etrangères.

Gb. II 22.

Berlin, le 2 août 1914.

J'ai l'honneur de vous confirmer mon télégramme de ce jour:

« J'ai exécuté les instructions contenues dans votre télégramme d'hier. Le Ministre des Affaires Etrangères m'a remercié de cette communication dont il a gardé copie et pris acte. » *(Voir premier Livre gris, no 16*[1]*.)*

J'ai appris aujourd'hui par une indiscrétion d'un officier général de la maison de l'Empereur que le Luxembourg serait occupé cette nuit. S'agit-il du Grand-Duché ou de notre province, je n'ai pas pu le tirer au clair. Le Grand-Duché a été occupé aujourd'hui. Notre province le sera-t-elle cette nuit? Si la nouvelle est officielle demain matin, je protesterai aussitôt auprès de M. *de Jagow* et de M. *Zimmermann*. Je ferai voir les conséquences fatales d'un pareil acte, mais j'attendrai vos instructions pour demander mes passeports. Je vous ai télégraphié dans l'incertitude où j'étais:

« Bruits pessimistes contre nous. J'estime que l'armée belge doit être prête à toute éventualité immédiatement. » (s) Baron *Beyens*.

Nr. DLXXXV. Le Ministre du Roi à Vienne à M. Davignon, Ministre des Affaires Etrangères.

Gb. II 23.

Vienne, le 2 août 1914.

J'ai eu l'honneur de recevoir ce matin votre télégramme du 1er août. *(Voir premier Livre gris, no 16*[1]*.)* Je me suis mis immédiatement en rap-

[1]) = oben S. 585 Nr. DLXXXI. — Herausgeber.

port avec le Département Impérial et Royal des Affaires Etrangères, et à une heure, après avoir lu à M. le Ministre la note concernant notre neutralité que vous m'aviez adressée, j'en ai remis à Son Excellence une copie dont Elle a bien voulu me donner acte.

Le Comte *Berchtold* m'a exprimé son étonnement de ce que la Hollande avait également mobilisé. Il ne semblait pas comprendre les raisons qui avaient pu engager le Gouvernement de la Reine *Wilhelmine* à prendre dès maintenant cette mesure de précaution.

(s) Comte *Errembault de Dudzeele.*

Nr. DLXXXVI. Le Ministre du Roi à Vienne à M. Davignon, Ministre des Affaires Etrangères.

Gb. II 24.

Vienne, le 2 août 1914.

Le sort paraît en être jeté et la guerre générale semble devenue inévitable. L'Allemagne a ordonné la mobilisation et M. le Ministre des Affaires Etrangères m'a dit, il y a une heure, que déjà des patrouilles russes avaient franchi la frontière de l'Empire germanique.

Les nouvelles arrivées hier après-midi de Berlin et l'article de la *Norddeutsche Allgemeine Zeitung* ont produit une grande sensation. On reproche en termes très vifs au Czar d'avoir demandé l'intervention de l'Empereur d'Allemagne en faveur du maintien de la paix, d'avoir donné sa paole que la mobilisation n'avait pas lieu et d'avoir néanmoins procédé à cette opération en cherchant à la tenir secrète. Les journaux de Vienne déclarent que pareille manière de faire est indigne, que c'est agir en traître et on proclame maintenant plus haut que jamais que, si la guerre devient générale, c'est uniquement la Russie qui en sera cause.

A la suite de l'assassinat de M. *Jaurès* on a répandu hier soir le bruit qu'une révolution avait éclaté à Paris et que le Président de la République avait été tué. L'Ambassadeur de France, que j'ai vu à 11 heures, et le Ministre des Affaires Etrangères, qui m'a reçu à une heure, n'avaient aucune confirmation de cette nouvelle, répandue sans doute par ceux qui espéraient que les socialistes français s'opposeraient à la guerre. Au contraire, on a appris que la France à son tour a mobilisé.

On est très préoccupé à Vienne de la décision que va prendre l'Angleterre. A la suite des entretiens que j'ai eus ces jours-ci avec Sir *Maurice de Bunsen*, je présume qu'après avoir continué jusqu'à la dernière minute ses tentatives de conciliation, le Gouvernement anglais gardera dans les premiers moments une attitude expectative. C'est ce que m'a dit également aujourd'hui le Comte *Berchtold.*

L'opinion publique compte beaucoup ici sur une abstention complète de l'Angleterre et les journaux publient constamment des articles destinés à renforcer cette opinion. Je crois qu'on se fait à ce sujet beaucoup trop d'illusion.

L'Ambassadeur m'a dit avant-hier : « Personne en Angleterre ne peut dire en ce moment encore ce que nous ferons. Ce seront les événements qui nous guideront, mais nous ne laisserions pas écraser la France sans intervenir. »

(s) Comte *Errembault de Dudzeele.*

Nr. DLXXXVII. Télégramme adressé par M. Eyschen, Président du Gouvernement luxembourgeois, à M. Davignon, Ministre des Affaires Etrangères.

Gb. I 18.

Luxembourg, 2 août 1914.

J'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence les faits suivants : Dimanche 2 août, de grand matin, les troupes allemandes, d'après les informations qui sont parvenues au Gouvernement Grand Ducal à l'heure actuelle, ont pénétré sur le territoire luxembourgeois par les ponts de Wasserbillig et de Remich, se dirigeant spécialement vers le Sud du pays et vers la ville de Luxembourg, capitale du Grand Duché. Un certain nombre de trains blindés avec des troupes et des munitions ont été acheminés par la voie de chemin de fer de Wasserbillig à Luxembourg, où l'on s'attend à les voir arriver d'un instant à l'autre. Ces faits impliquent des actes manifestement contraires à la neutralité du Grand Duché, garantie par le traité de Londres de 1867. Le Gouvernement Luxembourgeois n'a pas manqué de protester énergiquement contre cette agression auprès du Représentant de Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne à Luxembourg. Une protestation identique va être transmise télégraphiquement au Secrétaire d'Etat pour les Affaires Etrangères à Berlin.

Le Ministre d'Etat, Président du Gouvernement : (s) *Eyschen.*

Nr. DLXXXVIII. Lettre adressée par M. Davignon, Ministre des Affaires Etrangères, aux Ministres du Roi à Paris, Berlin, Londres, Vienne et Saint-Pétersbourg.

Gb. I 19.

Bruxelles, le 2 août 1914.

J'avais eu soin de faire avertir par M. *de Bassompierre* le Ministre d'Allemagne qu'un communiqué de *M. Klobukowski,* Ministre de France, à la presse bruxelloise, annoncerait la déclaration formelle que ce dernier m'avait faite le 1er août. Recontrant M. *de Below,* ce dernier m'a remercié de cette attention et a ajouté que jusqu'à présent il n'avait pas été chargé de nous faire une communication officielle, mais que nous connaissions son opinion personnelle sur la sécurité avec laquelle nous avions le droit de considérer nos voisins de l'Est. J'ai immédiatement répondu que tout ce que nous connaissions des intentions de ceux-ci, intentions indiquées dans les multiples entretiens antérieurs, ne nous permettait pas de douter de leur par-

faite correction vis-à-vis de la Belgique; je tenais cependant à ajouter que nous attacherions le plus grand prix à être en possession d'une déclaration formelle dont la nation prendrait connaissance avec joie et reconnaissance.

(s) *Davignon.*

Nr. DLXXXIX. Note remise le 2 août, à 19 heures, par M. Below Saleske, Ministre d'Allemagne, à M. Davignon, Ministre des Affaires Etrangères[1]**.**

Gb. I 20.

Brüssel, den 2. August 1914.

Kaiserlich
Deutsche Gesandtschaft
in Belgien.

TRES CONFIDENTIEL.

Der Kaiserlichen Regierung liegen zuverlässige Nachrichten vor über den beabsichtigten Aufmarsch französischer Streitkräfte an der Maas-Strecke Givet-Namur. Sie lassen keinen Zweifel über die Absicht Frankreichs, durch belgisches Gebiet gegen Deutschland vorzugehen.

Die Kaiserliche Regierung kann sich der Besorgnis nicht erwehren, daß Belgien, trotz besten Willens, nicht imstande sein wird, ohne Hilfe einen französischen Vormarsch mit so großer Aussicht auf Erfolg abzuwehren, daß darin eine ausreichende Sicherheit gegen die Bedrohung Deutschlands gefunden werden kann. Es ist ein Gebot der Selbsterhaltung für Deutschland, dem feindlichen Angriff zuvorzukommen. Mit dem größten Bedauern würde es daher die deutsche Regierung erfüllen, wenn Belgien einen Akt der Feindseligkeit gegen sich darin erblicken würde, daß die Maßnahmen seiner Gegner Deutschland zwingen, zur Gegenwehr auch seinerseits belgisches Gebiet zu betreten.

Um jede Mißdeutung auszuschließen, erklärt die Kaiserliche Regierung das Folgende:

1. Deutschland beabsichtigt keinerlei Feindseligkeiten gegen Belgien. Ist Belgien gewillt, in dem bevorstehenden Kriege Deutschland gegenüber eine wohlwollende Neutralität einzunehmen, so verpflichtet sich die deutsche Regierung, beim Friedensschluß Besitzstand und Unabhängigkeit des Königreichs in vollem Umfang zu garantieren.

2. Deutschland verpflichtet sich unter obiger Voraussetzung, das Gebiet des Königreichs wieder zu räumen, sobald der Friede geschlossen ist.

3. Bei einer freundschaftlichen Haltung Belgiens ist Deutschland bereit, im Einvernehmen mit den Königlich Belgischen Behörden alle Bedürfnisse

---

[1]) Der Text der Note ist im **Wb.** unter Nr. 27 (jedoch ohne den im **Gb.** mitgeteilten und hierunter abgedruckten letzten Absatz („Die Kaiserliche Regierung" etc.) mitgeteilt. Auch beginnt im **Wb.** der vorletzte Absatz (4. Sollte Belgien etc.) nicht mit der Ziffer 4, sondern ohne Ziffer. —

Herausgeber.

seiner Truppen gegen Barzahlung anzukaufen und jeden Schaden zu ersetzen, der etwa durch deutsche Truppen verursacht werden könnte.

4. Sollte Belgien den deutschen Truppen feindlich entgegentreten, insbesondere ihrem Vorgehen durch Widerstand der Maas-Befestigungen oder durch Zerstörungen von Eisenbahnen, Straßen, Tunneln oder sonstigen Kunstbauten Schwierigkeiten bereiten, so wird Deutschland zu seinem Bedauern gezwungen sein, das Königreich als Feind zu betrachten. In diesem Falle würde Deutschland dem Königreich gegenüber keine Verpflichtungen übernehmen können, sondern müßte die spätere Regelung des Verhältnisses beider Staaten zueinander der Entscheidung der Waffen überlassen.

Die Kaiserliche Regierung gibt sich der bestimmten Hoffnung hin, daß diese Eventualität nicht eintreten, und daß die Königlich Belgische Regierung die geeigneten Maßnahmen zu treffen wissen wird, um zu verhindern, daß Vorkommnisse wie die vorstehend erwähnten sich ereignen. In diesem Falle würden die freundschaftlichen Bande, die beide Nachbarstaaten verbinden, eine weitere und dauernde Festigung erfahren.

Nr. DXC. Note sur l'entrevue demandée le 3 août à une heure et demie, par M. de Below Saleske, Ministre d'Allemagne, à M. le Baron van der Elst, Secrétaire Général au Ministère des Affaires Etrangères.

Gb. I 21.

A une heure et demie de la nuit, le Ministre d'Allemagne a demandé à voir le Baron *van der Elst*. Il lui a dit qu'il était chargé par son Gouvernement de nous informer que des dirigeables français avaient jeté des bombes et qu'une patrouille de cavalerie française, violant le droit des gens, attendu que la guerre n'était pas déclarée, avait traversé la frontière.

Le Secrétaire Général a demandé à M. *de Below* où ces faits s'étaient passés; en Allemagne, lui fut-il répondu. Le Baron *van der Elst* fit remarquer que dans ce cas il ne pouvait s'expliquer le but de sa communication. M. *de Below* dit que ces actes, contraires au droit des gens, étaient de nature à faire supposer d'autres actes contre le droit des gens que poserait la France.

Nr. DXCI. Note remise par M. Davignon, Ministre des Affaires Etrangères, à M. de Below Saleske, Ministre d'Allemagne.

Gb. I 22.

Bruxelles, le 3 août 1914
(7 heures du matin).

Par sa note du 2 août 1914, le Gouvernement allemand a fait connaître que d'après des nouvelles sûres les forces françaises auraient l'intention de marcher sur la Meuse par Givet et Namur, et que la Belgique, malgré sa meilleure volonté ne serait pas en état de repousser sans secours une marche en avant des troupes françaises.

Le Gouvernement allemand s'estimerait dans l'obligation de prévenir cette attaque et de violer le territoire belge. Dans ces conditions, l'Allemagne propose au Gouvernement du Roi de prendre vis-à-vis d'elle une attitude amicale et s'engage au moment de la paix à garantir l'intégrité du Royaume et de ses possessions dans toute leur étendue. La note ajoute que si la Belgique fait des difficultés à la marche en avant des troupes allemandes, l'Allemagne sera obligée de la considérer comme ennemie et de laisser le règlement ultérieur des deux Etats l'un vis-à-vis de l'autre à la décision des armes.

Cette note a provoqué chez le Gouvernement du Roi un profond et douloureux étonnement.

Les intentions qu'elle attribue à la France sont en contradiction avec les déclarations formelles qui nous ont été faites le 1er août, au nom du Gouvernement de la République.

D'ailleurs, si contrairement à notre attente une violation de la neutralité belge venait à être commise par la France, la Belgique remplirait tous ses devoirs internationaux et son armée opposerait à l'envahisseur la plus vigoureuse résistance.

Les traités de 1839 confirmés par les traités de 1870 consacrent l'indépendance et la neutralité de la Belgique sous la garantie des Puissances et notamment du Gouvernement de Sa Majesté le Roi de Prusse.

La Belgique a toujours été fidèle à ses obligations internationales; elle a accompli ses devoirs dans un esprit de loyale impartialité; elle n'a négligé aucun effort pour maintenir ou faire respecter sa neutralité.

L'atteinte à son indépendance dont la menace le Gouvernement allemand constituerait une flagrante violation du droit des gens. Aucun intérêt stratégique ne justifie la violation du droit.

Le Gouvernement belge en acceptant les propositions qui lui sont notifiées sacrifierait l'honneur de la nation en même temps qu'il trahirait ses devoirs vis-à-vis de l'Europe.

Conscient du rôle que la Belgique joue depuis plus de 80 ans dans la civilisation du monde, il se refuse à croire que l'indépendance de la Belgique ne puisse être conservée qu'au prix de la violation de sa neutralité.

Si cet espoir était déçu le Gouvernement belge est fermement décidé à repousser par tous les moyens en son pouvoir toute atteinte à son droit.

Nr. DXCII. Télégramme adressé par M. Davignon, Ministre des Affaires Etrangères, aux Ministres du Roi, à Saint-Pétersbourg, Berlin, Londres, Paris, Vienne, La Haye.

Gb. I 23.

Bruxelles, le 3 août 1914.

L'Allemagne a remis hier soir 7 heures une note proposant la neutralité amicale comportant le passage libre par notre territoire, promettant le maintien de l'indépendance du Royaume et de ses possessions à conclusion

de la paix, menaçant en cas de refus de traiter la Belgique comme ennemie, délai de la réponse fixé à douze heures. Nous avons répondu que l'atteinte à notre neutralité serait une violation flagrante du droit des gens. L'acceptation de la proposition allemande sacrifierait l'honneur de la nation. Consciente de son devoir, la Belgique est fermement décidée à repousser une agression par tous moyens.

(s) *Davignon.*

Nr. DXCIII. Lettre adressée par M. Davignon, Ministre des Affaires Etrangères, aux Ministres du Roi à Paris, Berlin, Londres, Vienne et Saint-Pétersbourg.

Gb. I 24.

Bruxelles, le 3 août 1914.

(à midi).

Comme vous le savez, l'Allemagne a remis à la Belgique un ultimatum expirant ce matin 3 août, à 7 heures. Aucun fait de guerre ne s'étant encore produit à l'heure actuelle, le Conseil des Ministres a décidé qu'il n'y avait pas lieu, pour le moment, de faire appel aux Puissances garantes.

Le Ministre de France m'a dit à ce sujet: « Sans être chargé d'une déclaration de mon Gouvernement, je crois cependant, m'inspirant de ses intentions connues, pouvoir dire que si le Gouvernement royal faisait appel au Gouvernement français, comme puissance garante de sa neutralité, nous répondrions immédiatement à son appel; si cet appel n'était pas formulé, il est probable, à moins bien entendu que le souci de sa propre défense ne détermine des mesures exceptionnelles, qu'il attendra pour intervenir que la Belgique ait fait un acte de résistance effective. »

J'ai remercié M. *Klobukowski* de l'appui que le Gouvernement français voulait bien nous offrir éventuellement et lui ai dit que le Gouvernement du Roi ne faisait pas appel, pour l'instant, à la garantie des Puissances et se réservait d'apprécier ultérieurement ce qu'il y aura lieu de faire.

(s) *Davignon.*

Nr. DXCIV. Télégramme adressé par S. M. le Roi à S. M. le Roi d'Angleterre.

Gb. I 25.

Bruxelles, le 3 août 1914.

Me souvenant des nombreuses marques d'amitié de Votre Majesté et de ses prédécesseurs, de l'attitude amicale de l'Angleterre en 1870, et de la preuve de sympathie qu'elle vient encore de nous donner, je fais un suprême appel à l'intervention diplomatique du Gouvernement de Sa Majesté pour la sauvegarde de la neutralité de la Belgique.

(s) *Albert.*

Nr. DXCV. Télégramme adressé par le Ministre du Roi à Londres à M. Davignon, Ministre des Affaires Etrangères.
Gb. I 26.

Londres, 3 août 1914.

J'ai montré votre télégramme au Ministre des Affaires Etrangères qui l'a communiqué au Conseil des Ministres. Le Ministre des Affaires Etrangères m'a dit que si notre neutralité était violée, c'était la guerre avec l'Allemagne.

(Voir pièce No. 23.) (s) Comte *de Lalaing.*

Nr. DXCVI. Lettre adressée par M. de Below Saleske, Ministre d'Allemagne, à M. Davignon, Ministre des Affaires Etrangères (L'orginal est en français).
Gb. I 27.

Bruxelles, le 4 août 1914.
(6 heures du matin).

J'ai été chargé et j'ai l'honneur d'informer Votre Excellence que par suite du refus opposé par le Gouvernement de Sa Majesté le Roi aux propositions bien intentionnées que lui avait soumises le Gouvernement Impérial, celui-ci se verra, à son plus vif regret, forcé d'exécuter — au besoin par la force des armes — les mesures de sécurité exposées comme indispensables vis-à-vis des menaces françaises. (s) *von Below.*

Nr. DXCVII. Note remise par Sir Francis H. Villiers, Ministre d'Angleterre, à M. Davignon, Ministre des Affaires Etrangères.
Gb. I 28.

Bruxelles, le 4 août 1914.

Je suis chargé d'informer le Gouvernement belge que si l'Allemagne exerce une pression dans le but d'obliger la Belgique à abandonner son rôle de pays neutre, le Gouvernement de Sa Majesté britannique s'attend à ce que la Belgique résiste par tous les moyens possibles.

Le Gouvernement de S. M. Britannique, dans ce cas, est prêt à se joindre à la Russie et à la France, si la Belgique le désire, pour offrir au Gouvernement belge sans délai une action commune, qui aurait comme but de résister aux mesures de force employées par l'Allemagne contre la Belgique et en méme temps d'offrir une garantie pour maintenir l'indépendance et l'intégrité de la Belgique dans l'avenir.

Nr. DXCVIII. Lettre adressée par le Ministre du Roi à La Haye, à M. Davignon, Ministre des Affaires Etrangères.
Gb. I 29.

La Haye, le 4 août 1914.

Le Ministre des Affaires Etrangères m'a dit hier soir que le Gouvernement de la Reine serait peut-être obligé, dans les circonstances graves actuelles, d'instituer sur l'Escaut le balisage de guerre.

Le Jhr. *Loudon* m'a lu un projet de note qui allait m'annoncer cette décision.

J'ai l'honneur de vous transmettre, sous ce pli, une copie de la note en question qui m'a été remise dans la soirée d'hier.

Comme vous le verrez, l'Escaut ne sera fermé que pendant la nuit. Pendant le jour, la navigation sera possible mais seulement avec des pilotes néerlandais qui ont été munis des indications nautiques nécessaires à ce sujet. De cette façon les intérêts de la défense du territoire néerlandais et ceux de la navigation belge d'Anvers sont sauvegardés.

Vous remarquerez qu'ensuite le Gouvernement des Pays-Bas nous demande qu'en cas où le balisage de guerre serait institué, nous fassions retirer les bateaux-phare « Wielingen » et « Wandelaar » en vue de faciliter le maintien de la neutralité du territoire des Pays-Bas.

Je vous ferai remarquer que le terme employé dans cette note « remonter l'Escaut » n'est pas assez explicite; descendre le fleuve sera permis dans les mêmes conditions. Le Ministre vient de m'en donner l'assurance.

Aussitôt que le Gouvernement néerlandais aura décidé cette mesure d'exception j'en serai informé.

Il faut environ six heures pour effectuer ce balisage de guerre.

Je vous télégraphierai aussitôt. (s) Baron *Fallon.*

Note Annexe au No. 29.

Le Gouvernement de la Reine pourrait se voir obligé dans l'intérêt du maintien de la neutralité du territoire des Pays-Bas d'instituer sur l'Escaut le balisage de guerre, c'est-à-dire d'enlever ou de modifier une partie du balisage actuel et des phares.

Toutefois, ce balisage de guerre a été conçu de manière à ce qu'après son institution il sera encore possible de remonter l'Escaut pour gagner Anvers pendant le jour, mais seulement avec des pilotes néerlandais, qui ont été munis des indications nautiques nécessaires à ce sujet. En agissant de la sorte, le Gouvernement de la Reine est convaincu de pouvoir tenir compte également des intérêts de la défense du territoire néerlandais et de ceux de la navigation belge d'Anvers.

Après l'institution du balisage de guerre sur l'Escaut, il n'y aurait plus de raison d'entrer dans la passe de mer de Flessingue pendant la nuit et comme la présence des bateaux-phare « Wielingen » et « Wandelaar » n'est pas indispensable pour la navigation pendant le jour, le Gouvernement Néerlandais mettrait un haut prix à ce que le Gouvernement Royal Belge voulût bien, au cas ou le balisage de guerre serait institué par lui, faire retirer lesdits bateaux en vue de faciliter le maintien de la neutralité du territoire des Pays-Bas.

Nr. DIC. Télégramme adressé par M. Davignon, Ministre des Affaires Etrangères, aux Ministres du Roi à Londres et à Paris. **Gb. I** 30.

Bruxelles, le 4 août 1914.

L'Etat Major fait savoir que le territoire national a été violé à Gemmenich. (s) *Davignon.*

Nr. DC. Lettre adressée par M. Davignon, Ministre des Affaires Etrangères, à M. de Below Saleske, Ministre d'Allemagne.

Gb. I 31.

Bruxelles, le 4 août 1914.

J'ai l'honneur de faire savoir à Votre Excellence que dès aujourd'hui le Gouvernement du Roi ne saurait plus Lui reconnaître de caractère diplomatique et cesse d'avoir des relations officielles avec Elle. Votre Excellence trouvera sous ce pli les passeports qui sont nécessaires à son départ et à celui du personnel de la Légation.

(s) *Davignon.*

Nr. DCI. Lettre adressée par M. de Below Saleske, Ministre d'Allemagne, à M. Davignon, Ministre des Affaires Etrangères.

Gb. I 32.

Bruxelles, le 4 août 1914.

J'ai l'honneur d'accuser réception à Votre Excellence de sa lettre du 4 août et de Lui faire savoir que j'ai remis la garde de la Légation Impériale à Bruxelles aux soins de mon collègue des Etats-Unis.

(s) *de Below.*

Nr. DCII. Télégramme adressé par M. Davignon, Ministre des Affaires Etrangères, à M. le Baron Grenier, Ministre du Roi à Madrid.

Gb. I 33.

Bruxelles, le 4 août 1914.

Veuillez demander au Gouvernement espagnol s'il veut bien se charger de la protection des intérêts belges en Allemagne et, dans ce cas, donner les instructions nécessaires à son Ambassadeur à Berlin.

(s) *Davignon.*

Nr. DCIII. Télégramme adressé par M. Davignon, Ministre des Affaires Etrangères, à M. le Baron Beyens, Ministre du Roi à Berlin.

Gb. I 34.

Bruxelles, le 4 août 1914.

Le Ministre d'Allemagne quitte le pays ce soir; demandez vos passeports. Nous prions le gouvernement de Madrid d'autoriser l'Ambassadeur d'Espagne de vouloir bien se charger de la protection des intérêts belges en Allemagne.

(s) *Davignon.*

Nr. DCIV. Le Ministre du Roi à Berlin à M. Davignon, Ministre des Affaires Etrangères. (Télégramme.)

Gb. II 25.

Berlin, le 4 août 1914.

J'ai été reçu ce matin, à 9 heures, par le Ministre des Affaires Etrangères. Il m'a dit: nous avons été obligés par nécessité absolue de faire à votre Gouvernement la demande que vous savez. C'est pour l'Allemagne une question de vie ou de mort. Pour n'être pas écrasée, elle doit écraser d'abord la France et se tourner ensuite contre la Russie. Nous avons appris que l'armée française se préparait à passer par la Belgique pour attaquer notre flanc. Nous devons la prévenir. Si l'armée belge ne fait pas sauter les ponts, nous laisse occuper Liége et se retire sous Anvers, nous promettons non seulement de respecter l'indépendance belge, la vie et les propriétés des habitants, mais encore de vous indemniser. C'est la mort dans l'âme que l'Empereur et le Gouvernement ont dû se résoudre à cette détermination. Pour moi c'est la plus pénible que j'aie eu à prendre de toute ma carrière.

J'ai répondu que le Gouvernement belge ne pouvait faire à cette proposition que la réponse qu'il avait faite sans hésiter. Que diriez-vous de nous si nous cédions à une pareille menace de la France? Que nous sommes des lâches incapables de défendre notre neutralité et de vivre indépendants. La Belgique entière approuvera son Gouvernement. La France, contrairement à ce que vous dites, a promis de respecter notre neutralité si vous la respectez.

Pour reconnaître notre loyauté, vous faites de la Belgique le champ de bataille entre la France et vous. L'Europe vous jugera et vous aurez contre vous l'Angleterre, garante de notre neutralité. Liège n'est pas aussi facile à enlever que vous le croyez.

Le Ministre des Affaires Etrangères, pressé par moi, a avoué que nous ne pouvions pas répondre à la demande allemande autrement que nous l'avons fait et qu'il comprenait notre réponse. Il a répété à plusieurs reprises son chagrin d'en être arrivé là. C'est, dit-il, une question de vie ou de mort pour l'Allemagne.

J'ai répondu qu'un peuple comme un individu ne peut vivre sans honneur. J'ai ensuite déclaré être prêt à quitter Berlin avec mon personnel.

M. *de Jagow* m'a répondu qu'il ne voulait pas rompre les relations diplomatiques avec nous.

J'ai dit : c'est donc à mon Gouvernement à prendre une décision et j'attends ses ordres pour vous réclamer mes passeports.

(s) Baron *Beyens*.

b) Vorgeschichte der Beteiligung Japans am Kriege.

1. Aus dem österreichischen Rotbuch.

Nr. DCV. Freiherr von Müller an Graf Berchtold.
Rb. 36[1]).

Telegramm. Tokio, 28. Juli 1914.

Die heutige offiziöse japanische Times enthält einen Leitartikel, der am Schlusse besagt, daß Japan mit den drei in Betracht kommenden Großmächten Oesterreich-Ungarn, Deutschland und Rußland auf bestem Fuß stehe, während es an Serbien in keiner Weise interessiert sei. Im Kriegsfalle würde die kaiserliche Regierung selbstverständlich strengste Neutralität bewahren.

Nr. DCVI. Der japanische Botschafter an Graf Berchtold.
Rb. 66[2]).

Wien, 20. August 1914.

No doubt Your Excellency have already been informed by His Excellency Baron *Müller* of the nature of the communication made to the German Government by my Government on the 15th inst.[3]); but, for Your Excellency's personal information, I beg to enclose therewith a copy of a telegram received from Tokio on the subject although I have no instruction to do so.

Beilage.

The Japanese Government, taking into serious consideration the present situation, and as the result of full communication with the British Government for the purpose of consolidating and maintaining the general peace in the regions of Eastern Asia which forms one of the objects of the Anglo-Japanese alliance, have come to the decision of taking the necessary measures therefore in common with Great Britain; but before taking such measures, the Japanese Government thought it proper to once approach the German Government with a friendly advice which was communicated to them to the following effect on the 15th of August 1914.

1. All German vessels of war to be immediately withdrawn from the waters in the neighbourhood of Japan and China. The vessels, which cannot be so withdrawn, to be disarmed.

2. The German Government to deliver, unconditionally and without compensation, to the Japanese authorities, the entire leased territory of Kiau-Chau before the 16th of September 1914, for the purpose of returning it to China.

---

[1]) Die arabischen Ziffern bei den Buntbüchern bezeichnen die Nummern in den Buntbüchern (s. oben S. 210). — Herausgeber.

[2]) An Stelle der im Rotbuch mitgeteilten deutschen Uebersetzung wird hier der englische Urtext eingefügt. — Herausgeber.

[3]) Vgl. aber wegen des Datums unten Nr. DCXI. — Herausgeber.

The Japanese Government have declared to the German Government that unless their reply of unconditional acceptance of the above advice should be received before noon of Sunday the 23rd instant, the Japanese Government shall take such action as they deem necessary.

It is sincerely hoped that the above advice, with such ample allowance of time for reply, may be accepted by the German Government; but should, unfortunately, the German Government not accept the advice of the Japanese Government the latter will be obliged to take the necessary measures in order to accomplish their object.

The reason that led the Imperial Government to assume the present attitude is, as already mentioned, none other than to safeguard the common interests of Japan and Great Britain mentioned in the Anglo-Japanese alliance by consolidating the foundation of permanent peace in the regions of Eastern Asia, and the Japanese Government have no intention whatever of embarking on a policy of territorial expansion or any other design of self-interest. Consequently, the Imperial Japanese Government are resolved to respect, with the utmost care, the interests of third powers in Eastern Asia and not in the least to injure them.

Nr. DCVII. Prinz Hohenlohe an Graf Berchtold.

Rb. 68.

Telegramm. Berlin, 23. August 1914.

Dem hiesigen japanischen Geschäftsträger wurde heute durch das Auswärtige Amt mitgeteilt, daß die kaiserlich deutsche Regierung nicht die Absicht habe, eine Antwort auf das japanische Ultimatum zu erteilen. Die deutsche Regierung habe ihrem Botschafter in Tokio den Auftrag erteilt, nach Ablauf der von Japan für heute 12 Uhr gestellten Frist Japan zu verlassen, und sie werde zu gleicher Zeit dem hiesigen japanischen Geschäftsträger seine Pässe zustellen.

Zu Mittag wurden dann dem Herrn Geschäftsträger die Pässe zugestellt, und wird derselbe mit dem Botschaftspersonal Berlin morgen früh verlassen.

Nr. DCVIII. Graf Berchtold an Freiherrn von Müller in Tokio.

Rb. 69.

Telegramm. Wien, 24. August 1914.

Der Kommandant S. M. S. „Elisabeth“ erhielt den Auftrag, in Tsingtau mitzukämpfen. Ersuche Euer Exzellenz, mit Rücksicht auf das Vorgehen Japans gegen das uns verbündete Deutsche Reich Ihre Pässe zu verlangen. Konsulate zu verständigen und mit Kolonie und Botschafts- und Konsulatspersonal nach Amerika abzureisen. Schutz unserer Staatsangehörigen und Interessen wollen Euer Exzellenz amerikanischem Botschafter anvertrauen. Hiesigem japanischen Botschafter werden Pässe zugestellt.

Nr. DCIX. Kriegsproklamation des japanischen Kaisers an sein Volk.

(Uebersetzung.)

Rescript by the Emperor of Japan. August 22, 1914.

We, by the Grace of Heaven, Emperor of Japan, on the throne occupied by the same Dynasty from time immemorial, do hereby make the following proclamation to all Our loyal and brave subjects:

We, hereby, declare war against Germany and We command Our Army and Navy to carry on hostilities against that Empire with all their strength, and We also command all Our competent authorities to make every effort in pursuance of their respective duties to attain the national aim within the limit of the law of nations.

Since the outbreak of the present war in Europe, the calamitous effect of which We view with grave concern, We, on our part, have entertained hopes of preserving the peace of the Far East by the maintenance of strict neutrality, but the action of Germany has at length compelled Great Britain, Our Ally, to open hostilities against that country, and Germany is at Kiaochau, its leased territory in China, busy with warlike preparations, while her armed vessels, cruising the seas of Eastern Asia, are threatening Our Commerce and that of Our Ally. The Peace of the Far East is thus in jeopardy.

Accordingly, Our Government, and that of His Britaanic Majesty, after a full and frank communication with each other, agreed to take such measures as may be necessary for the protection of the genral interests contemplated in the Agreement of Alliance, and We on Our part, being desirouw to attain that object by peaceful means, commanded Our Government to offer, with sincerity, an advice to the Imperial German Government. By the last day appointed for the purpose, however, Our Government failed to receive an answer accepting their advice.

It is with profound regret that We, in spite of Our ardent devotion to the cause of peace, are thus compelled to declare war, especially at this early period of Our reign and while we are still in mourning for Our lamented Mother.

It is Our earnest wish that, by the loyalty and valour of Our faithful subjects, peace may soon be restored and the glory of the Empire be enhanced.

2. Aus dem deutschen Weißbuch.

Nr. DCX. Telegramm des Staatssekretärs des Auswärtigen Amts an den Kaiserlichen Botschafter in Tokio vom 12. August 1914.

Wb. 28.

„Ostasiatisches Geschwader angewiesen, feindliche Akte gegen England zu unterlassen, falls Japan neutral bleibt. Bitte japanische Regierung benachrichtigen.“

Hierauf ist japanischerseits eine Antwort nicht eingegangen.

Nr. DCXI. Ultimatum, überreicht von dem Kaiserlich Japanischen Geschäftsträger Baron Funakoshi am 17. August 1914.

Wb. 29.

(Uebersetzung.)[1]

„Die Kaiserlich Japanische Regierung erachtet es in der gegenwärtigen Lage für äußerst wichtig und notwendig, Maßnahmen zu ergreifen, um alle Ursachen einer Störung des Friedens im fernen Osten zu beseitigen und das allgemeine Interesse zu wahren, das durch den Bündnisvertrag zwischen Japan und Großbritannien ins Auge gefaßt ist, um einen festen und dauernden Frieden in Ostasien zu sichern, dessen Herstellung das Ziel des besagten Abkommens bildet. Sie hält es deshalb aufrichtig für ihre Pflicht, der Kaiserlich Deutschen Regierung den Rat zu erteilen, die nachstehenden beiden Vorschläge auszuführen:

Erstens. Unverzüglich aus den japanischen und chinesischen Gewässern die deutschen Kriegsschiffe und bewaffneten Fahrzeuge jeder Art zurückzuziehen und diejenigen, die nicht zurückgezogen werden können, alsbald abzurüsten.

Zweitens. Bis spätestens 15. September 1914 das gesamte Pachtgebiet Kiautschou bedingungslos und ohne Entschädigung den Kaiserlich Japanischen Behörden zu dem Zweck auszuantworten, es in der Folge an China zurückzugeben.

Die Kaiserlich Japanische Regierung kündigt gleichzeitig an, daß sie, falls sie nicht bis zum 23 August 1914 mittags von der Kaiserlich Deutschen Regierung eine Antwort erhalten sollte, die die bedingungslose Annahme der vorstehenden von der Kaiserlich Japanischen Regierung erteilten Ratschläge enthält, sich genötigt sehen wird, so vorzugehen, wie sie es nach Lage der Sache für notwendig befinden wird."

Nr. DCXII. Antwort der Kaiserlichen Regierung, dem Kaiserlich Japanischen Geschäftsträger am 23. August 1914 mündlich abgegeben.

Wb. 30.

„Auf die Forderungen Japans hat die Deutsche Regierung keinerlei Antwort zu geben. Sie sieht sich daher veranlaßt, den Kaiserlichen Botschafter in Tokio abzuberufen und dem Japanischen Geschäftsträger in Berlin seine Pässe zuzustellen."

---

[1]) Vgl. oben S. 598, Beilage zu Nr. DCVI. — Herausgeber.

B. Die politische Entwickelung des Krieges bis zur österreichisch-belgischen Kriegserklärung (28. August 1914).

a) Serbien, 28. Juli bis 6. August

(nach dem serbischen Blaubuch)[1][2].

Nr. DCXIII. Der Ministerpräsident Paschitsch an alle königlichen Gesandtschaften.

Serb. Blb. 46.

Telegramm. Nisch, den 15./28. Juli 1914.

Die österreichisch-ungarische Regierung hat heute mittags durch ein Telegramm in offener Schrift, adressiert an die serbische Regierung, den Krieg erklärt.

Nr. DCXIV. Dr. Spalaikowitsch an S. D. Sasonow, russischer Minister des Aeußeren.

Serb. Blb. 47.

St. Petersburg, 15./28. Juli 1914.

Exzellenz! Ich beehre mich zu Ihrer Kenntnis zu bringen, daß ich soeben folgendes dringendes Telegramm aus Nisch von heute 2 Uhr 10 Minuten nachmittags von dem Ministerpräsidenten, Herrn *N. Paschitsch*, erhalten habe: „Die österreichisch-ungarische Regierung hat heute mittags durch ein Telegramm in offener Schrift, adressiert an die serbische Regierung, den Krieg erklärt. *Paschitsch.*" Indem ich diese Handlung, welche eine Großmacht den traurigen Mut hatte gegenüber einem kleinen slawischen Staat zu begehen, welcher kaum eine lange Serie von ebenso heldenhaften, als erschöpfenden Kämpfen beendete, zur Kenntnis bringe, nehme ich mir in einem für mein Land so schweren Moment die Freiheit, den Wunsch aus-

---

[1]) Ueber das Vorhergegangene s. oben S. 347 und unten S. 603 ff. — Herausgeber.

[2]) Außer der oben S. 210 angeführten Uebersetzung ist während des Druckes eine solche vom deutschen Auswärtigen Amt herausgegeben: „Serbisches Blaubuch. Diplomatische Aktenstücke zur Vorgeschichte des Krieges." (Berlin, *Carl Heymanns* Verlag 1916.) — Dieser Uebersetzung sind die folgenden Texte entnommen. — Herausgeber.

zusprechen, daß diese Handlung, welche den Frieden Europas bricht und das Gewissen aufreizt, von der ganzen zivilisierten Welt zurückgewiesen und von Rußland, dem Beschützer Serbiens, strenge bestraft werden wird.

Ich bitte Euere Exzellenz, diese Bitte des gesamten serbischen Volkes an die Stufen des Thrones Seiner Majestät zu bringen und den Ausdruck meiner Ergebenheit und meines Respektes zu genehmigen[1]).

---

[1]) Für die Vorgänge vor der Kriegserklärung kommen noch folgende Stücke des **Serb. Blb.** in Betracht:

I. Telegramm des Zaren an Seine königliche Hoheit den Prinzen Alexander von Serbien vom 14./27. Juli 1914.

Serb. Blb. 43.

Eure königliche Hoheit haben, als Sie sich an mich in einem ausnehmend schweren Moment wandten, sich nicht in den Gefühlen geirrt, die ich zu Ihnen hege und in meiner herzlichen Gewogenheit für das serbische Volk.

Die jetzige Lage der Dinge erweckt meine allerernsteste Aufmerksamkeit, und meine Regierung macht alle Anstrengungen, um die gegenwärtigen Schwierigkeiten zu beseitigen. Ich zweifle nicht daran, daß Eure Hoheit und die königliche Regierung von dem Wunsche durchdrungen sind, diese Aufgabe zu erleichtern, indem sie nichts außer acht läßt, um zu einer Entscheidung zu kommen, die die Würde Serbiens wahre und die Greuel eines neuen Krieges vermeide.

Solange die geringste Hoffnung vorhanden ist, Blutvergießen zu vermeiden, müssen alle unsere Bemühungen auf dieses Ziel gerichtet sein. Sollten wir jedoch entgegen unseren alleraufrichtigsten Wünschen hierin keinen Erfolg haben, so können Eure Hoheit davon versichert sein, daß Rußland auf keinen Fall gleichgültig gegenüber dem Geschick Serbiens verbleiben wird.

(gez.) *Nikolaus.*

II. Telegramm des Prinzen Alexander von Serbien an den Zaren.

Serb. Blb. 44.

Nisch, den 15./28. Juli 1914.

Tief ergriffen von dem Telegramm, das Euere Majestät die Gnade hatte gestern an mich zu richten, beeile ich mich, Euerer Majestät vom ganzen Herzen zu danken. Ich bitte Euere Majestät überzeugt zu sein, daß die herzliche Sympathie, die Euere Majestät zu meinem Lande hegt, uns in besonderem Maße wertvoll ist und unsere Seele mit der Hoffnung erfüllt, daß die Zukunft Serbiens gesichert sei, da sie der Gegenstand der hohen Gnade Euerer Majestät geworden ist. Diese peinlichen Augenblicke können nur die Bande der innigen Anhänglichkeit befestigen, welche Serbien mit dem heiligen slawischen Rußland verbinden, und die Gefühle ewiger Dankbarkeit für die Hilfe und den Schutz Euerer Majestät werden frömmig erhalten bleiben in der Seele aller Serben. (gez.) *Alexander.*

III. Der (gewesene) Gesandte in Wien Jovan M. Jovanovitsch an den Ministerpräsidenten N. Paschitsch.

Serb. Blb. 52.

Nisch, den 3./16. August 1914.

Seit dem 17./30. Juni war die Gesandtschaft in Wien von der Polizei und Gensdarmerie belagert und ihr Personal stand ununterbrochen unter der

---

Aufsicht von Organen der öffentlichen Sicherheit. Unsere Bewegungen und unser Verkehr mit der Außenwelt waren, wie Sie sich denken können, beträchtlich erschwert; das Verhalten der Straße hatte etwas Drohendes gegen die Gesandtschaft und deren Funktionäre.

Seit Beginn des Monates Juli wurde auch die telegraphische Verbindung mit Ihnen erschwert und die Ereignisse entwickelten sich so schnell, daß ich Ihnen gewisse Einzelheiten über das, was unserem bewaffneten Konflikt mit Oesterreich-Ungarn vorherging, nicht machen konnte. Ich tue es daher jetzt.

Bis Ende Juni schien es, daß sich die ganze Angelegenheit von Sarajevo normal entwickeln werde. Aber anfangs Juli trat ein Umschwung ein. Es bestanden keine tatsächlichen Beweise dafür, daß ein Umschwung eingetreten, sondern gewisse unbestimmte Anzeichen und Symptome, welche auf versteckte Absichten hinwiesen. Vor allem hörte die Wiener und Budapester Presse — nach Weisungen aus dem Preßbureau des Ministeriums des Aeußeren — auf, Berichte über den Verlauf der Untersuchung in Sachen des Sarajevoer Attentates zu bringen. Diese selbe Presse begann die ganze Sache als eine Frage darzustellen, die zwischen Serbien und Oesterreich-Ungarn, eventuell auch durch einen Krieg, gelöst werden müsse.

Uebrigens kamen solche Enunziationen den Wiener angesehenen Zeitungen von der deutschen Botschaft zu. Eine Ausnahme machten das halbamtliche „Fremdenblatt“, dessen Schreibweise gemäßigter war, die „Zeit“ und die „Arbeiterzeitung“.

Zu dieser geänderten Haltung der Presse kam noch eine sehr unsichere Stimmung der Börse, wie sie während der ganzen Zeit der letzten Ereignisse am Balkan nicht gewesen war. Ferner bezeichneten private Aeußerungen hoher Finanzkreise die „Abrechnung mit Serbien“ als den einzigen Ausweg aus der allgemeinen finanziellen und wirtschaftlichen Krise, in die Oesterreich-Ungarn seit der Annexion Bosniens und der Herzegowina geraten war. Hierauf wurde durch ein geheimes Zirkular die sukzessive Zurückziehung des Goldgeldes aus dem Umlauf und parallel damit die sukzessive Erhöhung des Goldkurses verfügt. Unerschöpflich waren die Erklärungen dafür, daß der gemeinsame Kriegsminister *Krobatin* und der Chef des Generalstabes, *Hötzendorf*, ihren Urlaub abbrachen und zum Aufenthalt nach Wien kamen. Der Chef des Generalstabes war bald im Osten, bald im Süden, bald im Norden der Monarchie und hatte zu jener Zeit auch eine Zusammenkunft mit dem Chef des deutschen Großen Generalstabes, Grafen Moltke, in Böhmen, ich glaube in Karlsbad.

Die ganze Reserve, die zu den Juni-Manövern nach Bosnien und der Herzegowina einberufen worden war, wurde nicht mehr nach Hause entlassen. Die Soldaten aus den Kaders in Oesterreich und Ungarn wurden auf kürzere Urlaube nach Hause entlassen, um die Feldarbeiten und andere Geschäfte zu verrichten, in viel größerer Zahl, als dies gewöhnlich geübt wurde; aus der Reserve wurden immer mehr jene einberufen, die militärisch-administrative Dienste zu verrichten hatten. Hierzu kommen die Interpellationen im ungarischen Reichstage und die unklaren Antworten, welche der Chef der ungarischen Regierung, Graf *Tisza*, gab, ein Staatsmann, der bis dahin in seinen politischen Erklärungen sehr klar war.

Am charakteristischesten war das Verhalten des Ballplatzes. Der übliche Wochenempfang beim Grafen *Berchtold* fand nicht mehr statt. Auf dem Ballplatze hörte man mit einem Male auf, mit den Vertretern der fremden Mächte über das Sarajevoer Ereignis zu reden; und wenn man davon sprach, so war es wie auf Kommando: Man sprach zu allen in einer Weise, die ihre Befürchtungen und den Verdacht, daß Oesterreich-Ungarn

eine ernste Aktion gegen Serbien vorbereite, zerstreuen sollte. Man gab zu, daß Schritte in Belgrad unternommen werden würden, sobald das Resultat der Untersuchung über das Sarajevoer Attentat genügend seinen Zusammenhang mit Belgrad dartäte. Gleichzeitig aber sagte man, daß dieser Schritt kein solcher sein würde, daß man sich sehr aufzuregen brauchte. Der russische Botschafter, der in Abwesenheit des Grafen *Berchtold* mehrmals mit dem Grafen *Forgách* über diese Frage sprach, konnte die wahre Bedeutung der österreichisch-ungarischen Absichten nicht herausfinden. Herr *Schebeko* sagte mir, daß ihm Graf *Szápáry*, der sich damals Familienangelegenheiten halber in Oesterreich-Ungarn aufhielt, gesagt habe, daß die Schritte in Belgrad einen versöhnlichen Charakter haben würden. Derselbe Graf versicherte auch nach der Aussage *Schebekos* Herrn *Ssasonow*, daß die Note, welche Oesterreich-Ungarn an Serbien zu richten beabsichtige, eine solche sein werde, daß die Russen nicht unzufrieden sein würden. Dem französischen Botschafter, Herrn *Dumaine*, der auf dem Ballplatz im Auftrage seiner Regierung die Aufmerksamkeit auf die Komplikationen lenkte, die entstehen könnten, wenn in den eventuellen Forderungen, welche an Serbien gestellt werden sollten, keine Mäßigung obwaltete, erwiderte der Erste Sektionschef, Baron *Macchio*, daß die österreichisch-ungarische Regierung, welche die freundschaftlichen versöhnlichen Schritte Frankreichs zu schätzen wisse, in einer Note Forderungen solcher Art an Serbien stellen werde, die Serbien ohne viel Bedenken annehmen könne. Ich lenkte die Aufmerksamkeit der Entente-Botschafter darauf, daß solche Versicherungen die wahre Absicht der österreichisch-ungarischen Regierung verdecken könnten, um die Mächte vor bestimmte vollendete Tatsachen zu stellen, die dann Europa annehmen müßte, um einen allgemeinen Krieg zu vermeiden.

Diese Vorgangsweise des Ballplatzes hatte aber einigen Erfolg, denn alle meine Kollegen, die ich in jenen Tagen sah, waren kaum der Meinung, daß Oesterreich-Ungarn eine ernste Aktion unternehmen werde, die europäische Komplikationen hervorrufen könnte. Viele Mitglieder des diplomatischen Korps glaubten so sehr daran, daß sie sich damals vorbereiteten, auf längere Urlaube oder in Badeorte zu verreisen.

Trotz alledem wurde bekannt, daß im Ministerium des Aeußeren an einer Note gearbeitet werde, in welcher die Anklagen gegen Serbien und die Forderungen Oesterreich-Ungarns niedergelegt werden sollten. Diese Arbeit war dem Grafen *Forgách*, ehemaligen österreichisch-ungarischen Gesandten in Belgrad, anvertraut. Es herrschte allgemein die Ueberzeugung, daß über diese Arbeit von allen fremden Vertretern nur der deutsche Botschafter, Herr *von Tschirschky*, im Laufenden erhalten wurde, und ich habe Grund zu der Annahme, daß er an der Note auch mitarbeitete. Wegen dieser beiden Faktoren stimmten die Vertreter der uns wohlgeneigten Mächte meiner Auffassung bei, daß diese Note sehr schwere Bedingungen für Serbien, nicht aber, daß sie solche Forderungen enthalten würde, die nicht akzeptiert werden können. Als die Note veröffentlicht wurde, waren wir alle überrascht, um nicht zu sagen: verblüfft.

Geradeso wie der Inhalt der Note sorgfältig geheimgehalten wurde, so war es auch mit dem Tag der Uebergabe dieser Note. An demselben Tag, an welchem die Note in Belgrad übergeben wurde, hatte der französische Botschafter eine längere Unterredung mit dem Ersten Sektionschef im Ministerium des Aeußeren — Graf *Berchtold* war wieder in Ischl — über diese Note, und Baron *Macchio* sagte dem Herrn *Dumaine* nicht, daß an diesem Tage nachmittags die österreichisch-ungarische Note in Belgrad übergeben und am nächsten Tage in den Zeitungen veröffentlicht werden würde.

Als am Morgen des 11./24. Juli in den Wiener Blättern der Inhalt der Note veröffentlicht wurde, die Baron *Giesl* der serbischen Regierung übergeben hatte, herrschte Besorgnis sowohl bei unseren Freunden als bei den Freunden des europäischen Friedens. Erst damals begriff man, daß es zu bedeutungsvollen europäischen Ereignissen kommen könne, wenn man auch nicht glaubte, daß die Herbeiführung solcher Ereignisse in den Intentionen der österreichisch-ungarischen Regierung liege. Diese Gefühle wurden noch verschärft durch die heftige Schreibweise aller Wiener Blätter mit Ausnahme der „Zeit" und der „Arbeiterzeitung" und durch die Straßendemonstrationen, die augenfällig bewiesen, daß der Krieg die angenehmste Lösung wäre. Natürlich der Krieg mit Serbien.

An jenem Tage, nach zwei oder drei Unterredungen, sah ich, daß ein bewaffneter Konflikt zwischen Serbien und der Monarchie unvermeidlich sei, selbst wenn Serbien die in der österreichisch-ungarischen Note niedergelegten Forderungen vom Anfang bis zum Ende annähme. Die Haltung der Straße gegenüber unserer Gesandtschaft war nunmehr eine solche, daß ich mich sogar auf physische Angriffe auf unsere Gesandtschaftsbeamten gefaßt machte.

Auch der französische und der englische Botschafter und der russische Geschäftsträger betrachteten diesen Schritt der österreichisch-ungarischen Regierung nicht als eine Note, sondern als ein Ultimatum*). Sie waren über die Form, den Inhalt und die Frist der Note empört und sahen sie ebenfalls als unannehmbar an. In der mit ihnen stattgehabten Besprechung der Note erklärte ich, daß namentlich die Abschnitte über den königlichen Armeebefehl, über die Absetzung von Beamten und Offizieren und namentlich jener über die Teilnahme österreichisch-ungarischer Beamter an der „Unterdrückung der Bewegung in Serbien gegen die Integrität der Monarchie" absolut nicht angenommen werden könnte, weil sie sich mit der Würde und der Souveränität unseres Landes nicht vertragen. Nur ein siegreicher Krieg, sagte ich, könne dazu zwingen, daß man Bedingungen annehme, die ein unabhängiges Land derart demütigen. Auf ihre Frage, ob es nicht besser wäre, sie momentan anzunehmen, um den Krieg zu vermeiden, antwortete ich, daß die österreichisch-ungarische Note, die *de facto* Serbien den Krieg erklärt, so abgefaßt sei, daß, wenn Serbien sie auch ohne jeden Vorbehalt

---

*) Die **„Norddeutsche Allgemeine Zeitung"**, 3. 6. 1915 2. Ausgabe, hat folgende Auslassung gebracht:

„Mitteilungen des serbischen Gesandten in Petersburg": Die *Nowoje Wremja* vom 10./23. d. M. veröffentlicht eine Unterhaltung zwischen ihrem Vertreter und dem serbischen Gesandten *Spalaikowitsch* in Petersburg, der wir folgendes entnehmen:

„Der Gesandte erinnerte mich an den 11./24. Juli, als es für alle klar wurde, daß der einzige Ausweg aus der schweren Lage der Krieg sein mußte. Ich hatte, so sagte der Gesandte, eine ausführliche Unterhaltung mit dem Minister des Aeußern, Herrn *Ssasonow*, der große Entschlossenheit an den Tag legte und mir in kategorischer Form erklärte, daß Rußland in keinem Falle agressive Handlungen Oesterreichs gegen Serbien zulassen könnte. Der Minister teilte mir mit, daß er Gelegenheit genommen habe, aus diesem Anlaß mit voller Offenheit mit dem deutschen Botschafter Grafen *Pourtalès* zu sprechen. Der Leiter der russischen diplomatischen Ressorts erklärte dem Vertreter Deutschlands, daß ein Ueberfall auf Serbien die größten Lebensinteressen Rußlands berühre und deshalb die Kaiserliche Regierung gezwungen sein werde, diejenigen Maßregeln zu ergreifen, die sie im gegebenen Momente für notwendig befinden werde."

Diese Erklärung des Herrn *Spalaikowitsch* ist hochinteressant. Wie

annähme, Oesterreich-Ungarn aus ihr jederzeit einen Grund herausfinden würde, um in Serbien einzumarschieren. Oesterreich-Ungarn war der Ueberzeugung, daß der Konflikt sich auf uns zwei beschränken werde, und hat demgemäß die Note abgefaßt.

Herr *Dumaine*, Sir *M. de Bunsen* und der russische Geschäftsträger Fürst *Kudachew* waren ebensosehr überrascht über diese unerwartete Note als besorgt wegen der Komplikationen, die sie in Aussicht stellte. Der russische Botschafter *Schebeko* hatte seinen Kollegen vor der Uebergabe wiederholt gesagt, Rußland könne nicht gleichgültig bleiben gegenüber irgend einem Schritt Oesterreich-Ungarns, der darauf ausginge, Serbien zu demütigen. Diese seine Meinung sagte er auch offen auf dem Ballplatz. Daher stammten auch die Befürchtungen der Botschafter, die an die Möglichkeit eines Krieges zwischen Rußland und Oesterreich-Ungarn dachten.

Fürst *Kudachew* ging am Tage nach der Uebergabe der Note in Belgrad zum Grafen *Berchtold*, um mit ihm über die Note zu sprechen. Auf seine Erklärung, daß die Note, so wie sie ist, unannehmbar sei, und daß Rußland die Demütigung Serbiens nicht gleichgültig mitansehen könne, erwiderte Graf *Berchtold*, Oesterreich-Ungarn habe einen Schritt wie den vorliegenden tun müssen, denn es sei auch schon seine Existenz in Frage gekommen; Oesterreich-Ungarn könne von diesem Schritte nicht abstehen, noch auch die Forderungen der Note ändern; es rechne aber damit, daß dieser Streit bloß Serbien und Oesterreich-Ungarn angehe, d. h. daß keine andere Macht einen Anlaß habe, sich in diesen Streit einzumischen.

Diese Antwort des Grafen *Berchtold* ließ keinen Zweifel mehr an der Absicht Oesterreich-Ungarns, Serbien, auch ohne daß Europa zugestimmt hätte, mit bewaffneter Hand zu züchtigen. Aus den Unterredungen, die ich damals mit den Entente-Botschaftern hatte — die während jener ganzen schweren Tage in jeder Hinsicht gegen mich und das Gesandtschaftspersonal gefällig und aufmerksam waren — ging deutlich hervor, daß Oesterreich-Ungarn versichert und auch überzeugt war, daß der serbisch-österreichisch-ungarische Konflikt lokalisiert bleiben würde, als es sich zu jener Note entschloß, die unzweifelhaft den Krieg bedeutete. Ebenso klar war es, daß Oesterreich-Ungarn in dieser Ueberzeugung besonders, und vielleicht allein, von dem deutschen Botschafter Herrn *von Tschirschky* bestärkt wurde. Herr *von Tschirschky* sagte und sprach es auch offen aus, daß Rußland

---

das deutsche Weißbuch (Anlage 4) feststellt, hat Herr *Ssasonow* dem Grafen *Pourtalès* nur erklärt, Rußland könne unmöglich zulassen, daß die serbisch-österreichische Differenz zwischen den Beteiligten allein ausgetragen werde. Wir kannten bisher nicht die Form, in der Herr *Ssasonow* den Inhalt dieses Gespräches an den serbischen Gesandten weitergegeben hat. Aus der Veröffentlichung der *Nowoje Wremja* erfahren wir nun zum ersten Male, daß Herr *Ssasonow* dies in einer Weise getan hat, die von den Erklärungen erheblich abwich, welche er dem deutschen Botschafter gegenüber gemacht hatte, und die eine offene Kriegsdrohung Rußlands an Deutschland und seinen Verbündeten für den Fall enthielt, daß Oesterreich-Ungarn es wagen sollte, sich von Serbien ohne die russische Sanktion Genugtuung zu verschaffen. Nachdem der serbischen Regierung durch die Erklärung des Herrn *Sasonow* der Rücken gestärkt war, ist es allerdings nicht verwunderlich, daß sie im Vertrauen auf die ihr zugesicherte russische Waffenhilfe das österreichisch-ungarische Ultimatum ablehnte und es auf einen Krieg ankommen ließ. Damit ist jetzt auch von amtlicher Seite durch einen Anhänger des Dreiverbandes klargestellt, daß es Rußland von Beginn der Krise an nicht auf deren Beilegung, sondern auf ihre Verschärfung angekommen ist.

Nr. DCXV. Der russische Minister des Aeußeren S. D. Sasonow an den serbischen Gesandten in Petersburg Dr. Spalaikowitsch.

Serb. Blb. 48.

St. Petersburg, den 17./30. Juli 1914.

Herr Minister! Ich hatte die Ehre, Ihr Schreiben vom 15./28. Juli, Nr. 257, zu erhalten, durch welches Sie mir das Telegramm Seiner Exzellenz *Paschitsch* anläßlich der Kriegserklärung Oesterreich-Ungarns an Serbien mitgeteilt haben. Indem ich dieses traurige Ereignis aufrichtig bedauere, beeile ich mich, Sie, Herr Minister, zu verständigen, daß ich nicht verfehlen werde, Seiner Majestät dem Kaiser die Bitte des serbischen Volkes, dessen Dolmetsch Sie sind, zu unterbreiten.

---

ruhig bleiben werde, bis Oesterreich-Ungarn die Strafexpedition gegen Serbien durchgeführt haben würde. Er versicherte, daß der russische Minister des Aeußeren leicht mit den Panslawisten werde fertig werden wie im verflossenen Jahr und daß Rußland heute keinen Grund habe, so viele heikle Fragen in Europa und Asien, die es selbst am meisten berühren, aufzurollen. Eine Lektion war für Serbien, nach Herrn *von Tschirschky*, notwendig. Rußland hatte keinerlei Recht, sich in die Sache einzumischen. Was Deutschland betrifft, so sagte er, es sei im vollen Sinne des Wortes sich bewußt, was es tue, wenn es Oesterreich-Ungarn bei seinem Schritte unterstütze.

Diese Sprache des Herrn *von Tschirschky* rief bei vielen die Meinung hervor, daß Deutschland einen europäischen Krieg provozieren wolle, denn man hat in Wien auch früher schon viel gesprochen, ja sogar geschrieben, daß man mit Rußland Krieg führen müsse, bevor es vollkommen militärisch gerüstet sei, d. h. vor dem Frühjahr 1917. „Je mehr die Sache hinausgeschoben wird, umso geringer werden die Aussichten des Dreibundes sein.“ Inzwischen gelangten aus den authentischesten Berliner diplomatischen Quellen Nachrichten an mich in Wien, daß die Wilhelmstraße das Vorgehen Oesterreichs in dieser Frage nicht billigt und daß Herr von *Tschirschky* die ihm gegebenen Instruktionen überschritten habe.

Der russische Botschafter *Schebeko* trat nach seiner Rückkehr aus Petersburg auf dem Ballplatz mit aller Kraft dafür ein, daß die der serbischen Regierung zur Beantwortung der österreichisch-ungarischen Note gegebene kurze Frist verlängert und daß ein Modus für den Meinungsaustausch zwischen Wien und Petersburg über den ganzen Streit gefunden werde. Aber bis zum 13./26. Juli, wo wir uns trafen, waren seine Bemühungen erfolglos geblieben. Aus dem Gespräche mit ihm entnahm ich, daß man in Petersburg die österreichisch-ungarische Note nach Inhalt und Form als eine Herausforderung nicht sowohl Serbiens als Rußlands betrachte und daß Rußland nicht gestatten werde, daß Serbien gedemütigt wird, sei es auch um den Preis eines Krieges.

Am Tage meiner Abreise aus Wien sagte mir Herr *Schebeko*, daß es trotz aller großen Schwierigkeiten den Anschein habe, daß in Petersburg zwischen der russischen Regierung und dem Grafen *Szápáry* eine Lösung gefunden wird, die nicht zum offenen Konflikt führen würde. In Wien begannen indessen schon Besorgnisse aufzutauchen, als man hörte, daß der österreichisch-serbische Konflikt zum Krieg zwischen Rußland und Oesterreich-Ungarn führen könne.

Nr. DCXVI. Ministerpräsident Paschitsch an den Geschäftsträger in Berlin Dr. M. Jovanovitsch.

Serb. Blb. 49.

Telegramm. Nisch, den 22. Juli/4. August 1914.

Ich bitte, der kaiserlichen Regierung mitzuteilen, daß Sie den Auftrag erhalten haben, mit dem Personal der Gesandtschaft und des Konsulats Deutschland zu verlassen. Ich bitte, sogleich abzureisen.

Nr. DCXVII. Das serbische Ministerium des Aeußeren an die deutsche Gesandtschaft in Nisch.

Serb. Blb. 50

Nisch, den 24. Juli/6. August 1914.

Das königliche Ministerium des Aeußeren beehrt sich, die kaiserlich deutsche Gesandtschaft in Kenntnis zu setzen, daß mit Rücksicht auf den Krieg zwischen Serbien und Oesterreich-Ungarn, dem Verbündeten Deutschlands, wie auch auf den Krieg zwischen Rußland und Deutschland, dem Verbündeten Oesterreich Ungarns, die königlich serbische Regierung, welche sich mit Rußland und dessen Verbündeten solidarisch erklärt, die Mission Seiner Exzellenz des deutschen außerordentlichen Gesandten und bevollmächtigten Ministers Baron *Griesinger* in Serbien als beendigt ansieht. Sie bittet Seine Exzellenz, mit dem Personal der Gesandtschaft das Gebiet Serbiens zu verlassen, und stellt ihm in der Beilage zu diesem Schreiben die nötigen Reisedokumente zu.

Nr. DCXVIII. Dr. M. Jovanovitsch an den Ministerpräsidenten N. Paschitsch.

Serb. Blb. 51.

Berlin, den 24. Juli/6. August 1914.

Anläßlich des Besuches, den ich dem Unterstaatssekretär *Zimmermann* machte, um ihm den Abbruch der diplomatischen Beziehungen bekanntzugeben, erklärte er unter anderem, daß Deutschland immer freundschaftliche Gefühle für Serbien gehegt habe und daß er bedauere, daß die Beziehungen zwischen Serbien und Deutschland infolge der politischen Konstellation abgebrochen werden müssen. Die Schuld an den Ereignissen, welche eingetreten sind und welche schwere Folgen für alle Nationen haben werden, schreibt er Rußland allein zu, welches Serbien beständig aufgehetzt habe. Wenn nicht Rußland im letzten Augenblicke, als es schon möglich schien, daß der bewaffnete Konflikt vermieden werde, seine ganzen Streitkräfte mobilisiert hätte, wäre es nicht zum Kriege gekommen, denn Deutschland machte seinen ganzen Einfluß auf Oesterreich-Ungarn geltend, damit es sich mit Rußland verständige. Oesterreich-Ungarn hätte sich vielleicht damit begnügt, Belgrad zu besetzen, und dann wären Verhandlungen behufs Regelung der serbisch-österreichischen Beziehungen gepflogen worden.

b) Rußland und Oesterreich, 2 bis 6. August

(nach dem russischen Orangebuch und dem österreichischen Rotbuch)[1].

Nr. DCIXX. Le Ministre des Affaires Etrangères aux Représentants de S. M. l'Empereur à l'étranger.

Ob. 78.

St.-Petersbourg, le 20 Juillet/2 Août 1914.
(Télégramme.)

Il est absolument clair que l'Allemagne s'efforce dès à présent de rejeter sur nous la responsabilité de la rupture. Notre mobilisation a été provoquée par l'énorme responsabilité que nous aurions assumée, si nous n'avions pas pris toutes les mesures de précaution à un moment où l'Autriche, se bornant à des pourparlers d'un caractère dilatoire, bombardait Belgrade et procédait à une mobilisation générale.

Sa Majesté l'Empereur s'était engagé vis-à-vis de l'Empereur d'Allemagne par sa parole à n'entreprendre aucun acte agressif tant que dureraient les pourparlers avec l'Autriche. Après une telle garantie et après toutes les preuves de l'amour de la Russie pour la paix, l'Allemagne ne pouvait ni avait le droit de douter de notre déclaration que nous accepterions avec joie toute issue pacifique compatible avec la dignité et l'indépendance de la Serbie. Une autre issue, tout en étant complètement imcompatible avec notre propre dignité, aurait certainement ébranlé l'équilibre Europeen, en assurant l'hégémonie de l'Allemagne. Ce caractère Européen, voire mondial, du conflit est infiniment plus important que le prétexte qui l'a créé. Par sa décision de nous déclarer la guerre à un moment où se poursuivaient les négociations entre les Puissances, l'Allemagne a assumé une lourde responsabilité.

Nr. DCXX. Graf Berchtold an Graf Szápáry in St. Petersburg.

Rb. 59.

Telegramm. Wien, 5. August 1914.

Ich ersuche Euer Exzellenz, dem dortigen Minister des Aeußern folgende Note zu übergeben:

„D'ordre de son Gouvernement, le soussigné Ambassadeur d'Autriche-Hongrie a l'honneur de notifier à Son Excellence Monsieur le Ministre des Affaires Etrangères de Russie ce qui suit:

Vu l'attitude menaçante prise par la Russie dans le conflit entre la Monarchie austro-hongroise et la Serbie, et en présence du fait qu'en suite

[1] Das Vorhergegangene s. oben S. 367 und 480. Vgl. S. 210. — Herausgeber.

de ce conflit la Russie, d'après une communication du Cabinet de Berlin, a cru devoir ouvrir les hostilités contre l'Allemagne et que celle-ci se trouve, par conséquent, en état de guerre avec la dite Puissance, l'Autriche-Hongrie se considère également en état de guerre avec la Russie."

Nach Ueberreichung dieser Note wollen Euer Exzellenz sich die Ausfertigung der Pässe erbitten und ungesäumt mit dem gesamten Botschaftspersonal, ausgenommen etwa zurückzulassende Organe, abreisen. Herrn *von Schebeko* werden gleichzeitig unsererseits die Pässe zugestellt.

Nr. DCXXI. Note remise par l'Ambassadeur d'Autriche-Hongrie à St.-Petersbourg au Ministre des Affaires Etrangères le 24 Juillet à 6 h. du soir.

Ob. 79.

St.-Pétersbourg, 6 Août/24 Juillet 1914.

D'ordre de son Gouvernement le soussigné Ambassadeur d'Autriche-Hongrie a l'honneur de notifier à Son Excellence Monsieur le Ministre des Affaires Etrangères de Russie ce qui suit:

„Vu l'attitude menaçante prise par la Russie dans le conflit entre la Monarchie Austro-Hongroise et la Serbie et en présence du fait qu'en suite de ce conflict la Russie d'après une communication du Cabinet de Berlin a cru devoir ouvrir les hostilités contre l'Allemagne et que celle-ci se trouve par conséquent en état de guerre avec la dite Puissance, l'Autriche-Hongrie se considère également en état de guerre avec la Russie à partir du présent moment."

(Signé) *Szápáry.*

c) Belgien, 4. bis 28. August, nach den belgischen Graubüchern [1]).

Nr. DCXXII. Télégramme adressé par le Ministre du Roi à Londres à M. Davignon, Ministre des Affaires Etrangères.

Gb. I 37.

Londres, 4 août 1914.

Le Ministre des Affaires Etrangères a fait savoir aux Ministres anglais en Norvège, Hollande, Belgique, que l'Angleterre s'attend à ce que ces trois Royaumes résistent à la pression de l'Allemagne et gardent la neutralité. Dans leur résistance ils seront soutenus par l'Angleterre qui, dans ce cas, est prête à coopérer avec la France et la Russie si tel est le désir de ces trois Gouvernements en offrant alliance aux dits Gouvernements, pour repousser l'emploi contre eux de la force par l'Allemagne, et garantie, pour le maintien futur de l'indépendance et de l'intégrité des trois Royaumes. J'ai fait remarquer que la Belgique est neutre à perpétuité. Le Ministre des Affaires Etrangères a répondu: c'est pour le cas de neutralité violée.

(s) Comte *de Lalaing.*

Nr. DCXXIII. Lettre adressée par M. Davignon, Ministre des Affaires Etrangères, aux Ministres du Roi à Paris, Londres et Saint-Pétersbourg.

Gb. I 38.

Bruxelles, le 4 août 1914.

J'ai l'honneur de porter à votre connaissance l'ordre des faits successifs qui ont marqué pendant les derniers jours les relations de la Belgique avec certaines des Puissances garantes de sa neutralité et de son indépendance.

Le 31 juillet le Ministre d'Angleterre me fit une communication verbale aux termes de laquelle, en prévision d'une guerre européenne, Sir *E. Grey* avait demandé aux Gouvernements allemand et français, séparément, si chacun d'eux était résolu à respecter la neutralité de la Belgique dans l'éventualité où cette neutralité ne serait pas violée par aucune autre puissance.

En raison des traités existants, Sir *Francis Villiers* était chargé de porter cette démarche à la connaissance du Gouvernement du Roi en ajoutant que Sir *E. Grey* présumait que la Belgique était résolue à maintenir sa neutralité et qu'elle s'attendait à ce que les autres Puissances la respectent.

J'ai dit à M. le Ministre d'Angleterre que nous appréciions hautement cette communication qui répondait à notre attente et j'ai ajouté que la Grande-Bretagne ainsi que les autres Puissances garantes de notre indépendance pourraient être pleinement assurées de notre ferme volonté de maintenir

---

[1]) Diese Urkunden schließen sich an S. 597 Nr. DCIV an. Es gilt auch für sie die Fußnote S. 557. — Herausgeber.

notre neutralité; celle-ci ne nous paraissant d'ailleurs pas pouvoir être menacée par aucun de ces Etats avec lesquels nous entretenons les rapports les plus cordiaux et les plus confiants. Le Gouvernement, ai-je fait remarquer, avait donné une preuve de cette résolution en prenant dès à présent toutes les mesures militaires que la situation lui paraissait comporter.

A son tour, M. le Ministre de France se déclara, le 1er août, dans une conversation verbale, autorisé à faire connaître au Gouvernement belge, qu'en cas de conflit international, le Gouvernement de la République, conformément à ses déclarations constantes, respecterait le territoire de la Belgique et qu'il ne serait amené à modifier son attitude que dans le cas de violation de la neutralité belge par une autre Puissance.

Je remerciai Son Excellence et ajoutai que nous avions déjà pris toutes les dispositions requises pour assurer le respect de notre indépendance et de nos frontières.

Le 2 août, dans la matinée, j'eus avec Sir *Francis Villiers* un nouvel entretien au cours duquel il me fit part de ce qu'il avait transmis télégraphiquement samedi, dès la première heure, à son Gouvernement notre conversation du 31 juillet en ayant soin de reproduire fidèlement la déclaration solennelle qu'il avait recueillie de la volonté de la Belgique de défendre ses frontières, de quelque côté qu'elles soient envahies. Il ajouta: „Nous savons que la France vous a donné des assurances formelles; mais l'Angleterre n'a reçu à ce sujet aucune réponse de Berlin."

Ce dernier fait ne provoqua en moi aucune émotion particulière, parceque la déclaration du Gouvernement allemand pouvait paraître surabondante en présence des traités existants. D'allieurs le Secrétaire d'Etat aux affaires Etrangères avait affirmé à la séance de la commission du Reichstag du 29 avril 1913 „que la neutralité de la Belgique est établie conventionnellement et que l'Allemagne a l'intention de respecter ce traité."

Le même jour, M. *de Below Saleske*, Ministre d'Allemagne, se présenta au Ministère des Affaires Etrangères à 19 heures et me remit la note cijointe[1]). Le Gouvernement allemand accordait au Gouvernement belge un délai de douze heures pour lui faire connaître sa décision.

Aucune hésitation ne pouvait se manifester au sujet de la réponse qu'appelait la proposition surprenante du Gouvernement allemand. Vous en trouverez une copie sous ce pli.

L'ultimatum expirait le 3 août, à 7 heures du matin; comme à 10 heures aucun fait de guerre ne s'était produit, le Conseil des Ministres décida qu'il n'y avait pas lieu, pour le moment, de faire appel aux Puissances garantes.

Vers midi, le Ministre de France m'interrogea sur ce point et me dit:

« Bien qu'en raison de la soudaineté des événements je ne sois encore chargé d'aucune déclaration, je crois cependant, m'inspirant des intentions bien connues de mon Gouvernement, pouvoir dire que si le Gouvernement

---

[1]) S. oben S. 590 Nr. DCXXXIX. — Herausgeber.

Royal faisait appel au Gouvernement français comme puissance garante de sa neutralité, il répondrait immédiatement à son appel. Si cet appel n'était pas formulé il est probable, à moins bien entendu que le souci de sa propre defense ne détermine des mesures exceptionnelles, qu'il attendrait, pour intervenir, que la Belgique ait fait un acte de résistance effective.»

J'ai remercié M. *Klobukowski* de l'appui que le Gouvernement français voulait bien nous offrir éventuellement et lui ai dit que le Gouvernement du Roi ne faisait pas appel, pour l'instant, à la garantie des Puissances et se réservait d'apprécier ultérieurement ce qu'il y aura lieu de faire.

Enfin, le 4 août, à 6 heures du matin, le Ministre d'Allemagne me fit la communication suivante:

Le Conseil des Ministres délibère en ce moment au sujet de l'appel aux Puissances garantes de notre neutralité.

Veuillez agréer, etc. (s) *Davignon.*

Nr. DCXXIV. Télégramme adressé par le Ministre du Roi à Londres à M. Davignon, Ministre des Affaires Etrangères.

Gb. I 39.

Londres, 4 août 1914.

L'Angleterre a sommé ce matin l'Allemagne de respecter la neutralité belge. L'ultimatum dit que vu la note adressée par l'Allemagne à la Belgique menaçant cette dernière de la force des armes si elle s'oppose au passage de ses troupes, vu la violation du territoire belge à Gemmenich, vu le fait que l'Allemagne a refusé de donner à l'Angleterre la même assurance que celle donnée la semaine dernière par la France, l'Angleterre doit demander à nouveau une réponse satisfaisante au sujet du respect de la neutralité belge et d'un traité dont l'Allemagne est signataire aussi bien qu'elle-même. L'ultimatum expire à minuit.

En conséquence de l'ultimatum de l'Angleterre à l'Allemagne la proposition anglaise que je vous ai transmise par télégramme est annulée pour le moment.

(s) Comte *de Lalaing.*

Nr. DCXXV. Lettre adressée par M. Davignon, Ministre des Affaires Etrangères, aux Ministres de Grande-Bretagne, de France et de Russie.

Gb. I 40.

Bruxelles, le 4 août 1914.

Le Gouvernement belge a le regret de devoir annoncer à Votre Excellence que ce matin les forces armées de l'Allemagne ont pénétré sur le territoire belge en violation des engagements qui ont été pris par traité.

Le Gouvernement du Roi est fermement décidé à résister par tous les moyens en son pouvoir.

La Belgique fait appel à l'Angleterre, à la France et à la Russie pour coopérer, comme garantes, à la défense de son territoire.

Il y aurait une action concertée et commune ayant pour but de résister aux mesures de forces employées par l'Allemagne contre la Belgique et en même temps de garantir le maintien de l'indépendance et de l'intégrité de la Belgique dans l'avenir.

La Belgique est heureuse de pouvoir déclarer qu'elle assumera la défense des places fortes.

(s) *Davignon.*

Nr. DCXXVI. Le Ministre du Roi à Londres à M. Davignon, Ministre des Affaires Etrangères.

Gb. II 26.

Londres, le 5 août 1914.

Monsieur le Ministre,

Il vous paraîtra peut-être intéressant de connaître les vues de l'Ambassade de France sur la situation et je crois bien faire en vous résumant les conversations que j'ai eues ces jours derniers avec M. *de Fleuriau*, Conseiller de l'Ambassade:

La concentration française commence aujourd'hui et doit se faire à l'abri des troupes de convertures qui sont massées à la frontière. Le Généralissime est absolument décidé, si c'est nécessaire, à laisser écraser ses troupes de première ligne afin de laisser le temps à l'armée de prendre les positions qui lui sont assignées dans le plan stratégique auquel le généralissime entend ne rien changer. Seule la non-coopération de l'armée anglaise l'obligerait à étendre la gauche française. C'est pourquoi M. *Cambon* s'efforce actuellement d'obtenir du Gouvernement Anglais une décision rapide au sujet de l'envoi sur le continent du corps expéditionnaire anglais. Il faudrait à celui-ci de douze à quinze jours pour pouvoir être à même de prendre part aux opérations militaires. Tout est prêt, m'a répété le Conseiller de l'ambassade pour le transport des troupes anglaises dans les ports français et de là vers la frontière belge. Mais nous devons agir rapidement, car il ne faut pas que les Anglais arrivent quand il sera trop tard.

M. *Cambon*, dans une entrevue qu'il a eue hier avec Sir *Edward Grey*, lui a fait remarquer que l'Angleterre était décidée à faire la guerre puisque la neutralité belge avait été violée. Mais avec quoi ferez-vous la guerre si la flotte allemande, ce qui paraît bien vraisemblable, refuse la bataille et reste dans la Baltique? Vous devez donc envoyer immédiatement le corps expéditionnaire sur le continent.

Sir *E. Grey* n'a pas répondu, mais peut-être le refus très net de l'Allemagne de consentir à respecter la neutralité belge fera-t-il réfléchir le Cabinet de Londres et l'éclairera-t-il sur la tactique allemande qui consiste à agir avec une rapidité foudroyante et à adopter les plans les plus hardis.

J'apprends que la Suède et la Norvège ont promis à la Russie, à la France et à l'Angleterre de rester neutres.

Mon télégramme de cette nuit vous annonçait que c'était l'Allemagne qui avait déclaré la guerre à l'Angleterre. Cette information m'a été d'abord téléphonée du Foreign Office et ensuite confirmée par lettre circulaire. Mais peu de temps après le Ministère des Affaires Etrangères a tenu à rectifier cette version qui présentait les choses sous un aspect peu exact et m'a fourni le communiqué suivant: « Etant donné le rejet sommaire par le Gouvernement Allemand de la demande anglaise de bien vouloir fournir des assurances touchant le respect de la neutralité belge, l'Ambassadeur de S. M. Britannique à Berlin a reçu ses passeports et le Gouvernement Britannique a annoncé au Gouvernement Impérial que l'état de guerre existait entre les deux pays à partir de 11 heures du soir, le 4 août. »

Je vous ai résumé cette seconde version par mon télégramme de ce jour.

Veuillez agréer, etc.

(s) Comte *de Lalaing.*

Nr. DCXXVII. Le Ministre du Roi à Londres à M. Davignon, Ministre des Affaires Etrangères.

Gb. II 27.

Londres, le 5 août 1914.

Monsieur le Ministre,

J'ai porté à Sir *Edward Grey* l'appel de la Belgique aux trois puissances garantes. L'Angleterre naturellement y répondra chaleureusement. Sir *Edward Grey* va lire aujourd'hui à la Chambre une dépêche de Sir *F. Villiers*, de ce matin, contenant le texte de cet appel. La belle résistance des Belges, m'a dit le Ministre, facilitera la tâche du Cabinet anglais devant l'opinion. L'Angleterre vous aidera tant qu'elle pourra. Sir *Edward Grey* m'a dit que vous lui aviez demandé d'assurer le ravitaillement d'Anvers par l'Escaut et qu'il avait même convoqué à ce propos, pour tantôt, le Ministre de Hollande, auquel il expliquerait que c'était nécessaire pour la Belgique dans ces circonstances et qu'il ne prévoyait pas de difficultés pour le passage des navires de commerce. En tout cas le Ministre anglais de la marine a annoncé à Sir *Edward Grey* qu'on pouvait compter en Belgique que la flotte anglaise ferait bonne garde en face des bouches de l'Escaut.

Veuillez agréer, etc.

(s) Comte *de Lalaing.*

Nr. DCXXVIII. Télégramme adressé par le Ministre du Roi à Londres à M. Davignon. Ministre des Affaires Etrangères.

Gb. I 41.

Londres, 5 août 1914.

L'Allemagne ayant rejeté les propositions anglaises, l'Angleterre lui a déclaré que l'état de guerre existait entre les deux pays, à partir de onze heures. (s) Comte *de Lalaing.*

Nr. DCXXIX. Télégramme adressé par M. Davignon, Ministre des Affaires Etrangères, aux Ministres du Roi à Paris, Londres et Saint-Pétersbourg.

Gb. I 42.

Bruxelles, le 5 août 1914.

Après la violation du territoire à Gemmenich, la Belgique a fait appel, par l'intermédiaire de leurs Représentants accrédités à Bruxelles, à l'Angleterre, à la France et à la Russie pour coopérer, comme garantes, à la défense de son territoire.

La Belgique assume la défense des places fortes. (s) *Davignon.*

Nr. DCXXX. Lettre adressée par M. Davignon, Ministre des Affaires Etrangères, aux Ministres du Roi à Paris, Londres et Saint-Pétersbourg.

Gb. I 43.

Bruxelles, le 5 août 1914.

Par ma dépêche du 4 août j'ai eu l'honneur de vous exposer la suite des événements qui ont marqué les relations internationales de la Belgique du 31 juillet au 4 août. J'ajoutais que le Conseil des Ministres examinait la question de savoir si la Belgique, dont le territoire avait été envahi depuis le matin, ferait appel à la garantie.

Le Conseil venait de se décider en faveur de l'affirmative, lorsque le Ministre d'Angleterre me fit savoir que la proposition dont il m'avait saisi et d'après laquelle le Gouvernement britannique était disposé à répondre à notre appel en garantie, était annulée pour le moment.

Un télégramme de Londres m'apprit que ce changement d'attitude était motivé par un ultimatum de l'Angleterre laissant à l'Allemagne un délai de dix heures pour évacuer le sol belge et respecter la neutralité de la Belgique. Dans la soirée, le Gouvernement du Roi a adressé, par l'intermédiaire de leurs représentants respectifs à Bruxelles à la France, à la Grande-Bretagne et à la Russie, la note dont vous trouverez la copie ci-jointe.

Comme vous le remarquerez, la Belgique fait appel à l'Angleterre, à la France et à la Russie pour coopérer comme garants à la défense de son territoire et au maintien dans l'avenir de l'indépendance et de l'intégrité du territoire. Elle assurera la défense des places fortes.

Jusqu'ici nous ne connaissons pas l'accueil qui a été réservé à notre appel. (s) *Davignon.*

Nr. DCXXXI. Lettre adressée par M. Davignon, Ministre des Affaires Etrangères, aux Chefs de mission dans tous les pays entretenant avec la Belgique des rapports diplomatiques.

Gb. I 44.

Bruxelles, le 5 août 1914.

Par le traité du 18 avril 1839, la Prusse, la France, l'Angleterre, l'Autriche et la Russie se sont déclarées garantes du traité conclu le même

jour entre S. M. le Roi des Belges et S. M. le Roi des Pays-Bas. Ce traité porte: « La Belgique formera un Etat indépendant et perpétuellement neutre. » La Belgique a rempli toutes ses obligations internationales, elle a accompli ses devoirs dans un esprit de loyale impartialité, elle n'a négligé aucun effort pour maintenir et faire respecter sa neutralité.

Aussi est-ce avec une pénible émotion que le Gouvernement du Roi a appris que les forces armées de l'Allemagne, puissance garante de notre neutralité, ont pénétré sur le territoire de la Belgique en violation des engagements qui ont été pris par traité.

Il est de notre devoir de protester avec indignation contre un attentat au droit des gens qu'aucun acte de notre part n'a pu provoquer.

Le Gouvernement du Roi est fermement décidé à repousser par tous les moyens en son pouvoir l'atteinte portée à sa neutralité et il rappelle qu'en vertu de l'article 10 de la convention de La Haye de 1907, concernant les droits et les devoirs des Puissances et des personnes neutres en cas de guerre sur terre, ne peut être considéré comme un acte hostile le fait, par une Puissance neutre, de repousser, même par la force, les atteintes à sa neutralité.

Vous voudrez bien demander d'urgence une audience au Ministre des Affaires Etrangères et donner lecture à Son Excellence de la présente lettre dont vous lui laisserez copie. Si l'audience ne pouvait vous être immédiatement accordée, vous ferez par écrit la communication dont il s'agit.

Veuillez agréer, etc. (s) *Davignon.*

Nr. DCXXXII. Télégramme adressé par le Ministre du Roi à Berlin à M. Davignon, Ministre des Affaires Etrangères.

Gb. I 45.

Berlin, le 5 août 1914.

J'ai reçu mes passeports. Je quitterai Berlin demain matin avec personnel pour la Hollande. (s) Baron *Beyens.*

Nr. DCXXXIII. Lettre adressée par le Ministre du Roi à Paris à M. Davignon, Ministre des Affaires Etrangères.

Gb. I 47.

Paris, le 5 août 1914.

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de vous faire parvenir, sous ce pli, une copie de la notification de l'état de guerre existant entre la France et l'Allemagne, qui m'a été remise aujourd'hui.

Veuillez agréer, etc. (s) Baron *Guillaume.*

Annexe.

Le Gouvernement Impérial Allemand, après avoir laissé ses forces armées franchir la frontière et se livrer sur le territoire français à divers actes de meurtre et de violence; après avoir violé la neutralité du Grand

Duché de Luxembourg au mépris des stipulations de la convention de Londres du 11 mai 1867 et de la convention de La Haye du 18 octobre 1907, *sur les droits et devoirs des Puissances et des personnes neutres en cas de guerre sur terre* (art. 1 à 11), conventions signées de lui; après avoir adressé un ultimatum au Gouvernement royal de Belgique, tendant à exiger le passage des forces allemandes par le territoire belge, en violation des Traités du 19 avril 1839 également signés par lui et de la susdite convention de La Haye;

A déclaré la guerre à la France le 3 août 1914, à 18 heures 45;

Le Gouvernement de la République se voit dans ces conditions obligé de son côté de recourir à la force des armes.

Il a en conséquence l'honneur de faire savoir par la présente au Gouvernement Royal que l'état de guerre existe entre la France et l'Allemagne à dater du 3 août, 18 heures 45.

Le Gouvernement de la République proteste auprès de toutes les nations civilisées et spécialement auprès des Gouvernements signataires des conventions et traités susrappelés, contre la violation par l'Empire allemand de ses engagements internationaux; il fait toutes réserves quant aux représailles qu'il pourrait se voir amené à exercer contre un ennemi aussi peu soucieux de la parole donnée.

Le Gouvernement de la République, qui entend observer les principes du droit des gens, se conformera durant les hostilités et sous réserve de réciprocité aux dispositions des conventions internationales signées par la France concernant le droit de la guerre sur terre et sur mer.

La présente notification faite en conformité de l'article 2 de ladite IIe Convention de La Haye du 18 octobre 1907 relative à l'ouverture des hostilités est remise à M. le Ministre de Belgique à Paris, le 5 août 1914, à 14 heures.

Nr. DCXXXIV. Communication faite le 5 août par Sir Francis Villiers, Ministre d'Angleterre, à M. Davignon, Ministre des Affaires Etrangères.

Gb. I 48.

Je suis chargé d'informer le Gouvernement belge que le Gouvernement de S. M. Britannique considère l'action commune dans le but de résister à l'Allemagne comme étant en vigueur et justifiée par le traité de 1839.

Nr. DCXXXV. Télégramme adressé par le Ministre du Roi à Londres à M. Davignon, Ministre des Affaires Etrangères.

Gb. I 49.

Londres, 5 août 1914.

L'Angleterre accepte de coopérer comme garante à la défense de notre territoire. La flotte anglaise assurera le libre passage de l'Escaut pour le ravitaillement d'Anvers. (s) Comte *de Lalaing.*

Nr. DCXXXVI. Lettre adressée par M. Davignon, Ministre des Affaires Etrangères, aux Ministres du Roi à Paris, Londres et Saint-Pétersbourg.

Gb. I 52.

Bruxelles, le 5 août 1914.

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de vous faire savoir que les Ministres de France et de Russie ont fait ce matin une démarche auprès de moi, pour me faire connaître la volonté de leurs gouvernements de répondre à notre appel et de coopérer avec l'Angleterre à la défense de notre territoire.

Veuillez agréer, etc.

(s) *Davignon.*

Nr. DCXXXVII. Le Ministre du Roi à Paris à M. Davignon, Ministre des Affaires Etrangères. (Télégramme.)

Gb. II 28.

Paris, le 6 août 1914

J'ai insisté au Ministère des Affaires Etrangères pour que l'action militaire française soit accélérée. On me répond qu'importante troupe est partie; plusieurs détachements sont déjà en Belgique.

(s) Baron *Guillaume.*

Nr. DCXXXVIII. Le Ministre du Roi à Londres à M. Davignon, Ministre des Affaires Etrangères.

Gb II 29.

Londres, le 7 août 1914.

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de vous confirmer que les Chambres ont voté 100 millions de livres sterling pour la guerre et une levée de 500.000 hommes.

Les Ambassadeurs de France et de Russie sont venus féliciter le Ministre du Roi de la conduite héroïque de l'armée belge qui, en retardant la marche des Allemands, obligeait ceux-ci à modifier leurs plans primitifs et donnait le temps aux ennemis de l'Allemagne de concentrer les forces de la défense générale.

On prépare activement l'envoi du corps expéditionnaire. Les premiers transports de vivres et de matériel partiront pour la France le dimanche 9 de ce mois, les troupes seront embarquées ensuite et l'on prévoit qu'à la fin de la semaine prochaine, c'est-à-dire vers le 15, les 100.000 hommes du corps seront réunis sur la côte française; le débarquement doit s'opérer sur quatre points différents et la jonction s'opérer ensuite, d'après ce que me dit l'Ambassadeur de France.

Hier, à la Chambre, le Premier Ministre a analysé le Livre bleu que j'ai eu l'honneur de vous envoyer le 6 août. Il a flétri les propositions

insidieuses faites à l'Angleterre par l'Allemagne pour obtenir la neutralité de la Grande-Bretagne.

«Il s'agissait, a dit M. *Asquith*, outre ce qui concernait la France et la Hollande, de trafiquer avec le Gouvernement Impérial au mépris de nos obligations envers la Belgique et cela à son insu. Si nous avions accepté ces propositions *infâmes*, quelle réponse aurions-nous pu faire aujourd'hui à l'appel touchant que ce pays nous a adressé, quand il nous a prié, ces jours-ci, de garantir sa neutralité? Je plains l'homme qui peut lire sans émotion le discours du Roi des Belges à son peuple. Messieurs, les Belges se battend et ils meurent. Et nous, si nous avions écouté l'Allemagne et trahi nos amis et nos obligations, quelle aurait été notre position aujourd'hui? Pour prix de notre déshonneur, nous aurions des promesses faites par une Puissance qui non seulement a violé les siennes, mais nous demande d'en faire autant. Nous allons faire la guerre, d'abord pour remplir nos obligations internationales, ensuite pour défendre les nations faibles. Le pays comprendra que notre cause est juste et je demande à la Chambre de voter un crédit de £ 100.000.000 et de porter l'armée à 500.000 hommes.»

La Chambre a voté les crédits et les hommes séance tenante.

L'opinion publique s'est enfin émue et ce revirement s'est produit d'une façon foudroyante. On s'est rendu compte en Europe qu'un petit peuple donnait un exemple d'honneur et de probité, sans regarder aux conséquences. Les partisans de la paix à tout prix ont été frappés. On a appris ensuite que l'ennemi avait franchi la frontière, qu'on se battait et que les Belges avaient résisté au colosse allemand. On a lu le discours de notre Roi, tout le monde a enfin saisi la gravité de la situation et l'Anglais, même le plus pacifiste, a fait son examen de conscience. Il s'est dit: «Pouvons-nous lâcher un peuple qui nous donne un tel exemple de loyauté.» Puis sont venus les récits des atrocités allemandes et la défense héroïque de Liége. Cela a été décisif. Toute l'Angleterre voulait la guerre, ne se contentait plus de l'appui naval que favorisait d'abord le Cabinet. Elle réclamait l'envoi du corps expéditionnaire. Le Gouvernement attendait cet ordre du peuple. Il a obéi. Deux Ministres d'un avis différent ont donné leur démission qui a été acceptée immédiatement. Lord *Kitchener* a été nommé à la Guerre et la mobilisation décrétée.

Aujourd'hui, l'admiration de ce pays pour la Belgique est sans bornes. Dans les clubs militaires, on boit aux valeureux Belges, les journaux de toutes nuances louent notre nation. Les lettres, les télégrammes de félicitation affluent. Si le Roi venait ici, on le porterait en triomphe dans les rues de Londres.

J'ai ouvert une souscription pour les familles des soldats belges, les malades et les blessés de notre armée, sous la présidence d'honneur de S. A. R. la Duchesse de Vendôme, et je tiendrai les fonds à votre disposition.

Veuillez agréer, etc.

(s) Comte *de Lalaing.*

Nr. DCXXXIX. Le Ministre du Roi à Paris à M. Davignon, Ministre des Affaires Etrangères.

Gb. II 30.

Paris, le 8 août 1914.

Monsieur le Ministre,

M. le Président de la République m'avait fait annoncer qu'il décernait la Légion d'Honneur à la Ville de Liége. J'ai trouvé l'occasion bonne pour le voir et j'ai demandé une audience destinée à le remercier. Jl vient de me recevoir et l'audience n'a pris fin qu'après trois quarts d'heure, parce que le Ministre des Affaires Etrangères demandait à lui parler.

Il n'a pas voulu accepter mes remercîments, déclarant que c'était lui qui avait à me remercier et à me féliciter. Je ne lui ai pas caché que, selon moi, la France nous devait ainsi la valeur de quatre jours de retard dans la mobilisation allemande. Il en est convaincu. Je passe tout ce qu'il m'a dit de flatteur pour notre pays et notre brave armée.

L'armée française est donc en Belgique; mais ce ne sont encore que les avant-postes; avant quatre jours le gros de l'armée française sera à nos côtés. Il suppose d'ailleurs que les soldats français ont déjà livré bataille aux Allemands sur notre territoire. Les Anglais seront aussi procheinement en ligne; il leur faut encore environ quatre jours. Cent mille hommes débarqueront auxquels viendront encore se joindre environ cinquante mille.

Veuillez agréer, etc.

(s) Baron *Guillaume.*

Nr. DCXL. Télégramme adressé par le Ministre du Roi à La Haye à M. Davignon, Ministre des Affaires Etrangères.

Gb. I 60.

La Haye, 9 août 1914.

Le Ministre des Affaires Etrangères m'a prié de vous transmettre les informations suivantes, parce que le Ministre d'Amérique à Bruxelles s'y refuse.

La forteresse de Liége a été prise d'assaut après une défense courageuse. Le Gouvernement Allemand regrette très profondément que par suite de l'attitude du Gouvernement belge contre l'Allemagne, on en est arrivé à des recontres sanglantes. L'Allemagne ne vient pas en ennemie en Belgique, c'est seulement par la force des événements qu'elle a dû, à cause des mesures militaires de la France, prendre la grave détermination d'entrer en Belgique et d'occuper Liége comme point d'appui pour ses opérations militaires ultérieures. Après que l'armée belge a par sa résistance héroïque contre une grande supériorité, maintenu l'honneur de ses armes, le Gouvernement allemand prie le Roi des Belges et le Gouvernement belge d'éviter à la Belgique les horreurs ultérieures de la guerre. Le Gouvernement est prêt à tous accords avec la Belgique qui peuvent se concilier avec ses arrangements *(voir pièce Nr. 70)* avec la France. L'Allemagne assure encore solennellement qu'elle n'a pas l'intention de s'approprier le territoire belge et que cette

intention est loin d'elle. L'Allemagne est toujours prête à évacuer la Belgique aussitôt que l'état de guerre le lui permettra.

L'Ambassadeur des Etats-Unis avait prié son collègue de se charger de cette tentative de médiation. Le Ministre des Affaires Etrangères a accepté sans enthousiasme cette mission. Je m'en suis chargé pour lui faire plaisir.

(s) Baron *Fallon.*

Nr. DCXLI. Le Ministre du Roi à Paris à M. Davignon, Ministre des Affaires Etrangères.

Gb. II 31.

Paris, le 10 août 1914.

Avant-hier, j'ai demandé et obtenne une audience du Président de la République pour le remercier d'avoir décerné la Légion d'Honneur à la Ville de Liége. Je vous ai rendu compte de cette audience. Je ne pouvais renouveler semblable démarche aujourd'hui à l'occasion de la Croix Militaire accordée au Roi. Je me suis donc abstenu.

M. *de Margerie* vient de m'annoncer que l'Ambassadeur d'Autriche quitterait Paris ce soir. On ne le dit pas encore pour éviter les manifestations. M. *Doumergue* lui a fait savoir, dans la journée, que les explications fournies par son Gouvernement sur les mouvements de troupes vers les frontières de France n'ayant pas été jugées satisfaisantes, on avait donné l'ordre à M. *Dumaine* de rentrer à Paris. Le comte *Szecsen* a répliqué que, dans ces conditions, il demandait ses passeports.

Veuillez agréer, etc.

(s) Baron *Guillaume.*

Nr. DCXLII. Lettre adressée par le Ministre du Roi à La Haye à M. Davignon, Ministre des Affaires Etrangères.

Gb. I 62.

La Haye, le 10 août 1914.

Monsieur le Ministre,

Répondant à un appel téléphonique, hier à 9 heures du soir, je me suis rendu au Département des Affaires Etrangères.

Le Jhr. *Loudon* m'a dit que mon collègue d'Allemagne sortait de son Cabinet et lui avait remis un document que le Représentant des Etats-Unis à Bruxelles avait refusé de vous transmettre.

Le diplomate américain, chargé de la Légation d'Allemagne à Bruxelles a prétendu qu'il n'a pas reçu d'ordres spéciaux de Washington pour intervenir officiellement auprès du Gouvernement belge dans l'intérêt de l'Allemagne.

Le Ministre d'Amérique a, en conséquence, télégraphié à son collégue à La Haye, lequel a informé le Représentant allemand du refus de Mr. *Whitlock.*

La première démarche a donc été faite par le Gouvernement allemand auprès de l'ambassadeur des Etats-Unis à Berlin.

Dans ces conditions et vu l'urgence que présentent ces affaires, M. *von Müller* a prié le Jhr. *Loudon* de servir d'intermédiaire du Gouvernement allemand auprès de vous.

Son Excellence m'a lu le texte allemand du document. Je n'ai pas caché mon étonnement de cette tentative de médiation et sa faible chance de succès dans cette forme; mais uniquement pour être agréable au Ministre des Affaires Etrangères des Pays-Bas j'ai promis de vous télégraphier immédiatement; ce que j'ai fait hier.

Vous trouverez, sous ce pli, le document allemand dans son texte original et en traduction. (s) Baron *Fallon*.

1re Annexe au No. 62.

Die Festung Lüttich ist nach tapfrer Gegenwehr im Sturm genommen worden. Die Deutsche Regierung bedauert es auf das tiefste, daß es infolge der Stellungnahme der Belgischen Regierung gegen Deutschland zu blutigen Zusammenstößen gekommen ist. Deutschland kommt nicht als Feind nach Belgien. Nur unter dem Zwang der Verhältnisse hat es angesichts der militärischen Maßnahmen Frankreichs den schweren Entschluß fassen müssen, in Belgien einzurücken und Lüttich als Stützpunkt für seine weiteren militärischen Operationen besetzen zu müssen. Nachdem die Belgische Armee in heldenmütigem Widerstand gegen die große Ueberlegenheit ihre Waffenehre auf das glänzendste gewahrt hat, bittet die Deutsche Regierung seine Majestät den König und die Belgische Regierung, Belgien die weiteren Schrecken des Krieges zu ersparen. Die Deutsche Regierung ist zu jedem Abkommen mit Belgien bereit, das sich irgendwie mit Rücksicht auf seine *(voir pièce No. 70)*[1]) Auseinandersetzung mit Frankreich vereinigen läßt. Deutschland versichert nochmals feierlichst, daß es nicht von der Absicht geleitet gewesen ist, sich Belgisches Gebiet anzueignen, und daß ihm diese Absicht durchaus fernliegt. Deutschland ist noch immer bereit, das Belgische Königreich unverzüglich zu räumen, sobald die Kriegslage es ihm gestattet. „Der hiesige Amerikanische Botschafter ist mit diesem Vermittlungsversuch seines Brüsseler Kollegen einverstanden."

2me Annexe au No. 62.
(Traduction.)

La forteresse de Liége a été prise d'assaut après une défense courageuse. Le Gouvernement allemand regrette le plus profondément que par suite de l'attitude du Gouvernement belge contre l'Allemagne on en soit arrivé à des rencontres sanglantes. L'Allemagne ne vient pas en ennemie en Belgique. C'est seulement par la force des événements qu'elle a dû, à cause des mesures militaires de la France, prendre la grave détermination d'entrer en Belgique et d'occuper Liége comme point d'appui pour ses opérations militaires

---

[1]) = unten Nr. DCIL. Vgl. aber außerdem unten Nr. DCXLIV. — Herausgeber.

ultérieures. Après que l'armée belge a, dans une résistance héroïque contre une grande supériorité, maintenu l'honneur de ses armes de de la façon la plus brillante, le Gouvernement allemand prie Sa Majesté le Roi et le Gouvernement belge d'éviter à la Belgique les horreurs ultérieures de la guerre. Le Gouvernement allemand est prêt à tout accord avec la Belgique, qui peut se concilier de n'importe quelle manière avec ses arrangements avec la France. L'Allemagne assure encore une fois solennellement qu'elle n'a pas été dirigée par l'intention de s'approprier le territoire belge et que cette intention est loin d'elle. L'Allemagne est encore toujours prête à évacuer la Belgique aussitôt que l'état de la guerre le lui permettra.

L'Ambassadeur des Etats-Unis ici est d'accord avec cette tentative de médiation de son collègue de Bruxelles.

Nr. DCXLIII. Télégramme adressé par M. Davignon, Ministre des Affaires Etrangères, à M. le Baron Fallon, Ministre du Roi à La Haye.

Gb. I 63.

Bruxelles, le 10 août 1914.

Le Gouvernement du Roi a reçu les propositions que le Gouvernement allemand lui a fait parvenir par l'entremise du gouvernement néerlandais. Il vous transmettra prochainement sa réponse. (s) *Davignon.*

(Voir pièce No. 62[1]*) et annexes.)*

Nr. DCXLIV. Télégramme adressé par M. Davignon, Ministre des Affaires Etrangères, au Ministre du Roi à La Haye.

Gb. I 64.

Bruxelles, 10 août 1914.

Un doute subsiste quant à la signification du mot „Auseinandersetzung" que vous traduisez par „arrangement". Veuillez vous informer si dans la pensée du Gouvernement allemand il s'agit des arrangements que nous aurions pris avec la France ou du règlement du différend entre la France et l'Allemagne. (s) *Davignon.*

Nr. DCXLV. Lettre adressée par M. Davignon, Ministre des Affaires Etrangères, aux Ministres de Grande Bretagne, Russie et France, accrédités en Belgique.

Gb. I 65.

Bruxelles, le 10 août 1914.

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de faire savoir à Votre Excellence que le Ministre du Roi à La Haye, à la demande du Ministre des Affaires Etrangères des Pays-Bas, nous a transmis la proposition suivante du Gouvernement allemand *(voir pièce No. 62, annexe 2).*

---

[1]) = oben Nr. DCXLII. — Herausgeber.

Voici le texte de la réponse que le Gouvernement du Roi se propose de faire à cette communication:

«La proposition que nous fait le Gouvernement allemand reproduit la proposition qui avait été formulée dans l'ultimatum du 2 août. Fidèle à ses devoirs internationaux, la Belgique ne peut que réitérer sa réponse à cet ultimatum, d'autant plus que depuis le 3 août sa neutralité a été violée, qu'une guerre douloureuse a été portée sur son territoire et que les garants de sa neutralité ont loyalement et immédiatement répondu à son appel.»

Le Gouvernement du Roi tient à ce que les Puissances garantes de la neutralité de Belgique aient connaissance de ces documents.

Je saisis, etc. (s) *Davignon.*

Nr. DCXLVI. Lettre adressée par M. Davignon, Ministre des Affaires Etrangères, aux Ministres du Roi à Londres, Paris et Saint-Pétersbourg.

Gb. I 66.

Bruxelles, le 10 août 1914.

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de vous faire connaître les circonstances que ont amené le départ de Luxembourg du Représentant du Roi.

Le général commandant des troupes allemandes dans le Grand-Duché de Luxembourg fit part, le 8 août, au Ministre d'Allemagne en cette ville, de la volonté des autorités militaires de provoquer le départ du Représentant du Roi près la Cour Grand Ducale.

M. *von Buch* adressa à M. *Eyschen*, Président du Gouvernement, une lettre dont la traduction suit:

«Luxembourg, le 8 août 1914.

Excellence,

En conséquence de l'attitude complètement hostile que la Belgique a prise vis-à-vis de l'Allemagne, les autorités militaires se voient contraintes d'insister pour le départ d'ici du Ministre de Belgique.

Son Excellence le général commandant fait prier le Comte *van den Steen de Jehay*, d'organiser son voyage de départ de telle façon qu'il puisse, endéans les 23 heures, entrer en relation personnellement à Coblence avec le général *de Ploetz*, au sujet de son voyage ultérieur. Le départ n'est possible que par la voie Trèves-Coblence.» (s) *de Buch.*

M. *Eyschen* transmit cette lettre le même jour au Comte *van den Steen de Jehay*, dans les termes suivants:

«Luxembourg, le 8 août 1914.

Monsieur le Ministre,

J'ai le très vif regret de vous communiquer ci-joint copie d'une lettre du Ministre d'Allemagne m'informant que l'autorité militaire allemande demande votre départ.

Vous y trouverez les conditions y attachées.

M. *von Buch* me dit que les autorités militaires conseilleraient plutôt le voyage per chemin de fer, parce que le voyage par automobile vous exposerait à être arrêté trop souvent pour des motifs de contrôle. Mais le choix vous est abandonné.

Le Ministre d'Allemagne viendra chez moi prendre votre réponse.

Je ne saurais vous dire combien la tâche que je remplis en ce moment m'est pénible. Je n'oublierai jamais les relations si agréables que nous avons eues et je fais des vœux pour que votre voyage se fasse dans les meilleures conditions. (s) *Eyschen.*»

Le Gouvernement belge estimant que le Gouvernement Grand Ducal n'avait pas eu le choix de son attitude et que celle qu'il avait été obligé d'adopter n'impliquait en aucune manière une intention discourtoise à l'égard du Roi et de la Belgique, décida qu'il n'y avait pas lieu, dans ces conditions, de prier le Chargé d'Affaires du Grand Duché de quitter la Belgique.

Veuillez agréer, etc.

(s) *Davignon.*

Nr. DCXLVII. Lettre adressée à M. Davignon, Ministre des Affaires Etrangères, par Sir Francis H. Villiers, Ministre d'Angleterre.

Gb. I 68.

(Traduction.)

Bruxelles, le 11 août 1914.

Monsieur le Ministre,

J'ai télégraphé à Sir *Edward Grey* la communication allemande et la réponse projetée.

J'ai reçu l'ordre d'exprimer à Votre Excellence l'entière approbation du Gouvernement de Sa Majesté britannique. Ce dernier ne peut que se déclarer d'accord sur les termes de la reponse que le Gouvernement belge se propose de faire à une tentative de semer la désunion parmi les pays maintenant unis, pour la défense des Traités violés par l'Allemagne.

Je saisis, etc.

(s) *F. H. Villiers.*

Nr. DCXLVIII. Lettre adressée à M. Davignon, Ministre des Affaires Etrangères, par le Ministre de France, accrédité à Bruxelles.

Gb. I 69.

Bruxelles, le 11 août 1914.

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de faire savoir à Votre Excellence que le Gouvernement français donne son entière adhésion à la réponse que le gouvernement belge se propose de faire au nouvel ultimatum de l'Allemagne.

Cette réponse est bien celle qu'on pouvait attendre d'un Gouvernement et d'un peuple qui ont résisté aussi héroïquement à la violation odieuse de leur territoire.

La France continuera à remplir ses devoirs de garante de la neutralité belge et de fidèle amie de la Belgique.

Je saisis, etc. (s) *Klobukowski.*

Nr. DCIL. Télégramme adressé à M. Davignon, Ministre des Affaires Etrangères, par le Ministre du Roi à La Haye.
Gb. I 70.

La Haye, 12 août 1914.

Le texte allemand contenait une faute; au lieu de »seine Auseinandersetzung« il faut lire »ihre« et donc traduire «son conflit avec la France».

(s) Baron *Fallon.*

Nr. DCL. Télégramme adressé par M. Davignon, Ministre des Affaires Etrangères, à M. le Baron Fallon, Ministre du Roi à La Haye.
Gb. I 71.

Bruxelles, 12 août 1914.

Prière de remettre le télégramme suivant au Ministre des Affaires Etrangères: La proposition que nous fait le Gouvernement allemand reproduit la proposition qui avait été formulée dans l'ultimatum du 2 août. Fidèle à ses devoirs internationaux, la Belgique ne peut que réitérer sa réponse à cet ultimatum, d'autant plus que depuis le 3 août sa neutralité a été violée, qu'une guerre douloureuse a été portée sur son territoire et que les garants de sa neutralité ont loyalement et immédiatement répondu à son appel.

(s) *Davignon.*

Nr. DCLI. M. Davignon, Ministre des Affaires Etrangères, au comte Errembault de Dudzeele, Ministre du Roi à Vienne. (Télégramme.)
Gb. II 32.

Bruxelles, le 12 août 1914.

Veuillez communiquer ce qui suit au Ministère des Affaires Etrangères:

« Les nécessités de la défense d'Anvers donnent à l'autorité militaire droit incontestable d'éloigner les étrangers de l'enceinte fortifiée. Un grand nombre d'étrangers et même des nationaux ont été en conséquence priés de sortir de la place où des sujets autrichiens et hongrois ont pu rester. Néanmoins le Consul Général n'a télégraphie à ce sujet ni au Ministre d'Autriche-Hongrie, ni à moi-même. D'après ce que nous affirme le Gouverneur militaire d'Anvers, il a été, de même que ses ressortissants, mis en demeure de quitter l'enceinte fortifiée, et non pas la Belgique. Il a été conduit, sur sa demande, à la frontière des Pays-Bas, et a été accompagné par un officier qu'il a remercié. » (s) *Davignon.*

Nr. DCLII. Télégramme adressé à M. Davignon, Ministre des Affaires Etrangères, par S. E. M. Sazonoff, Président du Conseil des Ministres de Russie.

Gb. II 72.

Saint-Pétersbourg, 13 août 1914.

Veuillez remercier le Gouvernement Royal pour sa communication et lui exprimer le plaisir que le Gouvernement Impérial éprouve à voir son attitude ferme et digne dont il le félicite très vivement.

(s) *Sazonoff.*

Nr. DCLIII. Lettre adressée à M. Davignon, Ministre des Affaires Etrangères, par le Ministre du Roi à La Haye.

Gb. I 73.

La Haye, le 13 août 1914.

Monsieur le Ministre,

J'ai eu l'honneur de recevoir votre télégramme d'hier et j'ai remis aussitôt à M. le Ministre des Affaires Etrangères la réponse de la Belgique à la seconde proposition allemande.

Son Excellence m'a promis de faire parvenir immédiatement au Ministre d'Allemagne la communication du Gouvernement du Roi.

(s) Baron *Fallon.*

Nr. DCLIV. Le Ministre du Roi à Vienne à M. Davignon, Ministre des Affaires Etrangères.

Gb. II 33.

Vienne, le 18 août 1914.

Monsieur le Ministre,

J'ai eu l'honneur d'avoir avec le comte *Forgach* un entretien au sujet des sévices dont les sujets austro-hongrois auraient été victimes en Belgique. Notre entretien a eu lieu sur un ton amical et les paroles de Son Excellence peuvent se résumer comme suit:

«Notre Consul Général d'Anvers est arrivé ici depuis plusieurs jours. Il maintient qu'il a été brusquement renvoyé à la frontière hollandaise avec beaucoup d'Allemands et d'Autrichiens habitant Anvers dans des conditions pénibles. Le Commandant militaire de la forteresse paraît avoir un peu perdu la tête. Nous avons reçu de notre Ministre à Bruxelles sur ces événements un rapport qui semble confirmer les déclarations de M. *de Sponer.*»

Je crois d'ailleurs que ce fâcheux incident peut heureusement être considéré comme clos.

Veuillez agréer, etc.

(s) Comte *Errembault de Dudzeele.*

Nr. DCLV. M. Davignon, Ministre des Affaires Etrangères, aux Ministres du Roi à Londres, Paris et Saint-Pétersbourg. (Télégramme.)

Gb. II 34.

Anvers, le 21 août 1914.

Le Ministre d'Angleterre a été autorisé à faire au Roi une déclaration dans les termes suivants :

«Le Gouvernement de Sa Majesté Britannique donnera à la Belgique pendant la guerre tout l'appui militaire possible et, après la guerre, son appui diplomatique. L'exemple de patriotisme donné par les Belges nous a tous émus et ne sera jamais oublié. Le Gouvernement s'efforcera, à la paix, d'assurer à la Belgique des compensations pour les souffrances subies.»

(s) *Davignon.*

Nr. DCLVI. M. Davignon, Ministre des Affaires Etrangères, au Ministre du Roi à Vienne. (Télégramme.)

Gb. II 35.

Anvers, le 22 août 1914.

Toutes les mesures ont été prises pour qu'aucun sujet Autrichien ne soit molesté. Le Président du Conseil a lui-même invité le Ministre d'Autriche à lui signaler tout cas regrettable pour punir les coupables.

(s) *Davignon.*

Nr. DCLVII. Le Ministre de Russie à M. Davignon, Ministre des Affaires Etrangères.

Gb. II 36.

Anvers, le 27 août 1914.

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de porter ce qui suit à la connaissance de Votre Excellence: «S. M. l'Empereur a daigné me donner l'ordre de déclarer à S. M. le Roi qu'à la fin de la guerre la Belgique pourra compter sur le soutien diplomatique le plus entier de la Russie.»

Je saisis, etc.

(s) Prince *Koudacheff.*

Nr. DCLVIII. Le Ministre du Roi à Londres à M. Davignon, Ministre des Affaires Etrangères.

Gb. II 37.

Londres, le 28 août 1914.

Monsieur le Ministre,

Avant-hier, à la Chambre des communes, M. *Asquith* a annoncé qu'il proposerait au cours de la séance suivante qu'une adresse soit présentée à Sa Majesté le Roi, le priant de transmettre au Roi des Belges les sentiments

de sympathie et d'admiration qu'a inspirés à la Chambre l'héroïque résistance opposée par l'armée et le peuple belges à l'invasion brutale de son territoire et l'assurance que l'Angleterre était déterminée à soutenir par tous les moyens les efforts de la Belgique pour défendre son indépendance et le droit public de l'Europe.

Hier, en effet, M. *Asquith* a fait un discours à la Chambre dans lequel il a rendu un hommage éclatant au Roi et à la Nation belge. Jamais pareil éloge d'un Etat étranger n'a été entendu au Parlement anglais. Le Premier Ministre a ajouté que la Belgique pouvait compter sur la Grande-Bretagne jusqu'à la fin.

M. *Bonar Law*, au nom de l'opposition, et M. *Redmond*, au nom des Irlandais Nationalistes, ont parlé dans le même sens.

A la Chambre des Lords, le Marquis *de Crewe*, au nom du Gouvernement, et Lord *Landsdowne*, comme porte-parole des unionistes, ont fait un éloge vibrant de la Belgique et de son Roi.

Le temps me manque pour résumer ces discours, tribut de l'Angleterre reconnaissante à un pays qui a rendu un service inestimable à la Grande-Bretagne et à l'Europe entière.

Veuillez agréer, etc.

(s) Comte *de Lalaing*.

Nr. DCLIX. Télégramme adressé par le Comte Clary et Aldringen, Ministre d'Autriche-Hongrie, à M. Davignon, Ministre des Affaires Etrangères, et transmis par l'intermédiaire du Ministre de Belgique aux Pays-Bas.
Gb. I 77.

La Haye, le 28 août 1914.

D'ordre de mon Gouvernement j'ai l'honneur de notifier à Votre Excellence ce qui suit: «Vu que la Belgique, après avoir refusé d'accepter les propositions qui lui avaient été adressées à plusieurs reprises par l'Allemagne, prête sa coopération militaire à la France et à la Grande-Bretagne qui, toutes deux ont déclaré la guerre à l'Autriche-Hongrie, et en présence du fait que, comme il vient d'être constaté, les ressortissants autrichiens et hongrois se trouvant en Belgique ont sous les yeux des autorités Royales, dû subir un traitement contraire aux exigences les plus primitives de l'humanité et inadmissable même vis-à-vis des sujets d'un Etat ennemi, l'Autriche-Hongrie se voit dans la nécessité de rompre le relations diplomatiques et se considère dès ce moment en état de guerre avec la Belgique. Je quitte le pays avec le personnel de la Légation et confie la protection de mes administrés au Ministre des Etats-Unis d'Amérique en Belgique. De la part du Gouvernement Impérial et Royal les passeports sont remis au Comte *Errembault de Dudzeele*.»

(s) *Clary*.

Nr. DCLX. Télégramme adressé par M. Davignon, Ministre des Affaires Etrangères, à M. le Baron Fallon, Ministre du Roi à La Haye.

Gb. I 78.

Anvers, le 29 août 1914.

Prière accuser réception à Légation Autriche par intermédiaire Ministre Affaires Etrangères déclaration de guerre Autriche-Hongrie à Belgique et ajouter ce qui suit:

«La Belgique a toujours entretenu des relations d'amitié avec tous ses voisins sans distinction. Elle a scrupuleusement rempli les devoirs que la neutralité lui impose. Si elle n'a pas cru pouvoir accepter les propositions de l'Allemagne, c'est que celles-ci avaient pour objet la violation des engagements qu'elle a pris à la face de l'Europe, engagements qui ont été les conditions de la création du Royaume de Belgique. Elle n'a pas cru qu'un peuple, quelque faible qu'il soit, puisse méconnaître ses devoirs et sacrifier son honneur en s'inclinant devant la force. Le Gouvernement a attendu, non seulement les délais de l'ultimatum, mais la violation de son territoire par les troupes allemandes avant de faire appel à la France et à l'Angleterre, garantes de sa neutralité au même titre que l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie, pour coopérer au nom et en vertu des traités à la défense du territoire belge.

En repoussant par les armes les envahisseurs, elle n'a même pas accompli un acte d'hostilité aux termes de l'article 10 de la convention de La Haye, sur les droits et devoirs des Puissances neutres.

L'Allemagne a reconnu elle-même que son agression constitue une violation du droit des gens et ne pouvant la justifier elle a invoqué son intérêt stratégique.

La Belgique oppose un démenti formel à l'affirmation que les ressortissants autrichiens et hongrois auraient subi en Belgique un traitement contraire aux exigences les plus primitives de l'humanité.

Le Gouvernement Royal a donné, dès le début des hostilités, les ordres les plus stricts quant à la sauvegarde des personnes et des propriétés austro-hongroises.

(s) *Davignon.*

Nr. DCLXI. Lettre adressée par M. Davignon, Ministre des Affaires Etrangères, aux Légations du Roi à l'étranger.

Gb. I 79.

Anvers, le 29 août 1914.

Monsieur le Ministre,

Sous la date du 17 août, j'ai adressé au Ministre du Roi à Londres une lettre dans laquelle j'ai cru devoir relever certaines allégations produites

par le Gouvernement allemand, et dont faisait mention le *Blue Book* publié récemment par le Gouvernement anglais.

J'ai l'honneur de placer sous vos yeux une copie de cette lettre et de ses annexes. Veuillez, je vous prie, en donner connaissance au Gouvernement auprès duquel vous êtes accredité.

Veuillez agréer, etc.

(s) *Davignon.*

1re Annexe au No. 79.

Lettre adressée par M. Davignon, Ministre des Affaires Etrangères, au Comte de Lalaing, Ministre du Roi à Londres.

Bruxelles, le 17 août 1914.

Monsieur le Comte,

Le *Blue Book* publié récemment par le Gouvernement britannique reproduit, sous le No. 122 (page 65) [1]), le texte d'un télégramme adressé de Berlin, le 31 juillet, par Sir *E. Goschen* à Sir *E. Grey*, télégramme dont j'extrais le passage suivant:

„It appears from what he (His Excellency The Secretary of State) said that German Government consider that certain hostile acts have been already committed by Belgium. As an instance af this, he alleged that a consignement of corn of Germany had been placed under an embargo already."

Le fait auquel le Secrétaire d'Etat allemand des Affaires Etrangères a fait allusion dans son entretien avec Sir *E. Goschen*, et qu'il considérait comme un acte hostile de la part de la Belgique, se rapporte sans doute à l'application des arrêtés royaux du 30 juillet, qui ont prohibé provisoirement l'exportation de Belgique de certains produits. Comme vous le constaterez par l'exposé que je tiens a vous faire ci-après, le fait qui nous est reproché n'a nullement le caractère qu'on a voulu lui donner en Allemagne.

Des arrêtés royaux datés du 30 juillet et publiés au *Moniteur belge* du lendemain ont prohibé à titre provisoire, par toutes les frontières de terre et de mer, l'exportation d'une série de produits, des céréales notamment. Sous la date du 31 juillet, M. le Ministre d'Allemagne à Bruxelles me signala que la douane d'Anvers retenait des chargements de grains à destination de l'Allemagne qui, simplement transbordés dans notre port, ne faisaient en réalité qu'y *transiter*. M. *de Below Saleske* demandait la libre sortie des bateaux portant ces chargements. Le jour même où il reçut la réclamation du Ministre d'Allemagne, mon Département en saisit le Ministère des Finances, et dès le surlendemain 2 août, celui-ci nous annonça qu'il avait été transmis à la douane belge des instructions donnant pleine et entière satisfaction à l'Allemagne.

Je crois ne pouvoir mieux faire, Monsieur le Comte, que de placer sous vos yeux une copie de la correspondance échangée à ce sujet avec M *de Below Saleske*. Vous y verrez que rien dans notre attitude ne pouvait être

---

[1]) = oben S. 443 Nr. CCCXXXII. — Herausgeber.

considéré comme témoignant de dispositions hostiles à l'égard de l'Allemagne ; les mesures prises par le Gouvernement belge à ce moment ne constituaient que les simples précautions que tout Etat a le droit et le devoir de prendre dans des circonstances aussi exceptionnelles.

Il serait bon que vous adressiez au Gouvernement de S. M. Britannique une communication afin de l'éclairer sur la réalité des faits.

Veuillez agréer, etc.

(s) *Davignon.*

2me Annexe au No. 79.

Lettre adressée par M. Davignon, Ministre des Affaires Etrangères, à M. de Below Saleske, Ministre d'Allemagne.

Bruxelles, 3 août 1914.

Monsieur le Ministre,

Comme suite à la lettre que Votre Excellence a bien voulu m'adresser le 31 juillet, j'ai l'honneur de Lui faire savoir que mon collègue des Finances a porté à la connaissance du service des douanes que les prohibitions établies par les arrêtés royaux du 30 juillet écoulé ne visent que l'exportation proprement dite et ne s'étendent donc pas aux marchandises régulièrement déclarées en transit lors de l'importation. Au surplus, lorsque des marchandises libres de droits sont déclarées en consommation, bien qu'elles soient en réalité destinées à l'exportation, elles font communément l'objet de déclarations de libre entrée spéciales, qui sont considérées comme des documents de transit. Enfin, s'il arrivait que de telles marchandises avaient été déclarées en consommation sans restrictions, comme si elles devaient rester effectivement dans le pays, la douane en permettrait encore la sortie du moment où il serait dûment établi, par les documents d'expédition-manifestes, connaissements, etc., qu'elles devaient être exportées immédiatement en transit.

Je puis ajouter que l'exportation des grains auxquels se rapportait la lettre précitée de la Légation Impériale a été autorisé le 1er août.

Je saisis, etc.

(s) *Davignon.*

3me Annexe au No. 79.

Lettre adressée par M. Davignon, Ministre des Affaires Etrangères, à M. de Below Saleske, Ministre d'Allemagne.

Bruxelles, le 1er août 1914.

Monsieur le Ministre,

En réponse à la lettre de Votre Excellence du 31 juillet, j'ai l'honneur de Lui faire savoir que l'arrêté belge du 30 juillet ne vise que l'exportation et non le transit des produits cités.

J'ai eu soin de faire part de votre communication à mon collègue des Finances, en le priant de vouloir bien donner aux bureaux de la douane des instructions précises de nature à prévenir toute erreur dans l'application de l'arrêté précité.

Je saisis, etc. (s) *Davignon.*

4me Annexe au No. 79.

Lettre adressée par M. de Below Saleske, Ministre d'Allemagne, à M. Davignon, Ministre des Affaires Etrangères.

Bruxelles, le 31 juillet 1914.

Monsieur le Ministre,

On m'a informé d'Anvers que la douane a défendu le départ des bateaux chargés de grains pour l'Allemagne.

Vu qu'il ne s'agit pas dans ces cas d'une *exportation* de grains, mais d'un *transit,* parce que la marchandise a été seulement transbordée à Anvers, j'ai l'honneur de recourir à votre bienveillante entremise afin qu'on laisse partir pour l'Allemagne les bateaux en question.

En même temps, je prie Votre Excellence de me faire savoir si le port d'Anvers est fermé pour le transit des marchandises énumérées au *Moniteur* d'aujourd'hui.

En attendant la réponse de Votre Excellence dans le plus bref délai possible, je profite de cette occasion, etc.

(s) *de Below Saleske.*

d) Das militärische Einverständnis Frankreichs, Englands, Rußlands, Belgiens[1]).

1. Berichte deutscher diplomatischer Vertreter.

(Wb. 7.)

Nr. DCLXII. Aktenstücke, mitgeteilt von der Norddeutschen Allgemeinen Zeitung 16. Oktober 1914.

Angesichts der bei unseren Gegnern hervortretenden Bestrebungen, der deutschen „Militärpartei“ und dem deutschen Militarismus die Schuld an dem gegenwärtigen Kriege zuzuschieben, veröffentlichen wir nachstehend eine Reihe von Berichten der deutschen diplomatischen Vertreter im Auslande, die die politischen und militärpolitischen Beziehungen der Ententemächte vor dem Kriegsausbruch zum Gegenstande haben. Von einer Bezeichnung der berichtenden Stellen und des genaueren Datums ist aus naheliegenden Gründen abgesehen worden. Diese sprechen für sich selbst.

I.

. . . . . . März 1913[2]).

Immer enger werden die Maschen des Netzes, in die es der französischen Diplomatie gelingt, England zu verstricken. Schon in den ersten Phasen des Marokkokonfliktes hat bekanntlich England an Frankreich Zusagen militärischer Natur gemacht, die sich inzwischen zu konkreten Vereinbarungen

---

[1]) S. oben S. 210. — Die nachstehend mit den Nummern des **Wb.** angeführten Texte sind im **Wb. S. 49** ff. mitgeteilt. — Herausgeber.

[2]) Hinsichtlich der in diesen Berichten berührten Fragen hat aus Anlaß einer am 5. 8. 16, als dem Jahrestag der englischen Kriegserklärung, von *Asquith* in Queenshall (Vorsitzender Lord *Derby*) gehaltenen Rede die Norddeutsche Allgemeine Zeitung Nr. 219, zweite Ausgabe (9. 8. 16) folgende Auslassung gebracht:

„Herr *Asquith* behauptet, daß die deutsche Diplomatie völlig sicher gewesen sei, England würde niemals mit den Waffen in der Hand an die Seite Frankreichs und Rußlands treten. Ebenso sicher sei man in Deutschland gewesen, daß das „schwache und — wie es Deutschland schien — schutzlose Belgien mit Schmeichelworten oder Gewalt dazu gebracht würde, Deutschland das Recht des Durchmarsches nach Frankreich zu gewähren.“ Das seien zwei große, verhängnisvolle Irrtümer der deutschen Diplomatie gewesen.

Es ist selbst angesichts der gegenwärtigen englischen Kriegspsychose erstaunlich, daß der englische Premierminister wagt, eine derartige Geschichtsfälschung öffentlich auszusprechen. Herr *Asquith*, Lord *Grey* und Lord *Haldane* müssen wissen, daß die deutsche Regierung immer wieder auf die Gefahr für den Weltfrieden aufmerksam machte, die darin lag, daß bei jeder europäischen Krisis Frankreich und Rußland mit der bedingungslosen Unterstützung durch England rechneten. Die deutsche Regierung kannte die Haltung der englischen Regierung in der ersten Marokkokrisis, die voreingenommene Unterstützung Frankreichs durch England in der Zeit der Algeciraskonferenz und die englische Zusage militärischer Unterstützung an Frankreich. Sie

der beiderseitigen Generalstäbe verdichtet haben. Bezüglich der Abmachungen wegen einer Kooperation zur See erfahre ich von gewöhnlich gut unterrichteter Seite das Folgende:

Die englische Flotte übernimmt den Schutz der Nordsee, des Kanals und des Atlantischen Ozeans, um Frankreich die Möglichkeit zu geben, seine Seestreitkräfte im westlichen Bassin des Mittelländischen Meeres zu konzentrieren, wobei ihm als Stützpunkt für die Flotte Malta zur Verfügung gestellt wird. Die Details beziehen sich auf die Verwendung von französischen Torpedoflottillen und Unterseebooten im Kanal und des englischen Mittelmeergeschwaders, das bei Ausbruch des Krieges dem französischen Admiral unterstellt wird.

---

wußte durch die Berichte des Kaiserlichen Botschafters in Petersburg, wie die englische Politik während der bosnischen Krisis im Winter 1908/09 durch planmäßige Hetzarbeit in Petersburg alles getan hat, um eine friedliche Lösung zu erschweren, und sie hatte — trotz des Wutschreis des Lord *Grey*, das sei eine „Lüge erster Klasse" — untrügliche Grundlagen dafür, daß damals der englische Minister der auswärtigen Angelegenheiten bei Ausbruch eines kriegerischen Konflikts die öffentliche Meinung Englands für eine Teilnahme an einem Krieg gegen Deutschland gewinnen zu können hoffte. Endlich zeigte das englische Auftreten bei der zweiten Marokkokrisis im Jahre 1911 zur Genüge, daß England um jeden Preis eine deutsch-französische Verständigung hintertreiben und für die Zwecke seiner gegen Deutschland gerichteten Politik das Uebergewicht des Chauvinismus über gemäßigte Elemente in Frankreich erhalten wollte.

Die deutsche Politik war sich über jeden Fortschritt klar, den die Entente durch militärische und politische Abmachungen auf dem Wege zu einem gegen Deutschland gerichteten Offensiv-Bündnis machte. Wie kann Herr *Asquith* seine Behauptung, die deutsche Diplomatie habe ein bewaffnetes Eingreifen Englands an der Seite Frankreichs und Rußlands für ausgeschlossen gehalten, mit den deutschen Bemühungen vereinbaren, im Jahre 1912 mit England zu einem Abkommen zu gelangen, das Deutschland in einem ihm aufgezwungenen Krieg gegen ein Eingreifen Englands auf seiten seiner Angreifer sichern sollte? Die deutsche Regierung hat sich stets gegenwärtig gehalten, daß der Erobererwille der russischen Kriegspartei und die französische Revanchelust bedingungslos bei der Abschätzung der militärischen Machtmittel der Entente Englands Heer und Flotte auf ihrer Seite in Rechnung stellte und daß für dieses Vertrauen guter Grund vorhanden war. Aus dem Bericht vom März 1913 — Deutsches Weißbuch Nr. 7 —, den die englische Zensur nicht veröffentlichen ließ und den infolgedessen Herr *Asquith* vielleicht selbst nicht kennt, war der deutschen Regierung der Inhalt des Briefwechsels des Ministers *Grey* mit dem französischen Botschafter vom 22. 11. 12 bekannt und ebenso die Uebereinkunft zwischen England und Frankreich wegen der Verteilung ihrer Flotten im Sinne der Konzentration der englischen Flotte nach der Nordsee und der Verlegung der französischen Flottenbasis nach dem Mittelmeer.

Hiermit war es für die deutsche Diplomatie vollkommen klar, daß im Fall eines deutsch-französischen Kriegs England zum mindesten den Schutz Frankreichs an dessen Nordküste und im Atlantischen Ozean übernommen hatte. Das englische Volk allerdings wurde von *Asquith* systematisch getäuscht durch die wiederholten irreführenden Erklärungen im Unterhaus, daß keine Verpflichtungen Englands zu einer militärischen Unterstützung Frankreichs vor-

Inzwischen hat die Haltung der englischen Regierung während der marokkanischen Krisis im Jahre 1911, in der sie sich als ein ebenso kritikloses wie gefügiges Werkzeug der französischen Politik erwiesen und durch die *Lloyd Georgesche* Rede den französischen Chauvinismus zu neuen Hoffnungen ermutigt hat, der französischen Regierung eine Handhabe geboten, um einen weiteren Nagel in den Sarg zu treiben, in den die Ententepolitik die politische Entschließungsfreiheit Englands bereits gebettet hat.

Von besonderer Seite erhalte ich Kenntnis von einem Notenwechsel, der im Herbst des vergangenen Jahres zwischen Sir *Edward Grey* und dem Botschafter *Cambon* stattgefunden hat, und den ich mit der Bitte um streng vertrauliche Behandlung hier vorzulegen die Ehre habe. In dem Notenwechsel vereinbaren die englische und französische Regierung für den Fall eines drohenden Angriffs von seiten einer dritten Macht sofort in einen

---

lägen (Erklärungen: *Asquith* 10. 3. 13, 24. 3. 13; *Grey* 11. 6. 14). Tatsächlich hatte England mit dem Flottenabkommen mit Frankreich den letzten Rest seiner Handlungsfreiheit preisgegeben.

Gerade weil der Kaiserlichen Regierung diese Tatsachen genau bekannt waren, hat der Reichskanzler nach Kriegsausbruch noch einen äußersten Versuch gemacht, den Brandherd des Kriegs einzuschränken durch das bekannte Angebot, England die Integrität Frankreichs und Belgiens zu garantieren. Er war auch vollkommen bereit, England die Wahrung seiner Neutralität zu ermöglichen durch die Zusicherung, daß Deutschland von jedem Angriff auf die französische Nordküste absehen wolle, und hat der englischen Regierung eine entsprechende Erklärung am 3. 8. zugehen lassen. Aber die Herren *Asquith* und *Grey* wünschten nun einmal, England in den Krieg hineinzutreiben, und waren trotz der deutschen Zusicherung entschlossen, die Gelegenheit zu benutzen, um über den Rivalen Deutschland herzufallen.

Was schließlich die *Asquithsche* Behauptung von Deutschlands angeblichem Irrtum wegen Belgiens betrifft, so war es nach allem, was über Englands militärische und diplomatische Rolle in Belgien der ganzen Welt heute bekannt ist, von Herrn *Asquith* mindestens sehr unvorsichtig, selbst nochmals die Aufmerksamkeit auf dieses Kapitel zu lenken. Herr *Asquith* will die Haltung Deutschlands gegenüber Belgien zurückführen auf einen deutschen Irrtum über die Widerstandskraft dieses Landes und über den Schutz, auf den es rechnen konnte. Von derartigen Irrtümern ist das Verfahren Deutschlands gegenüber Belgien nicht beeinflußt gewesen. Aus den bekannten Gründen war es für das von allen Seiten umstellte Deutschland ein unbedingtes Gebot der Selbsterhaltung, dem von seinen Feinden geplanten Durchstoß durch Belgien auf die deutsche Flanke zu begegnen, von Belgien die Durchzugerlaubnis für sein Heer zu verlangen und eventuell den Durchzug zu erzwingen. Im übrigen aber hatte Deutschland im Interesse Belgiens selbst, trotz aller Anzeichen für dessen Hinneigen nach Feindesseite, den aufrichtigen Wunsch, diesem Lande die Leiden des Kriegs ersparen zu können. Die Rolle Englands dagegen bestand darin, daß es das schon lange umgarnte Belgien im englischen Interesse zwar zum Widerstand aufgereizt, auf die erhoffte Unterstützung aber vergeblich hat warten lassen. Herr *Asquith* mag heute noch so laut von dem englischen Millionenheer sprechen; niemand glaubt ihm, daß England es um Belgiens willen aufgestellt hat. Man kann Herrn *Asquith* nur raten, sich in Belgien selbst zu erkundigen; dann wird er erfahren, wie man in dem von England ins Unglück gestürzten Land heute über den vermeintlichen Schutzherrn denkt."

Meinungsaustausch darüber einzutreten, ob gemeinsames Handeln zur Abwehrung des Angriffs geboten sei und gegebenenfalls, ob und inwieweit die bestehenden militärischen Vereinbarungen zur Anwendung zu bringen sein würden.

Die Fassung der Vereinbarungen trägt mit feiner Berechnung der englischen Mentalität Rechnung. England übernimmt formell keinerlei Verpflichtung zu militärischer Hilfeleistung. Es behält dem Wortlaut nach die Hand frei, stets nur seinen Interessen entsprechend handeln zu können. Daß sich aber durch diese Vereinbarungen in Verbindung mit den getroffenen militärischen Abmachungen England *de facto* dem französischen Revanchegedanken bereits rettungslos verschrieben hat, bedarf kaum einer besonderen Ausführung.

Die englische Regierung spielt ein gefährliches Spiel. Sie hat durch ihre Politik in der bosnischen und in der marokkanischen Frage Krisen hervorgerufen, die Europa zweimal an den Rand eines Krieges brachten. Die Ermutigung, die sie direkt wie indirekt andauernd dem französischen Chauvinismus zuteil werden läßt, kann eines Tages zu einer Katastrophe führen, bei der englische wie französische Soldaten auf französischen Schlachtfeldern englische Einkreisungspolitik mit ihrem Blute bezahlen werden.

Die Saat, die König *Eduard* gesät hat, geht auf.

Brief Sir E. Greys an den französischen Botschafter Paul Cambon.

Foreign Office, 22. November 1912.

My dear Ambassador!

From time to time in recent years the French and British naval and military experts have consulted together. It has always been understood that such consultation does not restrict the freedom of either Government to decide at any future time whether or not to assist the other by armed force. We have agreed that consultation between experts is not and ought not to be regarded as an engagement that commits either Government to action in a contingency thathas nota ris en and may never arise. The disposition for instance of the French and British fleets respectively at the present moment is not based upon an engagement to cooperate in war.

You have, however, pointed out that if either Government had grave reason to expect an unprovoked attack by a third Power, it might become essential to know whether it could in that event depend upon the armed assistance of the other.

I agree that, if either Government had grave reason to expect an unprovoked attack by a third Power, or something that threatened the general peace, it should immediately discuss with the other whether both Governments should act together to prevent agression and to preserve peace, and, if so, what measures they would be prepared to take in common. If these measures involved action, the plans of the general staffs would at once be taken into consideration and the Governments would then decide what effect should be given to them.

Brief des französischen Botschafters M. Paul Cambon an Sir E. Grey.

Londres, le 23 novembre 1912.

Par Votre lettre en date d'hier 22 novembre, Vous m'avez rappelé que dans ces dernières années les autorités militaires et navales de la France et de la Grande-Bretagne s'étaient consultés de temps en temps; qu'il avait toujours été entendu que ces consultations ne restreignaient pas la liberté pour chaque Gouvernement de décider dans l'avenir s'ils se prêteraient l'un l'autre le concours de leurs forces armées; que de part et d'autre ces consultations entre spécialistes n'étaient et ne devaient pas être considérées comme des engagements obligeant nos Gouvernements à agir dans certains cas; que cependant je Vous avait fait observer que si l'un ou l'autre Gouvernement avait de graves raisons d'appréhender une attaque non provoquée de la part d'une tierce Puissance, il deviendrait essentiel de savoir s'il pourrait compter sur l'assistance armée de l'autre. Votre lettre répond à cette observation et je suis autorisé à Vous déclarer que dans le cas où l'un de nos Gouvernements aurait un motif grave d'appréhender soit l'agression d'une tierce Puissance soit quelque événement menaçant pour la paix générale, ce Gouvernement examinerait immédiatement avec l'autre si les deux Gouvernements doivent agir de concert en vue de prévenir s'agression ou de sauvegarder la paix. Dans ce cas, les deux Gouvernements délibéreraient sur les mesures qu'ils seraient disposés à prendre en commun; si ces mesures comportaient une action, les deux Gouvernements prendraient aussitôt en considération les plans de leurs Etats-Majors et décideraient alors de la suite qui devrait être donnée à ces plans.

II.

. . . . Mai 1914.

Ueber die politischen Ergebnisse des Besuchs des Königs von England in Paris erfahre ich, daß zwischen Sir *Edward Grey* und Herrn *Doumergue* eine Reihe politischer Fragen erörtert worden ist. Außerdem ist französischerseits die Anregung erfolgt, die bestehenden besonderen militärpolitischen Abmachungen zwischen Frankreich und England durch analoge Abmachungen zwischen England und Rußland zu ergänzen. Sir *Edward Grey* hat den Gedanken sympathisch aufgenommen, sich aber außerstande erklärt, ohne Befragen des englischen Kabinetts irgendeine Bindung zu übernehmen. Der Empfang der englischen Gäste durch die Französische Regierung sowie die Pariser Bevölkerung soll den Minister in hohem Grade beeindruckt haben. Es ist zu befürchten, daß der englische Staatsmann, der zum ersten Male in amtlicher Eigenschaft im Ausland geweilt, und, wie behauptet wird, überhaupt zum ersten Male den englischen Boden verlassen hat, französischen Einflüssen in Zukunft noch in höherem Grade unterliegen wird, als das bisher schon der Fall war.

III.

. . . Juni 1914.

Die Nachricht, daß französischerseits anläßlich des Besuches des Königs von England in Paris militärische Abmachungen zwischen England und Rußland angeregt worden sind, wird mir bestätigt. Ueber die Vorgeschichte erfahre ich zuverlässig, daß die Anregung auf Herrn *Iswolsky* zurückgeht. Der Gedanke des Botschafters war es gewesen, die erwartete Feststimmung der Tage von Paris zu einer Umwandlung der Tripleentente in ein Bündnis nach Analogie des Dreibundes auszunutzen. Wenn man sich schließlich in Paris und Petersburg mit weniger begnügt hat, so scheint dafür die Erwägung maßgebend gewesen zu sein, daß in England ein großer Teil der öffentlichen Meinung dem Abschluß förmlicher Bündnisverträge mit anderen Mächten durchaus ablehnend gegenübersteht. Angesichts dieser Tatsache hat man sich trotz der zahlreichen Beweise für den gänzlichen Mangel an Widerstandskraft der englischen Politik gegen Einflüsse der Entente — ich darf an die Gefolgschaft erinnern, die noch jüngst Rußland in der Frage der deutschen Militärmission in der Türkei von England erfahren hat — offenbar gescheut, gleich mit der Tür ins Haus zu fallen. Es ist vielmehr die Taktik langsamen schrittweisen Vorgehens beschlossen worden. Sir *Edward Grey* hat die französisch-russische Anregung im englischen Ministerrat warm vertreten, und das Kabinett hat sich seinem Votum angeschlossen. Es ist beschlossen worden, in erster Linie ein Marineabkommen ins Auge zu fassen und die Verhandlungen in London zwischen der englischen Admiralität und dem russischen Marineattaché stattfinden zu lassen.

Die Befriedigung der russischen und französischen Diplomatie über diese erneute Ueberrumpelung der englischen Politiker ist groß. Man hält den Abschluß eines formellen Bündnisvertrages nur noch für eine Frage der Zeit. Um dies Ergebnis zu beschleunigen, würde man in St. Petersburg sogar zu gewissen Scheinkonzessionen an England in der persischen Frage bereit sein. Die zwischen den beiden Mächten in dieser Hinsicht in letzter Zeit aufgetauchten Meinungsverschiedenheiten haben noch keine Erledigung gefunden. Russischerseits arbeitet man vorläufig mit beruhigenden Versicherungen wegen der Besorgnisse, die in England im Hinblick auf die Zukunft Indiens in neuerer Zeit wieder hervorgetreten sind.

IV.

. . . . Juni 1914.

Man ist in Petersburg und London sehr beunruhigt wegen der französischen Indiskretionen über die russisch-englische Marinekonvention. Sir *Edward Grey* befürchtet Anfragen im Parlament. Der Marineattaché, Kapitän *Wolkow*, der einige Tage in Petersburg gewesen ist, vermutlich um Instruktionen für die Verhandlungen in Empfang zu nehmen, ist nach London zurückgekehrt. Die Verhandlungen haben bereits begonnen.

V.

. . . . Juni 1914.

Im Unterhause wurde von ministerieller Seite an die Regierung die Anfrage gerichtet, ob Großbritannien und Rußland jüngst ein Marineabkommen abgeschlossen hätten, und ob Verhandlungen zwecks Abschlusses einer solchen Vereinbarung unlängst zwischen den beiden Ländern stattgefunden hätten oder gegenwärtig im Gange seien.

Sir *Edward Grey* nahm in seiner Antwort Bezug auf ähnliche im Vorjahre an die Regierung gerichtete Anfragen. Der Premierminister habe damals, so fuhr Sir *Edward Grey* fort, geantwortet, es bestünden für den Fall des Ausbruchs eines Krieges zwischen europäischen Mächten keine unveröffentlichten Vereinbarungen, die die freie Entschließung der Regierung oder des Parlaments darüber, ob Großbritannien an einem Kriege teilnehmen solle oder nicht, einengen oder hemmen würden. Diese Antwort sei heute ebenso zutreffend wie vor einem Jahre. Es seien seither keine Verhandlungen mit irgendeiner Macht abgeschlossen worden, die die fragliche Erklärung weniger zutreffend machen würden; keine derartigen Verhandlungen seien im Gange, und es sei auch, soweit er urteilen könne, nicht wahrscheinlich, daß in solche eingetreten werden würde; wenn aber irgendein Abkommen abgeschlossen werden sollte, das eine Zurücknahme oder eine Abänderung der erwähnten letztjährigen Erklärung des Primierministers nötig machen sollte, so müßte dasselbe seiner Ansicht nach, und das würde auch wohl der Fall sein, dem Parlament vorgelegt werden.

Die englische Presse enthält sich in ihrer großen Mehrzahl jeglicher Bemerkungen zu der Erklärung des Ministers.

Nur die beiden radikalen Blätter „*Daily News*“ und „*Manchester Guardian*“ äußern sich in kurzen Leitartikeln. Die erstgenannte Zeitung begrüßt die Worte Sir *Edward Greys* mit Genugtuung und meint, sie seien klar genug, um jeden Zweifel zu zerstreuen. England sei nicht im Schlepptau irgendeines anderen Landes. Es sei nicht der Vasall Rußlands, nicht der Verbündete Frankreichs und nicht der Feind Deutschlands. Die Erklärung sei eine heilsame Lektion für diejenigen englischen Preßleute, die glauben machen wollten, daß es eine „Tripleentente“ gebe, die dem Dreibund wesensgleich sei.

Der „*Manchester Guardian*“ hingegen ist durch die Erklärung des Ministers nicht befriedigt. Er bemängelt ihre gewundene Form und sucht nachzuweisen, daß sie Auslegungen zulasse, die das Vorhandensein gewisser, vielleicht bedingter Verabredungen der gerüchtweise verlautbarten Art nicht durchaus ausschlössen.

Die Erklärungen Sir *Edward Greys* entsprechen einer vertraulichen Aeußerung einer Persönlichkeit aus der nächsten Umgebung des Ministers:

„Er könne aufs ausdrücklichste und bestimmteste versichern, daß keinerlei Abmachungen militärischer oder maritimer Natur zwischen England und Frankreich bestünden, obwohl der Wunsch nach solchen auf französischer Seite wiederholt kundgegeben worden sei. Was das englische Kabinett

Frankreich abgeschlagen habe, werde es Rußland nicht gewähren. Es sei keine Flottenkonvention mit Rußland geschlossen worden, und es werde auch keine geschlossen werden."

VI.

. . . . Juni 1914.

Sir *Edward Grey* hat offenbar das Bedürfnis empfunden, den Ausführungen des „*Manchester Guardian*" über seine Interpellationsbeantwortung in Sachen der angeblichen englisch-russischen Flottenentente sogleich nachdrücklich entgegenzutreten. Die „*Westminster Gazette*" bringt an leitender Stelle aus der Feder Mr. *Spenders*, der bekanntlich zu den intimsten politischen Freunden Sir *Edward Greys* gehört, ein Dementi, das in Bestimmtheit nichts zu wünschen übrigläßt. Es ist darin gesagt: Es besteht kein Flottenabkommen, und es schweben keine Verhandlungen über ein Flottenabkommen zwischen Großbritannien und Rußland.

Niemand, der den Charakter und die Methoden Sir *Edward Greys* kenne, werde auch nur einen Augenblick annehmen, daß die von ihm abgegebene Erklärung bezwecke, die Wahrheit zu verschleiern.

VII.

. . . . Juni 1914.

Daß die Erklärung Sir *Edward Greys* im englischen Unterhause über das russisch-englische Marineabkommen von der öffentlichen Meinung in England so bereitwillig akzeptiert worden ist, hat hier und in Petersburg große Erleichterung hervorgerufen. Die Drahtzieher der Aktion hatten schon befürchtet, daß der schöne Traum des neuen Dreibundes ausgeträumt sein könne. Es fällt mir übrigens schwer, daran zu glauben, daß es dem „*Manchester Guardian*" allein beschieden gewesen sein sollte, den Trick zu durchschauen, dessen sich Sir *Edward Grey* bediente, indem er die Frage, ob Verhandlungen über ein Marineabkommen mit Rußland schwebten oder im Gange seien, nicht beantwortete, sondern die ihm gar nicht gestellte Frage verneinte, ob England bindende Verpflichtungen bezüglich der Beteiligung an einem europäischen Kriege eingegangen sei. Ich neige vielmehr der Ansicht zu, daß die englische Presse in diesem Falle wieder einmal einen Beweis für ihre bekannte Disziplin in Behandlung von Fragen der auswärtigen Politik gegeben und, sei es auf ein *mot d'ordre* hin, sei es aus politischem Instinkt, geschwiegen hat. Welchen Kritiken und welchen Bemängelungen seitens der deutschen Volksvertreter und der deutschen Presse würde nicht die Kaiserliche Regierung ausgesetzt sein, welches Geschrei über unsere auswärtige Politik und unsere Diplomaten würde sich nicht erheben, wenn eine ähnliche Erklärung vor dem Reichstag abgegeben würde! In dem parlamentarischen England schweigt jedermann, wenn ein Minister in so offenkundiger Weise die eigene Partei, die Volksvertretung und die öffentliche Meinung des ganzen Landes irre zu führen sucht. Was bringt nicht England alles seiner Germanophobie zum Opfer.

VIII.

. . . . Juni 1914.

Von einer Stelle, die sich die alten Sympathien für Deutschland bewahrt hat, ist mir mit der Bitte um strengste Geheimhaltung die gehorsamst beigefügte Aufzeichnung über eine Konferenz zugegangen, die am 26. Mai d. J. beim Chef des russischen Marinestabs stattgefunden hat, und in der die Grundlagen für die Verhandlungen über das russisch-englische Marineabkommen festgestellt worden sind. Zu welchem Ergebnis die Verhandlungen bis jetzt geführt haben, wußte mein Gewährsmann noch nicht, äußerte aber sehr ernste Besorgnisse über die Förderung die der russische Nationalismus erfahren werde, wenn das Abkommen tatsächlich zustande komme. Sei man des Mitgehens Englands erst gewiß, so würden die bekannten panslawistischen Hetzer nicht zögern, die erste sich bietende Gelegenheit zu benutzen, um es zum Kriege zu bringen. Auch Herr *Sasonow* treibe zusehends mehr in das Fahrwasser der russischen Kriegspartei.

Anlage.

St. Petersburg, den 13./26. Mai 1914.

Von der Erwägung ausgehend, daß eine Vereinbarung zwischen Rußland und England erwünscht sei über das Zusammenwirken ihrer maritimen Streitkräfte für den Fall kriegerischer Operationen Rußlands und Englands unter Teilnahme Frankreichs, gelangte die Konferenz zu folgenden Schlüssen:

Die geplante Marinekonvention soll die Beziehungen zwischen den russischen und englischen Streitkräften zur See in allen Einzelheiten regeln, deshalb ist eine Verständigung über Signale und Spezialchiffres, Radiotelegramme und der Modus des Verkehrs zwischen den russischen und englischen Marinestäben herbeizuführen. Die beiden Marinestäbe sollen sich außerdem regelmäßig gegenseitig Mitteilung machen über die Flotten dritter Mächte und über ihre eigenen Flotten, besonders über technische Daten sowie über neu eingeführte Maschinen und Erfindungen.

Nach dem Vorbild der franko-russischen Marinekonvention soll auch zwischen dem russischen und dem englischen Marinestab ein regelmäßiger Meinungsaustausch zur Prüfung von Fragen, welche die Marineministerien beider Staaten interessieren, herbeigeführt werden.

Das russische Marineabkommen mit England soll gleich dem franko-russischen Marineabkommen vorher vereinbarte, aber getrennte Aktionen der russischen und der englischen Kriegsmarine ins Auge fassen. Im Hinblick auf die strategischen Ziele ist zu unterscheiden einerseits zwischen den maritimen Operationen im Gebiet des Schwarzen Meeres und der Nordsee, andererseits zwischen dem voraussichtlichen Seekampfe im Mittelmeer. In beiden Gebieten muß Rußland bestrebt sein, von England Kompensationen dafür zu erhalten, daß es einen Teil der deutschen Flotte auf die russische abzieht.

Im Gebiet des Bosporus und der Dardanellen sollen zeitweilige Unternehmungen in den Meerengen als strategische Operationen Rußlands im Kriegsfalle ins Auge gefaßt werden.

Die russischen Interessen in der Ostsee verlangen, daß England einen möglichst großen Teil der deutschen Flotte in der Nordsee festhält. Dadurch würde die erdrückende Uebermacht der deutschen Flotte über die russische aufgehoben und vielleicht eine russische Landung in Pommern möglich werden. Hierbei könnte die Englische Regierung einen wesentlichen Dienst leisten, wenn sie vor Beginn der Kriegsoperationen eine so große Zahl von Handelsschiffen in die baltischen Häfen schickte, daß der Mangel an russischen Transportschiffen ausgeglichen wird.

Was die Lage im Mittelmeer anbetrifft, so ist es für Rußland höchst wichtig, daß dort ein sicheres Uebergewicht der Streitkräfte der Entente über die austro-italienische Flotte hergestellt wird. Denn falls die österreichisch-italienischen Streitkräfte dieses Meer beherrschen, würden Angriffe der österreichischen Flotte im Schwarzen Meer möglich sein, was für Rußland ein gefährlicher Schlag wäre. Es muß angenommen werden, daß die austro-italienischen Streitkräfte den französischen überlegen sind. England müßte daher durch Belassung der notwendigen Zahl von Schiffen im Mittelmeer das Uebergewicht der Streitkräfte der Ententemächte mindestens so lange sichern, als die Entwicklung der russischen Marine noch nicht so weit fortgeschritten ist, um die Lösung dieser Aufgabe selbst zu übernehmen. Russische Schiffe müßten mit Zustimmung Englands als Basis im östlichen Mittelmeer die englischen Häfen benutzen dürfen, ebenso wie die französische Marinekonvention der russischen Flotte gestattet, sich im westlichen Mittelmeer auf die französischen Häfen zu basieren.

IX.

. . . . Juli 1914.

Gelegentlich meiner heutigen Unterhaltung mit Herrn *Sasonow* wandte sich das Gespräch auch dem Besuch des Herrn *Poincaré* zu. Der Minister hob den friedfertigen Ton der gewechselten Trinksprüche hervor. Ich konnte nicht umhin, Herrn *Sasonow* darauf aufmerksam zu machen, daß nicht die bei derartigen Besuchen ausgetauschten Toaste, sondern die daran geknüpften Preßkommentare den Stoff zur Beunruhigung geliefert hätten. Derartige Kommentare seien auch diesmal nicht ausgeblieben, wobei sogar die Nachricht von dem angeblichen Abschluß einer russisch-englischen Marinekonvention verbreitet worden sei. Herr *Sasonow* griff diesen Satz auf und meinte unwillig, eine solche Marinekonvention existiere nur „in der Jdee des ‚Berliner Tageblattes' und im Mond".

X.

. . . Juli 1914.

Euer usw. beehre ich mich beifolgend Abschrift eines Schreibens zu übersenden, das der Adjutant eines zur Zeit hier weilenden russischen Großfürsten unter dem 25. d. M. von Petersburg aus an den Großfürsten gerichtet hat, und über dessen wesentlichen Inhalt ich bereits telegraphisch berichten durfte. Das Schreiben, von dem ich auf vertraulichem Wege Kenntnis erhielt, erweist meines gehorsamen Dafürhaltens, daß man schon seit dem 24. d. M. in Rußland zum Kriege entschlossen ist.

Anlage.

12./25. Juli, Petersburg.

„In Petersburg waren große Unordnungen unter den Arbeitern; sie fielen sonderbar mit der Anwesenheit der Franzosen bei uns und mit dem österreichischen Ultimatum an Serbien zusammen. Gestern hörte ich von dem französischen Militäragenten General *de la Guiche*, er habe gehört, daß Oesterreich an den Arbeiterunruhen nicht unschuldig sei. Jetzt kommt aber alles zu normalen Verhältnissen. Und es scheint, daß, von den Franzosen ermutigt, unsere Regierung aufgehört hat, vor den Deutschen zu zittern. Es war längst Zeit! Es ist besser, sich einmal klar auszusprechen, als rasch sich ewig hinter den „professionellen Lügen" der Diplomaten zu verbergen. Das Ultimatum Oesterreichs ist von unerhörter Frechheit, wie alle hiesigen Zeitungen einmütig sagen. Eben habe ich die Abendzeitung gelesen: — gestern war Sitzung des Ministerrats; der Kriegsminister hat sehr energisch gesprochen und bestätigt, daß Rußland zum Kriege bereit sei, und die übrigen Minister haben sich voll angeschlossen; es wurde in entsprechendem Geist ein Bericht an den Kaiser fertiggestellt, und dieser Bericht wurde an demselben Abend bestätigt. Heute wurde im „Russischen Invaliden" eine vorläufige Mitteilung der Regierung veröffentlicht, daß „die Regierung sehr durch die eingetretenen Ereignisse und die Absendung des österreichischen Ultimatums an Serbien besorgt sei. Die Regierung verfolgt aufmerksam die Entwicklung der serbisch-österreichischen Zusammenstöße, bei denen Rußland nicht gleichgültig bleiben kann." Diese Mitteilung ist von allen Zeitungen mit sehr günstigen Kommentaren nachgedruckt worden. Wir alle sind überzeugt, daß dieses Mal keine Raputins Rußland verhindern werden, seine Pflicht zu erfüllen. Deutschland, das Oesterreich vorschickt, ist fest entschlossen, sich mit uns zu messen, bevor wir unsere Flotte ausbauen, und die Balkanstaaten haben sich noch nicht vom Kriege erholt. Auch wir müssen der Gefahr ins Gesicht sehen und nicht unseren Kopf verstecken wie während des Balkankrieges, als *Kokowzow* nur an die Börse dachte. Damals aber wäre der Krieg leichter gewesen, da der Balkanbund voll bewaffnet war. Aber bei uns trieb man die Straßendemonstrationen, die gegen das elende Oesterreich gerichtet waren, durch die Polizei auseinander! Jetzt aber würde man ebensolche Demonstrationen freudig begrüßen. Ueberhaupt wollen wir hoffen, daß das Regiment der Feiglinge (nach Art *Kokowzows*) und gewisser Schreier und Mystiker vorüber ist. Der Krieg ist ein Gewitter. Mögen auch Katastrophen kommen, es wäre immer besser, als in dieser Schwüle zu beharren. Aus Erfahrung weiß ich bestimmt, daß für mich der ruhigste Platz in der Front ist, wo man die Gefahr in ihrer natürlichen Größe sieht, und das ist gar nicht so furchtbar; am schlimmsten ist es in der Nachhut, in der die Atmosphäre der Feigheit herrscht, unwahrscheinliche Gerüchte umlaufen und Paniken entstehen. Im künftigen Kriege aber wird das Innere Rußlands die Nachhut sein."

2. Stellungnahme der Entente-Mächte und Belgiens zu der Neutralität Belgiens (die sog. „Brüsseler Dokumente").
Wb. 8 ff.

Nr. DCLXIII. „Brüsseler Dokumente I." (**Wb.** 8.) (Norddeutsche Allgemeine Zeitung vom 13. Oktober 1914.)

Durch die eigenen Erklärungen Sir *Edward Greys* ist die Behauptung der englischen Regierung bereits als unhaltbar erwiesen, daß die Verletzung der belgischen Neutralität durch Deutschland das Eingreifen Englands in den gegenwärtigen Krieg veranlaßt hat. Das Pathos sittlicher Entrüstung, mit dem der deutsche Einmarsch in Belgien von englischer Seite zur Stimmungsmache gegen Deutschland bei den Neutralen verwertet worden ist, findet eine neue und eigenartige Beleuchtung durch gewisse Dokumente, die die deutsche Heeresverwaltung in den Archiven des belgischen Generalstabs in Brüssel aufgefunden hat.

Aus dem Inhalt einer Mappe, welche die Aufschrift trägt „*Intervention anglaise en Belgique*", geht hervor, daß schon im Jahre 1906 die Entsendung eines englischen Expeditionskorps nach Belgien für den Fall eines deutsch-französischen Krieges in Aussicht genommen war. Nach einem vorgefundenen Schreiben an den belgischen Kriegsminister vom 10. April 1906 hat der Chef des belgischen Generalstabs mit dem damaligen englischen Militärattaché in Brüssel, Oberstleutnant *Barnardiston*, auf dessen Anregung in wiederholten Beratungen einen eingehenden Plan für gemeinsame Operationen eines englischen Expeditionskorps von 100 000 Mann mit der belgischen Armee gegen Deutschland ausgearbeitet. Der Plan fand die Billigung des Chefs des englischen Generalstabs, Generalmajors *Grierson*. Dem belgischen Generalstab wurden alle Angaben über Stärke und Gliederung der englischen Truppenteile, über die Zusammensetzung des Expeditionskorps, die Ausschiffungspunkte, eine genaue Zeitberechnung für den Abtransport u. dgl. geliefert. Auf Grund dieser Nachrichten hat der belgische Generalstab den Transport der englischen Truppen in das belgische Aufmarschgebiet, ihre Unterbringung und Ernährung dort eingehend vorbereitet. Bis in alle Einzelheiten ist das Zusammenwirken sorgfältig ausgearbeitet worden. So sollten der englischen Armee eine große Anzahl Dolmetscher und belgische Gendarmen zur Verfügung gestellt und die nötigen Karten geliefert werden. Selbst an die Versorgung englischer Verwundeter war bereits gedacht worden.

Dünkirchen, Calais und Boulogne waren als Ausschiffungspunkte für die englischen Truppen vorgesehen. Von hier aus sollten sie mit belgischem Eisenbahnmaterial in das Aufmarschgebiet gebracht werden. Die beabsichtigte Ausladung in französischen Häfen und der Transport durch französisches Gebiet beweist, daß den englisch-belgischen Vereinbarungen solche mit dem französischen Generalstab vorausgegangen waren. Die drei Mächte haben die Pläne für ein Zusammenarbeiten der „verbündeten Armeen", wie es im

Schriftstück heißt, genau festgelegt. Dafür spricht auch, daß in den Geheimakten eine Karte des französischen Aufmarsches vorgefunden worden ist.

Das erwähnte Schreiben enthält einige Bemerkungen von besonderem Interesse. Es heißt dort an einer Stelle, Oberstleutnant *Barnardiston* habe bemerkt, daß man zur Zeit auf die Unterstützung Hollands nicht rechnen könne. Er habe ferner vertraulich mitgeteilt, daß die englische Regierung die Absicht habe, die Basis für den englischen Verpflegungsnachschub nach Antwerpen zu verlegen, sobald die Nordsee von allen deutschen Kriegsschiffen gesäubert sei. Des weiteren regte der englische Militärattaché die Einrichtung eines belgischen Spionagedienstes in der Rheinprovinz an.

Das vorgefundene militärische Material erfährt eine wertvolle Ergänzung durch einen ebenfalls bei den Geheimpapieren befindlichen Bericht des langjährigen belgischen Gesandten in Berlin, Baron *Greindl*, an den belgischen Minister des Aeußern, in dem mit großem Scharfsinn die dem englischen Angebot zugrunde liegenden Hintergedanken enthüllt werden, und in dem der Gesandte auf das Bedenkliche der Situation hinweist in die sich Belgien durch eine einseitige Parteinahme zugunsten der Ententemächte begeben habe. In dem sehr ausführlichen Bericht, der vom 23. Dezember 1911 datiert ist, und dessen vollständige Veröffentlichung vorbehalten bleibt, führt Baron *Greindl* aus, der ihm mitgeteilte Plan des belgischen Generalstabs für die Verteidigung der belgischen Neutralität in einem deutsch-französischen Kriege beschäftigte sich nur mit der Frage, was für militärische Maßnahmen für den Fall zu ergreifen seien, daß Deutschland die belgische Neutralität verletze. Die Hypothese eines französischen Angriffs auf Deutschland durch Belgien habe aber gerade so viel Wahrscheinlichkeit für sich. Der Gesandte führt dann wörtlich folgendes aus:

„Von der französischen Seite her droht die Gefahr nicht nur im Süden von Luxemburg. Sie bedroht uns auf unserer ganzen gemeinsamen Grenze. Für diese Behauptung sind wir nicht nur auf Mutmaßungen angewiesen. Wir haben dafür positive Anhaltspunkte.

Der Gedanke einer Umfassungsbewegung von Norden her gehört zweifellos zu den Kombinationen der *Entente cordiale*. Wenn das nicht der Fall wäre, so hätte der Plan, Vlissingen zu befestigen, nicht ein solches Geschrei in Paris und London hervorgerufen. Man hat dort den Grund gar nicht verheimlicht, aus dem man wünschte, daß die Schelde ohne Verteidigung bliebe. Man verfolgte dabei den Zweck, unbehindert eine englische Garnison nach Antwerpen überführen zu können, also den Zweck, sich bei uns eine Operationsbasis für eine Offensive in der Richtung auf den Niederrhein und Westfalen zu schaffen und uns dann mit fortzureißen, was nicht schwer gewesen wäre. Denn nach Preisgabe unseres nationalen Zufluchtsortes hätten wir durch unsere eigene Schuld uns jeder Möglichkeit begeben, den Forderungen unserer zweifelhaften Beschützer Widerstand zu leisten, nachdem wir so unklug gewesen wären, sie dort zuzulassen. Die ebenso perfiden wie naiven Eröffnungen des Obersten *Barnardiston* zur Zeit des

Abschlusses der *Entente cordiale* haben uns deutlich gezeigt, um was es sich handelte. Als es sich herausstellte, daß wir uns durch die angeblich drohende Gefahr einer Schließung der Schelde nicht einschüchtern ließen, wurde der Plan zwar nicht aufgegeben, aber dahin abgeändert, daß die englische Hilfsarmee nicht an der belgischen Küste, sondern in den nächstliegenden französischen Häfen gelandet werden sollte. Hierfür zeugen auch die Enthüllungen des Kapitäns *Faber*, die ebensowenig dementiert worden sind wie die Nachrichten der Zeitungen, durch die sie bestätigt oder in einzelnen Punkten ergänzt worden sind. Diese in Calais und Dünkirchen gelandete englische Armee würde nicht an unserer Grenze entlang nach Longwy marschieren, um Deutschland zu erreichen. Sie würde sofort bei uns von Nordwesten her eindringen. Das würde ihr den Vorteil verschaffen, sofort in Aktion treten zu können, die belgische Armee in einer Gegend zu treffen, in der wir uns auf keine Festung stützen können, falls wir eine Schlacht riskieren wollen. Es würde ihr ermöglichen, an Ressourcen aller Art reiche Provinzen zu besetzen, auf alle Fälle aber unsere Mobilmachung zu behindern oder sie nur zuzulassen, nachdem wir uns formell verpflichtet hätten, die Mobilmachung nur zum Vorteil Englands und seines Bundesgenossen durchzuführen.

Es ist dringend geboten, im voraus einen Schlachtplan für die belgische Armee auch für diese Eventualität aufzustellen. Das gebietet sowohl das Interesse an unserer militärischen Verteidigung als auch die Führung unserer auswärtigen Politik im Falle eines Krieges zwischen Deutschland und Frankreich."

Diese Ausführungen von vorurteilsfreier Seite stellen in überzeugender Weise die Tatsache fest, daß dasselbe England, das sich jetzt als Schirmherr der belgischen Neutralität gebärdet, Belgien zu einer einseitigen Parteinahme zugunsten der Ententemächte bestimmt, und daß es zu einem Zeitpunkte sogar an eine Verletzung der holländischen Neutralität gedacht hat. Des weiteren erhellt daraus, daß die Belgische Regierung, indem sie den englischen Einflüsterungen Gehör schenkte, sich eine schwere Verletzung der ihr als neutraler Macht obliegenden Pflichten hat zuschulden kommen lassen. Die Erfüllung dieser Pflichten hätte es erheischt, daß die Belgische Regierung in ihren Verteidigungsplänen auch die Verletzung der belgischen Neutralität durch Frankreich vorgesehen und daß sie für diesen Fall analoge Vereinbarungen mit Deutschland getroffen hätte, wie mit Frankreich und England. Die aufgefundenen Schriftstücke bilden einen dokumentarischen Beweis für die den maßgebenden deutschen Stellen lange vor Kriegsausbruch bekannte Tatsache der belgischen Konnivenz mit den Ententemächten. Sie dienen als eine Rechtfertigung für unser militärisches Vorgehen und als eine Bestätigung der der deutschen Heeresleitung zugegangenen Informationen über die französischen Absichten. Sie mögen dem belgischen Volke die Augen darüber öffnen, wem es die Katastrophe zu verdanken hat, die jetzt über das unglückliche Land hereingebrochen ist.

Nr. DCLXIV. „Brüsseler Dokumente II.“ (Wb. 9.) (Sonderbeilage der Norddeutschen Allgemeinen Zeitung vom 25. November 1914.)

Der Neutralitätsbruch Belgiens.

Die Englische Regierung hat sich darauf beschränkt, unsere Enthüllungen aus den Archiven des belgischen Kriegsministeriums über die englisch-belgischen militärischen Abmachungen aus dem Jahre 1906 mit der Erklärung zu beantworten, daß der an deren Ausarbeitung beteiligte Generalmajor *Grierson* gestorben, und Oberst *Barnardiston* Chef der englischen Truppen vor Kiautschou sei. Es sei wohl möglich, daß eine akademische Diskussion zwischen den beiden englischen Offizieren und den belgischen militärischen Stellen darüber stattgefunden habe, welche Hilfe das englische Heer in der Lage sein würde, Belgien zu leisten, falls seine Neutralität von einem seiner Nachbarn verletzt werden sollte.

Die Belgische Regierung hat erklärt, es sei nur natürlich, daß der englische Militärattaché in Brüssel während der Algeciras-Krisis den Chef des belgischen Generalstabes nach den Maßnahmen gefragt habe, die die Verletzung der von England gewährleisteten Neutralität Belgiens verhindern sollten. Der Chef des Generalstabes, General *Ducarme*, habe geantwortet, daß Belgien imstande sei, einen Angriff, von welcher Seite er auch komme, abzuwehren. Die Belgische Regierung knüpft hieran die Bemerkung: „Hat die Unterhaltung diese Grenzen überschritten, und hat Oberst *Barnardiston* den Kriegsplan dargelegt, den der britische Generalstab einzuhalten wünschte für den Fall, wo diese Neutralität verletzt werden sollte? Wir bezweifeln es.“ Indem sie die unverkürzte Veröffentlichung des in den belgischen Geheimakten aufgefundenen Materials fordert, versichert die Belgische Regierung feierlich, daß sie niemals direkt oder indirekt aufgefordert worden sei, sich im Falle eines deutsch-französischen Krieges der Tripleentente anzuschließen.

Wie die vorstehend skizzierten Erklärungen erkennen lassen, hat die Englische Regierung von vornherein darauf verzichtet, die Feststellungen der Kaiserlichen Regierung zu bestreiten. Sie hat sich auf einen Versuch beschränkt, sie zu beschönigen. Sie mag sich wohl gesagt haben, daß bei der erdrückenden Fülle des vorhandenen Beweismaterials eine Ableugnung der Tatsachen zwecklos und bedenklich sein würde. Die inzwischen erfolgte Aufdeckung eines englisch-belgischen militärischen Nachrichtendienstes und das Auffinden der von den amtlichen englischen Stellen hergestellten Kriegskarten von Belgien erweisen erneut, eine wie eingehende militärische Vorbereitung der englisch-belgische Kriegsplan gegen Deutschland erfahren hatte.

Wir lassen hier in Faksimile den Wortlaut des im Konzept aufgefundenen Berichtes des Generals *Ducarme* an den belgischen Kriegsminister vom 10. April 1906 folgen, der der Belgischen Regierung schwerlich unbekannt sein kann, da der belgische Gesandte in Berlin, Baron *Greindl*, in seinem Bericht vom 23. Dezember 1911 auf seinen Inhalt ausdrücklich Bezug ge-

nommen hat. Sollte der Belgischen Regierung aber die Erinnerung daran geschwunden sein, so dürften ihre Zweifel über die in den Unterhaltungen des Generals *Ducarme* mit dem Oberstleutnant *Barnardiston* behandelten Themata durch den nachstehenden Wortlaut des Berichtes gehoben werden, der in einem Umschlag mit der Aufschrift „*Conventions anglo-belges*" im belgischen Kriegsministerium aufbewahrt wurde.

Der Bericht des Generals *Ducarme* lautet in deutscher Übersetzung[1]:

„Brief an den Herrn Minister über die vertraulichen Unterhaltungen.

An den Herrn Kriegsminister.

Brüssel, den 10. April 1906.

Vertraulich.

Herr Minister!

Ich habe die Ehre, Ihnen kurz über die Unterhaltungen Bericht zu erstatten, die ich mit dem Oberstleutnant *Barnardiston* gehabt habe, und die Gegenstand meiner mündlichen Mitteilungen waren. Der erste Besuch datiert von Mitte Januar. Herr *Barnardiston* machte mir Mitteilung von den Besorgnissen des Generalstabes seines Landes hinsichtlich der allgemeinen politischen Lage und wegen der Möglichkeit eines alsbaldigen Kriegsausbruches. Eine Truppensendung von im ganzen ungefähr 100000 Mann sei für den Fall vorgesehen, daß Belgien angegriffen würde.

Der Oberstleutnant fragte mich, wie eine solche Maßregel von uns ausgelegt werden würde. Ich antwortete ihm, daß es vom militärischen Gesichtspunkte nur günstig sein könnte, aber daß diese Interventionsfrage ebensosehr die politischen Behörden angehe, und daß es meine Pflicht sei, davon alsbald dem Kriegsminister Mitteilung zu machen.

Herr *Barnardiston* antwortete mir, daß sein Gesandter in Brüssel darüber mit unserem Minister des Auswärtigen sprechen würde.

Er fuhr etwa folgendermaßen fort: Die Landung der englischen Truppen würde an der französischen Küste stattfinden, in der Gegend von Dünkirchen und Calais, und zwar würde die Truppenbewegung möglichst beschleunigt werden. Eine Landung in Antwerpen würde viel mehr Zeit erfordern, weil man größere Transportschiffe brauche, und andererseits die Sicherheit weniger groß sei.

Nachdem man über diesen Punkt einig sei, blieben noch verschiedene andere Fragen zu regeln, nämlich: die Eisenbahntransporte, die Frage der Requisitionen, die die englische Armee machen könnte, die Frage des Oberbefehls der verbündeten Streitkräfte.

Er erkundigte sich, ob unsere Vorkehrungen genügten, um die Verteidigung des Landes während der Ueberfahrt und der Transporte der englischen Truppen eine Zeit, die er auf etwa 10 Tage schätzte, sicherzustellen.

---

[1]) Im **Wb.** S 67—71 ist der französische Text im Faksimile hinzugefügt. — Herausgeber.

Ich antwortete ihm, daß die Plätze Namur und Lüttich mit einem Handstreich nicht zu nehmen seien, und daß unsere 100000 Mann starke Feldarmee in vier Tagen imstande sein würde, einzugreifen.

Nachdem Herr *Barnardiston* seine volle Genugtuung über meine Erklärungen ausgesprochen hatte, betonte er, 1. daß unsere Unterredung absolut vertraulich sein sollte, 2. daß sie seine Regierung nicht binden sollte, 3. daß sein Gesandter, der englische Generalstab, er und ich allein über die Angelegenheit unterrichtet seien, 4. daß er nicht wisse, ob man die Meinung seines Souveräns vorher eingeholt habe.

In einer folgenden Unterredung versicherte mir der Oberstleutnant *Barnardiston*, daß er niemals vertrauliche Mitteilungen der anderen Militärattachés über unsere Armee erhalten habe. Er gab darauf genau die numerischen Daten über die englischen Kräfte an; wir könnten darauf rechnen, daß in 12 oder 13 Tagen zwei Armeekorps, 4 Kavalleriebrigaden und 2 Brigaden berittener Infanterie gelandet werden könnten.

Er bat mich darum, die Frage des Transports dieser Streitkräfte nach demjenigen Landesteil zu studieren, wo sie nützlich sein könnten, und versprach mir, zu diesem Zwecke die detaillierte Zusammensetzung der Landungsarmee zu geben.

Er kam auf die Frage der Effektivstärke unserer Feldarmee zurück und bestand darauf, daß man keine Detachements nach Namur und Lüttich abzweigen sollte, denn diese Plätze hätten genügende Garnison. Er bat mich, meine Aufmerksamkeit auf die Notwendigkeit zu richten, der englischen Armee zu gestatten, an den Vergünstigungen teilzuhaben, die das Reglement über die Kriegsleistungen vorsehe. Endlich bestand er auf der Frage des Oberbefehls.

Ich antwortete ihm, daß ich über diesen letzten Punkt nichts sagen könne, und versprach ihm, die anderen Fragen aufmerksam zu studieren.

Später bestätigte der englische Militärattaché seine frühere Schätzung: 12 Tage würden wenigstens notwendig sein, um die Landung an der französischen Küste zu bewerkstelligen. Es würde bedeutend längere Zeit notwendig sein (1 bis 2½ Monate), um 100000 Mann in Antwerpen zu landen.

Auf meinen Einwand, daß es unnötig sei, die Beendigung der Landung abzuwarten, um mit den Eisenbahntransporten zu beginnen, und daß man sie besser nach Maßgabe der jeweiligen Truppenankünfte an der Küste einrichten sollte, versprach mir Herr *Barnardiston* genaue Daten über den täglichen Landungsetat.

Was die Kriegsleistungen anlangt, so teilte ich Herrn *Barnardiston* mit, daß diese Frage leicht geregelt werden könne.

Je mehr die Pläne des englischen Generalstabs Fortschritte machten, desto klarer wurden die Einzelheiten des Problems. Der Oberst versicherte mir, daß die Hälfte der englischen Armee in 8 Tagen gelandet werden könne, der Rest bis zum Ablauf des 12. oder 13. Tages, ausgenommen die berittene Infanterie, auf die man erst später zählen dürfe.

Trotzdem glaubte ich von neuem auf der Notwendigkeit bestehen zu müssen, die Ziffer der täglichen Ausladung genau zu kennen, um die Eisenbahntransporte für jeden Tag zu regeln.

Der englische Militärattaché unterhielt sich weiter mit mir über verschiedene andere Fragen, nämlich:

1. Notwendigkeit, die Operationen geheimzuhalten und von der Presse strikte Geheimhaltung zu verlangen,

2. Vorteile, die sich daraus ergeben würden, wenn jedem englischen Generalstab ein belgischer Offizier, jedem Truppenkommandanten ein Dolmetscher und jeder Truppeneinheit Gendarmen zugeteilt werden könnten, um den englischen Polizeitruppen zur Seite zu stehen.

Bei einer anderen Unterhaltung prüften der Oberstleutnant *Barnardiston* und ich die kombinierten Operationen für den Fall eines deutschen Angriffs auf Antwerpen und unter der Annahme eines Durchmarsches durch unser Land, um die französischen Ardennen zu erreichen.

In der Frage erklärte mir der Oberst sein Einverständnis mit dem Plane, den ich ihm vorgelegt hatte, und versicherte mich der Zustimmung des Generals *Grierson*, Chefs des englischen Generalstabs.

Andere Fragen von untergeordneter Bedeutung wurden ebenfalls geregelt, besonders hinsichtlich der Spezialoffiziere, der Dolmetscher, der Gendarmen, Karten, Abbildungen der Uniformen, von ins Englische zu übersetzenden Sonderabzügen einiger belgischer Reglements, das Reglement für die Verzollungskosten, für die englischen Proviantsendungen, die Unterbringung der Verwundeten der verbündeten Heere usw. Es wurde nichts vereinbart über die Einwirkung der Regierung oder der Militärbehörden auf die Presse.

Bei den letzten Begegnungen, die ich mit dem englischen Attaché gehabt habe, teilte er mir mit, wie sich das tägliche Ergebnis der Ausschiffungen in Boulogne, Calais und Cherbourg gestalten dürfte. Die Entfernung dieses letzteren Punktes, der aus technischen Notwendigkeiten in Betracht kommt, bringt eine gewisse Verzögerung mit sich. Das I. Korps würde am 10. Tage ausgeschifft werden, das II. Korps am 15. Tage. Unser Eisenbahnmaterial würde die Transporte so ausführen, daß die Ankunft, sei es in der Richtung Brüssel—Löwen, sei es nach Namur—Dinant, des I. Korps für den 11. Tag, die des II. Korps für den 16. Tag gesichert wäre.

Ich habe noch ein letztes Mal, so energisch, wie ich konnte, auf die Notwendigkeit hingewiesen, die Seetransporte noch zu beschleunigen, damit die englischen Truppen zwischen dem 11. und 12. Tage bei uns sein könnten. Die glücklichsten, günstigsten Resultate können durch eine gemeinsame und gleichzeitige Aktion der verbündeten Streitmächte erreicht werden. Es würde aber im Gegenteil einen ernsten Mißerfolg bedeuten, wenn das Zusammenwirken nicht stattfinden könnte. Der Oberst *Barnardiston* versicherte mir, daß alles zur Erreichung dieses Zweckes getan werden würde.

Im Laufe unserer Unterhaltung hatte ich Gelegenheit, den englischen Militärattaché davon zu überzeugen, daß wir willens seien, soweit das mög-

lich sei, die Bewegungen des Feindes zu hemmen und uns nicht gleich von Anfang an nach Antwerpen zu flüchten.

Seinerseits teilte mir der Oberstleutnant *Barnardiston* mit, daß er zurzeit auf eine Unterstützung oder eine Intervention Hollands wenig Hoffnung setze. Er teilte mir zugleich mit, daß seine Regierung beabsichtige, die englische Verpflegungsbasis von der französischen Küste nach Antwerpen zu verlegen, sobald die Nordsee von allen deutschen Schiffen gesäubert sei.

Bei allen unseren Unterhaltungen setzte mich der Oberst regelmäßig von den vertraulichen Nachrichten in Kenntnis, die er über die militärischen Verhältnisse bei unseren östlichen Nachbarn erhalten hatte. Zur selben Zeit betonte er, daß für Belgien eine gebieterische Notwendigkeit vorliege, sich dauernd darüber unterrichtet zu halten, was in dem uns benachbarten Rheinland vor sich gehe. Ich mußte ihm gestehen, daß bei uns der ausländische Ueberwachungsdienst in Friedenszeiten nicht unmittelbar dem Generalstab unterstehe, wir hätten keine Militärattachés bei unseren Gesandtschaften. Ich hütete mich indessen sehr, ihm einzugestehen, daß ich nicht wußte, ob der Spionagedienst, der durch unsere Reglements vorgeschrieben ist, in Ordnung war oder nicht. Aber ich halte es für meine Pflicht, hier auf diese Lage aufmerksam zu machen, die uns in einen Zustand offenbarer Unterlegenheit gegenüber unseren Nachbarn und eventuellen Feinden versetzt.

Generalmajor, Chef des Generalstabs.
(Unterschrift.)

Notiz.

Als ich den General *Grierson* während der Manöver 1906 traf, versicherte er mir, daß die Reorganisation der englischen Armee den Erfolg herbeiführe, daß nicht nur die Landung von 150 000 Mann gesichert sei, sondern daß hierdurch auch die Aktion des Heeres in einer kürzeren Zeit gewährleistet werde, als im vorstehenden angenommen wurde.

Ende September 1906.

(Unterschrift.)

Auf dem Schriftstück findet sich noch der folgende Randvermerk: «*L'entrée des Anglais en Belgique ne se ferait qu'après la violation de notre neutralité par l'Allemagne.*» Welche Bewandtnis es hiermit hatte, erhellt aus einer im belgischen Ministerium des Äußern aufgefundenen Aufzeichnung über eine Unterredung eines Nachfolgers des Oberstleutnants *Barnardiston*, des englischen Militärattachés in Brüssel, Oberstleutnant *Bridges*, mit dem belgischen Generalstabschef General *Jungbluth*. Das Schriftstück, das vom 23. April datiert ist und vermutlich aus dem Jahre 1912 stammt, ist von der Hand des Grafen *van der Straaten*, Direktor im belgischen Ministerium des Äußern, mit dem Vermerk «*Confidentielle*» versehen und lautet in der Übersetzung folgendermaßen:

„Vertraulich.

Der englische Militärattaché hat den Wunsch ausgesprochen, den General *Jungbluth* zu sehen. Die Herren haben sich am 23. April getroffen.

Der Oberstleutnant hat dem General gesagt, daß England imstande sei, eine Armee auf den Kontinent zu schicken, die aus 6 Divisionen Infanterie und aus 8 Brigaden Kavallerie — insgesamt aus 160000 Mann — bestehe. England habe außerdem alles Notwendige, um sein Inselreich zu verteidigen. Alles sei bereit.

Die Englische Regierung hätte während der letzten Ereignisse unmittelbar eine Landung bei uns vorgenommen, selbst wenn wir keine Hilfe verlangt hätten.

Der General hat eingewandt, daß dazu unsere Zustimmung notwendig sei.

Der Militärattaché hat geantwortet, daß er das wisse, aber da wir nicht imstande seien, die Deutschen abzuhalten, durch unser Land zu marschieren, so hätte England seine Truppen in Belgien auf jeden Fall gelandet.

Was den Ort der Landung anlangt, so hat sich der Militärattaché darüber nicht deutlich ausgesprochen; er hat gesagt, daß die Küste ziemlich lang sei, aber der General weiß, daß Herr *Bridges* während der Osterfeiertage von Ostende aus tägliche Besuche in Zeebrügge gemacht hat.

Der General hat hinzugefügt, daß wir übrigens vollkommen in der Lage seien, die Deutschen zu hindern, durch Belgien zu marschieren."

Hier ist es direkt ausgesprochen, daß die englische Regierung die Absicht hatte, im Falle eines deutsch-französischen Krieges sofort mit ihren Truppen in Belgien einzurücken, also die belgische Neutralität zu verletzen, und gerade das zu tun, was sie, als ihr Deutschland in berechtigter Notwehr darin zuvorkam, als Vorwand benutzt hat, um Deutschland den Krieg zu erklären. Mit einem beispiellosen Zynismus hat ferner die Englische Regierung die Verletzung der belgischen Neutralität durch Deutschland dazu verwertet, um in der ganzen Welt gegen uns Stimmung zu machen und sich als den Protektor der kleinen und schwachen Mächte aufzuspielen. Was aber die Belgische Regierung betrifft, so wäre es ihre Pflicht gewesen, nicht nur mit der größten Entschiedenheit die englischen Insinuationen zurückzuweisen, sondern sie mußte auch die übrigen Signatarmächte des Londoner Protokolls von 1839, insbesondere aber die Deutsche Regierung, auf die wiederholten englischen Versuche hinweisen, sie zu einer Verletzung der ihr als neutraler Macht obliegenden Pflichten zu verleiten. Die Belgische Regierung hat das nicht getan. Sie hat sich zwar für berechtigt und verpflichtet gehalten, gegen die ihr angeblich bekannte Absicht eines deutschen Einmarsches in Belgien militärische Abwehrmaßnahmen im Einvernehmen mit dem englischen Generalstab zu treffen. Sie hat aber niemals auch nur den geringsten Versuch gemacht, im Einvernehmen mit der Deutschen Regierung oder mit den zuständigen militärischen Stellen in Deutschland Vorkehrungen auch gegen die Eventualität eines französisch-englischen Einmarsches in Belgien zu treffen, trotzdem sie von den in dieser Hinsicht bestehenden Absichten der

Ententemächte, wie das aufgefundene Material beweist, genau unterrichtet war. Die Belgische Regierung war somit von vornherein entschlossen, sich den Feinden Deutschlands anzuschließen und mit ihnen gemeinsame Sache zu machen.

Da es zu dem Verleumdungssystem unserer Gegner gehört, unbequeme Tatsachen einfach abzuleugnen, so hat die Kaiserliche Regierung die vorstehend erwähnten Schriftstücke faksimiliert der Öffentlichkeit übergeben und zur Kenntnis der Regierungen der neutralen Staaten bringen lassen.

Nr. DCLXV. „Neue Dokumente über Englands Neutralitätsbruch.“ (Wb. 11.) (Norddeutsche Allgemeine Zeitung vom 2. Dezember 1914.)

Es mehren sich die Belege dafür, daß England im Verein mit Belgien den Krieg gegen Deutschland nicht nur diplomatisch, sondern auch militärisch schon im Frieden aufs äußerste vorbereitet hat. Neuerdings erbeuteten unsere Truppen geheime militärische Handbücher über Belgiens Wege und Flüsse, die der englische Generalstab (*Belgium, Road and River Reports prepared by the General Staff, War Office*) herausgegeben hat. Uns liegen 4 Bände dieses Handbuches vor, von denen Band I bereits 1912, Band II 1913, Band III (in 2 Teilen) und Band IV 1914 gedruckt wurden.

Sie haben den Aufdruck: „Vertraulich. Dies Buch ist Eigentum der Britischen Regierung und ist bestimmt für die persönliche Information von . . ., der für die sichere Aufbewahrung des Buches selbst verantwortlich ist. Der Inhalt ist nur berechtigten Personen zu eröffnen.“

Die Handbücher enthalten auf Grund militärischer Erkundungen die denkbar genauesten Geländebeschreibungen. Der Eingangsvermerk lautet: „Diese Berichte können nur den Zustand der Wege zu der Zeit wiedergeben, in der sie erkundet wurden. Es wird stets ratsam sein, sie vor Benutzung abermals zu erkunden, um sich zu versichern, daß sie nicht durch Reparaturen, Rohrlegungen usw. gesperrt sind.“

So wird z. B. in Band I S. 130 ff. die große Straße Nieuport-Dixmuide-Ypern-Menin-Tourcoing-Tournai nach Wegebeschaffenheit, Gelände, taktischen Rücksichten, Beobachtungspunkten und Wasserverhältnissen an der Hand beigefügter Karten besprochen. In dieser Besprechung werden die längs der Straße gelegenen Ortschaften aufgezählt und beschrieben. Wir finden ihre genaue Entfernung voneinander sowie eingehende Angaben über das einschlägige Wegenetz in bezug auf Steigungen, Brücken, Kreuzungen, Telephon- und Telegraphenstellen, Eisenbahnstationen, einschließlich Länge der Plattformen und Rampen, Kleinbahnen, Petroleumtankstellen usw. Stets wird mitgeteilt, ob die Bevölkerung ganz oder teilweise Französisch spricht.

Als Beispiel seien die taktischen Bemerkungen über Dixmuide auf S. 151 wörtlich mitgeteilt: „Dixmuide wird von Norden oder Süden schwer zu nehmen sein. Die beste Verteidigungsstellung gegen Süden wäre westlich der und

bis zur Straße der Bahndamm, östlich der Straße eine Reihe kleiner Hügel. Westlich der Straße ist das Schußfeld 1500 Yards gut, östlich davon ist der Ausblick durch Bäume behindert. Zwei Bataillone würden für die Besetzung ausreichen. Die feindliche Artillerie würde wahrscheinlich nahe Hoogmolen und Veartkant stehen. Sonst ist dort taktisch nichts von Bedeutung, auch nichts vorhanden, was das Marschtempo verzögern könnte. Beobachtungspunkt: die Mühle von Reencheeck mit freiem Rundblick, und der Koelberg, 7½ Meilen von Ypern, mit Ausblick nach Ost und Süd." Nebenbei bemerkt werden in der Regel die Kirchtürme als gute Beobachtungsposten angegeben.

In gleich eingehender Weise wird dann der ganze Scheldelauf mit allen Nebenflüssen, Ortschaften, Landungs- und Übergangsgelegenheiten, Breiten und Tiefen, Brücken, Bootsvorräten usw. beschrieben.

So bilden die handlichen Bände für den Führer, Generalstabsoffizier und Unterführer jeden Grades einen vortrefflichen Wegweiser. Ihm beigegeben sind:

1. eine nach Gemeinden und Dörfern geordnete Einquartierungsübersicht mit Zahlen der Belegungsfähigkeit, der vorhandenen Transportmittel und allen sonstigen Angaben, deren ein Ortskommandant bedarf;

2. eine Zusammenstellung von wichtigen Fingerzeigen für Flugzeugführer in dem Teile von Belgien, der südlich der Linie Charleroi-Namur-Lüttich liegt, sowie für die Umgegend von Brüssel.

Dieses außerordentlich sorgsam und übersichtlich abgefaßte Merkbuch wird durch eine Karte der Landungsplätze ergänzt, trägt die Aufschrift geheim und stammt aus dem Juli 1914.

Diese militärgeographischen Handbücher sind nun nicht etwa erst kurz vor oder während des Krieges hergestellt. Das wäre — von der Drucklegung abgesehen — auch nicht möglich gewesen. Das Material dafür wurde vielmehr, wie die Bemerkungen über den einzelnen Abschnitten besagen, seit 1909 durch Einzelerkundungen gewonnen. Der erste Band wurde dann 1912 gedruckt.

Die Leitfäden beweisen somit eine seit 5 Jahren betriebene eingehende Vorbereitung für einen Feldzug im neutralen Belgien. Es sind nichts anderes als geheime Dienstvorschriften für ein dort kämpfendes englisches Heer. Der englische Generalstab hat sich mithin schon seit geraumer Zeit auf diesen Fall so weit eingerichtet und ihn so sicher vorausgesehen, daß er die mühselige Arbeit der Zusammenstellung dieser militärischen Handbücher durchführte.

Ohne eine bereitwillige, weitestgehende Unterstützung der Belgischen Regierung und Militärbehörden war eine solche Arbeit nicht zu leisten. Derartig erschöpfende, bis ins kleinste gehende strategische und taktische Angaben wie die oben mitgeteilten oder so genaue Daten über das gesamte Eisenbahn- und Verkehrswesen, über das rollende Material, über Schleusen und Brücken kann man auf andere Weise nicht beschaffen. Die Belegungsfähigkeitslisten, die über Belgien verfügen, als wäre es das eigene Land, können nur von der Belgischen Regierung stammen. Hier ist zweifellos amtliches belgisches Material benutzt worden. Man hat es für englische

Zwecke zurechtgemacht oder an vielen Stellen einfach ins Englische übersetzt.

So eingehend hatten England und Belgien bereits im Frieden ein militärisches Zusammenwirken miteinander verabredet. Belgien war eben politisch und militärisch nichts anderes als ein Vasall Englands. Die Entrüstung, die England heute wegen Deutschlands angeblichen Neutralitätsbruchs vor aller Welt zur Schau trägt, wird durch diese Dokumente als völlig haltlos und ungerecht erwiesen. Wenn jemand Anspruch darauf hat, empört zu sein, so sind es wir!

Als anläßlich unserer Operationen an der Küste die englische und französische Presse höhnisch meinte, wir seien über die Gefahren des Überschwemmungsgebietes im sogenannten Polderland nicht unterrichtet, hatte sie insofern recht, als wir Belgiens Geländeverhältnisse zu Beginn des Krieges allerdings nur soweit kannten, wie sie sich aus den im Buchhandel käuflichen Quellen ergaben.

Um so wertvollere Beutestücke waren daher für uns die englischen Erkundungsberichte und vorzüglichen Karten. Wir konnten dieses außerordentlich nützliche Material sofort unseren eigenen Zwecken dienstbar machen und England mit seinen eigenen Waffen bekämpfen. Darin liegt für die sorgsame Arbeit unserer Gegner wohl die beste Kennzeichnung.

Nr. DCLXVI. „Bei dem englischen Legationssekretär Grant-Watson gefundene Schriftstücke.“ (Wb. 12.) (Norddeutsche Allgemeine Zeitung vom 15. Dezember 1914.)

Für die englisch-belgische Komplizität haben sich neue schwerwiegende Schuldbeweise gefunden. Vor einiger Zeit wurde in Brüssel der englische Legationssekretär *Grant-Watson* festgenommen, der im englischen Gesandtschaftsgebäude verblieben war, nachdem die Gesandtschaft ihren Sitz nach Antwerpen und später nach Havre verlegt hatte. Der Genannte wurde nun kürzlich bei dem Versuch ertappt, Schriftstücke, die er bei seiner Festnahme unbemerkt aus der Gesandtschaft mitgeführt hatte, verschwinden zu lassen. Die Prüfung der Schriftstücke ergab, daß es sich um Aktenstücke mit Daten intimster Art über die belgische Mobilmachung und die Verteidigung Antwerpens aus den Jahren 1913 und 1914 handelte. Es befinden sich darunter Zirkularerlasse an die höheren belgischen Kommandostellen mit der faksimilierten Unterschrift des belgischen Kriegsministers und des belgischen Generalstabschefs, ferner eine Aufzeichnung über eine Sitzung der „Kommission für die Verpflegungsbasis Antwerpen“ vom 27. Mai 1913. Die Tatsache, daß sich diese Schriftstücke in der englischen Gesandtschaft befanden, zeigt hinreichend, daß die Belgische Regierung in militärischer Hinsicht keine Geheimnisse vor der Englischen Regierung hatte, daß vielmehr beide Regierungen dauernd im engsten militärischen Einvernehmen standen.

Von besonderem Interesse ist auch eine handschriftliche Notiz, die bei den Papieren gefunden wurde, um deren Vernichtung der englische Sekretär besorgt war. Sie lautet folgendermaßen:

Renseignements.

1⁰ *Les officiers français ont reçu ordre de rejoindre dès le 27. après-midi.*

2⁰ *Le même jour, le chef de Gare de Feignies a reçu ordre de concentrer vers Maubeuge tous les wagons fermés disponibles, en vue de transport de troupes.*

Communiqué par la Brigade de gendarmerie de Frameries.

Hierzu ist zu bemerken, daß Feignies eine an der Eisenbahn Maubeuge-Mons etwa 3 km von der belgischen Grenze in Frankreich gelegene Eisenbahnstation ist. Frameries ist an derselben Bahn in Belgien 10 km von der fanzösischen Grenze gelegen.

Aus dieser Notiz ist zu entnehmen, daß Frankreich bereits am 27. Juli seine ersten Mobilmachungsmaßnahmen getroffen hat, und daß die englische Gesandtschaft von dieser Tatsache belgischerseits sofort Kenntnis erhielt.

Wenn es noch weiterer Beweise für die Beziehungen bedurfte, die zwischen England und Belgien bestanden, so bietet das aufgefundene Material in dieser Hinsicht eine wertvolle Ergänzung. Es zeigt erneut, daß Belgien sich seiner Neutralität zugunsten der Entente begeben hatte, und daß es ein tätiges Mitglied der Koalition geworden war, die sich zur Bekämpfung des Deutschen Reiches gebildet hatte. Für England aber bedeutete die belgische Neutralität tatsächlich nichts weiter als ein *„scrap of paper“*, auf das es sich berief, soweit dies seinen Interessen entsprach, und über das es sich hinwegsetzte, sobald dies seinen Zwecken dienlich erschien. Es ist offensichtlich, daß die Englische Regierung die Verletzung der belgischen Neutralitit durch Deutschland nur als Vorwand benutzte, um den Krieg gegen uns vor der Welt und vor dem englischen Volk als gerecht erscheinen zu lassen.

e) Oesterreich, 4. bis 22. August, nach dem österreichischen Rotbuch [1] [2].

Nr. DCLXVII. Graf Mensdorff an Graf Berchtold.
Rb. 58.

Telegramm. London, 4. August 1914.

Ich habe eben Sir *E. Grey* gesehen. Englische Regierung hat an Deutschland Ultimatum wegen Belgiens gerichtet, erwartet Antwort heute um Mitternacht.

Sir *E. Grey* sagte mir, er sehe vorläufig keine Veranlassung zu einer Mitteilung an die k. und k. Regierung und keine Ursache, mit uns in Konflikt zu geraten, solange wir nicht im Kriegszustande mit Frankreich sind. Jedenfalls hoffe er, daß wir keine Feindseligkeiten eröffnen würden ohne vorherige Formalität der Kriegserklärung. Er wird Sir *M. de Bunsen* nicht abberufen.

Falls wir mit Frankreich im Kriegszustande wären, würde es für England als Bundesgenosse Frankreichs wohl schwer sein, mit demselben im Atlantischen Meere zu kooperieren und nicht im Mittelländischen Meer.

Nr. DCLXVIII. Graf Berchtold an Graf Mensdorff in London.
Rb. 60.

Telegramm. Wien, 6. August 1914.

Erhalten Euer Exzellenz Telegramm vom 4. l. M.

Ich ersuche Hochdieselben, Sir *E. Grey* zu versichern, daß wir keinesfalls ohne vorhergehende formelle Kriegserklärung Feindseligkeiten gegen England eröffnen würden, aber auch erwarteten, daß England uns gegenüber ein analoges Verhalten beobachten und vor Eintritt des formellen Kriegszustandes keine hostilen Akte gegen uns unternehmen werde.

Nr. DCLXIX. Graf Szécsen an Graf Berchtold.
Rb. 61 [3].

Telegramm. Paris, 8. August 1914.

Ministre des Affaires Etrangères m'a fait appeller pour me dire que, selon des renseignements positifs qui lui seraient parvenus, le corps d'armée

---

[1] S. oben S. 210. — Die nachstehend mit der Nummer des Rotbuchs angeführten Texte sind im **Rb.** S. 137 ff. mitgeteilt — Herausgeber.

[2] Diese Urkunden schließen sich an S. 367 Nr. CLXXXVIII an. — Herausgeber.

[3] Hier und im folgenden ist nach besonderer Quelle der französische Urtext anstatt der Uebersetzung des **Rb.** mitgeteilt. — Herausgeber.

d'Innsbruck serait transporté à la frontière française. Monsieur *Doumergue* désire savoir d'urgence si cette nouvelle est exacte et au cas affirmatif quelles sont les intentions du Gouvernement I. et R. La France se trouvant en guerre avec l'Allemagne envoi de nos troupes à la frontière française n'est pas compatible selon l'avis du Ministre avec état de paix existant entre l'Autriche-Hongrie et France. Monsieur *Dumaine* est chargé d'une démarche semblable auprès de Votre Excellence.

Nr. DCLXX. Graf Berchtold an Graf Szécsen in Paris.
Rb. 62.

Telegramm. Wien, 9. August 1914.

Mit Bezug auf Euer Exzellenz Telegramm vom 8. d. M.

Nach mit Generalstab genommener Rücksprache ermächtige ich Euer Exzellenz, französischer Regierung zu erklären, daß Nachrichten über Teilnahme unserer Truppen an deutsch-französischem Krieg vollständig erfunden. Analog habe ich mich Herrn *Dumaine* gegenüber ausgesprochen.

Nr. DCLXXI. Graf Szécsen an Graf Berchtold.
Rb. 63.

Telegramm. Paris, 10. August 1914.

Reçu télégramme du 9 août. Ai immédiatement communiqué contenu à Monsieur *Doumergue.* Ministre qui avait reçu rapport télégraphique analogue de Monsieur *Dumaine* sur sa conversation avec Votre Excellence a reconnu que nos troupes ne se trouvaient pas à la frontière française, mais il dit avoir renseignements positifs qu'un corps d'armée austro-hongrois a été transporté en Allemagne, ce qui permet à celle-ci de retirer ses troupes des territoires allemands occupés par nos soldats et constitue, selon avis du Ministre, facilitation des opérations de guerre allemandes. J'ai à différentes reprises attiré attention du Ministre sur le texte de la réponse de Votre Excellence, il a reconnu qu'on ne pouvait pas parler de participation effective de nos troupes à la guerre franco-allemande, mais il insista sur ce que présence de nos troupes sur territoire allemand était incontestable et que ceci constituait aide militaire prêté à l'Allemagne. Dans ces conditions il a chargé Ambassadeur de France à Vienne de demander immédiatement ses passeports et de quitter Vienne aujourd'hui avec tout le personnel de l'Ambassade. Le Ministre m'a dit que dans ces circonstances ma présence ici ne saurait être d'aucune utilité, mais que, vu excitation populaire, elle pourrait donner lieu à des incidents regrettables qu'il désirerait éviter. Il m'a offert de mettre dès ce soir un train à ma disposition pour quitter la France. J'ai répondu qu'il me serait impossible d'avoir instruction de Votre Excellence jusqu'au soir mais que, vu le rappel de Monsieur *Dumaine*, je le priai de me faire délivrer mes passeports.

Nr. DCLXXII. Graf Berchtold an Graf Mensdorff in London. Rb. 64.

Wien, 11. August 1914.

Französische Regierung hat ihren hiesigen Botschafter beauftragt, seine Pässe mit der Motivierung zu verlangen, daß ein österreichisch-ungarisches Armeekorps nach Deutschland entsendet worden sei, wodurch es der deutschen Heeresleitung ermöglicht würde, ihre Truppen aus den deutschen Gebieten zurückzuziehen, welche von unseren Abteilungen besetzt seien. Diese Maßnahme unseres Generalstabes bedeute eine militärische Hilfeleistung an Deutschland.

Euer Exzellenz wollen zur Kenntnis der englischen Regierung bringen, daß den an zuständiger Stelle eingeholten Informationen zufolge die französischerseits aufgestellte Behauptung unbegründet ist.

Nr. DCLXXIII. Graf Mensdorff an Graf Berchtold. Rb. 65.

Telegramm. London, 12. August 1914.

Je viens de recevoir de la part de Sir *E. Grey* la communication suivante:

«Sur la demande du Gouvernement français qui n'est pas à même de communiquer directement avec Votre Gouvernement, j'ai à Vous faire la communication suivante:

«Après avoir déclaré la guerre à la Serbie et pris ainsi la première initiative des hostilités en Europe, le Gouvernement austro-hongrois s'est mis sans aucune provocation du Gouvernement de la République française en état de guerre avec la France:

1. Après que l'Allemagne avait succesivement déclaré la guerre à la Russie et à la France, il est intervenu dans ce conflit en déclarant la guerre à la Russie qui combattait déjà aux côtés de la France.

2. D'aprés de nombreuses informations dignes de foi l'Autriche a envoyé des troupes sur la frontière allemande dans des conditions qui constituent nne menace directe à l'égard de la France.

En présence de cet ensemble de faits le Gouvernement français se voit obligé de déclarer au Gouvernement austro-hongrois qu'il va prendre toutes les mesures qui lui permettront de répondre à ces actes et à ces menaces.»

Sir *E. Grey* ajoute: Rupture avec la France ayant été amenée de cette manière, le Gouvernement de Sa Majesté britannique se voit obligé d'annoncer que l'état de guerre existe entre la Grande-Bretagne et l'Autriche-Hongrie à partir de minuit.

Nr. DCLXXIV. Graf Berchtold an Graf Clary in Brüssel.
Rb. 67[1][2].

Telegramm. W i e n, 22. August 1914.

Ich ersuche Euer Exzellenz, dem königlich belgischen Minister des Aeußern sofort folgendes mitzuteilen:

„D'ordre de mon Gouvernement j'ai l'honneur de notifier à Votre Excellence ce qui suit:

Vu que la Belgique, après avoir refusé d'accepter les propositions que qui avaient été adressées à plusieurs reprises par l'Allemagne, prête sa coopération militaire à la France et à la Grande-Bretagne qui, toutes deux, ont déclaré la guerre à l'Autriche-Hongrie, et en présence du fait que, comme il vient d'être constaté, les ressortissants autrichiens et hongrois se trouvant en Belgique ont, sous les yeux des autorités Royales, dû subir un traitement contraire aux exigences les plus primitives de l'humanité et inadmissible même vis-à-vis des sujets d'un Etat ennemi, l'Autriche-Hongrie se voit dans la nécessité de rompre les relations diplomatiques et se considère dès ce moment en état de guerre avec la Belgique.

Je quitte le pays avec le personnel de la Légation et confie la protection de mes administrés au Ministre des Etats-Unis d'Amérique en Belgique.

De la part du Gouvernement I. et R. les passeports sont remis au Comte *Errembault de Dudzeele.*

---

[1]) Vgl. oben Nr. DCLIX. — H e r a u s g e b e r.

[2]) *Die Kriegserklärung wurde erst am 28. August abgegeben. Am 21. August rückten die deutschen Truppen in Brüssel ein. Die belgische Regierung hatte sich am 19. nach Antwerpen begeben; Graf Clary war ihr nicht gefolgt. Er überreichte im Haag am 28. August durch Vermittlung des holländischen Ministers des Aeußern der belgischen Regierung das Telegramm. (S. auch oben S. 631 Nr. DCLIX.)* — H e r a u s g e b e r.

f) England, 31. Juli bis 22. August[1]).

1. Verhandlungen 31. Juli bis 2. August.

Nr. DCLXXV. Englisch-französischer Telegrammwechsel 31. Juli—1. August 1914. (Englische Parlamentspapiere: 1915, Miscellaneous Nr. 3, Cd. 7812.)

1. Poincaré an König George.

Paris, le 31 juillet 1914.

Cher et grand Ami,

Dans les circonstances graves que traverse l'Europe, je crois devoir communiquer à votre Majesté les renseignements que le Gouvernement de la République a reçus d'Allemagne. Les préparatifs militaires auxquels se livre le Gouvernement Impérial, notamment dans le voisinage immédiat de la frontière française, prennent chaque jour une intensité et une accélération nouvelles. La France, résolue à faire jusqu'au bout tout ce qui dépendra d'elle pour maintenir la paix, s'est bornée jusqu'ici aux mesures de précaution les plus indispensables. Mais il ne semble pas que sa prudence et sa modération ralentissent les dispositions de l'Allemagne; loin de là. Nous sommes donc, peut-être, malgré la sagesse du Gouvernement de la République et le calme de l'opinion, à la veille des événements les plus redoutables.

De toutes les informations qui nous arrivent, il résulte que si l'Allemagne avait la certitude que le Gouvernement anglais n'interviendrait pas dans un conflit où la France serait engagée, la guerre serait inévitable, et qu'en revanche, si l'Allemagne avait la certitude que l'entente cordiale s'affirmerait, le cas échéant, jusque sur les champs de bataille, il y aurait les plus grandes chances pour que la paix ne fût pas troublée.

Sans doute nos accords militaires et navals laissent entière la liberté du Gouvernement de votre Majesté, et, dans les lettres échangées en 1912 entre Sir *Edward Grey* et M. *Paul Cambon*, l'Angleterre et la France se sont simplement engagées, l'une vis-à-vis de l'autre, à causer entre elles en cas de tension européenne et à examiner ensemble s'il y avait lieu à une action commune. Mais le caractère d'intimité que le sentiment public a donné, dans les deux pays, à l'entente de l'Angleterre et de la France, la confiance avec laquelle nos deux Gouvernements n'ont cessé de travailler au maintien de la paix, les sympathies que votre Majesté a toujours témoignées à la France, m'autorisent à lui faire connaître, en toute franchise, mes impressions, qui sont celles du Gouvernement de la République et de la France entière.

C'est, je crois, du langage et de la conduite du Gouvernement anglais que dépendent désormais les dernières possibilités d'une solution pacifique.

---

[1]) Die nachstehend abgedruckten Texte schließen sich an die Urkunden oben S. 556, 378, 452 an. Hinsichtlich der Quellen s. oben S. 210. — Herausgeber.

Nous avons nous-mêmes, dès le début de la crise, recommandé à nos Alliés une modération, dont ils ne se sont pas départis. D'accord avec le Gouvernement Royal et conformément aux dernières suggestions de Sir *E. Grey*, nous continuerons à agir dans le même sens.

Mais si tous les efforts de conciliation partent du même côté, et si l'Allemagne et l'Autriche peuvent spéculer sur l'abstention de l'Angleterre, les exigences de l'Autriche demeureront inflexibles et un accord deviendra impossible entre la Russie et elle. J'ai la conviction profonde qu'à l'heure actuelle, plus l'Angleterre, la France et la Russie donneront une forte impression d'unité dans leur action diplomatique, plus il sera encore permis de compter sur la conservation de la paix.

Votre Majesté voudra bien excuser une démarche qui n'est inspirée que par le désir de voir l'équilibre européen définitivement raffermi.

Je prie votre Majesté de croire à mes sentiments les plus cordiaux.

R. Poincaré.

2. König George an Poincaré.

Buckingham Palace, August 1, 1914.

Dear and great Friend,

I most highly appreciate the sentiments which moved you to write to me in so cordial and friendly a spirit, and I am grateful to you for having stated your views so fully and frankly.

You may be assured that the present situation in Europe has been the cause of much anxiety and preoccupation to me, and I am glad to think that our two Governments have worked so amicably together in endeavouring to find a peaceful solution of the questions at issue.

It would be a source of real satisfaction to me if our united efforts were to meet with success, and I am still not without hope that the terrible events which seem so near may be averted.

I admire the restraint which you and your Government are exercising in refraining from taking undue military measures on the frontier, and not adopting an attitude which could in any wise be interpreted as a provocative one.

I am personally using my best endeavours with the Emperors of Russia and of Germany towards finding some solution by which actual military operations may at any rate be postponed, and time be thus given for calm discussion between the Powers. I intend to prosecute these efforts without intermission so long as any hope remains of an amicable settlement.

As to the attitude of my country, events are changing so rapidly that it is difficult to forecast future developments; but you may be assured that my Government will continue to discuss freely and frankly any point which might arise of interest to our two nations with M. *Cambon.*

Believe me, M. le Président

George R. I.

Nr. DCLXXVI. Englisch-deutscher Telegrammwechsel 30. Juli bis 2. August 1914. (Wb. Nr. 5.**)** (Norddeutsche Allgemeine Zeitung 21. August 1914.)

1. Telegramm des Prinzen Heinrich von Preußen an den König von England 30. Juli 1914.

Bin seit gestern hier, habe das, was Du mir so freundlich in Buckingham Palace am vorigen Sonntag gesagt, *Wilhelm* mitgeteilt, der Deine Botschaft dankbar entgegennahm.

Wilhelm, der sehr besorgt ist, tut sein Aeußerstes, um der Bitte *Nikolaus*' nachzukommen, für die Erhaltung des Friedens zu arbeiten. Er steht in dauerndem telegraphischen Verkehr mit *Nikolaus*, der heute die Nachricht bestätigt, daß er militärische Maßnahmen angeordnet hat, welche einer Mobilmachung gleichkommen, und daß diese Maßnahmen schon vor 5 Tagen getroffen wurden.

Außerdem erhalten wir Nachrichten, daß Frankreich militärische Vorbereitungen trifft, während wir keinerlei Maßnahmen verfügt haben, wozu wir indessen jeden Augenblick gezwungen sein können, wenn unsere Nachbarn damit fortfahren. Das würde dann einen europäischen Krieg bedeuten.

Wenn Du wirklich und aufrichtig wünschst, dieses furchtbare Unglück zu verhindern, darf ich Dir dann vorschlagen, Deinen Einfluß auf Frankreich und auch auf Rußland dahin auszuüben, daß sie neutral bleiben. Das würde meiner Ansicht nach von größtem Nutzen sein. Ich halte dies für eine sichere und vielleicht die einzige Möglichkeit, den Frieden Europas zu wahren. Ich möchte hinzufügen, daß jetzt mehr denn je Deutschland und England sich gegenseitig unterstützen sollten, um ein furchtbares Unheil zu verhindern, das sonst unabwendbar erscheint.

Glaube mir, daß *Wilhelm* in seinen Bestrebungen um die Aufrechterhaltung des Friedens von der größten Aufrichtigkeit ist. Aber die militärischen Vorbereitungen seiner beiden Nachbarn können ihn schließlich zwingen, für die Sicherheit seines eigenen Landes, das sonst wehrlos bleiben würde, ihrem Beispiel zu folgen. Ich habe *Wilhelm* von meinem Telegramm an Dich unterrichtet und hoffe, Du wirst meine Mitteilungen in demselben freundschaftlichen Geiste entgegennehmen, der sie veranlaßt hat.

gez. *Heinrich.*

2. Telegramm des Königs von England an Prinz Heinrich von Preußen 30. Juli 1914.

Dank für Dein Telegramm. Sehr erfreut, von *Wilhelms* Bemühungen zu hören, mit *Nikolaus* sich für die Erhaltung des Friedens zu einigen. Ich habe den ernsten Wunsch, daß ein solches Unglück, wie ein europäischer Krieg, das gar nicht wieder gut zu machen ist, verhindert werden möge. Meine Regierung tut ihr möglichstes, um Rußland und Frankreich nahezulegen, weitere militärische Vorbereitungen aufzuschieben, falls Oesterreich sich mit der Besetzung von Belgrad und benachbartem serbischen Gebiet als Pfand

für eine befriedigende Regelung seiner Forderungen zufrieden gibt, während gleichzeitig die anderen Länder ihre Kriegsvorbereitungen einstellen. Ich vertraue darauf, daß *Wilhelm* seinen großen Einfluß anwenden wird, um Oesterreich zur Annahme dieses Vorschlages zu bewegen; dadurch würde er beweisen, daß Deutschland und England zusammenarbeiten, um zu verhindern, was eine internationale Katastrophe sein würde. Bitte versichere *Wilhelm*, daß ich alles tue und auch weiter alles tun werde, was in meiner Macht liegt, um den europäischen Frieden zu erhalten. gez. *Georg*.

3. Telegramm des Kaisers an den König von England 31. Juli 1914.

Vielen Dank für Deine freundliche Mitteilung. Deine Vorschläge decken sich mit meinen Ideen und mit den Mitteilungen, die ich heute nacht von Wien erhielt und die ich nach London weitergegeben habe. Ich habe gerade vom Kanzler die Nachricht erhalten, daß ihm soeben die Nachricht zugegangen ist, daß *Nikolaus* heute nacht die Mobilisierung seiner gesamten Armee und Flotte angeordnet hat. Er hat nicht einmal die Ergebnisse der Vermittlung abgewartet, an der ich arbeite, und mich ganz ohne Nachricht gelassen. Ich fahre nach Berlin, um die Sicherheit meiner östlichen Grenzen sicherzustellen, wo schon starke russische Truppen Aufstellung genommen haben.

gez. *Wilhelm*.

4. Telegramm des Königs von England an den Kaiser 1. August 1914.

Vielen Dank für Dein Telegramm von gestern nacht. Ich habe ein dringendes Telegramm an *Nikolaus* geschickt, in dem ich ihm meine Bereitwilligkeit ausgesprochen habe, alles zu tun, was in meiner Macht steht, um die Wiederaufnahme der Verhandlungen zwischen den beteiligten Mächten zu fördern. gez. *Georg*.

5. Telegramm des deutschen Botschafters in London an den Reichskanzler 1. August 1914.

Soeben hat mich Sir *E. Grey* ans Telephon gerufen und mich gefragt, ob ich glaubte, erklären zu können, daß für den Fall, daß Frankreich neutral bliebe, in einem deutsch-russischen Kriege wir die Franzosen nicht angriffen. Ich erklärte ihm, ich glaubte die Verantwortung hierfür übernehmen zu können.

gez. *Lichnowsky*.

6. Telegramm des Kaisers an den König von England 1. August 1914.

Ich habe soeben die Mitteilung Deiner Regierung erhalten, durch die sie die französische Neutralität unter der Garantie Großbritanniens anbietet. Diesem Anerbieten war die Frage angeschlossen, ob unter diesen Bedingungen Deutschland darauf verzichten würde, Frankreich anzugreifen. Aus technischen Gründen muß meine schon heute nachmittag nach zwei Fronten, nach Osten und Westen, angeordnete Mobilmachung vorbereitungsgemäß vor

sich gehen. Gegenbefehl kann nicht mehr gegeben werden, weil Dein Telegramm leider zu spät kam. Aber wenn mir Frankreich seine Neutralität anbietet, die durch die englische Armee und Flotte garantiert werden muß, werde ich natürlich von einem Angriff auf Frankreich absehen und meine Truppen anderweitig verwenden. Ich hoffe, Frankreich wird nicht nervös werden. Die Truppen an meiner Grenze werden gerade telegraphisch und telephonisch abgehalten, die französische Grenze zu überschreiten.

gez. *Wilhelm.*

7. Telegramm des Reichskanzlers an den Kaiserlichen Botschafter in London 1. August 1914.

Deutschland ist bereit, auf den englischen Vorschlag einzugehen, falls sich England mit seiner Streitmacht für die unbedingte Neutralität Frankreichs im deutsch-russischen Konflikt verbürgt. Die deutsche Mobilmachung ist heute auf Grund der russischen Herausforderung erfolgt, bevor die englischen Vorschläge hier eintrafen. Infolgedessen ist auch unser Aufmarsch an der französischen Grenze nicht mehr zu ändern. Wir verbürgen uns aber dafür, daß die französische Grenze bis Montag, den 3. August, abends 7 Uhr, durch unsere Truppen nicht überschritten wird, falls bis dahin die Zusage Englands erfolgt ist. gez. *Bethmann Hollweg.*

8. Telegramm des Königs von England an den Kaiser 1. August 1914.

In Beantwortung Deines Telegramms, das soeben eingegangen ist, glaube ich, daß ein Mißverständnis bezüglich einer Anregung vorliegen muß, die in einer freundschaftlichen Unterhaltung zwischen dem Fürsten *Lichnowsky* und Sir *Edward Grey* erfolgt ist, als sie erörterten, wie ein wirklicher Kampf zwischen der deutschen und der französischen Armee vermieden werden könne, solänge noch die Möglichkeit besteht, daß ein Einverständnis zwischen Oesterreich und Rußland erzielt wird. Sir *Eward Grey* wird den Fürsten *Lichnowsky* morgen früh sehen, um festzustellen, ob ein Mißverständnis auf seiner Seite vorliegt. gez. *Georg.*

9. Telegramm des Kaiserlichen Botschafters in London an den Reichskanzler 2. August 1914.

Die Anregungen Sir *Eward Greys*, die auf dem Wunsche beruhten, die Möglichkeit dauernder Neutralität Englands zu schaffen, sind ohne vorherige Fühlungnahme mit Frankreich und ohne Kenntnis der Mobilmachung erfolgt und inzwischen als völlig aussichtslos aufgegeben. gez. *Lichnowsky.*

Nr. DCLXXVII. Verhandlungen des Fürsten Lichnowsky mit Sir Edward Grey am 1. August 1914. (Wb. Nr. 6.**)** (Norddeutsche Allgemeine Zeitung 6. September 1914.)

Nach hier vorliegenden Nachrichten hat Sir *E. Grey* im Unterhaus erklärt, die von der Deutschen Regierung veranlaßte Veröffentlichung des deutsch-englischen Telegrammwechsels vor dem Kriege sei unvollständig. Fürst

Lichnowsky habe seine Meldung über das bekannte Telephongespräch gleich darauf telegraphisch zurückgezogen, nachdem er darüber aufgeklärt worden sei, daß ein Mißverständnis vorliege. Dieses Telegramm sei nicht veröffentlicht worden. Die „*Times*“ hat, anscheinend auf Grund von Informationen von amtlicher Seite, dieselbe Behauptung aufgestellt und daran die Bemerkung geknüpft, das Telegramm sei von der Deutschen Regierung unterdrückt worden, um England der Perfidie beschuldigen und Deutschlands Friedensliebe beweisen zu können.

Wir stellen demgegenüber fest, daß ein solches Telegramm nicht existiert. Fürst *Lichnowsky* hat außer dem bereits veröffentlichten Telegramm, das um 11 Uhr vormittags aus London abgegangen war, am 1. August noch folgende Telegramme abgesandt:

Erstens um 1 Uhr 15 nachmittags:

„. . . Der Privatsekretär Sir *E. Greys* war eben bei mir, um mir zu sagen, der Minister wolle mir Vorschläge für die Neutralität Englands machen, selbst für den Fall, daß wir mit Rußland wie mit Frankreich Krieg hätten. Ich sehe Sir *E. Grey* heute nachmittag und werde sofort berichten.“

Zweitens um ½6 Uhr abends:

„Sir *E. Grey* las mir soeben die nachstehende Erklärung vor, die vom Kabinett einstimmig gefaßt worden war:

„The reply of the German Government with regard to the neutrality of Belgium is a matter of very great regret, because the neutrality of Belgium does affect feeling in this country. If Germany could see her way to give the same positive reply as that which has been given by France, it would materially contribute to relieve anxiety and tension here, while on the other hand, if there were a violation of the neutrality of Belgium by one combatant while the other respected it, it would be extremely difficult to restrain public feeling in this country.“

(Uebersetzung: Die Antwort der Deutschen Regierung bezüglich der Neutralität Belgiens ist ungemein bedauerlich, weil die Neutralität Belgiens die Gefühle dieses Landes angeht. Wenn Deutschland einen Weg sehen könnte, die gleiche positive Antwort zu geben wie diejenige, die von Frankreich gegeben worden ist, würde dies wesentlich dazu beitragen, die Besorgnis und die Spannung hier zu beheben, während es auf der anderen Seite äußerst schwierig sein würde, die öffentliche Stimmung in diesem Lande zurückzudämmen, wenn eine Verletzung der Neutralität Belgiens durch einen der Kämpfenden stattfände, während der andere sie respektierte.)

Auf meine Frage, ob er unter der Bedingung, daß wir die belgische Neutralität wahrten, mir eine bestimmte Erklärung über die Neutralität Großbritanniens abgeben könne, erwiderte der Minister, das sei ihm nicht möglich, doch würde diese Frage eine große Rolle bei der

hiesigen öffentlichen Meinung spielen. Verletzten wir die belgische Neutralität in einem Kriege mit Frankreich, so würde sicherlich ein Umschwung in der Stimmung eintreten, die es der hiesigen Regierung erschweren würde, eine freundliche Neutralität einzunehmen. Vorläufig beständen nicht die geringsten Absichten, gegen uns feindlich vorzugehen. Man würde dies, wenn irgend möglich, zu vermeiden wünschen. Es ließe sich aber schwerlich eine Linie ziehen, bis wohin wir gehen dürften, ohne daß man diesseits einschreite. Er kam immer wieder auf die belgische Neutralität zurück und meinte, diese Frage würde jedenfalls eine große Rolle spielen. Er habe sich auch schon gedacht, ob es denn nicht möglich wäre, daß wir und Frankreich uns im Falle eines russischen Krieges bewaffnet gegenüber stehen blieben, ohne uns anzugreifen. Ich frug ihn, ob er in der Lage wäre, mir zu erklären, daß Frankreich auf einen derartigen Pakt eingehen würde. Da wir weder Frankreich zerstören noch Gebietsteile erobern wollten, könne ich mir denken, daß wir uns auf ein derartiges Abkommen einlassen würden, daß uns die Neutralität Großbritanniens sichere.

Der Minister sagte, er wolle sich erkundigen, verkannte auch nicht die Schwierigkeiten, beiderseitig das Militär in Untätigkeit zurückzuhalten."

Drittens um ½9 Uhr abends:

„... Meine Meldung von heute früh ist durch meine Meldung von heute abend aufgehoben. Da positiver englischer Vorschlag überhaupt nicht vorliegt, erübrigen sich weitere Schritte im Sinne der mir erteilten Weisungen."

Wie ersichtlich, enthalten diese Telegramme keinerlei Andeutung darüber, daß ein Mißverständnis vorgelegen habe, und nichts über die von englischer Seite behauptete Aufklärung des angeblichen Mißverständnisses.

2. Die Vorgänge 2. bis 5. August 1914[1]).

Nr. DCLXXVIII. Minister of State, Luxemburg, to Sir Edward Grey. — (Received August 2.)

Bb. 147[2]).

---

[1]) Die hier und im Folgenden gegebenen Anführungen (**Bb.** 147 usw.) bezeichnen die Nummern des Blaubuchs (s. oben S. 210). — Herausgeber.

[2]) Die „Norddeutsche Allgemeine Zeitung", 19. März 1915, Nr. 78, zweite Ausgabe, hat folgende Auslassung gebracht:

„Im britischen Unterhaus hat der Liberale *Outhwaite* eine unbequeme Frage an den Staatssekretär des Auswärtigen Amtes gestellt: Zu welcher Stunde am 2. August das britische Kabinett den Beschluß gefaßt habe, Frankreich zur See zu unterstützen, und zu welcher Stunde am selben Tag die deutsche Regierung an die belgische Regierung die Forderung stellte, den freien Durchmarsch deutscher Truppen durch Belgien zu gestatten. Der Fragesteller fügte hinzu: Wenn die erstgenannte Entscheidung im britischen

(Télégraphique.) Luxembourg, le 2 août 1914.

J'ai l'honneur de porter à la connaissance de votre Excellence les faits suivants:

Dimanche, 2 août, de grand matin, les troupes allemandes, d'après les informations qui sont parvenues au Gouvernement Grand ducal à l'heure actuelle, ont pénétré sur le territoire luxembourgeois par les ponts de Wasserbillig et de Remich, se dirigeant spécialement vers le sud du pays et vers la ville de Luxembourg, capitale du Grand Duché. Un certain nombre de trains bljindés avec des troupes et des munitions ont été acheminés par la

---

Kabinett am Morgen des 2. August gefallen ist, und wenn die deutsche Forderung in Brüssel erst am Abend desselben Tages gestellt wurde, ist es dann korrekt, zu sagen, daß England nur wegen der Verletzung der belgischen Neutralität in den Krieg mit Deutschland eingetreten ist? Der Sprecher entschied, daß diese Frage schriftlich eingebracht werden solle.

Inzwischen wollen wir die Frage schriftlich beantworten.

1. Nach dem französischen Gelbbuch (Nr. 137) hat Sir *Edward Grey* im Laufe des 2. August, und zwar „*à l'issue du Conseil des Ministres tenu ce matin*“, dem französischen Botschafter offiziell namens des britischen Kabinetts die Erklärung abgegeben, daß die englische Flotte intervenieren werde, falls die deutsche Flotte den Versuch machen sollte, in den Kanal einzufahren oder die Nordsee zu passieren. Das diese Erklärung nach Paris übermittelnde Telegramm ist noch am gleichen Tage von dem französischen Ministerpräsidenten beantwortet worden (Gelbbuch Nr. 138). Der betreffende Beschluß des britischen Kabinetts muß also vor der erst am Abend des 2. August gestellten Anfrage gefaßt worden sein.

2. Schon vor der entscheidenden Kabinettssitzung hat Sir *Edward Grey* dem französischen Botschafter eine Eröffnung gemacht, die dem Kabinettsbeschluß vorgriff. Nach dem französischen Gelbbuch Nr. 126 hat er am 1. August dem französischen Botschafter erklärt, er werde seinen Kollegen vorschlagen, daß die britische Flotte die Durchfahrt der deutschen Flotte durch den Kanal oder — wenn die Durchfahrt gleichwohl gelingen sollte — jede Demonstration an der französischen Küste verhindern werde.

3. Das Ultimatum der britischen an die deutsche Regierung in Sachen Belgiens ist erst am 4. August gestellt worden.

4. Es steht hiernach in der Tat fest, daß die englische Regierung, ganz unabhängig von der Frage der belgischen Neutralität und vor der Entscheidung dieser Frage, zum Kriege entschlossen war; wenn in der Zeit vom 2. bis zum 4. August deutsche Kriegsschiffe auch nur den Versuch gemacht hätten, durch den Kanal oder selbst nur durch die Nordsee zu fahren, so wäre es nach den Erklärungen Sir *Edward Greys* und den Beschlüssen des britischen Kabinetts zu einer sofortigen Aktion der englischen Flotte und zum Kriegszustand zwischen England und Deutschland gekommen, auch wenn niemals die Neutralität Belgiens angetastet worden wäre.

Das sind Dinge, die wir schon wiederholt festgestellt haben. Vielleicht aber wird diese nochmalige präzise dokumentarische Feststellung der Tatsachen dazu beitragen, Sir *Edward Grey* eine klare und freimütige Antwort auf die ihm gestellte Frage zu erleichtern.“

voie de chemin de fer de Wasserbillig à Luxembourg, où l'on s'attend de les voir arriver. D'un instant à l'autre, ces faits impliquent des actes manifestement contraire à la neutralité du Grand Duché garantie par le Traité de Londres de 1867. Le Gouvernement luxembourgeois n'a pas manqué de protester énergiquement contre cette agression auprès des représentants de Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne à Luxembourg. Une protestation identique va être transmise télégraphiquement au Secrétaire d'Etat pour les Affaires Etrangères à Berlin.

Nr. DCLXXIX. Sir Edward Grey to Sir F. Bertie, British Ambassador at Paris.

Bb. 148.

(Telegraphic.) Foreign Office, August 2, 1914.

After the Cabinet this morning I gave M. *Cambon* the following memorandum:

„I am authorised to give an assurance that, if the German fleet comes into the Channel or through the North Sea to undertake hostile operations against French coasts or shipping, the British fleet will give all the protection in its power.

This assurance is of course subject to the policy of His Majesty's Government receiving the support of Parliament, and must not be taken as binding His Majesty's Government to take any action until the above contingency of action by the German fleet takes place."

I pointed out that we had very large questions and most difficult issues to consider, and that Government felt that they could not bind themselves to declare war upon Germany necessarily if war broke out between France and Germany to-morrow, but it was essential to the French Government, whose fleet had long been concentrated in the Mediterranean, to know how to make their dispositions with their north coast entirely undefended. We therefore thought it necessary to give them this assurance. It did not bind us to go to war with Germany unless the German fleet took the action indicated, but it did give a security to France that would enable her to settle the disposition of her own Mediterranean fleet.

M. *Cambon* asked me about the violation of Luxemburg. I told him the doctrine on that point laid down by Lord *Derby* and Lord *Clarendon* in 1867. He asked me what we should say about the violation of the neutrality of Belgium. I said that was a much more important matter; we were considering what statement we should make in Parliament to-morrow — in effect, whether we should declare violation of Belgian neutrality to be a *casus belli*. I told him what had been said to the German Ambassador on this point.

Nr. DCLXXX. Sir Edward Grey to Sir E. Goschen, British Ambassador at Berlin.

Bb. 149.

(Telegraphic.) Foreign Office, August 2, 1914.

Your telegram of 1st August.

I regret to learn that 100 tons of sugar was compulsorily unloaded from the British steamship „Sappho" at Hamburg and detained. Similar action appears to have been taken with regard to other British vessels loaded with sugar.

You should inform Secretary of State that, for reasons stated in my telegram of 1st August, I most earnestly trust that the orders already sent to Hamburg to allow the clearance of British ships covers also the release of their cargoes, the detention of which cannot be justified.

Nr. DCLXXXI. Sir E. Goschen, British Ambassador at Berlin, to Sir Edward Grey. — (Received August 3.)[1]

Bb. 150.

(Telegraphic.) Berlin, August 3, 1914.

Your telegram of 2nd August: Detention of British ships at Hamburg. No information available.

Nr. DCLXXXII. Sir F. Villiers, British Minister at Brussels, to Sir Edward Grey. — (Received August 3.)

Bb. 151.

(Telegraphic.) Brussels, August 3, 1914.

French Government have offered through their military attaché the support of five French army corps to the Belgian Government. Following reply has been sent to-day:

„We are sincerely grateful to the French Government for offering eventual support. In the actual circumstances, however, we do not propose to appeal to the guarantee of the Powers. Belgian Government will decide later on the action which they may think it necessary to take."

Nr. DCLXXXIII. Sir Edward Grey to Sir F. Bertie, British Ambassador at Paris.

Bb. 152.

Sir, Foreign Office, August 3, 1914.

On the 1st instant the French Ambassador made the following communication:

„In reply to the German Government's intimation of the fact that ultimatums had been presented to France and Russia, and to the question as to what were the intentions of Italy, the Marquis *di San Giuliano* replied:

---

[1]) Siehe oben S. 446 Nr. CCCXXXIX. — Herausgeber.

‚The war undertaken by Austria, and the consequences which might result, had, in the words of the German Ambassador himself, an aggressive object. Both were therefore in conflict with the purely defensive character of the Triple Alliance, and in such circumstances Italy would remain neutral.'"

In making this communication, M. *Cambon* was instructed to lay stress upon the Italian declaration that the present war was not a defensive but an aggressive war, and that, for this reason, the *casus foederis* under the terms of the Triple Alliance did not arise. I am, &c., *E. Grey.*

Nr. DCLXXXIV. Sir Edward Grey to Sir E. Goschen, British Ambassador at Berlin.

Bb. 153.

(Telegraphic.) Foreign Office, August 4, 1914.

The King of the Belgians has made an appeal to His Majesty the King for diplomatic intervention on behalf of Belgium in the following terms:

„Remembering the numerous proofs of your Majesty's friendship and that of your predecessor, and the friendly attitude of England in 1870, and the proof of friendship you have just given us again, I make a supreme appeal to the diplomatic intervention of your Majesty's Government to safeguard the integrity of Belgium."

His Majesty's Government are also informed that the German Government have delivered to the Belgian Government a note proposing friendly neutrality entailing free passage through Belgian territory, and promising to maintain the independence and integrity of the kingdom and its possessions at the conclusion of peace, threatening in case of refusal to treat Belgium as an enemy. An answer was requested within twelve hours.

We also understand that Belgium has categorically refused this as a flagrant violation of the law of nations.

His Majesty's Government are bound to protest against this violation of a treaty to which Germany is a party in common with themselves, and must request an assurance that the demand made upon Belgium will not be proceeded with and that her neutrality will be respected by Germany. You should ask for an immediate reply.

Nr. DCLXXXV. Sir F. Villiers, British Minister at Brussels, to Sir Edward Grey. — (Received August 4.)

Bb. 154.

(Telegraphic.) Brussels, August 4, 1914.

German Minister has this morning addressed note to Minister for Foreign Affairs stating that as Belgian Government have declined the well-intentioned proposals submitted to them by the Imperial Government, the latter will, deeply to their regret, be compelled to carry out, if necessary by force of arms, the measures considered indispensable in view of the French menaces.

Nr. DCLXXXVI. Sir Edward Grey to Sir F. Villiers, British Minister at Brussels.

Bb. 155.

(Telegraphic.) Foreign Office, August 4, 1914.

You should inform Belgian Government that if pressure is applied to them by Germany to induce them to depart from neutrality. His Majesty's Government expect that they will resist by any means in their power, and that His Majesty's Government will support them in offering such resistance, and that His Majesty's Government in this event are prepared to join Russia and France, if desired, in offering to the Belgian Government at once common action for the purpose of resisting use of force by Germany against them, and a guarantee to maintain their independence and integrity in future years.

Nr. DCLXXXVII. Sir Edward Grey to Sir E. Goschen, British Ambassador at Berlin.

Bb. 156.

(Telegraphic.) Foreign Office, August 4, 1914.

I continue [1]) to receive numerous complaints from British firms as to the detention of their ships at Hamburg, Cuxhaven, and other German ports. This action on the part of the German authorities is totally unjustifiable. It is in direct contravention of international law and of the assurances given to jour Excellency by the Imperial Chancellor. You should demand the immediate release of all British ships if such release has not yet been given.

Nr. DCLXXXVIII. German Foreign Secretary to Prince Lichnowsky, German Ambassador in London. — (Communicated by German Embassy, August 4.)

Bb. 157.

(Telegraphic.) Berlin, August 4, 1914.

Please dispel any mistrust that may subsist on the part of the British Government with regard to our intentions by repeating most positively formal assurance that, even in the case of armed conflict with Belgium, Germany will, under no pretence whatever, annex Belgian territory. Sincerity of this declaration is borne out by fact that we solemnly pledged our word to Holland strictly to respect her neutrality. It is obvious that we could not profitably annex Belgian territory without making at the same time territorial acquisitions at expense of Holland. Please impress upon Sir *E. Grey* that German army could not be exposed to French attack across Belgium, which was planned according to absolutely unimpeachable information. Germany had consequently to disregard Belgian neutrality, it being for her a question of life or death to prevent French advance.

---

[1]) S. oben S. 446 Nr. CCCXXXIX. — Herausgeber.

Nr. DCLXXXIX. Sir F. Villiers, British Minister at Brussels, to Sir Edward Grey. — (Received August 4.)

Bb. 158.

(Telegraphic.) Brussels, August 4, 1914.

Military attaché has been informed at War Office that German troops have entered Belgian territory, and that Liège has been summoned to surrender by small party of Germans who, however, were repulsed.

Nr. DCXC. Sir Edward Grey to Sir E. Goschen, British Ambassador at Berlin.

Bb. 159.

(Telegraphic.) Foreign Office, August 4, 1914.

We hear that Germany has addressed note to Belgian Minister for Foreign Affairs stating that German Government will be compelled to carry out, if necessary, by force of arms, the measures considered indispensable.

We are also informed that Belgian territory has been violated at Gemmenich.

In these circumstances, and in view of the fact that Germany declined to give the same assurance respecting Belgium as France gave last week in reply to our request made simultaneously at Berlin and Paris, we must repeat that request, and ask that a satisfactory reply to it and to my telegram of this morning be received here by 12 o'clock to-night. If not, you are instructed to ask for your passports, and to say that His Majesty's Government feel bound to take all steps in their power to uphold the neutrality of Belgium and the observance of a treaty to which Germany is as much a party as ourselves.

Nr. DCXCI. Sir E. Goschen, British Ambassador at Berlin, to Sir Edward Grey.

Bb. 160.

Sir, London, August 8, 1914.

In accordance with the instructions contained in your telegram of the 4th instant I called upon the Secretary of State that afternon and enquired, in the name of His Majesty's Government, whether the Imperial Government would refrain from violating Belgian neutrality. Herr *von Jagow* at once replied that he was sorry to say that his answer must be „No," as, in consequence of the German troops having crossed the frontier that morning, Belgian neutrality had been already violated. Herr *von Jagow* again went into the reasons why the Imperial Government had been obliged to take this step, namely, that they had to advance into France by the quickest and easiest way, so as to be able to get well ahead with their operations and endeavour to strike some decisive blow as early as possible. It was a matter of life and death for them, as if they had gone by the more southern route they could not have hoped, in view of the

paucity of roads and the strength of the fortresses, to have got through without formidable opposition, entailing great loss of time. This loss of time would have meant time gained by the Russians for bringing up their troops to the German frontier. Rapidity of action was the great German asset, while that of Russia was an inexhaustible supply of troops. I pointed out to Herr *von Jagow* that this *fait accompli* of the violation of the Belgian frontier rendered, as he would readily understand, the situation exceedingly grave, and I asked him whether there was not still time to draw back and avoid possible consequences, which both he and I would deplore. He replied that, for the reasons he had given me, it was now impossible for them to draw back.

During the afternoon I received your further telegram of the same date, and, in compliance with the instructions therein contained, I again proceeded to the Imperial Foreign Office and informed the Secretary of State that unless the Imperial Government could give the assurance by 12 o'clock that night that they would proceed no futher with their violation of the Belgian frontier and stop their advanc, I had been instructed to demand my passports and inform the Imperial Government that His Majesty's Government would have to take all steps in their power to uphold the neutrality of Belgium and the observance of a treaty to which Germany was as much a party as themselves.

Herr *von Jagow* replied that to his great regret he could give no other answer than that which he had given me earlier in the day, namely, that the safety of the Empire rendered it absolutely necessary that the Imperial troops should advance through Belgium. I gave his Excellency a written summary of your telegram, and, pointing out that you had mentioned 12 o'clock as the time when His Majesty's Government would expect an answer, asked him whether, in view of the terrible consequences which would necessarily ensue, it were not possible even at the last moment that their answer should be reconsidered. He replied that if the time given were even twenty-four hours or more, his answer must be the same. I said that in that case I should have to demand my passports. This interview took place at about 7 o'clock. In a short conversation wich ensued Herr *von Jagow* expressed his poignant regret at the crumbling of his entire policy and that of the Chancellor, which had been to make friends with Great Britain, and then, through Great Britain, to get closer to France. I said that this sudden end to my work in Berlin was to me also a matter of deep regret and disappointment, but that he must understand that under the circumstances and in view of our engagements, His Majesty's Government could not possibly have acted otherwise than they had done.

I then said that I should like to go and see the Chancellor, as it might be, perhaps, the last time I should have an opportunity of seeing him. He begged me to do so. I found the Cancellor very agitated. His Excellency at once began a harangue, which lasted for about twenty minutes.

He said that the step taken by His Majesty's Government was terrible to a degree; just for a word — „neutrality," a word which in war time had so often been disregarded—just for a scrap of paper Great Britain was going to make war on a kindred nation who desired nothing better than to be friends with her. All his efforts in that direction had been rendered useless by this last terrible step, and the policy to which, as I knew, he had devoted himself since his accession to office had tumbled down like a house of cards. What we had done was unthinkable; it was like striking a man from behind while he was fighting for his life against two assailants. He held Great Britain responsible for all the terrible events that might happen. I protested strongly against that statement, and said that, in the same way as he and Herr *von Jagow* wished me to understand that for strategical reasons it was a matter of life and death to Germany to advance through Belgium and violate the latter's neutrality, so I would wish him to understand that it was, so to speak, a matter of „life and death" for the honour of Great Britain that he should keep her solemn engagement to do her utmost to defend Belgium's neutrality if attacked. That solemn compact simply had to be kept, or what confidence could anyone have in engagements given by Great Britain in the future? The Cancellor said, „But at what price will that compact have been kept. Has the British Government thought of that?" I hinted to his Excellency as plainly as I could that fear of consequences could hardly be regarded as an excuse for breaking solemn engagements, but his Excellency was so exited, so evidently overcome by the news of our action, and so little disposed to hear reason that I refrained from adding fuel to the flame by further argument. As I was leaving he said that the blow of Great Britain joining Germany's enemies was all the greater that almost up to the last moment he and his Government had been working with us and supporting our efforts to maintain peace between Austria and Russia. I said that this was part of the tragedy which saw the two nations fall apart just at the moment when the relations between them had been more friendly and cordial than they had been for years. Unfortunately, notwithstanding our efforts to maintain peace between Russia and Austria, the war had spread and had brought us face to face with a situation which, if we held to our engagements, we could not possible avoid, and which unfortunately entailed our separation from our late fellow-workers. He would readily understand that no one regretted this more than I.

After this somewhat painful interview I returned to the embassy and drew up a telegraphic report of what had passed. This telegram was handed in at the Central Telegraph Office a little before 9 P.M. It was accepted by that office, but apparently never despatched.

At about 9—30 P.M. Herr *von Zimmermann*, the Under-Secretary of State, came to see me. After expressing his deep regret that the very friendly official and personal relations between us were about to cease, he

asked me casually whether a demand for passports was equivalent to a declaration of war. I said that such an authority on international law as he was known to be must know as well or better than I what was usual in such cases. I added that there were many cases where diplomatic relations had been broken off, and, nevertheless, war had not ensued; but that in this case he would have seen from my instructions, of which I had given Herr *von Jagow* a written summary, that His Majesty's Government expected an answer to a definite question by 12 o'clock that night and that in default of a satisfactory answer they would be forced to take such steps as their engagements required. Herr *Zimmermann* sait that that was, in fact, a declaration of war, as the Imperial Government could not possibly give the assurance required either that night or any other night.

In the meantime, after Herr *Zimmermann* left me, a flying sheet, issued by the „Berliner Tageblatt," was circulated stating that Great Britain had declared war against Germany. The immediate result of this news was the assemblage of an exceedingly excited and unruly mob before His Majesty's Embassy. The small force of police which had been sent to guard the embassy was soon overpowered, and the attitude of the mob became threatening. We took no notice of this demonstration as long as it was confined to noise, but when the crash of glass and the landing of cobble stones into the drawing-room, where we were all sitting, warned us that the situation was getting unpleasant, I telephoned to the Foreign Office an account of what was happening. Herr *von Jagow* at once informed the Chief of police, and an adequate force of mounted police, sent with great promptness, very soon cleared the street. From that moment on we were well guarded, and no more direct unpleasantness occurred.

After order had been restored Herr *von Jagow* came to see me and expressed his most heartfelt regrets at what had occurred. He said that the behaviour of his countrymen had made him feel more ashamed than he had words to express. It was an indelible stain on the reputation of Berlin. He said that the flying sheet circulated in the streets had not been authorised by the Government, in fact, the Chancellor had asked him by telephone whether he thought that such a statement should be issued, and he had replied, "Certainly not, until the morning." It was in consequence of his decision to that effect that only a small force of police had been sent to the neighbourhood of the embassy, as he had thought that the presence of a large force would inevitably attract attention and perhaps lead to disturbances. It was the „pestilential 'Tageblatt,'" which had somehow got hold of the news, that had upset his calculations. He had heard rumours that the mob had been excited to violence by gestures made and missiles thrown from the embassy, but he felt sure that was not true (I was able soon to assure him that the report had no foundation whatever), and even if it was, it was no excuse for the disgraceful scenes which had taken place. He feared that I would take home with me a sorry impression of Berlin manners

in moments of excitement. In fact, no apology could have been more full and complete.

On the following morning, the 5th August, the Emperor sent one of His Majesty's aides-de-camp to me with the following message:

„The Emperor has charged me to express to your Excellency his regret for the occurrences of last night, but to tell you at the same time that you will gather from those occurrences an idea of the feelings of his people respecting the action of Great Britain in joining with other nations against her old allies of Waterloo. His Majesty also begs that you will tell the King that he has been proud of the titles of British Field-Marshal and British Admiral, but that in consequence of what has occurred he must now at once divest himself of those titles."

I would add that the above message lost none of its acerbity by the manner of its delivery.

On the other hand, I should like to state that I received all strough this trying time nothing but courtesy at the hands of Herr *von Jagow* and the officials of the Imperail Foreign Office. At about 11 o'clock on the same morning Count *Wedel* handed me my passports—which I had earlier in the day demanded in writing—and told me that he had been instructed to confer with me as to the route which I should follow for my return to England. He said that he had understood that I preferred the route viâ the Hook of Holland to that viâ Copenhagen; they had therefore arranged that I should go by the former route, only I should have to wait till the following morning. I agreed to this, and he said that I might be quite assured that there would be no repetition of the disgraceful scenes of the preceding night as full precautions would be taken. He added that they were doing all in their power to have a restaurant car attached to the train, but it was rather a difficult matter. He also brought me a charming letter from Herr *von Jagow* couched in the most friendly terms. The day was passed in packing up such articles as time allowed.

The night passed quietly without any incident. In the morning a strong force of police was posted along the usual route to the Lehrter Station, while the embassy was smuggled away in taxi-cabs to the station by side streets. We there suffered no molestation whatever, and avoided the treatment meted out by the crowd to my Russian and French colleagues. Count *Wedel* met us at the station to say Good-bye on behalf of Herr *von Jagow* and to see that all the arrangements ordered for our comfort had been properly carried out. A retired colonel of the Guards accompanied the train to the Dutch frontier and was exceedingly kind in his efforts to prevent the great crowds which thronged the platforms at every station where we stopped from insulting us; but beyond the yelling of patriotic songs and a few jeers and insulting gestures we had really nothing to complain of during our tedious journey to the Dutch frontier.

Before closing this long account of our last days in Berlin I should like to place on record and bring to your notice the quite admirable behaviour of my staff under the most trying circumstances possible. One and all, they worked night and day, with scarcely any rest, and I cannot praise too highly the cheerful zeal with which counsellor, naval and military attachés, secretaries, and the two young attachés buckled to their work and kept their nerve with often a yelling mob outside and inside hundreds of British subjects clamouring for advice and assistance. I was proud to have such a staff to work with, and feel most grateful to them all for the invaluable assistance and support, often exposing them to considerable personal risk, which they so readily and cheerfully gave to me.

I should also like to mention the great assistance rendered to us all by my American colleague, Mr. *Gerard*, and his staff. Undeterred by the hooting and hisses with which he was often greeted by the mob on entering and leaving the embassy, his Excellency came repeatedly to see me to ask how he could help us and to make arrangements for the safety of stranded British subjects. He extricated many of these from extremely difficult situations at some personal risk to himself, and his calmness and *savoir faire* and his firmness in dealing with the Imperial authorities gave full assurance that the protection of British subjects and interests could not have been left in more efficient and able hands.

I have, &c.
W. E. Goschen.

Nr. DCXCII. Sir M. de Bunsen in Vienna to Sir Edward Grey. Bb. 161.

Sir, London, September 1, 1914.

The rapidity of the march of events during the days which led up to the outbreak of the European war made it difficult, at the time, to do more than record their progress by telegraph. I propose now to add a few comments.

The delivery at Belgrade on the 23rd July of the Austrian note to Servia was preceded by a period of absolute silence at the Ballplatz. Except Herr *von Tchirsky*, who must have been aware of the tenour, if not of the actual words of the note, none of my colleagues were allowed to see through the veil. On the 22nd and 23rd July, M. *Dumaine*, French Ambassador, had long interviews with Baron *Macchio*, one of the Under-Secretaries of State for Foreign Affairs, by whom he was left under the impression that the words of warning he had been instructed to speak to the Austro-Hungarian Government had not been unavailing, and that the note which was being drawn up would be found to contain nothing with which a self-respecting State need hesitate to comply. At the second of these interviews he was not even informed that the note was at that very moment being presented at Belgrade, or that it would be published in Vienna on the following morning. Count *Forgach*, the other Under-Secretary of State, had indeed been

good enough to confide to me on the same day the true character of the note, and the fact of its presentation about the time we were speaking.

So little had the Russian Ambassador been made aware of what was preparing that he actually left Vienna on a fortnight's leave of absence about the 20th July. He had only been absent a few days when events compelled him to return. It might have been supposed that Duc Avarna, Ambassador of the allied Italian Kingdom, which was bound to be so closely affected by fresh complications in the Balkans, would have been taken fully into the confidence of Count *Berchtold* during this critical time. In point of fact his Excellency was left completely in the dark. As for myself, no indication was given me by Count *Berchtold* of the impending storm, and it was from a private source that I received on the 15th July the forecast of what was about to happen which I telegraphed to you the following day. It is true that during all this time the „Neue Freie Presse" and other leading Viennese newspapers were using language which pointed unmistakably to war with Servia. The official „Fremdenblatt", however, was more cautious, and till the note was published, the prevailing opinion among my colleagues was that Austria would shrink from courses calculated to involve her in grave European complications.

On the 24th July the note was published in the newspapers. By common consent it was at once styled an ultimatum. Its integral acceptance by Servia was neither expected nor desired, and when, on the following afternoon. it was at first rumoured in Vienna that it had been unconditionally accepted, there was a moment of keen disappointment. The mistake was quickly corrected, and as soon as it was known later in the evening that the Servian reply had been rejected and that Baron *Giesl* had broken off relations at Belgrade, Vienna burst into a frenzy of delight, vast crowds parading the streets and singing patriotic songs till the small hours of the morning.

The demonstrations were perfectly orderly, consisting for the most part of organised processions through the principal streets ending up at the Ministry of War. One or two attempts to make hostile manifestations against the Russian Embassy were frustrated by the strong guard of police which held the approaches to the principal embassies during those days. The demeanour of the people at Vienna, and, as I was informed, in many other principal cities of the Monarchy, showed plainly the popularity of the idea of war with Servia, and there can be no doubt that the small body of Austrian and Hungarian statesmen by whom this momentous step was adopted gauged rightly the sense, and it may even be said the determination, of the people, except presumably in portions of the provinces inhabited by the Slav races. There had been much disappointment in many quarters at the avoidance of war with Servia during the annexation crisis in 1908 and again in connection with the recent Balkan war. Count *Berchtold*'s peace policy had met with little sympathy in the Delegation. Now the flood-gates were opened, and the entire people and press clamoured impatiently for immediate and condign

punishment of the hated Servian race. The country certainly believed that it had before it only the alternative of subduing Servia or of submitting sooner or later to mutilation at her hands. But a peaceful solution should first have been attempted. Few seemed to reflect that the forcible intervention of a Great Power in the Balkans must inevitably call other Great Powers into the field. So just was the cause of Austria held to be, that it seemed to her people inconceivable that any country should place itself in her path, or that questions of mere policy or prestige should be regarded anywhere as superseding the necessity which had arisen to exact summary vengeance for the crime of Serajevo. The conviction had been expressed to me by the German Ambassador on the 24th July that Russia would stand aside. This feeling, which was also held at the Ballplatz, influenced no doubt the course of events, and it is deplorable that no effort should have been made to secure by means of diplomatic negotiations the acquiescence of Russia and Europe as a whole in some peaceful compromise of the Servian question by which Austrian fears of Servian aggression and intrigue might have been removed for the future. Instead of adopting this course the Austro-Hungarian Government resolved upon war. The inevitable consequence ensued. Russia replied to a partial Austrian mobilisation and declaration of war against Servia by a partial Russian mobilisation against Austria. Austria met this move by completing her own mobilisation, and Russia again responded with results which have passed into history. The fate of the proposals put forward by His Majesty's Government for the preservation of peace is recorded in the White Paper on the European Crisis. On the 28th July I saw Count *Berchtold* and urged as strongly as I could that the scheme of mediation mentioned in your speech in the House of Commons on the previous day should be accepted as offering an honourable and peaceful settlement of the question at issue. His Excellency himself read to me a telegraphic report of the speech, but added that matters had gone too far; Austria was that day declaring war on Servia, and she could never accept the conference which you had suggested should take place between the less interested Powers on the basis of the Servian reply. This was a matter which must be settled directly between the two parties immediately concerned. I said His Majesty's Government would hear with regret that hostilities could not be arrested, as you feared they would lead to European complications. I disclaimed any British lack of sympathy with Austria in the matter of her legitimate grievances against Servia, and pointed out that, whereas Austria seemed so be making these the starting point of her policy, His Majesty's Government were bound to look at the question primarily from the point of view of the maintenance of the peace of Europe. In this way the two countries might easily drift apart.

His Excellency said that he too was keeping the European aspect of the question in sight. He thought, however, that Russia would have no right to intervene after receiving his assurance that Austria sought no territorial

aggrandisement. His Excellency remarked to me in the course of his conversation that, though he had been glad to co-operate towards bringing about the settlement which had resulted from the ambassadorial conferences in London during the Balkan crisis, he had never had much belief in the permanency of that settlement, which was necessarily of a highly artificial character, inasmuch as the interests which it sought to harmonise were in themselves profoundly divergent. His Excellency maintained a most friendly demeanour throughout the interview, but left no doubt in my mind as to the determination of the Austro-Hungarian Government to proceed with the invasion of Servia.

The German Government claim to have persevered to the end in the endeavour to support at Vienna your successive proposals in the interest of peace. Herr *von Tchirsky* abstained from inviting my co-operation or that of the French and Russian Ambassadors in carrying out his instructions to that effect, and I had no means of knowing what response he was receiving from the Austro-Hungarian Government. I was, however, kept fully informed by M. *Schebeko,* the Russian Ambassador, of his own direct negotiations with Count *Berchtold.* M. *Schebeko* endeavoured on the 28th July to persuade the Austro-Hungarian Government to furnish Count *Szapary* with full powers to continue at St. Petersburgh the hopeful conversations which had there been taking place between the latter and M. *Sazonof.* Count *Berchtold* refused at the time, but two days later (30th July), though in the meantime Russia had partially mobilised against Austria, he received M. *Schebeko* again, in a perfectly friendly manner, and gave his consent to the continuance of the conversations at St. Petersburgh. From now onwards the tension between Russia and Germany was much greater than between Russia and Austria. As between the latter an arrangement seemed almost in sight, and on the 1st August I was informed by M. *Schebeko* that Count *Szapary* had at last conceded the main point at issue by announcing to M. *Sazonof* that Austria would consent to submit to mediation the points in the note to Servia which seemed incompatible with the maintenance of Servian independence[1]). M. *Sazonof,* M. *Schebeko* added, had accepted this

[1]) Dazu ist folgende Auslassung des „Wiener Tageblatts", Freitag, 25. Sept. 1914, Nr. 265, ergangen:

„In einem von der britischen Regierung publizierten Berichte des früheren großbritannischen Botschafters in Wien vom 1. September d. J., betreffend die Vorgeschichte des gegenwärtigen Krieges [Blaubuch Nr. 161, S. 83], findet sich die von seinem russischen Kollegen stammende Behauptung, der österreichisch-ungarische Botschafter in Petersburg, Graf *Szapary,* habe Herrn *Sasonow* mitgeteilt, daß ‚Oesterreich-Ungarn zustimme, diejenigen Punkte der Note an Serbien, die mit der Erhaltung der serbischen Unabhängigkeit unvereinbar schienen, einer Vermittlung zu unterbreiten'.

Wie uns von informierter Seite mitgeteilt wird, entspricht diese Angabe keineswegs den Tatsachen; nach der Natur des von der Monarchie in Belgrad unternommenen Schrittes wäre dies auch ganz undenkbar gewesen. Die zitierte Stelle des Botschafterberichtes sowie einige andere Wendungen

proposal on condition that Austria would refrain from the actual invasion of Servia. Austria, in fact, had finally yielded, and that she herself had at this point good hopes of a peaceful issue 'is shown by the communication made to you on the 1st August by Count *Mensdorff*, to the effect that Austria had neither „banged the door“ on compromise nor cut off the conversations. M. *Schebeko* to the end was working hard for peace. He was holding the most conciliatory language to Count *Berchtold*, and he informed me that the latter, as well as Count *Forgach*, had responded in the same spirit. Certainly it was too much for Russia to expect that Austria would hold back her armies, but this matter could probably have been settled by negotiation, and M. *Schebeko* repeatedly told me he was prepared to accept any reasonable compromise.

Unfortunately these conversations at St. Petersburgh and Vienna were cut short by the transfer of the dispute to the more dangerous ground of a direct conflict between Germany and Russia. Germany intervened on the 31st July by means of her double ultimatums to St. Petersburgh and Paris. The ultimatums were of a kind to which only one answer is possible, and Germany declared war on Russia on the 1st August, and on France on the 3rd August. A few days delay might in all probability have saved Europe from one of the greatest calamities in history.

Russia still abstained from attacking Austria, and M. *Schebeko* had been instructed to remain at his post till war should actually be declared against her by the Austro-Hungarian Government. This only happened on the 6th August when Count *Berchtold* informed the foreign missions at Vienna that „the Austro-Hungarian Ambassador at St. Petersburgh had been instructed to notify the Russian Government that, in view of the menacing attitude of Russia in the Austro-Servian conflict and the fact that Russia had commenced hostilities against Germany, Austria-Hungary considered herself also at war with Russia.“

M. *Schebeko* left quietly in a special train provided by the Austro-Hungarian Government on the 7th September. He had urgently requested to be conveyed to the Roumanian frontier, so that he might be able to proceed to his own country, but was taken instead to the Swiss frontier, and ten days later I found him at Berne.

---

in demselben sind offenbar von der Tendenz eingegeben, durch die Behauptung einer angeblichen Nachgiebigkeit Oesterreich-Ungarns das Vorgehen der deutschen Diplomatie als eigentliche Ursache des Kriegsausbruches hinzustellen. Solche Versuche können die Wahrheit nicht verdunkeln, daß Oesterreich-Ungarn und Deutschland sich in dem Wunsche nach Erhaltung des europäischen Friedens begegneten. Wenn dieser Wunsch nicht in Erfüllung gegangen und aus der lokalen Abrechnung ein europäischer Konflikt entstanden ist, so kann dies ausschließlich nur dem Umstande zugeschrieben werden, daß Rußland, indem es zuerst Oesterreich-Ungarn und dann Deutschland durch seine ungerechtfertigten Mobilisierungen bedrohte, den beiden Zentralmächten den Kampf aufgezwungen und dadurch den Anstoß zur allgemeinen Konflagration gegeben hat.“

M. *Dumaine,* French Ambassador, stayed on till the 12th August. On the previous day he had been instructed to demand his passport on the ground that Austrian troops were being employed against France. This point was not fully cleared up when I left Vienna. On the 9th August, M. *Dumaine* had received from Count *Berchtold* the categorical declaration that no Austrian troops were being moved to Alsace. The next day this statement was supplemented by a further one, in writing, giving Count *Berchtold*'s assurance that not only had no Austrian troops been moved actually to the French frontier, but that none were moving from Austria in a westerly direction into Germany in such a way that they might replace German troops employed at the front. These two statements were made by Count *Berchtold* in reply to precise questions put to him by M. *Dumaine,* under instructions from his Government. The French Ambassador's departure was not attended by any hostile demonstration, but his Excellency before leaving had been justly offended by a harangue made by the Chief Burgomaster of Vienna to the crowd assembled before the steps of the town hall, in which he assured the people that Paris was in the throes of a revolution, and that the President of the Republic had been assassinated.

The British declaration of war on Germany was made known in Vienna by special editions of the newspapers about midday on the 5th August. An abstract of your speeches in the House of Commons, and also of the German Chancellor's speech in the Reichstag of the 4th April, appeared the same day, as well as the text of the German ultimatum to Belgium. Otherwise few details of the great events of these days transpired. The „Neue Freie Presse“ was violently insulting towards England. The „Fremdenblatt“ was not offensive, but little or nothing was said in the columns of any Vienna paper to explain that the violation of Belgian neutrality had left His Majesty's Government no alternative but to take part in the war.

The declaration of Italian neutrality was bitterly felt in Vienna, but scarcely mentioned in the newspapers.

On the 5th August I had the honour to receive your instruction of the previous day preparing me for the immediate outbreak of war with Germany, but adding that, Austria being understood to be not yet at that date at war with Russia and France, you did not desire me to ask for my passport or to make any particular communication to the Austro-Hungarian Government. You stated at the same time that His Majesty's Government of course expected Austria not to commit any act of war against us without the notice required by diplomatic usage.

On Thursday morning, the 13th August, I had the honour to receive your telegram of the 12th, stating that you had been compelled to inform Count *Mensdorff,* at the request of the French Government, that a complete rupture had occurred between France and Austria, on the ground that Austria had declared war on Russia who was already fighting on the side of France, and that Austria had sent troops to the German frontier under conditions

that were a direct menace to France. The rupture having been brought about with France in this way, I was to ask for my passport, and your telegram stated, in conclusion, that you had informed Count *Mensdorff* that a state of war would exist between the two countries from midnight of the 12th August.

After Seeing Mr. *Penfield*, the United States Ambassador, who accepted immediately in the most friendly spirit my request that his Excellency would take charge provisionally of British interests in Austria-Hungary during the unfortunate interruption of relations, I proceeded, with Mr. *Theo Russell*, Counsellor of His Majesty's Embassy, to the Ballplatz. Count *Berchtold* received me at midday. I delivered my message, for which his Excellency did not seem to be unprepared, although he told me that a long telegram from Count *Mensdorff* had just come in but had not yet been brought to him. His Excellency received my communication with the courtesy which never leaves him. He deplored the unhappy complications which were drawing such good friends as Austria and England into war. In point of fact, he added, Austria did not consider herself then at war with France, though diplomatic relations with that country had been broken off. I explained in a few words how circumstances had forced this unwelcome conflict upon us. We both avoided useless argument. Then I ventured to recommend to his Excellency's consideration the case of the numerous stranded British subjects at Carlsbad, Vienna, and other places throughout the country. I had already had some correspondence with him on the subject, and his Excellency took a note of what I said, and promised to see what could be done to get them away when the stress of mobilisation should be over. Count *Berchtold* agreed to Mr. *Phillpotts*, till then British consul at Vienna under Consul-General Sir *Frederick Duncan*, being left by me at the Embassy in the capacity of Chargé des Archives. He presumed a similar privilege would not be refused in England if desired on behalf of the Austro-Hungarian Government. I took leave of Count *Berchtold* with sincere regret, having received from the day of my arrival in Vienna, not quite nine months before, many marks of friendship and consideration from his Excellency. As I left I begged his Excellency to present my profound respects to the Emperor *Francis Joseph*, together with an expression of my hope that His Majesty would pass through these sad times with unimpaired health and strength. Count *Berchtold* was pleased to say he would deliver my message.

Count *Walterskirchen*, of the Austro-Hungarian Foreign Office, was deputed the following morning to bring me my passport and to acquaint me with the arrangements made for my departure that evening (14th August). In the course of the day Countess *Berchtold* and other ladies of Vienna society called to take leave of Lady *de Bunsen* at the embassy. We left the railway station by special train for the Swiss frontier at 7 P.M. No disagreeable incidents occurred. Count *Walterskirchen* was present at the

station on behalf of Count *Berchtold.* The journey was necessarily slow, owing to the encumbered state of the line. We reached Buchs, on the Swiss frontier, early in the morning of the 17th August. At the first halting place there had been some hooting and stone throwing on the part of the entraining troops and station officials, but no inconvenience was caused, and at the other large stations on our route we found that ample measures had been taken to preserve us from molestation as well as to provide us with food. I was left in no doubt that the Austro-Hungarian Government had desired that the journey should be performed under the most comfortable conditions possible, and that I should receive on my departure all the marks of consideration due to His Majesty's representative. I was accompanied by my own family and the entire staff of the embassy, for whose untiring zeal and efficient help in trying times I desire to express my sincere thanks. The Swiss Government also showed courtesy in providing comfortable accommodation during our journey from the frontier to Berne, and, after three days' stay there, on to Geneva, at which place we found that every provision had been made by the French Government, at the request of Sir *Francis Bertie*, for our speedy conveyance to Paris. We reached England on Saturday morning, the 22nd August.

I have, &c.
Maurice de Bunsen[1]).

---

[1]) Hierzu sind von seiten der deutschen Regierung durch das Wolffsche Telegraphenbureau folgende Auslassungen verbreitet:

a) W.T.B. Nr. 82.

In einem von der britischen Regierung veröffentlichten Bericht des früheren großbritannischen Botschafters in Wien vom 1. September 1914, betreffend die Vorgeschichte des gegenwärtigen Krieges, befindet sich die von seinem russischen Kollegen stammende Behauptung, der österreichisch-ungarische Botschafter in Petersburg, Graf *Szapary*, habe Herrn *Sazonow* mitgeteilt, daß Oesterreich-Ungarn zustimme, diejenigen Punkte der Note an Serbien, die mit der Erhaltung der serbischen Unabhängigkeit unvereinbar schienen, einer Vermittlung zu unterbreiten. Wie uns von unterrichteter Stelle mitgeteilt wird, entspricht diese Angabe keineswegs den Tatsachen. Nach der Natur des von der Monarchie in Belgrad unternommenen Schrittes wäre dies auch ganz undenkbar gewesen. Die angeführte Stelle des Botschafterberichtes sowie einige andere Wendungen in ihm sind offenbar von dem Bestreben eingegeben, durch die Behauptung einer angeblichen Nachgiebigkeit Oesterreich-Ungarns das Vorgehen der deutschen Diplomatie als eigentliche Ursache des Kriegsausbruchs hinzustellen. Solche Versuche können die Wahrheit nicht verdunkeln, daß Oesterreich-Ungarn und Deutschland sich in dem Wunsche nach Erhaltung des europäischen Friedens begegneten. Wenn dieser Wunsch nicht in Erfüllung gegangen und aus lokalen Ab-

rechnungen ein europäischer Konflikt entstanden ist, so kann dies ausschließlich nur dem Umstande zugeschrieben werden, daß Rußland, indem es zuerst Oesterreich-Ungarn und dann Deutschland durch seine ungerechtfertigten Mobilisierungen bedrohte, beiden Zentralmächten den Kampf aufgezwungen und dadurch den Anstoß zur allgemeinen Konflagration gegeben hat.

b) W.T.B. Nr. 83.

Ihren früheren Veröffentlichungen hat jetzt die englische Regierung eine weitere hinzugefügt. Sie läßt einen an den Staatssekretär des Auswärtigen gerichteten Bericht ihres bisherigen Botschafters in Wien, Sir *Maurice de Bunsen,* erscheinen; das Schriftstück ist vom 1. September datiert, also einen vollen Monat nach Ausbruch des Krieges. Es ist ebenso interessant wie unschwer, die Tendenz dieser Veröffentlichung festzustellen. Ihre Absicht ist nicht nur, England von aller Schuld zu entlasten und diese der deutschen und österreichisch-ungarischen Politik zuzuschieben, sondern sie sucht Deutschland in höherem Grade als Oesterreich-Ungarn für den Krieg verantwortlich zu machen und dadurch zwischen uns und unserem Verbündeten Zwietracht zu säen.

Der englische Botschafter beklagt sich darüber, daß, obwohl die deutsche Regierung behaupte, sie habe Sir *Edward Greys* „Bemühungen um den Frieden" bis ans Ende in Wien unterstützt, der deutsche Botschafter Herr *von Tschirschky* dabei seine *(Bunsens)* Mitwirkung ebensowenig wie die des russischen und des französischen Botschafters nachgesucht habe. Dieser Beschwerde ist einige Naivität nicht abzusprechen. Es wäre in der Tat höchst außerordentlich gewesen, wenn der deutsche Botschafter in Wien bei seinen Schritten die Hilfe der Vertreter der Entente erbeten hätte, nachdem bereits Sir *Edward Greys* Versuch, den serbisch-österreichischen Konflikt zur Majorisierung Oesterreich-Ungarns vor das Forum der Großmächte zu ziehen, als eine Intrigue gegen das deutsch-österreichische Bündnis abgelehnt worden war. Die Anstrengungen der deutschen Regierung, die unablässig bei unserem Verbündeten auf friedliche Entschließungen in einer Weise hinwirkte, wie es England in St. Petersburg zu tun versäumt hat, würden in ein sonderbares Licht gerückt worden sein, wenn an die Stelle vertraulicher, aus den herzlichen Beziehungen zwischen Wien und Berlin sich ergebender Ratschläge der Anschein eines europäischen Schiedsspruchs getreten wäre. Deutschland sollte seine Bündnisbeziehungen zu Oesterreich-Ungarn gefährden, während England sich hütete, den Freund an der Newa zu verstimmen.

Fast noch weniger geschickt ist die weitere Behauptung, daß Deutschland am 31. Juli mit rauher Hand in die Erfolg versprechenden Verhandlungen zwischen Wien und Petersburg durch sein Ultimatum eingegriffen habe, während „einige Tage Aufschub" Europa eine furchtbare Heimsuchung erspart haben würden. Es sei demgegenüber nur daran erinnert, daß, wenn jene nach Sir *Maurice de Bunsens* Auffassung Erfolg versprechenden Verhandlungen zwischen Oesterreich-Ungarn und Rußland bis zur letzten Stunde

fortgeführt wurden, dies gerade auf die ununterbrochene Tätigkeit der deutschen Politik für die Erhaltung des Friedens zurückzuführen gewesen ist. Ohne diese durch Deutschlands Arbeit auch in Wien noch geschaffene Frist, die England in St. Petersburg ungenutzt verstreichen ließ, würde der Krieg um mehrere Tage früher ausgebrochen sein. Denn schon am 24. Juli hat die russische Regierung in einem amtlichen Communiqué[1]) erklärt, sie könne in einem österreichisch-serbischen Konflikt unmöglich untätig bleiben. Dieser Erklärung folgten militärische Maßnahmen auf dem Fuße, die den Beginn der von langer Hand vorbereiteten Mobilmachung der russischen Armee darstellten. In einem vom Zaren am 30. Juli an den Deutschen Kaiser gerichteten Telegramm (Anlage 23a des deutschen Weißbuchs)[2]) wird ausdrücklich mitgeteilt, daß jene militärischen Maßregeln schon vor fünf Tagen, also am 25., beschlossen worden seien. Dagegen erklärte am 27. Juli der Kriegsminister *Suchomlinow* dem deutschen Militärattaché ehrenwörtlich, daß noch keine Mobilmachungsorder ergangen sei, daß kein Pferd ausgehoben, kein Reservist eingezogen werde. Obwohl in dieser Unterredung dem russischen Kriegsminister kein Zweifel darüber gelassen worden war, daß Deutschland Mobilmachungsmaßnahmen gegen Oesterreich-Ungarn auch für sich selbst als höchst bedrohlich betrachten müsse, liefen in den nächsten Tagen in raschem Tempo die Nachrichten über die russische Mobilisierung ein. Am 29. Juli ordnete die russische Regierung die Mobilisierung in Süd- und Süd-west-Rußland an, die am 30. auf 23 Gouvernements ausgedehnt wurde. Jetzt fehlte, wenn Rußland den Krieg herbeiführen wollte, nur noch ein Schritt, die Gesamtmobilmachung des russischen Heeres. Diese wurde, während die Bemühungen des Deutschen Kaisers um den Frieden bei entgegenkommender Aufnahme in Wien fortdauerten, am 31. Juli vormittags in Petersburg anbefohlen. Noch um 2 Uhr nachmittags am gleichen Tage aber telegraphierte der Zar an den Kaiser, es handle sich hierbei lediglich um durch Oesterreichs Mobilisierung nötig gewordene „militärische Vorbereitungen", deren Einstellung aus technischen Gründen unmöglich sei; er gab gleichzeitig sein feierliches Wort, daß er weit davon entfernt sei, den Krieg zu wünschen.

Bei so offenbarer Doppelzüngigkeit der russischen Politik wäre ein weiterer Aufschub auf unserer Seite geradezu ein Verbrechen gegen Deutschlands Sicherheit und vor dem deutschen Volk nicht mehr zu verantworten gewesen. Daher erhielt am gleichen 31. Juli der Kaiserliche Botschafter in St. Petersburg den Befehl, der russischen Regierung zu eröffnen, daß Deutschland als Gegenmaßregel gegen die allgemeine russische Mobilmachung vorläufig den Kriegszustand in Deutschland verkündet habe[3]), dem die Mobilisation folgen müsse, wenn Rußland seine militärischen Maßnahmen nicht

---

[1]) S. oben S. 334 (Nr. CXLVIII). — Herausgeber.

[2]) S. oben S. 377. — Herausgeber.

[3]) Oben S. 377 (Nr. CCXI). — Herausgeber.

binnen 12 Stunden einstelle. Hierauf hat die russische Regierung überhaupt keine Antwort gegeben und es blieb der deutschen Regierung nichts übrig, als der russischen nach Ablauf der gestellten Frist am 1. August erklären zu lassen, daß wir uns als im Kriegszustand mit ihr befindlich betrachteten. Schon am 1. August rückten russische Truppen auf deutsches Gebiet vor, und Rußland begann damit den Krieg gegen uns.

Dies ist in lückenloser chronologischer Folge der Sachverhalt. Es bleibt allen nachträglichen Ausarbeitungen englischer Diplomaten zum Trotz bei dem, was der Reichskanzler bereits am 3. August in seinem dem Reichstage vorgelegten Weißbuche ausgesprochen hat: „Die russische Regierung hat durch ihre Mobilmachung die mühsame Vermittlungsarbeit der europäischen Staatskanzleien kurz vor dem Erfolge zerschlagen. Die Mobilisierungsmaßregeln in Verbindung mit ihrer fortgesetzten Ableugnung zeigen klar, daß Rußland den Krieg wollte." Und England auch. Eine einfache Erklärung aus London nach St. Petersburg, daß panslawistische Bestrebungen Rußlands gegen Oesterreich-Ungarn durch den Dreiverband nicht gedeckt seien, hätte genügt, um die russische Kriegslust zu dämpfen. Und auch Frankreich würde sich, beim Abrücken Englands von der Begünstigung einer allslawischen Politik, dem Bündnisfall haben entziehen können.

Schließlich erinnern wir an den von uns in Nr. 219 vom 12. d. M. veröffentlichten Bericht des Königlich belgischen Geschäftsträgers in St. Petersburg Herrn *B. de l'Escaille*[1], der unter dem 30. Juli dem belgischen Minister der auswärtigen Angelegenheiten meldet: „Unbestreitbar bleibt, daß Deutschland sich hier (St. Petersburg) ebensosehr wie in Wien bemüht hat, irgendein Mittel zu finden, um einen allgemeinen Konflikt zu vermeiden, daß es dabei aber einerseits auf die feste Entschlossenheit des Wiener Kabinetts gestoßen ist, keinen Schritt zurückzuweichen, und anderseits auf das Mißtrauen des Petersburger Kabinetts." Und weiterhin[2]: „England gab anfänglich zu verstehen, daß es sich nicht in einen Konflikt hineinziehen lassen wolle. Sir *George Buchanan* (der britische Botschafter in Petersburg) sprach dies offen aus. Heute aber ist man in St. Petersburg fest davon überzeugt, ja man hat sogar die Zusicherung, daß England Frankreich beistehen wird. Dieser Beistand fällt ganz außerordentlich ins Gewicht und hat nicht wenig dazu beigetragen, der Kriegspartei Oberwasser zu verschaffen."

Dieses Zeugnis über Englands Mitschuld am Obsiegen der russischen Kriegspartei ist durch den *Bunsen*'schen Bericht nicht fortzuschaffen.

[1]) S. oben S. 578. — Herausgeber.

[2]) S. oben S. 579 Anmerkung. — Herausgeber.

g) Frankreich, 2. bis 4. August.

Nr. DCXCIII. M. René Viviani, Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères, à MM. les Ambassadeurs de France à Londres, Saint-Pétersbourg, Berlin, Vienne, Rome, Madrid, Constantinople.

Glb. 136.

Paris, le 2 août 1914.

Le territoire français a été violé ce matin[1]) par les troupes allemandes à Cirey et près de Longwy. Elles marchent sur le fort qui porte ce dernier nom. D'autre part, le poste douanier de Delle a été assailli par une double fusillade. Enfin, les troupes allemandes ont violé ce matin aussi le territoire neutre du Luxembourg.

Vous utiliserez ces renseignements sans retard pour faire constater comment le Gouvernement allemand se livre contre la France à des actes de guerre sans provocation de notre part ni déclaration de guerre préalable, alors que nous avons scrupuleusement respecté la zone de dix kilomètres que nous avons maintenue même depuis la mobilisation, entre nos troupes et la frontière.

René Viviani.

Nr. DCXCIV. M. Paul Cambon, Ambassadeur de France à Londres, à M. René Viviani, Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères.

Glb. 137.

Londres, le 2 août 1914.

A l'issue du Conseil des Ministres tenu ce matin, Sir *Edward Grey* m'a fait la déclaration suivante:

«Je suis autorisé à donner l'assurance que si la flotte allemande pénètre dans la Manche ou traverse la mer du Nord afin d'entreprendre des opérations de guerre contre la côte française ou la marine marchande française, la flotte britannique donnera toute la protection en son pouvoir.

Cette assurance est naturellement donnée sous la réserve que la politique du Gouvernement de Sa Majesté sera approuvée par le Parlement britannique et ne doit pas être considérée comme obligeant le Gouvernement de Sa Majesté à agir jusqu'à ce que l'éventualité ci-dessus mentionnée d'une action de la flotte allemande se soit produite.»

Me parlant ensuite de la neutralité de la Belgique et de celle du Luxembourg, le Principal Secrétaire d'Etat m'a rappelé que la Convention

---

[1]) Vergl. dazu oben S. 541, Nr. DXXII, vorletzter Absatz (deux fois hier) und unten S. 698, Nr. DCCV, letzter Absatz («depuis deux jours»). — Herausgeber.

de 1867 relative au Grand-Duché différait du Traité relatif à la Belgique en ce sens que l'Angleterre était tenue de faire respecter cette dernière convention sans le concours des autres Puissances garantes, tandis que, pour le Luxembourg, toutes les Puissances garantes devaient agir de concert.

La sauvegarde de la neutralité belge est considérée ici comme si importante que l'Angleterre envisagerait sa violation par l'Allemagne comme un *casus belli*. C'est là un intérêt proprement anglais, et on ne peut douter que le Gouvernement britannique, fidèle aux traditions de sa politique, ne le fasse prévaloir même si le monde des affaires, où l'influence allemande poursuit des efforts tenaces, prétendait exercer une pression pour empêcher le Gouvernement de s'engager contre l'Allemagne.

Paul Cambon.

Nr. DCXCV. M. René Viviani, Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères, à M. Paul Cambon, Ambassadeur de France à Londres.

Glb. 138.

Paris, le 2 août 1914.

Je prends note des indications contenues dans vos télégrammes des 27, 30, 31 juillet et 1er août et dans celui que vous m'avez adressé aujourd'hui.

En communiquant aux Chambres la déclaration même que vous a faite Sir *Edward Grey* et dont votre dernier télégramme me donne le texte, j'ajouterai que nous avons obtenu là de la Grande-Bretagne un premier concours dont la valeur nous est précieuse.

Je me propose, en outre, d'indiquer que l'assistance que la Grande-Bretagne a l'intention de donner à la France en vue de protéger les côtes de France ou la marine marchande française s'appliquerait de telle façon que notre marine de guerre fût également soutenue par la flotte anglaise, en cas de conflit franco-allemand, dans l'Atlantique, comme dans la mer du Nord et dans la Manche. Je noterais, en outre, que les ports anglais ne pourraient pas servir de points de ravitaillement à la flotte allemande.

René Viviani.

Nr. DCXCVI. M. René Viviani, Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères, à M. Jules Cambon, Ambassadeur de France à Berlin.

Glb. 139.

Paris, le 2 août 1914.

Les troupes allemandes ayant aujourd'hui violé la frontière de l'Est sur plusieurs points, je vous prie de protester sans retard par écrit auprès du Gouvernement allemand. Vous voudrez bien vous inspirer de la note suivante que, dans l'incertitude des communications entre Paris et Berlin, j'ai adressée directement à l'Ambassadeur d'Allemagne:

«Les autorités administratives et militaires françaises de la région de l'Est viennent de signaler plusieurs faits que j'ai chargé l'Ambassadeur de la République à Berlin de porter à la connaissance du Gouvernement Impérial.

L'un s'est produit à Delle, dans la région de Belfort: à deux reprises, le poste de douaniers français stationné dans cette localité a été l'objet d'une fusillade de la part d'un détachement de soldats allemands. Au nord de Delle, deux patrouilles allemandes du 5e chasseurs à cheval ont franchi la frontière dans la matinée d'aujourd'hui et pénétré jusqu'aux villages de Joncherey et Baron à plus de 10 kilomètres de la frontière. L'officier qui commandait la première a brûlé la cervelle à un soldat français. Les cavaliers allemands ont emmené des chevaux que le maire français de Suarce était en train de réunir et ont forcé les habitants de la commune à conduire lesdits chevaux.

L'Ambassadeur de la République à Berlin a été chargé de protester formellement auprès du Gouvernement Impérial contre des faits qui constituent une violation caractérisée de la frontière par des troupes allemandes en armes et que rien ne justifie dans l'état actuel. Le Gouvernement de la République ne peut que laisser au Gouvernement Impérial l'entière responsabilité de ces actes.»

René Viviani.

Nr. DCXCVII. M. Marcelin Pellet, Ministre de France à La Haye, à. M. René Viviani, Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères.

Glb. 140.

La Haye, le 3 août 1914.

Le Ministre d'Allemagne s'est rendu hier chez le Ministre des Affaires étrangères pour lui expliquer la nécessité où s'etait trouvée l'Allemagne, a-t-il dit, de violer la neutralité du Luxembourg, ajoutant qu'il aurait aujourd'hui une nouvelle communication à lui faire. En effet, ce matin, il a annoncé l'entrée des troupes allemandes en Belgique pour éviter, a-t-il déclaré, une occupation de ce pays par la France.

Pellet.

Nr. DCXCVIII. M. Klobukowski, Ministre de France à Bruxelles, à M. René Viviani, Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères.

Glb. 141.

Bruxelles, le 3 août 1914.

Le Ministre d'Allemagne a remis hier soir au Gouvernement belge un ultimatum où il est dit que son Gouvernement, ayant appris que les Français se préparaient à des opérations dans les régions de Givet et de Namur, se voyait dans l'obligation de prendre des mesures dont la première était d'inviter le Gouvernement belge à lui faire savoir, dans les sept heures s'il

etait disposé à lui faciliter en Belgique les opérations militaires contre la France. En cas de refus, le sort des armes déciderait.

Le Gouvernement du Roi a répondu que les renseignements sur les mouvements français lui paraissaient inexact en raison des assurances formelles, toutes récentes encore, données par la France; que la Belgique qui, depuis sa constitution, s'est préoccupée d'assurer la sauvegarde de sa dignité et de ses intérêts et a consacré tous ses efforts au développement pacifique du progrès, proteste hautement contre toute violation de son territoire, d'où qu'elle vienne, et que, dans cette éventualité, elle saura défendre énergiquement sa neutralité, garantie par les puissances et notamment par le Roi de Prusse.

Klobukowski.

Nr. DCIC. M. Klobukowski, Ministre de France à Bruxelles, à M. René Viviani, Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères.

Glb. 142.

Bruxelles, le 3 août 1914.

A l'assurance que je lui donnais que, si la Belgique faisait appel à la garantie des Puissances, contre la violation de sa neutralité par l'Allemagne, la France répondrait immédiatement à son appel, le Ministre des Affaires étrangères m'a répondu:

«C'est bien sincèrement que nous remercions le Gouvernement de la République de l'appui éventuel qu'il pourrait nous offrir, mais dans la circonstance actuelle, nous ne faisons pas appel à la garantie des Puissances. Ultérieurement le Gouvernement du Roi appréciera ce qu'il y a lieu de faire.»

Nr. DCC. M. Paul Cambon, Ambassadeur de France à Londres, à M. René Viviani, Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères.

Glb. 143.

Londres, le 3 août 1914.

Sir *Ed. Grey* m'a autorisé à vous faire savoir que vous pourriez déclarer au Parlement qu'il ferait aux Communes des déclarations sur l'attitude actuelle du Gouvernement britannique et que la principale de ces déclarations serait la suivante:

«Dans le cas où l'escadre allemande franchirait le détroit ou remonterait la Mer du Nord pour poubler les îles britanniques dans le but d'attaquer les côtes françaises ou la marine de guerre française et d'inquiéter la marine marchande française, l'escadre anglaise interviendrait pour prêter à la marine française son entière protection, en sorte que dès ce moment l'Angleterre et l'Allemagne seraient en état de guerre.»

Sir *Ed. Grey* m'a fait observer que la mention d'une opération par la Mer du Nord impliquait la protection contre une démonstration dans l'Océan Atlantique.

La déclaration concernant l'intervention de la flotte anglaise doit être considérée comme liant le Gouvernement britannique. Sir *E. Grey* m'en a donné l'assurance et a ajouté que le Gouvernement français était par là même en mesure d'en donner connaissance aux Chambres.

A mon retour à l'Ambassade, j'ai eu connaissance de votre communication téléphonique relative à l'ultimatum allemand adressé à la Belgique. J'en ai fait part immédiatement à Sir *Ed. Grey*.

Paul Cambon.

Nr. DCCI. M. Paul Cambon, Ambassadeur de France à Londres, à M. René Viviani, Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères.

Glb. 144.

Londres, le 3 août 1914.

Au moment où Sir *Ed. Grey* partait ce matin pour le Conseil, mon collègue allemand, qui l'avait déjà vu hier, est venu le prier avec insistance de lui dire que la neutralité de l'Angleterre ne dépendait pas du respect de la neutralité belge. Sir *Ed. Grey* s'est refusé à toute conversation à ce sujet.

L'Ambassadeur d'Allemagne a adressé à la presse un communiqué disant que si l'Angleterre restait neutre, l'Allemagne renoncerait à toute opération navale et ne se servirait pas des côtes belges comme point d'appui. Je fais répondre que le respect des côtes n'est pas le respect de la neutralité du territoire, et que l'ultimatum allemand est déjà une violation de cette neutralité.

Paul Cambon.

Nr. DCCII. M. Paul Cambon, Ambassadeur de France à Londres, à M. René Viviani, Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères.

Glb. 145.

Londres, le 3 août 1914.

Sir *E. Grey* a fait la déclaration relative à l'intervention de la flotte anglaise; il a précisé, en raison des événements, celle qu'il comptait faire au sujet de la neutralité belge; et la lecture d'une lettre du *Roi Albert* demandant l'appui de l'Angleterre a vivement ému l'Assemblée.

La Chambre votera ce soir les crédits demandés; dès à présent son appui est acquis à la politique du Gouvernement et elle suit l'opinion publique, qui se prononce de plus en notre faveur.

Paul Cambon.

Nr. DCCIII. M. René Viviani, Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères, à M. Paul Cambon, Ambassadeur de France à Londres.

Glb. 146.

Paris, le 3 août 1914.

Il me revient que l'Ambassadeur d'Allemagne aurait déclaré au Foreign Office que hier matin quatre-vingts officiers français en uniforme prussien auraient essayé de traverser la frontière allemande dans douze automobiles à Walbeck à l'ouest de Geldern, et que ceci constituait une très sérieuse violation de la neutralité de la part de la France.

Veuillez démentir d'urgence cette nouvelle de pure invention et attirer l'attention du Foreign Office sur la campagne allemande de fausses nouvelles qui commence.

René Viviani.

Nr. DCCIV. Lettre remise par l'Ambassadeur d'Allemagne à M. René Viviani, Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères, au cours de son audience de départ, le 3 août 1914, à 18 h. 45.

Glb. 147.

Monsieur le Président,

Les autorités administratives et militaires allemandes ont constaté un certain nombre d'actes d'hostilité caractérisée commis sur le territoire allemand par des aviateurs militaires français. Plusieurs de ces derniers ont manifestement violé la neutralité de la Belgique survolant le territoire de ce pays; l'un a essayé de détruire des constructions près de Wesel, d'autres ont été aperçus sur la région de l'Eiffel, un autre a jeté des bombes sur le chemin de fer près de Karlsruhe et de Nuremberg.

Je suis chargé, et j'ai l'honneur de faire connaître à Votre Excellence qu'en présence de ces agressions, l'Empire allemand se considère en état de guerre avec la France, du fait de cette dernière Puissance.

J'ai en même temps l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence que les autorités allemandes retiendront les navires marchands français dans des ports allemands, mais qu'elles les relâcheront si, dans les quarante-huit heures, la réciprocité complète est assurée.

Ma mission diplomatique ayant ainsi pris fin, il ne me reste plus qu'à prier Votre Excellence de vouloir bien me munir de mes passeports et de prendre les mesures qu'elle jugera utiles pour assurer mon retour en Allemagne avec le personnel de l'Ambassade, ainsi qu'avec le personnel de la Légation de Bavière et du Consulat général d'Allemagne à Paris.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'expression de ma très haute considération.

Signé: *Schoen.*

Nr. DCCV. M. René Viviani, Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères, à MM. les Représentants de la France à l'étranger.

Glb. 148.

Paris, le 3 août 1914.

L'ambassadeur d'Allemagne a demandé ses passeports et part ce soir avec le personnel de l'Ambassade et du Consulat général d'Allemagne, et de la Légation de Bavière. Le Baron *de Schoen* a donné pour prétexte la constatation par les autorités administratives et militaires allemandes d'actes d'hostilité qui auraient été commis sur territoire allemand par des aviateurs militaires français accusés d'avoir survolé le territoire de l'empire et jeté des bombes; l'ambassadeur ajoute que des aviateurs auraient également violé la neutralité de la Belgique en survolant son territoire. «En présence de ces agressions, dit la lettre de M. *de Schoen*, l'Empire allemand se considère en état de guerre avec la France du fait de cette dernière puissance.»

J'ai formellement contesté les allégations inexactes de l'ambassadeur et, de mon côté, j'ai rappelé que dès hier, je lui avais adressé une note protestant contre les violations caractérisées de la frontière française commises depuis deux jours[1]) par des détachements de troupes allemandes.

René Viviani.

Nr. DCCVI. M. René Viviani, Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères, à M. Jules Cambon, Ambassadeur de France à Berlin.

(Télégramme communiqué aux Représentants de la France à l'étranger.)

Glb. 149.

Paris, le 3 août 1914.

Je vous invite à demander vos passeports et à quitter immédiatement Berlin avec le personnel de l'ambassade en laissant la charge des intérêts français et la garde des archives à l'ambassadeur d'Espagne. Je vous prie de protester en même temps par écrit contre la violation de la neutralité du Luxembourg par les troupes allemandes signalée par le premier ministre luxembourgeois, contre l'ultimatum adressé au gouvernement belge par le Ministre d'Allemagne à Bruxelles pour lui imposer la violation de la neutralité de la Belgique et exiger de celle-ci qu'elle lui facilite sur territoire belge les operations militaires contre la France; enfin contre la fausse allégation d'un prétendu projet d'invasion de ces deux pays par les armées françaises, par lequel il a essayé de justifier l'état de guerre qu'il déclare exister désormais entre l'Allemagne et la France.

René Viviani.

---

[1]) Vgl. dazu oben S. 541, Nr. DXXII, vorletzter Absatz (*«deux fois hier»*) und S. 692, Nr. DCXCIII, erste Zeile (*«ce matin»*). — Herausgeber.

Nr. DCCVII. M. René Viviani, Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères, à M. Allizé, Ministre de France à Munich.

Glb. 150.

Paris, le 3 août 1914.

Veuillez faire connaître au Gouvernement royal bavarois que vous avez reçu pour instruction de conformer votre attitude à celle de l'Ambassadeur de la République à Berlin et de quitter Munich. *René Viviani.*

Nr. DCCVIII. M. René Viviani, Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères, à MM. les Représentants de la France à Londres, Saint-Pétersbourg, Vienne, Rome, Madrid, Berne, Constantinople, La Haye, Copenhague, Christiania, Stockholm, Bucarest, Athènes, Belgrade.

Glb. 151.

Paris, le 3 août 1914.

J'apprends de source officielle belge que les troupes allemandes ont violé le territoire belge à Gemmerich dans la région de Verviers.

René Viviani.

Nr. DCCIX. M. Klobukowski, Ministre de France à Bruxelles, à M. René Viviani, Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères.

Glb. 152.

Bruxelles, le 4 août 1914.

Le Chef de Cabinet du Ministère des Affaires étrangères me remet une lettre par laquelle le «Gouvernement du Roi déclare être fermement décidé à résister par tous les moyens en son pouvoir à l'agression de l'Allemagne. La Belgique fait appel à l'Angleterre, la France et la Russie pour coopérer comme garantes à la défense de son territoire.

Il y aurait une action concertée et commune ayant pour but de résister aux mesures de force, employées par l'Allemagne contre la Belgique, et en même temps de garantir le maintien de l'indépendance et de l'intégrité de la Belgique dans l'avenir.

La Belgique est heureuse de pouvoir déclarer qu'elle assurera la défense des places fortes.» *Klobukowski.*

Nr. DCCX. M. Paul Cambon, Ambassadeur de France à Londres, à M. René Viviani, Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères.

Glb. 153.

Londres, le 4 août 1914.

Sir *Edw. Grey* m'a prié de venir le voir à l'instant pour me dire que le premier Ministre déclarerait aujourd'hui à la Chambre des Communes que l'Allemagne avait été invitée à retirer son ultimatum à la Belgique et à donner sa réponse à l'Angleterre ce soir avant minuit. *Paul Cambon.*

Nr. DCCXI. M. Klobukowski, Ministre de France à Bruxelles, à M. René Viviani, Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères.

Glb. 154.

Bruxelles, le 4 août 1914.

Le Ministre d'Allemagne informe ce matin le Ministère des Affaires étrangères belge que, par suite du refus du Gouvernement belge, le Gouvernement impérial se voit forcé d'exécuter, par la force des armes, les mesures de sécurité indispensables vis-à-vis des menaces françaises.

Klobukowski.

Nr. DCCXII. M. Bapst, Ministre de France à Copenhague, à M. Doumergue, Ministre des Affaires étrangères.

Glb. 155.

Copenhague, 6 août 1914.

L'Ambassadeur de France à Berlin me prie de communiquer à votre Excellence le télégramme suivant:

J'ai été dirigé par le Gouvernement allemand sur le Danemark. Je viens d'arriver à Copenhague. Tout le personnel de l'Ambassade et le Chargé d'affaires de Russie à Darmstadt avec sa famille, m'accompagnaient. On a usé de tels procédés à notre égard que je crois utile d'en faire le rapport complet à Votre Excellence par le télégraphe.

Lundi matin, 3 août, après que j'avais, conformément à vos instructions, adressé à M. *de Jagow* une protestation contre les actes d'agression commis sur le territoire français par les troupes allemandes, le Secrétaire d'Etat vint me voir. M. *de Jagow* venait se plaindre d'actes d'agression qu'il prétendait avoir été commis en Allemagne, à Nuremberg et à Coblentz notamment, par des aviateurs français qui, selon lui, «seraient venus de Belgique». — Je répondis que je n'avais pas la moindre donnée sur les faits dont il voulait faire état et dont l'invraisemblance me parassait évidente; je lui demandai à mon tour s'il avait pris connaissance de la Note que je lui avais adressée au sujet de l'envahissement de notre territoire par des détachements de l'armée allemande. — Comme le Secrétaire d'Etat me disait n'avoir pas encore lu cette Note, je lui en donnai connaissance. J'appelai son attention sur l'acte commis par l'officier commandant un de ces détachements qui s'était avancé jusqu'au village français de Joncherey, à 10 kilomètres à l'intérieur de nos frontières, et avait brûlé la cervelle à un soldat français qu'il y avait rencontré. Après avoir qualifié cet acte, j'ajoutai: — «Vous reconnaîtrez qu'en aucune hypothèse il ne saurait être comparé à un vol d'aéroplane sur territoire étranger, accompli par des particuliers animés de cet esprit d'audace individuelle qui distingue les aviateurs.

Un acte d'agression commis sur le territoire d'un voisin par des détachements de troupes régulières commandés par des officiers présente une gravité toute autre.»

M. *de Jagow* me déclara qu'il ignorait les faits dont je lui parlais et il conclut qu'il était difficile qu'il ne s'en produisît pas de cette nature lorsque deux armées, remplies des sentiments qui animaient nos troupes, se trouvaient face à face de chaque côté de la frontière.

A ce moment, les attroupements qui se trouvaient sur la Pariser Platz, devant l'Ambassade et que nous apercevions à travers la fenêtre entr'ouverte de mon cabinet, poussèrent des cris contre la France. Je demandai au Secrétaire d'Etat quand tout cela finirait.

«Le Gouvernement n'a pas encore pris de décision, me répondit M. *de Jagow*. Il est probable que M. *de Schoen* recevra aujourd'hui l'ordre de demander ses passeports, et ensuite, vous recevrez les vôtres.» — Le Secrétaire d'Etat m'assura que du reste je n'avais aucune préoccupation à avoir au sujet de mon départ et que toutes les convenances seraient observées à mon égard ainsi qu'á l'égard de mon personnel. Nous ne devions plus nous voir et nous prîmes congé l'un de l'autre, après un entretien qui avait été courtois et qui ne pouvait me faire prévoir ce que l'on me réservait.

Avant de quitter M. *de Jagow*, je lui avais exprimé le désir de faire une visite personnelle au Chancelier, puisque ce serait la dernière fois que j'aurais l'occasion de le voir.

M. *de Jagow* me répondit qu'il ne m'engageait pas à donner suite à cette intention, car cette entrevue ne servirait à rien et ne pourrait être que pénible.

A 6 heures du soir, M. *de Langwerth* m'a apporté mes passeports. Il refusa au nom de son Gouvernement d'accéder au désir que je lui exprimais de me laisser partir par la Hollande ou la Belgique. Il me proposa de partir soit par Copenhague, bien qu'il ne put m'assurer le libre passage de la mer, soit par la Suisse, via Constance.

J'acceptai cette dernière voie; M. *de Langwerth* m'ayant demandé de partir le plus tôt possible, il fut convenu, en raison de la nécessité où j'étais de m'entendre avec l'Ambassadeur d'Espagne, qui prend nos intérêts en main, que je quitterais l'Ambassade le lendemain mardi 4 août, à 10 heures du soir.

Une heure après le départ de M. *de Langwerth*, à 7 heures, M. *de Lancken*, ancien Conseiller d'Ambassade à Paris, vint me dire de la part du Ministère des Affaires étrangères, d'inviter le personnel de mon Ambassade à ne plus prendre ses repas dans les restaurants. Cette consigne était si stricte que le lendemain mardi j'eus besoin de recourir à l'autorité de la Wilhelmstraße pour que l'hôtel Bristol nous envoyât nos repas à l'Ambassade.

Le même soir, lundi à 11 heures, M. *de Langwerth* revint m'apprendre que son Gouvernement me refusait le retour par la Suisse sous le prétexte qu'il faudrait trois jours et trois nuits pour me conduire à Constance. Il m'annonça que je serais dirigé sur Vienne. Je ne consentis à ce changement que sous réserve et dans la nuit j'écrivis à M. *de Langwerth* la lettre suivante:

«Berlin, 3 août 1914.

M. le Baron,

Je réfléchis à la route dont vous êtes venu me parler ce soir pour me faire rentrer dans mon pays. Vous me proposez de passer par Vienne. Je suis exposé à me trouver retenu dans cette ville, sinon du fait du Gouvernement autrichien, du moins du fait des circonstances de sa mobilisation, qui lui crée des difficultés analogues à celles de l'Allemagne pour la circulation des trains.

Dans ces conditions, je crois devoir réclamer du Gouvernement allemand l'engagement d'honneur que le Gouvernement autrichien me dirigera sur la Suisse et que le Gouvernement suisse ne fermera ni à moi, ni aux personnes qui m'accompagnent, sa frontière qu'on me dit justement fermée aux étrangers.

Je ne puis donc accepter la proposition que vous m'avez faite que si j'ai les sûretés que je réclame et si je suis assuré de ne pas être retenu quelques mois hors de mon pays.

Jules Cambon.»

En réponse à cette lettre, le lendemain matin, mardi 4 août, M. *de Langwerth* me donna par écrit l'assurance que les autorités autrichiennes et suisses avaient reçu les communications nécessaires.

En même temps, on arrêtait chez lui, dans son lit, M. *Miladowski*, attaché au Consulat de Berlin, ainsi que d'autres Français. M. *Miladowski*, pour qui un passeport diplomatique avait été demandé, put être relâché au bout de 4 heures.

Je me préparais à partir pour Vienne, quand, à 4 heures 45, M. *de Langwerth* revint m'annoncer que je devrais partir avec les personnes m'accompagnant à 10 heures du soir, mais que je serais conduit en Danemark. Devant cette exigence nouvelle, je demandai si l'on me mettrait dans une forteresse, au cas où je ne l'accepterais pas. M. *de Langwerth* me répondit simplement qu'il reviendrait chercher la réponse dans une demiheure. Je ne voulais pas donner au Gouvernement allemand le prétexte de dire que je m'étais refusé à sortir d'Allemagne. Je déclarai donc à M. *de Langwerth*, lorsqu'il revint, que je me soumettrais à l'ordre qui m'était donné, mais «que je protestais».

J'écrivis aussitôt à M. *de Jagow* la lettre, dont la copie suit:

«Berlin, 4 août 1914.

Monsieur le Secrétaire d'Etat,

Votre Excellence m'avait dit à plusieurs reprises que le Gouvernement impérial, conformément aux usages de la courtoisie internationale, me faciliterait mon retour dans mon pays et me donnerait tous les moyens d'y rentrer rapidement.

Cependant hier, après m'avoir refusé l'accès de la Belgique et de la Hollande, M. le baron *de Langwerth* m'a informé que je passerais par la Suisse via Constance. Dans la nuit, j'ai été avisé que je serais envoyé en

Autriche, pays qui prend part du côté de l'Allemagne à la présente guerre. Comme j'ignorais les intentions de l'Autriche à mon égard, puisque sur son sol je ne suis qu'un simple particulier, j'ai écrit au baron *de Langwerth* que je demandais au Gouvernement impérial l'engagement que les autorités impériales et royales autrichiennes me donneraient toutes les facilités possibles pour continuer ma route, et que la Suisse ne se fermerait pas devant moi. M. *de Langwerth* a bien voulu me répondre par écrit que je pouvais être assuré d'un voyage facile et que les autorités autrichiennes feraient tout le nécessaire.

Il est près de 5 heures et le baron *de Langwerth* vient de m'annoncer que je serai dirigé sur le Danemark. Etant donné les événements, je ne suis pas assuré de trouver un bâtiment pour me transporter en Angleterre, et c'est cette considération qui m'avait fait écarter cette proposition, d'accord avec M. *de Langwerth.*

En réalité, on ne me laisse aucune liberté, et on me traite presque en prisonnier. Je suis obligé de me soumettre, n'ayant aucun moyen d'obtenir qu'il soit tenu compte des règles de la courtoisie internationale à mon égard, mais je tiens à protester entre les mains de Votre Excellence contre la façon dont je suis traité.

Jules Cambon.»

Pendant qu'on portait ma lettre, j'étais avisé que le voyage ne s'effectuerait pas directement, mais par la voie du Schleswig. A 10 heures du soir, je quittais l'Ambassade, avec mon personnel, au milieu d'un grand concours de police à pied et à cheval.

A la gare, un employé inférieur du Ministère des Affaires Etrangères représentait seul cette administration.

Le voyage s'est effectué avec une lenteur extrême. Nous avons mis plus de vingt-quatre heures pour gagner la frontière. Il a semblé qu'à chaque station on attendait des ordres pour repartir. J'étais accompagné du major *von Rheinbaben*, du régiment Alexandre de la Garde, et d'un fonctionnaire de la police. Aux environs du canal de Kiel, la troupe a envahi nos wagons. On a fait[1]) fermer les fenêtres et les rideaux des voitures; chacun de nous a dû se tenir isolément dans son compartiment avec défense de se lever et de toucher à ses sacs de voyage. Dans le couloir des wagons, devant la porte de chacun de nos compartiments maintenue ouverte, se tenait un soldat, le revolver au poing et le doigt sur la gachette. Le chargé d'affaires de Russie, les femmes, les enfants, tout le monde a été soumis au même traitement.

---

[1]) Dieses auf allgemeiner Anordnung der zuständigen Militärbehörde beruhende Verfahren ist zum Schutze der Uebergänge und Befestigungen des Kaiser-Wilhelm-Kanals während des Krieges ständig gegenüber allen Reisenden, auch gegenüber den diese Strecke fahrenden deutschen Militärpersonen, einschließlich der Offiziere, angewendet worden. — Herausgeber.

A la dernière station allemande, vers 11 heures du soir, le major *von Rheinbaben* est venu prendre congé de moi. Je lui ai remis, pour M. *de Jagow*, la lettre qui suit:

«Mercredi soir, 5 août 1914.

Monsieur le Secrétaire d'Etat,

Hier, avant de quitter Berlin, j'ai protesté par écrit auprès de Votre Excellence contre les changements successifs de direction qui m'ont été imposés par le Gouvernement impérial, pour sortir d'Allemagne.

Aujourd'hui, lors du passage du train qui m'emportait au-dessus du canal de Kiel, on a voulu visiter tous nos bagages, comme si nous pouvions cacher quelque instrument de destruction. Grâce à l'intervention du major *von Rheinbaben*, cet affront nous a été épargné.

Mais on a fait plus.

On nous a obligé de rester chacun dans nos compartiments, dont les fenêtres et les rideaux étaient fermés. Pendant ce temps, dans le couloir des voitures, à la porte de chaque compartiment et faisant face à chacun de nous, se tenait un soldat, le revolver à la main, le doigt sur la gachette, durant près d'une demi-heure[1]).

Je crois devoir protester contre cette menace de violences à l'égard de l'Ambassadeur de la République et du personnel de son Ambassade, violences que rien n'avait pu seulement me faire pressentir. J'avais l'honneur d'écrire hier à Votre Excellence que j'étais traité presque en prisonnier. Aujourd'hui, c'est en prisonnier dangereux que j'ai été traité. Je dois noter que, dans le cours du voyage qui, depuis Berlin jusqu'au Danemark, a pris vingt-quatre heures, aucun repas n'a été préparé, ni fourni à moi, non plus qu'aux personnes reconduites avec moi jusqu'à la frontière.

Jules Cambon.»

Je croyais tout terminé, lorsque peu après le major *von Rheinbaben* vint, un peu confus, m'annoncer que le train ne poursuivrait pas jusqu'à la frontière danoise si je ne payais pas le prix de ce train. Je m'étonnai qu'on ne me l'eut pas fait payer à Berlin et, qu'en tout cas, on ne m'eut pas prévenu. Je proposai de payer par un chèque sur une des plus grandes banques de Berlin; cette facilité me fut refusée. Avec le concours de mes compagnons, je pus réunir en or la somme qui m'était demandée immédiatement et qui s'élevait à 3,611 marks 75, soit à environ 5,000 francs au taux actuel du change[2]).

Après ce dernier incident, je crus devoir demander à M. *de Rheinbaben* sa parole d'officier et de gentilhomme qu'on allait me conduire jusqu'à la

---

[1]) Vgl. Anmerkung auf S. 703. — Herausgeber.

[2]) Ultérieurement la somme ainsi demandée à M. *Jules Cambon* a été réversée à l'Ambassadeur d'Espagne à Berlin pour être remboursée à l'Ambassadeur de France.

frontière danoise. Il me la donna et j'exigeai que l'homme de police qui était avec nous nous accompagnât.

Nous arrivâmes ainsi à la première station danoise où le Gouvernement danois avait fait préparer un train pour nous conduire à Copenhague.

On m'assure que mon collègue d'Angleterre et le Ministre de Belgique, bien qu'ils aient quitté Berlin après moi, sont partis directement pour la Hollande. Je suis frappé de cette différence de traitement. Et comme le Danemark et la Norvège sont remplis en ce moment d'espions, si je réussis à m'embarquer en Norvège, on craint que je ne sois arrêté en mer, avec les officiers qui m'accompagnent.

Je ne veux pas terminer cette dépêche sans signaler à votre Excellence le dévouement et l'énergie dont tout le personnel de l'Ambassade n'a pas cessé de faire preuve pendant la durée de cette crise; je serais heureaux qu'il lui fût tenu compte des services rendus à cette occasion au Gouvernement de la République, en particulier par les Secrétaires de l'Ambassade ainsi que par l'Attaché militaire et l'Attaché naval.

Jules Cambon.

Nr. DCCXIII. Notification du Gouvernement Français aux Représentants des Puissances à Paris.

Glb. 157.

Le Gouvernement impérial allemand, après avoir laissé ses forces armées franchir la frontière et se livrer sur le territoire français à divers actes de meurtre et de pillage; après avoir violé la neutralité du Grand-Duché de Luxembourg, au mépris des stipulations de la Convention de Londres du 11 mai 1867 et de la Convention V de La Haye du 18 octobre 1907, *sur les droits et devoirs des puissances et des personnes en cas de guerre sur terre* (articles I et II), conventions signées de lui; après avoir adressé un ultimatum au Gouvernement royal de Belgique tendant à exiger le passage des forces allemandes par le territoire belge, en violation des Traités du 19 avril 1839, également signés de lui et de la susdite Convention de La Haye.

A déclaré la guerre à la France le 3 août 1914, à 18 heures 45.

Le Gouvernement de la République se voit, dans ces conditions, obligé, de son côté, de recourir à la force des armes.

Il a, en conséquence, l'honneur de faire savoir, par la présente, au Gouvernement de . . . . . que l'état de guerre existe entre la France et l'Allemagne à dater du 3 août 1914, 18 h. 45.

Le Gouvernement de la République proteste auprès de toutes les nations civilisées et spécialement auprès des Gouvernements signataires des Convention set Traités sus-rappelés, contre la violation par l'Empire allemand de ses engagements internationaux; il fait toutes réserves quant aux représailles qu'il pourrait se voir amener à exercer contre un ennemi aussi peu soucieux de la parole donnée.

Le Gouvernement de la République qui entend observer les principes du droit des gens, se conformera, durant les hostilités et sous réserve de réciprocité, aux dispositions des Conventions internationales signées par la France, concernant le droit de la guerre sur terre et sur mer.

La présente notification, faite en conformité de l'article 2 de la III e Convention de La Haye du 18 octobre 1907, relative à l'ouverture des hostilités, et remise à . . . . .

A Paris, le 4 août 1914, à 14 heures.

Nr. DCCXIV. Message de M. Poincaré, Président de la République, à la séance extraordinaire du Parlement, le 4 août 1914. (Journal officiell du 5 août 1914.)

Glb. 158.

«Messieurs les Députés,

La France vient d'être l'objet d'une agression brutale et préméditée, qui est un insolent défi au droit des gens. Avant qu'une déclaration de guerre nous eût encore été adressée, avant même que l'Ambassadeur d'Allemagne eût demandé ses passeports, notre territoire a été violé. L'Empire d'Allemagne n'a fait hier soir que donner tardivement le nom véritable à un état de fait qu'il avait déjà créé.

Depuis plus de quarante ans, les Français, dans un sincère amour de la paix, ont refoulé au fond de leur coeur le désir des réparations légitimes.

Ils ont donné au monde l'exemple d'une grande nation qui, définitivement relevée de la défaite par la volonté, la patience et le travail, n'a usé de sa force renouvelée et rajeunie que dans l'intérêt du progrès et pour le bien de l'humanité.

Depuis que l'ultimatum de l'Autriche a ouvert une crise menaçante pour l'Europe entière, la France s'est attachée à suivre et à recommander partout une politique de prudence, de sagesse et de modération.

On ne peut lui imputer aucun acte, aucun geste, aucun mot qui n'ait été pacifique et conciliant.

A l'heure de premiers combats, elle a le droit de se rendre solennellement cette justice, qu'elle a fait, jusqu'au dernier moment, des efforts suprêmes pour conjurer la guerre qui vient d'éclater et dont l'Empire d'Allemagne supportera, devant l'histoire, l'écrasante responsabilité. *(Applaudissements unanimes et répétés.)*

Au lendemain même du jour où, nos alliés et nous, nous exprimions publiquement l'espérance de voir se poursuivre pacifiquement les négociations engagées sous les auspices du Cabinet de Londres, l'Allemagne a déclaré subitement la guerre à la Russie, elle a envahi le territoire du Luxembourg, elle a outrageusement insulté la noble nation belge *(Vifs applaudissements unanimes)*, notre voisine et notre amie, et elle a essayé de nous surprendre

traîtreusement en pleine conversation diplomatique. *(Nouveaux applaudissements unanimes et répétés.)*

Mais la France veillait. Aussi attentive que pacifique, elle s'était préparée; et nos ennemis vont rencontrer sur leur chemin nos vaillantes troupes de couverture, qui sont à leurs postes de bataille et à l'abri desquelles s'achèvera méthodiquement la mobilisation de toutes nos forces nationales.

Notre belle et courageuse armée, que la France accompagne aujourd'hui de sa pensée maternelle *(Vifs applaudissements)*, s'est levée toute frémissante pour défendre l'honneur du drapeau et le sol de la patrie. *(Applaudissements unanimes et répétés.)*

Le Président de la République, interprète de l'unanimité du pays, exprime à nos troupes de terre et de mer l'admiration et la confiance de tous les Français. *(Vifs applaudissements prolongés.)*

Etroitement unie en un même sentiment, la Nation persévérera dans le sang-froid dont elle a donné, depuis l'ouverture de la crise, la preuve quotidienne. Elle saura, comme toujours, concilier les plus généreux élans et les ardeurs les plus enthousiastes avec cette maîtrise de soi qui est le signe des énergies durables et la meilleure garantie de la victoire. *(Applaudissements.)*

Dans la guerre qui s'engage, la France aura pour elle le Droit, dont les peuples, non plus que les individus, ne sauraient impunément méconnaître l'éternelle puissance morale. *(Vifs applaudissements unanimes)*

Elle sera héroïquement défendue par tous ses fils, dont rien ne brisera devant l'ennemi l'union sacrée et qui sont aujourd'hui fraternellement assemblés dans une même indignation contre l'agresseur et dans une même foi patriotique. *(Vifs applaudissements prolongés et cris de: vive la France.)*

Elle est fidèlement secondée par la Russie, son alliée *(Vifs applaudissements unanimes)*; elle est soutenue par la loyale amitié de l'Angleterre. *(Vifs applaudissements unanimes.)*

Et déjà de tous les points du monde civilisé viennent à elle les sympathies et les voeux. Car elle représente aujourd'hui, une fois de plus, devant l'univers, la liberté, la justice et la raison. *(Vifs applaudissements répétés.)*

Haut les coeurs et vive la France! *(Applaudissements unanimes et prolongés.)*

Raymond Poincaré.»

h) Luxemburg, 2. bis 4. August[1]).

1. Aus dem französischen Gelbbuch.

Nr. DCCXV. M. Mollard, Ministre de France à Luxembourg, à M. Doumergue, Ministre des Affaires étrangères.

Glb. 156.

Paris, le 4 août 1914.

Le Ministre d'État est venu mardi matin 4 août, vers huit heures et demie, à la Légation pour me notifier que les autorités militaires allemandes exigeaient mon départ. Sur ma réponse que je ne céderais que devant la force, M. *Eyschen* me dit qu'il connaissait mes sentiments à ce sujet et que c'était précisément pour cela qu'il était venu lui-même me faire cette communication qui lui coûtait beaucoup, car c'était effectivement devant la force qu'il me priait de partir. Il ajouta qu'il allait m'en apporter la preuve écrite.

Je ne cachai pas à M. *Eyschen* la tristesse et l'inquiétude que j'avais de laisser mes compatriotes sans défense et lui demandai de vouloir bien se charger de leur protection, ce qu'il accepta.

Au moment de partir, il me remit la lettre ci-jointe (annexe I), qui est la réponse du Gouvernement luxembourgeois à la déclaration que j'avais faite la veille au soir, selon les instructions télégraphiques de M. *Viviani*.

Vers dix heures, le Ministre d'Etat vint de nouveau à la Légation et me laissa, avec un mot de lui, une copie certifiée de la lettre que lui avait adressée le Ministre d'Allemagne au sujet de mon départ du Luxembourg (annexes II et III).

Il me dit également qu'il avait fait connaître à M. *von Buch* que le Gouvernement luxembourgeois serait chargé de la protection des Français et aurait la garde de la Légation et de la Chancellerie. Cette nouvelle ne parut pas plaire à mon collègue d'Allemagne, qui conseilla à M. *Eyschen* de m'inciter à confier ce soin au Ministre de Belgique. J'expliquai au Ministre d'Etat que la situation était particulière. Etant accrédité auprès de S. A. R. la Grande-Duchesse et mon pays n'étant pas en état de guerre avec le Luxembourg, il était, dans ces conditions, tout indiqué que ce fût le Gouvernement luxembourgeois qui assurât la sauvegarde de mes compatriotes. M. *Eyschen* n'insista pas et accepta de nouveau la mission que je lui confiai.

Le Ministre d'Etat me demanda alors de vouloir bien partir sans bruit, afin d'éviter des manifestations qui ne manqueraient pas, me dit-il, d'amener des représailles vis-à-vis des Français de la part des autorités militaires allemandes. Je lui répondis que j'attachais trop de prix à la sécurité de mes compatriotes pour la compromettre et qu'il n'avait rien à craindre.

---

[1]) Vgl. oben S. 555—56. — Herausgeber.

Mon départ, qu'on exigeait le plus tôt possible, fut fixé à 2 heures, il fut également entendu que je partirais dans mon automobile. Pour le sauf-conduit, M. *Eyschen* me dit que le Ministre d'Allemagne était actuellement au quartier général allemand pour le demander et qu'il aurait soin de me le faire tenir en temps utile.

A 2 heures un quart, M. le Ministre d'Etat, accompagné de M. *Henrion*, Conseiller du Gouvernement, vint me faire ses adieux et recevoir les clefs de la Légation et celles de la Chancellerie.

Il me fit connaître que les ordres avainet été donnés pour mon libre passage et que je devais gagner Arlon par la route de Merle, la route de Mamers et la route d'Arlon. Il ajouta qu'un officier allemand m'attendrait route de Merle pour précéder ma voiture.

Je quittai alors la Légation et me rendis à Arlon par l'itinéraire fixe, mais je ne rencontrai personne.

Votre Excellence voudra bien trouver ci-contre (annexe IV) le texte de a lettre que j'ai remise à M. le Ministre E'dtat avant de quitter mon poste.

Mollard.

Annnexe I.

M. *Eyschen*, Ministre d'État, Président du Gouvernement, à M. *Mollard*, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de France à Luxembourg.

Luxembourg, le 4 août 1914.

Monsieur le Ministre,

Par sa communication verbale d'hier soir, Votre Excellence a eu la haute obligeance de porter à ma connaissance que, conformément au traité de Londres de 1867, le Gouvernement de la République entendait respecter la neutralité du Grand-Duché de Luxembourg, comme il l'avait montré par son attitude, mais que la violation de cette neutralité par l'Allemagne était toutefois de nature à obliger la France à s'inspirer désormais à cet égard du souci de sa défense et de ses intérêts.

Vous me permettrez de constater, Monsieur le Ministre, que la décision du Gouvernement de la République est uniquement basée sur le fait d'une tierce Puissance dont, certes, le Grand-Duché n'est pas responsable.

Les droits du Luxembourg doivent donc rester intacts.

L'Empire allemand a formellement déclaré que seule une occupation temporaire du Luxembourg entrait dans ses intentions.

J'aime à croire, Monsieur le Ministre, que le Gouvernement de la République n'aura pas de peine à constater avec moi que de tout temps et en toutes circonstances, le Grand-Duché a pleinement et loyalement rempli toutes les obligations généralement quelconques qui lui incombaient en vertu du traité de 1867.

Le Ministre d'État,
Président du Gouvernement,
Eyschen.

Annexe II.

Lettre particulière adressée par M. *Eyschen*, Ministre d'État, Président du Gouvernement, à M. *Mollard*, Ministre de France à Luxembourg.

Monsieur le Ministre,

Tout à l'heure, j'ai eu le très vif regret de vous faire connaître les intentions du Général *von Fuchs* au sujet de votre séjour à Luxembourg.

Comme j'ai eu l'honneur de vous le dire, j'avais demandé une constatation par écrit de la décision prise à ce sujet par l'autorité militaire.

Ci-joint copie d'une lettre que je viens de recevoir à l'instant de la part du Ministre d'Allemagne.

Il m'a été assuré que, dans l'exécution de la mesure, on ne manquera d'avoir tous les égards dus à votre qualité et à votre personne.

Veuillez recevoir l'expression réitérée de tous mes regrets et de mes sentiments les meilleurs. *Eyschen.*

Annexe III.

A Son Excellence le Ministre d'État, M. le Dr *Eyschen.*

Excellence,

J'ai l'honneur, conformément aux instructions de Son Excellence M. le général *Fuchs*, de vous prier de vouloir bien inviter le Ministre de France, M. *Mollard*, à quitter aussiôt que possible le Luxembourg et à se rendre en France; autrement les autorités militaires allemandes se trouveraient dans la pénible obligation de placer M. *Mollard* sous la surveillance d'une escorte militaire et en cas extrême de procéder à son arrestation.

Je prie Votre Excellence de vouloir bien agréer à cette occasion l'assurance de ma considération la plus distinguée. *von Buch.*

Annexe IV.

M. *Mollard*, Ministre de France à Luxembourg, à Son Excellence M. *Eyschen*, Ministre d'État, Président du Gouvernement de Luxembourg.

Luxembourg, le 4 août 1914.

Monsieur le Minstre,

Je viens de recevoir votre communication et m'incline devant la force.

Avant de quitter le Luxembourg, j'ai le devoir de me préoccuper du sort et de la sécurité de mes compatriotes. Connaissant l'esprit de justice et d'équité du Gouvernement luxembourgeois, j'ai l'honneur de prier Votre Excellence de les prendre sous sa haute protection et de veiller à la sauvegarde de leur vie et de leurs biens.

Je demanderai également à Votre Excellence d'assurer la garde de l'hôtel de la Légation et des bureaux de la Chancellerie.

Je serais très obligé à Votre Excellence de vouloir bien faire agréer à S. A. R. Madame la Grande-Duchesse l'hommage de mon profond respect et toutes mes excuses de n'avoir pu aller le lui exprimer moi-même.

En vous remerciant, Monsieur le Ministre, de toutes les marques de sympathie que vous m'avez données, je vous prie d'agréer la nouvelle assurance de ma haute considération. *Armand Mollard.*

2. Aus dem luxemburgischen Orangebuch[1]).

Nr. DCCXVI. Chambre des députés du Grand-Duché de Luxembourg. (Session extraordinaire de 1914.)

Lundi, 3 août 1914.

Présidence de M. *Meris*, doyen d'âge,
de M. *Laval*, président élu,
et de M. *Hemmer*, vice-président élu.

. . . .

M. *Eyschen*, Ministre d'Etat. Messieurs, ce n'est pas à cause des événements qui se sont passés dans les derniers jours que le Gouvernement a proposé à S. A. R. de convoquer la représentation nationale du pays. Déjà la semaine dernière, nous avions l'intention de le faire et jeudi et vendredi, nous nous sommes décidés à vous convoquer. Le motif de notre désir de vous voir réunis avec nous consiste en ceci: c'est que le pays est représenté par les représentants élus du peuple et par les hommes de confiance du Souverain. Ensemble nous formons la représentation du pays, ensemble nous constitutions le pouvoir législatif, et comme la Chambre vient seulement d'être renouvelée et que vous n'êtes pas encore constitués, nous avons eu le sentiment que dans les moments difficiles que tout le monde prévoyait, il était absolument nécessaire que cet instrument important du pouvoir souverain fût constitué, que l'instrument par lequel le pays veut manifester sa volonté ne pût pas faire défaut. Voilà le motif pour lequel vous avez été convoqués. Depuis lors, les événements se sont précipités, et nous nous félicitons aujourd'hui énormément de pouvoir vous tendre la main pour voir ce que le pays doit faire. Je vous prie, avant de vous parler de la situation actuelle, de bien vouloir vous constituer, pour que sous ce point de vue la procédure prévue par la Constitution — le véritable Pouvoir souverain — pour donner une expression à la volonté du pays dans la Constitution elle-même, soit observée et que de cette façon la situation soit complètement réglée.

Pour cela, permettez-moi de vous lire l'arrêté que Son Altesse Royale a signé à la date du 1er août 1914:

«Nous *Marie-Adélaïde*, par la grâce de Dieu Grande-Duchesse de Luxembourg, Duchesse de Nassau, etc., etc., etc.;

Vu l'art. 72 § 2 de la Constitution;

Sur le rapport de Notre Ministre d'Etat, Président du Gouvernement, et après délibération du Gouvernement en conseil:

Avons arrêté et arrêtons:

Art. 1er. — La Chambre des députés est convoquée en session extraordinaire pour lundi, 3 août, à trois heures de relevée.

---

[1]) *Grand-Duché de Luxembourg. Chambre des députés. Extrait des séances des 3 août, 10 & 13 novembre 1914 (Neutralité). — Luxembourg, Imprimerie de la Cour Victor Bück, 1914.*

Art. 2. — Nous donnons à Notre Ministre d'Etat, Président du Gouvernement. plein pouvoir pour ouvrir et clore en Notre nom la dite session extraordinaire.

Art. 3. — Notre dit Ministre d'Etat, Président du Gouvernement, est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera inséré au *Mémorial.*

Luxembourg, le 1er août 1914.

Le Ministre d'Etat,
Président du Gouvernement, *Marie Adélaïde.*»
Eyschen.

Messieurs, au nom de S. A. R. la Grande-Duchesse, je déclare ouverte votre session extraordinaire.

. . . .

M. *Laval,* Président. Messieurs et chers collègues, dans les heures angoissantes que traverse le pays, je voudrais plus que jamais me montrer digne de la confiance et des marques d'estime que vous venez de me témoigner à nouveau et dont je vous suis profondément reconnaissant. La gravité exceptionnelle des circonstances exige votre concours pour examiner et voter d'urgence des mesures qu'il importe de prendre dans l'intérêt du pays. En face des événements que vous connaissez tous, nous avons des devoirs patriotiques à remplir, auxquels nous ne faillirons pas. Oublions nos dissentiments et soyons fermement unis dans l'amour de la patrie et sachons donner à nos populations l'exemple du sang-froid! *(Bravo!)* Exhortons-les à observer la réserve et la dignité qui conviennent à l'heure présente, et recommandons-leur de s'abstenir de toute manifestation intempestive ou déplacée. et de remplir scrupuleusement les devoirs et les obligations que notre situation politique nous impose! *(Bravo!)* Ce sera le gage de notre sécurité! J'ai la conviction d'être votre interprète à tous en prononçant ces paroles du siège présidentiel, au seuil de cette session extraordinaire de notre Parlement; j'ai la conviction aussi qu'aux quatre coins du pays, nos vaillants Luxembourgeois, si profondément attachés à leur travail et à nos libres institutions, les écouteront et en apprécieront la portée. *(Bravo! Applaudissements.)*

. . . .

M. *Eyschen,* Ministre d'Etat. Messieurs, il faut que je vous dise d'abord ce que le Gouvernement a fait dans les deux, trois derniers jours. Je vous dirai ensuite quelle est la situation actuelle. Vendredi, le 31 juillet, nous nous sommes surtout préoccupés de la question des vivres dans le Luxembourg. Vous savez qu'alors les pays qui nous entourent ont fermé les frontières pour l'exportation vers le Grand-Duché. Pour éviter que le pays ne fût privé de vivres, nous avons pris la même mesure. Nous nous sommes adressés à droite et à gauche pour qu'on fasse une exception en faveur du Luxembourg, mais nous n'avons pas réussi. La Belgique a répondu qu'elle ne pouvait pas faire davantage pour le Luxembourg, alors pourtant que le port d'Anvers est celui qui nous fournit toujours. En Allemagne nous avons

fait une demande analogue et là il y a un petit avantage qui vient de nous être fait dans les derniers jours: des conserves peuvent être introduites du port d'Anvers et de Hollande, on peut acheter aujourd'hui encore, je crois, dans les ports de Hollande. Je me suis adressé aux autorités allemandes pour intervenir en faveur des Luxembourgeois qui ont encore des récoltes sur pied sur les rives allemandes de la Moselle et de la Sûre. J'eus pour réponse qu'on ne pouvait absolument pas laisser partir ces objets de l'Allemagne; mais le président de Trèves m'a télégraphié que le Proviant-Amt de Trèves achèterait la récolte de ces Luxembourgeois selon leur valeur marchande. Ce sont des détails. J'ai cependant tenu à les communiquer, parce qu'ils intéressent une partie de nos populations. Ensuite, samedi, nous avons appris de très grand matin qu'on avait barré les ponts sur la Moselle et une partie des ponts sur la Sûre. J'ai immédiatement senti que le moment était venu où nous pourrions demander une déclaration de la part de nos deux voisins, disant qu'ils respecteraient la neutralité du Luxembourg. Je me suis donc adressé immédiatement, de grand matin, à M. *von Buch* et à M. *Mollard,* et je leur ai dit que le moment était venu où la France et l'Allemagne devaient nous donner, comme en 1870, une déclaration que la neutralité du Luxembourg ne serait pas violée; j'ai ajouté que ces deux pays pourraient faire la réserve que si l'une ou l'autre des puissances attaquait le Luxembourg, qu'alors ils agiraient selon leurs propres intérêts. Jusqu'aujourd'hui, je n'ai pas eu cette réponse *(Mouvement.)*, bien que j'aie réitéré ma demande. *(Interruptions.)* Le lendemain, j'ai reçu par l'Agence Havas la nouvelle que le Ministre de France en Belgique avait déclaré au Gouvernement que la France ne violerait pas la neutralité de la Belgique, à moins que l'adversaire n'agît pas de même. Je me suis de nouveau adressé aux deux ministres accrédités ici, en réitérant ma demande, et en les priant de bien vouloir la transmettre à leurs Gouvernements. Jusqu'à ce moment, je n'ai pas eu de réponse. C'est alors, dans ces circonstances, que nous avons senti que la situation devenait de plus en plus inquiétante. Un petit incident s'est ensuite passé à la gare de Troisvierges. Deux lieutenants avec un certain nombre d'hommes sont arrivés dans la gare de Troisvierges et ont déclaré vouloir occuper le télégraphe; ils ont ensuite fait arracher les rails sur notre territoire sur une longueur de 150 mètres. Dès l'abord, cela m'a semblé être une erreur. Arracher les rails de ce côté-là, je ne le comprends pas, j'aurais compris qu'on eût arraché des rails en ce moment-là de l'autre côté, sur la partie prussienne qui va vers Saint-Vith. J'ai télégraphié, et j'ai été heureux de pouvoir saisir le moment pour pouvoir télégraphier le fait à Berlin. J'ai alors, pendant quelques jours, été en relations avec Berlin et j'ai toujours télégraphié, d'abord au chancelier M. *von Bethmann Hollweg* et ensuite à M. *von Jagow*, le secrétaire d'Etat pour les affaires étrangères. Je lui ai déclaré ceci:

Preußische Offiziere und Soldaten haben heute den luxemburgischen Bahnhof Ulflingen besetzt und oberhalb desselben auf unserm Boden die Bahnschienen aufgerissen. Sie sollen dem Regiment Trier 69 angehören.

Ich kann nur annehmen, daß hier ein Versehen vorliegt, und erwarte

Entschuldigung, muß aber umsomehr meine dem Auswärtigen Amt durch den hiesigen deutschen Gesandten übermittelte Bitte wiederholen, die Reichsregierung möge, ebenso wie im Jahre 1870, erklären, die Neutralität Luxemburgs zu achten, solange dieselbe nicht von einer andern Macht verletzt wird.

Le passage par les ponts avait été fermé pendant une nuit, mais on nous a déclaré que pendant le jour le passage était libre. Mais, Messieurs, les événements se sont alors précipités, et à la date du 2 août, c'était donc hier, nous avons vu que des officiers et des soldats ont pénétré en territoire neutre. Les détails, vous les connaissez par les journaux, je ne veux pas y insister. Je me suis naturellement rendu de nouveau chez le Ministre d'Allemagne pour lui transmettre mes protestations et pour le prier de les faire parvenir directement à Berlin. Vous savez que les officiers et les troupes qui sont arrivés à Luxembourg, nous étions là à les attendre dès 5 heures du matin, et lorsque nous avons acquis la conviction de la violation de la neutralité, nous avons immédiatement publié une proclamation qui a paru à 10 heures. Nous y avons recommandé à nos concitoyens de conserver leur sang-froid. A l'arrivée du premier train, nous avons fait présenter une protestation dont nous avons demandé un reçu. Mais j'ai alors cru nécessaire d'envoyer également de nouveau une protestation à Berlin aux deux autorités dont je viens de parler et j'ai expressément demandé des explications sur les faits, parce que je me suis dit qu'il devait y avoir une erreur. Je ne pouvais pas admettre qu'un acte offensif vis-à-vis du Luxembourg eût été décrété par l'Allemagne, alors que nous vivons en pleine paix, et que de la part du Luxembourg aucun acte n'avait été posé pouvant justifier ces procédés. Son Altesse Royale la Grande-Duchesse s'est jointe à nous et a télégraphié directement à l'empereur d'Allemagne pour le prier de sauvegarder les intérêts du pays et aussi pour que le Gouvernement impérial hâtât les explications que nous lui avons demandées. Ces explications, vous avez remarqué que nous les avons reçues par un premier télégramme du chancelier, M. *von Bethmann Hollweg*, et elles ont été confirmées et élargies par un second télégramme de M. *von Jagow*. Le premier télégramme est déjà très important. J'ajouterai, et cela ne vous étonnera pas, que tous les faits qui se sont passés ici, je les ai portés immédiatement à la connaissance des grandes Puissances, et d'abord notre protestation contre la violation de la neutralité. Non seulement les Ministres accrédités ici à Luxembourg, mais les ministères des affaires étrangères des grandes Puissances, je les ai tenus au courant de tous les détails. Je vous fais grâce des pièces, il vous suffira de connaître les faits. Le même jour, avant d'avoir eu ces réponses, nous avons reçu certaines explications. Le matin, le commandant qui avait été chargé d'amener les premières troupes, s'est présenté en mon cabinet et il m'a dit — d'abord il m'avait télégraphié qu'il était chargé d'occuper la ville de Luxembourg et ensuite il s'est présenté — il m'a dit qu'on supposait que dans le Luxembourg il existait un véritable danger pour l'Allemagne par suite des faits de guerre que la France avait posés ou qu'elle voulait poser. Nous ne savions pas de détails, mais nous apprîmes plus tard certaines indications

confirmatives, et c'est ce qui est selon moi très important. Le télégramme du Chancelier disait ceci:

„Unsere militärischen Maßnahmen in Luxemburg bedeuten keine feindselige Handlung gegen Luxemburg, sondern lediglich Maßnahmen zur Sicherung der in unserm Betrieb befindlichen dortigen Eisenbahnen gegen Ueberfall der Franzosen.

Luxemburg erhält für eventuellen Schaden volle Entschädigung.

Bitte, dortige Regierung benachrichtigen. *Bethmann Hollweg.*"

Le télégramme était adressé à M. *von Buch.*

Le second télégramme que m'a adressé M. *von Jagow*, est plus explicite:

„Die militärischen Maßnahmen sind zu unserm größten Bedauern dadurch unvermeidlich geworden, daß wir zuverlässige Nachrichten haben, wonach französische Streitkräfte im Vormarsch auf Luxemburg sind. Wir mußten die Maßnahmen zum Schutz unserer Armee und zur Sicherung der Eisenbahnen treffen. Ein feindlicher Akt gegen das befreundete Luxemburg ist von uns in keiner Weise beabsichtigt.

Zur vorherigen Verständigung mit der luxemburgischen Regierung war bei der drohenden Gefahr leider keine Zeit mehr.

Die Kaiserliche Regierung sichert Luxemburg vollen Schadenersatz für von uns verursachte Schäden zu. *Jagow.*"

Dès que nous étions en possession de ces télégrammes, nous avons pu déclarer que l'armée allemande, qui se trouvait chez nous, ne peut pas considérer le pays comme un pays occupé par un fait de guerre. Il y a là une question de fait des plus importantes. Le droit des gens accorde certains droits et impose certains devoirs à une armée occupant le territoire ennemi. Il donne au belligérant des droits vis-à-vis de ce pays et de ses populations. Ces principes fixent aussi les droits et devoirs des pays occupés par suite de faits de guerre. Mais notre situation actuelle présente un caractère spécial. Il y a une occupation de fait, certainement, mais les droits luxembourgeois jusqu'à présent n'ont pas subi de modification ni d'altération en droit. C'est un fait excessivement important et je tiens à le souligner. J'ai eu aussi, ce matin, des explications à ce sujet avec une autorité militaire supérieure, le général *Fuchs*, et d'autre part, avec le Ministre d'Allemagne, avec lequel j'ai conféré à plusieurs reprises, pour les convaincre et ils ont reconnu l'exactitude de l'exposé que je viens de faire. Depuis lors, vous avez vu qu'il y a eu, dans la journée d'hier et d'aujourd'hui, de nouvelles troupes qui arrivent. Et s'il y a des personnes qui disent qu'il y a 15.000 à 20.000 hommes dans le Grand-Duché, dites leur qu'il n'y a personne qui peut le savoir, que ce n'est que le chef de l'armée qui le sait et qui ne le dira pas, que tout ce qu'on peut avancer ne sont que des suppositions. Il est évident que les secrets militaires ne seront pas dévoilés. Nous ne saurons pas le nombre de soldats qui viendront dans le pays. Ce qui nous a étonnés surtout, c'est l'affirmation qui se trouve dans les deux déclarations de l'Allemagne qu'il y aurait un danger émanant du Grand-Duché de Luxembourg. Toute la population luxembourgeoise a été étonnée et elle a demandé où était l'ennemi. En Allemagne, on avait l'intime conviction qu'il y aurait une bataille

dans le pays de Luxembourg, on l'a déclaré partout. Le motif d'où cette opinion est née, nous avons appris à le connaître ou du moins à le soupçonner. Vous aurez remarqué que ce matin les journaux ont publié une proclamation du général du VIIIe corps d'armée, qui devait être distribuée à Luxembourg; elle a été imprimée à Coblence. Voici ce que je sais de cette pièce. Elle existe, mais l'officier qui en était porteur n'avait pas l'intention de la distribuer. Devant le Ministre d'Allemagne, chez qui nous étions également, M. le bourgmestre de la ville de Luxembourg et moi, cet officier a déclaré que la proclamation ne serait pas distribuée. Cependant, il paraît que pendant ce temps son chauffeur, qui l'attendait devant la porte, en a distribué quelques exemplaires. *(Interruptions.)* Je tiens seulement à le déclarer — et ceci je le dois à la vérité — qu'il avait été décidé que la proclamation ne serait pas distribuée dans notre pays. Mais la pièce existe et elle permet de savoir à peu près ce que l'on a pensé. Voici la pièce, elle est signée par le »kommandierender General des VIII. Armeekorps«:

Alle ernsten Bemühungen Sr. Majestät unseres Kaisers und Königs, den Frieden zu erhalten, sind gescheitert. Der Feind hat Deutschland das Schwert in die Faust gezwungen. Nachdem Frankreich, die Neutralität Luxemburgs nicht achtend, die Feindseligkeiten — wie zweifelsfrei festgestellt — vom luxemburgischen Boden aus gegen die deutschen Truppen eröffnete, haben Seine Majestät unter dem bitteren Zwange eiserner Notwendigkeit den Befehl erteilt, daß auch deutsche Truppen, in erster Linie das VIII. Armeekorps, in Luxemburg einrücken.

C'est donc là — et tout le pays pourra en témoigner — une erreur manifeste. La France aurait déjà violé la neutralité du Luxembourg, sur notre territoire des hostilités auraient déjà été ouvertes contre des troupes allemandes, et chez nous personne n'en a rien vu ni entendu! Et pourtant tout cela se trouve dans une pièce officielle! Voici la suite de la proclamation dont certains points ne laissent pas de nous donner quelque satisfaction:

Die Besetzung Luxemburgs erfolgt indessen lediglich, um freie Bahn für weiteres Handeln zu gewinnen und unter der ausdrücklichen Zusicherung:

1. daß sie eine vorübergehende sein soll,
2. daß persönliche Freiheit und Besitz aller Luxemburger voll gesichert und geachtet bleiben werden,
3. daß die deutschen Truppen eiserne Disziplin zu halten gewöhnt sind,
4. daß alle Leistungen bar entschädigt werden.

Ich vertraue auf den Gerechtigkeitssinn des luxemburgischen Volkes, daß es sich der Einsicht nicht verschließen wird, daß Seine Majestät nur dem unvermeidlichen Zwange folgend und veranlaßt durch die Nichtachtung der Neutralität seitens Frankreichs den Einmarsch der Truppen in Luxemburg befohlen haben, und erwarte unter nochmaliger Betonung der oben gegebenen Garantien, daß das luxemburgische Volk und seine Regierung durch ihre Haltung die den deutschen Truppen gestellte Aufgabe nicht erschweren werden.

Tülff von Tschepe und Weidenbach,
Kommandierender General des preußischen VIII. Armeekorps.

M. *Welter.* La proclamation était en texte français et allemand. *(Interruptions.)*

M. *Eyschen,* Ministre d'Etat. Oui, en allemand et en français. Dès que j'étais en possession de cette pièce, je me suis dit qu'à mon sentiment il y avait erreur dès le début et cette erreur regrettable est confirmée dans cette pièce si importante. Si le Gouvernement allemand n'avait pas eu des nouvelles fausses sur la situation du Grand-Duché, on n'aurait pas envahi le Luxembourg. C'est le général d'une grande armée qui fait ces affirmations devant les Luxembourgeois. Or, tout le peuple ait qu'elles sont erronées. Chacun pourra en tirer ses conclusions. C'est alors que je me suis vu forcé d'envoyer deux télégrammes à Berlin . . . .

M. *Brasseur.* A qui?

M. *Eyschen,* Ministre d'Etat. Comme toujours, au Chancelier de l'Empire et au Secrétaire d'Etat pour les affaires étrangères. En voici la teneur:

Soeben verteilt man in der Stadt Luxemburg eine Proklamation des kommandierenden Generals des VIII. Armeekorps *Tülff vvn Tscheppe und Weidenbach,* welche folgende Worte enthält:

»Nachdem Frankreich, die Neutralität Luxemburgs nicht achtend, die Feindseligkeiten, wie zweifelsfrei festgestellt, vom luxemburgischen Boden aus gegen Deutschland eröffnet, haben Seine Majestät Befehl erteilt, daß auch deutsche Truppen in Luxemburg einrücken.«

Es beruht dies auf Irrtum. Es befindet sich auf luxemburgischem Boden absolut kein französisches Militär noch irgend welche Anzeichen von einer Bedrohung der Neutralität von seiten Frankreichs.

Im Gegenteil, am 1. August, Samstags abends, wurden auf französischem Boden bei Mont-St.-Martin-Longwy die Schienen der Eisenbahn aufgerissen. Das beweist, daß bereits damals die Absicht nicht vorlag, per Bahn nach Luxemburg vorzudringen.

Der Staatsminister, *Eyschen.*

Voilà une preuve évidente qu'il n'y avait rien de suspect dans notre pays. Si on avait voulu envahir le Grand-Duché, ce n'est pas le 1er août qu'on aurait rendu impossible l'introduction des troupes par chemin de fer. Ceci n'est pas douteux. Mais il y a plus. J'ai pu me convaincre qu'on a répandu intentionnellement des fausses nouvelles. Je n'en ai pas la preuve pour le moment, mais d'après ce qui j'ai appris de source certaine, les autorités allemandes ont été informées que le samedi soir 650 cyclistes, appartenant à l'armée française, seraient entrés dans le pays et seraient arrivés à Luxembourg. Et l'occupation n'a pas tardé. Vous comprenez qu'immédiatement j'ai télégraphié qu'il n'y avait pas un mot de vrai là-dedans. Voilà ce qui s'est passé; attendons ce qui va arriver. Le fait est là, l'occupation est ordonnée, elle continuera, mais il y a là deux faits absolument acquis: c'est que d'abord, de la part des autorités allemandes, il est déclaré qu'on ne veut pas poser des faits de guerre et que l'occupation ne peut être que passagère. Nous avons d'autant plus l'espoir que ceci se réalisera, que les deux faits sur lesquels l'occupation est basée et dont parle la proclamation, qui est signée par un général, sont faux, surtout celui dont je viens de parler encore, des 650 cyclistes français. J'ai tenu à ce que ces faits-là soient éclaircis. Je le déclare devant le pays et devant l'Europe. *(Mouvement.)* Voilà le côté politique. Il y a le côté

pratique. L'occupation a lieu et continuera. Ce sera une gêne très forte pour la population, surtout pour ce qui concerne les vivres. J'ai déclaré à l'officier supérieur, à qui j'ai d'abord parlé, que le Luxembourg ne possédait pas assez de vivres pour nourrir tant de troupes, que nous étions accoutumés d'acheter une masse de produits à Anvers, port dont nous sommes pour ainsi dire le Hinterland, que ce port nous a été fermé et que je m'étais adressé a la Belgique pour que d'autres ports nous soient ouverts, ce qui a été refusé. J'ai encore demandé que l'Allemagne fasse venir tous les vivres dont elle a besoin. Ce vœu a été immédiatement transmis par cet officier aux autorités allemandes, et aujourd'hui, ce matin, lorsque j'ai vu M. le général *Fuchs*, j'ai répété les mêmes observations. Il a dit que les ordres nécéssaires ont été donnés, mais avant que les vivres puissent arriver, il se passera deux jours. Il y a d'autres gênes considérables. Vous savez qu'on fait tout pour loger et nourrir ces troupes dans les bâtiments publics; s'il y en a qui seront logées chez des particuliers, nous ne le savons pas. Cela dépend des circonstances. *(Mouvement.)* Il y aura encore de très fortes gênes dans la circulation. Vous aurez remarqué que de tous les côtés du pays les lignes de chemin de fer ne continuent pas leur service. Vous avez aussi remarqué que les journaux n'arrivent pas dans le Grand-Duché, ni les lettres contenant de l'argent. Nous avons télégraphié, M. *Mongenast* et moi, pour qu'on nous remette les lettres et celles contenant de l'argent. Tout cela doit être réglé. Puis il y a les transports d'or qui sont interrompus. J'espère que cela va se régler aussi. C'est encore une question que j'ai soulevée devant le général des troupes qui occupent Luxembourg. Vous savez qu'en Allemagne, dès que la guerre est proclamée, les autorités civiles disparaissent et toutes les affaires, toute l'administration civile passent entre les mains des autorités militaires. Aussi, lorsque, hier matin, un officier est venu me voir, je lui ai posé la question suivante: quelle est votre situation vis-à-vis des autorités luxembourgeoises? Il m'a répondu: il va sans dire qu'elle sera respectée. J'ai objecté qu'il aurait fait placer trois factionnaires au bâtiment des postes. Il a répondu qu'il les ferait retirer immédiatement. J'espère que cela durera et qu'on ne touchera pas à notre administration, j'espère qu'on ne touchera pas à notre législation. J'ai eu l'occasion, dans les grandes discussions qui ont eu lieu à La Haye, sur les droits et devoirs des belligérants, de me défendre contre la thèse que jamais un général ne pourrait être gêné par une loi quelconque. Ainsi pour nous, un mot qui m'a frappé, c'est que dans un de ces actes du général, il déclare la suspension de certaines dispositions de la Constitution en Prusse. Voilà ce qu'on déclare comme nécessité de la guerre. Aussi, quand à La Haye j'ai demandé qu'on ne pût pas mettre la main sur le matériel du chemin de fer, appartenant à des Etats neutres, je n'ai pas réussi et on a toujours déclaré que le général a le droit de tout faire, que l'intérêt de l'état belligérant était le principal guide dans ces choses-là. Nous n'avons, dans cet ordre d'idées, pu obtenir autre chose, que nous pouvons retenir les wagons d'autres Etats en temps de guerre. Je tiens

à rendre les populations attentives à ce fait, c'est qu'en face de l'ennemi, les militaires ont pour principe de ne pas être gênés par des lois, surtout les lois du pays ennemi. Quant à cela, nous protesterons et nous démanderons des dommages-intérêts pour tous les actes qui violent les intérêts et les droits des Luxembourgeois. Mais tout cela doit être réservé. Je vous ai dit que le fait de l'occupation aurait pour la circulation des conséquences excessivement gênantes, surtout pour la circulation des automobiles. Cette question intéresse énormément les autorités militaires. Dès que le pays est occupé militairement, il n'y a rien de plus à craindre pour cette occupation que l'espionnage, et l'espionnage se fait surtout par l'automobile. Le général m'a affirmé qu'il ne peut pas tolérer la circulation des automobiles, mais ce matin, quand je lui en ai reparlé, il m'a dit qu'il permettrait la circulation de certaines automobiles, mais qu'il désire que moi, personnellement, j'assure de garanties. Ces garanties que je dois donner sont très difficiles. Je connais bien les gens auxquels je peux donner la permission de circuler, mais je ne connais pas les chauffeurs. Je ne sais donc pas ce que nous allons faire. La circulation pour l'automobile est menacée; il n'y aura pas de confiscation d'automobiles, c'est évident. Le général m'a même dit que pour la protection de ces véhicules, il vaudrait mieux de les réunir ensemble et de les faire garder, pour qu'on ne puisse pas les détruire. *(Rires dans les tribunes.)*

M. *le Président.* Je prie les tribunes de s'abstenir de tout signe d'approbation ou de désapprobation.

M. *Eyschen*, Ministre d'Etat. Sous ce rapport, il n'y aura pas de violation de la propriété. Mais on ne permettra pas que les opérations militaires soient généres. Voilà un fait qui est très important. Nous en aurons d'autres. Nous nous trouvons dans les mêmes difficultés que les pays où il y a état de guerre, mais nous avons l'immense avantage que nous ne sommes pas en état de guerre. Nous avons l'état de guerre pour agir et il faut que dans l'intérêt des populations chaque concitoyen trouve le moyen de s'assouplir aux douloureuses et difficiles circonstances dans lesquelles nous nous trouvons. J'ai eu l'honneur de dire comment, jusqu'à présent, je me suis expliqué ces faits incroyables devant lesquels nous nous trouvons. C'était un véritable coup de foudre. Heureusement, j'espère que le pays ne sera pas incendié par ce coup de foudre et je fais des voeux pour que l'Europe échappe au grand danger qui le menace et que cet orage ne détruise pas la civilisation de l'Europe qui a coûté tant de travail. Car si nous avons une guerre européenne, la civilisation reculera de cinquante ans.

. . . .

M. *Brasseur.* Messieurs, nous pensons, mes amis et moi, que les déclarations que le Gouvernement a faites au point de vue politique comportent une sanction et une consécration de la part de la Chambre. J'ai l'honneur, au nom d'un certain nombre de collègues et au mien, de déposer l'ordre du jour suivant: « La Chambre, après avoir entendu les déclarations de M. le Ministre d'Etat, s'associe aux protestations qu'il a notifiées au Gouvernement

allemand et communiquées aux Puissances signataires du traité de Londres de 1867; Approuve les actes du Gouvernement grand-ducal et passe à l'ordre du jour.»

M. *le Président.* Ceux qui sont d'avis d'adopter cet ordre du jour sont priés de se lever. Ceux qui sont d'un avis contraire? . . . La contre-épreuve n'est pas douteuse, pas un seul membre ne s'est levé et l'ordre du jour est donc admis à l'unanimité des voix des membres présents.

— La séance est levée[1]).

---

[1]) Herausgeber: Die Sitzungsprotokolle vom 10. und 13. November lauten:

Session législative ordinaire de 1914—1915.

Séance Solennelle d'Ouverture.

Mardi, 10 novembre 1914.

Présidence de M. *Meris*, doyen d'âge,
et de M. *Hemmer*, vice-président.

. . . .

M. *Hemmer*, Président (*prénant place au fauteuil de la présidence.*) Messieurs, dans les circonstances douloureuses que traverse le pays, je m'abstiendrai de vous parler, en ce moment, du programme de nos travaux. Notre budget pour 1915 sera gros d'inconnues. Nous l'examinerons avec calme et avec une entière confiance dans l'avenir et dans la sagesse de nos populations. (*Très bien!*) Au milieu de l'Europe en armes, et bien que nous ne subissions qu'indirectement, pour ainsi dire, les conséquences de la guerre, ces conséquences ont cependant jeté la perturbation dans toutes les relations commerciales et industrielles, et ont profondément altéré la situation économique du plus grand nombre de nos concitoyens. Aussi semble-t-il malaisé, au bruit du canon qui tonne tous les jours à nos portes, d'aborder et de mener à bonne fin l'examen de projets importants, destinés à recevoir leur application dans des temps paisibles et normaux. Nous continuerons cependant, d'accord avec le Gouvernement, qui a la confiance de la Chambre et du pays, à prendre toutes les mesures pouvant aider nos populations à vaincre les difficultés de l'heure actuelle. (*Très bien!*) Tous, nous tâcherons de remplir notre devoir. En le faisant nous maintiendrons nos droits qui doivent nous être doublement chers, parce qu'ils constituent notre seule arme défensive. (*Très bien! Bravo!*) Nous suivrons l'exemple des représentants des pays qui nous entourent; nous oublierons tout ce qui peut nous diviser, pour ne penser qu'à ce qui doit nous unir: le salut du pays. (*Bravo!*) Songeons que nous sommes luxembourgeois et rien que luxembourgeois! (*Bravo!*) Que cette pensée nous guide dans nos actes et dans nos paroles, tant dans la vie privée que dans la vie publique! (*Applaudissement!*)

. . . .

— La seance est suspendue.

A l'annonce de l'arrivée de la Grande-Duchesse la séance est reprise. Son Altesse Royale, entourée des membres du Gouvernement et de Sa suite, et sous la conduite du vice-président en tête de la députation, fait Son entrée, acueillie par l'assemblée aux cris répétés de «Vive la Grande-Duchesse». Son Altesse Royale monte les marches du Trône et donne lecture de l'allocution ci-après:

Messieurs,

C'est un besoin du cœur qui M'amène au milieu de vous. Tous, Nous sommes profondément navrés du spectacle de cette monstrueuse guerre où se trouvent engagés les Etats voisins du Grand-Duché. Et dire qu'après plus de cent jours de luttes affreuses et cruelles, comme l'humanité n'en a jamais connues, le mot de Paix n'ose encore s'aventurer sur aucune lèvre! Nous ne pouvons intervenir que pour panser les blessures, relever les existences défaillantes et soulager tout le cortège de misères et de souffrances qui affluent vers le Grand-Duché. Sous ce rapport, Notre pays remplit largement son devoir; il continuera à le faire, et Je M'empresse d'exprimer à Nos populations Mes vifs remercîments pour les sacrifices intelligents et dévoués qu'elles ne cessent de faire en ces douloureuses circonstances. La neutralité du Grand-Duché a été violée. Moi et Mon Gouvernement, Nous Nous sommes empressés de protester contre cet acte. Ces faits ont été immédiatement portés à la connaissance des Puissances signataires du Traité de Londres de 1867. Et la Chambre des Députés a donné son approbation à Notre conduite. Nos droits demeurent donc entiers, bien qu'ils aient été méconnus. La promesse a été donnée que le préjudice causé serait réparé, et l'on a mis de l'empressement à solder nombre de dettes contractées et de justes indemnités occasionnées lors du passage des troupes. Le pays ne se considère nullement comme délié des obligations lui imposées par les traités internationaux. (*Bravo!*) Comme par le passé, il continuera à les remplir loyalement. Notre protestation reste donc debout et Nous la maintenons dans toute sa teneur. (*Bravo!*) J'ai été heureuse de constater la correction que Nos populations ont mise dans leurs rapports avec les troupes envahissantes et de voir le tact avec lequel elles ont su éviter des incidents fâcheux. Je les en remercie sincèrement. Elles en agiront de même à l'avenir, pour qu'on ne puisse Nous adresser le moindre reproche de manquer à Nos devoirs internationaux. Depuis qu'il est indépendant, le Grand-Duché a joui d'une réelle prospérité. Le peuple a été vraiment heureux, le chant national le proclamait sans cesse. Quoique petit et faible, Notre Etat a su largement remplir ses devoirs, et vis-à-vis de ses voisins et à l'égard de ses propres citoyens. Le Luxembourg a pleinement documenté sa vitalité; il a fait preuve ainsi de son droit à l'existence. Il veut et il doit continuer à vivre. (*Bravo! Très bien!*) Les maux inévitables de la situation actuelle, le Gouvernement à cherché à les atténuer. Dans la mesure de ses moyens, il continuera à protéger les citoyens dans leurs personnes et dans leurs biens. Mais le principal objectif du Gouvernement doit être le maintien de l'autonomie des Pouvoirs publics. (*Très bien!*) La main dans la main avec la Représentation élue du Pays, Nous vaincrons les nombreuses difficultés qui Nous assiègent. C'est une grande consolation pour Moi et un puissant réconfort de Me savoir en complète communauté de sentiments et de pensée avec le peuple aux destinées duquel Je suis appelée à présider. (*Très bien!*) Restons unis, Messieurs, quoi qu'il advienne: A ce prix sera dû le salut du Pays. (*Très bien!*) C'est pour la grandeur de leurs patries que Nos puissants voisins font en ce moment des prodiges d'héroïsme. Ils comprendront les efforts que Nous faisons pour sauvegarder l'humble foyer qui abrite le bonheur de Nos enfants. (*Bravos répétés.*) Que Dieu protège Notre chère Patrie! (*Bravos répétés.*)

Son Altesse Royale la Grand-Duchesse, en remerciant gracieusement l'assemblée. Se retire reconduite par le Vice-Président en tête de la députation. (*Cris répétés de « Vive la Grande-Duchesse ».*) — La séance est suspendue.

M. *le Président.* La séance est reprise. Nous allons procéder à la nomination d'une commission de six membres qui rédigera la réponse à adresser à S. A. R. la Grande-Duchesse.

. . . .

2e Séance.

Vendredi, 13 novembre 1914.

Présidence de M. *Hemmer*, vice-président.

. . . .

M. *Brasseur*, rapporteur. J'ai l'honneur de donner connaissance à la Chambre du projet d'adresse que votre Commission spéciale propose à votre adoption:

Madame,

Dans les heures graves que nous traversons, le message de Votre Altesse Royale a été un acte de haute portée auquel la Chambre tient à rendre respectueusement hommage. Votre Altesse Royale a trouvé de patriotiques accents pour traduire les préoccupations du Pays, pour affirmer ses droits et rappeler ses devoirs. Tous les Luxembourgeois applaudiront à ces déclarations et aux sentiments qui les ont inspirées. Les Puissances signataires du traité de Londres de 1867 ont garanti la neutralité perpétuelle du Grand-Duché et lui ont imposé l'obligation de démanteler sa forteresse, tout en lui interdisant d'entretenir une armée. Le Grand-Duché a rempli toutes ses obligations, et lorsque sa neutralité fut violée, Souveraine, Gouvernement et Chambre ont, du même élan, fait entendre la même protestation, et c'est avec raison que e discours du Trône proclame que nos droits demeurent entiers, bien que méconnus, et que le Pays ne se considère pas comme délié des obligations que lui imposent les traités internationaux. Langage digne à la fois et viril qui trouvera son retentissement au delà des frontières et dont toutes les Puissances signataires apprécieront la correction et la loyauté. Le respect scrupuleux des traités a été notre force dans le passé. Plus que jamais, il sera notre ligne de conduite dans le présent et notre sauvegarde pour l'avenir. Dans les conjunctures actuelles, la Chambre, oubliant ses divisions, se félicite de voir à la tête du Gouvernement un patriote éprouvé qui a blanchi sous le harnais et qui possède l'estime incontestée de la diplomatie étrangère. (*Très bien! Bravo!*) Le pays et la Chambre savent gré au Gouvernement d'avoir, en des temps troublés, assuré le fonctionnement normal des Pouvoirs publics et d'avoir fait du maintien de leur autonomie son principal objectif. Votre Altesse Royale a payé un juste tribut d'éloges au tact, au calme et à la sagesse dont nos populations n'ont cessé de faire preuve, depuis l'occupation militaire du pays. Elles ne s'en départiront pas. Partout — il faut le reconnaître — ce devoir de patriotisme a été compris et rempli sans hésitation. La guerre a provoqué de toutes parts un large mouvement de bonté compatissante et de généraux dévouements, tant il est vrai que l'humanité retrouve, jusque dans ses convulsions, le ressort de la solidarité, la force d'espérer et la consolation d'agir. Ce sera l'honneur de nos populations d'avoir, sous l'active collaboration et avec les encouragements de Votre Altesse Royale et de la Famille grand-ducale, pris part à ce mouvement. Ce sera l'honneur de l'œuvre de la Croix rouge luxembourgeoise d'avoir prodigué ses soins indistinctement aux blessés de tous les belligérants. Ce sera l'honneur de nos femmes, de nos médecins, de notre jeunesse d'avoir rivalisé de vaillance et d'abnégation, en face de tant de maux et de tant de détresse. (*Bravo!*) De leur côté, les Pouvoirs publics — ainsi que Votre Altesse Royale l'a fait ressortir — auront de pressants devoirs à remplir. Le Gouvernement, la Chambre et les communes s'appliqueront à prendre toutes les mesures, ou législatives ou administratives, que la crise économique réclame impérieusement. Enrayer la spéculation malsaine, pourvoir aux approvisionnements nécessaires, dégager autant que possible l'industrie et le commerce des entraves qui les enchainent, donner des occasions de travail aux victimes du chômage involontaire, soulager les pauvres, voter des crédits de bienfaisance, relever à tous les degrés de l'échelle sociale les courages défaillants, tels sont quelques-

uns des problèmes essentiels, à la solution desquels les Pouvoirs publics s'emploieront sans relâche. (*Assentiment.*)

Madame.

Le Pays et la Chambre s'associent à leur gracieuse Souveraine pour proclamer devant l'Europe que le Grand-Duché de Luxembourg a documenté sa vitalité et son droit à l'existence. Oui le Pays a vécu, sous le sceptre de ses Princes constitutionnels et à l'ombre de ses libres institutions, des années de tranquille bonheur et de prospérité croissante. Oui le Pays veut vivre, doit vivre et vivra! . . . . . (*Très bien! Bravo!*) Depuis la mémorable charte de 1867, il a grandi, entouré du respect et de la confiante sympathie des Puissances signataires. Il a su constamment se montrer digne de leur bienveillance. Et quand les canons seront rentrés dans le silence, quand l'heure de la paix, peut-être l'heure de l'universelle réconciliation aura sonné, nous ferons valoir, dans le concert des Nations, ce passé de sagesse, d'honnête labeur et de sereine correction. Et si la Providence nous entend et que la Justice de l'Histoire ne soit pas un vain mot, nous rapporterons à la Patrie, dans les plis du Drapeau national, nos libertés, notre indépendance et la sécurité du lendemain! . . . . . (*Très bien! Bravo!*) Vive la Grande-Duchesse! Vive le Grand-Duché, libre et indépendant! (*Très bien! Bravo!*)

M. *le Président.* Messieurs, la Commission était composée de membres appartenant à tous les partis de la Chambre. Le projet d'adresse dont vous venez d'entendre la lecture contient, à mon avis, l'expression de la gratitude envers la Couronne, la confiance que la Chambre a dans le Gouvernement, et contient en même temps l'expression de nos griefs et de nos espérances. Chacun des membres de la Commission et chacun des membres de la Chambre aurait peut être, livré à lui-même, cherché et trouvé une autre forme pour exprimer les mêmes pensées. Dans ces circonstances, je pense que le projet d'adresse pourra être adopté sans discussion. J'ai hâte d'ajouter cependant que j'ai trop le souci des prérogatives de la Chambre, et je ne veux pas que mes paroles puissent être mal interprétées. J'ajoute que chacun de vous sera libre de formuler les observations qu'il entend convenir. Cependant, j'engagerais ceux des hon. membres qui croiraient devoir proposer des changements, de le faire avec la modération et le calme que la situation de fait qui est imposée au pays, nous commande impérieusement. (*Très bien!*) Quelqu'un demande-t-il la parole? Si personne ne demande la parole, nous déclarons le projet d'adresse adopté par la Chambre

. . . .

Réponse de la Grande-Duchesse

à l'Adresse en réponse au Discours du Trône, dont la remise a été faite par la Députation composée de M. *Hemmer*, président, et de MM. *Clemang*, *Faber*, *Hansen*, *Klein*, *Thinnes* et *Altwies*, le 17 novembre 1914.

Messieurs.

Les sentiments élevés dont la Chambre s'est faite l'éloquent interprête sont l'expression de son patriotisme ardent et éclairé. Je suis heureuse de constater la parfaite unité de vues qui existe entre la Couronne et la Représentation élue du Pays. Cet accord, cette communauté de sentiments, nous aidera à traverser, sans de trop douloureux sacrifices, la crise effroyable déchaînée sur l'Europe. Je suis heureuse aussi d'avoir entendu les paroles de concorde et d'union que vous venez de prononcer. Le maintien de cette union n'est possible que si la raison dirige les sentiments du cœur, c'est-à-dire qu'elle sera le prix des sacrifices et des concessions mutuelles. Je vous remercie, Messieurs, des paroles réconfortantes que vous M'avez adressées au nom de la Chambre. Continuons donc à unir tous nos efforts pour sauvegarder ce qui par dessus tout nous tient au cœur: l'intégrité, l'indépendance et l'autonomie de notre chère petite patrie!

i) Deutschland, 31. Juli bis 5. August 1914.

I. — Thronrede des Kaisers, 4. August 1914.

(Norddeutsche Allgemeine Zeitung Nr. 181, 5. August 1914.)

Geehrte Herren!

In schicksalsschwerer Stunde habe Ich die gewählten Vertreter des deutschen Volkes um Mich versammelt. Fast ein halbes Jahrhundert lang konnten wir auf dem Weg des Friedens verharren. Versuche, Deutschland kriegerische Neigungen anzudichten und seine Stellung in der Welt einzuengen, haben unseres Volkes Geduld oft auf harte Proben gestellt. In unbeirrbarer Redlichkeit hat Meine Regierung auch unter herausfordernden Umständen die Entwicklung aller sittlichen, geistigen und wirtschaftlichen Kräfte als höchstes Ziel verfolgt. Die Welt ist Zeuge gewesen, wie unermüdlich wir in dem Drang und den Wirren der letzten Jahre in erster Reihe standen, um den Völkern Europas einen Krieg zwischen Großmächten zu ersparen.

Die schwersten Gefahren, die durch die Ereignisse am Balkan heraufbeschworen waren, schienen überwunden. Da tat sich mit der Ermordung Meines Freundes, des Erzherzogs *Franz Ferdinand,* ein Abgrund auf. Mein hoher Verbündeter, der Kaiser und König *Franz Joseph,* war gezwungen, zu den Waffen zu greifen, um die Sicherheit seines Reichs gegen gefährliche Umtriebe aus einem Nachbarstaat zu verteidigen. Bei der Verfolgung ihrer berechtigten Interessen ist der verbündeten Monarchie das Russische Reich in den Weg getreten. An die Seite Oesterreich-Ungarns ruft uns nicht nur unsere Bündnispflicht. Uns fällt zugleich die gewaltige Aufgabe zu, mit der alten Kulturgemeinschaft der beiden Reiche unsere eigene Stellung gegen den Ansturm feindlicher Kräfte zu schirmen.

Mit schwerem Herzen habe Ich Meine Armee gegen einen Nachbar mobilisieren müssen, mit dem sie auf so vielen Schlachtfeldern gemeinsam gefochten hat. Mit aufrichtigem Leid sah Ich eine von Deutschland treu bewahrte Freundschaft zerbrechen. Die Kaiserlich Russische Regierung hat sich, dem Drängen eines unersättlichen Nationalismus nachgebend, für einen Staat eingesetzt, der durch Begünstigung verbrecherischer Anschläge das Unheil dieses Krieges veranlaßte. Daß auch Frankreich sich auf die Seite unserer Gegner gestellt hat, konnte uns nicht überraschen. Zu oft sind unsere Bemühungen, mit der Französischen Republik zu freundlicheren Beziehungen zu gelangen, auf alte Hoffnungen und alten Groll gestoßen.

Geehrte Herren! Was menschliche Einsicht und Kraft vermag, um ein Volk für die letzten Entscheidungen zu wappnen, das ist mit Ihrer patriotischen Hilfe geschehen. Die Feindseligkeit, die im Osten und im Westen seit langer Zeit um sich gegriffen hat, ist nun zu hellen Flammen aufgelodert. Die gegenwärtige Lage ging nicht aus vorübergehenden Interessenkonflikten oder diplomatischen Konstellationen hervor, sie ist das Ergebnis

eines seit langen Jahren tätigen Uebelwollens gegen Macht und Gedeihen des Deutschen Reichs.

Uns treibt nicht Eroberungslust, uns beseelt der unbeugsame Wille, den Platz zu bewahren, auf den Gott uns gestellt hat, für uns und alle kommenden Geschlechter.

Aus den Schriftstücken, die Ihnen zugegangen sind, werden Sie ersehen, wie Meine Regierung und vor allem Mein Kanzler bis zum letzten Augenblick bemüht waren, das Aeußerste abzuwenden. In aufgedrungener Notwehr mit reinem Gewissen und reiner Hand ergreifen wir das Schwert.

An die Völker und Stämme des Deutschen Reiches ergeht mein Ruf, mit gesamter Kraft, in brüderlichem Zusammenstehen mit unseren Bundesgenossen, zu verteidigen, was wir in friedlicher Arbeit geschaffen haben. Nach dem Beispiel unserer Väter fest und getreu, ernst und ritterlich, demütig vor Gott und kampfesfroh vor dem Feind, so vertrauen wir der ewigen Allmacht, die unsere Abwehr stärken und zu gutem Ende lenken wolle!

Auf Sie, geehrte Herren, blickt heute, um seine Fürsten und Führer geschart, das ganze deutsche Volk. Fassen Sie Ihre Entschlüsse einmütig und schnell — das ist mein inniger Wunsch.

II. — Reichstagsrede des Reichskanzlers, 4. August 1914.

(Norddeutsche Allgemeine Zeitung Nr. 181, 5. August 1914, „Morgenausgabe mit Parlamentsbericht".)

Ein gewaltiges Schicksal bricht über Europa herein. Seit wir uns das Deutsche Reich und Ansehen in der Welt erkämpften, haben wir 44 Jahre lang im Frieden gelebt und den Frieden Europas geschirmt. In friedlicher Arbeit sind wir stark und mächtig geworden und darum beneidet. Mit zäher Geduld haben wir es ertragen, wie unter dem Vorwande, daß Deutschland kriegslüstern sei, in Ost und West Feindschaft genährt und Fesseln gegen uns geschmiedet wurden. Der Wind, der da gesäet wurde, geht jetzt als Sturm auf. Wir wollten in friedlicher Arbeit weiterleben, und wie ein unausgesprochenes Gelübde ging es vom Kaiser bis zum jüngsten Soldaten: nur zur Verteidigung einer gerechten Sache soll unser Schwert aus der Scheide fliegen. Der Tag, da wir es ziehen müssen, ist erschienen gegen unsern Willen, gegen unser redliches Bemühen. Rußland hat die Brandfackel an das Haus gelegt. Wir stehen in einem erzwungenen Kriege mit Rußland und Frankreich.

Meine Herren, eine Reihe von Schriftstücken, zusammengestellt in dem Drang der sich überstürzenden Ereignisse, ist Ihnen zugegangen. Lassen Sie mich die Tatsachen herausheben, die unsere Haltung kennzeichnen. Vom ersten Augenblick des österreichisch-serbischen Konflikts an erklären und wirken wir dahin, daß dieser Handel auf Oesterreich-Ungarn und Serbien beschränkt bleiben müsse. Alle Kabinette, insonderheit auch England, vertreten denselben Standpunkt. Nur Rußland erklärt, daß es bei der Austragung dieses Konfliktes mitreden müsse. Damit erhebt die Gefahr europäischer Verwicklung ihr drohendes Haupt. Sobald die ersten bestimmten

Nachrichten über militärische Rüstungen in Rußland vorliegen, lassen wir in Petersburg freundschaftlich, aber nachdrücklich erklären, daß kriegerische Maßnahmen gegen Oesterreich uns an der Seite unseres Bundesgenossen finden würden und daß militärische Vorbereitungen gegen uns selbst uns zu Gegenmaßregeln zwingen würden. Mobilmachung aber sei nahe dem Kriege. Rußland beteuert uns in feierlicher Weise seinen Friedenswunsch, und daß es keine militärischen Vorbereitungen gegen uns treffe. Inzwischen sucht England zwischen Wien und Petersburg zu vermitteln, wobei es von uns warm unterstützt wird. Am 28. Juli bittet der Kaiser telegraphisch den Zaren, er möge bedenken, daß Oesterreich-Ungarn das Recht und die Pflicht habe, sich gegen die großserbischen Umtriebe zu wehren, die seine Existenz zu unterhöhlen drohten. Der Kaiser weist den Zaren auf die solidarischen monarchischen Interessen gegenüber der Freveltat von Serajewo hin. Er bittet ihn, ihn persönlich zu unterstützen und den Gegensatz zwischen Wien und Petersburg auszugleichen. Ungefähr zu derselben Stunde und vor Empfang des Telegramms bittet der Zar seinerseits den Kaiser um seine Hilfe, er möge doch in Wien zur Mäßigung raten. Der Kaiser übernimmt die Vermittlerrolle. Aber kaum ist die von ihm angeordnete Aktion im Gange, so mobilisiert Rußland alle seine gegen Oesterreich-Ungarn gerichteten Streitkräfte. Oesterreich-Ungarn selbst aber hatte nur seine Armeekorps, die unmittelbar gegen Serbien gerichtet sind, mobilisiert. Gegen Norden zu nur zwei Armeekorps und fern von der russischen Grenze. Der Kaiser weist sofort den Zaren darauf hin, daß durch diese Mobilmachung der russischen Streitkräfte gegen Oesterreich die Vermittlerrolle, die er auf Bitten des Zaren übernommen hatte, erschwert, wenn nicht unmöglich gemacht würde. Trotzdem setzten wir in Wien unsere Vermittlungsaktion fort, und zwar in Formen, welche bis an das Aeußerste dessen gehen, was mit unserem Bundesverhältnis noch verträglich war. Während der Zeit erneuert Rußland spontan seine Versicherungen, daß es gegen uns keine militärischen Vorbereitungen treffe. Es kommt der 31. Juli! In Wien soll die Entscheidung fallen. Wir haben es bereits durch unsere Vorstellungen erreicht, daß Wien in dem eine Zeitlang nicht mehr im Gange befindlichen direkten Verkehr die Aussprache mit Petersburg wieder aufgenommen hat. Aber noch bevor die letzte Entscheidung in Wien fällt, kommt die Nachricht, daß Rußland seine gesamte Wehrmacht, also auch gegen uns, mobil gemacht hat. Die russische Regierung, die aus unseren wiederholten Vorstellungen wußte, was Mobilmachung an unserer Grenze bedeutet, notifiziert uns diese Mobilmachung nicht, gibt uns zu ihr auch keinerlei erklärenden Aufschluß. Erst am Nachmittag des 31. trifft ein Telegramm des Zaren beim Kaiser ein, in dem er sich dafür verbürgt, daß seine Armee keine provokatorische Haltung gegen uns einnehmen würde. Aber die Mobilmachung an unserer Grenze ist schon seit der Nacht vom 30. zum 31. Juli in vollem Gange. Während wir auf russisches Bitten in Wien vermitteln, erhebt sich die russische Wehrmacht an unserer langen, fast ganz offenen Grenze, und Frankreich mobilisiert zwar noch nicht, aber

trifft doch, wie es zugibt, militärische Vorbereitungen. Und wir — wir hatten absichtlich bis dahin keinen Reservemann einberufen, dem europäischen Frieden zuliebe. Sollten wir jetzt weiter geduldig warten, bis etwa die Mächte, zwischen denen wir eingekeilt sind, den Zeitpunkt zum Losschlagen wählten? Dieser Gefahr Deutschland auszusetzen, wäre ein Verbrechen gewesen! Darum fordern wir noch am 31. Juli von Rußland die Demobilisierung, als einzige Maßregel, welche noch den europäischen Frieden retten könnte. Der Kaiserliche Botschafter in Petersburg erhält ferner den Auftrag, der russischen Regierung zu erklären, daß wir im Falle der Ablehnung unserer Forderung den Kriegszustand als eingetreten betrachten müßten.

Der Kaiserliche Botschafter hat diesen Auftrag ausgeführt. Wie Rußland auf unsere Forderung der Demobilisierung geantwortet hat, wissen wir heute noch nicht. Telegraphische Meldungen darüber sind nicht bis an uns gelangt, obwohl der Telepraph weit unwichtigere Meldungen noch übermittelte.

So sah sich, als die gestellte Frist längst verstrichen war, der Kaiser am 1. August, nachmittags 5 Uhr, genötigt, unsere Wehrmacht mobil zu machen.

Zugleich mußten wir uns versichern, wie sich Frankreich stellen würde. Auf unsere bestimmte Frage, ob es sich im Falle eines deutsch-russischen Krieges neutral halten würde, hat uns Frankreich geantwortet, es werde tun, was ihm seine Interessen geböten. Das war eine ausweichende Antwort auf unsere Frage, wenn nicht eine Verneinung unserer Frage.

Trotzdem gab der Kaiser den Befehl, daß die französische Grenze unbedingt zu respektieren sei. Dieser Befehl wurde strengstens befolgt, bis auf eine einzige Ausnahme. Frankreich, das zu derselben Stunde wie wir mobil machte, erklärte uns, es werde eine Zone von 10 Kilometer an der Grenze respektieren. Und was geschah in Wirklichkeit? Bombenwerfende Flieger, Kavalleriepatrouillen, auf reichsländisches Gebiet eingebrochene französische Kompagnien! Damit hat Frankreich, obwohl der Kriegszustand noch nicht erklärt war, den Frieden gebrochen und uns tatsächlich angegriffen.

Was jene Ausnahme betrifft, so habe ich vom Chef des Generalstabs folgende Meldung erhalten:

Von den französischen Beschwerden über Grenzverletzungen unsererseits ist nur eine einzige zuzugeben. Gegen den ausdrücklichen Befehl hat eine, anscheinend von einem Offizier geführte, Patrouille des 14. Armeekorps am 2. August die Grenze überschritten. Sie ist scheinbar abgeschossen, nur ein Mann ist zurückgekehrt. Aber lange bevor diese einzige Grenzüberschreitung erfolgte, haben französische Flieger bis nach Süddeutschland hinein auf unsere Bahnlinien Bomben abgeworfen, haben am Schluchtpaß französische Truppen unsere Grenzschutztruppen angegriffen. Unsere Truppen haben sich, dem Befehle gemäß, zunächst auf die Abwehr beschränkt.

So weit die Meldung des Generalstabs.

Meine Herren, wir sind jetzt in der Notwehr; und Not kennt kein Gebot! Unsere Truppen haben Luxemburg besetzt, vielleicht schon belgisches Gebiet betreten. Meine Herren, das widerspricht den Geboten des Völkerrechts. Die französische Regierung hat zwar in Brüssel erklärt, die Neutralität Belgiens respektieren zu wollen, solange der Gegner sie respektiert. Wir wußten aber, daß Frankreich zum Einfall bereit stand. Frankreich konnte warten, wir aber nicht! Ein französischer Einfall in unsere Flanke am unteren Rhein hätte verhängnisvoll werden können. So waren wir gezwungen, uns über den berechtigten Protest der luxemburgischen und der belgischen Regierung hinwegzusetzen. Das Unrecht — ich spreche offen —, das Unrecht, das wir damit tun, werden wir wieder gutzumachen suchen, sobald unser militärisches Ziel erreicht ist. Wer so bedroht ist wie wir, und um sein Höchstes kämpft, der darf nur daran denken, wie er sich durchhaut!

Meine Herren, wir stehen Schulter an Schulter mit Oesterreich-Ungarn. — Was die Haltung Englands betrifft, so haben die Erklärungen, die Sir *Edward Grey* gestern im englischen Unterhaus abgegeben hat, den Standpunkt klargestellt, den die englische Regierung einnimmt. Wir haben der englischen Regierung die Erklärung abgegeben, daß, solange sich England neutral verhält, unsere Flotte die Nordküste Frankreichs nicht angreifen wird, und daß wir die territoriale Integrität und die Unabhängigkeit Belgiens nicht antasten werden. Diese Erklärung wiederhole ich hiermit vor aller Welt, und ich kann hinzusetzen, daß, solange England neutral bleibt, wir auch bereit wären, im Falle der Gegenseitigkeit keine feindlichen Operationen gegen die französische Handelsschiffahrt vorzunehmen.

Meine Herren, soweit die Hergänge. Ich wiederhole das Wort des Kaisers: »Mit reinem Gewissen zieht Deutschland in den Kampf!« Wir kämpfen um die Früchte unserer friedlichen Arbeit, um das Erbe einer großen Vergangenheit und um unsere Zukunft. Die 50 Jahre sind noch nicht vergangen, von denen *Moltke* sprach, daß wir gerüstet dastehen müßten, um das Erbe, um die Errungenschaften von 1870 zu verteidigen. Jetzt hat die große Stunde der Prüfung für unser Volk geschlagen. Aber mit heller Zuversicht sehen wir ihr entgegen. Unsere Armee steht im Felde, unsere Flotte ist kampfbereit —, hinter ihr das ganze deutsche Volk! — Das ganze deutsche Volk bis auf den letzten Mann!

Sie, meine Herren, kennen Ihre Pflicht in ihrer ganzen Größe. Die Vorlagen bedürfen keiner Begründung mehr. Ich bitte um ihre schnelle Erledigung.

(Der ganze Reichstag erhebt sich; alle Parteien spenden wiederholt während der Rede und nochmals zum Schluß stürmischen, einmütigen, minutenlangen Beifall, ebenso alle Tribünen.)

III. — Reichstagsrede des Reichskanzlers, 19. August 1914.

(S. oben S. 159.)

IV. — Reichstagsrede des Reichskanzlers, 2. Dezember 1914.

(S. oben S. 219.)

V. — Runderlaß des Reichskanzlers, 24. Dezember 1914.

(Norddeutsche Allgemeine Zeitung Nr. 322, 25. Dez. 1914, zweite Ausgabe.)

Wie Wolffs Telegraphisches Bureau erfährt, hat der Reichskanzler an die Kaiserlichen Botschafter und Gesandten nachfolgenden Runderlaß gerichtet:

Großes Hauptquartier, 24. Dezember.

In der Rede, die Ministerpräsident *Viviani* in der französischen Kammer gehalten hat, befindet sich der Passus, daß Frankreich und Rußland am 31. Juli dem englischen Vorschlag beigestimmt hätten, die militärischen Vorbereitungen einzustellen und in Verhandlungen in London einzutreten; hätte Deutschland zugestimmt, so hätte der Friede noch in dieser letzten Stunde erhalten werden können. Da ich diese im französischen Parlament ausgesprochene falsche Behauptung gegenwärtig von der Tribüne des Reichstages nicht widerlegen kann, so sehe ich mich veranlaßt, Euer P. P. die nachfolgenden Darlegungen zuzustellen mit dem Ersuchen, davon den weitgehendsten Gebrauch zu machen:

Der britische Konferenzvorschlag, der im englischen Blaubuch unter Nr. 36[1]) abgedruckt ist, stammt vom 26. Juli. Sein Inhalt war, daß Vertreter von Deutschland, Frankreich und Italien mit Sir *E. Grey* in London zusammentreten sollten, um dort einen Ausweg aus den Schwierigkeiten, die in der serbischen Frage entstanden waren, zu suchen. Von Anfang an hatte Deutschland den Standpunkt vertreten, daß der Konflikt zwischen Serbien und Oesterreich-Ungarn eine Angelegenheit sei, die nur die nächstbeteiligten beiden Staaten berühre. Diesen Standpunkt hat auch Sir *Edward Grey* später selbst anerkannt. Deutschland mußte den englischen Konferenzvorschlag ablehnen, weil es nicht zulassen konnte, daß Oesterreich-Ungarn in einer Frage seiner nationalen Lebensinteressen, die nur Oesterreich-Ungarn selbst anging, einem Tribunal der Großmächte unterstellt wurde. Aus dem deutschen Weißbuch geht hervor, daß auch Oesterreich-Ungarn den Konferenzvorschlag als unannehmbar bezeichnete. Durch seine Kriegserklärung an Serbien dokumentierte es seinen festen Willen, die serbische Frage ohne das Dazwischentreten der Mächte allein zu regeln. Zugleich erklärte es aber, um alle gerechten Ansprüche Rußlands zu befriedigen, sein vollkommenes territoriales Desinteressement Serbien gegenüber.

Da Rußland sich nicht mit dieser Versicherung begnügte, war aus der serbischen Frage eine europäische geworden, die zunächst in einer Spannung zwischen Oesterreich-Ungarn und Rußland ihren Ausdruck fand. Um zu verhindern, daß aus dieser Spannung eine europäische Konflagration sich entwickelte, mußte ein neuer Boden gesucht werden, auf dem eine Vermittlungsaktion der Mächte sich anbahnen konnte. Es war Deutschland, dem das Verdienst gebührt, diesen Boden zuerst betreten zu haben. Staatssekretär *von Jagow* wies in seinem Gespräch mit dem britischen Botschafter am

[1]) S. oben S. 396 Nr. CCXLVII. — Herausgeber.

27. Juli [1]) darauf hin, daß er in dem Wunsche Rußlands, mit Oesterreich-Ungarn direkt zu verhandeln, eine Entspannung der Lage und die beste Aussicht auf eine friedliche Lösung erblickte. Diesen Wunsch, durch den die englische Konferenzidee auch nach russischer Meinung vorläufig ausgeschaltet war, hat Deutschland von dem Tage an, wo er geäußert wurde, mit aller Energie, die ihm zu Gebote stand, in Wien unterstützt.

Kein Staat kann ehrlicher und energischer danach gestrebt haben, den Frieden der Welt zu erhalten, als Deutschland.

England selbst verzichtete nunmehr darauf, seine Konferenzidee weiter zu verfolgen, und unterstützte auch seinerseits den Gedanken der direkten Verhandlungen zwischen Wien und Petersburg (Blaubuch 67 [2]). Diesem begegneten jedoch Schwierigkeiten, und zwar Schwierigkeiten, die nicht von Deutschland und Oesterreich-Ungarn, sondern von den Ententemächten herbeigeführt wurden.

Sollten Deutschlands Bemühungen gelingen, so bedurfte es des guten Willens der nicht unmittelbar engagierten Mächte. Es bedurfte aber auch des Stillehaltens der Hauptbeteiligten, denn wenn eine der beiden Mächte, zwischen denen vermittelt werden sollte, die im Gange befindliche Aktion durch militärische Maßnahmen störte, so war von vornherein klar, daß diese Aktion nie zum Ziele gelangen konnte.

Wie stand es nun mit dem guten Willen der Mächte?

Wie Frankreich sich verhielt, ergibt sich mit Deutlichkeit aus dem französischen Gelbbuche. Es traute den deutschen Versicherungen nicht. Alle Schritte des deutschen Botschafters Freiherrn *von Schoen* wurden mit Mißtrauen aufgenommen. Sein Wunsch auf mäßigende Einwirkung Frankreichs in Petersburg wurde nicht beachtet. Man glaubte annehmen zu sollen, daß die Schritte Herrn *von Schoens* nur dazu bestimmt waren, *à compromettre la Français au regard de la Russie*. Aus dem französischen Gelbbuche ergibt sich, daß Frankreich keinen einzigen positiven Schritt im Interesse des Friedens getan hat.

Was für eine Haltung hat England eingenommen?

In den diplomatischen Gesprächen gab es sich den Anschein, bis zur letzten Stunde zu vermitteln, aber seine äußeren Handlungen hatten es auf die Demütigung der beiden Dreibundmächte abgesehen. England war die erste Großmacht, die militärische Maßnahmen in großem Stile anordnete und dadurch eine Stimmung insbesondere bei Rußland und Frankreich schuf, die allen Vermittelungsaktionen im höchsten Grade abträglich war. Es ergibt sich aus dem Berichte des französischen Geschäftsträgers in London vom 27. Juli (Gelbbuch Nr. 66 [3]), daß schon am 24. Juli der Befehlshaber der englischen Flotte diskret seine Maßnahmen für die Zusammenziehung

---

[1]) S. oben S. 398 Nr. CCLIII. — Herausgeber.

[2]) S. oben S. 410 Nr. CCLXXII. — Herausgeber.

[3]) S. oben S. 516 Nr. CCCCLXXXIII. — Herausgeber.

der Flotte bei Portland getroffen hatte Großbritannien hat also schon früher mobilisiert als selbst Serbien. Großbritannien hat sich ferner ebenso wie Frankreich geweigert, in Petersburg mäßigend und zügelnd einzuwirken. Auf die Meldung des englischen Botschafters in Petersburg, aus der ganz klar hervorging, daß nur eine Mahnung an Rußland, mit der Mobilisation einzuhalten, die Situation retten konnte, hat Sir *E. Grey* nichts getan, sondern die Dinge gehen lassen, wie sie gingen. Zu gleicher Zeit hat er aber geglaubt, daß es nützlich sein werde, Deutschland und Oesterreich-Ungarn, wenn auch nicht in ganz klarer Weise, doch deutlich darauf hinzuweisen, daß sich auch England an einem europäischen Kriege beteiligen könnte.

Zu derselben Zeit also, wo England sich nach dem Fallenlassen seiner Konferenzidee den Anschein gab, zu wünschen, daß sich Oesterreich-Ungarn auf Deutschlands Vermittelung hin nachgiebig zeigen sollte, weist Sir *Edward Grey* den österreichisch-ungarischen Botschafter in London auf die englische Flottenmobilisation hin (Blaubuch 48[1]), gibt dem deutschen Botschafter zu verstehen, daß sich auch England an einem Kriege beteiligen könnte und unterrichtet die Botschafter des Zweibundes sofort von dieser an die deutsche Adresse gerichteten Warnung, womit der Sieg der Kriegspartei in Petersburg besiegelt war. Es war das gerade diejenige Haltung, die nach der sachverständigen Ansicht des englischen Botschafters *Buchanan* am ungeeignetsten war, eine gute Stimmung zwischen den Mächten hervorzurufen.

Unter diesen Schwierigkeiten wird man es als einen besonderen Erfolg betrachten dürfen, daß es Deutschland gelang, Oesterreich-Ungarn dem Wunsche Rußlands, in Sonderverhandlungen einzutreten, geneigt zu machen.

Hätte Rußland, ohne seinerseits militärische Maßnahmen zu treffen, die Verhandlungen mit Oesterreich-Ungarn, das nur gegen Serbien mobilisiert hatte, in Gang gehalten, so hätte die volle Aussicht auf Erhaltung des Weltfriedens bestanden. Statt dessen mobilisierte Rußland gegen Oesterreich-Ungarn, wobei *Ssasonoff* sich völlig klar darüber war (vgl. Blaubuch 78[2]), daß damit alle direkten Verständigungen mit Oesterreich-Ungarn hinfielen.

Das mühsame Resultat der deutschen Vermittelungsverhandlungen war damit mit einem Schlage erledigt.

Was geschah nun seitens der Ententemächte, um den Frieden in der letzten Stunde zu erhalten?

Sir *Edward Grey* nahm seinen Konferenzvorschlag wieder auf, aber nach Ansicht des Herrn *Ssasonoff* war jetzt der geeignete Moment gekommen, um unter dem Drucke der russischen Mobilisation gegen Oesterreich-Ungarn den alten englischen Gedanken der Konversation zu Vieren wieder zu empfehlen (Deutsches Weißbuch Seite 7[3]).

---

[1]) S. oben S. 401 Nr. CCLVIII. — Herausgeber.

[2]) S. oben S. 415 Nr. CCLXXXVIII. — Herausgeber.

[3]) S. oben S. 215. — Herausgeber.

Graf *Pourtalès* ließ den Minister nicht im Zweifel darüber, daß nach seiner Auffassung die Ententemächte hiermit dasselbe von Oesterreich-Ungarn verlangten, was sie Serbien nicht hatten zumuten wollen, nämlich unter militärischem Druck nachzugeben.

Unter solchen Umständen konnte Deutschland und Oesterreich-Ungarn der Konferenzgedanke unmöglich sympathisch sein. Trotzdem erklärte Deutschland in London, daß es im Prinzip den Vorschlag einer Intervention der vier Mächte annehme. Ihm widerstrebe lediglich die Form einer Konferenz. Gleichzeitig drang der deutsche Botschafter in Petersburg in *Ssasonoff*, auch seinerseits Konzessionen zu machen, um ein Kompromiß zu ermöglichen. Daß diese Bemühungen fruchtlos blieben, ist bekannt. Rußland selbst schien an der weiteren Vermittelungstätigkeit Deutschlands in Wien, die bis zur letzten Stunde weiter geführt wurde, nichts mehr zu liegen. Es ordnete in der Nacht vom 30. zum 31. Juli die Mobilisation seiner gesamten Streitkräfte an, was die Mobilisation Deutschlands und dessen spätere Kriegserklärung zur Folge haben mußte.

Angesichts dieses Ganges der Ereignisse ist es nicht verständlich, wie ein verantwortlicher Staatsmann den Mut finden kann, zu behaupten, daß Deutschland, das sich der russischen Mobilisation, den militärischen Vorbereitungen Frankreichs und der Mobilisierung der englischen Flotte gegenüber fand, noch am 31. Juli durch die Annahme einer unter den erhobenen Waffen der Ententemächte abzuhaltenden Konferenz den Frieden hätte retten können.

Es war nicht das bis zur letzten Stunde in Wien vermittelnde Deutschland, das die Idee der Vermittelung der vier Mächte unmöglich gemacht hat. Es waren die militärischen Maßnahmen der Ententemächte, die Friedensworte im Munde führten, während sie zum Kriege entschlossen waren.

gez. *v. Bethmann Hollweg.*

VI. — Auslassung der „Norddeutschen Allgemeinen Zeitung“, 26. März 1915.

(„Norddeutsche Allgemeine Zeitung“, Nr. 85; 26. März 1915, Zweite Ausgabe.)

Sir *Edward Grey* hat vor einigen Tagen eine Rede über den Ursprung des Krieges gehalten, die im Wortlaut noch nicht vorliegt. Schon die übermittelten telegraphischen Auszüge aber lassen erkennen, daß der Minister sich einer Sprache bedient hat, die seinem guten Geschmack wenig Ehre macht, und die ganz der Tonart entspricht, in der auch andere englische Minister nach Ausbruch des Krieges eine schlechte Sache durch hochtönende Worte zu verteidigen suchen. Es darf nur daran erinnert werden, daß der englische Premierminister die loyalen Vorschläge der deutschen Regierung, die bezweckten, einen Krieg zwischen den beiden stammverwandten Völkern Deutschland und England zu vermeiden, als *infamous proposals* zu kennzeichnen sich nicht gescheut hat.

Sir *Edward Grey* behauptet, daß der Krieg durch die Zurückweisung des englischen Vorschlages entstanden sei, den Streitfall zwischen Oesterreich und Serbien einer Konferenz der Mächte zu unterbreiten oder vor das Haager Schiedsgericht zu bringen. Soviel Worte, soviel Entstellungen. Den Konferenzvorschlag hat Deutschland abgelehnt, weil es sich um eine nur die beiden beteiligten Staaten berührende Angelegenheit handelte und weil es mit der Würde seines österreichisch-ungarischen Bundesgenossen unvereinbar war, die Maßnahmen, die es für die Abwehr der verbrecherischen Uebergriffe eines kleinen Nachbarstaates zu treffen für notwendig fand, von dem *Placet* anderer dabei nicht beteiligter Großmächte abhängig zu machen. Sir *Edward Grey* selbst hat es in einer Unterredung mit dem Fürsten *Lichnowsky* am 24. Juli ausgesprochen, daß, solange das österreichische Ultimatum an Serbien nicht zu Reibungen zwischen Rußland und Oesterreich führe, ihn die Sache nicht berühre (Englisches Blaubuch Nr. 11)[1].

Außerdem hätte Deutschland, wenn es den Konferenzgedanken Sir *Edward Greys* aufnahm, sich der Gefahr ausgesetzt, sich plötzlich einer erdrückenden russischen Uebermacht an seiner Ostgrenze gegenüberzusehen. Der englische Konferenzvorschlag stammt vom 26. Juli (Englisches Blaubuch Nr. 36)[2]. Aus dem Telegramm des Zaren an S. M. den Kaiser am 30. Juli aber geht hervor, daß Rußland bereits am 25. Juli seine militärischen Maßnahmen beschlossen hatte. Die Beratungen der Konferenz wären damit unter dem Druck der russischen Mobilmachung vor sich gegangen.

Als infolge der Einmischung Rußlands, das durch seine diplomatischen Vertreter wie inoffizielle panslawistische Agenten jahrelang die provokatorische Haltung Serbiens gegen Oesterreich-Ungarn geschürt hatte, was der englischen Regierung sehr wohl bekannt ist, die Angelegenheit tatsächlich zu einem Konflikt zwischen Oesterreich und Rußland auszuwachsen drohte, hat die deutsche Regierung mit allen ihr zu Gebote stehenden Mitteln eine direkte Verständigung zwischen Rußland und Oesterreich-Ungarn herbeizuführen gesucht. Sir *Edward Grey* selbst hat dem deutschen Botschafter am 29. Juli eine solche Verständigung zwischen Oesterreich und Rußland als die denkbar beste Lösung bezeichnet (Englisches Blaubuch Nr. 84)[3]. Er hat aber in keiner Weise zur Förderung dieser direkten Verständigung beigetragen. Er hat vielmehr an demselben Tage den verhängnisvollen Schritt getan, dem französischen Botschafter zu verstehen zu geben, daß im Falle eines europäischen Krieges England sich auf die Seite der Ententemächte stellen würde (Englisches Blaubuch Nr. 87)[4]. Damit hat Sir *Edward Grey* Oel in die Flammen geschüttet. Am 31. Juli mobilisierte Rußland seine gesamten Streitkräfte und bereitete damit dem direkten Meinungsaustausch, der dank

[1]) S. oben S. 386 Nr. CCXXIV. — Herausgeber.
[2]) S. oben S. 396 Nr. CCXLVII. — Herausgeber.
[3]) S. oben S. 418 Nr. CCXCIV. — Herausgeber.
[4]) S. oben S. 420 Nr. CCXCVII. — Herausgeber.

den angestrengten Bemühungen und den energischen Vorstellungen Deutschlands in Petersburg und Wien tatsächlich eingeleitet worden war, ein jähes Ende. Durch diesen Schritt Rußlands war die Mobilisierung der deutschen Armee und damit der Krieg unvermeidlich geworden, denn die deutsche Heeresleitung konnte Rußland nicht die Zeit lassen, seine überwältigenden Streitkräfte an seiner Ostgrenze zu versammeln.

Die einzige Möglichkeit, den Krieg zu vermeiden, bestand in der Einstellung der russischen Mobilmachungsmaßnahmen, wie sie Deutschland in seinem Ultimatum an Rußland gefordert hat. Die russische Regierung hat die Forderung abgelehnt. Es ist bezeichnend, daß Sir *Edward Grey* diese Tatsache sowie die Tatsache der Mobilmachung der gesamten russischen Armee in seiner Rede überhaupt nicht erwähnt. Es gibt das einen Anhaltspunkt für den historischen Wert auch seiner weiteren Darlegungen.

Der Minister führt ferner aus, England habe Deutschland wiederholt die Versicherung gegeben, daß es keine Angriffe auf das Deutsche Reich unterstützen werde, daß es aber abgelehnt habe, zu versprechen, im Falle agressiven Vorgehens Deutschlands gegen seine Nachbarn neutral zu bleiben. Welchen Wert diese Versicherung Englands hat, ergibt sein Eingreifen in den gegenwärtigen Krieg, trotz der weitgehenden Erklärungen und Zusicherungen, die die deutsche Regierung bezüglich Frankreichs und Belgiens in London für den Fall abgegeben hatte, daß ein Krieg mit Rußland nicht zu vermeiden sein würde. Diese Erklärungen taten in unzweideutiger Weise kund, daß Deutschland agressive Absichten gegen Frankreich und Belgien durchaus fernlagen. Der englischen Regierung aber waren diese Erklärungen unbequem und unerwünscht und sie behandelte sie daher als „*infamous proposals*“. Von deutscher Seite ist überdies nie an England das Ansinnen gestellt worden, wie Sir *Edward Grey* das behauptet, auch im Falle eines deutschen Agressivkrieges neutral zu bleiben. Sir *Edward Grey* hat vielmehr die langjährigen Bemühungen der deutschen Regierung, mit England zu einer Verständigung zu gelangen und die Gefahren eines kriegerischen Konfliktes zwischen beiden Ländern auszuschließen, stets zurückgewiesen, weil es für sie nur ein Ziel gab, die sogenannte Aufrechterhaltung des Gleichgewichts der Kräfte, das heißt mit anderen Worten die Niederhaltung Deutschlands durch die russisch-französisch-englische Koalition.

Zu diesem Zwecke hat England geheime politische und militärische Abmachungen mit Frankreich und Rußland getroffen, deren Bestehen die englischen Minister vor dem englischen Parlament immer abgeleugnet haben und die erweisen, welche weitgehenden Vorbereitungen England mit seinen Bundesgenossen für den jetzigen Vernichtungskrieg gegen Deutschland getroffen hat. Diese Abmachungen, deren Vorhandensein der deutschen Regierung bekannt war, sind der Grund für die immer steigenden Rüstungen zu Lande und zu Wasser gewesen, zu denen Deutschland in den letzten Jahren gezwungen gewesen ist. Die deutschen Maßnahmen bezweckten die Abwehr eines drohenden Angriffes, nicht einen Angriffskrieg, wie das Sir *Edward*

Grey angesichts der Tatsache zu behaupten wagt, daß Deutschland und Oesterreich-Ungarn die einzigen Großmächte sind, die in 44 Jahren nicht zum Schwert gegriffen haben.

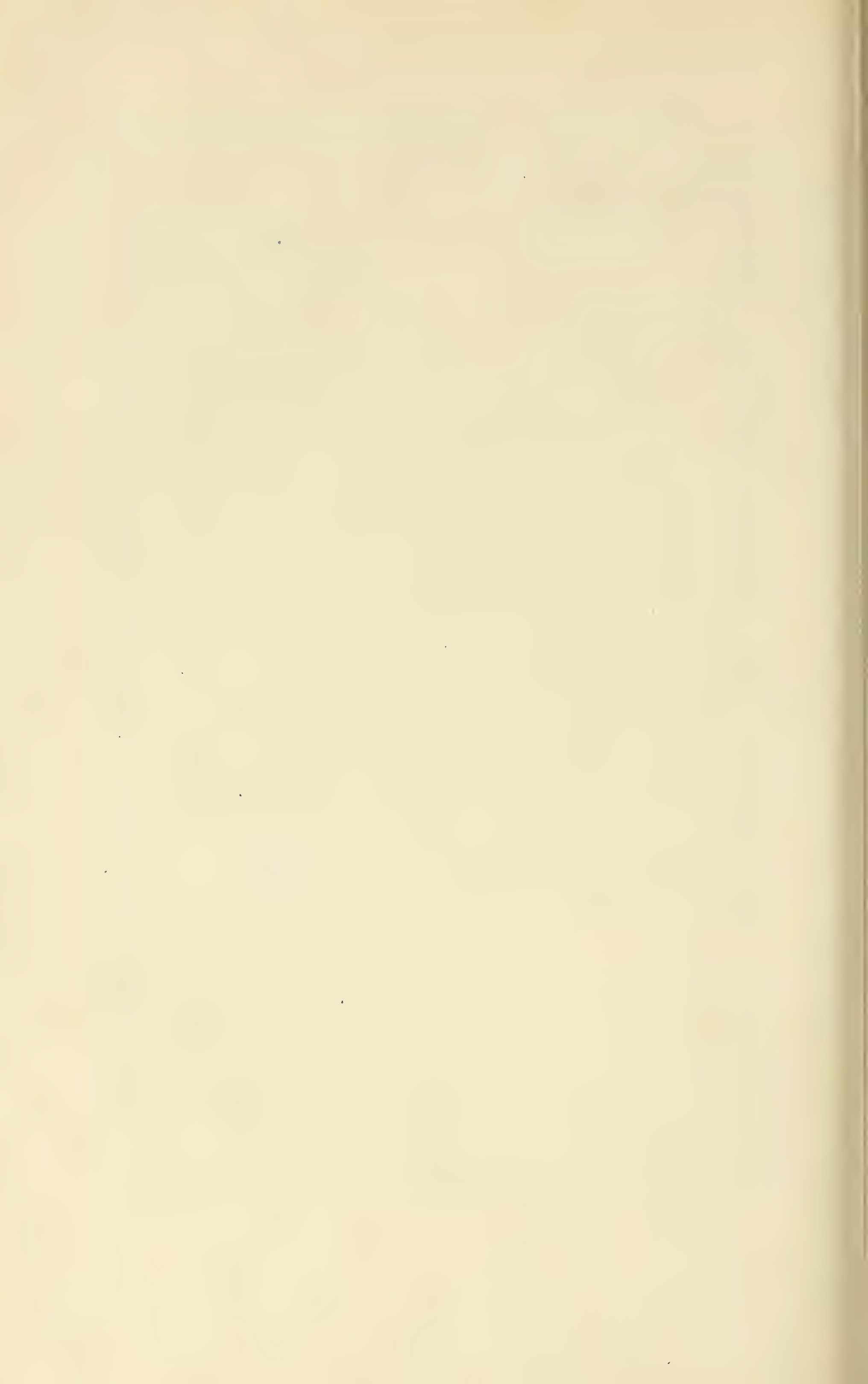
Was die Ausführungen Sir *Edward Greys* über Belgien betrifft, so sei nochmals festgestellt, daß Deutschland der englischen Regierung die Integrität Belgiens garantiert hatte und daß Sir *Edward Grey* die Frage des Fürsten *Lichnowsky* verneint hat, ob England neutral bleiben werde, falls Deutschland die belgische Neutralität respektiere. Wenn Belgien in den Krieg hineingezogen worden ist, so trägt hierfür die Verantwortung einzig und allein Sir *Edward Grey*, der die belgische Regierung aufgefordert hat, sich dem Einmarsch der deutschen Truppen zu widersetzen (Englisches Blaubuch Nr. 155)[1]), während der König der Belgier lediglich um diplomatische Intervention zur Sicherung der belgischen Integrität gebeten hatte (Englisches Blaubuch Nr. 153)[2]). Der englischen Regierung, von der es dann militärisch in ganz unzureichender Weise unterstützt wurde, sowie der Haltung seiner Bevölkerung, die den deutschen Truppen mit bewaffneter Hand entgegentrat und die furchtbarsten Greuel selbst an den deutschen Verwundeten verübte, hat Belgien sein Schicksal zu verdanken, und an England, nicht an Deutschland, werden sich einmal die Geschädigten zu halten haben.

Sir *Edward Grey* behauptet schließlich, Deutschland erstrebe die Herrschaft über die Völker des Kontinents, um diesen nicht die Freiheit, sondern die Dienstbarkeit unter Deutschland zu bringen. Das deutsche Volk kämpft um zwei Dinge. Es kämpft einmal den ihm aufgezwungenen Verteidigungskampf zur Erhaltung seiner Unabhängigkeit und gegen die ihm von England angedrohte Vernichtung; es kämpft aber auch um ein ideales Ziel im Interesse der ganzen Welt: es kämpft um die Freiheit der Meere, es kämpft um die Befreiung aller Völker, insbesondere aber auch der kleinen und schwachen Staaten, von der Gewaltherrschaft der englischen Flotte.

---

[1]) S. oben S. 675 Nr. DCLXXXVI. — Herausgeber.

[2]) S. oben S. 674 Nr. DCLXXXIV. — Herausgeber.



Registerteil.

A. Verzeichnis der Urkunden nach Zeitfolge.

Vorbemerkungen.

Die Bezeichnungen hinter dem senkrechten Strich geben die Nummern in den Buntbüchern und in den sonstigen Staatspublikationen an, und zwar bedeutet:

BA.	=	*„Belgische Aktenstücke“ (die Berichte belgischer Vertreter an das Auswärtige Amt in Brüssel;* s. S. 1 Anm. * und S. 154 in diesem Bande).
Bb.	=	*Englisches Blaubuch* (s. S. 210 in diesem Bande).
Gb. I	=	*Belgisches Graubuch I* (s. S. 557 und S. 210 in diesem Bande).
Gb. II	=	*Belgisches Graubuch II* (s. S. 557 und S. 210 in diesem Bande).
Glb.	=	*Französisches Gelbbuch* (s. S. 210 in diesem Bande).
Ob.	=	*Russisches Orangebuch* (s. S. 210 in diesem Bande).
Rb.	=	*Oesterreichisches Rotbuch* (s. S. 210 in diesem Bande).
Serb. Blb.	=	*Serbisches Blaubuch* (s. S. 210 in diesem Bande).
Wb.	=	*Deutsches Weißbuch* (s. S. 210 in diesem Bande).

[Unter B folgt ein alphabetisches Namenverzeichnis der in dem nachstehenden Register und in den Urkunden vorkommenden Staatsmänner; unter C ein Nachweis der aus den Buntbüchern entnommenen Urkunden gemäß deren Folge in den einzelnen Buntbüchern.]

		Seite im Jahrbuch des Völkerrechts	Nummer in den Staatspublikationen
1906.			
14. I.	Grootven an Favereau	20	**BA.** 15
6. III.	Leghait an Favereau	20	„ 16
5. IV.	Greindl an Favereau	22	„ 17
10. IV.	Ducarme an Cousemant d'Alkenade	651	**Wb.** 9
23. VI.	Lalaing an Favereau	23	**BA.** 18
16. VII.	Greindl an Favereau	24	„ 19
28. VII.	Lalaing an Favereau	26	„ 20
1907.			
4. II.	Leghait an Favereau	27	„ 21
8. II.	Lalaing an Favereau	28	„ 22
9. II.	Greindl an Favereau	29	„ 23
10. II.	Leghait an Favereau	29	„ 24
28. III.	Cartier an Favereau	31	„ 25
28. III.	Greindl an Favereau	32	„ 26
8. IV.	Greindl an Favereau	34	„ 27
12. IV.	Cartier an Favereau	35	„ 28
18. IV.	Greindl an Favereau	36	„ 29
24. V.	Lalaing an Davignon	38	„ 30
30. V.	Greindl an Davignon	39	„ 31
8. VI.	Greindl an Davignon	43	„ 32
17. VI.	Leghait an Davignon	44	„ 33
19. VI.	Lalaing an Davignon	45	„ 34
22. VI.	Greindl an Davignon	46	„ 35
1. VII.	Greindl an Davignon	48	„ 36
10. VIII.	Cartier an Davignon	49	„ 37
11. X.	Lalaing an Davignon	50	„ 38
1908.			
27. I.	Greindl an Davignon	51	„ 39
27./30. I.	Leghait an Davignon	53	„ 40
29. I.	Greindl an Davignon	55	„ 41
2. II.	Greindl an Davignon	56	„ 42
28. III.	Greindl an Davignon	56	„ 43
6. V.	Greindl an Davignon	57	„ 44
10. V.	Greindl an Davignon	58	„ 45
13. V.	Greindl an Davignon	60	„ 46
30. V.	Greindl an Davignon	62	„ 47
12. VI.	Greindl an Davignon	63	„ 48
4. VII.	Greindl an Davignon	65	„ 49
18. VII.	Greindl an Davignon	66	„ 50
20. VII.	Leghait an Davignon	67	„ 51
8. X.	Leghait an Davignon	68	„ 52

Datum		Seite im Jahrbuch des Völkerrechts	Nummer in den Staatspublikationen
1912.			
26. IV.	Greindl an Davignon	118	**BA.** 91
28. VI.	Beyens an Davignon	119	" 92
18. X.	Beyens an Davignon	120	" 93
24. X.	Beyens an Davignon	121	" 94
31. X.	Lalaing an Davignon	122	" 95
22. XI.	Grey an Paul Cambon 202 (s. auch 277, 295, 433, 639)		**Wb.** 7
23. XI.	Paul Cambon an Grey 202 (s. auch 278, 434, 640)		" 7
30. XI.	Beyens an Davignon	123	**BA.** 96
1913.			
14. II.	Guillaume an Davignon	125	" 97
19. II.	Guillaume an Davignon	126	" 98
21. II.	Guillaume an Davignon	127	" 99
22. II.	Guillaume an Davignon	557	**Gb. II** 1
24. II.	Lalaing an Davignon	128	**BA.** 100
3. III.	Guillaume Davignon	129	" 101
18. III.	Beyens an Davignon	130	" 102
... März.	Deutscher Diplomatenbericht	636	**Wb.** 7
4. IV.	Beyens an Davignon	132	**BA.** 103
16. IV.	Guillaume an Davignon	133	" 104
17. IV.	Guillaume an Davignon	134	" 105
2. V.	Beyens an Davignon	583	**Gb. I** 12
26. V.	Beyens an Davignon	134	**BA.** 106
12. VI.	Guillaume an Davignon	136	" 107
7. XI.	Lalaing an Davignon	137	" 108
13. XII.	Lalaing an Davignon	138	" 109
1914.			
16. I.	Guillaume an Davignon	139	" 110
20. II.	Beyens an Davignon	141	" 111
10. III.	Guillaume an Davignon	142	" 112
2. IV.	Beyens in Berlin an Davignon	558	**Gb. II** 2
24. IV.	Beyens an Davignon	145	**BA.** 113
25. IV.	Guillaume an Davignon	146	" 114
8. V.	Guillaume an Davignon	148	" 115
... Mai.	Deutscher Diplomatenbericht	640	**Wb.** 7
9. VI.	Guillaume an Davignon	149	**BA.** 116
11. VI.	Lalaing an Davignon	150	" 117
12. VI.	Beyens an Davignon	151	" 118
29. VI.	von Storck an Berchtold	320	**Rb.** 1
30. VI.	von Storck an Berchtold	320	" 2
... Juni	(ohne Datum). Deutscher Diplomatenbericht	641	**Wb.** 7
... Juni	(ohne Datum). Deutscher Diplomatenbericht	641	" 7

		Seite im Jahrbuch des Völkerrechts	Nummer in den Staatspublikationen
1914.			
27. VII.	Bienvenu-Martin an Jules Cambon und die französischen Botschafter in London, Petersburg, Wien, Rom	513	**Glb.** 61
27. VII.	Bienvenu-Martin an die französischen Botschafter in London, Petersburg, Wien, Rom	514	„ 62
27. VII.	Fleuriau an Bienvenu-Martin	515	„ 63
27. VII.	Paléologue an Bienvenu-Martin	515	„ 64
27. VII.	Bompard an Bienvenu-Martin	516	„ 65
27. VII.	Fleuriau an Bienvenu-Martin	516	„ 66
27. VII.	Jules Cambon an Bienvenu-Martin . . .	516	„ 67
27. VII.	Fleuriau an Bienvenu-Martin (Nr. CCCCLXXXIV)	517	„ 68
27. VII.	Fleuriau an Bienvenu-Martin (Nr. CCCCLXXXV)	517	„ 69
27. VII.	Bienvenu-Martin an Fleuriau	518	„ 70
27. VII.	Fleuriau an Bienvenu-Martin	518	„ 71
27. VII.	Barrère an Bienvenu-Martin	519	„ 72
27. VII.	Jules Cambon an Bienvenu-Martin . . .	519	„ 73
27. VII.	Jules Cambon an Bienvenu-Martin . . .	520	„ 74
27. VII.	Bienvenu-Martin an die französischen Botschafter in London, Petersburg, Berlin, Wien, Rom	521	„ 75
27. VII.	Der Zar an Prinz Alexander von Serbien	603	**Serb. Blb.** 43
28. VII.	Szögyény an Berchtold	353	**Rb.** 35
28. VII.	Berchtold an das königl. serbische Ministerium des Aeußern in Belgrad . (Nr. CLXVIII)	353	„ 37
	(Oesterreichs Kriegserklärung an Serbien)		
28. VII.	Berchtold an Szögyeny	354	„ 38
28. VII.	Berchtold an Mensdorff	355	„ 39
28. VII.	Berchtold an Szápáry	355	„ 40
28. VII.	Berchtold an Mensdorff	356	„ 41
28. VII.	Berchtold an Szögyény	358	„ 42
28. VII.	Berchtold an Szögyény	359	„ 43
28. VII.	Der Reichskanzler an die Bundesregierungen	368	**Wb.** 3 Nr. 2
28. VII.	Der Reichskanzler an Pourtalès	373	„ 3 Nr. 16
28. VII.	Tschirschky an den Reichskanzler	374	„ 3 Nr. 18
28. VII.	Der Kaiser an den Zaren	375	„ 3 Nr. 22
28. VII.	Oesterreichisch-Ungarische Note an die englische Botschaft in Wien	403	**Bb.** 50
28. VII.	Bunsen an Grey	403	„ 50

		Seite im Jahrbuch des Völkerrechts	Nummer in den Staatspublikationen
1914.			
4. VIII.	Davignon an die belgischen Gesandten in Paris, London, Petersburg	612	**Gb. I** 38
4. VIII.	Lalaing an Davignon	614	„ 39
4. VIII.	Davignon an die Gesandten Englands, Frankreichs, Rußlands in Brüssel	614	„ 40
4. VIII.	Mensdorff an Berchtold	660	**Rb.** 58
4. VIII.	Grey an Goschen	674	**Bb.** 153
4. VIII.	Villiers an Grey	674	„ 154
4. VIII.	Grey an Villiers	675	„ 155
4. VIII.	Grey an Goschen	675	„ 156
4. VIII.	Deutsches Auswärtiges Amt an Lichnowsky	675	„ 157
4. VIII.	Villiers an Grey	676	„ 158
4. VIII.	Grey an Goschen	676	„ 159
4. VIII.	Klobukowsky an Viviani	699	**Glb.** 152
4. VIII.	Paul Cambon an Viviani	699	„ 153
4. VIII.	Klobukowski an Viviani	700	„ 154
4. VIII.	Jules Cambon an Jagow	702	„ 155
4. VIII.	Die französische Regierung an die Vertreter der Mächte in Paris	705	„ 157
4. VIII.	Poincaré an das Parlament	706	„ 158
4. VIII.	Mollard an Doumergue	708	„ 156
4. VIII.	Eyschen an Mollard	709	„ 156
4. VIII.	Eyschen an Mollard	710	„ 156
4. VIII.	Buch an Eyschen	710	„ 156
4. VIII.	Mollard an Eyschen	710	„ 156
4. VIII.	Thronrede des Kaisers	724	
4. VIII.	Reichstagsrede des Reichskanzlers	725	
5. VIII.	Rede von Asquith im Unterhaus **(Englands Kriegserklärung an Deutschland)**	312	**Bb.** 97
5. VIII.	Berchtold an Szápáry	610	**Rb.** 59
5. VIII.	Lalaing an Davignon	615	**Gb. II** 16
5. VIII.	Lalaing an Davignon	616	„ 27
5. VIII.	Lalaing an Davignon	616	**Gb. I** 41
5. VIII.	Davignon an die belgischen Gesandten in Paris, London, Petersburg	617	„ 42
5. VIII.	Davignon an die belgischen Gesandten in Paris, London, Petersburg	617	„ 43
5. VIII.	Davignon an die Chefs aller belgischen Missionen	617	„ 44
5. VIII.	Beyens an Davignon	618	„ 45

Nachtrag.

B. Verzeichnis der im Urkundenregister und in den Urkunden vorkommenden Staatsmänner.

Acland, F. D., Unterstaatssekretär im Auswärtigen Amt in London.
Allizé, H., französischer Geschäftsträger in München.
d'Annonville, Michel, französischer Geschäftsträger in Luxemburg.
Apchier le Maugin, französischer Generalkonsul in Budapest.
d'Arschot Schoonhoven, Graf, belgischer Geschäftsträger in Paris.
Asquith, H. H., englischer Premierminister und Erster Lord des Schatzes.

Bapst, Edm., französischer Gesandter in Kopenhagen.
Barrère, Camille, französischer Botschafter in Rom.
Beaumont, englischer Geschäftsträger in Konstantinopel.
v. Below Saleske, deutscher Gesandter in Brüssel.
Benckendorff, Alexander, Graf, russischer Botschafter in London.
Berchtold, Leopold, Graf, österreichisch-ungarischer Ministerpräsident.
v. Bernstorff, Johann Heinrich, Graf, deutscher Botschafter in Washington.
Bertie, Sir Francis, englischer Botschafter in Paris.
v. Bethmann Hollweg, Dr., Reichskanzler, Präsident des Staatsministeriums und Minister der auswärtigen Angelegenheiten.
v. Beyens, Baron, belgischer Gesandter in Berlin.
Bienvenu-Martin, stellvertretender Minister der auswärtigen Angelegenheiten in Paris.
Bompard, Louis Maurice, französischer Botschafter in Konstantinopel.
Boppe, Jules Auguste, französischer Gesandter in Belgrad.
v. Bronewsky, A., russischer Botschaftsrat in Berlin.
v. Buch, deutscher Truppenkommandant in Luxemburg.
Buchanan, Sir George W., englischer Botschafter in Petersburg.
de Buisserat-Steenbecque de Blarenghien, C., Graf, belgischer Gesandter in Petersburg.
de Bunsen, Sir Maurice W. S., englischer Botschafter in Wien.

Cambon, Jules M., französischer Botschafter in Berlin.
Cambon, Paul, französischer Botschafter in London.
de Cartier de Marchienne, E., belgischer Geschäftsträger in London.
Chevalley, A., französischer Gesandter in Christiania.
Clary von Aldringen, Graf, österreichisch-ungarischer Gesandter in Brüssel.
Cousemant d'Alkemade, A., Generalleutnant, belgischer Kriegsminister.
Crackanthorpe, D., englischer Legationssekretär in Belgrad.

Davignon, J., belgischer Minister der auswärtigen Angelegenheiten.
Doumergue, G., französischer Minister der auswärtigen Angelegenheiten.
Ducarme, Generalmajor, Chef des belgischen Generalstabes.
Dumaine, A. Chilhaud-D., österreichischer Botschafter in Paris.

Errembault de Dudzeele, Graf, belgischer Gesandter in Wien.
de l'Escaille, B., belgischer Gesandtschaftsrat in Petersburg.
van der Elst, Baron, Generalsekretär im Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten in Brüssel.
Eyschen, luxemburgischer Ministerpräsident.

Fallon, A., Baron, belgischer Gesandter im Haag.
Farges, französischer Generalkonsul in Basel.
de Favereau, Baron, belgischer Minister der auswärtigen Angelegenheiten.
de Fleurieau, A., französischer Geschäftsträger in London.

Gerard, James W., amerikanischer Botschafter in Berlin.
v. Giesl, W., Freiherr v. Giesl-Gieslingen, österreichisch-ungarischer Gesandter in Belgrad.
Goschen, Sir Edward, englischer Botschafter in Berlin.
Grant Watson, englischer Legationssekretär in Brüssel.
Greindl, Baron, belgischer Gesandter in Berlin.
Grey, Sir Edward, englischer Minister der auswärtigen Angelegenheiten.
van Grootven, E., Legationsrat, belgischer Geschäftsträger in London.
Guillaume, Baron, belgischer Gesandter in Paris.

Hoflehner, H., österreichisch-ungarischer Gerent in Nisch.
zu Hohenlohe-Schillingsfürst, Gottfried, Prinz, österreichisch-ungarischer Botschafter in Berlin.

v. Jagow, deutscher Staatssekretär der auswärtigen Angelegenheiten.
Iswolsky, russischer Botschafter in Paris.
Jehlitschka, österreichisch-ungarischer Generalkonsul in Uesküb.
Jovanovitsch, Dr. M., serbischer Geschäftsträger in Berlin.

Kazansky, französischer Konsulatsverweser in Prag.
Klobukowsky, A. W., französischer Gesandter in Brüssel.
Kudaschew, J., Fürst, russischer Gesandter in Brüssel.

de Lalaing, Graf, belgischer Gesandter in London.
Langwerth v. Simmern, D., Freiherr, Legationsrat in Berlin.
de Leghait, A., belgischer Gesandter in Paris.
Lichnowsky, Karl Max, Fürst, deutscher Botschafter in London.

v. Macchio, Freiherr, österreichisch-ungarischer Botschafter in Rom.
de Manneville, Graf, französischer Geschäftsträger in Berlin.
v. Mensdorff-Pouilly-Dietrichstein, Graf, österreichisch-ungarischer Botschafter in London.
Mollard, A., französischer Gesandter in Luxemburg.
Müller von Szentgyörgy, L., Freiherr, österreichisch-ungarischer Botschafter in Tokio.

Paléologue, Maurice George, französischer Botschafter in Petersburg.
Paschitsch, N. C., serbischer Minister der auswärtigen Angelegenheiten.
Pellet, E. A. Marcellin, französischer Gesandter im Haag.
Poincaré, Raymond, Präsident der französischen Republik.
Pourtalès, Friedr., Graf, deutscher Botschafter in Petersburg.

v. Rex, A., Graf, deutscher Botschafter in Tokio.
Rodd, Sir J. Rennel, englischer Botschafter in Rom.
Roussin, französischer Generalkonsul in Frankfurt a. M.
Rumbold, H. G. A., englischer Botschaftsrat in Berlin.

Salviati, russischer Generalkonsul in Fiume.
Sasonow, S. D., russischer Minister der auswärtigen Angelegenheiten.
v. Schébéko, russischer Botschafter in Wien.
v. Schoen, Wilhelm Eduard, Freiherr, deutscher Botschafter in Paris.
Sewastopoulo, M., russischer Botschaftsrat in Paris.
Spalajkowitsch, Dr., serbischer Gesandter in Petersburg.
van den Steen de Jehay, F., Graf, belgischer Gesandter in Luxemburg
v. Storck, W., Ritter, Legationsrat, österreichischer Geschäftsträger in Belgrad.
v. Strandtman, B., russischer Geschäftsträger in Belgrad.
Swerbéew, S. N., russischer Botschafter in Berlin.
Szápáry, Graf, österreichisch-ungarischer Botschafter in Petersburg.
Szécsen von Temerin, N., Graf, österreichisch-ungarischer Botschafter in Paris.
v. Szögyény-Marich, L., Graf, österreichisch-ungarischer Botschafter in Berlin

Thiébaut, E., französischer Gesandter in Stockholm.
v. Tisza, Boros-Jenö et Szeged, Stephan, Graf, ungarischer Ministerpräsident.
Tittoni, T., italienischer Botschafter in Paris.
v. Tschirschky und Bögendorff, Heinrich Leonhard, deutscher Botschafter in Wien.

d'Ursel, Graf, Legationsrat, belgischer Geschäftsträger in Berlin.

Villiers, Sir Francis H., englischer Gesandter in Belgien.
Viviani, René, Conseil-Président, französischer Minister der Auswärtigen Angelegenheiten.

Zimmermann, deutscher Unterstaatssekretär im Auswärtigen Amte.

C. Nachweis der aus den Buntbüchern entnommenen[1]) Urkunden gemäß der Nummernfolge[2]) der Buntbücher

(s. S. 210, 557 u. 736 in diesem Bande).

Nummer der Buntbücher	Seite in diesem Bande
I. Englisches Blaubuch (**Bb.**)	
1	378
2	379
3	379
5	381
6	382
7	383
8	384
9	384
10	385
11	386
12	387
14	387
15	388
16	388
17	388
18	389
19	390
20	390
21	391
22	391
23	391
24	391
25	392
26	393
(**Bb.**)	
27	393
29	394
30	394
31	394
32	395
33	395
34	396
35	396
36	396
37	397
38	397
40	397
41	397
42	398
43	398
44	399
45	399
46	400
47	400
48	401
49	402
50	403
51	403
52	404
53	405
54	405
(**Bb.**)	
55	405
56	406
57	407
58	407
59	408
60	408
61	408
62	408
63	409
64	409
65	410
66	410
67	410
68	411
69	411
70	411
71	412
72	413
73	413
74	414
75	414
76	415
77	415
78	415
79	417
80	417

[1]) Wo aus diesem Verzeichnis (**C**) die Identität der Urkunde nicht unmittelbar ersichtlich ist, weil auf einer Seite mehrere Urkunden stehen, führt die im Anschluß an die betreffende Seite stattfindende Benutzung des Verzeichnisses **A** (s. oben S. 737) mittelst dessen letzter Spalte zum Ziel.

[2]) Nur für „Part II" des englischen Blaubuches tritt die Seitenzahl an die Stelle der Nummern.

Nummer der Buntbücher (**Bb.**)	Seite in diesem Bande	Nummer der Buntbücher (**Bb.**)	Seite in diesem Bande	Nummer der Buntbücher (**Gb. I**)	Seite in diesem Bande
81	418	123	443	9	581
82	418	124	444	11	581
83	418	125	444	12	582
84	418	126	445	13	584
85	419	127	445	14	584
86	420	128	445	15	584
87	420	130	446	16	585
88	421	131	447	17	585
89	422	132	447	18	589
90	423	133	447	19	589
91	424	134	448	20	590
92	424	135	448	21	591
93	425	136	449	22	591
94	426	137	449	23	592
95	427	138	450	24	593
96	427	139	450	25	593
97	428	140	452	26	594
98	428	141	452	27	594
99	429	142	452	28	594
100	430	143	446	29	594
101	430	145	446	30	595
102	431	148	672	31	596
103	431	149	673	32	596
104	432	150	673	33	596
105	432	151	673	34	596
106	434	152	673	37	612
107	435	153	674	38	612
108	435	154	674	39	614
109	436	155	675	40	614
110	436	156	675	41	616
111	437	157	675	42	617
112	437	158	676	43	617
113	438	159	676	44	617
114	438	160	676	45	618
115	438	161	681	47	618
116	439			48	619
117	439	II. Belgisches Graubuch I (**Gb. I**)		49	619
118	440			52	620
119	440			60	622
120	441	2	562	62	623
121	442	3	563	63	625
122	443	8	575	64	625

Nummer der Buntbücher (**Glb.**)	Seite in diesem Bande	Nummer der Buntbücher (**Glb.**)	Seite in diesem Bande	Nummer der Buntbücher (**Ob.**)	Seite in diesem Bande
86	529	128	555	10	456
87	529	129	555	11	456
88	530	130	555	12	456
89	530	131	555	13	456
90	530	132	556	14	457
91	530	133	556	15	457
92	531	134	556	16	457
93	532	136	692	17	458
94	533	137	692	18	458
95	533	138	693	19	458
96	534	139	693	20	459
97	535	140	694	21	459
98	535	141	694	22	459
99	536	142	695	23	460
100	536	143	695	24	460
101	536	144	696	25	460
102	537	145	696	26	461
103	538	146	697	27	464
104	538	147	697	28	464
105	539	148	698	29	464
106	540	149	698	31	465
107	541	150	699	32	465
108	541	151	699	33	465
109	542	152	699	34	466
110	543	153	699	35	466
111	543	154	700	36	466
112	544	155	702	37	467
113	545	156	708	38	467
114	546	157	705	39	467
115	546	158	706	40	468
116	547	159	272	41	468
117	547			42	469
118	548	V. Russisches		43	469
119	548	Orangebuch (**Ob.**)		44	469
120	548	1	453	45	469
121	550	2	453	46	470
122	550	4	453	47	470
123	551	5	454	48	470
124	551	6	454	49	471
125	552	7	455	50	471
126	553	8	455	51	471
127	553	9	456	52	472

Nummer der Buntbücher (**Wb.**)	Seite in diesem Bande	Nummer der Buntbücher (**Wb.**)	Seite in diesem Bande	Nummer der Buntbücher (**Wb.**)	Seite in diesem Bande
3 Nr. 11	372	3 Nr. 22 I	375	3 Nr. 28	600
3 Nr. 12	372	3 Nr. 22 II	375	3 Nr. 29	601
3 Nr. 13	372	3 Nr. 22 III	376	3 Nr. 30	601
3 Nr. 14	373	3 Nr. 22 IV	376	4	577
3 Nr. 15	373	3 Nr. 22 V	376	5	666
3 Nr. 16	373	3 Nr. 22 VI	377	6	668
3 Nr. 17	373	3 Nr. 23	377	7	636
3 Nr. 18	374	3 Nr. 24	377	8	47
3 Nr. 19	374	3 Nr. 25	377	9	650
3 Nr. 20	374	3 Nr. 26	378	11	656
3 Nr. 21	374	3 Nr. 27	590	12	658

D. Inhaltsverzeichnis nach der Zeitfolge.

